ULB UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES, UNIVERSITÉ D'EUROPE

DIGITHÈQUE
Université libre de Bruxelles

UYTTEBROUCK André, *Le gouvernement du duché de Brabant au bas Moyen âge (1355-1430)*, vol. I, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1975.

Cette œuvre littéraire est soumise à la législation belge en matière de droit d'auteur.

Elle a été publiée par les
Editions de l'Université de Bruxelles
http://www.editions-universite-bruxelles.be/

Les règles d'utilisation de la présente copie numérique de cette œuvre sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés mis à disposition par les bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site
http://digitheque.ulb.ac.be/

Accessible à : http://digistore.bib.ulb.ac.be/2010/DL2340839_001_f.pdf

André
Uyttebrouck

Le gouvernement du duché de Brabant au bas moyen âge

(1355-1430)

*

université libre
de Bruxelles
faculté de
philosophie et lettres

éditions de
l'université de Bruxelles

publié avec le concours
de la fondation
universitaire de
Belgique

LE GOUVERNEMENT DU DUCHÉ DE BRABANT AU BAS MOYEN ÂGE (1355-1430)

*

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
FACULTÉ DE PHILOSOPHIE ET LETTRES
LIX

André UYTTEBROUCK

LE GOUVERNEMENT DU DUCHÉ DE BRABANT AU BAS MOYEN ÂGE

(1355-1430)

VOLUME I

ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES
Parc Léopold — 1040 Bruxelles — Belgique
1975

Conformément aux statuts des Editions de l'Université de Bruxelles, le manuscrit de la présente étude a été soumis à un Comité de lecture qui en a recommandé la publication dans les collections des Editions de l'Université de Bruxelles.

Ce Comité était composé de M. G. DESPY
M. J. DE STURLER
M. J.-J. HOEBANK.

I.S.B.N. 2-8004-0603-8 (édition complète)
I.S.B.N. 2-8004-0604-6 (vol. 1)

D/1975/0171/5

© 1975 by **Editions de l'Université de Bruxelles,**
Parc Léopold, 1040 Bruxelles, Belgique.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction, y compris les microfilms et les photocopies, réservés pour tous pays.

Imprimé en Belgique

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACO	Archives départementales de la Côte d'Or
AE	Archives de l'État à ...
AGN	*Algemene Geschiedenis der Nederlanden*
AGR	Archives Générales du Royaume à Bruxelles
AHEB	Analectes pour servir à l'Histoire ecclésiastique de la Belgique
AN	Archives départementales du Nord
ARA	Archives Générales (*Algemeen Rijksarchief*) du royaume des Pays-Bas
AV	Archives de la ville de ...
AVB	Archives de la ville de Bruxelles
BCRH	Bulletin de la Commission royale d'Histoire
BN	*Biographie Nationale*
CB	Chartes de Brabant
CC	Chambres des Comptes, volumes
CRH	Publications de la Commission royale d'Histoire
GS	Greffes scabinaux de l'arrondissement de ...
Inv.	Inventaire
NBW	*Nationaal Biografisch Woordenboek*
NNBW	*Nieuw Nederlandsch Biographisch Woordenboek*
RBPH	Revue belge de Philologie et d'Histoire
Reg.	Regeste

AVANT - PROPOS

Depuis les travaux publiés jadis par M. le Professeur Jean de Sturler et par Fritz Quicke dans la *Geschiedenis van Vlaanderen*, plus aucune synthèse n'a été consacrée aux institutions centrales du duché de Brabant de la fin du Moyen Age.

Ce n'est pas pour autant que le sujet ait été négligé. L'école historique bruxelloise, sous l'impulsion de feu Paul Bonenfant, s'est attachée à en traiter plusieurs aspects particuliers dans de nombreux mémoires dont certains sont restés malheureusement inédits. Parmi ceux qui furent publiés, il faut retenir celui de M. Ch. Kerremans sur les grands justiciers, celui de Mlle Martens sur l'administration du domaine ducal, et celui de Paul Renoz sur la chancellerie de Brabant à l'époque de Philippe le Bon. Parmi les travaux inédits, on mentionnera la thèse de doctorat de Pierre Kauch sur l'administration et le contrôle des finances du duché de Brabant, les mémoires de licence de Mmes Moulart et Paquet sur la chancellerie de 1355 à 1415, et celui de Mme Van Neck sur les aides générales levées en Brabant de 1355 à 1430, étude dont un résumé fut publié dans les Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles. Signalons enfin que Mme Smolar-Meynart prépare un travail sur le drossard de Brabant et sur les autres officiers supérieurs du duché.

Le présent mémoire visait essentiellement à l'origine à retracer l'histoire du Conseil ducal de 1355 à 1430. Pourquoi ces termes chronologiques d'abord ? L'année 1430 s'impose sans difficulté, car elle marque un tournant capital dans l'histoire politique et institutionnelle du duché. A cette date, le Brabant cesse d'être «indépendant» pour entrer dans l'ensemble formé par ce que les historiens ont appelé les «Pays-Bas bourguignons». Par ailleurs 1355 constituait un bon point de départ de cette enquête pour deux raisons : en premier lieu, M. Jacques Libon avait, dans un travail lui aussi resté inédit, retracé les origines du Conseil et son histoire jusqu'à la mort de Jean III ; en second lieu, la décennie 1355-1365 se caractérise par de profonds changements dans la nature et dans l'importance quantitative de la documentation disponible. Les Chartes de Brabant constituent, pour cette étude, une source de première importance. Alors que l'on conserve 399 pièces pour la période antérieure au décès de Jean III (1154-1355), il s'en trouve déjà près de mille pour les cinq années suivantes. Plus précieux encore sont les comptes de la recette générale de Brabant, dont le premier exemplaire parvenu jusqu'à nous remonte à l'année 1363-1364. Le cours de l'exposé confirmera — ce que chacun sait — combien l'état et l'abondance relative de la documentation peuvent modifier notre connaissance d'un événement ; il ne paraît donc pas illogique de faire commencer les recherches à un moment où les sources accessibles rendent théoriquement plus aisée la perception des phénomènes que l'on désire soumettre à examen.

Le Conseil seul était donc primitivement en cause. Mais bien vite il apparut qu'il n'était pas possible de retracer l'histoire de cet organisme sans le replacer dans son contexte. Cela aboutit à donner à ce travail un volume qu'il ne devait pas avoir et aussi peut-être, à créer un certain déséquilibre entre ses différentes parties. Ce qui touche au Conseil proprement dit a été traité plus en profondeur, et est aussi beaucoup plus neuf ; les parties ou les chapitres dont le but principal est de situer le Conseil par rapport aux autres organes du gouvernement, sont nécessairement moins originaux ou plus superficiels, soit qu'il ait été fait usage des travaux préexistants, rappelés plus haut, soit que l'on se soit contenté d'indiquer les grandes lignes de questions qu'il appartiendra à d'autres d'étudier plus en détail.

Ainsi conçu, l'ouvrage se présente sous forme de triptyque.

Une première partie est consacrée au duc, dont il est permis de dire qu'il définit le duché ; il y est parlé des territoires sur lesquels il «règne» ainsi que de divers aspects de ce qu'il a paru commode d'appeler la «fonction ducale».

Une deuxième partie traite de l'entourage du duc, des divers organes qui l'aident à gouverner, organes issus de l'ancienne *Curia* du Moyen Age classique, parmi lesquels le Conseil occupe une place de choix. C'est l'étude approfondie de ce dernier, ainsi que d'institutions plus spécialisées nées en son sein ou à ses côtés, qui forme le cœur de l'ouvrage.

Enfin, une troisième partie envisage la manière dont les sujets du prince, ou du moins ceux d'entre eux qui pouvaient faire entendre leur voix, se sont comportés face au duc et à son entourage. Il y sera notamment question du contrôle exercé par les représentants du pays sur le Conseil ducal.

Le Conseil du XIV^e^ siècle et du début du siècle suivant n'a pas laissé d'archives. Il a déjà été dit plus haut que les Chartes de Brabant, auxquelles il convient de joindre de nombreuses copies transcrites dans les cartulaires confectionnés par l'administration princière, et que les comptes de la recette générale de Brabant constituaient la source principale de cette enquête. En ce qui concerne les rapports du prince avec ses administrés, il faut y joindre les comptes de la ville de Louvain, miraculeusement conservés en série presque ininterrompue pour toute la période étudiée. Les faits principaux des règnes couverts par les termes chronologiques choisis ont aussi été narrés par deux chroniqueurs contemporains des événements, le continuateur anonyme des *Brabantsche Yeesten* et Edmond de Dynter.

*
* *

Entrepris il y a plus de douze ans sous l'égide de Paul Bonenfant, qui fut pour tant d'historiens bruxellois un maître vénéré, trop tôt enlevé à leur affection, le travail qu'on va lire a bénéficié, cela va sans dire, de nombreuses sollicitudes, sans lesquelles d'ailleurs il n'aurait pu voir le jour.

Le manuscrit en fut soumis à un comité de lecture désigné par la Faculté de philosophie et lettres de l'Université libre de Bruxelles et présidé par M. le Professeur Jean de Sturler, qui fut lui aussi pour beaucoup dans l'orientation de mes recherches. Je tiens à remercier très chaleureusement les membres de ce

comité constitué, en plus de M. de Sturler déjà cité, de Mlle M. Martens et de MM. G. Despy, J. Bartier et J.-J. Hoebanx. A tous je dois de nombreuses et utiles indications. Je désire aussi rappeler l'aide reçue autrefois de feu Félicien Favresse, professeur à la même Faculté, qui mit fort aimablement à ma disposition la documentation qu'il avait recueillie pour son livre sur l'avènement du régime démocratique à Bruxelles.

De nombreuses personnes, amis, collègues, confrères ou consœurs archivistes ou bibliothécaires ont droit aussi à toute ma reconnaissance pour l'aide apportée au cours de mes recherches : je ne puis passer sous silence les noms de Mme Paul Bonenfant, archiviste de l'Assistance publique de Bruxelles, de Mlles Lucienne Van Meerbeeck et Andrée Scufflaire, chefs de département aux Archives Générales du Royaume, de Mme Herck, de Mlles Andrée Van Nieuwenhuysen et Micheline Soenen, de MM. Paul Hospel, René Laurent et André Vanrie, des mêmes Archives Générales, de MM. Walter Prevenier, professeur à l'Université de Gand et à la Vrije Universiteit Brussel, Wim Blockmans, assistant à l'Université de Gand, Pierre Cockshaw et Marc Lefèvre, assistants à la Bibliothèque royale de Belgique, et Léon Zylbergeld, assistant à l'Université libre de Bruxelles ; beaucoup d'autres encore devraient être mentionnés mais la liste en serait trop longue. Je désire néanmoins remercier tout spécialement tous mes confrères étrangers, qui, à Lille, à Dijon, à La Haye et dans le Brabant septentrional m'ont accueilli avec tant de gentillessé. Que de temps précieux aurais-je perdu sans les interventions bienveillantes de M. A. Ribberink, l'actuel Archiviste Général du Royaume des Pays-Bas, autrefois chef de section aux Archives Générales de La Haye, et de M. L. P. L. Pirenne, Conservateur des Archives de l'Etat à Bois-le-Duc. Je tiens encore à rendre hommage à la serviabilité et à l'amabilité du personnel des différents dépôts d'archives que j'ai visités.

Mme A. Despy-Meyer a bien voulu accepter de relire une partie des épreuves de cet ouvrage. Je lui en suis extrêmement reconnaissant.

Ma gratitude va aussi à M. Carlos Wyffels, Archiviste Général du Royaume de Belgique, à M. René Moulin, Chef de Service à l'U.L.B., ainsi qu'aux membres de leurs services et ateliers pour l'aide matérielle efficace et compétente apportée à la préparation de ce travail.

Enfin, la publication de ces pages eût été fort problématique sans la générosité de la Fondation Universitaire, dont je tiens à remercier les autorités à travers la personne de son Secrétaire Général, M. Marcel Grosjean, à la sympathie agissante de qui j'ai été particulièrement sensible.

Last but not least, mes pensées vont vers une épouse aimante et dévouée, sans qui ce labeur, dont elle fut pourtant la principale victime, n'eût jamais abouti.

Septembre 1972 André UYTTEBROUCK.

INTRODUCTION

LE DUCHÉ DE BRABANT

Le présent travail prétend étudier le gouvernement du *duché de Brabant* pendant trois quarts de siècle. Il paraît indispensable, en ouvrant cet exposé, de circonscrire le cadre géographico-politique dans lequel se sont développées les institutions dont il va être question, et cela bien que ce ne soit pas une tâche particulièrement aisée.

En effet, M. Léopold Genicot a souligné avec énormément d'à-propos la difficulté qui naît du désir de définir avec précision la structure d'une *principauté médiévale*, «car celle-ci», écrit le savant professeur de Louvain, «est faite d'éléments disparates sans autre lien que la personne du prince, rattachés à lui par des fils souvent lâches ou ténus ... (1)».

Cette remarque de portée tout à fait générale s'applique à fortiori au duché de Brabant, dont il serait même permis de soutenir, en poussant un rien le paradoxe, qu'en réalité il n'existe pas ! Une telle assertion demande évidemment quelques mots d'explication.

Personne, en effet, depuis les ducs du bas Moyen Age eux-mêmes (2) jusqu'aux érudits actuels, n'a mis en doute l'existence d'une entité territoriale désignée sous le nom de «duché de Brabant».

Malheureusement la difficulté commence dès le moment où il faut dire exactement ce que ce vocable recouvre. Même du point de vue strictement territorial, de sérieux problèmes surgissent aussitôt : *telle ville est-elle ou n'est-elle pas* brabançonne, et si oui, dans quelle mesure, et depuis quand ? La question a été

(1) L. GENICOT, *L'économie rurale namuroise* ..., t. I, p. 11. — Voir aussi l'excellent schéma des éléments constitutifs d'une principauté médiévale que cet auteur a publié dans *Etudes d'histoire wallonne. VI. Du X^e^ au XIV^e^ siècle. Des provinces dans un monde*, p. 11. On trouvera une bonne illustration de ces propos dans L. GENICOT, *Atlas historique du Namurois*, ... (voir la carte intitulée «*Structure politique du Namurois vers 1350*» ; les notices de cet atlas ont été publiées sous le titre *Le Namurois politique, économique et social au bas moyen âge*). — Par contre, il est permis de trouver trop sommaire la définition de la principauté donnée par J. DHONDT (*Etudes sur la naissance des principautés territoriales en France*, p. 50) : «Une principauté, c'est un territoire dans lequel le roi n'intervient plus que par l'intermédiaire du prince.»

(2) Ce que montre, s'il est besoin de citer un exemple, la cession du duché par la duchesse Jeanne à ses nièce et neveu, Marguerite de Male et Philippe le Hardi, le 28 septembre 1390 (texte publié dans P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi* ..., pp. 392-394) ; ou encore une expression comme «*ducatus nostros Luxemburgensem, Brabantiae et Limburgensem*» qui apparaît dans un traité du 7 février 1357 conclu entre Wenceslas et Jeanne, d'une part, et Guillaume, comte de Namur, de l'autre (édit. : J. BERTHOLET, *Histoire ecclésiastique et civile du duché de Luxembourg* ..., t. VII, *Pièces justificatives*, pp. XIX-XX).

posée à propos de Diest (3), et, plus récemment, au sujet de Nivelles (4). Elle aurait pu l'être à propos de Malines, n'eût été la conclusion de la guerre entreprise par Louis de Male au lendemain de la mort du duc Jean III (5).

Nivelles, comme Diest, sont devenues brabançonnes de fait, non de droit.

Le contraire se présente aussi. Heusden, dans le Nord-Ouest, et Grave, dans le Nord-Est, ont beau faire partie théoriquement des possessions des ducs, dans quelle mesure peuvent-elles, en fait, être tenues pour brabançonnes, alors que la première est aux mains des comtes de Hollande (6), et l'autre entre celles des ducs de Gueldre (7).

Mais ce ne sont là que détails ou broutilles. Plus difficile déjà est le problème soulevé par les relations entre le Brabant et l'Empire.

Lorsque le 20 février 1357, Jeanne, à l'initiative de l'Empereur, son beau-frère, accepte et que le Brabant soit gouverné par Wenceslas, et qu'il aille au chef de la maison de Luxembourg pour le cas où elle et son mari mourraient sans enfants (8), plusieurs points paraissent évidents à ceux qui sont mêlés à cette importante décision. Tout d'abord, les *principatus, ducatus, terrae et dominia Brabantiae et Limburgi* forment des entités cohérentes, qu'il n'est point besoin de définir plus avant. En second lieu, ces pays sont les *fundum* et *proprietas* de Jeanne, et il est expressément déclaré que Wenceslas, qui y assumera désormais le pouvoir, s'il peut, dans son gouvernement, passer outre à toute opposition de sa femme, se voit interdire d'aliéner le patrimoine de celle-ci sans son accord. L'Empire reconnaît donc à ce moment les droits de la duchesse sur ses terres.

Il faut toutefois garder à l'esprit que les circonstances qui ont fait naître ce traité, en restreignent un peu la portée théorique et surtout celle des termes employés.

En effet, Jeanne est alors en butte aux convoitises de sa propre famille. Pour défendre son héritage contre les visées d'une au moins de ses sœurs, elle cherche l'appui de sa belle-famille. Son «testament» est en quelque sorte le prix payé pour s'assurer ce concours. L'arrangement conclu avantage évidemment les Luxembourgs puisque, de toute façon, c'est à coup sûr l'un d'eux qui doit succéder à la duchesse, qu'elle ait ou qu'elle n'ait pas d'enfants (9). Dès lors,

(3) J. DE STURLER, *Un fief de l'Archevêché de Cologne en Brabant : La Seigneurie de Diest.*

(4) J. J. HOEBANX, *Nivelles est-elle brabançonne au moyen âge ?*

(5) M. P. AVONDS, *Mechelen en de Brabantse steden ...*, a fort bien montré comment Malines était devenue «brabançonne» sous le règne du duc Jean III. — Sur la question de Malines, voir *infra*, pp. 45-46.

(6) Heusden, Pays-Bas, prov. Brabant sept. — Sur la question de Heusden, voir *infra*, pp. 51-54.

(7) Grave, Pays-Bas, prov. Brabant sept. — Sur le problème de Grave, voir *infra*, pp. 54-56.

(8) Acte publié dans J. BERTHOLET, *op. cit.*, t. VII, *Pièces justificatives*, pp. XVI-XVIII et dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 532-533, d'après une copie en néerlandais. Le document se présente comme une notification faite par la duchesse d'un accord conclu par Charles IV avec elle et son mari, du conseil des princes de l'Empire et de ses fidèles à elle. On en trouve une analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 122.

(9) La seule éventualité qui puisse faire échapper l'héritage de Jeanne à un Luxembourg serait la disparition prématurée, et sans enfants, de Wenceslas, et un remariage de Jeanne, pour autant que de cette nouvelle union naisse une descendance (cas prévu par l'acte du 20 février 1357).

pour Charles IV, comme membre de la Maison de Luxembourg, il importait de ne pas trop chicaner sur les termes, et mieux valait admettre les droits de «propriété» de Jeanne que les mettre en doute. En agissant de la sorte, l'Empereur ne faisait d'ailleurs que persévérer dans une disposition d'esprit manifestée déjà trois ans auparavant : le 2 avril 1354, il avait en effet ratifié, à la demande du duc Jean III, les dispositions prises par celui-ci à la suite de la mort de ses trois fils. N'ayant plus que trois filles, le duc avait disposé que tous ses biens meubles et immeubles iraient après son décès à l'aînée, les deux cadettes se voyant léguer chacune une importante somme d'argent (10).

En 1357 donc, comme en 1354, l'Empereur tient pour fondés les titres de la duchesse à la possession de son duché, et, tant pour le premier que pour la seconde, le Brabant constitue un tout bien caractérisé dont la «propriétaire» peut disposer pratiquement à son gré, puisqu'en définitive c'est elle qui a marqué son accord au règlement de la succession proposé par Charles IV (11).

Tout autre est l'attitude impériale une quarantaine d'années plus tard. Le duc Wenceslas est mort depuis près de quinze ans. Jeanne, moins de deux ans après le décès de son mari, a manifesté clairement qu'elle tenait pour nul et non avenu l'accord de 1357 et qu'elle considérait que son héritière naturelle devait être sa nièce, Marguerite de Male (12). En 1398, l'empereur Wenceslas de Luxembourg, neveu de son homonyme, feu le duc de Brabant, est mis au courant des intentions de sa tante. Il réagit immédiatement, mais ne sait trop comment faire valoir ses propres prétentions.

Aussi se sert-il de deux arguments, qui se révèlent tout à fait contradictoires. Après avoir, en effet, affirmé que le duché devait lui revenir, comme chef de la Maison de Luxembourg, et cela en vertu de l'acte de 1357, il n'hésite pas à ajouter que, de toute façon, le Brabant doit faire retour à l'Empire en vertu du droit des fiefs qui exclut les femmes de la succession. Or il est bien évident que, si ce deuxième argument est valable, Jeanne est alors indûment duchesse de Brabant et l'acte de 1357 de nulle valeur (13).

(10) L'acte de Charles IV, donné à Toul, le mercredi avant les Rameaux 1354 (2 avril 1354), et dont l'original paraît perdu (voir R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst*, p. 21, n. 41), est connu par plusieurs analyses : 1) dans la chronique d'Edmond de Dynter, tant dans le manuscrit autographe (AGR, CC, 10, fol. 420v° ; analysé dans A. VERKOOREN, *op. cit.*, II[e] partie, t. II, p. 82, sans dire qu'il s'agit d'un fragment de la chronique de Dynter ; sur ce manuscrit autographe, voir A. UYTTEBROUCK, *Note sur les rapports* ..., pp. 110-136), que dans le manuscrit dit de Korsendonk, édité par de Ram (E. DE DYNTER, *Chronique des ducs de Brabant*, t. II, p. 687) ; 2) dans un mémoire de 1433-1437, rédigé pour défendre les droits de Philippe le Bon sur le Brabant contre les prétentions de l'empereur Sigismond, à l'article XXXVII dudit mémoire (édité par L. GALESLOOT, *Revendication du duché de Brabant* ..., l'article XXXVII aux pp. 465-466) ; 3) dans C. BUTKENS, *Trophées* ..., t. I, p. 440, avec la date du 1[er] avril, repris avec la même date dans les *Regesta Imperii*, de BOEHMER, t. VIII, p. 144. Butkens signale que l'acte reposait dans les Chartes de Brabant, où il ne figure plus actuellement. Il n'est pas repris non plus dans J. LAENEN, *Les Archives de l'Etat à Vienne* ... . En revanche, il est mentionné dans le compte communal de Louvain de 1354-1355 (extrait cité par R. VAN BRAGT, *op. cit.*, p. 22, n. 43).

(11) Le texte de l'acte de Jeanne du 20 février 1357 dit que Charles IV «*concordavit et ... statuit*», «*accedente ad hoc benevolo spontaneo et expresso dicti nostri consortis et nostro consensu*».

(12) J. STENGERS, *Philippe le Hardi et les Etats de Brabant*, p. 385.

(13) *Ibid.*, pp. 399 et 384.

Wenceslas eut beau dire, rien n'y fit. Lorsqu'il fut déposé, en 1400, un des motifs donnés par ses adversaires pour l'écarter du trône fut justement qu'il se montra incapable de récupérer le Brabant. Son successeur, Robert de Bavière, dut promettre aux princes-électeurs de tout tenter pour le faire (14).

Une dizaine d'années plus tard, le frère de Wenceslas, Sigismond de Luxembourg, fut couronné roi des Romains. Il reprit à son compte les arguments contradictoires déjà développés par son frère, et refusa toujours d'admettre la légitimité d'Antoine de Bourgogne et de ses successeurs, jusques et y compris Philippe le Bon (15). Il est piquant de noter que, dans la lettre du 21 juillet 1411 par laquelle les Electeurs annoncent à Antoine l'élection de Sigismond, le destinataire de la missive est qualifié de duc de Brabant et de Limbourg (16).

Titre que veut bien lui attribuer aussi, depuis quelques années déjà, l'ex-empereur Wenceslas, resté roi de Bohême, qui avait, depuis sa déposition, dont il refusait d'ailleurs de reconnaître la validité, modifié son attitude. C'est qu'en effet, en juillet 1409, sa nièce Elisabeth de Görlitz avait épousé Antoine de Bourgogne, qui, devenu ainsi parent et allié de Wenceslas, avait beaucoup gagné en respectabilité aux yeux de ce dernier. Tant et si bien que, par un acte donné à Prague le 25 août 1411, celui qui s'intitulait toujours roi des Romains reconnut qu'Antoine avait accédé légitimement à la succession du duché de Brabant et de ses dépendances (17).

Pour Sigismond par contre, Antoine n'est jamais qu'*«Anthonius von Burgundi»* (18).

L'attitude changeante des souverains allemands est essentiellement opportuniste : elle est fonction des circonstances du moment, bien plus que de principes intangibles. Pourtant, un caractère se retrouve à travers l'ensemble de leurs réactions : quels que soient les droits qu'ils reconnaissent aux ducs successifs, le Brabant est, s'il faut en croire la terminologie qu'ils utilisent, une entité cohérente et bien délimitée dans l'espace.

C'est dans les réponses formulées à plusieurs reprises aux prétentions de

(14) F. RACHFALL, *Die Trennung der Niederlande vom deutschen Reiche*, p. 80.

(15) La politique de Sigismond a été étudiée par L. GALESLOOT, *Revendication* ..., et par F. QUICKE, *Les relations diplomatiques* ... .

(16) Acte édité dans E. DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, pp. 202-203.

(17) *Ibid.*, pp. 190-191. — Le mariage d'Antoine était essentiellement politique et visait justement à se rendre Wenceslas favorable et à lui faire admettre la légitimité de la succession d'Antoine dans les terres autrefois possédées par Jeanne (voir à ce sujet les termes de la bulle de dispense de mariage octroyée par Benoît XIII le 15 février 1409 ; anal. dans M. J. TITS-DIEUAIDE, *Lettres de Benoit XIII*, t. II, p. 222, n° 592). A noter qu'en 1416 Wenceslas accomplit une nouvelle volte-face. Le 16 juillet de cette année, le jour même où Elisabeth de Görlitz quitte secrètement Bruxelles pour se réfugier au Luxembourg, ceci à la suite d'un différend avec les Etats de Brabant (voir E. DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, p. 317), le roi de Bohême donne plein pouvoir à son frère Sigismond de faire valoir les droits de la dynastie luxembourgeoise sur le Brabant et le Limbourg (F. QUICKE, *Les relations* ..., p. 218, n. 1).

(18) AGR, CC, 37, fol. 518, 521v°. — Il est à noter qu'après la mort d'Antoine Sigismond, avec un bel illogisme, appelle sa veuve «duchesse de Brabant». Il est vrai que c'est à un moment où Elisabeth de Görlitz est devenue l'alliée du roi des Romains et a accepté d'épouser Jean de Bavière (acte du 16 septembre 1417, analysé dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 171-172, et publié par Th. VAN RIEMSDIJK, *De Opdracht van het ruwaarschap* ..., pp. 61-63).

Sigismond qu'apparaissent fort curieusement des éléments tendant à mettre à néant cette apparente unité.

Dans un mémoire préparé vers 1417 ([19]) par les conseillers de Jean sans Peur à l'intention de ceux de son neveu, le jeune Jean IV, il est affirmé que «*toute la duchié de Brabant n'est pas fief tenue de l'Empire, et qu'il soit vray il n'y a ne Louvain, Brouxelles, Bois le Duc, Thienemont, Leeuwes, ne plusieurs autres bonnes villes de Brabant qui soient tenues en fief de l'Empire, ains sont* franc aleu, *si comme sont plusieurs autres biens, rentes et revenues dudit Brabant. Bien est vray que le marchioné de Saint Empire, une partie du bois de Soigne, le tonlieu, les chemins royaulx et la monnaye de Brabant sont fiefz et tenuz en foy et hommaige de l'Empire, et c'est que les ducz de Brabant sans fere aucun de nombrement* [sic] *en general en usant telles et semblables parolles : «je recoye de l'Empire ce que ung duc de Brabant est tenu de recevoir», ont receu en temps passé»* ([20]).

Ce mémoire a aussi et surtout pour but de montrer que les femmes peuvent succéder aux fiefs en Brabant, et qu'ainsi Jean IV est, par Marguerite de Male et par Jeanne de Brabant, le lointain héritier légitime du duc Jean III.

Les mêmes points se retrouvent dans un autre écrit, de 1433-1437, rédigé cette fois pour permettre à Philippe le Bon de répondre au même Sigismond.

Bien qu'il soit toujours question dans ces documents de «*la duchié de Brabant*», l'unité de cette principauté y paraît moins monolithique que dans l'esprit du parti impérial.

Il est tentant de répondre que c'est justement parce qu'il a fallu défendre les prétentions, éventuellement abusives, de la dynastie bourguignonne, que ce raisonnement a été imaginé. Il ne faut néanmoins pas négliger le fait que les arguments bourguignons ont été présentés par des légistes des conseils de Jean sans Peur et de Philippe le Bon ([21]). Si de tels personnages ont pu mettre en

(19) Le mémoire, dont une copie existe aux AGR (Mss Divers 29, pp. 203-213), n'est pas daté. Mais en son troisième alinéa, il est question de la mort de Jean III, survenue «*il y a environ LXII ans*».

(20) AGR, Mss Divers 29, p. 205. — Le passage est repris textuellement dans le mémoire de 1433-1437 (publié par L. GALESLOOT, *op. cit.*, pp. 453-470). Les deux mémoires sont d'ailleurs fort semblables, les arguments développés sont les mêmes et le second document reprend presque textuellement des paragraphes entiers du premier, bien que parfois dans un ordre différent (ainsi, en 1417, les paragraphes correspondant à ceux qui sont numérotés XV à XXI dans l'édition de Galesloot, suivent ceux qui y sont numérotés XXII à XXVIII). — La thèse du caractère composite du duché de Brabant n'était pas nouvelle. Elle avait déjà été développée à la fin du XIV^e^ siècle par Philippe le Hardi, mais cette fois à l'intention des Etats de Brabant (dans un document dont parle à un autre point de vue M. J. STENGERS dans *Philippe le Hardi* ..., p. 400, n. 1 ; orig. aux AGR, Chartes de Flandre, I^re^ série, n° 2501, éd. dans KERVYN DE LETTENHOVE, *Œuvres de Froissart, Chroniques*, t. XIII, pp. 342-345). Le duc veut faire admettre que sa femme est l'héritière légitime de Jeanne, et il expose notamment que les femmes ont le droit de succéder au duché de Brabant, car, dit-il, celui-ci était anciennement formé de plusieurs parties (le comté de Louvain, les terres de Bruxelles et le marquisat d'Anvers), et les femmes pouvant succéder dans chacune de ses parties, elles peuvent en conséquence succéder à l'ensemble.

(21) Le texte rédigé vers 1417 est signé «*Savigny, J. Luillier, N. Rolin et J. Le Fer*». — On ne connaît pas l'auteur (ou les auteurs) du mémoire de 1433-1437, mais Galesloot suppose, à juste titre, qu'il s'agit aussi d'un jurisconsulte.

avant de tels moyens, il est vraisemblable qu'ils croyaient, non pas nécessairement que ceux-ci étaient entièrement fondés, mais du moins qu'ils pouvaient être mis en discussion. Surtout, il faut tenir compte du fait que cette nature complexe du Brabant n'est qu'un élément accessoire, presque noyé dans de longs plaidoyers en faveur du droit des femmes à succéder aux fiefs. C'est ce droit que veulent faire admettre les Bourguignons, pour s'assurer des titres juridiques à la possession de l'ensemble de l'héritage de Jean III. L'autre argument n'est, en quelque sorte, qu'une position de repli : si l'Empire rejette la légitimité de la succession des femmes aux fiefs, alors il restera quand même aux descendants en lignée féminine de Jean III le droit incontestable à la propriété d'un certain nombre d'alleux, qui, soit dit en passant, recouvrent la plus grande partie du territoire en litige.

Les négociations avec Sigismond n'ont jamais abouti. La situation de droit n'a donc pas été réglée. Quant à la situation de fait, elle n'a, pour sa part, jamais été modifiée. Ni Antoine, ni ses fils, ni Philippe le Bon, n'ont prêté l'hommage pour ce qu'ils tenaient de l'Empire, sans pour cela être troublés le moins du monde dans la paisible jouissance de leur héritage.

Il est curieux de voir que la question a eu une suite assez tard dans l'Ancien Régime. Sous l'archiduc Charles, le futur Charles Quint, certains s'interrogent à nouveau sur le fait de savoir si tout le Brabant est fief d'Empire. En 1516, des membres du Conseil de Brabant, du Trésor et de la Chambre des Comptes furent chargés de rechercher ce qui relevait de l'Empire. Ils aboutirent à peu près au même résultat que les conseillers bourguignons de la première moitié du XV^e^ siècle : à la liste des fiefs énumérés par ceux-ci, ils ajoutèrent Maastricht, une partie du Brabant située au-delà de la Meuse, l'abbaye de Nivelles, la ville de Grave, la seigneurie de Cuyck, le droit de foire à Anvers et enfin le *titre* même de duc de Lotharingie et de Brabant (22).

Encore plus curieuse, l'attitude d'un auteur de l'époque moderne. Défendant cette fois un point de vue *impérialiste*, contre ceux qui prétendaient que le duché tout entier était indépendant de l'Empire, J. B. De Vaddere écrit, au XVII^e^ siècle, que le Brabant est *en partie* dépendant de celui-ci, et cite alors comme fiefs impériaux tous ceux qui sont repris dans la liste de 1516 (23) ; il y joint

(22) E. DE BORCHGRAVE, *Histoire des rapports de droit public qui existèrent entre les provinces belges et l'empire d'Allemagne* ..., pp. 12-13. L'auteur ne sait pas par qui ni pour quel motif cette enquête fut entreprise.

(23) Sauf le droit de foire à Anvers. Cfr J. B. DE VADDERE, *Traité de l'origine des ducs et du duché de Brabant*, t. II, p. 343. Il est remarquable que l'auteur, qui écrivait en 1672, avait déjà à cette époque une vue assez juste de l'histoire des lointaines origines du duché : il fait fort bien la distinction entre pagus et duché de Brabant, entre ducs de Lotharingie et ducs de Lothier, puis de Brabant, etc. — Signalons ici, à titre de simple curiosité, une autre théorie sur le caractère complexe du Brabant, soutenue par Guy Coquille, légiste au service de Jean de Bourgogne, comte de Nevers, deuxième fils de Philippe de Nevers qui était lui-même le troisième fils de Philippe le Hardi. Ce Jean de Nevers, soutenu par Louis XI, émit des prétentions (qui restèrent théoriques) sur le Brabant, en contestant la solution intervenue en 1430 qui mit le duché entre les mains de Philippe le Bon. Jean de Nevers se voulait donc l'héritier d'Antoine et de ses fils. Guy Coquille, quant à lui, fit valoir notamment que la part échue à Antoine de l'héritage de Philippe le Hardi se composait de trois duchés (sic !) : le Lothier, le Brabant et le Limbourg, et d'un marquisat : Anvers (sur toute cette affaire, voir B. DE MANDROT, *Jean de Bourgogne* ...).

l'avouerie d'Aix et celle de tous les établissements religieux. La situation est donc ici tout à fait retournée, et cela pour en arriver à la même affirmation, que seule une partie du Brabant relève en fief de l'Empire !

Ce sont des documents d'une autre nature qui vont encore jeter un peu plus de trouble dans les esprits : les comptes des villes, et plus particulièrement ceux de Louvain et de Bois-le-Duc.

Dans cette dernière ville, peu de comptes ont été conservés pour la période étudiée ici. Néanmoins, le premier de ceux-ci, qui court de Pâques 1399 au 1er octobre suivant, contient, à plusieurs reprises, une phrase dont la rédaction peut paraître un rien anormale. Il s'agit toujours d'envoi de messagers porteurs de lettres adressées aux villes de Brabant, or l'auteur du compte reprend toujours une formule qui peut se ramener à ceci : «*N.* (nom du messager), *gesent* in Brabant, *aen die steden*» (24). Et l'on paie trois florins au clerc de la ville «*van den brieven te scriven die men aen die steden seinde* in Brabant» (25). Remarquons les mots «in *Brabant*» et non «van *Brabant*». Littéralement donc, messagers et lettres sont envoyés, non pas aux villes de Brabant, mais bien aux villes, en Brabant. Serait-ce que Bois-le-Duc ne s'y trouve pas ?

La question ainsi posée et l'interprétation ainsi donnée à ce texte pourraient paraître gratuites, n'était un élément, alsolument net cette fois, relevé dans les comptes communaux de Louvain.

Les délégués louvanistes envoyés soit à des réunions d'Etats, soit à des rencontres avec des dirigeants de l'une ou l'autre ville, soit en mission à l'étranger, reçoivent une indemnité de déplacement. Quand la délégation se rend à l'étranger, que ce soit en Flandre, en Hollande, à Malines, en Allemagne, l'indemnité est calculée «*na porcie van buten lands*», donc suivant un tarif valable pour ce genre de déplacement, et supérieur à celui qui est applicable aux voyages à l'intérieur du pays. Or que constate-t-on ? Que c'est l'indemnité de mission à l'étranger qui est accordée aux délégués se rendant à Anvers, à Bois-le-Duc, à Lierre, à Turnhout, à Walem (26), à Zemst (27), à Saint-Bernard sur l'Escaut (28), ainsi qu'à Maastricht et à Nivelles (29) ! Est-ce pour une raison d'éloignement ? Ce pourrait être vrai pour Maastricht ou Bois-le-Duc, voire pour Anvers ou Nivelles. Mais Walem et Lierre ne sont quand même pas bien loin de Louvain et Zemst est plus rapproché que Bruxelles qui n'est pas «*butenlands*».

Le «pays» — on pourrait dire le «*binnen lant*» si l'expression était utilisée — ne se limite pas en effet à la région de Louvain. Sauf Zemst et Nivelles, il n'y

(24) AV Bois-le-Duc, Rekeningen, B 1, envoi de messagers.

(25) *Ibid.*, dépenses diverses.

(26) Walem, prov. Anvers, cant. Duffel.

(27) Zemst, prov. Brabant, cant. Vilvorde.

(28) Saint-Bernard-sur-l'Escaut, abbaye de Cisterciens à Hemiksem, prov. Anvers, cant. Boom.

(29) Voir les comptes communaux de Louvain aux AV Louvain. La plupart des exemples cités ici se retrouvent dans le compte de 1412-1413, AV Louvain, 5015, *passim*. Pour Walem, voir AV Louvain, 5012, f° 78r° et 104r°. Pour Saint-Bernard, AV Louvain, 5016, f°14v°. Il est à noter qu'après 1427 la mention «*na portie van buten lands*» ne figure plus dans les comptes. — Bien entendu il est impossible de dresser une liste complète de toutes les localités que nous considérons comme brabançonnes et que les Louvanistes situaient «*buten lands*», puisque ne figurent dans les comptes que des lieux où des délégués ou messagers de Louvain ont effectivement été envoyés.

a pas d'exemples de localités sises au sud du Rupel, de la Dyle et du Démer, qui soient dites «*buten lands*».

En réalité, il paraît y avoir dans ceci une coïncidence qui ne laisse pas d'être troublante : toutes ces localités sont situées en dehors des territoires qui ont formé le point de départ de l'expansion territoriale de la maison de Louvain. La plupart des localités se trouvent au nord de cette zone de départ limitée par les trois cours d'eau mentionnés ci-dessus. Maastricht, à l'est, est tout à fait excentrique et on ne peut affirmer que ce soit une ville brabançonne ; le duc de Brabant en est co-seigneur, ce qui n'est pas la même chose. Le cas de Nivelles, confinant au Brabant, est un peu particulier, mais il a été rappelé plus haut que ce n'est pas une cité brabançonne à proprement parler (30). Zemst, à première vue, soulève une plus grande difficulté. La localité devait être comprise dans le comté de Bruxelles au XI^e siècle ; pourquoi alors est-elle considérée comme «étrangère» ? Il n'est pas possible de répondre à coup sûr (31).

De toutes manières, le point de vue adopté par les receveurs de Louvain est curieux, et la coïncidence constatée oblige à faire un bref retour en arrière.

Au début du XII^e siècle, les comtes de Louvain, qui avaient pris pied, par mariage, dans le comté de Bruxelles, n'étaient, en effet, maîtres que de la partie méridionale du futur duché, correspondant en gros aux futures circonscriptions administratives qui auront noms mairie de Louvain et ammanie de Bruxelles. Par le biais de l'avouerie de Sainte-Gertrude de Nivelles, ils avaient pris pied également dans le futur bailliage du Roman Pays. En 1106, en même temps qu'ils reçurent la dignité de ducs de Lotharingie, ils furent mis en possession du marquisat d'Anvers (32).

Ceci pourrait éclairer cela. Le «pays» au sens restreint où l'entendent les Louvanistes en matière d'indemnités de missions — ce n'est en effet qu'en ce domaine bien particulier qu'apparaît l'opposition signalée ici — pourrait bien être un lointain souvenir de l'ancienne assise territoriale des comtes de Louvain,

(30) Voir *supra*, et n. 4.

(31) Est-ce parce que Zemst a fait partie de la seigneurie de Grimbergen (P. BONENFANT, *Quelques cadres territoriaux de l'histoire de Bruxelles* ..., pp. 15-16), petite entité territoriale puissante, pratiquement indépendante, et que le comte de Louvain ne put soumettre à son autorité qu'au XII^e siècle, après qu'il fut devenu duc de Lotharingie, et à la suite de la «guerre de Grimbergen» (F. L. GANSHOF, *Coup d'œil sur l'évolution territoriale comparée de la Flandre et du Brabant*, pp. 88 et 92-93) ? Ou bien son caractère de village-frontière, à la limite de la seigneurie de Malines, a-t-il trompé les Louvanistes ? Ou bien encore, et cela paraît plus vraisemblable, est-ce parce que la présence de ceux-ci à Zemst est due à des négociations avec les Malinois, du fait de difficultés causées à Bruxelles et Louvain par ceux de Malines, difficultés qui auraient poussé à choisir le lieu de réunion en dehors du territoire de la seigneurie (Malines avait confisqué des marchandises appartenant à des Bruxellois et à des Louvanistes. Le 25 juillet 1411, des délégués des deux villes lésées s'étaient rencontrés à Tervuren pour se concerter à ce sujet. Le 31 juillet, des représentants de Louvain et Bruxelles, accompagnés du drossard de Brabant, se rendent à Zemst pour y discuter avec les Malinois ; voir AV Louvain, 5015, f° 145v° et 146v°) ?

(32) Sur la formation du duché de Brabant, voir L. VANDERKINDERE, *La formation territoriale* ... ; F.-L. GANSHOF, *Coup d'œil* ... ; J. DHONDT, *Proloog van de Brabantse Geschiedenis* ; ainsi surtout que les travaux de P. BONENFANT, *Le duché de Lothier et le marquisat de Flandre à la fin du XI^e siècle* et *Quelques cadres territoriaux* ... ; et plus récemment, de P. BONENFANT et A.-M. BONENFANT-FEYTMANS, *Du duché de Basse-Lotharingie au duché de Brabant*.

appelée parfois comté de Brabant (33). L'expression par laquelle les habitants de Bois-le-Duc paraissent se considérer comme extérieurs au Brabant peut aussi passer pour un archaïsme, pour une réminiscence de ce «comté de Brabant» qui ne comprenait pas les régions septentrionales du futur duché.

L'histoire des titres portés par les ducs permet de compléter ce rapide tableau et aide à mieux comprendre ce qu'il faut entendre par «duché de Brabant» (34).

En 1106 donc, le comte de Louvain Godefroid obtient de l'Empereur le titre de duc de Lotharingie auquel est joint celui de marquis d'Anvers ou du Saint-Empire.

De quels éléments est formé à partir de ce moment le pouvoir de Godefroid ? Tout d'abord, il est comte de plusieurs anciens comtés, dont ceux de Louvain et de Bruxelles, comtés qui se sont plus ou moins fondus au XI^e^ siècle et sont parfois désignés alors sous le nom global de comté de Brabant. Ce sont là des biens patrimoniaux pour beaucoup considérés comme alleux, sur lesquels l'Empire n'a plus qu'un droit très théorique. A ces possessions sont venus s'ajouter par la suite plusieurs petits territoires situés au centre-est du futur duché ainsi que la région d'Orten, sur la Meuse (là-même où sera fondée la ville de Bois-le-Duc) ; toutes ces terres sont elles aussi entrées *de facto* dans le patrimoine de la famille de Louvain.

Il est ensuite marquis, c'est-à-dire comte d'une marche-frontière, celle d'Anvers. Les fonctions, à l'origine celles d'un gouverneur militaire, étaient devenues plutôt honorifiques au moment où elles lui furent conférées. Elles n'étaient pas encore héréditaires en 1106, mais le devinrent en fait après leur passage à la maison de Louvain (35). La dignité était considéré comme fief impérial.

Il est enfin duc de Lotharingie, ou plus exactement de Basse-Lotharingie, également par concession de l'Empereur. Ces fonctions n'ont plus rien de commun avec celles des ducs-fonctionnaires des époques antérieures ; elles tendent aussi à devenir purement honorifiques (36) ; la dignité ducale, comme celle de marquis, est tenue en fief de l'Empire.

A la fin du XII^e^ siècle, à la mort de Godefroid III en 1190, il est officiellement décidé par la Diète de Schwäbisch Hall, que son successeur Henri I^er^ n'exercera plus de pouvoirs en dehors de ses biens patrimoniaux (37). Le titre de duc de Lotharingie, qui lui est laissé, est alors tout à fait vidé de son contenu et ne représente plus rien.

A tel point que dans l'usage courant, il va disparaître et être remplacé par une autre formule : celle de «duc de Brabant» qui finira par l'emporter, même si le

(33) Sur les différents sens du mot «Brabant», voir P. BONENFANT, *Le Pagus de Brabant*, et, du même, *L'origine du titre de duc de Brabant*.

(34) Sur cette question de l'origine des titres donnés au duc de Brabant, voir P. BONENFANT, *L'origine du titre ..., op. cit.*, qui complète et corrige sur bien des points H. NELIS, *L'origine du titre : «Duc de Brabant»*.

(35) L. VANDERKINDERE, *op. cit.*, p. 126.

(36) Sur le contenu de la dignité ducale au XII^e^ siècle, voir P. BONENFANT et A.-M. BONENFANT-FEYTMANS, *Du duché ...* — Sur l'évolution des pouvoirs des ducs avant le XII^e^ siècle, voir G. DESPY, *La fonction ducale ...*

(37) G. SMETS, *Henri I, duc de Brabant*, pp. 41-42.

duc lui-même ne veut pas l'accepter, au moins jusqu'à Jean Ier, ceci pour marquer son désaccord avec les décisions prises à Schwäbisch Hall.

Déjà au XIIe siècle, l'affaiblissement de fait du pouvoir ducal avait conduit les contemporains à chercher une manière plus adéquate de désigner Godefroid Ier et ses successeurs. Ils s'étaient servis assez souvent de l'expression «duc de Louvain», puis à la fin du siècle, déjà de celle de duc de Brabant, qui connut dès lors un succès considérable. La Diète de Schwäbisch Hall ne fit qu'officialiser une situation de fait (38).

Dès lors, à partir de 1190, on se trouve en présence en réalité d'un *comte* de plusieurs comtés (y compris depuis 1106 la marche d'Anvers), affublé d'un titre de duc, qui n'est qu'un vain ornement. Le «duc» se veut, quant à lui, «de Lotharingie», mais ses contemporains ne l'admettent que «de Brabant».

Plus rien ne changera, du point de vue territorial, et du point de vue des titres utilisés, pendant un peu moins d'un siècle. Quand, en 1288, après la bataille de Worringen, Jean Ier, qui accepte, pour sa part, d'être appelé «duc de Lotharingie *et* de Brabant» aura annexé le Limbourg, il joindra à sa titulature le nom de «duc de Limbourg». C'est là un nouveau trompe-l'œil. Le «duc de Limbourg» n'était, comme celui de Brabant, qu'un comte, qui émit aussi, au début du XIIe siècle, des prétentions sur le titre de duc de (Basse-)Lotharingie (39). Quand Jean Ier prétend cumuler, après 1288, trois titres ducaux, il abuse tout le monde, à commencer par lui-même. Ces trois titres ont la même origine : ils ne sont que trois facettes d'une même illusion : la survivance du duché de Lotharingie.

En définitive, s'il y a *de facto* ou *ex nomine* un duc de Brabant, y a-t-il pour autant un duché de ce nom ?

Non, si l'on veut donner au mot «duché» le sens qu'il avait sous Otton Ier et même jusqu'aux environs de 1100. Non encore si l'on entend par là une dignité particulière et supplémentaire conférée à une principauté d'Empire à un moment donné de son histoire, comme ce fut le cas pour le comté de Gueldre érigé en duché en 1339 (40), ou pour celui de Luxembourg, qui l'est en 1354 (41). Il s'agit pour ces deux princes et pour les territoires en cause, d'une promotion, et le nouveau statut de la principauté s'accompagne de divers privilèges supplémentaires ou de charges honorifiques nouvelles attachés au titre ducal : le duc de Gueldre reçoit le droit de battre monnaie et celui de présenter, notamment dans certaines cérémonies, les habits impériaux à l'Empereur, tandis que le duc de Luxembourg pourra, en chevauchant à la droite du destrier royal ou impérial, tenir le frein de celui-ci, lors des expéditions organisées contre les rebelles à l'Empire, au retour desquelles il servira comme écuyer tranchant de

(38) Pour tout ce développement, voir P. BONENFANT, *L'origine du titre* ..., et P. BONENFANT et A.-M. BONENFANT-FEYTMANS, *Du duché* ..., *passim*.

(39) P. BONENFANT, *Syllabus du cours d'Histoire de Belgique*, p. 32, et P. BONENFANT et A.-M. BONENFANT-FEYTMANS, *Du duché* ..., p. 1156.

(40) Acte de l'empereur Louis IV du 19 mars 1339, édité dans F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek* ..., t. II, p. 616.

(41) Acte de l'empereur Charles IV du 13 mars 1354, édité dans A. MIRAEUS et J. F. FOPPENS, *Opera diplomatica et historica*, t. I, pp. 221-222, repris, d'après cette édition, dans BERTHOLET, *op. cit.*, t. VII, *Pièces justificatives*, pp. VII-IX.

l'Empereur (42). Principauté et privilèges attachés au titre sont à tenir ensemble en fief de l'Empire.

Le cas du duché de Brabant est à l'inverse des deux exemples qui viennent d'être exposés : il n'y a pas augmentation mais réduction de dignité. Ce n'est pas le comté de Brabant qui a été érigé en duché, c'est, sur le plan des personnes et non des territoires, le duc de Lotharingie qui a été réduit au rang de comte de Brabant et marquis du Saint-Empire, tout en gardant le droit de s'intituler duc.

Dès lors, s'il faut admettre qu'il existe un duché de Brabant, il faut le définir par la personne du prince et non à partir d'un territoire déterminé. Dans cette perspective, on pourra appeler duché de Brabant, un groupe de territoires d'origines diverses, agglomérés au cours des temps, et soumis à un personnage qui est appelé, dans l'usage courant et de fait, duc de Brabant. Il faut dire de fait, et non de droit, car jamais il n'y eut, comme pour la Gueldre ou le Luxembourg, un acte juridique créant un duc ou un duché de Brabant. Il est tellement vrai que «duc de Brabant» n'est qu'un titre, qu'un prince a pu le porter pendant plus d'un quart de siècle sans jamais régner sur le duché. Louis de Male, comte de Flandre, et beau-frère de Jeanne, qui contesta à celle-ci son héritage après la mort de Jean III, obtint à titre personnel, à la suite du traité d'Ath (4 juin 1357) (43), dont les clauses furent édictées par le comte de Hainaut, le droit de s'en parer sa vie durant, et cela avec l'accord de la duchesse, et sans que jamais l'Empereur, pourtant beau-frère de celle-ci, ne s'en offusque ou ne s'y oppose.

Pourquoi a-t-il été bon de dessiner à grands traits les contours de ce problème ? Parce que, évidemment, cet aspect «personnel» et non «territorial» du duché ne devra pas être perdu de vue quand seront abordés les chapitres relatifs à la nature et à l'exercice du pouvoir ducal. Et, puisque le territoire se définit à partir du prince qui le gouverne, il est normal d'en tirer une première conséquence : c'est dans les chapitres consacrés au duc que seront étudiées les variations territoriales éventuelles.

*
* *

(42) Voir les documents cités plus haut. Dans un acte du 5 janvier 1357, l'empereur Charles IV rappelle qu'au titre de duc de Brabant et marquis du Saint-Empire est aussi attaché un privilège particulier : celui de porter l'épée impériale dans les cérémonies (pièce éditée par E. DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, pp. 44-45 et par DE VADDERE, *op. cit.*, t. II, pp. 401-404). Il veut ainsi mettre fin à un conflit surgi à ce sujet entre Wenceslas et son oncle Rodolphe, duc de Saxe (Sur ce conflit, voir DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, pp. 44-47). En réalité, l'Empereur manque ici un rien de précision. DE VADDERE croit que le privilège est attaché à la qualité de marquis du Saint-Empire (*op. cit.*, t. II, p. 405). De toute manière, il ne peut pas avoir été attaché à l'origine à celle de duc de Brabant ; peut-être l'était-il à celle de duc de Lotharingie ?

(43) Texte édité dans *Brabantsche Yeesten*, éd. J. F. WILLEMS, t. II, *Codex diplomaticus*, pp. 543-546. — Louis de Male peut porter ce titre «*s'il li plaist, toute sa vie*», en raison d'obligations que le traité impose à son égard aux quatre villes de Louvain, Bruxelles, Nivelles et Tirlemont, parce que les villes de Brabant avaient reconnu auparavant Louis comme seigneur. — Signalons ici que Jean de Bourgogne, dont il a été question plus haut (voir p. 16, n. 23) a lui aussi porté le titre de duc de Brabant (B. DE MANDROT, *op. cit.*, pp. 13-14).

PREMIÈRE PARTIE

LE DUC

L'introduction, dans son essai d'esquisser ce que pouvait être le Brabant à la fin du Moyen Age, a fait apparaître l'importance toute particulière du duc en tant qu'élément de définition du duché.

Il est par conséquent essentiel de tenter de cerner d'un peu plus près la notion même de «duc de Brabant».

Cette première partie y sera consacrée, et dans ce but, seront successivement passés en revue,

dans un premier chapitre :

— les différents princes qui ont régné de 1355 à 1430 ;

— leur descendance légitime et illégitime ;

dans un deuxième chapitre :

— les territoires sur lesquels s'établissait la domination des ducs ;

dans un troisième chapitre :

— la nature de leur pouvoir ;

— la transmission du duché ;

— les lieutenances et régences.

CHAPITRE Ier

LES DUCS ET LEUR FAMILLE DE 1355 À 1406

Quatre règnes se partagent la période qui s'étend de la mort de Jean III (5 décembre 1355) à l'avènement de Philippe le Bon (5 octobre 1430) : ceux de Jeanne (d'abord avec son mari, Wenceslas de Luxembourg, jusqu'au décès de celui-ci, le 8 décembre 1383, puis seule jusqu'à sa mort, le 1er décembre 1406), d'Antoine de Bourgogne, petit-neveu de la précédente (1406- 25 octobre 1415), et des deux fils de celui-ci, Jean IV (1415- 17 avril 1427) et Philippe de Saint-Pol (1427- 4 août 1430).

Ces princes, les anciens chroniqueurs les faisaient descendre de Charlemagne, et par lui, de Priam, roi de Troie. L'aspect fabuleux du point de départ de ces généalogies ne doit pas faire oublier que Philippe de Saint-Pol et ses prédécesseurs descendaient effectivement, par les femmes, du grand empereur d'Occident, et, à l'un ou l'autre détail près (1), de la manière indiquée par les vieux auteurs. A travers Jean III, les ducs dont il est question ici se rattachent en effet directement à Lambert de Louvain, mort en 1015, et à sa femme Gerberge, carolingienne authentique puisqu'elle était fille de Charles, duc de Lotharingie, lui-même fils de Louis IV d'Outremer et oncle de Louis V, le dernier carolingien de France.

Qui plus est, Lambert avait déjà pour sa part du sang carolingien dans les veines, puisqu'il était l'arrière-arrière-petit-fils d'un certain comte Giselbert, qui avait épousé, au milieu du IXe siècle, une fille de l'empereur Lothaire (2).

Les ducs de Brabant de la fin du Moyen Age se sentaient-ils carolingiens ? Ils tiraient certainement de leurs origines une certaine gloire (3), et le rappel de cette prestigieuse ascendance constituait pour les chroniqueurs brabançons un thème littéraire quasi obligé (4). De plus, en une circonstance au moins, leur filiation

(1) Ainsi une généalogie du XIVe siècle, citée par C. DUVIVIER, *Actes et documents anciens intéressant la Belgique*, pp. 290-291, fait d'Henri, fils de Gerberge et petit-fils du duc Charles de Lotharingie, le père et non le frère de Lambert II, comte de Louvain. Voir aussi DE DYNTER, *op. cit.*, t. I, 1re partie, pp. 3-4, 17 à 42, t. II, pp. 11-12. Le reproche majeur que les anciens chroniqueurs peuvent s'attirer, est d'avoir paré de titres fantaisistes les anciens carolingiens et les premiers représentants de la maison de Louvain, qu'ils appellent soit princes de Brabant et de Hesbaye, soit princes ou ducs de Lotharingie et de Brabant, bien avant que ne se forme ce que nous appelons le duché de Brabant.

(2) C. KNETSCH, *Das Haus Brabant*, t. I, Tafel I, qui s'inspire notamment du tableau généalogique établi par L. VANDERKINDERE, dans *La formation territoriale* ..., p. 473.

(3) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, p. 92.

(4) Voir encore au XVIe siècle, J. MOLANUS, *Historiae Lovaniensium libri XIV*, éd. P. F. X. DE RAM, t. I, p. 46.

servit d'argument politique : lorsque le roi des Romains Sigismond, plus tard Empereur, prétendit, à partir de 1417, que le Brabant devait faire retour à l'Empire, le duché ne pouvant se transmettre par les femmes, il lui fut répondu à deux reprises au moyen des mémoires dont il a été question dans l'introduction (5) ; avec le secours de la généalogie et en présentant Charlemagne comme «duc de Brabant»(!), les juristes auteurs de ces textes pouvaient habilement affirmer que le «duché» devait à Gerberge son passage dans la maison de Louvain, et «prouver» ainsi que la dignité ducale était susceptible de se transmettre par les femmes (6).

Les ducs pouvaient à juste titre se targuer de l'antiquité de leur race. Des alliances matrimoniales plus récentes n'en avaient certes pas terni le lustre. La duchesse Jeanne était en effet elle-même à la fois arrière-petite-fille d'un roi de France (7) et d'un roi d'Angleterre (8), et belle-sœur de l'empereur Charles IV (9). Quant à Antoine, il était le petit-fils du roi de France Jean II.

*
* *

Jeanne, l'aînée des six enfants que le duc Jean III eut de son union avec Marie d'Evreux, naquit le 24 juin 1322. Lorsqu'elle épousa, avant le 27 novembre 1334, celui qui allait devenir moins de trois ans plus tard le comte Guillaume IV de Hollande, elle ne pouvait imaginer qu'elle serait un jour duchesse de Brabant. Ses trois frères étaient encore en vie et personne ne pouvait croire à leur disparition prématurée. La mort de son mari, tué lors d'une expédition contre les Frisons, fit d'elle dès 1345, la douairière de Hainaut, de Hollande et de Zélande (10).

Il n'était pas encore question pour elle de succéder à son père en 1347, quand elle fut promise en mariage à Wenceslas de Luxembourg, le frère de l'empereur Charles IV (11).

(5) Voir *supra*, p. 15.

(6) GALESLOOT, *Les revendications ...*, pp. 461-462, et AGR, Mss Divers 29, p. 205. Sur la question de la succession au duché, voir *infra*, pp. 130-136.

(7) Son père, Jean III, avait épousé Marie, fille de Louis, comte d'Evreux, lui-même fils du roi Philippe III le Hardi. Pour tous ces enchevêtrements d'alliances, on peut consulter F. FREYTAG VON LORINGHOVEN, *Stammtafeln zur Geschichte der Europäischen Staaten*, Marbourg, 1953.

(8) Son grand-père, Jean II, avait épousé Marguerite, fille d'Edouard I[er] Plantagenet.

(9) Par son premier mariage, elle avait été la belle-sœur notamment du roi d'Angleterre Edouard III et de l'empereur Louis de Bavière.

(10) Sur son douaire et les difficultés qu'elle eut par la suite à se le faire payer, voir C. PIÉRARD, *Les douaires de Jeanne de Brabant en Hainaut*.

(11) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, p. 366, n. 9, qui indique que les conventions matrimoniales, conclues à l'occasion d'une série d'autres projets de mariage, furent signées en 1347. De l'existence de ce contrat, plusieurs auteurs, dont H. PIRENNE lui-même, ont conclu à la célébration du mariage au même moment. C'est dans la notice qu'il consacra à Jeanne dans la *Biographie Nationale*, t. X, Bruxelles, 1888-1889, col. 455, que le grand historien belge écrit que le mariage lui-même a été célébré en 1347, et il ajoute que ce fut un mariage politique, car Jeanne était l'«héritière du Brabant, Jean III n'ayant pas de fils». Présentés ainsi, les faits sont entièrement inexacts, le dernier fils du duc n'étant mort qu'en 1352. — Avant lui Is. An. NIJHOFF, *Gedenkwaardigheden uit de geschiedenis van Gelderland*, t. II, Arnhem, 1833, p. XX, et depuis H. VAN WERVEKE, dans le passage qu'il consacre à ces événements dans l'*Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, t. III,

Aussi curieux que cela puisse paraître pour deux conjoints aussi illustres, il est impossible de dire avec précision quand les noces furent réellement célébrées. Tout ce qu'il est permis d'affirmer, c'est que Jeanne n'était pas encore remariée le 16 novembre 1351 mais qu'elle l'était bien le 20 avril suivant. En effet, à la première de ces deux dates, Wenceslas prend des engagements envers sa *future* épouse (12), tandis que le 20 avril 1352, la mère du prince, Béatrice, reine de Bohême, parle de ses enfants Wenceslas et Jeanne, comte et comtesse de Luxembourg (13). Le jeune époux était alors âgé d'une quinzaine d'années, et sa femme en comptait le double.

Par la mort du dernier des fils de Jean III, peu après le 3 février 1352, ce mariage prit une importance considérable, qu'il était impossible de soupçonner quelques mois plus tôt, encore moins en 1347, alors que deux des frères de Jeanne étaient encore en vie. Car il faut bien insister sur ce point : l'opinion selon laquelle Wenceslas fut fiancé à l'héritière du Brabant est fausse. Lorsque le futur duc se prépare à épouser la fille aînée de Jean III, celle-ci a toujours un frère vivant, et si, comme on peut le supposer (14), le mariage fut célébré avant le décès de ce dernier, Jeanne, au moment de ses noces, n'était pas encore appelée à succéder à son père.

Quelques semaines plus tard, la situation était tout à fait bouleversée. C'était, dès le deuxième trimestre de 1352, l'espoir ou la possibilité de voir s'unir un jour sous une même dynastie des territoires d'une superficie totale assez impressionnante, bien que formant deux blocs séparés : le Brabant à l'ouest, le Limbourg et le Luxembourg à l'est Malheureusement, ce ne fut jamais qu'un rêve, car le couple resta sans enfants, et, en 1383, quand Wenceslas fut emporté par la maladie, l'union personnelle se rompit (15).

Utrecht etc., 1951, p. 164, ont aussi écrit que les noces furent célébrées le 1er juillet 1347. — Une certaine ambiguïté des termes, dans le mémoire de 1417 en réponse aux prétentions de Sigismond (voir *supra*, p. 15), permettrait d'interpréter ce texte dans le sens de ces auteurs. Il y est en effet écrit que «*environ ung an aprés le trespas de son premier mary, ma dicte dame Jehanne, du vivant de mon dit seigneur son pere, fu remariee au duc Wencelin, duc de Luxembourg*» (AGR, Mss Divers 29, p. 204). Il faut bien entendu comprendre «*fu remariee*» dans le sens de «fut promise en mariage». A noter que le texte de 1417 contient un anachronisme. En 1347, Wenceslas n'est même pas comte de Luxembourg. Il n'en portera le titre qu'en 1351, et ne sera duc qu'en 1354. Né en 1337, le jeune prince n'avait encore que dix ans au moment des faits signalés ici.

(12) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. II, p. 329. — Une dispense de mariage avait été accordée par le pape Clément VI le 8 août 1351 (AGR, Chartes de Luxembourg, n° 949, datée par erreur de 1352 par A. VERKOOREN, *op. cit.*, t. II, p. 334).

(13) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. II, pp. 332-333. — Comme le dernier fils de Jean III est mort peu après le 3 février 1352, c'est peut-être avant cette date qu'il faut placer la célébration des noces. Il est peu vraisemblable, en effet, qu'elles aient pu avoir lieu entre le décès de Godefroid et le 20 avril 1352, en plein deuil de la cour brabançonne, à moins, ce qui n'est pas à exclure à priori, que l'on n'ait alors voulu hâter ce mariage devenu politiquement important. — M. R. Van Uytven, le dernier auteur à avoir consacré une notice biographique à Wenceslas (voir ci-dessous, note 15), écrit que le mariage fut vraisemblablement célébré en 1351 («*Vermoedelijk werd het huwelijk in 1351 voltrokken*», *NBW*, t. II, col. 935).

(14) Voir la note précédente.

(15) Sur Jeanne, il existe une notice biographique déjà citée d'H. PIRENNE, dans *BN*, t. X, col. 454-462 ; pour Wenceslas, voir H. VANDER LINDEN, dans *BN*, t. XXVII, col. 169-178 et R. VAN UYTVEN, dans *NBW*, t. II, col. 935-940.

Dès lors se trouve posée la question de la succession de Brabant. L'on sait comment Antoine de Bourgogne, deuxième fils de Philippe le Hardi et petit-neveu de Jeanne, devint duc au décès de celle-ci en décembre 1406, après avoir déjà exercé le pouvoir comme gouverneur du Brabant depuis le mois de juin 1404 (16).

Antoine avait épousé le 25 avril 1402, à Arras, au cours de fêtes grandioses (17), Jeanne de Saint-Pol, une princesse célébrée pour sa beauté (18). C'est le 11 janvier 1403, soit huit mois et demi après le mariage de ses parents, que naquit, toujours à Arras, le futur Jean IV (19). Un deuxième fils, qui fut prénommé Philippe, naquit en 1404 (20). L'année suivante, Jeanne de Saint-Pol accoucha d'une fille, qui ne vécut que peu de temps (21).

Le 12 août 1407, la première épouse d'Antoine s'éteignait ; un peu moins de

(16) Sur l'accession de la Maison de Bourgogne au duché de Brabant, voir H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., et J. STENGERS, *Philippe le Hardi* ... Sur Antoine, voir la notice d'A. MATHIEU dans *BN*, t. I, col. 345-348, et celle, plus récente, de R. VAN UYTVEN, dans *NBW*, t. I, col. 36-43. Son gouvernement en Brabant avant son accession comme duc a été étudié par Mme Marie [VAN COMPERNOLLE-] TOURNEUR, *Répercussions en Brabant du gouvernement d'Antoine de Bourgogne pendant sa ruwarderie*, Mémoire de licence inédit. Université libre de Bruxelles, 1948-1949.

(17) Sur ces fêtes, voir H. DAVID, *Philippe le Hardi au début du XV^e siècle*, pp. 145-147, repris dans H. DAVID, *Philippe le Hardi ... Le train somptuaire* ..., pp. 127-129. — La préparation de ces cérémonies avait été longue : déjà en octobre 1401, Philippe le Hardi avait emprunté de l'argent à Malines «*pour le fait des nopces de Anthoine*» (AGR, CC, 12901, fol. 35v°-36r°), et le 12 novembre 1401, il mande de payer cent écus d'or au grand artiste Melchior Broederlam «*paintre et varlet de chambre de mondit seigneur*» pour services rendus et «*en especial au fait des harnois des joustes qui furent faiz pour Anthoine monseigneur pour la feste de ses nopces*» (ACO Dijon, B 1526, fol. 158r°).

(18) *Brabantsche Yeesten*, t. III, p. 12 :

«*Si was die scoonste die verre oft bi*
Leefde binnen haerre tijt».

DE DYNTER, t. III, p. 167 : «*que adhuc vivens dicebatur pulchrior inter omnes harum parcium mulieres*».

(19) «Sans doute n'y faut-il pas voir malice et convient-il même d'attribuer pour une part le caractère faible et sans volonté dont le nouveau-né devait plus tard donner trop de preuves à une grossesse écourtée», écrit H. DAVID, *Philippe le Hardi au début du XV^e siècle*, p. 147, repris dans *Philippe le Hardi ... Le train somptuaire* ..., p. 130. Quelques lignes plus loin, l'auteur fournit des détails sur la naissance. Sur l'ondoiement suivi du baptême, voir AGR, CC, 131, fol. 171 et Mss Divers, 155, fol. 7.

(20) Une certaine incertitude règne quant à sa date de naissance. C'est l'*Art de vérifier les dates*, t. XII, Paris, 1818, in-8°, p. 400, qui donne, sans références, le 25 juillet 1404, jour repris par A. MATHIEU, dans sa notice sur Antoine dans la *BN*, t. I, col. 346. Mais d'autres dates ont été proposées. Voir à ce sujet J. SCARCEZ, *Philippe de Saint-Pol*, inédit, pp. 45-46, qui, en définitive, reprend à son compte la date du 25 juillet 1404. Il apparaît certain, compte tenu des naissances du futur Jean IV le 11 janvier 1403 et d'une sœur vers le 21 octobre 1405 (voir note suivante), que Philippe de Saint-Pol doit être né dans le courant de 1404.

(21) AGR, GS Louvain, 3876[7] (compte de Léau de la Saint-Jean à la Noël 1405, pendant la semaine des Onze Mille Vierges, soit vers le 21 octobre) : un messager apporte à la ville de Léau la nouvelle «*dat ons heren vrouwe van Lymborch van eenre dochter bleven was*» (Antoine était alors duc de Limbourg). Cette fille est mentionnée par les *Brabantsche Yeesten* (t. III, p. 13) et par DE DYNTER (t. III, p. 167) qui nous apprend qu'elle ne vécut que peu de temps et qu'elle fut enterrée en l'église Saint-Jean de Tervuren. — A. MATHIEU, dans sa notice citée plus haut (note 20), col. 346, parle d'un troisième fils, du nom d'Antoine, qui lui aussi serait mort jeune. Nous n'en avons trouvé aucune trace.

deux ans plus tard, le duc s'alliait pour la deuxième fois à une princesse de la maison de Luxembourg. Le 16 juillet 1409, il prenait en effet pour femme la jeune Elisabeth de Görlitz, fille de Jean de Luxembourg, duc de Görlitz, lui-même fils de l'empereur Charles IV. Des fêtes somptueuses, qui durèrent plusieurs jours, marquèrent le mariage princier, le premier célébré à Bruxelles depuis bien longtemps ; elles attirèrent une grande foule de princes et de nobles (22).

De cette nouvelle union naquit un fils, Guillaume, qui ne vécut que quelques semaines au plus (23).

La bataille d'Azincourt mit fin à la trop courte existence d'Antoine, fauché à l'âge de trente et un ans. Ses deux fils allaient connaître une vie plus brève encore.

L'aîné, Jean, succéda à son père alors qu'il se trouvait seulement dans sa treizième année. Il fut d'abord question, du vivant d'Antoine, de l'unir à Catherine de France, fille du roi Charles VI, celle-là même qui épousera finalement Henri V d'Angleterre (24). Le projet fut abandonné et le jeune prince prit en définitive pour femme, en 1418, sa cousine germaine Jacqueline de

(22) *Brabantsche Yeesten*, t. III, pp. 91-94, DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, pp. 186-187, et AGR, CC, 2395, fol. 106. — Le mariage avait d'abord été prévu pour le 1er juillet environ, mais Antoine avait été retenu en France à ce moment et avait dû remettre la cérémonie à quinzaine. Il en était même résulté certains dommages pour les fournisseurs, notamment un boucher de Bruxelles, à qui l'on avait commandé de la viande pour la date initialement prévue (AGR, CC, 2395, fol. 493v°).

(23) Il doit être né en avril 1410. On possède un inventaire de la chambre d'accouchée de la duchesse ainsi que le texte des dispositions prises pour le baptême, document «*fait au mois d'avril aprés Pacques 1410*» (AGR, CC, 154, fol. 217 et *ssqq* et Mss Divers, 155, fol. 13 et *ssqq*). Le parrain fut le comte de Hollande et de Hainaut, Guillaume VI, beau-frère d'Antoine et donc aussi oncle du nouveau-né (il avait épousé Marguerite de Bourgogne, une des filles de Philippe le Hardi). La cérémonie de baptême eut lieu à Bruxelles le 22 juin 1410, après déjà deux jours de fête, et en présence d'une foule de seigneurs et de dames, où l'on notait la présence de l'évêque d'Arras (Martin Poré), de Jean de Bavière, élu de Liège, de Jean de Namur, de la comtesse de Hainaut (AGR, CC, 2395, fol. 362v° et *Brabantsche Yeesten*, t. III, p. 96). La chambre d'Elisabeth et du petit prince avait été aménagée avec luxe. L'orfèvre Daniel de Watermael avait fourni plusieurs pièces d'argenterie, tant décoratives qu'utilitaires (notamment «*een clein diep becken om te wasschen den voirs. Willem*» ; voir AGR, CC, 2395, fol. 460). Le peintre Christophe Besaen avait été chargé de décorer le berceau d'apparat, ainsi qu'un autre petit berceau d'usage quotidien. Il peignit aussi deux tableaux pour accrocher au chevet de la duchesse, l'un représentant saint Georges, l'autre sainte Marguerite (*ibid.*, fol. 485). Le jeune Guillaume était déjà décédé vers le 5 juillet 1410 (*ibid.*, fol. 396r°). Il fut enterré en l'église des Carmes à Bruxelles (voir son épitaphe, d'une époque postérieure, et qui lui assigne le 10 juillet 1410 comme date de décès dans BERTHOLET, *op. cit.*, t. VII, p. 235 ; texte reproduit aussi dans G. C. DALLEMAGNE, *Le manuscrit de l'écuyer Charles van Riedwijck*, p. 84 ; c'est aussi la date du 10 juillet 1410 que donne BUTKENS, *Trophées*, t. I, p. 550). Ce fils est ignoré des biographes d'Antoine et d'Elisabeth de Görlitz dans la *Biographie Nationale* (pour Antoine, art. d'A. MATHIEU, cité plus haut, n. 16, pour Elisabeth, art. d'E. VARENBERGH, t. VI, col. 548-552). Il est connu par contre de M. R. VAN UYTVEN (*NBW*, t. I, col. 36). G. SIRJEAN (*Encyclopédie généalogique* ..., t. X, p. 59) lui assigne, sans preuves, le 2 juin 1410 comme date de naissance.

(24) Ce projet se place en 1412. L'initiative de ce mariage semble être venue du côté français. Le 25 février 1412, un messager louvaniste est envoyé aux autorités bruxelloises «*omme te vernemen hoe sij antworden soude op de brieve de de coninc van Vrancrike ane hen hadde ghescreven van enen huwelike te maken tusschen sijnre dochtere enden oudsten sone van Brabant*» (AV Louvain, 5013, fol. 80r°; voir aussi AGR, CC, 2396II, fol. 107r° et 2396I, fol. 229v°).

Bavière (25). Ce mariage, que les parties contractantes s'acharnèrent à faire aboutir malgré l'opposition qu'elles rencontrèrent de la part du roi des Romains et de l'oncle de la future épouse, Jean de Bavière, alors élu de Liège (26), se révéla rapidement un échec total : le 11 avril 1420, la jeune duchesse quittait la Cour de Bruxelles et son mari (27). Elle ne devait jamais le revoir.

Pour la deuxième fois en moins d'un quart de siècle, le Brabant perdait ainsi la chance d'être à la base d'un possible et important regroupement territorial. L'union de Jean IV et de Jacqueline avait en effet rassemblé sous un même couple princier des provinces s'étendant de la Frise au Hainaut et, cette fois, contrairement à ce qui s'était passé en 1355, pratiquement sans solution de continuité (28).

Le fils aîné d'Antoine, abandonné par sa femme alors qu'il n'avait que dix-huit ans, disparut sans postérité sept ans plus tard. Son frère cadet, Philippe de Saint-Pol, lui succéda (29). De santé apparemment plus robuste que son aîné, il fut néanmoins emporté par un ulcère à l'estomac après à peine plus de trois ans de règne (4 août 1430), et cela au moment où il allait épouser la belle-sœur et cousine du roi de France Charles VII, Yolande de Sicile, fille de Louis II, duc d'Anjou, comte de Provence et roi de Sicile (30). Ce décès laissait ouverte la succession de Brabant.

Il est malaisé de ne pas souligner, à ce propos, la sorte de «malédiction» qui s'est acharnée sur la dynastie brabançonne.

En décembre 1355, par la disparition successive des trois fils de Jean III, le duché était tombé en quenouille. Et lorsque Wenceslas s'éteint, en décembre 1383, la duchesse Jeanne, à l'âge de cinquante et un ans, et malgré deux mariages, se voit privée de tout espoir de postérité. Si elle-même n'a sans doute

(25) Sur Jean IV, notice biographique de Ch. PIOT dans *BN*, t. X, col. 275-280 et de J. ROMEIN dans *NNBW*, t. X, col. 425-427. — Sur Jacqueline de Bavière, voir notamment les travaux de F. (VON) LÖHER et de F. DE POTTER cités dans la bibliographie, ainsi que les notices biographiques de Ch. PIOT dans *BN*, t. X, col. 59-64 et de BLOK dans *NNBW*, t. VI, col. 841-846.

(26) Les ouvrages cités à la note précédente, de même d'ailleurs que les histoires générales de nos régions (PIRENNE, *AGN*, ...) fournissent suffisamment de détails sur ces difficultés.

(27) G. GYSELS, *Le départ de Jacqueline de Bavière de la Cour de Brabant*, pp. 413-427.

(28) On peut, en effet, dans ce cas-ci, ne presque pas tenir compte de l'excentrique Limbourg flanqué de Maastricht et des Pays d'Outre-Meuse. L'on a aussi négligé une troisième possibilité d'union personnelle, beaucoup plus théorique celle-là : le mariage d'Antoine et d'Elisabeth de Görlitz peut faire penser à une union possible entre le Brabant et le Luxembourg, mais deux faits ne doivent pas être perdus de vue ; tout d'abord Antoine avait des enfants de son premier mariage, et ceux-ci ne pouvaient émettre aucune prétention sur l'héritage d'Elisabeth. De plus, cette dernière n'était que duchesse engagiste de Luxembourg, et pouvait être amenée à tout moment à restituer le duché à son légitime titulaire (voir *infra*, pp. 100-101).

(29) Notice d'E. DE BORCHGRAVE dans *BN*, t. XVII, col. 321-324. Madame J. SCARCEZ lui a consacré sa thèse de doctorat (voir n. 20).

(30) Sur la foi de cette apparente bonne santé, certains ont cru, déjà à l'époque du décès, que le duc avait été empoisonné (voir Mme J. SCARCEZ, *op. cit.*, pp. 559-565). Toutefois Mme SCARCEZ a montré que la santé du prince était ébranlée depuis plus d'un an quand il mourut (*op. cit.*, pp. 566-569 ; — pp. 554-558, elle étudie les circonstances du décès). — Yolande de Sicile était l'arrière-petite-fille du roi de France Jean II ; le fiancé en était l'arrière-petit-fils.

jamais eu d'enfants (31), ses deux époux avaient pourtant fourni, quant à eux, des preuves de leurs capacités à s'assurer une postérité, fût-elle illégitime. Guillaume IV paraît avoir eu au moins trois enfants naturels, un fils (32) et deux filles (33), et les sources officielles brabançonnes créditent Wenceslas d'au moins cinq bâtards dont les noms sont connus (34). Un mot sera dit plus loin au sujet de ces derniers, quand il sera question des bâtards.

Avec Antoine et les deux fils de son premier mariage, on peut croire l'avenir assuré. Las ! Il suffit d'un quart de siècle pour voir se dissiper tous ces espoirs. Quant au fils qu'Antoine eut d'Elisabeth de Görlitz, on sait qu'il n'a pas vécu (35).

Si le «triste et impuissant Jean IV» (36) a peut-être mérité sa réputation, il n'a pas toujours été suffisamment insisté sur le fait que sa femme, présentée comme

(31) Malgré l'affirmation de plusieurs auteurs (C. BUTKENS, *Trophées*, t. I, pp. 466-467 ; le baron GUILLAUME, dans sa notice consacrée à Guillaume II d'Avesnes, dans *BN*, t. VIII, col. 480, et dans celle relative à Guillaume III, comte de Hainaut, *ibid.*, col. 480 ; A. WAUTERS, dans celle traitant de Marguerite de Hainaut, sœur de Guillaume II, dans *BN*, t. XIII, col. 637 ; H. PIRENNE, dans l'article relatif à Jeanne dans *BN*, t. X, col. 455 ; A. PINCHART, *Etudes sur l'histoire des Arts au moyen âge ...*, p. 6 ; S. A. WALLER ZEPPER, *Jan van Henegouwen, heer van Beaumont*, p. 276 et n. 2, et A. W. E. DEK, *Genealogie der graven van Holland*, p. 32), qui écrivent tous que Jeanne eut un fils de son premier mariage. Il se serait prénommé Guillaume et serait mort en bas âge. La source commune de tous ces auteurs semble être F. VINCHANT, *Annales de la Province et comté de Hainaut*, t. III, p. 226, qui écrit : «De sa femme Jeanne, fille du duc de Brabant, il [= Guillaume II] eut un fils seulement qui fut appellé Guillaume, lequel mourut jeune. Ledit enfant est enterré au chœur de l'église des Carmes de Bruxelles, au lieu où depuis fut enterrée sa mère Jeanne, duchesse de Brabant, morte l'an 1406». Il semble que Vinchant ait confondu ce pseudo-fils de Guillaume II avec Guillaume, fils d'Antoine et d'Elisabeth de Görlitz, mort au berceau, et effectivement enterré près de Jeanne dans l'église des Carmes de Bruxelles (voir *supra*). D'ailleurs, dans deux fondations d'anniversaires, l'une faite par la duchesse et son mari, et où sont cités les parents de Jeanne ainsi que son premier mari ([mars] 13[82] ?, AGR, Chartes de Brabant, n° 5866), l'autre faite par Jeanne seule, pour ses deux maris décédés et pour elle-même (le 17 juin 1387 ; AGR, CC, 45673, fol. 75v°-76r°), il n'est nullement question de ce prétendu fils, et le chroniqueur brabançon contemporain, Jean van Boendale précise bien, en parlant de Guillaume II, que «*gheen kint en liet van hare*» (*Brabantsche Yeesten*, t. I, p. 581, vers 4765).

(32) F. LE PETIT, *La Grande Chronique ...*, p. 273. — Pour A. W. E. DEK, *Genealogie der graven van Holland*, p. 32, ce prince aurait *peut-être* eu deux fils naturels, Adam van Berwaerde et Jean de Hainaut.

(33) L. DEVILLERS, *Cartulaire des comtes de Hainaut*, t. I, pp. 348-349. E. MATTHIEU, *Biographie du Hainaut*, t. I, p. 343, veut en faire deux filles de Jeanne, mais le texte publié par Devillers parle simplement *des* filles de feu le comte (Guillaume II de Hainaut).

(34) Ils s'appelaient Gilles, Jean, Guillaume, Henri et Charles. Voir Annexe IV.

(35) Voir *supra*, n. 23.

(36) L'expression est d'Henri Pirenne (*op. cit.*, éd. illustrée, t. I, p. 371). — Il faut noter que le mariage fut effectivement consommé, du moins si l'on en croit le duc, qui, le 14 mars 1418 (les noces avaient été célébrées secrètement à La Haye le 10 mars ; *Brabantsche Yeesten*, t. III, p. 321), écrit à la ville de Louvain pour faire savoir qu'il «*heeft vrouwe Jacoba int slot van sGraevenhaege, beslaepen*» (W. BOONEN, *Geschiedenis van Leuven*, édit. E. VAN EVEN, p. 48). Vers la même époque, les nouveaux époux envoient un messager en Artois avec des lettres pour le duc de Bourgogne «*roerende hoe dat mijn genedige heere ende vrouwe malcander beslapen hadden*» (ARA La Haye, Grafelijkheidsrekenkamer van Holland, compte n° 107, 5e cahier). — Le 3 mars 1418, il y avait eu une tentative du roi d'Angleterre Henri V de faire épouser son frère, le duc de Bedford, par Jacqueline (voir E. SCOTT et L. GILLIODTS VAN SEVEREN, *Documents ...*, pp. 381-383).

«*cointe beaucoup, gaie fort, vigoureuse de corps*» (37), n'a, malgré ses quatre mariages successifs, laissé aucune descendance (38).

Quant à Philippe de Saint-Pol, mort à la veille de son mariage, à l'âge de vingt-six ans, il avait pris le temps de s'assurer une nombreuse postérité illégitime (39).

Ce bref développement a voulu montrer le contraste entre les chances théoriques que connut le Brabant de présider à un regroupement de plusieurs provinces des Pays-Bas, chances que les hasards matrimoniaux et familiaux réduisirent à néant, et l'aboutissement surprenant que constitue la vacance du duché, en août 1430, occasion dont se saisit Philippe le Bon pour réaliser à son profit une union personnelle de nombreuses principautés.

*
* *

Dans un régime «monarchique», au sens grec de ce mot, il est incontestable que la personnalité du prince, quelle qu'elle soit, présente un certain intérêt pour la compréhension des événements. Mais, alors qu'il est déjà si difficile de pénétrer dans la psychologie de nos propres contemporains, est-il possible, fût-ce d'entrevoir ce qu'ont pu être les buts, les pensées, les désirs et les motivations des gens du Moyen Age ? Pour les princes, les seules sources qui nous fournissent parfois volontairement quelques données sont sujettes à caution. Les chroniqueurs, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, sont soit à la solde de leur modèle, et dès lors suspects de complaisance, soit au service d'un adversaire de celui qu'ils décrivent, et dans ce cas plutôt portés à le discréditer. Toutefois, des sources indirectes, tels les actes de la pratique administrative, peuvent fournir quelques indications ou susciter quelques réflexions capables de modifier des opinions reçues ou de nuancer des portraits stéréotypés, transmis par les chroniqueurs (40).

La piété de Jeanne est bien connue (41) et paraît sincère. La duchesse n'a cependant rien d'une aigre bigote, confite en dévotions. Les plaisirs d'une belle fête aux lendemains pénibles peuvent lui faire manquer la messe (42). Surtout,

(37) H. PIRENNE, *op. cit.*, éd. ill., t. I, p. 376, citant G. CHASTELLAIN, *Œuvres*, éd. KERVYN DE LETTENHOVE, t. I, p. 210.

(38) P. BONENFANT, dans *Les traits essentiels du règne de Philippe le Bon*, en insistant sur les hasards qui ont mis Philippe le Bon à la tête de la plupart des principautés des Pays-Bas, n'a pu, lui non plus, manquer d'être frappé par la stérilité de Jacqueline de Bavière (p. 19).

(39) Voir Annexe IV.

(40) C'est en effet un autre reproche qu'il est permis d'adresser aux chroniqueurs : ils usent souvent de formules toutes faites, et interchangeables. Un prince dont il n'y a rien de remarquable à dire, sera «bon et généreux», une princesse se doit d'être «belle et gentille» (voir d'ailleurs ce qui a été dit plus haut de Jeanne de Saint-Pol et de Jacqueline de Bavière).

(41) A. PINCHART, *Etudes sur l'histoire des Arts au Moyen Age* ..., p. 8.

(42) En 1365, le receveur de Brabant donne trois moutons à Wenceslas «*qui dati fuerant pro Deo eo quod* [*dux*] *non audivit missam in carprivio* [*sic*, lire *carniprivio*] *propter festum hastiludii, quia vigilavit per noctem et dormivit in die*» (AGR, CC, 2351, fol. 59r°), et trois moutons à Jeanne pour le même motif (*ibid.*, fol. 61v°). Il s'agit du tournoi organisé chaque année le mardi-gras à Bruxelles (une liste de tournois est donnée par PINCHART, *Etudes* ..., p. 14).

elle témoigne d'une véritable passion pour le jeu, s'adonnant aux cartes (43), aux échecs, aux dés et à une quantité d'autres jeux de société plus ou moins difficilement identifiables (44), au point de déranger certains officiers la nuit pour se faire apporter de quoi honorer ses pertes (45), ou, à défaut, de contracter de petits emprunts auprès de familiers dans le même but (46). Elle consacrait à son passe-temps des sommes considérables : en un an, du 24 juin 1403 au 24 juin 1404, la duchesse reçut de son seul receveur des droits de reliefs du Brabant plus de septante-cinq couronnes de France pour payer ses dettes de jeu, alors que les gages annuels d'un receveur de Brabant, vers la même époque, étaient de 500 à 600 couronnes (47). Rares étaient les événements capables de freiner cet engouement : la captivité de Wenceslas après Baesweiler en fut un, la mort du duc un autre (48), mais des opérations militaires sérieuses, comme le siège de Grave en juin-juillet 1388 (49), n'empêchèrent pas la duchesse de perdre cent florins en jouant avec son secrétaire Pierre Braeu, pendant des séjours qu'elle fit à Lierre et à Louvain (50).

(43) D'origine orientale, le jeu de cartes s'introduisit on ne sait trop par quelle voie en Europe dans le dernier quart du XIVe siècle. Il apparaît presque simultanément peu avant 1380 en plusieurs points du continent (voir *Encyclopaedia britannica*, t. IV, 1967, p. 898). C'est A. PINCHART, *Recherches sur les cartes à jouer* ..., qui signala le premier leur apparition en Brabant dès 1379. Dès le 14 mai de cette année en effet, Jeanne et son mari achetèrent un jeu de cartes qu'ils payèrent 8 1/2 moutons (AGR, CC, 2364, p. 68). Le 25 juin, la duchesse en acheta un second pour deux moutons (*ibid.*, p. 69) ; les deux extraits ont été publiés par A. PINCHART, *op. cit.*, p. 5, n. 2 et p. 6, n. 1, qui en fait encore connaître d'autres, postérieurs).

(44) PINCHART, *Etudes* ..., p. 19 et *Recherches* ..., pp. 9-17. — La passion du jeu était assez communément répandue, au point de constituer un danger social dont certains avaient conscience. Comment interpréter autrement un acte par lequel, le 2 août 1369, Renaud et Jean, les deux fils de Renaud de Schönau (sur ce personnage, voir Annexe II), au moment où il reçoivent l'un Schoonvorst et l'autre Montjoie, s'obligent envers leur père à respecter certaines conditions, et notamment à ne pas jouer aux dés ou à d'autres jeux auxquels ils pourraient perdre plus de dix florins par mois (cité par J. DE CHESTRET DE HANEFFE, *Renaud de Schönau*, ..., pp. 55-56, d'après l'acte publié dans Th. J. LACOMBLET, *Urkundenbuch für die Geschichte des Niederrheins*, t. III, pp. 592-593 (n° 690).

(45) Le receveur de Brabant, que ces activités nocturnes ne devaient pas enchanter, prend soin de préciser que c'est «*de nocte*» qu'il a remis de l'argent à la duchesse, ainsi le 31 décembre 1364 et le 18 février 1365 (AGR, CC, 2351, fol. 64r°), le 29 janvier et le 14 février 1367 (AGR, CC, 2353, p. 93).

(46) Le 26 juin 1404, elle rembourse son secrétaire Guillaume Bont qui lui avait avancé deux couronnes (AGR, CC, 17.145, fol. 76r°).

(47) AGR, CC, 17.145, compte de 1403-1404, *passim*. — Il faut ajouter, pour mieux faire ressortir l'importance des sommes ainsi perdues par Jeanne, que le receveur de Brabant payait, sur ses gages, un certain nombre de frais de fonctionnement de son office. — C'était le receveur de Brabant ou celui des droits de reliefs qui fournissaient à la duchesse son «*speelgeld*» (M. MARTENS, *L'administration du domaine ducal* ..., p. 70 et n. 6 et p. 181, n. 2). A remarquer que les comptes ne nous font jamais connaître que les pertes au jeu, jamais les gains. Il faut supposer que chez Jeanne, les deux ne s'équilibraient pas.

(48) Les comptes de la recette générale de Brabant couvrant la période de captivité du duc (1371-1372) sont avares de mentions relatives aux jeux (AGR, CC, 2358 et 2359). — Après la mort de Wenceslas (7-8 décembre 1383), on relève, le 29 février 1384, le payement de deux jeux de cartes, mais ils avaient été achetés depuis longtemps (AGR, CC, 2369, p. 79). Il faut alors attendre le dernier tiers de l'année 1385 pour retrouver une mention de payement fait par le receveur de Brabant pour les jeux de Jeanne (AGR, CC, 2371, p. 123).

(49) Sur ces événements, voir *infra*, p. 55.

(50) AGR, CC, 17.144, fol. 246r°.

A la fin de sa vie, Jeanne paraît avoir subi une diminution de ses facultés mentales ; il ne faut pas trop s'en étonner : elle avait près de quatre-vingts ans. Mais l'exercice du gouvernement s'en ressentait (51).

Sur Wenceslas, les historiens du Brabant ont en général émis des opinions peu flatteuses. Ils l'ont présenté comme un être «faible, prodigue, dont le règne ne présenta qu'une longue suite de guerres malheureuses et d'agitations inutiles», comme un prince «voluptueux, dépensier, oppresseur (52)», «un esprit léger et frivole, qui ne poursuivait que les plaisirs et l'argent qui pouvait les lui procurer (53)». Il a même été accusé d'avoir fait plus de mal au Brabant en vingt-huit ans de règne, que les ennemis du duché n'en avaient causé en trois siècles (54). Ce maniaque du jeu (*speelzieke*) aurait vu sous son règne le duché perdre sa place prééminente dans les Pays-Bas au profit de la Flandre (55).

Même le vieil historien du Luxembourg, Bertholet, pourtant plus nuancé dans son jugement — il le dit «prince d'un génie pacifique et modéré, ...», «débonnaire, pieux, et modéré (56)» — l'accuse de s'être trop souvent laissé influencer par son entourage (57).

Ce sont là opinions d'érudits. Qu'en pensaient ses contemporains ? Froissart en fait un éloge dithyrambique, dans des lignes souvent reproduites (58). Mais le curé d'Estinnes-au-Mont avait bénéficié des largesses du prince, et son témoignage est à ranger parmi ceux dont il a été dit plus haut qu'ils étaient suspects de complaisance. De même celui du poète bruxellois Jean Knibbe, auteur d'une complainte écrite à l'occasion du décès du duc (59).

Que faut-il en penser ? Avons-nous vraiment affaire à une tête brûlée dont le règne fut absolument catastrophique, ou bien nous trouvons-nous en présence d'un génie politique méconnu ? La documentation offerte par les dépenses de l'Hôtel ducal permet, dans une certaine mesure, de s'assurer que les détracteurs du prince ont un tantinet noirci son portrait. Certes il était dépensier, amateur de luxe et de parures, mais pas plus que les autres grands ses contemporains. Le faste était d'ailleurs un élément de prestige politique presque obligé. De plus Wenceslas apparaît comme bien moins esclave du jeu que son épouse (60), et

(51) A. GRAFFART et A. UYTTEBROUCK, *Documents inédits ...*, pp. 79-80.

(52) Les deux citations sont d'A. WAUTERS, *Notice historique sur la ville de Vilvorde*, ..., p. 72.

(53) E. VAN EVEN, *Louvain dans le passé et dans le présent*, p. 44.

(54) J. DAVID, *Geschiedenis van de stad en de heerlykheid van Mechelen*, p. 216.

(55) R. VAN UYTVEN, *Wenceslas I van Bohemen*, dans *NBW*, *cit.*, t. II, col. 939-940.

(56) BERTHOLET, *op. cit.*, t. VII, pp. 79 et 113.

(57) *Ibid.*, p. 113 : «facile à suivre les impressions que lui donnoient certaines gens en qui il avoit mis sa confiance ; ce qui fut cause qu'il n'eut pas toujours dans ses entreprises les succès qu'on en auroit pû attendre».

(58) J. FROISSART, *Œuvres*, éd. KERVYN DE LETTENHOVE, t. X, p. 275 : «*nobles, jolis, frisques, sages armerès et amoureux ...*» et t. XIII, p. 17 : «*large, douls, courtois et tout amiable, et voulentiers se arma, et grant chose eust esté de luy se il eust longuement vescu ...*», et Froissart ajoute (*ibid.*, p. 18) : «*je ne veys oncques plus humble, ne plus debonnaire, ne plus traittable*».

(59) W. VAN EEGHEM, *Brusselse Dichters, Derde reeks*, qui publie, pp. 42-48, le poème de Jean Knibbe, *Die claghe vanden hertoghe Wencelijn van Brabant (1383)*.

(60) A. PINCHART, *La Cour ...*, p. 19. — Les comptes de la recette générale de Brabant et ceux de la recette des reliefs de fiefs pendant les périodes où le duc est en Brabant, mentionnent beaucoup plus souvent le nom de Jeanne que celui de Wenceslas. Si le duc était aussi joueur que son épouse, il faudrait alors en déduire qu'il avait beaucoup plus de succès au jeu et perdait rarement.

comme moins acharné à la chasse que Jean IV (61). Sa passion des tournois, il la partage avec tous les grands seigneurs de l'époque ; elle n'offre donc rien d'extraordinaire (62).

Parmi les reproches adressés au duc, figure celui de s'être comporté d'une manière indigne lors de la guerre de 1356-1357 contre Louis de Maele. Il aurait fait preuve d'une coupable légèreté (63). Ne faut-il tout de même pas se rappeler que Wenceslas n'a fêté son vingtième anniversaire que le 28 janvier 1357 (64) ?

Son règne a-t-il été vraiment si défavorable pour le Brabant ? C'est oublier que le duché lui doit ses derniers accroissements territoriaux en Outre-Meuse, et cela même après la défaite de Baesweiler, qui n'a pas marqué aussi sûrement qu'on l'a dit un arrêt de l'expansion brabançonne vers l'est (65). Sans doute Wenceslas pensait-il servir ainsi ses intérêts dynastiques plutôt que ceux du Brabant, mais le hasard a voulu que le pays recueille, au détriment des Luxembourgs, les fruits des efforts personnels de son duc (66).

Sans parler du rôle qu'il fut appelé à jouer dans l'Empire (67), il faut encore dire que le prince fut, pendant tout son règne, attentif à défendre ses prérogatives face aux prétentions des villes et de la noblesse (68). Peut-être donc, en définitive, ne fut-il pas un si piètre gouvernant, mais il n'eut certes pas les moyens financiers qu'une grande politique suppose.

N'oublions pas non plus qu'il fut ami des poètes : il protégea Froissart et connut, à Bruxelles, Eustache Deschamps (69) ; il taquina lui-même la Muse à l'occasion (70). Cela ajoute une facette originale à une personnalité somme toute attachante.

Antoine de Bourgogne, lui non plus, n'est pas un illettré. Comme les princes de la branche aînée des Bourgogne-Valois, il protège les arts et les lettres : pour la première fois en Brabant, il y a, avec le titre de valet de chambre, un peintre de la cour, Christophe Besaen (71), tandis que Christine de Pisan, qui fut un

(61) Les mentions de chasse sont pratiquement inexistantes pour le règne de Wenceslas. Pour Jean IV, voir *infra*.

(62) Au même titre que certaines grandes manifestations sportives actuelles, les tournois étaient, si l'on peut dire, institutionnalisés. A Bruxelles, il y en avait un tous les ans le jour du mardi-gras, à Mons de même le jour de Saint-Georges (23 avril).

(63) DAVID, *op. cit.*, p. 216 ; et J. J. DE SMET, *Mémoires sur les guerres entre le Brabant et la Flandre au quatorzième siècle*, pp. 17 et 23.

(64) Il était né à Prague le 28 janvier 1337.

(65) Voir *infra*, pp. 66 et suiv.

(66) Voir *infra*, p. 68.

(67) Résumé le plus récent dans R. VAN UYTVEN, dans *NBW, cit.*, t. II, col. 937-938.

(68) Voir *infra*, IIIe partie, pp. 470-476.

(69) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. ill., t. I, pp. 488-489. — Deux actes de Wenceslas en faveur de Froissart sont publiés par A. PINCHART, *Archives des Arts*, ..., t. I, pp. 1-2 (actes des 2 mars 1374, n. s. et 4 juin 1367).

(70) Ses poésies furent insérées par Jean Froissart dans son *Meliador* : voir *Littérature française*, publiée sous la direction de J. BEDIER et P. HAZARD, nouvelle éd. revue sous la direction de P. MARTINO, t. I, Paris [1948], pp. 116-117. — Un exemplaire du Meliador fut relié, sur ordre de Wenceslas et à son usage, en 1376-1377 (AGR, CC, 17144, fol. 58v°).

(71) De 1408-1409 à 1412-1413 : AGR, CC, 2394, fol. 409r°, CC, 2395, fol. 203v° et 462v°, CC, 2396[1], fol. 166r° et CC, 2397, fol. 128v°. Il habitait Anvers (AGR, CC, 2395, fol. 486v°). En 1414-1415, un certain *Claes den Loevener* est cité comme peintre d'Antoine (AGR, CC, 2398, fol. 100v°).

moment protégée par Philippe le Hardi (72), offrit au moins deux de ses ouvrages au deuxième fils de celui-ci (73).

Mais le duc aimait aussi à se dépenser physiquement : il participa à nombre de tournois (74), pour ne pas parler des expéditions militaires qu'il mena au Luxembourg ou en France, et où il finit par laisser la vie. Peut-être était-il même impétueux ou colérique : il lui arriva de défoncer des portes ou de malmener des serrures dans son palais de Bruxelles (75), tandis que, prévenu le 21 octobre

(72) BEDIER et HAZARD, *op. cit.*, t. I, p. 118 ; avec bibliographie. — Sur le goût des lettres chez Philippe le Hardi et les princes de la branche aînée de Bourgogne-Valois, voir G. DOUTREPONT, *La littérature française à la cour des ducs de Bourgogne*, Paris, 1909, in-8°.

(73) Le 18 mai 1408, Antoine ordonne au receveur de Brabant de payer 20 livres à «*Kerstinen van Pizan, woenende te Parijs, dewelc minen voirs.* [*heere*] *gepresenteert had eenen altescoenen boec,* ...» (AGR, CC, 2394, fol. 397r° ; extrait publié par A. PINCHART, *Archives des arts,* ..., t. II, p. 112), et le 24 février 1409, il mande au même de payer 20 couronnes de France à «*Kerstine van Pisant wonende te Parijs, dat hair mijn voirs. heere gaf ende ordonneerde van specialre gracien voir eenen boec mencye makende van den gouvernemente van den vrouwen* [il doit s'agir soit de *La Cité des Dames,* soit du *Livre des Trois Vertus*], *den welken sy hem dede presenteeren by eenen knape dien sy by hem sandt*» (AGR, CC, 2394, fol. 379v°).

(74) Voici, d'après les sources brabançonnes, une liste des principaux tournois où sa présence est attestée d'une façon certaine (les cas douteux ont été négligés) :

— 1408, mardi-gras, à Bruxelles (AGR, CC, 2394, fol. 138v°, 191r°, 405v°).
— 1408, 27 août, à Bruges (*ibid.*, fol. 399v°).
— 1409, 24 mars, à Paris, en l'hôtel de Saint-Pol (*ibid.*, fol. 418r°).
— 1409, 1er mai, à Bruxelles, pour la venue de la comtesse de Hollande (AGR, CC, 2395, fol. 206r°).
— 1409, 16 juillet, à Bruxelles, à son propre mariage (voir *supra*, n. 22).
— 1409, août, à Lille (AGR, CC, 2395, fol. 483r°).
— 1409, septembre, à Bruxelles (AGR, CC, 2395, fol. 464r°).
— 1409, octobre, à Bruxelles (*ibid.*)
— 1409, octobre, à Bruxelles, à l'occasion du mariage d'un écuyer et d'une demoiselle de la suite d'Elisabeth de Görlitz (*ibid.*, *eod. fol.* et fol. 483r°).
— 1409, sans précision, à Bréda, aux fêtes du mariage du seigneur de Lillo (AGR, CC, 2395, fol. 206v°) (le mariage du seigneur avec Alice, fille de Guillaume Blondel, avait été célébré à Bruxelles, le 11 avril 1409 ; AGR, CC, 2394, fol. 343v°).
— 1410, 20-21 avril, ? (AGR, CC, 2395, fol. 483v°).
— 1411, 18 janvier, à Bruxelles (AGR, CC, 2395, fol. 427v°).
— 1411, 20-22 avril, à Anvers (AGR, CC, 2395, fol. 424v° et 486v°).
— 1411, 4 mai, à Anvers (AGR, CC, 2396[1], fol. 166v°).
— 1411, 24 juin, à Bruxelles (*ibid.*, fol. 168r°).
— 1411, 8 juillet, à Bruxelles (*ibid.*, fol. 218r°).
— 1411, 14 juillet, à Bruxelles (*ibid.*, fol. 168r°).
— 1412, 6-7 mars, à Turnhout (AGR, CC, 2397, fol. 126v°).
— 1412, 15 août, à Bruxelles (*ibid.*, fol. 126r°).
— 1413, mardi-gras, à Turnhout (*ibid.*, fol. 128v° et 5184, 3e compte, fol. 8v°).
— 1413, novembre, à Lille (AGR, CC, 2397, fol. 129v°).
— 1414, avant le 24 mars, à Anvers (AGR, CC, 2397, fol. 282r°).
— 1414, mardi-gras, à Turnhout (*ibid.*, fol. 284r°).

(75) En 1409, il défonce la porte de la chambre de son chambellan, Guillaume Blondel (AGR, CC, 4164, 2e compte, fol. 33v°) et en 1410-1411, il fait sauter la serrure de la chapelle du palais (AGR, CC, 4164, 3e compte, fol. 60v° : ... *van eenen slote te vermaken opten capelle dat mijn heere van Brabant op stiet*). — Défoncer des portes semble d'ailleurs avoir été aussi un jeu assez apprécié à cette époque. Il se pratiquait à l'occasion de certaines festivités. Pas moins de 24 portes sont ainsi défoncées et brisées au palais du Coudenberg le 14 juillet 1411, jour où un tournoi eut lieu (voir note précédente). Ces réjouissances donnaient sans doute lieu à de gros «chahuts» et à mille excentricités :

1415 au soir de l'invasion anglaise (76), il quitte Louvain la nuit même pour voler au secours de l'armée française (77).

Sur le plan politique, il est permis de dire de lui qu'il fut un prince bourguignon, et par conséquent français : l'assistance qu'il prête en toutes choses à son aîné Jean sans Peur (78), les circonstances mêmes de sa mort à Azincourt, en sont des indices ; la façon dont il mettra à jour les institutions brabançonnes en fournit une autre preuve.

Le premier fils d'Antoine fait plutôt pâle figure dans la galerie des ducs. De complexion assurément maladive (79), il est, pour Chastellain, qu'on ne peut certes ici taxer de flagornerie, un être faible, assez naïf, et très influençable : «... *en luy avoit peu de fait et peu de malice. Et pour ce, aucuns estans entour luy, qui le véoient simple, le gouvernèrent à leur profit et peu au sien, ny a celuy de ses pays*» (80). Il faut néanmoins tenir compte du fait que Jean IV devint duc à l'âge de treize ans et mourut dans sa vingt-cinquième année.

Sa santé fragile (81) ne l'empêcha pas d'être un fervent de la chasse. Il y passait une grande partie de son temps (82), ne se laissant pas distraire par les

ce même jour, Antoine «*baedde in den vivere in de warande*». Le receveur du domaine de Bruxelles qui nous rapporte ce double événement semble d'ailleurs établir une relation de cause à effet entre la baignade du duc et le bris des portes (AGR, CC, 4164, 2e compte, fol. 41r°). Exemple analogue sous Jean IV : le 6 janvier 1418, jour des Rois, plusieurs serrures ont été forcées sur ordre du duc ; on a été jusqu'à dépaver un coin de la chambre de celui-ci après avoir forcé la porte (AGR, CC, 4167, 4e compte, fol. 41r° et 44r°) ! En 1424, lors du mardi-gras, des portes de la chambre du duc sont brisées (AGR, CC, 4170, 5e compte, fol. 30v°). — Ces manifestations d'une exubérance outrée doivent néanmoins s'interpréter à la lumière des mœurs assez rudes de la fin du Moyen Age. On relira à ce propos les pages suggestives de J. HUIZINGA, *Herfsttij der middeleeuwen*, et plus spécialement le chapitre Ier, *'s Levens Felheid*. L'ouvrage a été traduit en français par Julia BASTIN, sous le titre *Le déclin du Moyen Age*.

(76) W. BOONEN, *Geschiedenis van Leuven*, éd. E. VAN EVEN, p. 47.

(77) D'après BOONEN, *ibid.*, p. 47, le duc aurait quitté Louvain le 22 octobre dans la soirée. En réalité, il avait quitté la ville dans la nuit du 21 au 22, car le 22 dans la journée un messager est envoyé par la ville à une délégation louvaniste se trouvant à Bruxelles «*omme hen te laten weten dat mijn here van Brabant inder nachte gereden waere van Loven te Vrancrike wert*» (AV Louvain, 5021, fol. 26v°).

(78) Voir à ce sujet R. VAUGHAN, *John the Fearless, passim*.

(79) Les comptes de la recette générale de Brabant (AGR, CC, 2399 à 2406), par la grande place qu'ils font aux frais de médicaments achetés pour le duc, sont assez éloquents sur ce point. — Le prince, tout enfant, — il avait trois-quatre ans — avait déjà été gravement malade, au point qu'on était allé chercher, pour satisfaire son caprice, un personnage qu'il désirait voir venir auprès de lui (un certain Henri van Lyre est envoyé à cet effet à Bruxelles «*ende haelde Danele van Raenst om dattem joncker Jan mins heren soen hebben wilde doen hi al soe siec was*» — AGR, CC, 3787, 4e compte, comptes du receveur de Louvain, 24 juin 1406-24 juin 1407, fol. 69r° ; l'extrait ne comporte pas de date).

(80) G. CHASTELLAIN, *Œuvres*, éd. KERVYN DE LETTENHOVE, t. I, p. 170 (L. I, chap. LX). Plus loin il ajoute : *il se laissoit mener et manier bien légèrement*» (*ibid*, p. 210, L. I, chap. LXX).

(81) En dehors de la maladie mentionnée plus haut (n. 79) et de celle qui devait l'emporter, Jean IV donna encore à trois reprises au moins des inquiétudes à son entourage : en octobre 1418 (AGR, CC, 2401, fol. 161v°), entre le 4 avril et le 2 août 1422 (AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 94r°, et entre le 29 septembre 1423 et le 1er octobre 1424 (AGR, CC, 2405, fol. 102r°).

(82) Sur le goût de Jean IV pour la chasse, voir L. GALESLOOT, *Recherches historiques ...*, pp. 100 et suiv. — Les données certaines tirées de son *Itinéraire* (voir L. GACHARD et Ch. PIOT, *Collection des voyages des Souverains des Pays-Bas*, t. IV, pp. 599-627) et les quelques précisions fournies ci-

soucis du gouvernement (83) ! Il consacrait des sommes importantes à l'achat d'oiseaux de proie (84), et ses parents et amis savaient lui faire plaisir en lui offrant faucons ou éperviers (85).

dessous permettent, si on totalise le nombre de journées consacrees *à coup sûr* par le duc à la chasse, de dire que Jean IV y passa au moins six mois de son règne de onze ans et demi ! Voici les quelques précisions à l'itinéraire de Jean IV, du point de vue de la chasse :

— 1417, 22-23 octobre, le duc chasse à Braine-le-Château, AGR, CC, 2400, fol. 243.
— 1417, 24-30 octobre, id. à Wavre et Tervuren, AGR, CC, 2400, fol. 243v°.
— 1418, 13-16 octobre, id. à Tervuren, AGR, CC, 2401, fol. 76v°.
— 1418, 23-29 octobre, id. pendant 3 jours à Hal, AGR, CC, 2401, fol. 76v°.
— 1418, 30 octobre-5 novembre, id. à Hal, AGR, CC, 2401, fol. 76v°-77r°.
— 1418, 6-12 novembre, id. pendant 4 jours à Genappe, AGR, CC, 2401, fol. 77r°.
— 1418, 23 novembre-3 décembre, id. pendant 5 jours près de Mons, AGR, CC, 2401, fol. 77r°.
— 1419, 26 février-4 mars, id. à Mons, à plusieurs reprises, AGR, CC, 2401, fol. 80r°.
— 1419, 29 avril, id. aux environs de Mons, AGR, CC, 2401, fol. 218r°.
— 1419, 24-28 juillet, id. à Tervuren, AGR, CC, 2401, fol. 222r°.
— 1419, 16-18 août, id. à Genappe, AGR, CC, 2401, fol. 223r°.
— 1419, 8-10 septembre, id. à Tervuren, Alsemberg et Boitsfort, AGR, CC, 2402, fol. 42r°.
— 1423, entre le 17 et le 25 octobre, id. à Villers, AGR, CC, 2405, fol. 40r°.
— 1423, 4-10 novembre, id. dans la forêt de Meerdaal et le bois de Heverlee, AGR, CC, 2405, fol. 40v°.
— 1423, entre le 17 et le 20 novembre, Jean IV fête la Saint-Hubert (fête normale le 3 novembre !), avec ses chasseurs de Boitsfort, AGR, CC, 2405, fol. 41r°.
— 1423, 20 décembre, le duc chasse entre Enghien et Bruxelles, AGR, CC, 2405, fol. 63r°.
— 1424, 11-13 avril, id. à Tervuren, AGR, CC, 2405, fol. 44r°.
— 1424, 5-6 mai, id. à Bruxelles, AGR, CC, 2405, fol. 44v°.
— 1424, 3 juin, id. à Tervuren, AGR, CC, 2405 fol. 45r°.
— 1424, 4-9 juin, id. à Tervuren et Alsemberg, AGR, CC, 2405, fol. 45r°.
— 1424, 29 juillet, id. hors de Bruxelles, AGR, CC, 2405, fol. 46v°.
— 1424, 15-18 septembre, id. dans la forêt de Soignes, AGR, CC, 2405, fol. 47r°.
— 1424, fin septembre, id. aux environs de Tervuren, AGR, CC, 2405, fol. 47v°.
— 1425, 19-30 juin, id. à Tervuren et Alsemberg, AGR, CC, 2405, fol. 190v°.

Ajoutons encore qu'en 1419-1420, le duc est presque toujours accompagné dans ses déplacements de ses «*raidsluden, ambachteren, huisgesinde ende jegers*» (AGR, CC, 2402, fol. 42-49), et quand bien même l'Hôtel tient sa résidence ailleurs, le duc est parfois porté au gîte dans sa maison de chasse de Boitsfort, ainsi en 1419, le 5 mai (soir), les 1er et 9 juillet (matin), du 12 au 15 juillet, les 18 et 19 juillet, les 21, 28 et 29 juillet et le 2 août (AGR, CC, 48.479, fol. 276-277), et en 1420, les 27 et 29 août et les 3 et 4 septembre (AGR, CC, 48.479, fol. 335-336r°).

(83) En octobre-novembre 1418, le duc passe le plus clair de son temps à la chasse (voir note précédente) alors que s'envenime un conflit avec la ville de Bruxelles (F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 177-178) ; fin août-début septembre 1420, alors que le conflit entre le duc et les Etats évolue d'une manière dangereuse pour le pouvoir ducal (voir *infra*, IIIe partie), Jean IV séjourne à plusieurs reprises à Boitsfort (AGR, CC, 48.479, fol. 335-336r°). — L'insouciance du duc paraît totale en septembre 1420. Quand il apprend que son frère, Philippe de Saint-Pol, rappelé en Brabant par le parti des Etats opposé au duc, s'apprête à regagner Bruxelles, Jean IV réagit en ... faisant acheter du drap pour son chambellan et ses valets de chambre «*om hen dair met te cleden jegen die compst van minen heere van Saintpoil*» (AGR, CC, 2403, fol. 25r°).

(84) A partir de 1416-1417, les comptes de la recette générale de Brabant comporteront même régulièrement un chapitre spécial consacré à l'achat d'oiseaux de proie et aux frais d'entretien de ceux-ci (AGR, CC, 2400, fol. 145-146r°, 215r°, 271r°, CC, 2401, fol. 156r°, CC, 2402, fol. 106v°-107, CC, 2404, 2e compte, fol. 83-84r°, CC, 2406I, fol. 83v°).

(85) Exemples : vers le 10 juillet 1422, Philippe de Saint-Pol lui offre un épervier ; vers le 18 juillet, Engelbert d'Enghien lui en offre deux, et vers le 21 juillet, le comte de Namur lui en offre trois (AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 80r°) ; le 2 juillet, Henri de Wittem lui en avait fait parvenir plusieurs jeunes (*ibid.*, fol. 79v°) ; en 1422-1423, Jean de Bavière lui envoie plusieurs oiseaux de proie (AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 59r°).

Wenceslas avait été poète ; Antoine avait été l'objet d'hommages flatteurs de Christine de Pisan ; Jean IV, quant à lui, se contenta de devenir membre d'une Chambre de Rhétorique (86). Il reste que c'est pendant son règne que fut créée l'ancienne université de Louvain, mais il est impossible de déterminer si le duc eut une part active à cette fondation, ou si elle fut l'œuvre seulement de membres de son entourage.

Tout autre semble avoir été la personnalité de son frère et successeur Philippe. Plus robuste que son aîné, du moins avant les premières atteintes du mal qui devait l'emporter, il entra très jeune dans la vie politique. Capitaine de la ville de Paris dès sa quinzième année (87), il tenta toujours de sauvegarder son indépendance en toutes circonstances. Cela se marque dans les événements de 1420-1421 où Saint-Pol, devenu régent, ne prendra néanmoins jamais ouvertement parti contre son frère, et où, intervenant dans les luttes intestines à Bruxelles, il ne sera «en fait, ni avec les lignages, ni avec les métiers» (88). Cela se marqua surtout, quand, devenu duc, il réagira contre la tutelle que voulait lui imposer son cousin, Philippe le Bon, en se fiançant à la belle-sœur de Charles VII, le farouche adversaire du Bourguignon (89).

Indépendant, même secret, et peut-être frondeur : à trois reprises au moins, Philippe de Saint-Pol quitte secrètement Louvain, lieu de résidence de la Cour au moment des faits, sans mettre son entourage immédiat au courant de ses intentions, sans donner le motif de son départ ni indiquer le lieu où il se rend(90).

(86) Il fut reçu dans la Chambre «*van den Bouke*» de Bruxelles le 8 mars 1417 (AGR, CC, 2400, fol. 122v°) ; le 5 mai de la même année, il offrit aux membres un repas auquel il prit part (*ibid.*, fol. 143v°). En février, la Société, de même que celle nommée «*van den Treefte*», avait été reçue à un bal avec banquet à la Cour (*ibid.*, fol. 57r°). Sur la Chambre de rhétorique «*van den Boeck*», voir W. VAN EEGHEM, *Brusselse Dichters*, 4de reeks, pp. 91-104. La société «*van den Treefte*» n'est pas connue. On ne sait d'ailleurs s'il s'agit d'une chambre de rhétorique. M. Van Eeghem n'en a pas connaissance (il a bien voulu nous le confirmer verbalement). Tout au plus sait-on qu'il y avait une maison appelée «*Den Treefl*» sur la Grand-Place à Bruxelles et une autre, du même nom, près de la rue des Chartreux (voir A. HENNE et A. WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. III, pp. 56-57 et 496.

(87) J. SCARCEZ, *op. cit.*, p. 62. — Quelque temps plus tard, à l'annonce de l'assassinat de Jean sans Peur, il fait traquer les Armagnacs à Paris. Il occupait encore ses fonctions quand, en septembre 1420, il fut appelé en Brabant pour arbitrer le conflit entre Jean IV et les Etats (*ibid.*, pp. 64-65).

(88) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., p. 236.

(89) J. SCARCEZ, *op. cit.*, p. 496.

(90) Le 7 septembre 1429, à 7h du matin, le chancelier et les conseillers présents à Louvain écrivent, affolés, à Engelbert de Nassau pour lui signaler que le duc a disparu sans laisser d'adresse. Voici le texte : «*Lieve jonch. Mijn gened. here die hertoge is nu hem vierder van personen van hier gereden, warwerts en weten wij nyet, mer den enen heeft hij geseeght dat hij rijden woude tot mijnen here van Bourgogne ende den anderen mijne vrouwe Yoland besien, ende wat wij hem dair toe hebben geseeght hij en heeft des nyet willen laten, wair om lieve jonch. ons goet dunct ende geraden dat ghij ter stont over dach ende nacht herwarts compt om ons samentlic ende oic mitter stat van Loeven goeden rait dair op te hebben, want wij duchten dat nyet goets van desen rijden en sal comen. Lieve jonch. Onse Here God hebbe U alt. in sijnre heilig. hoeden. Gescr. te Loeven, des woensd. VII dage in sept. omtrent VII uren smorgens.* (Au bas, à droite :) *Die cancellier ende andere raidslude mijns gened./ heren tshertogen, nu tot Loeven wesende.*» (Au dos :) *Den edelen jonch. Engelbr. greve/ te Nassow ende te Vyanden, here ter / Leck ende tot Breda, onse lieven / jonch.* Original sur papier, traces d'un signet plaqué en cire rouge au dos (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1e deel, Inv. 1492 — Reg. 1267). La ville de Louvain a fait suivre le duc : elle paie un habitant d'Audenarde qui lui a appris

Ces «fugues» peuvent trahir une certaine impétuosité, et leur manque de prudence, la jeunesse du personnage. Il avait vingt-trois ans à son avènement, et, à cet âge, pouvait encore trouver du plaisir à se livrer à des jeux enfantins avec les marmitons de la cuisine (91).

Saint-Pol, par certains de ses actes, avait bien laissé augurer de l'avenir, et son côté un peu irréfléchi pouvait n'être attribué qu'à son manque de maturité. Il n'eut malheureusement pas le temps de faire preuve de plus de sagesse, car il disparut, à peine âgé de vingt-six ans.

*
* *

Depuis 1383, le Brabant avait donc été gouverné d'abord par une femme, déjà âgée et frappée dans sa vie familiale, puis par trois princes dont les règnes avaient été tous relativement courts. De plus, les deux derniers ducs avaient pris le pouvoir à la sortie de l'adolescence, voire de l'enfance. Disparus à la fleur de l'âge, ils n'auraient pu, même revêtus de plus brillantes qualités, donner leur pleine mesure.

Il est certain que cette carence, en quelque sorte physique, des ducs, eut ses répercussions sur la vie politique du duché. Tant l'entourage immédiat des princes que les représentants des forces vives du pays tentèrent d'en profiter pour asseoir leur influence. Il en sera naturellement reparlé plus loin.

*
* *

Il reste à dire un mot des bâtards de Brabant.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que si le duché était devenu vacant en 1430, les princes qui s'étaient succédé jusqu'alors n'en étaient pas moins pourvus d'une abondante descendance, que son caractère illégitime éloignait toutefois de la succession.

Wenceslas laissa au moins cinq enfants naturels (92) ; Antoine n'en eut ap-

quelle direction Philippe a prise (AV Louvain, 5049, fol. 19r°). On apprend que le duc s'est rendu à Lille, puis à Saint-Pol et on lui demande de rentrer en Brabant (*ibid.*, fol. 19r°) ; le 11 septembre, Louvain fait part à Bruxelles et à Anvers de ce qu'elle sait (*ibid.*, fol. 18v°). Le 16 septembre, Saint-Pol est rentré à Louvain, et le Conseil municipal va le saluer au château du Mont-César (*ibid.*, fol. 21r°).

— Le 8 octobre 1429, nouvelle «fugue» du duc. Il s'est rendu secrètement à Vilvorde et à Bruxelles (AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 42v°). Le 10 octobre, un Louvaniste est envoyé sur ses traces à Bruxelles avec mission de savoir ce qu'il y fait (AV Louvain, 5049, fol. 23r°). — A la suite de ce deuxième départ, de nombreux barons quittent la Cour (voir *infra,* III[e] partie, p. 518).

— Le 9 novembre 1429, nouveau départ secret du duc (AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 44v°). Le 10 novembre, un Louvaniste est envoyé à Gand pour s'informer à ce sujet (AV Louvain, 5049, fol. 52r°).

(91) Dans le chapitre «dons» du compte du receveur de Brabant pour 1427-1428, on lit : «*Den cleynen kinderen inde cokene gegeven te drincgelde dat sij mijnen voirs. heere inde cokene gevangen hadden ...*», par cédule du 18 février 1428, c'est-à-dire du mercredi des Cendres (AGR, CC, 2407, fol. 64r°) !

(92) Nous donnons la liste des bâtards connus de Wenceslas et de ses successeurs dans l'Annexe IV.

paremment qu'un seul, de sexe masculin, tandis que Jean IV se singularise par le fait qu'on ne lui en connaît aucun. Philippe de Saint-Pol, quant à lui, eut une descendance illégitime assez nombreuse.

Tous ces enfants naturels n'eurent apparemment pas trop à se plaindre de leur sort. L'époque était d'ailleurs plutôt bienveillante à leur égard, et les bâtards pouvaient vivre à la Cour de leur père, sans avoir à craindre le ressentiment de son épouse légitime (93). Le fait apparaît clairement en Brabant : la duchesse Jeanne continua, longtemps après la mort de son mari, à entretenir à ses frais les fils de celui-ci (94).

La bâtardise n'écartait pas des offices : la plupart des fils illégitimes de nos ducs occupèrent au moins des charges effectives ou honorifiques à l'Hôtel ; d'autres furent, comme Guillaume de Luxembourg, officiers de justice, ou, comme les trois fils de Philippe de Saint-Pol et de Barbe Fierens, conseillers de Philippe le Bon.

Si néanmoins les enfants naturels des ducs qui régnèrent en Brabant de 1355 à 1430 ne jouèrent pas un rôle essentiel avant cette dernière date, ce n'est certainement pas à cause de l'illégitimité de leur naissance. Car au début du gouvernement de Jeanne et de Wenceslas, un bâtard du duc Jean II, Jean de Corselaar, seigneur de Wittem, oncle naturel de la duchesse, parvint quant à lui à occuper une place de tout premier plan au conseil ducal (95). Ce même personnage était chevalier (96), tout comme le fut Jean van den Venne, fils naturel de Jean III et donc frère de Jeanne (97), et il fut à l'origine de la puissante famille des seigneurs de Wittem qui, à la fin du XIVe siècle et au début du XVe, figurent en bonne place parmi les barons brabançons.

Il n'est donc pas exagéré d'écrire, comme le fit le baron de Reiffenberg, que dans les grandes familles, «les enfants illégitimes arboraient leur nom de bâtards comme un titre de noblesse» (98). En Brabant, les descendants naturels des princes successifs étaient même tellement fiers de leur origine qu'il se groupèrent, à la fin du XIVe siècle, au sein d'une association familiale, la «*maescapp van den bastaerden van Brabant*», véritable confrérie imposant à ses membres une solidarité absolue (99).

(93) O. CARTELLIERI, *La Cour des ducs de Bourgogne*, p. 75. — M. BERGÉ, *Les bâtards* ..., pp. 317-318, remarque aussi qu'à cette époque, «la bâtardise n'impliquait point la dépréciation sociale».

(94) Dans une complainte écrite par Jean Knibbe à l'occasion de la mort de Wenceslas, le poète thiois met dans la bouche du moribond ces paroles :

«... *Och ! bidt der vrouwen mijn,*
«*Mijn arm kinder, die ellendig sijn,*
«*Dat sise wille goeden op trouwe int lant.*»

(voir W. VAN EEGHEM, *Brusselse Dichters*, 3e série, p. 44).

(95) Sur ce personnage, voir Annexe II.

(96) Voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, Ire et IIe parties, *passim*.

(97) Voir *ibid.*, IIIe partie, t. II, p. 11, acte du 28 août 1396. — Sur Jean van den Venne, alias van den Veen, voir G. DANSAERT, *Les grands veneurs de Brabant*, p. 33, et C. BUTKENS, *Trophées*, t. I, p. 448.

(98) DE REIFFENBERG, *Enfants naturels* ..., I, p. 174.

(99) Cette association est connue par un acte daté de 1403 et conservé aux AGR, Chartes de Brabant. Le document se présente comme une mise au net inachevée, et il n'a jamais été expédié. Il devait être scellé de 52 sceaux, mais la liste des sigillants n'a pas été retranscrite complètement, et

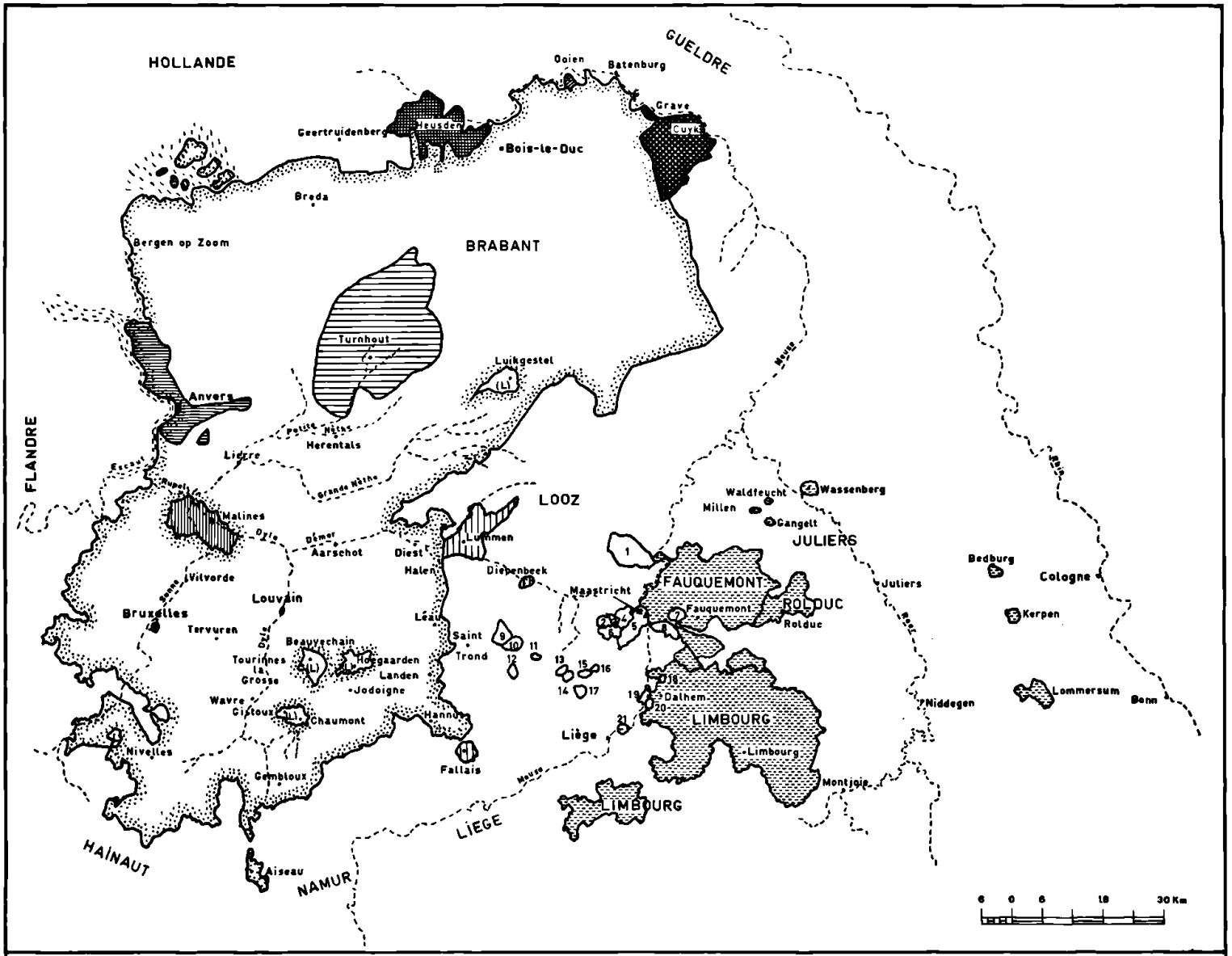
Reste cependant que, malgré leur rang social, ces descendants illégitimes des ducs ne pouvaient prétendre à la succession au duché, et que les sources ne permettent pas de dire qu'ils aient jamais tenté de remettre ce principe en cause.

*
* *

Quant au rôle qu'ont pu jouer les membres légitimes de la famille ducale, il en sera question plus loin, dans le chapitre III de cette première partie.

*
* *

seuls deux fragments de sceaux pendent au document tel qu'il est venu jusqu'à nous. Mais la pièce, même si elle n'a pas sorti ses effets, est intéressante, car elle nous renseigne sur l'existence de cette confrérie et sur l'histoire de l'élaboration de ses statuts. Une première mouture en fut élaborée au cours d'une réunion tenue à Tervuren du temps où Renier Goedhere était receveur de Brabant, c'est-à-dire avant le 6 décembre 1396. Par la suite un nouveau texte, reproduit dans le document conservé, fut mis au point. Il prévoit que les membres doivent s'engager sous serment à s'aider les uns les autres contre quiconque, et que les différends qui pourraient surgir entre eux doivent être soumis à l'arbitrage de huit arbitres choisis par la «*maesscap*». Une analyse très étendue de ce texte (tirée de l'Index de Van Heurck) a été publiée par J.B. Willems dans *Brab. Yeesten*, t. II, *Codex diplomaticus*, pp. 707-710.



frontières du Brabant proprement dit
seigneurie d'Anvers (1357-1406)
seigneurie de Turnhout (1358-1399)
seigneurie de Malines
ville de Grave
seigneurie de Cuyk
terre de Heusden
Ooien

1 à 21 territoires mosans et cis-mosans
territoires cis-mosans contestés
Limbourg et Pays d'Outre-Meuse
(S.S.) bancs de Saint-Servais
(L.) enclave liégeoise en Brabant
(M.) Maastricht

1. Machelen (S.S.)
2. Mopertingen
3. Hees (S.S.)
4. Tweebergen (S.S.)
5. Comté de Vroenhof (M.)
6. Vlijtingen (S.S.)
7. Berg (S.S.)
8. Heer en Keer (S.S.)
9. Zepperen (S.S.)
10. Hoepertingen
11. Grootloon (S.S.)
12. Fologne
13. Koninksem (S.S.)
14. Russen
15. Nerem
16. Stuizen (S.S.)
17. Paifve
18. Berneau
19. Hermalle
20. Argenteau
21. Herstal-Wandre

Des. R. JEFFERY

CHAPITRE II

LES TERRITOIRES

Chacun des ducs dont il fut question au chapitre précédent a régné en même temps sur plusieurs territoires, principautés ou seigneuries «isolées». Mais il importe de faire observer :

— que les princes successifs n'ont pas tous régné sur les mêmes territoires ;
— qu'un même prince pouvait détenir plusieurs territoires à des titres différents.

Ces faits ont pu avoir des répercussions sur la composition ou la compétence des organes qui assistaient le prince dans l'exercice du pouvoir. C'est un des points qu'il faudra s'efforcer d'éclaircir dans la deuxième partie de la présente étude. Pour l'instant, il ne s'agit que de préciser quels furent ces territoires que les ducs ont gouvernés d'une façon continue ou seulement temporaire.

Ils forment trois grands groupes :

1. — les principautés et seigneuries «héréditaires».
2. — les autres principautés et seigneuries tenues en union personnelle à des titres divers (1).
3. — les seigneuries détenues par une duchesse à titre de douaire.

Dans certains cas, il faudra aussi s'inquiéter de savoir si le prince a toujours exercé la réalité du pouvoir dans les régions considérées.

I. *Les possessions héréditaires*

L'expression «possessions héréditaires» s'applique, dans le présent travail, à des principautés et seigneuries que tous les ducs ayant régné de 1355 à 1430 se sont transmises de l'un à l'autre. Le critère choisi n'a pas, il faut bien le reconnaître, de valeur absolue puisqu'en théorie un prince peut toujours partager ses principautés et seigneuries isolées entre ses enfants (2), et que, d'autre part, les principautés et seigneuries appartenant au deuxième groupe (pays en union personnelle) se transmettent aussi héréditairement. Toutefois en donnant ici au mot «héréditaire» le sens restreint de «transmissible» (ou mieux encore : «transmis») «de duc de Brabant en duc de Brabant», on ne verse pas dans l'arbitraire, puisque le terme recouvre en fait un groupe de régions dont les contemporains

(1) Les fondements de la distinction faite entre ces deux premiers groupes seront précisés dans la suite de l'exposé.

(2) C'est ce que fit d'ailleurs Philippe le Hardi entre ses trois fils.

considéraient que le sort était, ou devait être, lié. Ce sont en effet les terres que la Joyeuse Entrée de 1356, suivie sur ce point par les Joyeuses Entrées ultérieures, voulait voir rester unies entre les mains d'un seul et même prince, savoir :

— le Brabant proprement dit
— ses annexes mosanes et cis-mosanes
— le Limbourg et les terres d'Outre-Meuse.

A. Le Brabant.

La plus importante des régions soumises à nos princes est sans conteste le duché de Brabant, qui, ainsi qu'il a été rappelé dans l'Introduction, doit être considéré comme une «principauté de fait».

Jusqu'ici il n'en existe aucune représentation cartographique comparable à celles que nous possédons pour les principautés voisines (3). On dispose bien des cartes fort précieuses publiées en annexe aux travaux de J. Cuvelier, de Mlle Martens et de M. Ch. Kerremans (4), mais toutes trois ont en commun de n'être l'expression que d'un point de vue particulier : l'une s'en tient à la représentation des villages taxés lors des levées d'aides, l'autre ne fait figurer que les localités appartenant au domaine ducal, la troisième ne reprend que les seigneuries soumises aux officiers de justice du duc. Il manque donc tout particulièrement une représentation du «Brabant» vu sous l'angle de la féodalité, qui ferait apparaître des localités ne figurant dans aucune des trois cartes citées (5).

Il est aussi évident que toute la frontière nord-est du duché, celle qui sépare le Brabant de la Gueldre et du comté de Looz, est, dans l'état actuel de nos connaissances, par trop schématique (6). Mais l'établissement d'une représentation

(3) Pour le Hainaut, la carte de M. M.-A. Arnould, en annexe à son ouvrage sur *Les dénombrements de foyers dans le comté de Hainaut* ; pour le comté de Namur, L. Genicot, *Atlas historique du Namurois. Cartes du bas moyen âge* ; pour le comté de Looz, J. Baerten, *De kaart van het graafschap Loon circa 1300*. — Pour la principauté de Liège, il existe, pour la fin de l'Ancien Régime, la carte de M. J. Ruwet, *La principauté de Liège en 1789*.

(4) J. Cuvelier, *Les dénombrements de foyers en Brabant* ... ; Ch. Kerremans, *Etude* ... ; M. Martens, *L'administration* ...

(5) Les trois cartes signalent des enclaves étrangères en territoire brabançon (encore ne sont-elles pas toujours d'accord entre elles : Mlle Martens ne reprend pas l'enclave liégeoise de Tourinnes-Beauvechain), mais aucune enclave brabançonne en territoire étranger (à l'exclusion d'Aiseau, mentionné par Cuvelier et par M. Kerremans). L'étude des territoires relevant en fief du duché de Brabant ferait apparaître l'existence d'autres enclaves brabançonnes à l'extérieur des limites du duché. Voir d'ailleurs *infra*, p. 99. — Pour avoir une bonne idée des territoires «brabançons» d'entre Dyle et Meuse en 1300, voir la carte publiée par A. A. Beekman, dans le *Geschiedkundige Atlas van Nederland*. [IV] *De gewesten van Noord-en-Zuid-Nederland in 1300*.

(6) On comparera la carte de J. Cuvelier avec celle de A. A. Beekman (voir note précédente). Une certaine imprécision régnait quant au tracé de la frontière hollando-brabançonne (voir à ce sujet des registres reposant à l'ARA La Haye et signalés par Th. van Riemsdijk, *De Tresorie* ..., p. 664, n° 99 et p. 669, n° 110 ; voir aussi par exemple J. van der Hammen, *Eerste officieele grensscheiding tussen Holland en Brabant, 1388*). Cette remarque n'infirme pas pour l'essentiel les conclusions auxquelles était arrivé P. Bonenfant (*A propos des limites médiévales*) qui montre que dans l'ensemble les limites de territoires sont fort bien connues au XV^e siècle. De fait, il en était bien ainsi,

plus précise demanderait toute une étude semblable à celle qu'entreprirent MM. Arnould, Genicot et Ruwet, et dépasserait le cadre du présent travail (7).

Pendant la période qui nous occupe, le duché a connu relativement peu d'avatars territoriaux, exception faite des suites de la désastreuse guerre de succession de 1356-1357 (8). Parmi tous les changements de frontière, ou, pour mieux dire, de domination, survenus entre 1355 et 1430, les plus importants sont dus, en effet, à l'issue, malheureuse pour le Brabant, de la guerre déclenchée par Louis de Male au lendemain de la mort du duc Jean III ; le reste est à mettre au compte des rapports avec la Gueldre.

Voyons quels ont été ces changements de frontière entre 1355 et 1430.

1. Malines.

La première conséquence de la guerre de succession de 1356-1357 fut, pour les successeurs de Jean III, la perte définitive de la seigneurie de Malines. Cette petite entité territoriale de mouvance liégeoise avait été disputée entre les comtes de Flandre et les ducs de Brabant. Tombée entre les mains de ces derniers, Malines était, dans la première moitié du XIV^e^ siècle, sur le point d'être complètement absorbée et assimilée par le duché (9), et sans doute aurait-elle connu le sort de Diest si le traité d'Ath, du 4 juin 1357 (10), en attribuant ce petit territoire à Louis de Male, n'était venu interrompre ce processus de fusion. Du fait des événements de 1356-1357, la seigneurie de Malines allait, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, constituer une enclave indépendante en territoire brabançon, ce qui ne manqua pas de susciter de nombreuses difficultés, surtout à propos de la navigation sur la Dyle (11).

sauf exceptions, sur le plan local, «mais l'appartenance d'un village à une «principauté» n'était pas toujours aussi bien établie, ceci pour les raisons qui ne vont cesser d'apparaître tout au long de ce chapitre. Un article remarquable et récent de M. L. GENICOT (*Ligne et zone : frontière des principautés médiévales*) a d'ailleurs fort bien expliqué cette imprécision relative des frontières dans le cas précis du Namurois. Le savant professeur de Louvain relève lui aussi le contraste qui existe entre ce qui se passe sur le plan local et sur celui des principautés. Il écrit en effet, *p. 33* : «La plupart des localités ou, mieux, des entités de droit public locales sont cernées d'un trait précis. Il ne s'ensuit pas que les formations qui coiffent ces entités locales, et notamment les principautés, soient elles aussi ceinturées entièrement de frontières nettes et tranchées.» Voir aussi les difficultés rencontrées par M. M.-A. ARNOULD, pour déterminer l'étendue exacte du Tournaisis à l'époque moderne (M.-A. ARNOULD, *La superficie du Tournaisis ...*).

(7) Il faudrait consacrer des monographies à plusieurs litiges frontaliers qui opposèrent le Brabant à ses voisins.

(8) Sur cette guerre, voir H. LAURENT et F. QUICKE, *La guerre de succession du Brabant*, et F. BLOCKMANS, *De erfstrijd tussen Vlaanderen en Brabant in 1356*.

(9) Ce que montre fort bien l'excellent article de M. P. AVONDS, *Mechelen en de Brabantse steden*, qui a remarquablement mis en évidence le processus de «brabantisation» de Malines sous le règne de Jean III. — Sur les avatars de la seigneurie de Malines au XIV^e^ siècle, voir A. KEMPENEER, *Les aliénations ...* et J. LAENEN, *Geschiedenis van Mechelen*, pp. 91-105.

(10) [J.J.] DE SMET, *Mémoire sur les guerres entre le Brabant et la Flandre au quatorzième siècle*, pp. 41-44. — Sur l'importance de la «question malinoise» dans le déclenchement de la guerre par Louis de Male, voir H. LAURENT et F. QUICKE, *La guerre ...*, p. 85.

(11) Voir notamment F. PRINS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, *passim* et J. LAENEN, *Geschiedenis van Mechelen, passim*, ainsi que J. VAN BALBERGHE, *Mechelen contra Antwerpen en Brussel* .

Les Brabançons ne renoncèrent pas rapidement à l'espoir de récupérer un jour la région perdue. En 1428 encore, ils donnèrent une preuve de leur désir de réunir Malines au duché. Le duc Philippe de Saint-Pol, non encore marié et voulant assurer sa succession pour le cas où il mourrait sans enfants, manifestait l'intention de désigner en tant qu'héritier son cousin Philippe le Bon. Les Etats de Brabant, priés d'approuver ce projet, mirent à leur consentement une série de conditions (12). Ils exigèrent notamment que, dans l'éventualité où la Flandre, Malines et le Brabant seraient réunis sous un même prince, puis à nouveau séparés, Malines suive le sort du Brabant.

On sait ce qu'il advint. En 1430, l'union personnelle des trois régions se trouva réalisée. Elle ne devait plus se défaire. De ce fait Malines allait pouvoir rester une entité propre, ni flamande, ni brabançonne.

2. Anvers.

Le traité d'Ath de 1357 attribua aussi au comte de Flandre la ville d'Anvers, avec un certain nombre de villages voisins (13). Mais les clauses de la cession étaient différentes : alors que la seigneurie de Malines devait appartenir en pleine souveraineté au comte de Flandre, la région d'Anvers, elle, continuait à faire partie théoriquement du duché et devait être tenue en fief du duc de Brabant. Toutefois ce n'était là qu'une fiction juridique : de 1357 à 1406, Anvers et ses environs cessèrent de participer à la vie du duché (14).

Les Brabançons tentèrent bien d'entretenir cette fiction : c'est ainsi que le 12 avril 1372, au moment où les villes de Brabant remirent sur pied le Conseil de Kortenberg (15), une délégation louvaniste se rendit à Anvers pour demander que le magistrat de la cité scaldéenne désigne ses deux représentants au sein dudit Conseil (16). Mais cette démarche n'eut pas de suite : que ce soit pour ne pas mécontenter leur seigneur, le comte de Flandre, ou parce qu'ils n'avaient plus suffisamment d'intérêts en commun avec le reste du Brabant, les Anversois s'abstinrent de participer au Conseil de Kortenberg ressuscité (17).

(12) Ces conditions furent rassemblées dans un document qui fut soumis aux conseillers du duc de Bourgogne le 5 juin 1428 (analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 204-205, n° 1615). Sur les circonstances de ces tractations, voir ci-dessous, p. 135.

(13) Sur ces événements, voir H. LAURENT et F. QUICKE, *La succession ..., op. et loc. cit.*, ainsi que F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, 1ste boek, pp. 34 et suiv. — Les territoires cédés apparaissent aussi nettement sur les cartes mentionnées plus haut, note 4.

(14) Louis de Male et sa femme ont bien prêté l'hommage auquel les contraignait le traité d'Ath (voir des actes du 30 juin 1357 et du 20 mars 1358, analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. III, n° 1264 et 1708). Mais les pouvoirs de la suzeraine sont évidemment bien théoriques : le 25 février 1386, Jeanne ne peut que constater que c'est contre sa volonté à elle que feu Louis de Male a transféré d'Anvers à Malines les marchés du poisson et du sel, que la duchesse de Brabant tenait en fief du roi des Romains (A. VERKOOREN, *op. cit.*, III^e^ partie, t. I, n° 6261).

(15) Au sujet du Conseil de Kortenberg, voir *infra*, pp. 524-527.

(16) «*... omme te sprekene metter stat dat sy haere II goede liede die sij hadden inden rade van Cortenberge dat sy die seinden wouden te Cortenberge biden anderen heren van den rade*» (AV Louvain, 4995, fol. 49v° ; cité par J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. I, p. 195).

(17) J. VAN DER STRAETEN, *op. et loc. cit.*

La séparation d'Anvers du reste du Brabant de 1357 à 1406 se marque, dans la pratique, par plusieurs faits importants.

Tout d'abord, elle donne lieu à la naissance de nouvelles circonscriptions administratives : amputé de son chef-lieu, le marquisat d'Anvers prend le nom de marquisat de Herentals (du nom de son nouveau chef-lieu) ou du Pays de Ryen (18), ceci du point de vue judiciaire. Sur le plan domanial, la recette d'Anvers est séparée de celles des autres domaines ducaux (19) et ne relève plus du receveur de Brabant. La ville d'Anvers ne participe plus aux réunions d'Etats ni aux aides et subsides accordés aux ducs de Brabant (20).

De plus, la «seigneurie d'Anvers» est, pendant toute cette période, rattachée à des organismes administratifs relevant du comte de Flandre. C'est ainsi qu'elle est expressément citée, avec Malines, dans l'acte de création d'une Chambre du Conseil par Philippe le Hardi à Lille, le 15 février 1386 (21). Néanmoins, comme elle ne fait pas vraiment partie intégrante de la Flandre, la ville paraît avoir été choisie à plusieurs reprises comme terrain neutre de discussions entre le comte et les principautés voisines, la Zélande et la Hollande (22).

En mars 1405, à la mort de Marguerite de Male, c'est son deuxième fils Antoine, déjà à cette époque gouverneur du Brabant, qui devient seigneur d'Anvers (23). La ville ne fait pas, à ce moment précis, retour au Brabant. Toutefois elle quitte l'orbite flamande pour entrer dans celle des terres soumises à Antoine. Celui-ci était déjà, par la mort de son père, seigneur engagiste du Limbourg et

(18) C. KERREMANS, *op. cit.*, p. 42, et carte.

(19) M. MARTENS, *op. cit.*, p. 268.

(20) Le fait n'a pas été relevé explicitement par Mme A. MOUREAUX-VAN NECK dans *Un aspect* .... Il ressort pourtant clairement d'indications fournies par la recette générale de Brabant et par les comptes des aides, où il est question de la part des six grandes villes (nommément Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Nivelles et Léau, à l'exclusion donc d'Anvers) dans la répartition des sommes à payer [voir AGR, CC, 2350, p. 53 (aide de 1362) ; CC, 15.716, fol. 6*r*° (aide de 1383) ; *ibid.*, fol. 51*r*° (aide de 1386)]. Traditionnellement, dans le cas d'une aide générale, les sept bonnes villes contribuent pour un tiers, le second tiers étant dû par les petites villes, les franchises et le plat pays, et le troisième par les monastères. C'est ce qui est appelé l'«ancien taux» de l'aide (cfr A. MOUREAUX-VAN NECK, *op. cit.*, p. 72). Dans les exemples cités plus haut, en 1362 et 1386, il est dit que le premier tiers est supporté par les six chefs-villes mentionnées ci-dessus;en 1383(CC, 15.716, fol. 7*r*°), il est dit que ce tiers doit normalement être supporté par les sept bonnes villes (donc y compris Anvers), mais que les six susmentionnées payeront ensemble la quote-part d'Anvers, car cette ville «*van Brabant gedeylt, gesceden ende afghespleten is*». On ne peut être plus clair ! Il y a, à cette abstention d'Anvers dans le payement des aides brabançonnes, une exception : la ville participe à l'aide de 1356. Il est cependant piquant de constater que ce sont les membres du Conseil de Flandre et les magistrats de Gand, Bruges, Ypres et Malines qui contraignent les Anversois à payer leur quote-part dans l'aide de 1356 (voir l'acte par lequel Anvers se soumet à cette décision, en date du 20 mars 1358, n.s., anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant,* I*re* partie, t. III, n° 1709). Cette exception peut s'expliquer sans doute par le fait qu'Anvers avait consenti le subside avant de passer dans les mains du comte de Flandre. — En 1373-1374, on tenta encore, du côté brabançon, de faire participer Anvers à l'aide levée suite au désastre de Baesweiler, mais ce fut en vain (voir CC, 2360, p. 78 et CC, 17.144, fol. 42*v*°).

(21) P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi ...*, t. I, pp. 143-145.

(22) W. PREVENIER, *De Leden en de Staten van Vlaanderen*, pp. 98, 99, n. 3, 108, n. 6 et 188.

(23) Il prête serment comme seigneur d'Anvers le 27 avril 1405 (acte édité par F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, 1ste boek, pp. 168-169).

des terres d'Outre-Meuse. Le 2 septembre 1404, la duchesse Jeanne l'avait même autorisé à porter, dès ce jour, le titre de duc de Limbourg (24). Il était aussi comte de Rethel, mais en vertu d'accords de famille, il allait devoir abandonner ce comté à son jeune frère Philippe le jour où lui-même accéderait au duché de Brabant. Enfin il était encore châtelain de Lille du chef de sa femme, Jeanne de Saint-Pol (25).

C'est dans cet ensemble de terres échues à Antoine à des titres divers qu'Anvers va évoluer, de mars 1405 à décembre 1406, en marge du Brabant proprement dit. Un acte est caractéristique de la situation de la cité scaldéenne à cette époque : le 10 août 1405, Antoine ordonna à son maître des monnaies de frapper à Anvers des pièces d'or et d'argent, et cela en vertu d'une décision que le prince avait prise de frapper monnaie en qualité du duc de Limbourg, seigneur des terres d'Outre-Meuse et seigneur d'Anvers (26).

Quand, par la mort de la vieille duchesse Jeanne, le seigneur d'Anvers sera devenu duc de Brabant, la seigneurie va réintégrer le duché. Mais ce ne sera encore que par étapes, et par le biais de la restauration de l'unité du marquisat. Trois actes jalonnent ce regroupement :

— le 9 janvier 1407 (n.s.), constatant que le marquisat a retrouvé son unité «*senz aucune separacion ou division*», le duc réunit sous un même receveur les trois recettes d'Anvers, de Lierre et de Herentals (27).
— le 7 février 1407 (n.s.), c'est le tour des circonscriptions judiciaires. Antoine rétablit sur des bases anciennes, c'est-à-dire antérieures au traité d'Ath de 1357, le ressort du marquisat d'Anvers, réunissant à l'écoutèterie d'Anvers le «marquisat du Pays de Ryen alias de Herentals» (28).
— enfin, le 28 avril 1407, dans les lettres de commission d'Etienne van der Nederalphen comme receveur général de Brabant (29), il est bien précisé que le ressort de l'activité de cet officier s'étend à Anvers et au pays de Ryen, c'est-à-dire au marquisat tout entier.

Pourtant il est un domaine, celui des fiefs, où la seigneurie d'Anvers continuera, pendant quelques années encore, à se distinguer du reste du Brabant. De son avènement comme seigneur d'Anvers à sa mort, Antoine eut pour Anvers un clerc des fiefs particulier. Les fonctions en furent exercées par Jean van den Opstal, qui était aussi secrétaire du prince. Cet officier avait la garde du registre des fiefs d'Anvers et dépendances, et faisait office de receveur des droits de reliefs (30). Jean van den Opstal alias van den Grave, est encore cité comme tel

(24) AGR, Chartes de Brabant, à la date ; *Brab. Yeesten*, t. II, p. 725.
(25) Voir *infra*, p. 107.
(26) AGR, Chartes de Brabant, 10 août 1405. Edité d'après une copie dans C. PIOT, *Documents sur quelques monnaies ... Antoine*, pp. 251-256.
(27) Exposé de l'acte de nomination de Quentin Clarensone, déjà receveur d'Anvers, comme receveur de Lierre et Herenthals, 9 janvier 1407, AGR, CC, 5179, 5e compte, fol. 1.
(28) Exposé de l'acte de nomination de Renier van der Elst, déjà marquis du Pays de Rijen, comme écoutète d'Anvers, 7 février 1407, voir F. VERACHTER, *Inventaire ... Anvers*, p. 71, anal. n° CCXXIV. — Voir aussi F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, pp. 5-6.
(29) AGR, CC, 2394, fol. 1-2.
(30) Il exerçait ses fonctions sans avoir reçu de commission écrite du prince (c'est ce qui ressort

en juin 1416 (31). A la même époque, pour le reste du Brabant, les fonctions de clerc des fiefs et de receveur des droits de relief furent exercées par deux autres secrétaires, Pierre Braeu jusqu'au 22 février 1408, puis Pierre de Halle de ce 22 février au 25 octobre 1415 (32). Après 1416, il n'y a plus de traces de la recette particulière des fiefs d'Anvers.

Pour clore cet épisode anversois, il faut encore mentionner une curieuse démarche accomplie par Philippe le Bon au lendemain de la mort de Philippe de Saint-Pol : par un acte du 11 août 1430, le duc de Bourgogne, qui avait auparavant désigné un certain nombre de ses conseillers pour prendre possession en son nom du marquisat d'Anvers et du pays de Ryen, mande à ces procureurs de recevoir en son absence les serments des habitants d'Anvers et promet de renouveler, dès sa venue dans la ville, les promesses que ses conseillers feront pour lui (33).

Or à ce moment la succession de Brabant était encore ouverte et rien n'était encore décidé quant au choix d'un nouveau duc (34). D'ailleurs Philippe le Bon n'excipe pas de ses droits sur le Brabant tout entier. Il se contente de faire valoir ceux qu'il prétend détenir sur Anvers par la mort de son cousin du chef d'Antoine, son oncle. Remarquons en passant que le duc de Bourgogne n'hésite pas à s'annexer tout le marquisat, alors qu'Antoine n'avait hérité de sa mère que la «seigneurie» telle qu'elle avait été définie par le traité d'Ath de 1357, ce qui fait quand même une légère différence ! Mais l'important est que Philippe le Bon ait dissocié Anvers du reste du Brabant, et comment eût-il pu le faire, si ce n'est en s'appuyant sur le précédent de 1357-1406.

3. Turnhout.

Une autre région a, sur le plan juridique, connu à peu près le même sort qu'Anvers. Il s'agit de la «seigneurie de Turnhout», dont l'origine toutefois est antérieure à 1355.

Une des filles du duc Jean III, Marie, avait épousé Renaud de Gueldre en juin 1347. Son père lui constitua une dot de 70.000 royaux dont seule une moitié fut effectivement versée. En compensation du non-payement de l'autre moitié, Jean III *engagea* aux jeunes époux la franchise de Turnhout avec quelques villages environnants (35).

d'une lettre d'Antoine du 5 décembre 1410 adressée à la Chambre des Comptes, et mandant à celle-ci de recevoir ledit Opstal à l'audition de son compte, nonobstant cette absence de patentes : AGR, CC, 17.302, fol. 1). — On conserve deux de ses comptes, le premier du 21 mars 1405 (n. s.) au 30 novembre 1410 (AGR, CC, 17.302), le second du 30 novembre 1410 au 31 décembre 1413 (CC, 48.888).

(31) AGR, CC, 2399, fol. 234v°.

(32) Leurs comptes, avec d'autres, ont été reliés en un seul gros volume, coté AGR, CC, 17.145.

(33) L'original est aux AGR, Chartes de Flandre, I^re^ série, n° 2854. Parmi ces procureurs désignés figurent un certain nombre de Brabançons : les damoiseaux de Nassau, de Wezemaal, de Gaasbeek, de Montjoie, les seigneurs de Rotselaar et de Wittem, maître Ghislain de Sart (dit doyen de Saint-Denis de Liège et non chancelier de Brabant), Anselme «Le Fevre» (= Fabri ou Smits), doyen d'Anvers et archidiacre de Famenne.

(34) Sur cette question de l'interrègne qui s'étend du 4 août au 5 octobre 1430, voir *infra*, p. 136.

(35) DE DYNTER, *Chronique*, t. II, p. 591.

La guerre de succession de 1356-1357 devait modifier cette situation sur le plan du droit. Pour se concilier les bonnes grâces de sa sœur Marie, la duchesse Jeanne transforma l'engagère en fief, par un acte du 25 juillet 1356 (36). La duchesse de Gueldre, de dame engagiste qu'elle était, devint donc dame héréditaire de la seigneurie de Turnhout.

Dans la pratique, cela ne changea rien à la position de la seigneurie par rapport au Brabant. Le pays de Turnhout, depuis son passage aux mains de Renaud et de sa femme, avait échappé de fait à l'autorité des ducs de Brabant et de leurs officiers. En 1356, Jeanne et Wenceslas s'étaient bien réservé la suzeraineté, avec le ban et le son de cloche (37). Mais l'exercice de la justice et le droit de lever les revenus domaniaux ne leur appartenaient plus. De sorte que la seigneurie ne relevait plus ni du receveur de Brabant, ni du drossard, ni du marquis d'Anvers puis de Herentals (38). Les nouveaux seigneurs avaient leur propre administration, comprenant notamment un écoutète et un receveur (39).

La région cédée à Marie de Brabant était, dans la lettre et dans l'esprit de l'acte du 25 juillet 1356, transmissible aux descendants de la princesse. Mais comme celle-ci mourut sans enfants le 1er mars 1399, le «pays de Turnhout» fit retour à Jeanne et réintégra ainsi le duché.

Le cas de Turnhout est donc à rapprocher de celui d'Anvers. Pourtant, tant dans l'esprit des contemporains que dans celui des historiens, les deux situations sont tenues pour fort différentes. Ce n'est peut-être pas tout à fait à tort. Il peut y avoir à cela deux explications. D'abord les conditions de la cession : le pays de Turnhout a été abandonné plus ou moins volontairement et peut être considéré comme un apanage constitué en faveur d'une sœur cadette de la duchesse régnante, tandis qu'Anvers a dû être remise au comte de Flandre, aux termes d'un traité de paix dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne concrétise pas une victoire de la duchesse de Brabant (40). Il y a ensuite et peut-être surtout, la

(36) L'acte du 25 juillet 1356 n'est connu que par une analyse étendue contenue dans l'ancien inventaire des chartes de Brabant rédigé par VAN HEURCK, *Table des diplômes*, t. 5 (1355-1374), fol. 3-5 (volume conservé aux AGR, Mss Divers, 1770). Cette analyse a été publiée par J. B. WILLEMS, dans le *Codex diplomaticus* du t. II des *Brab. Yeesten*, pp. 482-485. — Le 26 juillet 1356, Renaud de Gueldre et sa femme renoncèrent, suite à cette concession, à toute prétention sur l'héritage de Jean III (*ibid.*, pp. 485-486).

(37) C'est-à-dire, en cas de mobilisation, le droit d'appeler aux armes en faisant sonner les cloches. Voir E. POULLET, *Histoire politique nationale*, t. I, p. 563, n° 1145 *in fine*.

(38) Sur la composition de cette seigneurie, voir C. KERREMANS, *op. cit.*, p. 44, et M. MARTENS, *op. cit.*, p. 280, ainsi que les cartes de ces deux ouvrages. Les comptes de la recette générale ne reprennent plus le nom des receveurs et écoutètes de Turnhout pendant toute la période où la seigneurie est restée «indépendante».

(39) On possède le compte d'un écoutète (Jean de Nimègue), du 21 décembre 1397 au 21 décembre 1398 (AGR, CC, 48.601) ainsi que le dernier compte de la recette du «pays de Turnhout» fait pour Marie de Gueldre du 21 décembre 1397 au 1er mars 1399 (CC, 46.934), continué par le même receveur au nom de Jeanne du 1er mars au 1er août 1399 (*ibid.*, même volume).

(40) Il faut se souvenir qu'immédiatement après la mort de Jean III, Louis de Male semblait vouloir se contenter de la seigneurie de Malines (voir les textes relatifs à cette époque publiés dans le *Corpus diplomaticus* du t. II des *Brab. Yeesten*. Voir aussi LAURENT et QUICKE, *La guerre de succession* ..., pp. 91-92. Ce serait donc l'évolution favorable de la guerre qui aurait conduit le comte de Flandre à revendiquer aussi Anvers.

différence de position géographique et politique des «seigneurs» de ces deux territoires. D'un côté, Anvers est passée aux mains d'un puissant prince étranger, dont le comté a, par-delà l'Escaut, une frontière commune avec la seigneurie qu'il a conquise. De l'autre, le pays de Turnhout, entièrement enclavé dans le duché, et dont très vite le nouveau possesseur, Marie de Brabant, verra son rôle politique réduit à celui de «dame de Turnhout». En effet, dès l'année 1361, son beau-frère, Edouard, supplantera, comme duc de Gueldre, son mari Renaud, qui connaîtra dix années de captivité. A la mort d'Edouard, Renaud retrouve son duché, mais pour quelques mois seulement, du 24 août au 4 décembre 1371, date à laquelle il meurt. Le conflit entre les deux frères avait contraint Marie à fuir la Gueldre. Elle s'était réfugiée auprès de sa sœur aînée, à Bruxelles, puis elle était allée vivre à Turnhout, y aménageant le château (41). Une fois veuve, elle continua à séjourner la majeure partie du temps dans sa seigneurie, qu'elle administrait directement (42). Il y a donc d'un côté, le comte de Flandre, puis le duc de Bourgogne, s'annexant de fait Anvers, de l'autre, la châtelaine de Turnhout !

Malines, Anvers et Tunrhout constituent les modifications territoriales les plus spectaculaires et les plus importantes à l'époque étudiée ici. Sans tenir compte de petits conflits de limites comme il y en eut avec la principauté de Liège par exemple, il reste à dire quelques mots de plusieurs localités ou régions contestées de la frontière septentrionale du duché : Heusden et Geertruidenberg, Grave, Batenburg, Ooien et le pays de Kessel.

4. Heusden et Geertruidenberg.

Le cas de Heusden (43) est à ranger, lui aussi, parmi les suites de la crise successorale ouverte à la mort de Jean III. L'on sait que les parties belligérantes en présence en 1356-1357 firent appel à l'arbitrage du comte de Hollande et de Hainaut Guillaume de Bavière. C'est probablement pour se rendre celui-ci favorable que Wenceslas et Jeanne lui cédèrent, par acte du 29 mars 1357, les château, ville et terre de Heusden, en toute seigneurie, sauf à les tenir en fief du Brabant, les ducs se réservant, comme à Turnhout, le son de cloche (44).

(41) J. E. JANSEN, *Turnhout in het verleden en het heden*, t. I, p. 80.

(42) Sur le rôle de Marie de Brabant à Turnhout, voir J. E. JANSEN, *op. cit.*, t. I, pp. 74-91 ; du même, *Turnhout en de Kempen* ..., pp. 68-71.

(43) Actuellement Pays-Bas, prov. Brabant septentrional.

(44) Original à l'ARA La Haye, Charters Henegouwen, 29 mars 1357b. Analyse d'après un vidimus dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. II, n° 1071. — Edit. dans F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek...*, t. II, p. 867 d'après l'original ; dans *Brab. Yeesten*, t. II, p. 537, édition du texte d'une analyse étendue tirée de l'Index de VAN HEURCK. — Le 16 mars 1357, Wenceslas et Jeanne avaient libéré Heusden d'une créance de Thierry de Hornes, seigneur de Perwez. Celui-ci s'était vu en effet assigner sur la terre de Heusden une rente annuelle de 400 royaux. Les ducs transfèrent cette rente sur la seigneurie de Rolduc (Acte de Thierry de Hornes : ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Heusden, 16 mars 1357 ; anal. d'après une copie aux AV Bois-le-Duc, dans C. R. HERMANS, *Inventaris* ..., p. 29). — Les droits du duc de Brabant au son de cloche sont réaffirmés par Albert de Bavière, régent de Hollande, le 21 mai 1366 (ARA La Haye, Charters Suys, boîte n° 26), après que Wenceslas et Jeanne eurent renoncé à tous leurs autres droits sur cette localité (10 mai 1366, ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Heusden ; anal. dans A. VERKOOREN, *In-*

La ville, située sur la Meuse, au nord-ouest de Bois-le-Duc, avait été un objet de litiges entre le Brabant et la Hollande (45). Mais à la fin du règne de Jean III, elle était assurément brabançonne et participait aux réunions d'Etats avec les autres villes du duché (46). Après 1357, elle gravite dans l'orbite des comtes de Hollande, ne faisant qu'un bref et théorique retour au Brabant en 1420. Voici en quelles circonstances.

Jean de Bavière, ancien élu de Liège et oncle de la comtesse de Hainaut, de Hollande et de Zélande Jacqueline de Bavière, disputait à sa nièce son héritage. Le duc de Brabant Jean IV, époux de Jacqueline, entreprit d'abord de défendre les droits de sa femme par les armes, mais bientôt il chercha à trouver un terrain d'entente avec son adversaire, et le 20 avril 1420, par le traité de Sint-Martensdijk, il abandonna à celui-ci le gouvernement des comtés septentrionaux de Jacqueline de Bavière (47). Cette aliénation consomma la rupture entre les deux époux et provoqua de vives réactions en Brabant, où les Etats prirent parti pour la duchesse contre le duc et son entourage (48). Jean IV ayant alors été momentanément écarté du pouvoir, les Brabançons se lancèrent à la reconquête des terres tenues par Jean de Bavière. La campagne n'eut que peu de résultats : elle aboutit à la prise de Heusden (16 octobre 1420) et à celle du château de Geertruidenberg (fin octobre 1420), la ville de Geertruidenberg ne tombant que quelques jours plus tard (49).

En ce qui concerne Heusden, l'important est que le 16 octobre 1420, jour de la reddition de la ville, Jacqueline de Bavière y fit son entrée en qualité de *duchesse de Brabant*. Mais la situation est ambiguë : la princesse est à la fois dame de Heusden, comme comtesse de Hollande, descendante du comte Guillaume V, et duchesse de Brabant par son mariage. Comme de plus elle avait quitté son mari, il est clair que la prise de Heusden a constitué bien plus un avantage personnel pour elle, qu'une victoire brabançonne. Dès l'année suivante d'ailleurs, la question de savoir à quel titre la ville avait été reprise fut posée. Le 27 novembre 1421, Philippe de Saint-Pol, qui exerçait les fonctions de régent du duché au moment de la campagne de 1420, dut témoigner, par lettres patentes, de ce qu'il avait été présent quand sa belle-sœur, Jacqueline, avait pris possession de la localité et avait ordonné à Arnoul de Zevenbergen d'assurer la garde de la forteresse et du pays de Heusden pour le compte du Brabant (50). Ce

ventaire ... Brabant, II[e] partie, t. II, p. 165, d'après une copie). — En été 1364, des contacts secrets auraient eu lieu entre les ducs de Brabant et Albert de Bavière, les premiers désirant reprendre Heusden (voir AGR, CC, 2351, fol. 67v° ; sur la question des rapports entre ces princes à cette époque, voir aussi F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, pp. 114-119).

(45) J. SCARCEZ, *Philippe de Saint-Pol*, inédit, p. 484, n. 4.

(46) Elle figure parmi les localités qui scellent l'union des villes le 8 mars 1355 (*Brab. Yeesten*, t. II, p. 473).

(47) Sur le conflit entre Jacqueline et son oncle, voir *AGN*, t. III, chap. IX, *Strijd om de erfenis van Wittelsbach, 1417-1433*, pp. 226 et *ssqq*.

(48) Voir *infra*, III[e] partie, chap. II, pp. 503-509.

(49) DE DYNTER, *Chronique*, t. I, I[re] partie, pp. 76-78 et t. III, p. 403.

(50) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Heusden, à la date. — Si l'on en croit certaines notes laissées par Edmond de Dynter (publiées dans DYNTER, t. I, I[re] partie, p. 77), c'est Dynter lui-même qui poussa Philippe de Saint-Pol à fournir un témoignage écrit de la récupération de Heusden par le Brabant.

qu'attestèrent encore d'autres nobles brabançons le 7 novembre 1425 (51).

En même temps que Heusden, les Brabançons avaient donc aussi conquis Geertruidenberg (52), sise plus à l'ouest, dans la région du delta de la Meuse. C'était aussi une localité-frontière, mais qui était depuis longtemps passée sous la domination hollandaise. Elle faisait en effet partie de cette région nord-ouest de l'ancien marquisat d'Anvers qui, anciennement, avait été occupée par les comtes de Hollande (53). De 1420 à 1424, la ville fut administrée, au nom des autorités brabançonnes, par Engelbert de Nassau, seigneur de La Leck et de Bréda (54). Elle semble être repassée à la Hollande après la mort de Jean de Bavière (6 janvier 1425), quand, pendant quelques mois, le duc Jean IV exerça à nouveau les pouvoirs de comte de Hollande. Le cas de Geertruidenberg peut donc être négligé.

Quant à Heusden, le sentiment de son appartenance au Brabant tendit rapidement à s'estomper, même dans les sphères brabançonnes. Un exemple flagrant est donné lors d'un conflit qui opposa, en 1427, le magistrat de Bois-le-Duc à Philippe de Saint-Pol et à ses conseillers. Le duc avait désigné un de ses serviteurs, Jean vander Dussen, comme écoutète de Bois-le-Duc (55). Les autorités de la ville avaient récusé celui-ci, invoquant le fait qu'il était né dans le pays de Heusden et qu'il n'était donc pas Brabançon de naissance, ce qui lui interdisait, aux termes de la Joyeuse Entrée, d'exercer les fonctions pour lesquelles il avait été pressenti. Le duc dut rappeler au magistrat de Bois-le-Duc, preuves à l'appui, que le pays de Heusden était en réalité brabançon, et que la nomination de Jean vander Dussen était donc régulière (56). Cet incident montre bien qu'en fait, et pour l'opinion commune, la région était devenue étrangère au duché.

Une nouvelle preuve en est administrée moins d'un an plus tard. Parmi les conditions qu'ils mirent en mai 1428 à leur acceptation de l'accord conclu entre Philippe de Saint-Pol et Philippe le Bon au sujet de la succession brabançonne (57), les Etats de Brabant insérèrent un point relatif à Heusden et à Geertruidenberg : ils exigèrent du duc de Bourgogne, gouverneur de la Hollande,

(51) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Heusden, à la date. — Ces nobles sont Jean, seigneur de Rotselaar, Jean de Schoonvorst, burgrave de Montjoie, Jean de Glimes, seigneur de Bergen-op-Zoom, Henri de Rotselaar, seigneur de Roest, et Jean de Schoonhoven le jeune.

(52) Geertruidenberg : Pays-Bas, prov. Brabant septentrional.

(53) Voir P. BONENFANT, dans L. VAN DER ESSEN et consorts, *Atlas de géographie historique* ..., carte III, Notice, p. 17. — Malgré le caractère hollandais de la région, Geertruidenberg fut aussi, à partir du XIII^e siècle, l'objet de contestations entre les comtes de Hollande et les ducs de Brabant (voir C. J. MOLLENBERG, *Onuitgegeven bronnen* ..., pp. 2-3 ; voir aussi I. J. BRUGMANS, *Geertruidenberg*, p. 15).

(54) ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 609.

(55) Jean vander Dussen fut écoutète de Bois-le-Duc du 9 novembre 1427 au 18 mai 1430 (P. L. GACHARD, *Inventaire ... Chambres des Comptes*, t. II, p. 313). C'est peut-être lui, ou son père, qui l'avait déjà été du 6 janvier au 9 octobre 1406 et du 28 juillet 1414 au 17 février 1416 (*ibid., eod. loco*). Son père avait été maréchal de l'Hôtel sous Antoine, au moins de 1408-1409 à 1412 (AGR, CC, 2394, fol. 299r°, CC, 2395, fol. 419v°, CC, 2396^I, fol. 121v° et CC, 2396^II, fol. 117r°). Le jeune Jean vander Dussen avait participé à la campagne contre Heusden en novembre 1420 (CC, 15.720, 1^er compte, fol. 14r°).

(56) Acte du 6 décembre 1427 : AGR, CC, 5, fol. 21.

(57) Sur cet acte, voir *supra*, p. 46 ; voir la référence note 12.

qu'il laissât les châteaux, villes et terres de Heusden et de Geertruidenberg «entre les mains du Brabant» (*inden handen slants van Brabant*) aussi longtemps que les Brabançons n'auraient pas recouvré les sommes dépensées pour remettre Jacqueline de Bavière en possession de ces localités. Aucun doute n'est permis, les Etats mettent Heusden et Geertruidenberg sur le même pied, et les considèrent toutes deux comme «étrangères».

Avec les villes et régions suivantes, nous touchons aux rapports entre le Brabant et la Gueldre, qui, on le sait, n'ont guère été chaleureux pendant toute la seconde moitié du XIV^e^ siècle et même encore au début du siècle suivant.

5. Grave et le pays de Cuyk.

Tout d'abord, il faut parler de Grave (58). Situé à la frontière nord-est du duché, son territoire constituait autrefois un alleu en marge d'une seigneurie qui, elle, relevait directement en fief de l'Empire et dont le chef-lieu était Cuyk (59). Le 24 juin 1323, Otton de Cuyk, désargenté, avait vendu cet alleu au duc de Brabant Jean III, qui le lui avait aussitôt rétrocédé en fief (60). Grave, à partir de ce moment, partagea le sort du Brabant, et participa à la vie politique du duché. En 1355, par exemple, elle figure, comme Heusden, parmi les signataires de l'union des villes (61). Dans un tout autre domaine, on voit, en 1357, le drossard de Brabant se mettre d'accord avec le seigneur de Cuyk pour la construction et l'entretien d'une digue à Grave (62).

Pendant plusieurs décennies, cette situation resta inchangée. Elle allait être remise en cause par la conjonction de deux facteurs : une crise de succession dans la famille de Cuyk et la position stratégique de la ville, qui couvre un passage sur la Meuse à la frontière de la Gueldre et du Brabant. Pour les Gueldrois, tenir Grave, c'est s'assurer une tête de pont sur la rive gauche de la Meuse ; pour les Brabançons, c'est garder le moyen de verrouiller une voie d'invasion éventuelle.

Un mot de cette crise successorale : en 1382, Jean IV, seigneur de Cuyk et de Grave, meurt sans enfants. Deux candidats se disputent sa succession:son cousin

(58) Pays-Bas, prov. Brabant septentrional.

(59) Actuellement aussi dans le Brabant septentrional.

(60) H. B. M. ESSINK, *Een onderzoek* ..., p. 11; J. J. F. WAP, *Geschiedenis van het land*..., p. 128; acte analysé dans A. VERKOOREN, *Inventaire*... *Brabant*, I^re^ partie, t. I, pp. 201-202 (qui renvoie à de nombreuses éditions), et dans H. LAURENT, *Actes*... *Vienne*, n° 51, p. 62.

(61) *Brab. Yeesten*, t. II, p. 473. — Deux originaux de cet acte sont conservés aux AGR, l'un dans les Chartes de Brabant, n° 892 (analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire*... *Brabant*, I^re^ partie, t.I,pp.272-277), l'autre dans les chartes de Léau (analyse dans Ch. PIOT, *Inventaire*...*Léau*,pp.14-15, n° 42 ; cote actuelle : GS Louvain, 3876). Un troisième original se trouve à Louvain (AV Louvain, n° 91 ; analyse dans J. CUVELIER, *Inventaire* ... *Louvain*, t. I, n° 245 : cet exemplaire a conservé le sceau de Grave). Un quatrième original est conservé à Bois-le-Duc (AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 121). Par contre, le 18 février 1372, ce n'est pas Grave (comme le laisse entendre A. VERKOOREN, *Inventaire*... *Brabant*, I^re^ partie, t. V, pp. 3-10), mais Grez qui scella un nouvel acte d'union des villes et franchises de Brabant, ainsi que l'indique son sceau représentant Saint-Georges, patron de la paroisse de Grez.

(62) Acte du 13 juillet 1357 en deux exemplaires aux AV Bois-le-Duc, Chartes, n^os^ 130 et 131 (anal. dans HERMANS, *Inventaris* ..., pp. 29-30, sous les n^os^ anciens 127 et 128).

germain Jean de Cuyk, seigneur de Hoogstraten (63), et leur oncle à tous deux, Wenemar de Cuyk, seigneur de Meteren et de Malsen (64). Ce dernier l'emporta, et prêta l'hommage aux ducs de Brabant pour les seigneuries vacantes (65). C'est à partir de ce moment que Grave bascula dans le camp gueldrois. Wenemar était un fidèle du duc de Gueldre, et sans doute celui-ci avait-il vu d'un bon œil un de ses partisans devenir maître de cette position stratégique ; peut-être avait-il même aidé Wenemar à évincer son neveu et rival (66).

Peu après le décès du duc Wenceslas, la Gueldre et le Brabant se retrouvèrent en guerre. Il apparaît alors que le seigneur de Cuyk avait pris position pour le duc de Gueldre, ou du moins qu'il se trouvait hors d'état de lui refuser son aide, car, lorsqu'en 1386 des troupes brabançonnes se présentèrent devant Grave, elles trouvèrent la ville fermée et occupée par des contingents gueldrois (67).

Grave n'échappa plus dès lors à la domination de fait des ducs de Gueldre. La suite des guerres entre les deux duchés ne modifia plus cet état de choses. Tout au plus, la duchesse de Brabant eut-elle à plusieurs reprises la satisfaction toute morale de voir ses droits théoriques de suzeraine reconnus par des traités successifs, en 1386, en 1388, en 1390 et en 1399 (68).

Un événement imprévu allait faire perdre définitivement tout espoir de voir la situation se rétablir en faveur du Brabant ; jusqu'ici le duc de Gueldre avait étendu son emprise de fait sur une seigneurie possédant son propre seigneur ; en 1400, il allait devenir lui-même seigneur de Cuyk ! En 1390, au décès de Wenemar de Cuyk, son fils Jean lui avait succédé à la tête des pays de Cuyk et de Grave qu'il tint jusqu'à sa mort, en 1394. Les deux terres passèrent alors à sa sœur Jeanne, qui, le 15 décembre 1400, les céda à titre héréditaire à Guillaume I^er^, duc de Gueldre (69). Voilà donc celui-ci en possession légitime de ces deux

(63) Celui-là même qui figure parmi les conseillers d'Antoine et de Jean IV (voir Annexe II).

(64) Voir tableau généalogique dans J. J. F. WAP, *op. cit.*, annexe.

(65) La question de la succession de Grave et de Cuyk est évoquée dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 268-273. — Le relief par Wenemar de ces seigneuries fut effectué en 1382-1383 (AGR, CC, 17.144, fol. 149v°).

(66) C'est ce que pense I. A. NIJHOFF, *op. cit.*, t. III, p. XLIX.

(67) C'est ce qui ressort du récit des *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 274-276. — En réalité, l'auteur de la chronique ne paraît pas vouloir accabler Wenemar. D'après sa présentation des faits, les Brabançons seraient arrivés devant une ville aux portes closes. Ils auraient demandé le libre passage, que Wenemar, placé dans une position fausse (comme vassal de Jeanne et fidèle du duc de Gueldre) mais qui aurait voulu néanmoins accomplir son devoir de vassal de la duchesse de Brabant, aurait fini par accorder s'il n'en avait été empêché par son entourage et s'il n'avait été emmené en captivité par les Gueldrois. Ce qui indique que ces derniers devaient se trouver sur place au moment des faits.

(68) Arbitrage du duc Albert, ruwaart de Hainaut, de Hollande et de Zélande, du 23 octobre 1386 (éd. dans I. A. NIJHOFF, *Gedenkwaardigheden* ..., t. III, pp. 125-129) ; trêve proclamée par le roi de France Charles VI le 12 octobre 1388 (*ibid.*, pp. 141-142) ; traité d'amitié et de non-agression entre Jeanne et Guillaume, duc de Gueldre, du 23 octobre 1390 (*ibid.*, pp. 171-172) ; traités du 9 juin 1399 entre les mêmes (trois actes, *ibid.*, pp. 215-219) et acte de Guillaume de Juliers, duc de Gueldre, du 23 octobre 1399, par lequel il déclare notamment que Jean, seigneur de Cuyk, devra, avant la Noël prochaine, faire l'hommage à Jeanne pour la ville de Grave (analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. II, p. 103, n° 7350). — Les guerres gueldro-brabançonnes sont racontées dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 260-309 et 321-381 ; voir aussi I. A. NIJHOFF, *op. cit.*, t. III, pp. XLVIII et *ssqq.*, J. J. F. WAP, *Geschiedenis ... Cuyck*, pp. 141 et *ssqq.*, et H. B. M. ESSINK, *Een onderzoek* ....

(69) I. A. NIJHOFF, *Gedenkwaardigheden* ..., t. III, pp. 230-233.

seigneuries, et détenant Grave au même titre que Louis de Male avait détenu Anvers, puisqu'il en était seigneur, à charge pour lui de relever la ville en fief du Brabant (70).

Sauf en ce qui concerne le lien féodal, Grave est devenue entièrement gueldroise. Elle va même faire figure de résidence ducale, et cela encore dans la première moitié du XVI^e siècle. Et par voie de conséquence, elle cesse de participer à la vie politique du Brabant pour jouer un rôle dans le concert des localités gueldroises (71). En 1374, elle figurait encore dans le dénombrement des localités brabançonnes tenues de participer aux aides. Aux XV^e et XVI^e siècles, elle n'est plus citée, et encore rarement, que pour mémoire, pour indiquer qu'elle n'intervient plus dans le payement des subsides (72).

Quant au pays de Cuyk, il connut le même sort que Grave puisqu'il avait le même seigneur. A l'origine, le statut des deux territoires était différent : lorsque Grave, d'alleu qu'elle était, devint fief brabançon en 1323, la seigneurie de Cuyk était encore un fief relevé directement de l'Empire. Mais le 5 octobre 1356, l'empereur Charles IV céda à son frère Wenceslas ses droits sur ce territoire (73) qui dès lors se mua aussi en fief mouvant du duc de Brabant.

Un mot encore sur la suite de la destinée de ces deux terres : elles sont actuellement toutes deux comprises dans la province du Brabant septentrional, et la frontière méridionale de l'ancien pays de Cuyk forme sur plus de dix kilomètres la limite entre cette province et celle du Limbourg hollandais. C'est là sans doute une conséquence de mesures prises par Charles Quint, qui, devenu duc de Gueldre, rattacha définitivement Grave et le pays de Cuyk au duché de Brabant au milieu du XVI^e siècle (74). Dès lors ces régions disputées restèrent unies au quartier de Bois-le-Duc, et partagèrent les vicissitudes de son histoire.

6. Ooien.

Le cas d'Ooien (75) est à rapprocher, dans une certaine mesure, de celui de Grave. C'est aussi une localité brabançonne qui passa entre les mains du duc de Gueldre. Voici en quelles circonstances.

(70) Le 23 octobre 1407, Renaud IV, fils de Guillaume I^er, fit à Empel l'hommage dû au duc Antoine pour le relief de Grave ; l'original de l'acte par lequel Renaud reconnaît avoir fait ce même jour l'hommage et le relief est conservé aux AGR, Chartes de Brabant, 23 octobre 1407 (provient des Chartes de Brabant revenues de Vienne). — Mention de la cérémonie d'hommage dans le compte de la recette générale de Brabant couvrant la période considérée : AGR, CC, 2394, fol. 128r°. — Cet hommage et ce relief se firent suite à un traité conclu le 12 octobre 1407 entre Antoine et Renaud (original aux AGR, Chartes de Brabant, provient aussi de Vienne).

(71) Ainsi le 24 juillet 1423, Grave append son sceau avec les villes de Gueldre à un traité conclu entre Arnoul, duc de Gueldre, ... et Adolphe, duc de Clèves (original : AGR, Chartes diverses, 23 juillet 1423 ; le sceau de Grave est conservé ; il a été moulé ; moulage n° 12035 de la collection de moulages des AGR). Voir aussi H. B. M. ESSENK, *Een onderzoek* ..., p. 13.

(72) J. CUVELIER, *Les dénombrements* ..., p. 15.

(73) Analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re partie, t. II, p. 307. Edité dans H. LAURENT, *Actes et documents ... Vienne*, pp. 193-195, n° 124.

(74) Sur le sort de Grave et du pays de Cuyk aux XV^e et XVI^e siècles, voir H. B. M. ESSINK, *Een onderzoek* ..., pp. 13-20.

(75) Pays-Bas, prov. Brabant septentrional.

Le 9 janvier 1361, Ooien, située sur la rive gauche de la Meuse, au nord-nord-est de Bois-le-Duc, fut vendue par le seigneur de Boxtel à la duchesse de Gueldre, Marie de Brabant, dame de Turnhout (76). Par la suite, la seigneurie, qui était fief brabançon, fut engagée par sa nouvelle propriétaire. Le 1er mai 1375, les engagistes, Giselbert De Kock, chanoine du Dôme d'Utrecht, et Henri van Est promirent à Wenceslas et à Jeanne de leur ouvrir en cas de besoin la forteresse d'Ooien, s'il arrivait que Marie de Brabant meure sans avoir dégagé la seigneurie, dont ils continueraient alors à percevoir les revenus ; par la même occasion, ils firent savoir qu'ils ne vendraient, ni n'échangeraient, ni n'engageraient les droits qu'ils possédaient sur cette terre (77).

En 1399, à la mort de la duchesse de Gueldre, l'engagère n'avait pas encore été remboursée. Le 15 avril de cette même année, Jean De Kock, fils de feu Jean, et détenteur à l'époque du gage, céda celui-ci au duc de Gueldre (78). La promesse de 1375 était oubliée, mais la duchesse de Brabant ne resta pas sans réaction. La question d'Ooien fut, le 9 juin 1399, soumise à une commission mixte d'arbitrage gueldro-brabançonne chargée d'examiner plusieurs litiges opposant le duc de Gueldre à la duchesse Jeanne (79). Les arbitres, six Gueldrois et six Brabançons, finirent par reconnaître le bon droit du duc en qualité d'engagiste (80).

Voilà donc le duc de Gueldre en possession d'Ooien, mais il faut insister ici sur le fait qu'il ne tenait la localité qu'à titre de gage.

Pendant près d'un quart de siècle, la localité ne fit plus parler d'elle. Il en est à nouveau question à la fin du règne du duc de Brabant Jean IV. Ce prince s'allia, en 1425, à Adolphe, duc de Juliers et comte de Ravensberg, et à Jean de Looz, seigneur de Heinsberg, qui désiraient s'emparer du duché de Gueldre et du comté de Zutphen, détenus par Arnoul d'Egmond depuis la mort du duc Renaud IV (23 juin 1423). En échange de son aide, Jean IV demandait la réunion au Brabant d'Ooien, de Cuyk et de Grave, ainsi que du comté de Kessel (81). Mais les choses en restèrent là, malgré une vaine tentative de Philippe de Saint-Pol de s'emparer d'Ooien par la force (82).

Le nom de Kessel vient d'être mentionné. Il s'agit d'un petit territoire situé sur la rive gauche de la Meuse, exactement au sud du pays de Cuyk. Dans les documents officiels brabançons, il apparaît une première fois du point de vue qui nous intéresse dans les comptes communaux de Louvain de 1423-1424. Du 15 au 19 août 1423 se tint à Empel, près de Bois-le-Duc, une réunion entre les

(76) I. A. NIJHOFF, *Gedenkwaardigheden* ..., t. II, pp. 155-156, n° 102.

(77) Acte du 1er mai 1375 en original aux AE Bois-le-Duc, Chartes de Brabant, n° 5.

(78) Acte du 15 avril 1399 en original aux AGR, Chartes de Brabant (analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, t. II, p. 95, n° 7326).

(79) Original de l'acte du 9 juin 1399, par lequel le duc de Gueldre et la duchesse de Brabant désignent les arbitres chargés d'examiner plusieurs litiges pendant entre eux, conservé aux AE Bois-le-Duc, Chartes de Brabant, n° 6 ; copies aux AGR, voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, t. II, p. 97, n° 7332. Voir aussi *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 691-692 (édit. d'une analyse de VAN HEURCK).

(80) I. J. NIJHOFF, *Gedenkwaardigheden* ..., t. III, pp. 217-219, n° 224.

(81) Texte du traité d'alliance (s.d., après le 24 mai 1425) dans AGR, CC, 12, 12, fol. 328.

(82) Voir J. SCARCEZ, *Philippe de Saint-Pol*, inéd., p. 470.

conseils de Brabant et de Gueldre, en présence de députés des villes de Louvain, Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc. Les discussions portèrent sur Grave et sur le pays de Kessel, mais on ne sait ce qui fut exactement débattu (83). Puis se font jour les revendications de Jean IV. A quel titre ce prince pouvait-il émettre des prétentions sur ce pays ? Sans doute comme successeur théorique des ducs de Lotharingie. Le 19 novembre 1427, nous voyons en effet des hommes de fief de Philippe de Saint-Pol (en fait des conseillers, mais se présentant comme hommes de fief) (84) énumérer les fiefs relevés du *duc de Brabant* par le duc de Gueldre-seigneur de Cuyk ; le duc de Gueldre est censé tenir la Veluwe, le *comté de Kessel*, le Bommelerwaard, l'avouerie de Thorn et Oosterbeek ; le seigneur de Cuyk doit l'hommage pour le pays de Cuyk, la ville de Grave et douze arpents de terre dans le Tielerwaard (85).

Grave et Cuyk nous sont connus. Les autres contrées ou localités sont toutes situées hors du Brabant proprement dit, mais dans l'ancienne Basse-Lotharingie.

De toute façon, les prétentions émises par les ducs de Brabant sur Kessel furent très théoriques. La région resta aux mains des ducs de Gueldre, et ne fut pas, contrairement au pays de Cuyk, réunie au Brabant après la prise de possession de la Gueldre par Charles Quint.

7. Batenburg.

Batenburg, localité située sur la rive droite de la Meuse, donc du côté gueldrois, entre Ravenstein et Megen, représente un cas similaire à Grave, mais en sens opposé. Cette fois, c'est au tour du duc de Brabant de vouloir prendre pied en Gueldre en acquérant, par des voies détournées, cette localité.

Le 16 juillet 1408, Gilbert de Bronckhorst, seigneur de Batenburg, à la recherche de ressources financières, fut contraint d'engager sa ville à son demi-frère, Jean de Berlaer, seigneur de Helmond et de Keerbergen (86).

Quelque temps plus tard, après un conflit entre le Brabant et la Gueldre, où Antoine de Bourgogne avait pris le parti du comte de Hollande contre le duc Renaud IV, le duc de Brabant vit le moyen de s'assurer lui aussi une tête de pont sur la rive adverse : profitant de ce que Jean de Berlaer était un noble brabançon de ses vassaux, Antoine intervint auprès de lui pour se faire céder

(83) Annexe V, 1292.

(84) Il s'agissait de Guillaume de Sayn, Henri de Rotselaar, Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, et Jean, seigneur de Neuverue.

(85) AGR, Mss Divers, 3, fol. 174 et CC, 21, fol. 8v°. — Thorn et le comté de Kessel sont dans l'actuel Limbourg hollandais ; Grave et Cuyk dans le Brabant septentrional ; les autres lieux cités sont dans la province actuelle de Gueldre. — L'énumération faite par les hommes de fief de Philippe de Saint-Pol se fondait, selon eux, sur les livres de fiefs brabançons. Qu'ils n'aient pas «inventé» des fiefs paraît certain (des fiefs dans le Bommelerwaard sont repris déjà dans le *Latijnsboeck* ; voir L. GALESLOOT, *Le Livre des feudataires* ..., pp. 45 et 280). D'ailleurs, le 30 août 1446 par exemple, Arnoul, duc de Gueldre, faisait à Philippe le Bon l'hommage pour Cuyk, pour d'autres fiefs encore, et pour les douze journaux de terre dans le Tielerwaard, fiefs qu'il avait négligé de relever jusque-là malgré plusieurs sommations du duc de Bourgogne (voir L. GALESLOOT, *Inventaire ... Cour féodale* ..., t. I, p. 131).

(86) Helmond, Pays-Bas, prov. Brabant septentrional, et Keerbergen, Belgique, prov. de Brabant ; les deux localités faisaient partie de l'ancien duché de Brabant.

l'engagère de Batenburg. Le 8 octobre 1412, la cession était chose faite : le duc de Brabant rachetait à son vassal ses droits d'engagiste.

Il faut bien remarquer que juridiquement, du point de vue des Bronckhorst, rien n'était changé. Gilbert de Bronckhorst gardait toujours la possibilité de dégager sa seigneurie aux mêmes conditions qu'auparavant. Mais il est bien évident que, du point de vue pratique, il n'y a pas de commune mesure entre la détention d'une engagère par un personnage relativement quelconque comme l'était le seigneur de Helmond, et la mainmise d'un duc de Brabant sur ce même gage. C'est tellement vrai qu'en raison des relations tendues existant entre le Brabant et la Gueldre, l'accord passé entre Antoine et Jean de Berlaer fut gardé secret, et, pour que rien ne paraisse changé aux yeux du monde, le seigneur de Helmond conserva la garde de Batenburg. Pour tous, il restait le seigneur engagiste ; en fait, il n'était plus que le capitaine de Batenburg, représentant le duc de Brabant.

Mais cette combinaison fut éventée, et les Bronckhorst, qui eux aussi sentaient la différence de fait ainsi créée, réagirent, réunirent des troupes, mirent le siège devant Batenburg et emportèrent la ville le 6 novembre 1412.

Antoine, à cette nouvelle, semble avoir voulu reprendre la localité par la force. Mais le peu d'enthousiasme manifesté par les Brabançons à l'aider, le fait aussi que le plus clair de ses ressources était absorbé par la question du Luxembourg (87) lui firent accepter des négociations avec la Gueldre. Protestant de la pureté de ses intentions, arguant du fait que, si sa présence à Batenburg les gênait, les Bronckhorst avaient un moyen simple et pacifique de régler la question en rachetant l'engagère, Antoine parvint à obtenir, le 1er mai 1413, d'être remboursé du prix de celle-ci (88). «Victoire» morale seulement pour le duc de Brabant, car, du point de vue territorial, Batenburg restait finalement à la Gueldre.

Au total donc, le bilan est légèrement déficitaire pour le Brabant : Malines, Heusden, Grave et le pays de Cuyk sont, à des titres divers, perdus à l'avènement de Philippe le Bon, Anvers et Turnhout l'ont été pendant un temps plus ou moins long. Bien plus que l'aspect anecdotique des événements, il faut retenir la leçon qui se dégage de l'examen comparé de tous les cas évoqués ci-dessus et spécialement des exemples d'Anvers, Heusden et Grave. Voilà trois villes dont, à un moment donné, est devenu seigneur local, ou seigneur direct, un prince puissant dont la domination s'exerçait chaque fois sur une principauté contiguë à leur territoire.

A partir de ce moment, ce n'est plus leur appartenance théorique au Brabant qui décide de leur sort et de leur orientation, mais bien le fait qu'elles dépendent directement du comte de Flandre, du comte de Hollande ou du duc de Gueldre. Heusden en devient hollandaise, Grave en devient gueldroise *de fait*. Et Batenburg, en raison même de l'échec qu'il représente, tous comptes faits, pour Antoine, est une illustration supplémentaire de l'importance de ce facteur per-

(87) Voir *infra*, p. 101.

(88) Sur toute cette question de Batenburg, voir J. CHABOT, *Een geschil* ... .

sonnel : si les Bronckhorst ont réagi avec brutalité en 1412, c'est parce qu'ils avaient appris que le duc de Brabant s'était acquis des droits sur Batenburg ; cela a suffi à leur faire craindre de voir leur ville leur échapper et entrer dans l'orbite brabançonne.

B. Les territoires mosans et cis-mosans.

Entre le Brabant proprement dit et l'ensemble formé par le Limbourg et les Pays d'Outre-Meuse se trouve une poussière de seigneuries, de plus ou moins grande importance, enclavées dans d'autres principautés, et qui, quoique «brabançonnes» depuis bien avant 1288, échappent habituellement pour la plupart à l'attention des historiens du Brabant, à l'exception peut-être d'une seule, la ville de Maastricht. Ces localités ne figurent pas sur les cartes spécialisées du Brabant traditionnel (cartes de Cuvelier, de Mlle M. Martens ou de M. Ch. Kerremans) (89), mais se retrouvent parfois dans des représentations du duché ou des Pays-Bas illustrant des travaux de synthèse (90) ; elles sont aussi généralement connues des historiens des principautés dans lesquelles elles se trouvent enclavées, et ont suscité l'intérêt d'érudits passionnés d'histoire locale.

Ces seigneuries, dispersées géographiquement, ne formèrent jamais un ensemble administratif quelconque. Pour la facilité, nous les avons néanmoins groupées ici sous le nom de «territoires mosans et cis-mosans».

1. Herstal.

La seigneurie de Herstal, qui comprenait Wandre et était de ce fait située de part et d'autre de la Meuse, est, de tous ces pays, celui dont le lien connu avec le Brabant paraît le plus ancien. En 1147, elle se trouvait entre les mains de Godefroid III, duc de Louvain (91). La plupart des auteurs, se fondant sur un passage d'un acte de l'empereur Frédéric Ier, du 29 septembre 1171, où il est rappelé que le susnommé Godefroid III avait engagé à l'évêque de Liège «*benefitium* ducatus sui *quod situm est in villa Harstallii*» (92), en ont conclu que ce domaine, ancien fisc impérial, était entré dans le patrimoine des comtes de Louvain en 1106, au moment où il accédèrent à la dignité ducale en Lotharingie (93).

(89) Il sera revenu plus loin sur les raisons de cette situation.

(90) Comme par exemple la carte qui illustre, dans la *Geschiedenis van Vlaanderen*, le chapitre consacré par M. J. de Sturler aux institutions brabançonnes des XIIIe et XIVe siècles (t. II, p. 170). On aura aussi une bonne représentation de ces localités dans A. A. Beekman, *Geschiedkundig atlas* ..., carte VII, *De Zeventien Provinciën in 1555*, feuilles 1-2 et 4. Voir aussi la carte annexée au présent travail.

(91) E. Poncelet, *Inventaire ... Saint-Pierre de Liège*, p. 4.

(92) S. Bormans et E. Schoolmeesters, *Cartulaire de Saint-Lambert*, t. I, p. 89.

(93) En dernier lieu P. Bonenfant et A. M. Bonenfant-Feytmans, *Du duché de Basse-Lotharingie* ..., p. 1131. L'hypothèse est séduisante, mais aucun texte ne permet de la transformer en certitude. D'autres auteurs, comme G. Rotthoff, *Studien* ..., pp. 91-92, préfèrent ne pas s'avancer, compte tenu de la carence de la documentation. — Sur l'histoire de la localité et de ses seigneurs, voir A. Perreau, *Recherches sur les seigneurs de Herstal* ... ; D. Lequarré, *La terre franche de Herstal* ... ; A. Collart, *La Haute Cour* ... ; Id., *La libre seigneurie de Herstal* ; E. Poncelet, *Herstal et Vivegnis* ; M. Yans, *Le destin diplomatique de Herstal-Wandre*.

En 1235, à la mort du duc Henri Ier, la terre de Herstal fut érigée en apanage en faveur de Godefroid de Louvain, deuxième fils du défunt, dont la lignée s'éteignit en 1339. A cette date, elle passa, comme fief brabançon, aux mains des Hornes. Le 5 octobre 1367, les ducs Jeanne et Wenceslas mandèrent à leur châtelain de Fauquemont, Renier de Berneau, de saisir la seigneurie en raison de créances que possédait sur elle Jean de Polanen, seigneur de la Leck et de Bréda (94). Il faut sans doute voir dans cet acte et dans les difficultés dont il révèle l'existence, la raison qui poussa Thierry de Hornes, seigneur de Perwez et de Herstal, à vendre, le 21 janvier 1369, son domaine mosan au chevalier Jean de Gossoncourt, pour la somme de 10.361 moutons, et cela avec l'autorisation de sa suzeraine (95).

A partir de ce moment, et jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, Herstal fut détenu par plusieurs lignées successives dont les Croÿ au milieu du XVe siècle, puis les Nassau ; elle passa au roi de Prusse en 1702 et au prince-évêque de Liège en 1740 (96). Ceci pour la seigneurie directe.

Car la suzeraineté appartenait toujours au duc de Brabant, du moins jusqu'en 1546-1548. A cette époque en effet, un partage intervint. En échange d'un territoire où il allait construire sa forteresse de Mariembourg, Charles Quint céda à l'évêque de Liège la partie occidentale de la seigneurie, sur la rive gauche de la Meuse (c'est-à-dire Herstal même) ; il ne conservait, lié féodalement au Brabant, que les territoires de la rive droite (Wandre) (97). Notons toutefois que, sur le plan local, la seigneurie ne fut pas démembrée : Herstal et Wandre n'eurent jamais qu'un seul et même seigneur direct, dépendant dès lors de deux suzerains différents, de sorte que, lorsqu'en 1740, le prince-évêque de Liège acheta les droits seigneuriaux sur la terre de Herstal, il se trouva être en même temps «suzerain-souverain» d'une moitié de la seigneurie, ce qu'il était déjà depuis 1548, mais en plus seigneur direct de l'ensemble, et par là même vassal du duc de Brabant pour la moitié restée brabançonne (98).

A la fin de l'Ancien Régime, le pays était devenu liégeois de fait (99). C'est un nouvel exemple, à côté d'Anvers, de Grave et d'Ooien, de l'importance que peut revêtir, pour le sort politique d'une contrée, la qualité de celui qui en possède l'usage réel.

(94) AGR, Chartes de Brabant, n° 2523.

(95) Original aux AGR, Seigneurie et ville de Diest, n° 33 (analyse dans J. VERBEEMEN, *Inventaris ... van Diest*, pp. 12-13).

(96) D. LEQUARRÉ, *La terre franche ..., passim.*

(97) *Ibid.*, pp. 93-95.

(98) Les reliefs continuèrent à s'opérer devant la Cour féodale de Brabant : voir L. GALESLOOT, *Inventaire ... Cour féodale*, t. I, à la table, *sub verbo* Herstal ; voir notamment le relief opéré le 30 mars 1773 par François-Charles de Welbruck, prince-évêque de Liège (*ibid.*, p. 362).

(99) J. RUWET, *La principauté ...*, p. 29 et carte, place toute la seigneurie de Herstal dans la principauté de Liège en 1789, et cela en vertu de l'acquisition de 1740. Cet auteur oublie que Wandre était encore féodalement soumise au Brabant, mais c'est là une omission qui, sur le plan pratique, est négligeable.

2. Maastricht et le comté de Vroenhof.

Maastricht, la plus connue des possessions mosanes et cis-mosanes des ducs de Brabant, fut acquise par ceux-ci en 1202-1204. Alors que Philippe de Souabe et Otton de Brunswick se disputaient l'Empire, le duc Henri Ier soutint d'abord le second nommé, dont il obtint vraisemblablement, en septembre 1202, Maastricht, Nivelles et Nimègue. En 1204, le duc de Brabant changeait de camp, et pour prix de son ralliement, il reçut de Philippe de Souabe cette fois, par un acte du 12 novembre 1204, le domaine impérial de Maastricht, qui comprenait le «comté» de Vroenhof (100), les droits que l'Empire avait conservés dans la ville de Maastricht (101), et l'avouerie du chapitre impérial de Saint-Servais (102), le tout étant à tenir en fief de l'Empire (103).

La ville même de Maastricht s'était développée dans ce qui restait d'un fisc impérial autrefois très étendu. L'évêque de Liège, qui y avait eu un moment son siège épiscopal, avait acquis dans la cité des droits seigneuriaux assez importants. En 1204, Henri Ier n'obtint, dans la pratique, que les droits que l'Empereur avait réussi à conserver jusque-là. Cette situation est à l'origine de la co-seigneurie exercée par la suite dans la ville par le duc de Brabant et par l'évêque de Liège (104).

Il est à noter que Maastricht (pour une partie seulement) et le «comté de Vroenhof (dans son ensemble), sont les seuls territoires de tous ceux examinés ici, où les ducs de Brabant exercèrent la seigneurie directe pendant toute la période étudiée.

3. Les bans de Saint-Servais.

Le chapitre de Saint-Servais, dont il vient d'être parlé, était seigneur de onze villages, dont huit situés sur la rive gauche de la Meuse et trois sur la rive droite. Il s'agit de

— Mechelen-aan-de-Maas, Vlijtingen, Hees, Sluizen, Koninksem, Grootloon et Zepperen, dans l'actuel Limbourg belge, et Tweebergen, dans le Limbourg hollandais (105), sur la rive gauche ;
— Heer en Keer, et Berg, dans le Limbourg hollandais, et Berneau, dans la province de Liège, sur la rive droite.

(100) Sur le comté de Vroenhof, dit aussi plus haut banc de Lenculen, voir H. HARDENBERG, *De Maastrichtse Vroenhof*. — Une carte de ce territoire a paru dans *Miscellanea Trajectensia*, entre les pp. 96 et 97. Texte de l'acte dans DE DYNTER, *op. cit.*, t. II, pp. 141-142.

(101) Voir *infra*.

(102) Le chapitre de Saint-Servais a été érigé en chapitre impérial autonome par l'empereur Henri IV, en 1087 (H. HARDENBERG, *De Maastrichtse Vroenhof*, p. 31).

(103) Sur toute cette question de l'acquisition de Maastricht par les ducs de Brabant, voir G. PANHUYSEN, *Studieën* ..., pp. 31-38.

(104) Sur la co-seigneurie (en néerl. *tweeherigheid*), voir L. J. SURINGAR, *Bijdrage* ..., pp. 15 et suiv., G. PANHUYSEN, *Studieën* ..., pp. 79 et suiv. A. PANHUYSEN, *De tweeherigheid* ... . — On comparera utilement avec la situation à Saint-Trond (voir A. HANSAY, *La souveraineté* ... ; ID., *Le partage de la souveraineté* ..., et J. L. CHARLES, *La ville de Saint-Trond* ..., pp. 331 et suiv.

(105) Tweebergen n'existe plus actuellement ; cette seigneurie s'étendait autrefois en partie à l'intérieur de la ville de Maastricht et en partie à l'extérieur (L. J. SURINGAR, *Bijdrage* ..., p. .133).

La «souveraineté» de ces villages fut contestée. Le chapitre qui en était seigneur direct ne voulait reconnaître comme seul souverain que l'Empereur lui-même ; le duc de Brabant, en sa qualité d'avoué de Saint-Servais, prétendait en être le seigneur éminent (106).

4. Argenteau-Hermalle, Russon, Paifve et Nerem, Fologne, Hoepertingen et Mopertingen (dits aux Temps Modernes les «villages de rédemption) (107)

On ne sait exactement quand ces villages, situés dans le Limbourg belge ou dans la province de Liège et qui furent probablement tous d'anciennes propriétés impériales, furent acquis par les ducs de Brabant. Est-ce en même temps que Herstal, ou en 1204, avec Maastricht (108) ?

Argenteau-Hermalle, à cheval sur la Meuse, était en 1070 domaine immédiat de l'Empire ; en 1410, la seigneurie était relevée en fief du *marquisat d'Anvers*, et elle l'était déjà en 1240 (109).

Russon (*Rutten*), Paifve et Nerem connurent, au moins du XIII^e^ au XVI^e^ siècle, le même sort que Herstal. En 1235, les trois localités firent, avec Herstal, partie de l'apanage constitué par Henri II en faveur de son frère Godefroid de Louvain (110). Il en fut de même de Fologne (*Veulen*) (111).

5. Terres contestées.

Il reste à mentionner trois autres enclaves en pays lossain ou liégeois, dont l'appartenance au Brabant est plus discutable, mais qui, de ce fait même, méritent d'être signalées. Il s'agit de Fallais, de Diepenbeek et de Lummen.

Fallais, au sud-est de Hannut, enclavé en territoire liégeois, était à l'origine un alleu de l'Eglise de Liège, que le chapitre de Saint-Lambert céda en fief à un membre de la famille de Beaufort-sur-Meuse. En 1276, le seigneur de l'époque, Richard II de Beaufort, fit hommage de Fallais au duc de Brabant ! Il

(106) L. J. SURINGAR, *op. cit.*, p. 134.

(107) Par allusion au fait qu'ils payaient au pouvoir central une taxe forfaitaire pour «racheter» la franchise d'aides dont ils jouissaient. Fallais (voir ci-dessous, 5) en faisait aussi partie. — A leur sujet, voir notamment J. PAQUAY, *Rutten ..., passim* ; ID., *Diepenbeek* ..., p. 43 ; ID., *Mopertingen* ... ; R. ULENS, *Les seigneuries de Fologne* ... ; E. POSWICK, *Histoire ... d'Argenteau* ; G. J. DE CORSWAREM, *Mémoire* ..., p. 86 ; G. D. FRANQUINET, *Les appels* ..., pp. 304 et 310 ; voir aussi la carte jointe au travail cité de CORSWAREM, ainsi que les cartes publiées par J. BAERTEN, *De kaart* ..., et par J. RUWET, *La principauté de Liège* ... .

(108) J. PAQUAY, *Rutten* ..., p. 158. — La consultation des cartes citées à la note précédente, et spécialement de celle de CORSWAREM, révèle des faits curieux : ainsi, dans quatre cas, des bancs de Saint-Servais jouxtent des domaines brabançons repris dans la présente subdivision : d'ouest en est, nous trouvons en effet les groupes territoriaux suivants : Zepperen-Hoepertingen, Koninksem-Russon, Sluizen-Nerem-Paifve, Vlijtingen-Hees-Mopertingen. Cela tient sans doute à ce que tant les seigneuries laïques que les bancs de Saint-Servais se sont constitués dans d'anciens domaines impériaux.

(109) E. POSWICK, *Histoire ... d'Argenteau*, pp. 3-4 et 212.

(110) J. PAQUAY, *Rutten* ..., p. 150.

(111) R. ULENS, *Les seigneuries de Fologne* ..., p. 79.

y eut dès lors double mouvance, et source de conflit entre les suzerains (112).

Le cas de D i e p e n b e e k est à rapprocher de celui de Fallais. Ancien alleu, puis terre de mouvance liégeoise au milieu du comté de Looz, Diepenbeek fut inféodé par son seigneur au duc de Brabant en 1226. Les Liégeois n'ayant pas admis le fait accompli, la seigneurie fut contestée entre les deux suzerains (113).

Enfin, la seigneurie de L u m m e n, qui comprenait les communes actuelles de Koersel, Linkhout, Lummen et Schulen, avait, elle aussi, deux suzerains : le comte de Looz et le duc de Brabant (114). Des documents du xv^e siècle montrent que ce dernier avait même exercé la seigneurie directe sur ces villages, mais qu'il avait dû les engager au cours des temps : le 9 novembre 1411, Antoine autorisait Erard de La Marck, seigneur d'Arenberg, qui tenait déjà en gage une partie de la seigneurie, à dégager le reste, tenu jusque-là par Thomas, seigneur de Diest (115) ; à l'extrême fin de son règne, Philippe de Saint-Pol parvint à racheter l'engagère à Erard de La Marck, et à restaurer ainsi ses droits de seigneur direct. Il en profita immédiatement pour «légiférer» en faveur de ses sujets retrouvés (116), et autorisa même les échevins de Lummen à faire graver un sceau à ses armes (117).

6. Interventions du duc de Brabant dans ces territoires.

Rappelons que les ducs de Brabant n'exerçaient la seigneurie directe que sur la partie «brabançonne» de Maastricht et sur le comté de Vroenhof, ainsi que, mais à partir de 1430 seulement, sur Lummen. Tous les autres villages avaient leurs seigneurs propres, ce qui y limitait l'intervention du duc ou de ses représentants. Au xiv^e et au xv^e siècle, dans les seigneuries laïques, il n'apparaît pour l'essentiel que comme suzerain.

A ce titre, ou comme «prince» ou «seigneur éminent», il lui arriva toutefois de faire preuve d'autorité, notamment en saisissant temporairement l'une ou l'autre de ces seigneuries, pour assurer la protection de ses droits ou de ceux de ses sujets :

— Herstal fut ainsi saisie en 1367 (118) ;
— Argenteau le fut avant 1410, car la forteresse du lieu avait servi de base retranchée pour des coups de main dans les terres d'Outre-Meuse (119).

(112) Voir E. Poswick, *Histoire du comté de Fallais*, pp. 185-189. — Le 9 mars 1375, la terre de Fallais fut relevée devant la Cour féodale de Brabant par Jean, seigneur de Wezemaal, qui en avait hérité de son oncle, Jean, seigneur de Fallais (AGR, Chartes de Brabant, n° 4662).

(113) P. Gorissen, *Diepenbeek*..., pp. 74 et suiv.

(114) K. Thiels, *De nationaliteit*... ; W. Schouteden, *Van gehucht tot mijncentrum*..., pp. 11-12 ; J. Ruwet, *La principauté*..., pp. 56-57 ; J. Aerts, *Peiling*..., pp. 129 et suiv. — Voir aussi J. Baerten, *De kaart*..., pp. 196-206.

(115) AGR, Chartes de Brabant.

(116) AGR, CC, 23, fol. 35v° et CC, 133, fol. 110 (acte du 22 juin 1430, qui signale le rachat de l'engagère).

(117) AGR, CC, 23, fol. 38v°.

(118) Voir *supra*.

(119) Voir un acte du 5 septembre 1410 (publié par E. Poswick, *Histoire ... d'Argenteau*, pp.

Ce sont aussi ses droits de «seigneur éminent» sur Diepenbeek qu'Antoine entend voir respecter dans un acte du 19 mars 1412 (120).

Dans les seigneuries ecclésiastiques (les bancs de Saint-Servais), les interventions des ducs de Brabant sont encore plus exceptionnelles. Les ducs s'immiscent bien parfois directement dans les affaires du chapitre lui-même (121), mais plus rarement dans l'administration des villages qu'il possède. On ne peut guère citer qu'une confirmation de privilèges faite par Wenceslas le 20 mai 1356 et renouvelée par Antoine le 19 octobre 1407, en faveur des localités de Vlijtingen, Laaffelt (dépendance de Vlijtingen), Ellicht (autre dépendance de Vlijtingen) et Hees (122), soit donc pour le petit bloc territorial formé par les deux bancs attenants de Vlijtingen et Hees.

En dehors de cela, seul des onze bancs de Saint-Servais, le village de Berneau a été assez régulièrement l'objet de la «sollicitude» ducale. Peut-être est-ce parce qu'il se trouvait enclavé dans la terre de Dalhem et exposé, par sa situation géographique, à l'assimilation avec celle-ci. De fait, en janvier 1359, Jeanne et Wenceslas, tout en reconnaissant à Saint-Servais de Maastricht le droit de haute justice à Berneau, firent admettre que les condamnés à la peine capitale seraient exécutés par les soins du châtelain de Dalhem, agissant en qualité de représentant ducal (123). Quelques années plus tard, ils rappelèrent à leurs officiers et receveurs des pays de Limbourg et de Dalhem qu'il fallait respecter la franchise de tailles des habitants de Berneau (124) ; sans doute ces officiers avaient-ils eu tendance à oublier le statut d'enclave du village. Le 25 mars 1390 enfin, la duchesse Jeanne réaffirma les droits du chapitre sur Berneau, mais elle venait d'obtenir, à titre de don «volontaire» (?), la moitié du minerai de plomb que l'on découvrirait dans ce terroir (125).

Au total toutefois, il est permis de dire que la possession par les ducs de Brabant des pays mosans et cis-mosans, à l'exception de Maastricht et du comté de Vroenhof, est plus théorique que réelle.

218-221) par lequel Guillaume d'Argenteau, devenu majeur, reconnaît que son château est un fief relevant du marquisat d'Anvers, et rappelle qu'il fut saisi pendant sa minorité pour les raisons dites.

(120) Le 19 mars 1412, Antoine manda à son drossard de Brabant (Henri de Bergen) de veiller à ce qu'aucune atteinte ne soit portée aux droits seigneuriaux (*onse heerlicheit*) qu'il possède à Diepenbeek, terre que tient de lui en fief son conseiller Jean de Schoonvorst (AGR, CC, 11, fol. 302v°-303r°).

(121) Le 22 mars [1406 ? ; date donnée par A. VERKOOREN], Antoine ordonne au drossard de Brabant (Henri, seigneur de Perwez) de mettre provisionnellement en possession de la prévôté de Saint-Servais le fils du seigneur de Wezemaal. L'acte rappelle que la duchesse Jeanne s'était déjà occupée de faire administrer les biens de la prévôté qui était contestée entre deux candidats Jean de Wezemaal et Jean de Heinsberg (AGR, CC, 11, fol. 264). Le 19 mars 1405, le gouverneur avait ordonné à l'écoutète de Maastricht d'opérer la saisie de Vlijtingen en raison du refus du chapitre de Saint-Servais de reconnaître Jean de Wezemaal comme prévôt (AGR, CC, 11, fol. 211v°).

(122) P. DOPPLER, *Verzameling... Sint Servaes* ..., p. 297.

(123) C. DE BORMAN, *Notice sur un cartulaire* ..., pp. 68-69, et P. DOPPLER, *op. cit.*, pp. 360-361.

(124) P. DOPPLER, *op. cit.*, p. 373.

(125) AGR, CC, 8, fol. 117v°.

C. Le Limbourg et les Pays d'Outre-Meuse.

L'étude du troisième groupe de territoires formant les possessions héréditaires des ducs de Brabant fait ressortir l'aspect personnel de la politique d'acquisitions territoriales : c'est le prince en tant que personne qui vise à étendre sa domination sur certaines contrées. Le Brabant, comme tel, ne prend jamais d'initiatives dans ce domaine ; il lui arrive rarement de consentir de bon gré une aide militaire ou financière à son duc, et encore n'est-ce souvent que mis devant le fait accompli d'une débâcle financière du prince que le pays accepte de sortir de sa passivité.

A la mort du duc Jean III, les dynastes brabançons possédaient, entre la Meuse et le Rhin, un certain nombre de principautés ou de seigneuries éparses d'importance variable : le duché de Limbourg, le comté de Dalhem, la seigneurie de Rolduc, les terres de Kerpen et de Lommersum, ainsi que Sprimont (126). Peut-être aussi tenaient-ils alors déjà en engagère la seigneurie de Bedburg (127).

L'histoire politique de ces régions, qui furent très vite désignées sous le vocable collectif de pays d'Outre-Meuse ou pays d'entre-Meuse-et-Rhin — une place à part fut souvent attribuée au Limbourg, de sorte qu'il est fréquent d'entendre parler du Limbourg et des (autres) pays d'Outre-Meuse — présente, pour la période de 1355 à 1370, trois traits dominants : elle se marque d'abord par d'ultimes accroissements territoriaux ; en second lieu, et presque parallèlement, elle se caractérise par la perte de tous pouvoirs réels par les ducs de Brabant dans presque tous ces territoires anciens ou nouveaux ; enfin, elle voit la mise en place, par un pouvoir étranger, d'une première organisation «centrale» de l'ensemble de ces pays, ce que nous appellerons ici le «gouvernement général» du Limbourg et de l'Outre-Meuse.

1. Les accroissements territoriaux.

Les dernières acquisitions territoriales définitives se situent toutes du vivant de Wenceslas. Ce sont

a) Wassenberg (128).

La terre de Wassenberg groupait un petit nombre de villages sur la Roer, autour du château de Wassenberg. Ce n'est pas à proprement parler une acquisition nouvelle : la terre de Wassenberg avait appartenu au duc Jean II, qui l'avait engagée au seigneur de Heinsberg Godefroid II. Les successeurs de celui-ci avaient commis un certain nombre de déprédations, dont le montant fut sans

(126) H. Laurent et F. Quicke, *L'accession* ..., pp. 168 et 175. — Ces seigneuries sont énumérées dans l'art. 4 de la Joyeuse Entrée du 3 janvier 1356 (éd. R. Van Bragt, *De Blijde Inkomst* ..., p. 97). — Il est à noter que Kerpen se trouve à peu près à mi-chemin entre Düren et Cologne, et Lommersum à mi-chemin entre Düren et Bonn, donc fort loin des autres possessions «brabançonnes».

(127) H. Laurent et F. Quicke, *L'accession* ..., p. 175 : «Nous ne savons pas en quelle année elle fut donnée en engagère à un duc de Brabant.»

(128) Wassenberg : Allemagne, Rhénanie-Westphalie, à ± 6 km de l'actuelle frontière hollandaise, au sud-est de Ruremonde.

doute jugé, par une commission d'arbitrage, supérieur au prix de l'engagère, car Wassenberg fit retour aux ducs de Brabant, sans autres frais pour eux, en 1368 (129).

Les deux acquisitions suivantes furent au contraire fort onéreuses.

b) Fauquemont (130).

La seigneurie de Fauquemont, située à mi-chemin entre Maastricht et Rolduc, anciennes possessions ducales, tomba définitivement au pouvoir de Wenceslas en 1378, après quatorze années de négociations et de discussions (131).

Avec Fauquemont, Wenceslas s'était acquis des droits sur Bütgenbach et Saint-Vith ; mais il ne put conserver que la première de ces deux terres, qu'il releva en fief de sa femme comme fief mouvant du duché de Limbourg le 28 février 1381 (132). Assez curieusement ce fief limbourgeois sera la seule des acquisitions de Wenceslas, qui échappera, après sa mort, à la dynastie brabançonne pour basculer dans l'orbite luxembourgeoise (133).

c) Millen, Gangelt et Waldfeucht (134).

Ces trois terres furent aussi acquises définitivement en 1378 (135).

(129) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., p. 175. — L'art. 4 déjà cité de la Joyeuse Entrée de 1356 faisait obligation aux ducs de reprendre la seigneurie de Wassenberg et de la réunir à nouveau au Brabant (R. VAN BRAGT, *op. cit.*, p. 97). — Sur l'histoire de Wassenberg, voir aussi J. J. DE WIT et A. J. A. FLAMENT, *De vorming* ..., pp. 25-26.

(130) Fauquemont : Pays-Bas, prov. Limbourg.

(131) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., pp. 169-172 et J. M. VAN DE VENNE, *Geschiedenis van ... Valkenburg* ..., pp. 111-115. — L'acte par lequel l'héritière de Fauquemont, Philippine, vendit à Wenceslas et à Jeanne les terres héritées de son père, doit être daté du 11 mars 1364 (et non de 1365 n.s., comme l'écrit A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 158) ; l'acte étant rédigé en style de Liège ou en style impérial, et non en celui de Pâques, comme l'indiquent d'autres pièces des 23 avril, 10 et 12 mai 1364, cités par H. LAURENT et F. QUICKE, p. 171, n. 4 et 7, et surtout la promesse de payement du prix d'achat faite par Wenceslas et Jeanne à ladite Philippine le 11 août 1364 (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1229-1364, à la date). — Une coquille dans H. LAURENT et F. QUICKE, p. 171, n. 3, a fait imprimer 1369 pour 1364 comme date de l'acte de vente du 11 mars. — Si Wenceslas n'a eu la paisible possession de Fauquemont qu'en 1378, cela ne l'a pas empêché de faire acte d'autorité pour cette seigneurie bien avant cette date : il y a son drossard (qui tient d'ailleurs son office en engagère) dès 1365 (voir Annexe II, n° 26 ; voir aussi *infra*, au paragraphe des aliénations) ; le 17 novembre 1369, le duc exempte le couvent de Saint-Gerlach au pays de Fauquemont de toutes les corvées lui dues (G. D. FRANQUINET, *Beredeneerde ... inventaris ... Sint Gerlach*, p. 58).

(132) *Brab. Yeesten*, t. II, p. 60. — Voir AGR, Chartes de Luxembourg, n[os] 1299 et 1300. Bon résumé de la question de Bütgenbach-Saint-Vith dans J. MILMEISTER, *Le déclin* ..., pp. 44-45. — Voir aussi A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, *passim* et WÜRTH-PAQUET, *Table chronologique* ..., I[re] partie, p. 188, n° 916.

(133) Sur ce problème, voir *infra*. — Bütgenbach figure à partir de ce moment dans les dénombrements du Luxembourg (J. GROB et J. VANNERUS, *Dénombrements des feux* ..., t. I, p. 646).

(134) Millen : Allemagne, Rhénanie-Westphalie, à la frontière hollandaise près de Sittard. — Gangelt : à quelques kilomètres à l'E.-S.-E. de Millen. — Waldfeucht : à quelques kilomètres à l'E.-N.-E. de Millen. Les trois localités font partie du cercle de Geilenkirchen-Heinsberg.

(135) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., pp. 172-174.

d) Heerlen (136).

La seigneurie de Heerlen fut achetée par Wenceslas en cette même année 1378, le 7 décembre très exactement (137). Elle fut par la suite incorporée à la terre de Fauquemont, dont elle forma un des chefs-bans.

Dans l'esprit de Wenceslas, ces territoires devaient augmenter le patrimoine de la Maison de Luxembourg. C'est comme duc de Luxembourg qu'il en avait fait l'acquisition. Fief d'Empire, la seigneurie de Fauquemont ne pouvait être aliénée sans le consentement de l'Empereur, de sorte que, lorsqu'en 1364, Philippine de Fauquemont vendit sa terre à Wenceslas et à Jeanne, Charles IV fut invité à marquer son accord, ce qu'il fit par un acte du 23 avril 1364. Or le texte de ce document précise que ce sont «*er* [= Wenceslas] *und sijnre lehens erben hertzogen zur Luczeluburg*» qui tiendront désormais Fauquemont en fief (138). De même, lorsque Jean de Wickrath vendit Heerlen le 7 décembre 1378, il le fit à Wenceslas et à ses héritiers, ducs de Luxembourg (139).

Par contre, le seigneur de Heinsberg était devenu, en 1383, vassal des ducs de Brabant après s'être réconcilié avec eux, et avait reconnu que ces mêmes ducs de Brabant tenaient en engagère Millen, Gangelt et Waldfeucht (140).

Comment alors l'ensemble de ces terres, à l'exception de Bütgenbach, est-il passé dans l'héritage des ducs de Brabant ? Il faut tenir compte ici de l'élément personnel déjà invoqué. Les achats furent opérés par Wenceslas et par sa femme. Ce sont, pourrions-nous dire, des acquêts du ménage. Et, chose que Wenceslas ne pouvait supposer, ce fut lui qui disparut le premier, laissant sa veuve sans enfants en possession du tout. S'ajoute à cela le fait géographique de la position de la plupart de ces acquisitions, plus proches du Limbourg que du Luxembourg. On comprend ainsi comment elles ont pu rester dans le patrimoine des ducs de Brabant.

Il faut ajouter, pour terminer, que la plupart de ces seigneuries, comme Fauquemont, Millen, Gangelt et Waldfeucht, Kerpen et Lommersum, faisaient théoriquement partie du duché de Juliers (141). On se trouve donc en présence,

(136) Heerlen : Pays-Bas, Limbourg.

(137) Original de l'acte de vente de la seigneurie à Wenceslas par Jean, seigneur de Wickrath (en Rhénanie-Westphalie) : ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1365-1378, 7 décembre 1378 ; éd. par J. M. VAN DE VENNE, *De overdracht*..., p. 87 (fac-similé *ibid.*, p. 86). Le 5 mai 1380, le vendeur se reconnaît payé du prix de vente, soit 3.000 florins de poids fort (original aux AGR, Chartes de Brabant, n° 5656 ; analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire*... *Brabant*, I^re^ partie ; voir aussi les n^os^ 5590 à 5593 et 5671).

(138) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1229-1364, à la date, original.

(139) Voir *supra*, note 137.

(140) Les termes de l'accord conclu le 8 novembre 1383 entre Wenceslas et Jeanne, d'une part, et Godefroid de Looz, seigneur de Heinsberg, sa femme et son fils de l'autre, sont nets à cet égard : dans le corps du texte, les ducs se disent «*here ind vrouwe van Brabant*» et se réfèrent à «*onsen voirs. heirschaf van Brabant*» (édité dans F. QUICKE, *Documents*... *Limbourg*, pp. 105-110).

(141) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession*..., pp. 172 et 176. — Wassenberg, quant à elle, faisait partie du duché de Gueldre : J. J. DE WIT et A. J. A. FLAMENT, *De vorming*..., p. 25. — En 1544, ce n'est pas comme héritier de Wenceslas et des ducs de Brabant, mais en sa qualité de duc de Gueldre, que Charles-Quint céda cette seigneurie au Juliers (*ibid.*, p. 26).

du point de vue des ducs de Brabant, de cas inverses à ceux de Heusden ou de Grave. Ici, la souveraineté théorique appartient à un prince étranger, le domaine direct, quant à lui, est ou tombe aux mains de Wenceslas. C'est ce domaine direct qui importe pour déterminer l'appartenance, non à une «principauté» — le terme ne peut convenir du fait de l'éparpillement de ces petits territoires — mais bien à une zone d'influence. Ce qui va être dit des aliénations ne pourra que confirmer ce point de vue.

2. Les aliénations.

La politique d'expansion territoriale de Wenceslas lui avait coûté cher. Les achats ou rachats d'abord. Si la terre de Wassenberg semble avoir été récupérée sans trop de frais (142), les acquisitions de Fauquemont et de Millen, Gangelt et Waldfeucht, quant à elles, obérèrent sérieusement le trésor ducal.

Pour Fauquemont, les ducs devaient à Philippa de Fauquemont, principale héritière de la seigneurie, une somme de 1.500 moutons assortie d'une rente annuelle de 1.200 vieux écus (143). Les autres héritiers du frère de Philippa, Jean, vendirent leurs droits pour une rente annuelle de 900 de ces écus (144), une sœur de celui-ci, Marie, abbesse de Sainte-Aldegonde de Maubeuge, se réservant toutefois une rente viagère de 400 marcs d'argent de Cologne qu'un autre de ses frères, Thierry, en son vivant aussi seigneur de Fauquemont, lui avait assignée sur les vinages de la seigneurie (145).

De plus, les ducs cédèrent au seigneur de Bréderode et à ses enfants, le village de Waalwijk, avec la haute et la basse justice, et l'ensemble de ses revenus (146).

En 1378, ce sont 17.000 vieux écus que Wenceslas dut débourser pour le rachat des droits de Frédéric de Mörs sur Millen et Gangelt (147). Il avait déjà dû payer pour s'assurer la possession du château de Waldfeucht, qu'un ennemi de l'oncle de Frédéric, Jean de Mörs, avait enlevé à celui-ci (148).

L'achat de Heerlen, pour sa part, avait coûté 3.000 florins (149).

Mais ceci n'est encore rien. Bien souvent, les marchés conclus sont des marchés de dupes. La situation juridique des biens acquis est complexe ; de

(142) Voir *supra*.

(143) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1229-1364, à la date du 11 mars 1364 ; analyse d'après une copie dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, à la date (erronée ?) du 11 mars 1365 (voir à ce sujet *supra*, n. 131).

(144) Ce sont Thierry de Bréderode, comme beau-frère de Jean de Fauquemont (il avait épousé la sœur de celui-ci Béatrice) avec ses fils Renaud, Guillaume et Waleran de Bréderode, ainsi que Marie de Fauquemont, abbesse de Sainte-Aldegonde de Maubeuge, autre sœur dudit Jean, qui cèdent leurs droits à Wenceslas et à Jeanne par acte du 12 mai 1364 (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1229-1364, à la date).

(145) *Ibid.*, doos Limburg 1365-1378, acte du I[er] mai 1365 ; analyse d'après une copie dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, pp. 160-161.

(146) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, à la date du 24 juin 1364. Une copie de cet acte, faite en 1656, et pourvue de la date erronée du 24 juin 1360, existe aux AE Bois-le-Duc, Oorkonden en handschriften van het Provinciaal Genootschap van Kunsten, ..., Supplément, n° 9a.

(147) F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 90-91.

(148) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, p. 174.

(149) Voir *supra*, n. 137.

nombreuses personnes peuvent émettre des prétentions sur les terres qui font l'objet des transactions, et toutes ces parties doivent être désintéressées. Il est même vraisemblable que la confusion a parfois été entretenue à dessein, parce qu'elle pouvait servir les intérêts de celui qui désirait remettre en cause une situation paraissant acquise. Prenons l'exemple, déroutant à loisir, de Millen, Gangelt et Waldfeucht. Ces trois localités faisaient partie de la seigneurie de Heinsberg, dans le duché de Juliers. Godefroit III de Looz, seigneur de Heinsberg, et sa femme, Philippine de Juliers, les avaient engagées, en 1363, pour une somme de 24.000 vieux écus, au duc de Gueldre, Edouard, qui, lui-même, les avait cédées en engagère à Jean de Mörs, pour 30.000 vieux écus (150). En 1378, Wenceslas de Luxembourg était parvenu à devenir seigneur engagiste de ces trois terres, ceci en dehors de toute intervention de Godefroid de Looz, qui n'en avait plus que la nue-propriété. Or, en 1383, les duc et duchesse de Luxembourg et de Brabant conclurent un accord avec le seigneur de Heinsberg qui accepta, moyennant finances, de renoncer à racheter Millen, Gangelt et Waldfeucht du vivant de Wenceslas et de Jeanne, ou d'un éventuel héritier de leur corps. Il en coûta aux ducs la somme de 6.000 peters d'or (151). Il est douteux que Wenceslas ait jamais eu la possession effective des trois terres, comme on pourra le voir plus loin, mais cela importe peu ici, où il convient plutôt de montrer l'imbroglio juridique dans les méandres duquel il est loisible de s'égarer. En 1383 donc, d'après les textes, le duc et la duchesse sont seigneurs engagistes, et cela du consentement du nu-propriétaire des biens engagés. Le 21 juillet 1416, il en était toujours de même. Le seigneur de Heinsberg d'alors, Jean de Looz, fils du Godefroid cité plus haut, renonça à dégager à son profit avant la Noël 1419 les trois pays aliénés par son père (152). Or, un peu plus de deux ans plus tard, le 13 septembre 1418, le duc Jean IV de Brabant témoigna sa volonté de céder *en engagère* au même Jean de Looz les trois localités de Millen, Gangelt et Waldfeucht, qui, en 1416, étaient encore considérées comme la «propriété» de ce dernier (153). Et le lendemain, Jean IV fit consigner par écrit sa promesse de maintenir Jean de Looz en possession de ces biens sa vie durant (154).

Il faut bien avouer que c'est un rien ahurissant, puisque cette fois, c'est le duc qui semble agir en nu-propriétaire. On ne sait ce qui a pu se passer entre 1416 et 1418. Y a-t-il eu vente des trois terres au duc de Brabant ? Les sources sont muettes à ce sujet. Finalement tout se passe comme si l'on ne savait plus très bien qui a des droits sur quoi ! Confusion regrettable pour qui cherche à

(150) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., p. 173.

(151) Somme qui n'est pas encore payée un an et demi plus tard car, le 10 mars 1385, Jeanne assigne au seigneur de Heinsberg une rente de 600 peters par an sur la recette de Louvain pour s'acquitter du payement de ces 6.000 peters (voir F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 105-110, 116-119 et A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 220).

(152) AGR, Chartes de Brabant, 21 juillet 1416.

(153) *Ibid.*, 13 septembre 1418. L'engagère est consentie en raison d'un prêt de 15.000 florins du Rhin de Jean de Looz au duc, somme augmentée des 6.000 peters d'or dont question plus haut (n. 151).

(154) *Ibid.*, à la date. Les termes de ces actes ne laissent aucune hésitation sur la nature des transactions effectuées. Il n'est pas certain toutefois qu'ils aient été suivis d'exécution (voir *infra*, p. 85 et n. 259).

s'assurer vraiment la possession d'un bien, car elle le met à la merci d'un quelconque et même soi-disant «ayant-droit», prêt à faire payer chèrement son «désintéressement».

Fauquemont en constitue un autre bel exemple. L'enchevêtrement des droits divers sur cette seigneurie a été suffisamment exposé par Laurent et Quicke pour qu'il soit nécessaire d'y revenir (155). Il suffit d'attirer l'attention sur le fait que le duc de Juliers, devenu par faveur impériale comte de Fauquemont, mais qui n'est jamais parvenu à entrer en possession effective de la ville, réussit, le 8 novembre 1364, à engager à Wenceslas ses droits, tout théoriques, sur Fauquemont, pour une somme totale de 51.778 vieux écus (156). C'est payer cher pour de simples espoirs ! De fait, comme il a été dit plus haut, Wenceslas devra attendre jusqu'en 1378 pour obtenir des droits plus tangibles sur la seigneurie, et encore devra-t-il, pour ce faire, puiser à nouveau dans sa bourse (157).

Il y a encore une autre source de mécomptes financiers pour les ducs de Brabant, peut-être la plus importante : la politique d'expansion de Wenceslas en Outre-Meuse mécontenta ses voisins, les ducs de Gueldre et de Juliers notamment, et fut certainement une des principales causes du conflit presque permanent qui opposa la Gueldre et le Juliers au Brabant, plus exactement les chefs de ces principautés au duc ou à la duchesse de Brabant, pendant toute la seconde moitié du XIV^e siècle (158). Un des épisodes les plus catastrophiques pour les finances ducales fut la défaite de Baesweiler, en 1371.

Une défaite militaire ajoute aux frais habituels d'équipements et d'expéditions, ceux nécessités par le rachat des prisonniers. A ce titre, Baesweiler engloutit des sommes considérables. Comme il est apparu assez nettement, depuis les recherches menées par M. A. Dubois sur cette «guerre de Baesweiler», que ce fut essentiellement une querelle de princes, une guerre privée, et non un conflit de nations (159), il aurait dû normalement incomber à Wenceslas seul de rembourser ceux qui avaient eu la malchance d'être à ses côtés sur le champ de bataille. Le duc obtint néanmoins une aide de ses sujets brabançons (160). Le montant total consenti était de 940.000 moutons et devait être payé en trois ans (161). C'était pourtant loin d'être suffisant : un des documents utilisés par M. Dubois pour établir sa liste de combattants permet de calculer que les dettes du

(155) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, pp. 169-172.

(156) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1229-1364, à la date.

(157) Voir *supra*, p. 71.

(158) F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, p. 178. — Sur ces conflits, voir *ibid.*, pp. 177-204, H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, pp. 363-365, H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, pp. 137 et suiv. et 197 et suiv., et *AGN*, t. III, pp. 149-150, 201, 214-215 et 299.

(159) A. DUBOIS, *La bataille de Basweiler*, inédit, t. I, p. 23. — Il est tout à fait exact, comme le signale M. Dubois, que les Etats de Brabant «ignorent» tout de ce conflit jusqu'à l'annonce de la capture de Wenceslas. Pendant les semaines qui précèdent l'annonce à Bruxelles de la défaite de leur prince, les Etats de Brabant se consacrent à de tout autres préoccupations, économiques et financières, indiquant bien par là que le pays comme tel et pour eux n'est pas en guerre (voir Annexe V).

(160) Sur cette aide, voir A. MOUREAUX-VAN NECK, *L'aide brabançonne de 1374*.

(161) *Ibid.*, p. 270.

duc à l'égard de ceux qui l'avaient assisté à Baesweiler dépassaient la coquette somme d'*un million deux cent mille* moutons (162). C'est un véritable désastre pour les finances ducales, si l'on veut bien considérer que, bon an mal an, les recettes ordinaires du Brabant atteignent, vers cette époque, de 50.000 à 75.000 moutons par an (163), ce qui signifie que, dans les perspectives les plus favorables, il eût fallu plus de quinze ans au duc pour payer ses créanciers à l'aide de ses seules ressources ordinaires brabançonnes, et cela, à condition, bien entendu, de les consacrer tout entières à ce remboursement, ce qui était évidemment impossible.

Ces quelques indications sont loin d'épuiser le sujet. Elles ont pour but seulement de montrer quelles difficultés financières les ducs durent affronter, et encore n'avons-nous fait qu'évoquer les principaux aspects de leur politique extérieure. Il faudrait encore dire un mot du faste de leur cour, autre source de dépenses de prestige.

Pour y faire face, ils n'ont, comme tous les princes de l'époque, que deux sources de revenus :

— les recettes ordinaires (recettes domaniales, produits des amendes, droits de reliefs, produit du monnayage, ...)
— les recettes dites «extraordinaires» (dons occasionnels, aides et subsides). Ces recettes «extraordinaires» tendent à devenir, surtout au xv^{e} siècle, des «ressources ordinaires de l'Etat» (164).

La somme de ces revenus s'avère encore insuffisante. Dès lors, les princes vivent d'expédients : ils empruntent des sommes plus ou moins importantes à des nobles de leur entourage (165), à de riches marchands (166), à des lom-

(162) Il s'agit d'un document comptable de l'aide de 1374 conservé aux AV Louvain, n° 6486, et analysé par M. A. Dubois, *op. cit.*, t. I, pp. 32-45, qui corrige l'analyse trop imprécise qu'en a faite J. Cuvelier dans son *Inventaire des archives de la ville de Louvain*, t. II, p. 284 et dans son article sur *Le Fouage brabançon de 1374*. — Ce total d'un million deux cent mille moutons (en réalité même ± 1.203.762 moutons) est obtenu en faisant la somme des montants indiqués au bas des fol. 74r°, 77v°, 81v° et des sommes mentionnées au fol. 82r°, qui représentent un sixième des sommes dues, et en multipliant alors le résultat obtenu par six. Il faut encore tenir compte de ce qu'il s'agit là d'un minimum, les indications fournies par le fol. 82 susdit ne permettent pas de conclure que l'on a là absolument tous les créanciers de Wenceslas.

(163) Totaux des recettes du receveur général de Brabant pour des années sans levée d'aides (à ce sujet, voir A. Moureaux-Van Neck, *Un aspect...*, p. 67) : 1378-1379 : 66.305 moutons 12 gros de Flandre (CC, 2364), 1379-1380 : 76.047 moutons 1 gros de Flandre (CC, 2365), 1380-1381 : 51.305 moutons 1 gros de Flandre (CC, 2366), 1381-1382 : 58.946 moutons 6 gros de Flandre (CC, 2367), 1382-1383 : 49.979 moutons 1 ingelsche de Flandre (CC, 2368).

(164) A. Moureaux-Van Neck, *Un aspect ...*, p. 94.

(165) G. Bigwood, *Le régime juridique ...*, t. I, pp. 43-44 ; on peut y joindre les emprunts conclus auprès de princes voisins, éventuellement parents des ducs : voir *ibid.*, t. I, pp. 14-15.

(166) Un exemple précis est étudié en détail par Mme M. R. Thielemans, *Un emprunt ...* — Certains de ces bailleurs de fonds les plus fidèles eurent même droit au titre — honorifique — de conseillers des ducs de Brabant ; ce fut le cas pour Nicolas Ciavre et Marc Guidechon (voir Annexe II). — Pour les emprunts conclus par les ducs auprès de bourgeois brabançons et étrangers, voir aussi G. Bigwood, *Le régime ...*, t. I, pp. 35-36 ; pour les marchands italiens, voir plus spécialement *ibid.*, pp. 79-81 et 86-88.

bards (167) ; ils engagent leurs bijoux, leur vaisselle d'or et d'argent (168) ; ils instaurent une certaine vénalité des offices, en confiant — comprenez en vendant — les charges à ceux qui leur consentent des prêts (169), ou bien, et assez fréquemment, ils aliènent par voie d'engagère des parties plus ou moins importantes du domaine.

La pratique de l'engagère, ou du mort-gage consiste, est-il utile de le rappeler, à donner à un créancier, en échange d'une somme d'argent reçue de lui en prêt, ou due à un titre quelconque, la jouissance effective d'un bien ou d'un revenu. A la différence de ce qui se passe en matière d'hypothèque, le nu-propriétaire perd l'usufruit du bien donné en gage. Le résultat en est pour lui une perte de revenus. Qui entre dans cette voie amorce donc un cercle vicieux : un manque de ressources conduit à consentir une engagère qui elle-même a pour effet de diminuer les rentrées du débiteur.

Toute la politique des ducs de Brabant de la seconde moitié du XIV^e^ siècle et du premier tiers du XV^e^ a été littéralement empoisonnée par la question des engagères d'Outre-Meuse.

Ce n'est pas que les princes n'aient aliéné, et notamment donné en gage, des biens ou des revenus situés en Brabant. Les exemples en sont relativement nombreux pour l'époque qui va de la mort de Wenceslas (décembre 1383) à celle de Marie de Brabant, duchesse de Gueldre (1^er^ mars 1399) :

— vers le 25 juillet 1386, engagère de la seigneurie de Kessel (Brabant septentrional, sur la Meuse, au nord de Bois-le-Duc) (170) à Jean van Dongroede pour éviter le payement d'une rente féodale (171) ;

— le 17 novembre 1387, engagère des villages de Tilburg, Goorle et Drunen (tous en Brabant septentrional) à Paul de Haastrecht, qui tiendra en plus en fief le château de Loon-op-Zand et le tonlieu dudit Loon (lez Tilburg), et ce en raison d'une somme de 4.000 vieux écus de France que celui-ci

(167) G. BIGWOOD, *op. cit.*, t. II, Annexe I, *passim.*

(168) Le 4 mai 1407, Antoine ordonne de mettre en vente des joyaux de feue la duchesse Jeanne, joyaux que celle-ci avait autrefois engagés (AGR, CC, 2394, fol. 53r° et 54r°). En septembre et octobre 1411, le même Antoine fait vendre des rentes viagères garanties sur ses propres joyaux (CC, 2396[I], fol. 59r°, 61v° et 62r°) ; de même en septembre 1412 (CC, 2397, fol. 63v°) ; en février 1425, Jean IV, pour emprunter de l'argent à des marchands malinois, engage également de nombreux joyaux (CC, 2405, fol. 168-169r°). Il arriva même à Philippe de Saint-Pol de mettre en gage «*une longue robe de draps dargent fourree de costez de martres et les manches de martres sebelines*» (CC, 1793, fol. 3v° : le duc fit dégager cette robe le 4 avril 1430). — Sur les engagements de vaisselle d'or et d'argent et de joyaux, voir en général G. BIGWOOD, *Le régime ...*, t. I, pp. 498 et suiv.

(169) Cela se pratique généralement de la façon suivante : le candidat-officier promet au duc de payer les sommes que celui-ci doit à son prédécesseur en l'office. Exemple dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. I, anal. n° 6258 (drossarderie de Brabant) Il s'agit là d'une forme déguisée d'engagère,dont il sera reparlé plus loin.Voir aussi Ch.KERREMANS,*Etude..*, p.80 et n.4.

(170) Ne doit pas être confondu avec le pays de Kessel, dont il fut question plus haut.

(171) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. I, n° 6334. — Le 16 mars 1392, cette engagère fut cédée par la duchesse Jeanne à Henri de Ranst, fils de son conseiller et maître de cuisine Costin de Ranst et de Jeanne van de Venne, sœur naturelle de la duchesse, cette fois pour la somme de 700 florins de Hollande (*ibid.*, n° 6720). — Sur la pratique de l'engagère en général, voir G. BIGWOOD, *Le régime ...*, t. I, pp. 463-470.

avait prêtée à la duchesse quand il était écoutète de Bois-le-Duc (172) ;

— le 8 mars 1388, engagère des villages de Groot-et Klein-Zundert, Princenhage, Sprundel (commune Rucphen-Vorenseinde-en-Sprundel) et Nispen (commune de Roosendael), tous près de Bréda, à Jean de Polanen, seigneur de la Leck et de Bréda, conseiller de la duchesse, pour une somme de 1.000 francs (173) ;

— le 16 novembre 1388, engagère de la haute justice de Helmond (Brabant septentrional) et de deux fermes sises dans cette localité à Jean de Berlaar, seigneur du lieu, et cela pour un montant total de 1.000 florins de Hollande, dont 600 pour la haute justice (174) ;

— le 4 novembre 1391, engagère de la seigneurie de Gestel (Brabant septentrional) à Henri de La Leck, seigneur de Heeswijk et de Dinther et conseiller de Jeanne, en raison d'une dette de 500 florins du Rhin (175) ;

— le 16 février 1392, engagère de la haute justice de Meldert (cant. de Tirlemont) et de Budingen (cant. de Léau) à Libert de Meldert, chevalier, pour 1.500 vieux écus de France (176) ;

— le 15 novembre 1392, engagère des villages d'Aarle, Beek (commune Beek-en-Donk), Rixtel et Stiphout (tous en Brabant septentrional, près de Helmond) à Thierry De Roover pour 1.700 mailles de Hollande (177) ;

— le 25 mars 1393, engagère des vieilles assises (dites «*aude firmiteit*») de la ville de Maastricht, à Jean de Weert, bouteiller de Jeanne; pour une somme de 4.000 florins du Rhin que la duchesse lui devait du chef d'achats de vin pour l'Hôtel (178) ;

(172) *Ibid.*, n° 6420, qui ne fait pas assez ressortir qu'il s'agit d'une engagere ; l'analyse présente cette cession comme une simple inféodation, alors que celle-ci ne porte que sur Loon-op-Zand. De plus, l'analyse parle de Venlo, ce qui prête à confusion. A la Table, p. 356, M. A. GRUNZWEIG a heureusement corrigé en Venloon, Brabant septentrional. Toutefois Venloon ou Veenloon n'est qu'une forme ancienne ; la seule forme moderne est Loon-op-Zand. — D'autres copies de l'acte existent : 1° aux AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 1, à la date du 17 novembre 1387 ; 2° à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 166, Reg. 784. — Sur Paul van Haastrecht, voir Annexe II.

(173) Acte édité dans F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek ...*, t. III, p. 483 ; H. VAN DER HOEVEN, *Bijdragen ...*, p. 125 ; T. E. VAN GOOR, *Beschryving ...*, p. 464 et F. F. X. CERUTTI, *Middeleeuwse Rechtsbronnen*, t. I, pp. 422-423. — L'acte original est à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 106, Reg. 787 ; des copies sont analysées dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, n° 6449 ; une autre copie encore aux AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 1, dans un vidimus de 1416.

(174) Lettres de Jeanne mentionnées dans A. VERKOOREN, *op. cit.*, n° 6511 ; l'original des contre-lettres de Jean de Berlaar, de la même date, analysées sous le n° 6512 du même inventaire, a depuis fait retour aux AGR, Chartes de Brabant revenues de Vienne via les Pays-Bas (cote ancienne : boîte I, n° 120).

(175) Original de l'acte aux AGR, Chartes de Brabant revenues de Vienne via les Pays-Bas (cote ancienne : boîte I, n° 127) ; analyse d'après une mention dans A. VERKOOREN, *op. cit.*, n° 6692.

(176) A. VERKOOREN, *op. cit.*, n° 6716.

(177) Copie du XV[e] siècle : AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 1 ; analyse d'après de simples mentions dans A. VERKOOREN, *op. cit.*, n° 6745).

(178) Confirmée par Jeanne le 14 juillet 1404. Les deux actes se trouvent en copie dans un autre document, du 13 décembre 1422, lui-même vidimé en 1427 (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1380-1423).

— le 4 mai 1397, engagère de la haute justice de Deurne (Brabant septentrional) à Gervais de Deurne, pour 541 florins de Hollande (179) ;
— le 7 mai 1397, engagère de la nouvelle justice de Mierlo (Brabant septentrional) à Henri Dicbier pour 800 vieux écus et quatre florins de Hollande, moins 200 couronnes (180) ;
— le 30 juin 1397, engagère de Sterrebeek et de Zaventem à Everard Bote, chevalier, au prix de 1.300 florins de Hollande (181) ;
— vers le 24 octobre 1397, engagère du château de Louvain à Conrad de Schoonvorst, seigneur d'Elsloo et de Zétrud, au prix de 1.000 francs (182) ;
— le 26 octobre 1397, engagère de la haute justice de Linsmeau (Brabant, cant. Jodoigne) à Jean de Linsmeau, pour 500 florins de Hollande (183) ;
— vers le 29 mars 1398, engagère des seigneuries d'Ouwen (sous Grobbendonk), Bouwel (prov. Anvers, cant. Herentals) et Olmen (prov. Anvers, cant. Mol), à Arnoul de Crainhem, chevalier, au prix de 1.938 florins de Hollande (184) ;
— le 23 juin 1398, engagère de Schijndel (Brabant septentrional) à Henri de La Leck déjà cité, pour 1.630 mailles de Hollande (185).

A la fin de la vie de Jeanne, pendant les derniers mois de la régence d'Antoine, et dans les premiers temps du règne de celui-ci, sous la pression des trois Etats de Brabant, se produisit un grand mouvement de récupération des parties aliénées du domaine (186). Mais de nouvelles difficultés, la question du Luxembourg notamment, entraînèrent l'application de nouveaux expédients financiers, et notamment la concession de nouvelles engagères, dont certaines en Brabant. C'est ainsi que le 17 avril 1412, Antoine remet en gage entre les mains de Thierry van Haastrecht, les villages de Tilburg, Goorle et Drunen, aux mêmes conditions que Jeanne les avait engagés en novembre 1387, à son père Paul de Haastrecht (187) ; ces trois localités avaient fait retour au domaine peu après la mort de Jeanne, pendant la période de redressement financier évoquée ci-dessus (188).

(179) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, t. II, n° 7128.
(180) *Ibid.*, n° 7129, qui précise le contenu de cette nouvelle justice.
(181) *Ibid.*, n° 7184.
(182) *Ibid.*, n° 7210 (à la Table, on a changé abusivement Zétrud [= Zétrud-Lumay] en Sittard). Voir aussi n° 7352.
(183) *Ibid.*, n° 7211 ; voir aussi n° 7228.
(184) *Ibid.*, n° 7240. Cet acte est repris sous la date de 1399 (n° 7359). Dans cette deuxième analyse, faite d'après de multiples mentions, il est question de Boshoven (sous Grobbendonk ; mal identifié à la Table, p. 239) au lieu d'Ouwen.
(185) *Ibid.*, n° 7296.
(186) Mme M. [VAN COMPERNOLLE-]TOURNEUR, dans son mémoire de licence consacré aux *Répercussions en Brabant du gouvernement d'Antoine pendant sa ruwarderie*, souligne, pp. 57 à 74, cet effort de redressement financier pendant la régence d'Antoine. Un exemple en est fourni par les restitutions opérées par Guillaume de Sayn de biens domaniaux qui lui avaient été donnés par la duchesse Jeanne (voir accord du 20 juillet 1406 dans AGR, Charles de Brabant).
(187) Voir *supra*, note 172.
(188) L'acte du 17 avril 1412 existe en copie à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 166, Reg. 995.

Engagères assez nombreuses donc en Brabant même. Pourtant ce ne sont pas elles qui ont en général retenu l'attention, mais bien celles qui furent consenties dans les pays d'entre Meuse et Rhin. Pourquoi cet intérêt spécialement voué à ces dernières ? L'explication peut en être trouvée dans leur fréquence, dans leur durée, dans le fait qu'elles portèrent finalement sur toutes les terres groupées sous la dénomination de «pays d'Outre-Meuse». De plus, elles concernaient des régions éloignées du Brabant proprement dit, des seigneuries enclavées dans des principautés étrangères, ce qui comportait le danger de voir les terres impliquées échapper à la sphère d'influence brabançonne.

Et tout d'abord l'ensemble de ces domaines échappa pendant de longues années et en bloc à l'administration ducale, la duchesse Jeanne les ayant cédés à son neveu Philippe le Hardi. Cela se fit en plusieurs étapes,de 1387 à 1396(189). En juin 1396, Philippe le Hardi était devenu «le véritable duc de Limbourg» (190) ; il ne lui en manquait plus que le titre.

Ce titre, Antoine, qui devait hériter des droits de ses parents, allait recevoir l'autorisation de le porter dès le 2 septembre 1404 (191). C'est ce prince qui allait réunir à nouveau le Limbourg et les pays d'Outre-Meuse au Brabant, en succédant à sa grand-tante en décembre 1406.

Mais ce n'est pas seulement pendant le passage du duc de Bourgogne, puis de son fils puîné, à la tête de ces contrées, que les ducs de Brabant en perdirent le contrôle direct. Nous allons passer rapidement en revue ce que fut le sort de chacun de ces territoires, de 1355 à 1430 (192).

Bedburg.

Bedburg est, nous l'avons vu, une engagère tenue par les ducs de Brabant. Le 4 janvier 1384 (n.s.), elle fut donnée en sous-engagère à Renaud de Schoonvorst, en gage des sommes qu'il avait avancées à Jeanne pendant l'exercice de sa charge de drossard de Brabant (193).

Trois mois plus tard, le nu-propriétaire de Bedburg, Renaud de Reifferscheid, parvint à dégager sa seigneurie qui dès lors fut perdue pour le Brabant (194). Il n'en sera donc plus question ici.

(189) Cette cession forme le corps du travail de H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., auquel nous renvoyons.

(190) *Ibid.*, p. 312.

(191) AGR, Chartes de Brabant, 2 septembre 1404. — Anal. dans *Brab. Yeesten*, t. II, p. 725 (d'après l'Index de VAN HEURCK).

(192) Les différentes terres et seigneuries sont rangées dans l'ordre alphabétique. — Parmi les pays dont le nom est cité dans les sources de l'époque apparaît la seigneurie de Bolland (prov. Liège, cant. Herve). Mais elle ne nous intéresse en rien ici, car elle ne fut jamais au pouvoir des ducs de Brabant. En effet elle fut enlevée directement par Philippe le Hardi à son seigneur à la fin de l'année 1389 (H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., pp. 316-317), et rendue au damoiseau de Bolland en 1402-1403 (AGR, CC, 2438, fol. 254r°).

(193) F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 110-111.

(194) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., p. 184, n. 4.

Dalhem.

Seigneurie engagée dès le 7 décembre 1386 à Renaud II, seigneur de Schoonvorst (195). Rachetée par Philippe le Hardi le 25 décembre 1393 (196). Fait retour au Brabant à l'avènement d'Antoine (6 décembre 1406).

A nouveau engagée par Jean IV le 19 décembre 1418 à Renier de Berg, qui était déjà à ce moment châtelain-receveur et drossard du lieu (197).

Le 5 février 1421, Philippe de Saint-Pol, régent, enlève Dalhem à Renier de Berg, qui avait tenu le parti de Jean IV dans les événements de 1420-1421 (198), et confie la châtellenie à Engelbert de Nassau qui la tiendra jusqu'au 1er octobre 1425, date à laquelle Renier en reprend possession, mais sans se voir reconnaître, à partir de ce moment, la qualité de seigneur engagiste (199).

Fauquemont.

Au moment où, en 1378, Wenceslas ne se vit plus contester la possession de la seigneurie de Fauquemont, son représentant sur place, Renaud Thoreel de Berneau, châtelain, drossard et receveur du pays, tenait en fait *son office* en gage. Ceci mérite un mot de commentaire.

Dans le principe, le duc nommait et démettait ses officiers, tant receveurs que justiciers, selon son bon plaisir (200). Mais dans la pratique, il n'en allait pas toujours de même, surtout dans la seconde moitié du XIVe siècle. Pour comprendre ce qui se passait, il faut se rappeler la manière dont se gérait un office au Moyen Age.

Généralement, le «fonctionnaire» était comptable de sa gestion. Il était tout à la fois receveur et trésorier, percevait en main propre les recettes, et effectuait

(195) *Ibid.*, p. 183. — Sur ce seigneur, voir Annexe II.

(196) *Ibid.*, p. 319, n. 5.

(197) Et cela en raison de diverses dettes : 1° les arrérages d'une rente viagère de 200 couronnes de France par an sur les revenus de Dalhem, donnée à Renier par Antoine le 9 décembre 1408 ; 2° d'une somme de 2.226 couronnes de France due audit Renier par Antoine ; 3° de pertes subies au service du Brabant du temps du gouvernement des trois Etats (1415-1417 : sur ce gouvernement, voir *infra*, IIIe partie, chap. II). L'acte du 19 décembre 1418 se trouve en copie dans les contre-lettres de Renier de Berg, données le 20 décembre 1418 (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1380-1423) ; voir aussi A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, ms., 19 décembre 1418. — Le 29 avril 1418, le duc avait déjà promis de le maintenir en fonctions comme receveur de Dalhem jusqu'au remboursement des sommes à lui dues pour l'exercice de sa charge (AGR, Chartes de Brabant, vidimus du 7 juin 1408). — Sur Renier de Berg, voir Annexe II. Il avait été nommé châtelain et drossard de Dalhem le 27 octobre 1408 (CC, 11, fol. 4v° — ses contre-lettres, du 29 octobre 1408, au Koninklijk Huisarchief, Inv. n° 2, n° 173a). Il succédait à Jean de Schoonvorst, burgrave de Montjoie (voir aussi Annexe II) qui avait occupé ces fonctions du 25 juillet 1406 au 27 octobre 1408 (AGR, CC, 2440, fol. 89r°, 240r° et 419r°)..

(198) Sur ces événements, voir F. FAVRESSE, *L'avènement...*, et *infra*, IIIe partie, chap. II.

(199) AGR, CC, 5726, fol. 5v°. — L'acte du 5 février 1421 par lequel Philippe de Saint-Pol désigne Engelbert de Nassau comme châtelain de Dalhem est conservé en original au Koninklijk Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, n° 176 ; cette nomination fut confirmée par le régent le 28 mars suivant (*ibid.*, Inv. n° 2, n° 177II et par Jean IV le 20 avril 1421 (*ibid.*, Inv. n° 2, n° 177III) ; le 6 février 1421, Engelbert de Nassau s'était désigné un lieutenant, Thierry de Welkenhausen (*ibid.*, Inv. n° 2, n° 177I).

(200) Voir CH. KERREMANS, *Etude ...*, p. 67.

lui-même les dépenses. A des intervalles plus ou moins réguliers, tous les six mois ou tous les ans, il devait rendre ses comptes à une instance supérieure. Le solde, positif ou négatif, lui était porté en débit ou en crédit souvent reporté au compte suivant. Ses gages étaient habituellement prélevés sur les produits de son office ; il se les payait donc lui-même, en quelque sorte. Tout allait bien aussi longtemps que le solde était créditeur ou, tout au plus, nul (après payement de ces gages). Mais il arrivait que, pour diverses raisons qu'il n'appartient pas de développer ici, les recettes d'office ne permettaient pas de couvrir le payement de tout ou partie des gages, ou même, dans des cas extrêmes, l'ensemble des dépenses courantes, gages exclus. De telle sorte qu'à la clôture du compte, l'officier était créancier du prince pour une somme plus ou moins importante, qui pouvait comprendre des avances consenties sur les recettes futures ou des prêts purs et simples (201). Dans de telles circonstances, le duc ne pouvait que promettre de maintenir son officier en fonction jusqu'au remboursement des sommes qu'il lui devait. Il existe de nombreux exemples de cette pratique (202). Si le duc désirait malgré tout remplacer son officier, il était contraint de rembourser la créance, et s'il ne pouvait le faire lui-même, il lui fallait trouver un remplaçant capable de payer les sommes dues à celui qui sortait de charge ; devenu débiteur de son nouvel officier, le prince lui promettait à son tour de le garder en poste jusqu'au payement de sa dette (203).

C'est, en quelque sorte, un type d'engagère un peu différent du modèle classique : ce n'est pas la «*seigneurie*» qui est aliénée, mais l'«*office*» qui est mis en gage, le plus souvent d'une façon déguisée, les mots «engagère» ou «gage» n'étant pas toujours utilisés.

A Fauquemont, c'est de cette manière déguisée que le régime d'engagère fut instauré, bien avant même que Wenceslas ne fût assuré de conserver la propriété théorique de la seigneurie. En effet, dès le 24 août 1365 (soit treize ans avant la solution définitive de la crise de succession de Fauquemont), le duc promettait au châtelain, drossard et receveur du lieu, Renaud Thoreel de Berneau, de le maintenir en fonctions jusqu'à ce qu'il rentre en possession de diverses sommes qu'il avait déboursées dans l'exercice de sa charge (204). Renaud Thoreel est encore mentionné comme drossard le 8 juin 1386 (205).

(201) Sur tout ceci, voir *ibid.*, pp. 293 et suiv., et M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 326.

(202) Voir ceux que mentionne G. BIGWOOD, *Le régime juridique ...*, t. I, pp. 38-39 ; voir aussi A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. III, n° 1673 (12 décembre [1357 ? ; cette date, proposée par Verkooren, ne peut convenir, Wenceslas n'étant pas en possession de Fauquemont à ce moment] ; châtellenie de Fauquemont), n° 1822 (20 décembre 1358 ; écoutèterie de Bois-le-Duc) ; II^e^ partie, t. II, p. 171 (23 juin 1369 ; écoutèterie de Maastricht ; un original de cet acte existe sous la cote Chartes de Brabant, 2693bis ; il n'est pas repris dans la I^re^ partie de l'Inventaire de Verkooren, mais bien dans la II^e^ partie, à l'endroit signalé ici) ; III^e^ partie, t. I, analyses n° 6759 (26 avril 1393, recette de Maastricht), n° 6820 et 6958 (31 août 1394 et 17 avril 1396, écoutèterie de Maastricht), t. II, analyses n° 7007 (22 juin 1396, écoutèterie du Maasland), n° 7022 (24 juillet 1396, lieutenance du maire de Tirlemont), n° 7085 (15 janvier 1397, écoutèterie de Maastricht), n° 7234 (11 mars 1398, recette de Maastricht). — Cfr encore *supra* et n. 169.

(203) Il faut remarquer que cette pratique mène droit à la vénalité des charges.

(204) J. M. VAN DE VENNE, *Geschiedenis ... van Valkenburg*, pp. 115-116. — On ne sait si R. Thoreel a été nommé par Wenceslas ou s'il était déjà en fonctions avant mars 1364. Sur ce personnage, voir *ibid.*, pp. 115-117.

Il dut être remplacé vers cette époque, suivant les modalités rappelées plus haut, par Jean, seigneur de Gronsveld, lequel fut assassiné le 25 août 1386 (206).

Le 20 mai 1388, Jeanne confie à Henri, seigneur de Gronsveld, frère du précédent, la garde des château, ville et terre de Fauquemont, dont elle lui abandonne les revenus ; elle s'oblige à le maintenir en cette charge aussi longtemps qu'elle ne lui aura pas remboursé une dette de 10.144 vieux écus, l'office devant être tenu aux mêmes conditions que l'avaient fait auparavant Renaud Thoreel, puis feu Jean de Gronsveld (207).

Le 17 août 1389, la duchesse cède à son neveu Philippe le Hardi le droit de rachat de certaines engagères, et notamment du gouvernement de Fauquemont (208). Et le 29 novembre de la même année, elle fait savoir qu'Henri de Gronsveld tient désormais son office de gouverneur de Fauquemont en engagère de Philippe le Hardi (209). Celui-ci, le 8 décembre 1389, renouvelle la commission du seigneur de Gronsveld, et ajoute que cette nomination vaut jusqu'au remboursement d'une somme qui a atteint entre-temps 11.592 vieux écus (210).

Jusqu'à la mort de Jeanne, la seigneurie de Fauquemont échappe ainsi totalement au pouvoir des ducs de Brabant (211).

Quand Antoine devient duc, la situation est redevenue normale. Il y a, depuis quelque temps déjà, et par suite du remboursement de sa créance à Henri de Gronsveld, un drossard-fonctionnaire : Jean, seigneur de Wittem (212). Mais, peu après, Jean de Wittem se voit promettre d'être maintenu en fonctions pendant treize ans au moins (213). Il sera néanmoins remplacé par Frédéric de Moers, comte de Saarwerden (du 5 janvier 1414 au 16 mars 1415) (214), mais reprendra ses fonctions le 27 mars 1415 (215). Des actes des 27 et 28 février de cette année montrent qu'il s'agit de nouveau d'un régime de drossards-engagistes (216), et d'autres du 15 mars suivant font connaître que le comte

(206) DE CHESTRET DE HANEFFE, *Histoire de ... Gronsveld*, p. 36. — J. M. VAN DE VENNE, *op. cit.*, ne le cite pas parmi les drossards de Fauquemont, mais il doit avoir succédé à Renaud Thoreel si l'on en croit l'acte du 20 mai 1388 dont il va être question.

(207) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1380-1423. — Anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, t. I, p. 134 (d'après une simple analyse). — Dans J. M. VAN DE VENNE, *op. cit.*, p. 117, l'acte est mentionné avec la date, inexacte, du 12 mai.

(208) F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 139-145. — L'original est à l'ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1380-1423.

(209) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1380-1423.

(210) *Ibid.*

(211) Quant à Philippe le Hardi, qui, depuis 1389, s'est vu octroyer les droits de Jeanne sur cette terre, il n'en acquiert la possession réelle que le 24 octobre 1395 (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1365-1378. — Anal. d'après une copie dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, t. I, p. 273.

(212) Succédant à Arnoul de Crainhem, premier drossard-fonctionnaire (voir J. M. VAN DE VENNE, *Geschiedenis ... van Valkenburg*, p. 119). Son acte de nomination, du 5 janvier 1406 : AGR, CC, 11, fol. 249v° ; contre-lettres de Wittem, même date, *ibid.*, fol. 250.

(213) Voir ses contre-lettres du 14 mai 1409 : AGR, Chartes de Brabant.

(214) AGR, CC, 2442, fol. 181r°.

(215) AGR, CC, 2442, fol. 257. — Sa patente de nomination est du 27 février 1415 (Chartes de Brabant).

(216) AGR, Chartes de Brabant, 27 et 28 février 1415 ; CC, 11, fol. 91v°-92.— Jean de Wittem

tenait le château et la drossarderie en engagère pour 12.000 florins du Rhin (217).

Peu après Saarwerden se retrouve en possession du gage qu'il conservera jusqu'en 1439 (218).

En conclusion, il est permis de dire que la seigneurie de Fauquemont n'a été, pratiquement depuis son acquisition, qu'une possession assez théorique des ducs de Brabant.

Gangelt.

Voir Millen, Gangelt et Waldfeucht.

Kerpen et Lommersum.

Le château de Kerpen fut engagé dès avant le 15 juin 1377, à Gérard Roodstok, seigneur de Bertrange (219). En effet, le 15 juin 1377, son gendre, Jean de Reifferscheid, s'engagea envers Wenceslas et Jeanne à leur rendre ce château pour le prix auquel il avait été donné en engagère à son beau-père, et cela dans le cas où lui-même, Jean, deviendrait seigneur engagiste de Kerpen, soit comme héritier de Gérard, soit autrement (220).

Le 10 mai 1382, il apparaît que Renaud, seigneur de Schoonvorst et de Zichem (221) a racheté les droits d'Ide de Bertrange, fille de Gérard Roodstok. Les ducs reconnaissent lui devoir de ce chef 1.500 vieux écus, et augmentent l'engagère d'une somme de 2.000 vieux écus qu'ils ont reçue en prêt de Renaud (222).

Le 28 mai 1386, le même Renaud voit sa créance monter à 5.000 vieux écus, et reçoit, à cette occasion, la jouissance viagère des terre et château de Kerpen (223).

Le 15 février 1387, Philippe le Hardi reçoit le droit de racheter Kerpen, pour

a notamment prêté 2.000 florins du Rhin à Antoine lors du retrait de la terre de Fauquemont des mains du comte de Saarwerden. En plus de cela, des sommes importantes restent assignées sur la recette de Fauquemont en faveur du comte de Saarwerden, d'abord 12.000 florins réduits à 6.000 florins à la suite d'un remboursement partiel, le 15 mars 1415, style de Cologne (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1380-1423, deux originaux à la même date, le premier concernant le remboursement de 6.000 de ces 12.000 florins, le deuxième les conditions de payement du reste ; à signaler aussi, au Koninklijk Huisarchief, Inv. n° 2, n° 190, un acte du 23 décembre 1416 relatif aux garanties données au comte). Par la suite, Jean IV reconnaît, le 10 janvier 1417, devoir encore 2.500 florins du Rhin à Fréderic de Moers, somme qui, si elle n'est pas payée dans les six mois, viendra alourdir la créance de 6.000 florins (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1380-1423). — Jean de Wittem était encore en fonctions à la mort de Philippe de Saint-Pol (J. M. VAN DE VENNE. *Geschiedenis ... van Valkenburg*, p. 120).

(217) Voir les deux actes du 15 mars 1415, style de Cologne, signalés à la note précédente.

(218) J. M. VAN DE VENNE, *op. cit.*, p. 120.

(219) Sur ce personnage, qui fit partie du Conseil, voir Annexe II.

(220) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, n° 1227.

(221) Voir Annexe II, n° 233.

(222) F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 100-105. — Ide de Bertrange était la femme de Jean de Reifferscheid (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. VIII, p. 371).

(223) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. II, p. 82.

6.000 vieux écus cette fois (224). Ce n'est pourtant que près de dix ans plus tard, à la fin de l'année 1396, que le duc de Bourgogne opère ce retrait (225). Lui-même ne gardera pas longtemps le domaine utile de cette terre, car il en cède aussitôt la jouissance, jointe à celle de Lommersum, à Jean de Looz, seigneur de Heinsberg, à titre de rétribution pour ses fonctions de gardien du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse (226).

Le 8 mars 1408, Antoine de Bourgogne confie à Adolphe, fils du duc de Berg et comte de Ravensberg, la garde du Limbourg et de l'Outre-Meuse. Kerpen et Lommersum sont attribués au nouveau «gardien» au même titre qu'ils l'avaient été à Jean de Heinsberg (227). C'est à ce moment-là qu'il apparaît nettement que ces châteaux sont, entre les mains de celui qui sera bientôt duc de Berg — il succède comme tel à son père le 25 juin 1408 —, de véritables gages pour des créances sur le duc de Brabant. En effet, le 2 juillet 1412, Antoine autorise Adolphe de Berg à céder, à son tour, Kerpen et Lommersum en engagère à Werner de Pallant, pour autant que le montant de cette engagère ne dépasse pas 6.000 francs de France, somme pour laquelle lui-même, duc de Brabant, a engagé ces terres à Adolphe, et prix auquel il peut les racheter (228).

Les deux terres ne sont jamais revenues sous l'administration directe des ducs de Brabant.

Limbourg.

Le duché de Limbourg a dû une première fois être engagé à une date indéterminée qui doit se placer entre le 3 janvier 1356 et le 1er octobre 1357. Il ressort en effet de l'article 4 de la Joyeuse Entrée que le Limbourg n'était pas aliéné en ce début de l'année 1356 (229). Or, le 1er octobre 1357, Jeanne et Wenceslas reconnaissent avoir reçu une aide des nobles et des villes de Limbourg et de Herve, pour dégager le pays, sans que ni le motif ni le bénéficiaire de l'engagère ne soient connus (230). Sans doute faut-il mettre le fait en relation avec les frais qu'occasionne aux ducs la guerre contre Louis de Male. Signalons que la seigneurie de Rolduc fut aussi engagée vers la même époque, et probablement aussi temporairement (231).

Le duché échappa une deuxième fois aux mains de ses ducs un peu plus de trois ans avant la mort de Wenceslas. Le 21 février 1380 s'instaure dans ce territoire le régime de l'officier-engagiste : ce jour-là, Jeanne et Wenceslas, qui

(224) P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi*..., t. I, pp. 214-217.

(225) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession*..., pp. 320-325.

(226) Sur cet office, voir *infra* et notes 309 et 310).

(227) AGR, Chartes de Brabant.

(228) AGR, CC, 10, fol. 64bis et 65 ; CC, 14, fol. 146v° et 175v°. — Le duc de Berg n'avait pas encore cédé Kerpen et Lommersum en 1420, car le 24 mai de cette année, Jean IV renouvelle l'autorisation donnée à Werner de Pallant de racheter l'engagère de ces deux châteaux. A ce moment, le duc de Berg se refusait à céder son engagère (CC, 10, fol. 141).

(229) R. VAN BRAGT, *op. cit.*, p. 97.

(230) J. THISQUEN, *Histoire de la ville de Limbourg*, t. I, p. 30. — L'original de l'acte est aux AE Liège, Chartes du Limbourg.

(231) Voir *infra*.

ont reçu du seigneur de Gronsveld, Jean (232), une somme de 4.000 vieux écus pour le rachat de Millen, Gangelt et Waldfeucht (233), nomment leur débiteur châtelain de ces trois forteresses, ainsi que de Limbourg et de Rolduc, en lui promettant, suivant un procédé que nous commençons à bien connaître, de ne pas le relever de ces fonctions avant de lui avoir remboursé sa créance (234).

Après la mort du duc, les dettes de Jeanne à l'égard de Jean de Gronsveld ne font que croître. Dès lors, le 13 décembre 1384, elle lui engage, cette fois sans restrictions, les terres de Limbourg et de Rolduc, ainsi que tous les villages et bancs échevinaux qui en dépendent (235). Quelques mois plus tard, le montant de l'engagère est encore augmenté (236).

De 1387 à 1406, les deux pays passent, d'abord théoriquement, puis effectivement entre les mains de Philippe le Hardi, puis de son deuxième fils (237), de sorte qu'ils font retour au Brabant quand ce dernier succède à la défunte duchesse Jeanne. Ils ont alors à leur tête des officiers «fonctionnaires». Sont successivement drossards de Limbourg :

Thierry de Berg, de 1391 au 19 novembre 1400,
Jean de Villiers, du 19 novembre 1400 au 19 avril 1405,
Renier de Berg, du 20 avril 1405 au 27 octobre 1408, et
Jean de Schoonvorst, du 27 octobre 1408 au 31 mai 1417 (238).

Le 1er juin 1417, le duché de Limbourg est à nouveau aliéné : en raison d'une dette de 3.600 florins du Rhin, Jean IV nomme Robert de Virnembourg châtelain et drossard du pays, en s'obligeant à le maintenir en charge jusqu'au remboursement de cette somme (239).

Le 7 février 1419, l'engagère fut cédée à Jean de Schoonvorst, mais cette fois en garantie du remboursement d'une créance de 8.666 couronnes, 26 gros et 4 deniers (240).

(232) Voir Annexe II.

(233) Voir *infra*.

(234) AGR, Chartes de Brabant, n° 5633.

(235) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., p. 180. — L'original de l'acte du 13 décembre 1384 a fait retour aux AGR (Chartes de Brabant revenues de Vienne, ancienne cote : boîte III, n° 108).

(236) *Ibid.*, p. 180. — Acte du 18 septembre 1385 publié dans F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 119-121.

(237) Rappelons qu'Antoine fut autorisé à porter le titre de duc de Limbourg dès le 2 septembre 1404 (voir *supra*, et n. 191).

(238) Seuls sont conservés les comptes de Renier de Berg du 20 avril 1405 au 27 octobre 1408 (AGR, CC, 13070). Pour compléter la liste, il est nécessaire de recourir aux comptes de la recette générale de Limbourg (AGR, CC, 2436 à 2442) ; pour les changements d'officiers, voir plus spécialement CC, 2438, fol. 13r° et 24v° ; CC, 2439, fol. 48 ; CC, 2440, fol. 337. La liste des châtelains-drossards de Limbourg fournie par M. YANS, *Histoire économique* ..., pp. 233-235 est inutilisable ; l'auteur a confondu trois fonctions distinctes : a) le châtelain-drossard du duché de Limbourg, dont il est seul question ici ; b) le drossard général de Limbourg et des autres pays d'Outre-Meuse ; c) le gouverneur du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse. Sur ces deux derniers officiers, voir *infra*.

(239) AGR, Chartes de Brabant, 1er juin 1417. C'est par un acte du 1er février 1417 que Jean IV avait reconnu devoir à Robert de Virnembourg ces 3.600 florins (*ibid.*, 1er février 1417).

(240) *Ibid.*, 7 février 1419. En réalité Jean IV devait à Schoonvorst un total de 13.000 couronnes, mais Limbourg ne fut engagé que pour une partie de cette somme.

Le 26 avril 1419, Robert de Virnembourg reprit le gage entre ses mains, cette fois pour une somme totale de 12.000 couronnes de France, augmentée de 3.066 couronnes, 26 gros et 4 derniers (241). La commission de drossard-engagiste du comte de Virnembourg fut renouvelée le 27 août 1427 et l'acte précise bien que le bénéficiaire tient son office en engagère (242).

C'est tout le domaine utile qui échappe de nouveau complètement au duc de Brabant pendant toute cette période : Robert de Virnembourg pouvait en effet percevoir à son profit tous les revenus du duché de Limbourg et c'est à lui seul que le receveur du domaine devait rendre ses comptes (243).

En 1429, Philippe de Saint-Pol reprit pied dans ce territoire, mais ce ne fut pas d'une manière tout à fait régulière. Il profita en effet d'un conflit entre Robert de Virnembourg et la principauté de Liège pour écarter l'engagiste, et le remplacer par Henri, seigneur de Gronsveld (244). Le 3 août 1429, ce dernier fut nommé châtelain, drossard, lieutenant des fiefs et receveur du duché de Limbourg (245). C'était bien quant à lui un officier-fonctionnaire, tenu de résider au château de Limbourg, obligé de prêter serment entre les mains des conseillers ducaux, et chargé notamment de veiller à ce que le Limbourg ne fût plus séparé du Brabant.

Mais la créance de Virnembourg n'avait pas été remboursée, ce qui ne faisait pas son affaire. Par deux fois au moins, les 9 février et 24 mars 1430, il se plaignit de ne pas être rentré en possession des sommes pour lesquelles il avait reçu l'office en engagère ; en conséquence de quoi il renonça à l'hommage qu'il avait prêté de ce chef au duc, et menaça ce dernier de poursuivre ses droits par tous les moyens (246). Il allait appartenir à Philippe le Bon de terminer cette affaire en rachetant définitivement le Limbourg (247).

(241) *Ibid.*, 26 avril 1419.

(242) AGR, CC, 5, fol. 152.

(243) L'acte du 26 avril 1419 précisait que Virnembourg n'aurait pas à rendre compte de sa gestion. Les comptes du domaine de Limbourg pour la période de 1419 à 1429 sont de ce fait perdus car ils ne furent pas remis à la Chambre des Comptes mais bien à l'engagiste (voir J. THISQUEN, *Histoire de la ville de Limbourg*, t. I, p. 3, et M. YANS, *Histoire économique ...*, p. 7).

(244) Exposé succinct de F. QUICKE, dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, pp. 131-132. — Etude plus poussée dans le travail inédit de J. SCARCEZ, *Philippe de Saint-Pol*, pp. 357-363.

(245) Commission dans AGR, CC, 2443, fol. 1-2r° ; autre copie, CC, 23, fol. 180v° (sans indication de jour) ; lettres réversales d'Henri de Gronsveld, du 8 août 1429 : Chartes de Brabant. — Sur Henri III, seigneur de Gronsveld et de Rimbourg, un moment seigneur de Herstal, voir Annexe II.

(246) AGR, Chartes de Brabant, 9 février 1430 et 24 mars 1430.

(247) M. YANS, *Histoire économique ...*, p. 7. — Le 1er avril 1431, Philippe le Bon reconnaît que le pays de Limbourg lui a accordé une aide de 14.000 florins pour racheter le pays au comte de Virnembourg et l'unir à nouveau au Brabant (J. THISQUEN, *Histoire de la ville de Limbourg*, t. I, pp. 32-33. — L'auteur, trompé par la complexité de la situation, croit que l'acte de 1431 n'est qu'une confirmation du rachat de l'engagère, car, explique-t-il, le duc de Bourgogne — sic — avait sûrement déjà racheté le pays le 3 août 1429 puisqu'il nomme ce jour-là un autre drossard !). — Le 22 juin 1431, Philippe le Bon déclare que, tant en son nom qu'en celui des villes et habitants de Brabant, il approuve la paix faite avec ce pays par son cousin, Robert, jeune comte de Virnembourg, qui, du temps de Philippe de Saint-Pol, s'en était déclaré l'ennemi (AGR, CC, 13, fol. 188v°).

Lommersum: voir Kerpen et Lommersum.

Millen, Gangelt et Waldfeucht.

Acquis en 1378 dans les conditions rappelées ci-dessus (248), ces trois châteaux mirent une trentaine d'années pour tomber en la possession effective des ducs de Brabant, et il n'y restèrent que quelques années.

Quand, le 26 mars 1378, Frédéric, comte de Moers, vendit à Wenceslas ses droits d'engagiste de Millen, Gangelt et Waldfeucht (249), ces terres étaient dans les mains d'un sous-engagiste, Adam de Berg, à qui Wenceslas dut rembourser sa créance (250). Mais le duc ne put le faire qu'en empruntant la somme requise, 4.000 moutons, à Jean de Gronsveld. Celui-ci, en récompense du service rendu, fut nommé, le 21 février 1380, châtelain de Limbourg, Rolduc, Millen, Gangelt et Waldfeucht, avec, comme d'habitude, la promesse d'être maintenu en charge jusqu'au remboursement de la somme prêtée (251).

Le 17 août 1389, Philippe le Hardi se substitue à sa tante. Il ne rachètera les trois châteaux qu'au début de l'année 1396 (252).

Comme la plupart des terres d'Outre-Meuse, Millen, Gangelt et Waldfeucht sont de nouveau unies au Brabant à l'avènement d'Antoine.

Pendant quelques années, ces trois terres vont former une petite entité administrative soumise à l'autorité d'un sénéchal ou drossard, Nicolas Hoen, déjà en fonction alors qu'Antoine n'était que duc de Limbourg, et qui cumule cette fonction avec celle de châtelain de Millen (253). Il a sous ses ordres deux châtelains, l'un à Gangelt (254), l'autre à Waldfeucht (255).

Mais au début de février 1412, la situation s'est une nouvelle fois détériorée. Nicolas Hoen est remplacé par Arnoul de Crainhem, seigneur de Grob-

(248) Voir *supra*, p. 70.

(249) AGR, Chartes de Brabant, n° 5243. — Le 31 mars 1378, Fréderic de Moers donna l'ordre à ses sujets d'obéir à Wenceslas et à Jeanne (édit. : F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 87-88). Voir aussi A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, pp. 202-203, actes des 22 et 23 mai 1378).

(250) Ainsi qu'il apparaît par l'acte du 21 février 1380 (voir note 251). Le 26 mai 1378, Adam de Berg avait promis à Wenceslas de bien garder en son nom les trois forteresses (analyse étendue reprise à l'Index de VAN HEURCK dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 632-633). A la lecture de l'acte, on pourrait croire qu'il s'agit d'un châtelain-fonctionnaire, ce qui n'est pas le cas. Ce n'est que plus tard, sa créance remboursée, qu'Adam de Berg sera châtelain-fonctionnaire du seul château de Millen, pour le compte de Philippe le Hardi, de 1396 au 28 novembre 1400 (voir AGR, CC, 2436, fol. 216r°, 2437, fol. 70r°, 158v°, 254v° et 358r° et 2438, fol. 89r°).

(251) AGR, Chartes de Brabant, n° 5633.

(252) Quittance de Scheiffart de Merode et de sa sœur, Marguerite de Merode, dame de Cranendonk et de Septfontaines, en date du 1[er] mars 1396 (AGR, Chartes de Brabant).

(253) AGR, CC, 2440, fol. 139v°-140r°, 285r°, 477r°, 2441, fol. 144, 290v° et 405v°-406r°.

(254) Winand de le Sleiden, châtelain de Gangelt aux gages de 40 francs par an du 25 août 1396 (AGR, CC, 2437, fol. 70v°) au 3 mai 1407 (CC, 2440, fol. 285v°), puis Gossuin de Heere, châtelain et écoutète de Gangelt aux mêmes gages à partir du 11 mai 1407 (CC, 2440, fol. 285v°-286r°).

(255) Jean de Kenswilre, châtelain de Waldfeucht aux gages de 25 francs par an du 19 janvier 1401 (AGR, CC, 2438, fol. 90r°) à sa mort, le 13 octobre 1409 (CC, 2441, fol. 145v°), puis Richard de Cievel, aux mêmes gages, à partir du 26 octobre 1409 (CC, 2441, fol. 145v°).

bendonk (256), qui apparaît immédiatement comme officier engagiste de ces terres (257), et qui, dès le 30 septembre de l'année suivante, s'en voit mettre en main tous les revenus, ce qui le dispense désormais de rendre compte de sa gestion et en fait pratiquement un seigneur engagiste (258).

En mai 1420, Jean IV transfère cette engagère à titre viager à Jean de Looz, seigneur de Heinsberg et à son fils aîné Jean (259), c'est-à-dire aux descendants des anciens nus-propriétaires de ces châteaux (260) !

Quelques mois plus tard, le duc va plus loin : par un acte du 13 novembre 1420, il fait don aux Heinsberg de ces trois terres à charge pour eux de les tenir en fief des ducs de Brabant (261). Ce dernier acte sera rendu caduc par la victoire des Etats sur Jean IV en 1421, mais les dispositions prises en mai 1420 restèrent quant à elles en vigueur, de sorte que les Heinsberg conservèrent la jouissance effective de Millen, Gangelt et Waldfeucht (262).

(256) Le 3 février 1412, Antoine annonce à Jean de Looz, seigneur de Heinsberg, gardien des Pays d'Outre-Meuse, la nomination d'Arnoul de Crainhem comme sénéchal de Millen, Gangelt et Waldfeucht (P. L. GACHARD, *Les archives royales de Dusseldorf*..., p. 280). — La nomination elle-même serait du 2 février 1412 (CC, 2441, fol. 406*r*°).

(257) Le 3 février 1412, Antoine, en raison du fait qu'Arnoul de Crainhem l'a quitté d'une somme qu'il lui devait ainsi que d'une rente annuelle de 100 moutons, lui attribue, en récompense et comme gages pour la garde des châteaux de Millen, Gangelt et Waldfeucht, une rente annuelle de 500 couronnes sur les recettes de ces trois terres, et promet de lui laisser, sa vie durant, la garde de celles-ci (copie dans un vidimus du 30 mars 1417 : AGR, Arch. ecclés. du Brabant, *10275*).

(258) Par acte d'Antoine du 30 septembre 1413 (AGR, CC, 2442, fol. 186).

(259) F. FAVRESSE, *L'avènement*..., p. 195. — F. Favresse croit interpréter l'événement comme une provocation du duc en réponse à une critique des Etats qui lui reprochaient l'aliénation de certains de ses pays. En fait, comme il vient d'être dit, Millen, Gangelt et Waldfeucht n'étaient déjà plus au pouvoir direct des ducs. Il n'y a pas création d'une engagère, mais transfert de celle-ci à un autre engagiste. Le conflit de Jean IV avec les Etats est peut-être néanmoins à l'origine de ce transfert, Arnoul de Crainhem tenant le parti des nobles et des villes contre le duc qui soutient au contraire le seigneur de Heinsberg (voir Annexe II, aux deux noms). Il faut cependant aussi tenir compte qu'en septembre 1418, Jean IV avait manifesté le désir de transmettre l'engagère à Jean de Heinsberg, mais, pour une raison indéterminée, les actes, pourtant scellés (AGR, Chartes de Brabant, 13 et 14 septembre 1418), n'ont pas été suivis d'effet. Il est à remarquer qu'ils ne portent aucune mention de chancellerie, ni mention de commandement, ni signature de secrétaire. Arnoul de Crainhem est resté en place, malgré une tentative du seigneur de Heinsberg de s'assurer les revenus de ces terres, ainsi qu'il ressort d'un acte de Jean IV du 29 octobre 1418 (CC, 11, fol. 331*v*°-332*r*°), où le duc mande aux autorités, nobles et habitants des trois terres de continuer le payement de cens et rentes entre les mains d'Arnoul, nonobstant les ordres contraires donnés par Heinsberg. Il apparaît aussi par un acte du 31 mai 1420 (CC, 10, fol. 434*v*°-435*r*°) qu'Arnoul de Crainhem refusait encore à cette date de se dessaisir du château de Millen. Le seigneur de Heinsberg, à la fin de l'année 1420, n'avait pas encore été mis en possession de son engagère, ainsi qu'en témoigne un accord réalisé avec le duc de Brabant le 29 décembre (AGR, Chartes de Brabant).

(260) Voir *supra*, p. 70.

(261) AGR, CC, 14, fol. 25.

(262) Pour avoir pris le parti du duc contre les Etats en 1420-1421 (sur ces événements, voir F. FAVRESSE, *L'avènement*..., pp. 195-222), les Heinsberg connurent de sérieuses difficultés. Ils restèrent quelque temps prisonniers à Bruxelles (*Brab. Yeesten*, t. III, pp. 505-507, A. HENNE et A. WAUTERS, *Histoire de Bruxelles*, t. I, pp. 216-217). Mais le 20 juin 1422, une sentence arbitrale rendue sur les points les opposant aux Etats décida de garder toute leur valeur aux lettres que les Heinsberg avaient reçues de Jean IV avant le mois d'octobre 1420, donc notamment à celles du mois de mai de cette année, ne cancellant que les lettres obtenues du duc pendant la régence de Philippe de Saint-Pol (octobre 1420-mai 1421). Cette sentence est mentionnée par les *Brab. Yeesten*, t. III, pp.

Rolduc.

La seigneurie de Rolduc fut, comme le duché de Limbourg (263), engagée une première fois au début du règne de Wenceslas. Le 9 février 1357, elle fut donnée en gage à Godard van der Heyden, en raison d'une dette de 2.000 vieux écus (264). Il est possible que, comme le Limbourg, elle fût assez rapidement dégagée, sans que les traces de ce rachat aient été retrouvées.

Du 21 février 1380 au 6 décembre 1406, Rolduc échappe au contrôle direct des ducs de Brabant dans les mêmes conditions que le Limbourg (265).

Le 30 juillet 1412, nouvelle étape dans l'histoire de la seigneurie : comme d'autres terres en cette même année, elle se voit pourvue d'un officier engagiste, Gérard van Hoemen, burgrave d'Oedenkirchen, qu'Antoine nomme châtelain, avec promesse de ne pas le démettre avant de lui avoir remboursé une créance se montant à 5.000 vieux écus, 200 couronnes de France et 1.000 francs d'or (266). Un fait confirme ce caractère d'engagiste qui peut être attribué au nouveau châtelain : il est nommé en même temps lieutenant des fiefs du pays de Rolduc, fonctions jusque-là distinctes (267). Il est encore en fonctions en 1418 (268), encore qu'il semble y avoir eu une tentative de racheter l'engagère. En effet, le 4 septembre 1413, le duc désigne trois commissaires pour procéder, dans le duché

527-528 et par DE DYNTER, t. I, I^re^ partie, p. 88 et t. III, p. 427. Elle existe en original aux AGR, Chartes de Brabant. — Sur le destin ultérieur de Millen, Gangelt et Waldfeucht, voir DE CRASSIER, *Dictionnaire* ..., PUBLICATIONS...LIMBOURG, t. LXIX, p. 380.

(263) Voir *supra*, p. 81. — L'histoire des engagères successives de Rolduc a été fort bien relatée par B. VON SCHWARTZENBERG, *Over de verpanding van het land van Rode* ..., à l'exposé duquel nous n'apportons que quelques nuances d'interprétation.

(264) Original : AGR, Chartes de Brabant revenues de Vienne, cote ancienne : boîte III, n° 65. — L'acte est daté de Maastricht, le 9 février 1357, sans précision de style. Mais il faut admettre que c'est l'usage liégeois ou impérial qui a prévalu, car Jeanne et Wenceslas sont à Maastricht de la fin janvier au début février 1357 ; ils y ont rejoint l'Empereur (voir *Brab. Yeesten*, t. II, p. 37) tandis qu'à la même époque de l'année 1358, ils sont en Brabant. Un autre acte intéressant Godard van der Heyden a été également donné à Maastricht la veille, selon le même style. Ce personnage avait cédé au duc son château d'Olne (au comté de Dalhem : actuellement prov. Liège). Wenceslas, après y avoir ajouté les biens qu'il possédait auparavant au même village, avait inféodé le tout à Godard (voir S. P. ERNST, *Histoire du Limbourg*, t. V, pp. 109-110, qui date correctement l'acte dont une copie plus ou moins contemporaine existe aux AGR, Chartes diverses, 8 février 1357).

(265) Voir *supra*, pp. 81-82.

(266) AGR, Chartes de Brabant, 30 juillet 1412. Ces sommes représentaient le solde d'une dette de Jeanne envers feu Arnoul van Hoemen, père de Gérard. Elles sont, ce même 30 juillet, converties en une rente de 500 vieux écus et 20 couronnes assignée sur les revenus de Rolduc, dont le capital devra être versé à Gérard avant qu'il ne puisse être démis de ses fonctions de châtelain (AGR, CC, 2441, fol. 470v°-471 et 475r°). Sauf cette clause de démission conditionnelle, Gérard van Hoemen pourrait passer pour un officier ordinaire. Il perçoit des gages se montant à 200 francs par an (*ibid.*, fol. 468v°-469r°), comme ses prédécesseurs. Lui-même avait déjà été une première fois châtelain de Rolduc du 21 janvier 1410 au 21 janvier 1411 (*ibid.*, fol. 73r° et 235), Gérard du Jardin (al. van de Bongart) lui avait succédé du 21 janvier 1411 au 21 juillet 1412 (*ibid.*, fol. 235v°, 356r° et 468v°). Gérard de Hoemen avait repris cet office le 21 juillet 1412 (*ibid.*, fol. 468v°-469r°), soit quelques jours avant de se le voir confier en engagère.

(267) Elles étaient exercées par Chrétien de Rimbourg (AGR, CC, 11, fol. 321 ; CC, 14, fol. 120).

(268) Voir *infra*.

de Limbourg et les pays d'Outre-Meuse, à la levée d'une aide dans le dessein d'opérer le rachat de Fauquemont et de Rolduc (269), mais cette décision ne dut pas atteindre le but visé puisque le 19 juillet 1418, Gérard van Hoemen tenait toujours son office de drossard en gage. Ce jour-là, c'est la seigneurie de Rolduc tout entière que Jean IV engage à Frambach van Birgel, maréchal héréditaire de Juliers, qui reçoit la faculté de racheter la charge de drossard à Gérard, l'acte montrant ainsi que ce dernier n'avait pas quitté son emploi (270).

Le 24 mai 1420, c'est Werner de Pallandt, seigneur de Breitenbenden, que Jean IV désigne comme drossard (engagiste) de Rolduc, en lui permettant de racheter et les droits de Frambach van Birgel sur cette charge, et ceux de Gérard van Hoemen (271).

Le nouvel engagiste ne put néanmoins obtenir la jouissance de la seigneurie, Frambach van Birgel et Gérard van Hoemen s'étant opposés aux dispositions prises en mai 1420 (272) ; de sorte qu'il céda ses droits, le 23 juin 1425, au seigneur de Heinsberg (273). Celui-ci obtint l'accord de Jean IV le 6 novembre suivant (274), et put, quant à lui, se mettre en possession de la terre de Rolduc. Cette engagère se perpétua pendant près de deux siècles : des Heinsberg, elle passa, par voie successorale, aux ducs de Juliers. Rolduc ne fit retour au Brabant qu'en 1609, pour être d'ailleurs, un demi-siècle plus tard, en 1661, partagée entre les Pays-Bas et les Provinces-Unies (275).

Sprimont:

Lorsque, le 15 février 1387, la duchesse Jeanne autorise son neveu de Bourgogne à racheter diverses terres d'Outre-Meuse, dont Sprimont, il apparaît que cette dernière avait été engagée autrefois temporairement à Edmond d'Engelsdorf et à Godefroid van den Bongard (276), sans que la date de cette engagère soit connue (277).

Sprimont passe alors sous le contrôle de Philippe le Hardi, puis de son fils Antoine, et ne revient au pouvoir des ducs de Brabant qu'à l'avènement de ce dernier comme tel.

(269) AGR, CC, 12, fol. 88. Les commissaires désignés sont Jean de Schoonvorst, trésorier général du duc, Nicolas Hoen, seigneur de Broek, conseiller, et Gérard van den Bongard, écuyer.

(270) AGR, Chartes de Brabant, 19 juillet 1418.

(271) *Ibid.*, quatre actes du 24 mai 1420. Le lendemain, Jean IV annonce à Frambach van Birgel que la somme pour laquelle il tenait Rolduc en engagère lui sera remboursée le 1er septembre prochain, à Aix-la-Chapelle (AGR, CC, 10, fol. 441v°, CC, 14, fol. 125v°, Mss Divers, 5 D, fol. 48).

(272) Voir des actes des 19 et 28 avril 1423 : AGR, Mss Divers, 5D, fol. 49 ; voir aussi au fol. 49v°, mention d'une réunion tenue à ce sujet le 6 juin 1423.

(273) AGR, Chartes de Brabant, 23 juin 1425.

(274) AGR, CC, 14, fol. 7 et 17r° (voir aussi fol. 9-12, 81-83r°, 130-132r°) ; acte édité par B. VON SCHWARTZENBERG, *Over de verpanding* ..., pp. 265-268. — Contre-lettres du seigneur de Heinsberg du 7 novembre 1425 : *ibid.*, fol. 12v°-13, 83-84r° et 132-133r°.

(275) L. DE CRASSIER, *Dictionnaire* ..., PUBLICATIONS...LIMBOURG, t. LXVIII, p. 226. — D'après B. VON SCHWARTZENBERG, *Over de verpanding* ..., pp. 270-271, Rolduc fut dégagée une première fois en 1473.

(276) Pour l'édition de l'acte du 15 février 1387, voir *supra*, n. 224. — Au sujet d'Edmond d'Engelsdorf, voir H. LAURENT et F. OUICKE, *L'accession* ..., à la Table.

(277) Voir aussi H. LAURENT et F. QUICKE, *op. cit.*, p. 190 et n. 2, et p. 193.

Pendant quelques années,le duc est représenté sur place par un châtelain(278). Mais le 17 septembre 1412, par le procédé déjà souvent rencontré, l'office est engagé à Baudouin de Montjardin (279), qui le conservera jusqu'en 1429 (280), date à laquelle l'engagère passe entre les mains de Godefroid d'Arenberg, fils de feu Erard de La Mark (281).

Ce n'est qu'en 1587 que Philippe II rachètera la terre de Sprimont pour la rattacher alors au duché de Limbourg (282).

Waldfeucht: voir Millen, Gangelt et Waldfeucht.

Wassenberg.

Seule terre «brabançonne» d'Outre-Meuse engagée à l'avènement de Jeanne et Wenceslas, elle fut dégagée en 1368 (283). Pas pour longtemps, car le 11 juillet 1371, elle fut de nouveau engagée, pour le prix de 4.000 moutons, à Jean de Mierlaer (284). Cette somme ne fut remboursée que le 3 mai 1386 à Henri Rolman, seigneur d'Arenthal, héritier de Jean de Mierlaer (285).

Pourtant, dès le 21 octobre 1375, un autre personnage se voit attribuer des droits sur la terre de Wassenberg: en raison d'une dette de 425 doubles moutons de Brabant, Jeanne et Wenceslas engagent Wassenberg viagèrement à Jean, seigneur de Gronsveld (286). Après le 3 mai 1386, celui-ci reste seul engagiste de la seigneurie. Sa mort, survenue en l'été de cette même année (287), fit passer ses droits à son frère Henri.

(278) Jean de Villiers, du milieu de l'année 1406 à sa mort, puis son fils Guillaume, à partir du 18 avril 1411. Ils perçoivent des gages de 100 francs par an (AGR, CC, 2440, fol. 34v°-35r°, 194r°, 363r°, 2441, fol. 41r°, 209, 341r°).

(279) AGR, Chartes de Brabant, 17 septembre 1412. — Le duc Antoine devait 3.800 florins du Rhin à Jean de Schoonvorst. Pour éteindre cette dette, il acheta à Baudouin de Montjardin la seigneurie de Diepenbeek pour Jean de Schoonvorst. Mais le duc, désargenté, ne pouvait payer le prix d'achat, et, ne comblant un trou qu'en en creusant un autre, il ne fit, dans la pratique, que transférer au profit de Baudouin la créance de 3.800 florins ; et c'est en garantie du payement de cette somme qu'il engagea à son nouveau créancier l'office de châtelain de Sprimont (exposé tiré de l'acte du 17 septembre 1412).

(280) Le 27 août 1427, Philippe de Saint-Pol le confirme dans ses fonctions, en reconnaissant qu'il s'agit d'une engagère remontant à l'époque de son père (AGR, CC, 5, fol. 153v°). C'est ce même jour que Philippe avait confirmé à Robert de Virnembourg l'engagère du Limbourg (voir *supra*).

(281) Acte du 24 avril 1429 par lequel Godefroid d'Arenberg reconnaît avoir obtenu l'engagère par lettres ducales du même jour, aux mêmes conditions que Baudouin de Montjardin (AGR, Chartes de Brabant, 24 avril 1429).

(282) G. GOOSSENS, *Etude sur les Etats de Limbourg* ..., p. 16, n. 1.

(283) Voir *supra*, p. 67. Elle était tenue jusqu'alors par le seigneur de Heinsberg.

(284) A. VERKOOREN, *Inventaire* ... *Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 176. Les actes montrent qu'il s'agit bien d'une engagère pure et simple, Jean de Mirlaer devenant seigneur engagiste de Wassenberg.

(285) *Ibid.*, III[e] partie, t. I, anal. n° 6290.

(286) *Ibid.*, I[re] partie, n° 4734 (21 octobre 1375) et n° 4866 (24 mars 1376). — Voir aussi III[e] partie, t. I, anal. n° 6063, 20 janvier 1384. Ce dernier document édité par F. QUICKE, *Documents* ... *Limbourg*, pp. 112-116.

(287) Voir Annexe II.

Du 15 février 1387 au 6 décembre 1406, Wassenberg connaît le sort des pays de Limbourg, Rolduc, Dalhem, Kerpen et Sprimont.

Quand, à la mort de Jeanne, elle est une nouvelle fois réunie à la couronne de Brabant, la seigneurie est, depuis le 10 février 1406 déjà, dirigée, au nom d'Antoine, par un officier-fonctionnaire, Jean de Schoonvorst, exerçant les fonctions de châtelain du lieu (288).

L'épisode sera de courte durée. Quelques années plus tard, la seigneurie va être de nouveau engagée. Cela se fera en trois étapes :

— le 12 février 1411, le duc remplace Jean de Schoonvorst par Jean de Looz, seigneur de Heinsberg, mais à la différence de son prédécesseur, celui-ci ne se voit pas attribuer de gages fixes ; il doit lever à son profit les revenus de la seigneurie (289). Ce n'est pas encore une engagère ; il est toutefois évident que le fait d'abandonner à un officier les produits de son office enlève toute raison d'être à un contrôle financier que le duc pourrait exercer.

— le 18 janvier 1412, Antoine, en raison d'une dette de 9.000 couronnes de France, dont 2.000 pour travaux effectués aux châteaux de Kerpen et de Wassenberg, promet au seigneur de Heinsberg de ne pas lui retirer, avant remboursement de cette somme, ses fonctions de châtelain de Kerpen (avec Lommersum) et de Wassenberg (290). Le 13 avril 1413, une promesse du même genre est faite pour ce dernier château seul en raison d'une nouvelle dette de 8.050 florins du Rhin (291). C'est donc ici, de fait, l'engagère de l'office.

— enfin, le 11 août 1413, le duc engage purement et simplement les châteaux, ville et terre de Wassenberg pour une somme totale de 20.000 florins du Rhin (292). Cette fois, c'est l'engagère de la seigneurie.

(288) AGR, CC, 2440, fol. 48v°-49r°, 206v°, 378r°, 2441, fol. 55r° et 221v°. Il a un lieutenant qui, en 1407-1408, est Thierry de Schoinborne (CC, 2440 fol. 204r°). — Du temps où Philippe le Hardi était seigneur-engagiste de Wassenberg, la terre n'avait pratiquement jamais été en son pouvoir direct. Tenue d'abord en sous-gage par le seigneur de Gronsveld, elle avait, après son rachat par le duc de Bourgogne, été pendant quelques années attribuée, à titre de gages, aux gouverneurs successifs du Limbourg et des terres d'Outre-Meuse, Scheiffart de Merode, puis Jean d'Immerzeel. Démissionnaire comme gouverneur en mai 1397 (il est nommé écoutète d'Anvers), celui-ci garde encore Wassenberg jusqu'au 30 septembre 1397, date à laquelle son successeur, Guyot de Longprez, premier châtelain de Wassenberg qui ne soit pas gouverneur d'Outre-Meuse, put en prendre possession (CC, 2436, fol. 34v°, 52r°, 59r°, 126r°, 133r°, 140r°, 2437, fol. 16r° et 172r°). Guyot de Longprez inaugure une série de châtelains particuliers, qui perçoivent les revenus de Wassenberg à leur profit exclusif, de sorte que le duc de Bourgogne n'a pas le domaine utile de cette seigneurie (CC, 2437, fol. 89r°, 110v°, 201r°, 298r°, 2438, fol. 27r°, 136, 253v°, 2439, fol. 29v°, 2437, fol. 417-418r°, 2439, fol. 252r°. Jean de Schoonvorst, quant à lui, est le premier — et le dernier — châtelain à gages ; il perçoit 200 francs par an.

(289) Original anal. par P. L. GACHARD, *Les Archives royales de Dusseldorf*, p. 280 ; copies aux AGR, CC, 11, fol. 27v° et CC, 2441, fol. 343. — Pour les contre-lettres du seigneur de Heinsberg, du 17 février, ainsi que pour un acte de ses pleiges, également du 17 février 1411, voir CC, 11, fol. 23 et 26.

(290) AGR, Chartes de Brabant, 18 janvier 1412.

(291) *Ibid.*, 13 avril 1413. Cette somme est due notamment du fait de l'aide apportée par le seigneur de Heinsberg à Antoine dans le Luxembourg.

(292) Original anal. incorrectement dans P. L. GACHARD, *Les Archives royales de Dusseldorf*,

Diverses petites engagères.

Il reste à dire un mot d'aliénations moins importantes, car elles ne touchent pas une seigneurie entière, mais seulement l'un ou l'autre village, ou un quelconque revenu domanial.

a) *Tonlieu de Maastricht à Kessel.*

La perception du droit de tonlieu sur la Meuse, de Maastricht en aval jusqu'à Kessel, est donnée en gage à Arnoul, seigneur de Bolland, pour 1.100 vieux petits florins, le 14 novembre 1367 (293).

b) *Eysden et Cadier.*

Il s'agit de deux villages, le premier appartenant au pays de Fauquemont, l'autre au comté de Dalhem (294).

Le 4 octobre 1375, Jeanne et Wenceslas les engagent à Jean, seigneur de Gronsveld, pour une somme de 5.500 florins lourds ; l'engagiste consent à ce que, s'il meurt le premier, ces deux villages retournent aux ducs, tandis que si ceux-ci disparaissent avant lui, ses héritiers pourront alors éventuellement tenir ces terres jusqu'au remboursement de ladite somme (295).

Après la mort du seigneur de Gronsveld (mai 1386), survenue après le décès de Wenceslas, mais du vivant de Jeanne (ce cas précis n'avait pas été prévu en 1375), la duchesse, par un acte du 1er novembre 1386, maintient les héritiers du défunt en possession de l'engagère (296).

Onze ans plus tard, le 2 juillet 1397, alors que le Limbourg et l'Outre-Meuse sont passés au pouvoir du duc de Bourgogne, les conseillers de celui-ci décident que les deux villages doivent faire retour à leur nu-propriétaire, Jeanne de Brabant, du fait de la mort de Wenceslas et de Jean de Gronsveld (297). Toutefois, le 3 janvier 1404, Philippe le Hardi les remet en la possession des veuves de Jean de Gronsveld et de son frère Henri (298).

p. 281 (Gachard parle de *transport* de la seigneurie, alors qu'il ne s'agit que d'une *engagère*). Copies aux AGR, signalées par A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms. — Le 29 décembre 1420, Jean IV donne deux actes en faveur de Jean de Looz. Par le premier, il reconnait devoir à celui-ci 3.200 florins du Rhin, qu'il promet de lui payer dans les deux ans, à défaut de quoi cette somme viendrait s'ajouter aux 20.000 florins du prix de rachat de Wassenberg. Par le deuxième, il autorise le seigneur-engagiste à faire pour 2.000 florins de frais au château du lieu (Anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms, 29 décembre 1420 ; original du 2e acte analysé sommairement dans P. L. GACHARD, *op. cit.*, p. 283).

(293) AGR, Chartes de Brabant, n° 2540. — Kessel, Pays-Bas, prov. Limbourg.

(294) Actuellement tous deux aux Pays-Bas, prov. Limbourg.

(295) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIe partie, t. II, trois copies signalées à la date du 4 octobre 1375, une autre à la date fausse du 4 octobre 1370. A noter qu'à l'ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1365-1378, un vidimus du 12 août 1460 donne lui aussi la date de 1370. Mais on possède aux AGR, Chartes de Brabant revenues de Vienne, les contre-lettres originales du seigneur de Gronsveld, qui sont bien du 4 octobre 1375 (cote ancienne : boîte III, n° 100).

(296) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, t. I, anal. n° 6353. — Ces héritiers sont sa veuve Marguerite de Merode, et son frère Henri, devenu seigneur de Gronsveld.

(297) AGR, Chartes de Brabant revenues de Vienne, en annexe à une copie de 1397 des contre-lettres de Jean de Gronsveld mentionnées plus haut (n. 295). Cote ancienne : boîte III, n° 100.

(298) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, t. II, anal. n° 7795.

c) *Dîme de Geleen.*

La grande dîme de Geleen, au pays de Fauquemont, fut engagée le 31 octobre 1414 par Antoine à Renaud de Hulsberch, pour une somme de 1.500 vieux écus due à celui-ci en raison notamment de pertes subies à Bäsweiler (en 1371 !) par son oncle, Arnoul de Hulsberch (299).

Conclusions.

Ces derniers exemples peuvent être considérés comme négligeables. Pourquoi ? Parce que, comme ceux qui se rapportent au Brabant proprement dit, ils ne concernent que de petites parties du domaine : un village, un tonlieu, une dîme, ou, comme c'est souvent le cas à l'ouest de la Meuse, une sergenterie ou une garenne. Rien de commun avec les engagères de seigneuries entières, ou, du moins, d'offices assurant le contrôle immédiat de celles-ci : c'est tout le «duché» de Limbourg, toute la seigneurie de Rolduc ou de Fauquemont qui, pendant de longues années, échappent à l'administration directe des ducs de Brabant. Et, les trop longs développements qui précèdent l'auront montré, une grande confusion règne dans cette question. A tel point qu'il nous a paru utile de tenter de résumer, sous forme de tableau, les principales données exposées jusqu'ici, en nous plaçant du point de vue de savoir si oui ou non le duc administre sans réserve chacun de ces territoires d'Outre-Meuse.

Le tableau est éloquent (300). Il permet de dire que pendant les deux tiers de la période couverte par la présente étude, l'ensemble des pays d'Outre-Meuse a été engagé, d'une manière ou d'une autre. Il permet aussi de distinguer quatre grandes époques de mises en gage :

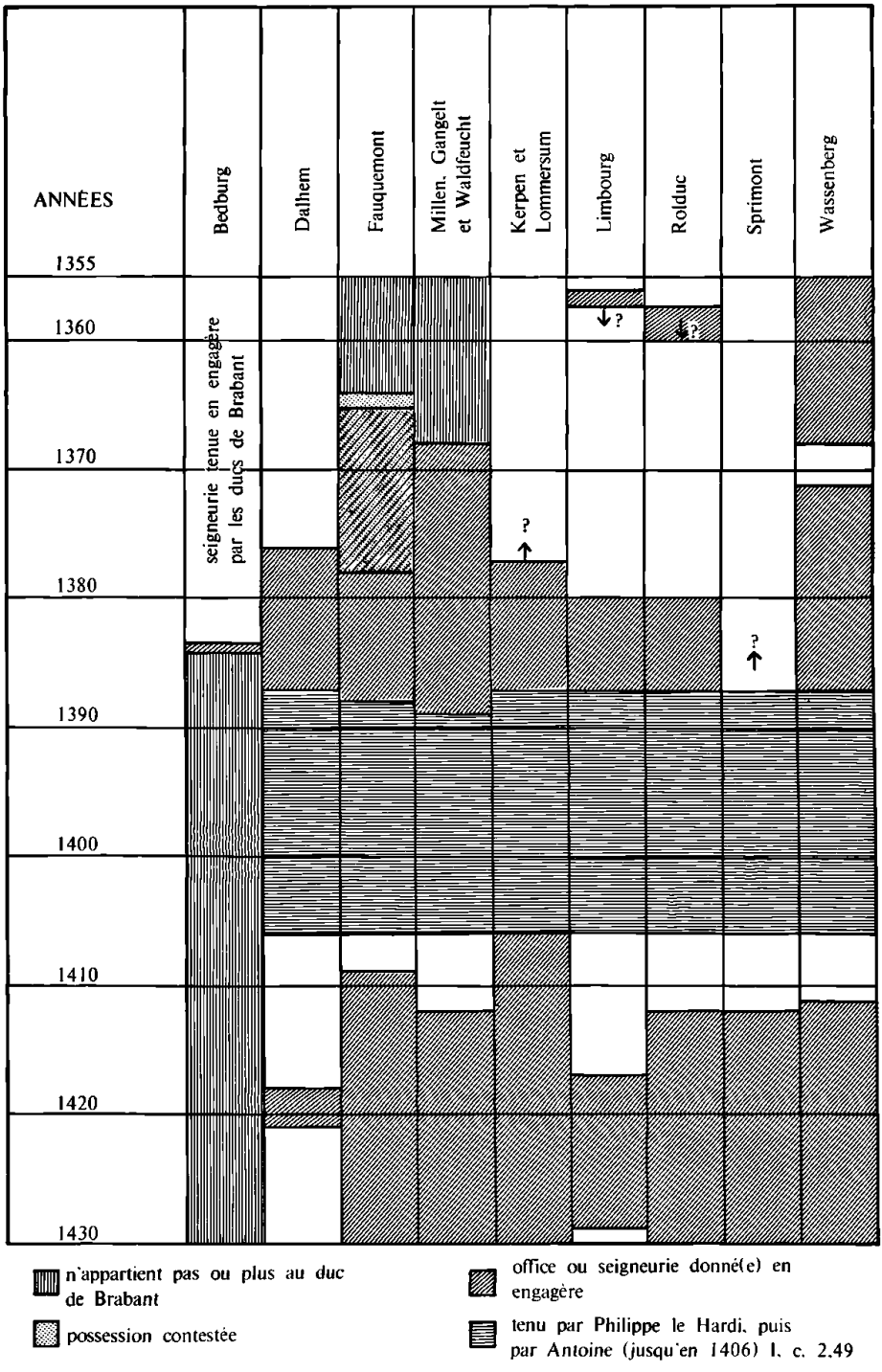
— Une première en 1356-1357. Les frais de la guerre de succession de Brabant ont donné lieu à deux engagères, mais qui semblent n'avoir été que de courte durée. Ayant récupéré ces seigneuries, le duc, pendant les années qui suivent, acquiert de nouveaux territoires.

— En deuxième lieu, la fin du règne de Wenceslas, marquée par les lourdes conséquences financières de la défaite de Baesweiler, entraîne la mise en gage de toutes les possessions d'Outre Meuse, qui, au bout d'un certain nombre de péripéties, finissent par passer aux mains de Philippe le Hardi. Grâce au fait que le fils de celui-ci a, à la fois hérité des droits de son père en Outre-Meuse, et pu devenir duc de Brabant, l'ensemble de ces seigneuries est alors revenu sous le contrôle direct du prince (fin 1406-± 1412).

— Aux environs de 1412 s'inaugure une nouvelle période d'engagères : Antoine se couvre de dettes à la suite de ses tentatives pour s'imposer dans le Luxembourg.

(299) Copies : a) Chartes de Brabant, 31 octobre 1414 ; b) CC, 11, fol. 310v° ; c) CC, 2442, fol. 184. — Geleen : Pays-Bas, prov. Limbourg.

(300) Il rendrait inutile les quelques quinze pages qui précèdent, si celles-ci n'étaient indispensables à son établissement.


ANNÉES
1355
1360
1370
1380
1390
1400
1410
1420
1430
Bedburg
Dalhem
Fauquemont
Millen, Gangelt et Waldfeucht
Kerpen et Lommersum
Limbourg
Rolduc
Sprimont
Wassenberg
seigneurie tenue en engagère par les ducs de Brabant
?
?
?
?
?
n'appartient pas ou plus au duc de Brabant
possession contestée
office ou seigneurie donné(e) en engagère
tenu par Philippe le Hardi, puis par Antoine (jusqu'en 1406) I, c. 2,49

— Enfin le lourd passif hérité par Jean IV et les difficultés du début de son règne, sa lutte contre Jean de Bavière notamment, sont à l'origine d'une nouvelle vague d'aliénations.

De même que le duc de Brabant n'a été que très théoriquement seigneur d'Anvers de 1357 à 1406, de même qu'il n'a plus vraiment dominé Grave à partir de la fin du XIV^e siècle, ainsi n'a-t-il souvent été qu'en titre duc de Limbourg et seigneur des Pays d'Outre-Meuse.

Aux XIV^e et XV^e siècles, c'était là un phénomène d'une certaine gravité. Plus encore qu'Anvers et que Grave, les seigneuries d'Outre-Meuse couraient le risque d'être définitivement perdues pour le duc de Brabant. Car elles présentaient toutes la caractéristique d'être excentriques, coupées du cœur du pays par des terres étrangères et même séparées les unes des autres.

Les Etats avaient bien compris ce danger, qui mirent souvent au premier plan de leurs préoccupations le rachat des engagères (301).

Quel contraste avec les siècles postérieurs, avec les XVII^e et XVIII^e siècles, où l'aliénation du domaine, en Brabant et en Outre-Meuse, tant par voie d'engagère que par vente pure et simple, sera pratique courante et reconnue, approuvée et contrôlée par les Etats de Brabant, et considérée, non plus comme un palliatif dangereux, mais comme une façon normale de remplir les caisses du prince (302). C'est que le point de vue était devenu tout différent. La notion d'Etat, si l'on peut ainsi dire, s'est alors imposée, le départ s'est fait entre le prince incarnation de la souveraineté, d'une part, et personne privée de l'autre. Au XVII^e ou au XVIII^e siècle, quand le Roi ou l'Empereur, duc de Brabant, vend, comme grand propriétaire foncier, une partie de son domaine à un particulier (303), sa souveraineté n'est en rien diminuée. Au Moyen Age, il pouvait ne pas en être de même, du moins dans la pratique.

Pour ce qui va suivre, il importait de montrer que le Limbourg et l'Outre-Meuse n'ont été la plupart du temps que très théoriquement rattachés au Brabant. En effet, ces régions mèneront souvent une existence quasi indépendante, en marge du duché, et dès lors les organes de direction de celui-ci ne s'intéresseront que sporadiquement à elles.

3. Le gouvernement général du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse.

Le passage momentané de tous les pays d'Outre-Meuse aux mains de Philippe le Hardi eut au moins une conséquence importante sur le plan institutionnel. C'est en effet de cette époque que date l'idée d'une certaine unité administrative de ces terres et seigneuries, dans lesquelles le duc de Bourgogne organisa un

(301) Voir *infra*, III^e partie.

(302) Voir J. LE ROY, *Histoire de l'aliénation* ... . C'est l'époque où l'on vend à des particuliers toute une série de villages du domaine ducal (nombreux exemples dans J. TARLIER et A. WAUTERS, *La Belgique* ..., *passim*. — Voir aussi AGR, Conseil des Finances 106, 110, 1577 à 1582.

(303) Le cas de Herstal montre que si ce «particulier» est un prince puissant dont les terres avoisinent le bien aliéné à titre privé, les mêmes dangers qu'au Moyen Age peuvent resurgir.

«gouvernement central», que nous appellerons ici le «gouvernement général du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse».

Dans le troisième quart du XIV^e siècle, le Limbourg, Dalhem, Rolduc et les autres petits territoires étaient chacun rattachés séparément au Brabant. Philippe le Hardi les groupa en une sorte de «province», niveau intermédiaire entre les autorités locales et lui.

Cette organisation fut, avec quelques modifications, maintenue en place par Antoine lorsque, en décembre 1406, le Limbourg et les différents pays d'Outre-Meuse furent de nouveau rattachés au Brabant. Mais elle ne résista pas aux nouvelles vagues d'engagères consenties de 1409 à 1420.

Les organes de ce gouvernement général furent :

a) *le gouverneur général.*

Le premier gouverneur fut Henri, seigneur de Gronsveld, nommé par Philippe le Hardi dès juin 1387 gardien des terres de Limbourg, Rolduc, Sprimont et Wassenberg, les seules que le duc de Bourgogne tenait à ce moment réellement en son pouvoir (304).

Il fut suivi par Scheiffart de Merode, seigneur de Hemmersbach, nommé gouverneur le 7 septembre 1390 (305) et qui resta en fonctions jusqu'en été 1394 (306).

Le poste resta vacant pendant quelques mois, puis fut confié, le 26 janvier 1395, à Jean d'Immerzeel (307), démis en mai 1397 (308).

A ce moment, Immerzeel était déjà flanqué, depuis plus d'un an, d'un personnage dont le titre exact était «gardien des pays d'Outre-Meuse», et dont la mission théorique consistait essentiellement à réprimer le brigandage. Ces fonctions avaient été attribuées dès le 1^er mars 1396 à Jean de Looz, seigneur de Heinsberg (309), mais la nomination officielle de celui-ci n'intervint que le 8 avril suivant (310). Il arriva au seigneur de Heinsberg de se voir intitulé «gouver-

(304) F. QUICKE, *Documents ... Limbourg*, pp. 132-135. — L'importance de cette désignation a été fort bien saisie par H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, p. 195, qui écrivent que, ce faisant, Philippe le Hardi «inaugure la politique de centralisation administrative. C'est là un tournant très important dans l'histoire de cette principauté». — Pour l'histoire des gouverneurs du Limbourg au XV^e siècle, on ne peut se servir de l'article vieilli de J. HABETS, *Les gouverneurs des duchés de Limbourg et de Gueldre* ; pour l'époque qui précède le règne du Téméraire, cet auteur confond en effet trois fonctions distinctes : celle de *gouverneur général*, dont il est question ici, et celles de *drossard* et de *châtelain* de Limbourg.

(305) P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi*, t. I, pp. 388-390.

(306) Il démissionna environ six semaines avant le 1^er octobre 1394 (AGR, CC, 2436, fol. 68v°).

(307) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e partie, t. I, n° 6837. — Sur ce personnage, voir Annexe II.

(308) AGR, CC, 2437, fol. 110v°.

(309) Voir dans P. L. GACHARD, *Les archives royales de Dusseldorf*, p. 289, la mention d'un acte de Philippe le Hardi du 16 juin 1396, approuvant le traité conclu le 1^er mars précédent à Heinsberg entre ses envoyés et le seigneur du lieu, et confiant à celui-ci la garde et la défense du Limbourg et de l'Outre-Meuse. Edition du traité du 1^er mars dans *Brab. Yeesten*, t. II, p. 686. — Voir aussi H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, pp. 366-367.

(310) Mention : AGR, CC, 2437, fol. 168r°. Une copie sans date dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e partie, t. I, n° 6940). — Les contre-lettres de Heinsberg ne furent données

neur» (311), mais il ne le fut pas vraiment : en août 1397, alors qu'Immerzeel avait quitté son office, le receveur général de Limbourg et Outre-Meuse se plaignit en effet de l'état du pays «*ouquel navoit gouverneur ne capitaine esquelz on peuist recouvrer daucun ayde, conseil ne confort*» (312).

Immerzeel fut le dernier véritable gouverneur. Après lui, il n'y eut plus, au premier rang de la hiérarchie de ces territoires, que le «gardien». A l'avènement d'Antoine, le seigneur de Heinsberg en avait toujours le titre.

Le 8 mars 1408, la garde des pays d'Outre-Meuse fut confiée à Adolphe, fils du duc de Berg (313), qui obtint l'engagère de son office pour une somme de 5.000 couronnes de France (314).

Le 18 janvier 1412, le seigneur de Heinsberg reprit son emploi (315) mais ce ne fut pas longtemps, car Adolphe de Berg lui succéda une nouvelle fois le 27 juin suivant (316).

Le 12 juin 1417, c'est au tour de Guillaume d'Arkel de se voir attribuer les fonctions de gardien des pays d'Outre-Meuse (317).

Enfin, le 9 juin 1418, Jean IV abandonna pour dix ans la garde de ces pays à l'archevêque de Cologne (318). C'est la dernière mention d'une fonction qui avait pratiquement perdu toute raison d'être. Les terres d'Outre-Meuse étaient une nouvelle fois toutes engagées ou sur le point de l'être. La présence d'un personnage chargé d'y maintenir les droits du duc ne se justifiait plus, puisque ces droits étaient devenus inexistants, sauf sur le plan théorique. On n'a d'ailleurs aucune trace du rôle qu'aurait pu jouer l'archevêque de Cologne. On peut même se demander dans quelle mesure la charge de «gardien» ne fut pas essentiellement honorifique dès son origine, dans quelle mesure elle n'avait pas le caractère d'une prébende à laquelle était attachée la jouissance d'un revenu relativement important (319).

que le 17 mars 1397 (A. VERKOOREN, *op. cit.*, III[e] partie, t. II, n° 7105). — Une nouvelle commission lui fut octroyée le 5 janvier 1398 vieux style (CC, 2437, fol. 268v° et CC, 48887, fol. 4). La première commission prévoyait que Heinsberg aurait à assumer cette garde à ses frais ; en échange, il recevait les forteresses de Kerpen et de Lommersum. Sa deuxième commission lui octroyait une pension de 1.000 florins du Rhin par an, qui lui fut en fait payée avec effet rétroactif à compter du 1[er] mars 1396 (CC, 2437, fol. 80r°). — Sa commission fut renouvelée par Marguerite de Male le 5 janvier 1405 (P. L. GACHARD, *Les archives royales de Dusseldorf*, p. 289), puis par Antoine le 27 juillet suivant (AGR, Chartes de Brabant).

(311) En mars 1397 (voir AGR, CC, 2437, fol. 86v°) ; mais à cette date, Immerzeel est encore gouverneur ; en 1405-1406 (CC, 2439, fol. 113v°) ; mais au même moment, il est toujours dit gardien.

(312) AGR, CC, 2437, fol. 170v°.

(313) AGR, Chartes de Brabant, 8 mars 1408. — Contre-lettres du jeune duc de Berg, de la même date, analysées dans P. L. GACHARD, *Les Archives royales de Dusseldorf*, p. 280.

(314) Ainsi qu'il apparaît par un deuxième acte d'Antoine du 8 mars 1408 (AGR, Chartes de Brabant).

(315) *Ibid.*, 18 janvier 1412.

(316) *Ibid.*, 27 juin 1412.

(317) AGR, CC, 2400, fol. 134v°.

(318) A. UYTTEBROUCK, *Liste ...*, p. 231.

(319) Le «gardien» jouissait de gages assez élevés : le seigneur de Heinsberg avait droit, nous l'avons vu, à 1.000 florins par an (voir note 310). Par la suite, ces gages furent ramenés à 400 florins par an (AGR, CC, 2441, fol. 420v°-421r° et 536v°-537r°, CC, 2400, fol. 134v°), tandis que l'archevêque de Cologne se vit allouer 500 florins par an (Chartes de Brabant, 12 juin 1418).

En revanche, jusqu'en 1397, le gouverneur exerça effectivement ses fonctions, ainsi qu'en témoignent les nombreuses traces de son activité dans les comptes de la recette générale de Limbourg (320).

Il apparaît qu'il jouait surtout un rôle militaire (321), mais il s'occupait aussi, avec le Conseil, du gouvernement du pays (322).

b) *le Conseil de Limbourg et d'Outre-Meuse.*

Autour du gouverneur, Philippe le Hardi établit en effet un Conseil «provincial» qui ne se maintint que jusqu'à l'accession d'Antoine au pouvoir. Il sera reparlé de ce Conseil dans la deuxième partie de cette étude (323).

c) *le sénéchal général.*

Avant que les pays d'Outre-Meuse ne viennent entre les mains de Philippe le Hardi, chaque territoire avait son officier de justice supérieur, représentant le duc de Brabant, seigneur du lieu. Cet officier était appelé, parfois indifféremment, châtelain, sénéchal ou drossard.

Le duc de Bourgogne établit pour la première fois un sénéchal général pour l'ensemble des pays d'Outre-Meuse. Le premier titulaire de l'office fut Guyot de Longprez, nommé par lettres du 12 août 1397. Il était tenu d'«*exercer bien et deuement ledit office de senescal tant en fait de justice comme autrement, de enquerir de lestat des villes et forteresches des dis duchié et terres, et les visiter sougneusement et y mettre gens darmes et autres en labsence du seigneur de Heinsberghe sans assembler les nobles et autres gens du pays pour la garde et deffence dicellui toutes les fois et es lieux ou besoing sera, de avoir regart a lestat et gouvernement du demainne et estre presens a baillier a ferme les gros membres dicellui et de faire plusieurs autres choses contenues es lettres de sa retenue*» (324). C'est donc à ce moment un officier supérieur de justice en même temps qu'un adjoint du gardien des pays d'Outre-Meuse que Philippe le Hardi mit en place.

Pour le compte de la recette générale de Limbourg qui mentionne cette nomination, Longprez fut «retenu» en remplacement de Jean d'Immerzeel (325), ce qui semble indiquer une filiation directe entre le gouverneur et le nouvel officier. En fait, l'un et l'autre étaient les représentants du duc sur place, et l'on verra par la suite le sénéchal général recevoir le serment de certains officiers subalternes (326). Toutefois les sources n'indiquent pas que le sénéchal s'occupait, comme le gouverneur le fit, des affaires du gouvernement.

(320) AGR, CC, 2436 et suivants.

(321) Voir notamment les actes relatifs aux nominations des gouverneurs successifs (ci-dessus, notes 304, 305 et 307) ; voir aussi par exemple AGR, CC, 2436, fol. 3r°, 153bis-155r°, CC, 2437, fol. 83r° et 85v°.

(322) Voir *infra*, p. 380.

(323) Voir *infra*, p. 380-381.

(324) AGR, CC, 2437, fol. 168.

(325) *Ibid.*, fol. 168r°.

(326) Exemple dans AGR, CC, 2438, fol. 319 : Henri de Welchenhausen, châtelain de Millen récemment nommé, prête serment entre les mains d'Arnoul de Crainhem, sénéchal de l'époque.

Le 24 février 1399, Guyot de Longprez fut remplacé par Arnoul de Crainhem, seigneur de Grobbendonk, dont la mission, quant à elle, fut spécifiquement celle d'un officier de justice. Il était en effet chargé de «*bien et deuement exercer ledit office de seneschal, de faire raison et justice, de prendre, arrester, punir et corrigier seigneureusement tant criminelement comme civilement toutes manieres de malefactures, de coniurer par loy, se mestier est, les hommes de fief et eschevins toutes et quantes foiz et es lieux que pour le bien de justice il sera besoing ...*» Ce nouvel officier, qui pouvait se faire remplacer par un lieutenant, prêta serment entre les mains du chancelier de Philippe le Hardi (327). Il resta en fonctions jusqu'au 16 mai 1407.

Voici la suite des sénéchaux généraux de Limbourg et Outre-Meuse :

— 16 mai 1407 - janvier 1412 : Jean de Schoonvorst (328) ;

— 28 janvier 1412 - novembre 1412 : Renier de Berg (329) ;

— 17 novembre 1412 - 1416 ... : Jean de Looz, seigneur de Heinsberg (330).

Au moment où le seigneur de Heinsberg prit ses fonctions, seuls les pays de Limbourg et de Dalhem étaient encore effectivement au pouvoir du duc de Brabant. En 1417, le Limbourg à son tour fut de nouveau engagé lui aussi. Le sénéchal général n'avait plus de raison d'être ; l'office disparaît des sources sans qu'il soit sûr qu'il ait été officiellement supprimé.

d) *le receveur général de Limbourg et Outre-Meuse.*

Sur le plan financier aussi, Philippe le Hardi créa un organe central de perception des revenus : la recette générale de Limbourg et Outre-Meuse. Le premier titulaire de l'office fut Jean Sack (ou Zack) de Wijk (22 mars 1389-24 juin 1396). Il s'agit bien, malgré une titulature hésitante, d'un receveur général de Limbourg et Outre-Meuse, qui a, sous lui, des receveurs «régionaux» dans chacun des pays intéressés (331).

(327) AGR, CC, 2437, fol. 374v°-375r°. — Sur Arnoul de Crainhem, qui était déjà à ce moment châtelain de Fauquemont et le resta, voir Annexe II. — Le 8 mai 1404, il fut maintenu en fonctions par Marguerite de Male (AGR, Chartes de Brabant, analysé par A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, t. II, n° 7814).

(328) AGR, CC, 2440, fol. 497v°, CC, 2441, fol. 537v°. — Sur ce personnage, voir Annexe II.

(329) Sa commission dans AGR, CC, 2441, fol.537v°-538.— Sur ce personnage,voir Annexe II.

(330) Sa commission du 17 novembre 1412 : AGR, Chartes de Brabant, original. — Ses gages furent fixés par une autre lettre d'Antoine du 13 avril 1413 (P. L. GACHARD, *Les Archives royales de Dusseldorf*, p. 281). Il fut maintenu dans ses fonctions par Jean IV le 25 juillet 1416 (*ibid.*, p. 282). Notons que Heinsberg avait été par deux fois «gardien» de l'Outre-Meuse et notamment du 18 janvier au 27 juin 1412.

(331) Lui-même se dit, dans ses comptes, et suivant le chapitre qu'il rédige, «receveur général du duc de Bourgogne en Limbourg» ou «receveur général ... au pays de Rolduc», etc. Mais il a un receveur particulier à Limbourg (voir AGR, CC, 2436, fol. 51v°) et un autre à Rolduc (voir *ibid.*, fol. 77r°, 85r°, 167r°, ...). — Les comptes de Jean Sack sont conservés et sont compris actuellement dans un volume factice (CC, 2436) dont voici le contenu : un ancien codex renfermant son compte par pays de 1389-1390 (fol. 1-44) ; un autre ancien codex renfermant ses comptes par pays et par année comptable, ainsi que deux comptes spéciaux, pour les années 1390-1393 (fol. 45-98) ; trois anciens cahiers renfermant les comptes du châtelain de Sprimont pour 1390-1393 (fol. 99-118) ; un

Son successeur fut Guillaume de Gheetsem (24 juin 1396- 21 mars 1406) qui prit le titre de receveur général du Limbourg et appartenances (332).

La recette générale fut maintenue par Antoine ; elle existait encore au début du règne de Jean IV (333), mais cessa toute activité peu après, du fait de la mise en gage généralisée de tous les pays d'Outre-Meuse.

Ses rapports avec la recette générale de Brabant seront étudiés plus loin (334).

c) *l'administration féodale.*

En 1396, la duchesse Jeanne avait abandonné à sa nièce Marguerite de Male, en fait donc à Philippe le Hardi, ses droits de suzeraine sur les hommes de fief du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse, droits qu'elle s'était réservés jusqu'alors (335).

Ce fut l'occasion pour le duc de Bourgogne de créer de toutes pièces une administration féodale. Avant cette date en effet, le Brabant, le Limbourg et les pays d'Outre-Meuse étaient intimement unis en matière féodale : il n'y avait qu'une seule recette des droits de reliefs ; les livres de fiefs valaient tant pour le Brabant que pour les possessions orientales des ducs, et il n'y avait pas, à proprement parler, de Cour féodale indépendante pour ces régions (336).

Philippe le Hardi établit en 1396

— un lieutenant chargé de présider en son nom une Cour féodale qui, cette fois, est par la force des choses complètement séparée de son homologue brabançonne. Ce lieutenant reçut le titre d'«amman et conjureur des hommes de fief», ou «bailli des hommes de fief» (337).

— un receveur des droits de reliefs. Ce fut Guillaume de Gheetsem, déjà receveur général, qui se vit confier cette nouvelle charge le 26 août 1396 (338). La recette des fiefs resta liée à la recette générale jusqu'à la disparition de celle-ci.

ancien codex contenant les comptes de Jean Sack par pays et par année pour 1393-1396 (fol. 119-219). — On le constate, la structure de ces comptes est encore assez primitive et montre que cette recette générale est plus une juxtaposition qu'une fusion de recettes particulières.

(332) Sur ce personnage, voir Annexe II.

(333) Pour les comptes conservés et les noms des receveurs, voir P. L. GACHARD, *Inventaire ... Chambres des Comptes*, t. II, p. 24. Un receveur général est omis dans cet ouvrage : Jean de Lieck qui n'occupa la charge que pendant quelques semaines, du 19 août au 28 novembre 1409 ; l'omission vient de ce que cet officier ne rendit pas de compte ; les recettes et dépenses faites sous son administration sont reprises dans CC, 2441, 1er compte (fol. 1-168). Contrairement à ce que cet inventaire donne à penser, la recette générale de Limbourg et d'Outre-Meuse ne fut pas rétablie en 1429 : le compte n° 2443 n'est qu'un compte de la recette du duché de Limbourg.

(334) IIe partie, chap. II, pp. 250-253.

(335) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, pp. 311-312.

(336) La question de l'existence d'une Cour féodale en Limbourg de 1288 à 1396 n'a pas encore vraiment été étudiée. Ce qu'en disent A. DE RYCKEL, *La Cour féodale ...*, p. 275 et A. BUCHET, *Reliefs de fiefs ...*, p. 13, est par trop sommaire. — Voir aussi *infra*, IIe partie, chap. III, pp. 269-270.

(337) A. BUCHET, *Reliefs de fiefs ...*, pp. 34-35. L'office fut confié à Jean Struver de Hulsberg.

(338) Il en tint d'abord une comptabilité séparée (du 26 août 1396 au 24 juin 1400) ; son compte est conservé : AGR, CC, 48887. Ce compte fut reporté dans le compte de la recette générale de 1399-1400 (CC, 2437, fol. 372). Par la suite, les recettes des droits de reliefs constituèrent chaque

Le duc de Bourgogne fit aussi dresser un livre des fiefs pour les régions intéressées : le «*Struiverboek*», du nom du bailli des fiefs, Jean Struver (339).

Au total donc, les institutions créées par Philippe le Hardi ne lui survécurent au mieux que pendant une bonne décennie. Toutefois elles méritaient d'être signalées ici, dans la mesure où elles ont pu créer un sentiment de relative unité des pays d'Outre-Meuse, sentiment qui a peut-être été à la base de réalisations ultérieures, dans le cour des Temps Modernes (340).

D. DIVERS.

Une étude d'ensemble consacrée aux fiefs relevés du duc de Brabant permettrait vraisemblablement d'ajouter encore à la carte des possessions héréditaires plusieurs biens épars, d'importance limitée, situés au cœur de principautés étrangères.

En voici deux exemples :

a) en 1357, Wenceslas et Jeanne inféodent deux maisons situées à Cologne, l'une d'elles étant relevée par un de leurs conseillers, Gérard Roodstok (341) ;

b) en 1378, le fils d'un ancien échevin de Liège relève, devant les hommes de fiefs de Jeanne, différents biens sis à Liège et que feu son père tenait en fief de la duchesse (342).

II. *PRINCIPAUTÉS ET SEIGNEURIES EN UNION PERSONNELLE TEMPORAIRE*

Nous examinerons plus rapidement le cas des pays qui ont été temporairement unis au Brabant, par voie de mariage ou autrement. Il sera reparlé plus loin des conséquences de ces unions personnelles du point de vue des institutions (343).

année un chapitre du compte du receveur général et cela jusqu'en 1416-1417 (dernier compte de la recette générale).

(339) AGR, CC, 568. Le registre CC 572 qu'A. DE RYCKEL, *La Cour féodale* ..., p. 285, croit pouvoir dater de 1380 paraît plus tardif.

(340) En tout état de cause, cette «centralisation» amorcée par le duc de Bourgogne, cette tendance à créer une «province» à l'aide de territoires épars mériterait en soi une étude approfondie dont on n'a fait, ici, qu'indiquer quelques axes de recherche. Cette enquête devrait aussi porter sur les levées d'aide et sur l'existence d'éventuels Etats (Les lignes récentes consacrées par L. VAN HOMMERICH, *Gouvernés et gouvernants* ..., aux Etats du Limbourg et Outre-Meuse pendant tout l'Ancien Régime sont évidemment beaucoup trop générales).

(341) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 128. — Sur ces maisons, voir A. BUCHET, *Maison princière à Verviers. Maisons ducales à Cologne.* — Sur Gérard Roodstok, voir Annexe II.

(342) Acte de Jeanne du 2 mars 1378, AGR, Chartes de Brabant, n° 5223. — Un document qui nous a aimablement été signalé par M. J. de Sturler rapporte que le duc «de Brabant» Wenceslas possédait encore le château de Baleycourt, près de Verdun (F. KERN, *Acta Imperii* ..., p. 213) ; en fait il s'agit là d'un fief luxembourgeois (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, p. 15, n° 974) qui ne rentre donc pas dans la catégorie des terres héréditaires telles qu'elles sont définies ici.

(343) Ainsi dans les passages consacrés à l'Hôtel et plus particulièrement à la chancellerie (II[e] partie, chap. I[er]), à la recette de Brabant (II[e] partie, chap. II) et au Conseil des ducs de Brabant (II[e] partie, chap. IV).

A. Les pays unis par mariage.

1. Le duché de Luxembourg.

Cette vaste principauté, sise au cœur des Ardennes, a connu les mêmes princes que le Brabant à deux reprises entre 1355 et 1430 :

a) du 6 décembre 1355 au 7-8 décembre 1383, c'est-à-dire du vivant de Wenceslas ;
b) du 13 août 1411 au 25 octobre 1415. Ce deuxième épisode est un rien plus compliqué et mérite un petit développement.

En effet, depuis la mort de Wenceslas (1er) en 1383, c'est son neveu, Wenceslas II (IV comme roi de Bohême), qui était duc de Luxembourg ; il porta ce titre de 1383 à 1419 (344). C'est celui-là même qui fut roi des Romains de 1376 à 1400, et qui prétendit d'ailleurs le rester jusqu'à sa mort, après qu'il eut été détrôné par les Electeurs de l'Empire.

En 1388, comme duc de Luxembourg, il céda le duché en engagère à son cousin, Josse de Moravie (345), qui resta sans enfants.

Le 27 avril 1409, dans le contrat de mariage de sa nièce Elisabeth de Görlitz (346) avec le duc de Brabant Antoine de Bourgogne, le roi Wenceslas inséra plusieurs clauses touchant le Luxembourg : les futurs époux pourraient racheter l'engagère à Josse de Moravie pour 64.000 florins du Rhin ; la dot de la future épouse, soit 120.000 florins, n'était, par manque d'argent, pas payée en espèces, mais assignée sur le duché en augmentation de l'engagère ; d'autres sommes encore venaient, ou pouvaient éventuellement venir grossir ces premiers montants ; enfin, et ceci a une grande importance pour la suite, il était prévu que si Elisabeth mourait sans enfants, ou si ses enfants venaient à disparaître, ses droits sur le duché passeraient à Antoine ou à ses successeurs (347).

Quand, le 8 janvier 1411, Josse de Moravie mourut sans héritiers directs, Antoine et Elisabeth n'avaient pas encore opéré le rachat ; dès lors, Wenceslas, comme aîné des Luxembourgs, succède aux droits du défunt engagiste. Comme il est aussi «propriétaire» du Luxembourg, il se retrouve ainsi en pleine

(344) N. van Werveke a étudié Wenceslas II comme duc de Luxembourg, *Wenzel von Böhmen als Herzog von Luxemburg*, Das Luxemburger Land, 5e année, 1886, pp. 394-400, 411-415, 417-421, 440-443, 452-455, 465-468, 482-485, 497-501 et 515-519.

(345) *AGN*, t. III, p. 220. — Josse de Moravie était le fils de Jean de Moravie, lui-même frère de l'empereur Charles IV et donc aussi du duc de Brabant Wenceslas. — Lui-même vendit, le 18 août 1402, ses droits sur le Luxembourg au duc d'Orléans, pour une somme de 100.000 ducats d'or et une rente viagère annuelle de 10.000 ducats (A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, n° 1421). Mais à la mort de Louis d'Orléans, les sommes dues à Josse de Moravie étaient loin d'être payées, et le marquis reprit le Luxembourg, laissant en engagère à la veuve du duc d'Orléans quelques villes du sud du pays (*ibid.*, n° 1482). Au sujet des répercussions de cette situation sur le conflit entre Armagnacs et Bourguignons, voir *AGN*, t. III, pp. 219-220 et 222, et surtout J. Schoos, *Der Machtkampf zwischen Burgund und Orleans* ....

(346) Fille de son frère Jean, duc de Görlitz.

(347) Sur ce contrat, voir G. Wymans, *La conclusion du contrat de mariage d'Antoine, duc de Brabant, et d'Elisabeth de Görlitz* (avec bibliographie du sujet).

possession de son duché (348). Voilà qui rend caduque la clause du mariage d'Antoine relative à l'engagère. Il reste que la dot d'Elisabeth n'était toujours pas payée et demeurait donc assignée sur le duché. C'est pour s'acquitter de cette dette que, le 13 août 1411, le Roi engage à sa nièce le duché de Luxembourg, le comté de Chiny et l'avouerie d'Alsace, promettant de lui en laisser la jouissance sa vie durant, disposant de surplus que les enfants de l'un ou l'autre sexe à naître de son mariage avec Antoine en jouiront après elle, et que, si elle venait à disparaître sans laisser de descendance de cette union, Antoine et ses successeurs tiendraient ces pays en engagère jusqu'au remboursement d'une somme de 60.000 florins du Rhin (349).

C'est en vertu de cet acte, donné à Prague, que l'union du Luxembourg et du Brabant figure à cette place-ci dans l'exposé. En effet, l'attention n'a pas toujours été suffisamment attirée sur la différence fondamentale qui existe entre les dispositions du 13 août 1411 et le contrat de mariage de 1409 (350) : en vertu de ce dernier texte, dans le cas du rachat de l'engagère à Josse de Moravie, Antoine et Elisabeth auraient été, en indivision, seigneurs-engagistes du Luxembourg ; en août 1411, la duchesse seule reçoit la principauté, à titre de dot en quelque sorte, et Antoine n'a dès lors de droits qu'en tant que mari et mambour de sa femme ; les concessions qui lui sont faites, pour le cas où son union resterait sans descendance, ne servent qu'à compenser le non-payement en espèces de la dot.

Grandes seront les difficultés éprouvées par les deux époux pour entrer en possession effective de l'ensemble des territoires qui leur furent ainsi concédés. Mais cette question a déjà été étudiée, et il n'est pas nécessaire d'y revenir ici (351). Elle n'a d'intérêt pour nous que dans la mesure où Antoine dépensa des sommes considérables pour se rendre maître des régions rebelles (352).

La mort d'Antoine à Azincourt laissa Elisabeth veuve, et toujours dame-engagiste du Luxembourg. Les circonstances dans lesquelles elle épousa, en secondes noces, Jean de Bavière, l'ancien élu de Liège, sont bien connues (353). Rappelons seulement que dans le traité conclu le 16 septembre 1417 entre le futur époux et le roi des Romains Sigismond, dans le but d'arranger ce mariage, il n'est pas dit un mot des droits éventuels des héritiers du premier mari de la duchesse (354).

(348) Indications relatives au gouvernement du Luxembourg par Wenceslas dans les premiers mois de 1411 dans N. VAN WERVEKE, *Die Erwerbung* ... p. XI.

(349) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, n° 1521. Voir aussi un acte de même teneur, du 14 août 1411 (*ibid.*, n° 1523, édité dans DE DYNTER, *Chronique* ..., t. III, pp. 196-199).

(350) Il est parfois insinué que la mort de Josse de Moravie a, *automatiquement*, fait passer l'engagère entre les mains d'Antoine et d'Elisabeth, en vertu des termes du contract de mariage (voir par ex. *AGN*, t. III, p. 222), ce qui ne peut se soutenir en droit. La charte du 13 août 1411 n'est pas une confirmation du contrat, mais un nouvel acte qui tient compte du changement intervenu par le fait de la mort du marquis de Moravie, ainsi que le fait justement remarquer M. G. WYMANS, *La Rébellion* ..., p. 11, après N. VAN WERVEKE, *Die Erwerbung* ..., pp. XI-XII.

(351) N. VAN WERVEKE, *Die Erwerbung* ..., G. WYMANS, *La Rébellion* ..., et F. QUICKE, *L'intérêt* ....

(352) Il a déjà été dit que ces dépenses furent à l'origine d'une nouvelle vague d'engagères en Brabant et en Outre-Meuse (voir *supra*, p. 75).

(353) Voir *AGN*, t. III, pp. 231-232, et F. SCHNEIDER, *Herzog Johann von Baiern.*

(354) Traité par TH. VAN RIEMSDIJK, *De Opdracht* ..., pp. 61-63.

Sigismond, agissant en tant que roi des Romains, confirme implicitement l'engagement par son frère Wenceslas du duché de Luxembourg à Elisabeth de Görlitz. De plus, toujours comme souverain de l'Empire, il promet que Jean de Bavière possédera le pays sa vie durant, même si Elisabeth venait à mourir avant lui sans laisser de descendance. Pour le Roi, la mort d'Antoine a rendu caduques les dispositions du 13 août 1411 relatives au duc de Brabant et à ses héritiers.

Ceux-ci toutefois ne l'entendent pas de cette oreille. Leur père avait consenti un effort financier considérable pour s'assurer la maîtrise du Luxembourg, et le Brabant avait pâti de cet état de choses ; il ne fallait pas que cela profitât seulement à leur marâtre et à son deuxième époux. Aussi, lorsque le 11 octobre 1421, Jean IV et son frère se partagent l'héritage de leurs parents, les droits d'Antoine et de ses descendants sur le Luxembourg sont tenus pour indiscutables ; ils sont attribués à Philippe de Saint-Pol (355).

Comment va évoluer la situation ?

Le 6 avril 1424, Jean de Bavière désigne le duc de Bourgogne, *Philippe le Bon*, comme son héritier universel (356). Le 14 mars 1427, Elisabeth de Görlitz, en échange d'avantages financiers, fait de même, à la condition, bien entendu, qu'elle meure sans postérité légitime ; par la même occasion, elle cède à Philippe le Bon ses droits sur l'engagère du Luxembourg, pour n'en jouir toutefois qu'après son décès à elle, et sous la même réserve ; elle lui remet enfin le gouvernement du duché, ne conservant que certaines prérogatives (357).

Philippe de Saint-Pol, quant à lui, ne put admettre cette façon d'ignorer les droits hérités de son père. Le 3 septembre 1427, il arracha à son cousin de Bourgogne l'abandon par celui-ci, en sa faveur, des avantages consentis par la duchesse de Luxembourg le 14 mars précédent (358). Il ne paraît pas cependant que Philippe le Bon ait respecté ses engagements (359).

De toute façon, la question n'offre aucun intérêt pratique, puisque Elisabeth de Görlitz survécut à Philippe de Saint-Pol (360). Si elle a été évoquée ici, c'est que l'acte du 3 septembre 1427 constitue un des sommets diplomatiques du court règne de Philippe de Saint-Pol, et qu'il en sera encore reparlé par la suite (361).

2. Le Hainaut, la Hollande, la Zélande et la Frise.

Cet important groupe de territoires a été uni au Brabant par le mariage de Jean IV avec Jacqueline de Bavière, de mars 1418 à avril 1427.

Toutefois les déboires connus par le jeune couple ont eu d'importantes réper-

(355) Deux actes du 11 octobre 1421, connus par des vidimus du 29 octobre 1421 : AGR, Chartes de Brabant.

(356) DOM PLANCHER, *Histoire ... de Bourgogne*, t. IV, Preuves, pp. XXVI-XXVIII.

(357) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 196-197.

(358) Anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 198-199 et publié dans J. BERTHOLET, *Histoire ... du duché de Luxembourg*, t. VIII, Preuves, p. V.

(359) Un document du 5 juin 1428, analysé par A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 204-205, suggère cette impression.

(360) La question des droits de Philippe de Saint-Pol au Luxembourg a été étudiée par Mme J. SCARCEZ, dans sa thèse inédite relative à ce duc, pp. 438-448 et 453-460.

(361) Voir *infra*, p. 133.

cussions sur le gouvernement de ces principautés. Déboires de deux sortes : ce sont d'abord,au début du mariage,les prétentions de l'oncle de la jeune épousée, Jean de Bavière, qui vont réduire le ressort territorial où s'exercera le pouvoir du couple princier ; c'est ensuite la mésentente puis la dislocation du ménage qui va obliger Jean IV à combattre pour conserver le contrôle du Hainaut (362).

L'intervention de Jean de Bavière dans l'héritage territorial de sa nièce Jacqueline eut les effets suivants :

— en 1417-1418, Jean de Bavière s'empare de places fortes en Hollande et en Zélande. Jean IV tente en vain de le déloger de Dordrecht. Il cherche alors à négocier ;
— le 13 février 1419, la paix est conclue à Gorinchem ;
  — Jean de Bavière renonce à ses droits sur le Hainaut, la Hollande et la Zélande et reconnaît sa nièce comme comtesse ; il lui succédera si elle meurt sans enfants ;
  — il obtient en fief les seigneuries d'Arkel, Schoonerwerd et Leerdam, les villes de Dordrecht, Gorinchem et Rotterdam, avec leurs dépendances :
  — pendant cinq ans, il partagera avec le duc de Brabant le gouvernement de toutes les terres de Jacqueline à titre de co-régent ;
  — enfin, Jean IV et sa femme promettent de lui payer 100.000 nobles avant deux ans (363) ;
— le 21 avril 1420, incapable de payer ces 100.000 nobles, le duc de Brabant engage à Jean de Bavière le groupe septentrional des possessions de sa femme, pour une période de douze ans. Le Hainaut, lui, repasse entièrement sous la souveraineté de Jacqueline et de son mari (364) ;
— le 6 janvier 1425, Jean de Bavière s'éteint. La Hollande, la Zélande et la Frise repassent sous le contrôle de Jean IV, entre-temps séparé de sa femme ;
— le 19 juillet 1425, par suite des difficultés qu'il rencontre du fait de l'existence d'un parti allié à Jacqueline (les *Hoeks*), Jean IV cède l'administration de la Hollande, de la Zélande et de la Frise à Philippe le Bon (365).

La mésentente qui s'installa assez rapidement entre Jean IV et Jacqueline de Bavière entraîna, en avril 1420, le départ de cette dernière de la Cour de Brabant. Elle ne devait plus revoir son mari. Installée d'abord en Hainaut, elle songea à faire annuler son mariage. Ne pouvant obtenir une décision en ce sens du pape Martin V, elle s'adressa à Pedro de Luna, alias Benoît XIII, qui s'accrochait à son ancien titre de Souverain Pontife, et qui accorda sans difficulté

(362) Sur ces événements, voir les ouvrages cités ci-dessus, p. 30, note 25.

(363) Texte néerlandais du traité édité par F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek* ..., t. IV, pp. 521-525, ainsi que dans L. PH. C. VAN DEN BERGH, *Gedenkstukken* ..., pp. 247 à 264 ; texte français édité par L. DEVILLERS, *Cartulaire* ..., t. IV, pp. 250-260.

(364) Traité de Sint-Martensdijk, 21 avril 1420, édité par F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek* ..., t. IV, p. 545.

(365) Traité de Malines, 19 juillet et 24 juillet 1425, édité par Th. VAN RIEMSDIJK, *De opdracht* ..., *Bijlagen*, n° III, pp. 66-72 et n° V, p. 73.

l'annulation sollicitée. Jacqueline, réfugiée en Angleterre, épousa alors le duc de Gloucester, Humphrey, et, avec son aide, rentra en Hainaut à la fin de l'année 1424, déclenchant une riposte militaire du duc de Brabant. Celui-ci, avec l'aide de son cousin de Bourgogne, sortit victorieux des opérations en juin 1425, et reprit dès lors jusqu'à sa mort le comté de Hainaut sous son pouvoir.

Ces circonstances eurent pour effet de suspendre temporairement l'exercice du pouvoir par Jean IV en Hainaut d'avril 1420 à mars 1421 (366) et de fin octobre 1424 à mars-juin 1425, suivant les régions et les progrès de la reconquête du comté par les armées du duc de Brabant (367).

Rappelons aussi que, comme comte de Hainaut, Jean IV était suzerain du comte de Namur. En tant que tel, il participa aux actes de vente du comté de Namur par Jean III de Flandre à Philippe le Bon en juin 1421 (368).

B. AUTRES TERRITOIRES POSSÉDÉS À TITRE PERSONNEL PAR UN DUC DE BRABANT.

Nous groupons sous cet intitulé des seigneuries ou principautés qui furent entre les mains des ducs de Brabant à titre temporaire, viager ou même héréditaire, mais qui, dans ce dernier cas, ne restèrent pas attachés au titre brabançon.

1. Possessions impériales de Wenceslas.

Wenceslas, frère de l'empereur Charles IV, obtint de celui-ci différentes possessions dans la partie occidentale de l'Empire, la plus importante étant l'avouerie d'Alsace. Ce territoire, résultant d'un démembrement de l'ancienne Alsace, ne comprenait que la région entourant Haguenau (369).

Wenceslas se vit confier une première fois cette avouerie le 20 février 1367 (370). A l'époque il ne la conserva pas longtemps ; mais il la reçut de nouveau, à titre d'engagère cette fois, le 14 septembre 1377 (371). Aux termes de l'acte impérial donné à cette occasion, l'engagère était consentie au *duc de Luxembourg*, et devait, à défaut de remboursement de la créance (30.000 florins de Nuremberg), qui était à son origine, rester entre les mains de ses successeurs dans ce duché (372) ; de plus, l'Empereur ne pourrait dégager son bien que s'il rachetait en même temps trois autres territoires que son frère tenait aussi en gage, à savoir les ville et château de Kaysersberg, ainsi que les villes de Munster et de Turckheim (373).

C'est le 26 octobre 1366 que Wenceslas avait reçu en engagère de Charles IV Kaysersberg en même temps d'ailleurs que Kaiserslautern et que le château de

(366) Le 7 mars 1421 en effet, Jacqueline quitte le Hainaut pour l'Angleterre (*AGN*, t. III, p. 239).

(367) Pour se convaincre de ces «changements de régime» en Hainaut, il suffit de parcourir le *Cartulaire* de L. DEVILLERS entre avril 1420 et juin 1425.

(368) L. DEVILLERS, *Cartulaire* ..., t. IV, pp. 289-291. — Voir aussi C. PIOT, *Inventaire des chartes des comtes de Namur*, p. 401.

(369) France, dép. Bas-Rhin.

(370) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, n° 1128.

(371) *Ibid.*, n° 1228. — Voir aussi F. QUICKE, *Les Pays-Bas* ..., p. 284.

(372) Sur le sort ultérieur de cette avouerie, et plus spécialement sur le lien théorique qui l'unit au duché de Luxembourg encore au XV[e] siècle (sous Elisabeth de Görlitz), voir Y. LACAZE, *Philippe le Bon et les Terres d'Empire*, p. 83.

(373) Le tout situé dans le département du Haut-Rhin.

Wolfsberg (374). En fait, il apparaît par un acte du 24 février 1367, que les deux derniers biens étaient déjà engagés antérieurement et que, par conséquent, le duc de Luxembourg devait en opérer le rachat (375). Quelques années plus tard, le 20 juillet 1375, Kaiserslautern était restituée à l'Empereur, et sans doute aussi Wolfsberg dont il n'est plus question par la suite. En échange, Wenceslas obtenait les villes de Munster et Turckheim en Haute-Alsace, ainsi qu'une augmentation du montant du prix de l'engagère de Kaysersberg (376).

Le duc eut son représentant en Alsace : en janvier 1383, ce fut Ulric de Fénétrange, connu par ailleurs comme conseiller du prince (377).

2. Seigneuries françaises de Wenceslas.

Ami de la France (378), Wenceslas se vit récompenser de cette sympathie par le don, que lui fit le roi Charles V, d'une rente de 6.000 florins d'or par an (379), ainsi que de deux terres : la seigneurie de Vailly, qu'il obtint le 25 février 1375 (380), et les château, ville et châtellenie de Coulommiers-en-Brie, qu'il reçut d'abord sous forme de donation temporaire, par lettres patentes du 21 décembre 1379 (381), puis en donation viagère de Charles VI le 3 décembre 1380 (382).

A Vailly, le duc entretint un receveur (383).

Quant à Coulommiers-en-Brie, il en confia d'abord le gouvernement à sa nièce, la duchesse de Bar (9 novembre 1381) (384), puis, le 15 octobre 1383, à un triumvirat composé de Jean de Raing, Guy de Bassoles et Guillaume Petit (385). Il avait aussi sur place un receveur (386) et un bailli (387).

(374) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, n° 1118. — Kaiserslautern : Allemagne, Rhénanie-Westphalie ; Wolfsberg alias *Wolfstein* : Allemagne, Bavière. — Sur cette cession et les circonstances qui l'entourèrent, voir F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, p. 135.

(375) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, n° 1129.

(376) *Ibid.*, n° 1195.

(377) *Ibid.*, n^{os} 1342 et 1343. — Sur Ulric de Fénétrange, voir Annexe II.

(378) H. VANDER LINDEN, dans *BN*, art. *Wenceslas*, t. XXVII, col. 174 et F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, p. 350.

(379) F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, p. 278 et n. 20.

(380) *Ibid.*, p. 278 et n. 21. — Vailly : France, dép. Aisne.

(381) AGR, Chartes de Luxembourg, n° 1265. — Coulommiers-en-Brie : France, dép. Seine-et-Marne.

(382) *Ibid.*, n° 1295. — Le 5 novembre 1380, Wenceslas en avait fait le relief, ainsi que de la rente de 6.000 francs (AGR, Chartes de Brabant, n° 5821).

(383) Le 8 mars 1377, ce receveur, Thomas Holion, rendit ses comptes pour la période du 20 février 1375 au 24 juin 1376 devant trois conseillers de Wenceslas, Godefroid de la Tour, Nicolas Ciavre et Jean de Raing (sur ces personnages, voir Annexe II) qui pour la circonstance s'étaient rendus à Noyon (voir acte de Wenceslas du 12 mars 1377, AGR, Chartes de Brabant, n° 5051).

(384) AGR, Chartes de Luxembourg, n° 1316.

(385) *Ibid.*, n° 1351. — Guy Petit était procureur général au Parlement de Paris et procureur de Wenceslas (voir AGR, Chartes de Brabant, n° 5718). Jean de Raing était châtelain et receveur d'Aymeries et conseiller de Wenceslas (voir Annexe II). Sur Aymeries, voir *infra*, p. 109. Sur Guy de Bassoles, voir *infra*, n. 387.

(386) D'abord Jean de Meaux, fils d'Adam de Meaux dont il sera question à la note suivante (voir AGR, Chartes de Brabant, n° 5678, 17 juillet 1380), puis Denis Tranchant (voir Chartes de Luxembourg, n^{os} 1325 et 1345, 29 janvier 1382 et 6 mai 1383 ; Chartes de Brabant, n^{os} 5745, 5768 et 5964, 3 février 1381, 1er mai 1381 et 10 mars 1383).

(387) Ce fut d'abord Adam de Meaux (voir AGR, Chartes de Brabant, n^{os} 5678, 5718 et 5768,

3. Le comté de Rethel.

Ce comté fut théoriquement donné par Marguerite de Male et Philippe le Hardi à leur fils Antoine en 1393 en exécution des clauses du contrat de mariage de celui-ci avec Jeanne de Saint-Pol (388). Dans la pratique, le jeune prince n'entra en possession de son bien qu'en 1405 (389). Aux termes du document de 1393, Antoine devait céder le territoire à son frère cadet Philippe le jour où lui-même accéderait définitivement au pouvoir en Brabant. Pour ce qui concerne notre propos, il n'en eut donc le gouvernement que jusqu'à la mort de la duchesse Jeanne. Il n'y a pas eu, dans ce cas, à proprement parler d'union personnelle entre le Rethelois et le Brabant de 1405 à 1406, puisque Antoine n'était que gouverneur de ce dernier pays.

Dans l'état actuel de nos dépouillements, nous ne connaissons qu'un seul acte, muni d'une mention de chancellerie, donné par Antoine comme comte de Rethel alors qu'il était aussi gouverneur du Brabant. La pièce, du 17 octobre 1405, est néanmoins intéressante, car elle est signée par un secrétaire de la chancellerie brabançonne, Jean Le Marchand (390).

En application des dispostions de 1393, le Rethelois fut transporté à Philippe de Nevers le 27 janvier 1407 (391).

4. La châtellenie de Lille.

Il s'agit d'un fief attaché au titre de châtelain *héréditaire* de Lille, et non de l'ancienne circonscription territoriale du comté de Flandre qui portait le même nom.

La châtellenie héréditaire comprenait l'emplacement de l'ancien château de Lille et plusieurs villages des environs, ainsi que des biens et droits divers (392).

Elle appartenait à Waleran de Luxembourg, comte de Saint-Pol, qui, aux termes du contrat de mariage de sa fille Jeanne avec Antoine (19 février 1393) (393), la céda théoriquement à celle-ci tout en en gardant provisoirement l'administration (394). Ce n'est qu'en janvier 1403 qu'Antoine, au nom de sa femme, en prit effectivement possession (395).

17 juillet 1380, 5 décembre 1380 et 1er mai 1381, puis Guy de Bassoles, nommé bailli ainsi que gruyer des eaux et forêts de Coulommiers-en-Brie par Wenceslas le 24 août 1382 (*ibid.*, n° 5903).

(388) Ce contrat est du 19 février 1393 (édité par P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi*, t. I, pp. 553-559. — Voir aussi H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., p. 305 et n. 2.

(389) Le 21 février 1393, le duc de Bourgogne se déshérita de ce comté en faveur de son fils, pour en reprendre néanmoins immédiatement le gouvernement «*comme ayant le bail, garde et administration dudit Anthoine, encore mineur*» ([DOM PLANCHER] *Histoire ... de Bourgogne*, t. III, Preuves, p. CLXV, n° CLVIII). — Antoine ne fit l'hommage au Roi pour le comté de Rethel que le 26 août 1405 (*ibid.*, p. CCXLVI, n° CCXLIX).

(390) G. SAIGE et H. LACAILLE, *Trésor des Chartes* ..., t. II, pp. 511-512.

(391) *Ibid.*, pp. 517-519.

(392) La description en est donnée dans TH. LEURIDAN, *Les châtelains de Lille*, pp. 65 et suiv.

(393) Voir *supra*, note 388.

(394) Dans un acte du 21 février 1393 ([DOM PLANCHER] *Histoire ... de Bourgogne*, t. III, Preuves, pp. CLXV-CLXVI, n° CLIX), Waleran annonce qu'il s'est dessaisi entre les mains de son suzerain, Philippe le Hardi, de la châtellenie de Lille au profit de sa fille, et qu'il en a été réinvesti au nom de celle-ci «*comme ayant le bail, garde et administration de nostredite fille*». Il y a parallélisme rigoureux avec ce qui s'est passé le même jour pour le comté de Rethel (voir note 389).

(395) Le 22 janvier 1403 (n. s.), Antoine commet Jean de Nielles, conseiller de son père, pour

A la mort de Jeanne de Saint-Pol (12 août 1407), la châtellenie devint pendant plusieurs années la propriété indivise de ses deux fils. Elle fut d'abord administrée par Antoine, au nom de ceux-ci, puis, à partir de 1416, par Jean sans Peur (396).

La sortie d'indivision n'eut lieu que le 11 octobre 1421, l'ensemble des biens provenant de Jeanne de Saint-Pol étant à ce moment attribué au plus jeune des fils d'Antoine (397), qui put dès lors faire son entrée solennelle à Lille en qualité de châtelain (398).

La châtellenie fut de nouveau unie temporairement au Brabant lorsque ce prince succéda à son frère aîné Jean IV, de 1427 à 1430. A la mort de Philippe de Saint-Pol, elle échut à un de ses cousins du côté maternel, Pierre de Luxembourg, comte de Conversan et de Brienne et seigneur d'Enghien (399).

5. Les comtés de Ligny et de Saint-Pol.

Le petit comté de Ligny en Lorraine (400) et celui de Saint-Pol (401), satellite du comté de Flandre, connurent le même sort que la châtellenie de Lille, à ceci près que Waleran de Saint-Pol en conserva la propriété jusqu'à sa mort, survenue le 15 avril 1415 (402). A partir de ce moment, les deux comtés restèrent aussi en indivision entre les deux fils d'Antoine et de Jeanne de Saint-Pol jusqu'en octobre 1421. Gouvernés d'abord par Antoine (d'avril à octobre 1415) (403) puis par Jean sans Peur (404), ils ne furent vraiment réunis au Brabant que pendant le court règne de Philippe de Saint-Pol (1427-1430).

prendre possession en son nom de la châtellenie de Lille avec ordre d'instituer certains officiers (ADN Lille, B 1874, 31, immatr. 52778). — Le même jour il nomme Guillaume de Termonde comme receveur de la châtellenie (*ibid.*, B 1874, 30, immatr. 52777). — Le 1er février, la prise de possession est effectuée (*ibid.*, B 19991, immatr. 19476).

(396) Voir un acte d'Antoine du 17 mai 1408 pour *La Bassée, localité de la châtellenie, où il agit* comme «*aians les bail, garde, gouvernement et administracion de Jehan et Philippe noz enfans menres dans et de leurs terres et possessions*». Voir aussi l'intitulé des comptes conservés de la châtellenie, pour 1410-1411 et 1412-1413 (ADN Lille, B 4564 et 4565). TH. LEURIDAN se trompe donc lorsqu'il écrit (*Les châtelains ...*, p. 164) que Philippe succéda à sa mère dès 1407. Cet auteur publie d'ailleurs (pp. 300-303) un acte des échevins de Lille du 20 juillet 1414, qui confirme, si besoin en est, que la seigneurie est indivise entre Jean et Philippe. — Jean sans Peur obtint l'administration de la seigneurie, toujours indivise entre ses neveux en novembre 1416, après de longues négociations avec les Etats de Brabant (sur cette question, voir *infra*, pp. 491-492). Il en assumait encore le gouvernement en juin 1419 (voir un mandement du 22 juin 1419 adressé par lui au receveur de la châtellenie de Lille : ADN Lille, B 1917, n° 43, immatr. 54.650).

(397) AGR, Chartes de Brabant, vidimus du 29 octobre 1421.

(398) TH. LEURIDAN, *Les châtelains ...*, p. 164.

(399) Sur ce personnage, voir Annexe II.

(400) Ligny : Ligny-en-Barrois, France, dép. Meuse.

(401) Saint-Pol : France, dép. Pas-de-Calais.

(402) *L'art de vérifier les dates*, 2e partie, t. XII, 1818, p. 399, donne la date du 19 avril 1415. — Mais le tout premier compte conservé de la recette du comté de Saint-Pol (1er octobre 1414-1er octobre 1415) signale que le comte Waleran est mort le 15 avril (ADN Lille, B 17147, intitulé de compte).

(403) Le compte dont question dans la note précédente fut rendu par Jean de Lannoy, nommé receveur par Waleran de Saint-Pol, puis confirmé dans ses fonctions par «*mons. le duc de Brabant comme aians le bail et gouvernement et admenistracion de mess. Jehan et Philippe ses enfans menre dans et de leurs terres et possessions*».

(404) Jean de Lannoy, le receveur maintenu en place par Antoine, resta en fonctions jusqu'au 19

III. *Les douaires étrangers des duchesses de Brabant*

Deux des duchesses de la période étudiée avaient été mariées une première fois à un prince étranger, avant de jouer un rôle en Brabant soit comme princesse régnante (Jeanne), soit comme épouse d'un duc (Jacqueline de Bavière). Leur premier veuvage les avait mises à la tête d'un douaire qu'elles avaient conservé après leur remariage. De plus, Jeanne, ayant épousé en secondes noces Wenceslas de Luxembourg, avait obtenu de celui-ci un nouveau douaire, dont elle eut la jouissance après la mort du duc en 1383.

Ces dotations consistaient en revenus ou en biens. Nous ne retiendrons ici que leur partie strictement territoriale, seigneuries voire principautés, nous contentant d'évoquer au cours de l'exposé, dans ce chapitre ou par la suite, si besoin est, la partie de ces douaires formée de revenus divers.

A. Les douaires de Jeanne.

En tant qu'épouse de Guillaume de Hainaut, Jeanne de Brabant obtint un douaire formé en partie de revenus assignés sur des terres en Hollande et pour le reste d'un territoire assez important, situé en Hainaut : la prévôté de Binche (405).

Devenue veuve, puis remariée à Wenceslas de Luxembourg, elle se vit constituer un second douaire comprenant de nouvelles terres en Hainaut et d'importants territoires dans le Luxembourg.

En Hainaut, Jeanne reçut les seigneuries d'Aymeries, de Raismes et de Dourlers (406). Dans le Luxembourg, la dotation fut beaucoup plus considérable : le 11 novembre 1354, Wenceslas, dans une première étape, assigna à sa femme le comté de Laroche et la terre de Durbuy (407) ; le 13 janvier 1362, il y joignit

avril 1416 (ADN Lille, B 17.148), puis fut remplacé par Tassart le Petit, nommé par Jean sans Peur (son compte va du 20 avril 1416 au 30 avril 1417 : *ibid.*, B 17.149) ; un autre receveur lui succéda le 1er mai 1417 ; il était toujours en fonctions aux ordres du duc de Bourgogne en 1418-1419 (*ibid.*, B 17.150 à 17.152). — Notons toutefois que Philippe de Brabant a porté le titre de comte de Ligny et de Saint-Pol bien avant le 11 octobre 1421, mais sans avoir le gouvernement de ces terres, et notamment dans les actes qu'il a donnés pendant sa régence en 1420-1421, où il se dit «*greve van Lyney ende van Saintpoul, rewa(e)rt des lants van Brabant*» (voir par exemple AGR, CC, 131, fol. 144-146r°, 29 novembre 1420 ; CC, 12.691, lettre close originale en annexe en fin de volume, 22 février [1421] ; Koninklijk Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, nos 176 et 177II, 5 février et 28 mars 1421).

(405) Sur les douaires hennuyers de Jeanne, voir dans l'ensemble C. Pierard, *Les douaires* ... Cet auteur, qui fait, pp. 27-66, un bref historique des douaires constitués en faveur des comtesses de Hainaut, note, p. 61, que ce sont presque toujours les mêmes domaines qui sont assignés à titre de douaires, et parmi eux Binche. Voir aussi R. Wellens, *Jacques Du Broucq*, ..., p. 95 et n. 1. Sur Binche, voir la bibliographie donnée par ce dernier auteur, p. 139.

(406) C. Pierard, *op. cit.*, pp. 81-82, qui explique comment ces biens se trouvaient à la disposition du comte, puis du duc de Luxembourg. — Aymeries et Dourlers : France, dép. Nord, arrond. Avesnes ; Raismes : France, dép. Nord, arrond. Valenciennes.

(407) Voir Würth-Paquet, *Table chronologique* ... *(1352-1383)*, pp. 25-26 dans Publications ... Luxembourg, t. XXIV (II), 1869. — En exécution d'un engagement pris par Wenceslas le 17 mai 1351, avant son mariage (anal. dans L. Devillers, *Cartulaire* ..., t. I, p. 337).

les seigneuries d'Ivoix, de Virton et de La Ferté (408) ; le 4 août 1366 enfin, le duc, qui avait, le 16 juin précédent, acheté à Arnoul d'Oreye le comté de Chiny (409) donna celui-ci à sa femme, à titre viager (410).

Après le décès de son second mari, la duchesse conserva jusqu'à son propre trépas l'administration de toutes ses terres hennuyères (411). Quant aux territoires luxembourgeois, elle ne les garda que pendant quelques années (412) : le 3 septembre 1390, en effet, elle les céda à son neveu, Josse de Moravie, devenu duc-engagiste de Luxembourg, contre une rente de 3.500 francs de France par an (413). Dès lors, elle perdit tout pouvoir dans ces régions.

B. Le premier douaire de Jacqueline de Bavière.

Jacqueline de Bavière avait, en premières noces, été unie à Jean de Touraine, dauphin de France. De ce fait, elle s'était vu attribuer, à titre de douaire, le petit comté de Ponthieu (414), qu'elle possédait donc au moment de son mariage avec Jean IV. Celui-ci, comme «bail et mambour» de sa femme, assuma le gouver-

(408) A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, n° 1033. — Ivoix (actuellement Carignan : France, dép. Ardennes ; Virton : prov. Luxembourg ; La Ferté = La Ferté-sur-Chiers : France, dép. Ardennes, à proximité de Carignan).

(409) Würth-Paquet, *op. cit.*, p. 102.

(410) A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, n° 1116. — L'acte montre l'importance de la notion de communauté d'acquets, signalée plus haut à propos de l'acquisition de nouvelles seigneuries en Outre-Meuse. *En fait, ici, c'est Wenceslas et Jeanne qui, ensemble, avaient acheté le* comté de Chiny. Par l'acte du 4 août 1366, Jeanne, en échange de sa part de propriété à laquelle elle renonce en faveur de Wenceslas et de ses successeurs au duché de Luxembourg, s'assure la jouissance viagère de tout le comté.

(411) A ce sujet, voir C. Piérard, *Les douaires ...*, pp. *95 et suiv.*

(412) Elle y eut un lieutenant, Wennemar de Gymnich (A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 31-38). — Le receveur général de Luxembourg, Henri de Remagne al. de Bastogne (sur ce personnage, voir Annexe II), resta au service de Jeanne jusqu'au 1er octobre 1384. Il est à noter à ce propos que le compte coté CC, 2628, du 1er octobre 1383 au 1er octobre 1384 n'est pas, contrairement à ce que fait penser P. L. Gachard, *Inventaire ... Chambres des Comptes*, t. II, p. 27, un compte du duché de Luxembourg, mais bien, au moins pour la partie postérieure à la mort de Wenceslas, un compte du douaire de Jeanne. Il est remarquable qu'Henri de Bastogne, dont c'était le 6e compte (les cinq premiers sont perdus) soit passé au service de Jeanne et non à celui du nouveau duc de Luxembourg. Le compte fut rendu à la duchesse (voir fol. 3r°) et le receveur note, au paragraphe relatif à ses gages : «*pour tant que ma dame nat mie toute la terre* [de Luxembourg] *li generaul receveur ne vuelt mie tant compteir pour ses waiges de ceste annee cy*» (fol. 17v°). Pour expliquer cette apparente anomalie, il faut se rendre compte que Jeanne, comme douairière de Luxembourg, tenait en définitive entre ses mains la plus grande partie du territoire luxembourgeois. — Après le 1er octobre 1384 apparaît un nouveau receveur pour le douaire luxembourgeois de Jeanne, Pierre de Saint-Vith, curé de Sept-Fontaines et chanoine d'Ivoix, dont les comptes du 1er octobre 1384 au 1er octobre 1388 sont conservés (AGR, CC, 2656 à 2659). Ce receveur du douaire recevait parfois ses ordres du receveur de Brabant dont il paraît avoir dépendu dans une certaine mesure (voir CC, 2657, fol. 209[2] et 211 ; CC, 2658, fol. 195v° et 198v°). Ses comptes de 1385-1386 furent «*fait a Reynar Holandre, soverain rentier de Braibant et a son* [= de Jeanne] *conseil*» (CC, 2658, fol. 194r°).

(413) A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 41-43 et Würth-Paquet, *Table chronologique ... (1383-1419)*, Publications ... Luxembourg, t. XXV (III).

(414) En réalité, le Ponthieu fut, dans une première étape, érigé en apanage en faveur de Jean de Touraine, puis constitué en douaire pour Jacqueline, le tout se faisant d'ailleurs le même jour (voir M. Rey, *Les finances royales ...*, pp. 327 et suiv., et L. Devillers, *Cartulaire ...*, t. III, pp. 268-273).

nement de ce pays. Dès le 28 avril 1418, il envoya un secrétaire brabançon, Jean Le Marchand, en Ponthieu, pour y recevoir le serment des officiers et pour se rendre compte de l'état du comté (415).

En 1426, le roi d'Angleterre Henri VI, agissant comme roi de France, réunit le Ponthieu au domaine royal. En échange de cette reprise, il assigna à Jean IV, «*pour et ou nom de nostre dicte cousine de Bavière* [Jacqueline]», tous les revenus de la recette du domaine de ce comté (416). Remarquons que, ce faisant, le roi Henri VI tenait pour nul le mariage contracté par Jacqueline avec son oncle Humphrey de Gloucester. Mieux, en mettant les revenus du Ponthieu entre les mains de Jean IV et non entre celles de la comtesse de Hainaut, alors que les deux époux vivaient séparés, le Roi paraît avoir voulu désapprouver l'attitude de Jacqueline. Ce n'est que quelques mois après la mort du duc de Brabant qu'Henri donnera l'ordre de verser les revenus visés à la princesse (417).

*
* *

Conclusions.

Au risque de répéter ce qui a déjà été dit au courant de l'exposé qui précède, il paraît bon de rassembler ici les principales leçons à retenir de la lecture de ce long chapitre. Elle peuvent se ramener à ceci :

1. Ainsi qu'il a été dit en commençant, jamais les princes de l'époque étudiée n'ont été seulement ducs de Brabant ou même ducs de Brabant-Limbourg. A côté de leurs «possessions héréditaires», ils ont toujours régné sur d'autres territoires, d'importance et d'étendue variables.

2. Ces territoires, qu'il s'agisse des possessions héréditaires ou des autres seigneuries, ont été tenus à des titres divers et pas toujours bien précisés : ils comprennent des alleux, des fiefs, voire des arrière-fiefs, des engagères et des douaires. Mais le titre «juridique» qui vaut aux ducs la jouissance d'une terre quelconque n'a, en général, qu'une importance toute théorique et relative, sauf dans deux cas précis : les engagères et les douaires, qui sont, par essence, temporaires.

3. En revanche, d'autres facteurs sont bien plus déterminants pour le sort des régions considérées.

   Les facteurs centrifuges sont :
   — l'éloignement du «centre» du duché ;
   — l'isolement au sein de territoires étrangers (enclaves) ;
   — la non-appartenance au «domaine ducal» (le fait pour un village par exemple d'avoir un seigneur particulier ; dans ce cas, la qualité même

(415) ARA La Haye, Rekenkamer, Rekeningen, n° 107, 4e cahier.
(416) A. HULSHOF, *Oorkonden*..., pp. 377-380.
(417) *Ibid.*, pp. 382-383, acte du 22 septembre 1427.

de ce seigneur a aussi son influence, que cette qualité soit juridique — seigneur héréditaire ou engagiste — ou personnelle — petit chevalier rural ou prince puissant —).

L'addition de deux ou trois de ces facteurs joue évidemment en faveur du processus d'aliénation : rappelons les exemples d'Anvers ou de Grave, d'une part (zones frontalières tombant aux mains d'un seigneur local puissant, qui est le prince voisin), des seigneuries cis-mosanes (enclaves isolées en territoire étranger et non rattachées au domaine ducal), ou des terres d'Outre-Meuse (dans lesquelles, au moment des engagères, les trois facteurs se trouvèrent réunis : grand éloignement géographique, isolement et détachement du domaine ducal).

A l'opposé, dans la plupart des régions extérieures où les ducs exercèrent la réalité du pouvoir de fait, nous verrons se manifester, à des degrés divers, l'intervention des organes de gouvernement que l'on serait tenté, à première vue, de qualifier de purement brabançons.

*
* *

CHAPITRE III

LA FONCTION DUCALE (*)

I. *Les titres*

Les titres portés par les princes sont d'une certaine manière le reflet des vicissitudes de la formation du duché et des unions personnelles.

Dans les lettres patentes, tous les ducs de Brabant s'intitulent au moins : *X. par la grâce de Dieu, duc de Lothier, de Brabant et de Limbourg et marquis du Saint-Empire.*

Nous avons déjà signalé plus haut l'origine de cette énumération (1).

A cela vient s'ajouter la titulature des principautés tenues en union personnelle.

Wenceslas et Jeanne se disent aussi duc et duchesse de Luxembourg, et cette qualification prend la première place, avant celle de duc et duchesse de Lothier. Cependant ils ne sont pas nommés comtes de Chiny après l'achat de ce comté le 16 juin 1364 (2).

Jean IV, depuis son mariage, se dit comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande et seigneur de Frise, et cela jusqu'à sa mort, nonobstant les déboires de sa vie conjugale et les vicissitudes de son pouvoir de fait dans les territoires considérés. Mais il ne se dit qu'exceptionnellement comte de Ponthieu et comte d'Ostrevant (3).

Philippe de Saint-Pol, quant à lui, fait suivre ses titres «brabançons» de ceux de comte de Ligny et de Saint-Pol, qu'il portait déjà avant son avènement (4).

Les titres des petites seigneuries ne sont pas repris : jamais les ducs ne se dirent seigneurs de Malines (avant 1357) (5), ni de Fauquemont, de Kerpen ou autres petites terres d'Outre-Meuse. Cette règle n'a, à notre connaissance, souffert qu'une exception : dans deux actes intéressant la seigneurie de Coulom-

(*) Il est bon de rappeler ici ce qui a été dit dans l'Avant-Propos au sujet de la première partie du présent travail. Plus encore peut-être que les pages qui précèdent, le présent chapitre ne veut être qu'une introduction à une étude plus poussée, qui constituerait à elle seule un ouvrage complet.

(1) Voir Introduction.

(2) La titulature de Jeanne et Wenceslas a été étudiée par Mme M. Moulart, *Etude ...*, inédit, pp. 59-64.

(3) Ces titres apparaissent dans les lettres solennelles en latin (avec invocation trinitaire) par lesquelles 1° le 28 août 1426, Jean IV annonce la création par le pape de l'Université de Louvain ; 2° le 7 novembre 1426, il accorde des privilèges à cette université (cet acte est édité dans E. Reusens, *Documents relatifs à l'histoire de l'Université de Louvain*, pp. 84-89).

(4) Sur la question des comtés de Ligny et de Saint-Pol, voir ce qui est dit ci-dessus, pp. 107-108.

(5) Titre qui sera porté par le comte de Flandre, puis par les ducs de Bourgogne.

miers-en-Brie (6). Wenceslas, à l'énumération de toutes ses autres qualités, joint celle de «*seigneur de la ville, chastel et chatellene* [sic] *de Coulommiers en Brie* (7).

L'attribution, à titre personnel, de certaines fonctions à l'un des princes étudiés peut aussi se traduire dans la titulature utilisée. Ainsi, de 1366 à 1372, Wenceslas a été vicaire de l'Empire en deçà des Alpes, fonctions surtout honorifiques que lui avait confiées son frère Charles IV. Le duc en a pris la qualification dans ses actes pour ses principautés lotharingiennes (8).

Un cas particulier nous est offert par la guerre de succession de Brabant et par ses conséquences. Louis de Male, après avoir envahi le duché, a pris successivement les titres de seigneur des principales villes du pays tombées entre ses mains, et ce n'est qu'après quelques semaines qu'il se fit appeler duc de Brabant (9). Il faut remarquer que, chez lui, le titre ducal suit celui de comte de Flandre, et continuera à être porté après le traité d'Ath de 1357 (10). Cela donne à réfléchir sur le fait qu'il est permis de se dire duc de Brabant sans en exercer les prérogatives. De même d'ailleurs que les ducs de Brabant effectifs, quand ils se disent ducs de Lothier, se servent d'un vocable vidé de son contenu.

Ce qui vient d'être dit vaut pour les lettres patentes. Dans le domaine des lettres closes ou des lettres de sceau plaqué (commençant par la formule «*De par le duc* ...»), les formules sont plus simples et cernent mieux la réalité : les titres conservés par tradition dans les lettres patentes sont ici abandonnés. Seront donc seuls utilisées les suscriptions suivantes :

— sous Jeanne et Wenceslas : De par le duc (ou la duchesse) de Luxembourg et de Brabant (11) ;
— sous Antoine : De par le duc de Brabant et de Limbourg (12) ;
— sous Jean IV, après son mariage avec Jacqueline de Bavière : De par le duc de Brabant et de Limbourg, comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande (13) ;

(6) Sur Coulommiers, voir *supra*, p. 105. — Signalons à ce propos qu'Antoine, devenu seigneur d'Anvers après le décès de sa mère, s'est parfois dit «seigneur d'Anvers» dans des actes intéressant la ville, ceci avant qu'il ne soit devenu duc de Brabant (voir par exemple sa Joyeuse Entrée comme seigneur d'Anvers, du 27 avril 1405, publiée par F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, 1ste boek, pp. 168-169).

(7) AGR, Chartes de Brabant, n° 5678 (acte du 17 juillet 1380), et Chartes de Luxembourg, n° 1351 (acte du 15 octobre 1383).

(8) M. MOULART, *op. cit.*, p. 61.

(9) Voir *infra*, p. 120.

(10) Voir *supra*, p. 45.

(11) M. MOULART, *op. cit.*, p. 98. On notera que même le titre ducal de Limbourg est omis.

(12) Exemples : AGR, Chartes de Brabant, 29 décembre 1406. — ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg 1229-1364, lettre du 10 novembre [± 1407], etc. — Voir aussi des exemples dans le registre de la Chancellerie d'Antoine : AGR, CC, 45.673, fol. 25r°, 37r°, 38r°, 108r°-v° et 123v°.

(13) Exemples : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1489 (Reg. 1209), lettre du 22 novembre [1424]. — *Ibid.*, Inv. n° 1489 (Reg. 1210), lettre du 6 décembre [1424]. — *Ibid.*, Inv. n° 1489 (Reg. 1211), lettre du 17 janvier [1425]. — *Ibid.*, Inv. n° 1482 (Reg. 1106), lettre du 23 mars [1426]. — *Ibid.*, Inv. n° 1482 (Reg. 1107), lettre du 28 mars [1426]. — *Ibid.*, Inv. n° 1482 (Reg. 1110), lettre du 14 juin [1426]. — Le 29 juillet [1423], une lettre close de Jean IV à son

— sous Philippe de Saint-Pol : De par le duc de Brabant et de Limbourg, comte de Ligny et de Saint-Pol (14).

Voilà pour les termes utilisés dans les actes sortis de la chancellerie. Il faut aussi dire quelques mots sur la manière dont les princes sont le plus couramment appelés dans d'autres documents administratifs brabançons, les comptes plus particulièrement.

Dans les volumes de la recette générale de Brabant, et jusque vers la fin du XIV^e siècle, les passages mentionnant le duc ou la duchesse parlent le plus souvent, d'une manière toute simple, de

dominus dux, ou *domina ducissa* (15), parfois même plus brièvement encore, de

dux et *ducissa* (16) ;

en néerlandais, il sera question de

mijn here, et de *mijne vrouwe* (17).

A partir de la fin du règne de Jeanne et sous les princes de la dynastie bourguignonne une plus grande déférence se fait jour. Il sera en effet plus souvent question de *mijn genadige vrouwe van Brabant, mijn genedige here den hertoge* (18). Si le duc est généralement traité de «gracieux seigneur» en néerlandais, il apparaît plutôt comme «*trés chier et trés redoubteit*» dans les documents français (19).

Autre chose encore est la façon dont il sera question du prince dans la correspondance qui lui est adressée. Les lettres écrites par des autorités subalternes brabançonnes sont assez rares. Citons-en une adressée à Antoine par les maîtres de la Chambre des Comptes de Bruxelles, en date du 20 avril 1413. Elle commence par :

Ghenedighe heer,

et se termine par la formule :

Ghenedighe heer, wi bidden Gode dat hi U altijd in sijn salighe hoede hebben

cousin Philippe le Bon ne comporte pas de suscription, mais par contre une souscription reprenant les mêmes titres : «*Vostre cousin le duc de Brabant et de Lembourg, conte de Haynnau, de Hollande et de Zeelande*» (AGR, Chartes de Flandre, I^re série, n° 51).

(14) Exemples : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, I^e deel, Inv. n° 1490 (Reg. 1229), lettre du 26 avril [1427] ; *ibid.*, Inv. n° 1490 (Reg. 1230), lettre du 13 mai [1427] ; *ibid.*, Inv. n° 1490 (Reg. 1231), lettre du 23 mai [1427] ; — AGR, CC, 5255, annexe, lettres du 27 septembre 1427, du 23 décembre 1427 ; — AGR, Chartes de Brabant, lettre du 19 mai [1428 ?] ; — AGR, CC, 5256, annexe, lettre du 17 décembre 1428, etc.

(15) Dans les comptes rédigés en latin : AGR, CC, 2350 à 2360 et 2376, ainsi que dans CC, 2361 (compte du clerc du receveur de Brabant).

(16) Exemple : AGR, CC, 2350, p. 35.

(17) AGR, CC, 2362 et suivants. — Il n'y a pas de comptes de la recette de Brabant en français. Pour trouver des équivalents en cette langue, il faut recourir aux comptes des officiers (receveurs ou justiciers) du Roman Pays. Ainsi, dans les comptes du bailli du Roman Pays, on trouvera parfois *mesire* (au cas sujet, ou *monseigneur* au cas régime) le *duc*, ou *madame la duchesse*, mais plus souvent *mesire* (ou *monseigneur*) *de Brabant, et madamme de Brabant* (AGR, Comptes en rouleaux, 2743 et suivants).

(18) Voir les comptes de l'extrême-fin du XIV^e siècle et du début du XV^e siècle.

(19) Voir des exemples dans L. DEVILLERS, *Cartulaire ...*, t. IV, pp. 171, 198, 201, 202 et t. VI, I^re partie, pp. 193-195. — [A. DECOURTRAY] et L. DEVILLERS, *Particularités curieuses ...*, 2^e partie, pp. 8 et 13.

wille ende U gheve goed lijf ende lanc. Ghescreven ... (suit la date). *Uw oetmoedighe dieneren, Uwe lieden van der rekeninghen* (20).

Il est plus intéressant d'examiner la manière dont s'adressent au duc des autorités étrangères, car il est parfois possible d'y déceler une arrière-pensée politique.

C'est ainsi que dans les actes des Empereurs ou des rois des Romains, se marquent les vicissitudes des rapports de ceux-ci avec les ducs de Brabant.

Charles IV ne manque évidemment jamais de donner à son frère Wenceslas ses titres de duc de Luxembourg, de Brabant et de Limbourg (21) ; exceptionnellement, il rappelle même ses qualités de duc de Lothier et de marquis du Saint-Empire (22).

Son fils et successeur, Wenceslas, qui après sa déposition en 1400, continue à s'appeler roi des Romains, manifeste également de bonnes dispositions à l'égard du duc Antoine, qu'il marie d'ailleurs à sa nièce Elisabeth de Görlitz. Avant ce mariage, Antoine est dit *illuster Anthonius Brabantie dux consanguineus noster carissimus* (23) ; après la célébration des noces, il devient *illuster Anthonius dux Brabantie princeps, filius noster carissimus* (24) ou *hochgebornen Anthonien herzogen zu Brabant* ... (25) suivant la langue des documents.

Par contre Sigismond, frère de Wenceslas et son rival heureux dans l'Empire, qui dénie à Antoine la qualité de duc de Brabant, ne l'appelle jamais que «Antoine de Bourgogne» (26).

Pour la plus haute autorité ecclésiastique, le duc de Brabant est toujours, d'une façon stéréotypée, *nobilis vir*, X [= le prénom], *dux Brabantie* (27).

(20) AGR, Chartes de Brabant, 20 avril 1413, original sur papier, deux feuillets cousus ensemble et fermés par un ruban de papier, trois signets.

(21) J. BERTHOLET, *Histoire ... du duché de Luxembourg ...*, t. VII, Pièces justificatives, pp. XXXVI et XXXVI-XXXVII (4 février 1368 et 14 juillet 1376).

(22) *Ibid.*, p. XXII (5 janvier 1358).

(23) AGR, Chartes de Luxembourg, n° 1497 à 1499 et 1501-1502 (1er avril (2 fois), 7, 27 et 30 avril 1409), les trois premiers actes sont publiés dans PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, t. XXV [III], 1869-1870 ; pp. 138-139, le quatrième dans J. BERTHOLET, *op. cit.*, t. VII, Pièces justificatives, p. LXVIII. Tous ces actes sont de plus analysés par A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, à leur date. — Il y a une variante dans un acte sans date (27 avril 1409 ?), conservé sous le n° 1500 du même fonds : «*illuster* dominus *Anthonius dux Brabantie* princeps *consaguineus noster carissimus*». Rappelons que le lien de parenté invoqué est bien réel, puisque le roi de France Jean II, ancêtre d'Antoine, avait épousé Bonne de Luxembourg tante du roi Wenceslas.

(24) AGR, CC, 131, fol. 142r° (6 avril 1411). — Dans un acte du 24 mai 1411, connu en traduction française, Antoine est dit «*duc de Brabant, nostre cher filz*» (CC, 33, f° 68). — Les deux actes sont analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, à leur date.

(25) Actes des 13 et 14 août 1411 (AGR, CC, 37, fol. 477v°, 491v° et 482v°), du 10 janvier 1412 (*ibid.*, fol. 500), du 9 octobre 1412 (2 actes, *ibid.*, fol. 509v° et CC, 32, fol. 77), du 18 octobre 1412 (3 actes, CC, 37, fol. 508, 498v° et 497v°). Tous ces actes sont analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, à leurs dates. Ils ont trait à l'engagère du Luxembourg.

(26) Voir *Introduction*, p. 14. — Rappelons ce qui a été dit à cet endroit au sujet de l'«inconséquence» de Sigismond qui, une fois Antoine mort, n'hésite pas à traiter la veuve du défunt, Elisabeth de Görlitz, de «duchesse de Brabant» !

(27) Exemples : bulle de Clément IV du 8 août 1351 (AGR, Chartes de Luxembourg, n° 949). — bulle de Benoît XIII du 15 février 1409 (*ibid.*, n° 1495). — bulle du même du 13 mars 1409

Dans les actes des princes de l'Eglise, les formules sont plus changeantes, mais toutes font apparaître le titre de duc de Brabant et souvent même se limitent à lui (28). Les mêmes tendances se manifestent dans les actes de princes ou de nobles, avec une nuance supplémentaire de respect, qui est peut-être responsable d'une présence un rien plus fréquente des titres honorifiques, comme «duc de Lothier» et «marquis du Saint-Empire» (29).

II. *La nature des pouvoirs du duc*

Définir ce qu'est un prince territorial au Moyen Age n'est pas facile. Encore ne faut-il pas s'en étonner outre mesure : il n'est déjà pas si aisé de cerner la notion de «roi de France» à cette époque (30).

Il a déjà été dit dans l'Introduction que M. L. Genicot avait fort bien fait ressortir la structure complexe des principautés territoriales issues de l'éclatement de la Basse-Lotharingie, et cela à partir de l'étude approfondie de la physionomie et de l'anatomie du comté de Namur (31).

(AGR, CC, 37, fol. 565v°). — bulle d'Alexandre V du 17 juillet 1409 (AGR, Chartes de Luxembourg, n° 1505), etc.

(28) Voir des exemples de lettres de cardinaux présents au Concile de Pise, lettres figurant en original dans les Chartes de Luxembourg (voir notamment les n^os^ 1486 à 1494) aux AGR.

(29) Quelques exemples : acte de Guillaume, comte de Namur, du 21 novembre 1360 ; Wenceslas y est dit «*tres haut et puissant Prince notre tres chier ame singneur Monss. Wenceslau de Boeme par la grace de Dieu, Duc de Lucembourc et de Brabant*» (J. Bertholet, *op. cit.*, t. VII, Pièces justificatives, pp. XXIX-XXX. — Acte de Jean, seigneur de Schoeneck et de Hartelstein, du 15 mai 1363 ; Wenceslas y est dit illustre prince et cher et gracieux seigneur Wenceslas, duc de Luxembourg et de Brabant (*ibid.*, t. VII, Pièces justificatives, pp. XXXI-XXXII). — Acte de Robert, comte de Virnembourg, du 6 février 1412 ; Antoine et Elisabeth y sont dits «*die hochgeboren Fursten, die Herzogh und Herzoginne van Brabant*» (AGR, CC, 38, fol. 459v° ; anal. dans A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, p. 134). — Acte de Gilles de Rodemack, du 25 mars 1411 (1412, n.s. ?) ; Antoine y est dit «*tres hault noble et puissant prince mon tres redoubté seigneur monsieur Anthoine par la grace de Dieu ducq de Lothier, de Brabant et de Lembourg, marquiz du Saint Empire*» (CC, 39, fol. 69v° ; anal. dans A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, p. 137). — Acte de Frédéric de Moers, comte de Saarwerden, du 26 juillet 1412 ; Antoine y est appelé «*heren Anthonis van Goitz gnaden hertzougen van Lothr., van Brabant ind van Lymburg, myne lieven gnedigen heren*» (Chartes de Luxembourg, n° 1628, vidimus du n° 1545 ; anal. dans A. Verkooren, *op. cit.*, t. IV, pp. 145 et 213). — Acte de Robert, comte de Virnembourg, du 19 août 1412 ; Antoine y est dit «*le duc de Brebant et Lembourg*» (Chartes de Luxembourg, n° 1546 ; anal. dans A. Verkooren, *op. cit.*, t. IV, p. 146). — Acte de Louis, cardinal de Bar, et de Jean de Bar, lieutenant général du duché de Bar, du 4 août 1413 ; Antoine y est dit «*nostre treschier et tresamé seigneur et cousin le ducq de Lothier, de Brabant et de Lembourg, marquis de Saint-Empire*» (Chartes de Luxembourg, n° 1558 ; anal. dans A. Verkooren, *op. cit.*, t. IV, p. 154). Etc.

(30) F. Lot et R. Fawtier, *Histoire des institutions françaises ...*, t. II, p. 9 et n. 1.

(31) Voir *Introduction*, p. 11 et n. 1. — Sur le prince médiéval dans nos régions, voir aussi L. Voet, *De Middeleeuwse Vorst*, dans *Flandria Nostra*, t. V, pp. 33-98. Des études plus limitées ont été aussi consacrées aux pouvoirs des princes de telle ou telle principauté. Ainsi pour la Flandre, P. Thomas, *Le pouvoir du comte de Flandre*, qui publie deux textes de 1318 et de 1324 définissant les pouvoirs du comte : il s'agit d'une énumération, sans grand ordre et probablement incomplète, de droits divers ; ces textes ont été commentés par R. Monier, *Les institutions centrales ...*, pp. 23-28 ; de ce dernier auteur, voir aussi ses pp. 14 et suiv., sur les origines des pouvoirs du comte ; sur les droits du comte de Namur, voir D. D. Brouwers, *L'administration et les finances ...*, t. II, pp. XIII-XIV, LVII et XCVI, et M. Walraet, *Actes de Philippe I^er^, ...*, pp. 35-37.

Des travaux de même nature menés sur l'histoire de la formation du duché de Brabant, et qui s'attacheraient à analyser d'une manière précise chacune des parties constitutives de celui-ci, permettraient aussi sans aucun doute de mieux comprendre, jusque dans le détail, le caractère complexe de la fonction ducale.

Comme la plupart des princes du Moyen Age, le duc de Brabant est à la fois :

— grand propriétaire foncier d'un domaine qu'il exploite plus ou moins directement (seigneur foncier) ;
— seigneur haut-justicier d'une autre partie du territoire, qui englobe, mais aussi qui déborde largement le domaine foncier ;
— suzerain (32) ;
— avoué suprême des principales abbayes du pays (33) ;
— détenteur de droits régaliens, comme celui de battre monnaie ;
— «souverain» (34), ou mieux «prince», au sens premier du mot ; on pourrait aussi dire «seigneur éminent» (*overheer* ou *overste heer* en néerlandais) (35) ;
— garant de la paix publique et, par ce biais, justicier suprême dans sa principauté (36).

Certains aspects de ce pouvoir sont mieux connus que d'autres. Depuis les travaux de Mlle Martens, le domaine «ducal» et son importance jusqu'à l'avènement de la dynastie bourguignonne se trouvent parfaitement

(32) Sur l'emploi du mot «suzerain», voir M.-A. ARNOULD, *Les dénombrements* ..., p. 30, n. 1. — Sur l'importance de la notion de «suzeraineté» et sur son évolution, voir J. F. LEMARIGNIER, *La France médiévale*, pp. 260-261 (ce qu'écrit l'auteur s'applique au roi de France, mais le processus mis en évidence vaut pour un prince territorial).

(33) Dans un acte du 9 avril 1428, Philippe de Saint-Pol rapporte que l'abbé de Grimbergen s'en est remis à lui, comme seigneur éminent et avoué, et aux trois Etats de Brabant, dans un conflit qui l'opposait, lui abbé, au seigneur de Grimbergen à propos du droit de gîte exigé par celui-ci de l'abbaye (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, Charters en losse stukken, fol. 727, n° XXXIII) ; dans un acte du 25 juillet 1428, le même duc, déclarant agir comme seigneur et prince du pays, avoué supérieur (*oversten voecht*), patron et protecteur de l'abbaye de Tongerlo, prend sous sa protection ceux qui auront à élire un nouvel abbé (AGR, CC, 23, fol. 69v°-71).

(34) Le mot est utilisé par M. L. GENICOT, *Des provinces dans un monde*, pp. 11 et 13, qui ajoute immédiatement que cette «souveraineté» (les guillemets sont de lui) est «mal définie et de faible portée avant l'époque moderne» (p. 13). Voir aussi, du même auteur, *Ligne et Zone* ..., p. 34, n. 1, ainsi que R. MONIER, *Les institutions centrales* ..., pp. 20-21.

(35) Le duc de Brabant se qualifie parfois lui-même de «*overste heeren ende prince van den lande*», ainsi Philippe de Saint-Pol, dans l'exposé d'un acte du 25 novembre 1429 (édit. : J. P. W. A. SMIT, *Het Brabantsche Jachtrecht* ..., Bijlagen, pp. 31-36 ; voir p. 34) ; exemples de la forme «*overheer*» signalés par J. DE STURLER, *Un fief* ..., pp. 144-145, qui mentionne aussi l'équivalent français «*souverain seigneur*» ; — voir aussi *infra*, note 61, acte du 28 avril 1404.

(36) Sur l'importance du facteur «garantie de la paix publique» pour l'extension des pouvoirs judiciaires du prince, voir L. GENICOT, *Des provinces dans un monde*, p. 13 ; L. VOET, dans *Flandria nostra*, t. V, p. 64, et A. J. MARIS, *Het karakter* ..., pp. 257-261 (dans un article nuançant ce qu'écrivait W. DE VRIES, *Het karakter* ..., sur l'origine des pouvoirs judiciaires du duc de Gueldre). Le maintien ou la restauration de la paix publique a aussi joué un grand rôle dans le développement du pouvoir royal en France aux XII^e^ et XIII^e^ siècles (J. F. LEMARIGNIER, *La France médiévale* ..., pp. 261-262).

délimités (37). Les localités où le duc exerce la haute justice ont été répertoriées par M. Kerremans (38). Il est permis aussi de tenir compte de certaines des conclusions de M. Byl (39), qui nous apprend que, sur 578 cours de justice scabinales recensées par lui en Brabant, plus d'un quart appartiennent au duc lui-même (40). Il est donc facile de montrer que le duc était un propriétaire foncier et un détenteur de pouvoirs judiciaires importants. La situation évolua peu entre 1406 et 1430 : les textes ne montrent aucune transformation marquante du domaine, ni aucune modification dans l'exercice des droits de justice (41).

Du point de vue féodal, il n'existe aucun travail semblable à la thèse consacrée par Mlle A. Scufflaire aux fiefs du comté de Hainaut (42). Tout au plus possède-t-on des listes de vassaux pour l'époque immédiatement antérieure à celle qui est étudiée ici (43). Mais ce n'est pas là ce qui importe. Au XIV^e^ siècle et au XV^e^ siècle, la féodalité n'a plus le visage qu'elle offrait au haut Moyen Age. L'élément personnel a cédé le pas à l'élément réel (44). En poussant les choses à l'extrême, il est permis de dire que c'est le fief qui fait le vassal. Un individu n'entre plus dans la vassalité d'un autre à la suite d'un engagement personnel plus ou moins librement consenti, mais parce qu'il a fait l'acquisition d'un fief tenu de celui-ci. Il n'est pas procédé à des dénombrements de vassaux mais à des dénombrements de fiefs (45), ce qui explique l'intérêt qu'il y aurait à faire, à partir de ceux-ci, une enquête du genre de celle que Mlle Scufflaire a menée à bien pour le Hainaut.

Dans cette perspective, il est aussi intéressant de déterminer les parcelles du territoire qui ne sont pas soumises au régime féodal. C'est ce à quoi s'attache Mlle M. Soenen, qui prépare une étude sur l'alleu en Brabant (46).

(37) M. MARTENS, *L'administration* ..., ainsi que du même auteur *Le censier ducal ... Bruxelles*, et *Le censier ducal ... Louvain*, qui permettent une connaissance très détaillée de certaines parties du domaine ducal.

(38) Ch. KERREMANS, *Etude* ... .

(39) R. BYL, *Les juridictions scabinales* ....

(40) Voir aussi notre note sur cet ouvrage (*Les échevinages du Roman Pays de Brabant*). Nous y suggérons notamment une étude paroisse par paroisse des possesseurs des droits seigneuriaux. Cette étude paraît d'autant plus nécessaire que certains points d'interrogation naissent de la confrontation des thèses de Mlle Martens et de M. Byl. Ainsi, sur les quelque cent soixante localités qui, d'après ce dernier, possèdent un échevinage ducal, environ cent vingt seulement sont, d'après Mlle Martens, reprises dans les listes des villages composant les «recettes» domaniales. Qu'en est-il des quelque quarante autres ? Le contraire se présente aussi : il est fréquent que des villages figurent dans les recettes domaniales, alors qu'on n'y connaît pas d'échevinages ducaux. Mais peut-être y avait-il là d'autres cours (foncières) locales ?

(41) Au début du règne proprement dit d'Antoine, il y a eu un effort de récupération de parties du domaine aliénées sous Jeanne (voir *supra*, p. 75 et *infra*, p. 478). Mais pour l'aire géographique constituant le Brabant proprement dit, la chose est plutôt anecdotique. Il y a eu aussi des achats de seigneuries : ainsi, en août 1410, Antoine achète à Marie de Hornes les terres et seigneuries hautes et basses de Duffel et de Walem (AGR, CC, 15.718, 1^er^ compte, fol. 49).

(42) A. SCUFFLAIRE, *Les fiefs directs des comtes de Hainaut* ..., inéd.

(43) L. GALESLOOT, *Le livre des feudataires de Jean III* ....

(44) F. L. GANSHOF, *Qu'est-ce que la féodalité ?*, 3^e^ édit., pp. 193 et suiv. — M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 57.

(45) Même si ces dénombrements se présentent comme des listes de personnes, ils ont pour but, en réalité, de faire le relevé des fiefs tenus par celles-ci.

(46) Un premier bilan de ces recherches a été présenté par Mlle M. SOENEN comme mémoire pour

Que les ducs aient eu conscience de la nature complexe de leurs pouvoirs ne peut être mis en doute. L'importance de l'aspect «seigneurial» de leurs prérogatives transparaît dans la terminologie de leurs actes. Il y est souvent question de leur «*hooghe heerlicheit*», de leur «*haulte seignourie*». Sous la dynastie bourguignonne, la formule de date des actes ducaux montre bien qu'il est fait une distinction entre les régions où le prince possède ce que nous appellerons la seigneurie directe, et les autres.

En effet, à partir de l'avènement d'Antoine comme duc de Brabant, les lettres patentes sont données :

— dans *notre* ville de ...
ou dans *notre* «église» de ...
lorsqu'il s'agit d'une localité dont le duc est seigneur local ou d'un établissement religieux dont il est avoué ou patron (47), et
— «dans *la* ville de ...», ou «à ...»
dans les autres cas (48).

L'emploi d'autres formules de chancellerie avant 1406 ne signifie pas que la distinction relevée ici n'était pas ressentie, ni parfois traduite dans la terminologie des actes. Ainsi dans une ordonnance du 15 juillet 1393 (49), décidant de la frappe d'une nouvelle monnaie en Brabant, la duchesse Jeanne demande à certains de ses conseillers de sceller avec elle ; elle adresse la même prière à «*onsen goeden steeden van Loeven, van Bruessel, van Thienen ende oec* der *goeder stad van Dvest*».

l'obtention de la licence en philosophie et lettres en 1961, sous le titre «*Contribution à l'étude des alleux en Brabant jusqu'à la fin du XIII^e siècle*», inédit, Université libre de Bruxelles.

(47) Pour les villes et villages, les exemples sont surabondants. Pour les établissements religieux, voir notamment A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e partie, Inv. ms, 4 et 5 septembre 1413 (*in onsen godshuse van Sente Bernaerds op die Schelt*) et 22 septembre 1423 (*en nostre eglise du Parck*). — Au XIV^e siècle, et encore pendant la régence d'Antoine, la formule est plus brève, et ne permet pas de faire la distinction qui s'opère par la suite. On écrit en effet, dans tous les cas : «Donné à X ...» (*Gegeven* te *Bruessel, Datum Bruxelle*). L'emploi de l'adjectif possessif semble être repris à la chancellerie bourguignonne, et est introduit par Jean IV en Hainaut, en Hollande et en Zélande (voir L. DEVILLERS, *Cartulaire ...*, t. IV, et F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek ...*, t. IV).

(48) Exemples repris à A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e partie, Inv. ms, 9 juin 1412 (*in der stat van Breda*) ; 13 juin 1413 (*in der stat van Diest*) ; même formule le 1^er juillet 1413, le 2 juillet 1413, le 17 décembre 1413 et le 1^er juillet 1427) ; 1^er juillet 1413 (*te Diest*) ; même formule le 4 juin 1415, le 7 décembre 1420 et le 17 octobre 1427 ; 9 juin 1417 (*in der borch te Westerle* ; ce château appartenait au seigneur de Wezemaal) ; 24 mai 1418 (*apud Rode Sancte Agathe* ; en flamand, dans un autre acte de la même date : *tot Sinte Aechten Rode* ; village appartenant à Guillaume de Sayn). — Exemples tirés des archives de la ville de Diest, pour des actes donnés à Diest, 18 janvier 1413 (n. s.) (*inder vors. stat van Diest*) ; 1^er juillet 1413 (deux actes : *te Diest*) ; 8 décembre 1420 (*inder voirs. stat van Diest*) ; voir AV Diest, Chartes des seigneurs de Diest, aux dates indiquées (sauf l'acte de 1413 qui est daté de 1412 dans le chartrier, la réduction au nouveau style n'ayant pas été opérée). — Il faut signaler que la formule sans l'adjectif possessif se retrouve encore parfois après 1406 pour des possessions ducales (Exemples : A. VERKOOREN, *op. cit.*, Ms, 26 septembre 1407, 11 janvier 1408, 18 mai 1409, 6 avril 1412, 12 juin 1412, 16 juin 1412, 23 février 1414, 13 mars 1417, 13 juillet 1420, 11 janvier 1421, ...), mais l'emploi du possessif constitue la règle la plus générale, tandis que, pour un acte donné dans un lieu dont le duc n'est pas seigneur *jamais* nous n'avons relevé d'exemple d'emploi de l'adjectif possessif.

(49) AV Louvain, 1470.

C'est comme seigneur local que le duc renouvelle les échevinages de «ses» villes et villages. Ce fait est parfois exprimé dans les actes des échevinages, là où cela doit se faire périodiquement de cette manière : «*comme a nous*, a cause de nostre seigneurie de nostre ville dAnvers *appartiengne refaire et renouveller la loy de nostre dicte ville toutes les fois que le cas y eschoit*» (50).

Mieux encore : lorsque en 1356, Louis de Male envahit le Brabant, il se fait d'abord reconnaître non comme duc mais comme seigneur des principales villes du duché, s'intitulant successivement seigneur de Bruxelles (dès le 18 août 1356) (51), puis seulement de Malines (le 20 août) (52), ensuite de Louvain (le 22 août) (53) et enfin d'Anvers (le 23 août) (54). Il ne prend le titre de duc de Brabant que le 6 septembre (55), bien qu'il ait déjà posé des actes en tant que «prince», notamment en convoquant les nobles brabançons à Kortenberg (par lettre du 27 août) (56) et en recevant l'hommage du seigneur de Bréda, Jean de Polanen, le 4 sentembre (57).

Les autorités locales témoignent parfois de ce qu'elles aussi ressentent le duc comme seigneur du village et cela encore vers le milieu du xv^{e} siècle. Quand, le 20 juillet 1441, Antoine de Croÿ, agissant comme seigneur de Bierbeek, amortit les biens que possède le prieuré de Val-Duchesse d'Auderghem à Bierbeek, et fait allusion à «*Jehan duc de Brabant nostre predicesseur*» (!), il en a évidemment non au duc comme tel, mais à son prédécesseur comme seigneur de Bierbeek (58).

Dans les localités dont il n'est pas seigneur direct, et dont il peut même éventuellement ne pas être suzerain, comme à Diest (59), le duc de Brabant tend à s'imposer comme *seigneur éminent*.

Comme tel, il lui était loisible, dans de simples villages, voire dans des villes qui possédaient leur propre seigneur haut justicier, d'accorder ou de confirmer

(50) AGR, CC, 45.673, fol. 5r°-v°, acte du 12 novembre 1407. — Le même fol. contient, en marge, un acte de même nature, du 13 juin 1408, pour les villes de Lierre et de Herentals. — Sur la nomination des échevins, voir R. Byl, *Les juridictions scabinales* ..., pp. 67 et suiv. — Il faut bien préciser que même dans les grandes villes où les échevins sont choisis de fait par les autorités urbaines, ils sont nommés par le duc, c'est-à-dire par le seigneur local. Le duc n'intervient pas comme prince : il ne participe en rien à la désignation ni à l'installation des échevins dans les villes qui ont un seigneur particulier (Bergen-op-Zoom, Diest, Gembloux, ...).

(51) *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 490-491.

(52) *Ibid.*, t. II, pp. 493-495.

(53) *Ibid.*, t. II, p. 498.

(54) *Ibid.*, t. II, p. 499.

(55) T. de Limburg-Stirum, *Cartulaire* ..., t. II, pp. 456-458. — Dans un acte du 2 septembre, il s'était déjà dit «*here van Brabant*» (*ibid.*, t. I, pp. 574-575).

(56) *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 506-508.

(57) A. Verkooren, *Inventaire ... Brabant*, II^{e} partie, t. II, à la date). Voir dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 508-510, la liste des vassaux des ducs de Brabant qui ont prêté l'hommage à Louis de Male, ainsi que, pp. 510-513, un certain nombre de lettres adressées au comte par ceux qui refusèrent de lui jurer fidélité, et qui décidèrent de rester fidèles à Jeanne et à Wenceslas.

(58) AGR, Arch. ecclés. du Brabant, 20.411-20.415 (Chartrier de Val-Duchesse), charte du 20 juillet 1441.

(59) Diest est un fief de l'église de Cologne et le reste même après son annexion de fait au duché de Brabant (voir J. de Sturler, *Un fief* ..., p. 168).

des privilèges (60), ou plus souvent d'intervenir comme arbitre dans des conflits entre le seigneur local et ses administrés, ou de garantir l'exécution de conventions ou d'accords entre autorités locales (61), ou encore très régulièrement de régler des différends entre communautés locales (62). Il lui arriva même d'opérer la saisie temporaire de certaines seigneuries (63).

L'importance du rôle joué par le duc comme seigneur *éminent* est fonction de la personne du seigneur local qu'il a en face de lui. N'a-t-il affaire qu'à un noble, même riche et puissant, le prince réussira fût-ce en s'armant de patience, à s'imposer à lui (64). Se heurte-t-il au contraire à un autre prince, son voisin devenu acquéreur d'une localité frontalière, il court le risque de voir celle-ci sortir de l'orbite brabançonne, ainsi que le montrent plusieurs exemples relevés dans le chapitre précédent (65).

Evoquer le domaine militaire et celui des impôts, c'est, suivant notre conception actuelle, traiter de prérogatives réservées à l'Etat. Qu'en est-il dans le Brabant des XIV^e^ et XV^e^ siècles, antérieurement à 1430 ? Peut-on affirmer qu'il s'agit de domaines réservés au *prince* ?

La question, encore une fois, n'est pas simple.

Tout d'abord du point de vue militaire.

(60) Ainsi le 31 mars 1367, Wenceslas et Jeanne confirment tous les privilèges de la ville de Diest reçus de leurs ancêtres, conjointement ou non avec les seigneurs de Diest (Ch. STALLAERT, *Inventaire analytique* ..., p. 233) ; le 26 août 1398, Jeanne confirme les privilèges des habitants de Zichem, sous réserve de sa « hauteur » et des droits des seigneurs du lieu (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. II, p. 89, anal. n° 7304).

(61) En ce qui concerne l'arbitrage de conflits entre un seigneur local et ses administrés, des exemples pourront facilement être trouvés dans l'histoire des villes de Diest et de Nivelles. — Voir aussi p. 374, n. 365. — Exemple de sanction d'un accord conclu entre autorités locales : le 28 avril 1404, Jeanne, en tant que dame supérieure et princesse de Brabant, confirme un privilège touchant le moulin de Neerheylissem, accordé par Gautier de Kersbeek, seigneur de Gossoncourt, à l'abbé d'Heylissem, suite à un conflit survenu entre eux au sujet de ce moulin (original aux AGR, Arch. ecclés. du Brabant, 8318, 28 avril 1404 ; analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, Inv. ms, d'après une copie).

(62) Voir exemples, *infra*, p. 373, n. 362.

(63) Ce fut le cas notamment pour les seigneuries d'Argenteau (sur la Meuse), de Bergen-op-Zoom, de Diest et du pays de Malines. Argenteau avait été saisie avant le 5 septembre 1410, car elle servait de base à des coups de main contre les possessions ultra-mosanes des ducs de Brabant (voir un acte de Guillaume, seigneur d'Argenteau, du 5 septembre 1410, publié par E. POSWICK, *Histoire ... d'Argenteau*, pp. 218-221 ; Bergen-op-Zoom avait été saisie avant le 3 mai 1399, parce qu'un écoutète du seigneur avait refusé de faire droit aux habitants de la ville (voir un acte de Jeanne, du 3 mai 1399, mettant fin à la saisie ; AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, f°40) ; Diest fut saisie par Antoine en 1413 à l'occasion d'un conflit entre le seigneur de Diest et ses sujets, conflit dans lequel le duc donna tort au premier (sur ce conflit, voir F. J. RAYMAEKERS, *Chronicon Diestense*, pp. 414-415 et *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 176-189) ; le pays de Malines (seigneurie brabançonne, à ne pas confondre avec la seigneurie de Malines, qu'elle jouxte) fut saisi en 1425 en raison de la situation financière désespérée de son seigneur (acte du 12 décembre 1424 : orig. au Kon. Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, n° 179 ; anal. d'après une copie dans A. UYTTEBROUCK, *Liste* ..., p. 257, n° 170).

(64) L'exemple de Diest est à ce point de vue exemplaire. Voir l'article déjà cité de M. J. DE STURLER, *Un fief* .... Sur la manière dont les princes en général se sont imposés aux nobles pour les intégrer dans leur principauté, voir L. GENICOT, *Noblesse et principautés* ...

(65) Voir *supra*, pp. 59-60.

Notre conception moderne veut que seul l'Etat possède des pouvoirs en cette matière. Il n'en est rien en Brabant entre 1355 et 1430. Des seigneurs plus ou moins puissants ont leurs propres troupes, et se font la guerre (66), des villes ont leurs milices et s'en servent pour régler leurs problèmes particuliers (67). Le duc, dans cette perspective, n'apparaît que comme un chef militaire plus important que les autres, tirant une part de sa force de son rôle de suzerain, une autre part, non négligeable, de celui de seigneur immédiat d'importantes communautés urbaines et rurales (68).

Mais certains faits sont assez ambigus : ainsi, le duc fait contrôler l'état, l'équipement et l'approvisionnement des châteaux forts que possèdent les seigneurs locaux (69). Mais peut-être est-ce là plutôt une manifestation de ses pouvoirs de suzerain.

Autre chose est la précaution prise par le prince de se réserver, dans certains cas d'aliénation de la haute justice, le ban, le droit de mobiliser les hommes soumis aux obligations militaires. C'est là théoriquement un droit régalien (70). Le tout est de savoir à quel titre le duc de Brabant l'exerce. Est-ce comme héritier des comtes de Louvain, ou comme successeur des ducs de Lothier ?

La levée d'aides peut-elle être considérée comme un droit du prince ? Peut-être à l'époque qui nous occupe, mais il ne faut pas perdre de vue l'origine féodale — il vaudrait mieux dire féodo-seigneuriale — de l'aide (71). Le suzerain, ou le seigneur, peut exiger de ses vassaux, ou de ses sujets, une aide pécuniaire en cas de besoin, le premier à titre d'*auxilium* féodal, le second à titre de *precaria* seigneuriale. Assez rapidement les vassaux obtinrent de ne plus

(66) Ils peuvent aussi mettre leurs troupes à la disposition du duc, comme ce fut le cas lors de l'expédition qui se termina par la bataille de Baesweiler.

(67) Qu'on songe aux milices bruxelloises allant mettre le siège devant Gaasbeek en 1388 pour venger la mort d'un des échevins de la ville, Everard T'Serclaes.

(68) Ce n'est pas d'ailleurs toujours comme prince que le duc fait la guerre. C'est à titre personnel et non comme duc de Brabant que Wenceslas entreprit la campagne qui devait conduire au désastre de Baesweiler (A. DUBOIS, *La bataille de Basweiler*, I, p. 23).

(69) Entre le 1er décembre 1415 et la Saint-Jean 1416, l'écoutète d'Anvers se rend, sur ordre du duc, dans toute l'écoutèterie d'Anvers et dans tout le marquisat de Rijen pour ordonner à tous les seigneurs qui y possèdent un château «*dat sy haer slote wel provanceerden ende houden souden tot mijns gened. heren behoef voirs. ende syns lants van Brabant* (AGR, CC, 12.974, compte du 1er décembre 1415 au 24 juin 1416, chapitre des dépenses). — Vers la même époque, par lettres closes du duc du 29 avril 1416, le marquis de Rijen (c'est l'autre titre que reçoit le même fonctionnaire) reçoit cette fois l'ordre d'aller visiter et inspecter tous les châteaux de son ressort y compris ceux des «*smael heren*», et de vérifier l'état de leurs murs et de leurs provisions (*ibid.*, compte de la Saint-Jean à la Noël 1416, fol. 3v°).

(70) E. POULLET, *Histoire politique nationale*, t. I, pp. 562-563. — Sur le souci qu'a le prince de se réserver le son de cloche dans des seigneuries qu'il aliène, voir l'exemple de Turnhout et de Heusden (*supra*, pp. 50 et 51) ; voir aussi *Brab. Yeesten*, t. II, p. 687 (anal. d'après la Table de VAN HEURCK d'un acte de Jeanne, du 1er avril 1396, n.s., par lequel la duchesse donne à Guillaume de Sayn les villages de Bossut et de Gottechain à l'exception de «*hare bede, hare clocslaghe, ende die noge heerlicheit die sy tot haer wert behout*». — On conserve le texte de lettres de Jeanne par lesquelles la duchesse mande à l'abbesse de Nivelles de faire sonner le tocsin à Nivelles en raison de menaces pesant sur le pays (voir AGR, Arch. ecclés. du Brabant, 1417, fol. 90v° : 24 mai 1387, et 420v° : 22 août 1397).

(71) Sur les origines de l'aide, voir principalement M.-A. ARNOULD, *Les dénombrements* ..., pp. 30 et suiv., chap. intitulé : «*Les origines de l'impôt public en Hainaut*» ; voir aussi F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises* ..., t. II, p. 169 ; et A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., p. 65.

contribuer qu'en certaines circonstances, dont le nombre a pu varier (72). Les trois «cas» communément cités sont le mariage (du suzerain ou plus souvent de sa fille aînée), l'adoubement (du suzerain ou plus souvent de son fils aîné) et la rançon (du suzerain prisonnier) (73). Dans le monde seigneurial, il en fut de même. Les communautés locales, urbaines d'abord, rurales ensuite, en obtenant de leurs seigneurs des chartes de franchise, arrachèrent le droit de ne plus contribuer financièrement que dans les «cas» mentionnés plus haut.

Quand, en Brabant, l'aide tendra à devenir générale, elle gardera néanmoins le souvenir de ses origines : bien que toujours «extraordinaire» dans son principe, l'aide pécuniaire sera tenue pour *ordinaire* si elle est levée pour un des trois motifs indiqués (un quatrième viendra s'y ajouter : l'avènement du prince), et *extraordinaire* si elle est sollicitée pour une autre raison.

D'autre part l'aide générale, étendue à l'ensemble du territoire de la principauté, marque-t-elle vraiment une révolution par rapport à l'état de choses antérieur, ou une simple évolution (74) ? Qui participe à l'aide aux XIV^e^ et XV^e^ siècles ? Les trois ordres ou, pour reprendre la classification de Mme Van Neck (75) :

— les couvents,
— les villes et villages dépendant de seigneurs (ce que les sources appellent «*Brabant onder die smalle heeren*»),
— les villes et villages dépendant du duc.

Qu'est-ce à dire ?

Dans les villes et villages «ducaux», le duc, en tant que seigneur local, a le droit d'exiger une aide pécuniaire de ses sujets, éventuellement dans les limites des privilèges concédés à ceux-ci.

Les autres villes et villages ont leur propre seigneur particulier. Celui-ci est,

(72) GANSHOF, *Qu'est-ce que la féodalité ?*, pp. 111-112 ; M.-A. ARNOULD, *Les dénombrements ...*, p. 38.

(73) Nous mentionnons ici les «cas» les plus fréquents. Ils n'ont pas toujours été les seuls. E. POULLET (*Histoire politique nationale*, t. I, pp. 443-444) en dénombre jusqu'à sept. En Brabant, un certain flottement a régné, tant à propos de leur nombre qu'en ce qui concerne leur contenu. Dans le testament d'Henri II (1248), édité par G. BOLAND et E. LOUSSE (*Le testament d'Henri II*), il est simplement dit que le duc ne lèvera plus d'aides sans l'accord des nobles et des ecclésiastiques ; en 1261, le testament d'Henri III dispose que l'aide ne sera levée que dans quatre cas 1° pour la défense de la terre ; 2° pour le service de l'Empereur et du roi des Romains ; 3° pour le mariage du fils *ou* de la fille (remarquons qu'il n'est pas dit «ainé[e]») ; 4° pour l'adoubement du fils (même remarque) ; (texte édité par G. BOLAND, *Le testament d'Henri III*) ; la Charte de Kortenberg, de 1312, prévoit trois cas : mariage, chevalerie et rançon, mais sans autre précision, ce qui peut donner lieu à plusieurs interprétations (texte dans J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. II, p. 13) ; le 6 novembre 1362, les ducs, qui viennent d'obtenir une aide «extraordinaire» pour payer leurs dettes, accordent aux prélats, barons, chevaliers, villes et franchises des lettres de non-préjudice et promettent de ne plus exiger d'aides «*uutghesceiden van gevangenissen, van huweleken ende van ridderscapen*», encore une fois sans précision (acte éd. dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 592-593 d'après AVB, A THYMO ; un original de l'acte se trouve aux AV Louvain, 1311).

(74) Mme A. MOUREAUX-VAN NECK (*Un aspect ...*, p. 66), écrit «L'aide générale se distingue de l'aide féodale par son caractère d'universalité. Elle est répartie entre toutes les localités du territoire brabançon et touche en principe tous les habitants. Elle est accordée à un souverain plus qu'à un suzerain, et constitue par là, la première forme de l'impôt moderne.» Réflexions fort pertinentes ; nous voudrions simplement insister sur le fait qu'il n'y a pas rupture avec le passé.

(75) *Ibid.*, p. 70.

au bas Moyen Age, toujours vassal du duc. Comme vassal, il doit aider son suzerain. Très normalement, dans le cadre de l'organisation seigneuriale, il demande à ses sujets de l'«aider» lui, seigneur, à «aider» son suzerain. Cela soulèvera quelques difficultés dans le cas de villes franches, ou de franchises rurales, dépendant d'un seigneur particulier. En vertu de leurs privilèges, ces communautés affranchies sont généralement exemptes d'aides et subsides, sauf éventuellement dans les cas particuliers déjà évoqués plus haut. Mais ces cas se réfèrent à la vie du seigneur local, non à celle du duc. Dès lors, ces communautés ne se considèrent pas tenues d'assister leur seigneur quand celui-ci doit aider financièrement son propre suzerain. Elles seront néanmoins invitées à le faire, mais, quand elles accepteront de contribuer dans de telles circonstances, elles se feront octroyer, encore dans la deuxième moitié du XIV^e^ siècle, des lettres de non-préjudice (76).

Reste à expliquer l'intervention du troisième groupe, les couvents. Est-il aussi possible de la rattacher aux origines féodo-seigneuriales de l'aide ? Qui compose ce groupe ? Uniquement des établissements religieux réguliers, qui possèdent cette caractéristique fondamentale, non d'être situés en Brabant, mais bien de posséder des biens dans le duché. Ces biens sont constitués pour une grande part de censives ou d'anciens fiefs (généralement transformés en censives). C'est comme détenteurs de tels biens que les couvents sont, à un certain moment, invités à contribuer aux aides, d'abord à part, puis avec les autres groupes. Une indication de cette origine *immobilière* de la participation des couvents aux aides est l'octroi d'actes d'amortissements des biens ecclésiastiques par les ducs lors des premières contributions *volontaires* des abbayes (77). Les établis-

(76) F. F. X. CERUTTI, *Middeleeuwse rechtsbronnen* ..., t. I, pp. 250-251, publie une lettre de non-préjudice obtenue par le seigneur et la seigneurie de *Bréda*, le 15 novembre 1357 (en fait, comme il s'agit d'une aide «extraordinaire», levée pour la guerre de Flandre, il est normal que la clause de non-préjudice soit étendue au seigneur) ; cet éditeur signale, p. 250, n. 1, tous les autres actes de non-préjudice obtenus par Bréda dans la suite du XIV^e^ siècle; — pour *Diest*, lettres de non-préjudice obtenues par la seigneurie de Diest : 13 septembre 1357 (J. VERBEEMEN, *Inventaris ... Diest*, p. 379) ; 23 février 1363 (Ch. STALLAERT, *Inventaire ... Diest*, p. 228) ; — pour *Steenbergen*, lettres de non-préjudice obtenues le 2 décembre 1358 (*Brab. Yeesten*, t. II, p. 567); — pour *Bouwel* (prov. Anvers, près de Grobbendonk) et Ouden (?), lettres de non-préjudice du 19 novembre 1374 : AGR, Chartes de Brabant, n° 3161 ; ces localités appartenaient au seigneur de Grobbendonk, Arnoul de Crainhem ; pour *Boxtel* (Pays-Bas, Brabant, septentr.), lettres de non-préjudice du 8 décembre 1358 (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II^e^ partie, t. II, p. 140). — Pour les localités rurales non affranchies, soumises à un seigneur local, le problème était plus simple à résoudre, rien n'empêchant ledit seigneur de faire payer par ses manants l'aide exigée de lui par son prince (voir M.-A. ARNOULD, *Les dénombrements*, p. 43 et n. 5).

(77) Voir notamment l'acte d'amortissement des biens des établissements religieux du Brabant octroyé par Wenceslas et Jeanne le 14 mai 1358 en raison du don de 44.000 écus d'or que ces établissements leur ont consentis pour réparer les pertes causées par la guerre de Flandre (édité dans M. A. ERENS et H. M. KOYEN, *De oorkonden der abdij Tongerlo*, t. IV, pp. 258-260, n° 1070-1071 ; photo dans M. H. KOYEN, *De Blijde Inkomst* ..., pl. 3 ; édit. d'un original d'Heylissem dans A. WAUTERS, *Analectes de diplomatique*, 3^e^ série, BCRH, 4^e^ s., t. X, pp. 108-110). — Le 20 avril 1364, Wenceslas et Jeanne, ayant obtenu du clergé régulier une aide volontaire de 37.000 moutons (il s'agit en fait d'une réduction sur leur quote-part de 100.000 moutons que le clergé aurait normalement dû payer pour l'aide de 1362 ; sur cette aide, voir A. VAN NECK, *Les aides générales*..., inéd., I, p. 32), confirment audit clergé, à titre de remerciement, les privilèges que leur ont octroyés leurs prédécesseurs ducs de Brabant, ainsi que la paisible possession de leurs biens ; les ducs amortissent ceux-ci en défendant aux établissements religieux intéressés d'en acquérir d'autres par la suite

sements religieux sont en effet des institutions privilégiées, exemptes de tailles et de subsides. Ayant acquis des biens immeubles importants (alleux, censives, et parfois même des fiefs), ils restent tenus de s'acquitter de certaines redevances féodales ou seigneuriales (droits de mutations, de relief, cens, corvées, ...), tout en n'étant donc pas obligés de contribuer aux aides. C'est l'étendue des territoires échappant ainsi à la taxation qui a pu pousser les princes à demander aux abbayes de participer «volontairement» aux aides en échange de certains avantages. Si ce qui précède est vrai, il est néanmoins permis de se demander pourquoi, à l'inverse de ce qui se passe dans d'autres principautés, les grands chapitres séculiers qui sont pourtant eux aussi de grands propriétaires ne participent pas à l'aide (et partant, ne siègent pas aux Etats) (78).

Les trois groupes de «contribuants» ainsi définis ne correspondent pas tout à fait aux trois ordres qui formeront les trois Etats de Brabant (79). En effet, comme nous le verrons plus loin, dans la partie consacrée aux Etats, ceux-ci ne comportent que des éléments *privilégiés*, répartis eux aussi en trois groupes, mais suivant des critères légèrement différents :

— le premier est formé des abbayes et couvents, mais contrairement à ce qui se passe en ce qui concerne l'aide, seules en font partie les abbayes et couvents dont le siège est établi en Brabant (80) ;
— le deuxième est formé de la noblesse, c'est-à-dire de vassaux du duc (81) ;
— le troisième est formé des communautés privilégiées, villes et franchises, tant ducales que seigneuriales.

De telle sorte qu'il est permis d'établir la concordance suivante entre groupes de représentants aux Etats et groupes de contribuants :

REPRÉSENTANTS	CONTRIBUANTS
1. abbayes et couvents brabançons	1. biens sis en Brabant, aux mains d'établissements religieux, tant branbançons qu'étrangers
2. nobles (vassaux)	2. seigneuries particulières non affranchies
3. villes et franchises tant ducales que seigneuriales	3. villes et franchises, tant ducales que seigneuriales, et localités non affranchies dont le duc est seigneur

(A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, pp. 154-155). Sur l'amortissement des biens ecclésiastiques en Brabant en général, voir R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke Overheid* ..., pp. 107 et suiv.

(78) Voir R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke Overheid* ..., pp. 88-89.

(79) Contrairement à ce que semble croire Mme A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., p. 70.

(80) Il paraît toutefois probable que, pendant un certain temps du moins, les supérieurs d'établissements «étrangers» possessionnés en Brabant étaient convoqués aux réunions d'Etats (voir *infra*, p. 436).

(81) Une étude approfondie des Etats de Brabant devrait s'attacher à préciser quels étaient exactement les «nobles» a) qui étaient convoqués aux assemblées ; b) qui y assistaient réellement. Tous les vassaux directs étaient-ils convoqués (ce qui paraît peu vraisemblable), et si non quel était le critère déterminant le choix du prince ?

Veut-on essayer de conclure, il faut avouer que la tâche n'est pas aisée : il n'y a pas de définition simple du duc. Celui-ci apparaît plutôt comme une somme de pouvoirs particuliers de natures diverses. La multiplicité et la complexité de ces droits est à l'origine d'une tendance à une certaine centralisation, essentiellement pragmatique, qui transforme peu à peu le seigneur et suzerain d'innombrables petites entités locales en prince territorial d'un ensemble relativement bien délimité : comme propriétaire foncier, le duc va grouper ses nombreux domaines particuliers en «recettes» régionales telles que les a étudiées Mlle Martens, et qui elles-mêmes seront soumises à un receveur général ; comme seigneur hautain de plusieurs villages, il va soumettre ses représentants locaux (*villici*, maires ...) à des officiers régionaux, les grands justiciers qu'a étudiés M. Kerremans (82). Centralisation aussi dans la perception des aides et subsides : au lieu de taxer séparément et à des moments différents les diverses communautés qui lui sont soumises, le duc va, surtout à partir du XIV^e^ siècle, procéder à la levée d'aides générales.

Facteur d'unité, par l'union personnelle, le prince est aussi en même temps, et en puissance du moins, un agent centrifuge. L'inextricable enchevêtrement d'éléments de nature privée et de nature publique qui sont le fondement de ses attributions et de ses pouvoirs a pu favoriser ses tendances à considérer l'ensemble des composantes de son autorité comme un bien personnel, qu'il lui est loisible d'aliéner, de mettre en gage, de vendre le cas échéant (83), ou même, ce qui est pis du point de vue de la principauté, de partager entre ses enfants.

Contre ces possibilités d'éclatement se manifeste en général un sentiment de solidarité entre les «sujets» du prince, qui désirent continuer à vivre unis sous une même direction (84).

Qu'on ne se leurre pas cependant : cette volonté de rester soumis à un même prince ne va pas jusqu'à souhaiter une centralisation et une unification absolues qui porteraient atteinte aux coutumes régionales et aux privilèges locaux (85).

Il faut encore insister sur l'aspect personnel du pouvoir.

Cet aspect personnel est traditionnel dans le domaine féodal, même si, comme nous l'avons rappelé plus haut, l'élément réel a pris une plus grande importance dans les relations féodo-vassaliques. C'est le premier qui oblige le vassal à renouveler l'hommage à chaque changement de suzerain.

Dans le domaine «administratif» aussi, l'élément personnel impose un certain nombre de pratiques : les commissions des officiers ducaux, tant receveurs que

(82) En réalité, cette vue des choses est encore par trop schématique ainsi qu'on peut s'en rendre compte en lisant le premier chapitre du travail de M. C. KERREMANS (*Etude* ..., pp. 11-29) et les pp. 260-266 du mémoire de Mlle MARTENS (*L'administration* ...). A l'origine, le duc n'avait, en général, qu'un seul représentant sur place, le *villicus*, chargé à la fois de l'administration domaniale et de la justice. Sous Jean I^er^, une spécialisation des attributions apparaît : la gestion du domaine et la juridiction gracieuse passent en général aux mains de receveurs, les *villici* gardant la juridiction criminelle et des attributions militaires et de simple police.

(83) Voir les exemples bien connus de l'achat par Philippe le Bon du comté de Namur, et des droits d'Elisabeth de Görlitz sur le Luxembourg.

(84) Voir à cet égard l'union des villes de 1355 en Brabant, suivie de celle des nobles, et le pacte de 1415 entre les Etats de Brabant et de Limbourg.

(85) Sur les rapports entre le duc et les Etats, voir III^e^ partie, chap. II.

justiciers, deviennent caduques à la mort d'un prince, et doivent de ce fait être renouvelées à l'aube de tout nouveau règne (86) ; les personnes ou les communautés privilégiées prennent soin de faire confirmer ou renouveler leurs privilèges à l'occasion d'un changement de règne (87) et cela malgré des formules qui font croire à la valeur perpétuelle des actes visés. Un engagement aussi précis que : «*wi ... hebben hen ghegeven, geloeft ende ghecon-senteert ... alrehanden pointen, articulen ende versticheiden, ... te behoudene, vrielic te ghebrukene ende te hebbene* teweliken daghen, *die welke wi voir ons*, voir onse hoir ende nacomelingen *hen gheloeft ende ghesworne hebben te houdene*, ewelic voirt aen *vast ende ghestede*, ...» n'empêche pas le privilège accordé — il s'agit de rien de moins que de la Joyeuse Entrée (88) — d'être renouvelé à chaque règne.

D'une certaine manière tout se passe comme si les actes d'un duc n'engageaient pas ses successeurs (89).

Elément personnel encore dans le renouvellement au début de chaque règne des serments échangés entre le duc et ses sujets (90).

Revenons encore un moment sur la notion de «souveraineté», et sur les raisons qui nous font éviter d'employer ce vocable (91).

Si le duc exerce certains droits régaliens, comme celui de battre monnaie, il ne peut toutefois être dit «souverain», dans le sens absolu du terme : tout au plus l'est-il d'une manière relative, par rapport à ses sujets. Car pour le reste, les possessions héréditaires des ducs de Brabant sont tout entières dans l'Empire, et ne connaissent donc qu'*un seul «souverain»* : l'Empereur. Il est bien connu que la «dépendance» du duc à l'égard de celui-ci est toute théorique : les princes de la maison de Bourgogne n'ont même jamais prêté l'hommage féodal (92) et cela

(86) Ce renouvellement se produit dans les semaines, parfois même les mois, qui suivent l'avènement d'un nouveau duc (voir des exemples dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, Inv. ms). Il est parfois explicitement fait allusion à la vacance des offices causée par le décès du duc précédent. Ainsi, dans la commission qu'Antoine donne le 18 décembre 1406 au receveur de Brabant Guillaume Tonsus (il s'agit en fait d'un maintien en fonctions), le prince déclare que, par la mort de Jeanne, «*tous les offices de nostre dit duchié de Brabant soient a present vacans en noz mains*» (AGR, CC, 2393, fol. 158v°-159r°). Un simple changement dans la direction effective du duché peut lui aussi entraîner le renouvellement des lettres de commissions : c'est le cas lorsque Antoine, en 1404, devient gouverneur du Brabant (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, ms, notamment aux dates suivantes : 9 juin 1404, 15 juin [1404], 22 juin [1404], [juin 1404], 8 juillet [1404], 3 septembre [1404], 4 septembre 1404).

(87) On en arrive ainsi à des confirmations «en cascade».

(88) Début du dispositif de l'acte de 1356, édit. R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst* ..., p. 96.

(89) Il en est de même pour les actes de la plupart des autorités médiévales : il serait possible d'établir de longues séries de confirmations de privilèges par les papes, les empereurs, les rois de France (pour ceux-ci, encore au XVI[e] siècle, voir G. ZELLER, *Les institutions de la France au XVI[e] siècle*, p. 72, qui ne met toutefois pas assez en évidence le caractère personnel du pouvoir qui est à l'origine de cette pratique).

(90) Sur ces serments, voir *infra*.

(91) Le mot «souveraineté» a bien été utilisé au Moyen Age à propos des princes territoriaux (voir L. GENICOT, *Ligne et zone* ..., p. 34, n. 1), mais un «prince souverain» dans l'acception de l'époque, s'il est bien le «*senior superior*» dans sa principauté, peut bien avoir une autre autorité (Roi ou Empereur) au-dessus de lui.

(92) Sur les rapports entre le Brabant et l'Empire, outre les ouvrages signalés aux notes 14, 15 et 22 de l'*Introduction*, voir F. L. GANSHOF, *Brabant, Rheinland und Reich* ..., W. REESE, *Die*

après des discussions sur le fait de savoir pour quelles raisons précises cet hommage était dû.

Néanmoins le chef de l'Empire intervient quelquefois directement, comme souverain, dans les limites du duché (93).

III. *Début et fin du règne. — Transmission ou attribution de la dignité ducale*

A. Fin de règne.

«Le Duc est mort, Vive le Duc !» Il est d'une certaine manière permis de parodier une formule célèbre et de laisser entendre par là qu'en principe le duc de Brabant ne meurt jamais. Mais il ne s'agit là que d'une formule. Il est bon de s'interroger sur la réalité qu'elle recouvre.

Remarquons tout d'abord qu'en France la phrase «Le Roi est mort, vive le Roi», était prononcée, non lorsque le souverain défunt rendait le dernier soupir, mais au moment de sa mise en terre (94). Tout se passe comme si le cadavre restait revêtu des attributs de la royauté aussi longtemps que, même mis en bière, il demeurait à la surface du sol.

Il semble bien qu'en Brabant, il en fut plus ou moins de même. Un exemple frappant en est fourni à la mort de Philippe de Saint-Pol. Les circonstances ayant rendu le duché vacant, les Etats décident, aussitôt après le décès du duc, de ne pas enterrer son corps, mais bien de l'embaumer et de continuer à faire exercer le pouvoir en son nom. Les lettres patentes de commission de tous les officiers du duc défunt devraient garder leur valeur ; la chancellerie continuer à se servir de son sceau et la frappe de la monnaie se poursuivre en son nom (95).

Niederlande und das Deutsche Reich, et H. Sproemberg, *Die Nierlande und das Rheinland* ... — Mentionnons ici pour mémoire un épisode curieux qui se situe au début du règne de Wenceslas. Aux prises avec le comte de Flandre, le duc, avec l'accord de son frère Charles IV, chercha des appuis en Angleterre. Il envisagea même un moment de relever le Brabant en fief du roi d'Angleterre, qui lui-même serait devenu vassal direct de l'Empereur pour le duché. Les négociations n'aboutirent toutefois pas pour plusieurs raisons qui sont détaillées par F. Quicke, qui, aux pp. 47-51 de son ouvrage sur *Les Pays-Bas* ..., a étudié toute cette question.

(93) Voir notamment deux actes de Sigismond, du 22 janvier 1424 (analysés dans A. Uyttebrouck, *Liste chronologique* ..., p. 254 (nos 155-156). — Nous citons spécialement ces deux actes parce qu'ils émanent de Sigismond, qui ne reconnaissait pas la légitimité du duc régnant (Jean IV), et qu'ils ne concernent néanmoins pas les problèmes d'attribution du duché. On n'oubliera pas non plus de se rappeler la Bulle d'Or brabantine de 1349, qui renforce peut-être l'indépendance du Brabant à l'égard de ses voisins, mais qui n'en est pas moins un acte solennel de souveraineté de l'Empereur pour le Brabant (pour le texte de la bulle, voir *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 469-471). L'acte fut accordé par Charles IV à Jean III, qui désirait surtout faire échapper ses sujets à la juridiction de la curie liégeoise (voir *AGN*, t. III, p. 165).

(94) G. Zeller, *op. cit.*, p. 73, n. 1, qui, en donnant l'exemple de la relève du pouvoir par Henri II à la mort de François Ier contredit en fait ce qu'il écrit dans son texte (p. 73) où il déclare que la transmission du pouvoir se fait «au moment même» ou le défunt «rend le dernier soupir».

(95) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 672-675. Le récit du chroniqueur indique que tout le monde n'était pas d'accord sur cette procédure, mais elle fut adoptée par la majorité des membres des Etats. — Voir aussi W. Boonen, *Geschiedenis van Leuven*, pp. 50-51.

Dans un compte de receveur local la liaison entre la fin de l'exercice du pouvoir et l'inhumation est bien soulignée : dans l'intitulé de son compte du 8 juin 1430 au 18 avril 1431, le receveur de Tervuren-Vilvorde déclare agir au nom de Philippe de Saint-Pol jusqu'au 7 octobre 1430 «*den dach dat myn voirs. genedige heere ter Vuren inder kerken begraven wairt*» (96). Remarquons que le duc de Bourgogne avait prêté serment comme duc de Brabant depuis le 5 octobre précédent (97).

La présence physique du corps du duc défunt a donc été jugée nécessaire pour marquer la pérennité du pouvoir.

Mais les circonstances étaient exceptionnelles. Est-il permis d'en tirer des indications d'ordre plus général ?

Oui peut-être, si l'on veut bien examiner maintenant ce qui s'est passé à la mort de Jean IV. Dans le compte de la recette générale de Brabant couvrant la période qui va de la mort du duc à son enterrement, les dépenses journalières d'écrous de l'Hôtel portent, chaque jour, du 17 avril 1427 (jour du décès de Jean IV) au 23 avril suivant (jour de son enterrement à Tervuren), la mention suivante :

> « ... *dag, in april XIV^c XXVI* (ou *XXVII*) (98), myns genedichs heren lichaem van Brabant *saliger gedachten mit* synen *huusgesinde alden dach te Bruessele* ..., myn heeren persoen van Sint Poel *in desen cost gerekent*» (99).

Le comte de Saint-Pol est donc traité comme un simple invité à la Cour de son frère défunt. Ce n'est que le lendemain de l'enterrement de celui-ci que Philippe est dit pour la première fois «*heere van Brabant*».

A la mort du duc Antoine, un phénomène du même genre s'observe. Il est aussi question du «corps de monseigneur» jusqu'aux funérailles du duc défunt, et ses enfants, Jean et Philippe, ne sont jamais appelés que «*myns heren kinderen van Brabant*» ou «*onser jonger heren van Brabant*» (100). Ce n'est qu'à partir du 1^er^ décembre 1415 que Jean IV, dans les dépenses de l'Hôtel, est dit

(96) Il faut toutefois signaler que cette mention constitue l'exception. La plupart des autres officiers avaient, dans les intitulés de leurs comptes, rédigés après la fin de l'exercice couvert, oublié de mentionner le changement de règne, en faisant remonter l'exercice de leurs fonctions au nom de Philippe le Bon, avant le 5 ou le 7 octobre 1430, souvent même avant le décès de Saint-Pol. La Chambre des Comptes les a, dans chaque cas, repris et a alors indiqué qu'ils avaient fonctionné au nom du défunt jusqu'au jour de la confirmation de leurs commissions par le nouveau prince, ce qui se produisit dans certains cas plusieurs semaines après l'enterrement de Philippe de Saint-Pol (à titre d'exemples les comptes du receveur d'Anvers et ceux du receveur de Maastricht : AGR, CC, 4956, 1^er^ compte, fol. 1r^o^ et CC, 5472, 1^er^ compte, intitulé).

(97) C'est aussi de ce jour-là que datent ses lettres de Joyeuse Entrée. Pour sa prestation de serment à Louvain, voir AGR, CC, 2408, 2^e^ compte, fol. 42r^o^.

(98) Jean IV est mort un Vendredi-Saint. Comme la Cour de Brabant suit le style de Pâques, le changement de millésime se fait pendant la période envisagée ici.

(99) AGR, CC, 2406^II^, fol. 46v^o^-47r^o^. — Extraits publiés par P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collection des voyages* ..., p. 627, n. 2.

(100) AGR, CC, 2399, fol. 48v^o^-49r^o^, 85r^o^-v^o^, 86r^o^. — Une seule exception : pour la semaine du 17 au 23 novembre 1415, Jean IV et Philippe sont dits «*onser heren van Brabant*» (*ibid.*, fol. 85v^o^).

«*minen genedige heere*» et son frère «*minen heere sinen brueder*» (101). Nous reviendrons plus loin sur ce délai mis à reconnaître nominalement Jean IV comme «seigneur».

Pour la période du trépas de la duchesse Jeanne, les indications manquent : les dépenses journalières de l'Hôtel échappent au contrôle du receveur de Brabant ; elles étaient confiées à un maître de la chambre aux deniers (102) dont les comptes sont malheureusement perdus.

Dans ce domaine, les documents sortis de la chancellerie ne sont d'aucune utilité, car ils sont inexistants. D'aucun des princes qui se sont succédé de 1355 à 1430, nous ne connaissons d'actes antérieurs à l'enterrement de son prédécesseur, si l'on excepte la Joyeuse Entrée de Philippe le Bon du 5 octobre 1430 (103). Mais une indication peut être fournie par un document d'origine bourguignonne, qui laisse supposer, là aussi, un usage semblable à celui qui se devine en France et en Brabant. Le 28 avril 1404, le lendemain de la mort de Philippe le Hardi, un mandement est adressé, de Hal, à Jean Chouzat, receveur général de toutes les finances du duc défunt. Ce document, relatif au financement des funérailles, émane de Jean et d'Antoine, les deux fils les plus âgés de Philippe. Or, dans la suscription, l'aîné ne porte pas encore le titre de duc de Bourgogne. L'acte commence en effet par les mots : «*Jehan et Anthoine de Bourgogne, contes de Nevers et de Rethel*» (104).

Il est permis de conclure : en Brabant, le duc paraît être revêtu de la dignité ducale jusqu'à sa mise au tombeau.

Il faut déterminer maintenant à partir de quel moment son successeur exerce effectivement le pouvoir.

La question ne peut être résolue sans l'examen d'un préalable : comment devient-on duc de Brabant ?

B. Règles de succession.

A la question de savoir quelles sont les règles de succession au duché de Brabant, la réponse est simple : de telles règles n'existent pas.

Tout au plus, peut-on dire que, *traditionnellement*, le fils aîné succède à son père. Mais en dehors de ce cas précis, rien n'est prévu (105). Les «crises de suc-

(101) *Ibid.*, fol. 124r°.

(102) Voir *infra*, p. 176.

(103) En tant que duc ou duchesse de Brabant, le premier acte connu de Jeanne est sa Joyeuse Entrée du 3 janvier 1356 ; le premier acte connu d'Antoine est du 9 décembre 1406 (AGR, CC, 45.673, fol. 33v°) ; le premier acte portant le nom de Jean IV dans la suscription est de janvier 1416 (voir *infra*) ; le premier acte connu de Philippe de Saint-Pol est une lettre close de convocation à une réunion d'Etats, du 26 avril (1427) (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1490, Reg. 1229). Sur l'antériorité de la Joyeuse Entrée de Philippe le Bon par rapport aux funérailles de Philippe de Saint-Pol, voir *supra*.

(104) ACO Dijon, B 1538, fol. 1.

(105) Le phénomène n'est pas propre au Brabant ; il est même tout à fait général dans l'Europe occidentale. En France, cela donna lieu à des difficultés au début du XIVe siècle (voir F. Lot et R. Fawtier, *op. cit.*, t. II, p. 16). — Pour la Flandre, R. Monier, *Les institutions centrales* ..., p. 39, note aussi que le comté passe traditionnellement au fils aîné, ou à défaut à la fille aînée ; au-delà, rien n'est prévu.

cession» ouvertes par trois fois en moins d'un siècle en sont la conséquence. A la mort de son dernier fils, en 1352, Jean III dut prendre ses dispositions pour assurer sa succession. Il désigna sa fille aînée comme unique héritière de l'ensemble formé par les duchés de Brabant et de Limbourg et par ses autres seigneuries.

Rien ne l'y obligeait : il y avait suffisamment de descendants mâles de la dynastie brabançonne, issus du landgrave de Hesse Henri Ier, lui-même fils du duc Henri II (106). Mais rien non plus ne s'opposait à cette solution. Depuis 1204 au moins, par privilège de Philippe de Souabe, tous les fiefs tenus de l'Empire par les ducs de Lothier (Brabant) étaient complètement héréditaires, même en ligne féminine (107).

Un problème plus ardu encore se présente à la fin du règne de Jeanne. Cette fois il n'y a ni fils ni fille pour assurer la succession. Celle-ci fait l'objet de convoitises diverses, et, si la duchesse a longuement et patiemment tenté de régler la question de son vivant, il faut souligner qu'elle n'y est pas parvenue d'une manière *formelle* (108). Ces vaines tentatives montrent bien qu'il n'y avait pas de règle communément admise.

Une nouvelle preuve de cette carence fut administrée à la disparition de Philippe de Saint-Pol, décédé lui aussi sans enfants, mais non sans héritiers possibles. Sans parler de la lignée de Hesse, qui paraît définitivement hors cause, deux candidats se présentent : Marguerite de Bourgogne, comtesse douairière de Hainaut, de Hollande et de Zélande, la propre sœur d'Antoine, tante donc du duc défunt, et un cousin de ce dernier, Philippe le Bon, autre neveu de

(106) W. K. VON ISENBURG, *Stammtafeln* ..., I, 97 et II, 8.

(107) G. SMETS, *Henri I, duc de Brabant*, pp. 78, 111-112 et 233-234. — Acte publié dans DE DYNTER, *Chronique* ..., t. II, pp. 141-142. Ce privilège n'est qu'un des points du document, qui concerne aussi, par ailleurs, la cession de Maastricht au duc de Brabant (voir *supra*, p. 62) ; le passage qui nous intéresse ici dit que «*insuper regia auctoritate statuimus et memorato duci concedimus, ut filie sue, si masculum heredem non habuerit, in feudis suis libere ei tamquam masculi succedant*». Il faut noter que ce «*ius Brabantinum*» ne règle pas les problèmes de succession, puisqu'il indique seulement que les filles *peuvent* succéder aux fiefs en l'absence d'héritiers mâles, mais outre qu'il parle «des filles» au pluriel, il ne dit pas qui *doit* succéder dans tel ou tel fief déterminé.

(108) Ainsi que l'a bien montré M. J. STENGERS, *Philippe le Hardi* ..., p. 407. Non seulement «la question de Brabant n'était pas encore complètement réglée» à la mort de Philippe le Hardi, mais elle ne l'était pas encore à la mort de Jeanne. La preuve s'en trouve dans des actes précédant de peu le décès de la duchesse : le 30 octobre 1406, la ville de Hesdin, en présence des ducs de Bourgogne et de Limbourg, et le 1er novembre suivant, Nicolas de Sanctis, châtelain du lieu, en présence du seul duc de Limbourg, promettent de reconnaître celui-ci comme seigneur temporel au cas où il ne pourrait accéder à la succession de Brabant à la mort de Jeanne (AGR, Chartes de Brabant, 30 octobre et 1er novembre 1406). — Dans des actes du 14 avril 1405 (n.s.) échangés entre Antoine, d'une part, et ses frères Jean et Philippe de l'autre, par lesquels les trois frères promettent de respecter les clauses du partage établi entre eux par leurs parents, il est question de la possibilité de voir le Brabant échapper à Antoine (les originaux des actes de Jean sans Peur et de Philippe de Nevers sont conservés aux AGR, Chartes de Brabant, à la date ; une copie de l'acte correspondant d'Antoine se trouve dans le même dépôt, Chartes de Flandre, 2e série, n° 511). Voir aussi une lettre patente d'Antoine, du 27 avril 1405, par laquelle le gouverneur du Brabant reconnaît avoir reçu de son frère Jean les clés et les chartes et répertoires de la trésorerie de Nivelles, et promet de les rendre pour le cas où il n'accéderait pas au duché de Brabant à la mort de Jeanne (AGR, Chartes de Flandre, 1re série, n° 2512, original).

Marguerite. Le duc de Bourgogne fait valoir qu'il est le fils de Jean sans Peur, lui-même fils aîné de Philippe le Hardi. Mais il serait permis de lui rétorquer que son père avait expressément renoncé à la succession de Brabant, et cela même après l'enterrement d'Antoine (109).

En présence de cette situation les Etats de Brabant décidèrent qu'il y avait lieu d'examiner les titres des candidats, montrant encore une fois par là qu'aucune règle ne permettait de résoudre automatiquement le cas qui se présentait.

Cette intervention des Etats introduit une nouvelle question : en l'absence de règle de succession, qui fait le duc de Brabant ?

La réponse, ici, est loin d'être simple. Elle nous ramène au contenu des notions de duc et duché de Brabant.

Si la dignité de duc de Lothier, ou ce qu'il en reste, est tenue en fief de l'Empire, il paraît normal que l'Empereur intervienne en cas de vacance du duché. Le tout sera de s'entendre sur les conditions requises pour que le duché soit déclaré vacant.

Si l'Empereur prétend que les femmes ne peuvent succéder aux fiefs dans l'Empire, sa position se trouvera déforcée par l'existence de l'acte de Philippe de Souabe de 1204 (110). Il lui reste théoriquement la possibilité de tenter de faire admettre que les dispositions de 1204 ne s'appliquent pas en matière de succession en ligne collatérale ; mais il ne paraît pas en avoir usé (111). Il est d'ailleurs bien connu que son pouvoir d'intervention comme suzerain est très théorique au bas Moyen Age. C'est la force, non le droit, qui lui permettrait d'imposer éventuellement son point de vue, et le chef de l'Empire ne semble pas capable de s'imposer militairement dans la question de la succession de Brabant.

Une autre difficulté se présente pour lui, qui a été remarquablement mise en évidence par les conseillers de Jean sans Peur et de Philippe le Bon chargés de défendre, contre Sigismond, les droits de la dynastie bourguignonne (112) : le duché de Brabant ne constitue pas un tout uniforme, mais n'est qu'un agrégat de possessions détenues par le duc à des titres divers. Quel que soit l'aspect tendancieux des arguments invoqués à l'appui de cette thèse, il est certain, par exemple, que les droits du duc sur les titres, dignités et biens acquis par ses prédécesseurs en 1106 ne sont pas de même nature que ceux qu'il peut avoir sur son domaine des environs de Louvain. Pour les partisans de la dynastie de Louvain, et pour ceux de la famille de Bourgogne qui lui succéda, la duchesse Jeanne était propriétaire d'un grand nombre d'alleux (113), qui devaient échapper

(109) Voir *infra*, note 125. — Enfin, un autre candidat aurait encore pu éventuellement se manifester, bien qu'il ne le fît pas à ce moment : il s'agit de Jean de Bourgogne, fils et successeur de Philippe de Nevers, le troisième fils de Philippe le Hardi. Ce Jean ne fit valoir ses prétentions sur le Brabant que par la suite (voir sur ce personnage B. DE MANDROT, *Jean de Bourgogne, duc de Brabant ...*).

(110) Voir *supra* et note 107.

(111) Les arguments invoqués par Sigismond ne font jamais état de l'absence d'héritiers directs, mais uniquement d'héritiers mâles (voir *supra, Introduction*, p. 14).

(112) Voir les mémoires cités dans l'*Introduction*, p. 15.

(113) Il faudrait pouvoir déterminer quels étaient ces alleux, ce qui n'est peut-être pas possible. Dans l'hypothèse la plus défavorable aux ducs de Brabant, le patrimoine ancien des comtes de

évidemment au droit des fiefs. A supposer que celui-ci fût favorable à l'Empereur, ce dernier n'aurait pu se rendre maître de l'ensemble des biens de Jeanne.

Voilà grossièrement dessinée la situation si l'on se place du point de vue des droits de l'Empire.

Il y a, pour rendre le problème plus complexe, encore deux autres points de vue : celui du duc de Brabant, et celui des Brabançons.

Du côté ducal, l'opinion extrême est celle qui veut que le duc désigne son successeur lui-même. Parce que le duché est la chose du duc, celui-ci peut le léguer, le donner, voire l'aliéner comme un bien immeuble quelconque.

a) Le léguer : c'est ce que firent Jean III, en 1354, puis Jeanne, en 1357 (114), chaque fois avec l'accord de l'Empereur. Cet accord fut sollicité, ce qui tendrait à déforcer la thèse de la libre disposition du duché par son titulaire. Mais remarquons qu'en ces deux circonstances, le «legs» avantageait la maison de Luxembourg, dont le chef était à la tête de l'Empire.

En 1427, c'est sans aucune intervention de l'Empereur que Philippe de Saint-Pol songe à désigner Philippe le Bon comme son successeur et héritier pour le cas où il mourrait sans enfants (115).

b) Le donner : par donation entre vifs, comme le fit Jeanne, en 1390 (116). Elle considère à ce moment-là que l'ensemble de son duché est un alleu (117).

La duchesse avait déjà donné de la même manière à sa nièce Marguerite de Male le duché de Limbourg et d'autres terres d'Outre-Meuse en 1387 (118).

c) L'aliéner : en le donnant en engagère par exemple. Ce ne fut pas le cas pour le Brabant, mais bien pour le Limbourg et les pays d'Outre-Meuse (119).

Traiter sa ou ses principautés à l'égal d'un quelconque bien immeuble est, bien entendu, loin d'être un monopole des ducs de Brabant : qu'il suffise de rappeler la vente du comté de Namur par son dernier comte particulier à Philippe le Bon en 1421, et l'histoire du duché de Luxembourg à la fin du XIV^e^ siècle et au début du XV^e^ siècle.

Quel est, maintenant, le point de vue des Brabançons eux-mêmes ?

Tout se passe comme s'ils estimaient avoir, eux aussi, leur mot à dire dans la désignation du duc et dans le sort du duché.

Les actes de 1355 par lesquels les villes d'abord, les nobles ensuite, en-

Louvain serait aussi constitué de fiefs tenus de l'Empire. Mais même dans ce cas, il faudrait admettre que les droits de leurs descendants sur ce patrimoine étaient d'une autre nature que ceux qu'ils avaient sur les fiefs acquis en 1106.

(114) Voir *Introduction*, pp. 12-13. Les mots «*fundum*» et «*proprietas*» se trouvent dans l'acte de Jeanne.

(115) AGR, CC, 4, fol. 120. — Edité par J. BERTHOLET, *Histoire ... du duché de Luxembourg*, t. VIII, Preuves, pp. V-VI.

(116) Voir *supra*, Introduction, n. 2.

(117) «*Attendu que nous tenons nostredit duchié en franc alleu*» dit Jeanne dans l'acte du 28 septembre 1390 par lequel elle donne le Brabant à Marguerite de Male et à Philippe le Hardi.

(118) Voir *supra*, p. 76.

(119) Voir *supra*, chap. II, pp. 76 et suiv. — Rappelons que Wenceslas songea un moment à transporter le Brabant au roi d'Angleterre pour le tenir en fief de celui-ci (voir *supra*, p. 128, n. 92).

tendirent sauvegarder l'unité du pays sont suffisamment connus. Mais il ne s'agissait pas encore là d'intervenir dans le choix du duc.

En revanche, dès qu'un problème de succession se pose, il appert que les sujets sont priés de donner leur consentement aux dispositions prises en vue de le régler. Déjà en 1267, lors de l'«abdication» du jeune Henri IV en faveur de son frère Jean I^er^, leur approbation avait été sollicitée (120). En 1357 aussi, quand Jeanne prétendit assurer, pour la première fois, sa succession en faveur de la maison de Luxembourg, les villes eurent à marquer leur accord (121).

A l'origine donc, simple consentement donné à des mesures prises par les princes eux-mêmes. Par la suite, les Brabançons n'en ont-ils pas inféré qu'ils avaient le droit de donner leur avis en cette matière ? Leurs réticences à approuver les dispositions prises par Jeanne en faveur de Philippe le Hardi pourraient en être un premier indice (122).

Dès 1406, les Etats «reconnaissent» le duc de Brabant, et ce n'est pas là une simple formule. En effet, dès l'annonce de la mort de Jeanne, Jean sans Peur, dont nous avons vu (123) qu'il n'était, pas plus qu'Antoine, certain de la manière dont les choses allaient tourner, dépêche deux conseillers en Brabant pour demander aux Etats de reconnaître son frère comme duc (124). Le 11 décembre 1406, par lettres patentes, il renonce solennellement au Brabant, au Limbourg et aux Pays d'Outre-Meuse, et renouvelle cette fois aux habitants de ces terres la demande qu'il avait fait adresser aux Etats par ses deux envoyés (125).

Il est presque certain que l'esprit du duc de Bourgogne n'a pas été effleuré par l'idée que les Etats de Brabant pouvaient librement se choisir un duc. Ses démarches sont en partie de pure forme ; pour lui, comme pour les princes de son époque, ces questions sont affaires de famille (126). Reste que l'insistance mise à faire reconnaître la légitimité de Marguerite de Male et de Philippe le Hardi d'abord, de leur deuxième fils ensuite, laisse l'impression que cette légitimité n'allait pas tout à fait de soi.

Les circonstances ont certes servi les Etats : la longue crise de succession

(120) A. WAUTERS, *Le duc Jean I^er^*, pp. 46-47.

(121) Voir les actes dressés à cet effet, et publiés dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 524-529.

(122) M. J. Stengers qui écrit : «Obtenir la reconnaissance des Etats était donc pour Philippe une nécessité primordiale» (J. STENGERS, *Philippe le Hardi* ..., p. 389), suggère plus loin (p. 408), pour expliquer le refus des Etats de répondre par l'affirmative aux sollicitations du duc, que leur attitude est peut-être dictée par «leur désir de rester les maîtres du jeu ..., de «faire» en quelque sorte le souverain ?». Explication qui paraît d'autant plus plausible à la lumière des événements ultérieurs.

(123) Voir *supra* et note 108.

(124) Jean sans Peur avait, le 3 décembre 1406, appris la mort de la duchesse, survenue le 1^er^. Le jour même où il reçoit la nouvelle, il dépêche «*hastievement*» le seigneur de Saint-Georges et Jean de Nielles auprès des «*prelas, barons, nobles, bonnes villes et franchises*» de Brabant, afin que ceux-ci reconnaissent Antoine comme «*seigneur et duc de Brabant*» (ACO Dijon, B 1547, fol. 165). Les lettres de créance des deux envoyés se trouvent en original aux AGR, Chartes de Brabant, 3 décembre [1406].

(125) AGR, Chartes de Brabant, 11 décembre 1406.

(126) Le 23 juin 1407, par un nouvel acte, Jean sans Peur ratifie encore une fois le partage décidé entre lui et ses frères par leurs parents, et ajoute qu'en conséquence les Brabançons doivent fidélité au duc Antoine (original aux AV Anvers, Coffre aux privilèges, h, n° 152, analysé dans F. VERACHTER, *Inventaire* ..., p. 72, n° CCXXV).

ouverte à la mort de Wenceslas, les sollicitations dont ils furent l'objet pendant de longues années de la part de Philippe le Hardi, les tentatives faites par le roi des Romains Wenceslas pour leur faire admettre son point de vue, tout cela a pu leur donner une certaine idée du rôle qu'ils pouvaient jouer en ce domaine.

La suite des événements n'a pu que renforcer cette tendance : la mort prématurée d'Antoine, qui ne laissait que deux enfants mineurs, a mis les Etats à la tête du gouvernement du duché (127). Au lendemain de la mise en terre du duc défunt, ils décident de reconnaître son fils aîné comme duc (128). Le fait est d'importance. L'événement, rapporté par de Dynter, qui ne peut être soupçonné de sentiments «républicains», montre que ce n'est pas, cette fois, le jeune duc, encore enfant, qui s'est fait reconnaître, mais les Etats qui ont pris l'initiative dans ce domaine. Quand ce prince disparaît, sans progéniture, le duché échoit à son frère, un célibataire d'un peu plus de vingt-cinq ans.

Le nouveau duc paraît vouloir assurer sa succession pour le cas où, comme son frère, il décéderait sans descendance ; il en résulte le document de 1427 mentionné plus haut (129). Mais les Brabançons ne manquent pas d'intervenir en posant leurs conditions à l'accession éventuelle (130) de Philippe le Bon au gouvernement du Brabant (131). Bien plus, si, sous réserve de l'acceptation par le Bourguignon de ces conditions, ils admettent de le tenir pour héritier présomptif (dans l'éventualité où Philippe de Saint-Pol mourrait sans enfants), ils déclarent que si le duc de Bourgogne venait à décéder le premier, son successeur au duché de Bourgogne ne pourrait pas exciper de cet accord pour faire valoir ses droits à la succession de Brabant (132).

(127) Voir *infra*, p. 490.

(128) DE DYNTER, *Chronique ...*, t. III, p. 304, raconte l'événement de la manière suivante : les prélats, nobles et villes «*attendentes quod idem quondam dux* [= Antoine] *duos juvenes filios, Johannem et Philippum, sub pupillari estate existentes post se reliquit, maturis deliberacione et consilio prehabitis, concluserunt unanimiter, quod seniorem, scilicet Johannem, in eorum principem et dominum reciperent et tenerent, publice consencientes et declarantes quod temporibus et locis congruis, per ipsos super hoc ordinandis, ipsum in eorum dominum inthronizantes sibi homagii ac fidelitatis et obediencie debita prestarent juramenta*».

(129) Voir *supra*, p. 133 et n. 115.

(130) En 1427 en effet, rien ne laissait prévoir que la situation envisagée par Philippe de Saint-Pol allait se traduire dans les faits : le duc était jeune et pouvait, en se mariant, s'assurer une nombreuse descendance. Il ne faut pas, en considérant les événements de 1427-1428, se laisser influencer par ce qui s'est passé en 1430, ainsi que l'a justement souligné Mme J. SCARCEZ (*op. cit.*, p. 460).

(131) Voir le texte d'un document intitulé «*Overdrach gemaect te Loeven bijden II weirliken staten om te begeren die punte hier na bescreven aen mijns heren rait van Bourgognen op te dachvart te Halle V dage in junio int jair XIIII^c XXVIII*», sur papier, relié dans un recueil factice coté AGR, CC, 32, fol. 68 et 68bis (analysé dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 204-205). — Le premier point, qui ne figure pas dans l'analyse de Verkooren, dit que, pour le cas où Philippe le Bon succéderait à Philippe de Saint-Pol, il devrait promettre, par lettres scellées, de respecter les privilèges, les usages et les coutumes du pays, des villes, de chacune d'elles en particulier, et de tous les autres privilégiés (prélats, barons, autres nobles et particuliers). La date du document telle que la donne Verkooren (Louvain, 5 juin 1428) est inexacte, en ce sens que le texte a été mis au point à la fin du mois de mai, lors d'une réunion des deux Etats laïques à *Louvain*, pour être présenté à Hal, le 5 juin 1428, aux représentants de Philippe le Bon. Entre le 2 et le 10 juin 1428 se tint effectivement une réunion entre députés brabançons et envoyés du duc de Bourgogne (voir Annexe V, 1506).

(132) Il est bon de se souvenir que Philippe le Bon n'avait pas encore d'héritier mâle en 1428, ce

En acceptant, bon gré, mal gré, de discuter de ces points avec les représentants des Etats, Philippe le Bon, comme son grand-père Philippe le Hardi, montre qu'il tient pour impensable d'écarter ceux-ci du règlement de cette importante question. D'ailleurs, tout comme un quart de siècle plus tôt, les négociations traînent en longueur, et rien n'était définitivement réglé quand, au mois d'août 1430, se trouva brusquement réalisée l'éventualité imaginée en 1427-1428.

L'extinction de la branche cadette de Bourgogne-Valois va marquer le point extrême de l'influence des Etats dans cette question de la succession au duché de Brabant. Sollicités par les deux candidats en présence, Philippe le Bon et Marguerite de Bourgogne, comtesse douairière de Hainaut, de Hollande et de Zélande, tante de l'autre prétendant, comme du duc défunt, les trois Ordres du duché vont, cette fois, vraiment choisir le duc, et cela après avoir entendu et soupesé les arguments présentés à l'appui des candidatures (133).

Jamais, pendant cette période, le droit d'intervention des Etats de Brabant n'est mis en cause. Tout au plus, Marguerite, une fois évincée, reprochera-t-elle à la représentation brabançonne, non d'avoir choisi, mais d'avoir mal choisi (134).

C'est probablement cet épisode de 1430 qui a fait écrire à l'abbé Ernst, à la fin de l'Ancien Régime, *in tempore non suspecto*, que les Etats de Brabant «déféraient» le duché chaque fois que la maison régnante s'éteignait (135).

En résumé, deux forces contribuent à assurer la pérennité de l'institution ducale : le duc lui-même, en se désignant le cas échéant un successeur, et les Etats en ratifiant ce choix ou même en «élisant» le nouveau prince (136).

C. Accession au pouvoir.

Le prince une fois désigné ne devient effectivement duc qu'après une cérémonie où ses administrés et lui se prêtent mutuellement serment d'agir, qui

qui constituait pour lui-même un problème (voir C. A. J. Armstrong, *La double monarchie ...*, pp. 83-84 et 84, n. 1) et explique sans doute la réserve des Brabançons.

(133) Bref résumé de la crise successorale de 1430 dans R. Vaughan, *Philip the Good*, p. 52. — Le récit des démarches des candidats se trouve dans les *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 675 à 680. La comtesse de Hollande est, en personne, à Louvain le 20 août 1430 (AV Louvain, 5051, fol. 9r°) ; des conseillers bourguignons y sont à plusieurs reprises en août et en septembre (*ibid.*, fol. 9r°-v° et 16r°).

(134) Dans une curieuse lettre écrite par elle à Philippe le Bon (conservée en copie du XV^e^ siècle, sans date, à l'ARA La Haye, Handschriften van de 3^e^ afdeling, n° 1032), où Marguerite rappelle qu'à l'annonce de la mort de Philippe de Saint-Pol, elle a demandé l'aide de son neveu de Bourgogne pour se faire reconnaître comme duchesse de Brabant, qu'à un moment donné, les Etats de Brabant ont décidé de le reconnaître, lui Philippe, comme duc, et cela sans lui fournir de justification à elle-même, raison pour laquelle elle s'adresse à nouveau à son neveu pour qu'il accepte que la question soit réexaminée par une commission d'arbitrage. Elle termine en disant que, quelle que soit la solution finale, les Etats de Brabant ne devraient pas être inquiétés.

(135) S. P. Ernst, *Histoire abrégée du Tiers-Etat de Brabant*, p. 76.

(136) Dans toute cette question de la succession au duché, il ne faut pas perdre de vue les survivances possibles de l'ancien concept d'élection du monarque, toujours vivant d'ailleurs dans certains Etats du bas Moyen Age et notamment dans l'Empire (sur ce concept, voir P. Ourliac, *La monocratie ...*, pp. 11 et suiv.).

comme bon seigneur, qui comme loyaux sujets. La cérémonie a traditionnellement lieu à Louvain d'abord, et se répète ensuite dans les autres villes ducales (137). C'est, au sens propre, la «Joyeuse Entrée» du duc dans ses bonnes villes (138).

Les exemples montrant que le duc n'est parfait qu'après avoir prêté serment à ses sujets sont assez rares. Cela ne doit pas étonner, la première cérémonie de Joyeuse Entrée suit généralement d'assez près le décès et l'inhumation du prédécesseur. Deux indications nous sont néanmoins fournies. L'une est due à des circonstances particulières : la minorité de Jean IV. A la mort d'Antoine, Jean IV avait douze ans. Il fallut pourvoir à une régence. Les Etats s'en chargèrent (139). Ils décidèrent en outre que le duc prêterait un serment provisoire, qu'il aurait à renouveler à sa majorité (140). Jean IV s'acquitta du premier de ces serments le 14 janvier 1416 à Louvain (141). Or que constate-t-on ? Avant cette date, aucun acte sorti de la chancellerie brabançonne n'émane du duc ! Tous les documents sont donnés et scellés par les conseillers-régents choisis par les Etats de Brabant (142). Les premières lettres patentes dont la suscription est au nom de Jean IV sont de la fin du mois de janvier 1416 (143).

Par ailleurs, des fonctionnaires ducaux marquent parfois l'importance qu'il faut attacher à la prestation de serment. Ainsi, Pierre Braeu, le secrétaire chargé du registre des fiefs et de la perception des droits de relief, dans son dernier compte de la recette, indique que celui-ci va 1° du 1er décembre 1406, date de la mort de Jeanne, au 18 décembre suivant, et 2° du 18 décembre 1406, «*dat myn*

(137) Les textes des serments prêtés par et à Antoine dans les différentes villes du duché ont été publiés dans DE DYNTER, *Chronique* ..., t. III, pp. 157 et suiv. et 162-165. — Pour les serments prêtés par Jean IV, voir A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., nos 3 à 10, 28, 29, 50, 52, 53, 56, 84. — Philippe de Saint-Pol, quant à lui, prêta serment à Louvain le 25 mai 1427, à Bruxelles le 27 mai, à Anvers le 1er juin, à Bois-le-Duc, le 5 ou le 6 juin, à Tirlemont le 10 juin, à Léau et à Jodoigne le 12 juin, à Nivelles le 15 juin, à Lierre le 17 juillet et à Vilvorde le 22 juillet (AGR, CC, 2406II, fol. 49 à 51 et 54). — A titre comparatif, notons que l'on a publié récemment les documents relatifs aux Joyeuses Entrées des rois de France (B. GUENÉE et F. LEHOUX, *Les Entrées royales françaises de 1328 à 1415*). Voir aussi, sur les serments liant rois ou princes à leurs sujets, B. GUENÉE, *L'Occident* ..., pp. 244-245, A. SCUFFLAIRE, *Les serments d'inauguration* ..., et M. YANS, *Joyeuses Entrées* ...

(138) Le nom, qui se trouve couramment à partir du XVe siècle dans les sources narratives, dans les comptes et dans d'anciens cartulaires ou inventaires (voir R. VAN BRAGT, *op. cit.*, pp. 7-8 et 121-123) est aussi attesté dans des sources diplomatiques dès avant le règne de Philippe le Bon. Ainsi, dans une lettre close adressée par Philippe de Saint-Pol le 23 mai [1427] à Engelbert de Nassau, convoquant celui-ci pour le 8 juin au matin à Anvers «*ter feesten van onser blider incompsti*» (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1490, Reg. 1231). Il sera donné au privilège général accordé au début de chaque règne à l'ensemble du duché, au Limbourg et aux Pays d'Outre-Meuse, acte dont la promulgation coïncide généralement avec la première cérémonie de Joyeuse Entrée (R. VAN BRAGT, *op. et loc. cit.*).

(139) Voir *infra*, pp. 490-491.

(140) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., n° 3.

(141) *Ibid.*, n° 4.

(142) Voir *infra*, p. 282.

(143) En dehors des chartes conservées, en original et en copie, cette situation est rapportée par les comptes de la recette générale de Brabant (AGR, CC, 2399, voir aux mois de novembre et décembre 1415, et janvier 1416, aux chapitres consacrés à l'envoi de messagers).

voirs. here (Antoine) *als naist hoir ende erfgename van mer voirs. vrouwen wilen ontfaen was als hertoge in den lande van Brabant ...*» au 22 février 1408 (144).

Les actes donnés par les princes avant leur prestation de serment sont rares. D'Antoine, nous n'en connaissons qu'un, antérieur à ce 18 décembre, date de sa prestation de serment à Louvain (145). De Philippe de Saint-Pol, en revanche, on connaît au moins cinq actes antérieurs à sa Joyeuse Entrée dans la première chef-ville de Brabant, qui eut lieu le 25 mai 1427. Ce sont trois lettres closes (146), et deux lettres patentes, le privilège de la Joyeuse Entrée lui-même, daté de Vilvorde, le 23 mai 1427, et un acte en faveur des Lombards de Tirlemont, du 1er mai (147). Ce dernier acte est particulièrement intéressant : le duc donne d'abord quittance auxdits Lombards d'une somme de cinquante couronnes de France qu'ils lui ont donnée. Après quoi, il déclare les autoriser à continuer leur trafic, et promet de leur confirmer, *au moment de sa réception comme duc de Brabant à Louvain*, les lettres de privilèges qu'ils obtinrent autrefois de Jean IV. Qu'est-ce à dire ? Le duc ne peut-il donc prendre une telle mesure avant sa prestation de serment ? Il est tentant de le croire. D'autant plus qu'une fois accomplie cette cérémonie de Joyeuse Entrée à Louvain, les actes abondent : entre le 25 mai et le 1er juin, une foule de fonctionnaires se voient nommés ou confirmés dans leur office (148) ; ce n'est certes pas sans raison que l'on a attendu ce moment pour le faire.

En résumé, la plus grande confusion règne, et des tendances contradictoires s'affirment. A la paraphrase «Le Duc est mort, vive le Duc» s'oppose la conception suivant laquelle le règne ne peut effectivement s'ouvrir qu'après que le prince a promis à ses sujets d'être pour eux un bon seigneur ; à l'opinion du prince qui veut que «le Duc fait le Duc» s'oppose celle des Brabançons qui entendent participer au règlement des questions de succession. Le tout, qui met en évidence les forces régissant le duché, montre aussi à suffisance qu'aucun texte «constitutionnel», qu'aucune coutume même, ne définit la notion de duc ni les règles qui auraient pu présider à la transmission du pouvoir.

(144) AGR, CC, 17.145, fol. 112r°.

(145) Dans l'état actuel de nos connaissances. Il s'agit de l'acte du 9 décembre 1406 déjà évoqué plus haut, note 103. — Sur la prestation de serment par Antoine à Louvain, le 18 décembre 1406, voir DE DYNTER, *Chronique* ..., t. III, pp. 157-159. — Remarquons que le privilège de Joyeuse Entrée de ce duc a été donné ce même jour.

(146) Des convocations à l'adresse d'Engelbert de Nassau, des 26 avril, 13 et 23 mai [1427] : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1490 (Reg. 1229, 1230 et 1231).

(147) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms, 1er mai 1427.

(148) Exemples tirés de A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms : a) officiers de justice : 25 mai 1427 : maire de Louvain ; 26 mai 1427 : drossard de Brabant ; 27 mai 1427 : amman et clerc de l'amman de Bruxelles ; 28 mai 1427 : lieutenant et clerc de l'amman de Bruxelles (ce dernier nommé en remplacement de celui qui l'avait été la veille) ; 29 mai 1427 : maire de Herent, maire de Vilvorde et de Tervuren ; 1er juin 1427 : écoutète d'Anvers, écoutète de Lierre et sergent à Anvers ; b) receveurs locaux : 26 mai 1427 : receveur de Jodoigne-Hannut (non mentionné dans VERKOOREN, mais dans AGR, CC, 3605, fol. 2v°-3r°) ; 27 mai 1427 : receveurs de Bruxelles, Louvain, Anvers, Tirlemont, Vilvorde, Hoeilaart-La Hulpe-Overijse, Overzenne, etc. (tous cités dans VERKOOREN).

IV. *Minorités, régences, délégations de pouvoir*

Disons d'emblée qu'il en est de même dans tous les cas où le duc, pour une raison quelconque, ne peut exercer personnellement le pouvoir. Là aussi, l'absence de règles préétablies se constate et oblige à «inventer» des solutions empiriques aux problèmes nés des circonstances.

A. Minorité.

Le cas du duc mineur d'âge ne se présente qu'une fois au cours de la période étudiée : sous Jean IV, qui succède à son père à l'âge de douze ans seulement.

L'exemple nous apprend, par parenthèse, que la majorité du prince est fixée à quinze ans (149).

Pendant la minorité, la régence fut confiée, par les Etats de Brabant, à un Conseil de régence (150).

Pourquoi cette solution ? Sans doute a-t-on voulu éviter une ingérence étrangère. Le nouveau duc n'avait pas de proche établi en Brabant et capable d'exercer la régence. Sa mère était morte dès 1407. Sa marâtre, Elisabeth de Görlitz, ne paraît jamais être entrée en ligne de compte. De ses deux oncles, le seul qui eût pu ne pas effaroucher les Brabançons, Philippe de Nevers, était tombé, en même temps qu'Antoine, à Azincourt. L'autre, Jean sans Peur, tenta bien de se faire reconnaître comme mambour de ses neveux, mais il ne put qu'obtenir la garde du cadet et dut renoncer à exercer un quelconque pouvoir effectif en Brabant (151).

B. Le duc écarté du pouvoir par les Etats.

A la fin de septembre 1420, à la suite d'un conflit aigu avec les Etats (152), Jean IV quittait Bruxelles, où il avait établi sa Cour, pour se réfugier dans la mairie de Bois-le-Duc ; là, il séjourna d'une façon presque ininterrompue jusqu'à son retour dans sa capitale à la fin du mois de janvier 1421 (153).

Constatant la fuite du duc, les deux Etats laïques, réunis à Vilvorde le 1er octobre 1420, confièrent la régence du duché à Philippe de Saint-Pol, qui se vit

(149) A. Uyttebrouck, *Liste chronologique* ..., n° 3.

(150) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 236-237. — Sur ce Conseil, voir *infra*, pp. 281-286. — Sur le rôle des Etats en ce domaine, voir III[e] partie, chap. II.

(151) Sur cette question, voir H. Deloyers, *La minorité de Jean IV, passim* ; résumé, avec quelques précisions dues à F. Favresse dans A. Uyttebrouck, *Etude* ..., mémoire inédit présenté au Concours universitaire 1958-1959, t. I, pp. 2-4. — L'essentiel de l'affaire est d'ailleurs exposé dans les *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 259 et suiv. et dans de Dynter, *Chronique* ..., t. III, pp. 767-771.

(152) Au sujet de ce conflit, voir F. Favresse, *L'avènement* ..., pp. 194-203.

(153) Voir P. L. Gachard et C. Piot, *Collections des voyages* ..., t. IV, p. 612. Du 10 au 25 novembre 1420 au moins, le duc est à Maastricht. Il est à nouveau à Bois-le-Duc à la fin du mois de décembre et au début de janvier 1421 (voir P. L. Gachard, *Les archives de Dusseldorf*, p. 283, actes des 29 décembre 1420 et 12 janvier 1421, datés de Bois-le-Duc. — Voir aussi un acte du 16 janvier suivant, daté de la même ville, à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 2de deel, Inv. n° 1140, Reg. 674). Il rentre à Bruxelles le 21 janvier 1421 (F. Favresse, *L'avènement* ..., p. 210).

confirmer dans ses fonctions, par les trois Etats cette fois, le 28 novembre suivant (154). Lors de sa rentrée à Bruxelles, Jean IV tenta de reprendre le pouvoir par la force. Une émeute populaire le mit à la merci de ses adversaires et il dut laisser son frère exercer ses prérogatives pendant plusieurs semaines encore (155).

La fin de la régence est un rien plus difficile à situer dans le temps.

Le 4 mai 1421, par deux actes d'une grande importance (156), le duc passe sous les fourches caudines et se soumet à ses adversaires. Mais, par la même occasion, après avoir reconnu la validité des actes posés par son frère pendant la régence, il déclare que Philippe de Saint-Pol a remis aux trois Etats les lettres validant son mandat, ce qui met fin à celui-ci (157). Dès lors Jean IV peut reprendre l'exercice du pouvoir, ce qu'il fait effectivement. Mais certains indices rendent la situation moins nette.

Tout d'abord, bien avant le 4 mai, le duc avait posé des actes de gouvernement : le 5 mars, par exemple, il avait accordé des privilèges à la ville de Louvain (158). Affirmer que ce fut contre la volonté des Etats, où Louvain jouait un rôle prépondérant, serait assez hasardeux (159).

D'autre part, les frais d'Hôtel du régent furent payés à celui-ci jusqu'au 13 mai 1421 (160). Ce n'est pas tout : le régent, comme tel, continua à intervenir dans la direction des affaires, notamment en accordant à la ville de Bruxelles d'importants privilèges (161). C'est lui aussi qui, avec les deux Etats laïques, négocie au nom des Brabançons la prolongation des trêves entre la Hollande et la Zélande d'une part, et le Brabant de l'autre. En effet, parmi les nombreux reproches adressés à Jean IV par ses opposants en 1420, figurait celui d'avoir sacrifié les intérêts de sa femme, Jacqueline, en faveur de Jean de Bavière, oncle et compétiteur de celle-ci dans les principautés qu'elle avait héritées de son père, Guillaume, le propre frère de Jean. En octobre 1420, profitant de l'établissement de la régence, les Etats de Brabant, qui tenaient le parti de Jacqueline, avaient lancé Philippe de Saint-Pol à la reconquête des pays septentrionaux de la duchesse. La campagne militaire se solda par un échec presque total (162). Dès novembre 1420, l'on chercha à traiter. Il ne fut à l'origine point question de paix, simplement de suspension des hostilités pour un temps limité. Mais de délai en délai, la guerre tourna court et ne fut pas reprise. Ce sont ces trêves, toujours prolongées, que Philippe de Saint-Pol continua à négocier avec

(154) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., nos 110 et 112.

(155) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 219 et suiv., et ci-dessous, pp. 510-512.

(156) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., nos 118 et 119.

(157) *Ibid.*, n° 118.

(158) *Ibid.*, n° 117. — Toutefois l'acte n'avait été scellé que du sceau secret du duc, celui-ci n'ayant pas auprès de lui son sceau ordinaire. Pour cette raison, l'acte fut confirmé le 12 octobre 1421 (*ibid.*, n° 131).

(159) Sur le rôle des Etats dans toute cette affaire et sur les motifs de leur action, voir pp. 503-512.

(160) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., p. 245, n. 2.

(161) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., nos 120 et 126, ceci à la suite des événements narrés par F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 248-253.

(162) *AGN*, t. III, p. 238 et *infra*, p. 509, n. 241.

Jean de Bavière après le 4 mai 1421, et jusqu'à la fin de l'année 1423 (163).

Toutefois, à partir du 11 octobre 1421, Philippe de Saint-Pol avait renoncé au titre de «*ruwaert des lands van Brabant*» qu'il portait jusque-là. Ce 11 octobre, il avait conclu avec son aîné un accord relatif au partage des biens que leur avaient laissés leurs parents et grands-parents (164). Par la même occasion, Jean IV avait confirmé la validité de tous les actes accomplis par Philippe jusqu'à cette date (165) et Saint-Pol lui-même avait renoncé à la charge de régent, du consentement des Etats qui avaient jugé que rien ne justifiait plus son maintien. Les lettres qui accordaient le pouvoir à Saint-Pol furent cassées (166). C'était, officiellement, la fin de la situation créée en octobre 1420.

C. Délégations de pouvoir.

Le duc, en raison de son âge, de son éloignement du pays ou pour d'autres motifs, peut être amené à déléguer l'ensemble ou une partie de ses pouvoirs pour un temps plus ou moins limité.

Le premier cas qui se présente est la délégation par Jeanne de tous ses pouvoirs à son mari Wenceslas, par l'acte du 20 février 1357 dont il a déjà été question plus haut (167). Cette délégation prit fin par la mort du duc en 1383.

La duchesse n'avait pas cependant *renoncé* entièrement pour elle-même à l'exercice de ses prérogatives. L'acte du 20 février 1357 précisait d'ailleurs qu'elle devait être tenue au courant de toutes les mesures prises par son mari, sans qu'elle pût néanmoins s'opposer aux décisions de celui-ci, sauf en ce qui concerne l'aliénation du territoire.

Dans la pratique, le duc et la duchesse agissaient de concert ; les actes les plus importants sont le plus souvent pris en leur nom à tous deux. Il est permis de dire que la fonction ducale est alors bicéphale.

A la fin de sa vie, et du fait de son grand âge, la duchesse fut de nouveau amenée à déléguer ses pouvoirs ; cette fois, elle renonça à l'exercice de la plupart de ses prérogatives au profit de sa nièce Marguerite de Male (7 mai 1404) (168). L'acte de cession prévoyait que celle-ci devrait se faire remplacer par l'un quelconque de ses deux fils aînés, ce qu'elle fit douze jours plus tard, quand, par

(163) Voir à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, des actes des 18 novembre 1421 (Inv. n° 1485, Reg. 1154), 31 janvier et 6 mai 1422 (Inv. n° 1486, pp. 27 et 31-36, Reg. 1163 et 1166) et 6 décembre 1423 (Inv. n° 1486, pp. 49-55, Reg. 1186). — Par ce dernier document, Philippe de Saint-Pol et les deux Etats laïcs prolongent d'un an, à partir de la Saint-Valentin suivante, la trêve conclue avec Jean de Bavière. Celui-ci mourra le 6 janvier 1425, soit avant l'expiration de cette dernière trêve. Ce décès, en ramenant Jean IV au pouvoir dans les territoires contrôlés par Jean de Bavière, met fin à l'état de guerre entre ces pays et le Brabant.

(164) A. Uyttebrouck, *Liste chronologique ...*, n° 129.

(165) *Ibid.*, n° 128.

(166) *Ibid.*, n° 127. — Rappelons que Philippe avait déjà auparavant remis ces lettres aux trois Etats (voir *ibid.*, n° 118 et *supra*, p. 140 ; mais il apparaît donc que ceux-ci ne les avaient pas cassées à ce moment.

(167) Voir *supra*, *Introduction*, p. 12.

(168) Edition de l'acte dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 710-713. — Sur la question de savoir si la duchesse prit elle-même l'initiative de déléguer ses pouvoirs, ou si cette délégation lui fut suggérée, voire imposée, voir A. Graffart et A. Uyttebrouck, *Quelques documents inédits ...*, pp. 77-78.

une lettre du 19 mai 1404, elle avertit les Etats de Brabant qu'elle transmettait à son fils Antoine les pouvoirs qu'elle venait de recevoir (169).

Il y a donc ici délégation en deux temps : de la duchesse Jeanne à Marguerite, désignée comme *régente*, et de celle-ci à Antoine, désigné comme *gouverneur, lieutenant* de sa mère. Une fois engagé dans cette voie, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Quand, le 5 juin 1404, au moment d'assumer effectivement le gouvernement, le nouveau gouverneur prend un certain nombre d'engagements envers les Brabançons (170), il promet de se faire remplacer par un lieutenant chaque fois qu'il sera obligé de s'absenter du pays (171) !

La délégation de pouvoirs à deux degrés prit fin à la mort de Marguerite de Male (16 mars 1405). A partir de ce moment, et sans qu'un nouvel acte intervînt, Antoine devint le représentant immédiat de Jeanne. De juin 1404 à la mort de celle-ci, c'est-à-dire pendant tout le temps de ce que l'on a appelé communément, et un peu à tort, sa «régence», il ne cessera de porter le titre de gouverneur du duché et pays de Brabant (172).

Quels sont les rapports exacts qui unissent la duchesse, la régente et le gouverneur ? Ils sont définis dans l'acte du 7 mai 1404 et dans un autre document de la même date, émanant de Marguerite de Male (173).

La régente (ou le gouverneur au nom de celle-ci) assume le gouvernement du pays, dans tous ses aspects : administratif, judiciaire, domanial, militaire, financier, ...

Toutefois, la duchesse n'est pas remplacée comme suzeraine. C'est elle seule qui doit continuer à recevoir les hommages et à percevoir les produits des reliefs de fiefs (174). Dans la pratique, c'est bien elle seule qui présidera encore la cour

(169) *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 718-719 (analyse étendue d'après la Table de VAN HEURCK).

(170) Il s'engage à remettre le Brabant entre les mains de sa mère en cas de décès de Jeanne ; il promet de respecter les libertés, privilèges et coutumes des Brabançons et de tenir sa résidence en Brabant.

(171) Acte donné à Bruxelles, le 5 juin 1404, analysé dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, d'après plusieurs copies ; une autre copie, dans AVB, A Thymo, t. II, fol. 304r°, est éditée dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 719-720 (avec date du 5) ; un original de même teneur, mais daté de Bruxelles, le 6 juin 1404, est conservé aux AV Bois-le-Duc, chartes, n° 294. Une traduction latine de l'acte, avec la date du 6, est publiée dans DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, p. 156.

(172) P. PAQUET, *Etude* ..., inédit, pp. 108-110 ; dans l'acte du 5 juin 1404, Antoine se dit «Antoine de Bourgogne, comte de Rethel, châtelain de Lille» ; par la suite, la suscription devient «Antoine de Bourgogne, comte de Rethel, gouverneur du duché de Brabant». Le 2 septembre 1404, Jeanne lui accorda le titre de duc de Limbourg (voir *infra*, p. 144 et n. 183) ; dès lors la suscription devient «Antoine de Bourgogne, duc de Limbourg, comte de Rethel et gouverneur du duché de Brabant». Dans les lettres closes, la suscription en exergue est «De par le conte de Rethel/, gouverneur de Brabant» (exemple du 1er juillet [1404], original sur papier attaché au fol. 78 du compte coté CC, 12.803 aux AGR) ; après le 2 septembre 1404, on trouve «*Biden hertoge van Lymb., greve van / Retheest ende gouverneur van Brabant*» (AGR, Chartes de Brabant, 11 mars [1405]). Antoine ne s'est qu'exceptionnellement dit seigneur d'Anvers après la mort de sa mère (voir *supra*, p. 113, n. 6). mais dans le compte de la recette d'Anvers du 24 juin 1405 au 24 juin 1406 (le premier des comptes de cette recette rendu à la Chambre des Comptes de Bruxelles), le prince est dit «*duc de Lembourgh, conte de Rethel, gouverneur de Brabant et seigneur d'Anvers*» (AGR, CC, 4953, 1er compte, fol. 1r°).

(173) Tous deux sont édités dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 710-713 et 714-718. Pour un état plus complet de la tradition, voir J. STENGERS, *op. cit.*, p. 405, n. 2 et 3.

(174) Disposition contenue dans l'acte de Jeanne.

féodale du duché (175) ; en matière féodale, on ne voit le gouverneur intervenir que pour aider sa tante à défendre ses droits (176).

En deuxième lieu, elle garde la collation «*de tous les bénéfices, soient prebendes ou autres quelxconques, qu'elle a à conférer oudit pays de Brabant*» (177). Effectivement, le 14 novembre 1405, elle confère une prébende de chanoine à Saint-Pierre d'Anderlecht (178). La duchesse conserve aussi le droit de délivrer, en son nom et sous son sceau, les patentes de nomination aux offices les plus importants du duché (drossard, receveurs principaux et six grands justiciers) ainsi que les actes relatifs à l'établissement des échevins des villes de Louvain, de Bruxelles et autres (179). Il s'agit vraiment d'une prérogative formelle, la duchesse ayant commencé par déclarer que le futur gouverneur aurait le droit de pourvoir à tous les offices et celui d'établir les nouveaux échevinages. Dans un acte du 7 mai 1404, Jeanne précise d'ailleurs que, dans les limites ainsi fixées, elle n'entend «nommer» que des personnes qui lui auront été présentées par le gouverneur (180). Dans les faits, il semble que l'on soit même allé plus loin : les nouveaux titulaires des offices visés par ces dispositions sont pourvus de deux lettres de commission, l'une émanant de la duchesse et l'autre du gouverneur, celle-ci faisant allusion à celle-là et au droit de présentation d'Antoine (181). Ces commissions au nom du gouverneur vont

(175) Voir des reliefs passés devant la cour féodale présidée par Jeanne dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, ms, actes des 28 février 1405, 17 avril 1405 et 17 juin 1405 (l'acte du 17 avril concerne le relief de la seigneurie d'Anvers par Antoine après le décès de Marguerite de Male). — Antoine, comme seigneur d'Anvers, a ses vassaux et sa cour féodale. Celle-ci peut, en raison des circonstances, siéger à Bruxelles, mais il ne faut pas la confondre avec la cour féodale de Brabant présidée par la duchesse. En une circonstance au moins, celle-ci «prête» des hommes de fief à Antoine pour compléter sa cour, réduite à deux vassaux en raison du fait qu'elle tenait séance à Bruxelles (voir AGR, CC, 11, fol. 287v°, acte du 16 octobre [1406]).

(176) Le 21 juin [1406], Antoine mande aux possesseurs de fiefs et d'arrière-fiefs en Brabant que, le receveur général de Brabant, Guillaume Tonsus, et le receveur d'Outre-Senne, Pierre De Coker, étant chargés de poursuivre, devant Jeanne et ses hommes de fief, le payement de divers droits seigneuriaux dus à sa tante, Jeanne, et à lui, du chef de fiefs tenus d'eux, il leur ordonne de se présenter, à la requête des susdits deux commissaires, toutes les fois qu'ils en seront requis, devant Jeanne et ses hommes de fief pour aider à protéger les droits et seigneurie de la duchesse et de lui-même (AGR, CC, 11, fol. 281bis v°).

(177) Disposition contenue dans l'acte de Marguerite de Male.

(178) P. J. GOETSCHALCKX, *Bijdragen tot de Geschiedenis* ..., t. I, p. 224. — Dans ce domaine aussi, le gouverneur intervient, mais ce n'est que pour permettre, en vertu d'un indult pontifical, à son secrétaire Jean van den Opstal, déjà chanoine de Sainte-Gudule à Bruxelles, de percevoir le fruit de sa prébende, nonobstant que ledit Jean ne puisse, en raison du service du prince, satisfaire à l'obligation de résidence (Acte sans date — septembre 1406 ? —, AGR, CC, 11, fol. 279v°).

(179) Disposition contenue dans les lettres de Jeanne.

(180) Edit. : *Brab. Yeesten*, t. II, p. 713.

(181) Il n'y en a pas beaucoup d'exemples : nous possédons les lettres de Jeanne et celles d'Antoine désignant Henri de Ranst comme écoutète de Bois-le-Duc, toutes deux du 21 novembre 1406 (éditées par C. KERREMANS, *Etude* ..., pp. 364-365 et 365-366) ; pour Jean de Grimbergen, seigneur d'Asse, nommé écoutète de Bois-le-Duc, nous ne possédons que les lettres d'Antoine du 9 mars 1405, mais elles font allusion aux lettres (perdues ?) de Jeanne (le gouverneur dit, en parlant du seigneur d'Asse, qu'il l'a «*genuemt ... onser liever vrouwen ende moyen der hertoginnen van Lucemb. ende van Brabant totten schoutheetambacht vanden Bosch, ende sij hem dat voirs. ambacht bevolen heeft mit hoeren openen brieven, also dair toe behoirt*» ; — AGR, CC, 11, fol. 211r°) ; pour le même,

donc au-delà de ce que prévoyaient les accords de mai 1404 ; d'ailleurs, le gouverneur ne se contente pas de «nommer» des officiers, il en confirme d'autres dans leurs fonctions, mesure que les dispositions arrêtées entre Jeanne et sa nièce rendaient aussi théoriquement inutile (182).

En dehors des attributions qui lui sont laissées par les conventions de mai 1404, la duchesse trouve encore quelques occasions de marquer sa «prééminence».

Elle autorise, le 2 septembre 1404, Antoine à porter le titre de duc de Limbourg (183).

En 1406, elle arbitre un conflit surgi entre le gouverneur et la ville de Bruxelles (184). Sans doute, en ce cas, a-t-on recouru à elle comme à la plus haute autorité morale du pays ?

Enfin, quoique en principe elle n'intervienne plus dans les affaires domaniales ou financières, la duchesse est amenée, le 14 juillet 1404, à confirmer à son bouteiller, Jean de Weert, l'engagère des vieilles assises de Maastricht, dites «*aude firmiteit*», qu'elle lui avait consentie le 25 mars 1393 en raison d'une dette de 4.000 florins du Rhin (185), et, en septembre-octobre de la même année, à promettre à Jean de Looz, seigneur de Heinsberg, le payement d'une rente qu'elle lui avait autrefois assignée, mais dont le règlement avait souffert quelque

nommé amman de Bruxelles le 12 décembre 1405, nous ne possédons que les lettres de Jeanne (Ch. KERREMANS, *op. cit.*, pp. 363-364) ; pour Jean, seigneur d'Immerzeel, nommé maire de Tirlemont le 20 juillet 1406, nous ne possédons que les lettres d'Antoine, qui font aussi allusion à celles de Jeanne (le gouverneur présente le nouvel officier à la duchesse «*om bi hoir ende mit hoeren brieven, also dair toe behoert, geset te werden in dat voirs, ambacht* ...» ; AGR, CC, 11, fol. 276bis v°) ; par contre, dans l'acte d'Antoine nommant Guillaume de Sayn comme drossard de Brabant, le 19 septembre 1406, il n'est pas fait allusion à une quelconque intervention de la duchesse (*ibid.*, fol. 112).

(182) L'acte de Jeanne, du 7 mai 1404, disposait que les lettres de commission de tous les officiers nommés autrefois par elle resteraient en vigueur. Ceci ne signifie pas que le futur gouverneur se voyait par là interdire de démettre un officier et de le remplacer par un autre, mais bien qu'il n'était pas nécessaire de renouveler les commissions des officiers en place, comme cela se faisait après le décès d'un prince. Or Antoine a confirmé des officiers dans leurs fonctions (9 juin 1404, le receveur de Brabant, Guillaume Tonsus ; 15 juin [1404], l'écoutète du Maasland, Jean van der Dussen ; le 22 juin [1404], le receveur de Louvain, Guillaume Den Rode ; [en juin 1404], le bailli du Roman Pays [Gérard de Huldenberg] ; le 8 juillet [1404], le maire de Louvain, Rasse de Grez ; le 3 septembre [1404], le receveur des corvées (dues par les établissements religieux), Lionnet de Bouchout ; le 4 septembre 1404, le maître des garennes de Brabant, Goloy vander Tommen ; le 30 novembre 1404, le woudmaître de Brabant, Siger Serarnts ; tous exemples tirés de AGR, CC, 11, analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, ms).

(183) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, ms. — A ce propos, il est bien évident que se pose la même question que pour le Brabant : qui fait le duc de Limbourg ? Notons que, ni le roi des Romains, ni les Limbourgeois, ni les Brabançons, n'ont protesté contre l'octroi de cette dignité à Antoine en 1404, et que Jeanne a continué à porter le titre de duchesse de Limbourg.

(184) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, ms, 24 mai 1406. — Un bourgeois de Bruxelles avait été arrêté par l'écoutète de Bois-le-Duc, qui, par après, avait refusé de le relâcher sans l'accord d'Antoine ; de plus, un autre bourgeois de Bruxelles avait été condamné à Eersel, dans la mairie de Bois-le-Duc. La ville de Bruxelles avait réagi. Jeanne avait convoqué Antoine et les deux Etats laïcs. La duchesse et les Etats étaient parvenus à apaiser le conflit en donnant raison à Bruxelles (récit de l'affaire dans A. HENNE et A. WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. I, pp. 182-183).

(185) Les deux actes sont mentionnés dans un autre document du 13 décembre 1422, lui-même connu par un vidimus de 1427 (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1380-1423).

retard (186). Dans ces deux cas, les créanciers de Jeanne ont probablement voulu obtenir la caution personnelle de la duchesse.

Jeanne n'a donc pas abdiqué. Non seulement, elle reste duchesse en titre, mais elle assume encore certaines prérogatives, surtout honorifiques il est vrai. Pour le reste, elle a simplement délégué l'exercice de la plus grande partie de ses pouvoirs. Peut-elle reprendre ceux-ci ? Les accords de mai 1404 montrent qu'en ce domaine, sa liberté d'initiative est plutôt limitée. Par son acte du 7 mai, Marguerite de Male promettait à sa tante de lui verser une rente viagère de 28.000 couronnes d'or par an, avec quelques autres avantages en nature et en espèces. En cas de défaut de payement, Jeanne pouvait mettre la main sur la seigneurie d'Anvers, ainsi que sur ses revenus et sur ceux de la seigneurie de Malines, et reprendre l'exercice du gouvernement du Brabant. Mais la duchesse de Bourgogne se voit attribuer le droit de reprendre celui-ci, comme de rentrer en possession des gages désignés, par le simple fait de régler les arrérages dus. Ainsi, c'est plutôt à Marguerite de Male qu'est laissée l'initiative de mettre fin à la régence, éventuellement à son corps défendant.

Dans les dernières semaines de sa vie, Jeanne paraît être tombée de plus en plus sous la tutelle de son petit-neveu. Le 9 octobre 1406, celui-ci prend en effet à son compte la gestion de l'Hôtel de la vieille duchesse et le contrôle de l'utilisation de la rente viagère de 28.000 couronnes mentionnée plus haut (187).

La régente, quant à elle, après avoir transmis ses pouvoirs à son fils puîné, n'intervint pratiquement plus dans les affaires du Brabant. Tout au plus peut-on mettre à son actif une influence directe dans la création d'un organisme qui connut une fortune considérable : la Chambre des Comptes de Bruxelles (188).

La duchesse de Bourgogne a aussi la haute main sur le trésor des Chartes de

(186) Sept actes relatifs à cette affaire : 1° Minute sans date (26 septembre 1404 ?), émanant de Jeanne, de Marguerite de Male et d'Antoine, qui reconnaissent solidairement devoir au seigneur de Heinsberg une rente de 600 royaux par an. Cette rente, autrefois assignée sur la recette de Louvain, est réassignée sur celle de Bois-le-Duc (AGR, *CC, 11*, fol. *185bis* ; *feuillet* ajouté après coup au registre). — 2° Minute sans date (26 septembre 1404 ?), émanant de Jeanne seule, faisant connaître l'acte n° 1 ; le dispositif est au nom des trois auteurs de l'acte précédent (*ibid.*, fol. 176r° ; même remarque). — 3° Minute d'un acte d'Antoine, du 26 septembre 1404, faisant savoir que les villages de la mairie de Bois-le-Duc lui ont avancé 1.800 couronnes d'or pour lui permettre de payer au seigneur de Heinsberg les arrérages de sa rente (*ibid.*, fol. 185bis : même remarque). — 4° Acte d'Antoine, du 26 septembre 1404, mandant au receveur de Bois-le-Duc de payer dorénavant sur sa recette la rente de 600 peters d'or par an due au seigneur de Heinsberg (original aux AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 295). — 5° Acte de Jeanne et d'Antoine, du 2 octobre 1404, promettant que cette rente sera régulièrement payée (*ibid.*, n° 296). — 6° Acte des mêmes, du 2 octobre 1404, promettant de défalquer les 1.800 couronnes dont question dans 3° du montant de la prochaine aide à payer par la mairie de Bois-le-Duc (*ibid.*, n° 297). — 7° Acte du seigneur de Heinsberg, du 7 octobre 1404, donnant quittance de ces 1.800 couronnes (*ibid.*, n° 298).

(187) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e partie, ms, à la date. — Autre copie : AGR, CC, 1785, fol. 1. Analyse brève dans *Brab. Yeesten*, t. II, p. 736. Par cet acte, le gouverneur confie l'administration de l'Hôtel de Jeanne à Renier Goedheere, ancien receveur de Brabant (sur ce personnage, voir Annexe II). Celui-ci reçoit notamment comme instruction d'effectuer les dépenses ordonnées par Jeanne pour autant qu'il les juge raisonnables. S'il les trouve excessives, il doit en référer à Antoine.

(188) Voir *infra*, II^e partie, chap. V.

Brabant (189), mais dans ce cas, ce semble plutôt être en tant qu'héritière de Louis de Male, que comme régente. Le défunt comte de Flandre avait, en effet, obtenu un droit de regard sur les archives ducales brabançonnes après la guerre de la succession de Brabant (190).

En dehors de cela, Marguerite de Male n'apparaît, avec Jeanne et Antoine, que dans certains engagements pris à l'égard du seigneur de Heinsberg (191). Probablement a-t-on aussi voulu sa caution, en sa qualité d'héritière présomptive de la duchesse de Brabant.

C'est donc Antoine qui, sous les réserves qui viennent d'être faites, exerce la réalité du pouvoir (192). Ce prince du sang, lieutenant de la duchesse, d'abord à travers sa mère, puis directement, après le décès de celle-ci, fait, par son statut, assez songer à certains des gouverneurs généraux des Pays-Bas de l'Ancien Régime. En lui, le duché de Brabant a eu un vrai gouverneur, le seul peut-être de son histoire (193). Dans la pratique, il est sans doute même un peu plus que cela, car les limites à son pouvoir sont assez théoriques.

Restent à examiner les dispositions prises dans le cas d'une absence limitée du duc.

Il faut distinguer.

(189) Voir un mandement du 17 août 1404, à Thierry Gherbode, garde des chartes de Flandre-Artois et de Brabant-Limbourg (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, Inv. ms). — Sur Thierry Gherbode, voir F. DE COUSSEMAKER, *Thierry Gherbode, ...*

(190) H. NELIS, *Notice historique sur le chartrier de Brabant*, pp. 6-12.

(191) Voir *supra*, p. 145, n. 186, actes nos 1° et 2°. Le deuxième document est curieux. La suscription est au nom de Jeanne seule, mais le dispositif inclut ceux de la régente et de son fils. Marguerite y est dite «*van Goids genaden hertoginne van Bourgoingnen, grevinne van Flanderen, van Artois ende van Bourgoingnen, palatine, vrouwe van Salyns ind van Mechelen, nu ter tijt hebbende dat regiment des voirs. lants van Brabant*».

(192) Son gouvernement, avant la mort de Jeanne, a été étudié par Mme M. [VAN COMPERNOLLE]-TOURNEUR.

(193) Nous ne pouvons en effet partager les conclusions, même prudentes de Mme A. [SMOLAR-]MEYNART (*Un gouverneur de Brabant sous le règne de Charles le Téméraire* ?, BCRH, t. CXXVI, pp. 135-162) qui croit avoir trouvé, en la personne d'Engelbert II de Nassau, un gouverneur de Brabant en 1473 et 1475. Les textes qu'elle publie montrent à suffisance qu'il ne s'agit que d'un gouverneur militaire, nommé pour le temps d'un péril de guerre. Pour suggérer que ce peut être quelque chose de plus qu'un simple gouverneur militaire, Mme Smolar ne dispose que de deux arguments : 1° dans les lettres de commission d'Engelbert de Nassau, du 29 mai 1473, il est mandé au président et aux gens du Conseil de Brabant d'obéir au gouverneur. C'est, dit Mme Smolar, que l'administration du duché a été confiée à un gouverneur (p. 147) ; 2° en 1475, le gouverneur réside à Bruxelles, alors que la place d'un gouverneur militaire serait aux frontières du pays. Ces deux arguments témoignent d'une certaine méconnaissance de la nature même des fonctions de gouverneur militaire. Dans les lettres de commission, il suffit de lire complètement la mention de commandement pour voir qu'il est ordonné au Conseil de Brabant d'obéir au gouverneur pour ce qui concerne la défense du pays («*pour la garde, preservacion et deffence de nozdiz duché de Brabant et Lembourg*» — p. 150). Il est constant qu'en période de guerre, l'autorité militaire prenne le pas sur l'autorité civile pour tout ce qui concerne les mesures de défense. De plus, ce type de clause de mandement est fréquent dans les commissions d'officiers de quelque rang qu'ils soient. Il n'implique aucun lien de subordination, mais a pour but de rappeler que tous les officiers du prince se doivent assistance les uns aux autres dans l'exercice de leurs fonctions. Le second argument est né d'une confusion entre les notions de «gouverneur militaire» et de conducteur des opérations militaires. Contrairement à ce qu'affirme Madame Smolar, la place d'un gouverneur est à l'arrière, et non au front.

Comme suzerain, le duc ne se fait, en principe, jamais remplacer dans l'exercice de la juridiction gracieuse sur les fiefs ducaux. Avant l'avènement de Philippe le Bon, il n'y a pas de *lieutenant des fiefs* en Brabant (194). Nous ne connaissons qu'un seul cas de transport de fiefs effectué en l'absence du duc : le 16 mai 1412, alors qu'Antoine se trouve au Luxembourg, fort accaparé par les affaires de ce pays, la Cour féodale se réunit à Bruxelles, présidée par le futur Jean IV, alors âgé de neuf ans (195) ! Il est fort probable qu'habituellement on préférait attendre le retour du suzerain, et que la procédure exceptionnelle utilisée ici s'explique par la crainte d'une absence prolongée d'Antoine.

Pour les autres questions, c'est le plus souvent le Conseil ducal, ou une partie de celui-ci, qui est chargé de l'expédition des affaires courantes (196), généralement sans, mais parfois avec une commission particulière du duc (197). Dans la deuxième éventualité, les conseillers-députés sont dits «*raidslude ons genedichs heren tshertogen tregiment syns lands van Brabant in sijnre absencien hebbende*» (198).

Parfois l'épouse du duc paraît avoir joué un certain rôle pendant des absences de son époux (199).

Dans d'autres occasions, c'est tout simplement le drossard qui remplace le prince absent. Le fait semble se présenter assez rarement, quoiqu'il apparaisse comme assez naturel. Un officier «de justice» local (200) est le représentant normal du duc dans sa circonscription ; le drossard, officier supérieur de justice, dont la compétence s'étend à tout le duché, paraît donc bien placé pour jouer le rôle de lieutenant du prince. Cela ne heurte d'ailleurs pas les sujets : le 9 novembre 1394, la ville de Louvain envoie un messager à Bruxelles, auprès de Jeanne, pour lui demander de laisser son drossard à Bruxelles puisqu'elle-même s'apprêtait à partir pour le Hainaut (201). Ce vœu fut-il exaucé ? Rien ne permet de le dire. Mais quelques années plus tard, une indication positive est fournie par un acte du drossard Henri de Bergen, du 1er mai 1412, conservé en copie (202). Il s'agit de la nomination d'un nouveau maire de Léau, faite sur ordre du

(194) M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 39.

(195) AGR, Chartes diverses, 16 mai 1412. L'acte est intéressant du point de vue institutionnel et diplomatique. Alors qu'Antoine se trouve à Luxembourg même, la pièce est datée de Bruxelles. Elle émane du duc qui fait savoir «*dat opten dach datum des briefs, voir Janne onsen oudsten soen ende voir onse manne van leen, ...*», Jean de Gronsveld a cédé à Henri de Rivieren la ferme et les biens de *Coudenberge*, situés à Maastricht, qu'il tenait en fief du duc. La pièce, conservée en original, est signée par un secrétaire (Pierre de Halle) et scellée du seul sceau d'Antoine.

(196) Voir *infra*, pp. 409 et suiv.

(197) Voir *ibid.*, et A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, nos 172 et 180.

(198) AGR, CC, 12, fol. 130r°. — Voir aussi AGR, CC, 4955 I, paragraphe Lierre, dépenses de voyages.

(199) Voir *infra*, p. 150.

(200) Le *villicus*, maire, amman ..., qui d'ailleurs, à l'origine, n'est pas seulement un officier de justice, mais bien le représentant local du prince, compétent aussi bien en matière domaniale qu'en matière judiciaire. Au sujet du drossard, voir *infra*, pp. 225-227.

(201) «*... omme haer* [= Jeanne] *te biddene dat sy laten woude haren drossate van Brabant in hare lant want sy riden woude in Henegouwe*» (AV Louvain, 5004, fol. 42r°).

(202) AGR, CC, 12640, fol. 88r°.

duc (203) par le drossard en personne qui scelle la pièce en raison de l'absence du prince (204). A cela s'ajoutent les termes très précis d'un texte de 1426 où Jean IV, décrétant, pour certaines raisons, le blocus d'Anvers (205), charge Jean de Glimes, alors drossard, de faire respecter cette décision ; cette mission lui est confiée car il est le supérieur de tous les autres officiers immédiatement après le duc, dont il représente la personne (206). Fin 1414, sur le point de partir pour Paris, c'était au drossard et à un conseiller (Jean de Schoonvorst) qu'Antoine avait laissé le soin de toutes ses affaires brabançonnes (207).

Quant aux pouvoirs militaires, ils peuvent être confiés à des capitaines généraux. C'est le cas en janvier 1425 : obligé de se rendre en Hollande pour reprendre possession du pays après la mort de Jean de Bavière, Jean IV désigne, pour les opérations à mener à la frontière hennuyère contre Jacqueline de Bavière et le duc de Gloucester, d'abord deux, puis trois capitaines généraux, les coiffant d'ailleurs d'un capitaine «suprême», son frère le comte de Saint-Pol, dès que celui-ci fut en mesure d'occuper ce poste (208).

Une conclusion s'impose : que ce soit pour la succession ou pour le remplacement temporaire du duc, il n'existe aucune règle ni écrite ni imposée par la coutume. Cette absence de directives précises, qui est loin d'être particulière au Brabant, aura cependant, dans le duché, de grandes répercussions sur les rapports entre prince et sujets, à la faveur de la malchance dynastique évoquée plus haut.

D. Abdication.

La renonciation complète à l'exercice du pouvoir, théoriquement possible — qu'on se rappelle l'exemple d'Henri IV abandonnant le duché à son frère Jean I^er^ — ne s'est pas présentée pendant la période étudiée. D'après Boonen, qui écrivait au XVI^e^ siècle, mais qui se servait abondamment des comptes de la ville de Louvain, elle aurait pu être envisagée par Jeanne à la fin de son règne : en 1404, Antoine serait devenu duc de Brabant et non gouverneur, sans l'opposition des villes du pays (209).

(203) «*want onse ghenedege here alsoe gedaen wilt hebben*».

(204) «*mids dat onse genedege here selve binnen lans niet en es*».

(205) La ville, en conflit avec Bergen-op-Zoom, n'avait pas voulu se soumettre à l'arbitrage ducal.

(206) «*... als oversten na ons van allen onsen ampluden ende onser absencyen onsen persoon presenterende ...*» (AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 154-157r°).

(207) «*den last ende sine saken alle te samen in Brabant te verwaren ...*» (AGR, CC, 2397, fol. 345r°).

(208) A. Uyttebrouck, *Liste chronologique ...*, n^os^ 173, 176 et 177. Saint-Pol est dit parfois «*rewairts vanden heire van Brabant*» (AGR, CC, 2405, 2^e^ compte, fol. 198r°), parfois «*oeverste capiteyn van den heere van Brabant*» (*ibid.*, fol. 203r°).

(209) Voir W. Boonen, *Geschiedenis van Leuven*, p. 45 et les commentaires de M. J. Stengers, *Philippe le Hardi ...*, pp. 407-408.

V. *Le rôle politique des proches parents des ducs*

A. Les conjoints.

1. L'époux d'une duchesse régnante.

Le cas ne s'est présenté qu'une fois entre 1355 et 1430 : du vivant de Wenceslas, mari de la duchesse Jeanne.

Il a été dit plus haut que cette dernière avait délégué ses pouvoirs à son époux qui fut, dès lors, prince à part entière. Il n'y a rien d'original dans cette situation, qui est tout à fait courante au Moyen Age.

2. L'épouse d'un duc régnant.

A l'opposé, l'épouse du duc n'est en général pas associée au pouvoir.

Dans l'état actuel de nos recherches, nous ne connaissons pas d'actes émanés de Jeanne de Saint-Pol ni de Jacqueline de Bavière en tant que duchesses de Brabant (210).

En ce qui concerne Elisabeth de Görlitz, on conserve la trace de documents rédigés sur son ordre et en son nom. En voici le relevé, fort court d'ailleurs :

— le 19 août 1409, Elisabeth, qui porte ses titres «brabançons» et allemands (elle s'intitule «par la grâce de Dieu, duchesse de Brabant, de Lothier et de Limbourg, ainsi que de Görlitz et de Lusace, et marquise du Saint-Empire et de Brandebourg») retient Jean Kug *de Traiecto*, bourgeois de Bruxelles et orfèvre, en qualité de valet de chambre («*camere servus, familiaris et domesticus commensalis*») et prie toutes les autorités des pays qu'il traversera de le bien traiter, par révérence pour elle (211) ;

— le 29 septembre 1409, elle accorde un sauf-conduit à un ambassadeur que son frère, le roi de Hongrie, envoie en Angleterre (212) ;

— le 16 novembre 1409, elle nomme Guillaume van den Berghe, bouteiller, en qualité de receveur de la part de l'aide qui lui avait été donnée par son époux (213) ;

— le 7 juillet 1410 : *mendicatorium* d'Elisabeth en faveur d'un certain Paul, originaire d'Amersfoort (214) ;

— enfin, le 15 octobre 1410, elle délivre, à l'intention des justiciers

(210) Jacqueline de Bavière a joué un certain rôle pendant les événements de 1420-1421, mais les circonstances étaient exceptionnelles, et la crise qui éclata à cette époque était née en partie des atteintes portées par Jean IV aux droits de son épouse en qualité de comtesse de Hollande et de Zélande.

(211) AGR, CC, 45673, fol. 86v°-87r° ; en latin.

(212) *Ibid.*, fol. 86v°-87r°.

(213) AGR, CC, 15717, 3e compte, fol. 1v°-2r° ; en néerlandais. — Sur cette aide et sur la part attribuée à Elisabeth par Antoine, voir A. Van Neck, *Les aides générales* ..., inéd. I, pp. 62 et suiv. Il s'agit de l'aide accordée par les trois Etats de Brabant en 1409 à l'occasion du remariage d'Antoine. — Sur Guillaume van den Berghe, voir Annexe II.

(214) AGR, CC, 45673, fol. 97r° ; en latin. — Amersfoort : Pays-Bas, prov. Utrecht.

brabançons, un sauf-conduit en faveur de Gisbert, provincial de Germanie, de l'ordre des dominicains, qui se rend en visite en Brabant (215).

Certains de ces actes n'intéressent la duchesse qu'à titre personnel, aucun des autres n'est de nature législative, ce qui réduit leur importance.

Il faut encore signaler que, pour une période de quelques mois, il existe des traces d'une correspondance fournie entretenue par Elisabeth de Görlitz : les comptes de la recette générale de Brabant mentionnent l'envoi de nombreuses lettres — sans doute closes — de la duchesse, de juin à octobre 1411. Ces lettres, particulièrement abondantes en septembre, sont adressées à des princes voisins (le duc de Bourgogne, la comtesse de Hainaut, sœur d'Antoine), à des nobles ou à des villes brabançonnes, et très souvent aussi au duc lui-même (216). Le texte n'en étant pas conservé, on ignore tout de leur contenu. Il est toutefois permis de se demander si cette correspondance n'est pas l'indice d'un rôle particulier confié par Antoine à son épouse pendant cette période. Le duc fut en effet souvent absent de la Cour en cette seconde moitié de 1411 (217) ; pendant ses absences, il laissa des conseillers à Bruxelles, en compagnie de la duchesse (218). On peut supposer qu'elle fut chargée de représenter son mari pendant les fréquents déplacements de celui-ci, et d'assurer la gestion des affaires courantes avec les conseillers restés en Brabant (219). Elisabeth aurait pu ainsi servir d'intermédiaire entre le duché et son prince absent. Nous savons d'ailleurs qu'à la même époque elle prit l'initiative de réunir les Etats de Brabant pour solliciter une aide militaire en faveur du duc (220).

Mais par la suite, pendant d'autres voyages d'Antoine, il n'y a plus de traces d'une activité quelconque de la duchesse. Il faut encore noter que, même de juin à octobre 1411, aucun acte de caractère législatif n'a été délivré au nom de cette dernière.

B. Parents proches.

Des ascendants directs (père et mère), il n'y a rien à dire. Entre 1355 et 1430, aucun n'était encore en vie pendant le règne d'un de ses enfants.

Elisabeth de Görlitz, la marâtre de Jean IV, vivait encore à l'avènement de celui-ci, mais elle fut tenue à l'écart du pouvoir.

Des descendants directs, seul le futur Jean IV est amené une seule fois à représenter son père à la tête de la Cour féodale (221).

(215) *Ibid.*, fol. 102v° ; en latin.

(216) AGR, CC, 2396[1], fol. 182-188 et 195r°. Parmi les destinataires figurent aussi une fois l'abbesse de Val-virginal et les lombards de Bois-le-Duc.

(217) P. L. Gachard et C. Piot, *Collection des voyages ...*, t. IV, pp. 384-387.

(218) Sur la présence des conseillers, voir pp. 413-414.

(219) La mention d'une lettre conjointe adressée par Elisabeth *et* par le Conseil à Antoine, qui se trouvait en France, vient renforcer cette supposition (lettre expédiée le 23 septembre 1411, AGR, CC, 2396[1], fol. 188v°).

(220) Annexe V, 857 (réunion du 21-23 septembre 1411).

(221) Voir *supra*, p. 147 et n. 195.

Les frères et sœurs des ducs régnants ne jouèrent jamais ès qualités aucun rôle effectif. Les sœurs de Jeanne n'intervinrent pas dans le gouvernement du duché. Seul le frère de Jean IV fut appelé, en des circonstances bien particulières, à assumer des charges importantes : nous avons vu plus haut qu'il fut régent du duché en 1420-1421 (222). Il fit aussi par la suite quelques apparitions au Conseil de son frère (223), mais on ne peut dire qu'il y siégeait de droit.

De tous les oncles et tantes de princes régnants, seul Jean sans Peur prétendit un moment avoir son mot à dire en Brabant du fait de sa parenté : à la mort d'Antoine, il revendiqua en effet la mambournie des enfants mineurs du défunt, en qualité de leur plus proche parent. Mais il ne fut pas suivi par les Etats de Brabant, et n'obtint pas la régence qu'il avait espéré assumer (224).

C. PARENTS PLUS ÉLOIGNÉS.

Si les parents proches ne jouent, en leur qualité de consanguins, aucun rôle dans le gouvernement du duché, il est normal qu'il en soit à fortiori de même des parents plus éloignés. Tout au plus trouvera-t-on bon nombre de ceux-ci dans le Conseil du prince, où certains exercent une influence assez considérable (225).

D. BÂTARDS.

Il en a déjà été question plus haut (226) ; il est donc inutile d'y revenir longuement ici. Rappelons simplement qu'ils n'avaient aucun droit à la succession au duché, mais qu'ils pouvaient éventuellement remplir des charges d'officiers ou même de conseillers des ducs.

VI. *LES ORDRES DE CHEVALERIE*

Un dernier point reste à examiner, en ce qu'il touche au prestige du prince.

En cette fin du Moyen Age, la mode est aux ordres de chevalerie. Les souverains, les princes, créent chacun le leur. Philippe le Hardi avait eu le sien (227). Philippe de Saint-Pol en eut un aussi, qui pouvait être décerné aux femmes. On ne possède pas de précisions, ni sur le nom de cet ordre, ni sur sa devise (228).

(222) Voir *supra*, p. 139.
(223) Voir Annexe II.
(224) Voir *supra*, p. 139.
(225) Voir *infra*, p. 304.
(226) Voir *supra*, pp. 40-42, et Annexe IV.
(227) H. DAVID, *Philippe le Hardi au début du XV^e siècle*, p. 150.
(228) Il n'est mentionné que dans un compte (AGR, CC, 1794, fol. 86r°) : le 27 décembre 1428, Philippe de Saint-Pol mande de payer 7 livres 12 sous et 8 deniers de gros à Jean van Berchem, orfèvre de Bruxelles, pour avoir fait :

— « *enen halsbande of colliere van mijns voirs. heeren ordenen ende divisen wegende VI onchen XVII 1/2 yngels zilvers ... by hem gemaict te Bamisse XIIII^c XXVII ende biden*

Quant à Jean IV, il a porté un collier de l'ordre de Saint-Antoine (229). Mais est-ce comme duc de Brabant ou comme comte de Hainaut ? Albert de Bavière avait créé en 1382 un ordre de Saint-Antoine (230), qui n'eut qu'une existence éphémère. Est-ce celui-là que Jean IV a maintenu en vie ou ressuscité, ou bien a-t-il, sous le même patronage, créé un nouvel ordre sous l'invocation du saint patron de son père ?

*
* *

Au terme de ces considérations, il est permis de dire que, si le duc de Brabant peut difficilement être défini sur le plan du droit, c'est, de fait, un prince territorial presque souverain, puisque les liens de vassalité qui le lient à l'Empire sont dès le XIV^e^ siècle très théoriques, et qu'il exerce, sans contrôle effectif de l'extérieur, les droits régaliens sur les territoires où il règne.

*
* *

selven minen here doer gegeven Janne van Tallevende zinen raet ende kemerlinc».
— en décembre 1427 un collier en argent, du même ordre, pour le duc lui-même.
— un collier en argent doré, toujours du même ordre, donné par le duc à la femme de Jean de Taillevende, à la Noël 1428.

(229) Le 25 mai 1421, payé à Jean Den Vos «*die somme van IIII ponden te XL gr. tpont diemen hem schuldich was om tsilver ende dmaicsel van Sinte Anthonijs ordine bi hem gemaict voir minen voirg. gnedige heere den hertoge ...*» (AGR, CC, 2404, 2^e^ compte, fol. 48r°). C'est sans doute ce collier qui est restauré avant le 16 avril 1423 (AGR, CC, 2404, 3^e^ compte, fol. 70v°).

(230) B^on^ DE REIFFENBERG, *Histoire de l'ordre de la Toison d'Or*, p. XXVI.

DEUXIÈME PARTIE

L'ENTOURAGE DUCAL
LES ÉLÉMENTS ÉVOLUÉS DE LA CURIA DUCIS

Cette deuxième partie sera consacrée à l'étude des organismes et des officiers qui entouraient le prince et l'aidaient à exercer le pouvoir. La plupart d'entre eux sont issus de l'ancienne *Curia ducis*. Seront successivement passés en revue :

— l'Hôtel ducal ;
— les grands officiers ;
— l'histoire de la Cour féodale et du Conseil ducal ;
— la composition, l'organisation et la compétence du Conseil ;
— l'histoire des premières années de la Chambre des comptes ;
— la formation d'une section permanente du Conseil, appelée Chambre du Conseil.

CHAPITRE Ier

L'HÔTEL DU DUC

L'Hôtel du duc de Brabant (en latin *hospitium* et parfois *curia* ; en néerlandais *herberghe* ou *hof*) est une forme évoluée de la *Curia* du haut Moyen Age, dont s'étaient pratiquement détachés au fil des temps certains organismes, comme la Cour féodale, ou certains officiers, tel le drossard de Brabant. Il est encore loin de se limiter aux seuls services domestiques avec lesquels on a pourtant parfois tendance à le confondre.

En l'absence d'une étude approfondie sur le sujet (1), il faut tenter de préciser

(1) La seule étude partielle du sujet est constituée par l'article de P. KAUCH sur *L'organisation et le contrôle financier de l'Hôtel d'Antoine de Bourgogne, duc de Brabant*, paru dans la RBPH, t. XXIV, 1945, pp. 180-201. — P. Kauch a consacré quelques pages à l'organisation de l'hôtel au XVe siècle dans sa thèse de doctorat inédite (*L'administration* ..., pp. 312-328), tandis que Mlle M. Martens a relevé les types de recettes et de dépenses des services domestiques de l'hôtel dans son travail sur *L'administration du domaine ducal*, pp. 143-145 et 162-178. — D'une manière générale, l'historiographie relative aux Hôtels des princes de nos contrées n'est pas encore bien riche. Pour les comtes de Flandre, seul a paru le premier volume du travail entrepris par le comte de Limburg-Stirum sur leur Cour (Th. DE LIMBURG-STIRUM, *La Cour des comtes de Flandre. Leurs officiers héréditaires. I. Le chambellan de Flandre* ... ; un deuxième volume était en préparation, mais seules les pièces justificatives en ont été publiées : ID., *Les bouteillers héréditaires de Flandre. Preuves.*) ; il faut dès lors se reporter aux quelques pages de synthèse dues à R. MONIER (dans ses *Institutions centrales du comté de Flandre*, pp. 40-50) et à M. F. L. GANSHOF (dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. I, pp. 379 et suiv.). Pour le Hainaut, l'article déjà ancien de P. FINOT, *L'Hôtel des comtes ... de Hainaut*, ne constitue pas une étude systématique de cet Hôtel, mais vise uniquement à révéler l'intérêt pour le sujet des comptes et autres documents comptables conservés aux Archives du Nord à Lille (B. 3268 à 3328) ; quant aux pages plus récentes de G. ALQUIER, *Les grandes charges du Hainaut*, elles ne traitent que des titulaires des grandes charges héréditaires, mais ne disent mot de la *Curia* vivante. La Hollande se trouve être mieux lotie : H. J. SMIT a en effet longuement et fort bien parlé de l'Hôtel des comtes de Hollande dans l'introduction à son édition des comptes de Guillaume III et de Guillaume IV (H. J. SMIT, *De rekeningen* ..., t. III, *Inleiding*, pour l'Hôtel, voir les pp. 1-133). Pour la Cour des ducs de Bourgogne, le beau livre d'O. CARTELLIERI (*La Cour des ducs de Bourgogne*) en ressuscite l'atmosphère, mais n'en décrit pas pour autant l'organisation ; pour avoir un aperçu de celle-ci, il faut se reporter à un état provisoire de la question, dû à M. J. RICHARD (dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I, pp. 211-218) ainsi qu'aux lignes suggestives consacrées par le chroniqueur Olivier de la Marche à la maison de Charles le Téméraire (O. DE LA MARCHE, *L'estat de la Maison* ...). Quant aux travaux plus récents de M. H. DAVID (*L'Hôtel ducal sous Philippe le Bon*, et *Les officiers ducaux sous Philippe le Bon*), ils ne constituent qu'un aimable badinage. La seule étude systématique d'un Hôtel en tant qu'institution est due à M. CANAT (*Marguerite de Flandre, duchesse de Bourgogne*, ...) et a paru en 1860 ; encore ne porte-t-elle que sur la maison d'une princesse et non sur celle, plus importante et plus complète de son époux, le duc Philippe le Hardi. — On n'est d'ailleurs pas tellement mieux renseigné sur l'Hôtel des rois de France (voir F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. II, p. 48 ; pour le règne de Charles VI, voir la première partie intitulée «Le gouvernement des Hôtels» du livre de M. M. REY, *Les finances*

la place que tient l'Hôtel dans l'ensemble des corps ou services qui entourent le duc de Brabant.

Pour la commodité de l'exposé, nous prendrons pour point de départ de cette rapide enquête les deux premières ordonnances conservées qui traitent de la composition et de l'organisation de l'Hôtel. Elles datent l'une du 18 mars 1407, l'autre du 29 juillet 1427 (2).

Pour éviter tout mécompte, il convient d'abord de s'entendre sur la signification à attribuer à ces textes. Ainsi que l'a fait remarquer fort judicieusement P. Kauch (3), il serait dangereux de voir dans ces documents le reflet exact d'une situation réelle. Car ces actes visent avant tout à mettre fin à la gabegie régnant dans les services du prince, principalement en limitant le nombre de ses officiers. C'est pourquoi sont établies les listes des personnes qui seules devront être admises à gages à l'avenir. Il est fort probable toutefois que ces ordonnances ne furent pas respectées dans la pratique : elles furent trop souvent modifiées (trois fois sous Philippe de Saint-Pol, pour un règne de trois ans !) ; trop souvent aussi, l'attention fut attirée, dans les actes du duc — et notamment dans les commissions des receveurs de Brabant —, sur la nécessité de s'en tenir aux termes des règlements de l'Hôtel ; trop souvent les Etats de Brabant s'occupèrent de la question de l'entourage du prince et exigèrent que des économies fussent faites dans ce domaine (4) ; enfin, le duc lui-même reconnut parfois avoir violé, pour ce qui concernait le nombre des officiers de sa suite, les dispositions qu'il avait édictées (5).

royales ...). Par contre, en Angleterre, les recherches ont été plus poussées (voir par exemple A. R. Myers, *The household of Edward IV*, paru en 1959, avec pp. 302-307 la bibliographie des travaux antérieurs). — Pour en revenir à nos régions, signalons pour terminer que quelques ordonnances sur l'organisation des Hôtels princiers ont été publiées, ainsi une ordonnance du 12 janvier 1438 (n. st.) sur l'Hôtel de Philippe le Bon, publiée par F. V[andeputte], *Droits et gages* ..., et une autre sur celui de Maximilien d'Autriche, de septembre 1477, dans P. L. Gachard, *Analectes historiques*, t. II, 5e série, pp. 15-25. Pour les ordonnances brabançonnes, voir ci-dessous, note 2. — Enfin signalons que nous n'esquissons l'étude de l'Hôtel que d'un point de vue uniquement institutionnel et administratif, l'aspect économique et financier de la question ayant été abordé dans le travail de Mlle Martens, mentionné au début de cette note.

(2) La première a été publiée par P. Kauch, dans *L'organisation* ..., pp. 192-201 ; la seconde est inédite et conservée en original aux AGR, Chartes de Brabant, à sa date ; elle a été analysée par J. Scarcez, *Philippe de Saint-Pol*, pp. 226-235. — Deux autres ordonnances ont encore été prises sous Philippe de Saint-Pol, les 11 avril et 21 octobre 1429 (11 avril 1429 : AGR, Mss Divers 431, fol. 179-182r° ; 21 octobre 1429 : AV Bois-le-Duc, Privilegien A 535 II, fol. 29-40). Mais, compte tenu de la remarque générale que nous allons faire au sujet de toutes ces ordonnances, la comparaison des deux premières suffit à la compréhension du sujet.

(3) A propos de l'ordonnance de 1407, cet auteur écrit que ce « n'est après tout qu'un de ces actes tendant à réformer les abus et à réduire un train de maison plutôt qu'à l'établir » (P. Kauch, *L'organisation* ..., p. 184). Dans sa thèse inédite (*L'administration* ..., p. 319), il revient sur cette question d'un point de vue plus général.

(4) Voir *infra*, pp. 514-515 et 537.

(5) Le 14 janvier 1412 (n. st.), Antoine mande à ses gens des comptes à Bruxelles de clôturer les comptes que son conseiller Etienne van der Nederalphen a rendus comme receveur général de Brabant chargé aussi de la dépense de l'Hôtel, nonobstant le fait qu'il ait, lui duc, pour ses voyages et expéditions, augmenté le nombre des gens de sa suite, et qu'il ait admis plusieurs chevaliers, écuyers et autres à gages à son Hôtel, en non-conformité avec l'ordonnance qu'il a prise sur l'état de celui-ci (AGR, CC, 2394, fol. 2v°).

Ces textes nous font donc connaître comment le duc voulait que sa Maison fût composée. Pour savoir dans quelle mesure la réalité s'est écartée de ce souhait, il importe de recourir à d'autres sources : aux comptes de l'Hôtel, aux comptes de la recette générale de Brabant, aux comptes des reliefs de fief, ... A l'occasion d'un décès, des distributions de draps de deuil aux membres de la Maison ducale permettent souvent de se faire une certaine idée de sa composition effective (6). Une étude approfondie de l'Hôtel devra donc recourir à ces documents de la pratique, qui seuls permettront d'établir, année par année, la liste du personnel en fonction.

Revenons-en aux ordonnances, qui ont au moins le mérite de fournir un état théorique des différents services et des individus qui devraient y être attachés. Voici, sous forme de tableau, la façon dont l'Hôtel aurait dû se présenter, en 1407 et en 1427, si la lettre des volontés d'Antoine et de Philippe de Saint-Pol avait été respectée. Nous commenterons par après ce tableau, en assortissant nos remarques de quelques réflexions suggérées par la lecture des comptes.

Composition de l'Hôtel
d'après les ordonnances de 1407 et de 1427

Personnel. Catégories	Nombre		
	1407, 18 mars		1427, 29 juillet
Chambellans	3	[4]	4/2 (7)
Maîtres de l'Hôtel	4	[3]	2 + 1 (8)
valet des maîtres de l'Hôtel	-		1
Services généraux (9)			
chevaliers	2	[-]	—
écuyers	18	[18]	—
écuyers échansons	—		4
écuyers tranchants	—		4 + 1 (8)
écuyers de la paneterie	—		3 + 2/2 (10)
valets servants	7	[4]	2
portiers	2		(1) (11)
huissiers de salle	3	[2]	— (12)

(6) Distribution de draps à la mort de Jeanne de Saint-Pol (survenue le 12 août 1407) : AGR, CC, 2394, fol. 146v°-150r° ; — idem à la mort d'Antoine : AGR, CC, 2399, fol. 100v°-106r°.

(7) Quatre titulaires servant deux par deux, chaque paire pendant un mois.

(8) L'un des personnages nommés n'est désigné que pour remplacer un de ses collègues, en cas d'absence de celui-ci.

(9) Nous rangeons sous cette rubrique un certain nombre d'officiers qui, bien que remplissant parfois des fonctions spécialisées, ne dépendent pas d'un service particulier et relèvent directement de l'autorité des maîtres de l'Hôtel.

(10) 2/2 : deux titulaires servant à tour de rôle, pendant un mois chacun.

(11) C'est en même temps un des fourriers.

(12) Le portier de la cuisine est, en 1427, rangé parmi les gens de la cuisine.

Personnel. Catégories		Nombre	
fifres et trompettes	4	[4]	5 ou 6 (13)
hérauts	—	[2]	2
messagers	8	[8]	
à cheval	—		4
à pied	—		4
médecin	1	[5]	1
chirurgien	1		1
divers	6 (14)	[16]	—
Chancellerie			
secrétaires	3	[4]	6
clerc de secrétaire	1		1 (15)
clerc de cuisine ou des offices (16)	1		1
Chapelle			
confesseur du duc	1	[1]	1
confesseur de la duchesse	1	[1]	—
chapelain et secrétaire de la duchesse	1	[1]	—
chapelains (dont un aumônier)	3	[3]	2
clercs de la chapelle	6	[8]	1
valet de la chapelle	—		1
Chambre			
huissiers de chambre	2	[2]	—
valets de chambre	10	[16]	9 + 1 (8)
Cuisine			
chef de cuisine	1 (17)		—
maîtres queux	2 (18)		2/2 (10)
écuyers de cuisine	3		1 (?)
queux	7-8	[14]	1 + 4/2 (7)
sauciers	2		2/2 (10)
valets	—		6
portiers de la cuisine	—		2
pâtissier	—		1
Paneterie			
officiers	5		—
sommeliers	—	[9]	2
aides	2		1

(13) Le 6e s'appelle Phillibert *Sadelwerder ; Sadelwerder* pourrait toutefois être un nom commun ; il s'agirait alors, non d'un musicien, mais d'un garde des selles.

(14) Dont un conseiller, maître Everard vanden Houtkinne.

(15) Au service des secrétaires et des maîtres d'Hôtel.

(16) Rattaché à la cuisine en 1407, à la chancellerie en 1427, à nouveau à la cuisine le 11 avril 1429.

(17) Il s'agit d'un conseiller, Jean De Witte.

(18) Un pour le duc, un pour la duchesse.

Personnel. Catégories			Nombre
Fruiterie			
officiers	4	[5]	2
aide	1		1
Fourriers			
fourriers	3	[—]	2
aide	—		1
Bouteillerie			
échansons	5	[8]	3 + 1 (8)
aides	2		1
valet	—		1
tonnelier	—		1
Maréchalerie			
maréchal de l'Hôtel	—		2/2 (10)
Ecurie			
officiers	28 (?)	[27]	—
pages	—		8
maréchal-ferrant	—		1
valets des «rosses»	—		3
aide	—		1
valet de pied du duc	—		1
fou	—		1
valet du fou	—		1
Fauconniers	3	[3]	4
valets des fauconniers	—		2
Service privé de la duchesse			
dames et demoiselles	12	[20]	—
femmes de chambre	2		—
lavandière	1		—
Service des enfants			
femmes	4		—
valets de chambre	2 (19)		—

Dans la deuxième colonne apparaît, entre crochets, le nombre des bénéficiaires de drap noir à la mort de Jeanne de Saint-Pol, en août 1407 (20). En comparant ces chiffres avec ceux qui sont fournis par le cadre fixé dans l'ordonnance de mars, il n'y a apparemment que peu de différences. Toutefois il faut encore tenir compte du fait que certains personnages ont pu ne pas bénéficier de la distribution, ce que montre un dépouillement attentif du compte de la recette générale de Brabant du 1er mai 1407 au 30 avril 1408. De sorte que le nombre

(19) Un attaché personnellement à chaque prince.
(20) Voir *supra*, note 6.

total effectif des membres de l'Hôtel est en 1407-1408 supérieur à la fois aux chiffres de l'acte du 18 mars 1407 et au nombre de bénéficiaires de la distribution de drap du mois d'août de la même année. Voici trois exemples précis. L'ordonnance fixe à trois le nombre des chambellans (21) ; l'un d'eux, Hugues de Châlons ne figure pas parmi les bénéficiaires de drap, où sont repris en revanche deux chambellans, Guillaume de Hérinnes et Philippe d'Udekem, qui ne font pas partie du cadre théorique (22). Enfin un sixième chambellan, Jean de Schoonvorst, est signalé dans le compte de 1407-1408, mais ne bénéficie pas de la distribution de drap (23). En ce qui concerne les secrétaires, l'ordonnance fixe leur nombre à trois (24). Un quatrième, Guillaume Bont, reçoit du drap de deuil en août 1407, tandis qu'un cinquième, Pierre Braeu, secrétaire et gardien du registre des fiefs apparaît encore dans les sources (25). Enfin, pris au hasard, l'exemple des messagers : les huit messagers prévus par le document de mars 1407 ont tous reçu du drap au mois d'août (26). Mais le compte de 1407-1408 fait encore connaître les noms d'au moins quatre autres officiers de cette catégorie (27).

Malgré ces réserves, qui tiennent surtout au nombre de membres de la Maison ducale effectivement en service, que révèlent les ordonnances ?

Une constatation de première importance se dégage de la lecture de tous les textes conservés : l'Hôtel comprend, outre les offices domestiques proprement dits, des services dont l'activité intéresse le fonctionnement administratif du duché ; il s'agit en tout premier lieu de la chancellerie (28).

A la lueur de la répartition des services révélée par les ordonnances, et en tenant compte de ce que les sources du XIV^e siècle nous apprennent de leur côté, voici un rapide aperçu de la composition de l'Hôtel et du rôle joué par ses différentes sections (29). On distinguera donc, en conséquence de ce qui vient d'être constaté :

— les services domestiques ;
— les services d'intérêt général.

(21) Hugues de Chalons, le seigneur du Bois et Guillaume Blondeel.
(22) AGR, CC, 2394, fol. 147r°.
(23) *Ibid.*, fol. 174v°.
(24) Jean Le Marchant, Jean van den Grave et Roger de Wonsel.
(25) AGR, CC, 2394, fol. 152v°.
(26) *Ibid.*, fol. 148v°.
(27) Melijs, *messilkier* du duc (*Ibid.*, fol. 159v°) ; Hansen, *voetganger* (fol. 160r°) ; Den Prestre, *bode* du duc (fol. 180r°) ; Peter van Epe, *bode te peerde* du duc (fol. 180r°). Parmi les gens chargés de porter des lettres du duc, on relève encore les noms d'Heynen Spadeghe et Gueden Den Wint, mais sans qualification particulière (*Ibid.*, fol. 160r° et 180r°).
(28) Cette situation n'est pas particulière au Brabant : en France, la Grande Chancellerie a fait partie de l'Hôtel du Roi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime (G. TESSIER, *Diplomatique royale française*, p. 127). Il en est de même dans la plupart des grandes principautés.
(29) Il ne s'agit pas ici de présenter une étude exhaustive de l'Hôtel ducal, ni surtout d'étudier en détail le fonctionnement des divers services et le mode de rétribution des officiers. Il y a là matière à un travail particulier.

I. *Les services domestiques*

Sous cette rubrique peuvent se ranger tous les services qui s'occupent du logement, de l'habillement, de la nourriture et des déplacements du duc et de sa Cour.

Il est possible de les grouper en quatre grands secteurs (30) :

— La Chambre et ses annexes,
— Les services de bouche,
— La Maréchalerie et la Fourrière.
— Les services domestiques généraux.

A. Gîte et habillement. — La Chambre.

C'est l'office qui doit assurer le logement dans les palais ducaux, et s'occuper aussi de l'habillement de la Cour.

Signalons tout d'abord que les descendants de l'ancien chef de ce service, les seigneurs de Heverlee, continuent à porter le titre de «chambellans héréditaires de Brabant», mais sans plus jouer aucun rôle effectif au sein de l'Hôtel (31).

Du vivant de Wenceslas, la Chambre était divisée de fait en deux : il y avait celle du duc et celle de la duchesse.

Le personnel attaché au prince se composait de chambellans (*camerarii, camerlingen*) et de valets de chambre (*garciones camere, camercnechten*). Les premiers, pas plus que les seconds, n'étaient d'un rang social particulièrement élevé. En témoigne le fait que leur nom de famille est généralement inconnu : ce n'est qu'accidentellement que l'on apprend que Coensen, le chambellan attitré de Wenceslas, est appelé Den Beyer (32). D'autre part un certain flottement se manifeste dans l'utilisation des titres de «chambellan» et de «valet de chambre», de sorte qu'il est légitime de se demander si les deux fonctions n'ont pas eu tendance à se confondre (33), ce qui ne sera plus vrai à partir de l'avènement des Bourguignons.

(30) C'est nous qui introduisons, pour la clarté de l'exposé, cette division en quatre départements. Les sources ne révèlent que des services apparemment autonomes. Toutefois il apparaît rapidement que certains d'entre eux sont plus importants que les autres, et ont, parmi ceux-ci, des satellites. Par ailleurs, la division «traditionnelle» de l'Hôtel en grands offices, et l'ordre de préséance de ceux-ci, tels qu'ils apparaissent par exemple dans O. de la Marche, *L'estat de la maison* ..., semblent assez tardifs et peut-être un rien artificiels (voir M. Canat, *Marguerite de Flandre* ..., pp. 19-20 ; voir aussi, pour la Cour de France, M. Rey, *Les finances royales* ..., p. 25). Au sujet de l'Hôtel des comtes de Hollande dans la première moitié du XIVe siècle, H. J. Smit (*De rekeningen* ..., t. III, p. 14) a écrit : «*Streng te scheiden is het personeel van deze onderdeelen* [= les «métiers» de l'Hôtel] *niet*».

(31) Sur les Heverlee, voir F.-L. Ganshof, *Etude sur les ministeriales* ..., pp. 97-101, et de Troostembergh, *Les sires d'Héverlé*. — Sur le chambellan, puis chambellan héréditaire de Flandre, voir l'ouvrage déjà cité de Th. de Limburg-Stirum, *La Cour des comtes de Flandres*, ...

(32) Coensen, alias Coenken, cité dès 1363-1364 (AGR, CC, 2350, p. 255. Dit Coenchen *Den Beyer* dans CC, 2365, p. 77). *Den Beyer* peut indiquer que l'intéressé est originaire de Bavière, ou tout simplement faire allusion à une particularité physique, *beyer* ou *beyaert* signifiant «roux» en moyen-néerlandais.

(33) *Coenken, camerarius ducis* (AGR, CC, 2350, p. 255) ; *Coensen, garcio camere ducis* (*ibid.*, p. 133) ; *Coenken, garcio camere* (CC, 2351, fol. 4r°) ; *Coensen, camerarius* (*ibid.*, fol. 85r°) ; *Coen-*

La Chambre de la duchesse comprend aussi des chambellans (34) et des valets de chambre (35), et en outre des femmes de chambre (*femine camere*) et des lavandières (*lotrices*) (36).

Après la disparition du duc Wenceslas, seule subsiste évidemment la Chambre de la duchesse, dont la composition ne varie guère. Il faut signaler que le terme de «chambellan» tend, à cette époque, à se généraliser et à éliminer pratiquement celui de «valet de chambre» (37). Quand, en 1385-1386, il est question de dix-huit «*camerlingen op min vrouwen camere*» (38), il faut évidemment comprendre dans ce nombre tant le petit personnel que les familiers d'un rang plus élevé, et peut-être même certains employés d'offices connexes, comme la Fruiterie ou la «*Kerscamere*» dont il sera question plus loin (39). A certaines occasions d'ailleurs, ces officiers subalternes sont dits plus modestement «*onderkemerlingen*» (40).

Une réserve s'impose à propos de ce qui précède. A de très rares occasions, le titre de chambellan fut, dès le XIV^e^ siècle, décerné à des personnages haut placés de l'entourage ducal, nobles ou conseillers, qui ne paraissent pas avoir exercé en fait de fonctions à la Chambre.

Philippe d'Udekem est appelé ainsi «chambellan» dans des actes ducaux des 1^er^ mars et 26 juin 1361 et du 5 mars 1365 (41) ; Nicolas Ciavre l'est dans des actes ducaux des 8 octobre 1383, 26 octobre 1387 et 19 mai 1383 (42), et s'intitule lui-même chambellan de la duchesse dans une lettre du 22 février 1386

sen, camerarius ducis (AGR, CC, 2353, p. 94 ; p. 112, on signale qu'il a quatre *garciones* sous ses ordres) ; *Coenken, camerarius ducis* (*ibid.*, p. 105) et *famulus camere ducis* (*ibid.*, p. 155), etc.

(34) Ainsi *Michael, camerarius (de familia ducisse)* en 1371-1372 (AGR, CC, 2358, p. 73) ; Ghiben, *minre vrouwe camerling*, en 1379-1380 (AGR, CC, 2365, p. 53).

(35) *Heinken, garcio ex camera ducisse,* en 1369-1370 (AGR, CC, 2356, fol. 42v°) ; *Duutschen ex camera ducisse,* en 1373-1374 (AGR, CC, 2360, p. 198) ; Henri Lobbe, *garchio camere ducisse,* en 1375-1376 (AGR, CC, 17.144, fol. 49r°) ; *Gerardinus famulus camere domine,* en 1382-1383 (AGR, CC, 17.144, fol. 159v°).

(36) En 1364-1365 et les années suivantes, les lavandières sont Jeanne Le Bruweres et Marguerite (AGR, CC, 2351, fol. 88v° et 93v° ; CC, 2352, p. 155, etc. ; les femmes de chambre sont Jeanne *de Zipa* et *Sentinna*, nommément désignées comme telles en 1367-1368 (AGR, CC, 2354, p. 153).

(37) On trouve encore parfois le terme de «*famulus camere*», mais il s'applique à des personnages appelés «*camerarii*» par ailleurs, ainsi en 1384-1385, «Den Duytsschen» est dit *camerling* dans AGR, CC, 2370, p. 100 et *famulus camere* dans AGR, CC, 17.144, fol. 182v°.

(38) AGR, CC, 2371, p. 103. — En 1386-1387, 1387-1388 et 1388-1389, le nombre des *camerlingen* est réduit à douze (AGR, CC, 2372, p. 101, CC, 2373, p. 110 et CC, 2374, p. 68).

(39) Le «Florencius» cité comme «*famulus camere*» en 1388-1389 (AGR, CC, 17.144, fol. 247r°) n'est autre que «Floreys van Dorpe» dit «*in die cruytcamere*» l'année suivante (AGR, CC, 2375, p. 58) ; le même officier, avec son collègue Daemken Barbiers, est cité comme employé de la *kerskamere* en 1392-1393 (AGR, CC, 2378, p. 47 ; — le patronyme de Barbiers n'est mentionné qu'en 1389-1390, *loc. cit.*). En 1393-1394, les deux compères, nommés uniquement par leurs prénoms latins, *Florentius* et *Ada*, sont tout simplement dits *in camera*.

(40) C'est le cas, par exemple, pour les Florent et Ada dont il est question dans la note précédente. Ils sont mentionnés comme *onderkemerlingen* en 1396-1397, sans que leurs noms apparaissent (AGR, CC, 2384, p. 54) ; mais la comparaison avec le compte de l'année précédente indique qu'il s'agit bien d'eux (voir AGR, CC, 2383, p. 17).

(41) Analyses dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, à la date.

(42) Analyses *ibid.*, I^e^ et III^e^ parties, à la date.

(43); enfin, Guillaume De Zwaef se dit aussi lui-même chambellan de Jeanne dans une quittance du 30 juin 1389 (44).

Jamais le nom de ces «chambellans» ne figure, avec l'indication de leur fonction, dans les comptes de la recette générale. L'on est donc fondé à supposer que, dans les trois cas évoqués, la qualité était plutôt honorifique. Ce type de chambellan serait alors à rapprocher de celui que va connaître la période bourguignonne.

En effet, à partir de l'avènement du duc Antoine, un changement va s'opérer, et pas seulement à la Chambre. Nous verrons en effet, d'une manière assez générale, certains titres être réservés à des personnages d'un rang social élevé, dont les «fonctions» tendent à devenir honorifiques, ou plus exactement décoratives, les emplois étant effectivement desservis par des officiers d'origine plus obscure, désignés par des titres plus modestes.

A la Chambre, cette tendance se marque très nettement. La distinction, jusqu'ici très subtile, pour ne pas dire inexistante, entre «chambellan» et «valet de chambre», va maintenant s'établir d'une manière très tranchée.

A partir de 1404-1406, le nom de chambellan n'est plus donné qu'à des nobles qui n'exercent plus de fonctions en rapport direct avec la Chambre. C'est pourquoi il n'en sera même plus question ici, mais bien dans un paragraphe séparé (45).

Si les chambellans du XVe siècle n'ont plus que des liens très vagues avec l'office dont ils tirent leur nom, les fonctions qui étaient autrefois les leurs sont réservées aux «valets de chambre». On peut même ranger ceux-ci en deux groupes : à côté des valets de chambre de type classique, attachés à la personne du prince, et parmi lesquels on note un barbier (46) et un gardien de la garde-robe (47), des artisans hautement qualifiés remplissent, avec le titre de valet de chambre, des emplois très spécialisés (48) : parmi eux un tailleur (49), un

(43) Analyses *ibid.*, IIIe partie, à la date. — Il apparaît aussi comme tel dans le compte des droits de relief de 1387-1388 (AGR, CC, 17.144, fol. 228r°).

(44) AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 1.

(45) Voir *infra*, p. 180.

(46) Celui d'Antoine s'appelle Jean Marcelin. Il figure dans l'ordonnance du 18 mars 1407. Le 10 mai 1412, il reçoit du duc une rente de 50 couronnes par an sur la foresterie de Jodoigne, en récompense de ses services (AGR, CC, 3590, fol. 26). Le 23 octobre 1413, il reçoit la foresterie de Herentals à rappel (AGR, CC, 5180, 2e compte, chapitre des rentes viagères).

(47) AGR, CC, 2394, fol. 148v° et 370r°, etc. Sous Antoine, la fonction fut occupée par Gérard Guayne (AGR, CC, 2395, fol. 416v°). En 1415, il est toujours en service, mais a un collègue, Jannin (AGR, CC, 2399, fol. 108v°).

(48) Ces deux groupes ne constituent pas une nouveauté. Au XIVe siècle, il y avait aussi des artisans très spécialisés à la Cour ducale. La seule différence est qu'ils ne recevaient pas aussi systématiquement qu'au siècle suivant le titre de valet de chambre.

(49) Sous Antoine, il s'appelait Richard van Os ; prévu au cadre de 1407, il avait succédé à Simon *alias* Monnin de Saint-Aubin, lequel s'était retiré à l'abbaye de Dieleghem (AGR, CC, 2394, fol. 455v° ; — ce Simon est encore cité comme valet de chambre — honoraire ? — en 1414-1415 ; AGR, CC, 2398, fol. 101v°) ; Richard van Os resta en fonction pendant tout le règne d'Antoine et pendant celui de Jean IV (voir encore dans AGR, CC, 2406/, fol. 48r°). Il reçut de Jean IV les revenus d'une des foresteries de Tirlemont, donation qui lui fut confirmée par Philippe de Saint-Pol le 19 janvier 1429 (AGR, CC, 4016, 4e compte, fol. 34r°), puis par Philippe le Bon (daté non

fourreur (50), un orfèvre (51), un peintre (52), un brodeur (53) et, depuis le règne d'Antoine, un tapissier, garde des tapisseries ducales (54). De la Chambre paraît

précisée, *ibid.*, 7e compte, fol. 42v°). Parmi les marchands de drap fournisseurs de la cour, on note un Pierre van Os, aussi tailleur établi à Bruxelles (AGR, CC, 2396I, fol. 163r°). Ces van Os sont-ils à rapprocher d'Alard van Os, qui fut receveur de Brabant en 1335 et de 1341 à 1360 ? — Sous Philippe de Saint-Pol, le tailleur du duc était Jacques Barbe (AGR, CC, 2406II, fol. 70r°) ; il est repris, sans spécification de son métier, dans l'ordonnance de 1427 et reste en fonction pendant tout le règne (voir encore AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 16v° et 45r°).

(50) Sous Antoine, Jean Renard (voir AGR, CC, 2394, fol. 148v° et 165r°), encore en fonction sous Jean IV, en 1420-1421 (AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 34r°) ; il habite à ce moment Bruxelles, mais c'est un Bourguignon : le 18 mars 1408, Antoine, en récompense de service rendus, lui donne 12 couronnes de France pour lui permettre de retourner en Bourgogne, son pays d'origine, pour aller y saluer ses parents et ses amis (AGR, CC, 2394, fol. 165r°). — En 1423-1424, on trouve pour le remplacer Daniel van der Poirten (AGR, CC, 2405, fol. 52v°) qui meurt cette même année (*ibid.*, fol. 102r°), et à qui succède alors Jean Revens (AGR, CC, 2405, fol. 195v°) encore en fonction à la fin du règne de Philippe de Saint-Pol (AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 46r°).

(51) Sous Antoine, c'est Daniel de Watermael (AGR, CC, 2394, fol. 403r°, CC, 2395, fol. 200r°, ..., voir encore CC, 2399, fol. 104v°), remplacé sous Jean IV par Jean d'Utrecht (alias Jean Creyt dit d'Utrecht) (AGR, CC, 2400, fol. 68r°), qui avait déjà été temporairement au service d'Antoine en 1412-1413, en même temps que Watermael (AGR, CC, 2397, fol. 126v°) et qui est encore en service en 1418-1419 (AGR, CC, 2401, fol. 107v° ; ce Jean d'Utrecht avait acquis des biens et des revenus à Bruxelles et aux environs ; voir E. FRANKIGNOULLE et P. BONENFANT, *Notes pour servir à l'histoire de l'art en Brabant*, p. 137, n° 524 et 528) ; de 1419-1420 à la fin du règne de Jean IV, et sous Philippe de Saint-Pol, on trouve l'office occupé par Francon van Pede (voir par exemple, AGR, CC, 2402, fol. 83v° et CC, 2408, 2e compte, fol. 48r°). Il est à noter que ce n'était pas obligatoirement à l'orfèvre-valet de chambre que l'on confiait la gravure du sceau ducal (voir M. TOURNEUR-NICODEME, *Les sceaux ...*, p. 66 et A. UYTTEBROUCK, *Deux sceaux ...*, p. 202).

(52) Sous Antoine seulement ; c'est d'abord Christophe Besaen, d'Anvers (AGR, CC, 2394, fol. 188v°, 191v° et 409r°). Il s'agit plutôt d'un artisan qui décore, par exemple, des fanions, des bannières, ... (AGR, CC, 2395, fol. 462v°-463r°). Mais à l'occasion, il est chargé de travaux plus importants, comme lors de la naissance du fils d'Elisabeth de Görlitz (voir *supra*, p. 29, n. 23). — Il est remplacé en 1414-1415 par Nicolas De Loevener (AGR, CC, 2398, fol. 100v°). — Sous Jean IV et Philippe de Saint-Pol, il ne paraît pas y avoir eu de peintre attaché à la Chambre du duc. — Sur les peintres de la Cour, voir J. DUVERGER, *Brussel als kunstcentrum ...*, pp. 47-49 et 58-61. Cet A. fait entrer d'autres noms dans le groupe des peintres de la Cour ; nous n'avons retenu ici que ceux qui furent expressément qualifiés de «peintres du duc» et de valets de chambre.

(53) De 1409-1410 à 1411-1412, on trouve dans cet emploi Francon van der Cappellen (AGR, CC, 2395, fol. 207r° et 467r°, CC, 2396I, fol. 163v° et 229r°). Sous Jean IV, en 1416-1417, on trouve Guillaume van Stalle (AGR, CC, 2400, fol. 70r°), puis en 1419 et 1419-1420 Jean Baerze (AGR, CC, 2401, fol. 232v° et CC, 2402, fol. 60v°) à ne pas confondre avec Jean van Beerse qui, vers la même époque, est valet de chambre-aide du garde des tapisseries (AGR, CC, 2402, fol. 74r° et 122r°, CC, 2403, fol. 46r°). — Sous Philippe de Saint-Pol, le valet de chambre-brodeur est Barthélemy (van) Bleeswijck (AGR, CC, 1794, fol. 49r°, 103v° et 111v°, CC, 2408, 1er compte, fol. 50v° et 2e compte, fol. 48r°). Son nom figure, sans sa qualité de brodeur, parmi les valets de chambre prévus au cadre de 1427 (voir aussi un extrait de compte relatif à Bleeswijck dans J. DUVERGER, *Brussel als kunstcentrum ...*, p. 61).

(54) Marceau de Barges alias de Berges, qui est tapissier (AGR, CC, 2394, fol. 90r° et 148v°, 370r° et 380v°, CC, 2395, fol. 214v° et 427v°, CC, 2396II, fol. 136r°, CC, 2397, fol. 178r°, 180, 181r°, 314r° et 328v°, CC, 2398, fol. 108v°, CC, 2399, fol. 104v° et CC, 4167, 1er compte, fol. 25r°). Il est encore en fonctions sous Jean IV (AGR, CC, 2399, fol. 226r°, CC, 2400, fol. 135v°, CC, 2401, fol. 101r°, 161v° et 170v°, CC, 1789, fol. 40 r°, CC, 2404, fol. 50r°). Le 26 novembre 1413, il avait reçu d'Antoine une pension de 12 couronnes de France par an sur la *Steenpoort* à Bruxelles (AGR, CC, 4167, 1er compte, fol. 25r°). Suspendue par la mort d'Antoine (*ibid.*, 3e compte,fol.25v°),cette pension lui fut rétablie par Jean IV le 1er septembre 1418(AGR, CC,4169, 2e compte, fol. 33v°). Il est remplacé en 1421-1422 par Henri Momboir, qui restera au service de

avoir aussi dépendu, jusqu'au début du xve siècle au moins, le maître des harnachements (*harnaschmeester*) (55), tandis que par la suite cet officier a été plutôt rattaché aux services du maréchal de l'Hôtel (56).

Pendant tout le règne de Jeanne, tous les officiers qui s'occupaient de la confection des vêtements de drap et de toile, y compris les brodeurs, avaient été regroupés dans ce qu'il est permis d'appeler la *garde-robe*, bien que le terme employé à l'époque soit, en néerlandais, *taillerie*, et *taelgeria* en latin. Du vivant de Wenceslas, l'office était, tout comme la chambre, dédoublé, le duc et la duchesse possédant chacun leur «*taillerie*» ; celle de Wenceslas était dirigée par son chambellan Conrad Den Beyer (57), celle de Jeanne par Jean de Beaumont (58). Le fourreur de la Cour, quant à lui, paraît avoir dirigé un sous-service particulier (59), mais qui se trouve parfois confondu dans la «garde-robe» (60).

Parmi les autres services auxiliaires de la Chambre figure la *Kerskamer*, qui assure l'approvisionnement en cire de l'Hôtel (61). A certains moments, cet office reçut le même titulaire que la fruiterie, dont il est question ci-après. Ce fut

Philippe de Saint-Pol après la mort de Jean IV (AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 59v°, CC, 2405, fol. 52r° et 225v°, CC, 2407, fol. 76v°, CC, 1794, fol. 78v°, CC, 2408, fol. 52v°). Le tapissier dispose d'un aide dans son office(voir exemple AGR,CC,2394,fol.189r° et CC,2395,fol.198v°).

(55) Immédiatement après la mort de Wenceslas, les dépenses de «*harnasch*» sont reprises parmi celles de la Chambre (voir AGR, CC, 2370, p. 99, CC, 2372, p. 99, CC, 2373, p. 109, CC, 2374, p. 68).

(56) Dans l'ordonnance de 1407, il y a un *valet «pour les armeures»* (Pierre van de Walle dit *harnaschknecht* en néerlandais ; voir AGR, CC, 2398, fol. 84r°), dépendant de la Chambre et un «*maistre des harnais*» (Jean van der Dussen) relevant de l'écurie (P. KAUCH, *L'organisation* ..., pp. 195-196, art. 14-15), tandis que dans les distributions de drap de deuil faites à la mort d'Antoine, le *harnaschknecht* Pierre van de Walle figure avec le personnel de l'écurie (AGR, CC, 2399, fol. 103r°). Sous Jean IV, les choses ne sont pas claires non plus : l'un de ses valets des harnachements, Conrad van Boemel, est aussi valet de chambre (AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 34v°, 48r° et 60v°, CC, 2405, fol. 55v° et 197v°), mais au même moment, le maître des harnachements, Jean van der Dussen, se trouve être en même temps maréchal de l'Hôtel (AGR, CC, 2405, fol. 197v°) ! Le caractère de l'office peut expliquer cette double appartenance : le harnachement comprend l'armement défensif de l'homme et du cheval, ainsi que certains éléments décoratifs : housses et fanions.

(57) Voir par exemple AGR, CC, 2363, p. 118, CC, 2364, p. 100, CC, 2365, p. 96, CC, 2366, p. 121, etc. — Ce Conrad Den Beyer a déjà été cité plus haut (voir p. 161, n. 32) ; il est communément appelé *Coenken* ou *Coensen*,et est cité dans les comptes de 1363(AGR,CC,2350) à 1383 (AGR, CC, 2369). Son prénom correct est donné dans AGR, CC, 17.144, fol. 60r° et Comptes en rouleaux, 2604. Son nom ou surnom figure dans AGR, CC, 2365, p. 77.

(58) AGR, CC, 2363, p. 119, CC, 2364, p. 101, CC, 2365, p. 97, CC, 2366, p. 122, etc.

(59) AGR, CC, 2368, p. 111, CC, 2369, p. 146. — Le fourreur (et tanneur) s'appelait Jean de Dordrecht. Il est mentionné de 1363 (AGR, CC, 2350) à 1390 (AGR, CC, 2375). Un certain Gautier (*Wouter, Wouterken*) lui succéda de 1392 (AGR, CC, 2378) à 1406 (AGR, CC, 1785).

(60) AGR, CC, 2370, p. 100.

(61) Ce sont des valets de chambre qui ont la charge d'alimenter la *kerskamer* en cire. Voir M. MARTENS, *L'administration* ...,p.168 ; — autres indications : en 1369-1370,Jean de Zipe et Correbout, «*et aliis ex camera*» (AGR, CC, 2356, fol. 94v°) sont parmi les acheteurs de cire pour l'hôtel (*ibid.*, fol. 87r°) ; en 1396-1397, il est question des «*onderkemerlingen in die kerscamer*» (AGR, 2384, p. 54) ; en 1402-1403, est mentionné un «*Florense van Houthem, wilen was kamerlinc in die kerscamer*» (AGR, CC, 2391, p. 87). Est-ce le même que Florent van Dorpe, dont il fut question plus haut (voir p. 162, n. 39) ?

parfois le cas sous Jeanne (62) ; ce le fut de nouveau sous Antoine (63).

La *fruiterie* (dite généralement *cruytcamer* au XIV^e siècle, parfois *cruytcamer ende fruytcamer* (64), et plus communément *fruytcamer* à partir du règne d'Antoine) doit satisfaire aux besoins en fruits secs, en épices et en produits médicinaux (65). Sous Antoine, l'un des «fruitiers» est aussi valet de chambre (66). L'office peut être également mis en rapport avec la cuisine : de 1363 à 1374, les épices sont achetées indifféremment pour la Chambre ou pour la cuisine (67). Par la suite toutefois, cette dernière achètera elle-même directement les épices courantes qui lui sont nécessaires (68), et la fruiterie se spécialisera dans l'acquisition de friandises et de médicaments pour la Chambre, en plus des fruits secs.

B. Services de bouche, Cuisine, paneterie, bouteillerie.

1. La cuisine.

Elle s'occupe de l'approvisionnement en victuailles (69) et bien entendu, en tout premier lieu, de la préparation des repas ; le personnel se compose d'un certain nombre de maîtres-queux, cuistots, sauciers, gâte-sauce et d'un ou deux pâtissiers (70). Il y a aussi habituellement un ou deux bouchers attachés à la cuisine (71).

L'office, particulièrement important, est en général dirigé par des maîtres de la cuisine (*cokenmeesters*) ; parfois ce titre est attribué à un personnage de haut rang, conseiller du duc : c'est le cas en 1376, où le conseiller Guillaume Truwant est mentionné comme maître de cuisine (72), de 1386 à 1397, période

(62) M. Martens, *L'administration* ..., p. 168.

(63) Voir AGR, CC, 2395, fol. 91r°, CC, 1786, p. 85, CC, 1787, p. 101, CC, 2397, fol. 275r°, etc. En 1411-1412, l'un des principaux serviteurs de la fruiterie, Waleran van Wouteringen, dit Maech (alias Raven ou Reven Maech ou Den Maech), est dit «*fruitier ende knecht inde keerscamer*» (AGR, CC, 4165, 2^e compte, fol. 29v°).

(64) AGR, CC, 2364, p. 83, CC, 2365, pp. 85-87 et CC, 2370, pp. 93-96. L'office était unique, mais il n'est pas exclu qu'il y ait eu deux locaux, l'un pour entreposer les épices (*cruytcamer*), l'autre pour les fruits secs (*fruytcamer*).

(65) M. Martens, *L'administration* ..., pp. 174-175.

(66) Il s'agit de Raoullin Guillemin (voir AGR, CC, 2396^I, fol. 219r°, CC, 2396^II, fol. 84r°).

(67) Voir AGR, CC, 2350 à 2360, aux chapitres d'achats d'épices.

(68) Voir AGR, CC, 2363, pp. 92 et 94, CC, 2365, p. 66, CC, 2367, pp. 89-90, etc. La chose apparaît encore plus clairement à partir du compte de 1383-1384, où les différentes catégories d'achats pour la cuisine sont nettement séparées (AGR, CC, 2369 et suivants).

(69) M. Martens, *L'administration* ..., pp. 168-171.

(70) Sous Antoine, le pâtissier (dont le nom, mais pas la qualité, est mentionné dans l'ordonnance de 1407) s'appelle Rommekin (AGR, CC, 2394, fol. 91r° et 297r°, etc) puis Weynken (AGR, CC, 2398, fol. 104v°). En 1415, il y en a deux, Weynken déjà cité en Eelwijt (AGR, CC, 2399, fol. 102v°).

(71) En 1407-1408, on trouve, avec le titre de *vleeschouwer van den* hove, Heinken De Boc (AGR, CC, 2394, fol. 46v°, 47r° et 180v°) et Rousseau (*ibid.*, fol. 47r°).

(72) Dans un acte du 28 mars 1376 (AGR, Chartes de Brabant, n° 4867bis. — A. Verkooren, *Inventaire ... Brabant*, I^re partie, t. VII, p. 50, traduit sans raison apparente *kookenmeester* par «écuyer de bouche»). — G. Truwant se trouve aussi cité parmi le personnel de la cuisine, mais sans titre, dans le compte de 1373-1374 (AGR, CC, 2360, p. 71).

pendant laquelle le titre est porté par le conseiller Costin de Ranst (73), en 1407-1410 où, parmi les maîtres de la cuisine, figure le conseiller Jean De Witte (74), et en 1419-1420, où le *cokenmeester* n'est autre que Renier Mours, un patricien de Bruxelles, membre du Conseil de Jean IV (75). Il n'est pas possible de déterminer avec précision quel est le rôle joué par ces hauts dignitaires à la cuisine. Toutefois il ne semble pas que leurs fonctions soient purement honorifiques, même si des *cokenmeesters* d'un rang social inférieur paraissent avoir assuré la gestion quotidienne de l'office (76) ; ainsi, en 1372-1373, Guillaume Truwant s'occupe du payement des employés de la cuisine (77).

Il faut encore mentionner un officier dont le titre habituel pourrait donner à croire qu'il est ici à sa place : il s'agit du clerc de cuisine. En réalité, son activité s'étend à plusieurs services domestiques, et il en sera question plus loin, au moment de l'examen de la chancellerie.

A côté du personnel permanent, en service chaque jour à l'Hôtel, il faut signaler l'existence d'un certain nombre de fournisseurs spécialisés de la cuisine, qui, par la nature de leurs fonctions, ne résident généralement pas auprès du duc : ce sont par exemple les chasseurs de lapin, de passereaux, de perdrix, ... (78). Ils ne font pas à proprement parler partie du personnel de l'Hôtel (79).

A côté de la cuisine proprement dite, fonctionnent deux offices, qui pourraient, à première vue, être mis en rapport plus ou moins étroit avec elle.

(73) Cité dans des actes du 19 juin 1386, 26 octobre 1387, 6 octobre 1391, 16 mars 1392 (analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie), 3 novembre 1396 (F. PRIMS, *Acten betreffende de familiën Berchem en Ranst*, p. 5) et 6 novembre 1397 (C. R. HERMANS, *Verzameling van charters ... Ravenstein*, t. I, pp. 581-583).

(74) L'ordonnance de 1407 (P. KAUCH, *L'organisation ...*, p. 194, art. 12) en fait le seul «chef de cuisine» avec, sous ses ordres, trois «écuyers de cuisine», Ancelet, Jean Clauet (pour le prénom, voir AGR, CC, 2394, fol. 149r° et 309r°) et Bertault Parisot (pour le nom de Parisot, voir *ibid.*, fol. 46v°). Mais dans les comptes de la recette générale de Brabant, Jean De Witte et ses trois acolytes reçoivent tous le titre de *cokenmeester* (le titre d'«*escuier de cuisine*» se retrouve toutefois exceptionnellement accolé au nom de Jean Clauet en 1411, AGR, CC, 2406II, fol. 159v°). Il n'y a pourtant pas de commune mesure entre un Jean De Witte, conseiller «judiciaire» du duc (voir Annexe II) et un Parisot, qui était boucher de son état (voir AGR, CC, 2395, fol. 518r°). Jean De Witte figure parmi les chefs de cuisine de 1407 à 1409-1410 (AGR, CC, 2394, fol. 40v°, 100r° et 263r°, CC, 2395, fol. 92r°).

(75) AGR, CC, 2402, fol. 63v° (R. M. y est dit «*rait ende coekenmeester*») et CC, 2403, fol. 29r° (mêmes titres).

(76) A l'époque où Costin de Ranst est mentionné comme maître de cuisine, il y a un autre *cokenmeester* qui, lui, s'occupe réellement de la cuisine ; c'est Jean Daneels van den Bossche, cité de 1388-1389 (AGR, CC, 2374, p. 12 et 71) à 1404-1405 (AGR, CC, 1783, fol. 43r°), qui eut un collègue, Henri Simoens, *cokenmeester* de 1398-1399 (AGR, CC, 2387, p. 3) à 1404-1405 (AGR, CC, 1783, fol. 1r°). — Voir aussi ci-dessus, n. 74.

(77) AGR, CC, 2359, p. 118.

(78) Exemples pour le règne de Jeanne dans M. MARTENS, *L'administration*, p. 169. — Les mêmes fonctions se retrouvent par la suite : chasseurs de perdrix (AGR, CC, 2394, fol. 295v° et 296r°, CC, 2395, fol. 80v°, 332r°, etc.) ; chasseur de lapins (AGR, CC, 2396I, fol. 93r°, CC, 2397, fol. 238r°),...

(79) Ils ne sont jamais repris dans les ordonnances. — Quelques mots ont été écrits par A. L. Galesloot (*Recherches historiques sur la maison de chasse des ducs de Brabant ...*, pp. 205-210) sur quelques-uns de ces agents ducaux : l'*otterjaegher* (chasseur de loutres), le «*pertriseur*» et le «*fureteur*» (chasseur de lapins), mais à leur lecture, on croit avoir affaire à des officiers territoriaux permanents, ce qui n'est apparemment pas le cas avant 1430.

En réalité, l'un est plutôt à rattacher à un autre service, tandis que le second est relativement autonome. Ce sont :

a) *La fruiterie.*

Il en a été question plus haut, cet office gravitant plutôt dans l'orbite de la Chambre.

b) *L'épier (spicarium, spiker).*

Chargé de l'approvisionnement de l'Hôtel en blé, en seigle et en avoine, le clerc, puis maître de l'épier, bien qu'issu du corps des clercs de la Cour, fait plutôt figure de «fonctionnaire public», dirigeant une recette particulière. Il en sera question plus bas, dans les pages consacrées aux clercs.

2. La paneterie.

Est chargée de la garde et de la distribution du pain ainsi que de l'achat du fromage (80), et parfois d'un complément de céréales (81) ou de farine (82) ; elle s'occupe aussi de la fourniture des nappes, torchons et serviettes qu'elle achète ou qu'elle loue (83), ainsi que des sacs pour le transport du pain (84).

Le pain pouvait exceptionnellement être acheté à l'extérieur (85), mais le plus souvent il était cuit à la Cour par le boulanger ducal. Au XIV^e siècle, cet officier dépendait en ordre principal de la cuisine (86). Sous Antoine, l'emploi fut *affermé* à Arnoul Opten Rave dont le contrat prévoyait les quantités de pain qu'il devait cuire chaque jour dans les fours de l'Hôtel (87).

3. La bouteillerie.

C'est un office particulièrement important et pratiquement autonome. Il s'occupe de l'achat et de la conservation des vins (88). A côté des bouteillers ou échansons, des sommeliers et de leurs valets, il existe un personnel spécialisé dans le transport des fûts et un tonnelier.

Quant au «vigneron du duc», il ne fait pas à proprement parler partie de la

(80) P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 313-314.

(81) Voir par exemple AGR, CC, 2370, p. 91, CC, 2373, p. 51, CC, 2374, p. 37, CC, 2375, p. 43, etc.

(82) AGR, CC, 2391, p. 40 et 129 (dans ce dernier compte, il est précisé que la paneterie a acheté de la farine car le maître de l'épier et le boulanger n'en avaient pas fourni). — Signalons qu'en anglais, le terme *pantry* signifie «office» ou «garde-manger».

(83) M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 176 ; P. KAUCH, *L'administration* ..., p. 314.

(84) Voir par exemple AGR, CC, 2363, p. 85.

(85) Voir par exemple AGR, CC, 2392, fol. 53r°, CC, 2395, fol. 84r° ; voir aussi les termes du contrat d'Arnoul Opten Rave (*infra*, n. 87).

(86) Le boulanger Anselme touche ses gages avec les autres officiers de la cuisine (AGR, CC, 2351, fol. 131v°, CC, 2352, p. 235, CC, 2353, p. 215, etc.).

(87) AGR, CC, 2394, fol. 90v°-91r° ; l'affermage fut renouvelé les années suivantes, chaque fois pour un an (*ibid.*, fol. 297r°, etc.).

(88) M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 172-174. — P. KAUCH, *L'administration* ..., p. 314.

bouteillerie : il veille sur le vignoble ducal du Coudenberg, à Bruxelles, et a son habitation dans la *Warande* dont il assume aussi la garde (89).

Sont aussi à placer en marge de la bouteillerie, les écuyers-échansons, qu'il faut rattacher au service d'honneur du duc (90). Toutefois dans la pratique, il n'est pas toujours facile de distinguer les échansons de la bouteillerie des écuyers-échansons, car, dans les comptes, les deux catégories d'officiers sont presque toujours désignées par le même terme d'échansons ou de bouteillers. Ainsi, si dans l'ordonnance de 1407, Jean Blondel, Gérard van der Zijpe et Guillaume van den Berghe sont rangés parmi les écuyers, tandis que Lionnel de Saint-Vaast et Jean Wuest figurent parmi les officiers de la bouteillerie, dans le compte de 1410-1411, les cinq personnages sont tous confondus sous le même titre de «*bottellier*» (91) et, en 1412, Lionnel de Saint-Vaast est cité comme «*scilt knape ende bottelgier*» (92). Sous cette réserve, il est permis de dire que les écuyers-échansons sont des personnages d'un rang social plus élevé que les simples échansons. Le Guillaume van den Berghe mentionné plus haut n'est autre que le futur receveur général de Brabant, favori de Jean IV.

En 1428-1429, il est fait mention d'un Simon de Herbais, «*knape ende oversten boutaillier*» (93), dont le nom toutefois n'est pas repris dans l'ordonnance du 11 avril 1429, ni parmi les écuyers, ni parmi les gens de la bouteillerie (94).

C. Transport et déplacements. — La Maréchalerie. La Fourrière.

1. La Maréchalerie.

C'est un ensemble de services comprenant l'écurie proprement dite et une série d'offices annexes (95). Elle est dirigée par un ou plusieurs officiers pourvus du titre de «maréchal» (*maerscalc*) ou «maréchal de l'Hôtel» («*huysmaerscalc*», «*maerscalc van der herberge*»).

Etudier les maréchaux de l'Hôtel n'est pas aisé : de même que, de nos jours, le mot «maréchal» peut recouvrir des qualités aussi différentes que celles de

(89) Philippe de Saint-Pol eut au moins trois enfants naturels de Barbe Fierens, la fille de Jean Fierens, vigneron ducal de Bruxelles (voir G. de Schepper, *Antoon, Bastaart van Brabant*, pp. 10-11 et n. 23). Jean Fierens avait succédé à son père Gilles en 1399-1400 (AGR, CC, 2388, p. 64). — Il y avait un autre vignoble ducal à Louvain.

(90) Voir *infra*, pp. 181-182.

(91) AGR, CC, 2395, fol. 343r°, 358r°, 376v°, 417v° et 420r°. — On retrouve encore les écuyers cités à part dans les textes relatifs aux distributions de drap de deuil en 1407 et en 1415 (AGR, CC, 2394, fol. 147 et CC, 2399, fol. 101v°).

(92) AGR, CC, 2396II, fol. 127r°.

(93) AGR, CC, 1794, fol. 82v°.

(94) AGR, Mss Divers 43 I, fol. 180v° pour les écuyers et 179v° pour la bouteillerie.

(95) L'écurie de Philippe le Hardi a été étudiée, d'après les comptes de la recette générale de toutes les finances, par E. Picard, *L'écurie* ..., Paris, 1906. Cet auteur fait de la maréchalerie une section de l'écurie, et du maréchal de l'Hôtel, le chef hiérarchique des seuls maréchaux-ferrants (*op. cit.*, p. 96). Pour lui, les personnages les plus importants de cet office sont les écuyers d'écurie (pp. 50-51). En Brabant, il n'en est pas de même. Un rôle éminent est joué par le maréchal de l'Hôtel, souvent conseiller ducal, et le nom de maréchalerie (*maerscalkie*) est souvent donné à l'office tout entier. Les «écuyers d'écurie» n'apparaissent à la cour brabançonne qu'avec Antoine de Bourgogne, et encore a-t-on tendance à les confondre avec les maréchaux (voir *infra*, p. 172).

maréchal de France, maréchal de la Cour, maréchal des logis ou maréchal-ferrant, le terme *maerscalc*, en Brabant, au XIV^e^ et au XV^e^ siècle, peut s'appliquer à des dignités ou à des offices éloignés les uns des autres : il y a tout d'abord les maréchaux héréditaires de Brabant et les maréchaux de Brabant, dont il sera question plus loin, et qui, à l'époque étudiée, n'ont plus de rapports avec l'Hôtel. Au sein de celui-ci, trois catégories d'officiers portent le titre de maréchal : il y a des maréchaux de l'Hôtel de rang élevé, recrutés dans la noblesse ou la chevalerie, et dont certains sont conseillers ducaux ; il y a ensuite d'autres maréchaux de l'Hôtel, de rang subalterne, et occupés à l'écurie (on pourrait, pour la facilité, les désigner sous le terme de maréchaux des logis) ; il y a enfin les maréchaux-ferrants. La difficulté vient de ce que souvent le même mot, *maerscalc*, sans autre qualification, sert à les désigner tous (96).

Cette constatation faite, voici comment peut s'esquisser l'histoire des maréchaux à l'Hôtel de 1355 à 1430.

Deux périodes sont à envisager :

a) *Le règne de Jeanne.*

La maréchalerie paraît avoir été dirigée par un seul maréchal de l'Hôtel (97), de rang élevé et connu comme conseiller ducal. C'est en 1357 au moins, Jean de Wezembeek (98), et de 1373-1374 à 1386-1387, Jean Clutinc, seigneur de Marchiennes (99). Ces deux personnages sont appelés tantôt maréchal tout court, tantôt maréchal de l'Hôtel (100).

Sous eux, des maréchaux connus par leur seul prénom : Gérard, cité en 1363-1364, 1364-1365, 1366-1367, et encore en 1372-1373 (101), maître Jean, mentionné en 1365-1366 (102), maître Arnoul, connu de 1374-1375 à 1399-

(96) Ainsi, par exemple, Jean Clutinc, seigneur de Marchiennes, conseiller ducal et maréchal de l'Hôtel, est dit *marscalc* sans plus (AGR, CC, 2368, p. 23) dans le même compte où le maréchal (des logis) Arnoul est appelé lui aussi *marscalc* (*ibid.*, p. 91), tandis que «*Gueden den marscalc*» est, quant à lui, maréchal-ferrant (AGR, CC, 2399, fol. 275v°). Cette confusion dans les termes est due à l'étymologie du mot «maréchal» qui, à l'origine, désigne celui qui donne ses soins aux chevaux (G. LE BARROIS D'ORGEVAL, *Le maréchalat* ..., p. 10 ; cet auteur note que, dès le IX^e^ siècle, il semble y avoir eu des maréchaux de rangs différents ; voir pp. 11-12). — En ce qui concerne les titulaires de l'office, les notes qui suivent obligent à nuancer ce qu'écrivait Mlle M. MARTENS, dans *L'administration* ..., p. 177.

(97) Il sera reparlé de l'origine de cet officier plus bas, dans le paragraphe consacré au maréchal de Brabant, qu'il ne faut pas confondre avec le maréchal de l'Hôtel.

(98) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. II, p. 361 (n^os^ 1028 et 1029). — Jean de Wezembeek a peut-être exercé son office pendant une période plus longue, mais, il faut le rappeler, les comptes de la recette générale de Brabant manquent pour les années antérieures à 1363.

(99) AGR, CC, 2360, p. 280, à CC, 2372, p. 137.

(100) Jean Clutinc est dit une fois «*erfmaerscalc van onser herbergen*» (acte du 12 janvier 1386, AGR, Mss divers 5 B, fol. 149 ; analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. I, p. 63), mais il s'agit d'une erreur du copiste : le nom de Jean Clutinc figure dans une liste où il suit celui du seigneur de Heverlee, qui est, lui, chambellan *héréditaire* de Brabant. Dans une autre copie du même acte (AV Anvers, C. P. 198, fol. 206) l'erreur n'a pas été commise, et Jean Clutinc y est simplement dit maréchal de l'Hôtel.

(101) AGR, Comptes en rouleaux, 2439, 2440, CC, 2353, p. 86, CC, 2359, p. 115.

(102) AGR, Comptes en rouleaux, 2441.

1400 (103), Henri repris dans les comptes de 1389-1390 à 1404-1405 (104), et peut-être Lemmeken, cité en 1400-1401 (105).

D'Arnoul, il est permis d'affirmer que c'est un fonctionnaire subalterne : si d'une part il intervient régulièrement pour prendre livraison de la litière et du fourrage pour l'écurie, il est aussi payé en certaines occasions pour entasser le foin dans les fenils ducaux (106). De Lemmeken, mentionné une seule fois, on ne sait s'il a été vraiment maréchal «des logis», ou bien simplement maréchal-ferrant, ce que fut à coup sûr un certain Michel, mentionné comme «*maerscalc*» en 1404-1405 (107).

La section la plus importante de la maréchalerie est constituée par l'écurie, ou par les écuries. Il faut en effet mettre le mot au pluriel si l'on veut parler des bâtiments, tandis que le singulier s'impose pour désigner le service, au moins après 1383, car avant la mort de Wenceslas, l'office était dédoublé : il y avait l'écurie du duc (généralement dite *stabula* ou *stabulum* sans plus), et celle de la duchesse (*stabula* ou *stabulum* ducisse).

Il existe différents sous-services : des valets s'occupent des chevaux pour la promenade (108), d'autres des animaux de tournoi ou de guerre (109), d'autres encore des bêtes de somme (110), voire des chevaux non dressés (111). Font aussi partie de l'écurie les jeunes pages (112) et les valets responsables du charroi (113), ainsi que ceux qui sont chargés de marcher dans les cérémonies à côté des voitures de la Cour (114) ou des chevaux (115). Il est parfois question aussi d'un valet d'étrier du duc (116).

(103) AGR, CC, 2361, p. 84, CC, 2362, p. 66, CC, 2363, p. 76, etc.

(104) AGR, CC, 2375, p. 60, CC, 2376, p. 12.

(105) AGR, CC, 2389, p. 72. — Voir ci-après.

(106) Voir par exemple AGR, CC, 2364, p. 93, CC, p. 89.

(107) AGR, CC, 1783, fol. 38v°.

(108) Par exemple en 1402-1403, Gielken et Lochtman sont valets «*in mijnre vrouwen teldende stalle*» (AGR, CC, 17145, fol. 46r°) ; de même les années suivantes (*ibid.*, fol. 64r°, 79r°, 91v° et 105v°).

(109) En 1371-1372, par exemple, un «*Claus in den orstalle*» (AGR, CC, 2358, p. 182) et un «*Piret uten orstalle*» (*ibid.*, p. 184).

(110) En 1369-1370, sont mentionnés deux «*garciones de summariis*» (AGR, CC, 2356, fol. 69v°) alias «*garciones sommariorum*» (AGR, CC, 17.144, fol. 16r°). En néerlandais, on trouve l'expression «*zomerknecht*» (voir par exemple en 1378-1379, AGR, CC, 17.144, fol. 93r° et v°).

(111) En 1380-1381 et en 1381-1382, il est question d'un certain Casinus alias Chasin, «*vanden wilden perden*» (AGR, CC, 2366, p. 71, CC, 2367, p. 71 et CC, 17.144, fol. 138r°). Ces chevaux doivent être dressés ; voir en 1399-1400 : «*Scijffelbeen, van den ionghen rosse te meesteren*» (AGR, CC, 2388, p. 74).

(112) Par exemple, en 1368-1369, parmi trois «*parvi de stabulo ducis*», se trouve Colin, «*patse ducis*» (AGR, CC, 17.144, fol. 8v°), et, en 1369-1370, on voit mentionnés les «*pueri stabuli dicti paetsen*» (*ibid.*, fol. 17r°).

(113) Pendant la même année 1368-1369, parmi «*IX garciones ex stabulis ducis et ducisse*» se trouvent sept valets «*de cariotte*» (*sic* dans le texte latin, AGR, CC, 2355, p. 143). En 1373-1374, un «*Gilkinus dictus Gillet*» est «*garchio de cariot*» (AGR, CC, 17.144, fol. 34v°).

(114) En 1377-1378, «*Heynen Lobben, Lamken et Woutken*» ... «*liepen neven mijre vrouwen wage te Luccemborch ter feesten*» (AGR, CC, 2363, p. 127) ; en 1384-1385, sont mentionnés les noms de cinq valets «*die bi min vrouwen wagen loepen*» (AGR, CC, 2370, pp. 109-110).

(115) Par exemple en 1370-1371, un «*Wittebol qui est iuxta dextrarium ducisse*» et un «*Willeken iuxta palefredum*» (AGR, CC, 2357, p. 144 et 196).

(116) En 1376-1377, c'est un certain Arnoul, «*mijns heren stegelreepknecht*» (AGR, CC, 2362, p. 62), encore cité l'année suivante (AGR, CC, 2363, p. 76).

b) *Les règnes d'Antoine et de ses successeurs.*

Dès 1404 en ce qui concerne l'Hôtel du gouverneur, et à partir de 1406 pour l'Hôtel ducal proprement dit, l'office de la maréchalerie se trouve aux mains de plusieurs maréchaux d'un rang assez élevé : ils sont quatre au début du règne d'Antoine et ont noms Jean de Caumaisnil, Jean vander Dussen, Guillaume Derin et Pépin d'Alesnes (117). Désignés tantôt sous le titre de maréchaux de l'Hôtel (*huismarscalc* ou *marscalc* tout court), tantôt sous celui d'«écuyers d'écurie» (*joncker van der escurien*) (118), ils ont sous leurs ordres des «maréchaux» de rang inférieur, qui ne sont autres que des maréchaux-ferrants (119) et un grand nombre de valets et de pages.

Guillaume Derin et Pépin d'Alesnes, qui étaient en fait au service de Jeanne de Saint-Pol (120), sont assez rapidement remplacés par d'autres officiers : André de Castis dit Baron, cité de 1408-1409 à 1411-1412 (121), Jean de Ranst, cité de 1408-1409 à 1410-1411 (122), puis Jean d'Aa, à partir de 1411-1412 et encore après 1415 (123), et Guillaume Neuts, de 1411-1412 à 1414-1415 (124), ainsi que Jean de Rijnshem, cité en 1413-1414 (125).

Signalons que parmi tous ces personnages, Guillaume Neuts et Jean de Rijnshem figurent aussi parmi les conseillers d'Antoine, que Jean d'Aa fera partie du Conseil de Jean IV, tandis que Pépin d'Alesnes et Jean de Ranst devinrent maîtres de l'Hôtel après avoir quitté la maréchalerie.

(117) Dans l'ordonnance de 1407 (P. KAUCH, *L'organisation*..., p. 195, art. 14), seul Jean de Caumaisnil est chargé des fonctions de maréchal, Jean van der Dussen étant désigné comme maître des harnais, et les deux autres pour servir, par roulement, la duchesse. Mais dans la pratique, la même terminologie est utilisée pour ces quatre personnages.

(118) Par exemple Jean de Caumaisnil dit maréchal de l'Hôtel en 1407-1408 (AGR, CC, 2394, fol. 97v°), 1408-1409 (*ibid.*, fol. 375v°), 1410-1411 (AGR, CC, 2395, fol. 377v° et 386r°), 1411-1412 (AGR, CC, 2396[I], fol. 122r°), etc. et écuyer d'écurie en 1405-1406 (AGR, CC, 2439, fol. 315r°), 1409-1410 (AGR, CC, 2395, fol. 203r°), 1410-1411 (*ibid.*, fol. 338r°), 1411-1412 (AGR, CC, 2396[I], fol. 120r°), etc. ; Jean van der Dussen, dit maréchal de l'Hôtel en 1407-1408 (AGR, CC, 2394, fol. 189v°), 1408-1409 (*ibid.*, fol. 299r°), 1410-1411 (AGR, CC, 2395, fol. 419v°), 1411-1412 (AGR, CC, 2396[I], fol. 121v°), 2e/2 de 1412 (AGR, CC, 2396[II], fol. 117r°) ; et écuyer d'écurie en 1406-1407 (AGR, CC, 2393, fol. 277r°), 1410-1411 (AGR, CC, 2395, fol. 399v°), etc. (sur ce Jean van der Dussen, voir aussi *infra*, p. 479, n. 48 ; Guillaume Derin, dit maréchal de l'Hôtel en 1407-1408 (AGR, CC, 2394, fol. 97r°) et écuyer d'écurie en 1406-1407 (AGR, CC, 2393, fol. 260r°) ; Pépin d'Alesnes, dit maréchal de l'Hôtel en 1407-1408 (AGR, CC, 2394, fol. 149v°).

(119) En 1408-1409, «*Franchois, mijns heeren maerscalck van der smissen*» (AGR, CC, 2394, fol. 380v°), qui reparaît par la suite plusieurs fois comme «*maerscalc*», sans plus (AGR, CC, 2395, fol. 519r°, CC, 2396[I], fol. 244v°, etc.), et «*Goykin, maerscalc van der smissen*» (AGR, CC, 2394, fol. 455r°), qui doit être le même personnage que Gueden Wouters, *marscalc*, cité en 1410-1411 (AGR, CC, 2395, fol. 519r°).

(120) Comme l'indique l'ordonnance de 1407 (P. KAUCH, *L'organisation*..., p. 195, art. 14).

(121) AGR, CC, 2394, fol. 361v°, CC, 2395, fol. 419v°, CC, 2396[I], fol. 122r°.

(122) AGR, CC, 2394, fol. 379v°, CC, 2395, fol. 337v°.

(123) AGR, CC, 2396[I], fol. 168v° et 228v°, CC, 2396[II], fol. 84v°, CC, 2397, fol. 164r° et 332v°. — Pour le règne de Jean IV, voir *infra* et n. 126.

(124) AGR, CC, 2396[I], fol. 242r°, CC, 2396[II], fol. 84r°, CC, 2397, fol. 282r°, CC, 2398, fol. 110v°.

(125) DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, p. 237.

Sous Jean IV, les maréchaux de l'Hôtel furent :

— Jean de Caumaisnil, déjà en fonction sous Antoine et qui le reste jusqu'en 1416-1417 (126) ;
— Jean d'Aa, dans le même cas que le précédent ; encore en fonction en 1418-1419 (127) ; conseiller de Jean IV ;
— Jean de Glimes, en 1415-1416 et 1416-1417 (128) ; il est conseiller du duc à partir de 1419 ;
— Bernard Uten Enge, en 1419-1420 (129) ; il est conseiller à la même époque (130) ;
— Jean Hinckart, en 1421 (131) ; il est woudmaître à la même époque (132) ;
— Henri de Ranst, de 1421-1422 à 1424-1425 (133) ;
— Jean van der Dussen, cité comme lieutenant du précédent dès 1423-1424 et comme maréchal de l'Hôtel en 1424-1425 (134) ; il est à ce moment aussi maître des harnais (*harnaschmeester*), comme il l'était déjà en 1407 (135) ;
— Guillaume de Montenaken, en 1426-1427 (136) ; il était conseiller depuis 1422 (137).

Sous Philippe de Saint-Pol, ils sont deux : Jean van der Zijpe (138) et le conseiller Arnoul Stamelart van Uden (139), mais l'ordonnance de 1427 disposant qu'ils doivent servir à tour de rôle, pendant un mois chacun, il est permis de dire qu'à ce moment, au moins, le cadre ne prévoit, en théorie, qu'un titulaire unique, même si la fonction est exercée, dans la pratique, par deux demi-titulaires.

Sous les Bourguignons, il apparaît donc que les officiers de haut rang se sont multipliés, fût-ce au prix de l'établissement d'un système de roulement attesté en

(126) AGR, CC, 2400, fol. 67v°.
(127) AGR, CC, 2400, fol. 119r°, 252r°, CC, 2401, fol. 96r°.
(128) AGR, CC, 17.145, fol. 201r°, CC, 2400, fol. 65v°.
(129) AGR, CC, 2402, fol. 56v°, CC, 2403, fol. 25v°.
(130) Sur l'activité de Jean d'Aa, Jean de Glimes et Bernard Uten Enge comme conseillers du duc, voir Annexe II.
(131) AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 66r°. — Il importe de signaler ici que Henri de la Lek, dont nous faisons un maréchal de la Cour en mai 1421 dans notre *Liste chronologique* ..., p. 245, n° 119, n'exerça pas en fait cette fonction. Il était en réalité maître de l'Hôtel (à ce sujet, voir *infra*, p. 175).
(132) Il succède comme woudmaître à son père Philippe.
(133) AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 41v°, 3e compte, fol. 70r°, CC, 2405, fol. 55r°, fol. 198v°. — Il a comme lieutenant (*stedehouder*), en 1423-1424, Jean van der Dussen (AGR, CC, 2405, fol. 56r°).
(134) AGR, CC, 2405, fol. 197v°.
(135) *Ibid. eodem loco.* — Voir ci-dessus, p. 172, n. 117.
(136) AGR, CC, 21.718, fol. 16r°.
(137) Voir Annexe II.
(138) AGR, CC, 2406II, fol. 89r°, CC, 2407, fol. 53r°, CC, 1792, fol. 35v°, CC, 1794, fol. 33r°, CC, 2408, 1er compte, fol. 42v°, 2e compte, fol. 22v°.
(139) AGR, CC, 1792, fol. 20r°, CC, 1794, fol. 24r°, CC, 2408, 1er compte, fol. 51v°, 2e compte, fol. 25r° et 56v°. — Cité aussi comme homme de fief, conseiller et maréchal de l'Hôtel de Philippe 1er dans un acte de la Cour féodale, du 26 avril 1428 (édité par C. R. HERMANS, *Verzameling... Ravestein*, t. I, pp. 599-600).

Brabant dès 1407, et qui, d'autre part, connut une faveur extraordinaire ches les princes de la branche aînée.

Dans le personnel subalterne, les catégories d'avant 1404 se retrouvent ; les valets chargés du charroi continuent à dépendre de la maréchalerie, à côté des garçons d'écurie occupés aux soins des animaux (140). Parmi ces derniers, plusieurs sont régulièrement commis à la garde des haras ducaux, au *Nieuwmolen* et *Ter Laecweijden* (141).

2. La fourrière.

Il s'agit d'un office permanent qui apparaît sous Antoine, et dont une partie de l'activité est occasionnelle. Les fourriers sont en effet chargés d'assurer le logement et l'entretien des hommes et des chevaux lorsque la Cour est en déplacement. Et dans ces circonstances, ce sont eux qui désignent à chacun l'endroit où passer la nuit (142). Mais tout au long de l'année, ils doivent aussi veiller à approvisionner l'Hôtel en bois de chauffage (143), et il leur appartient de faire réparer les serrures et les clés du palais ducal (144), de telle sorte que, n'était le premier volet de leur activité, il serait aussi légitime de les rattacher aux services domestiques généraux.

D. Services domestiques généraux.

Nous rangeons dans cette catégorie nombre d'offices qui ne peuvent que difficilement se laisser classer ailleurs, et notamment la direction de l'Hôtel et le service d'honneur du prince.

1. La direction de l'Hôtel.

Au début du règne de Jeanne, la direction de l'Hôtel est assumée par un officier unique, qui porte le titre de *sénéchal de l'Hôtel*. C'est en quelque sorte l'héritier de l'ancien *maior domus* ou maire du palais, dont le rôle s'est réduit à celui de chef des services «domestiques» du duc. Il ne doit pas être confondu avec le sénéchal de Brabant ni avec le sénéchal héréditaire de Brabant dont il

(140) L'ordonnance de 1407 cite, parmi les «*officiers d'escuierie*», «*les deux varles du chariot de garde robe*» de même que les «*varles de litière*», les «*varles du grant chariot*» et les «*varles du chariot des femmes*» (P. Kauch, *L'organisation ...*, p. 195, art. 14).

(141) Au moins sous le règne d'Antoine et tout au début de celui de Jean IV. — L'ordonnance de 1407 mentionne, parmi les gens de l'écurie, «*les deux varles du haras*» (*ibid., eod. loco*). — Sur le haras du Nieuwmolen, à Obbrussel (Saint-Gilles-lez-Bruxelles), voir A. Wauters, *Histoire des environs ...*, t. III, p. 560 ; pour le second, situé *Ter Laecweyden* (al. *Ter Laquewey, Ter Laecwegen, Ter Laqueuwen*, = La Queue, = actuellement La Longue Queue, sous La Hulpe), voir S. Pierron, *Histoire de la forêt de Soignes*, p. 335. Sur le personnel de ces haras, voir AGR, CC, 2397, fol. 117r° et 119v°, fol. 277v°-279r°, CC, 2398, fol. 77-78, CC, 2399, fol. 2v°-3r°, etc.

(142) Ainsi qu'on peut le voir par exemple dans l'ordonnance du 29 juillet 1427 (AGR, Chartes de Brabant).

(143) P. Kauch, *L'administration ...*, p. 316. — A la fin du règne de Jeanne, cet approvisionnement était assuré par un valet, non autrement désigné, du nom de Roger (dit *Rutten*) van Os (voir par exemple AGR, CC, 2390, p. 77, CC, 2391, pp. 98 et 152, CC, 2392, fol. 87r°).

(144) AGR, CC, 4163, 2e compte, fol. 35r°, en marge.

sera reparlé plus loin (145). Le titulaire de l'emploi est Robert de Gelinden, chevalier, conseiller des ducs, encore cité le 1er janvier 1371 (146), bien que depuis l'année précédente, son état de santé l'ait tenu éloigné de la Cour (147).

Après la disparition de Robert de Gelinden, son office ne fut plus attribué, sans qu'il soit possible d'en déterminer les raisons. Ses attributions passèrent aux maîtres de l'Hôtel (*magister hospitii, magister curie, hoefmeester*), qui, d'adjoints du sénéchal, passèrent au rang de chefs des services de la Cour.

Ce sont aussi des personnages de haut rang, ainsi qu'il est permis de s'en rendre compte par la liste donnée en annexe (148). Presque tous sont en même temps conseillers, ou le deviennent par la suite.

Ils assument véritablement la direction de la Maison ducale. Leur rôle n'est pas honorifique ainsi qu'en témoignent et les ordonnances sur l'Hôtel, qu'ils sont d'ailleurs tenus de faire respecter, et les comptes de la recette de Brabant : ils doivent veiller à ce qu'aucun étranger ne soit indûment nourri et hébergé à la Cour, surveiller les mouvements du personnel, accorder les congés à ceux qui le demandent, contrôler les dépenses journalières des différents services, présider les repas, pris en commun, de toute la domesticité, etc.

2. Le receveur de l'Hôtel.

Avant de traiter du ou des personnes qui eurent à assumer la gestion financière, il importe de rappeler quelles fonctions un receveur, quel qu'il soit, peut être appelé à exercer en tout ou en partie. Cela permettra de mieux situer le rôle du receveur de l'Hôtel ou de celui qui en tient lieu.

Schématiquement, il est permis de distinguer :

— une fonction comptable : c'est la mise par écrit des revenus et des dettes, des achats et des ventes, des services à rétribuer, des recettes et des dépenses réelles ou fictives ;

— une fonction financière : c'est la collecte des revenus et le payement des dettes. Alors que la fonction comptable se résume à un jeu d'écritures, la fonction financière peut impliquer une manipulation d'espèces. Le titre de «receveur», *stricto sensu*, ne s'applique qu'au premier volet de cette fonction (la collecte des revenus) ; mais on sait que, dans la plupart des cas, les receveurs ont été aussi (et surtout ?) des «dépensiers» (149) ;

— une fonction administrative : c'est la gestion des sources de revenus, par exemple d'un domaine ;

— une fonction judiciaire : c'est le droit de juger les conflits qui peuvent naître à l'occasion de l'exercice des trois autres fonctions.

(145) Nous reviendrons à cette occasion sur les origines de ces divers sénéchaux.

(146) AGR, CC, 2357, p. 87.

(147) «... *anno presenti* [= *1369-1370*] *non fuit sepe in hospicio propter infirmitatem, sed jacuit pro maiori tempore apud Ghelinden*, ...» (AGR, CC, 2356, fol. 94r°).

(148) Voir Annexe III, A, 1.

(149) Sur l'utilisation de ce terme, voir *infra*, p. 177, n. 160.

Mlle M. Martens a fort bien montré comment, simple comptable à l'origine, le receveur de Brabant s'est peu à peu assuré les trois autres fonctions dans le cadre de l'administration du domaine ducal (150).

En ce qui concerne l'Hôtel, pendant tout le règne de Jeanne, fonctions comptable et financière ont été séparées.

La comptabilité journalière était du ressort d'un officier particulier : le clerc des offices, dont il sera question plus loin (151).

La gestion financière, quant à elle, appartenait au receveur de Brabant. C'est lui qui, dans son compte général, et sur la foi des renseignements comptables qui lui étaient fournis, totalisait les recettes et les dépenses de la Maison ducale (152). Dès lors, il ne faut pas s'étonner de l'inexistence à cette époque de comptes particuliers de l'Hôtel. De tels documents n'existeront que pour les années 1404-1406, époque à laquelle la duchesse, ayant abandonné le pouvoir, possède un Hôtel distinct de celui du gouverneur (153).

Dès son arrivée en Brabant, Antoine voulut modifier les traditions établies (154). A l'exemple de ce qu'il avait connu à la Cour de Bourgogne, il entendit créer, sous le nom de «Chambre aux Deniers», une administration financière propre à l'Hôtel ducal et indépendante de la recette de Brabant. Un maître de la Chambre aux deniers fut désigné dès 1404 ; ce fut Jean de Pernes, qui resta en fonctions jusqu'à la fin du mois de mars 1407, époque à laquelle il fut appelé à siéger à la Chambre des Comptes de Bruxelles (155).

Quant à la vieille duchesse, elle eut, ainsi qu'il vient d'être rappelé, sa Maison particulière, dont la direction fut confiée d'abord à un groupe de conseillers, assistés, pour la comptabilité, par un clerc, Jean van der Eycken van Beerthe, qui fut aussi, de 1398 à 1411, clerc du receveur de Brabant. Par la suite, le 9 octobre 1406, la direction et la gestion financière de cet Hôtel furent réunies entre

(150) M. MARTENS, *L'administration*..., pp. 249-251.

(151) Voir *infra*, p. 196 et suiv.

(152) Voir M. MARTENS, *L'administration*..., pp. 143-146.

(153) Nous comptons publier bientôt une liste des comptes de l'Hôtel conservés, ainsi que le relevé des documents comptables préparatoires parvenus jusqu'à nous. Nous reviendrons sur ces documents comptables dans le paragraphe consacré au clerc des offices.

(154) Sur la gestion financière de l'Hôtel pendant le gouvernement d'Antoine, voir P. KAUCH, *L'organisation*..., pp. 189-192. Voir aussi du même auteur, *L'administration*..., pp. 322-324.

(155) De 1404 à mars 1407, les comptes de la recette de Brabant ne comprennent plus les recettes et dépenses de l'Hôtel, qui firent l'objet de comptes particuliers aujourd'hui perdus, dont le premier au moins fut rendu par Jean de Pernes à Lille, et non à Bruxelles (AGR, CC, 2392, fol. 204r°, en marge ; voir aussi fol. 136r°). Jean de Pernes fit aussi office de maître de l'épier (à ce sujet, voir *infra*, p. 193. Son dernier compte comme maître de la Chambre aux deniers porte sur une période de quatre mois, finissant fin mars 1407 (CC, 2394, fol. 411v° et 2395, fol. 194r°, qui indique que ce dernier compte fut remis à la Chambre des Comptes de Bruxelles). Mais dès le 15 novembre 1406, Jean de Pernes avait été théoriquement déchargé de ses fonctions pour être nommé maître de la Chambre des Comptes de Bruxelles (CC, 131, fol. 50 et CC, 134, fol. 148). Toutefois il ne prêta le serment requis à la Chambre des Comptes que le 23 mars 1407 (CC, 131, fol. 50v°), cela sans doute parce qu'il avait continué, en fait, à s'occuper de l'Hôtel d'Antoine. — Il faut souligner que la création d'une Chambre aux deniers ne marque, pas plus en Brabant qu'en Flandre-Bourgogne, une tendace à distinguer plus nettement les finances privées des finances publiques du prince.

les mains de Renier Goedheere, ancien receveur de Brabant et conseiller ducal (156).

De son côté, l'épouse d'Antoine, Jeanne de Saint-Pol, possédait son propre maître de sa Chambre aux deniers, en la personne de son chapelain, Gérard de Blaisy (157).

Après le départ de Jean de Pernes, le receveur de Brabant reprit la gestion financière de l'Hôtel, tout en obtenant la faculté de se faire assister par un clerc particulier (158). Il faut remarquer que le receveur contrôlait de nouveau tant la Maison du duc régnant que celle de son épouse, et, comme entre-temps la duchesse Jeanne de Brabant était décédée, l'unité de l'Hôtel se trouvait de ce fait rétablie (159).

Ce ne fut d'ailleurs que pour un temps assez court, car à la fin de l'année 1409, en même temps que réapparaît un maître de la Chambre aux deniers, l'administration de l'Hôtel fut une nouvelle fois scindée. En effet, le maître nouvellement nommé, Jean Raimbaut (160), ne fut d'abord chargé que de la dépense du seul Antoine, le receveur de Brabant gardant l'administration de la Maison de la duchesse et des enfants princiers (161). Toutefois, à partir du 15 novembre 1410, Raimbaut se vit confier la dépense de l'ensemble de la famille ducale (162). Le maître de la Chambre aux deniers en vint même à exercer par interim la direction de la recette de Brabant, à un moment où le titulaire de cet office, Etienne

(156) De 1404 à début octobre 1406, la direction de l'Hôtel de Jeanne fut assumée par les seigneurs de Rotselaar, de Wezemaal et de Bergen-op-Zoom. La comptabilité fut faite par Jean van der Eyken, sauf du 8 mai au 13 juillet 1404, période pendant laquelle Henri Symoons, maître de cuisine, en fut chargé. Seuls les comptes du 8 mai 1404 au 24 juin 1405 sont conservés (AGR, CC, 1783 et 1784), mais on sait que Jean van der Eyken rendit encore un compte pour la période du 24 juin au 10 octobre 1406 (CC, 2394, fol. 198r°). Le 9 octobre 1406, Renier Goedheere prit la tête de l'Hôtel de Jeanne (voir ses patentes au fol. 1 de son compte couvrant la période du 10 octobre au 5 décembre 1406 : CC, 1785 ; analyse dans *Brab. Yeesten*, t. II, *Codex diplomaticus*, p. 736, d'après une autre copie dans CC, 11, fol. 284). — Au sujet de Jean van der Eyken, voir Annexe III, B, 2 ; au sujet de Renier Goedheere, voir Annexe II.

(157) Gérard de Blaisy remplit les fonctions de maître de la Chambre aux deniers de Jeanne de Saint-Pol au moins du 1er mai 1406 au 29 avril 1407 (AGR, CC, 2394, fol. 395r° et CC, 2396[I], fol. 210r°). — Depuis la fin du XIVe siècle (1385), la reine de France, Isabeau de Bavière, avait aussi sa propre Chambre aux deniers, distincte de celle du Roi (M. Rey, *Les finances royales* ..., p. 173).

(158) AGR, CC, 131, fol. 44 («*Ordonnance faicte sur lestat du rentier general de Brabant*», du 1er mai 1407).

(159) Une seule nuance à introduire ici : lorsque le duc était en voyage avec une partie de ses gens, et que la duchesse ne l'accompagnait pas, et gardait à sa disposition le reste de la Maison, une double comptabilité se tenait au jour le jour par le receveur pour une partie de l'Hôtel, par son clerc pour l'autre, ou éventuellement même par deux clercs différents en cas d'empêchement du receveur. Mais en définitive, les deux comptes partiels devaient être réunis par celui-ci et intégrés par lui dans son compte général (voir *ibid.*).

(160) Nommé le 23 janvier 1410 (AGR, CC, 131, fol. 69v°), il fut néanmoins chargé de rendre les comptes à partir du 1er décembre 1409 (CC, 2395, fol. 359r°). Il est dit tantôt «*meester van der cost van mijns heeren herberghe*» (*ibid., loc. cit.*), tantôt «*despencier van der herbergen*» (*ibid.*, fol. 366r°), tantôt encore «*meester van der cameren aux deniers*» (*sic*) (*ibid.*, fol. 434r°). Aucun de ces trois titres ne figure dans sa commission.

(161) AGR, CC, 2395, fol. 98r° et fol. 359.

(162) *Ibid.*, fol. 372r°.

van der Nederalphen, s'était vu déchargé de ses fonctions, c'est-à-dire de mai 1411 à juin 1412 (163).

Nouveau mouvement du pendule : le 15 juin 1412, dans ses patentes de nomination à la recette générale (164), Quentin Clarensone obtint la suppression de l'office de maître de la Chambre aux Deniers (165).

Sous Jean IV, ce n'est plus que dans quelques circonstances exceptionnelles que réapparaît un receveur particulier pour l'Hôtel.

En 1417, après que les villes eurent pris en main l'administration financière du duché (166), elles chargèrent Jean van der Elst, ancien commis à la recette de Brabant, de la dépense de la Cour (167). Cette situation ne fut toutefois que temporaire, car en janvier 1418 le duc reprit toute sa liberté d'action, en se débarrassant de la tutelle des villes.

A la fin de l'année 1420, alors que Jean IV avait choisi de fuir Bruxelles pour échapper une nouvelle fois à la pression des Etats, Geerlic van Ghemert, un des partisans du prince, fut chargé de faire face aux besoins de l'entourage resté fidèle à son maître (168).

Enfin, au moment du retour à une situation plus normale après les troubles de 1420-1421, et tandis que le duc était retombé sous la tutelle des Etats, il est question une nouvelle fois d'un commis aux dépenses de la Cour. Il s'agit alors d'Engelbert Rape, sous-trésorier de Brabant (169).

On le voit, la recette de Brabant parvint à maintenir d'une façon presque constante son emprise sur la gestion financière de l'Hôtel.

Il reste à signaler deux ultimes péripéties. Du 23 février 1426 au 17 avril 1427, en l'absence de receveur de Brabant, un officier particulier, Olivier vander Bruggen, fut commis au payement des gages des membres de l'Hôtel (170). Au même moment les autres frais de la Cour (achats de provisions, ...) étaient payés par Arnoul Quap, commis à la recette générale. En 1428-1429, nouvel épisode similaire : la recette de Brabant étant vacante, une recette de l'Hôtel se substitua à elle, partagée entre deux officiers, Olivier van der Bruggen et Pierre van der

(163) Un compte de Jean Raimbaut en tant que commis à la recette générale de Brabant est conservé aux AGR, CC, 2396[I].

(164) Copie dans AGR, CC, 2396[II], fol. 1-2. — Le nouveau receveur n'entra effectivement en service que le 25 juin, date à laquelle commence son compte.

(165) Néanmoins Jean Raimbaut continue à en porter le titre dans le courant de l'année 1412 (voir AGR, CC, 2396[II], fol. 124r°).

(166) Voir les circonstances dans F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 166-168.

(167) AGR, CC, 5248, dépenses, officiers : «*Johannes van der Est, clerc gecommitteert ten cost van der herbergen biden steden slands van Brabant*».

(168) AGR, CC, 5469, fol. 14r°. — Son compte a été conservé (AGR, CC, 1789bis).

(169) Voir AGR, CC, 2404, 1[er] compte, fol. 25r° : «*Ymbrecht Rapen, ondertresorier ende gecommitteert te betalen den cost van der herberghen van Brabant*». — Au sujet des sous-trésoriers de Brabant, voir *infra*, pp. 258-259.

(170) Son compte est conservé : voir AGR, CC, 21.718. — Olivier vander Bruggen était en même temps commis à la recette des exploits des officiers de justice (en fait donc les *boni* des comptes de ces derniers devaient servir à payer les gages du personnel de l'Hôtel, tant les gages journaliers des petits employés, que les pensions des conseillers et secrétaires et que les indemnités de voyage dues aux gens de la Cour envoyés en mission) : voir Annexe III, B, 2.

Eyken (171). A ce moment d'ailleurs, si formellement il est permis d'écrire qu'il y a des receveurs de l'Hôtel, qui assument aussi l'intérim de la recette générale, il est clair cependant qu'ils ne remplissent leur office que parce qu'il n'y a pas de receveur de Brabant en titre. Il n'y a donc pas à proprement parler de résurrection d'une recette de l'Hôtel.

3. Le service d'honneur du prince.

Nous rangeons dans cette catégorie un certain nombre d'officiers aux attributions mal définies, et qui, si leur présence régulière à l'Hôtel est attestée, semblent y jouer un rôle plutôt figuratif (172).

Il faut distinguer deux périodes :

a) *du vivant de Jeanne,* ce service d'honneur est assuré par des dames et demoiselles, recrutées généralement dans la noblesse, et dont beaucoup sont femmes ou filles de conseillers ducaux (173). Parmi elles, certaines eurent l'occasion de jouer un rôle relativement important, comme «éminences grises» de la duchesse (174).

b) *après 1406.*

Les dames et les demoiselles d'honneur sont remplacées par

— des chambellans,
— des chevaliers,
— des écuyers (175).

(171) Leurs comptes sont conservés : compte d'Olivier van der Bruggen, du 24 mars 1428 au 2 février 1429 (AGR, CC, 1792) et comptes de Pierre van der Eycken, l'un du 15 avril au 9 août 1428, l'autre du 1er octobre 1428 au 18 mars 1429 (AGR, CC, 1793 et 1794).

(172) Il vaut mieux dire «figuratif» ou «décoratif» qu'«honorifique». En effet ces officiers remplissent effectivement certaines obligations, ne serait-ce que celle de présence.

(173) Par exemple la dame de Gaasbeek (= Marie de Walcourt), femme de Guillaume d'Abcoude (AGR, CC, 2362, p. 80, CC, 2363, p. 83, CC, 2364, p. 104, etc.), la dame de Rotselaar, femme de Jean, seigneur de Rotselaar (AGR, CC, 2370, p. 105, CC, 2371, p. 93, CC, 2372, p. 85, etc.), la demoiselle de Sayn (= Catherine de Schoonvorst), femme de Guillaume de Sayn (AGR, CC, 2378, p. 54, CC, 2379, p. 51, CC, 2380, p. 67, etc), ... — Sur les dames et demoiselles d'honneur de la reine Isabeau de Bavière, voir M. Rey, *Les finances royales* ..., pp. 191-192.

(174) A. Graffart et A. Uyttebrouck, *Quelques documents inédits* ..., p. 70.

(175) Bien entendu, il y aura encore des dames et demoiselles d'honneur auprès de l'épouse du duc, lorsque celui-ci sera marié. Mais nous ne nous occupons ici que du service d'honneur du chef de la famille régnante. — En France, à la fin du XIVe siècle, on peut considérer que la Chambre, *lato sensu*, fait fonction de ce que nous appelons ici le «service d'honneur». Elle regroupe les grands officiers de la Couronne (Chambrier de France, grand chambellan, connétable, bouteiller, grand panetier, grand échanson, grand queux, etc.) ainsi que des chambellans, des chevaliers et des écuyers dits «d'honneur» (M. Rey, *Les finances royales* ..., pp. 24-25). — Dans «l'Etat bourguignon», l'ensemble formé par les chambellans, chevaliers et écuyers constituera finalement avec les archers la garde personnelle du prince en temps de guerre (voir de la Chauvelays, *Les armées de Charles le Téméraire*, pp. 210-213 et *Note supplémentaire*, pp. 2-8 ; à propos de cette garde personnelle, G. Guillaume, *L'histoire de l'organisation militaire* ..., écrit, p. 141 : «Les ducs de Bourgogne qui précédèrent Charles le Téméraire avaient une garde personnelle composée de quelques archers et d'un certain nombre de gentilshommes qui, à la vérité, accompagnaient les ducs à la guerre, mais ne faisaient qu'un *service d'honneur* [c'est nous qui soulignons] près des princes ; ...»). — Sur les archers du duc de Brabant, voir *infra*, p. 182.

Les chambellans.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, alors que pendant le règne de Jeanne, presque tous les chambellans (*camerarii, camerlingen*) étaient effectivement attachés à la Chambre et ne se distinguaient qu'à peine des valets de chambre (176), dès 1406, seuls ces derniers continuent à faire figure de domestiques du prince, tandis que le titre de chambellan est réservé à des officiers qui n'ont presque plus de lien avec l'office dont ils tirent leur nom. Placés au premier rang des membres du service d'honneur, ils font un peu figure de ce que nous appelons actuellement des aides de camp ou des officiers d'ordonnance, sans qu'il faille donner un contenu militaire à ces termes (177).

Ces chambellans de l'époque bourguignonne sont issus de familles nobles et font presque tous partie du conseil ducal, ainsi qu'il est possible de s'en rendre compte par la liste publiée en annexe (178).

Sous Antoine, il y a un premier chambellan, Guillaume Blondeel (179), dont on ne connaît pas exactement les prérogatives. C'est le même personnage qui commandait la compagnie d'archers dont il sera question plus loin (180). Nous retrouvons un premier chambellan, Nicolas de Saint-Géry, pendant le règne de Philippe de Saint-Pol (181).

Les chevaliers.

Ils prennent rang après les chambellans dans le service d'honneur du duc. Les ordonnances du 18 mars 1407 et du 11 avril 1429 en prévoient deux, Guillaume de Hérinnes et Philippe d'Udekem en 1407, les seigneurs d'Elslo et de Haren en 1429 (182). Ils sont parfois plus nombreux : au moins quatre en 1410-1411 (183). Il ressort de quelques constatations que ces «chevaliers de

(176) Voir *supra*, p. 161.

(177) Ils gardent néanmoins des attributions rappelant leurs origines. C'est ainsi qu'ils ont un pouvoir disciplinaire sur les valets de chambre (P. KAUCH, *L'organisation ...*, p. 196, art. 15 *in fine*).

(178) Annexe III, A, 2. — P. KAUCH, *L'organisation ...*, p. 181, avait déjà constaté que les «fonctions primitives [des chambellans] sont de plus en plus reportées sur les valets de chambre». Mais il croyait que tous les chambellans étaient conseillers, ce qui n'est pas tout à fait exact. A la Cour de Bourgogne, sous Philippe le Bon, on distinguait des conseillers-chambellans et de simples chambellans non-conseillers. En temps de paix, leurs fonctions étaient surtout honorifiques ; en temps de troubles ou de guerre, ils formaient une sorte de garde du corps du duc (voir G. HUYDTS, *Le premier chambellan des ducs de Bourgogne*, p. 264, et *supra*, p. 179, n. 175).

(179) Il est déjà cité comme tel dans l'ordonnance de 1407 (P. KAUCH, *L'organisation ...*, p. 197, art. 24). — Sur le premier chambellan à la Cour de Bourgogne, voir G. HUYDTS, *op. cit.* Sous Philippe le Bon, le titre fut porté par Antoine de Croÿ. Ses fonctions rappelaient de loin l'origine de l'office : il était responsable de la clé de la chambre du duc, devait assister au lever et au coucher de celui-ci, et loger dans sa chambre ou à proximité. C'est lui aussi qui avait la garde du sceau du secret (G. HUYDTS, *op. cit.*, pp. 264-265).

(180) Voir *supra*, p. 82.

(181) Voir Annexe III, A, 2.

(182) Remarquons immédiatement que les deux premiers sont rangés parmi les chambellans qui reçoivent du drap de deuil à la mort de Jeanne de Saint-Pol (Voir AGR, CC, 2394, fol. 147r°). Guillaume de Hérinnes se retrouve «chevalier» en 1410-1411 (AGR, CC, 2395, fol. 519r°).

(183) Jean De Zwaef, Everard Boete, Nicolas de Saint-Géry (qui reçoivent chacun 100 florins du Rhin d'Antoine à l'occasion de leur récent adoubement : lettres d'Antoine du 26 décembre 1410, citées dans AGR, CC, 2395, fol. 422r°) et Guillaume de Hérinnes déjà mentionné (*ibid.*, fol. 519r°).

l'Hôtel» appartenaient à la catégorie des chevaliers adoubés (184), que d'autre part ils faisaient bien partie de l'entourage ducal puisqu'ils avaient bouche en cour, et qu'enfin ils avaient parfois tendance à se confondre avec les chambellans. C'est ainsi qu'Hérinnes et Udekem sont expressément mentionnés comme chevaliers dans l'ordonnance de 1407, mais reçoivent le titre de chambellan dans le compte de 1407-1408 (185). Un Jean De Zwaef est dit tantôt chambellan, tantôt chevalier, dans un même compte (186). Un Nicolas de Saint-Géry est chevalier en 1410-1411, chambellan l'année suivante (187) et de nouveau chevalier en 1414-1415 (188).

Du point de vue du rang social, ces chevaliers appartiennent, ainsi qu'on peut le constater, à la petite noblesse et au patriciat urbain.

Les écuyers.

Sous les chambellans et les chevaliers se trouvent les écuyers. Il s'agit aussi de membres de la noblesse ou du patriciat, mais qui n'ont pas encore été adoubés. La liste des écuyers de l'ordonnance du 18 mars 1407 est significative à cet égard : on y relève entre autres les noms de Jean de Rotselaar, Arnoul d'Odeur, Jean d'Aa, Guillaume Neuts, Baron (= André de Castis dit Baron), Jean de Glimes, Pierre de Wytfliet, Gérard van der Zijpe, Robin Daule, Daniel de Ranst, Everard Boet et Jean De Zwaef, ... C'est éventuellement un tremplin pour les jeunes : André de Castis, Jean d'Aa et Guillaume Neuts deviendront assez rapidement écuyers d'écurie alias maréchaux de l'Hôtel, Pierre de Wytfliet sera maître de l'Hôtel pendant la première moitié du règne de Jean IV, Jean d'Aa et Guillaume Neuts, encore eux, de même que Jean de Rotselaar, Jean de Glimes et Robin Daule seront même conseillers ducaux (189). Au minimum, une fois adoubés chevaliers, les «écuyers de l'Hôtel» peuvent passer dans la catégorie des «chevaliers de l'Hôtel», comme ce fut le cas pour Everard Boete et Jean De Zwaef.

Ces écuyers font le service d'honneur à la table du duc, qui mange en compagnie des chambellans et des nobles de l'Hôtel, les autres membres du personnel étant obligés de prendre leur repas ensemble dans la grande salle du palais (190). L'ordonnance de 1427 distingue les écuyers échansons (service du

(184) Voir note précédente.

(185) Voir note 182.

(186) En 1410-1411 (AGR, CC, 2395, 2e compte) : chambellan, fol. 389v°, et chevalier, fol. 422r°. Il est encore dit chevalier en 1413-1414 (AGR, CC, 2397, fol. 312r°).

(187) AGR, CC, 2395, fol. 422r° et Annexe III, A, 2.

(188) AGR, CC, 2398, fol. 85r°. — Pour DE LA CHAUVELAYS, *Les armées ..., Note supplémentaire,* il semble y avoir identité absolue entre chambellans et chevaliers. Malgré une confusion réelle constatée dans les sources brabançonnes, il nous paraît qu'il y a néanmoins une différence de degré hiérarchique entre les uns et les autres. De toutes manières, si les chevaliers ont parfois été qualifiés de chambellans, jamais les chambellans en titre (prévus par les ordonnances) ne sont dits «chevaliers» de l'Hôtel.

(189) Pour les fonctions exercées à l'Hôtel, voir *supra* et Annexe III ; pour les conseillers, voir Annexes I et II. — Le nom et le prénom de l'écuyer dit Baron est donné dans AGR, CC, 2394, fol. 361r°, où il est déjà cité comme maréchal de l'Hôtel, alors qu'au fol. 382r° il est dit écuyer sans plus.

(190) Dans l'ordonnance du 11 avril 1429, les écuyers sont appelés «*die goede mans die voir*

vin), les écuyers tranchants (service de la viande) et les écuyers de la paneterie (service du pain) ; elle permet de voir que, tout comme les chambellans du XV^e siècle se sont détachés de la Chambre, ces écuyers n'ont plus qu'un lien nominal avec les offices de la bouteillerie, de la cuisine et de la paneterie.

Les valets servants.

Si le rôle de ces divers officiers est plutôt figuratif, le service effectif de la table ducale est confié à des domestiques d'un rang inférieur : les valets servants (191).

4. La garde personnelle du duc.

Sous Antoine apparaît à la Cour une compagnie d'archers forte d'une quinzaine d'hommes. Elle n'est pas reprise dans l'ordonnance de 1407 et n'est mentionnée pour la première fois que dans le compte de 1409-1410 (192). Le 28 novembre 1410, le duc fixe les gages de ses archers : ceux-ci seront nourris à l'Hôtel où ils mangeront dans la grande salle avec les autres membres du personnel ; ils recevront une solde de six livres de Brabant par mois, plus six livres par an pour s'acheter une tenue, moyennant quoi ils devront pourvoir eux-mêmes à l'entretien de leurs montures et de leur suite (193).

La compagnie était placée sous les ordres du chambellan Guillaume Blondel, devenu ainsi capitaine des archers (194). Ses effectifs furent renouvelés au moins en partie vers le milieu de l'année 1414 : les 27 juin et 11 août de cette année, huit des archers, originaires de l'étranger, quittèrent le service d'Antoine après avoir reçu une indemnité de départ pour rentrer chez eux (195). La compagnie ne fut toutefois pas dissoute : elle apparaît encore dans les textes au moins jusqu'en 1420, après quoi l'on perd sa trace (196).

minen here zelen dienen». — A noter que les conseillers ont le privilège de prendre leurs repas en corps, dans la salle du Conseil. Voir l'ordonnance du 18 mars 1407 (P. KAUCH, *L'organisation* ..., p. 198, art. 30), ou encore celle du 29 juillet 1427, qui s'exprime ainsi : «*Item wilt mijn voirs. here dat nyemant en sal eten in cameren, mer allen in die saele, uutgenomen die heren vanden raide die selen te gader eten in die raitcamere, ende die kemerlinge ende edele lude in mijns here presentien, uutgenomen offt eenige ambassadeurs ofte andere vremde overquamen, die sal die hovemeester moegen doen eten ende doen geselscap houden, dair ende mitten ghenen dairt hem gelieft*».

(191) Voir le tableau au début du présent chapitre.

(192) AGR, CC, 2395, fol. 166r°, 167v° et 169v°.

(193) AGR, CC, 2395, fol. 331r°. Ce passage nous livre la liste des archers en service en 1410-1411 ; ils sont au nombre de quatorze ; un quinzième est mentionné au fol. 420v° de même compte.

(194) AGR, CC, 2395, fol. 331v°.

(195) AGR, CC, 2397, fol. 315v°.

(196) Fin 1414 et en 1415, un seul nom d'archer est cité dans les comptes : c'est celui de Jaquet du Mes, le seul à recevoir du drap de deuil à la mort d'Antoine (AGR, CC, 2398, fol. 108r°, CC, 2399, fol. 105r°). Mais en 1418-1419, on relève les noms de 8 archers (AGR, CC, 2401, fol. 142v°, 161r° et 169r°) et en 1419-1420, les noms de deux d'entre ceux-ci et d'un troisième, non cité en 1418-1419 (AGR, CC, 2402, fol. 85r° et 124r°). — Les ducs de Bourgogne avaient aussi leur compagnie d'archers (J. RICHARD, dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I, p. 217. Cet auteur fait même remarquer, pp. 215 et suiv., que, d'une certaine manière, l'armée ducale était liée à l'Hôtel ; — voir aussi ci-dessus p. 179, n. 175).

5. Conciergerie. Huissiers.

Tant les ordonnances que les actes de la pratique font état de l'existence de concierges («*portiers*») et d'huissiers («*deurwerders*») répartis en huissiers de chambre et huissiers de salle. Parmi ces derniers, l'un est chargé de la salle du Conseil (197). Les fonctions d'huissier peuvent aussi être conférées à titre plus ou moins honorifique : l'ordonnance de 1407 range parmi les huissiers de chambre Godefroid de la Neuverue, receveur de Genappe, et parmi ceux de salle, le chirurgien, maître Pierre Claes (198).

6. Service des bâtiments.

Le personnel chargé de l'entretien des bâtiments ne fait pas à proprement parler partie de l'Hôtel. A partir de l'avènement des Bourguignons, il y a bien un maître-charpentier ducal, du nom de Guillaume van den Broucke (199), un menuisier-ébéniste travaillant pour l'Hôtel, Gilles De Walsche (200), mais ils ne sont pas repris dans les états du personnel et font plutôt figure de ce que nous appelons des «fournisseurs de la Cour», comme c'est le cas aussi pour l'armurier du duc (201), par exemple.

7. Médecin. Chirurgien. Chapelle.

Peuvent aussi être rangés dans les services domestiques généraux les dignitaires chargés des soins du corps et de l'âme des ducs.

Il y a en permanence un ou deux médecins attachés à la Cour (202)

— maître Thomas Wisdomme (*Wijsdom, Visdomme*) est cité comme tel de 1363 à la fin du règne de Jeanne (203). Il figure aussi parmi les conseillers de la duchesse ;

(197) Sous Antoine, c'est Jean Carper cité dans l'ordonnance de 1407 et encore mentionné en 1415 (AGR, CC, 2399, fol. 64v°) ; il est aussi valet de chambre d'Antoine (déjà en 1407-1408, AGR, CC, 2394, fol. 148v°).

(198) Encore cité en 1415 (AGR, CC, 2399, fol. 65r°). Pour le patronyme de Claes, voir AGR, CC, 2394, fol. 290r°. — Pierre Claes avait été nommé chirurgien d'Antoine par lettres de celui-ci du 7 juin [1405] (CC, 11, fol. 219v°. Analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e partie, ms).

(199) Ancien maître-charpentier de Jeanne, il est confirmé dans ses fonctions par Antoine le 18 septembre 1409. D'après ses patentes (mention dans AGR, CC, 2395, fol. 78r°), il apparaît non pas comme un membre de l'Hôtel, mais plutôt comme un «fonctionnaire» ayant la charge de l'entretien de tous les bâtiments ducaux (palais, moulins, etc.). Ses gages se montent à une livre de vieux gros par an, plus les déchets de bois de charpente de tous ses travaux. Il a aussi droit à 8 sous par jour quand son office l'éloigne de Bruxelles, où il habite.

(200) Malgré le nom de «*timmerman*» qui lui est donné, il appert qu'il s'agit plutôt d'un ébéniste. Par lettres d'Antoine du 13 janvier 1408, il perçoit des gages de dix couronnes par an sur la recette de Bruxelles (AGR, CC, 4163, 2e compte, fol. 25r°) ; mais il n'a pas bouche en cour. C'est donc comme Guillaume van den Broucke un «fonctionnaire» extérieur à l'Hôtel.

(201) Un certain Louis Hughen dit Lodequin, habitant Bruxelles, apparaît avec cette qualité sous Antoine (AGR, CC, 2394, fol. 187v°, CC, 2395, fol. 203v°, etc.).

(202) La présence de médecins dans l'entourage des ducs de Brabant est déjà attestée au XIII^e siècle (F. VERCAUTEREN, *Les médecins ...*, p. 84).

(203) Il meurt au début du règne d'Antoine (voir AGR, CC, 2394, fol. 68r°).

— maître Gerlac van Ghemert, cité de 1365-1366 à 1391-1392. Il figure lui aussi parmi les conseillers de Jeanne (204) ;
— un certain maître Jacques, cité de 1396 à 1401 (205), dont on ne sait rien de plus ;
— maître Gisbert van den Berghe, cité de 1400-1401 à 1407-1408 (206). En 1403-1404, il est rangé parmi les conseillers qui reçoivent du bois et du charbon (207). Il loge au Coudenberg dans la chambre qu'occupait son prédécesseur (208) ;
— maître Pierre Le Miere, cité en 1407-1408 (209) ;
— maître Lionnet (*Lonijs, Lonis*) van den Steene (*Steyne*), cité de 1408-1409 à 1411-1412 (210) ;
— maître Albert Ditmar, de Brême, qui avait été attaché à la Cour de Hainaut avant de devenir, vers 1409, médecin d'Elisabeth de Görlitz puis de Jean IV (211) ;
— maître Jean van Eele (*van den Eele, van den Nele*), de Bréda, cité en 1423-1424 et en 1429-1430 (212) ;
— maîtres Philippe de Champsi et Jean de Coveleyns (Coblence ou Comblain ?), mentionnés en 1427-1428 (213).

Les médecins, on le voit, peuvent accéder parfois à la dignité de conseillers ducaux et, comme tels, remplir aussi des missions diplomatiques ou autres (214). Ce n'est pas le cas des officiers de santé d'un rang subalterne, barbiers et chirurgiens, chargés essentiellement d'opérer des saignées.

La chapelle, quant à elle, outre les confesseurs des princes — le duc et la duchesse ont chacun le leur — compte un aumônier, dont le nom définit la fonction, et un certain nombre de chapelains, chantres et valets (sacristain, portier).

Comme les médecins, certains confesseurs ou anciens confesseurs figurent parfois parmi les conseillers ducaux, ainsi frère Jean Tsertogen (alias De Her-

(204) Voir AGR, CC, 2352, p. 217, CC, 2354, p. 116, CC, 2355, p. 105, etc. Il ne doit pas être confondu avec un conseiller de Jean IV, du même nom.

(205) AGR, CC, 2383, p. 27, CC, 2388, p. 54, CC, 2389, p. 54.

(206) AGR, CC, 2389, p. 54, CC, 2392, fol. 85r°, CC, 2394, fol. 147v°.

(207) AGR, CC, 2392, fol. 85r° et 89v°-90r°.

(208) A propos de travaux de réfection à la Cour de Bruxelles en 1404-1405, il est question de «*meester Ghysbrechts camere van den Berge wilen was meester Jacobs*» (AGR, CC, 1793, fol. 109r°). Voir aussi CC, 1784, fol. 14v°.

(209) AGR, CC, 2394, fol. 147v°.

(210) AGR, CC, 2394, fol. 147v° et 405v°, CC, 2395, fol. 150r°, etc.

(211) *BN*, t. XXXII, col. 138-41 (notice de G. Wymans). — Il a aussi sa chambre au palais du Coudenberg (voir par exemple AGR, CC, 4164, 2e compte, fol. 34r°-v°, 4165, 1er compte, fol. 40r°, 4167, 2e compte, fol. 49v°, 4167, 3e compte, fol. 40r°). Il semble même y avoir eu un cabinet de travail (*«meester Aelbrechts scrijfcamere»*, CC, 4167, 3e compte, fol. 44v°).

(212) AGR, CC, 2405, fol. 102r° et CC, 2408, 1er compte, fol. 88v° et 90r°. — Il a aussi sa chambre au Coudenberg (CC, 4172, 2e compte, fol. 41r°).

(213) AGR, CC, 2407, fol. 61v° et 74v°.

(214) Voir Annexe II, aux noms de G. van den Berghe, G. van Ghemert et Thomas Wisdomme.

toghe), qui apparaît comme confesseur de Jeanne de 1395-1396 à 1406 (215), et est connu comme conseiller en 1399; et Hector de Vitry, d'abord compagnon du confesseur d'Antoine (216), ensuite confesseur lui-même de ce duc (217), puis de son fils Jean IV (218). Contrairement à Jean Tsertogen, Hector de Vitry n'est jamais mentionné comme conseiller à l'époque où il était confesseur, mais il figure parmi les membres du Conseil de Philippe de Saint-Pol (219), dont le directeur de conscience fut Simon Sambaudi (220), qui lui n'a pas été conseiller. Un autre chapelain, Lucas van Eycke, cité comme tel en 1414, devint, dès la fin de cette année, maître de la Chambre des Comptes (221).

A l'occasion des grandes fêtes liturgiques, ou dans des circonstances exceptionnelles, des ecclésiastiques étrangers à la chapelle ducale prêtent assez régulièrement leur concours à la célébration des offices (222), tandis que pendant le carême il est assez souvent fait appel à des prédicateurs venus de l'extérieur (223).

(215) AGR, CC, 2382, p. 42, CC, 2390, p. 85, CC, 2391, p. 103 (dans ce dernier compte, il est dit aussi curé de Sainte-Gudule), etc. — Le 3 janvier 1390, il avait reçu de Jeanne une pension annuelle d'une livre de vieux gros (AGR, CC, 4162, 3e compte, fol. 23r°).

(216) En 1407-1408 et 1408-1409 (AGR, CC, 2394, fol. 165v° et 455r°).

(217) Dès 1408-1409 (AGR, CC, 2394, fol. 347r°, etc.).

(218) Cité nommément en 1421 (AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 16v°), en 1422-1423 (*ibid.*, 3e compte, fol. 24r° et 61r°), etc.

(219) Voir Annexe I.

(220) AGR, CC, 2407, fol. 69r°, CC, 1794, fol. 107r°, CC, 2408, 2e compte, fol. 101v°.

(221) Cité comme chapelain dans un acte du 30 juillet 1414 (AGR, CC, 2394, face intérieure de la couverture); il est nommé maître de la Chambre des Comptes le 8 décembre 1414 (Chartes de Brabant, à la date). Il est encore dit chapelain d'Antoine dans un acte du 9 janvier suivant (AGR, CC, 2396II, fol. 3r°).

(222) Circonstances exceptionnelles, comme l'absence des chapelains titulaires; ainsi, le receveur des droits de reliefs paya deux peters «*de mandato domine ducisse IIIIor fratribus minoribus qui in vigilia et die sancti Johannis Baptiste* [1377] *iuvarunt cantare et celebrare apud Furam defectu capellanorum capelle qui tunc in suis beneficiis fuerunt*» (AGR, CC, 17.144, fol. 69r°). — Grandes fêtes liturgiques, par exemple le 1er novembre 1423, un frère mineur de Bruxelles vient faire le sermon de Toussaint (AGR, CC, 2405, fol. 104v°); en 1424-1425, un carme de Tirlemont vient tenir la partie du ténor pendant les fêtes de l'Ascension, de la Pentecôte, de l'Assomption, de la Toussaint et à l'époque de la Noël (*ibid.*, fol. 251v°); le 15 août 1426, c'est l'abbé de Grimbergen qui célèbre la messe (AGR, CC, 2406I, fol. 43r°); le 13 mai 1428 (Ascension), c'est l'abbé de Villers qui chanta la messe (AGR, CC, 1793, fol. 9r°), etc. — Vers la Chandeleur (2 février) 1365, un évêque arménien célébra même un office selon le rite grec (AGR, CC, 2351, fol. 68v°). — Nous ne mentionnerons que pour mémoire le fait que certains prélats brabançons ont parfois porté le titre de «chapelains» des ducs de Brabant (voir R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid* ..., p. 70). L'abbé de Parc se fit même reconnaître en 1416 le titre d'«archichapelain du duc» (voir Q. NOLS, *Les abbés de Parc, archichapelains des ducs de Brabant*, qui publie un acte de Jean IV, du 22 avril 1416, par lequel le duc confirma ce titre à l'abbé de Parc; toutefois, bien qu'il s'agisse d'une *confirmation*, il n'y a pas trace d'une attribution officielle du titre avant 1416). L'abbé de Tongerlo est dit aussi «chapelain et conseiller» dans un acte de Jeanne du 25 mars 1358 (A. VERKOOREN, *Inventaire* ... *Brabant*, IIe partie, t. II, p. 136; au contraire dans les actes auxquels renvoie le chanoine KOYEN pour montrer que l'abbé de Tongerlo était chapelain et conseiller, il n'est jamais fait allusion à la première qualité; voir M. KOYEN, *De Blijde Inkomst* ..., p. 10 et n. 6). Il s'agit là de titres honorifiques. D'après l'acte du 22 avril 1416, l'abbé de Parc aurait dû célébrer les offices à la Cour lors de toutes les grandes fêtes liturgiques. Dans la réalité, ce prélat s'acquitte bien à l'occasion de ce devoir (voir par exemple AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 39v°, 44r° et 48r°), mais d'autres prélats (abbés de Villers, de Grimbergen, de Dieleghem, de Gembloux, de Vlierbeek) apparaissent tout aussi souvent.

(223) Exemples: en 1365, viennent prêcher le Carême un dominicain de Louvain, un augustin de

Si, dans ces pages consacrées aux services domestiques généraux, nous avons terminé par les chapelains, c'est parce que, en ce qui concerne le début du règne de Jeanne, il n'est pas toujours possible d'établir une distinction très nette entre le personnel de la chapelle et celui de la chancellerie. Souvent, en effet, les membres des deux offices sont qualifiés de «clercs», sans plus, et il est difficile de déterminer si tel «clerc» particulier est affecté à la célébration du culte ou à la rédaction des actes ducaux, d'autant que la chancellerie utilise des ecclésiastiques dans ses bureaux.

Or, avec la chancellerie, nous quittons les services domestiques proprement dits, pour aborder une autre catégorie d'offices intégrés à l'Hôtel et que nous rangerons sous la dénomination de «services d'intérêt général».

II. *Les services d'intérêt général*

Jusqu'à présent, il fut uniquement question des officiers qui, dans notre optique actuelle, peuvent être considérés comme attachés à la personne *privée* du duc. Avec les services d'intérêt général, nous allons nous trouver en présence plutôt de serviteurs qui font aussi figure, en partie du moins et suivant nos conceptions modernes, de «fonctionnaires publics». Il faut cependant insister sur le fait qu'ils sont, comme les autres, membres à part entière de la Maison ducale, autrement dit de l'Hôtel.

Parmi eux, il faut distinguer :

— les clercs de la Cour, qui fournissent notamment le personnel de la chancellerie ;
— les messagers ;
— les hérauts d'armes ;
— et enfin, dans une certaine mesure, les conseillers.

A. Les clercs de la Cour. — La chancellerie.

La chancellerie, c'est sommairement défini, l'office chargé de la rédaction et de l'expédition des actes du prince. Tel est du moins le sens attribué généralement à ce vocable aussi longtemps qu'une plus grande précision n'est pas exigée.

Pourtant, une lecture attentive des historiens, sinon des sources, montre que le mot «chancellerie» a reçu plusieurs acceptions, tant dans le vocabulaire ancien que dans celui des auteurs modernes. Il a pu désigner par exemple :

— l'office du chancelier (224) ;
— un simple local (225) ;

Malines, le prieur des carmes de Bruxelles, un frère mineur de la même ville (AGR, CC, 2351, fol. 61v°) ; en 1366, ce sont des frères mendiants (AGR, CC, 2352, p. 91), comme ce sera le cas en 1395 (AGR, CC, 2390, p. 79) ; en 1403 et 1404, on retrouve à nouveau dans ce rôle un augustin de Malines (AGR, CC, 17.145, fol. 76v°), etc.

(224) C'est le premier sens qu'eut le mot chancellerie dans les textes anciens au moment de son apparition, au XII[e] siècle (voir P. Bonenfant, *Cours de diplomatique*, 2[e] éd., t. I, p. 18).

(225) Voir ci-dessous.

— l'ensemble des bureaux chargés de l'expédition des actes d'un souverain, d'un prince ou d'un auteur quelconque, qu'ils soient dirigés ou non par un chancelier en titre (226) ;
— l'ensemble des services dirigés par un chancelier, et uniquement ces services (227).

Qu'en est-il en Brabant ? Au XIVe siècle, et au début du siècle suivant, le mot est relativement peu employé. Il a certainement été donné à un local (228) ; il a aussi servi à qualifier un groupe de clercs chargés de l'expédition des actes ducaux (229). Mais, ainsi qu'on le verra par l'exposé qui va suivre, il ne peut s'appliquer à l'office du chancelier, ni même aux services dirigés par celui-ci, quand il en existe un.

Du point de vue institutionnel, la chancellerie brabançonne d'avant 1430 attend toujours son historien. Bien que ce ne soit pas ici le lieu d'entreprendre une étude approfondie de la matière, il importe néanmoins de brosser les grandes lignes de l'évolution de cet office particulièrement important, entre 1355 et 1430 (230).

Une nouvelle fois, il faut distinguer deux grandes périodes : la première couvre tout le règne de Jeanne, et prolonge l'époque antérieure ; l'autre commence en 1404, dès la prise du pouvoir par Antoine en qualité de gouverneur.

1. *De 1355 à 1404.*

La chancellerie est encore relativement inorganisée. Il faut évidemment s'entendre à ce sujet. D'une part, il ne fait aucun doute que certains personnages

(226) P. BONENFANT, *op.* et *loc. cit.*

(227) C'est ainsi que G. TESSIER définit implicitement la Chancellerie française du bas Moyen Age à la fin de l'Ancien Régime, puisqu'il consacre, dans sa *Diplomatique royale française*, un chapitre (le chap. XVI) aux actes royaux «expédiés en dehors de la chancellerie».

(228) Voir par exemple AGR, CC, 1783, fol. 28r°, CC, 4164, 2e compte, fol. 38v°, CC, 4167, 3e compte, fol. 42v°, CC, 4169, 4e compte, fol. 54r°.

(229) Voir par exemple AGR, CC, 2373, p. 122 : «*den clerken van der canchelrien* ...».

(230) Pour la période postérieure à 1430, nous disposons de la remarquable étude de Paul RENOZ, *La chancellerie de Brabant sous Philippe le Bon*, mais ce travail, d'une érudition parfaite, ne peut aider à comprendre la place qu'occupait la chancellerie dans les services ducaux avant 1430. En effet, du jour de l'avènement de Philippe le Bon, l'office, jusqu'alors rattaché à l'Hôtel des ducs de Brabant, cessa d'en faire partie en raison de la suppression de celui-ci, et prit le caractère de chancellerie régionale (voir *infra*, p. 220). — Sur l'histoire de la chancellerie des ducs de Brabant avant 1430, on ne dispose que des lignes très générales consacrées par E. REUSENS aux premiers siècles de l'office (dans *Les chancelleries inférieures* ..., pp. 148-159). Pour la seconde moitié du XIVe siècle et le début du XVe, il n'existe, à l'état inédit, que les études de Mme M. MOULART pour le règne de Wenceslas (*Etude diplomatique des actes de Jeanne et de Wenceslas de Brabant (1356-1383)*, mémoire de licence inédit, Université de Louvain, 1943) et de Mme P. PAQUET pour celui d'Antoine (*Etude diplomatique des actes d'Antoine de Bourgogne, 1404-1415*, mémoire de licence inédit, Université de Liège, 1943), mais ces deux travaux — et ce n'est pas un reproche — s'attachent plus à décrire la forme des actes qu'à retracer l'histoire de la chancellerie. — Pour l'ensemble de la période de 1406 à 1430, seuls les sceaux ont fait l'objet de publications (M. TOURNEUR-NICODEME, *Les sceaux des ducs de Brabant de la Maison Bourgogne-Valois*, et A. UYTTEBROUCK, *Deux sceaux inédits du duc de Brabant Jean IV*). — En ce qui concerne plus particulièrement le chancelier, voir *infra*, pp. 201-203 et 210-214.

sont spécialement chargés de la rédaction et de l'expédition des actes ducaux, mais outre que leur rôle à la Cour ne se limite pas à cette seule activité, il n'est pas toujours possible de les distinguer nettement d'autres préposés aux écritures ou au service du prince. Mieux, plutôt qu'une chancellerie aux contours nettement définis, il existe au sein de l'Hôtel ducal un groupe de lettrés désignés du nom très général de «clercs».

Cette dénomination s'applique même parfois à un ensemble assez vaste de personnes caractérisées par leur formation intellectuelle : c'est ainsi que les médecins et l'apothicaire du duc sont à l'occasion rangés sous cette étiquette (231).

D'une manière plus générale, les divers clercs se répartissent des fonctions relativement spécialisées ; on note :

— le *clerc de l'épier* ;
— le(s) *clerc(s) du receveur* (de Brabant) ;
— un *clerc de la cuisine*, ou *clerc des offices*, ou *clerc de l'Hôtel* ;
— des officiers que les textes appellent quelquefois *clercs du duc et/ou de la duchesse*, et que les historiens, pour leur facilité, ont tendance à nommer «*secrétaires*», bien que le titre soit inconnu dans les sources «administratives» brabançonnes antérieures à 1404 ;
— le clerc chargé de tenir le registre des fiefs ;
— et enfin, les clercs de la *chapelle*.

Remarquons que tous ces personnages sont le plus souvent appelés «clercs» sans autre qualification dans les textes contemporains, et qu'il n'y a pas de cloisons étanches entre les diverses «spécialités». Pierre Braeu, par exemple, fut d'abord connu comme clerc de la chapelle (232), avant de devenir «secrétaire» (233) puis aussi gardien du livre des fiefs (234).

Dans des énumérations, bien souvent les différentes catégories se trouvent d'ailleurs mêlées. C'est le cas dans les listes de bénéficiaires de draps, lors des distributions faites aux dignitaires et au personnel de la Cour :

— en 1364-1365, parmi «*quinque clericis ducis*», on relève les noms de Jean van den Grave, que l'on serait tenté d'appeler «secrétaire», et d'un certain Thierry, qui doit être le clerc du receveur (235) ;

(231) En 1373-1374, dans une liste de «*clerici in curia*», on relève les noms de maître Thomas (Visdomme), maître Gerlac (De Rover), tous deux médecins, et Philippe, l'apothicaire. Dans la même liste figurent notamment Jean (de Luxembourg), le chancelier, et Jean van den Grave, dont il sera reparlé plus loin (AGR, CC, 2360, p. 115). — En Hollande, à l'époque du comte Guillaume III, les médecins sont aussi souvent rangés parmi les clercs de la Cour (H. J. SMIT, *De rekeningen* ..., t. III, pp. 83-84).

(232) En 1367-1368 et 1368-1369 : AGR, CC, 17.144, fol. 47r°, 6r°.

(233) Le premier acte ducal conservé signé par lui est du 13 février 1370 (n.s.) ; analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, Ire partie, à la date.

(234) De 1376 à 1408 (voir *infra*, p. 201).

(235) «*Item ... de XXV ull. panni mixti allatis per eundem dicto tempore pro quinque clericis ducis ... videlicet pro domino Nicholao, domino Johanni de Gravia, Lottino, Ricsardo et Theoderico, ...*» (AGR, CC, 2351, fol. 89r°). Le «*dominus Nicolas*» peut être soit Nicolas Specht, qui est alors clerc

— en 1366-1367, sont mentionnés à la suite les uns des autres «*Gervasio* (= «secrétaire») et *Philippo apothecario, clericis ; Petro et Cornilio, clericis cappelle et Johanni et Willelmo clericis coquine et spicarii* ; ...» (236) ;
— en 1368-1369, dans un groupe de quatre clercs, deux sont qualifiés d'une façon plus précise : ce sont Jean (de Mameren), clerc de la cuisine, et un autre Jean, clerc de la chapelle (237) ;
— en 1369-1370, une liste de six clercs comprend trois clercs de la chapelle (Pierre, Corneille et Jean), le clerc de la cuisine (Jean de Mameren), Nicolas, le clerc du scelleur, et un clerc aux lettres ducales, Jean Creyt (238) ;
— en 1371-1372, les mêmes, auxquels s'est joint un septième, Jean Lottijns, dont on sait par ailleurs qu'il est lui aussi clerc de la chapelle (239), sont repris sans aucune indication quant à leurs fonctions propres, sous l'étiquette de *parvi clerici* (240).

A ce propos, il faut noter que si les comptes font occasionnellement une différence de catégorie entre tous ces officiers, c'est uniquement en opposant de «grands clercs» (*clerici maiores, clercken*) à de «petits clercs» (*clerici minores, parvi clerici, cleine clercken*) (241). Mais il n'a pas été possible de déterminer sur quoi se fondait cette distinction, les sources étant muettes à ce sujet.

La confusion ainsi constatée, qui n'est pas sans rappeler la situation qui prévalait à la Cour de Hainaut-Hollande-Zélande à la même époque (242), traduit d'une certaine manière la survivance d'une organisation qui pourrait remonter aux origines mêmes des «bureaux» du duc. Dans la plupart des cours royales ou princières d'Europe occidentale, tous les services chargés des écritures des souverains ou des princes sont sortis de la chapelle ou ont été intimement liés à elle (243).

des fiefs et également «secrétaire», soit Nicolas de Pickengy, chapelain et chantre (pour l'identification de ce dernier, voir CC, 2352, p. 86). Ce sont en effet les deux seuls Nicolas en fonctions à la Cour à cette époque qui peuvent être appelés «*dominus*».

(236) AGR, CC, 2353, pp. 141-147.

(237) AGR, CC, 2355, p. 153. Les deux autres, nommés Pierre et Corneille, sont aussi, bien que cela ne soit pas précisé, des clercs de la chapelle.

(238) AGR, CC, 2356, fol. 69v° : «... *de XXX ullis I quarto panni Bruxellensis emptis ... pro tunicis sex clericorum dicto tempore, videlicet pro Petro, Cornilio, Johanne clerico de capella, Johanne de Mameren et Johanne Creyt, et Nikolao clerico sigilliferi* ...» (malgré le singulier de «*clerico de capella*», on sait que Pierre et Corneille sont tous deux «*clerici de capella ducisse*» (*ibid.*, fol. 64v°).

(239) Il est mentionné comme *clericus capelle ducis et ducisse* dans le compte de 1368-1369 (AGR, CC, 2355, p. 143 ; son patronyme y figure sous la forme latine de *Lottini*).

(240) AGR, CC, 2358, p. 136.

(241) Cette distinction apparaît uniquement dans les listes des groupes d'officiers recevant annuellement les draps, listes dont les exemples précédents sont tirés. Toutefois, à l'exclusion du cas repris ci-dessus, quand des noms de clercs sont cités, l'appartenance à l'un des deux groupes n'est pas mentionnée.

(242) Au milieu du XIVe siècle, la Cour des comtes de Hainaut-Hollande-Zélande comprenait également un groupe de clercs chargés de tâches diverses : clercs-comptables, clercs-secrétaires, clercs de l'enregistrement et des archives, clercs du sang (= greffiers criminels), tous étroitement attachés à l'Hôtel. Et de même qu'en Brabant, si l'on peut déceler des tâches spécialisées, il n'y a pas de cloisons entre les divers catégories de clercs (Th. VAN RIEMSDIJK, *De Tresorie en kanselarij* ..., pp. 40 et suiv.).

(243) Voir W. PREVENIER, *La chancellerie des comtes de Flandre* ..., p. 60 et n. 2.

Ce fut notamment le cas dans l'Empire et en France (244), et, pour ce qui concerne nos régions, en Flandre (245), dans le Hainaut et dans le Namurois (246). Le fait s'explique tout naturellement : à l'époque où l'usage de l'écriture connut son plus grand déclin, la chapelle constitua, dans l'entourage des dynastes, le refuge des lettrés. C'est donc parmi ses chapelains que le Roi ou le prince pouvait trouver les personnes capables non seulement de se charger le cas échéant de la rédaction de ses diplômes, ou, plus souvent, de la lecture puis de la validation des actes préparés par les destinataires (247), mais aussi de s'occuper des opérations comptables nécessitées par la gestion de ses revenus et de ses finances (248).

Une origine commune de tous les clercs attachés à l'Hôtel peut donc expliquer qu'en Brabant, dans la seconde moitié du XIV^e^ siècle, il n'y ait pas eu encore de barrière bien nette entre, par exemple, les gens de la chancellerie (le mot étant employé dans le sens qui lui a été donné au début de ce paragraphe), et les clercs comptables. Bien plus, il est apparu par les exemples donnés plus haut qu'il n'y avait, au fond, qu'un seul «*corps*» de «clercs de l'Hôtel ou de la Cour», parmi lesquels on peut néanmoins distinguer trois sous-groupes :

— les clercs commis aux écritures ;
— les clercs de la chapelle ;
— les autres clercs (médecins, apothicaires).

Parmi tous les commis aux écritures, certains qui reçoivent plus souvent que les autres le simple titre de «clercs du duc et/ou de la duchesse» (249), sont plus spécialement chargés de rédiger, de signer et d'expédier les actes ducaux (lettres

(244) Voir à ce sujet P. BONENFANT, *Cours de Diplomatique*, 2^e^ éd., t. II, pp. 13-14 et 31-32, F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. II, p. 85, et G. TESSIER, *Diplomatique royale française*, pp. 55-57. Ce n'est que sous Philippe le Bel, en 1286, que la chancellerie apparaît comme nettement séparée de la chapelle (G. TESSIER, *op. cit.*, p. 153). Pour la Bourgogne de la fin du XII^e^ siècle, voir J. RICHARD, *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché*, p. 399.

(245) E. STRUBBE, *Egidius van Breedene* ..., pp. 32 et suiv. ; W. PREVENIER, *De oorkonden der graven van Vlaanderen* ..., p. 315. Voir aussi ci-dessus, note 243.

(246) E. REUSSENS, *Les chancelleries inférieures* ..., p. 134 ; F. ROUSSEAU, *Actes des comtes de Namur* ..., pp. CXXXVII-CXXXVIII ; M. WALRAET, *Actes de Philippe I^er^, dit le Noble* ..., pp. 89-90.

(247) F. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. CXXXVIII.

(248) *Ibid., eod. loco.* — En l'absence d'indications tout à fait précises pour la Flandre de la fin du XII^e^ siècle et du début du XIII^e^ siècle, W. PREVENIER (*De oorkonden der graven van Vlaanderen* ..., p. 325, et *La chancellerie des comtes de Flandre* ..., p. 63) considère comme très vraisemblable que les clercs comtaux aient été chargés de la confection des comptes et de l'administration du domaine comtal. Il constate en effet que la rédaction des chartes comtales ne requérait qu'un temps infime à l'époque (moins d'un jour par mois par clerc en moyenne). Il fallait donc bien que ces clercs soient occupés à autre chose. — En Bourgogne, au XIII^e^ siècle encore, la chapelle fournissait au duc des «secrétaires et des comptables» (J. RICHARD, *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché*, p. 429).

(249) La terminologie est assez flottante. Tous les clercs de la Cour peuvent en effet être appelés «clercs» sans plus, ou «clercs du duc et/ou de la duchesse» (voir plus bas, p. 195, un clerc de receveur dit «clerc du duc et de la duchesse»), mais ce dernier titre est plus spécialement donné à ceux que la littérature désigne sous le nom de «secrétaires», les autres clercs spécialisés portant assez souvent le titre de leur emploi (*clericus spicarii, clericus receptoris*, ...).

patentes et lettres closes). Ce sont eux qui forment le personnel de la chancellerie, *stricto sensu*.

Médecins et clercs de la chapelle ont déjà été examinés plus haut. Limitons-nous donc à l'étude des divers secteurs spécialisés au sein du groupe des «greffiers».

a) *Le clerc de l'épier.*

C'est à l'origine un clerc attaché à la Cour (250) et chargé de la recette des grains appartenant au duc de Brabant. Mais comme tel, il fait aussi figure de fonctionnaire au niveau du duché, et comptabilise tant les grains provenant de l'exploitation directe du domaine, que les cens en nature dus au prince (251). A l'occasion, il peut aussi acheter des céréales si sa recette n'arrive pas à couvrir la consommation de l'Hôtel, ou vendre des excédents (252). Il ne paraît pas pouvoir être considéré comme un subalterne du receveur de Brabant (253).

(250) Dans le compte de la recette générale de Brabant de 1367-1368, Guillaume (de Gorinchem ?), *clericus spicarii*, est repris dans une liste de *quinque clerici* où figurent encore Jean (de Mameren), *clericus coquine*, et un Pierre et un Corneille, non autrement qualifiés ici (AGR, CC, 2354, p. 154) mais qui pourraient bien être deux clercs de la chapelle (*ibid.*, pp. 107 et 108).

(251) D'une certaine manière, le clerc (plus tard maître) de l'épier brabançon peut être rapproché de deux officiers différents qui furent au service des ducs de Bourgogne : 1° un officier territorial, le «grènetier de Bourgogne», chargé, dans le seul duché, de la perception et de la comptabilité des revenus en grains, voire d'autres revenus en nature ; à son sujet, voir J. RICHARD, *La grèneterie de Bourgogne* ..., qui souligne l'importance de l'office, «sorte de recette générale des redevances en nature» (*op. cit.*, p. 122) ; le grènetier prenait rang immédiatement après le receveur général de Bourgogne dans la hiérarchie des officiers financiers du duché (*ibid.*, *eod. loco*) ; l'office fut supprimé en 1415 (J. RICHARD, dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. I, p. 232) ; 2° un officier de l'Hôtel, le «maître des garnisons», qui existait aussi à la Cour de France (L.-L. BORRELLI DE SERRES, *Recherches* ..., t. III, pp. 193 et suiv.), et qui comptabilisait les produits en nature entrant à l'Hôtel ducal (J. RICHARD, dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I, p. 232 et C. DEHAISNES et J. FINOT, *Inventaire* ..., t. VII, pp. LXXIV, LXXIX-LXXX et 207-208). Au XIVe siècle, le clerc de l'épier brabançon serait plutôt à comparer au grènetier de Bourgogne ; par la suite il tend plutôt à ressembler au maître des garnisons (voir *infra*, p. 194 et n. 285). — Dans le comté de Flandre, il y avait, pour la collecte des revenus du domaine comtal ancien, des bureaux de perception spécialisés par types de recettes (des *brevia, census ou scaccaria* pour les revenus en espèces, des *lardaria* pour les produits carnés, des *vaccaria* pour les produits de la laiterie, et des *spicaria* pour les grains (voir A. VERHULST et M. GYSSELING, *Le compte général de 1187* ... ; pour les épiers, voir plus spécialement les pp. 78-80 et 84-87). Ces revenus étaient centralisés par le chancelier de Flandre, de sorte qu'il n'y avait pas de maître de l'épier au niveau du comté.

(252) En dehors de ce que les comptes de la recette générale de Brabant permettent d'entrevoir au sujet de la compétence de cet officier, on dispose, pour s'en faire une meilleure idée : 1° d'un exposé d'Etienne van der Nederalphen, receveur de Brabant, et chargé théoriquement de l'épier de 1407 à 1411 (voir *infra*, p. 193), sur ce qu'était l'office de maître de l'épier du temps de la duchesse Jeanne ; 2° de deux comptes de maîtres de l'épier, le premier de Jean van der Hofstad (6 février 1421-17 octobre 1422) (AGR, CC, 2434), le second de Nicolas van Waelschot (20 avril 1429-7 octobre 1430) (AGR, CC, 2435) ; 3° de la patente de nomination dudit Waelschot, du 26 juillet 1429 (AGR, CC, 2435, fol. 1). — La littérature concernant cet officier en Brabant est inexistante, si l'on excepte quelques lignes que lui consacra, en passant, P. KAUCH (*L'organisation* ..., p. 191 ; à la n. 3 de la même page, voir une liste incomplète des maîtres de l'épier de 1404 à 1430).

(253) Receveur des grains et d'autres revenus en nature, à l'exclusion du bois et du charbon de bois, sa position à l'égard du receveur de Brabant peut se comparer à celle d'un autre titulaire d'une recette particulière : le receveur des droits de relief. Tous deux sont, au moins à l'origine, clercs de l'Hôtel, et ni l'un ni l'autre ne jouent un rôle d'administrateur domanial, ce que sont les receveurs

Dès avant le dernier quart du XIV[e] siècle, il prend le titre de *maître de l'épier*, et tend alors à se séparer du groupe des autres clercs.

Le titulaire de l'office fut d'abord un certain Jean, cité comme clerc de l'épier en 1363-1364 (254), puis, à partir de 1365-1366, un nommé Guillaume, dit clerc de l'épier dans les comptes de la recette générale de Brabant (255), et maître de l'épier dans un compte du receveur du domaine d'Overijse en 1372 (256). Il s'agit sans doute de la même personne que Guillaume de Gorinchem, alias van den Spiker, le futur receveur de Brabant, dont le nom, ainsi que le surnom qu'il doit à son office, sont mentionnés pour la première fois en 1376-1377 (257). Guillaume de Gorinchem resta en fonctions comme maître de l'épier jusqu'en 1393-1394. Il est tantôt appelé simplement Willem *van den spiker* (258), tantôt désigné par son patronyme (259), ou par sa fonction (260). Il est quelquefois cité comme maître de cuisine (261). A partir de 1392-1393, il figure parmi les clercs de l'Hôtel qui reçoivent annuellement une certaine quantité de bois et de charbon de bois (262), et cela jusqu'au moment de son accession au poste de receveur de Brabant en 1396. Comme maître de l'épier, c'est sans doute un de ses parents, Thierry de Gorinchem (le jeune), qui lui succéda (263). Ce Thierry est

locaux. En 1429 encore, dans la commission de Nicolas van Waelschot en qualité de maître de l'épier (26 juillet), il n'est nulle part fait allusion à une dépendance hiérarchique directe à l'égard du receveur de Brabant. Au contraire, ce dernier et les receveurs locaux sont tenus d'assister le maître de l'épier dans l'exercice de son office (AGR, CC, 2435, fol. 1).

(254) AGR, CC, 2350, p. 255.

(255) AGR, CC, 2352, p. 233 ; CC, 2354, p. 154 ; CC, 2355, p. 153 ; CC, 2356, fol. 44r° ; CC, 2357, pp. 78 et 87 ; CC, 2358, p. 29 ; CC, 2359, p. 54 ; CC, 2360, p. 24 ; CC, 2361, p. 120.

(256) AGR, Comptes en rouleaux, 2462.

(257) Willem, *spikermeester*, est mentionné dans le compte de la recette générale de Brabant du 10 août 1376 au 10 août 1377 (AGR, CC, 2362, p. 113). C'est le compte des reliefs de fiefs de la même époque qui nous apprend qu'il s'appelle de Gorinchem (AGR, CC, 17.144, fol. 59r°), tandis qu'un compte rédigé en français par le receveur de Jodoigne, nous livre son surnom, l'appelant «*Will. de Spiker, recheveur* ...» (AGR, Comptes en rouleaux, 2966). — Il fut receveur de Brabant de 1396 à 1398 (voir M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 119). — Le surnom semble avoir eu tendance à devenir un nom patronymique dès cette époque. En effet, en 1383-1384 (AGR, CC, 2369, p. 149) et en 1386-1387 (AGR, CC, 2372, p. 93), on note un *Diederic van den Spiker* parmi les gens qui achètent des tissus pour la Cour. Or, habituellement, ces achats sont faits uniquement par des officiers attachés à la Chambre et à la Garde-Robe (M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 165-167), ou exceptionnellement par le clerc du receveur de Brabant (Exemples dans AGR, CC, 2373, p. 114) ou par le receveur lui-même (Exemples dans AGR, CC, 2373, p. 74). On songerait donc à identifier le Thierry van den Spiker avec Thierry de Gorinchem le vieux, frère de Guillaume et ancien clerc du receveur de Brabant, resté clerc ducal et devenu conseiller (voir Annexe II), plutôt qu'avec Thierry de Gorinchem le jeune, futur maître de l'épier (à son sujet, voir *infra*).

(258) AGR, CC, 2363, p. 153 ; CC, 2367, p. 19 ; CC, 2368, p. 3 ; CC, 2372, p. 138 ; CC, 2373, p. 33 ; CC. 2374, p. 90 ; CC, 2375, p. 102 ; CC, 2379, p. 78.

(259) W. de Gorinchem : AGR, Comptes en rouleaux, 2424.

(260) *Willem (den) spikermeester* : AGR, CC, 2364, pp. 111 et 143 ; CC, 2365, p. 56 ; CC, 2366, p. 69 ; CC, 2367, p. 105 ; CC, 2368, p. 66 ; CC, 2369, p. 123 ; CC, 2370, p. 89 ; CC, 2371, p. 77.

(261) *Dominus Willelmus de Gorinchem, magister coquine* (en 1390-1391, AGR, CC, 2376, p. 75) ; sous le nom de Guillaume vanden Spiker, maître de cuisine, dans des actes du 20 janvier 1384 et du 31 août 1394 (analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire* ... *Brabant*, III[e] partie, à la date).

(262) AGR, CC, 2378 et suivants, aux chapitres de distributions de bois et charbon.

(263) Ce Thierry ne doit pas être confondu avec un homonyme, frère de Guillaume et mort le 26

mentionné pour la première fois dans cet office en 1398 (264). Il était encore en fonctions à l'arrivée d'Antoine en Brabant.

Mais dès cet instant précis, il n'est plus possible de déceler un lien quelconque entre l'épier et la chancellerie. En 1404 en effet, l'office de maître de l'épier fut supprimé et les attributions en furent reprises par Jean de Pernes, maître de la Chambre aux deniers (265). Quand, en 1407, la direction financière de l'Hôtel fut de nouveau assumée par le receveur de Brabant, celui-ci semble avoir trouvé, dans l'héritage du maître de la Chambre aux deniers, les attributions de maître de l'épier, qu'il exerça au moins en théorie (266). Toutefois, dès 1407, il se constate que, dans la pratique, Thierry de Gorinchem a recommencé à assumer ses fonctions antérieures (267), et, en 1411, ledit Thierry est reconnu officiellement comme maître de l'épier pour les quatre années écoulées (268). Il est à noter que c'est justement pendant cette période de 1407-1411, que Thierry, à son tour, se voit surnommé van den Spiker (269). Il est encore signalé comme maître de l'épier en 1411-1412 (270), mais la situation est de nouveau peu claire, car dans le même compte, il est écrit, au chapitre des recettes de l'épier, qu'il n'y a plus de maître de cet office et que les fonctions qui étaient les siennes ont été remplies par Jean Raimbaut, commis à la recette générale de Brabant (271). En 1412, plus de doute possible : l'office s'est résorbé dans la recette de Brabant (272). Mais en 1413-1414, réapparaît un nouveau maître de l'épier, Gossuin van Zomeren (273), flanqué d'un valet (274). Gossuin est encore en place en 1416-1417 (275). Lui succèdent Jean Blondel (1417-1418 et 1418-1419) (276), Jean

mai 1395 (Sur ce premier Thierry de Gorinchem, voir M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 112-115. — Toutefois, contrairement à ce qu'écrit Mlle Martens, le premier Thierry ne fut jamais receveur de Brabant ; à ce sujet, voir *infra*, p. 196, n. 301 et Annexe II, n° 111).

(264) AGR, CC, 2386, p. 16. — Pour les années suivantes, voir CC, 2387, p. 9 ; CC, 2388, p. 43 ; CC, 2389, p. 41 ; CC, 2390, p. 57, CC, 2391, pp. 74 et 122 ; CC, 2392, fol. 28v° ; CC, 1783, fol. 80v° et 97v°.

(265) AGR, CC, 2392, fol. 136r°. — Sur la Chambre aux deniers, voir ci-dessus, pp. 176-178.

(266) AGR, CC, 2394, fol. 264v° ; CC, 2395, fol. 42v° et 297v°.

(267) AGR, CC, 2394, fol. 87r° et 297r°. On peut se demander dès lors si Thierry n'a pas aussi œuvré sous les ordres de Jean de Pernes, dont les comptes sont malheureusement perdus.

(268) AGR, CC, 2395, fol. 332v°-333r°. Il touche à ce moment des arriérés de gages pour la période considérée.

(269) AGR, CC, 2394, fol. 297r° et CC, 2395, fol. 332v°. — On le retrouve avec ce surnom, sous le règne de Jean IV, alors qu'il n'exerce plus son office (voir par ex. AGR, CC, 4171, 2e compte, fol. 52v°-53r° : 7 septembre 1425, don de 12 couronnes de France fait par Jean IV à Thierry *van den Spikere*, ancien maître de l'épier de Jeanne et d'Antoine).

(270) AGR, CC, 2396I, fol. 15r°.

(271) *Ibid.*, fol. 57v°.

(272) AGR, CC, 2396II, fol. 42v°.

(273) AGR, CC, 2397, fol. 277v°.

(274) *Ibid.*, fol. 238r°. Il s'appelait Henri Carperen et percevait, d'ordre du Conseil et du trésorier, un salaire annuel de 10 florins de Hollande. — En 1414-1415, à côté d'Henri Carperen apparaît un deuxième valet de l'épier, Henri Kuncman (AGR, CC, 2399, fol. 103r°).

(275) AGR, CC, 2399, fol. 156r° et CC, 2400, fol. 20r° et 162v°. — Il réapparaît une fois en 1419-1420 en même temps que Jean van Molle, maître de l'épier en cette année (AGR, CC, 4954, compte de 1419-1420, dépenses, achats de grains).

(276) AGR, CC, 2400, fol. 236r° ; CC, 2401, fol. 148v°.

van Molle (1419-1420) (277), Jean van der Hofstad (6 février 1421 - 17 octobre 1422) (278), Jean Raimbaut, dit aussi receveur des garnisons de Brabant (1422-1423) (279), le receveur de Brabant Jean de Winghe (1423-1424) (280), Jacques de Gerynis (1424-1425) (281), Jean Boete (1426-1427) (282), Guillaume Hertewijck (1428-1429) (283) et Nicolas van Waelschot (20 avril 1429 - 7 octobre 1430) (284).

A partir de 1421, il est expressément prévu que le maître de l'épier doit, en plus de la comptabilité des grains, tenir également celle des «garnisons», c'est-à-dire des chapons, de la cire, du poisson, et plus généralement de tous les revenus en nature entrant dans les réserves ducales (285). Il tend ainsi à ressembler à un officier des Cours de France et de Bourgogne, le «maître des garnisons» (286).

Comme l'une de ses obligations les plus importantes était d'approvisionner l'écurie en avoine, le maître de l'épier a parfois aussi été considéré comme un collaborateur du maréchal de l'Hôtel (287).

b) *Le clerc du receveur.*

Pendant tout le règne de la duchesse Jeanne, le receveur de Brabant a été aidé par au moins un clerc, dit clerc du receveur (*clericus receptoris, srentmeesters clerc*). Il paraît imprudent de considérer celui-ci comme un simple secrétaire privé (288). En effet, si l'on examine la liste de ces clercs, telle qu'elle est donnée en annexe (289), et si, d'autre part, on tente de suivre la carrière de ces divers personnages, on ne peut s'empêcher de les regarder plutôt comme des agents ducaux mis à la disposition des receveurs de Brabant successifs.

(277) AGR, CC, 2402, fol. 20r° et 126r° ; CC, 4954, compte de 1419-1420, dépenses, achats de grains ; CC, 2403, fol. 3v°.

(278) Son compte est conservé : AGR, CC, 2434.

(279) AGR, CC, 3602, 3e compte, dernier fol.

(280) AGR, CC, 2405, fol. 31r° et 32v°.

(281) AGR, CC, 2405, fol. 263v°.

(282) AGR, CC, 2406II, fol. 84bis.

(283) AGR, CC, 1792, fol. 2v°.

(284) Son compte est conservé (AGR, CC, 2435). Il ne fut nommé que le 26 juillet 1429 (voir *supra*, p. 191, n. 252). Pour ses gages, voir AGR, Chartes de Brabant, 22 mai 1430.

(285) Voir l'art. 11 d'un règlement du 19 novembre 1421, édicté par Jean IV pour sa Chambre des Comptes : «*Item dat een spikermeester alle garnisoene besorgen ende rekenen sal, gelijc den grane, dats te wetenen cappuyne, was, vissche ende andere partien dat men weten mach, waert den heere te staden ende prouffite compt, want men dair aff vander tijd die leden is groet gebrec vint om datter nyemant sonderlinge toe gestelt en was, die dair aff rekenen moeste*». L'original de ce règlement repose aux AGR, Chartes de Brabant. Une traduction française de l'extrait relatif au maître de l'épier se trouve dans P. L. GACHARD, *Inventaire ... des Chambres des Comptes*, t. I, p. 11, n. 1 (Gachard traduit *spikermeester* par «grènetier»).

(286) Voir *supra*, p. 191, n. 251.

(287) C'est le cas dans le compte de 1415-1416 (AGR, CC, 2399, fol. 75r°), où, dans le chapitre des dépenses occasionnées par les distributions de drap de deuil au moment du décès d'Antoine, le maître de l'épier et son valet figurent en tête des employés de la maréchalerie.

(288) Mlle Martens, à propos de Thierry de Gorinchem [l'aîné], l'appelle «secrétaire particulier» du receveur Godefroid de la Tour (M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 112). Rappelons que ce Thierry de Gorinchem ne doit pas être confondu avec le maître de l'épier du même nom.

(289) Voir Annexe III, B, 2.

Thierry de Gorinchem (l'aîné) a servi deux receveurs, Henri de Palude alias de Vucht cinq, et Jean vander Eycken van Beerthe trois. Ce n'est pas là sans doute une simple coïncidence.

Le premier nommé apparaît très souvent dans les comptes comme *clericus* tout court, ce qui n'est pas très significatif : en revanche, lorsqu'il est qualifié de «clerc du duc et de la duchesse», comme dans l'exposé d'une ordonnance ducale, où il figure parmi plusieurs personnes dont Wenceslas et Jeanne reconnaissent avoir pris l'avis au moment d'édicter de nouvelles dispositions réglementaires pour les moulins établis sur la Dyle, à Louvain, le fait mérite d'être relevé (290). Plus tard, lorsqu'il aura quitté le service du receveur de Brabant, Thierry de Gorinchem restera clerc ducal et sera même mentionné en qualité de conseiller (291). Henri de Vucht, quant à lui, est dit «*clerc mijnre genediger vrouwen ende haers rentmeesters van Brabant*» dans le compte de la recette générale de 1396-1397 (292). Jean van der Eyken porte le même titre dans celui de 1400-1401 (293), et est dit *clerc op thof* dans un compte du receveur d'Overzenne de 1401-1402 (294). Ce Jean avait été pendant plusieurs années receveur ducal à Bruxelles avant d'entrer au service du receveur de Brabant (295). Signalons enfin qu'Henri de Vucht se vit chargé de la dépense de l'Hôtel ducal pendant une vacance de la recette de Brabant en avril-mai 1398 (296). On le voit, nous nous trouvons bien plus en présence de «fonctionnaires» ducaux, que de scribes privés attachés à la personne d'un receveur déterminé.

Ce ne sont pas non plus des personnages de peu : Thierry de Gorinchem est le frère du maître de l'épier ; dignitaire successivement de plusieurs collégiales (297), il n'est pas précisément pauvre (298), a pour le moins deux valets à son service (299) et possède déjà un sceau personnel, alors même qu'il n'est encore «que» clerc (300).

Quelles sont les fonctions d'un clerc de receveur ? Il est possible de s'en faire une idée à l'aide de mentions éparses dans les comptes de la recette générale, mais surtout grâce à un document qui nous a été conservé par hasard : il s'agit du dernier compte rendu par Thierry de Gorinchem en qualité de clerc du

(290) Acte du 1er octobre 1359 (AV Louvain, n° 1553).

(291) Voir Annexe II. — En 1386-1387, comme clerc de la duchesse Jeanne, il effectue de nombreux remboursements de dettes au nom de celle-ci (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, t. I, *passim*.

(292) AGR, CC, 2384, p. 36.

(293) AGR, CC, 2389, p. 81.

(294) AGR, Comptes en rouleaux, 2465.

(295) M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 514.

(296) Son compte est conservé : AGR, CC, 48796. — Il exerça cet office entre le 3 avril 1398, jour du départ de Guillaume de Gorinchem, et le 30 mai 1398, veille de l'entrée en fonctions de Remy de Mokenborch.

(297) Voir Annexe II.

(298) M. MARTENS, *L'administration ...*, pp. 113-115.

(299) «*Collard Mohier et Willelmus, garciones Theoderici clerici*» (AGR, CC, 2354, p. 114).

(300) Reproduit dans M. MARTENS, *L'administration ...*, annexe I.

receveur de Brabant (301). Il y apparaît comme l'assistant de son supérieur hiérarchique, et ne fait pas figure seulement de simple scribe. Il perçoit et enregistre lui-même certains revenus ; il participe à la confection du compte général (302). Il peut signer des actes émanant du receveur (303) ou transmettre des ordres à des officiers ducaux sous sa seule signature (304). Il reçoit des gages en espèces qui ne sont toutefois pas payés très régulièrement (305).

Clercs ducaux, attachés étroitement à l'Hôtel ducal, les clercs de receveurs préfigurent néanmoins dans une certaine mesure, par la nature de leurs activités, les sous-trésoriers ou lieutenants du receveur de Brabant qui apparaîtront au XV^e^ siècle, mais qui, eux, n'auront plus aucun lien avec la «chancellerie» (306).

c) *Le clerc des offices.*

Le clerc des offices, dit aussi couramment clerc de la cuisine et parfois clerc de l'Hôtel (*clericus coquine, clericus de coquina, cokenclerc, clerc van der of-*

(301) Compte de la Noël 1374 à la Noël 1375 (AGR, CC, 2361). Une erreur de classement, au XIX^e^ siècle, l'a fait ranger parmi les comptes des receveurs de Brabant dans *L'inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. II, p. 21, où il a donc reçu le n° 2361. Une rapide comparaison avec les autres volumes de la série permet de s'apercevoir que, sur son seul aspect extérieur (format plus petit, présentation plus négligée), ce compte n'est pas là à sa place. Quand, de plus, on compare le montant des recettes et dépenses comptabilisées, avec les sommes figurant habituellement dans les livres des receveurs de Brabant, on constate une nette disparité en faveur de ces derniers. Enfin, une phrase de la p. 155 du compte nous donne la signification exacte de celui-ci ; le bilan des recettes en argent est introduit par ces mots : «*Summa totalis pecunie ... reddite per Theodericum solum, de primo ad ultimo, ... exclusis semper particularibus Godefridi de Turri redditis, ...*». Il s'agit donc bien d'un compte partiel rendu par le clerc, et non par le receveur, et semblable à celui qui figure (au net celui-là) à la fin du compte n° 2360, pp. 267-300). Pourquoi ce seul compte original de clerc de receveur a-t-il été conservé ? Sans doute parce qu'il n'y a pas, pour cette période, de compte global du receveur général. Il n'est pas possible de déterminer la raison de cette absence : perte ou non-confection.

(302) Thierry de Gorinchem est associé par Godefroid de la Tour à la reddition des comptes de la recette de Brabant au moins à partir de 1368-1369, ainsi qu'en témoignent les intitulés des comptes eux-mêmes (voir AGR, CC, 2354 et suivants).

(303) Voir un acte de Guillaume Tonsus, du 11 décembre 1402, signé par Jean van der Eyken (AGR, Chartes de Brabant, 7344. — Analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. II, p. 172, n° 7580).

(304) Cédule du 25 septembre [1402] signé par J. van der Eyken, mandat au receveur de Louvain de livrer à l'Hôtel certaines denrées (AGR, Chartes de Brabant, 7309. — Analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. II, p. 163, n° 7544).

(305) Thierry de Gorinchem reçut pour 1364-1365 et 1365-1366 une somme de 400 moutons par an, soit l'équivalent des deux cinquièmes des gages alloués au receveur (1.000 moutons). Voir M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 185, ainsi que AGR, CC, 2353, p. 264. — Mais ces gages, de même que ceux du receveur de Brabant, étaient laissés à l'appréciation des ducs et de leurs conseillers et ne furent pas toujours régulièrement payés (CC, 2354, p. 108, 2355, p. 98, 2356, fol. 48r^o^, etc.). En 1390, Renier Holland attendait toujours qu'on veuille bien lui attribuer ses gages pour toute la période commençant à son installation comme receveur de Brabant (CC, 2375, p. 127). De même, en 1375, Thierry de Gorinchem attendait ses gages pour la période commençant au 24 juin 1366 (CC, 2361, p. 155). Par la suite, Henri de Vucht recevra 20 sous de vieux gros par an, plus des vêtements (CC, 2374, p. 99) ou 40 francs par an (CC, 2379, p. 80), puis 50 francs (à partir de 1396-1397 : CC, 2384, pp. 36 et 62). Cinquante francs sera aussi la somme perçue annuellement par Jean vander Eyken (CC, 2387, p. 39).

(306) Voir *infra*, pp. 257-259.

ficien, clericus hospitii) (307) est le commis aux écritures du sénéchal puis des maîtres de l'Hôtel. Il tient note au jour le jour, et service après service, des entrées et des sorties de vivres, boissons et fournitures diverses, ainsi que des membres du personnel présents. Sous la responsabilité des maîtres de l'Hôtel, il établit des états journaliers (écrous) puis hebdomadaires (gîtes) des gages dus aux domestiques du duc (308) ainsi que des dépenses engagées par les différents offices. Ces relevés, signés habituellement par lui, sont alors transmis au responsable de la gestion financière de l'Hôtel qui les intègre dans son compte (309).

Pour le règne de la duchesse Jeanne, un seul titulaire de l'office est connu : c'est Jean de Mameren, cité de 1365 à 1405 (310). Il lui est arrivé exceptionnellement de signer une lettre patente de Wenceslas, sans rapport avec l'Hôtel (311). Il était notaire public d'autorité impériale et clerc du diocèse de Liège (312).

d) *Les clercs de la chancellerie, stricto sensu.*

Ce sont les clercs qui rédigent, signent et expédient les actes ducaux (313). Ils

(307) Nous préférerons l'expression «clerc des offices», qui, de toutes les dénominations anciennes, reflète le mieux la réalité tout en évitant l'ambiguïté du terme «clerc de l'Hôtel». En effet, tous les clercs étudiés ici sont en quelque manière des clercs de l'Hôtel (voir l'expression *clerici in curia* signalée *supra*, p. 188, tandis que l'expression «clerc de la cuisine», bien que la plus utilisée à l'époque, est trop limitative.

(308) Pour le petit personnel, nourri, logé et vêtu à l'Hôtel, ces gages journaliers ne représentent qu'une sorte d'argent de poche. Les comptes ne fournissent que le montant global payé, par jour ou par semaine, à l'ensemble du personnel.

(309) P. KAUCH, *L'administration ...*, pp. 324-325. — Plusieurs de ces relevés ont été conservés (voir *supra*, p. 176, n. 153). Dans les comptes de la recette générale, les dépenses pour gages (écrous ou gîtes proprement dits) étaient séparées des autres dépenses, ventilées quant à elles, par service (voir M. MARTENS, *L'administration ...* p. 182, n. 5). En juillet 1427, ces gages se montaient à 1/3 de florin du Rhin par personne et par jour, augmenté d'une indemnité forfaitaire journalière de 4 deniers par cheval pour couvrir les frais de maréchalerie et de sellerie (Voir ordonnance du 29 juillet 1427, citée *supra*, p. 156). — Pour les opérations comptables à la Cour de Flandre-Bourgogne à la fin du XIVe siècle, voir M. CANAT, *Marguerite de Flandre*, p. 10.

(310) Voir Annexe III, A, 6.

(311) Il s'agit d'une promesse de payement faite le 5 janvier 1367 par Wenceslas à un chevalier d'Outre-Meuse nommé Renier dit Schelard d'Oberdorf. La mention de chancellerie (*Per Reinaldum de Zenna, magistrum coquine comparentem*) indique que l'ordre de sceller l'acte fut donné par Renaud de Zenne, maître de la cuisine, témoin de la promesse. Même si l'acte ne concerne en rien la cuisine, la présence de Renaud de Zenne peut sans doute expliquer l'intervention du clerc des offices dans la rédaction et la signature de la pièce (analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, t. IV, p. 249).

(312) Ainsi qu'il apparaît par une copie, faite par lui le 13 septembre 1364, à la chancellerie du palais du Coudenberg à Bruxelles, et à la demande de Nicolas Specht (sur celui-ci, voir *infra*, pp. 198 et 201 d'un acte d'Edouard de Gueldre, du 22 mars 1360, par lequel ledit Edouard déterminait les clauses de la séparation de corps et de biens entre Henri de Flandre et Philippa de Fauquemont (AGR, La Haye, Vilvoordse Charters, doos Gelderland).

(313) Ce sont les seuls qu'a étudiés Mme MOULART (*Etude diplomatique ... 1355-1383*) qui les nomme «secrétaires», et qui, pour en dresser la liste, n'a pu que relever les signatures figurant au bas des mentions de commandement. Si la méthode est la seule possible (on aura compris par les pages qui précèdent que les comptes ne permettent pas de distinguer les «secrétaires» des autres clercs), elle appelle cependant certains commentaires dans l'un ou l'autre cas particulier, comme on le verra plus loin. — Nous consacrerons quelques lignes aux différents types d'actes ducaux sortis de la chancellerie brabançonne dans un article intitulé «*Cédules de la chancellerie brabançonne à la fin du XIVe siècle et au début du XVe siècle*» à paraître dans ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES DE BELGIQUE.

sont appelés «clercs» sans plus, ou clercs du duc et/ou de la duchesse dans les sources officielles brabançonnes (314).

Si l'on s'attache à relever leur nom, on est conduit tout naturellement à distinguer trois groupes de signataires (315) :

— il y a d'abord les personnages dont la signature apparaît fréquemment pendant un temps plus ou moins long ;
— il y a ensuite ceux dont la signature apparaît moins souvent, ou pendant un espace de temps plus limité ;
— il y a enfin les signataires occasionnels.

Les clercs signant le plus fréquemment sont peu nombreux : une dizaine pour une période de cinquante ans. Presque tous sont ecclésiastiques : Nicolas Specht, Jean van den Grave, Henri de Remagne, Gilles Koen, Jean de Luxembourg, Guillaume Bont et Jean van den Opstal. Du vivant de Wenceslas, il y a parmi eux deux Luxembourgeois : Henri de Remagne et Jean de Luxembourg. A ce propos, signalons qu'entre 1355 et 1383 il n'est pas permis de parler de chancellerie de Brabant ni de chancellerie de Luxembourg : il n'y a que des clercs du duc (et/ou de la duchesse) de Brabant *et* de Luxembourg. De même, après 1383, il continuera à n'y avoir qu'une «chancellerie» qui expédie aussi les actes que la duchesse Jeanne donne pour les seigneuries de ses douaires.

Pas plus qu'il n'y a de spécialisation géographique, il n'y a de secteur d'activités réservé à l'un ou l'autre de ces officiers : tous ont signé des actes relatifs aux finances, des mandements, des ordonnances, ... Seules les affaires féodales sont du ressort d'un spécialiste, dont il sera question plus loin, mais dont il faut dire dès à présent que son rôle ne s'est pas limité à tenir à jour les écritures touchant les fiefs.

Les clercs de chancellerie n'ont pas uniquement été chargés de rédiger, de signer et d'expédier les actes ducaux. Ils sont régulièrement envoyés en mission dans les pays soumis aux ducs, ainsi qu'à l'étranger. Les ambassades importantes comprennent presque toujours l'un d'eux (316).

Bien plus, et ceci est caractéristique du règne de Jeanne, plusieurs de ces clercs importants ont été appelés à siéger au Conseil, tout en continuant à signer des actes ducaux.

Jean van den Grave est connu comme conseiller à partir de 1378, Jean de Luxembourg l'est dès 1356 et Henri de Remagne au moins à partir de 1361 (317). Le second Jean van den Grave, alias Jean van den Opstal, est lui

(314) Il en est généralement de même dans les actes privés. Parfois le titre est plus explicite : dans une quittance d'Everard Boete du 31 janvier 1387, Guillaume Bont est dit «*hoirs* [= de la duchesse] *clercs van hare cancelrien* ...» (AGR, Chartes de Brabant, n° 6340 ; analysée dans A. VERKOOREN, III[e] partie, sous le n° 6375[10].

(315) Voir Annexe III, A, 3.

(316) Voir les comptes de la recette générale de Brabant, aux chapitres des frais de voyages et ambassades.

(317) Voir Annexes I et II.

aussi mentionné au moins une fois dans une liste de conseillers (318). Remarquons que tous quatre sont ecclésiastiques. Jean de Luxembourg a porté aussi le titre de chancelier, sur lequel nous reviendrons, mais dont il faut déjà dire ici qu'il ne peut être attribué à sa qualité de conseiller, puisque, ainsi que nous venons de le voir, deux autres clercs ont siégé au Conseil, qui n'en devinrent pas chanceliers pour autant.

Les clercs moins importants ne sont pas très nombreux non plus. Aucun d'eux n'est ecclésiastique.

Il faut tout particulièrement noter la présence dans ce groupe de Renier Holland, cité comme clerc ducal à partir de 1368-1369, c'est-à-dire à l'époque même où il fut désigné comme receveur de Bruxelles (319). De 1375 à 1390, Holland exerça la charge de receveur de Brabant (320). A ce titre, il siégea au Conseil. Il signa des actes ducaux de 1369 à 1376, donc encore après sa nomination en qualité de receveur de Brabant (321).

Un autre de ces clercs, Guillaume de Scadewijc, dont la signature figure au bas de lettres et de cédules en 1402 et en 1403, avait été auparavant clerc du maître de l'Hôtel (322).

Les signataires occasionnels sont au nombre de sept (323). Quatre au moins sont connus par ailleurs :

— Jean de Mameren, qui signe un acte du 5 janvier 1367, est clerc des offices (324) ;
— Guillaume de Gorinchem, dont la signature figure au bas d'une lettre patente du 17 juin 1372, fut clerc de l'épier, puis, de 1396 à 1398, receveur de Brabant et conseiller ducal (325) ;
— Thierry de Havert, qui a signé un acte du 11 décembre 1377, est un ecclésiastique connu comme conseiller ducal (326) ;
— Henri Broke, dont trois signatures nous sont restées, apposées à des actes de 1384 et 1385 dont les mentions de chancellerie contiennent toutes la formule «à la relation du receveur (de Brabant)», n'est autre que le clerc de ce même receveur (327).

(318) Entre le 25 novembre 1401 et le 23 juin 1402, le maire du Maasland paie les frais consentis à Ravenstein pour une diète avec le seigneur de Heinsberg par les *conseillers* de Jeanne, qui sont Guillaume, seigneur de Cranendonk, Jean d'Immerzeel et Jean van den Grave (AGR, Comptes en rouleaux, 2697). C'est probablement (mais pas absolument certain) à une autre diète dans la même localité que se rapporte un extrait du compte de l'écoutète de Bois-le-Duc du 24 juin 1402 à mars 1403, qui signale, quant à lui, la présence à Ravenstein de quatre conseillers, les trois mêmes que dans l'extrait précédent et le seigneur de Bergen-op-Zoom (Comptes en rouleaux, 2818). Remarquons que, si ces mentions ne suffisent pas à prouver d'une manière décisive la qualité de conseiller de Jean van den Opstal, elles permettent au moins de montrer que, dans l'esprit de certains officiers locaux, la confusion pouvait se produire entre clerc et conseiller.

(319) Il fut receveur de Bruxelles de 1368 à 1375 (M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 514).

(320) *Ibid.*, pp. 116-117.

(321) Voir Annexe III, A, 3, et Annexe II.

(322) Cité comme tel en 1398-1399 (AGR, CC, 2387, p. 9).

(323) Voir Annexe III, A, 3 où se trouvent les références aux actes cités.

(324) Voir *supra*, p. 197.

(325) Voir *supra*, p. 192, et Annexe II.

(326) Voir Annexe II.

(327) Voir Annexe III, B, 2 où son nom figure sous sa forme latine «de Palude».

Quant à un cinquième, Jacques de Vlederacken, dont nous possédons une signature du 22 avril 1396, et qui est encore cité comme clerc de Jeanne en 1403-1404 ([328]), il figure dans les comptes de la recette générale de Brabant de 1390-1391, vendant au profit du duc les peaux de moutons qui provenaient de la cuisine de l'Hôtel ([329]).

Il est déjà permis de dégager deux conclusions de ce qui précède : en premier lieu, les clercs de la chancellerie, *stricto sensu*, n'ont pas le monopole absolu de la signature des actes ducaux ; ensuite, parmi les «secrétaires», certains sont aussi considérés comme conseillers ducaux.

e) *Le clerc des fiefs.*

Dans le groupe des clercs de la Cour, il y en a un qui est plus spécialement chargé de tenir les écritures relatives aux affaires féodales : il conserve les livres de fiefs, et en dresse éventuellement de nouveaux ([330]) ; il rédige peut-être les actes de la cour féodale ([331]) et, surtout, tient les comptes des reliefs ([332]). Ce dernier volet de son activité est aussi le plus important. En parcourant ses comptes, on s'aperçoit en effet que ce clerc des fiefs est aussi et surtout le receveur des droits de relief. A ce titre, il perçoit les sommes dues à chaque relief opéré devant la Cour féodale. Cette recette alimente une caisse indépen-

(328) Mentionné comme clerc dans le compte de 1403-1404 de l'écoutète de Bois-le-Duc (AGR, CC, 12990, fol. 9r°) et comme *secrétaire* dans celui du marquis de Rijen, de la même année (AGR, CC, 12974, fol. 21r°).

(329) M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 145, n. 5.

(330) Un livre des fiefs fut dressé sous Jean III par Jean Stoot (AGR, Cour Féodale de Brabant, 2 ; publié par L. GALESLOOT, *Le livre des feudataires de Jean III, ...)* ; en 1374, un nouveau livre des fiefs fut établi par Nicolas Specht (AGR, Cour Féodale de Brabant, 4 ; analysé dans L. GALESLOOT, *Inventaire des archives de la Cour Féodale de Brabant*, t. I, pp. 3-6). — Un cahier contenant un relevé des fiefs perdus, a, si l'on en croit son intitulé, été rédigé après la mort de Wenceslas, la duchesse Jeanne y étant citée seule. Il aurait alors été écrit par Pierre Braeu, et non par Nicolas Specht comme le suggère L. Galesloot (*ibid.*, t. I, p. 7, Cour Féodale de Brabant, 5). — L'ensemble des premiers livres de fiefs a été étudié par L. BRIL (*Les premiers registres féodaux de Brabant*).

(331) Il s'agit uniquement des actes de juridiction gracieuse (transports ou reliefs de fiefs) rédigés sous forme de lettres patentes et scellés du sceau ducal et des sceaux des hommes de fiefs. Il n'est pas possible d'affirmer que seul le clerc des fiefs a rédigé de tels documents, car, pendant tout le règne de Jeanne, ceux-ci ne portent ni mention de chancellerie, ni signature de clercs. De plus, contrairement à ce qui se passera sous Philippe le Bon (voir P. RENOZ, *La chancellerie de Brabant*, p. 50), le clerc des fiefs signe d'autres actes (M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 64). — Quant aux lettres patentes créant de nouveaux fiefs, elles sont passées devant les conseillers ducaux et non devant la Cour féodale, et portent généralement une mention de chancellerie et la signature d'un clerc quelconque (Exemples : 21 juillet 1357, création d'un fief en faveur de l'abbaye de Tongerlo, analyse dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, à la date ; — 22 mars 1358, création d'un fief en faveur de Jean De Roever, AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 538, pp. 719-725 ; — 12 mars 1378, création d'un fief en faveur de Tilman van Brempt, analyse dans A. VERKOOREN, *op. cit.*, à la date, etc.).

(332) Ces comptes étaient rédigés en deux exemplaires, au moins à partir du règne de Philippe le Bon. Pour la période qui s'étend de 1366 à 1430, on ne possède plus qu'un exemplaire unique de chaque compte : de Pâques 1366 au 31 octobre 1418, une série presque complète se trouve aux AGR, CC, 17.144 et 17.145. Un compte de 1417 manquant à la Chambre des Comptes, et une série presque ininterrompue du 31 octobre 1418 à 1431, sont conservés au même dépôt, dans les archives de la Cour Féodale de Brabant, volume n° 396.

dante servant à payer certaines dépenses effectuées par le clerc des fiefs lui-même, qui doit en rendre compte (333).

L'office ne connut que deux titulaires pendant le règne de Jeanne : Nicolas Specht, jusqu'à Pâques 1376, puis Pierre Braeu, depuis ce moment jusqu'au 22 février 1408 (334). Ce sont, on l'aura constaté, deux officiers attachés aussi à la chancellerie *stricto sensu*.

Avec eux, et après les clercs de l'épier, du receveur et des offices, nous nous trouvons en présence de la quatrième catégorie de clercs ducaux chargés de fonctions comptables ou financières. Cette remarque devra rester présente à l'esprit lorqu'il sera question, plus loin, du receveur de Brabant.

f) *Le chancelier. — La garde des sceaux.*

Du vivant de Wenceslas, certains clercs de la chancellerie *stricto sensu* ont porté quelquefois le titre de «chancelier». Il y a d'abord Jean de Gere, mentionné comme tel en 1356, puis Jean de Luxembourg, qualifié de scelleur dès 1356, et occasionnellement de chancelier de 1364 à 1380 (335). H. Nelis et Mme Moulart ont montré que cette charge n'avait rien de commun avec celle des chanceliers du XVe siècle (336).

Pour H. Nelis, et dans le cas précis de Jean de Luxembourg, le titre est d'origine luxembourgeoise : dans cette principauté, écrit cet auteur, «les secrétaires ducaux portaient souvent, au Moyen Age, le titre de chancelier, et Jean a dû trouver très naturel de conserver en Brabant un titre qui n'y existait pas, mais auquel il avait droit comme premier-secrétaire du Luxembourg-Brabant. A ce dernier titre, Jean assistait aux conseils du duc et dirigeait les travaux d'écriture à la secrétairerie de Brabant» (337).

Ces quelques lignes appellent plusieurs remarques.

Tout d'abord, il est faux de dire que le titre de chancelier n'existait pas en Brabant avant 1355. Il a été porté en 1349 par Jean Maillard, et en 1353 à la fois par Jean de Gere, déjà cité, et par Arnoul de Gorle. A ce moment, le terme doit être synonyme de «*clericus cancellarie*», et c'est sans doute encore le sens qu'il a en 1356, quand il sert à qualifier Jean de Gere (338). D'autre part, si

(333) M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 73. — Clerc ducal gérant une caisse autonome, le receveur des droits de reliefs joue d'une certaine manière le rôle qui sera, plus tard et auprès des ducs de Bourgogne, dévolu au receveur de l'Epargne (voir à ce propos l'article de P. KAUCH, *Le Trésor de l'Epargne*). Si l'Epargne de Philippe le Bon trouve son origine dans la garde des joyaux et non dans la recette des reliefs, il est tout de même curieux de noter que lorsque en 1459 l'Epargne primitivement alimentée par des fonds provenant de Bourgogne, de Flandre, de Picardie et d'Artois, fut étendue au Brabant, l'administration en fut confiée dans ce pays à Jean van den Eede, le receveur des droits de reliefs (P. KAUCH, art. cité, p. 709).

(334) Voir Annexe III, A, 5.

(335) Ils sont tous deux conseillers. Voir Annexe II.

(336) H. NELIS, *Y a-t-il eu des chanceliers de Brabant au XIVe siècle ?*; voir surtout sa conclusion, p. 494. — M. MOULART, *Etude diplomatique* ..., pp. 36-41.

(337) H. NELIS, *op. cit.*, p. 494.

(338) Contrairement à ce qu'affirme H. NELIS, *op. cit.*, pp. 490-491, le terme apparaît bien dans des actes ducaux. C'est dans une mention de chancellerie d'un acte de Jean III du 20 mars 1439 (n.s.) que figure «*Jehans Moillard, provos dArnehem, cancelliers de Brabans*» (A. VERKOOREN,

l'origine luxembourgeoise de l'appellation pouvait se justifier, il faudrait alors se demander pourquoi Henri de Remagne, autre natif de Luxembourg, ne fut jamais traité de chancelier (339).

Le terme ne réapparaît qu'en 1364, et ne s'applique qu'au seul Jean de Luxembourg. On ne peut dès lors soutenir que c'est comme «premier-secrétaire» que celui-ci siégeait au conseil. A ce moment, d'autres «secrétaires» (van den Grave et Remagne) étaient aussi conseillers.

Enfin, rien ne prouve que Jean de Luxembourg ait été «premier-secrétaire» ni qu'il ait dirigé «les travaux d'écriture à la secrétairerie de Brabant». Il n'y a aucune trace, dans les sources, de ce qu'il ait donné des ordres à des collègues clercs. On connaît même une circonstance où, en sa présence, c'est un de ses collègues qui demande à un troisième clerc d'exécuter un travail : le 13 septembre 1364, dans le local de la chancellerie, au palais du Coudenberg, Nicolas Specht fait exécuter par Jean de Mameren, notaire public (et clerc ducal) une copie authentique, sous forme d'acte notarié, d'un acte d'Edouard de Gueldre, du 22 mars 1360 (340), et cela en présence, à titre de témoins à l'instrument public, du chancelier et de deux autres clercs du duc de Brabant (341).

En revanche, il est permis de se demander s'il ne doit pas son titre à ce qu'il était garde des sceaux. Il est en effet indifféremment dit «chancelier» ou «scelleur» dans les sources, mais jamais ces deux qualifications ne lui sont données en même temps (342). Et c'est par cette seule qualité de «scelleur» qu'il

Inventaire ... Brabant, II[e] partie, t. II, pp. 73-74) ; et c'est dans des suppliques adressées par le même duc au pape Innocent VI que Jean de Gere et Arnoul de Gorle sont dits «*cancellarii et consiliarii domestici commensales*» de Jean III (février 1353 ; U. BERLIÈRE, *Suppliques d'Innocent VI*, n[os] 99 et 100). Toutefois ce dernier exemple, qui montre deux «chanceliers» fonctionnant en même temps, donne raison à H. NELIS quand il affirme (*eod. loco*) que «*cancellarius*» équivaut à «*secretarius*».

(339) Sur Henri de Remagne, voir Annexes II et III, A, 3. — En fait, il y a bien un acte où Remagne est dit «*ducis consiliarium et cancellarium*», mais en raison du nombre de documents connus où ce titre ne lui est pas donné, on peut estimer qu'il s'agit là d'un emploi accidentel et abusif du terme de «chancelier». L'acte en question est du 15 octobre 1372 et émane de l'abbé de Gembloux (voir AGR, CC, 10, fol. 260v° ; anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 183 ; l'acte ne figure pas dans C. G. ROLAND, *Recueil des chartes de l'abbaye de Gembloux*). On peut supposer que l'abbé a voulu dire «*clericum cancellarie*» ou qu'il a attribué ce sens au mot «*cancellarium*».

(340) Acte déjà cité plus haut, p. 197, n. 312. En fait, il s'agit d'une copie de copie, le modèle utilisé par Jean de Mameren était une copie reproduite dans un acte notarié du 15 juin 1362.

(341) Formellement il s'agit sans aucune hésitation possible d'un acte passé devant notaire, ainsi qu'en témoigne la souscription et le seing de Jean de Mameren. La «commande» est faite par Nicolas Specht, et les trois clercs présents ne sont que les témoins figurant obligatoirement dans les formules de souscription des actes notariés. Mais il ne faut pas perdre de vue que les cinq intervenants, et seuls intervenants, sont tous clercs du duc et de la duchesse, que l'*Intrumentum publicum* est rédigé «*in hospicio habitationis illustrium principum dominorum ducis et ducisse Luccemburgi et Brabantie supra Frigidum Montem in Bruxella, in domo cancellarie dicti hospicii ...*», que la copie est manifestement destinée à Wenceslas lui-même et que, dès lors, si le chancelier avait vraiment eu le pas sur ses collègues, il aurait été assez normal que ce fût à lui de demander la confection de l'acte notarié.

(342) M. MOULART, *op. cit.*, p. 39. — Il est quelquefois cité comme *sigillifer* ou *zegheleer* dans les actes ducaux : voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I[re] partie, aux dates des 2 juillet et 4 décembre 1356, 6 août 1373 ; AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 222 (30 novembre 1376), ou dans

se distingue de ses collègues (343).

On ne sait d'ailleurs au juste quel sceau était confié à sa garde : le grand sceau, dont l'usage n'est plus attesté après 1358, le petit sceau du duc, celui de la duchesse, ou les deux (344) ? Tout au plus deux indices nous inclinent-ils à penser qu'il devait s'agir du petit sceau de Wenceslas : tout d'abord Jean de Luxembourg a scellé de ce sceau un acte ducal, une cédule, qu'il aurait pu normalement se contenter de valider au moyen de sa seule signature, les cédules n'étant habituellement pas scellées à cette époque (345) ; en second lieu un passage d'un compte du maire de Louvain, de 1357, présente le chancelier comme : «*Johannis die mijns heren seghel heft* ...» (346).

Puisque nous en sommes à évoquer la garde des sceaux, signalons que nous sommes encore plus mal renseigné pour la période qui suit la sortie de charge de Jean de Luxembourg.

Le 26 février 1383, des droits de sceau sont payés par la ville de Louvain (347) à Guillaume De Zwaef, qui reçoit dix *peters* pour le sceau du duc, et à une certaine demoiselle Alice, à laquelle la même somme est versée pour le sceau de Jeanne (348). Qui sont ces personnages ? Guillaume est connu pour avoir été par la suite chambellan de la duchesse (349). Exerçait-il, au début de 1383, les mêmes fonctions auprès du duc ? Alice est une dame d'honneur de la duchesse (350). Il faut supposer qu'à ce moment ces deux personnes avaient chacune la garde d'un petit sceau.

des comptes d'officiers locaux (en 1359, AGR, Comptes en rouleaux, 2437 ; en 1376-1377, *ibid.*, 2443), ou du receveur des droits de relief (AGR, CC, 17.144, fol. 94v°) ; dans d'autres actes il est dit chancelier (une fois, abusivement, «*cancellarius Brabantie*», dans un acte de Wenceslas et Jeanne pour Maastricht, du 9 février 1380, publié par L. CRAHAY, *Coutumes de la ville de Maestricht*, pp. 449-451), ou tout simplement qualifié par un de ses titres ecclésiastiques, comme prévôt de Louvain. Dans les comptes de la recette générale de Brabant, il est assez souvent dit «chancelier».

(343) Ceci vient corriger ce que pensait P. BONENFANT (*Cours de Diplomatique*, 2e éd., t. II, p.88). Mais la situation peut se comparer à celle qui existe à la chancellerie des comtes de Hainaut et de Hollande au milieu du XIVe siècle, où «le titre de chancelier est donné parfois au *sigillifer*» (*ibid.*, p. 87). A la fin du XIVe siècle et au début du XVe siècle, la garde du sceau en Hollande-Zélande est habituellement confiée au Trésorier, qui, lorsqu'il intervient comme scelleur, est souvent indifféremment appelé *sigillifer* ou *cancellarius* (Th. VAN RIEMSDIJK, *De tresorie en kanselarij* ..., p. 204). Notons d'ailleurs aussi que le chancelier de France de l'époque moderne est l'héritier direct au XIVe siècle d'un simple garde des sceaux, et n'a rien de commun avec le chancelier du haut Moyen Age dont l'office fut supprimé à la fin du XIIe siècle (G. TESSIER, *Diplomatique royale française* ..., pp. 134-137).

(344) M. MOULART, *op. cit.*, p. 39.

(345) Sur les cédules en général et sur celle-ci en particulier (AGR, Chartes de Brabant, n° 3139), voir l'article annoncé *supra*, p. 197, n. 313.

(346) AGR, Comptes en rouleaux, 2664.

(347) Pour la «Paix» accordée par Wenceslas et Jeanne à la Ville le 25 janvier 1383 (AV Louvain, 1322). Sur les événements qui ont entraîné cette «Paix», voir le récit des *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 242-250 : voir aussi W. BOONEN, *Geschiedenis van Leuven*, pp. 42-43 ; E. VAN EVEN, *Louvain dans le passé et le présent*, pp. 51-52, et J. CUVELIER, *Les institutions de la ville de Louvain* ..., pp. 258-259.

(348) AV Louvain, 5001 bis, fol. 18v°.

(349) Voir *supra*, p. 163.

(350) Citée comme «demoiselle de la duchesse» dès 1365-1366 (AGR, CC, 2352, p. 144), elle l'est encore au moins jusqu'en 1385-1386 (CC, 2371, p. 19).

Le 7 février 1387, il est fait état d'une autre demoiselle d'honneur, prénommée Jeanne (351), «*qui porte le saiel en or*» (352).

Enfin, dans les dernières années du règne de Jeanne, il se confirme, grâce à des rapports adressés à Philippe le Hardi, candidat à la succession brabançonne, que la garde du sceau de la duchesse est passée entre les mains de ses dames d'honneur, ou de certaines d'entre elles du moins (353).

Ainsi donc, au XIV^e^ siècle, la garde des sceaux n'est pas nécessairement du ressort de la chancellerie *stricto sensu*. Elle a pu s'effectuer dans ce qui a été appelé plus haut le service d'honneur de la duchesse. Ce sera d'ailleurs encore le cas sous les ducs de la branche cadette de Bourgogne, en l'absence de chancelier.

g) *Clercs ou scribes occasionnels.*

Dans certaines occasions, il est fait appel à des scribes extérieurs à la Cour pour grossoyer des actes : c'était assez souvent le cas lorsqu'il fallait, en quelques heures, écrire et expédier plusieurs dizaines de lettres aux prélats, aux nobles et aux villes du duché, notamment pour les convoquer à des réunions d'Etats, ou pour leur faire parvenir certains communiqués (354) ; ce le fut peut-être aussi lorsqu'il s'agissait de fournir plusieurs originaux d'actes fort importants, comme la Joyeuse Entrée de 1356 (355) ; à l'occasion les destinataires pouvaient participer à la confection des lettres ducales les concernant (356).

En conclusion, la chancellerie de 1355 à 1404 paraît encore relativement peu organisée ; elle n'est pas encore tout à fait dégagée de services assez voisins, comme la chapelle (clercs de la chapelle et autres clercs sont souvent mêlés dans

(351) Il peut s'agir soit de Jeanne de Ranst, soit de Jeanne de Laethem, qui sont toutes deux demoiselles d'honneur de la duchesse en 1386-1387 (AGR, CC, 2372, pp. 100 et 120), et dont on sait que toutes deux furent commises plus tard à la garde des sceaux (voir *infra*, n. 353).

(352) AGR, CC, 2658, fol. 194v°. Le «*saiel en or*» est évidemment ici une matrice.

(353) A. GRAFFART et A. UYTTEBROUCK, *Quelques documents inédits* .... L'allusion au fait que deux dames d'honneur gardent les sceaux de la duchesse est contenue dans le texte n° 1 publié dans cette étude (Acte s.d. [fin 1395] : AGR, Chartes de Flandre, 2^e^ série, dans une enveloppe datée «XV^e^ siècle»). Ces deux dames sont Jeanne de Ranst et Jeanne de Laethem, comme le montre un extrait du compte du receveur de Brabant Rémy de Mokenborch, du 31 mai au 11 août 1398 (AGR, CC, 2386, p. 18) : «*It. in jul. gegeven den jouffr. van Ranst ende van Lathem dat sy ummer hebben wouden van Remeys voirs.* [= le receveur lui-même] *van sinen brieven vanden rentmeesterschap te besegelen XX gulden Rijnsch valent XVIII franken IIII s.g. Item.*».

(354) Exemples : «*Item XXVI jan.* [1382] *IIII^or^ scolaribus qui scripserunt litteras dirigendas omnibus militibus et feodalibus patrie, illis de marchionatu exceptis, pro facto inter comitissam Clevensem et Johannem Cluting pendentem, II mut.*» (AGR, CC, 17.144, fol. 138r°) ; «*Item adhuc XVI jan.* [1386], *relacione receptoris Brabantie, IIII^or^ clericis qui omnes litteras duarum dietarum bis festinanter scripserunt prelatis, baronibus, militibus, opidis et ceteris mandatis pro facto precarie ultime pro laboribus suis IIII^or^ franc.*» (*ibid.*, fol. 197r° ; ce dernier extrait est reproduit dans M. MARTENS *L'administration* ..., p. 72, n. 1, mais d'après l'édition, fautive [*dominorum dictorum* pour *duarum dietarum* !] de DE RAM) ; autre exemple encore dans M. MARTENS, *ibid.*, *eod. loco*, etc. — Voir aussi AGR, CC, 2373, p. 112 : «*Item enen clerc die den clerken van der canchelrien vele brieve hadde hulpen scriven over al te sindene over den hertoge van Guylke VII^e^ in decembr.* (1387), ...», etc.

(355) Hypothèse émise par R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst* ..., p. 46.

(356) Exemple dans AV Louvain, 4988, fol. 33r° : «*Item* (en janvier 1364) *van dat II clerke* (de la ville de Louvain) *achter bleven te Brucele om de brieven te scriven ende te seghelen die mijn here de hertoge der stad gaf*....».

des listes de «lettrés» ; majorité d'ecclésiastiques à la chancellerie *stricto sensu*) ; des officiers comptables assez spécialisés se rattachent encore plus ou moins étroitement à elle (clerc de l'épier, clerc des offices, clerc du receveur, clerc des fiefs), tandis que la garde des sceaux n'est pas nécessairement toujours de son ressort ; d'autre part, certains clercs signant les lettres ducales ont accès au Conseil.

Cette situation va se modifier après l'arrivée d'Antoine de Bourgogne en Brabant.

2. *De 1404 à 1430.*

Dès la prise du pouvoir par le jeune Bourguignon, la chancellerie va subir des modifications assez profondes qui peuvent être résumées comme suit :

— la section des clercs de l'Hôtel définie plus haut comme formant la chancellerie *stricto sensu* tend à s'individualiser plus nettement. Les autres clercs perdent, dans l'ensemble, tout lien avec elle (357) ;
— les clercs de la chancellerie portent, dès 1404, le titre de «secrétaire», importé de Flandre-Bourgogne ;
— au même moment, ces secrétaires cessent de jouer un rôle au conseil, tout en continuant néanmoins à remplir, auprès du duc, des fonctions relativement importantes (contacts avec les sujets du prince, participation à des ambassades à l'étranger, ...). Mais, alors qu'avant 1404 il y avait des clercs-conseillers, il n'y aura pas, à partir du gouvernement d'Antoine, de secrétaires-conseillers.
— après quelques tâtonnements, s'installe définitivement dans l'entourage ducal un officier de type nouveau : le chancelier. Ce n'est pas un secrétaire ; c'est un membre du conseil, recruté en dehors de la chancellerie ; il assume la responsabilité du scellage des actes, mais il n'est pas sûr qu'il dirige effectivement les bureaux du duc. A la fin de la période étudiée, il sera aussi, et surtout, chef d'une section permanente du Conseil ducal : la Chambre du Conseil (358).

Examinons rapidement quelques aspects de cette évolution (359).

a) *Les secrétaires.*

Comme les clercs de la chancellerie *stricto sensu* de la période précédente, les secrétaires sont relativement peu nombreux (360). A l'exclusion de Guillaume de Scadewijck, tous les clercs-signataires de la fin du gouvernement de Jeanne sont passés au service d'Antoine. Seul Guillaume Bont est resté à la disposition de la vieille duchesse jusqu'au décès de celle-ci, après quoi il a rejoint ses collègues à la chancellerie d'Antoine (361).

(357) Pour les nuances à apporter à cette affirmation, voir ci-dessous.
(358) Voir *infra*, IIe partie, chap. VI.
(359) Rappelons que, pour le règne d'Antoine, l'on dispose du travail, resté malheureusement inédit, de Mme P. [Lorea-]Paquet, *Etude diplomatique des actes d'Antoine.*
(360) Voir Annexe III, A, 4.
(361) Comme secrétaire de Jeanne, voir AGR, CC, 2392, fol. 207v°, CC, 2393, fol. 97r°, CC,

Le prince lui-même n'introduisit que deux nouveaux éléments : Jean Le Marchant (362) et Roger de Wonsel (363).

Par la suite, le nombre des secrétaires se maintint toujours entre quatre et sept. Parmi eux, quelques fortes personnalités, comme Guillaume Bont (364) et Edmond de Dynter, le chroniqueur (365), dont la carrière suffit à montrer que, s'il n'y a plus de confusion entre secrétaires et conseillers, les premiers n'en continuent pas moins à exercer une influence considérable sur la vie politique du duché.

La proportion des ecclésiastiques au sein de ce groupe est moins importante qu'à l'époque précédente (366).

Une certaine tendance à une relative spécialisation des fonctions semble se dessiner, mais elle n'offre rien de systématique, et il importe de bien s'entendre à ce sujet. S'il est exact que certaines tâches paraissent être habituellement du ressort d'un secrétaire bien déterminé (ainsi, sous Antoine, Jean Le Marchant accompagne généralement le duc dans ses déplacements et se charge des relations avec les Etats bourguignons, sans doute parce qu'il est de langue française ; Guillaume Bont travaille surtout dans les bureaux de Bruxelles ; Jean van den Opstal s'occupe des rapports avec les villes ; Edmond de Dynter des relations avec l'étranger) (367), il est tout aussi vrai qu'il n'y a là rien d'absolu, et que n'importe quel secrétaire peut en définitive traiter n'importe quelle affaire, ceci à trois exceptions près :

— l'un des secrétaires se voit confier la garde des livres de fiefs. En fait, il s'agit plutôt d'un cumul. L'ancien office de clerc des fiefs n'a pas été supprimé, mais il est exercé par un des employés de la chancellerie, qui, en dehors de ses fonctions de greffier féodal, est un secrétaire comme les autres, ainsi qu'on le verra plus loin ;

1785, fol. 29r°. — Le 29 décembre 1406, il est officiellement admis parmi les secrétaires d'Antoine (voir AGR, Chartes de Brabant, à la date, et CC, 45673, fol. 25r°).

(362) On ignore tout de sa carrière avant son arrivée en Brabant, à la suite d'Antoine (P. PAQUET, *op. cit.*, p. 35). Peut-être s'agit-il du Jean Marchant qui fut, vers 1400, clerc de maître Jean de la Keythulle, secrétaire de Philippe le Hardi (ACO Dijon, B 1519, fol. 15r°).

(363) D'après un long exposé de lettres d'Antoine du 23 août 1410, connues seulement par une mention étendue dans AGR, CC, 2395, fol. 330-331r°, Roger de Wonsel aurait été au service de Jeanne avant 1404. En réalité, il ne figure jamais à un titre officiel quelconque dans les comptes de la recette de Brabant. Il était chanoine de Cambrai, et c'est Marguerite de Male elle-même qui lui demanda d'entrer au service d'Antoine comme secrétaire pour les affaires criminelles. Roger accepta, et dut renoncer de ce fait à son état ecclésiastique (*ibid.*, *eod. loco*). Par la suite, il se maria (sur sa carrière, voir P. PAQUET, *op. cit.*, pp. 31-34) et eut même un enfant dont le duc Antoine fut parrain («*... om een gobblet silverin vergult dwelc mijn heere gaf den kinde meester Rutgeers van Wonsel dwelc mijn heere hief uten vunten, XI l.* ; compte de 1407-1408, AGR, CC, 2394, fol. 186v°).

(364) Biographie retracée par F. BAIX, dans le *Dictionnaire d'Histoire et de Géographie ecclésiastiques*, t. IX, col. 1112-1113.

(365) Voir l'Introduction de la *Chronique*, éditée par P. DE RAM (t. I), et le résumé qu'en donne P. RENOZ, *La Chancellerie ...*, pp. 79-81.

(366) Sont ecclésiastiques : Guillaume Bont, Jean van den Opstal et Jean Le Marchant (Marchand). Roger de Wonsel l'était avant de devenir secrétaire, mais dut renoncer à son état en entrant au service du duc de Brabant (voir *supra*, n. 363).

(367) P. PAQUET, *op. cit.*, pp. 17-18 et 36.

— l'arrivée au pouvoir d'Antoine voit la création d'un office de greffier criminel, confié d'abord à Roger de Wonsel (368) et plus tard à Ambroise de Dynter (369) ;
— enfin, à partir de 1421, il est question de secrétaires signant en finances.

Ce dernier point, particulièrement important (370), mérite quelque développement.

C'est dans une instruction donnée le 19 novembre 1421 par Jean IV à la Chambre des Comptes de Bruxelles qu'il est question pour la première fois de réserver à un secrétaire ou à deux tout au plus le soin de rédiger et de signer les lettres de finances (371).

Cette mesure, qui vise à renforcer le contrôle en matière financière, pourrait, si l'on s'en tenait au seul exemple brabançon, être mis au compte de la victoire remportée par les Etats sur le duc au début de cette même année 1421 (372). Il ne faut toutefois pas se hâter de conclure dans ce sens. de tels secrétaires signant en finances existaient en effet déjà à la chancellerie française (373) et à la chancellerie bourguignonne (374).

La nouvelle disposition sera par la suite rappelée dans les commissions des receveurs de Brabant successifs (375). Fut-elle réellement appliquée ? Il n'est pas

(368) Voir ci-dessus, n. 363. R. de Wonsel figure comme secrétaire «*pour le sang*» dans l'instruction sur l'Hôtel du 18 mars 1407 (P. KAUCH, *L'organisation*..., p. 193, point 5). On est mal renseigné sur la nature de cet office (P. PAQUET, *op. cit.*, p. 32). Roger de Wonsel est encore mentionné comme «*secretaris van den blode*» en même temps qu'Ambroise de Dynter le 6 octobre 1427. Ce jour-là, le duc Philippe de Saint-Pol leur accorde à tous deux une rente de 50 francs par an sur les revenus de Postel, rentes qu'ils auront à se partager jusqu'au décès de Wonsel, après quoi la totalité de la rente sera perçue par Ambroise de Dynter (AGR, CC, 5254, dépenses, pensions viagères).

(369) Cité comme «*secretaris ende clerc van den bloede*» dans les ordonnances sur l'Hôtel de 1427 et d'avril 1429 (voir au début de ce chapitre). Il faut donc corriger sur ce point P. RENOZ (*op. cit.*, p. 81) qui croyait qu'Ambroise de Dynter n'était entré en fonctions à la chancellerie de Brabant qu'en 1431. Ambroise était le fils du chroniqueur Edmond de Dynter.

(370) L'on sait qu'en France, les «secrétaires des finances», qui apparaissent à la fin du XIVe siècle, sont les ancêtres des «ministres» que seront, à partir du XVIe siècle, les secrétaires dits d'Etat (voir G. TESSIER, *Diplomatique royale française*, pp. 162-163, G. ZELLER, *Les institutions de la France*..., p. 118, F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. II, pp. 87-88).

(371) AGR, Chartes de Brabant, 19 novembre 1421. L'article 9 est rédigé comme suit : «*Item men sal eenen secretarijs off twee ten hoochsten last geven brieve van financien te maken ende nyemant anders ende dat men den lieden vander rekeningen sal bevelen dat si voirtaen anders gheene brieven en liden dat die ghene die geteikent sijn vanden eenen van dien tween secretarissen*».

(372) Voir *infra*, p. 512.

(373) Voir ci-dessus, note 370.

(374) J. RICHARD, *Les institutions ducales dans le duché de Bourgogne*, dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. I, p. 224. A la Cour de Bourgogne, il y avait un secrétaire signant seul en finances au moins depuis 1416. Par la suite, ce personnage reçut aussi le titre d'«audiencier du scel du secret» (*ibid.*, *eod. loco*, et H. NELIS, *Catalogue des chartes du sceau de l'Audience*, pp. XIX-XX).

(375) Commission de Gérard van der Zijpe, 11 août 1422 (AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 1-3r°) ; de Jean de Winghe, 1er août 1423 (CC, 2405, fol. 2-3) ; de Jean Bailliaert, 24 juillet 1429 (CC, 2408, 1er compte, fol. 1-3, où il est dit que, *sur avis du receveur de Brabant*, le duc doit désigner deux secrétaires qui seuls rédigeront les lettres de finances).

	Edmond de Dynter		Pierre van der Hagen		Henri van Amersoyen		Gérard de Baussel		Dreux de la Vacquerie		Ambroise de Dynter		Jean Le Marchand	
	J. IV	S. POL	J. IV	S. POL	J. IV	S. POL	J. IV	S. POL	J. IV	S. POL	J. IV	S. POL	J. IV	S. POL
Commissions à la recette générale de Brabant (receveurs ou f.f.)	2 (376)	2 (377)								1 (378)				
Commissions de receveurs locaux		2 (379)		3 (380)								1 (381)		
Commissions de maître de l'épier		1 (382)												
Ordres de payement adressés au receveur de Brabant	5 (383)	1 (384)			1 (385)		1 (386)				1 (387)			
Ordres de payement adressés aux officiers locaux		2 (388)		2 (389)			2 (390)							
Reconnaissances de dettes, promesses de payement et de dédommagement	2 (391)				1 (392)		5 (393)						1 (394)	
Assignations de dettes sur des revenus ducaux							1 (395)						1 (396)	
Emprunts, cautions	2 (397)						1 (398)							
Aides		1 (399)												
Quittances (en matière d'aides)	2 (400)				2 (401)		1 (402)							
Quittances diverses	1 (403)		1 (404)											
Privilèges d'exemptions		1 (405)												
Rentes	2 (406)	1 (407)	1 (408)											
Monnaie		3 (409)										1 (410)		
Mandements aux auditeurs des comptes	2 (411)	2 (412)			3 (413)							2 (414)		
Divers	1 (415)			1 (416)			3 (417)					1 (418)		
Totaux par période	19	16	2	6	7	-	14	-	-	1	1	5	2	
TOTAUX GENERAUX	35		8		7		14		1		6		2	

(376) 11 août 1422 : AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 1-3r° (autre copie : CC, 10, fol. 57-60) ; 1er août 1423 : CC, 2405, fol. 2-3.

(377) 10 novembre 1427 : AGR, CC, 2407, fol. 2-4r° (autres copies : CC, 5, fol. 11-16 et CC, 10, fol. 526-528r°) ; 7 avril 1428 : CC, 1792, fol. 1.

(378) 15 avril 1428 : AGR, CC, 1793, fol. 1.

(379) 25 novembre 1428 : AGR, CC, 5, fol. 62 ; 8 juin 1430 : CC, 4758, 1er compte, fol. 1v°-2r° (autre copie : CC, 11, fol. 157).

(380) 4 septembre 1429 : AGR, CC, 4584, 2e compte, fol. 1 ; 20 février 1430 : CC, 4481, fol. 1 ; 31 mai 1430 : CC, 4733, 27e compte, fol. 1.

(381) 30 mai 1430 : AGR, CC, 4016, 7e compte, fol. 1v°-2r°.

(382) 26 juillet 1429 : AGR, CC, 2435, fol. 1.

(383) 21 mai 1422 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; 11 juillet 1425 : Koninklijk Huisarchief La Haye, Inv. n° 2, n° 181, orig. ; 11 juillet 1425 : AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 97v°-98r° ; 26 août 1425 : Chartes de Brabant, orig. ; 7 octobre 1425 : *ibid.*, orig.

(384) 3 décembre 1429 : AGR, Chartes de Brabant, orig.

(385) 28 décembre 1422 : AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 42r°.

(386) 5 août 1425 : AGR, CC, 12, fol. 138-140.

(387) 12 mars 1427 : AGR, Chartes de Brabant, orig.

(388) 9 mai 1430 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; 10 juillet 1430 : *ibid.*, orig.

(389) 24 novembre 1437 (deux actes) : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, Ie deel, Inv. n° 1299 (Reg. 1235 et 1236).

(390) 5 août 1425 (deux actes) : AGR, CC, 12, fol. 138-140.

(391) 17 décembre 1424 : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 2e deel, Anna van Buren, Inv. n° 1142 (Reg. 703) ; 20 mai 1425 : AGR, Chartes de Brabant, orig.

(392) 7 février 1425 : AGR, CC, 12, fol. 133v°-135r°.

(393) Deux actes du 2 mars 1425 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; un autre acte de la même date : CC, 12, fol. 114v°-116r° ; deux actes du 26 août 1425 : *ibid.*, fol. 136v° et 137v°.

(394) 15 mars 1427 : AGR, Chartes de Brabant, copie.

(395) 4 mars 1425 : AGR, CC, 12, fol. 122v°.

(396) 30 avril 1424 : AGR, Chartes de Brabant, copie.

(397) 3 avril 1425 : *ibid.*, orig. ; 7 juin 1425 : *ibid.*, orig.

(398) 5 août 1425 : AGR, CC, 12, fol. 137r°.

(399) 8 octobre 1428 : AGR, CC, 15.720, 7e compte, fol. 1v°-2.

(400) 7 juillet 1422 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; 23 avril 1423 : *ibid.*, orig.

(401) Deux actes du 11 juin 1425 : AGR, CC, 12, fol. 127 et 127v°-128r°.

(402) 27 décembre 1424 : AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 363.

(403) 11 mai 1422 : AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 535 II, fol. 11r°.

(404) 29 août 1426 : AGR, CC, 24.674.

(405) 31 août 1429 : éd. *Privilèges des chevaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem dit de Malte*, pp. 8-10.

(406) 31 décembre 1422 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; 31 décembre 1426 : *ibid.*, orig.

(407) 4 avril 1430 : *ibid.*, orig.

(408) 31 juillet 1424 : *ibid.*, copie dans des lettres réversales de la même date.

(409) 14 décembre 1429 : AGR, CC, 18.065, fol. 2v°-3 ; 10 mai 1430 : Chartes de Brabant, orig., édit. par C. Piot dans la *Revue de la Numismatique belge*, t. I, pp. 136-144 ; en annexe à un compte rendu ; autre acte du 10 mai 1430 : CC, 18.066, fol. 1-2r°.

(410) 26 août 1429 : AGR, CC, 18.065, fol. 1-2.

(411) 2 janvier 1424 : AGR, Chartes diverses, orig. ; 27 février 1424 : Chartes de Brabant, orig.

(412) 1er janvier 1430 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; 3 août 1430 ; CC, 18.065, fol. 3v°.

(413) 5 juillet 1422 : AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 30v°-31r° ; deux actes du 26 avril 1426 : Chartes de Brabant, orig., et CC, 2405, fol. 3v°.

(414) 22 mai 1430 : AGR, Chartes de Brabant, orig. ; 30 mai 1430 : CC, 5470, 8e compte, annexe, orig.

(415) 29 décembre 1421 : édité par VAN MIERIS, *Groot Charterboek*, t. IV, p. 610 (par erreur, J. de Dynter).

(416) 24 mai 1430 : AV Anvers, Coffre aux privilèges, k, 201, orig.

(417) 19 novembre 1421 : AV Louvain, 2575, orig. ; 5 janvier 1425 : AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 364, orig. ; 1er mars 1425 : AGR, CC, 12, fol. 117-118r°.

(418) 15 juillet 1430 : AGR, CC, 11, fol. 170.

très aisé de s'en persuader. Tout d'abord, aucun texte ne nous apprend quels sont les secrétaires qui furent chargés de rédiger et de signer les lettres de finances. Il faut donc tenter de retrouver leurs noms à partir des documents eux-mêmes. Encore faut-il disposer des originaux ou de copies reproduisant la mention de chancellerie avec la signature du secrétaire. Mais alors se présente une autre difficulté. Nulle part, il n'est jamais précisé ce qu'il faut entendre par «lettres de finances». Sont-ce uniquement les actes par lesquels le prince ordonnait d'effectuer une dépense ? Ou faut-il y inclure les ordonnances à implications financières, et les nominations de receveurs locaux par exemple ?

En l'absence d'indications claires, nous avons repris, dans le tableau des pages 208-209, un certain nombre de catégories possibles d'actes qui peuvent être considérés comme touchant aux matières financières, et les noms des secrétaires qui les ont signés, avec le nombre de signatures relevées pour chacun d'entre eux, en distinguant d'une part la période qui va de novembre 1421 à la mort de Jean IV, et de l'autre, le règne de Philippe de Saint-Pol.

De l'examen de ce tableau se dégage l'impression que les dispositions édictées en 1421 et répétées par la suite n'ont pas été très scrupuleusement respectées. Toutefois il appert que sous Jean IV, malgré quelques exceptions, les actes présentant un intérêt financier ont été signés par deux secrétaires, Edmond de Dynter et Gérard de Baussel, tandis que sous Philippe de Saint-Pol, trois noms se détachent, celui surtout d'Edmond de Dynter, toujours lui, et ceux de son fils Ambroise, et de Pierre van der Hagen, en sorte que l'auteur de la «Chronique des ducs de Brabant» apparaît en définitive comme le principal secrétaire signant en finances.

Après 1430, le recul de la chancellerie brabançonne au rang de bureau régional entraîne la disparition des secrétaires des finances, qui ne se maintiendront qu'au sein de la grande chancellerie des ducs de Bourgogne.

b) *Le chancelier.*

Les années 1404-1430 voient naître, après plusieurs péripéties, l'office de chancelier tel qu'il se perpétuera à l'époque moderne.

De 1364 à 1381, Wenceslas et Jeanne avaient eu un «chancelier», Jean de Luxembourg, mais c'était avant tout un clerc-signataire des lettres ducales qui, de plus, s'était vu confier la garde des sceaux. Après 1381, cette dernière avait de nouveau échappé à la chancellerie pour être assurée par des membres du service d'honneur du prince (419).

On ne sait rien de précis pour les premières années du gouvernement d'Antoine. Le 5 mars 1408, par contre, le duc nomme un de ses conseillers, Pierre de Camdonc, docteur ès lois, en qualité de chancelier (420).

Comment peut-on caractériser le nouvel officier ?

Contrairement à Jean de Luxembourg, Camdonc n'était pas secrétaire, mais uniquement conseiller ducal, fonction qu'il remplissait d'ailleurs déjà en 1407. Il faisait de plus figure de conseiller permanent et, à ce titre, il était souvent amené

(419) Voir *supra*, pp. 203-204.

(420) A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 8 et n. 1. — Voir aussi Annexes I et II.

à exercer une certaine activité à Bruxelles lorsque le duc se trouvait à l'étranger (421). Il est toutefois inexact d'en faire un «premier ministre» du prince (422), ou un «premier conseiller» dont le rôle aurait été de loin plus important que celui de tous ses collègues (423). En effet, deux de ceux-ci, au moins, manifestèrent une activité égale, si pas supérieure, à la sienne : Jean de Schoonvorst et Guillaume Blondel. La seule caractéristique de Camdonc est, il faut y revenir, la régularité et la continuité de sa présence aux affaires. Il n'y a dès lors plus lieu de s'étonner de la qualité du titulaire choisi pour un tel office (424). En s'adressant à un légiste plutôt qu'à un membre de la haute noblesse, Antoine s'assurait la collaboration d'une personne capable de se consacrer exclusivement à son service, alors qu'un noble d'un certain rang, propriétaire d'un vaste domaine, aurait pu se laisser distraire en partie par le souci de ses intérêts privés. En attirant à lui l'ancien président du Conseil de Flandre, le duc s'adressait à une «compétence» bien au courant du rôle qu'on désirait lui voir jouer (425).

Ce n'est qu'après la mort de Jean IV que le chancelier sera, en Brabant, président de la Chambre du Conseil ; il n'aurait pu l'être sous Antoine, puisque, pendant le règne de ce prince, un tel organisme ne fut jamais réellement mis sur pied (426).

Le chancelier fut-il aussi, sous Antoine, chef de la chancellerie ? Nous sommes très mal renseignés sur ce point. Pas plus que dans le cas de Jean de Luxembourg, il n'y a de traces d'une autorité directe exercée par Pierre de Camdonc sur les secrétaires. Tout au plus peut-on signaler qu'il appose son «visa» aux lettres patentes solennelles (427).

Enfin, Pierre de Camdonc fut aussi responsable du scellage des actes, et sans doute garde des sceaux ou d'une partie de ceux-ci (428).

(421) Voir *infra*, pp. 410-415.

(422) Ce que fit H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. ill. t. I, p. 450, repris par P. RENOZ, *La Chancellerie* ..., p. 21. L'expression est tirée de A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. II, p. 165, mais ne vaut, et encore, que pour l'époque moderne.

(423) Ce que pense Mme P. PAQUET, *op. cit.*, p. 10.

(424) Si le chancelier avait véritablement été «premier ministre» ou «premier conseiller», le fait de choisir un légiste étranger de préférence à un noble brabançon aurait certainement traduit la volonté politique du prince d'abaisser la noblesse locale, ce qui ne correspond pas du tout à ce que l'on sait du rôle joué par celle-ci de 1404 à 1430.

(425) Dans le cas précis de Pierre de Camdonc, il faut même se demander si sa nomination comme chancelier n'est pas une *conséquence* du désir d'Antoine de s'attacher définitivement les services de ce juriste. En effet, Camdonc est conseiller d'Antoine dès 1407. A ce moment il est encore, en même temps, président du Conseil de Flandre. Se consacrer exclusivement au service du duc de Brabant impliquait la renonciation à ce poste. Le titre de chancelier a fort bien pu être offert à Camdonc pour prix de cette renonciation. De plus, en rétablissant un chancelier-garde des sceaux, le duc, contrairement à ce qu'on a parfois prétendu, rencontrait les désirs des Etats de Brabant (voir *infra*, IIIe partie, chap. II, p. 486).

(426) Voir *infra*, IIe partie, chap. VI, pp. 406-407.

(427) P. PAQUET, *op. cit.*, p. 9. — Les lettres patentes solennelles étaient scellées sur lacs de soie rouge et verte (nouveauté introduite par Antoine ; — voir *ibid.*, pp. 119 et ssqq.). — Exemples de lettres originales avec «*visa*», placé sur le repli, à droite : privilège pour Halen, du 29 novembre 1408 (AGR, Chartes de Brabant) ; privilèges pour Merchtem, du 30 novembre 1409 (*ibid.*).

(428) P. PAQUET, *op. cit.*, p. 9, en fait, sans restriction, le garde du sceau. Mais la question se pose de savoir de quel sceau, ou de quels sceaux, il avait réellement la garde. Le grand sceau ? Le petit

Après sa mort, en 1412, le titre de chancelier ne fut plus conféré jusqu'en 1427.

Sous Philippe de Saint-Pol, l'emploi fut rétabli et confié successivement à Jean Bont et à Ghislain de Sart, deux ecclésiastiques. A ce moment, le chancelier se caractérise par trois traits principaux :

— il est, comme en 1408-1412, conseiller ducal, et pas secrétaire ; la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol fait même de la qualité de conseiller une condition *sine qua non* pour devenir chancelier ou scelleur (429) ;
— il a la garde des sceaux et est responsable du scellage des actes ducaux (430) ;
— il préside la Chambre du Conseil, c'est-à-dire la partie du Conseil que le duc charge d'expédier les affaires courantes, et notamment la justice (431).

En réalité, ce qui définit véritablement le chancelier à partir de 1427, c'est la réunion en une personne de deux fonctions bien déterminées : celle de scelleur et celle de président de la Chambre du Conseil. Etait-ce là une réelle nouveauté pour le Brabant ? Pas à vrai dire car, à la fin du règne de Jean IV déjà, un personnage avait exercé cette double activité : Corneille Proper, prévôt de Cambrai, scelleur depuis juillet 1425 au moins (432), alors qu'il était déjà membre de la Chambre du Conseil qu'il présida de fait par la suite, et certainement à partir de la fin de l'année 1425-1426 (433). Mais Proper ne porta jamais officiellement ni le titre de président ni celui de chancelier.

sceau aussi ? Ce dernier, uniquement quand le duc était en Brabant ? Un chambellan tenait-il le petit sceau quand Antoine était en voyage ? A un moment au moins, il semble y avoir eu deux petits sceaux, l'un dit «sceau secret» et voyageant en compagnie du duc (c'est le sceau que Mme PAQUET, *op. cit.*, pp. 98-99, décrit sous le n° 4 ; il est apposé à un acte donné à Lille, le 9 août 1409, et annoncé comme «*seel secret*» mis «*en labsence de cellui que nostre chancelier porte*» ; voir AGR, Chartes de Brabant, à la date). Le problème, on le voit, n'est pas simple et, dans l'état actuel de nos connaissances, il n'est pas permis de répondre d'une manière définitive aux questions posées plus haut. En fait, on n'est sûr que d'une chose : le chancelier était responsable du scellage des actes établis dans la ville où il se trouvait. C'est la conclusion que l'on peut tirer des mentions de chancellerie, où le chancelier est toujours cité à la deuxième personne. C'est donc à lui que cette mention est destinée.

(429) La Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol (23 mai 1427) est connue par trois originaux, qui furent délivrés aux villes de Louvain (AV Louvain, 1354), d'Anvers (AV Anvers. Coffre aux privilèges, h, 195) et de Léau (AGR, Greffes scabinaux de l'arrondissement de Louvain, 3876[5], n° 78), et par plusieurs copies (voir notamment A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, ms). Edition de l'acte dans *Placcaeten ... van Brabandt*, t. I, pp. 145-152.

(430) Ses obligations en tant que scelleur sont précisées par la même Joyeuse Entrée.

(431) Sur ce point précis, voir *infra*, II[e] partie, chap. VI. — Au XVII[e] siècle encore, la conscience ne s'était pas perdue de ce que la caractéristique du chancelier de Brabant était de réunir en ses mains les qualités de «*cheff du conseil*» et de «*garde des sceaux*» (voir un manuscrit anonyme rédigé entre 1626 et 1649, alors que Ferdinand de Boischot était chancelier, AGR, Mss Divers, 2094, 1[er] fol., numéroté 186 ; l'auteur de ce manuscrit écrit précisément que «*l'estat de chancelier, comme il est a present cheff du conseil et garde des seaux n'at esté en vogue devant Jean Bont, qui fut le premier chancelier quand le conseil fut institué*», ce qui, si l'on veut tenir compte de ce que nous écrivons ci-dessous à propos de Corneille Proper, et plus loin, II[e] partie, chap. VI, au sujet de la Chambre du Conseil, est assez exact).

(432) *Brabantse Yeesten*, t. III, p. 607. — Voir aussi AGR, CC, 2406[1], fol. 29v° et 78.

(433) A. UYTTEBROUCK, *Les origines ...*, p. 1156.

Quant au rôle purement administratif du chancelier au sein de la chancellerie, nous restons toujours aussi mal informés que pour l'époque précédente. Tout au plus pouvons-nous supposer que, de même qu'il sera tenu de le faire sous Philippe le Bon (434), il vérifiait les lettres patentes avant de les sceller.

Que savons-nous du scellage et de la garde des sceaux entre 1412 et 1425 ? Peu de chose en vérité. En septembre 1412, Guillaume Blondeel, conseiller et premier chambellan, semble avoir joué un rôle dans ce domaine (435). A la fin du règne d'Antoine, c'est Arnoul de Crainhem, autre conseiller ducal n'exerçant, quant à lui, aucune fonction à l'Hôtel, qui paraît avoir rempli l'office de scelleur (436).

Pour les trois premières années du règne de Jean IV, nous ne savons rien. Un scelleur ne réapparaît qu'en 1418. C'est Jacques de Gaasbeek, encore un conseiller ducal sans autre affectation précise à la Cour (437). Puis, le 30 avril 1420, Jean IV commet à la garde de ses sceaux Nicolas Colensone, un autre conseiller, membre de la Chambre du Conseil instituée le 27 avril précédent. Celui-ci se voit contraint d'abandonner son office après sa condamnation à l'exil par les Etats, le 15 août suivant. Après la révolution de 1420-1421, les trois Etats, qui s'étaient assuré le contrôle du gouvernement, confièrent à un baron du Conseil, Jean de Schoonvorst, la garde des sceaux. Schoonvorst est connu comme scelleur jusqu'en 1422, après quoi, il faut attendre trois ans pour apprendre que le scellage est aux mains de Corneille Proper dont il a été question plus haut(438).

De tout ceci, il résulte que le scellage n'a été du ressort d'un chancelier en titre que pendant sept ans (1408-1412 et 1427-1430) sur vingt-six. En l'absence de chancelier, le scelleur fut toujours un conseiller ducal. Comme le chancelier, lorsqu'il y en avait un, était lui aussi membre du Conseil, il est permis de généraliser et de constater que, depuis l'arrivée au pouvoir des Bourguignons, le

(434) P. RENOZ, *La chancellerie* ..., pp. 26-29.

(435) Le 26 septembre 1412, un messager est envoyé à Guillaume Blondeel avec des lettres patentes d'Antoine à faire sceller (AGR, CC, 2396II, 1er compte, fol. 117r°). Du vivant de Pierre de Camdonc, Blondeel paraît déjà avoir eu quelque responsabilité dans la garde d'un ou de plusieurs sceaux, ainsi que l'indique un extrait d'un compte du receveur ducal de Bruxelles, du 24 juin 1411 au 3 janvier 1412 (AGR, CC. 4165, 2e compte, fol. 43v°) : «*Vrancken den sloetmakere van eenre bussen met enen slote ende een let dair aen gedrijlt dat Blondeel maken dede mijns heeren zegele in te slutene*». Le seul premier chambellan connu du duc de Brabant était-il expressément chargé à ce moment de la garde du petit sceau (équivalent brabançon du sceau du secret des Bourguignons de la branche ainée, lequel sceau était conservé par le premier chambellan du duc de Bourgogne ; voir G. HUYDTS, *Le premier chambellan* ..., p. 265) ?

(436) Le 28 septembre 1414, 5 florins du Rhin sont payés à un messager louvaniste «*van dat hi reet van Antwerpen tot Ouden ane here Arde van Crayenheem, riddere, omme de vors, brieve* [il s'agit de lettres ducales] *te besegelen te II stonden ende de vort te Loven te brengen, voere sijne conste ende loene* (AV Louvain, 5019, fol. 18r°). — Le 6 mars et le 5 juillet 1415, d'autres lettres ducales sont envoyées à Arnoul de Crainhem «*om die te doen bezegelen*» (AGR, CC, 2398, fol. 96r° et 99v°).

(437) Pour la garde des sceaux sous Jean IV, voir A. UYTTEBROUCK, *Deux sceaux inédits* ..., pp. 197-198. — On possède le texte de la commission du seul Nicolas Colensone (nommé le 30 avril 1420 ; AGR, CC, 10, fol. 443v°) ; il y est simplement dit que le scelleur (*segeler*) doit «visiter» puis sceller les lettres ducales «*ende alle andere saken ... doen die een goet getruwe segeler doen mach ende sculdich is te doen*», sans autres précisions.

(438) En 1423-1424 et en 1424-1425, on sait que le secrétaire Gérard de Baussel était chargé de la recette des droits du sceau (AGR, CC, 2405, fol. 32r° et 178r°).

scellage fut toujours confié à un conseiller du prince (439). Il apparaît ainsi que cette opération se pratiquait en dehors du «secrétariat» ducal.

D'autre part, il n'a pas été possible de montrer que le chancelier jouait un rôle quelconque de «chef des secrétaires» du duc. De sorte que le chancelier des ducs de Brabant, au début du xv^e siècle, se présente surtout comme un conseiller assidu du prince — simple conseiller permanent sous Antoine, puis chef de la section permanente du Conseil sous Philippe de Saint-Pol — chargé d'une responsabilité particulière, le scellage des actes (peut-être après vérification de ceux-ci).

Ces attributions sont à l'origine de celles du chancelier de Brabant de l'époque moderne. Il n'est donc pas tellement étonnant de constater que celui-ci exerça surtout un rôle politique (440).

Si l'on résume, en la schématisant, l'histoire des chanceliers de 1355 à 1430, on aboutit aux conclusions suivantes : le chancelier est

— en 1356, un *clericus cancellarie* ;
— de 1364 à 1381, un secrétaire-conseiller-scelleur ;
— de 1408 à 1412, un conseiller permanent-scelleur ;
— de 1427 à 1430, un conseiller permanent-président de fait de la section permanente du Conseil (Chambre du Conseil)-scelleur.

Jamais il n'apparaît à coup sûr comme le chef effectif de la chancellerie.

Dès lors, une comparaison vient à l'esprit : lorsque, après 1404, n'étant plus secrétaire du duc, le chancelier cesse d'avoir un rapport organique étroit avec la chancellerie, il se trouve, *mutatis mutandis*, à l'égard de celle-ci dans la même position que les chambellans du xv^e siècle par rapport à la Chambre, que les écuyers-échansons par rapport à la Bouteillerie, ... Comme les autres, cet officier semble s'être détaché de l'office auquel il doit son nom.

c) *Le clerc des fiefs.*

A première vue, la nature des fonctions du clerc des fiefs ne se transforme pas de manière profonde avec l'avènement des Bourguignons en Brabant. Cet officier est toujours gardien des livres de fiefs (441) et receveur des droits de relief.

(439) Cette pratique fut érigée en règle dans la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol. La stipulation fut reprise dans la Joyeuse Entrée de Philippe le Bon (voir P. RENOZ, *La Chancellerie* ..., p. 23).

(440) H. NELIS, *Catalogue* ..., p. XV, montre que le chancelier du duc de Bourgogne présentait les mêmes caractéristiques, et que, lui non plus, ne pouvait être considéré comme le chef *effectif* de la chancellerie. «Il ne semble pas», écrit H. Nelis, «que, dans ce domaine [= celui des travaux d'écriture et d'expédition de lettres patentes], son rôle ait jamais dépassé celui de la garde du grand sceau ducal.»

(441) Pendant un certain temps, il semble que les registres de fiefs aient cependant été conservés à la Chambre des Comptes. En effet, le 17 novembre 1417, au moment de la nomination de Renier Mours comme clerc des fiefs, Jean IV ordonne aux gens de la Chambre des Comptes de remettre tous les registres de fiefs dont ils avaient la garde jusqu'alors, au nouveau clerc (AGR, CC, 28, fol. 69). Mais on ne sait depuis quand la Chambre assurait cette garde. En 1408, au moment de la nomination de Pierre van Halle comme clerc des fiefs, le livre des fiefs était encore commis à la garde de celui-ci (voir CC, 17.145, fol. 129).

Pour le XVe siècle, un léger changement dans la rédaction des actes permet de compléter le tableau de son activité : les actes de la Cour féodale (442) sont, à partir de 1404, généralement munis d'une mention de chancellerie, qui se limite à une formule de commandement («Par Madame la duchesse», «Par Monseigneur le duc») (443) et à la signature d'un secrétaire, ou plutôt du clerc des fiefs (444), ce qui permet de dire que celui-ci faisait figure de greffier de la Cour féodale et avait le monopole de la rédaction et de l'expédition des actes passés devant celle-ci (445).

Si l'on examine plus en détail son activité en tant que receveur des droits de relief, il appert que la nature de ses fonctions s'est modifiée d'une manière assez sensible. Nous avons vu qu'au XIVe siècle, sa recette alimentait une caisse indépendante de la recette générale de Brabant (446). Il n'en va plus de même après 1406. A partir de ce moment, seules des dépenses d'office sont encore effectuées par le clerc des fiefs sur le produit de sa recette. Le solde est versé au receveur général (447), de sorte que la recette des droits de relief se trouve dès lors placée, par rapport à la recette générale de Brabant, dans la même situation que les autres recettes particulières.

(442) Il s'agit toujours uniquement des actes de juridiction gracieuse (transports et reliefs de fiefs existants ; exemples : AGR, Chartes de Brabant, 28 février 1405, 17 avril 1405, 17 juin 1405, 18 avril 1411, etc.). Les autres actes en matière féodale (création de fiefs, dons de fiefs par le prince, juridiction contentieuse, mandements, ...) sont en général passés devant le duc et son Conseil (exemples : Chartes de Brabant, 17 octobre 1404 ; CC, 11, fol. 259 ; Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 2, deux actes du 2 février 1411 ; CC, 8, fol. 348v°, etc.). — Les nominations du clerc des fiefs sont aussi décidées en dehors de la Cour féodale et éventuellement en présence du Conseil (22 février 1408, nomination de Pierre van Halle, AGR, CC, 17.145, fol. 129 ; 31 octobre 1418, nomination d'Henri van Amersoyen, CFB, 396, fol. 9 : pour ces deux cas, ni hommes de fief ni conseillers mentionnés comme présents ; — 17 novembre 1417, nomination de Renier Mours, CC, 17.145, fol. 207, plusieurs conseillers présents au commandement).

(443) Rappelons que Jeanne continua à présider la Cour féodale jusqu'à sa mort en 1406 (voir *supra*, p. 142).

(444) Actes signés par Pierre Braeu : AGR, Chartes de Brabant, 28 février 1405, 17 juin 1405 ; — par Pierre de Halle : *ibid.*, 18 avril 1411 ; — par Henri de Amersoyen : AGR, La Haye, Nassause Domeinraad, 2e deel, Inv. n° 1160, Reg. 655, acte du 25 mars 1419 ; AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 40v°-41r°, acte du 26 mars 1419 ; — par Roger Boene dit van Tefelen : AGR, La Haye, Nassause Domeinraad, 2e deel, Inv. n° 896, Reg. 668, acte du 9 juin 1420 ; Inv. n° 896, Reg. 669, acte du 10 juin 1420 ; — par Henri de Amersoyen : AGR, CFB, 28, fol. 141v°-142r°, acte du 21 septembre 1420 ; *ibid.*, fol. 231v°-232, acte du 21 janvier 1422 ; CFB, 29, fol. 207-208r°, acte du 19 février 1423 ; AVB, chartrier, 1er janvier 1424 ; AGR, CFB, 29, fol. 294v°-296r°, acte du 11 mars 1424 ; AGR, AEB, 5889, acte du 5 août 1425 ; Chartes de Brabant, 17 février et 6 octobre 1428, etc. — Au début de la période étudiée, il y a encore des actes sans mention de chancellerie, comme à l'époque précédente (Exemple : AGR, Chartes de Brabant, 17 avril 1405).

(445) Il est seul à signer les actes relatifs à la juridiction gracieuse sur les fiefs. Peut-il signer d'autres actes ? Sans doute pas en tant que clerc des fiefs (cfr ce qui se passe sous Philippe le Bon, dans P. RENOZ, *La Chancellerie* ..., p. 50). Mais la plupart des clercs de 1404 à 1430 furent aussi simples secrétaires (voir *infra*) et comme tels purent apposer leur signature à des actes de toute nature.

(446) Voir *supra*, pp. 200-201.

(447) Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les comptes renfermés dans AGR, CC, 17.145, fol. 111 et suivants, et CFB, 396. — Les soldes sont comptabilisés par le receveur de Brabant au chapitre des recettes des receveurs particuliers (voir CC, 2392 et suivants).

Quel est le lien entre le clerc des fiefs et la chancellerie de style nouveau ?

Si l'on examine la liste des clercs de 1404 à 1430, on constate que la plupart d'entre eux ont été en même temps secrétaires, mais pas tous. Il y a un court moment, au début du règne de Jean IV, où les clercs des fiefs, fréquemment renouvelés, ne l'étaient pas. L'office échut même à des personnages assez considérables, nobles ou patriciens, dont un conseiller et un ancien conseiller du duc, Guillaume van den Berghe, seigneur d'Orbais, en même temps receveur général de Brabant, et Renier Mours, ancien représentant de Bruxelles au Conseil de régence ayant fonctionné pendant la minorité de Jean IV (448). Il fut aussi confié pendant quelques mois à un officier domanial, Michel van der Kelen, qui, déjà receveur ducal de Nivelles au moment de sa nomination comme clerc des fiefs, se vit, le lendemain de celle-ci, aussi chargé de la recette de Jodoigne-Hannut (449).

Pour ceux qui furent aussi secrétaires, il n'est pas possible de déterminer s'ils furent choisis comme clercs des fiefs parce qu'ils étaient déjà membres de la chancellerie, comme ce pourrait avoir été le cas pour Pierre de Halle, ou s'ils accédèrent à la dignité de secrétaire par le biais de la recette des droits de relief, comme cela se produisit probablement pour Henri d'Amersoyen, qui avait été d'abord clerc de Pierre Braeu, puis de Pierre van Halle, avant de devenir lui-même gardien des livres de fiefs et, par la suite seulement, de cumuler cette charge avec celle de secrétaire (450).

De toute manière, en ce qui concerne les clercs-secrétaires, il n'est pas permis d'écrire que ce sont des membres de la chancellerie qui ne s'occupent que des matières féodales : même les titulaires épisodiques de la recette des droits de relief ont, quand ils étaient aussi revêtus de la qualité de secrétaires, signé des lettres touchant à d'autres domaines (451).

(448) Voir Annexe III, A, 5. — Parmi les clercs qui ne furent pas secrétaires, il faut encore citer Jean de Woude, qui sera plus tard conseiller, Michel van der Kelen et Henri d'Amersoyen, qui ne devint secrétaire que lors de son deuxième passage à la recette des fiefs.

(449) Michel van der Kelen (ou de le Keele) fut receveur de Nivelles du 2 novembre 1414 au 24 juin 1423 (GACHARD, *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. II, p. 75) et receveur de Jodoigne-Hannut du 17 août 1419 au 6 juillet 1420 (*Ibid.*, p. 54), mais sa patente de nomination à cette dernière recette datait du 14 août 1419 (AGR, CC, 3600, fol. 1).

(450) Henri d'Amersoyen est dit clerc de Pierre Braeu en 1407-1408 (AGR, CC, 17.145, fol. 123v°) et clerc de Pierre van Halle en 1413-1414 (*ibid.*, fol. 186r°) et en 1415 (CC, 2399, fol. 47r°). Ailleurs il est simplement dit clerc de feue Jeanne (CC, 2395, fol. 334r°, 2396[I], fol. 94v°, 2396[II], fol. 67r°, 2397, fol. 73v° et 239r°, 2398, fol. 47r°). Ceci renforce l'impression ressentie à propos des clercs de receveur : Amersoyen est bien un officier ducal attaché à un autre fonctionnaire, et non un secrétaire privé de celui-ci.

(451) En 1418-1419, Henri d'Amersoyen, clerc des fiefs pour la deuxième fois, mais seulement connu comme secrétaire à partir de cette époque, signe, le 4 mars 1419, à Mons, une quittance de Jean IV à la ville de Bois-le-Duc, d'une somme de 9.000 couronnes de France reçue par le duc pour prix d'un privilège de franchise de tonlieu en Hollande-Zélande accordé aux habitants de Bois-le-Duc (AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 351) ; le 3 avril 1419, il signe une garantie d'indemnisation accordée par Jean IV et Jacqueline à cinq nobles hollandais et zélandais (AGR, La Haye, Nassause Domeinraad, 2e deel, Inv. n° 1246, Reg. 657). Notons au passage qu'il s'agit d'actes donnés par Jean IV comme comte de Hollande et de Zélande ; cela confirme qu'il n'y a pas, en ce moment, une chancellerie de Brabant, mais bien une chancellerie de Jean IV. — Le 23 juin 1420, Roger Boene signe des lettres ducales de non-préjudice en matière administrative en faveur de Bruxelles (AGR, Mss Divers 33, fol. 37) ; c'est aussi lui qui signe l'ordonnance monétaire du 27 juillet 1420 (Voir A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., p. 241, n° 106 ; autre copie : AGR, Mss Divers 33, fol. 28).

Que l'on ait, à un certain moment, tenté d'unir étroitement la garde des livres de fiefs à la chancellerie ne paraît pas pouvoir être mis en doute. L'ordonnance sur l'Hôtel du 18 mars 1407 prévoyait en effet l'existence de trois secrétaires seulement (Le Marchant, van den Grave et de Wonsel), et prétendait voir confier à l'un d'eux la garde des livres de fiefs (452). Mais cette disposition ne fut pas respectée, et Pierre Braeu resta clerc des fiefs. Dans les ordonnances suivantes, le clerc des fiefs n'est plus cité parmi les secrétaires : dans celle du 29 juillet 1427, il ne figure même pas du tout, tandis qui dans celle du 11 avril 1429, il est mentionné dans un paragraphe particulier, intitulé «*Leenboke*» (sic), à la suite des secrétaires, et non parmi eux.

Dans la pratique, il faut donc considérer que les fonctions de clerc des fiefs et celles de secrétaire, même quand elles furent cumulées par un même individu, étaient distinctes l'une de l'autre. A la fin de la période étudiée ici, au vu de la carrière d'Henri d'Amersoyen et sur la foi de ce qui s'est passé sous Philippe le Bon (453), il est possible que le fait de détenir la garde des fiefs ait ouvert l'accès à la chancellerie proprement dite. Mais il y a néanmoins une différence essentielle entre avant et après 1430. Henri d'Amersoyen, comme simple secrétaire, ne se distingue pas de ses collègues : il intervient en des matières autres que féodales. Ses successeurs, sous Philippe le Bon, ne seront plus «secrétaires» que de titre, et seront cantonnés dans leurs activités de clercs féodaux. L'évolution postérieure éloignera d'ailleurs de plus en plus de la chancellerie le clerc des fiefs, mieux connu plus tard sous la dénomination de greffier de la Cour féodale.

En résumé, la période de 1404 à 1430 marque une double transformation de l'office du clerc des fiefs. Tout d'abord celui-ci perd une partie de ses attributions financières : il garde une recette particulière, celle des droits de relief, mais n'a plus la gestion des fonds ainsi recueillis. En second lieu se marquent les premières étapes d'une rupture complète avec la chancellerie, rupture qui ne surviendra que beaucoup plus tard.

Il faut encore rappeler une situation particulière au gouvernement et au règne d'Antoine : l'existence d'un clerc des fiefs pour la seigneurie d'Anvers. L'office, dont il a déjà été parlé plus haut (454), fut détenu par Jean van den Grave alias van den Opstal. Notons que le même personnage paraît aussi avoir fonctionné comme clerc féodal pour le Limbourg et l'Outre-Meuse, et cela même après la mort de Jeanne (455).

d) *Les clercs subalternes de la chancellerie.*

Les changements dans le vocabulaire, intervenus en 1404, permettent de se rendre compte qu'il existe à la chancellerie, à côté des anciens clercs-signataires devenus «secrétaires», des clercs de chancellerie, ou clercs de secrétaires.

L'ordonnance du 18 mars 1407 en mentionne un seul : Jean Droyne, clerc de Jean Le Marchant, aide aux écritures.

(452) P. KAUCH, *L'organisation* ..., p. 193, art. 5.
(453) P. RENOZ, *La Chancellerie* ..., p. 50.
(454) Voir *supra*, p. 48.
(455) Jean van den Opstal signe un acte ducal relatif à un hommage féodal en Limbourg, daté du 20 juillet 1407 (AGR, La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1229-1364).

Le 29 juillet 1427, un certain Laurent van Stamervoert est dit «*clerc vander cancelrijen*» (456) et l'ordonnance de ce jour le met à la disposition tant des maîtres de l'Hôtel que des secrétaires.

Du texte de l'ordonnance du 11 avril 1429, il ressort au contraire que chaque secrétaire avait droit à son clerc, mais les noms de ces officiers subalternes ne sont pas indiqués.

Les sources de la pratique nous font encore connaître les noms de Gautier Den Raed, clerc d'Edmond de Dynter en 1413-1415 (457), de Pierre, clerc de Jean van den Grave en 1416 (458), de Pierre van Meerbeek (459), de Guillaume Specht de Hoegaarden, clerc du duc (460), et de Jean de Baussel (461).

Aucun n'a joué un rôle important par la suite. Notons cependant le cas de Pierre van Meerbeek. Connu comme clerc de la Chambre du Conseil en 1429-1430, il préfigure en quelque sorte, mais à un rang inférieur, le greffier du Conseil de Brabant.

Il faut encore signaler que, comme à l'époque précédente, il est encore fait appel à des clercs extérieurs à la chancellerie en certaines circonstances exceptionnelles (462). La tradition se maintiendra d'ailleurs après 1430, avec ce que P. Renoz a appelé les «clercs surnuméraires» (463).

e) *Les autres clercs.*

Il s'agit du maître de l'épier et des clercs du receveur et des offices.

D'une manière générale, il est permis de dire que ces clercs se sont tout à fait

(456) Il figure comme tel dans les comptes de la recette générale de Brabant, à partir de 1426-1427 (AGR, CC, 2406, 2e compte, fol. 122v°, 1792, fol. 34v°, 1794, fol. 83r° et 91r°, 2408, 1er compte, fol. 94r°). Dès 1425-1426, on le voit, avec un autre clerc prénommé André, aider les secrétaires à écrire des convocations pour des réunions d'Etats (CC, 2406I, fol. 86r°), mais il est seulement dit clerc, et on ne sait s'il est déjà à ce moment attaché à la chancellerie. Dans l'ordonnance sur l'Hôtel du 11 avril 1429, il figure parmi le personnel de l'Ecurie comme «*clerc vander marschalckien*», mais il est dit aussi que «*hij sal voirt den secretarissen helpen scriven inder cancelrien ende doen oic des hem die hovemeesters selen bevelen*» (Mss Divers 43 I, fol. 179r°). Ce Laurent devait connaître le français : le 2 août 1429, Philippe de Saint-Pol lui fait payer quatre couronnes de France pour avoir écrit et recopié les instructions, cédules, mémoires et autres écrits rédigés en français relatifs au contrat de mariage du duc, en signalant que Stamervoort, qualifié de *clerc de la chancellerie*, a accompli ce travail «*overmits dat op dien tijd egheen walsche secretairis bij minen gened. heeren was*» (CC, 2408, 1er compte, fol. 94).

(457) AGR, CC, 2397, fol. 326v°, CC, 2398, fol. 94v°.

(458) AGR, CC, 2399, fol. 226r°.

(459) En 1421-1422 (AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 105v°). — En 1423-1424, il est connu comme clerc du receveur (Annexe III, B. 2). En 1429-1430, il est dit clerc des gens de la Chambre du Conseil (CC, 2408, 1er compte, fol. 101r°).

(460) En 1422-1423 (AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 60v°).

(461) En 1428-1429 (AGR, CC, 1794, fol. 64v°).

(462) Exemples : *It. Johannes Den Beye, clerc, die mijns heren shertogen secretarisen VII dage in no*b [1414] *haestelic halp scriven gegeven bi ced. XII s.* (AGR, CC, 2397, fol. 318v°) ; le 8 mai 1425 (le texte donne 1424 par erreur), les clercs de la ville de Bruxelles sont payés du fait qu'ils «*de brieve van der reysen die men in Heneg. dede hadde hulpen scriven ...*» (CC, 2405, fol. 252r°) ; en avril et en octobre 1427, les mêmes sont payés pour avoir écrit des convocations à des réunions d'Etats (CC, 2406II, fol. 122r°), etc.

(463) P. Renoz, *La Chancellerie ...*, pp. 118-119. On remarquera que ce sont toujours les mêmes circonstances qui obligent à faire appel à des clercs étrangers à la chancellerie.

séparés de la chancellerie proprement dite, et que, par rapport à la période antérieure à 1404, ils occupent un rang moins élevé dans la hiérarchie administrative.

Le maitre de l'épier.

L'office, on l'a vu plus haut, a connu de nombreuses vicissitudes après 1404. Absorbé à certains moments par la recette de Brabant, il finit néanmoins par recouvrer une existence autonome à partir de la fin du règne d'Antoine (464). Lorsqu'il y a un maître de l'épier distinct du receveur de Brabant, cet officier peut être considéré comme un receveur et trésorier des revenus en nature de la Cour (charbon et charbons de bois exceptés), ce qu'il était déjà dans le dernier quart du XIVe siècle (465). Apparemment donc, rien ne paraît changé. Mais la situation de l'office reste précaire, même après 1414, ainsi que l'indiquent les très nombreux changements de titulaires et le besoin éprouvé par les ducs de défendre l'utilité de la fonction (466).

Le clerc du receveur cesse, quant à lui, de jouer le rôle d'adjoint du receveur de Brabant, repris par le sous-trésorier (467), pour ne plus être qu'un petit fonctionnaire subalterne de la recette générale. Cette évolution se marque par une grande mobilité du personnel et par la multiplication des titulaires de l'emploi. A plusieurs reprises en effet, on remarque qu'il y a plusieurs clercs du receveur en fonctions en même temps (468).

Le clerc des offices, quant à lui, continue à exercer ses fonctions de simple comptable de l'Hôtel. Après 1404, il faut seulement noter, comme pour les deux autres offices dont il vient d'être question, de nombreux changements de titulaires (469). Le dernier de ceux-ci, Pierre van der Eycken, a, pendant quelques mois, et à la faveur d'une vacance de la recette générale, joué un rôle plus considérable. Il fut en effet chargé de pallier l'absence de receveur général, et remplit, de ce fait, les attributions de receveur de l'Hôtel (470), tout en gardant son titre de clerc des offices.

(464) Voir *supra*, pp. 193-194.

(465) Jusqu'en 1373-1374, les recettes et dépenses en nature furent reprises dans les comptes du receveur de Brabant (voir AGR, CC, 2350 à 2360). A partir de 1376-1377, il n'en fut plus de même (AGR, CC, 2362 et suivants) ; les comptes de la recette générale manquent du 25 décembre 1374 au 10 août 1376, le compte CC 2361 n'étant pas à proprement parler un compte du receveur général, ainsi qu'il est dit ci-dessus, p. 196, n. 301. Au XVe siècle, ces revenus figurent au compte du receveur général quand celui-ci cumule ses fonctions avec celles de maître de l'épier ; autrement ils font l'objet de comptes séparés, dont deux nous ont été conservés (voir ci-dessus, p. 194, n. 278 et n. 284).

(466) A deux reprises au moins, le duc (Jean IV en 1421 et Philippe de Saint-Pol en 1429-1430) rappelle l'utilité qu'il y a à maintenir un maître de l'épier, en remontrant les inconvénients survenus dans le passé du fait de la suppression du poste. Voir les instructions données par Jean IV le 19 novembre 1421 aux gens de sa Chambre des comptes (AGR, Chartes de Brabant, 19 novembre 1421) ; instructions renouvelées dans les mêmes termes par Philippe de Saint-Pol entre le 18 mars 1429 et le 18 mars 1430 (*Ibid.*, [20 juillet 1429]).

(467) Voir *infra*, p. 259.

(468) Voir Annexe III, B, 2.

(469) Voir Annexe III, A, 6.

(470) Voir *supra*, p. 178 et *infra*, p. 262.

En conclusion, il est permis de dire que la chancellerie s'est individualisée entre 1404 et 1430, et qu'elle s'est nettement dégagée de l'ensemble des clercs «commis aux écritures» fonctionnant à la Cour de Brabant. Seuls les anciens clercs-signataires, devenus «secrétaires», forment désormais le personnel de la chancellerie de nouveau style. Les autres clercs n'ont plus de lien avec le secrétariat du prince, à l'exception du clerc des fiefs, qui continue à faire figure de personnage considérable, et qui reste généralement en rapport étroit avec la chancellerie, puisqu'il est, dans l'ensemble, soit choisi parmi les secrétaires, soit promu secrétaire du fait de son accession à ses nouvelles fonctions.

En 1430, c'est une chancellerie organisée de la manière qui vient d'être décrite que Philippe le Bon maintint en Brabant, pour complaire aux Etats du duché (471). Mais au regard de la grande chancellerie des ducs de Bourgogne, les bureaux brabançons prirent figure de chancellerie «régionale». Ce n'est qu'après 1430, d'ailleurs, qu'il est légitime de parler de «chancellerie de Brabant». Pour la période antérieure, il vaut mieux utiliser les termes de «chancellerie des ducs de Brabant», car les clercs, puis secrétaires, des princes qui se succédèrent jusqu'à l'avènement de Philippe le Bon, fonctionnèrent toujours pour l'ensemble des territoires soumis à leurs maîtres. Ce fut le cas sous Jeanne et Wenceslas (472), ce le fut aussi sous Antoine, après qu'il eut pris pied au Luxembourg (473), sous Jean IV, à partir de son mariage avec Jacqueline de Bavière (474), et sous Philippe de Saint-Pol (475). La chancellerie, comme l'Hôtel d'ailleurs, était liée à la personne du prince et non à un territoire déterminé.

B. Les messagers.

Les actes ducaux, une fois écrits, étaient confiés à un autre service de l'Hôtel, chargé de leur distribution : la messagerie (476).

Les ordonnances sur l'Hôtel du XV^e^ siècle ne prévoient qu'un nombre de

(471) C'est l'histoire et l'évolution de cette chancellerie qui ont été étudiées par P. Renoz, *op. cit.*

(472) Voir *supra*, p. 198.

(473) Exemples dans A. Verkooren, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, n^os^ 1525, 1527, 1528, 1533, 1536, etc.

(474) Sous Jean IV, la situation est un rien différente. Jacqueline de Bavière a conservé un secrétariat particulier, qui ne s'intégra pas dans la chancellerie de Jean IV. Mais les secrétaires de ce dernier ont rédigé et signé des actes pour le Hainaut, la Hollande et la Zélande. Voir pour la Hollande et la Zélande ce qu'écrit Th. van Riemsdijk, *De Tresorie en kanselarij ...*, pp. 241-242 (où, au lieu de «A. de Wonsel», il faut lire «R. de Wonsel») ; exemples d'actes signés par des secrétaires brabançons dans F. van Mieris, *Groot Charterboek der graven van Holland ...*, t. IV, pp. 499-500, 537, 538, 547 et 548, et, pour le Hainaut, dans L. Devillers, *Cartulaire des comtes de Hainaut ...*, t. IV, pp. 178-179, 192-193, 193-196 et 212-213. Et lorsque, séparé de sa femme, Jean IV se sera rendu maître du Hainaut, ce seront uniquement ses secrétaires qui expédieront des lettres pour le comté (voir par exemple L. Devillers, *op. cit.*, t. IV, pp. 225-227, 230-232, 275-279, 289-293, 296-298, etc. ; pour le Hainaut, le secrétaire le plus fréquemment cité est Jean Le Marchant).

(475) Notons ici que le phénomène n'est pas particulier au Brabant : vers 1200, alors que le comte de Flandre Baudouin IX était aussi comte de Hainaut, on constate une tendance à la fusion de deux chancelleries préexistantes, celle de Flandre (ou du comte de Flandre) et celle de Hainaut (ou du comte de Hainaut), en une seule chancellerie de Flandre-Hainaut (voir W. Prevenier, *De oorkonden der graven van Vlaanderen ...*, pp. 301 et suiv. et surtout les pp. 307-311).

(476) Sur l'intérêt, pour un prince ou un souverain, de posséder un bon service de messagerie, voir B. Guenée, *L'Occident ...*, pp. 200-201.

messagers inférieur à dix (477). Il s'agit là des messagers titulaires, répartis en chevaucheurs et en piétons. Mais, si l'on en croit les comptes de la recette de Brabant, de nombreux autres officiers de l'Hôtel pouvaient à l'occasion être envoyés en Brabant ou à l'étranger avec mission de porter des lettres du prince ou de hauts dignitaires du duché (478). C'est ainsi que sont parfois chargés de transmettre des plis à leur destinataire des gens de la Chambre (479), des clercs (480), des fauconniers (481), des barbiers (482), des pages ou des valets d'écurie (483), etc.

En dehors de leur mission spécifique, les messagers titulaires devaient aussi, lorsqu'ils résidaient à la Cour, servir de porte-flambeaux pour le duc, les conseillers et les hôtes étrangers ; ils étaient aussi tenus d'aider à desservir les tables (484).

C. Hérauts d'armes

Parmi les officiers repris régulièrement dans les ordonnances sur l'Hôtel figurent aussi les hérauts d'armes, et, généralement à leurs côtés, les fifres et trompettes.

Il s'agit là d'une troisième catégorie d'officiers dont il est difficile de dire qu'ils font partie du service domestique du duc.

Les hérauts de Brabant n'ont fait jusqu'à présent l'objet d'aucune étude. Nous en sommes donc réduits à supposer qu'ils ont subi la même évolution que leurs collègues des pays voisins (485). D'abord simples messagers et huissiers des joutes, les hérauts allaient porter les invitations lancées par l'organisateur d'un

(477) Voir *supra*, le Tableau des pp. 157-159. L'ordonnance du 11 avril 1429 prévoit cinq messagers à cheval et quatre messagers à pied. Des cinq charges de messagers à cheval, trois sont desservies par deux titulaires, se relayant tous les mois.

(478) Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre la multitude de «messagers» relevée par Mlle M. Martens, *L'administration* ..., pp. 252-256.

(479) Parmi les exemples cités par Mlle Martens, sont notamment attachés à la Chambre : Beaumont (p. 252), Coenken (p. 253), Thyrioen (p. 256), ...

(480) Dans la même liste, on relève les noms de Jean van den Grave (p. 254), Martin, Nicolas et Richard (p. 255).

(481) *Ibid.*, p. 253, voir Falconarius (Jean et Louis), mais il s'agit bien de fauconniers de la Cour et non de personnes portant le nom de Falconarius (voir par exemple CC, 2350, p. 131, et CC, 2351, fol. 68r° pour Louis ; CC, 2350, p. 293, et CC, 2351, fol. 151v° pour Jean Yveers ou Ymmeers ?, dont les gages comme fauconnier sont payés sur la recette de Herentals).

(482) Dans la même liste, voir Barbator (Michel et Nicolas) (p. 252).

(483) *Ibid.*, voir Cariot (p. 252) et Waghen (p. 256). Il s'agit du même personnage, dit tantôt Egidius de cariot (...), tantôt Gielis van der waghen, attaché, comme son nom l'indique, au parc hippomobile du duc. Le «Georges» cité p. 254 est sans doute le même que le «*Georgius, garcio stabuli*» envoyé comme messager en 1365-1366 (AGR, CC, 2352, p. 165), et non repris comme tel par Mlle Martens.

(484) P. Kauch, *L'organisation* ..., p. 196, art. 18. — Dans l'ordonnance de 1427, il n'est plus question pour eux que de servir de porte flambeaux pour le duc.

(485) Voir les quelques lignes que consacre au sujet P. Bonenfant dans son *Cours de diplomatique*, t. I, pp. 95-96 (avec bibliographie, pp. 96-98). — Voir aussi G. d'Haucourt et G. Durivault, *Le Blason*, pp. 27-31. — Pour un aperçu de l'activité héraldique de ces officiers, voir le célèbre recueil d'armoiries dressé au milieu du XIVe siècle par le héraut «Gueldre» (*Gelre*), publié par V. Bouton (*Wapenboeck* ...).

tournoi, puis, le jour de la fête venu, étaient chargés d'annoncer les arrivants, qu'ils devaient reconnaître à leurs armoiries. Ce dernier aspect de leur activité eut pour effet de les rendre progressivement plus importants et de les transformer, à l'époque moderne, en membres de conseils héraldiques. Dès la fin du XIV^e siècle, une hiérarchie s'était établie entre eux : un roi d'armes avait sous ses ordres des hérauts, qui eux-mêmes commandaient à des poursuivants d'armes, novices dans la carrière.

Dans le Brabant en particulier, les sources contemporaines du règne de Jeanne sont trop imprécises sur la question des hérauts pour permettre de décrire avec exactitude la situation telle qu'elle devait se présenter à l'époque. De nombreux hérauts sont mentionnés dans les comptes de la recette de Brabant, mais il est rarement possible de déterminer s'ils appartiennent ou non à la Cour brabançonne. Un «*Keyser*», un «*Cleve*» et un «*Marken*» (La Marck) (486) cités en 1387-1388 sont sans doute au service de princes ou de nobles étrangers. Au contraire, un «Luxembourg», mentionné en 1371-1372 (487), ou un Godefroid de Tricht, qui apparaît comme héraut de 1386-1387 à 1391-1392 (488), sont très probablement attachés aux ducs de Brabant.

Y eut-il un roi des hérauts brabançons avant 1404 ?

Peut-être bien. A partir de 1377-1378 au moins, apparaît un «*Coninc Middach*» dont on ne sait au juste ce qu'il est. La seule qualification à lui être donnée est celle de fifre (*piper*) et cela dans le compte où il est cité pour la première fois (489). Par la suite il n'est jamais appelé que «*den Coninc Middach*» et cela jusqu'à sa mort, survenue en 1402-1403 (490). Ce qui permettrait de le considérer éventuellement comme roi d'armes, c'est d'abord le fait qu'un héraut, Nicolas, est lui aussi cité comme fifre dans un compte de 1404-1405 (491), et qu'ensuite, l'année même de la mort de Middach, apparaît un incontestable roi des hérauts, du nom de Vrindeken, qui avait déjà été mentionné comme simple héraut en 1399-1400 (492), du vivant de celui que l'on est tenté de regarder comme son prédécesseur. Mais Middach pourrait aussi n'avoir été qu'un «roi

(486) «*Keyser*» cité dans AGR, CC, 2373, p. 121, «*Cleve*» et «*Marken*» cités *ibid.*, p. 119 («*Marken*» y est dit héraut ; plus loin, p. 126, il est dit roi des hérauts). Les deux derniers figurent encore dans le compte de 1393-1394 (CC, 2379, p. 60).

(487) AGR, CC, 2358, p. 107.

(488) AGR, CC, 2372, p. 90, 2373, p. 103, 2374, p. 76, 2377, p. 59. — Un *Godeken* ou *Gueden* (Godefroid), sans patronyme, est cité en qualité de héraut dès 1376-1377 (CC, 2362, pp. 85 et 95, CC, 2367, p. 119). — Autres hérauts apparaissant dans les comptes brabançons : Berghen (CC, 2358, p. 107), Borsel (CC, 2362, p. 64), Jean de Louvain (Comptes en rouleaux, 2963), Cofferys al. Covverys (CC, 2363, p. 153, 2383, p. 32), Haverets ou Hanerets (CC, 2365, p. 57), Oem, «*den hierhaut uut Behem*» (CC, 2368, p. 65), maître Jean Dyllen (CC, 2372, p. 118), Jérusalem (CC, 2370, p. 68), Claes (CC, 2381, p. 42), «*Claesken den heeraut, piper*» de Jeanne (CC, 1783, fol. 26 r°).

(489) «*Coninc Middach den piper*» (AGR, CC, 2363, p. 82).

(490) AGR, Comptes en rouleaux, 2604 ; CC, 2388, p. 64, 2389, p. 63, 2390, p. 62, 2391, p. 80. Mentionné comme décédé en 1402-1403 (CC, 17.145, fol. 42r°).

(491) «*Claesken den heeraut, piper*» (AGR, CC, 1783, fol. 26r° ; déjà cité ci-dessus, dans la n. 488).

(492) Vrindenken, héraut en 1399-1400 (AGR, CC, 2388, p. 73), roi des hérauts en 1402-1403 (CC, 17.145, fol. 42v°).

des fifres» comme il en existera un, distinct du roi des hérauts, à partir du règne de Jean IV (493).

A partir de l'avènement d'Antoine, grâce aux textes des ordonnances sur l'Hôtel (494), grâce aussi à une plus grande minutie dans la présentation des comptes, nous sommes mieux renseignés.

Il y a un roi d'armes de Brabant. La terminologie officielle en fait d'abord un roi des hérauts, puis, à partir de la fin du règne de Jean IV, indifféremment un roi d'armes ou un roi des hérauts (495). En 1411-1412, la charge est encore remplie par le Vrindeken que nous connaissons déjà (496). Il est suivi en 1415 par Jean De Boc (497) ou Bock, encore cité en 1426-1427 (498). Nous trouvons également un maréchal des hérauts, dit aussi, dans la seconde moitié du règne de Jean IV, maréchal d'armes (*marscalc van der wapenen*) de Brabant (499). De 1408-1409 à 1411-1412, le titulaire du poste s'appelait Lambert Den Rode ; par la suite, un Conrad lui succéda (500). Il y a encore un premier héraut (501), des hérauts et des poursuivants (502). Les hérauts portent parfois des noms de terres appartenant au duc (Limbourg, Zélande, Saint-Pol, ...) (503), ou des noms de figures héraldiques («*Leeu*») (504). Philippe de Saint-Pol, au moment où il songeait à épouser Yolande de Sicile, avait même donné le nom de «Sicile» à un de ses hérauts (505).

(493) Voir *infra*.

(494) Les hérauts ne sont repris dans les ordonnances sur l'Hôtel qu'à partir du règne de Philippe de Saint-Pol. Ils ne figurent pas dans celle de 1407, mais sont toutefois repris parmi les gens de l'Hôtel qui ont bénéficié de draps de deuil lors du décès de Jeanne de Saint-Pol (AGR, CC, 2394, fol. 146v° et suivants) et lors de celui d'Antoine (AGR, CC, 2399, fol. 100v° et suivants).

(495) AGR, CC, 2394, fol. 149r°, 2396II, fol. 136r°, 2398, fol. 94r°, etc. — Le 7 juin 1420, Jean IV donne des lettres de créance à son «*armorum sive heraldorum Brabantie rex*» (CC, 10, fol. 449).

(496) AGR, CC, 1786, p. 141.

(497) AGR, CC, 2399, fol. 6v°.

(498) AGR, CC, 21.718, fol. 23r° (dans CC, 2406, 2e compte, il est dit par erreur Jean *Bont*). Sa femme, Béatrice, est mentionnée dans un compte de 1428-1429 (CC, 3607, fol. 20v°).

(499) AGR, CC, 2394, fol. 149r°, 2397, fol. 287v°, 2401, fol. 145r°, etc...

(500) Lambert Den Rode, alias *Lambrecht*, alias *Lemmeken*, cité comme maréchal en 1408-1409 (AGR, CC, 2394, fol. 354r°), en 1410-1411 (CC, 2395, fol. 427v° et 518v°), 1411-1412 (CC, 2396I, fol. 227v° et 2396II, fol. 154v°). — Conrad (*Coenraet*) est cité comme maréchal d'armes en 1424-1425 (CC, 2405, fol. 251r°). S'agit-il du Conrad qui était fifre et trompette en 1414-1415 (CC, 2398, fol. 100r°) ?

(501) Rochelet, premier héraut en 1409-1410 (AGR, CC, 2395, fol. 151r°).

(502) Un poursuivant dit Synney en 1419-1420 (AGR, CC, 2402, fol. 117r°) ; un autre dit Bon Vouloir en 1430 (CC, 2408, 2e compte, fol. 74r°).

(503) «Zélande» cité en 1420 (AGR, CC, 2403, fol. 39v°, 1789bis, fol. 12r°), 1421-1422 (CC, 2404, 2e compte, fol. 70r°), 1422-1423 (CC, 2404, 3e compte, fol. 38v° et 50v°), 1424-1425 (CC, 2405, fol. 188v°), et encore en 1429-1430 (CC, 2408, Ier compte, fol. 67v°, et 2e compte, fol. 66r°). — «Limbourg», cité en 1426-1427 (CC, 2406, 2e compte, fol. 87v°), en 1429-1430 (CC, 2408, Ier compte, fol. 68r°, et 2e compte, fol. 68v°) ; — «Saint-Pol», cité en 1429-1430 (CC, 2408, Ier compte, fol. 79r°, et 2e compte, fol. 47r°). Ces deux derniers sont repris, avec le roi et le maréchal, dans l'ordonnance sur l'Hôtel du 11 avril 1429 (Mss Divers 43 I, fol. 181v°).

(504) «Leeu» cité en 1420 (AGR, CC, 2403, fol. 42r°, 1789bis, fol. 9r°), en 1420-1421 (CC, 1789, fol. 21v°). En 1420, on note aussi un héraut du nom de «Desirant» (AGR, CC, 2403, fol. 37r°).

(505) Au temps de ses fiançailles avec Jacqueline de Bavière, Jean IV eut lui aussi un héraut surnommé «Bavière» (AGR, CC, 2400, fol. 119r°).

Lors des tournois, les annonces de vive voix faites par les hérauts d'armes étaient accompagnées de sonneries d'instruments a vent. De sorte que les fifres et trompettes des ducs ont toujours vécu dans l'orbite des officiers dont l'existence vient d'être évoquée. Le nom de trompette d'armes («*trumpet van der wapenen*») est même donné une fois à l'occasion à un des trompettes ordinaires, Jean Mertens (506). Sous Jean IV, il est question d'un roi des fifres (*coninc van den pipers*) (507).

D. Les conseillers.

Ils ne font pas partie du cadre permanent de l'Hôtel. Toutefois ils ont bouche en Cour quand ils séjournent auprès du prince à sa demande. Le cas est prévu par les ordonnances de l'Hôtel (508). Comme les chapitres suivants sont consacrés à l'étude du Conseil, la place qu'il occupe à la Cour ducale sera examinée plus en détail à ce moment.

*
* *

Ce long développement a montré qu'en Brabant, à l'égal de ce qui se vérifie dans d'autres régions, l'Hôtel du prince ne peut être défini d'une manière trop étroite comme étant formé des seuls services domestiques. Au XIV^e^ siècle, et dans le premier tiers du XV^e^ siècle encore, d'autres offices de portée plus générale se rattachent encore étroitement à lui (509). C'est le cas principalement de la chancellerie.

Cette situation n'a rien qui doive étonner. Nous verrons dans le chapitre suivant que les grands officiers du «duché» eux aussi, même s'ils paraissent ne plus avoir de liens avec l'Hôtel, trouvent leur origine en son sein.

*
* *

(506) En 1420 (AGR, CC, 1789 bis, fol. 12r°).

(507) Pierre Den Haze cité comme tel en 1421 (AGR, CC, 2404, 1^er^ compte, fol. 27v°). En 1421-1422, le même Den Haze n'est plus mentionné que comme «*piper*» (CC, 2404, 2^e^ compte, fol. 105r°), mais à partir du compte suivant, il est à nouveau dit «*coninc van den pipers*» (CC, 2404, 3^e^ compte, fol. 32v°, 2405, fol. 138r°, 2406^I^, fol. 68v°). Le même est dit ménestrel du duc en 1425-1426 (CC, 12.701, fol. 115v°) à un moment donc, où, dans les comptes de la recette générale, il apparaît comme roi des fifres. Sous Philippe de Saint-Pol d'ailleurs, il n'est plus mentionné que comme «*menestrier*» (CC, 3608, fol. 31r° et 3609, fol. 14v°).

(508) En France, au XVI^e^ siècle encore, les membres du Conseil privé ont la qualité de «*domestiques et commensaux du Roi*», titre qu'ils partagent d'ailleurs avec les maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel, les notaires et les secrétaires du Roi (G. Zeller, *Les institutions de la France au XVI^e^ siècle*, p. 100). Pour l'Angleterre, MM. Lyon et Verhulst ont fort bien montré les liens étroits unissant l'Hôtel à ce qu'ils appellent le conseil étroit (B. Lyon et A. Verhulst, *Medieval finance* ..., p. 82).

(509) Mlle M. Martens (*L'administration* ..., p. 190) est aussi amenée à conclure de l'examen de l'ensemble des dépenses faites annuellement par le receveur de Brabant, que «ces dépenses restent plutôt un compte de l'*Hospitium ducis* qu'un règlement des différents services publics que ce dernier englobe encore». — G. Huydts, *Le premier chambellan* ..., pp. 263-264, insiste aussi sur le fait que l'Hôtel des ducs de Bourgogne comprend le service privé du prince et ses conseils. Ce que montre bien Olivier de la Marche qui, dans son *Estat de la Maison* ..., place les conseils (avec la chancellerie qu'il annexe aux Conseils) entre la chapelle et les services domestiques.

CHAPITRE II

LES GRANDS OFFICIERS

Nous passerons en revue dans ce chapitre quelques officiers de rang élevé qui, parce qu'ils sont couramment dits «de Brabant», peuvent apparaître comme des agents «territoriaux» au niveau du duché tout entier. Il s'agit du sénéchal, du maréchal et du receveur de Brabant, ainsi que de quelques autres fonctionnaires plus spécialisés. Ils ne font plus, *ex officio*, partie de l'Hôtel : ils ne sont jamais repris comme tels dans les «cadres» fixés par les ordonnances.

D'autre part ce chapitre ne s'étendra pas sur les attributions précises de ces officiers : le sujet fait en effet l'objet d'une étude approfondie de Mme Smolar-Meynart, qui prépare une thèse de doctorat sur les grands officiers du Brabant. Nous nous contenterons donc ici de situer ces agents du pouvoir ducal dans l'ensemble des institutions brabançonnes, en résumant notamment ce que l'on sait, ou peut déceler, de l'origine de leurs fonctions.

A. Le drossard ou sénéchal de Brabant (1).

Considéré traditionnellement comme étant l'officier supérieur de justice du duché, le drossard ou sénéchal de Brabant est en fait l'héritier d'un ancien agent de l'Hôtel, chargé de la direction de la Cour et de l'administration du domaine (2). C'est en quelque sorte l'ancien chef de tous les services ducaux, dont les attributions ont été réduites au cours des temps par l'apparition d'officiers nouveaux, comme le receveur de Brabant. A l'époque étudiée ici, il a gardé certains traits de son caractère de «fondé de pouvoirs» du duc : c'est ainsi qu'il est encore appelé à remplacer le prince lors de certaines de ses absences occasionnelles (3).

(1) Madame A. [Smolar-]Meynart a consacré son mémoire de licence (Université libre de Bruxelles, 1960) à cet officier : «*Le sénéchal de Brabant au XV^e siècle. Contribution à l'histoire des institutions pendant le règne de la Maison de Bourgogne*» ; inédit. Une partie en a été publiée sous le titre «*L'instruction de 1469 pour le Sénéchal de Brabant et son application*» (Bulletin de la Comm. royale des anciennes lois et ordonnances de Belgique, t. XX, fasc. II, 1961-1962, pp. 361-402). Nous nous sommes largement inspiré du travail inédit.

(2) En France, et jusqu'au XII^e siècle, le sénéchal (*dapifer*) est tenu, à bon droit, pour une sorte de successeur du maire du palais (*major domus*) de l'époque mérovingienne. Grand maître de la Maison du Roi, chef militaire, administrateur du domaine, il fait figure de vice-roi (F. Lot et R. Fawtier, *Histoire des institutions françaises au Moyen Age*, t. II, p. 52). — Dans les grands fiefs français, le sénéchal a aussi fréquemment fini par remplacer le prince pendant les absences de celui-ci [voir *ibid.*, t. I, pp. 52-53 (Anjou-Maine, Normandie), pp. 162, 170-172 (Aquitaine)]. — Sur le rôle du sénéchal comme administrateur du domaine en Brabant, voir M. Martens, *L'administration* ..., pp. 75 et suiv. et 128 et suiv.

(3) Voir *supra*, pp. 147-148.

Dans les premières années de la formation du «duché de Brabant», il y avait deux sénéchaux, un à Louvain, un autre à Bruxelles, situation reflétant la formation territoriale du pays : le sénéchal de Louvain rappelant que le duc de Brabant était comte de Louvain, celui de Bruxelles, que ce comte avait acquis le contrôle d'un vaste domaine dans l'ancien comté d'Uccle (4). Ces deux sénéchaux étaient des *ministeriales*. Le premier, toujours choisi dans la famille de Rotselaar, finit par s'imposer comme sénéchal unique. Mais dès le début du XIII^e^ siècle, les fonctions, devenues héréditaires dans la famille de Rotselaar, furent vidées de leur contenu pour n'être plus qu'honorifiques. Le sénéchal «héréditaire» de Brabant fut alors doublé par un sénéchal «de Brabant», fonctionnaire amovible, qui assumait vraiment les charges de l'office (5).

Ce transfert des responsabilités s'est-il produit progressivement ou non ? Les Rotselaar, anciens ministériaux devenus membres de la plus haute noblesse brabançonne dans le courant du XIII^e^ siècle (6), ont-ils cessé du jour au lendemain toute activité au moment de l'apparition des sénéchaux de type nouveau ? C'est ce qu'il conviendrait de déterminer, en se demandant notamment si les Rotselaar n'ont pas gardé, pendant un temps au moins, certaines des prérogatives les plus éminentes de la fonction, comme de représenter le duc dans certaines occasions. La question peut être posée, car il apparaît que les drossards révocables sont, au XIII^e^ siècle et dans la première moitié du XIV^e^, des personnages d'extraction plus modeste, recrutés au sein de la petite noblesse, plus souvent de la chevalerie ou du patriciat urbain (7).

N'ont-ils pas, au début, été cantonnés dans l'exécution des tâches les plus quotidiennes et les plus routinières de la direction du personnel domestique et de l'administration du domaine, le côté «représentatif» de l'office étant encore réservé aux Rotselaar ?

Dans la première moitié du XIV^e^ siècle, un nouveau fonctionnaire, le receveur de Brabant, enlève progressivement au sénéchal amovible l'administration du

(4) Voir Introduction, p. 18.

(5) Sur le sénéchal héréditaire de Brabant, voir C. BUTKENS, *Trophées ...*, Supplément, t. I, pp. 146-150 ; sur le sénéchal amovible (drossard de Brabant), voir *ibid.*, pp. 163-164. Voir aussi A. WAUTERS, *Le duc Jean I^er^ ...*, pp. 311-312. — En Flandre, l'office connut une évolution assez semblable. A l'origine, il y avait plusieurs sénéchaux. L'un d'eux prit, avec le titre de sénéchal de Flandre, le pas sur les autres. Il semble aussi avoir joué un rôle judiciaire. La fonction étant devenue héréditaire dans sa famille, celle des Wavrin, se vida bientôt de son contenu pour devenir honorifique. Mais dans le comté de Flandre, l'office ne se scinda pas. C'est un officier de type nouveau, le bailli qui se vit confier le rôle judiciaire qui, en Brabant, sera celui du sénéchal amovible (voir H. NOWÉ, *Les sénéchaux du comté de Flandre ...*, pp. 340 et suiv. ; voir aussi ce qu'en dit E. WARLOP, *De Vlaamse Adel*, dans les paragraphes consacrés à l'évolution des offices auliques en Flandre, t. I, pp. 178-206 et 278-288). A Liège, l'évolution fut pratiquement la même qu'en Flandre, le *dapifer* du prince-évêque vit son titre devenir honorifique vers la fin du XIII^e^ siècle, et, là non plus, l'office ne fut pas scindé et il n'y eut plus, dès lors, de sénéchal effectif (voir E. PONCELET, *Les sénéchaux de l'évêché de Liège*, pp. 315-316).

(6) F. L. GANSHOF, *Etude sur les ministeriales en Flandre et en Lotharingie*, pp. 82 et 87, et P. BONENFANT, *Note sur l'origine des sénéchaux de Brabant*, p. 188.

(7) A défaut d'une bonne liste de drossards pour cette époque, voir les noms relevés par A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. I, p. 373, t. II, p. 505 et II^e^ partie, t. I, p. 249 et t. II, p. 233.

domaine (8). Dans le troisième quart du même siècle, il apparaît que le sénéchal de Brabant a aussi perdu la direction effective de l'Hôtel, à la suite d'un dédoublement de son office : à côté de lui se manifeste un sénéchal de l'Hôtel qui prend la tête des services domestiques du prince (9). C'est à partir de ce moment que le sénéchal de Brabant fait plus particulièrement figure d'officier territorial de justice (10).

Tandis qu'il voit fondre les limites de sa compétence, le sénéchal ne semble rien perdre en prestige, bien au contraire : en effet, dès la seconde moitié du XIV^e siècle, il se recrute de plus en plus parmi les familles nobles du duché, et dès la fin du XIV^e siècle ainsi que tout au long du XV^e siècle, il sera choisi au sein des membres de la plus haute noblesse du pays (11).

Nous laisserons à Mme Smolar-Meynart le soin de fixer les limites précises de sa compétence après 1350 (12), pour ne plus nous soucier que de sa place au Conseil.

D'une manière générale, il semble permis d'écrire que le drossard de Brabant siège au Conseil *ex officio*, ce qui est aussi le cas, nous le verrons, pour le receveur de Brabant. Cette constatation ressort de l'examen de l'annexe III, B, I, qui, avec la liste des drossards, donne, dans une première colonne, les dates extrêmes connues pour l'exercice de leurs fonctions, et, dans une autre, les années pendant lesquelles les personnages ainsi mentionnés ont siégé au Conseil. Si, au XV^e siècle, il appert que les drossards furent, d'une façon générale, choisis parmi les conseillers (13), et si dès lors, il n'est pas possible d'affirmer que c'est bien *ex officio* qu'ils assistaient aux séances du Conseil, en revanche, pour la seconde moitié du XIV^e siècle, la situation est plus nette : la plupart des hauts justiciers du duché ne deviennent conseillers qu'après avoir été nommés à la tête de la drossarderie. D'autre part, il se révèle qu'ils continuent à faire partie du Conseil ducal après leur sortie de charge.

(8) M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 130.

(9) Voir ci-dessus, p. 174. — Dans le dernier quart du XIV^e siècle, le sénéchal de l'Hôtel disparaît. Ses attributions sont alors reprises par les maîtres de l'Hôtel. — Pour J. LIBON, *Recherches sur la formation du conseil* ... (inédit), pp. 27-28, il y aurait déjà eu dédoublement de l'office (un *dapifer Brabantiae* à côté d'un *drossate van onze herberghe*) dès les règnes de Henri II et Henri III. Ce n'est toutefois qu'une supposition de cet auteur fondée sur la constatation que, dans la première moitié du XIII^e siècle, plusieurs sénéchaux apparaissent *simultanément*. Mais d'après les listes dont nous disposons, cette simultanéité reste à prouver.

(10) On ne sait au juste quand la sénéchalerie de l'Hôtel se sépara de la sénéchalerie de Brabant. Le premier sénéchal de l'Hôtel connu est Robert de Gelinden. Mais il faut tenir compte de l'état de notre documentation : les premiers comptes de la recette de Brabant sont de 1363-1364. Un grand nombre de chartes ont été conservées pour le début du règne de Jeanne et Wenceslas. Tout cela entraîne une nette disproportion entre la documentation disponible pour le règne de Jean III, d'une part, et pour celui de sa fille de l'autre, de sorte qu'il paraît dangereux d'user d'un argument *a silentio* pour nier l'existence d'un sénéchal de l'Hôtel avant 1355.

(11) Voir Annexe III, B, 1.

(12) Pour sa compétence au XV^e siècle, voir l'article cité de Mme Smolar-Meynart, ainsi que son mémoire de licence inédit, pp. 7-23 et 115-128.

(13) Il n'y a qu'une exception représentée par Guillaume de Montenaken. Mais il faut tenir compte du fait que ce personnage fut nommé drossard par le régent Philippe de Saint-Pol à l'occasion des événements de 1420-1421.

B. LE MARÉCHAL DU DUC DE BRABANT.

Autre officier issu de l'Hôtel et séparé de celui-ci par la suite, le maréchal du duc de Brabant est un des successeurs du responsable des écuries ducales, devenu chef militaire.

L'office, jusqu'ici peu étudié (14), a connu pendant un moment une évolution assez similaire à celui du sénéchal. Il fut, alors qu'il était intégré à l'Hôtel, aux mains d'une famille de ministériaux, les Wezemaal, qui, en même temps qu'ils acquéraient l'hérédité de leurs fonctions, accédèrent à la plus haute noblesse brabançonne (15). Mais, de même que les Rotselaar, les Wezemaal, devenus maréchaux héréditaires, furent doublés par des maréchaux amovibles. Dans le courant du XIV^e^ siècle, sinon plus tôt, l'office resté à la collation du duc fut à son tour scindé : à côté des maréchaux de l'Hôtel (16) apparaissent, au moins sous Jean III ou au début du règne de Jeanne, des maréchaux du duc de Brabant qui n'ont plus de rapport direct avec l'Hôtel.

Le maréchal ducal, ainsi dégagé de son ancien service domestique, fait figure de chef militaire ou tout au moins de responsable de la cavalerie en campagne. La fonction ne paraît pas avoir été permanente : il semble que cet officier était nommé pour le temps d'une campagne déterminée et «démobilisé» à la fin de celle-ci, tout au moins après la liquidation de ses séquelles (17).

(14) La littérature concernant le maréchal en Brabant est maigre, et ne distingue pas toujours clairement le maréchal héréditaire du maréchal de Brabant. C. BUTKENS, *Trophées ...*, Supplément, t. I, pp. 153-156) fait de cet officier essentiellement un juge aux armées et un intendant militaire.Il aurait été aussi «premier commissaire aux traitez de paix» et conseiller militaire du duc. On trouvera aussi quelques lignes sur le maréchal de Brabant dans l'ouvrage déjà ancien (paru en 1848) de G. GUILLAUME, *Histoire de l'organisation militaire sous les ducs de Bourgogne*, pp. 36-37. Au sujet des premiers maréchaux n'appartenant pas à la famille de Wezemaal, voir A. WAUTERS, *Le duc Jean I^er^ ...*, p. 312. — Sur le maréchalat en général, voir G. LE BARROIS D'ORGEVAL, *Le maréchalat en France ...*, t. I, dont la première partie «Les origines du maréchalat» (pp. 7-92) traite non seulement des maréchaux du roi de France, mais aussi de ceux des grands féodaux, dont un prince lotharingien, le comte de Hainaut. Sur le maréchal de Bourgogne, voir surtout *ibid.*, pp. 42-56 ; voir aussi le travail cité de G. GUILLAUME, pp. 138-139. Il faut noter qu'à côté du «maréchal de Bourgogne» (inamovible mais non héréditaire), il y avait un maréchal de camp (remplaçant le précédent en cas d'absence de celui-ci ; voir G. GUILLAUME, pp. 139-140) et deux maréchaux des logis, l'un de l'Hôtel et l'autre du camp, chargés des problèmes de logement (*ibid.*, p. 140). — Le travail plus récent de Ch. BRUSTEN (*L'armée bourguignonne de 1465 à 1468*, paru en 1954) n'apporte rien de neuf sur ce point. — Sur les maréchaux de Liège, voir E. PONCELET, *Les maréchaux d'armée ...* — Dans certains pays, et à certaines époques, le maréchal n'était pas au sommet de la hiérarchie militaire. Il était alors coiffé par un *connétable* (sur le Connétable de France, voir F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. II, pp. 52-53). — Le mot connétable a, comme le mot «maréchal» (au sujet de ce dernier, voir *supra*, p. 169), pu désigner des officiers de rangs très différents. Le dernier avatar du vocable se retrouve encore en anglais actuel, où le mot «*constable*» désigne le plus couramment un agent de police.

(15) Sur cette ascension sociale, voir M. J. TITS-DIEUAIDE, *Un exemple de passage ...*, pp. 335-355.

(16) Voir *supra*, pp. 169-174.

(17) Gérard de Vorselaar, maréchal de Brabant pendant la guerre flamando-brabançonne de 1356-1357, reste en fonctions encore pendant deux ans après la fin des hostilités pour superviser le remboursement des frais dus aux combattants (voir dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. II et suivants, les nombreuses reconnaissances de dettes ducales dans lesquelles le nom du maréchal apparaît dans la mention de commandement). — Ce caractère temporaire de l'office se retrouve dans la principauté de Liège (voir E. PONCELET, *Les maréchaux d'armée ...*, p. 113), où de

Le premier maréchal de Brabant dont nous ayons connaissance est Jean Craye vander Hoffstat, nommé par Jean III en 1338-1339 à la tête d'un corps d'armée que le duc envisageait de mettre à la disposition du roi d'Angleterre (18).

En 1356-1357, pendant la guerre contre Louis de Male, l'office était détenu par Gérard de Rotselaar, seigneur de Vorselaar, qui est encore mentionné comme maréchal en 1359 (19). Au même moment, le poste de maréchal de l'Hôtel était confié à Jean de Wezembeek (20).

En 1361-1362, lors d'une expédition à Kerpen, c'est Henri de Boutersem, seigneur de Bergen-op-Zoom, qui est maréchal de l'armée du duc Wenceslas (21). Le même occupe encore ces fonctions en 1363, lors d'une campagne en Lorraine, contre les grandes compagnies (22). Il est dit «*marscalc van*» ou «*in Brabant*».

Enfin, en 1368, dans une guerre de courte durée avec la Gueldre (23), les fonctions de «*mariscault del ost*» sont occupées par Robert de Namur, qui a même un lieutenant-maréchal : Daniel de Seilles (24).

Le 1er février 1369 ou 1370, nouveau style (25), deux combattants de l'armée ducale reconnaissent avoir été payés pour livraisons de chevaux à Jean de Wezembeek, maréchal du duc, lors de l'expédition déjà mentionnée contre le duc Edouard de Gueldre, c'est-à-dire en 1368 (26). Dans les deux quittances, Wezembeek est présenté comme ancien maréchal du duc de Brabant (dans la première il est dit être celui «*die op die reyse maerscalc was tshertoghen van Brabant*», dans la seconde, il est qualifié de «*mijns liefs heren marscalc was van Brabant*»). Ce pourrait être un maréchal d'armée, mais l'on vient de voir que cet emploi était occupé à l'époque par Robert de Namur. Il convient aussi de se rappeler que Jean de Wezembeek était maréchal de l'Hôtel en 1357 (27) et

plus, le maréchal se voit aussi chargé de constater les pertes subies par les combattants et par les cultivateurs (*ibid.*, p. 117).

(18) A. WAUTERS, *La formation d'une armée* ..., p. 203. — Signalons que Kervyn de Lettenhove, dans son édition de J. FROISSART, *Chroniques*, t. XX, pp. 413-431, publie un compte brabançon en rapport avec les événements de 1338-1339.

(19) Voir *supra*, n. 17. — La dernière mention de Gérard de Vorselaar en tant que maréchal est du 14 août 1359 (AGR, Chartes de Brabant, n° 1845).

(20) Voir *supra*, p. 170.

(21) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, Ire partie, t. III, p. 382, n° 1944.

(22) *Ibid.*, t. IV, p. 68, n° 2127 et 2128. — Sur la présence de Wenceslas en Lorraine en 1363 contre les grandes compagnies, voir *NBW*, t. II, col. 936 (notice de R. VAN UYTVEN). D'après l'auteur des *Brabantsche Yeesten*, Wenceslas aurait poussé jusqu'en Savoie pour y écraser ces bandes, en compagnie des ducs de Bar et de Lorraine (*Brab. Yeesten*, t. II, pp. 182-185).

(23) Sur cette campagne, voir *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 191-192. — Pour les frais qu'elle entraîna, voir AGR, CC, 2355, pp. 109-120.

(24) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, Ire partie, t. IV, pp. 330-338, n° 2604 à 2617.

(25) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, Ire partie, t. IV, pp. 390-391, n° 2721 et 2722, date ces actes de 1370 (n.s.). Mais il n'y a aucune raison de choisir ici le style de Cambrai plutôt que le style de Noël, d'autant que les événements auxquels il est fait allusion dans les deux pièces se situent à l'automne 1368 (campagne contre le duc de Gueldre ; voir note suivante).

(26) Les deux pièces citées ne donnent pas la date de cette campagne, mais en parlent comme de la dernière expédition menée par Wenceslas contre Edouard. Comme les deux actes datent au plus tard du 1er février 1370 (n.s.), il ne peut encore s'agir des opérations qui se concluront par la bataille de Baesweiler. Il est donc fait allusion à la guerre de 1368 (voir *supra* et n. 23).

(27) Voir *supra*, p. 170.

que, comme tel, il était intervenu à l'occasion pour calculer les pertes subies en campagne par des combattants de Wenceslas (28), alors même que Gérard de Vorselaar était maréchal de l'armée ducale. Comme, de plus, les quittances de 1369 ou 1370 émanent de personnes privées, peut-être peu au courant des nuances de la titulature officielle, il est permis de se demander si Wezembeek n'apparaît pas ici une nouvelle fois en qualité de maréchal de l'Hôtel, fonction dont le titulaire n'est toutefois pas connu d'une manière certaine entre 1357 et 1373 (29).

En janvier 1381, c'est bien le maréchal de l'Hôtel, Jean Clutinc, qui, en compagnie du drossard de Brabant, rembourse à Henri de Boutersem, seigneur de Bergen-op-Zoom, les frais et dommages supportés par lui à Termonde, ville de Flandre qu'un corps expéditionnaire brabançon aida Louis de Male à défendre contre un assaut des Gantois révoltés (30).

Le bilan de ce que les sources nous apprennent sur le maréchal «d'armée» au XIV^e siècle est donc au total assez maigre.

Du point de vue de la terminologie tout d'abord : cet officier est souvent appelé «maréchal» sans plus, parfois «maréchal de Brabant» ou «maréchal de l'ost». En fait, nous préférons l'expression «maréchal du duc de Brabant», car ce n'est absolument pas un dignitaire «national» ou territorial, ceci contrairement au sénéchal de Brabant. C'est un agent du prince ainsi que le montre l'exemple de 1363, quand le maréchal accompagne Wenceslas en Lorraine. Car dans ce cas précis, ce ne fut pas le duc de Brabant qui conduisit cette expédition, mais plutôt le duc de Luxembourg, ou mieux encore, le frère de l'Empereur. A ce moment, Henri de Boutersem, malgré son titre de maréchal de Brabant, est donc maréchal, non de l'armée brabançonne, mais de celle de Wenceslas, prince de la famille impériale.

Quel est le rôle exact du maréchal du duc ? Est-il, comme l'écrivait G. Guillaume, le commandant de l'armée en campagne ? Les documents dont nous disposons ne permettent ni de l'affirmer ni d'avancer le contraire ; ils ne précisent d'ailleurs pas la nature exacte de ses fonctions. Sauf dans le cas de Jean Craye, dont on sait qu'il a été désigné par Jean III pour prendre la tête d'un contingent militaire, nous ne voyons jamais le maréchal intervenir que comme témoin des pertes subies par des combattants. Il serait hasardeux d'en déduire qu'il dirigeait nécessairement les opérations de guerre, même sous les

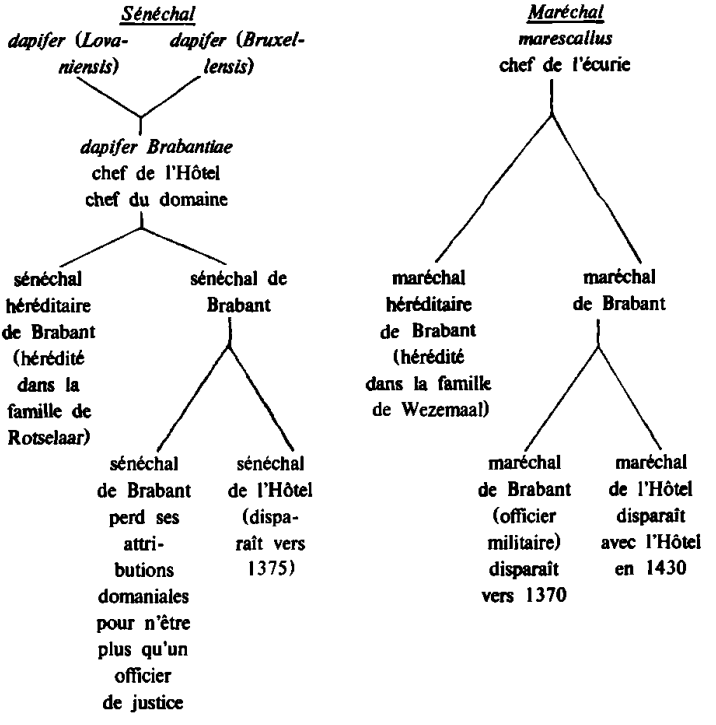
(28) Voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re partie, t. II, pp. 360-361 (n^os 1028 et 1029).

(29) En ce qui concerne Jean de Wezembeek lui-même, on ne possède que peu de traces de sa présence à la Cour après 1357. Fin août-début septembre 1363, alors que l'Hôtel avait quitté Bruxelles pour Genappe, quelques serviteurs restèrent cependant à Bruxelles, et l'un d'eux fut chargé de la garde d'un cheval appartenant à Wezembeek (AGR, CC, 2350, pp. 254-255). Le 1^er février 1369, Jean de Wezembeek fut envoyé en Flandre en compagnie du receveur de Brabant, pour y rencontrer les comtes de Flandre et de Namur (CC, 2355, p. 101).

(30) Voir AGR, Chartes de Brabant, n° 5733. Clutinc y est dit «*Clutink den marschalk*» (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re partie, t. VIII, p. 177, en fait à tort un «maréchal de Brabant»). Ce personnage exerça les fonctions de maréchal de l'Hôtel de 1373-1374 à 1386-1387 (voir *supra*, p. 170). — Au sujet du siège de Termonde, voir F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, p. 309.

ordres du duc, mais il serait tout aussi téméraire de ne le tenir que pour une sorte d'intendant militaire.

Dès la fin du XIV[e] siècle, seuls subsistent donc les maréchaux de l'Hôtel et ceci contrairement à ce qui se produit pour le sénéchal (31). Il est d'ailleurs intéressant de montrer, sous forme de schéma, l'évolution comparée des offices de sénéchal et de maréchal.



Il y a, malgré certaines différences, un parallélisme certain entre les deux évolutions : les deux offices sont nés dans l'Hôtel et se sont subdivisés à un moment donné en dignité héréditaire et en office amovible, ce dernier se scindant lui-même en deux branches, l'une demeurant rattachée à l'Hôtel, l'autre s'en détachant.

Reste à se poser la question de savoir quels rapports unissaient le maréchal au Conseil. Il faut reconnaître que la minceur de notre documentation ne permet pas de trouver une réponse satisfaisante. Tous les maréchaux postérieurs à 1355 ont fait partie du Conseil ducal, mais était-ce *ex officio* ou à titre personnel ? Rien n'autorise à trancher dans un sens ou dans l'autre.

(31) A Liège, le maréchalat fut supprimé en 1421. Il fut rétabli à la fin du XV[e] siècle, mais uniquement comme dignité honorifique (E. PONCELET, *Les maréchaux d'armée* ..., p. 124).

C. Le receveur de Brabant.

Il ne nous appartient pas de revenir ici sur l'histoire de la recette générale de Brabant, qui a été magistralement retracée par Mlle M. Martens (jusqu'en 1406), et par feu P. Kauch (de 1404 à la fin du XV^e siècle). Tout au plus est-il bon de replacer cet office si important dans l'ensemble de «l'administration» ducale, et de résumer les grands traits de son évolution (32).

Une première constatation s'impose : si l'histoire de la *Curia principis*, de l'Hôtel et des grands offices auliques présente, dans la plupart des principautés médiévales d'Europe occidentale, des caractères assez semblables, une plus grande diversité règne en matière d'institutions financières et dans ce qui relève de l'administration domaniale.

Pour comprendre cette variété, il importe de se rappeler à quels besoins devaient faire face les administrateurs dont il est ici question et quelles étaient éventuellement les tâches qu'ils pouvaient avoir à remplir (33). Nous serons, par la force des choses, amené à rappeler certaines notions déjà évoquées plus haut, dans le paragraphe relatif au receveur de l'Hôtel.

Comme le receveur de Brabant était, au moins dans la seconde moitié du XIV^e siècle, à la fois administrateur du domaine ducal et receveur des revenus ordinaires du prince, il faut d'abord montrer sur quoi portait son activité.

Le tableau des revenus du duc de Brabant a été fort bien détaillé dans les travaux déjà cités de Mlle Martens et de feu Pierre Kauch (34). Il faut d'ailleurs dire ici que, d'une manière générale, les revenus de la plupart des princes territoriaux se présentent un peu partout de la même manière, seule variant l'importance relative de telle ou de telle source de profit (35).

Parmi les revenus ordinaires, il faut distinguer notamment :

— les revenus du domaine, parmi lesquels
  — des revenus en nature provenant de l'exploitation directe des terres ap-

(32) M. Martens, *L'administration ...*, cit. et P. Kauch, *L'administration ..., cit.*

(33) Dans beaucoup de travaux consacrés à la question, il est souvent plus traité de l'*objet* sur lequel porte l'activité des administrateurs domaniaux ou financiers que des facettes de cette activité elle-même. Traiter de l'«administration domaniale et financière» d'une principauté se limite assez régulièrement à parler de la consistance du domaine d'un prince, de la nature de ses revenus, rarement à analyser les tâches dévolues aux agents domaniaux et financiers.

(34) M. Martens, *L'administration ...*, pp. 137 et suiv. et 292 et suiv. ; P. Kauch, *L'administration ...*, pp. 33 et suiv., dont l'exposé est peut-être plus suggestif, parce que plus systématique, mais est malheureusement resté inédit.

(35) Pour la Flandre, on consultera le très bon résumé de M. F. L. Ganshof sur les institutions financières flamandes, dans le chapitre que le savant professeur gantois a consacré à «La Flandre» dans F. Lot et R. Fawtier, *Histoire des institutions ...*, t. I, pp. 343 et suiv. (pour les finances, voir pp. 419 et suiv.), ainsi que l'exposé très suggestif de M. L. Voet, *De Middeleeuwse Vorst*, dans *Flandria Nostra*, t. V (pour les revenus du comte de Flandre, voir pp. 70-98). Voir aussi R. Monier, *Les institutions financières ...* (énumération des revenus divers du comte de Flandre pp. 7-30). Pour la Hollande, voir P. J. Blok, *De financiën van het graafschap Holland* (énumération des revenus ordinaires du comte de Hollande pp. 48-59 ; pour les revenus extraordinaires, voir pp. 60 et suiv. ; pour les aides plus particulièrement, voir pp. 64-125). — Si les revenus des divers princes présentent des caractères communs, il n'en est pas rigoureusement de même des classifications établies par les auteurs actuels. Ainsi le sens des mots «ordinaire» et «extraordinaire» peut varier d'un historien à l'autre. Il en est de même de la notion «revenus d'origine seigneuriale» qui dépendra de la conception que les auteurs font de la «seigneurie».

partenant au prince (par exemple bois des forêts domaniales, poisson provenant des viviers ducaux, vin des vignobles de Louvain et du Coudenberg, produits de la chasse, ...) ;
— des revenus en nature provenant de l'accensement ou de l'affermage de parties importantes du patrimoine foncier ;
— les revenus d'origine seigneuriale, provenant de l'exercice de la seigneurie locale (cens et rentes d'origine seigneuriale [36]), droits de banalités, ...), et notamment de l'exercice de la justice (amendes, compositions, droits de lods et ventes, ...).
— ce peuvent être
des revenus en nature
des revenus en espèces
des prestations en service (corvées, ...) ;
— les revenus d'origine féodale, perçus par le prince à titre de suzerain (droits de relief) ;
— les revenus provenant de l'exercice par les ducs de l'avouerie sur les monastères du pays (corvées, droits de gîte et de meute, «dons» faits par les nouveaux abbés,...) ;
— les revenus provenant de l'exercice par le duc de droits régaliens
— tonlieux, ...
— revenus de monnayage, ...
— des revenus perçus à titre personnel [37], par exemple les douaires en pays étrangers, les fiefs et rentes tenus par les ducs de Brabant de souverains ou de princes voisins,...

L'ensemble de ces revenus «ordinaires» peut aussi se diviser selon un autre point de vue, en deux grandes catégories :

— les revenus périodiques réguliers, comme les cens et rentes ;
— les revenus «casuels», comme les amendes de justice.

Suivant en cela un phénomène général, les recettes «ordinaires» ne parvinrent bientôt plus à couvrir les dépenses des ducs, qui furent contraints de se procurer des recettes «extraordinaires», en levant des aides sur leurs sujets [38]. Ces revenus extraordinaires finiront par constituer la partie la plus importante des ressources financières des princes.

Notons aussi que parmi les aides, qui toutes sont à ranger dans la catégorie des revenus extraordinaires, l'on distingue assez rapidement des aides «or-

(36) Ce sont les cens et rentes du domaine *médiat*, par opposition à ceux du domaine direct ou immédiat qui figurent dans la catégorie précédente.

(37) Le mot ne convient peut-être pas tout à fait, dans la mesure où l'on pourrait dire que les autres revenus sont aussi perçus à titre personnel puisque le Moyen Age n'introduit pas, dans le cas des princes et seigneurs, de séparation nette entre revenus privés et recettes publiques.

(38) Sur les aides en Brabant au XV[e] siècle, voir tout d'abord P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 106 et suiv. — Le sujet a été repris par Mme A. VAN NECK, à partir de 1356 (*Les aides générales* ..., travail lui aussi inédit, mais dont un résumé a été publié sous le titre «*Un aspect de l'histoire financière du Brabant au Moyen Age : les aides accordées aux ducs entre 1356 et 1430*, dans ANNALES DE LA SOC. ROYALE D'ARCHÉOL. DE BRUX., t. LI, 1962-1966, pp. 65-94).

dinaires» et des aides «extraordinaires», au risque de créer ainsi une certaine confusion dans les esprits (39).

Pour faire «rendre» ces diverses sources de profits, il convient d'effectuer un certain nombre d'opérations. Il faut en effet :

— gérer le domaine exploité directement ;
— assurer la représentation du duc comme seigneur local, et notamment veiller au bon fonctionnement de la justice ;
— collecter les diverses catégories de revenus en nature ou en espèces.

L'aspect purement financier comporte lui aussi un éventail de tâches différenciées :

— il est utile de connaître les revenus dont le duc dispose ; pour cela, il convient d'en dresser éventuellement des catalogues ou inventaires (tels des censiers, ou des livres de feudataires), ou d'établir un budget (pratique inconnue en Brabant antérieurement à 1430) ;
— il faut assurer la perception des revenus ;
— il faut tenir une comptabilité des recettes ;
— il faut assurer au moins temporairement la garde des espèces ou des revenus en nature ainsi perçus ;
— le but final n'étant pas de thésauriser, mais de couvrir certains besoins, les revenus ainsi accumulés serviront à régler les dépenses du prince. La dépense implique, elle aussi, plusieurs opérations distinctes : sur le plan «politique», la décision d'affecter telles sommes à tels usages : sur le plan de l'exécution, la manipulation des deniers ou des denrées (40), et la comptabilité des dépenses. Dans ce domaine aussi, le stade prévisionnel (budget) est inconnu pendant la période étudiée.

Enfin, chacune des opérations évoquées ci-dessus peut donner lieu à un *contrôle*.

Il y a là, on en conviendra volontiers, une grande multitude de tâches différentes susceptibles de requérir les soins d'officiers spécialisés. Rien n'oblige à confier la direction de toutes les opérations à un responsable unique, et une telle solution ne fut d'ailleurs pratiquement jamais adoptée dans aucun des «Etats» de l'Europe occidentale.

Tout d'abord, les décisions ultimes en matière financière restèrent un peu partout, du moins en théorie, du ressort du Roi ou du prince territorial, éventuellement assisté de son Grand Conseil, et cela même dans les pays où se forma, au sein de ce dernier, un noyau de conseillers spécialisés en matière de finances (Conseil des finances) (41). Dans la pratique pourtant, des pouvoirs

(39) A ce propos, voir *supra*, p. 123.

(40) Il faut tenir compte du fait que cette «manipulation» peut être parfois fictive. Certaines dépenses, comme certaines recettes d'ailleurs, peuvent se faire au moyen de simples écritures, sans transports d'espèces (voir pour les pays bourguignons les travaux de Mlle Andrée VAN NIEUWENHUYSEN, *Le transport et le change* ..., pp. 57 et suiv., et *L'organisation financière* ..., p. 218).

(41) Voir F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions* ..., t. II, p. 76 : «Les hautes parties des finances furent une des préoccupations constantes du Conseil». En France, un Conseil des finances

assez étendus furent souvent confiés à un personnage appelé parfois «gouverneur des finances» (42).

La garde des fonds, de la caisse elle-même ou mieux du Trésor, pour utiliser le vocabulaire de l'époque, a pu être confiée exceptionnellement à un organisme extérieur à la *Curia*, comme ce fut le cas en France pendant plus d'un siècle (du règne de Louis VII à 1295), lorsque le Trésor royal fut déposé au Temple et commis aux bons soins des Templiers devenus ainsi banquiers de la Monarchie (43). Mais elle l'était plus souvent à un office de la Cour, la Chambre en l'occurrence (44) ou à un officier spécialisé, le «Trésorier», lequel, comme dans les pays bourguignons, cumula souvent sa charge avec celle de gouverneur des finances (45).

ne se forma que vers la fin du XVI[e] siècle (G. ZELLER, *Les institutions* ..., p. 114). Dans les Pays-Bas, on connaît le Conseil des finances créé par Charles V en 1531.

(42) Il y eut par exemple un gouverneur des finances en titre dans les Etats bourguignons dès le XIV[e] siècle (voir *infra*), dans le Bourbonnais à partir de 1435 (E. PERROY, dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I, pp. 314-315), et à l'occasion en Bretagne (B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, dans *idem*, t. I, p. 283). Souvent cette direction est assumée par un «trésorier», soit qu'un véritable trésorier (caissier, garde du trésor) ait vu ses prérogatives s'étendre, soit que le sens du mot «trésorier» ait évolué, comme en France où, sous Charles VI, la direction des finances est aux mains de trois «trésoriers» (en fait des gouverneurs des finances), alors que le véritable trésorier, au sens premier du mot, porte le titre de «changeur» ! (M. REY, *Le domaine* ..., pp. 74 et suiv.). Cela incite à rappeler, si nécessaire, les traquenards posés par la terminologie ancienne et, parfois aussi d'ailleurs, par celle des historiens actuels.

(43) F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. II, pp. 197-198.

(44) Il en était ainsi à l'origine en Angleterre, avant la création d'une «Trésorerie» puis de l'Echiquier (voir B. LYON et A. VERHULST, *Medieval finance*, p. 85), de même qu'en Flandre, au XII[e] siècle (*ibid.*, pp. 13-15 ; c'est vers 1250 que le Trésor se sépare de la Chambre ; *ibid.*, p. 19) et peut-être en Bourgogne au XIII[e] siècle (J. RICHARD, *Les ducs de Bourgogne et la formation du duché*, pp. 417-418 : les chambellans étaient les chefs des finances ducales et il est permis de croire qu'ils avaient notamment la garde du trésor) ; en Normandie aussi, la Trésorerie fut longtemps un service de la Chambre (M. DE BOUARD, dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I, p. 27) ; en Champagne, «les finances du comté étaient ... administrées par les Chambriers» jusque vers 1240 (J. LONGNON, dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I, p. 132). A la Cour d'Albert de Bavière, régent de Hainaut, Hollande et Zélande, une partie des recettes et des dépenses du prince fut aussi temporairement administrée par un chambellan, en 1358-1359, alors qu'habituellement les finances comtales étaient gérées par un clerc de la chancellerie (Th. VAN RIEMSDIJK, *De tresorie en kanselarij* ..., p. 115). Sur le lien entre l'administration des finances et la Chambre à la Cour impériale, voir Th. MAYER, *Geschichte der Finanzwirtschaft* ..., p. 263. Dans les grandes principautés de l'Empire le Trésor était aussi à l'origine confié à la garde de la Chambre (voir E. BAMBERGER, *Die Finanzverwaltung* ..., pp. 196 et suiv.). Enfin rappelons que l'administration centrale des finances pontificales portait le nom de «Chambre apostolique», ce qui indique assez ses origines. — En France, le Trésor était, au XIII[e] siècle, gardé au Temple. Les chambellans du Roi avaient néanmoins aussi des attributions financières : c'est eux qui tenaient la comptabilité de l'Hôtel et cela jusque pendant le règne de Louis IX (BORRELLI DE SERRES, *Recherches* ..., t. I, pp. 249 et suiv.). Par la suite, leurs attributions seront reprises par la Chambre aux deniers.

(45) Les comtes de Hollande et de Zélande eurent des trésoriers dans la seconde moitié du XIV[e] siècle et jusqu'en 1432 (voir P. J. BLOK, *De financiën* ..., p. 126, et l'ensemble du travail de Th. VAN RIEMSDIJK, *De tresorie en kanselarij*... — En Bourgogne, la situation est un rien plus complexe : le titre de trésorier paraît avoir eu en général le même sens qu'en France (il apparaît d'ailleurs sous Philippe le Hardi) et avoir servi à désigner le gouverneur des finances. Ce trésorier n'est caissier que lorsqu'il occupe en même temps les fonctions de receveur général (c'est-à-dire de 1363 à 1372, de 1391 à 1397, de 1404 à 1406 et en 1412-1413). Lorsqu'il y a un receveur général, c'est celui-ci qui garde les fonds et le «trésorier» n'est que gouverneur des finances, tout en portant le double titre de

La collecte des revenus était souvent le fait d'une administration distincte de celle de la Trésorerie (46).

D'une façon générale, il n'est pas nécessaire non plus qu'un receveur soit en même temps un «dépensier». Ainsi en France, et dans l'«Etat bourguignon», la dépense de l'Hôtel était confiée à un officier payeur, le maître de la Chambre aux deniers, dont il serait téméraire de dire qu'il était à la tête d'une recette (47). En Brabant, au contraire, sauf pendant une courte période pendant laquelle le duc Antoine tenta d'introduire en cette matière l'usage bourguignon, la dépense de l'Hôtel fut généralement du ressort du receveur de Brabant (48).

Il est aussi possible de concevoir des receveurs et/ou des payeurs particuliers par types de revenus.

Les recettes extraordinaires, par exemple, ne sont en général pas du ressort des percepteurs des revenus ordinaires. En ce qui touche plus particulièrement ceux-ci, en Brabant, pendant tout le XIV^e siècle, les revenus d'origine féodale alimentèrent une caisse particulière, distincte de la recette de Brabant, caisse dont le titulaire — le clerc des fiefs — revêtait le triple aspect de receveur, de trésorier et de payeur (49), tandis qu'en 1426-1427, pendant une vacance de la recette de Brabant, il y eut un commis à la recette des revenus domaniaux et un autre commis à celle des revenus provenant de l'exercice de la justice (50).

trésorier et gouverneur des finances (pour la liste de ces officiers, voir B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les chefs des finances ducales*, pp. 69 et suiv. ; voir aussi ci-dessous, n. 81).

(46) Lors de la création de l'office de receveur de Flandre, cet officier n'était pas chargé de thésauriser les revenus comtaux (Th. LUYKX, *De grafelijke financiële bestuursinstellingen* ..., p. 85). Avant cela déjà, la distinction était nette entre la trésorerie, qui était du ressort de la Chambre (voir plus haut, n. 44) et la collecte des revenus ordinaires, relevant du chancelier de Flandre, le prévôt de Saint-Donatien. Cette distinction n'a pas toujours été clairement vue par les historiens, ainsi que le font remarquer MM. B. LYON et A. VERHULST qui écrivent (*Medieval finance*, p. 15) : «*The central financial administration of the count thus seems to have composed of two parts, a fact hitherto unnoticed by historians*» et plus loin (p. 17) : «*To put it simply, the chamberlain was a cashier ; the provost-chancellor, an accountant.*»

(47) On peut négliger quelques revenus de peu d'importance perçus par ce maître, revenus provenant de l'activité journalière de l'Hôtel (vente des déchets de cuisine, des peaux de bétail tué pour la table, ...). — En dehors des officiers affectés à des dépenses particulières, il a pu y avoir des «dépensiers» au niveau central. Ce fut le cas dans les Etats bourguignons sous Charles le Téméraire à partir de 1468 : le receveur général de toutes les finances fut alors réduit au rôle de collecteur des deniers provenant des receveurs particuliers. L'argent recueilli devait être remis par lui aux «commis des finances» (collège de conseillers du duc ayant repris les charges exercées autrefois par le trésorier-gouverneur des finances). Pour régler toutes les dépenses du duc, un nouvel officier fut crée, qui reçut le titre d'«argentier» (voir P. COCKSHAW, *Comptes généraux de l'Etat bourguignon*, p. 489). — Une nouvelle occasion nous est fournie de dénoncer les pièges tendus par la terminologie officielle ancienne. L'argentier de Charles le Téméraire, «dépensier général» du duc, n'a rien de commun avec un officier de même titre qui fonctionna pendant quelque temps à la Cour de Philippe le Hardi et qui n'était qu'un simple comptable de l'argenterie ; l'argentier de Philippe le Hardi avait en effet à s'occuper de l'achat et de l'inventaire des joyaux et pierreries, de l'argenterie et de l'orfèvrerie et, en général, de tous objets de luxe ; il n'eut qu'une existence éphémère, de 1386 à 1392 (B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les chefs des finances* ..., pp. 39-40).

(48) Voir *supra*, pp. 176-178.

(49) Voir *ibid.*, pp 200-201. Au XV^e siècle par contre, il ne fut plus que receveur, le produit de sa recette (diminué de ses gages) étant alors versé à la trésorerie de Brabant (voir *ibid.*, pp. 214-215).

(50) Le compte du premier (11 novembre 1426-6 novembre 1427) porte actuellement la cote CC, 2406^II aux AGR, celui du second (23 février 1426-17 avril 1427) la cote CC, 21718.

Enfin la gestion du domaine ne doit, de toute évidence, pas être forcément confiée au collecteur des revenus de celui-ci.

Ces quelques remarques préliminaires nous permettront de mieux saisir, en le détaillant, le rôle dévolu au receveur de Brabant à la veille de l'arrivée au pouvoir de la branche cadette de la maison de Bourgogne.

Ce «receveur» était :

1. comptable en chef et
2. receveur «central» des revenus ordinaires du duc, à l'exception des revenus en grains et des revenus d'origine féodale, la recette (et la dépense) des grains étant, quant à elle, du ressort du maître de l'épier, celle des droits de reliefs de celui du clerc des fiefs (51). Pour la collecte des autres revenus, le receveur de Brabant était assisté par des collaborateurs régionaux : les receveurs locaux (pour les revenus du domaine), et les officiers de justice locaux (pour les revenus de justice) ;
3. trésorier des revenus faisant l'objet de sa recette ;
4. dépensier de ces revenus ;
5. administrateur du domaine ducal. En cela aussi, il était aidé par les receveurs locaux ;
6. contrôleur des comptes et de la gestion des receveurs locaux (52).

A la lueur de ce qui précède, reprenons ce qu'écrit Mlle Martens au sujet de l'origine et de l'évolution des fonctions de receveur de Brabant.

Pour cet auteur, l'office apparut au plus tard en 1279, peut-être déjà dès 1271 (53) ; au même moment furent mis en place les receveurs locaux (54). Mais le *collector* du dernier quart du XIII^e siècle n'avait encore que peu de points communs avec son successeur de la fin du XIV^e siècle. Ce que l'on sait de lui ne permet pas d'en faire plus qu'un percepteur général des revenus ordinaires du prince, et encore faut-il supposer que ceux-ci ne comprenaient pas les recettes d'origine féodale.

Ce n'est qu'avec la nomination de Gautier Volcart en 1284 que nous nous trouvons à coup sûr en présence d'un receveur-payeur (55). Toutefois, son titre habituel de «*receptor* reddituum *Brabantie*» insiste toujours sur la partie «perception» de son office. Ce n'est que quelques années plus tard que la formule simplifiée de «*receptor Brabantie*» sera utilisée, à une époque où, depuis quelque temps déjà, le mot «receveur», ayant un peu perdu de son sens premier, désignait un officier dont les attributions étaient plus larges que celles d'un simple collecteur de revenus.

(51) Ceci doit être légèrement nuancé. Si les recettes féodales échappèrent au receveur de Brabant pendant tout le règne de Jeanne, les revenus en nature furent repris dans ses comptes jusqu'en 1375. Ce n'est qu'à partir de 1376-1377 (AGR, CC, 2362) que ces revenus en nature lui échappèrent.

(52) Ceci avant l'apparition de la Chambre des Comptes. Sur le contrôle des comptes au XIV^e siècle, voir *infra*, chap. IV.

(53) M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 80-81.

(54) *Ibid.*, p. 260.

(55) C'est ce qui ressort de ce qui nous est connu de l'activité de ce personnage (*ibid.*, pp. 83 et suiv.).

Il faudra encore attendre quelques décennies pour voir le receveur de Brabant supplanter le sénéchal dans l'administration du domaine. L'évolution paraît accomplie avec l'avènement des ducs Jeanne et Wenceslas.

Mais qu'en était-il avant 1271-1279 ? Force est de reconnaître que nous n'en savons rien.

La perception des revenus sur le plan local était très probablement de la compétence des agents domaniaux, héritiers des anciens *villici*. Mais que se passait-il en matière de centralisation éventuelle des revenus, et d'administration des dépenses ducales ?

Mlle Martens émet l'hypothèse que des clercs de la chancellerie ducale jouaient un rôle en matière financière avant 1271-1279, et que le receveur de Brabant peut être tenu pour leur héritier, du moins en ce qui regarde ses fonctions de comptable, receveur et payeur (56). Mais quel était le rôle financier exact de ces clercs ? S'occupaient-ils uniquement de comptabilité, ou de perception, ou aussi de trésorerie ? Rien ne permet de le préciser.

L'hypothèse de Mlle Martens se fonde sur une comparaison avec la Flandre. Dans cette principauté, la filiation entre un clerc (ou notaire) de la chancellerie comtale et le receveur de Flandre est certaine (57). A l'appui de l'opinion de Mlle Martens nous voudrions aussi attirer l'attention sur le fait que, en Brabant, plusieurs des clercs ducaux commis aux écritures — on pourrait dire des clercs de la chancellerie *lato sensu* — jouaient, encore dans la seconde moitié du XIV^e^ siècle, un rôle en matière financière. Il faut citer le clerc des fiefs (comptable et receveur des droits de relief, et, au XIV^e^ siècle, dépensier des revenus ainsi perçus), le clerc de l'Hôtel ou des offices (comptable des dépenses des services domestiques, ainsi que de certains de leurs revenus éventuels), et le maître de l'épier (comptable et trésorier-payeur des revenus en grains) (58). Rien d'exceptionnel donc dans la liaison chancellerie-finances, qui existait aussi dans les comtés de Hainaut, Hollande et Zélande (59).

(56) *Ibid.*, pp. 131-132.

(57) *Ibid.*, p. 132. — Voir aussi E. STRUBBE, *Egidius van Breedene ...*, pp. 68-70 ; F. L. GANSHOF, *La Flandre*, pp. 420-421, dans F. LOT et R. FAWTIER, *op. cit.*, t. I ; Th. LUYKX, *De Grafelijke financiële bestuursinstellingen ...*, pp. 52 et suiv. ; A. VERHULST, *L'organisation financière ...*, pp. 31-32 ; et B. LYON et A. VERHULST, *Medieval finance*, p. 19.

(58) Voir *supra*, pp. 191-194. — On ne peut malheureusement tirer argument de l'expression «*clerc le grant clerc de Braibant*» qui, selon Mlle Martens (*L'administration ...*, p. 112) aurait servi à désigner Thierry de Gorinchem dans un acte du 9 octobre 1357 (AGR, Chartes de Brabant, n° 1551). En réalité il faut lire «*clerc le s.* (= *souverain* ?) *renttier de Braibant*». A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, t. III, p. 160, qui avait lu «*grantclerc*», avait compris «chancelier», et avait fait de Thierry le clerc du chancelier ! En revanche, on versera au dossier l'expression «*clericum, terrae Brabantiae redituum receptorem*» qui sert à qualifier le receveur Jean de Huldenberg dans un acte du 24 juin 1283 (MIRAEUS-FOPPENS, *Opera diplomatica*, t. I, p. 319), mais on n'en tirera pas de conclusion pour le moment, cet exemple unique ne permettant pas de décider si le «*clericum*» s'applique à une qualité de clerc ducal (ce que semble croire E. REUSENS, *Les chancelleries inférieures ...*, p. 149) ou à l'état social du personnage. Sur ce receveur, voir M. MARTENS, *op. cit.*, p. 83.

(59) La comptabilité des recettes comtales et celle des dépenses ordinaires et extraordinaires étaient confiées à des clercs de la Cour du comte de Hainaut-Hollande-Zélande, à une époque où ces clercs faisaient partie d'une chancellerie «*lato sensu*» semblable à celle qui a été évoquée plus haut (II^e^ partie, chap. I^er^, pp. 187-190) : voir Th. VAN RIEMSDIJK, *De tresorie en kanselarij...*, pp. 40-45.

Le receveur de Brabant pourrait donc bien être l'héritier d'un clerc ducal chargé de certaines opérations financières, et dont le rôle aurait rapidement gagné en importance.

Deux remarques encore : jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle, l'action de ce receveur s'est limitée pratiquement au Brabant. Comme seuls revenus extérieurs, il ne comptabilisait que le produit des douaires de Jeanne (60), ainsi que, pendant quelques années, les revenus personnels de Wenceslas (61). Exceptionnellement il fit figurer dans ses comptes des versements faits par le sénéchal du Luxembourg (62) ainsi qu'une somme provenant de la levée d'une aide dans cette même province (63). Mais il ne s'occupait en rien de la recette de Limbourg-Outre-Meuse, pas plus en général, que de la recette du duché de Luxembourg (64). Ni Wenceslas ni Jeanne n'ont donc eu de receveur général de toutes leurs finances. En second lieu, la perception des revenus extraordinaires n'était pas effectuée par le receveur de Brabant. A l'occasion de chaque aide levée dans le duché au XIV^e^ siècle, des receveurs de l'aide furent désignés pour la circonstance, assistés, sur le plan local, par les officiers de justice du prince et non par ses receveurs locaux, dont l'activité s'exerçait dans un cadre purement domanial (65). La conservation puis la dépense de l'argent ainsi perçu, était habituellement du ressort des percepteurs de l'aide, mais le receveur de Brabant pouvait parfois intervenir, par exemple en se voyant confier par ceux-ci une partie des sommes recueillies (66). Signalons qu'au stade de la perception, le receveur de Brabant jouait aussi quelquefois un rôle accidentel : c'est souvent lui qui était chargé de recueillir les cotisations non payées en temps voulu (67).

Un mot encore quant au recrutement de ces officiers et quant à leur place au Conseil.

Depuis les origines jusqu'au début du XV^e^ siècle, ils furent recrutés dans les milieux étrangers à la haute noblesse : c'étaient habituellement de grands

En 1363, l'ensemble des recettes de trois comtés fut confié à un seul clerc, qui reçut le titre de «receveur et trésorier des comtés de Hainaut, Hollande et Zélande» (*ibid.*, p. 119). Le lien entre la chancellerie et la trésorerie était si étroit que l'étude à laquelle il est renvoyé ici n'a pu que les traiter de concert. — Vers la fin du XIV^e^ siècle, l'office de trésorier avait acquis suffisamment de lustre pour être pris en charge par des nobles (*ibid.*, p. 171). — Sur le rôle comptable joué par des clercs de chancellerie dans les principautés d'Empire, et sur l'importance progressive prise par les chancelleries princières dans la direction des finances, voir E. BAMBERGER, *Die Finanzverwaltung* ..., pp. 201 et suiv.

(60) M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 139-140.

(61) *Ibid.*, p. 141. Par la suite, à partir de 1373, Wenceslas eut un receveur particulier pour la pension de 6.000 francs par an qu'il percevait du roi de France, receveur dont un compte est conservé (AGR, CC, 46926).

(62) AGR, CC, 2353, p. 41.

(63) AGR, CC, 2358, p. 30.

(64) Wenceslas avait un receveur du duché de Luxembourg. De 1377 à 1384, le poste fut occupé par le secrétaire Henri de Remagne (voir Annexe II). Seul le dernier compte rendu par celui-ci est conservé (AGR, CC, 2628 : compte du 1^er^ octobre 1383 au 1^er^ octobre 1384, c'est-à-dire commencé du vivant de Wenceslas, mais terminé plusieurs mois après son décès).

(65) Pour la perception des aides au XIV^e^ siècle et jusqu'en 1430, voir A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., pp. 79 et suiv.

(66) Comme ce fut le cas pour l'aide levée après la défaite de Wenceslas à Baesweiler (voir AGR, CC, 2362, pp. 15 et 18, 2363, pp. 15-23, 2364, pp. 16-26, etc.).

(67) Voir M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 159, n. 3.

bourgeois, des chevaliers, des banquiers ou des clercs (68) ; plusieurs avaient déjà rempli d'autres offices au service des ducs avant d'être promus receveur de Brabant (69). Tous, une fois désignés, siègent au Conseil ducal, et il apparaît nettement que c'est *ex officio*, puisque leur entrée au sein de cet organisme coïncide avec leur nomination à la tête des finances ordinaires du duc.

De profonds changements vont intervenir avec l'avènement de la dynastie bourguignonne :

a) Dès 1404, Antoine crée un office de trésorier et receveur général de toutes ses finances. La fonction, d'abord indépendante, est bientôt reprise par le receveur de Brabant.

b) Ce receveur de Brabant, quant à lui, tend à faire figure, au moins théoriquement, de receveur général de Brabant-Limbourg.

c) En outre, il intervient de plus en plus dans l'administration des revenus extraordinaires du duc ; il gère aussi plus complètement qu'au XIV^e^ siècle l'ensemble des revenus ordinaires.

d) Le recrutement de cet officier se fait selon d'autres critères : le receveur de Brabant est de plus en plus systématiquement choisi parmi des gens très fortunés, petits nobles, banquiers, voire membres de la haute noblesse, et non plus recruté dans le «cadre». Cette situation a son corollaire : assez régulièrement le receveur renonce à assumer lui-même sa charge, dont il confie l'exercice à un lieutenant.

e) Les difficultés que connaît à cette époque le trésor brabançon laissent parfois l'office de receveur vacant pendant de longs mois. Le duc est alors contraint de faire diriger ses finances par un intérimaire (dit «commis à la recette de Brabant»).

f) Dès 1404 aussi, le contrôle des finances est confié à un organisme spécialisé, la Chambre des Comptes.

Examinons rapidement ces différents points en nous aidant du travail inédit, déjà souvent cité, de Pierre Kauch.

1. La trésorerie et la recette générale de toutes les finances.

Au lendemain de la mort de sa mère, Marguerite de Male, Antoine de Bourgogne, alors gouverneur du Brabant, se trouve être comte de Rethel (70), châtelain de Lille (par sa femme) (71), seigneur d'Anvers et seigneur engagiste de Limbourg et des pays d'Outre-Meuse (par sa mère) (72).

(68) *Ibid.*, p. 120.

(69) Ainsi qu'on peut s'en rendre compte à la lecture des notices biographiques dressées par Mlle Martens (*ibid.*, pp. 79 et suiv. ; voir aussi p. 124).

(70) En vertu de l'acte de partage de la succession de Philippe le Hardi et de Marguerite de Male, du 27 septembre 1401 (*Brab. Yeesten*, t. II, pp. 695-700), Antoine tenait le Rethelois en quelque sorte en apanage. Ce comté devait revenir à son frère Philippe, au moment de l'accession d'Antoine au duché de Brabant.

(71) En vertu de son contrat de mariage (P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi* ..., t. I, pp. 553-559), par lequel la châtellenie de Lille fut promise en dot par Waleran de Luxembourg à la future épouse d'Antoine.

(72) A la mort de sa mère, Antoine hérita de l'engagère de Limbourg et Outre-Meuse, en at-

Le 9 avril 1405, il crée un office de trésorier et receveur général de toutes ses finances, qu'il confie à Jean des Pouillettes (73), lequel avait déjà exercé les fonctions de receveur général de toutes les finances de Philippe le Hardi (74).

Une fois devenu duc de Brabant, Antoine dut remettre le Rethelois à son frère Philippe, de sorte que l'autorité du trésorier ne s'étendit plus désormais à ce comté (75).

Les comptes de Jean des Pouillettes comme trésorier d'Antoine n'ayant pas été conservés (76), il nous faut, pour tenter de définir sa fonction, rappeler ce qu'était la recette générale de toutes les finances des ducs de Bourgogne, définitivement établie en 1387, mais dont l'origine remontait à quelques années plus tôt (77). «Contrairement à ce que son appellation pourrait laisser supposer», écrit très justement Mlle A. Van Nieuwenhuysen à son propos, «le rôle de son titulaire, le receveur général, n'était pas de centraliser, fût-ce sur le papier, les revenus du duc. Son rôle consistait à accompagner le duc dans ses déplacements et à faire face à la dépense ducale. Pour y parvenir, il recourait dans une très large mesure au système des décharges» (78). Ce «receveur général» n'est donc pas receveur, au sens premier du terme, et n'est «général» que dans la mesure où il est attaché directement au prince et non à une recette régionale. Sa caisse est alimentée par des dons du roi de France au duc de Bourgogne, et par des contributions des receveurs ducaux. Et encore tente-t-il de limiter au maximum le maniement des espèces, en faisant directement payer par ceux-ci à des tiers les sommes qui leur sont dues par le trésor ducal (79).

tendant de pouvoir hériter de la «nue-propriété» de ces terres au décès de sa grand-tante Jeanne de Brabant, et cela toujours en vertu de l'acte de partage mentionné à la note 70.

(73) Copie de sa commission dans AN Lille, B 1878, fol. 6-7r°.

(74) Voir Annexe II.

(75) La carence des sources ne permet d'ailleurs pas d'affirmer que Jean des Pouillettes a effectivement étendu son autorité au comté de Rethel entre le 9 avril 1405 et décembre 1406. Mais d'après la teneur de ses lettres de commission (voir n. 73 ci-dessus), il n'y a pas de raison de supposer que le Rethelois ait été tenu à l'écart.

(76) On en connaît seulement des mentions. Ainsi son premier compte finissant le 31 mai 1406 est cité dans AGR, CC, 2392, fol. 137r° (en marge), dans CC, 2393, fol. 26r° (en marge) et dans CC, 2439, fol. 315r° ; son deuxième compte, finissant le 1er décembre 1406 est mentionné dans CC, 2440, fol. 162v°.

(77) Philippe le Hardi, avant de devenir comte de Flandre et comte de Bourgogne, avait un receveur général de toutes ses finances ordinaires et extraordinaires (voir B.-A. POCQUET DE HAUT-JUSSÉ, *Les chefs des finances ...*, p. 31). Après la mort de Louis de Male, ce receveur général fit aussi entrer dans ses recettes des sommes provenant du receveur général de Flandre (P. COCKSHAW, *Comptes généraux ...*, pp. 488-489). Le 31 mai 1386, le titulaire de la recette générale de toutes les finances, Amiot Arnaut, fut déchargé de son office à sa demande «et c'est à cette date que l'on prend conscience du double rôle exercé par Amiot Arnaut : receveur de la recette de Bourgogne et receveur général des Finances» (*ibid.*, p. 489). Suite à ce départ, le duc procéda à une réorganisation de ses institutions financières. Le 1er juin 1386, il nomma un receveur général des deux Bourgognes (pendant du receveur général de Flandre-Artois) et, le 22 janvier 1387, il désigna un nouveau receveur général de toutes ses finances, qui désormais ne s'identifiait plus avec le receveur de Bourgogne, mais le coiffait (*ibid.*, pp. 488-489 et B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *op. cit.*, p. 39).

(78) A. VAN NIEUWENHUYSEN, *L'organisation financière ...*, p. 241.

(79) Sur cette pratique des assignations, dite «système des décharges» par plusieurs historiens qui s'inspirent de la terminologie ancienne (le receveur général assigne le payement d'une dette sur une recette particulière ; après exécution de l'ordre, il donne «*décharge*» à son subordonné de la somme

Dans l'organisation bourguignonne cet «officier-payeur» itinérant du duc était encore coiffé par un trésorier, véritable chef de l'administration financière, et en quelque sorte responsable «politique» des dépenses, puisqu'il devait, pour les rendre exécutoires, signer les mandements ducaux adressés au receveur général (80). Depuis 1372, les fonctions de trésorier-gouverneur général des finances et celles de receveur général de toutes les finances étaient séparées, et elles le restèrent sauf pendant de courtes périodes, de février 1391 à février 1397, de juin 1404 à novembre 1406 et d'octobre 1412 à février 1413 (81).

Au contraire, le titre donné à Jean des Pouillettes fait penser que dans les pays soumis au gouvernement d'Antoine, les deux charges restèrent unies (82). Le peu de chose que nous en savons ne permet d'ailleurs pas de décider si leur titulaire unique fut, au même titre que le trésorier bourguignon, une espèce de ministre des finances (83).

Nous ne possédons en effet que des indications éparses quant à l'origine des sommes alimentant la caisse du receveur général : parmi celles-ci, des revenus d'Antoine comme seigneur d'Anvers (84), des versements faits par le receveur de Brabant (85), par le receveur général de Limbourg et Outre-Meuse (86), des emprunts obtenus par la mise en gage de vaisselle d'or et d'argent (87) et d'autres revenus occasionnels d'Antoine (88).

ainsi payée), et sur la manière dont cette pratique se traduisait dans les comptes, voir A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Le transport et le change des espèces* ..., p. 57.

(80) M. MOLLAT, *Recherches sur les finances* ..., p. 288. — De 1400 à 1410, il y en eut deux, l'un pour les possessions nordiques des ducs de Bourgogne, l'autre pour les pays de par-delà.

(81) B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les chefs* ..., pp. 68-70. Depuis 1363, Philippe le Hardi avait à son service un trésorier-receveur général unique (sur les origines de cet office, voir *ibid.*, pp. 21-26). En 1372, une des nombreuses refontes de l'organisation des finances ducales aboutit à «la séparation entre le maniement des deniers et l'ordonnancement des dépenses» (*ibid.*, pp. 30-31). Le 20 juillet 1372 en effet, Robert d'Amance, jusqu'alors «trésorier et receveur général de toutes les finances» du duc de Bourgogne, fut institué «trésorier général visiteur et gouverneur de toutes les finances» et flanqué d'un «receveur général de toutes les finances» distinct (*ibid.*, p. 31).

(82) Notons d'ailleurs qu'au moment de la désignation de Jean des Pouillettes comme trésorier-receveur général d'Antoine, les deux charges étaient également momentanément unies dans l'administration bourguignonne.

(83) P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 282-284, n'accorde pas grande importance à l'office exercé par Jean des Pouillettes. — D'après ses lettres de commission (voir ci-dessus, p. 241, n. 73), le trésorier devait faire rentrer l'argent (sans précision quant à la nature des recettes) provenant de tous les pays gouvernés par Antoine, surveiller la gestion de tous les officiers de recette (receveurs généraux et particuliers, et autres officiers) et dépenser l'argent de sa propre recette selon les instructions d'Antoine.

(84) Acte d'Antoine du 9 avril 1405 maintenant le Magistrat d'Anvers en fonction et lui enjoignant de ne faire de versements de fonds qu'entre les mains de son trésorier Jean des Pouillettes (F. VERACHTER, *Inventaire* ..., n° CCXVIII, p. 69).

(85) Quittance donnée le 5 novembre 1409 par Jacques Willin, clerc du trésorier, à Etienne van der Nederalphen, receveur de Brabant, d'une somme de 30.803 livres 7 sous et 9 deniers (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, p. 114, n° 1507) ; quittance donnée par le même au même, le 26 avril 1410, d'une somme de 865 livres 12 deniers (*ibid.*, p. 118, n° 1512).

(86) Le solde du compte rendu par Guillaume de Gheetsem, receveur général de Limbourg et Outre-Meuse, pour la période du 21 mars 1405 au 21 mars 1406 fut versé à Jean des Pouillettes (AGR, CC, 2439, fol. 315r°).

(87) AGR, Chartes de Brabant, 10 février 1407 et 12 septembre 1407.

(88) Le 26 décembre 1410, Etienne de la Porte, receveur des aides à La Rochelle, reconnaît devoir 1.000 livres tournois à Jean des Pouillettes (*ibid.*, à la date).

Comme «dépensier», le trésorier paye ou est chargé de payer certaines sommes d'argent à des membres de l'entourage ducal (89) ; il alimente aussi régulièrement la caisse du receveur de Brabant, pour lui permettre de faire face à certains frais, notamment à ceux de l'Hôtel (90), et, lorsque le poste de maître de la Chambre aux deniers fut rétabli momentanément, en janvier 1410 (91), le trésorier fut, avec le receveur de Brabant, chargé de fournir à cet officier les sommes nécessaires à sa dépense ; lui-même avait, du 1er décembre 1409 au 23 janvier 1410, réglé les frais de l'Hôtel d'Antoine pendant le voyage de celui-ci à Paris (92).

Le rôle éventuel du trésorier comme chef des finances n'a, lui aussi, laissé que peu d'indices : on ne sait s'il signait les mandements ducaux adressés au receveur de Brabant ; en revanche, nous le voyons, le 1er mai 1405, chargé de faire payer par ce dernier une dette du duc (93) ; il est, avec les maîtres de la Chambre des Comptes et le receveur de Brabant, responsable de l'application d'une ordonnance financière du 26 décembre 1406 (94).

Jean des Pouillettes était apparemment encore en fonctions en 1410-1411 (95). A ce moment, et depuis 1406 déjà, il séjournait quasi en permanence à Paris où il avait établi sa résidence (96). Nous savons encore qu'il avait un clerc, Jacques Willin, qui était déjà à son service alors que des Pouillettes était receveur général de toutes les finances de Philippe le Hardi ; ce Willin fut par la suite receveur de la châtellenie de Lille (97).

(89) Le 17 septembre 1406, Antoine le charge de payer 66 couronnes de France et 4 gros de Flandre au conseiller Engelbert de Nassau, pour indemniser celui-ci d'un déplacement qu'il fit vers la Saint-Jean à la tête de 32 personnes, de Bréda à Hal, où il devait rejoindre le prince pour l'accompagner à Compiègne, aux noces du duc de Touraine (en fait Nassau n'alla pas plus loin que Hal) (AGR, CC, 11, fol. 278 et 285v°). Le mariage auquel il est fait allusion est celui de Jean de Touraine avec Jacqueline de Bavière. — Le 21 de ce même mois, Antoine lui ordonne de verser 86 couronnes et 12 gros au conseiller Henri de La Leck qui, sur ordre du duc de Limbourg, s'est rendu d'Oosterhout à Vilvorde avec 20 lances (*ibid.*, fol. 286). — Le 21 août 1407, le duc de Brabant lui fait payer 20 livres (à 40 gros de Flandre la livre) à frère Hector de Vitry, compagnon du confesseur d'Antoine, frère Nicolas de Vertus (AGR, Chartes de Brabant, à la date). — En 1409, les sommes signalées à la note 85 ci-dessus ont servi à régler les frais de l'ambassade qu'Antoine avait, en octobre 1408, envoyée auprès du roi de Bohème pour lui demander la main d'Elisabeth de Görlitz.

(90) AGR, CC, 2392, fol. 137r° ; 2393, fol. 26r° et 208v° ; 2394, fol. 264v° ; 2395, fol. 42v° et 298r°.

(91) A ce propos, voir *supra*, p. 177.

(92) AGR, CC, 131, fol. 69v°. — La dépense d'Antoine ainsi réglée par Jean des Pouillettes, fut néanmoins comptée par Jean Raimbaut, le maître de la Chambre aux deniers nommé seulement le 23 janvier 1410 (voir AGR, CC, 2395, fol. 359r°). — Pour la date du départ d'Antoine pour Paris, voir P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collection des voyages*, t. IV, p. 583.

(93) AGR, CC, 11, fol. 215 : lettre d'Antoine mandant à Jean des Pouillettes, son trésorier, de faire payer par le receveur de Brabant deux termes d'une pension due à Henri de Diest, aumônier de la duchesse Jeanne.

(94) Le 26 décembre 1406, Antoine renouvelle l'annulation prononcée par lui le 12 novembre précédent, de toutes les pensions allouées auparavant à ses conseillers et aux gens de sa Maison (AGR, CC, 131, fol. 24 et CC, 134, fol. 70).

(95) AGR, CC, 2395, fol. 303r°.

(96) *Ibid.*, fol. 469v°. — Il n'a pas été possible de déterminer les raisons de ce séjour presque continu de Jean des Pouillettes à Paris. Notons toutefois que le 12 avril 1411, ce personnage devint trésorier-gouverneur des finances de Jean sans Peur (voir Annexe II).

(97) Jacques Willin, clerc de Jean des Pouillettes au service de Philippe le Hardi (ACO Dijon, B

Nous ignorons à quel moment précis Jean des Pouillettes sortit de charge, mais ce fut sans doute avant le 12 avril 1411, date à laquelle il devint trésorier (non-receveur) de Jean sans Peur (98). Il ne fut pas remplacé par Antoine mais ses fonctions furent, dans une certaine mesure, reprises par le receveur de Brabant, de sorte que, à partir de 1412, l'organisation financière des pays soumis à un titre quelconque à la branche cadette de Bourgogne va rappeler celle qui exista dans les Etats de Philippe le Hardi à l'époque où, de 1363 à 1372, un officier unique, qui était avant tout receveur du duché de Bourgogne, exerçait aussi les fonctions de trésorier et receveur général de toutes les finances du duc Philippe.

Le premier receveur de Brabant à se voir, au moins théoriquement, chargé de la recette générale de toutes les finances fut Etienne van der Nederalphen, receveur de Brabant pour la seconde fois depuis le 1er mai 1407, mis en congé le 14 mai 1411 pour lui permettre de faire ses comptes (99), et réintégré dans ses fonctions le 25 octobre de cette même année (100). C'est à cette dernière date que cet officier, en vertu même de ses lettres de commission, vit ses responsabilités s'étendre au Limbourg, au pays d'Outre-Meuse, au Luxembourg et au comté de Chiny (101). En réalité, Etienne van der Nederalphen ne reprit pas effectivement la direction de la recette de Brabant, et Jean Raimbaut, maître de la Chambre aux deniers, qui avait été chargé d'en assurer l'intérim le 14 mai 1411, continua à en tenir les comptes jusqu'au 24 juin 1413 (102). Raimbaut fit aussi office d'intérimaire pour la recette générale de toutes les finances : d'une part sa lettre de commission place explicitement la châtellenie de Lille sous sa juridiction (103) ; d'un autre côté, il tint une comptabilité séparée pour le voyage qu'Antoine et Elisabeth de Görlitz accomplirent au Luxembourg entre le 2 janvier et le 20 juillet 1412, et cela en intégrant à son compte, tant au chapitre des recettes qu'à celui des dépenses, des sommes qui auraient normalement dû figurer dans un compte de la recette de Brabant (104).

1519, fol. 1r°) ; au service d'Antoine (AGR, CC, 2394, fol. 51r° ; CC, 2395, fol. 303r° ; voir aussi ci-dessus p. 242, n. 85 ; receveur de la châtellenie de Lille : en 1410-1411 (CC, 2395, fol. 483v°), en 1411-1412 (CC, 2396I, fol. 14r°), en 1413-1414 (CC, 2397, fol. 205r°), en 1414-1415 (CC, 2398, fol. 14r°) ; encore cité comme tel au service de Philippe de Saint-Pol en 1429-1430 (CC, 2408, Ier compte, fol. 22v° ; il y est aussi dit «conseiller» du duc). On ne possède que deux des comptes qu'il a rendus comme receveur de la châtellenie de Lille, l'un du 1er octobre 1410 au 30 septembre 1411, l'autre du 1er octobre 1412 au 30 septembre 1413 (An Lille, B 4564 et 4565).

(98) B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les chefs* ..., p. 71.

(99) AGR, CC, 2396I, fol. 1. — Nederalphen avait été une première fois receveur de Brabant sous Jeanne, du 5 août 1399 au 4 mai 1402 (voir Annexe III, B, 2).

(100) AGR, CC, 2396II, fol. 145-146.

(101) Sur le passage de ces deux derniers pays dans la sphère d'influence d'Antoine, voir *supra*, pp. 100-101.

(102) Compte de Jean Raimbaut comme receveur de Brabant *ad interim*, du 1er mai 1411 au 24 juin 1412 : AGR, CC, 2396I.

(103) *Ibid.*, fol. 1. — Au fol. 14 de ce compte, Raimbaut enregistre comme recettes des avances faites par Jacques Willin, receveur de la châtellenie de Lille.

(104) Ce compte de la première expédition d'Antoine au Luxembourg est conservé (AGR, CC, 1786). De larges extraits en ont été publiés par N. VAN WERVEKE, *Die Erwerbung* ..., pp. 1-24. Les recettes proviennent de revenus brabançons (tonlieux, bois, avances consenties par des officiers,

Du 25 juin au 24 décembre 1412, la recette générale de Brabant fut administrée par Quentin Clarensone (105). Celui-ci fut remplacé par Jean de Schoonvorst, burgrave de Montjoie (106). P. Kauch, surtout impressionné par le rang social de ce dernier — nous y reviendrons plus bas — n'a pas attaché grande importance au titre porté par le nouvel officier qui, dans ses lettres de commission, est appelé par le duc «*oeversten tresorier van der hogen rentmeisterscap van Brabant ende van allen onsen anderen landen*». Pour P. Kauch, ce titre ronflant ne change rien à la nature de l'office qui reste limité au Brabant (107). Or Schoonvorst inaugure vraiment la série des receveurs de Brabant exerçant par surcroît les fonctions de trésorier-receveur général de toutes les finances. Si P. Kauch ne s'en est pas aperçu, c'est peut-être qu'il attendait trop, sur le plan purement comptable, de cette trésorerie générale ; en réalité, il faut avoir à l'esprit ce qu'elle était sous Philippe le Hardi, et plus précisément avant qu'elle ne fut confiée à des titulaires distincts du receveur général de Bourgogne.

A première vue, en effet, rien n'est changé dans la présentation des comptes : ceux de Schoonvorst reproduisent les mêmes subdivisions que ceux de ses prédécesseurs immédiats, receveurs de Brabant. Mais dans les chapitres de recettes apparaissent régulièrement des avances consenties par le receveur de la châtellenie de Lille sur le produit de son office (108). De plus, Jean de Schoonvorst tient lui-même les comptes luxembourgeois d'Antoine (109), et il en inscrit le solde (déficitaire) à la fin de ses deux derniers comptes de la recette générale (110). Le déficit global de tous les comptes (brabançons et luxem-

monnaie de Brabant, lombards, arriérés du douaire hollandais de Jeanne de Brabant), limbourgeois et luxembourgeois. Les dépenses sont celles d'un receveur du duc de Brabant, auxquelles s'ajoutent celles de l'expédition proprement dite. — Pour les raisons de cette expédition, voir l'ouvrage cité de N. VAN WERVEKE, pp. I-XX, ainsi que G. WYMANS, *La Rébellion* ...

(105) Son compte : AGR, CC, 2396[II].

(106) Nommé dès le 22 décembre 1412 (lettres de commission : AGR, CC, 2397, fol. 1 à 3r°). Son compte (CC, 2397) ne commence cependant que le 25 décembre.

(107) P. KAUCH, *L'administration* ..., p. 290. Cet auteur a l'air de croire que Schoonvorst s'est arrogé «pompeusement» le titre de «grand trésorier» et ajoute : «Le nom ne changea rien à la chose», ce qui n'est pas tout à fait vrai.

(108) Ses comptes de receveur général forment le volume coté CC, 2397, aux AGR (1er compte, Noël 1412-Noël 1413 = fol. 1-197 ; 2e compte, Noël 1413-15 décembre 1414 = fol. 199-333 ; 3e compte, 16-24 décembre 1414 = fol. 337-346). Pour les versements faits par le receveur de la châtellenie de Lille, qui n'est autre que Jacques Willin, dont il a été question plus haut, voir fol. 11v°, 205r° et 337v°.

(109) En raison des événements (les difficultés qu'Antoine eut à s'imposer au Luxembourg), ces documents se présentent un peu comme des comptes d'expédition militaire. En fait, ce sont les seuls comptes généraux existant pour la partie du Luxembourg soumise à Antoine. Le premier compte luxembourgeois de Schoonvorst (30 juin-29 août 1413) porte actuellement la cote AGR, CC, 1787. De larges extraits en ont été publiés par N. VAN WERVEKE, *Die Erwerbung* ..., pp. 25-47. Le «bordereau» (une double feuille de papier) de ce compte figure à la suite du premier compte rendu par Schoonvorst comme receveur général (voir note précédente). Les deux autres comptes luxembourgeois de Schoonvorst (1er septembre 1413-24 décembre 1414) sont aussi conservés : CC, 25600, 1er et 3e comptes. L'ensemble du volume n° 25600 a été publié par F. QUICKE (*L'intérêt* ..., pp. 359-468).

(110) AGR, CC, 2397, 2e et 3e comptes. Voir en fin de chaque compte.

bourgeois) rendus par Schoonvorst comme trésorier atteignit la somme de 21.907 livres et 3 sous, et fut remboursé sur le produit d'une aide levée en Brabant, indice supplémentaire de l'unité de la trésorerie d'Antoine (111).

Enfin, contrairement à Jean des Pouillettes, le trésorier contresigne les lettres patentes ducales portant sur des matières financières, y compris les nominations de receveurs ou de justiciers locaux (112).

Après la sortie de charge de Schoonvorst, le titre de trésorier sera encore porté par le seigneur d'Asse (dit trésorier de Brabant, 25 décembre 1414 —... 1415) (113), et plus tard par le seigneur de Rotselaar (dit trésorier de Brabant-Limbourg, 8 avril au 5 septembre 1419, dit par la suite, au cours d'un autre mandat, trésorier et receveur général de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse, 6 février 1421-16 août 1422) (114) et par Gérard van der Zijpe (dit trésorier et receveur général de Brabant, Limbourg, Hainaut, Hollande, Zélande, Ponthieu, etc ..., 11 août 1422-20 avril 1423) (115). Nous ne citerons que pour mémoire le prévôt d'Aix, Jean de Buren, qui fut trésorier de Jean IV du 3 octobre 1420 au 6 février 1421 (116), c'est-à-dire pendant les événements de 1420-1421, à un moment où le duc avait perdu le contrôle réel du gouvernement.

Quand le receveur de Brabant ne porte pas le titre de trésorier, il agit néanmoins en receveur général de toutes les finances. Le ressort territorial de l'office a naturellement varié en fonction des péripéties successorales ou matrimoniales. C'est ainsi que le 5 juin 1418, c'est-à-dire peu après le mariage de Jean IV avec Jacqueline de Bavière, Guillaume van den Berghe, déjà receveur général de Brabant-Limbourg depuis le 21 janvier 1418, fut nommé receveur général de toutes les finances de Jean IV et de Jacqueline de Bavière et, en vertu de la teneur de ses lettres de commision, chargé de percevoir «*toutes les finances a nous* [Jean IV] *appartenant qui vendront et ystront de tous les pays, terres et seignouries que nous avons, tenons et possessions, tant de nostre propre hiretaige, comme de par notre treschiere et tresamee compaigne la duchesse, soit de son hiretaige, ou de son douaire ou autrement*...» (117).

(111) F. QUICKE, *L'intérêt*..., p. 355. A noter encore que dans les recettes du premier compte luxembourgeois de Schoonvorst figure le produit d'une aide levée dans les pays d'Outre-Meuse à l'occasion précisément de l'expédition au Luxembourg.

(112) Il signait *J. Mon.* [=Montjoie]. Nombreux exemples dans A. VERKOOREN, *Inventaire*... *Brabant*, ms.

(113) Son compte du 25 décembre 1414 au 8 juillet 1415 : AGR, CC, 2398. — Il est encore resté quelque temps en fonction après le 8 juillet. On ne sait à quelle date exacte il sortit de charge (voir Annexe III, B, 2).

(114) Ses comptes : AGR, CC, 2401, fol. 186-254 et CC, 2404, 1er et 2e comptes. Remarquons que son dernier compte chevauche de cinq jours sur le premier compte de son successeur, nommé le 11 août 1422 (voir Annexe III, B, 2).

(115) Son compte : AGR, CC, 2404, 3e compte.

(116) Voir AGR, CC, 2405, fol. 140r°. Il n'a pas laissé de compte.

(117) AGR, CC, 2401, fol. 6. — Si les documents officiels n'ont jamais donné le titre de trésorier à van den Berghe, les contemporains ont pu fort bien ne pas attacher grande importance à cette nuance dans la titulature. Un homme aussi bien au courant des affaires qu'Edmond de Dynter a pu qualifier Guillaume de «*receptor* sive thesaurarius *generalis omnium terrarum domini ducis*, ...» (DYNTER, *Chronique*, t. III, p. 371) ou même simplement de «*thesaurarius generalis domini ducis*» (*ibid.*, t. III, p. 374).

Depuis ce moment et jusqu'à la mort de Jean IV, le receveur de Brabant, qu'il soit appelé trésorier ou non, consacrera toujours une rubrique aux recettes provenant des Etats de Jacqueline (118). La Hollande, la Zélande et la Frise en passant sous le contrôle de Jean de Bavière, disparaissent toutefois des comptes après le 21 avril 1420.

Encore une fois, il ne s'agit pas de centralisation au sens où nous l'entendons : les comptes restent à la base ceux d'un receveur de Brabant, mais on y inscrit en recettes les sommes versées par les receveurs généraux des différents comtés dont les offices ne furent pas supprimés (119), par certains officiers supérieurs (le grand bailli de Hainaut par exemple), parfois, mais plus rarement, par des officiers de justice locaux. Cela reste vrai même quand les lettres de commission des receveurs de Brabant ne disent mot du rôle qu'ils ont à jouer en tant que receveurs de toutes les finances.

A l'opposé, une commission explicite peut être donnée même à un officier gérant *ad interim* la recette de Brabant, en l'absence du titulaire. C'est le cas en septembre 1419, quand le receveur de Bois-le-Duc, Louis Boete, fut nommé, le 6 de ce mois, «clerc» de la recette générale de Brabant-Limbourg avec les pouvoirs d'un receveur de Brabant (120). Il fut précisé que ces pouvoirs s'étendaient à tous les pays de Jean IV et de Jacqueline de Bavière.

Que Jean IV ait voulu «centraliser» l'administration de ses finances, on en trouvera encore des preuves dans le fait qu'après la mort de Guillaume van den Berghe (8 mars 1419), l'intérim de la recette générale fut assuré un moment par le receveur de Hainaut, Guillaume Stiévenart, dit du Cange (121), et que de 1421 à 1423 un autre officier hennuyer, le receveur de Hal, fut sous-trésorier «de Brabant» (122).

Sous Philippe de Saint-Pol, c'est au tour des comtés de Ligny et de Saint-Pol, et de la châtellenie de Lille, celle-ci pour la seconde fois, à se trouver en union personnelle avec le Brabant. Si l'histoire de la recette de Brabant pendant ce règne pourtant si court est fort mouvementée, cela n'empêche que la tendance à établir une recette de toutes les finances se maintient. Jean Baillart, qui ne reçut sa patente de nomination que le 24 juillet 1429, bien qu'étant entré en fonctions

(118) Voir AGR, CC, 2401 à 2406.

(119) En Hainaut, il y avait un «receveur» dit aussi «receveur général» ; en Hollande-Zélande, un «trésorier» (du 21 août 1418 au 9 janvier 1419, l'office fut géré par deux co-trésoriers, mais habituellement, il n'y avait qu'un titulaire unique : voir Th. VAN RIEMSDIJK, *De Tresorie* ..., p. 239).

(120) Voir sa lettre de commission dans AGR, CC, 2402, fol. 1-3. — Sur ces intérimaires, voir plus bas.

(121) Du 8 mars au 8 avril 1419, date de l'entrée en charge du seigneur de Rotselaar. Voir AGR, CC, 2401, couverture (au bas) : «*Tusschen den tijd van deser rekening* [finissant le 8 mars 1419] *ende der rekening sheren van Rotselaer* [commençant le 8 avril 1419, n.s.] *dede Willem Stevenart, geheten du Cange, ontfanger generael van Heneg. mijns heren cost uute in Heneg. te weten tot den VIIIen dage van april XIIIc XVIII*». — La mort même de Guillaume van den Berghe est en quelque sorte une conséquence directe de l'existence d'une administration financière centralisée. En effet, cet officier fut assassiné à Mons par des bâtards de Hollande, fils de feu le beau-père de Jean IV, à qui van den Berghe «*substraxerat certos redditus*» (DYNTER, *Chronique*, t. III, p. 382). Ce n'étaient évidemment pas des revenus brabançons.

(122) Voir *infra*, p. 259 et n. 187.

dès le 18 mars de cette année ([123]), est désigné en qualité de receveur général de Brabant, de Limbourg, de Ligny, de Saint-Pol et de la châtellenie de Lille, et l'un des articles de sa commission précise que les receveurs et justiciers locaux de toutes ces principautés, celles de France comprises, devront venir rendre leurs comptes à la Chambre des Comptes de Bruxelles. Cette même disposition figurait déjà dans les lettres de nomination de Jean de Winghe à la recette de Brabant (10 novembre 1427), alors même que ce dernier n'avait pas été explicitement désigné comme receveur général de toutes les finances ([124]).

L'avènement de Philippe le Bon marque la fin d'une recette générale de toutes les finances ayant son siège en Brabant. La relève est prise par l'office similaire fonctionnant auprès du duc de Bourgogne. Dès lors, le receveur général de Brabant ne sera plus qu'un receveur régional dans le cadre des institutions financières bourguignonnes, au même titre par exemple que le receveur général de Flandre-Artois ([125]).

Un dernier point est à noter : à commencer par Jean de Schoonvorst ([126]), des trésoriers ont contresigné des lettres ducales en matière de finances. Mais il faut remarquer que

a) ce contreseing ne paraît pas avoir été absolument de rigueur. Toutes les lettres de finances n'ont pas été contresignées par le trésorier, quand il y en avait un ; de plus, à certaines époques, le contreseing du trésorier fait totalement défaut ;
b) des receveurs généraux non trésoriers ont aussi parfois contresigné des lettres de finances.

Il importe donc de réfléchir sur ces deux constatations. Examinons d'abord les faits.

a) *Contreseings de trésoriers.*

Outre Jean de Schoonvorst, ont contresigné certaines lettres ducales en matière de finances, les trésoriers suivants :

— le seigneur d'Asse (25 décembre 1414- ... 1415) ([127]) ;
— le seigneur de Rotselaar (uniquement pendant son premier mandat, du 8 avril au 5 septembre 1419) ([128]).

(123) Sa patente (AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 1-3) prétend expliquer ce retard par le fait que les sceaux ducaux avaient été rendus inutilisables au moment de l'entrée en fonctions de Bailliart. Cette raison paraît curieuse : en mars 1429, le chancelier Jean Bont n'était pas encore en conflit aigu avec le duc, et l'on sait par ailleurs que de nombreux actes ducaux furent donnés entre mars et juillet 1429.

(124) AGR, CC, 2407, fol. 2-4°.

(125) Le changement de régime est apparent dans les lettres de commission données par Philippe le Bon à Jean Bailliart, maintenu en fonctions comme receveur-général de Brabant-Limbourg, mais uniquement comme tel (25 octobre 1430 : AGR, CC, 2408, 3e compte, fol. 1-3r°). — Sur la place que prend la recette de Brabant dans l'ensemble des institutions bourguignonnes, voir P. KAUCH, *L'administration ...*, p. 298.

(126) Voir *supra*, p. 245.

(127) Exemples : AGR, Chartes de Brabant (deux actes originaux du 28 février 1415). Il signait «*Assche*».

(128) Exemples : AGR, Chartes de Brabant, 26 avril 1419 ; ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1294 (Reg. 1094).

Par contre, il n'y a pas trace de contreseings pour les trésoriers dont les noms suivent :

— Jean de Buren (3 octobre 1420-6 février 1421) ;
— le seigneur de Rotselaar (au cours de son deuxième mandat, du 6 février 1421 au 16 août 1422) ;
— Gérard van der Zijpe (11 août 1422-20 avril 1423).

b) *Contreseings de receveurs non trésoriers.*

Deux receveurs non trésoriers ont aussi contresigné des lettres ducales en matière de finances. Ce sont :

— Guillaume van den Berghe (au cours de son deuxième mandat (21 janvier 1418 — 8 mars 1419) (129) ;
— Jean Baillart (18 mars 1429 — 7 octobre 1430) (130). D'après ses patentes de commission, ce receveur ne devait contresigner que les actes portant sur des aliénations de revenus ou de parties du domaine (131). Mais en fait, il a signé d'autres lettres aussi, notamment des nominations par le duc de receveurs locaux (132).

Un troisième receveur devait lui aussi, en vertu de sa commission, signer toutes les lettres par lesquelles le duc diminuait ses revenus ou son domaine. Il s'agit de Jean de Winghe, au moment où il accéda pour la deuxième fois à la tête de la recette générale (6 novembre 1427 — 7 avril 1428) (133), mais la documentation consultée n'a pas permis de relever de traces d'une seule signature de ce personnage.

Quelles conclusions tirer de ces constatations ?

Il faut se demander d'abord ce que signifie cette signature.

Les patentes de nomination auxquelles il vient d'être fait allusion montrent que le fait, pour l'officier intéressé, d'être amené à contresigner certains actes ducaux peut être considéré par lui comme un droit et non au premier chef comme une obligation (134). En effet cette mesure prend place parmi d'autres qui toutes visent à assurer au receveur la pleine responsabilité de la direction du trésor ducal : ainsi le duc ne peut rien entreprendre en matière monétaire sans

(129) Exemple antérieur au 5 juin 1418, date de sa nomination comme receveur général de tous les pays de Jean IV et de Jacqueline : AGR, CC, 4754, 1er compte, fol. 1-2r°. Exemples à partir du 5 juin 1418 : L. DEVILLERS, *Cartulaire ...*, t. IV, pp. 170-171 (où se trouve par erreur «*J. Berghe*». En réalité, il signait «*Berghe*» et le pseudo «*J*» n'est qu'une boucle d'ornement précédant le «*B*» initial de «*Berghe*» ; AGR, CC, 3599, fol. 1, CC, 4954, fol. 45 : L. DEVILLERS, *op. cit.*, t. IV, pp. 178-179 ; AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 347.

(130) Nombreux exemples dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, ms. Voir aussi AGR, CC, 2435, fol. 1 ; CC, 4584, 2e compte, fol. 1 ; CC, 4481, fol. 1 ; CC, 4733, 27e compte, fol. 1 ; CC, 4758, 1er compte, fol. 1v°-2r°.

(131) Voir AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 1-3. Ce contreseing devait être apposé pour que le chancelier puisse sceller les actes visés.

(132) Voir parmi les exemples cités à la note 130.

(133) Sa patente de nomination est du 10 novembre 1427 (AGR, CC, 2407, fol. 2-4r°).

(134) Il faut bien s'entendre à ce sujet. Le receveur est, d'après les textes, *obligé* de contresigner certains actes ducaux, mais cette obligation joue en sa faveur ainsi qu'on va le voir.

consulter son trésorier ou receveur général ; de même, il ne peut aliéner le domaine, constituer des rentes, effectuer des dons, à l'insu du responsable de ses finances. En contresignant les actes ducaux relatifs à ces objets, le receveur général ne pourra nier avoir été mis au courant, mais en même temps il se voit assuré de ne pas être rendu responsable de décisions qui auraient été prises à son insu.

On peut aussi s'interroger sur les raisons des éclipses temporaires du contreseing.

En premier lieu, le contreseing est toujours absent quand la recette générale n'a pas de titulaire effectif, et qu'elle est alors dirigée par des intérimaires (135). En second lieu, il n'apparaît pas, alors même qu'il y a un trésorier (le seigneur de Rotselaar), dans les mois qui suivirent immédiatement la victoire des Etats sur le duc Jean IV en janvier 1421. C'est qu'à cette époque, un autre conseiller — le seigneur de Wezemaal — fut chargé expressément par les trois Etats de signer tous les actes ducaux, mesure qui visait à supprimer l'arbitraire princier dans tous les domaines, y compris donc en matière financière (136). Il pouvait à ce moment paraître inutile, et sans doute peu pratique (137), de prévoir, à côté de la signature de Wezemaal et de celle, toujours présente, d'un secrétaire, le contreseing du trésorier.

Par la suite, lorsque la situation se normalisa entre le duc et les Etats, Wezemaal cessa d'intervenir. C'est peu après qu'apparaissent, le 19 novembre 1421, les secrétaires signant en finances (138), mais sans doute cette nouvelle forme de contrôle des actes princiers ne donna-t-elle pas suffisamment satisfaction puisque, sous Philippe de Saint-Pol, la signature du receveur fit sa réapparition.

Le contreseing n'est qu'un des signes de l'importance accrue prise au XV^e^ siècle par le receveur de Brabant. Dans les deux paragraphes qui suivent, nous verrons qu'en d'autres domaines aussi cet officier a vu ses pouvoirs s'étendre.

2. Le receveur de Brabant devient théoriquement receveur général de Brabant-Limbourg.

Nous avons déjà dit que, jusqu'à l'arrivée d'Antoine au pouvoir, le receveur de Brabant n'avait jamais repris dans ses recettes les revenus du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse.

Il ne jouait qu'occasionnellement un rôle dans l'administration financière de ces régions, par exemple en contrôlant de temps à autre, et sur ordre du duc, la

(135) Sur ces intérimaires, voir *infra*, pp. 261-263.

(136) Sur cette mesure, voir *infra*, p. 294, et A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., p. 245, n° 119.

(137) Pendant cette période, les actes ducaux devaient donc tous être signés par Wezemaal et scellés par un de ses collègues conseillers, Jean de Schoonvorst. Or l'un des deux pouvait être absent de la Cour, et il fallait à ce moment-là lui dépêcher un messager pour lui permettre de remplir ses obligations (voir par exemple AGR, CC, 2404, 1^er^ compte, fol. 59v°). Obliger un troisième personnage à intervenir pouvait, le cas échéant, encore retarder l'expédition d'un acte.

(138) Sur les secrétaires signant en finances, voir *supra*, pp. 207-210.

gestion des officiers locaux (139). Mais à part cela, la recette du Limbourg avait toujours constitué une caisse indépendante de la recette de Brabant.

Ce fut évidemment d'autant plus vrai à partir du moment où les pays d'entre Meuse et Rhin échappèrent complètement de fait au pouvoir de la duchesse Jeanne.

Philippe le Hardi, devenu seigneur engagiste du Limbourg et de l'Outre-Meuse, créa presque immédiatement une recette générale pour tous les pays tenus par lui dans cette région, et il en soumit le titulaire au contrôle de sa Chambre des Comptes de Lille (140).

Après la mort du duc de Bourgogne, l'engagère échut à Marguerite de Male, puis, au décès de celle-ci, à Antoine, ce qui, à l'avènement de ce dernier comme duc de Brabant, eut pour conséquence de réunir de nouveau les seigneuries aliénées au domaine brabançon.

Le retour à la situation antérieure à 1387 n'entraîna aucune modification importante pour la recette générale de Limbourg et Outre-Meuse, qui non seulement se maintint, mais continua pendant quelques années son existence de caisse indépendante de la recette de Brabant, le solde d'un compte étant, à une exception près (141), toujours reporté au compte suivant, et non versé au receveur de Brabant (142). Seul changement notoire : le contrôle se fit désormais à Bruxelles et non plus à Lille.

Une nouvelle vague d'engagères amorcée dans ses possessions orientales par le duc Jean IV en 1417-1418 (143), entraîna la suppression de fait de la recette générale de Limbourg et Outre-Meuse, et cela malgré la nomination de deux derniers receveurs généraux en 1418 et en 1420 (144). Mais la plupart des revenus étant levés à leur profit par les seigneurs engagistes, ces ultimes receveurs généraux n'eurent pas de comptes à rendre, et la recette générale d'Outre-Meuse ne se releva jamais.

Lorsque le duché de Limbourg le premier revint entre les mains du duc de Brabant, en 1429, Philippe de Saint-Pol y nomma un receveur qui n'eut évidemment sous sa juridiction que le seul Limbourg (145).

(139) Ainsi, le 15 janvier [1360 ?], Wenceslas ordonna au sénéchal et au receveur du Limbourg de se présenter le 3 février suivant devant le receveur de Brabant, afin d'y rendre compte de l'exercice de leurs charges respectives (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. III, p. 333, n° 1856).

(140) Le premier receveur général dont les comptes sont conservés fut Jean Sack de Wijck (1389-1396). Guillaume de Gheetsem lui succéda de 1396 à 1406. C'est ce Guillaume de Gheetsem qui fut un des trois premiers maîtres de la Chambre des Comptes de Bruxelles lors de la création de celle-ci en 1404 (voir *infra*, p. 387). Pour les comptes de Sack et de Gheetsem, qui furent par la suite renvoyés à la Chambre des Comptes de Bruxelles, voir AGR, CC, 2436 à 2439.

(141) Voir ci-dessus, p. 242, n. 86, où il est montré que le solde du compte du 21 mars 1405 au 21 mars 1406 fut versé au receveur général de toutes les finances d'Antoine.

(142) Ainsi qu'on peut le voir par un cahier se trouvant à la fin du compte AGR, CC, 2442.

(143) Voir *supra*, pp. 92-93.

(144) Thierry Heyenhoven, nommé le 18 décembre 1418 (AGR, CC, 10, fol. 478) et Jean Peters, nommé le 5 juillet 1420 (CC, 10, fol. 448). Aucun des deux ne laissa de compte.

(145) Le 3 août 1429, le duc nomma Henri, seigneur de Gronsveld et de Herstal, comme châtelain, drossard, semonceur des fiefs et receveur de Limbourg (AGR, CC, 2443, fol. 1-2r°). Le nouvel officier resta en fonctions jusqu'au 29 octobre 1431, date à laquelle il fut démis par Philippe le Bon. Peu après (le 21 décembre 1431), il fut toutefois rétabli comme châtelain, drossard et semon-

En 1439, c'est au tour de Fauquemont de faire retour au duc de Brabant, alors Philippe le Bon. Ce fut l'occasion de la création d'une nouvelle recette particulière, qui ne fut plus subordonnée au receveur de Limbourg (146).

Les autres pays d'Outre-Meuse (Dalhem et Rolduc) auront aussi, après leur dégagement, des receveurs particuliers qui resteront indépendants du receveur de Limbourg pendant toute la suite de l'Ancien Régime (147).

Nous avons déjà signalé qu'au moment du retour du Limbourg et de l'Outre-Meuse dans l'orbite brabançonne, en 1404-1406, la recette générale, créée dans ces pays par Philippe le Hardi et maintenue par Antoine, avait gardé une indépendance de fait à l'égard de la recette de Brabant.

Toutefois, les choses ne sont pas si simples sur le plan théorique. En effet, il y eut, soit dans le chef du duc, soit chez le receveur de Brabant, l'idée qu'un lien de subordination existait ou devait exister entre les deux recettes.

Dès 1408-1409, le receveur de Brabant inscrit au chapitre de ses recettes un poste consacré au solde à verser par le receveur général de Limbourg et Outre-Meuse (148). En 1405-1406, ce solde avait été versé à Jean des Pouillettes, trésorier-receveur général de toutes les finances d'Antoine (149). En 1408-1409 donc, alors que Jean des Pouillettes est toujours en charge, c'est le receveur de Brabant qui prétend encaisser les sommes dues au duc en fin d'exercice par le receveur de Limbourg. Nous disons bien prétend, car en fait il ne perçut absolument rien, son collègue d'Outre-Meuse n'ayant pas encore fait le bilan de son compte (150).

Au cours des années antérieures, le receveur de Brabant avait bien reçu certaines sommes du receveur général de Limbourg, et ce fut encore le cas en 1409-1410, mais il s'agissait là de versements occasionnels, comme pouvait en faire le receveur général de toutes les finances, et non du solde des recettes et dépenses du Limbourg-Outre-Meuse (151).

Dans leurs comptes de 1410-1411, 1411-1412 et de la seconde moitié de 1412, les receveurs de Brabant successifs, Etienne van der Nederalphen, son suppléant Jean Raimbaut et Quentin Clarensone, font à nouveau apparaître, cette fois dans le paragraphe consacré aux soldes dus par les receveurs locaux brabançons, le nom du receveur général de Limbourg et Outre-Meuse. Il s'agit

cœur des fiefs de Limbourg (*ibid.*, fol. 93-94r°). Pour sa part la recette de Limbourg avait été confiée dès le 29 octobre par Philippe le Bon à Jordan Foet (*ibid.*, fol. 83-84r°). Dès lors la recette de Limbourg connut une existence sans histoire.

(146) Le premier compte conservé de la recette ducale de Fauquemont rétablie commence le 11 juillet 1439 (AGR, CC, 5680). La première étape vers la récupération de Fauquemont avait eu lieu quelques mois plus tôt, au printemps de cette même année 1439 (voir *supra*, p. 80).

(147) Pour la liste de leurs comptes, voir P. L. GACHARD, *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. II, pp. 103-110.

(148) AGR, CC, 2394, fol. 227v°.

(149) Voir *supra*, p. 242, n. 86.

(150) AGR, CC, 2394, fol. 227v°.

(151) Pour les sommes versées par le receveur général du Limbourg au receveur de Brabant en 1406-1407, voir CC, 2393, fol. 209r° ; en 1407-1408, voir CC, 2394, fol. 51r° et CC, 2440, fol. 308 ; en 1409-1410, voir CC, 2395, fol. 45v° et CC, 2441, fol. 168. Par la suite, le receveur de Limbourg fera encore des versements occasionnels au receveur de Brabant en 1411-1412 (CC, 2441, fol. 432v°) et en 1416-1417 (CC, 2442, fol. 335r°).

encore toujours d'une inscription pour mémoire, car le solde de la recette limbourgeoise ne leur fut jamais versé, pour la même raison qu'en 1408-1409 (152).

En 1416-1417, il y a mieux. Guillaume van den Berghe reconnaît avoir reçu des avances du receveur général d'Outre-Meuse, du receveur de Dalhem, et des drossards de Limbourg et de Rolduc. Ces sommes à valoir sur les soldes futurs figurent dans des paragraphes consacrés aux avances obtenues soit des receveurs particuliers *brabançons*, soit des officiers de justice *brabançons* (153).

Par la suite, et pendant quelques années, les mentions relatives à la recette de Limbourg disparaissent des comptes du receveur de Brabant. Elles réapparaissent, mais toujours pour mémoire, à partir de 1424-1425 (154), c'est-à-dire à un moment où les pays d'Outre-Meuse sont engagés à divers seigneurs et ne sont d'aucun rapport pour le duc.

Pratiquement donc, cette inscription comptable toute théorique peut paraître négligeable. Toutefois nous croyons qu'elle présente quand même un certain intérêt, et ceci en raison de trois constatations. Tout d'abord il n'est pas sans importance de savoir que le receveur de Brabant a au moins pu prétendre faire entrer dans ses caisses ces revenus d'Outre-Meuse ; en deuxième lieu, il faut noter l'endroit où l'inscription a été faite : c'est parmi les soldes dus par les receveurs particuliers *brabançons*, qu'on a voulu faire figurer les revenus limbourgeois, et non parmi les sommes reçues des officiers originaires d'autres pays en union personnelle avec le duché (155) ; enfin, il y a le fait des avances consenties en 1416-1417, et enrôlées ici aussi parmi les sommes provenant d'officiers brabançons. Il en résulte donc que les fonds limbourgeois étaient plutôt destinés à ce que nous appellerons une recette générale de Brabant-Limbourg plutôt qu'à la recette générale de toutes les finances.

Et la suite de l'histoire montre qu'il fut continué dans cette voie. A l'avènement de Philippe le Bon, les recettes particulières (Limbourg, Fauquemont, ...) reconstituées peu avant 1430 ou dans les années qui suivirent furent subordonnées non à la recette générale de toutes les finances, mais à la recette de Brabant. A ce moment, les soldes sont effectivement versés dans la caisse brabançonne, quoique encore assez irrégulièrement (156), mais, en com-

(152) Voir AGR, CC, 2395, fol. 251v°, CC, 2396[I], fol. 3r° et 2396[II], fol. 4r°. — Un cahier se trouvant à la fin du CC, 2442 (déjà cité ci-dessus, p. 251, n. 142) donne à croire que les bilans ne furent calculés qu'après la confection du dernier compte contenu dans CC, 2442, c'est-à-dire celui de 1416-1417 (l'exercice comptable commençant, depuis 1411, à la Saint-Jean).

(153) AGR, CC, 2400, fol. 8v°-9r° et 27r°. Il ne sera plus question d'avances consenties par des officiers d'Outre-Meuse, avant le règne de Philippe le Bon (voir *infra*, p. 254).

(154) AGR, CC, 2405, fol. 142r°, CC, 2406[I], fol. 3r°, CC, 2406[II], fol. 4v°, CC, 2407, fol. 5v°, CC, 2408, 1[er] compte, fol. 4v°, 2[e] compte, fol. 2r°.

(155) Depuis 1410-1411, les revenus du Limbourg et Outre-Meuse, quand ils figurent, fût-ce pour mémoire, dans les comptes du receveur de Brabant, ont toujours été inscrits au paragraphe des soldes dus par les receveurs locaux du Brabant (receveur de Louvain, de Bruxelles, ...), tandis que les sommes versées éventuellement par les officiers d'autres pays ont toujours été repris à quelques folios de là, sous une rubrique particulière comme par exemple en 1426-1427 (AGR, CC, 2406[II], fol. 29v°) : «*Ander ontfanc vanden officiers ende ambachteren mijns genedichs heeren buten den lande van Brabant*» (alors que le solde, non versé, du Limbourg-Outre-Meuse, est mentionné au fol. 4v° du même compte).

(156) Les receveurs de Limbourg attendaient souvent de cumuler les soldes de plusieurs années.

pensation, le receveur de Brabant reçoit à plusieurs reprises des avances de son homologue limbourgeois, et cela avec une fréquence plus grande qu'avant 1430 (157).

Un dernier élément est à verser au dossier : dans les patentes par lesquelles, le 25 octobre 1430, Philippe le Bon avait confirmé Jean Baillart dans ses fonctions de receveur de Brabant, le duc avait expressément disposé que, dans le cas où il y aurait de nouveau un receveur *général* de Limbourg, celui-ci aurait à verser la totalité de sa recette au receveur de Brabant, sans faire aucune dépense (158).

Ce que l'on sait de la situation pendant le règne de Philippe le Bon permet donc de conclure à l'existence de fait sous ce prince d'une recette générale de Brabant-Limbourg. Il paraît à peu près indiscutable que celle-ci trouve ses origines dans des tendances qui se manifestèrent bien avant 1430.

3. Extension des pouvoirs du receveur de Brabant.

Dans le cadre du duché proprement dit, le receveur de Brabant voit encore son importance s'accroître pendant le premier quart du xv^e^ siècle.

Tout d'abord, dès le début du règne d'Antoine, il incorpore à sa caisse celle du receveur des *reliefs des fiefs*, ce dernier officier se cantonnant dès lors dans un rôle de comptable-receveur et perdant par conséquent son caractère de «dépensier» (159). A partir de ce moment, le solde de la recette des droits de relief, voire l'actif tout entier (160), est inscrit au compte du receveur de Brabant, dans le chapitre des revenus provenant des receveurs locaux et particuliers (161).

De tels reliquats accumulés furent versés en 1436 (AGR, CC, 2410, 2^e^ compte, fol. 3r°) et en 1439 (CC, 2411, 2^e^ compte, fol. 3r°). Lorsque le solde n'avait pas été versé, il était néanmoins, comme avant 1430, inscrit pour mémoire au chapitre des recettes des receveurs particuliers de Brabant (voir CC, 2409, 1^er^ compte, fol. 5r°, 2^e^ compte, fol. 3v°, 3^e^ compte, fol. 3r° ; CC, 2410, 1^er^ compte, fol. 2v°-3r°, etc.). En 1440, apparaît, aussi pour mémoire, la mention du solde du receveur de Fauquemont (CC, 2411, 3^e^ compte, fol. 3v°).

(157) Ces avances, dont il fut déjà question plus haut, pouvaient se faire sous forme de versements en espèces. Mais, le plus souvent, le receveur de Brabant pratiquait par assignations sur la recette locale selon la pratique des «décharges» étudiée par Mlle Van Nieuwenhuysen (voir ci-dessus, p. 234, n. 40). Pour les «décharges» sur la recette de Limbourg, voir AGR, CC, 2409, 3^e^ compte, fol. 4v° ; CC, 2410, 1^er^ compte, fol. 4r°, 3^e^ compte, fol. 4v°-5r° ; CC, 2411, 1^er^ compte, fol. 7v°-8r°, 2^e^ compte, fol. 7v°.

(158) AGR, CC, 2408, 3^e^ compte, fol. 1-3r°. — On sait qu'en réalité il n'y eut plus qu'un receveur particulier pour le Limbourg. Cet officier continua d'autre part à effectuer des dépenses sur le produit de ses recettes, et ce ne fut donc jamais que le reliquat qui fut versé dans la caisse brabançonne.

(159) Voir *supra*, p. 215. — C'est dans son compte du 1^er^ décembre 1406 au 22 février 1408 que Pierre Braeu, qui jusque-là faisait toute une série de payements divers sur les produits de sa recette, se contente pour la première fois de faire quelques dépenses d'office afin de verser le solde au receveur de Brabant (voir AGR, CC, 17.145, fol. 111-127).

(160) Dans son compte du 1^er^ novembre 1411 au 25 décembre 1412 (AGR, CC, 17.145, fol. 169-175), le receveur Pierre de Halle ne fit absolument aucune dépense.

(161) Voir AGR, CC, 2394 et suivants. — La mesure fut projetée dès l'arrivée d'Antoine au pouvoir en 1404. En effet, dans le compte du receveur général de 1404-1405 déjà, se trouve mentionné le solde dû par le receveur des fiefs, mais il ne l'est que pour mémoire, car suite à l'accord conclu entre Jeanne et Marguerite de Male, les revenus féodaux du Brabant furent laissés à la vieille duchesse (CC, 2392, fol. 103v°). La caisse du receveur des fiefs connut ainsi un sursis de plus de deux ans.

En deuxième lieu, en évoquant plus haut les vicissitudes que connut l'*épier* de 1404 à 1430 (162), nous avons signalé que le receveur de Brabant cumula à plusieurs reprises ses fonctions habituelles avec celles de maître de l'épier, devenant par là même temporairement receveur-trésorier-dépensier des revenus en nature. L'épier fut néanmoins reconstitué vers la fin du règne d'Antoine, et vécut dès lors à nouveau une existence relativement indépendante (163).

D'autre part, Mme Van Neck a montré que sous le même Antoine, à un moment où «le pouvoir central est suffisamment fort» et où, en conséquence, le duc peut faire lever les aides à son profit et par un receveur de son choix, c'est «très souvent le receveur général de Brabant qui se voit confier cette tâche» (164).

De ce qui précède, il ressort qu'entre 1404 et 1415 il y eut une tendance à faire du receveur de Brabant un receveur *général* de toutes les finances du *duché*, ceci avant même qu'il ne devînt vers 1411-1412, receveur général de toutes les finances *du duc*, ce qualificatif de «général» pouvant prétendre couvrir, dans le cas présent, l'ensemble des revenus tant ordinaires qu'extraordinaires, tant en espèces qu'en nature levés dans les limites de la principauté (165).

Une parenthèse s'impose ici : le titre de receveur *général* de Brabant (en néerlandais *rentmeester generael* ; en latin *receptor generalis*) est une importation bourguignonne. L'épithète «général» ne fait pas partie du vocabulaire administratif brabançon du XIV^e^ siècle. Pendant tout le règne de Jeanne, le duché ne connaît qu'un receveur de Brabant (ou receveur de la duchesse de Brabant). Très exceptionnellement une allusion est faite à la situation hiérarchique de cet officier par rapport aux receveurs régionaux, et l'on utilise alors une formule qui, en français actuel, pourrait se traduire par «receveur *principal*» (néerlandais : *overste rentmeester*, vieux français : *grant rentier* ou *souverain rentier*) (166).

Le qualificatif «général» apparaît sous Antoine (167). Faut-il y voir une

(162) II^e^ partie, chap. I, pp. 191-194.

(163) Lorsqu'il y a un maître de l'épier, le receveur de Brabant ne fait habituellement pas figurer dans ses comptes les recettes en nature. Il lui arrive même, en 1414-1415, de préciser qu'il n'a pas à comptabiliser de tels revenus, puisqu'il y a un maître de l'épier (CC, 2398, fol. 8r°). — Rappelons (voir p. 191, n. 253) que les revenus en nature relevant de l'épier n'ont jamais compris le bois et le charbon de bois qui ont toujours été du ressort du receveur de Brabant.

(164) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect ...*, p. 92 et 80. — Pour le détail, voir le mémoire de licence inédit du même auteur, intitulé *Les aides générales ...*

(165) C'est dans ce sens qu'il est question d'un receveur général en Bourgogne dans la deuxième moitié du XIV^e^ siècle (voir B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les chefs des finances ...*, p. 31).

(166) *Overste rentmeester* : exemple dans les patentes de commission de Guillaume Tonsus comme receveur de Brabant, 24 mai 1402 (M. MARTENS, *Actes ...*, pp. 24-27, n° 3) ; — *grant rentier* : exemple dans un compte du douaire luxembourgeois de Jeanne, de 1386-1387 (AGR, CC, 2658, fol. 198v°) ; — *souverain rentier* : exemples dans le même compte du douaire luxembourgeois de Jeanne, de 1386-1387 (fol. 194r° et 195v°).

(167) On continuera néanmoins à dire encore souvent «receveur de Brabant» tout simplement, et cela notamment dans les mentions de chancellerie des actes d'Antoine. Comme rares exemples d'usage de la formule «receveur général» dans les mentions de chancellerie, voir AGR, Chartes de Brabant, 13 novembre 1409 (*rentmeester generael van Brabant*) et 18 décembre 1409 (*receptore generali Brabantiae*). — En revanche, et malgré une survivance occasionnelle de la formule *overste rentmeester* (voir par exemple des actes des 9 juin 1404 et du 13 mai 1405 en copie dans AGR, CC,

conséquence de la tendance, évoquée plus haut, de faire du receveur de Brabant un receveur de toutes les finances ordinaires et extraordinaires du duché ? Ou bien ne s'agit-il pas plutôt d'une imitation d'un titre en usage dans les pays soumis aux ducs de Bourgogne, qui connaissent un receveur-général de Bourgogne-Franche-Comté, un receveur général de Flandre-Artois et même un receveur général du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse. Le principal agent des finances brabançonnes ne pouvait-il éventuellement se vexer de se voir intituler simple receveur, alors que son homologue limbourgeois, fonctionnaire de bien moindre importance et que le premier désirait d'ailleurs, ainsi qu'on vient de le dire, se subordonner, se voyait donner du «général» ?

A partir de la fin du règne d'Antoine, le receveur général de Brabant n'est plus que percepteur, trésorier et dépensier des revenus ordinaires en espèces du duché. Les revenus en nature sont une nouvelle fois du ressort du maître de l'épier, et les revenus extraordinaires font, en raison des circonstances politiques, l'objet désormais d'une comptabilité spéciale.

Au total, le receveur de Brabant n'a ajouté à sa compétence que la trésorerie des recettes féodales.

Mais il y a plus important. Dès le début du XV^e^ siècle, il tend à devenir aussi le véritable gouverneur des finances du duché. Cette évolution s'était déjà amorcée au XIV^e^ siècle ([168]), mais elle s'accéléra après 1404. Il suffit pour s'en rendre compte de lire les patentes de commission des différents receveurs ([169]). On y constatera que leurs responsabilités se sont accrues, qu'il leur est loisible de prendre seuls des décisions dans un certain nombre de cas courants, que, pour les affaires de grande importance, s'ils ne peuvent agir sans en référer au duc ou à son Conseil, il n'est pas permis non plus au prince de rien ordonner sans prendre l'avis de son receveur ([170]). A cela s'ajoute, ainsi que nous le verrons dans un instant, que les chefs des finances brabançonnes sont en général d'un rang social plus élevé que leurs prédécesseurs du XIV^e^ siècle. Enfin, il faut rappeler ce qui fut dit au paragraphe précédent, à savoir qu'à partir de la seconde moitié du règne d'Antoine les receveurs (généraux) de Brabant firent office de receveurs généraux et gouverneurs de toutes les finances des ducs.

4. Recrutement du receveur - Le lieutenant du receveur.

P. Kauch a bien montré comment la détresse financière qui marqua la fin du règne de Jeanne contraignit la duchesse à confier la gestion de ses finances à des personnages suffisamment fortunés pour lui servir de caution. Il fallait aussi que le receveur soit en mesure dé puiser le cas échéant dans sa cassette personnelle

11, fol. 173 et 217r°), le «receveur général, *rentmeester generael*» s'impose d'emblée dans les intitulés des comptes, et cela dès le premier compte rédigé après la création de la Chambre des Comptes de Bruxelles (c'est-à-dire CC, 2392), ainsi que dans le corps même des actes [voir par exemple des lettres ducales des 14 novembre 1404, 1^er^ mai 1405 (2 actes), 8 mai et 13 août 1405, en copie dans CC, 11, fol. 191, 215, 215v°, 220v° et 229r°].

(168) M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 243.

(169) Pour les références, voir Annexe III, B, 2.

(170) Voir aussi dans les pages qui précèdent ce qui fut dit du contreseing du receveur-trésorier.

pour faire face aux dettes les plus criantes de la duchesse, quitte à se rembourser par la suite sur les revenus du domaine. La situation s'était tellement dégradée que le personnage pressenti se trouvait en mesure de poser ses conditions, et que la patente de nomination au poste de receveur de Brabant prit l'allure d'un contrat entre l'officier et la duchesse, contrat qui faisait du premier une sorte de banquier de la seconde (171). A ce point de vue, l'avènement d'Antoine n'entraîna aucun changement notable. Le recours à des fortunes bien assises continua à s'imposer : Tonsus était sans doute un patricien de Maastricht, qui ne sortit pas indemme de son passage à la recette générale ; Nederalphen était un changeur bruxellois ; Clarensone, un très riche Anversois dont l'état de fortune a été étudié ; Jean de Schoonvorst, l'héritier d'une lignée de nobles-banquiers ; les seigneurs d'Asse et de Rotselaar, de puissants propriétaires terriens (172). Le fait nouveau se trouve dans la présence, au moins nominale, à la tête des finances brabançonnes, des grands noms de l'armorial brabançon que sont les trois derniers cités. Nous sommes loin des modestes clercs de l'origine, chargés de coordonner la perception des revenus ducaux.

Tous les receveurs ne sont toutefois pas issus de milieux financiers ou de la haute noblesse : il en est qui, par leur origine sociale — chevalerie, petite noblesse ou patriciat urbain — rappellent leurs prédécesseurs du XIV^e siècle. Ils sont de ceux qui cherchent à faire carrière dans les services du prince : ainsi de Guillaume vanden Berghe, seigneur d'Orbais, bouteiller du duc Antoine avant de devenir, sous Jean IV, receveur de Brabant, puis receveur général de toutes les finances (173) ; ainsi de Jean de Winghe, d'abord receveur de Tirlemont (174).

En ce qui concerne les membres de la haute noblesse, il semble qu'il ne faille pas, comme le croyait P. Kauch, expliquer uniquement par des considérations financières leur passage à la recette de Brabant. En effet, le début du XV^e siècle et l'avènement des Bourguignons marquent, d'une manière assez générale, le renforcement de l'influence des grandes familles dans la conduite des affaires du duché : cela s'est déjà vérifié plus haut, à propos du sénéchal de Brabant, et se remarquera encore, dans la suite de l'exposé, à propos du Conseil ducal.

Mais ces grands féodaux, riches et éventuellement intéressés, n'étaient pas nécessairement experts en matière financière. D'autre part, ils faisaient déjà partie du Conseil ducal, et cela indépendamment de leur présence ou non à la tête de la trésorerie. Le duc pouvait manifester le désir de les garder auprès de sa

(171) P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 279 et suiv. — Voir par exemple la commission de Guillaume Tonsus (24 mai 1402, AGR, CC, 2392, fol. 1-2r° ; éditée par M. MARTENS, *Actes relatifs* ..., pp. 24-27, n° 3).

(172) Sur tous ces personnages, voir Annexe II.

(173) Il était en fait écuyer-échanson (sur cette fonction, voir *supra*, p. 181). On le trouve mentionné comme tel de 1410-1411 à 1414-1415 (AGR, CC, 2395, fol. 372v° et 376v° ; 2396^I, fol. 177r° ; 2396^II, fol. 120v°, ...). Voir aussi Annexe II.

(174) Du 17 février 1416 au 2 mars 1418, puis à nouveau du 24 juin 1420 à la Saint-Jean 1423 (ses comptes : AGR, CC, 4014, 4^e à 6^e comptes, et CC, 4015, 1^er à 3^e comptes). Jean de Winghe était bourgeois de Tirlemont. Il avait même occupé un moment les fonctions de juré de la ville, de sorte que, choisi une deuxième fois comme receveur ducal de Tirlemont, il dut se faire suppléer jusqu'au 24 juin 1420 par Jean Bellens : étant juré de la ville jusqu'à cette date, il n'avait pu en effet prêter au duc le serment requis comme receveur (AGR, CC, 4015, 1^er compte, fol. 2r°).

personne, les empêchant ainsi de faire certains déplacements imposés par leurs fonctions (175). Que ce soit pour l'une ou l'autre de ces raisons, on constate qu'ils se firent, avec l'accord du duc, assister par un lieutenant, dit aussi sous-trésorier. Ce fut d'abord, sous Schoonvorst, le receveur de Bruxelles Jean van der Elst, nommé par le trésorier lui-même, le 22 juin 1413, et curieusement placé par celui-ci sous la tutuelle de Lucas van Eycke, celui-là même qui allait devenir maître de la Chambre des Comptes un an et demi plus tard (176). Van der Elst semble avoir déjà exercé les fonctions de sous-trésorier pour le compte de Quentin Clarensone (177). Il est encore en charge en été 1413 (178), mais est remplacé au printemps suivant par Pierre van Halle (179), qui doit être resté au service du seigneur d'Asse, lorsque celui-ci remplaça Schoonvorst à la trésorerie (180).

En 1419, le seigneur de Rotselaar choisit comme sous-trésorier Arnoul Stamelart van Uden (181), puis, lors de son deuxième passage à la tête des finances ducales, Engelbert Rape (182), lequel exercera encore ces mêmes fonctions sous la direction du trésorier Gérard van der Zijpe (183). Par la suite, il ne paraît plus y avoir eu de sous-trésorier.

(175) Voir les motifs pour lesquels Jean IV autorise Jean de Rotselaar à se choisir un lieutenant [dans la commission dudit Rotselaar, du 1er août 1421 (AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 30r°)]: «*Item want onse voirs. tresorier also grotelic belast is met onsen voirs. ambachte ende wj oec synre niet ontberen en willen bi ons selfs live te syne ende oec elswair daer wj synre behoeven ende ons. ander bainroidsen ende heren van onsen voirs. lande van Brabant des onse voirs. tresorier niet en soude connen noch mogen gedoin ende onse voirs. tresorierschap gheregeren, so zijn wij des eyntlic overdragen bi onsen vollen rade dat onse voirs. tresorier bi onsen consent ende goetduncken van onsen anderen rade sal moghen nemen ende setten ene goeden wisen ende notabilen man te synre ontlastingen tot enen onder tresorier des rentmeesterschaps generals van onsen landen van Brabant, ende van Overmaze ende alle onse andere lande die wi nu hebben oft vercrigen mochten in enigen toecomenden tiden ...*» ; ce sous-trésorier reçoit les mêmes pouvoirs que le trésorier.

(176) AGR, CC, 12, fol. 89. — Notification en est donnée par le duc, le lendemain, à tous les officiers brabançons (*ibid., eod. loco*). Dans un compte du receveur de Tervuren-Vilvorde (24 juin 1413-4 avril 1414), «*her Lucas*» et «*Johannes van der Elst*» sont dits tous les deux lieutenants (*stedehouwere*) du trésorier (AGR, CC, 4752, 2e compte, dépenses sur ordre du trésorier).

(177) Il est en effet cité comme «*ondertresorier*» dans le compte rendu par Clarensone (AGR, CC, 2396II, fol. 60r°).

(178) Encore cité comme sous-trésorier le 30 juillet 1413 (AGR, CC, 4014, fol. 26r°).

(179) Cité comme sous-trésorier le 7 mars 1414 (*ibid.*, fol. 25v°).

(180) Le seigneur d'Asse est encore dit «trésorier» et Pierre van Halle «sous-trésorier», dans un compte mensuel (octobre 1415) de la recette de Brabant, rendu par Jean van der Elst comme receveur faisant fonction, ce qui semble indiquer qu'à ce moment, ni Asse ni son lieutenant n'exerçaient plus leur charge (AGR, CC, 2399, fol. 67v° et 64r°). — Dans une quittance du 20 septembre 1414, Engelbert de Nassau donne même à Pierre van Halle le titre de receveur général de Brabant (*overste rentmeister van Brabant*) bien qu'il sache que Schoonvorst est trésorier (Chartes de Brabant, à la date).

(181) Acte du seigneur de Rotselaar nommant A. Stamelart en qualité de sous-trésorier, 24 août 1419 (AGR, CC, 12, fol. 89).

(182) Dit «*lieutenant du tresorier*» (AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 21 r°) ou «*ondertresorier ende gecommitteert te betalen den cost van der herberghen van Brabant* (*ibid.*, fol. 25r°). — Encore dit «*stedehouder*» du seigneur de Rotselaar en 1421-1422 dans CC, 3791, 5e compte, fol. 23v° et CC, 5187, 1er compte, fol. 17r°, et «*ondertresorier van Brabant*» dans CC, 4015, 2e compte, fol. 32v°.

(183) Dit lieutenant de Gérard van der Zijpe, trésorier de Brabant, en 1422-1423, dans AGR,

Si les nobles occupant les fonctions de trésorier pouvaient ne pas être des techniciens en matière financière, il en va tout autrement de leurs lieutenants qui appartenaient presque toujours à ce que l'on peut appeler le personnel des finances, et en tout cas, aux cadres de l'administration ducale. Jean van der Elst avait été titulaire de la recette domaniale de Bruxelles de 1412 à 1418 (184), et peut-être avait-il été auparavant attaché comme clerc à la recette des corvées (185). Pierre de Halle faisait partie du personnel de la chancellerie depuis 1380, et était devenu clerc des fiefs le 22 février 1408 (186). A ce dernier titre, il était receveur des droits de relief. Engelbert Rape était receveur de Hal (alors en Hainaut) et le resta pendant son passage au service des trésoriers Rotselaar et van der Zijpe (187). Quant à Arnoul Stamelart van Uden, il fut le seul à ne pas avoir été choisi parmi les gens des finances, mais il avait exercé à trois reprises les fonctions de sous-écoutète de Bois-le-Duc, entre 1406 et 1418 (188).

Les sous-trésoriers assistent donc les trésoriers dans l'exercice de leur tâche. Dans une certaine mesure, ils rappellent les clercs de receveurs du XIV^e siècle, dont nous avons vu qu'ils ne pouvaient pas être tenus pour de simples commis aux écritures attachés à la personne d'un receveur déterminé.

CC, 4015, 3^e compte, fol. 25v^o et VV, 12902, fol. 298r^o ; en français «*subtresorrier de Brabant*» dans CC, 3602, 3^e compte, fol. 19r^o, et, en néerlandais «*ondertresorier van Brabant*» dans CC, 5187, 2^e compte, fol. 10v^o.

(184) Ses comptes comme receveur de Bruxelles du 3 janvier 1412 au 29 janvier 1418 : AGR, CC, 4166-4167.

(185) Un Jean van der Elst fut clerc des corvées de 1380 environ à 1412, mais on ne sait s'il s'agit du même personnage que le receveur de Bruxelles. En effet, dans un acte du 30 décembre 1412, ce (deuxième ?) Jean van der Elst affirme être clerc des corvées depuis une trentaine d'années, mais rien dans ce document ne permet de dire que c'est lui qui est à la tête de la recette domaniale de Bruxelles depuis le 3 janvier de cette même année 1412 (voir AGR, Chartes de Brabant, 30 décembre 1412). — Ce Jean, clerc des corvées, fut au service de deux maîtres des corvées (*wagenmeester, corweymeester*) successifs, Nicolas Den Fyker, dont les comptes du 11 novembre 1388 au 1^er mai 1397 sont conservés (AGR, Comptes en rouleaux, 2499-2513 et 2518 ; manque le compte du 1^er novembre 1389 au 1^er mai 1390), et Lionnet (*Lonijs*) de Bouchout, receveur des corvées de 1397 à 1418 [pour ses comptes, voir AGR, Comptes en rouleaux, 2514-2515 (2 mai 1397-1^er mai 1398), 2988-2993 (1^er mai 1398-1^er novembre 1401 ; manque le compte du 1^er novembre 1398 au 1^er mai 1399), 2516-2517 (2 mai 1403-8 mai 1404) ; voir aussi CC, 25209-25210 (8 mai 1404-1^er novembre 1418)]. — Ce Jean van der Elst est dit tantôt «*Lonijs clerc van Bouchout*» (AGR, CC, 2388, p. 59), tantôt «*wagenclerc*» (*ibid.*, p. 60), tantôt encore clerc des corvées (CC, 2392, fol. 212v^o, CC, 2395, fol. 387v^o), «*behoeder van mijns heren wagenen*» (CC, 2393, fol. 210v^o) ou receveur des corvées (CC, 25210, 1^er compte), voire abusivement «*corweymeester*» (CC, 2395, fol. 489v^o).

(186) Voir Annexe III, A, 3 et 5.

(187) Voir Annexe III, B, 2. — Il n'était pas encore receveur de Hal le 1^er septembre 1417, mais l'était encore le 1^er septembre 1426. Entre ces deux actes, les comptes de la recette de Hal manquent (voir P. L. GACHARD, *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. II, p. 209 et n. 1), de sorte que l'on ne sait pas quand Rape prit possession de cet office. — Il faut insister sur le fait que, comme receveur de Hal, Rape était un officier hennuyer !

(188) Du 2 décembre 1406 au 5 juillet 1413 (AGR, CC, 2394, fol. 28r^o et 235r^o, 2395, fol. 27v^o et 284r^o, 2396^I, fol. 38r^o, 2397, fol. 33r^o), puis après un court passage d'Henri van Werthuizen à cet office (CC, 2397, fol. 33r^o), Stamelart reprend ses fonctions entre 1413 et 1415 (CC, 2397, fol. 220r^o et 2398, fol. 25r^o). Il est une troisième fois sous-écoutète du 26 février au 10 octobre 1418 (CC, 2401, fol. 31r^o). Seul un de ses comptes (25 décembre 1412 au 5 juillet 1413) a été conservé (CC, 13003, 3^e compte). — Sur ce personnage, qui fut aussi conseiller, voir Annexe II.

Au xv^e siècle, il y a encore des clercs de receveurs (189), mais leur multiplication, le fait qu'ils sont fréquemment remplacés, ainsi que leur rôle généralement effacé indiquent qu'il s'agit maintenant de personnages d'un rang hiérarchique moins élevé. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont rien à faire : en 1414, c'est l'un d'eux, Laurent van Beerte, qui rédigea les comptes que Jean de Schoonvorst rendit de l'expédition au Luxembourg (190) ; le même Laurent fut, quelques années plus tard, commis à la recette générale de Brabant (191) ; de février à juillet 1421, c'est un autre clerc, Jean vander Hofstad, qui, malgré l'existence d'un sous-trésorier, Engelbert Rape, assuma la gestion journalière de la recette générale (192). Toutefois ils ne peuvent en général plus être considérés comme des sortes de vice-receveurs, surtout aux époques où il existe un sous-trésorier en titre. Ce sont cependant encore toujours des fonctionnaires ducaux et non des scribes privés attachés à la personne d'un receveur particulier. Certains sont même promis à un bel avenir : Jean van der Hofstad déjà cité, et Jean Spierinc deviendront tous deux par la suite maîtres de la Chambre des Comptes de Bruxelles (193).

5. Les vacances de la recette générale.

Le duc Antoine avait, au début de son règne, tenté de redresser la situation financière que lui avait léguée sa grand-tante. Mais bientôt la guerre qu'il dut mener au Luxembourg ruina tous ses efforts, de telle sorte que, en décembre 1414, le trésorier Jean de Schoonvorst clôtura son dernier compte avec un déficit cumulé de 21.097 livres et trois sous (194) ; cet argent, il l'avait en réalité avancé au trésor ducal, et il lui fut remboursé quelques mois plus tard (195) au moyen d'une somme de 18.704 couronnes, c'est-à-dire l'équivalent de vingt-trois années et demie des gages annuels qui lui avaient été alloués comme trésorier (196).

Diriger l'office dans de telles circonstances n'était certes pas un emploi de tout repos ni dépourvu de risques, d'autant que le prince pouvait, bien plus qu'en des conjonctures plus favorables, éprouver le désir de surveiller de près la

(189) Voir Annexe III, B, 2.

(190) F. QUICKE, *L'intérêt* ..., p. 468.

(191) Voir *infra*, p. 262 et Annexe III, B, 2.

(192) Voir l'intitulé du compte du trésorier Jean de Rotselaar pour la période du 6 février au 1^er août 1421 (AGR, CC, 2401, 1^er compte, fol. 29r°) : « ... *vanden welken ontfanghe ende uutgheven Johannes vander Hoffstad die handelinge ende bewint ghehat heeft onder den voirs. tresorier ende tot sinen bevelen*».

(193) Voir Annexe III, C.

(194) Voir en fin du 3^e compte contenu dans AGR, CC, 2397.

(195) Il fut remboursé sur le produit de l'aide de 150.000 couronnes dont le premier receveur fut Henri de Bergen (voir *ibid.*, fol. 346v°). Au sujet de cette aide, consentie en septembre 1414 par les trois Etats réunis à Anvers, voir A. VAN NECK, *Les aides générales* ..., pp. 67 et suiv. — Les comptes de cette aide sont conservés (AGR, CC, 15719).

(196) AGR, CC, 2397, fol. 346r° (en marge). — Schoonvorst percevait en effet 800 couronnes par an à titre de gages. Pour mieux faire ressortir encore l'importance de cet déficit, il faut tenir compte du fait que l'officier devait, sur ses gages, régler certaines dépenses d'office (gages de son personnel, déplacements dans les limites de son office, ...).

gestion de ses receveurs et leur endosser la responsabilité du mauvais état des finances, en les accusant de négligences ou de malversations. Et quand les attaques ne venaient pas du duc, elles pouvaient venir des Etats. On sait les ennuis qu'eut Guillaume van den Berghe avec les villes brabançonnes (197). Après sa mort, les biens qu'il possédait à Bruxelles furent saisis et vendus pour payer ses créanciers (198). Avant cela, et pour la même raison, une partie des biens de Guillaume Tonsus avaient aussi été vendus après son décès en 1409, sur l'ordre du duc et du Conseil (199), tandis qu'Etienne van der Nederalphen fit deux mois de prison au début de l'année 1412 (200).

Il est aisé de comprendre que, dans ces conditions, l'emploi de receveur général pouvait ne pas trouver preneur. Les vacances, rares au temps de Jeanne (201), quand cet officier n'était encore qu'un simple fonctionnaire, devinrent fréquentes et parfois longues à partir de la fin du règne d'Antoine, alors que les receveurs étaient devenus les banquiers du prince, en même temps que les finances de celui-ci allaient de nouveau en se dégradant. Du 8 juillet 1415 à la mort de Philippe de Saint-Pol, soit pendant une période de quinze ans, la recette générale resta sans titulaire pendant près de six ans et demi. Si l'on tient compte de ce que des circonstances politiques exceptionnelles, la mainmise des villes sur les finances ducales du 15 octobre 1417 au 28 janvier 1418, d'abord (202), la révolution de 1420-1421 ensuite, sont cause de dix mois et demi de vacance, il reste soixante-sept mois (plus de cinq ans et demi) à mettre au compte de l'impossibilité à trouver quelqu'un qui accepte la responsabilité de la charge (203).

Pour assurer quand même l'administration de la recette générale, il fallait se résoudre à nommer des intérimaires. La fin du règne d'Antoine et le début de celui de son successeur connurent le régime de l'intérimaire unique : Jean van der Elst d'août 1415 à juin 1416, Louis Boete de septembre 1419 à mars 1420,

(197) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 166-167 et 175-179.

(198) AGR, CC, 2401, fol. 172. — A l'annonce de sa mort, sa maison de Bruxelles fut occupée, sur ordre des échevins, par des valets de l'amman (*ibid.*, fol. 172r°). — Il s'agit uniquement de ses biens situés à Bruxelles ; les autres furent acquis à ses héritiers. — Notons ici que la saisie des biens d'un receveur à sa mort n'est pas à priori l'indice d'une mauvaise gestion ou de malversations de sa part. La main-mise sur les «dépouilles» peut n'être qu'une précaution de l'autorité supérieure due à l'organisation financière de l'époque. Sur la pratique systématique de la saisie des dépouilles des officiers pontificaux, voir J. FAVIER, *Les finances pontificales* ..., p. 129.

(199) AGR, CC, 2395, fol. 42v°. Tonsus avait des dettes envers l'amman de Bruxelles.

(200) Il fut envoyé aux arrêts au château de Genappe le 28 janvier 1412, et y resta pendant 61 jours. Il est à noter qu'il tenta par la suite, mais sans succès, de se faire rembourser ses frais de séjour en prison (voir AGR, CC, 15718, 1er compte, fol. 73 et marge ; cité par A. VAN NECK, *Les aides générales* ..., I, p. 175 et par P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 284-285, qui signale que Nederalphen eut de nouveaux ennuis au moment de la reddition de ses comptes).

(201) Il n'y eut, du vivant de Jeanne, que deux vacances certaines de quelque durée, la première d'environ deux mois (3 avril-31 mai 1398), la seconde de près d'un an (11 août 1398-5 août 1399). Il pourrait y en avoir eu encore une, la première dans le temps, à une époque se situant entre la Noël 1374 et le 11 octobre 1375 ; mais les informations à son sujet ne sont pas sûres. Il faut encore citer deux vacances très courtes, de onze jours chacune (11-22 avril 1390 et 1er-11 novembre 1391). Sur tout cela, voir Annexe III, B, 2.

(202) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 167-168.

(203) Au sujet de ce périodes de vacance, voir Annexe III, B, 2.

Laurent van Beerte de mars à octobre 1420. La fin du règne de Jean IV et celui de Philippe de Saint-Pol virent plus souvent le partage des responsabilités entre deux intérimaires travaillant côte à côte : de novembre 1425 au 23 avril 1427, Arnoul Quap est chargé de la recette des revenus domaniaux (recettes des receveurs particuliers) et de la dépense courante de l'Hôtel ducal à l'exception des gages et indemnités dues aux gens de l'entourage, tandis qu'Olivier vander Bruggen se voit confier la recette des exploits de justice (recettes des officiers de justice) et le payement desdits gages et indemnités. De la fin avril à novembre 1427, Arnoul Quap resta seul chargé de toute la recette générale. D'avril 1428 à mars 1429, deux officiers, Olivier vander Bruggen et Pierre Du Chesne, paraissent se partager la dépense de l'Hôtel ducal ; en fait, ils assument à eux deux les responsabilités de la recette générale. En mars-avril 1429, Pierre Du Chesne ayant cessé son activité, il se voit dans certains cas relayé par le maire de Louvain.

Pendant les vacances pour motifs politiques, l'intérim fut exercé d'octobre 1417 à janvier 1418 par Jean van der Elst, désigné par les villes de Brabant ; en 1420-1421 alors que Jean IV, en fuite, avait un trésorier titulaire, mais sans pouvoirs effectifs, les finances des régions soumises aux Etats furent confiées à quatre personnes au moins : Jean vander Elst, toujours lui, Jean vander Hofstad, Jacques Willin et Jean Spierinc (204).

Louis Boete fut le seul, à notre connaissance, à recevoir des lettres de commission fort détaillées (205). Leur contenu est identique à celles que recevait un receveur en titre ; il est d'ailleurs précisé qu'il reçoit tous les pouvoirs d'un titulaire ordinaire. D'autres intérimaires *partim* reçurent aussi des patentes précisant leur mission, mais elles sont moins développées que les instructions données à Louis Boete (206).

Il faut encore mentionner un cas particulier, à rapprocher de ce qui précède : le 14 mai 1411, Etienne van der Nederalphen, receveur général de Brabant depuis 1407, et qui n'avait encore pu commencer la rédaction de ses comptes, fut mis en congé par le duc jusqu'à la clôture de ceux-ci ; il resta néanmoins receveur en titre, mais la gestion de son office fut confiée à Jean Raimbaut, alors déjà maître de la Chambre aux deniers (207).

De quel nom désignait-on habituellement ces faisant fonction ? La plus grande diversité règne dans ce domaine. Ils sont parfois appelés clercs, du duc (208) ou de la recette générale de Brabant (209), plus tard «commis» (*gecom-*

(204) Pour le détail de tout ce qui précède, voir *ibid.*

(205) Du 6 septembre 1419, voir AGR, CC, 2402, fol. 1-3.

(206) Commission d'Olivier van der Bruggen (7 avril 1428) : AGR, CC, 1792, fol. 1. — Commission de Pierre Du Chesne (15 avril 1428) : CC, 1793, fol. 1 ; confirmée le 23 octobre 1428 : CC, 1794, fol. 1.

(207) Sa commission du 14 mai 1411 : AGR, CC, 2396[1], fol. 1.

(208) Jean van der Elst (AGR, CC, 2399, fol. 1r°).

(209) Jean van der Elst (AGR, CC, 2399, fol. 261r°) ; — Louis Boete dans sa patente de nomination : «*clerc van onzen oeversten rentmeesterscape ons lants van Brabant*» (CC, 2402, fol. 1-3) ; mais dans l'intitulé de son compte (*ibid.*, fol. 1r°), Boete se dit «*gecommitteert ... tot den ontfange generale van Brabant*».

mitteert) à ladite recette générale (210) ou à certaines charges bien déterminées (211). Outre le caractère temporaire de leurs fonctions, un trait distingue les «clercs» ou «commis» des receveurs en titre : alors que ces derniers sont, au début du XV^e^ siècle, surtout recrutés dans la noblesse ou dans les milieux financiers, les intérimaires sont tous sans exception des «fonctionnaires» ducaux occupant, et continuant généralement à occuper pendant la durée de leur intérim, des fonctions dans l'administration financière.

Jean van der Elst est déjà connu. Louis Boete était receveur de Bois-le-Duc depuis le 22 avril 1417 et l'était encore en février 1420 (212), alors même qu'il exerçait les fonctions de commis à la recette de Brabant. Laurent van Beerte avait été clerc des offices puis clerc du receveur de Brabant (213). Arnoul Quap avait été receveur de Bruxelles en 1420-1421 (214). Olivier vander Bruggen avait dirigé la recette d'Overijse-Hoeilaart-La Hulpe de la Noël 1419 à la Saint-Jean 1421 (215). Il passera par la suite au service de la Chambre des Comptes, tout comme Jean Spierinc et Jean vander Hofstad, qui tous deux avaient d'abord été clercs du receveur de Brabant (216).

Il faut encore ajouter que, contrairement aux receveurs en titre, les «commis» à la recette générale ne siègent pas au Conseil ducal.

6. Le contrôle des finances.

Nous y reviendrons dans un chapitre spécial, consacré à la Chambre des Comptes (217).

(210) Jean van der Elst en 1417-1418 (AGR, CC, 2400, 3^e^ compte, intitulé), Laurent van Beerte, en 1420 (CC, 2403, intitulé ; il y est dit exactement «*den last hebbende van den ontfange generael van Brabant ende gecommitteert te betalen den cost van den herbergen ende andere lasten mijns voirs. heeren*») ; Arnoul Quap en 1427 (CC, 2406^II^, fol. 33v^o^) ; avant cela, il s'intitulait «*gecommitteert totten rentmeesterscape ende ontfange van den erfrente van Brabant* (*ibid.*, intitulé du compte).

(211) Ainsi les intitulés des comptes CC, 1792, 1793 et 1794 précisent les attributions respectives d'Olivier vander Bruggen et de Pierre Du Chesne.

(212) Ses comptes comme receveur de Bois-le-Duc du 22 avril 1417 au 18 février 1420 sont conservés (AGR, CC, 5248 à 5250).

(213) Voir Annexe III, A, 6 et B, 2.

(214) Ses comptes du 24 juin 1420 au 23 décembre 1421 se trouvent dans AGR, CC, 4170.

(215) Ses comptes : AGR, CC, 4472.

(216) Voir Annexe III, B, 2.

(217) Voir II^e^ partie, chap. V. — Nous avons volontairement négligé ici, parce qu'il n'a pas donné lieu en Brabant à des institutions particulières, un dernier aspect de la gestion des finances : la juridiction contentieuse en matière financière, qui, en France par exemple, a fait naître, à côté de la Chambre des Comptes, des tribunaux spéciaux, la Cour du Trésor, la Chambre des Monnaies et la Chambre ou Cour des aides (voir F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. II, pp. 239 et suiv. et pp. 279 et suiv. Sur la Chambre ou Cour des Aides, voir plus spécialement G. DUPONT-FERRIER, *Nouvelles études sur les institutions financières de la France* ... ; les *Etudes* ... de ce même auteur traitent des administrations chargées de la perception des revenus extraordinaires du roi de France à la fin du Moyen Age). — En Brabant, les affaires de cette nature, de même que la juridiction administrative sur les officiers des finances, sont restées du ressort du Conseil, ou, pour les cas de moindre importance, ont pu être tranchées directement par le receveur de Brabant (voir M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 227-240). Seule la Chambre des Comptes exerce, comme toutes ses consœurs, certains pouvoirs juridictionnels, mais il s'agit essentiellement de trancher des litiges qui peuvent s'élever à propos de la clôture des comptes (P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 428-430).

La recette de Brabant, nous l'avons ainsi vu croître progressivement en importance et atteindre, entre 1404 et 1430, le point culminant de son développement en tentant de se transformer en recette générale de Brabant-Limbourg et en se voyant aussi confier le rôle de recette générale de toutes les finances. Le fait que des membres de la plus haute noblesse du pays ont accepté de diriger cet office témoigne de la place éminente qu'il avait ainsi prise dans les institutions ducales. Mais c'était devenu aussi au même moment un emploi dangereux à exercer ; qui s'en chargeait courait des risques financiers certains, de sorte que, assez paradoxalement, alors même que les fonctions de receveur général jouissaient d'un lustre qu'elles n'avaient pas connu jusque-là en Brabant, elles restèrent à plusieurs reprises et pendant de longs mois sans titulaire.

Un mot encore : de tous les officiers étudiés dans ce chapitre, le receveur général est celui qui a gardé les liens les plus étroits avec l'Hôtel proprement dit. Il en a, en effet, assumé la dépense d'une manière presque continue. Mais il est évidemment bien plus qu'un simple «dépensier» de l'Hôtel. Son rôle de trésorier ducal, l'habitude prise au XV^e^ siècle de faire converger vers ses caisses la plus grande partie des revenus du duc, y compris les recettes féodales, certaines ressources provenant des pays tenus par celui-ci en union personnelle, et surtout, pendant un temps au moins, une partie appréciable du produit des aides consenties par les sujets du prince, font du receveur de Brabant, qui est aussi le chef de l'administration locale, le principal officier du pays, celui dont les pouvoirs sont les plus étendus, mais — toute médaille ayant son revers — celui qui sera le plus étroitement contrôlé, à la fois par le duc et par son Conseil, et par les Etats du duché.

D. Les autres officiers.

Quelques officiers encore portent un titre qui donne à penser que leur activité s'étend au duché tout entier. Parmi eux, citons

— le grand veneur de Brabant (ou *meester jagher van Brabant*) ;
— le maître des garennes ou gruyer de Brabant (*warandmeester van Brabant*) ;
— le maître des corvées de Brabant (*corweymeester* ou *waghenmeester van Brabant*) ;
— le maître des forêts ou woudmaître de Brabant (*woudmeester van Brabant*).

Ce ne sont pas là, au XIV^e^ et au XV^e^ siècle, des offices comparables à ceux que nous venons d'évoquer, même si les titulaires en ont parfois été des grands noms du duché. C'est ainsi qu'à la tête de la Vénerie, Guillaume de Sayn a succédé en 1399 à Jean van de Venne, fils naturel du duc Jean III (218), et que, parmi les noms des woudmaîtres, on relève ceux de Jean de Corselaar, seigneur de Wittem, autre bâtard de Brabant, et de son fils, Jean de Wittem (219).

(218) G. Dansaert, *Les Grands Veneurs* ..., pp. 33 et suiv., a dressé une liste des grands veneurs depuis les origines de l'institution jusqu'à sa suppression.

(219) En ce qui concerne cet office, il faut s'en remettre encore à ce qu'écrivait F. Goblet

Nous laisserons à Mme Smolar-Meynart le soin de préciser les attributions de ces divers officiers (220). Il nous faut néanmoins tenter de les situer dans l'ensemble de l'«administration brabançonne».

Pour cela, il convient d'abord de rappeler quels étaient les représentants du pouvoir sur le plan local, ce qui ne sera pas difficile, puisque, grâce aux travaux de Mlle M. Martens et de M. C. Kerremans, cet aspect de l'histoire des institutions brabançonnes est des mieux connus.

Sur le plan tout à fait local, celui de la paroisse ou de la seigneurie, village, partie(s) de village ou groupe de villages, appartenant en propre au duc de Brabant, le représentant de ce dernier est le *villicus* connu sous différents noms dans les langues vulgaires (amman, maire, écoutète, sous-écoutète, bailli, ...; en néerlandais *amman, meier, schout* ou *schouteet, ondermeier, onderschouteet* ...) (221). C'est à la fois un administrateur et un officier de justice, qui gardera ce double caractère jusqu'à la fin du Moyen Age au moins (222). Un certain nombre de ces *villici* sont groupés sous l'autorité d'un *villicus* régional. A partir du début du XIII[e] siècle, les *villici* régionaux sont eux-mêmes soumis à six grands officiers, que M. Kerremans n'hésite pas à comparer à des «gouverneurs de province» (223). Il s'agit du maire de Louvain, de l'amman de Bruxelles, de l'écoutète d'Anvers, de l'écoutète de Bois-le-Duc, du maire de Tirlemont et du bailli du Roman Pays (224). A l'origine, *villici* régionaux et grands officiers se présentent comme les descendants des intendants domaniaux du haut Moyen Age. Seuls représentants du seigneur, ils administrent le domaine et ses habitants, et rendent la justice en son nom (225). Mais ces officiers vont perdre

D'ALVIELLA dans son *Hlstoire des bois et forêts* ... (mais cet auteur doit sa liste des woudmaîtres à BUTKENS ; voir GOBLET, t. I, p. 341, n. 2 et C. BUTKENS, *Trophées, Supplément*, t. I, p. 253), et à l'introduction fort générale rédigée par M. VAN HAEGENDOREN pour son *Inventaire des archives de la Foresterie de Brabant.*

(220) En attendant, outre les indications fournies par les ouvrages cités dans les deux notes précédentes, on consultera, pour le gruyer (à l'époque moderne) et le veneur, l'étude déjà ancienne de A.-L. GALESLOOT, *Recherches historiques sur la maison de chasse des ducs de Brabant* ..., et pour les juridictions de la forêt et de la chasse, les pages qu'y consacre Sander PIERRON, dans son *Histoire illustrée de la forêt de Soignies*, t. I, pp. 292 et suiv. — Sur les origines de la maison de chasse de Boitsfort, voir aussi V. TOURNEUR, *Les origines de Boitsfort* ... — Sur le droit de chasse, voir J. P. W. A. SMIT, *Het Brabantse Jachtrecht* ... ; cet auteur semble croire (p. 179) que le gruyer «de Brabant» est une création de Philippe le Bon. En fait il ressort d'actes qu'il cite ou même qu'il publie que l'office existait déjà au XIV[e] siècle (dans les *Bijlagen*, pp. 22-23, un acte de la fin du XIV[e] siècle, émanant du gruyer lui-même, qui s'intitule «*Goly van der Tommen, warantmeester van Brabant*»). D'après les éléments fournis par Smit lui-même, il n'est question, sous Philippe le Bon, que d'une réorganisation de l'office.

(221) Dans les petites unités territoriales ayant leur propre seigneur existent des fonctionnaires de même nature, et désignés par les mêmes termes, mais ils y représentent le seigneur local, non le duc. — En raison du caractère peu uniforme de la terminologie brabançonne, nous préférons, avec Mlle Martens, nous servir ici du terme de «*villicus*» qui apparaît d'ailleurs, pour désigner ces officiers, dans la plupart des chartes latines.

(222) C. KERREMANS, *Etude sur les circonscriptions* ..., p. 319.

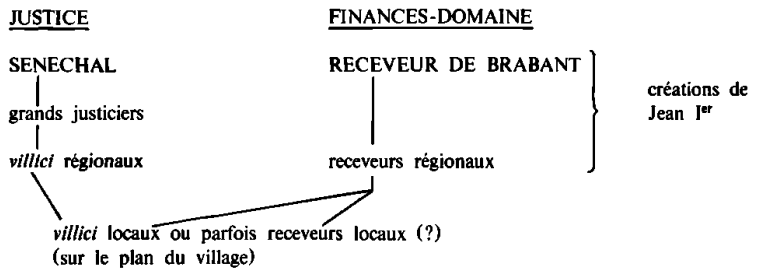
(223) *Ibid.*, p. 338. — Pour les *villici* régionaux, voir *ibid.*, p. 317.

(224) Pour le ressort territorial des grands officiers et de leurs subalternes, voir la carte jointe au travail de C. KERREMANS.

(225) Ce sont eux notamment qui président les tribunaux d'échevins (C. KERREMANS, *op. cit.*, pp. 169 et suiv. — R. BYL, *Les juridictions scabinales* ..., pp. 111 et suiv.). Sur le maire de Louvain, voir aussi J. CUVELIER, *Les institutions de la ville de Louvain*, pp. 23 et suiv.

leurs attributions domaniales après la création, par Jean Ier, des receveurs régionaux (226), fonctionnaires de type nouveau, d'abord chargés uniquement de percevoir les revenus du domaine ducal à l'échelon local, mais qui parviendront à supplanter les *villici* et grands officiers dans la gestion du domaine, de la même façon que le receveur de Brabant réussit à se substituer, sur ce terrain, au sénéchal (227).

Dans le courant du XIVe siècle, les fonctions vont se délimiter de la manière suivante : les *villici* régionaux et les grands officiers se contenteront du rôle de justiciers, tandis que les receveurs régionaux s'occuperont à la fois des finances et de l'administration du domaine. Seuls, rappelons-le, les *villici* de villages continuent à exercer une double activité (228), bien qu'il semble y avoir eu, en certains endroits, des receveurs locaux (229). Schématiquement, la situation se présente donc de la manière suivante :



On remarque l'existence d'un échelon hiérarchique supplémentaire du côté des officiers de justice. Peut-être faut-il l'attribuer à une lente évolution dont les étapes ne sont pas bien connues (230), tandis que la création des receveurs régionaux est, quant à elle, relativement récente et n'eut pas à tenir compte de traditions établies.

Il faut aussi se garder de vouloir trop simplifier, et avoir toujours à l'esprit, lorsqu'il est question de «justiciers» et de receveurs, les caractères présentés par les premiers à l'origine, et le fait que les seconds, au moment de leur création, n'étaient que des comptables-percepteurs des revenus du domaine. Ceci explique

(226) M. MARTENS, *L'administration* ..., IIe partie, *passim*, parle de «receveurs domaniaux» ou «locaux». Nous préférons «régionaux» réservant le terme «local» pour qualifier le représentant du duc au niveau du village.

(227) M. MARTENS, *op. cit.*, pp. 260 et suiv. — Pour l'étendue des recettes régionales, voir la carte jointe à l'ouvrage. — Si les circonscriptions judiciaires et domaniales ne coïncident plus à la fin du XIVe siècle, il semble qu'elles aient coïncidé au moment de la création des receveurs régionaux (*ibid.*, p. 267).

(228) C. KERREMANS, *Etudes sur les circonscriptions.* ..., p. 12.

(229) M. MARTENS, *L'administration* ..., pp. 288-290. — Toutefois l'on sait peu de chose au sujet de ces receveurs locaux, et il est impossible de dire s'ils ont joué un rôle dans la gestion du domaine.

(230) Il n'est pas impossible qu'on doive faire partir cette évolution du niveau local, les *villici* d'un rang immédiatement supérieur pouvant n'être, au départ, que des *primi inter pares*. Voir d'ailleurs ce que peuvent suggérer, à ce propos, certaines réflexions de M. C. KERREMANS, *op. cit.*, pp. 331-332.

nombre d'apparentes «anomalies» : au début du XV^e siècle encore, les officiers «de justice» ont gardé des attributions en matière financière et domaniale (231). Il est aussi intéressant de noter que, sur le plan local, ce sont eux, et non les receveurs régionaux, qui sont chargés de toutes les opérations nécessitées par la levée des aides, sous les ordres des receveurs des aides (232).

Ceci dit, que représentent les quelques officiers dont les titres ont été mentionnés plus haut ? Le grand veneur, le maître des garennes et le woudmaître «de Brabant» semblent pouvoir se comparer aux *villici* régionaux et avoir subi la même évolution que ceux-ci. Mais au lieu d'avoir à gérer un territoire bien délimité, ils avaient à s'occuper de biens d'une nature particulière : le premier, des chasses ducales à grand gibier, le second, de celles à petit gibier, le troisième des forêts ducales.

Au XV^e siècle, ce ne sont plus pour l'essentiel, dans le cadre de ces secteurs spécialisés, que des officiers de justice. Le woudmaître, par exemple, n'est plus qu'un simple justicier des forêts ducales (233), les revenus et l'exploitation des bois étant du ressort du receveur de Brabant, tandis que le Grand Veneur se trouve flanqué d'un receveur de la Vénerie (234).

Quant au maître des corvées, il apparaît plutôt comme un receveur particulier chargé de «percevoir» les corvées dues au prince par les abbayes de Brabant, ou les sommes destinées à racheter ces prestations (235).

*
* *

Des officiers dont il fut question dans ce chapitre, les plus importants — le maréchal, le sénéchal et le receveur de Brabant — sont directement issus de l'Hôtel ducal auquel ils se rattachent d'ailleurs toujours d'une certaine manière ; les autres sont plutôt les descendants d'administrateurs de secteurs particuliers du domaine ; tous sont, par leurs origines, à considérer plutôt comme les héritiers d'agents privés du prince.

*
* *

(231) Voir C. KERREMANS, *op. cit.*, chap. VII et IX.

(232) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect ...*, pp. 82-83.

(233) Ainsi que le montre le contenu de ses comptes des années 1404 et suivantes (AGR, CC, 12544 et suivants).

(234) Pour les comptes de ce receveur après 1406, voir AGR, CC, 48477 et suivants. La Vénerie avait des revenus propres, dont il existe plusieurs relevés, déjà pour la seconde moitié du XIV^e siècle (voir aux AGR, l'inventaire des *comptes en rouleaux*, annoté par P. GORISSEN ; un exemplaire à la 2^e section, un autre à la Salle de Lecture).

(235) Le sujet a été étudié par P. GORISSEN, *De karweien ...* ; une corvée consistait à l'origine en une journée de service avec un chariot traîné par six chevaux.

CHAPITRE III

LA COUR FÉODALE ET LE CONSEIL DUCAL LES GRANDES ÉTAPES DE LEUR HISTOIRE JUSQU'EN 1430

La *Curia ducis* ancienne, qui est l'ancêtre de l'Hôtel ducal, est aussi à l'origine de deux organismes qui acquirent insensiblement en son sein une personnalité propre : la Cour féodale et le Conseil ducal.

I. *La Cour féodale*

L'histoire du premier de ces deux organismes a déjà été esquissée par Mlle M. Martens (1). Nous nous contenterons pour l'essentiel de résumer les conclusions de cet auteur.

Dans la première moitié du XIII^e^ siècle encore, les transferts ou les reliefs de fiefs se faisaient au sein de la *Curia ducis*, en présence du duc. Les témoins de ces opérations étaient les membres ordinaires de la *Curia*, nobles, *ministeriales* ou clercs ducaux.

La seconde moitié du XIII^e^ siècle et le XIV^e^ siècle ne virent intervenir qu'un seul changement, mais il est fondamental : alors que les témoins étaient jusqu'alors choisis parmi les personnes qui assistaient le prince dans la direction de ses autres affaires, domaniales ou politiques, ils ne furent plus progressivement recrutés que parmi les seuls vassaux du duc, et souvent en dehors du cercle de ceux qui allaient avoir à s'occuper du gouvernement du pays.

Il est dès lors permis de parler de «Cour féodale» même si le nom n'apparaît qu'après 1430. En 1406 d'ailleurs, un texte parle à son propos de «*leenbanck van den hove van Brabant*» (2). Le terme est particulièrement bien adapté à un

(1) M. Martens, *L'administration* ..., pp. 22-58. — On lira aussi l'introduction rédigée par L. Galesloot, pour son *Inventaire des archives de la Cour féodale de Brabant*, t. I^er^, pp. III et suiv.

(2) M. Martens, *op. cit.*, p. 57. — L'évolution qui entraîna la scission de la *Curia principis* en sections plus spécialisées (Cour féodale et Conseil) présente, à quelques détails près, des caractères assez semblables dans les principautés de nos régions. Parfois la Cour féodale paraît s'être individualisée et structurée plus tôt qu'en Brabant, et surtout avoir reçu plus vite une dénomination propre. Ce fut le cas en Flandre où, dès la seconde moitié du XIV^e^ siècle, la «Chambre légale» de Flandre reçut son nom et son autonomie. (F. L. Ganshof, dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. II, p. 140 et Id., dans F. Lot et R. Fawtier, *Histoire des institutions* ..., t. I, pp. 392-393). En Hainaut au contraire, l'on resta plus près de la *Curia* de type ancien. La Cour souveraine de Hainaut est avant tout une Cour féodale (juridiction gracieuse sur les fiefs), mais elle continue à exercer un certain

organe qui ne connut plus de modifications notables avant l'avènement en Brabant du duc Philippe le Bon.

Examinons quelques points un rien plus en détail.

1. La présidence des *homines feodales* (en néerl. *mannen van leen*) est toujours effectivement assumée par le duc. Il n'y a qu'une exception connue, dont il a été parlé plus haut (3).
2. La composition de la «Cour» varie d'une session à l'autre. Les «assesseurs» du duc-président sont recrutés parmi les vassaux de sa suite, ou parmi ceux de la région où se tient la session.
3. Il n'y a en effet pas de lieu fixe de réunion. Les hommes de fief se réunissent là où se trouve le duc. Ce peut même être à l'étranger : le 25 et le 26 mars 1419, c'est à Mons, en Hainaut, que Jean IV préside deux reliefs de fiefs brabançons, le 25 en présence de Thierry De Loze, Guillaume Bont et Henri d'Amersoyen (4), et le 26 en présence d'Henri de Heverlee, Everard Boete, Guillaume d'Oppem, Thierry De Loze et Henri d'Amersoyen (5). Il faut dire cependant que la grande majorité des sessions se tenaient en fait à Bruxelles.
4. Les hommes de fiefs, quand ils sont présidés par le duc, sont essentiellement, à l'époque considérée, des juges d'une cour foncière dont la principale et presque la seule tâche consiste à exercer la juridiction gracieuse sur les fiefs tenus directement du prince. Les traces d'activité dans une matière autre sont rarissimes : le 20 juin 1407, Antoine, à la demande d'Engelbert de Nassau, seigneur de La Leck et de Bréda, et en présence de plusieurs vassaux (Henri de La Leck, Henri, seigneur de Heverlee, Jean, seigneur de Huldenberg, Roland, seigneur de Bornival, Nicolas Swaef, Jean de la Neuverue et Wenceslas T'Serclaes), consigne par écrit un record fait la veille à Louvain par les hommes de fief du Brabant, record déclarant que la seigneurie de Bréda connaît le droit brabançon et relève du banc de Zandhoven (6).
5. Le ressort territorial de cette «Cour» couvre au XIV^e^ siècle l'ensemble des possessions héréditaires (7). L'unité de la «Cour» découle en quelque sorte de l'unité de son seul membre permanent : le duc-président. De telle manière qu'un acte du 28 février 1381, qui mentionne un relief d'un fief limbourgeois opéré devant la duchesse Jeanne et les *hommes de fief du Limbourg* ne contredit pas d'une façon absolue cette unité et ne constitue pas une preuve

nombre de prérogatives de l'ancienne *curia comitis* (jugement de certains cas *ratione personae* ou *ratione materiae* tant au civil qu'au criminel) et cela à côté du Conseil de Hainaut qui est lui aussi, pour une part, un tribunal avec ses attributions propres. En Hainaut d'ailleurs Cour souveraine et Conseil seront à nouveau réunis en 1702 dans un organe unique, le «Conseil souverain de Hainaut» (A. PINCHART, *Histoire du Conseil souverain de Hainaut* ; voir aussi L. GENICOT, *Les premiers siècles*..., et E. POULLET, *Histoire politique nationale*, t. II, pp. 124-126).

(3) Voir *supra*, p. 147.

(4) ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 2^e^ deel, Anna van Buren, Inv. 1160, Reg. 655.

(5) AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 40v°-41r°. — On notera la présence parmi les hommes de fief, vassaux du duc, de deux secrétaires de la chancellerie, Guillaume Bont (le 25) et Henri d'Amersoyen (le 25 et le 26), ce dernier étant d'ailleurs le clerc des fiefs (voir Annexe III, A, 5).

(6) Original daté : Bruxelles, 20 juin 1407 : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 122, Reg. 940 (l'analyse de l'inventaire de S.W.A. DROSSAERS n'est pas tout à fait exacte).

(7) Sur les possessions héréditaires, voir pp. 43-99.

suffisante de l'existence d'une Cour féodale séparée pour le Limbourg (8). D'autant que plusieurs autres documents mentionnent, quant à eux, la présence d'assesseurs purement brabançons lors de transports ou de reliefs de fiefs situés en dehors du Brabant proprement dit. En voici quelque exemples :

— le 14 février 1389, à Bruxelles, relief d'une rente sur le tonlieu de *Maastricht* en présence des seigneurs de Bouchout et de Cranendonk, de Gisbert Pypenpoy, Jean De Kempenere et Gautier Cale (9) ;
— le 9 mars 1375, à Bruxelles, relief de la seigneurie de *Fallais* en présence du seigneur de Boutersem, de Roland de Bornival, de Guillaume Truwant et de Philippe d'Udekem (10) ;
— le 2 juillet 1415, à Louvain, relief de la même seigneurie en présence des seigneurs de Diest, de Heeswijk et d'Asse, et de Jean de Schoonvorst (11), ce dernier étant avant tout un seigneur d'Outre-Meuse.
— le 20 juillet 1361, à Bruxelles, relief des fiefs tenus des ducs de Brabant-Limbourg du chef de la possession des seigneuries de *Fauquemont* et de *Montjoie*, en présence notamment des seigneurs de Bouchout et de Bornival (12).
— le 2 mars 1378, à Bruxelles, relief des biens sis à *Liège* et tenus des ducs de Brabant-Limbourg, *en présence des hommes de fief du Brabant et du Limbourg* : les seigneurs de Rotselaar, de Schoonvorst et de Wittem, Guillaume Truwant et Rigaud de Fléron (13).

L'unité en matière féodale apparaît encore plus clairement si l'on considère non plus la «Cour», mais l'administration des fiefs elle-même : ainsi que cela a déjà été indiqué plus haut (14), le duc de Brabant-Limbourg n'a, au XIV^e^ siècle, qu'un seul clerc des fiefs (15). Cet officier perçoit les droits de reliefs pour l'ensemble des possessions héréditaires, et, quand il dresse un «livre des fiefs», c'est-à-dire un inventaire des fiefs tenus du duc de Brabant, il y consigne tant les bénéfices situés en Brabant, que ceux des pays cis-mosans ou d'Outre-Meuse.

Cette unité ne fut rompue qu'en 1396, lorsque la duchesse Jeanne abandonna à son neveu Philippe le Hardi ses droits sur les fiefs du Limbourg et de l'Outre-Meuse ; la situation ainsi créée entraîna l'organisation d'une administration féodale particulière pour ces contrées (16).

(8) Il s'agit du relief par le duc Wenceslas (à titre personnel) de la seigneurie de Bütgenbach, dépendant du Limbourg, seigneurie dont il ne conserva d'ailleurs pas la jouissance (édit. : *Brab. Yeesten*, t. II, p. 640 ; anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, n° 1299). On ne sait d'ailleurs où ce relief fut opéré, car la date de l'acte ne mentionne pas le lieu.

(9) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1229-1364 (original attaché à des actes de 1341, 1407 et 1431).

(10) AGR, Chartes de Brabant, 4662.

(11) *Ibid.*, à la date.

(12) ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1229-1364.

(13) AGR, Chartes de Brabant, 5223.

(14) Voir *supra*, p. 98.

(15) Sur cet officier, voir *supra*, pp. 200-201.

(16) Voir *supra*, pp. 98-99.

Rappelons aussi qu'Antoine mit sur pied, en 1405, et conserva pendant toute la durée de son règne, une administration spéciale pour les fiefs tenus de lui dans la seigneurie d'Anvers telle qu'elle avait été constituée au profit de sa mère en 1357 (17).

L'avènement de Philippe le Bon en 1430 marqua l'institution en Brabant d'un lieutenant des fiefs qui allait désormais se substituer au prince pour la présidence des hommes de fief (18).

Signalons pour terminer que le Conseil ducal avait lui aussi des attributions en matière féodale : il en sera reparlé dans le chapitre suivant.

II. *Le Conseil ducal*

A. Les origines.

Les origines du Conseil ducal ont fait l'objet d'une étude, restée malheureusement inédite, de M. J. Libon (19).

Cet auteur a fort bien montré qu'il n'y a pas eu création *ex nihilo* d'un nouvel organe de gouvernement à une date déterminée. Bien au contraire, c'est insensiblement que se forma, au sein de l'ancienne *Curia ducis*, un noyau de personnes que le prince prit l'habitude de consulter, de préférence à d'autres, sur la plupart de ses affaires. C'est vers le milieu du XIII^e^ siècle que le groupe constitué de ceux qui vont progressivement être appelés «conseillers», commence à acquérir une individualité toute relative d'ailleurs (20). Car le Conseil, dont l'existence s'affirme dans la première moitié du XIV^e^ siècle, reste étroitement lié à la *Curia* dans son ensemble, et à l'Hôtel en particulier. Ce Conseil est constitué des éléments les plus permanents de l'entourage ducal : nobles et membres du personnel du prince (sénéchal, receveur, responsables de services domestiques, etc.) (21). Sa composition et sa compétence sont loin d'être définies d'une manière précise.

B. Sources et terminologie.

C'est de cet organisme de fait, qu'il va falloir maintenant tenter de retracer l'histoire de 1355 à 1430. Mais une première difficulté se présente : le Conseil ducal de Brabant du Moyen Age n'a pas laissé d'archives propres, et peut-être n'en a-t-il jamais constitué : il n'y a, pour reconstituer son activité et sa com-

(17) Voir *supra*, p. 48.

(18) L. Galesloot, *Inventaire ...*, t. I, p. IV.

(19) J. Libon, *Recherches sur la formation du Conseil des ducs de Brabant*, Mémoire de licence inédit, U. L. B., 1947.

(20) *Ibid.*, pp. 37 et suiv. — Sur la formation des conseils d'autres principautés des anciens Pays-Bas, voir notamment J. Baerten, *Het graafschap Loon ...*, pp. 184 et suiv., et plus particulièrement pp. 195 et suiv. ; J. Enklaar, *De opkomst van den grafelijken raad in Holland* ; N. van Werveke, *Notice sur le conseil provincial du Luxembourg ...* et R. Petit, *Le Conseil des comtes de Luxembourg ...*, J. Borgnet, *De l'origine du Conseil de Namur*, ainsi que les travaux cités p. 268, n. 2. — On lira aussi avec profit les lignes brèves mais suggestives qu'Henri Pirenne a consacrées au sujet (dans *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, p. 329), ainsi que leur contexte.

(21) J. Libon, *op. cit.*, pp. 79-82.

position, ni registres de procès-verbaux (22), ni registres aux sentences et aux causes jugées par lui (23).

Il faut dès lors puiser à d'autres sources. Deux d'entre elles offrent un intérêt tout particulier pour le sujet qui nous occupe : les comptes de la recette de Brabant, conservés en série ininterrompue depuis 1363, et les actes ducaux.

Les premiers font connaître les noms des conseillers qui reçoivent des gages ou des pensions, ou des allocations en nature (24) ; ils nous renseignent aussi sur les déplacements des membres de l'entourage ducal dont les frais de voyage sont remboursés (25). Les seconds permettent de savoir quels personnages étaient présents au moment de l'élaboration de la décision consignée par écrit : leurs noms, ceux du moins d'une partie d'entre eux, sont souvent repris dans les mentions de commandement qui se trouvent au bas des lettres ducales (26). Leur examen attentif a permis de dresser les listes de conseillers par époque, telles qu'elles figurent dans l'Annexe I.

Les membres du Conseil sont appelés «conseillers» en français, «*raden*» ou «*raedsluden*» en néerlandais, «*consiliarii*» ou plus rarement «*consules*» en latin (27). Le Conseil lui-même est dit «Conseil» en français, «*raet, raedt*» en

(22) Comme il en existe par exemple pour le Conseil des ducs de Bretagne au milieu du XV^e^ siècle (voir B. A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Le Conseil du Duc en Bretagne* ...). Notons que de tels documents sont extrêmement rares.

(23) Comme on en possède par exemple pour le Conseil ducal siégeant à Dijon, pour les années 1367-1398, 1422-1424, 1438-1442 et 1442 (ACO Dijon, B, 11402 à 11405).

(24) Voir au chapitre suivant, pp. 350-355.

(25) Voir *ibid.*, pp. 346-349.

(26) Plusieurs auteurs ont signalé l'intérêt présenté par ces mentions de chancellerie pour la connaissance de la composition des conseils. Voir notamment M. DUMONT, *Les mentions extrasigillaires* ..., p. 49. — Au XIV^e^ siècle, en Brabant, il arrive fréquemment que le nom des témoins soit omis : il peut n'être fait allusion qu'au duc seul (cas très fréquent), dans une formule du type «*Per ducem*», suivie de la signature d'un «secrétaire» ; ou bien, le Conseil dans son ensemble peut être évoqué dans des formules fort diversifiées, et dont voici une liste non exhaustive : «*presentibus totis consulibus*» (AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 126), «*presente consilio*» (Ex. : AGR, Chartes de Brabant, 1209, 1210, 1212, 1213, 1216, 1219 à 1222, 1224 à 1226), «*ex relacione consulum*» (Ex. : *ibid.*, 1284), «*present haren rade*» (Ex. : *ibid.*, 1710), «*per dominam et totum consilium*» (Ex. : *ibid.*, 1866), «*per dominum ducem in pleno consilio*» (Ex. : *ibid.*, 2211), «*relacione sui consilii*» (Ex. : *ibid.*, 20 janvier 1384), «*presente eius consilio*» (Ex. : *ibid.*, 23 juin 1384), «*ter relacien van den rade gemeynlick*» (Ex. : AGR, CC, 15719, 1^er^ compte, fol. 1), «*in sinen gemeynen rade*» (Ex. : AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 347), etc., etc. (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant, passim*). — La mention de chancellerie signale parfois le lieu insolite où le commandement fut donné : ainsi un acte de Wenceslas et de Jeanne du 5 août 1357 fut donné «*jussu dominorum ducis et ducisse, in mensa ad cenam sedentium*» (AGR, Chartes de Brabant, 1442) ; un autre, du 9 décembre 1357, «*jussu dominorum ducis et ducisse in prandio sedentium*» (AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 96r°). Elle peut faire allusion à la présence au commandement de personnes étrangères au Conseil : c'est notamment assez souvent le cas en juillet 1357, où de nombreuses mentions signalent la présence des taxateurs ou des receveurs de l'aide, dans des actes se rapportant à la levée de l'aide de 1356 (voir AGR, Chartes de Brabant, entre les numéros 1283 et 1385, *passim*).

(27) Pour la forme latine «*consules*», voir les formules «*ex relacione consulum*» et «*presentibus totis consulibus*» signalées à la note précédente ; voir aussi par exemple AGR, GS Bruxelles, 9936, acte du 1^er^ juin 1375, mention : «*Per dominos ducem et ducissam, presentibus dominis de Gruithuse, de Vorsslaer, de Bouchout, Johanne Godenards, militibus, et magistro Simone de Calstris, consulibus*, (signé) *P. Braeu*» ; ou encore A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II^e^ partie, t. II, p. 194, acte du 4 octobre 1375, formule du même type que la précédente. — En Brabant, les termes «Conseil» et

néerlandais et «*consilium*» en latin. Il est plus souvent question des «conseillers» ou du «Conseil du duc (ou de la duchesse) de Brabant» que des «conseillers» ou du «Conseil de Brabant» («*raet van Brabant*») tout court, bien que cette dernière expression se trouve à l'occasion dans les textes dès la seconde moitié du XIV^e^ siècle, et notamment dans les comptes de la ville de Louvain (28).

Les mots «*commun conseil*», «*gemeyn raedt*» ou «*plenum consilium*» se rapportent à des réunions «plénières» du Conseil (29). Il faut noter toutefois que, comme le nombre de conseillers n'a jamais été limité, le qualificatif «plénière» ne peut s'appliquer qu'à des sessions rassemblant un nombre relativement élevé de membres du Conseil. Au XV^e^ siècle, après qu'une Chambre du Conseil se fut formée (30), l'expression «*gemeyn raedt*» a pu servir à désigner l'ensemble du Conseil (formé de nobles et de conseillers résidants), par opposition à la Chambre du Conseil, composée des seuls conseillers résidants.

Les textes parlent aussi parfois du «Conseil noble» («*edelen raide*») (31). Ces termes ne prétendent pas établir une distinction fondée sur le rang social des conseillers, en distinguant les nobles de ceux qui ne le sont pas (bourgeois, légistes et ecclésiastiques). Il s'agit plutôt d'une formule de respect à l'égard de l'ensemble des membres du Conseil. Elle ne se trouve généralement utilisée que dans des documents provenant d'officiers subalternes, et non dans ceux qui sont rédigés dans l'entourage immédiat du duc (32). Un exemple montre d'ailleurs d'une façon certaine qu'elle ne s'applique pas aux seuls nobles du Conseil : il figure dans un procès-verbal d'une enquête menée à l'Hôtel de Ville de Louvain, le 22 août 1424, en présence de représentants des villes de Halen et de Léau — l'enquête portant sur certaines matières intéressant les deux villes — et en présence des «*heren van den edelen raide van Brabant*» (33). Or les conseillers en cause ne sont autres que Corneille Proper, prévôt de Cambrai, Guillaume de Montenaken et Gautier de Winge, soit un ecclésiastique et deux membres de la petite noblesse, tous trois membres de la Chambre du Conseil (34).

Les pages qui suivent montreront aussi que le titre de conseiller a pu être accordé à des personnages qui ne participèrent jamais ou rarement aux activités du Conseil.

«conseiller» sont apparus sous le règne de Jean I^er^ (J. LIBON, *Recherches ...*, inéd., p. 38). C'est aussi au XIII^e^ siècle qu'ils apparaissent sous leur forme latine, en Flandre, où il ne seront d'usage tout à fait courant, en langue vulgaire cette fois, qu'au XIV^e^ siècle (F. L. GANSHOF, dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. II, p. 138 et ID., dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions ...*, t. I, p. 387).

(28) Voir par exemple AV Louvain 5001bis, fol. 87r°, 119v°, 120r° et 125v° ; 5010, fol. 69v° et 70r° ; 5019, fol. 117r°, etc.

(29) Des exemples sont donnés à la note 26.

(30) Sur la Chambre du Conseil, voir *infra*, II^e^ partie, chap. VI.

(31) Voir par exemple AGR, CC, 3608, fol. 26r° : «*haulz et noble conseilh*» ; CC, 3609, fol. 13v° ; «*hault et noble conseille*» ; CC, 12.803, fol. 268v° : «*hault et noble conseilh*» ; CC, 2405, fol. 247r° : les «*heren van den edelen raide van Brabant*» ; CC, 12.990, fol. 41v° et CC, 12.991, fol. 247r° : «*edelen rade*» ; CC, 12.974, fol. 125r° : «*eedelen rade*».

(32) Un seul exemple est fourni par un compte de la recette de Brabant (voir note précédente ; il s'agit du compte coté CC, 2405).

(33) Le procès-verbal de l'enquête est conservé aux AGR, Mss Divers, 386.

(34) Sur ces trois conseillers, voir Annexe II.

C. Histoire du Conseil ducal de 1355 à 1430.

1. Le Conseil de Jeanne et Wenceslas, puis de Jeanne seule (1355-1404).

La mort du duc Jean III n'apporta aucun changement sensible dans la composition du Conseil. Pour aider les nouveaux ducs à gouverner, l'on retrouve les deux catégories de conseillers déjà mentionnées plus haut :

— des nobles, vassaux des princes ;
— de hauts dignitaires de l'Hôtel ou de l'administration domaniale (35).

C'est ainsi que sont régulièrement cités au commandement les receveurs de Brabant, ainsi que les drossards. Trait remarquable : de même que sous Jean III, il n'est pas encore fait une distinction nette entre le Conseil et la Chancellerie, en ce sens que des clercs de la seconde peuvent être appelés à siéger comme conseillers (36). C'est le cas de Jean de Luxembourg, d'Henri de Remagne et plus tard de Jean vanden Grave. Cette situation prendra fin avec l'avènement des Bourguignons.

Une première période peut ainsi être définie, qui s'étend de 1355 à 1404, année de la prise du pouvoir par Antoine comme gouverneur.

Pendant ce demi-siècle, le groupe des conseillers comporte en moyenne de quarante à cinquante personnes, dont une dizaine seulement, différentes suivant les époques, sont vraiment actives. Parmi elles des nobles, comme Bernard, seigneur de Bornival, Jean, seigneur de Bouchout, Jean de Corselaar, seigneur de Wittem, oncle bâtard de la duchesse, et surtout Gérard de Vorselaar (37), ainsi que les receveurs de Brabant successifs (38). Les autres, qui constituent le plus grand nombre, ne sont qu'épisodiquement présents au commandement. Parmi ces conseillers occasionnels figurent tant des princes ou des nobles étrangers, comme Robert de Namur, Gérard, comte de Berg, Jean, comte de Nassau, que des bourgeois des villes brabançonnes (Gautier Eveloghe) ou des membres du personnel ducal (Renaud de Zenne, Guillaume de Gorinchem, ...).

(35) Voir Annexe I : listes des conseillers par périodes.

(36) Pour le règne de Jean III, le fait a été remarquablement mis en évidence par M. J. Libon, *Recherches* ..., inéd., pp. 71 et suiv., voir notamment, p. 78.

(37) Gérard de Vorselaar est co-sigillant ou présent au commandement d'environ 150 actes ducaux entre 1356 et 1375. Pour les autres, voir Annexe I. — Le 17 septembre 1372, dans l'acte solennel par lequel Wenceslas et Jeanne confirment la Charte de Kortenberg, les ducs demandent à toute une série de conseillers, de nobles et de villes de sceller avec eux ; à ce moment, leurs conseillers ordinaires sont au moins au nombre de treize puisqu'ils sont treize à être invités à sceller le document ; les voici dans l'ordre dans lequel ils sont cités : Waleran de Fauquemont, seigneur de Born, Thierry de Hornes, seigneur de Perwez, Zweder d'Abcoude, Jean de Polanen, Renaud de Schönau, Jean d'Aa, seigneur de Grimbergen, Jean, seigneur de Bouchout, Gérard, seigneur de Vorselaar, Jean [de Corselaar], seigneur de Wittem, Gérard van der Heiden, seigneur de Boutersem, Bernard, seigneur de Bornival et Jean Godenarts, tous chevaliers, ainsi que Godefroid de la Tour, écuyer. Le premier seul ne joua pas un rôle actif au Conseil (voir Annexe II).

(38) Voir *supra*, p. 240, ainsi que les Annexes I, et III, B, 2.

Rares sont les personnages qui sont parfois mentionnés comme conseillers dans les sources, comptes ou textes des chartes, et qui ne sont jamais cités dans les mentions de chancellerie figurant au bas des actes ducaux. Ils sont un rien plus nombreux après la mort de Wenceslas.

Du vivant de ce prince, il faut aussi noter la présence au Conseil de quelques Luxembourgeois ou Allemands : Jean de Luxembourg, Henri de Remagne, alias de Bastogne, Ulric de Fénétrange, tandis qu'à l'approche du XV[e] siècle apparaissent quelques «Flamands» ou autres, venus de l'entourage de Philippe le Hardi : Jean d'Immerzeel, qui fut écoutète d'Anvers pour le compte du duc de Bourgogne de 1387 à 1395, puis de nouveau de 1397 au 5 mai 1399 avant d'entrer au Conseil de Jeanne en cette même année 1399 (*39*), pour y jouer un rôle assez actif ; Arnoul II de Gavre, seigneur de Liedekerke, également venu au service de la duchesse en 1399 (40) ; Renier de Berg le jeune, qui avait été châtelain de Boland pour Philippe le Hardi du 21 avril 1398 à septembre 1400, et qui fait lui aussi une apparition fugace au Conseil de Brabant en 1402 (41) ; Guillaume de la Trémoille, maréchal de Bourgogne, que Jeanne appelle son conseiller dans un acte du 24 juin 1395 (42). Gavre seul est un Flamand géographique, la Trémoille est Français, quant aux cas du seigneur d'Immerzeel et de Renier de Berg, ils sont plus ambigus. Immerzeel est une localité (43) sise à proximité immédiate des possessions anversoises de Philippe le Hardi, et Renier de Berg est originaire de l'Outre-Meuse, engagé par la duchesse de Brabant au duc de Bourgogne. Tous deux ont donc autant de titres à servir Jeanne que son neveu. Il n'empêche qu'il est impossible d'échapper à la tentation de les considérer comme des agents bourguignons auprès de la vieille duchesse dont Philippe le Hardi convoitait l'héritage. Il faut aussi tenir compte de ce qu'un certain nombre d'anciens conseillers avaient depuis plusieurs années été «achetés» par le duc de Bourgogne, qui leur versait des rentes, en échange d'un serment féodal de fidélité (44).

2. Les Conseils d'Antoine, gouverneur, et de Jeanne (1404-1406).

L'époque de la «régence» d'Antoine offre quelques traits particuliers, caractéristiques de ce régime inhabituel. Elle voit aussi s'introduire deux réformes très importantes qui, avec des fortunes diverses, s'imposeront avant l'avènement de Philippe le Bon.

Traits caractéristiques d'abord : il y a deux Hôtels, celui de la duchesse et celui du gouverneur ; il y a, de la même manière, deux Conseils.

La duchesse, nous l'avons vu (45), avait conservé quelques prérogatives, plus

(39) Voir Annexe II.
(40) Voir *ibid.*
(41) Voir *ibid.*
(42) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, t. I, n° 6854.
(43) Actuellement sous Wommelgem, prov. Anvers, cant. Zandhoven.
(44) H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., pp. 81-86.
(45) Voir *supra*, pp. 142-145.

théoriques que réelles. Elles continua à donner quelques actes, rares, qui mentionnent, comme présents au commandement, une poignée de fidèles : Renier Goedeheere, Nicolas de Saint-Géry, Henri de La Leck, Jean d'Oppem, Jean, seigneur de Rotselaar et Jean, seigneur de Wezemaal. A l'exception des deux premiers, ces personnages apparaissent aussi dans des mentions de chancellerie apposées au bas d'actes d'Antoine. A ce propos, il faut citer un cas curieux : deux actes du 2 octobre 1404, émanés de la duchesse et du gouverneur, agissant de concert, portent, sur le pli, deux mentions de chancellerie distinctes ; celle de gauche est en latin, suivant l'usage courant des bureaux de Jeanne, celle de droite et dans la langue du texte, le flamand en l'occurrence, conformément à la règle qui s'établit dès le début du gouvernement d'Antoine. Les listes de conseillers présents au commandement sont différentes, mais le même Jean d'Oppem figure des deux côtés, et les deux mentions sont signées par le même secrétaire, Jean van den Opstal (46).

Renier Goedeheere, qui n'est repris dans aucune des mentions de chancellerie figurant au bas des documents d'Antoine que nous avons relevés, est cependant cité, dans le corps même d'un acte du gouverneur, du 9 octobre 1406, comme conseiller de la duchesse *et* de son petit-neveu (47).

Un seul nouveau venu dans l'entourage de Jeanne : Nicolas de Saint-Géry. De 1389 à 1405, il avait rempli les fonctions d'amman de Bruxelles ; après que Jeanne eut renoncé au pouvoir, il était devenu un des deux maîtres de l'Hôtel de la vieille duchesse (48), l'autre titulaire de cet emploi se trouvant être Jean d'Oppem déjà cité, qui avait d'ailleurs été le prédécesseur de Nicolas à la tête de l'ammanie de Bruxelles (49).

Deux autres personnes sont citées une seule fois dans une mention de chancellerie : ce sont Jean de Namur et Guillaume de Sayn. Mais il faut considérer qu'ils n'interviennent qu'à titre de vassaux, l'acte où ils figurent relatant un simple transport de fief, et la mention de chancellerie se terminant par les mots : «*et quampluribus aliis pheodalibus*» (50).

Le Conseil du gouverneur, quant à lui, est formé d'un noyau de cinq personnes particulièrement actives : Guillaume Blondeel, Jean, seigneur du Bois, maître Simon de Fourmelles, Jacques de Lichtervelde, seigneur de Koolskamp, et Jean d'Oppem. Tous, à l'exception du dernier, sont des nouveaux venus, étrangers au Brabant et issus de l'entourage de Philippe le Hardi (51).

Guillaume Blondeel, seigneur de Grévillers en Artois, avait été échanson du duc de Bourgogne avant de devenir premier chambellan d'Antoine, alors que

(46) AV Bois-le-Duc, Chartes, n^{os} 296 et 297, originaux sur parchemin.

(47) AGR, CC, 11, fol. 284 et CC, 1785, fol. 1.

(48) Voir Annexe II.

(49) Voir *ibid.*

(50) AGR, Chartes de Brabant, 28 février 1405 (n.s.). — Il est à noter que la forme de cet acte est assez exceptionnelle. D'habitude, en effet, pour un transport de fief, les témoins, hommes de fief, scellent avec la duchesse, et leurs noms sont annoncés dans la corroboration. Sous Jeanne, les actes s'y rapportant ne comportaient habituellement pas de mention de chancellerie. Ici la duchesse scelle seule, et le nom des témoins figure dans la mention de chancellerie.

(51) Sur tous ces personnages, voir Annexe II.

celui-ci n'était que comte de Rethel. Jean, seigneur du Bois, un autre Artésien, avait aussi été chambellan de Philippe. Simon de Fourmelles, quant à lui, était juriste. C'est, pour Mme Marie Tourneur, un des plus importants conseillers d'Antoine pendant la ruwarderie, un des conseillers flamands qui aidèrent le jeune prince à redresser le pouvoir ducal en Brabant (52). Il retournera en Flandre après la mort de Jeanne et y remplira la charge de président du Conseil de Flandre. Jacques de Lichtervelde est aussi Flamand. Il fut pendant quelques années souverain-bailli de Flandre avant d'entrer au service d'Antoine. Il disparaît pratiquement du Conseil après le 6 décembre 1406, mais trouvera encore à s'employer comme écoutète d'Anvers et marquis du pays de Rijen du 6 janvier au 25 décembre 1408.

A ces cinq conseillers les plus importants, dont quatre étrangers, viennent se joindre sept autres, un peu moins assidus, mais néanmoins assez actifs : cinq Brabançons : les seigneurs de Bergen-op-Zoom, de Diest, de Rhode-Sainte-Agathe, de Rotselaar et de Wezemaal, et deux Flamands : le seigneur de Liedekerke et maître Everard van den Houtkinne. Ce dernier est, dans ce deuxième groupe, la seule figure nouvelle.

On relève aussi un peu plus d'une douzaine de conseillers épisodiques. Parmi eux, plusieurs font leur première apparition à cette époque. C'est le cas d'Engelbert de Nassau, seigneur de Bréda par sa femme, de Jean II de Schoonvorst, membre de la noblesse d'Outre-Meuse, d'Henri de Hornes, seigneur de Perwez, de Jean De Witte et de quelques étrangers encore, flamando-bourguignons : maître David Bousse, Guillaume de Gheetsem, dont il sera question quelques lignes plus bas, et Pierre van der Zijpe. Ce dernier avait été le premier président de la Chambre du Conseil de Lille, après la création de celle-ci par Philippe le Hardi, et portait, en 1404, le titre de gouverneur de Lille (dont Antoine était châtelain) (53) ; il n'apparaît que dans les tout premiers actes du gouverneur.

Restent à signaler, comme à l'époque précédente, quelques personnes gratifiées du titre de «conseiller d'Antoine», qui n'apparaissent jamais dans les mentions de chancellerie : Jean Despouillettes, Henri Dicbier, Baudouin de Montjardin et Guillaume Neuts (54). Tous avaient, d'une manière ou d'une autre, des titres à la reconnaissance du gouverneur.

Jean Despouillettes avait été au service de Philippe le Hardi, comme receveur domanial d'abord, puis comme receveur général de toutes ses finances. Antoine une fois établi en Brabant, il fut nommé trésorier et receveur général de toutes les finances de ce prince. Comme tel, il ne joua aucun rôle en Brabant. Remarquons d'ailleurs que, de même que tous ceux qui furent cités avant lui, il n'est jamais dit «conseiller de Brabant», mais bien «conseiller d'Antoine». Baudouin de Montjardin avait été châtelain de Sprimont du 23 avril 1401 au 22 août 1406. Ce jour-là, il fut démis de ses fonctions et «*pourveu a estat de con-*

(52) M. TOURNEUR, *Répercussions* ..., inéd., p. 42, n. 1 (continuée au bas des pp. 43 et 44).
(53) Sur la «châtellenie» de Lille, voir *supra*, pp. 106-107.
(54) Sur tous ces personnages, voir Annexe II, où l'on trouvera les références aux actes et aux faits rapportés dans les lignes qui suivent.

seiller». Guillaume Neuts, bourgeois d'Anvers, avait été conseiller de Philippe le Hardi et de Marguerite de Male, seigneur et dame d'Anvers, et avait reçu d'eux une pension annuelle de cent livres parisis. Cette faveur fut confirmée par Antoine, successeur de sa mère comme seigneur d'Anvers, par acte du 2 octobre 1406.

Pour Henri Dicbier, seigneur de Mierlo, il en va un rien autrement. C'est un Brabançon. Mierlo est proche de Bois-le-Duc où Dicbier habite. Par acte du 25 mai 1406, il fut nommé conseiller à la Chambre du Conseil qu'Antoine avait l'intention d'établir à Vilvorde — il en sera question plus bas —. Bien que ne figurant jamais comme présent au commandement dans aucun document, il témoigne, pendant la régence et pendant les premières années qui suivirent, d'une certaine activité comme député d'Antoine dans certaines circonstances. Son cas est à rapprocher de celui de Jean Bont pendant les années 1416-1417 (55).

Il faut maintenant signaler les deux réformes introduites par le gouverneur avant la disparition de la duchesse Jeanne : ce sont la création à Bruxelles, dès 1404, d'une Chambre des Comptes, et la tentative d'établissement d'une Chambre du Conseil au cours de la première moitié de l'année 1406. Ces deux organismes feront l'objet d'une étude particulière (56). Anticipons néanmoins quelque peu pour situer brièvement leur place par rapport au Conseil.

La Chambre des Comptes, chargée du contrôle des officiers comptables, fut créée en marge de celui-ci, mais ses premiers membres (David Bousse, Guillaume de Gheetsem, Etienne de Nederalphen et Pierre De Becker) furent aussi conseillers, Nederalphen l'étant d'ailleurs déjà avant sa nomination comme auditeur des comptes. Quant à la Chambre du Conseil, aux attributions essentiellement judiciaires, elle aurait dû constituer une section du Conseil ducal, mais elle ne put commencer à fonctionner sous la régence d'Antoine.

La régence d'Antoine se caractérise donc, sur le plan du Conseil, par deux faits principaux :

— le grand nombre d'étrangers (Flamando-bourguignons) appelés à jouer un rôle important ;
— une tentative de réorganisation du gouvernement par la mise sur pied, partiellement avortée, de deux organismes spécialisés, dont seul l'un fut réellement appelé à la vie à cette époque.

Il faut y ajouter un troisième trait, assez exceptionnel : le receveur de Brabant, Guillaume Tonsus, ne siège jamais au Conseil. Du moins n'est-il jamais cité comme présent au commandement dans les mentions de chancellerie des actes du gouverneur. C'est là une nouveauté assez extraordinaire. Une telle situation ne s'était jamais produite et ne devait plus se représenter. Guillaume, déjà receveur depuis le 24 mai 1402, avait été conseiller aussi longtemps que Jeanne

(55) Voir *infra*, p. 283.

(56) Pour la Chambre des Comptes, voir *infra*, II[e] partie, chap. V ; pour la Chambre du Conseil, voir *ibid.*, chap. VI.

avait exercé le pouvoir (57). De plus, il faut rappeler ce qui fut écrit à propos de la recette de Brabant dans le chapitre précédent : le receveur, loin de voir diminuer ses attributions après 1404, les vit plutôt s'étendre. Dès lors, comment expliquer son absence comme témoin au commandement ?

Si, avant l'arrivée d'Antoine, le receveur de Brabant avait toujours siégé au Conseil *ex officio*, c'était fort vraisemblablement à sa seule compétence qu'il le devait et non à son rang social : ses fonctions en faisaient un conseiller tout désigné en matière financière ; de plus, nul mieux que lui ne pouvait être au courant de l'état du domaine et du trésor du prince.

Dans les premiers mois du gouvernement d'Antoine, un double facteur a pu momentanément jouer au détriment de ce haut fonctionnaire.

Il y a d'abord la réorganisation par le gouverneur de l'ensemble de l'administration financière, qui se traduit :

— par la création de la Chambre des Comptes dès juillet 1404 ;
— par la création d'un office de trésorier et receveur général de toutes les finances en avril 1405, qui vint coiffer le receveur de Brabant (58). Le nouvel officier remplit probablement auprès d'Antoine le rôle de «conseiller aux finances» jusqu'alors dévolu au receveur de Brabant, réduit, quant à lui, au rôle de gestionnaire.

Il faut mentionner en second lieu la tendance manifestée dès la prise du pouvoir par Antoine, de distinguer plus nettement que par le passé les membres du Conseil d'autres officiers de l'entourage. C'est ainsi qu'une séparation plus tranchée s'était établie entre la chancellerie et le Conseil. Alors que du temps de Jeanne, plusieurs clercs de la chancellerie jouèrent un grand rôle comme conseillers, ce ne fut plus vrai à partir de 1404 (59).

Toujours est-il que cette éclipse du receveur ne fut que temporaire. Elle prit fin avec la désignation, à la tête de la recette de Brabant, d'Etienne van der Nederalphen en mai 1407. Nederalphen avait déjà été receveur du 5 août 1399 au 24 mai 1402, et, fait important, il était resté au Conseil après cette dernière date ; il était aussi devenu maître à la Chambre des Comptes en 1404 (60). Dans son cas précis, il serait évidemment faux d'affirmer que c'est sa deuxième nomination comme receveur qui lui a valu le droit de siéger au Conseil, puisqu'il en faisait déjà partie ; mais on constate qu'après lui tous les titulaires effectifs de la recette de Brabant (61) qui n'étaient pas encore conseillers au moment de leur nomination, le sont devenus immédiatement après.

(57) Voir Annexe I.

(58) Voir *supra*, p. 241.

(59) Voir *supra*, p. 205. Après 1404, il y a de rarissimes exemples de secrétaires recevant parfois le *titre* de conseiller, ce qui ne veut pas dire qu'ils siégèrent effectivement au Conseil. Et encore, cet honneur semble-t-il réservé aux bénéficiaires d'une formation universitaire (voir *infra*, p. 309).

(60) Voir Annexe II.

(61) A l'exclusion donc des receveurs intérimaires ou faisant fonction, dont il est question ci-dessus, pp. 261-262.

3. Le Conseil d'Antoine, duc (1406-1415).

Le règne proprement dit d'Antoine apporte peu d'innovations par rapport à la régence, si ce n'est l'installation, en 1408, d'un chancelier, Pierre de Camdonck, dont le rôle fut considérable.

La création de cette dignité, contrairement à ce qui a été affirmé et souvent répété (62), loin de déplaire aux Etats de Brabant, et notamment aux villes, avait été réclamée par l'ensemble des représentants du duché, prélats, barons, chevaliers, villes et franchises (63). Ceux-ci désiraient un responsable du scellage des actes, plutôt qu'un simple garde des sceaux. Dans les dernières années du gouvernement de Jeanne, le problème du scellage avait, en effet, été la cause d'un souci pour ceux qui s'intéressaient à la bonne marche des affaires, la plus grande anarchie semblant avoir régné en ce domaine (64).

Autre caractéristique du règne d'Antoine par rapport à la régence : un recul de l'influence des Flamando-bourguignons se constate, peut-être dû à la pression des Etats (65). A l'exception de Guillaume Blondeel, qui reste un des piliers du Conseil, les autres seigneurs ou légistes venus en Brabant à la suite du deuxième fils de Philippe le Hardi connurent une éclipse plus ou moins complète et plus ou moins définitive.

Les premiers rôles sont désormais tenus par le chancelier et par un petit noyau de cinq conseillers parmi lesquels figurent Guillaume Blondeel, déjà cité et Guillaume de Sayn qui s'était déjà signalé à l'attention aux époques précédentes. Les trois autres sont de nouvelles figures ou presque ; deux sont issus de familles dont les représentants siégaient au Conseil depuis le milieu du XIV^e^ siècle au moins : Henri de Bergen prend, vers 1409, la place de son père, le seigneur de Bergen-op-Zoom que l'âge doit avoir écarté de la vie active ; Jean II de Schoonvorst, burgrave de Montjoie, succède à une lignée déjà ancienne de Schönau-Schoonvorst, et se montre de loin le plus assidu aux côtés du duc ; le troisième des nouveaux venus, Arnoul de Crainhem, est un partisan fidèle de la maison de Bourgogne, un de ceux qui s'étaient prononcés plusieurs années

(62) Voir notamment A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 8.

(63) Voir deux requêtes adressées au duc (sans date, fin 1406-début 1407, AGR, CC, 131, fol. 46 à 49r°, l'une par les villes et franchises, l'autre par l'ensemble des prélats, nobles, villes et franchises. Le 7^e^ point de la première requête (repris comme 8^e^ point dans la seconde) demande au duc, *avec la plus grande insistance*, de désigner une personne née et adhéritée en Brabant, comme chancelier chargé de tenir les sceaux. En plus du serment habituel requis des gardes des sceaux, le chancelier devrait jurer de ne sceller aucune lettre aliénant une partie du Brabant.

(64) A. GRAFFART et A. UYTTEBROUCK, *Quelques documents ...*, p. 70 et texte n° I, p. 96, points 1 et 2.

(65) Dans la requête des trois Etats (« *drie staten* ») déjà citée à la note 63 (AGR, CC, 131, fol. 46-47), les Brabançons demandent à Antoine d'écarter de son entourage Guillaume de Sayn, Engelbert de Nassau, Jean de Schoonvorst, le seigneur du Bois, le seigneur de Koolskamp, Renier de Berg, Guillaume Blondeel, maître Simon de Fourmelles et maître Everard van den Houtkinne, qui ne répondent pas aux trois conditions exigées par la Joyeuse Entrée pour faire partie du Conseil de Brabant (il faut être né, adhérité et résidant en Brabant). Demande contenue dans le premier point de cette requête. On verra immédiatement que le duc n'y a pas donné une suite entière. Voir à ce propos ci-dessous, pp. 488 et suiv.

auparavant en faveur de Philippe le Hardi, alors candidat à l'héritage brabançon (66).

Parmi les personnages moins souvent cités, on remarque de grands noms de la noblesse, comme les seigneurs de Bréda, de Diest et de Wezemaal, un ancien receveur de Brabant, Renier Goedheere, et un receveur en exercice, Etienne van der Nederalphen (67), un fonctionnaire bien connu de l'Hôtel, Jean d'Oppem, un bourgeois d'Anvers, Nicolas van den Werve, qui fait son apparition au Conseil après la mort de Jeanne, et un bourgeois de Bruxelles, Gautier van der Noot, qui se trouve dans le même cas.

Un trait frappe : le nombre de conseillers qui, ou bien ne sont jamais cités dans une seule mention de chancellerie, et ne sont donc connus que par les comptes ou par un passage du texte même d'une charte (ils sont une trentaine dans ce cas), ou bien ne figurent qu'un très petit nombre de fois parmi les personnes présentes au commandement (ils sont aussi près de trente).

Parmi les conseillers assez théoriques, quelques membres de grandes familles (le duc de Berg, le comte de Virnembourg, Engelbert de La Mark), des membres de la Chambre des Comptes, comme à l'époque précédente (maître David Bousse, et maître Pierre De Becker, ce dernier nouvellement promu), plusieurs abbés prémontrés (les abbés d'Affligem, d'Averbode, de Saint-Michel, de Tongerlo, auxquels il faut joindre un cistercien, l'abbé de Saint-Bernard). On relève encore le nom de légistes déjà connus : Guillaume de Bruges et Everard van den Houtkine, tandis qu'à la fin du règne d'Antoine entre au Conseil une personnalité promise à un bel avenir : maître Jean Bont, le futur chancelier, qui, en 1410, avait été envoyé par le duc de Brabant à Paris, pour le représenter au Parlement.

4. Le Conseil de régence pendant la minorité de Jean IV (novembre 1415-août 1417).

La disparition d'Antoine, à Azincourt, marque une coupure brutale dans l'histoire du Conseil de Brabant.

Le fils aîné du défunt, Jean, reconnu comme duc par les trois Etats de Brabant, était mineur. En raison de ce fait, les abbés, les nobles et les villes, réunis à Bruxelles, décidèrent de confier le pouvoir à un Conseil de régence dont l'établissement eut pour effet de faire complètement disparaître le Conseil traditionnel pour un temps tout au moins.

Que fut ce Conseil de régence ?

Le soin d'en choisir les membres fut laissé aux sept bonnes villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau et Nivelles (68), qui désignèrent pour en faire partie onze personnes, représentant les trois ordres :

— deux abbés : Jean, abbé d'Affligem,
Jean, abbé de Tongerlo.
— cinq nobles, dont trois barons : Thomas, seigneur de Diest,

(66) A. GRAFFART et A. UYTTEBROUCK, *Quelques documents* ..., p. 76 et n. 3.
(67) A son sujet, voir *supra*, p. 265.
(68) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 236-237.

Jean, seigneur de Wezemaal,
Henri de Bergen.
et deux chevaliers : Henri, seigneur de Heverlee.
Jean, seigneur de Huldenberg.

— quatre représentants des villes :
Rasse de Grez, de Louvain,
Renier Mours, de Bruxelles,
Nicolas van Stelant, d'Anvers,
Henri de Werthuizen, de Bois-le-Duc, remplacé, après sa mort, survenue en août 1416, par Thierry De Rover.

Des sept premiers, seul le seigneur de Huldenberg est un tout nouveau venu ; quant aux représentants des villes, aucun ne nous est connu comme conseiller avant novembre 1415.

Les onze personnes ainsi choisies durent prêter serment le 15 ou le 16 novembre entre les mains des députés des quatre principales villes du duché, Louvain, Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc (69).

A partir de ce moment, elles gouvernent le pays pour le compte des Etats, et, pendant près de deux mois, tous les actes de gouvernement sont expédiés en leur nom propre. Les régents s'intitulent «*Die gecorene van den drien staten des lands van Brabant totten regemente ons ghenedichs heren tshertogen van Brabant ende van Lymborch ende synre lande*» (70). Le texte des documents émanés d'eux est à la première personne du pluriel, et le dispositif laisse entendre que la mesure consignée par écrit est bien leur œuvre. Il n'est pas fait référence au duc. Enfin, les actes sont scellés des sceaux d'un certain nombre de conseillers-régents, trois semble-t-il d'après les exemples qui nous sont parvenus, un abbé, un noble et un représentant de ville (71).

Jean IV est ignoré pendant tout ce temps-là. Toutes les décisions sont prises par les régents ; même des dons à divers personnages, notamment à des gens de l'Hôtel ducal, donc à des familiers du duc, sont faits en leur nom et sur leur ordre (72).

(69) AV Louvain, 5020, fol. 55v°.

(70) AGR, CC, 4753, 1er compte, fol. 2r°. Copie d'un acte des conseillers-régents du 26 décembre 1415. — Variante dans un acte du 14 décembre 1415 (AGR, CC, 4953, fol. 127v°-128r°) : «*... ons ghenedichs heren hertogen Jans van Lothr., van Brabant ende van Lymborch, marcgrave des heylichs rijcx ende synre lande*».

(71) On n'a conservé, en copie, que le texte de deux actes émanant des conseillers-régents. Ce sont les documents mentionnés à la note précédente. Il nous reste aussi des analyses étendues — la première est presque une transposition sous forme objective de l'original — de deux autres documents : un du 13 décembre 1415 (un ordre de payement adressé au receveur domanial d'Anvers, AGR, CC, 4953, fol. 139v°) et un autre du 4 janvier 1416 (AGR, CC, 15.719, 1er compte, fol. 15r° des dépenses). Tous deux font aussi mention des sceaux de trois conseillers. Cela pour les lettres patentes. Nous avons aussi retrouvé la mention d'une lettre close adressée au marquis de Rijen, le 24 décembre 1415, qui, elle, n'était scellée que du seul sceau de l'abbé d'Affligem (AGR, CC, 12.974, compte du deuxième semestre de 1416, fol. 3r°). Il y a aussi de nombreuses allusions aux lettres émanées du Conseil de régence dans les comptes de la recette générale de Brabant de l'époque (AGR, CC, 2399, chaque mois au chapitre consacré à l'envoi de messagers).

(72) En décembre 1415 par exemple (AGR, CC, 2399, fol. 130r°).

Pourquoi une telle façon de procéder ? Est-ce parce qu'ils détiennent leurs pouvoirs «*sonder commissie ocht ander bevel*» du duc (73) ? N'est-ce pas plutôt parce que Jean IV n'a pas encore prêté le serment qui doit en faire le prince légitime des Brabançons (74) ? Car, sitôt ce serment prêté dans les principales villes du duché, en janvier 1416 (75), les usages de la chancellerie se modifient, et, par un retour à la normale, lettres patentes et lettres closes sont à nouveau émises au nom du duc. Les conseillers-régents n'apparaissent plus, formellement, comme tels. Ils sont repris comme présents au commandement dans les mentions de chancellerie au bas des actes. Ils ne sont plus présentés comme les «*heren van den drien staten*» et, aux yeux d'un observateur non attentif, ils pourraient passer pour des personnalités choisies par le prince lui-même, comme aux époques antérieures.

Il n'en est rien pourtant. Car, remarquons-le, fin janvier-début février 1416, les régents n'ont toujours pas été reconnus par Jean IV ! Ils ne le seront que le 24 février par un acte où le duc approuve toutes les mesures prises jusque-là par eux et les confirme dans leurs fonctions (76). A partir de ce moment, ils agissent théoriquement au nom du prince, mais pratiquement, rien n'est changé : les Etats de Brabant gouvernent toujours par conseillers-régents interposés. Un détail seul, et encore n'est-il perceptible qu'au lecteur prévenu, permet de se rendre compte de la réalité : tous les actes donnés du temps de la minorité de Jean IV, sans aucune exception, renferment, dans leur mention de chancellerie, une formule du type «*ter relacien van sinen rade dair bi waeren* ...», en français «*a la relacion du Conseil ouquel* ... (tel et tel) ... *estoient*».

La présence régulière des mots «*ter relacien van* ...», suggère que le duc n'était pas présent lors de la délibération du Conseil (77).

En dehors des conseillers-régents, un seul personnage a reçu, au cours de cette période, le titre de conseiller ; c'est maître Jean Bont, qui avait déjà fait une première apparition au Conseil à la fin du règne d'Antoine. Il fut une nouvelle fois nommé conseiller par Jean IV le 24 février 1416 (78), mais ne figura jamais parmi les personnes présentes au commandement. Il doit sans doute sa position particulière à ce qu'il ne fut pas désigné par les Etats. Probablement coopté par les régents, il n'était pas député de l'un des trois ordres, et, de ce fait, a dû être tenu à l'écart des responsabilités du gouvernement. Son rôle paraît avoir été purement consultatif : il semble avoir servi de conseiller juridique aux régents et fut, d'autre part, souvent envoyé par eux en mission ou en ambassade.

Les caractères particuliers de ce petit aréopage, et les conditions qui l'ont vu

(73) *Brab. Yeesten*, t. III, p. 238.

(74) Voir *supra*, p. 137.

(75) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., pp. 219-220. Il s'agit d'un serment provisoire que le duc devra renouveler à sa majorité.

(76) *Brab. Yeesten*, t. III, p. 249 ; DE DYNTER, t. III, pp. 310-311. Repris dans A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., p. 221.

(77) Comparer avec les habitudes de la Chancellerie royale française : voir O. MOREL, *La Grande Chancellerie Royale* ..., pp. 299 à 308.

(78) Dans l'acte par lequel celui-ci confirma dans leurs fonctions les conseillers-régents (voir *supra*, n. 76).

naître, permettent d'étudier d'une manière assez précise l'activité de chaque conseiller :

a) Du 1er février au 31 août 1417, les présences au Conseil avaient été prises chaque jour par deux secrétaires chargés de cette tâche par les Etats (79), et cela parce que, pendant cette période, les conseillers s'étaient vu attribuer des gages par jour de présence (80). Cet espace de temps couvre 212 jours. Sur ce total,

l'abbé d'Affligem	compte	85 jours de présence
l'abbé de Tongerlo		22
le seigneur de Diest		17
Henri de Bergen		100
Henri de Heverlee		73
Jean de Huldenberg		30
Rasse de Grez		77
Renier Mours		129
Nicolas van Stelant		60
Thierry De Rover		118
Jean Bont		77 (81).

b) Pendant la même période (1er février-31 août 1417), chaque conseiller est parti en mission pendant un certain nombre de jours. Il s'agit d'ambassades ou de missions diverses. Un relevé assez complet donne les chiffres approximatifs suivants (82) :

l'abbé d'Affligem	: une vingtaine de jours de voyages
l'abbé de Tongerlo	: une dizaine de jours de voyages
Thomas de Diest	: 30 jours de voyages
Henri de Bergen	: plus d'un mois de voyages
Henri de Heverlee	: une semaine environ de voyages
Jean de Huldenberg	: 30 jours environ de voyages
Rasse de Grez	: 60 jours environ de voyages
Renier Mours	: 60 jours de voyages
Nicolas van Stelant	: 60 jours environ de voyages
Thierry De Rover	: 30 jours environ de voyages
Jean Bont	: de deux à trois mois, peut-être plus.

c) Une dernière observation permet de tirer quelques conclusions pour l'ensemble de la période : de janvier 1416 à août 1417, dans les cinquante-deux

(79) Guillaume Bont et Edmond de Dynter. Voir AGR, CC, 10, fol. 512r° ; CC, 2400, fol. 186.

(80) Voir ci-après, pp. 344-345.

(81) AGR, CC, 2400, fol. 97v°, 98r° et 197r°. Les réunions se tenaient dans la Chambre du Conseil au palais du Coudenberg à Bruxelles.

(82) *Ibid.*, 85v° et suivants (frais d'ambassades). Il est impossible de déterminer le nombre exact de jours de voyages pour chaque conseiller.

actes ducaux pourvus de mentions de chancellerie relevés jusqu'ici (83), chaque conseiller est mentionné un certain nombre de fois comme présent au commandement.

L'abbé d'Affligem	est ainsi cité 48 fois
l'abbé de Tongerlo	27
le seigneur de Diest	17
Jean de Wezemaal	9
Henri de Bergen	38
Henri de Heverlee	34
Jean de Huldenberg	30
Rasse de Grez	47
Renier Mours	46
Nicolas van Stelant	34
Henri de Werthuizen	12
Thierry De Rover	23

soit 35 fois pour les représentants de Bois-le-Duc.

Toutes ces indications concordent et font apparaître l'influence relative de chaque conseiller. De tous, les représentants des villes sont les plus influents, et parmi ceux-ci, les délégués de Louvain et de Bruxelles se montrent les plus actifs. Ils ne sont rejoints que par l'abbé d'Affligem, alors que les nobles, les barons surtout, sont un peu plus effacés (84). Jean Bont, quant à lui, n'est mentionné comme présent au commandement dans aucun acte, mais c'est le conseiller envoyé le plus souvent en mission.

Voilà donc un Conseil formé d'un petit nombre fixe de conseillers, possédant un siège déterminé — une salle du palais du Coudenberg à Bruxelles — et se réunissant chaque jour. Toutefois, le trait le plus fondamental, celui qui le distingue de ses prédécesseurs et de ses successeurs, est qu'il gouverna *à la place du duc*, alors que le Conseil traditionnel *aide* le prince à gouverner.

Il va disparaître à la fin du mois d'août 1417, on ne sait trop exactement dans

(83) Pour ces 52 actes, voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, Ms, ainsi que AGR, Arch. eccl. du Brabant, 1417, fol. 222 ; CC, 1786, p. 209 ; CC, 2399, fol. 270-271r° ; CC, 2400, fol. 1-3r° et 74-75 ; CC, 3596, fol. 1 ; CC, 4580, 2[e] compte, fol. 9r° ; CC, 4753, 3[e] compte, fol. 1 ; CC, 4953, fol. 128r° et 157r° ; CC, 4954, fol. 1 et 17 ; CC, 12.544, attaché au fol. 107v° ; CC, 12.640, fol. 1 du compte de la 2[e]/2 de 1417 ; CC, 12.678, fol. 1 du compte de la 2[e]/2 de 1417 ; CC, 12.805, fol. 143r° ; CC, 12.902, entre fol. 208 et 209 ; CC, 12.974, avant le compte de la 2[e]/2 de 1416 ; CC, 13.034, attaché à la couverture ; CC, 24.667, fol. 1 ; CC, 24.676, fol. 2-4r° ; Cour féodale de Brabant (CFB), 21 fol. 20 ; CFB, 29, fol. 174 ; CFB, 119, fol. 28r° ; GS Louvain, 3876[5], n° 74 ; AV Anvers, Coffre aux privilèges, i, 171-172 ; Oudt Register metten Berdere, fol. 28r° ; AV Louvain, 1339 ; ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1[ste] deel, Inv. 102, Reg. 1048 ; Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1380-1423, 10 janvier 1417 ; AE Bois-le-Duc, Heerlijkheden, Waalwijk, n° 6 ; AV Bois-le-Duc, Chartes, 342 et 344 ; Privilegien A 525, fol. 74 ; Q. NOLS, *Les abbés de Parc ...*, pp. 511-512 ; F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek*, t. IV, p. 416.

(84) Le moins assidu, Jean de Wezemaal, qui n'apparaît d'ailleurs plus après le 10 décembre 1416, s'est probablement effacé en raison de son âge. Le 9 juin 1417, il devait d'ailleurs céder la seigneurie de Wezemaal, quelques autres terres et la maréchalerie héréditaire de Brabant à son fils Jean. Il dut mourir peu après (voir Annexe II).

quelles circonstances. Le 11 août, Jean IV avait nommé, sans l'accord d'aucun des conseillers-régents, un amman de Bruxelles (85). Peu après, le Conseil de régence se disloque ; le 2 ou le 3 septembre, les quatre villes principales rappellent chacune son représentant (86). Le duc va désormais s'entourer de conseillers choisis par lui et dévoués à sa personne.

Cette réaction du prince, qui semble vouloir échapper à la tutelle des Etats, trouve peut-être un début d'explication dans le fait suivant ; depuis deux ou trois mois, Jean IV était officiellement fiancé à Jacqueline de Bavière. Le 1er août 1417, il avait signé à Biervliet son contrat de mariage (87). A-t-il lui-même pensé, ou certains membres de son entourage lui ont-ils suggéré que cet acte si important marquait la fin de son enfance et consacrait son émancipation ? Ce n'est pas impossible. Remarquons que le duc n'avait pas encore quinze ans, âge fixé pour sa majorité.

5. Le Conseil de Jean IV, émancipé. Septembre 1417-26 avril 1420.

Le Conseil de régence une fois dissous, Jean IV renoue avec la tradition interrompue à la mort d'Antoine. Le Conseil ducal va à nouveau présenter les traits qui étaient les siens jusqu'à la prise du pouvoir par les Etats : un grand nombre de personnages portent le titre de conseillers, mais la plupart ne jouent qu'un rôle modeste. Seule une petite minorité entoure très régulièrement le prince : il s'agit d'un groupe de quatre formé des seigneurs de Wezemaal (88), de Gaasbeek (89) et d'Asse (90), ainsi que du burgrave de Montjoie (91) ; les deux premiers sont des nouveaux venus, tandis que les derniers avaient déjà siégé au Conseil sous Antoine. Il faut y joindre, de mars 1418 à sa mort survenue le 8 mars 1419, Guillaume van den Berghe, seigneur d'Orbais, receveur de Brabant depuis le 21 janvier 1418 (92), et ancien officier de l'Hôtel ducal (93), un des favoris du jeune Jean IV.

Van den Berghe fut cause de l'éloignement, en août 1418, d'Henri de Bergen, le seul des conseillers-régents qui était resté dans l'entourage régulier du duc après le mois d'août 1417 (94). Les autres membres du Conseil de régence

(85) *Brab. Yeesten*, t. III, p. 299.

(86) AV Louvain, 5026, fol. 16r° et v°.

(87) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 291-292. — A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., pp. 225-226.

(88) Jean, seigneur de Wezemaal, le fils du conseiller-régent (voir Annexe II).

(89) Jacques d'Abcoude, seigneur de Gaasbeek, de Putte et de Strijen, fils de Zweder (voir *ibid.*).

(90) Jean de Grimbergen, seigneur d'Asse (voir *ibid.*).

(91) Jean de Schoonvorst (voir *ibid.*).

(92) Il avait déjà été receveur pendant la minorité de Jean IV, du 29 juin 1416 au 15 octobre 1417 (voir AGR, CC, 2400, 1er et 2e comptes). Il se créa des ennuis avec les Etats de Brabant (voir *infra*, pp. 499 et suiv.).

(93) Il avait été échanson de 1409 à 1415. En 1418-1419, il était chambellan du duc (voir Annexe II).

(94) Guillaume van den Berghe avait accusé Henri de Bergen, Engelbert de Nassau et Henri de La Leck, de travailler à saper le pouvoir ducal. Jean IV les avait tous trois éloignés du Conseil (*Brab. Yeesten*, t. III, pp. 350-352 et F. VON LÖHER, *Jakobäa von Bayern*, t. II, p. 23).

avaient pratiquement disparu de la scène politique brabançonne : le seigneur de Huldenberg et les deux prélats ne font qu'une ou deux apparitions en 1418 et 1419. Henri de Heverlee connaît d'abord une longue éclipse, puis réapparaît dans l'entourage du duc de novembre à avril 1419. Le seigneur de Diest ne fait plus parler de lui avant janvier 1419 ; il n'a qu'un rôle effacé après cette date. Des représentants des villes, seul Renier Mours réintègre le Conseil en novembre 1419. Ses collègues de Louvain, d'Anvers et de Bois-le-Duc se sont définitivement retirés fin août-début septembre 1417.

Le juriste Jean Bont, dont le statut avait été un peu particulier, continue à figurer au Conseil.

Au total donc, la place des anciens conseillers-régents sous le nouveau régime est négligeable.

A côté du noyau des cinq personnages cités plus haut, il faut citer, comme conseillers moins réguliers, quelques nobles, anciens du Conseil d'Antoine (Arnoul de Crainhem ; le seigneur de Rotselaar ; Guillaume de Sayn ; etc.) ou nouvelles figures (Jean, fils du seigneur d'Asse ; Jean de Glimes).

Comme sous le règne d'Antoine, il y a de nouveau pas mal de conseillers très épisodiques, parmi lesquels des bourgeois de Bois-le-Duc (Thierry de Meerhem et Guillaume van Ghent) qui doivent sans doute leur titre de conseiller à des prêts d'argent consentis à Jean IV (95), ainsi d'ailleurs que Marc Guidechon, riche marchand de Lucques établi à Bruges, dont le titre est assurément honorifique (96).

Nous nous retrouvons donc en présence du Conseil traditionnel, dégagé de l'emprise des Etats — et même, comme nous le verrons plus loin (97), parfois en opposition avec eux —, formé de personnages choisis par le duc et ne relevant que de lui.

Trois traits caractérisent encore cette époque.

Tout d'abord le mariage de Jean IV avec la comtesse de Hainaut, de Hollande et de Zélande va ouvrir le Conseil à des Hennuyers et à des Hollandais.

En effet, après mars 1418, on constate la présence parmi les conseillers brabançons, de quelques éléments étrangers qui ne répondent pas aux trois conditions exigées des conseillers par la Joyeuse Entrée (être né, habiter et être possessionné en Brabant), et qui néanmoins interviennent dans les affaires du Brabant et de l'Outre-Meuse. Parmi eux, Corneille de Liedekerke, seigneur de Lens, à la fois Hennuyer et Brabançon ; Arnoul de Zevenbergen, Hollandais d'origine, qui avait déjà joué un rôle en Brabant avant 1418 (il avait été écoutète d'Anvers de 1412 à 1414), mais qui venait d'être nommé drossard de Heusden (sous la domination hollandaise à ce moment) (98) à l'époque de son entrée au Conseil ; Bernard Uten Enge et Guillaume de Brederode, de purs Hollandais.

(95) Ils avaient, avec deux autres bourgeois de Bois-le-Duc, avancé 2.000 couronnes à Jean IV (AGR, CC, 2401, fol. 48v°). C'est pour cette raison que le duc leur avait confié l'administration de Bois-le-Duc (A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique*, n° 64, 68 et 90).

(96) Voir Annexe II.

(97) III[e] partie, chap. II.

(98) Sur Heusden et ses rapports avec le Brabant, voir *supra*, pp. 51-54.

Il ne semble pas que les Etats de Brabant aient protesté contre cette situation.

L'union de Jean IV et de Jacqueline de Bavière eut d'ailleurs une deuxième conséquence : elle marqua l'intervention de conseillers brabançons dans le gouvernement des comtés de la duchesse (99).

Deuxième caractéristique de cette période : l'effacement de la Chambre des Comptes dont les attributions sont reprises par le Conseil ducal (100).

Enfin, c'est aussi entre 1417 et 1420 que se forme lentement une Chambre du Conseil, encore mal définie et mal organisée, mais qui traduit le désir d'établir en Brabant une section permanente du Conseil, chargée d'expédier les affaires courantes (101).

C'est l'organisation par Jean IV de cette Chambre du Conseil sous une forme nette et réglementée qui marque le début d'une nouvelle période, le 27 avril 1420.

6. Les Chambres du Conseil du 27 avril 1420 et du 11 septembre 1420. — Le conflit entre Jean IV et les Etats de Brabant (1420-1421).

Le 27 avril 1420, Jean IV confiait à huit conseillers formant une Chambre du Conseil le soin de tenir des réunions journalières à Bruxelles ou dans toute autre ville où résiderait la Cour. Il leur donnait des pouvoirs fort étendus (102).

Parmi ces huit personnages, cinq conseillers déjà connus de Jean IV : le seigneur d'Asse, son fils Jean, Bernard Uten Enge, Jean Bont, Renier Mours ; un ancien conseiller d'Antoine : Nicolas van den Werve ; deux tout nouveaux venus : Nicolas Colensone et Jean van den Huffle.

Les trois premiers étaient nobles (le troisième était Hollandais), Jean Bont était juriste, les quatre autres patriciens : deux d'Anvers (van den Werve et Colensone), un de Bruxelles (Mours) et le dernier, de Louvain (van den Huffle).

Pourquoi le duc a-t-il procédé à une réorganisation de son Conseil le 27 avril 1420 ? Sans doute sous la pression de très sérieuses difficultés intérieures. Le 11 avril 1420, Jacqueline de Bavière avait quitté Bruxelles, abandonnant un mari contre qui elle avait accumulé de nombreux griefs (103). Le 21 avril, Jean élargissait le fossé qui le séparait de sa femme en concluant avec Jean de Bavière le traité de Sint-Martensdijk, par lequel l'oncle de Jacqueline se voyait attribuer pour douze ans le gouvernement de la Hollande, de la Zélande et de la Frise (104). Le duc de Brabant pouvait s'attendre à de vives réactions de la part des partisans de son épouse.

La veille du traité, le 20 avril 1420, il crut d'ailleurs devoir prendre certaines précautions. Il scella avec Jean de Bavière un premier accord : les deux princes

(99) Voir *infra*, pp. 382-383.

(100) Voir *infra*, pp. 395-396.

(101) Voir *infra*, II[e] partie, chap. VI, et A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., pp. 1137-1142.

(102) DE DYNTER, *Chronique* ..., t. I, 1[re] partie, p. 71. — Voir aussi *infra*, p. 423, et A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., pp. 1143 et suiv.

(103) Sur ce départ, voir G. GYSELS, *Le départ de Jacqueline de Bavière* ..., *cit.*

(104) *AGN*, t. III, p. 236.

prenaient sous leur protection toute particulière et promettaient de défendre contre tout acte de malveillance un certain nombre de membres de leurs entourages, qui devaient sans doute cette sollicitude à l'appui qu'ils avaient apporté à leurs princes dans les négociations en cours. Parmi les conseillers de Jean IV figuraient Jacques de Gaasbeek, le seigneur d'Asse, son fils Jean d'Asse, Bernard Uten Enge et Renier Mours, ainsi que deux Hollandais, le seigneur de Culenborch et Arnoul de Leyenberch. Par le même acte les deux ducs se juraient mutuellement de ne plus prendre dans leurs conseils respectifs toute une série de personnes accusées d'avoir, en accord avec la comtesse douairière Marguerite, mis des entraves à leurs projets. A côté de plusieurs Hollandais, des Brabançons se trouvèrent de la sorte écartés du pouvoir : c'étaient Engelbert de Nassau, Thomas de Diest, le seigneur de Rotselaar, son frère Henri, Henri de La Leck, Jean et Henri de Wittem, Everard Boete, Nicolas de Saint-Géry, Jean et Henri de Ranst, Jean et Philippe Hinckaert, et Jean van de Venne (105). Tous n'étaient pas conseillers, mais plusieurs parmi les nobles, qui l'avaient été, furent donc rejetés du Conseil. Ils devaient tout naturellement constituer le noyau de l'opposition à Jean IV.

Il est probable aussi qu'au même moment d'autres nobles quittèrent le duc de leur propre initiative (106).

Ces départs contraints ou volontaires avaient modifié profondément la physionomie du Conseil. C'est peut-être ce qui poussa le prince à le réorganiser.

Dans l'esprit de Jean IV, en effet, il ne s'agissait pas, comme l'ont écrit certains auteurs (107), d'un renouvellement complet de son entourage. Les noms cités plus haut sont d'ailleurs là pour en témoigner. De plus, la Chambre instituée le 27 avril 1420 ne devait pas se substituer à l'ensemble du Conseil : pendant quelques semaines encore, le duc, à côté des personnages désignés en avril, allait conserver quelques autres conseillers nobles qui, avec les premiers, continuèrent à former ce qu'il est permis d'appeler le «Grand Conseil» ou le «Commun Conseil» (108).

Mais à partir du 17 mai 1420, la situation se détériora encore. Une partie des Etats de Brabant entra en rébellion ouverte, en se réunissant à Louvain, contre la volonté du duc, pour critiquer le gouvernement (109).

Dès ce moment, la plupart des nobles qui étaient restés momentanément auprès de Jean IV le quittèrent pour se joindre à l'opposition. C'est alors, mais alors seulement, que le prince fut réduit à n'avoir pratiquement plus comme

(105) Il s'agit du fils d'un bâtard du duc Jean III, du même nom. — L'acte du 20 avril 1420 est conservé en original à l'ARA La Haye, Chartes Suys, boîte 10. Il avait été scellé par les ducs et par leurs protégés (seuls six sceaux sont actuellement conservés, dont deux sont détachés de leurs queues).

(106) Quand le conflit entre Jean IV et ses Etats sera devenu aigu, le duc accusera les nobles de son entourage de l'avoir «abandonné» (AGR, Mss Divers, 1483, fol. 15 à 17 et 18 à 24), tandis que les Etats, sans doute mis au courant par les personnes visées par l'acte du 20 avril 1420, reprocheront à Jean IV de s'être séparé d'eux (*ibid.*, fol. 2 à 4, 2e cédule, 5e point).

(107) Comme A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 9.

(108) A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., pp. 1144-1145.

(109) Voir *infra*, p. 504.

conseillers que les membres de la Chambre du Conseil, le Grand Conseil cessant d'exister en fait. Seuls Renier de Berg, depuis peu drossard de Brabant, et Jean d'Aa sont encore à ce moment cités comme conseillers à côté des huit personnages compris dans l'ordonnance du 27 avril (110).

La crise ne faisait d'ailleurs que commencer. Les Etats assemblés à Louvain mirent l'entourage ducal en accusation et, le 15 août 1420, ils condamnèrent à de lourdes peines d'exil le seigneur d'Asse, son fils Jean, Bernard Uten Enge, Renier Mours et Nicolas Colensone. Le duc tenta bien un moment de garder les condamnés à son service, mais devant la pression populaire, il se vit contraint de les abandonner (111). Il dut, de ce fait, renouveler la Chambre du Conseil. Le 11 septembre 1420, il nomma, pour en faire partie, dix conseillers : l'abbé d'Affligem ; Jean de Cuyk, seigneur de Hoogstraten ; Corneille de Liedekerke, seigneur de Lens ; Renier de Berg ; maître Amand de Kortenberg, doyen de Saint-Donatien de Bruges ; Thierry de Meerhem, seigneur de Boxtel ; Guillaume van Ghent, seigneur de Meerwijk ; Everard T'Serclaes ; Nicolas van den Werve et Gheerlic van Ghemert, soit un prélat, trois nobles, un clerc et cinq patriciens, dont trois étaient originaires de Bois-le-Duc, la ville qui allait rester fidèle à Jean IV pendant toute la crise de 1420-1421 (112).

Certains auteurs, parlant de ces dix conseillers, on cru pouvoir affirmer qu'ils avaient fait regretter les bannis du 15 août (113). En fait, cette opinion paraît contraire à la vérité. Leur nomination traduit plutôt un effort de conciliation du duc. Cinq des nouveaux promus allaient en effet rejoindre par la suite le parti des Etats : le 28 novembre 1420, quand Jean IV eut fui Bruxelles, l'abbé d'Affligem ratifia l'élection de Philippe de Saint-Pol à la régence du duché, tandis que Liedekerke, Cuyk, Meerhem et van Ghent scellèrent, le 12 mai 1422, le *Nieuw Regiment*, le nouveau pacte constitutionnel que les Etats victorieux réussirent à imposer au duc.

Quoi qu'il en soit, les dix membres de la Chambre du Conseil du 11 septembre 1420 n'eurent que fort peu l'occasion d'exercer leurs fonctions : le 30 septembre, Jean IV quittait Bruxelles, laissant les Etats maîtres du terrain, tandis que ses conseillers se dispersaient.

Pendant cette courte période, il faut encore mentionner l'apparition de deux Hennuyers au commandement d'un acte du 27 septembre 1420, par lequel un certain Jean Varemans était nommé receveur de Jodoigne-Hannut : il s'agit des seigneurs de Vertain et de Senzeilles (114).

La fuite de Jean IV marque le point culminant du conflit opposant le duc et les Etats de Brabant. Le 1er octobre, ces derniers désignèrent un régent (115).

(110) A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., p. 1145.

(111) Pour tous ces événements, voir F. FAVRESSE, *L'avènement du régime démocratique* ..., pp. 190-255.

(112) A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., p. 1143.

(113) NAMÈCHE a peut-être émis le premier cette opinion (J. NAMÈCHE, *Jean IV et la fondation de l'Université de Louvain*, p. 38).

(114) AGR, CC, 3602, 1er compte, fol. 1.

(115) Voir *supra*, p. 139.

Comme cette mesure ne fut pas reconnue par le duc, le Brabant se trouva posséder en fait à partir de ce moment deux princes, ayant chacun leur entourage.

Il faudra donc examiner successivement :

a) *L'entourage de Jean IV.*

Lors de sa fuite, Jean IV était accompagé de Jean d'Aa, de Costin d'Aa, fils du précédent, de Gheerlic van Ghemert, de Robert d'Asse et de Thierry de Loze (116). Everard T'Serclaes était resté un moment au palais de Bruxelles, où il avait réussi à dissimuler le départ du duc (117).

Certains des bannis du 15 août — le seigneur d'Asse, Jean d'Asse et Bernard Uten Enge, conseillers, ainsi que le secrétaire Roger Boene — rejoignirent le duc à Heerlaar, au début du mois d'octobre 1420 (118).

Peu de temps après, Jean IV rencontra à Bokhoven Gérard de Clèves dont il s'assura l'appui le 9 octobre 1420. Etaient présents à l'entrevue : les seigneurs d'Asse et de Gaasbeek (119).

Par la suite encore, apparaissent dans l'entourage de Jean IV le seigneur de Heinsberg et Jean de Bueren, prévôt d'Aix (120).

Des négociations s'amorcèrent bientôt entre les Etats et le duc, en vue de permettre le retour du prince à Bruxelles : le 27 novembre, les Etats envoyèrent une ambassade qui obtint de Jean IV la promesse d'une entrevue à Diest. La rencontre du duc et des députés du pays eut effectivement lieu dans cette ville au début de décembre 1420. Deux autres réunions se tinrent la première à Diest le 16 décembre, l'autre les 16 et 17 janvier 1421 à Eindhoven. Aucun accord ne put être réalisé (121).

A l'entrevue du 16 décembre, Jean IV était représenté par Frédéric, comte de Moers, encore un seigneur d'Outre-Meuse, Jean de Bueren et Guillaume van Ghent, tandis qu'à Eindhoven ses ambassadeurs furent le seigneur d'Asse, Guillaume van Ghent, Everard T'Serclaes et Jean d'Aa (122).

Le but de Jean IV, en quittant Bruxelles, avait été de chercher de l'aide en Outre-Meuse. Il y était parvenu dans une certaine mesure, puisque des seigneurs de ces régions figuraient à cette époque dans son entourage.

Le duc n'avait pas voulu abandonner le pouvoir. Il gardait donc non seulement un Conseil, mais aussi une administration distincte de celle du régent.

Le 3 octobre 1420, Laurent van Beerte avait quitté la recette générale de Brabant (123). Il fut remplacé par Jean de Bueren, prévôt d'Aix, trésorier de Brabant du 3 octobre 1420 au 6 février 1421 (124). Il reste peu de traces de l'ac-

(116) Tous patriciens de Bruxelles, sauf Gheerlic van Ghemert.
(117) DE DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 75.
(118) *Brab. Yeesten*, t. III, p. 434.
(119) *Ibid.*, p. 435.
(120) *Ibid.*, p. 436.
(121) *Ibid.*, pp. 444-447.
(122) DE DYNTER, *op. cit.*, t. I, 1re partie, p. 79.
(123) Son compte se termine à cette date (AGR, CC, reg. 2403, fol. 1r°).
(124) AGR, CC, 2405, 2e compte, fol. 140r°. — On n'a pas conservé de compte de sa gestion, et

tivité de ce trésorier. Tout au plus sait-on qu'il a clôturé le compte de son prédécesseur, Laurent van Beerte, le 2 janvier 1421, en compagnie de divers conseillers (125), et qu'il emprunta 4.200 florins du Rhin à deux Juifs, en engageant des bijoux du duc, pour payer les frais de celui-ci à Bois-le-Duc et ailleurs (126).

Sur le plan de l'administration judiciaire, le duc prétendit maintenir Renier de Berg dans la charge de drossard de Brabant.

Le 21 janvier 1421, Jean IV rentrait en force à Bruxelles, accompagné de troupes à la solde des seigneurs d'Outre-Meuse. Il espéra un moment pouvoir reprendre la situation bien en main : le 23 janvier il réinstalla son amman de Bruxelles, Jean Clutinc de Vroenteneere, que les Etats avaient démis de ses fonctions. Etaient présents au commandement : le seigneur de Heinsberg, Jean de Bueren, Renier de Berg, Everard T'Serclaes et Gheerlic van Ghemert (127). Les mêmes personnages, sauf Gheerlic van Ghemert, assistèrent à un conseil de guerre tenu le 24 janvier au Coudenberg par le duc et par ses partisans (128).

Les conseillers ducaux d'octobre 1420 à janvier 1421 se recrutèrent parmi les partisans dévoués de Jean IV : d'anciens membres des Chambres du Conseil du 27 avril ou du 11 septembre 1420, d'autres fidèles comme Jean d'Aa, et quelques nouveaux venus, originaires des Pays d'Outre-Meuse. Ils n'eurent pas l'occasion de se dévouer longtemps au service du prince.

En effet, une émeute éclata à Bruxelles le 27 janvier 1421. Les troubles, qui se poursuivirent les jours suivants, obligèrent Jean IV à s'incliner devant les Etats. Pendant ces journées tumultueuses, beaucoup de conseillers du duc furent arrêtés, par exemple le seigneur de Heinsberg, Renier de Berg, Jean de Bueren, Everard T'Serclaes (qui allait être exécuté le 3 avril suivant), ainsi que tous les chevaliers d'Outre-Meuse entrés à Bruxelles avec Jean IV (129). D'autres

il est même probable qu'il n'y en a jamais eu. En effet, le passage auquel il est renvoyé au début de cette note figure en tête du compte de la recette générale de Brabant de 1424-1425 ; à côté du titre de ce compte, il est écrit : «*Die prevost van Aken was tresorier van III octob. tot VI in febr. anno XX°, die dair af te rekenen heeft*», ce qui indique que Jean de Bueren n'avait pas encore rendu son compte lorsque Jean de Winghe rendit le sien, c'est-à-dire le 11 [mai] 1426 ou le 11 [janvier] 1427 (n.s.) (voir une note au fol. 140r° qui dit : «*Baillié à court par ledit Jehan de Winghe meismes le samedi XI jour de* ... [un blanc] *lan mil cccc et xxvi*» ; or en 1426 (vieux style), un samedi 11 peut tomber le 11 mai (1426) ou le 11 janvier (1427, n.s.).

(125) Le seigneur d'Asse, Jean d'Asse, Jean d'Aa, Bernard Uten Enge, Renier Mours, le seigneur de Boxtel, Thierry De Rover, Guillaume van Ghent et Gheerlic van Ghemert. Voir AGR, CC, 2403, fol. 53v°.

(126) AGR, CC, 15.720, 5e compte, fol. 159r°. — 2.200 florins avaient été empruntés à un certain Die Meyer, de Cologne, et 2.000 à un certain Mannas de Nimègue. Le taux d'intérêt était de 15 % l'an, et le remboursement de l'emprunt fut opéré sur le produit de l'aide de 1421.

(127) AGR, Mss Divers, 33, fol. 51.

(128) F. FAVRESSE, *L'avènement*..., p. 214.

(129) DE DYNTER, *op. cit.*, t. I, Ire partie, pp. 81 et 83. — Les gens d'Outre-Meuse ne seront relâchés qu'en juillet 1421, suite à un accord conclu avec Philippe de Saint-Pol et avec les Etats de Brabant. Le prévôt d'Aix et quelques autres, ayant refusé de ratifier cet accord, sont gardés en prison (*Brab. Yeesten*, t. III, pp. 505-507). Jean de Bueren parvient à s'échapper dans la nuit du 3 au 4 juin 1423 (*Ibid.*, pp. 542-543). Quant à Gheerlic van Ghemert, vraisemblablement emprisonné fin janvier 1421, il a dû sortir de prison au début de février 1422 (AV Louvain, 5032, fol. 106v° : *Item Janne Die Pape gheseint XII in feb.* [1422] *te Brux. ane Walterus der stat clerc van Brussel omme te vernemen van den meren van Gerlec van Gemelt die ontcomen was uten gevenkenisse* ...).

réussirent à prendre la fuite, tels le seigneur d'Asse, Jean d'Asse, Jean d'Aa, Renier Mours, Bernard Uten Enge, ainsi que le secrétaire Roger Boene. Leurs têtes furent mises à prix (130).

Les événements de janvier 1421 consacrèrent la déroute des partisans de Jean IV. Aucun de ceux qui accompagnèrent le duc dans sa fuite n'allait plus faire partie du Conseil de Brabant. Il en fut de même des membres des Chambres du Conseil du 27 avril et du 11 septembre 1420, qui cessèrent tous de jouer un rôle politique, à l'exception de l'abbé d'Affligem et de Jean de Cuyk.

b) *L'entourage de Philippe de Saint-Pol.*

Le régent nommé le 1er octobre 1420 par les Etats laïques et confirmé dans sa charge le 28 novembre par les trois Etats de Brabant, gouverna avec un Conseil nommé par ces derniers (131). Ce Conseil se composait de personnages qui font figure de chefs de l'opposition : les membres de la haute noblesse (Nassau, Sayn, Glimes, Schoonvorst, Wezemaal, Rotselaar). Ils accompagnaient Saint-Pol dans ses déplacements et étaient portés au compte de son Hôtel (132).

Il n'est pas possible de définir d'une manière précise leurs attributions ni leurs activités, en raison de la carence des sources (133).

Les barons sont rarement appelés «conseillers» (134) ; ils sont presque toujours mentionnés comme «barons» ou simplement comme «nobles». En revanche, il est souvent question du «Conseil» (135) dans son ensemble, et même une fois du «Conseil de Brabant» (136) !

Le régent possédait sa propre administration. Il n'avait pas de receveur de Brabant, mais faisait régler ses frais, ceux de Jacqueline et de Marguerite de

(130) F. FAVRESSE, *L'avènement*..., pp. 220-221. — AVB, A THYMO, t. III, fol. 373v°-374.

(131) *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559.

(132) *Dit is de bewisinge Johannes vander Elst vanden costen vanden herbergen myns genedichs heeren van Saintpol, rewart van Brabant, ende mynre vrouwen van Brabant ende van Hollant, ende den baenroitsen slands van Brabant te Bruessel ende elder*... [du 5 octobre 1420 au 13 mai 1421], *also verre als Johannes vander Elst voirs. de handelingen daer af gehadt heeft*... (AGR, CC, 1789, fol. 1r°).

(133) Peu d'actes émanant du régent sont connus et, dans les fonds d'archives consultés, seuls deux ont conservé une mention de chancellerie indiquant les personnes présentes au commandement (le premier est du 5 février 1421 ; présents : Jean de Schoonvorst, le seigneur de Rotselaar, Jean de Glimes et Gérard van der Zijpe ; le second est du 28 mars suivant ; présents : Jean de Glimes, Nicolas de Saint-Géry et Gérard van der Zijpe. Les deux actes sont conservés en original au Kon. Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, n° 176 et 177"). — De plus, les comptes de la recette générale de Brabant sont assez sommaires pour cette époque (il vaudrait d'ailleurs mieux dire les «substituts» de comptes de la recette générale, car, on le verra dans un instant, le régent n'a pas de receveur unique, mais fait liquider ses dépenses par trois personnes différentes, en même temps).

(134) Ils le sont néanmoins dans un acte de Saint-Pol du 13 mars 1421 qui désigne six de ses «*lieve neven ende getruwe rade*» pour veiller à l'application d'une trêve conclue avec Jean de Bavière (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, Ie deel, Inv. n° 1485, Reg. 1125 ; — pour la trêve conclue le 5 mars, voir *ibid.*, Inv. n° 1485, Reg. 1117). Les six conseillers désignés sont Nassau, Wezemaal, Schoonvorst, Glimes, Henri de La Leck et Arnoul de Crainhem.

(135) Exemples : AGR, CC, 1788, fol. 15r° et 19v° ; CC, 1789, fol. 24v°.

(136) «... *onse heren vanden rade van Brabant* ...» (AV Louvain, 5031, fol. 35v°).

Bavière, et ceux du gouvernement de Bruxelles par trois receveurs :

— Jean vander Hofstad (26 septembre 1420-13 mai 1421) (137) ;
— Jean vander Elst, receveur de Bruxelles (5 octobre 1420-13 mai 1421) (138), le même qui avait déjà à deux reprises été commis à la recette générale de Brabant (139) ;
— Jacques (dit Jacotin) Willin, receveur de la châtellenie de Lille (140).

Philippe de Saint-Pol avait son propre drossard de Brabant : le 26 novembre 1420, le régent avait destitué Renier de Berg (qui, nous venons de le voir, resta drossard pour le compte de Jean IV) et nommé à sa place Guillaume de Montenaken (141).

Après les événements de janvier 1421, la seule administration reconnue allait être celle du régent. A partir de ce moment, les barons se retrouvèrent aussi dans l'entourage de Jean IV (142). Désignés par les trois Etats pour occuper les postes-clés du gouvernement et de l'Hôtel, ils furent confirmés dans ces fonctions par le duc le 4 mai 1421. Ce sont eux seuls qui vont composer, à partir de ce moment et pendant quelques mois, le Conseil ducal.

7. Le Conseil jusqu'à la fin du règne de Jean IV. — Mai 1421 à avril 1427.

C'est donc par une ordonnance du 4 mai 1421 que Jean IV confirme dans leurs fonctions de conseillers, de dignitaires de l'Hôtel, et de grands officiers les barons nommés à ces postes par les Etats de Brabant (143) : ceux-ci avaient désigné Engelbert de Nassau, Jean de Diest, Jean de Schoonvorst et Arnoul de Crainhem comme chambellans du duc, Jean de Wezemaal pour contresigner les lettres patentes, Jean de Schoonvorst comme garde du sceau ; Jean de Rotselaar comme trésorier de Brabant ; Jean, seigneur de Wittem, comme drossard ; Henri de La Leck comme maître de l'Hôtel (144) ; enfin Guillaume de Sayn, Thomas de Diest et Jean de Glimes, et tous les précédents en tant que conseillers.

(137) AGR, CC, 1788.
(138) AGR, CC, 1789.
(139) Voir Annexe III, B, 2.
(140) Voir par exemple AGR, CC, 1788, fol. 5v°-6r°. — Sur la châtellenie héréditaire de Lille, voir *supra*, pp. 106-107.
(141) DE DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 78. — D'après le compte de Guillaume de Montenaken, celui-ci n'aurait été nommé que le 2 janvier 1421 (AGR, CC, 12.530, fol. 113r°). — Montenaken entrera au Conseil de Jean IV en juillet 1422 (voir Annexe II).
(142) AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 45v°.
(143) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., n° 119. — A la ligne 10 de l'analyse, au lieu de «maréchal de la Cour», il faut lire «maître de l'Hôtel». — Un vidimus de cet acte a été fait le 6 mai 1421 par le chapitre de Saint-Pierre de Louvain, sans doute à l'intention d'Engelbert de Nassau ; il est en effet actuellement conservé au Kon. Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, n° 178.
(144) En 1420, cet office était rempli par divers officiers (voir Annexe III, A, 1).

Tous avaient milité dans les rangs de l'opposition en 1420-1421. Ils étaient désormais les représentants des Etats vainqueurs auprès du duc. Ils furent, pendant quelques mois, les seuls conseillers ducaux, et lorsque le Conseil s'élargit, à la fin de 1421 et au début de 1422, ils en constituèrent toujours la majorité.

A ce groupe s'intégra, à la fin de l'année 1422, un autre baron, Pierre de Luxembourg, seigneur d'Enghien.

A côté de ces conseillers-barons, prirent place aussi les receveurs de Brabant successifs (après la démission comme trésorier du seigneur de Rotselaar le 15 août 1422).

Vers la fin de l'année 1421 et dans le courant de 1422, cinq nouveaux conseillers firent leur apparition, à côté du noyau primitif : ce sont Corneille Proper, un ecclésiastique (145), Guillaume de Montenaken, Jean de Boutersem, Arnoul Stamelart van Uden et Gautier van der Noot. En septembre 1423, ce groupe de cinq s'augmenta d'une unité : Gautier de Winge, remplacé, à la fin de l'année 1425, par Jean de Woude, seigneur de Walhain.

Ces six personnages furent appelés «conseillers résidants» (*raetslude residerende*) à partir de 1426 (146). Ils formèrent, au sein du Conseil ducal, une section aux attributions particulières, que nous avons étudiée ailleurs. Nous avons aussi montré à cette occasion que ce n'étaient certainement pas des créatures de Jean IV, nommées pour faire pièce aux barons (147).

Les barons et les conseillers résidants étaient les seuls conseillers ordinaires du duc. De temps à autre, un personnage de rang plus ou moins élevé faisait une brève apparition au Conseil, comme cela se pratiquait au XIV^e^ siècle ainsi que pendant le règne d'Antoine et de 1417 à 1420, mais c'est là un phénomène négligeable.

On vit aussi réapparaître, toujours revêtu du titre (honorifique) de «conseiller», et toujours aussi étranger au Conseil, le marchand italien Marc Guidechon (148).

La période de 1421 à 1427, fort importante pour l'histoire du Conseil, se caractérise en premier lieu par l'emprise des Etats sur le gouvernement. Nous verrons plus loin que le phénomène se traduit par une certaine responsabilité des conseillers devant les Etats. En second lieu, c'est entre 1422 et 1427 que se forme, cette fois définitivement, une Chambre du Conseil qui est à l'origine du futur Conseil de Brabant (149).

8. Le Conseil sous Philippe de Saint-Pol (avril 1427-août 1430).

Les caractères acquis par le Conseil à la fin du règne de Jean IV furent «institutionnalisés» au début du règne de son frère et successeur.

La «responsabilité» des conseillers devant les Etats fut inscrite dans la

(145) Il était prévôt de l'église de Cambrai. Voir Annexe II.
(146) AGR, CC, 2406, I^er^ compte, fol. 78.
(147) A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., pp. 1149-1156.
(148) Voir par exemple AGR, CC, 2404, 2^e^ compte, fol. 6v°.
(149) A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., p. 1158.

Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol (150), qui consacra aussi l'existence de la Chambre du Conseil.

Le personnel ducal connut peu de modifications : parmi les barons les plus actifs, se retrouvent les mêmes noms qu'avant 1427 : Nassau, Luxembourg, Rotselaar, Schoonvorst et, un peu moins assidus, Sayn, et les seigneurs de Wezemaal et de Wittem. Seul Arnoul de Crainhem disparut pratiquement de la scène politique, mais sans doute son âge en fut-il la cause (151). Ces barons continuèrent à s'assurer le contrôle du Conseil, et cela malgré un conflit qui les opposa au duc en 1428, conflit dont l'issue ne fit que renforcer leur influence au sein du gouvernement (152).

Les conseillers résidants restèrent en fonctions. Leur groupe s'accrut même de quelques unités : le maître de Chantraine (Edmond d'Emmikhoven), Gilles Cole, Jean Dicbier, le seigneur de Dongelberg, Rasse de Grez, Jean de Neuverue et Henri de Rotselaar.

Il faut noter cependant que leur caractère de conseillers permanents tend à devenir moins essentiel qu'au cours du règne précédent. Certains d'entre eux font preuve de peu d'assiduité, et sont moins régulièrement présents au Conseil que les barons (153), au point que les contrôleurs des comptes ont parfois mis en doute la qualité de conseiller résidant de l'un ou l'autre (154). En fait, sous Philippe de Saint-Pol, les conseillers ordinaires du duc paraissent avoir été rangés en deux catégories surtout en fonction de leur rang social : semblent avoir été considérés comme appartenant à la Chambre du Conseil, les conseillers ordinaires qui n'étaient pas barons.

Une autre nouveauté est à relever : l'office de chancelier de Brabant, supprimé depuis 1412, fut rétabli. La dignité fut d'abord confiée à maître Jean Bont, puis à maître Ghislain de Sart. Le chancelier cumulait les fonctions de garde des sceaux et de président de la Chambre du Conseil.

Ce rétablissement du chancelier était prévu dans la Joyeuse Entrée de 1427 (155), ce qui indique que la mesure ne fut pas imposée aux Etats, mais qu'elle fut sans doute demandée ou tout au moins approuvée par eux (156).

Lors de son avènement comme duc de Brabant, Philippe I^er^ était déjà comte de Saint-Pol et châtelain de Lille depuis plusieurs années. Rentré en Brabant, il entraîna à sa suite quelques membres de son ancien entourage. Des personnages

(150) Voir *infra*, pp. 549-550.

(151) Il est d'ailleurs mort avant la fin du règne.

(152) Ce conflit est étudié ci-dessous, pp. 513-515.

(153) Sur l'assiduité des conseillers, voir *infra*, pp. 337-342.

(154) Voir AGR, CC, 2408, 2^e^ compte, fol. 21r° : en marge d'une mention relative au payement des gages au maître de Chantraine et au seigneur de Dongelberg en leur qualité de conseillers résidants, les contrôleurs des comptes ont écrit : «*Royé pour ce quil nest point apparu ... quil* [Chantraine ou Dongelberg] *ait fait résidence*». Les gages furent quand même payés par ordre du duc (voir fol. 112v° et 113r°). Il s'agit pourtant de conseillers actifs.

(155) Art. 41 de la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol : *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 150.

(156) La fonction avait d'ailleurs été rétablie de fait à la fin du règne de Jean IV, mais le titre n'avait pas fait sa réapparition à cette époque (voir *supra*, p. 212).

comme Robin Daule, Thierry de Meingersreuth, le seigneur de Monchy, Jean de Pernes et Jean de Taillevende doivent leurs emplois à la Cour de Brabant et leurs titres de conseillers à leur passé aux côtés de Philippe.

Enfin, comme sous le règne d'Antoine, on constate de nouveau que de nombreuses personnes, dont plusieurs ecclésiastiques, ont porté le titre de conseillers alors qu'elles ne semblent jamais avoir siégé au Conseil.

9. Du Conseil ducal traditionnel au Souverain Conseil de Brabant.

La mort inopinée de Philippe de Saint-Pol marqua un tournant dans l'histoire du duché de Brabant.

Après un interrègne de près de deux mois, les Etats confièrent le titre ducal à Philippe le Bon.

A partir de ce moment, le duché va vivre en union personnelle avec les autres pays gouvernés par le duc de Bourgogne. Du point de vue institutionnel, cet événement entraîna assez rapidement la disparition du Conseil ducal traditionnel.

Pendant l'interrègne, les Etats avaient une nouvelle fois pris le pouvoir. Des conseillers avaient été chargés de liquider les affaires courantes (157) ; parmi eux figurait le chancelier en fonctions à la mort de Philippe Ier, Ghislain de Sart (158).

En acceptant Philippe le Bon en qualité de duc, les Brabançons avaient obtenu de lui un certain nombre de garanties concernant la sauvegarde de leur personnalité propre. Ils avaient demandé le maintien d'un Conseil, d'une chancellerie et d'un sceau particuliers, ce que le duc de Bourgogne leur avait accordé.

C'est ainsi que, lors de la prise du pouvoir par Philippe le Bon, rien d'essentiel ne paraît avoir été modifié dans la structure du Conseil. Mais ce n'est là qu'une illusion. Un Conseil composé principalement de barons est bien maintenu en fonctions. Ses attributions sont doubles : gouverner le duché en l'absence du duc, et, en cas de séjour de celui-ci en Brabant, l'aider de ses avis sur toutes les affaires brabançonnes. Jusqu'ici rien de très particulier. Mais tout change quand on apprend que ce Conseil se compose d'un nombre limité de conseillers, dont quatre seulement sont brabançons, les trois autres postes étant réservés l'un au chancelier, qui doit être né en Brabant, et les deux autres à des conseillers laissés au choix du duc ; ces derniers peuvent être étrangers, pour autant qu'ils connaissent le flamand.

Les personnages choisis pour faire partie de ce Conseil de gouvernement furent Pierre de Luxembourg, Engelbert de Nassau, Jacques de Gaasbeek, Jean de Rotselaar, Jean de Schoonvorst et Jean de Hornes. Le chancelier, Jean Bont, ne fut désigné que plus tard (le 1er avril 1431). Il faut noter, en passant, la nouveauté qui consiste à faire siéger le chancelier avec les barons en l'absence du duc.

(157) Voir *infra*, p. 521.
(158) Voir Annexe I, 10, a.

A côté de ce Conseil de gouvernement fonctionne une Chambre du Conseil ; en font partie en octobre 1430 : Jean De Hertoghe, Thierry de Meerhem, seigneur de Boxtel, Nicolas van de Werve, et Rasse de Grez, seigneur de Malèves et de Heverlee.

A l'exception peut-être du premier, tous nous sont déjà connus (159). En 1431-1432, la composition de la Chambre du Conseil fut modifiée : Meerhem et van de Werve furent destitués et remplacés par Guillaume de Montenaken et Henri De Groote, dit Magnus. Fut aussi admis à siéger en qualité de drossard de Brabant (160), Jean de Hornes, un des conseillers nobles.

Une nouvelle fois, rien de bien nouveau en apparence.

Pourtant, si l'on y regarde d'un peu plus près, la situation paraît très différente de ce qu'elle était sous Philippe de Saint-Pol.

De 1427 à 1430, on peut même dire de 1422 à 1430, conseillers nobles et membres de la Chambre du Conseil ne sont que deux groupes au sein d'un seul ensemble, le *Gemeyn Raedt* du duc ; et seuls les conseillers résidants ont un statut relativement bien défini, le groupe des barons restant assez peu structuré.

A partir d'octobre 1430, et si l'on en croit les textes normatifs, tout se passe comme s'il y avait en Brabant deux conseils l'un à côté de l'autre : le Conseil de gouvernement pour les affaires importantes et la Chambre du Conseil pour l'expédition de la justice et des affaires courantes. Pour être précis, il faut même dire que la Chambre du Conseil est placée en position subalterne par rapport au Conseil de gouvernement (161).

Ceci pour la théorie.

En fait, il faut corriger l'impression laissée par ce qui vient d'être dit, et constater que les actes de la pratique montrent que l'opposition entre les deux conseils n'est pas aussi tranchée que les textes normatifs le font croire. Dans la réalité, Conseil de gouvernement et Chambre du Conseil ne sont pas beaucoup plus éloignés l'un de l'autre que sous Jean IV ou sous Philippe de Saint-Pol. Des barons et des conseillers résidants peuvent ensemble participer à des décisions importantes (162), tandis que des membres du Conseil de gouvernement peuvent, seuls, être témoins d'actes de la routine administrative (163).

(159) Un Jean De Hertoghe figure dans l'Annexe I, 8, mais on ne sait s'il s'agit du même que celui-ci ou d'un homonyme (voir Annexe II).

(160) Il l'était depuis le 26 mars 1431.

(161) Tout cela est fort bien expliqué dans A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, pp. 21-32.

(162) 25 octobre 1430, nomination du receveur général de Brabant (AGR, CC, 2408, 3e compte, fol. 1 à 3). Présents : Pierre de Luxembourg, Nassau, Gaasbeek, Rotselaar, Thierry de Meerhem et Rasse de Grez ; 27 octobre 1430, fixation des gages du nouveau drossard de Brabant, Jacques de Gaasbeek (AGR, CC, 12.530, fol. 177). Présents : les mêmes que le 25 octobre, sauf Gaasbeek.

(163) Nominations d'officiers locaux : 5 octobre 1430, receveur de Louvain (AGR, CC, 3793, 3e compte, fol. 1r°) ; 11 octobre 1430, maire de Kampenhout (AGR, CC, 12.753, fol. 7) ; 12 octobre 1430, receveur de Tervuren-Vilvorde (AGR, CC, 4758, 1er compte, fol. 2v°-3r°) ; 14 octobre 1430, nomination de l'écoutète de Bois-le-Duc (AGR, CC, 11, fol. 156) ; 20 octobre 1430, receveur de Tirlemont (AGR, CC, 4016, 7e compte, fol. 2) ; 23 octobre 1430, receveur de Bruxelles (AGR, CC, 4172, 3e compte, fol. 1) ; 24 octobre 1430, receveur d'Overijse-Genval-La Hulpe (AGR, CC, 4481, fol. 2) ; 26 octobre 1430, receveur de Maastricht (AGR, CC, 5472, 1er compte, fol. 1v°-2) ; 28 octobre 1430, receveur de Jodoigne-Hannut (AGR, CC, 3610, fol. 1) ; 6 décembre 1430, receveur d'Overzenne (AGR, CC, 4733, 28e compte, fol. 1). Il s'agit le plus souvent de main-

En second lieu, comme l'a indiqué Gaillard, le Conseil de gouvernement n'eut qu'une existence éphémère (164). Les membres de la Chambre du Conseil furent bientôt les seuls à intervenir dans l'administration courante du duché. A partir de 1431, il n'y a plus que quelques apparitions épisodiques et, à titre individuel, pourrait-on dire, de conseillers autres que les conseillers résidants : ainsi le seigneur de Rotselaar est présent au commandement à un acte du 27 mars 1432 (165). D'anciens membres de la Chambre du Conseil de Philippe de Saint-Pol interviennent encore très occasionnellement : Henri de Rotselaar et Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, le 27 juillet et le 15 août 1431, ainsi que le 27 mars 1432, Edmond d'Emmikhoven, maître de Chantraine, le 27 mars 1432 (166), tandis que se montrent parfois quelques conseillers qui officiellement ne font partie ni du Conseil de gouvernement ni de la Chambre du Conseil : Jean, seigneur de Wezemaal (167), Nicolas de Saint-Géry (168), Henri de Diest, seigneur de Rivieren (169), Gautier de Kersbeek (170), Jean de Cuyck, seigneur de Hoogstraten (171), ainsi que le commandeur des Vieux Joncs (172). Tous avaient figuré dans les conseils avant 1427.

Encore plus exceptionnelle est la présence simultanée à la conclusion d'un acte de plusieurs conseillers étrangers à la Chambre du Conseil.

Des circonstances tout à fait particulières, et la présence de Philippe le Bon à Bruxelles, expliquent sans doute le grand nombre de personnages présents au commandement lors de la décision prise par le duc, le 13 mai 1437, de remettre Jeanne de La Leck, dame de Hoogstraten, de Heeswijk, de Dinther et d'Asten, en possession du droit de haute justice à Gestel, qu'elle avait perdu environ deux ans plus tôt (173). Mais c'est là, pour l'époque, un cas unique : dans l'ensemble,

tiens en fonctions, la nouvelle commission étant rendue nécessaire par le changement de régime (voir *supra*, (pp. 126-127).

(164) A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, pp. 29-30 et 32. — Toutefois à notre connaissance, le dernier acte du Conseil de gouvernement, agissant vraiment comme tel (en l'absence du duc), est du 6 décembre 1430. Il s'agit de la nomination du receveur d'Overzenne (AGR, CC, 4733, 28e compte, fol. 1).

(165) AGR, Mss Divers, 29, fol. 51.

(166) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms, aux dates indiquées. L'original de l'acte du 27 juillet est à La Haye, ARA, Nassause Domeinraad, Charters en losse stukken, fol. 520, nº IIII (*sic*).

(167) Voir mentions de chancellerie d'actes des 27 octobre 1430, 23 février, 1er avril, 3 avril (2 actes), 1er juin (2 actes), 11, 12 et 13 juin, et 15 août 1431, 11 juin 1432 (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms), ainsi que du 23 décembre 1430 (CC, 2443, fol. 41).

(168) Les 24 juillet (2actes) et 23 octobre 1434, 23 avril et 22 septembre 1436, 12 mars et 24 décembre 1438, 21 juillet 1439 et 15 janvier 1440 (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, ms).

(169) Les 12 février, 1er avril et 15 août 1431 (*Ibid*).

(170) Seigneur de Stalle et de Gossoncourt, les 12 et 23 février, 1er et 3 avril et 15 août 1431 (*Ibid.*,).

(171) Le 23 février 1431 (*Ibid.*).

(172) Dans un seul acte interessant le Limbourg (23 décembre 1430, AGR, CC, 2443, fol. 41).

(173) AGR, Chartes de Brabant, 13 mai 1437, original sur parchemin muni d'un sceau équestre en cire verte, ce qui atteste l'importance toute particulière attachée au document. — Jeanne de La Leck avait été dépossédée de ce droit de haute justice pour avoir fait arrêter à Gestel un habitant du lieu, bourgeois forain de Bruxelles, et pour l'avoir ensuite fait conduire à Heeswijk pour l'y faire exécuter.

comme l'a constaté Gaillard, il est permis de dire qu'après 1431 le Conseil de Brabant se limite à la Chambre du Conseil.

*
* *

En résumé, si l'on veut retracer à grands traits l'histoire du Conseil ducal de 1355 à 1430, et à condition d'écarter les épisodes de 1404-1406, 1415-1417 et 1420-1421, il est permis de distinguer trois grandes étapes :

1. De 1355 à 1404 : c'est l'époque du Conseil traditionnel. Un grand nombre de personnages portent le titre de conseillers. Une minorité d'entre eux participent régulièrement aux activités du Conseil ; parmi ceux-ci, un nombre proportionnellement assez élevé de grands noms de la noblesse brabançonne et peu de clercs, quelques étrangers aussi, des Luxembourgeois notamment du vivant de Wenceslas.

2. A partir du règne d'Antoine s'organisent ou tentent de s'organiser au sein ou en marge de ce Conseil des sections spécialisées et permanentes.

   a) La première, sous le nom de Chambre des Comptes, fut chargée de contrôler la gestion financière à tous les échelons ; elle connut un succès immédiat, mais perdit de son influence par la suite (du moins dans les limites de la période étudiée). Elle constitua toujours un corps distinct du Conseil proprement dit, même si, à ses débuts, certains de ses membres furent aussi, à titre individuel, conseillers du prince.

   b) La seconde, sous le nom de Chambre du Conseil, chargée de l'administration de la justice et de la gestion des affaires courantes, connut une gestation difficile ; imaginée par Antoine, elle ne vit le jour définitivement que sous Jean IV. Elle fut toujours, quant à elle, une section du Conseil, et finit même, après 1430, par constituer à elle seule le Conseil de Brabant.

Ces deux chambres seront étudiées plus longuement dans les chapitres V et VI de cette présente partie.

3. Enfin, pendant le règne de Jean IV, le contrôle des Etats sur le Conseil se fit de plus en plus étroit. Ce point précis fera aussi l'objet d'un examen plus approfondi dans la troisième partie de notre travail.

*
* *

CHAPITRE IV

LE CONSEIL DUCAL
ORGANISATION — COMPÉTENCE

1. *Composition du Conseil*

Le chapitre précédent a déjà indiqué à grands traits comment était composé le Conseil des ducs de Brabant aux différentes époques de son histoire. Le présent paragraphe a pour but de revenir sur cette question, mais cette fois en examinant dans son ensemble la période s'étendant de 1355 à 1430, et cela à un double point de vue, quantitatif d'abord, qualitatif ensuite.

A. Le nombre de conseillers.

Le nombre de conseillers est indéterminé. Il varie selon les époques et n'a jamais été fixé, sauf en trois occasions :

a) en 1415-1417, le Conseil de régence fut formé de onze conseillers, et ce nombre, décidé par les trois Etats qui furent responsables de l'établissement de ce Conseil, ne fut pas modifié.
On peut négliger en effet l'apparition en 1416, a côté des conseillers-régents, d'un douzième personnage, Jean Bont, car alors que les premiers exercèrent réellement le pouvoir pendant la minorité de Jean IV, Bont ne joua qu'un rôle consultatif ;
b) le 27 avril 1420, Jean IV constitua une Chambre du Conseil formée de huit conseillers ;
c) le 11 septembre 1420, après avoir dû se séparer de sept de ces huit conseillers, le duc forma une nouvelle Chambre du Conseil, composée cette fois de dix personnes (1).

Dans ces deux dernières circonstances, il faut remarquer que ce n'est pas le nombre total de conseillers qui fut limité, mais uniquement celui des membres de la section permanente du Conseil.

En temps normal, le duc était entouré d'un nombre assez restreint, mais toujours variable, de conseillers actifs ou même très actifs, qu'on pourrait appeler ses «conseillers ordinaires». Ils étaient généralement de cinq à dix. A côté d'eux figurent des membres du Conseil à titre honorifique, ou des personnages

(1) Pour tout ceci, voir *supra*, II[e] partie, chap. III.

— parfois des princes étrangers, parents ou non de la famille ducale —, qui participaient occasionnellement à l'une ou l'autre séance. L'ensemble des conseillers «ordinaires» et «occasionnels» pouvait atteindre la cinquantaine à certaines périodes (2).

B. Les différentes catégories de conseillers.

1. Les nobles.

En parcourant les annexes I et II, il est aisé de se rendre compte qu'au sein du Conseil les nobles constituaient de loin le groupe numériquement le plus important. Deux tableaux mettront encore mieux cette constatation en évidence. Le premier concerne l'ensemble des 285 conseillers recensés dans l'Annexe II ; le second ne reprend, cette fois pour chacune des périodes définies dans le chapitre précédent, que les conseillers les plus actifs.

Tableau I

	Nobles	Ecclésiastiques		Légistes et autres universitaires	Bourgeois
		réguliers	séculiers		
Nombre	170 12 = aussi bourgeois	22	43 ou 44	35	43 ou 45 12 = aussi nobles
% sur 285	± 60%	± 7,5%	± 15%	± 12%	± 15%

N.B. On ne peut faire la somme des % partiels. Celle-ci dépasserait en effet 100% car certains, nobles-bourgeois ou ecclésiastiques-légistes, sont comptés deux fois.

On constate immédiatement que, même au sein du groupe des conseillers les plus souvent cités comme présents au commandement, les nobles forment toujours une large majorité, sauf à deux moments du règne de Jean IV : pendant sa minorité d'abord, quand les Etats au pouvoir constituèrent eux-mêmes un Conseil de régence qui révèle le poids politique des villes ; en 1420 ensuite, quand, à l'occasion de son conflit avec ces mêmes Etats, le duc fut abandonné d'une grande partie de ses barons et autres conseillers nobles, ce qui l'obligea à faire appel à des éléments du patriciat urbain qui, dans certaines villes, lui étaient restés favorables.

(2) Voir Annexe I. — C'est ainsi qu'on dénombre même plus de cinquante conseillers pour les quinze premières années du règne de Jeanne et de Wenceslas.

Tableau II

Périodes	Nombre des conseillers les plus actifs (3)	Nobles	Ecclésiastiques		Légistes et autres universitaires	Bourgeois
			réguliers	séculiers		
1355-1404	11	8	0	1	0	2
1404-1406	5	4	0	0	1	0
1406-1415	6	5	0	0	1	0
1415-1417	11 + 1 (4)	5	2	1 (5)	1 (5)	4 (6)
1417-1420	6	6	0	0	0	0
27-IV-1420	8 (7)	3	0	1 (5)	1 (5)	4
11-IX-1420	10 (8)	3	1	1 (9)	1 (9)	5
1421-1427	8	6	0	1	1	1
1427-1430	8	5	1	1 (5) (10)	1 (5)	1

(3) Il faut insister sur le caractère très relatif des critères pouvant entrer en ligne de compte pour déterminer quels sont les conseillers les plus actifs. Nous avons finalement retenu comme tels tous ceux qui sont les plus fréquemment mentionnés comme co-sigillants ou comme présents au commandement des actes ducaux pour les différentes périodes distinguées dans l'Annexe I. Ce critère n'a pas plus que les autres une valeur absolue, mais il s'avère néanmoins relativement bon lorsque des recoupements sont possibles avec d'autres éléments d'appréciation (voyages pour le duc, nombre de jours de présence à la Cour ; voir *infra*, pp. 337-342. — Pour quelques périodes, nous avons retenu l'ensemble des conseillers groupés dans la section permanente du Conseil, c'est-à-dire la Chambre du Conseil (voir notes 7 et 8) ; de même, nous avons fait un sort particulier à tous les conseillers en exercice en 1415-1417 (voir note suivante).

(4) Pour cette période, nous prenons l'ensemble des conseillers qui ont tous joué un rôle relativement important (voir *supra*, p. 281), soit les onze conseillers-régents plus Jean Bont.

(5) Bont est à la fois ecclésiastique et légiste.

(6) Les représentants des villes au Conseil de régence.

(7) C'est l'ensemble des membres désignés à la Chambre du Conseil du 27 avril 1420.

(8) C'est l'ensemble des membres désignés à la Chambre du Conseil du 11 septembre 1420.

(9) Amand de Kortenberg est docteur en théologie et doyen de Saint-Donatien.

(10) La mention concerne Jean Bont. Il importe cependant de corriger ici ce que le tableau a de trop rigide : Bont cessa en effet ses fonctions en 1429 ; Ghislain de Sart lui succéda à cette date ; il doit figurer à ce titre dans le présent tableau même si l'Annexe I ne le range pas parmi les conseillers les plus actifs (ce qui n'est dû qu'au peu de temps pendant lequel il a exercé ses fonctions). Mais, du fait des circonstances mêmes qui ont amené de Sart au Conseil, on ne doit compter la paire Bont + de Sart que comme un seul conseiller.

Les nobles, nous aurons encore l'occasion d'y revenir (11), ne constituent pas un corps absolument homogène. A côté des grands seigneurs, dont certains sont même, au moins nominalement, à la tête de villes parfois relativement importantes, comme Diest ou Bergen-op-Zoom (12), on compte aussi nombre de petits hobereaux locaux. C'est parmi les seconds que la duchesse Jeanne a recruté plusieurs de ses hommes de confiance, tandis que les premiers se sont finalement assuré le contrôle des conseils au XV^e^ siècle (13).

Il faut encore noter la place non négligeable occupée par des familles alliées de près ou de loin aux dynasties régnantes. Certes, il n'existe en Brabant, entre 1355 et 1430, rien de comparable aux «princes de sang» qui hantaient les conseils des royaumes de France ou d'Angleterre. On ne peut, dans cet ordre d'idées, que signaler la présence épisodique de Philippe de Saint-Pol dans l'entourage de Jean IV après 1421, et celle, de loin plus régulière, d'un oncle et d'un cousin de Jeanne, Jean de Corselaar et son fils Jean de Wittem, tous deux n'appartenant toutefois qu'à une branche bâtarde de la famille de Brabant, puisque le premier était un fils naturel du duc Jean II. Pourquoi cet effacement relatif de la proche parenté ? Ce n'est sans doute qu'un des effets de l'extraordinaire malchance dynastique mise en évidence dans le tout premier chapitre de la présente étude. Mais si l'on tient compte d'un degré de parenté plus éloigné, en ascendance légitime ou non, alors il est possible de dénombrer une soixantaine au moins de «cousins» des ducs à un titre quelconque, dont plus de la moitié ont fait plus que quelques rares apparitions. Parmi ces parents de la famille régnante figurent les Abcoude, les Diest, les Hornes, les Polanen, sans doute aussi les Wezemaal ainsi qu'un certain nombre de lignées alliées aux précédents ; parmi les branches bâtardes, il faut noter les Wittem (14).

Enfin, il convient de signaler la présence occasionnelle au Conseil de princes étrangers, souvent apparentés aux ducs de Brabant : ainsi, plusieurs membres de la famille comtale de Namur, et deux représentants de la famille comtale puis ducale de Berg (15).

(11) Voir *infra*, pp. 438-442.

(12) En dehors des seigneurs de villes, d'autres nobles contrôlaient des seigneuries territorialement fort importantes. Voir par exemple l'étendue au XIV^e^ siècle de la seigneurie de Gaasbeek, dont un plan (sommaire) figure dans J. VAN CROMPHOUT et F. VENNEKENS, *Le château de Gaesbeek*, et qui apparaît aussi nettement sur les deux cartes jointes à l'ouvrage de Ch. KERREMANS, *Etude* ..., où elle correspond à la zone laissée en blanc dans le sud-ouest de l'ammanie de Bruxelles.

(13) Voir *infra*, p. 521.

(14) Pour le détail et les références, voir Annexes I et II. — Lorsque les ducs de Brabant appellent «cousin» (*neef*) une personne de leur entourage, il se vérifie qu'il s'agit toujours d'un parent, même éventuellement fort éloigné ou d'origine bâtarde. Il ne s'agit donc pas d'une parenté fictive, ou «d'honneur», comme ce peut être le cas dans les qualifications qu'échangent certains souverains, qui peuvent se traiter de «frères», de «pères» ou de «fils» sans que cela découle de liens familiaux précis (sur cette parenté fictive des souverains, voir l'article de F. DOLGER, *Die «Familie der Könige» im Mittelalter*).

(15) Voir Annexe II, sous BERG et sous NAMUR.

2. Les ecclésiastiques.

Ils représentent un peu plus d'un cinquième de l'ensemble des conseillers recensés, mais leur présence au Conseil n'est pas en rapport avec cette relative importance numérique.

Le tableau II montre en effet qu'ils sont fort peu nombreux à manifester une activité de tout premier plan. Une exception toutefois : d'une manière assez constante un prêtre séculier, et un seul par période, occupe une place assez privilégiée. C'est d'abord Jean de Luxembourg, le «chancelier» de Jeanne et Wenceslas ; ce sera par la suite Jean Bont puis Corneille Proper sous Jean IV ; enfin de nouveau Jean Bont puis Ghislain de Sart sous Philippe de Saint-Pol. Sauf Jean de Luxembourg, tous ont été, avec ou sans le titre de chancelier, présidents de la Chambre du Conseil. C'est-à-dire qu'il s'agit vraiment là de personnalités chargées de grandes responsabilités. Mais sans doute doivent-elles la place qu'elles occupent au fait qu'elles sont presque toujours aussi légistes, ou du moins universitaires ; nous y reviendrons en parlant de cette catégorie de conseillers.

Les membres du clergé régulier, quant à eux, n'apparaissent au premier rang du Conseil que dans des circonstances exceptionnelles. Le tableau II en signale deux en 1415-1417 : ce sont les abbés d'Affligem et de Tongerlo, députés du premier ordre des Etats au Conseil de régence. Le 11 septembre 1420, c'est de nouveau l'abbé d'Affligem qui, cette fois, prend place au sein d'une Chambre du Conseil désignée par Jean IV en période de crise. En 1427-1430, une difficulté se présente. Dans l'absolu, il y a bien un membre du clergé régulier au Conseil : c'est Edmond d'Emmikhoven, maître de Chantraine, de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Mais est-il permis de le considérer comme un «représentant» des ecclésiastiques, alors que traditionnellement le maître de Chantraine siège aux côtés de la noblesse aux Etats de Brabant (16) ?

Si maintenant, parmi l'ensemble des ecclésiastiques recensés, l'on désire aussi retenir ceux qui, sans nécessairement faire preuve d'une activité débordante, ont néanmoins fait plus que de la simple figuration, il ne faut ajouter, aux conseillers repris dans le tableau II, que cinq noms avant 1404, dont un régulier (17) et quatre séculiers (18) ; et un seul nom de 1404 à 1430, celui d'Arnoul de Glimes, prévôt de Meersem (19).

Nombreux sont donc les ecclésiastiques qui n'ont que le titre de conseiller, sans en exercer les prérogatives, ou qui, au mieux, ne font que de très rares apparitions au Conseil. Ils sont 25 entre 1355 et 1404 (20), et 27 de 1404 à

(16) Voir *infra*, p. 442.

(17) *Gautier Bac*, abbé de Tongerlo.

(18) *Renier Goedeheere*, qui fut receveur de Brabant ; *Jean van den Grave*, qui paraît avoir repris la place laissée vacante par le départ de Jean de Luxembourg ; *Alard van Os*, lui aussi receveur de Brabant ; et *Henri de Remagne*.

(19) Pour plus de détails, voir toujours Annexes I et II.

(20) Pour les réguliers, voir Annexe II, n^{os} 134, 144, 191, 192, 221, 251 et 276 ; pour les séculiers, voir *ibid.*, n^{os} 24, 31, 46, 49, 58, 98, 111, 114, 120, 123, 145, 159, 183, 185, 201, 204, 250 et 260.

1430 ([21]). Parmi eux il faut noter la présence de plusieurs maîtres successifs de la commanderie de Chantraine, pour lesquels il convient de faire la même remarque qu'à propos d'Edmond d'Emmikhoven, dont il vient d'être question.

3. Les légistes et autres universitaires.

Il n'est pas possible de séparer nettement les «légistes» des autres titulaires d'un titre académique quelconque. Les uns et les autres sont le plus souvent désignés par le même vocable de «maître» qui n'indique pas nécessairement que son porteur a reçu une formation juridique ([22]). Compte tenu de cette remarque, on totalise 35 universitaires sur 285 conseillers. En voici la répartition, dans l'état actuel de nos connaissances ([23]), en ne distinguant ici que deux grandes périodes (avant l'arrivée d'Antoine au pouvoir, et après la désignation de ce prince comme gouverneur), et, au sein de chacune de celles-ci, les conseillers plus ou moins actifs (colonne A), des conseillers occasionnels ou seulement en titre (colonne B).

Tableau III

Périodes	1355-1404		1404-1430	
	A	B	A	B
Légistes	0	6 ([24])	5 ([30])	10 ? ([31])
Théologiens	0	1 ([25])	2 ([32])	1 ([33])
Médecins	0	3 ([26])	0	1 ([34])
Maîtres ès arts	0	5 ([27])	4 ([35])	5 ? ([36])
Maîtres (sans plus)	0	2 ([28])	0	5 ([37])
Totaux	0	13 ([29])	8 ([38])	16 ? ([39])
	13		24	

(21) Dix réguliers (Annexe II, n[os] 15, 44, 62, 88, 112, 174, 215, 244, 257 et 280) et dix-sept (?) séculiers (*ibid.*, n[os] 12, 16 [cas suspect], 24, 47, 59, 81, 99, 107, 158, 162, 184, 195, 199, 234, 236, 253 et 283).

(22) M. J. Gilissen a lui aussi souligné la difficulté qu'il y avait parfois à connaître les titres académiques exacts des universitaires flamands ou travaillant en Flandre aux XIII[e] et XIV[e] siècles (J. Gilissen, *Les légistes en Flandre* ..., notamment pp. 127, 163 et 193). — Pour les universitaires qui sont en même temps ecclésiastiques, les archives de la Curie romaine permettent assez souvent d'obtenir la précision demandée (ces sources sont publiées par les soins de l'Institut historique belge de Rome, dans la série des *Analecta Vaticano-Belgica*) ; pour les laïcs, la recherche est plus difficile.

(23) Compte tenu de ce qui vient d'être dit à la note précédente, il n'a pas paru prudent de vouloir distinguer, au sein de chaque spécialité, les grades obtenus ; de plus, nous avons même considéré comme «universitaires» les personnages dont on sait qu'ils ont été étudiants, même lorsqu'on ignore s'ils ont finalement acquis un titre académique régulier.

Le total est bien de 35 et non de 37, car Guillaume de Bruges et Giselbert van den Berghe sont comptés dans les deux périodes (40).

Dès l'abord, on constate que les universitaires n'étaient pas très nombreux au XIV^e siècle, et que leur nombre a crû d'une manière assez considérable avec l'avènement en Brabant de la branche de Bourgogne-Valois. A cela il faut ajouter qu'aucun des «maîtres» du temps de Jeanne n'a siégé au Conseil d'une façon plus ou moins régulière. Tous se sont contentés d'une place relativement effacée.

Au contraire, sous Antoine et sous ses successeurs, huit des lettrés, sur les vingt-quatre qui se manifestèrent à cette époque, ont joué un certain rôle au Conseil et, parmi eux, quatre ont vraiment fait preuve d'une très grande activité : Pierre de Camdonc, Jean Bont, Corneille Proper et Ghislain de Sart, soit trois légistes, les deux premiers et le dernier, et un maître ès arts, Proper. Il est capital d'observer que tous quatre ont été soit chanceliers (Camdonc, Bont de 1427 à 1429 et de Sart en 1429-1430), soit présidents de la Chambre du Conseil à une

(24) Guillaume Bont ; Guillaume de Bruges ; Simon van der Calsteren ; Thierry de Havert ; Siger van den Nieuwensteen et Jean T'Serclaes. — Pour les détails et les références, voir Annexe II.

(25) Martin de Huy.

(26) Giselbert van den Berghe, Geerlac van Ghemert et Thomas Wisdomme. — A noter que dans la première moitié du XIV^e siècle, on signale aussi la présence d'un médecin parmi les conseillers du comte de Flandre. Il s'agit de Nicolas de la Pierre qui fut successivement conseiller de Robert de Béthune et de Louis de Nevers (J. GILISSEN, *Les légistes en Flandre* ..., pp. 150-152).

(27) Giselbert van den Berghe (déjà cité comme médecin), Simon van der Calsteren (déjà cité comme légiste), Thierry de Havert, chapelain du duc (déjà cité comme légiste), Simon van den Nieuwensteen (déjà cité comme légiste) et Jean de Wambeek.

(28) Jean van den Grave et Jean Lonijs.

(29) Le total est de treize universitaires et non de dix-sept, car Giselbert van den Berghe, Simon van der Calsteren, Thierry de Havert et Simon van den Nieuwensteen sont comptés deux fois (voir notes 24, 26 et 27).

(30) Jean Bont, Pierre de Camdonc, Simon de Fourmelles, Everard van den Houtkine et Ghislain de Sart.

(31) Huit cas certains : Guillaume de Bruges (déjà cité avant 1404), Jean Le Marchand (qui est aussi maître ès arts et bachelier en théologie), Jean van den Nieuwensteen, Anselme Smeets de Breda, Jean Pauli de Turnhout (qui est aussi maître ès arts), Roger de Wonsel, Godefroid de Zichem (qui est aussi maître ès arts) et Pierre van der Zijpe ; et deux cas douteux : Pierre De Becker (qui, s'il s'agit bien de lui, est aussi maître ès arts) et Jean De Hertoghe (voir Annexe II).

(32) Arnoul de Glimes et Amand de Kortenberg.

(33) Jean Le Marchand (déjà cité comme légiste).

(34) Giselbert van den Berghe (déjà cité avant 1404 ; il est aussi maître ès arts).

(35) Jean Bont, Amand de Kortenberg, Corneille Proper et Ghislain de Sart (sauf Proper, tous aussi légistes).

(36) Quatre cas certains : Giselbert van den Berghe (déjà cité comme médecin), Jean Le Marchand (déjà cité comme légiste et comme théologien), Jean Pauli de Turnhout (déjà cité comme légiste) et Godefroid de Zichem (déjà cité comme légiste) ; et un cas douteux : Pierre De Becker (déjà cité comme légiste).

(37) Lionnet de Baest, David Bousse, Renier Preudhomme, Jean Segry et Henri d'Ymbermont.

(38) Le total est bien de huit et non de onze car Jean Bont, Amand de Kortenberg et Ghislain de Sart sont cités deux fois (notes 30, 32 et 35).

(39) Le total est bien de seize et non de vingt-deux, car Jean Le Marchand est cité trois fois (notes 31, 33 et 36) et plusieurs autres le sont deux fois (notes 30, 31, 32, 34, 35 et 36).

(40) Voir notes 24, 26, 31, 34 et 35.

époque où il n'y avait pas de chancelier (Bont en 1419-1420, Proper de 1423 ? à 1427) (41), de sorte qu'il est permis de dire que, à l'époque étudiée, les chanceliers de type moderne, ou ceux qui en tenaient lieu, ont toujours été des universitaires, ce qui ne doit pas étonner outre mesure si l'on veut bien se rappeler l'origine flamando-bourguignonne de l'office tel qu'il se présente au XV^e siècle (42).

Il faut remarquer encore que la grande majorité de ces titulaires de grades académiques appartenaient ou avaient appartenu au clergé (43). L'un d'eux, Jean T'Serclaes, devint même évêque (de Cambrai) ; les autres cumulèrent souvent plusieurs bénéfices (44) qu'ils durent sans doute en partie à la faveur des princes qu'ils servaient (45). Parmi les anciens ecclésiastiques figurent deux conseillers d'Antoine qui quittèrent le clergé avant d'accéder à la prêtrise. L'un d'eux n'est autre que le chancelier Pierre de Camdonc (46), l'autre est un secrétaire du duc de Brabant, maître Roger de Wonsel, qualifié occasionnellement de conseiller (47).

(41) Sur la Chambre du Conseil, voir *infra*, II^e partie, chap. VI. — Sur la date à laquelle Corneille Proper serait devenu président de la Chambre du Conseil, voir A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., p. 1156. — Signalons encore que dans la Chambre du Conseil du 11 septembre 1420, pour laquelle on ne connaît pas de président en titre, il y avait aussi un universitaire, maître Amand de Kortenberg, docteur en théologie.

(42) On ne parlera pas ici des «chanceliers» brabançons du XIV^e siècle (voir *supra*, pp. 201-203). En revanche, en Flandre, les comtes ont eu, dès le XIV^e siècle, un chancelier de type moderne (le chancelier *du comte*, à ne pas confondre avec le chancelier *de Flandre*) qui fut toujours un légiste (J.GILISSEN, *Les légistes en Flandre* ..., p. 158, et P. BONENFANT, *Cours de diplomatique*, t. III, p. 86). Jean Canard, premier «grand-chancelier» de Philippe le Hardi, devenu comte de Flandre (il fut chancelier de 1385 à 1404) était lui aussi docteur ès droits canon et civil. Il avait été avocat au Parlement de Paris de 1370 à 1385 (voir R. VAUGHAN, dans *BN*, t. XXXIV, col. 158-160). Jean sans Peur, quant à lui, choisit un noble comme chancelier en 1405 : Jean de Saulx, seigneur de Courtivron en Bourgogne (R. VAUGHAN, *John the Fearless*, p. 134).

(43) Il faut rappeler ici que les universitaires qui sont en même temps ecclésiastiques sont comptés deux fois dans le tableau I, une fois dans la colonne du clergé, une seconde fois dans celle des «lettrés».

(44) Voir des exemples dans l'Annexe II.

(45) Le prince pouvait accorder aux ecclésiastiques de son entourage des bénéfices à sa collation (ainsi, le 18 juillet 1408, Antoine confère à Jean Le Marchand une prébende à Saint-Gommaire de Lierre, laissée vacante par résignation de Renier Goedheere, AGR, CC, 45.673, fol. 63r° ; le 17 juillet de cette même année, il avait d'ailleurs, avec deux autres collateurs, conféré une prébende audit Goedheere, en l'église Saint-Pierre de Hilvarenbeek, *ibid.*, fol. 62v°), soit en intervenant auprès de la Curie romaine par exemple, pour obtenir un bénéfice en faveur d'un de ses familiers (voir les volumes de *Suppliques* publiés dans les *Analecta Vaticano-Belgica* ; ainsi U. BERLIÈRE, *Suppliques d'Innocent VI*, n° 99-104). Voir aussi E. DE MOREAU, *Les Familiers* ....

(46) Il renonça à l'état ecclésiastique bien avant d'entrer au service d'Antoine. Le 5 mars 1391, il était encore clerc (du diocèse de Cambrai) et se vit conférer un canonicat avec prébende à Notre-Dame d'Anvers (H. NELIS, *Suppliques et Lettres de Clément VII*, p. 699 ; dans la lettre pontificale, il est dit aussi docteur ès lois et *pape advocatus* ; il est encore mentionné comme (ancien ?) avocat fiscal au début du pontificat du pape Benoît XIII : P. BRIEGLEB et A. LARET-KAYSER, *Suppliques de Benoit XIII*, à paraître), mais le 19 février suivant (1392), il était déjà marié [il avait dû pour cette raison renoncer à une chapellenie en l'église de *Morchele*, dioc. Cambrai (H. NELIS, *op. cit.*, p. 724). — *Morchele* peut être Moorsel ou Moortsele, tous deux en Flandre orient., ou Mortsel, prov. Anvers].

(47) Voir Annexe II. — Contrairement à Camdonc, Wonsel ne renonça à l'état ecclésiastique qu'au moment même d'entrer au service d'Antoine. Il était bachelier en droit canon et briguait une

Le cas de ce dernier — un secrétaire appelé parfois conseiller — amène à évoquer celui d'autres membres de la chancellerie qui reçurent aussi parfois le titre de conseillers des ducs, sans qu'il soit permis de dire qu'ils siégèrent vraiment au Conseil. Ce fut le cas, avant 1404, de Guillaume Bont, ecclésiastique et légiste (48) et de Jean van den Grave alias van den Opstal, autre ecclésiastique, qui est dit «maître» mais dont on ignore le titre académique exact (49). Après l'arrivée d'Antoine au pouvoir, on relève encore le nom de Jean Le Marchand, lui aussi membre du clergé séculier, licencié en droit, maître ès arts et bachelier en théologie. C'est, avec de Wonsel, le seul secrétaire à recevoir, très exceptionnellement d'ailleurs, le titre de conseiller après juin 1404, à une époque où chancellerie et Conseil sont nettement séparés (50). Il paraît important de noter que ces deux seules exceptions à une règle devenue générale et qui veut que les secrétaires ne soient plus conseillers, furent faites en faveur de deux légistes.

Puisqu'il est question des universitaires travaillant à la chancellerie, signalons-en encore deux qui ne furent jamais qualifiés de conseillers : l'un est maître Edmond de Dynter, le célèbre chroniqueur qui était maître ès arts (51), l'autre est maître Dreux de la Vacquerie, dont on ne connaît pas le titre académique (52).

Comme le *Studium generale* de Louvain ne fut créé qu'en 1425-1426, soit à la fin de la période étudiée, c'est à l'étranger que la plupart des diplômés avaient reçu leur formation. Parmi les universités qu'ils fréquentèrent figurent celles de Paris, de Bologne, de Cologne et de Heidelberg (53).

4. Les bourgeois.

Avant de pouvoir montrer quelle fut l'importance relative des «bourgeois» au sein du Conseil ducal, il convient d'abord de s'entendre au sujet de ce terme. Il est impossible dans le cas présent de s'en tenir à la définition par trop étroite,

prébende à Notre-Dame de Cambrai lorsqu'il lui fut proposé par Marguerite de Male de servir son deuxième fils, devenu gouverneur du Brabant (AGR, CC, 2395, fol. 330-331r°). Roger de Wonsel abandonna alors la cléricature pour être même désigné, en mars 1407, comme secrétaire «pour le sang» ! Il est cité comme tel dans l'ordonnance sur l'Hôtel de mars 1407 et est encore secrétaire criminel en titre en 1427 (voir *supra*, p. 207, n. 368).

(48) Voir Annexe II. — Après 1404, il reste secrétaire mais n'est plus jamais dit conseiller.

(49) De même que Guillaume Bont, il reste secrétaire après 1404, mais n'est plus jamais dit conseiller.

(50) Voir *supra*, pp. 205 et 279. — R. de Wonsel est dit conseiller en 1407, J. Le Marchand en 1429 seulement (voir Annexe II).

(51) Une notice récente lui a été consacrée par M. R. VAN UYTVEN, dans *NBW*, t. II, col. 185-188.

(52) Pour la liste des secrétaires ducaux, voir Annexe III, A, 3 et 4.

(53) Etudièrent notamment à Paris : Jean Bont, Simon van der Calsteren, Pierre de Camdonc, Arnoul de Glimes (le seul qui fréquenta aussi Louvain à ses débuts), Amand de Kortenberg et Thomas Wisdomme. A Bologne : Jean et Siger van den Nieuwensteen et Anselme Smeets de Breda. A Cologne : Jean van den Nieuwensteen déjà cité et Ghislain de Sart. A Heidelberg, Jean van den Nieuwensteen, encore lui, dont il faut noter qu'il fréquenta trois universités au moins.

quoique parfaitement exacte, selon laquelle est bourgeois toute personne jouissant du droit de bourgeoisie dans une ville quelconque. En effet, dès la première moitié du XIV^e siècle, une foule de nobles se mirent à acquérir la bourgeoisie, fût-elle foraine, des grandes cités brabançonnes (54). Les raisons de ce phénomène ont été mises en évidence par M. Godding (55). Des princes en firent autant : le duc Wenceslas était bourgeois de Trèves (56), le comte de Looz Thierry de Heinsberg (1336-1361) devint bourgeois de Bruxelles en 1349 (57).

Dès lors, ne pourront entrer en ligne de compte ici que les bourgeois qui ne sont pas *principalement nobles*. Pourquoi une expression aussi ambiguë, et pas une formule directe, comme par exemple, les «bourgeois *non nobles*» ? C'est que la frontière n'est pas toujours bien nette entre le patriciat urbain et la petite noblesse rurale. Des membres des lignages des grandes villes brabançonnes se trouvent être parfois détenteurs de petites seigneuries, comme Jean Clutinc, maréchal de l'Hôtel de la duchesse Jeanne, qui était à la fois membre d'un lignage de Bruxelles, et seigneur de Marchiennes-au-Pont (58) ; d'autre part, de petits nobles de vieille souche, comme les Grez, ont fini par s'installer en ville et par s'introduire dans l'administration de leur lieu de résidence (59).

Dès lors, dans le tableau qui suit, seront retenus, à côté des nobles, les seuls nobles bourgeois qui ont, en plus de leur activité au service des ducs, joué un rôle important dans l'administration d'une ville. Le tableau IV est établi selon le même modèle que le tableau III, les colonnes B étant consacrées aux conseillers qui n'ont pratiquement fait preuve d'aucune activité.

(54) Ph. GODDING, *La bourgeoisie foraine* ..., pp. 45-53, donne la liste des nobles qui ont acquis la bourgeoisie foraine de Bruxelles entre 1339 et 1400. — Pour Louvain, voir dans W. BOONEN, *Geschiedenis van Leuven*, pp. 240-241, une liste de nobles ayant acquis la bourgeoisie foraine de Louvain entre 1328 et 1430. Par ailleurs, DE REIFFENBERG (*Les deux premiers siècles* ..., p. 29) énumère les nobles immatriculés au rôle des bourgeois de Louvain en 1425. — Les noms de très nombreux conseillers nobles se retrouvent dans ces listes.

(55) Ph. GODDING, *op. cit.*, pp. 36-42.

(56) Suivant en cela l'exemple de son père (Jean l'Aveugle) et de son grand-père (l'Empereur Henri VII de Luxembourg) : voir l'acte du 13 mai 1354, par lequel le duc lui-même déclare être bourgeois de Trèves (A. VERKOOREN, *Inventaire* ... *Luxembourg*, t. III, p. 6, n° 960).

(57) Ph. GODDING, *La bourgeoisie foraine* ..., p. 45.

(58) Annexe II. — Les Clutinc constituent un exemple assez remarquable d'une certaine perméabilité des classes sociales au Moyen Age. Anciens *ministeriales*, ils sont connus comme nobles au milieu du XIII^e siècle, puis évoluent essentiellement vers le patriciat urbain (voir P. BONENFANT et G. DESPY, *La noblesse en Brabant*, pp. 50 et 58). — Comme autres patriciens participant aussi aux activités de la noblesse, citons encore, à titre d'exemple, les Dicbier, de Bois-le-Duc (ils sont seigneurs de Mierlo, et siègent avec la noblesse aux Etats de Brabant — voir acte du 4 novembre 1415, dans MIRAEUS et FOPPENS, t. I, pp. 325-327 et *Nieuw Regiment* du 12 mai 1422 dans *Placcaeten van Brabandt*, t. IV, pp. 379-388) ; les van den Heetvelde et les Saint-Géry, de Bruxelles, ainsi que les Pynnoc de Louvain (des membres de ces familles siègent avec la noblesse aux Etats de Brabant le 28 novembre 1420 — *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559 ; voir aussi le *Nieuw Regiment* de 1422, déjà cité).

(59) Rasse de Grez, seigneur de Malèves et plus tard aussi de Heverlee fut plusieurs fois échevin de Louvain (voir Annexe II).

Tableau IV

	1355-1404		1404-1430	
	A	B	A	B
Louvain	1 (60)	3 (61)	2 (69)	1 (70)
Bruxelles	3 (62)	2 (63)	8 (71)	4? (72)
Anvers	0	0	3 (73)	2 (74)
Bois-le-Duc	1 (64)	0	8 (75)	1 (76)
Nivelles	1? (65)	0	1 (77)	0
Tirlemont	0	0	0	1 (78)
Maastricht	1 (66)	1 (67)	0	1 (79)
Etrangers	0	1 (68)	0	2 (80)
TOTAUX	6 ou 7	7	22	11 ou 12
	13 ou 14		33 ou 34	
	43 à 45			

(60) Jean Godenaerts, drossard de Brabant (1365-1372).— Comme pour le tableau III, il est renvoyé, pour le détail et les références, à l'Annexe II.

(61) Jean van der Calsteren (qui épousa en secondes noces la fille du seigneur de Bergen-op-Zoom), Gautier Eveloghe et Guillaume de Wilderen.

(62) Jean Clutinc, seigneur de Marchiennes-au-Pont et maréchal de l'Hôtel ducal, Etienne van der Nederalphen, receveur de Brabant (1398-1402) et Jean d'Oppem, maître de l'Hôtel ducal. Clutinc est aussi compté parmi les nobles dans le Tableau I.

(63) Jean de Beerte et Amaury Boete, receveur de Brabant pendant quelques semaines (en 1390) et plus longtemps maître des monnaies.

(64) Jean De Rover, maître de l'Hôtel ducal (1358-1360).

(65) Renier Holland, receveur de Brabant (1376-1390). Cas douteux : voir Annexe II.

(66) Guillaume Tonsus, receveur de Brabant (1402-1407). — Il ne siège pas au Conseil après 1404.

(67) Renaud Thoreel de Berneau ; aussi noble.

(68) Nicolas Ciavere, marchand de Lucques.

(69) Rasse de Grez, seigneur de Malèves, représentant la ville de Louvain au Conseil de régence de 1415 à 1417, et Jean van den Huffle, membre de la Chambre du Conseil du 27 avril 1420. Grez est aussi compté parmi les nobles dans le Tableau I.

(70) Jean De Witte.

(71) Guillaume van den Berghe, trésorier de Brabant sous Jean IV ; Gilles Cole, conseiller résidant sous Philippe de Saint-Pol ; Jean de Huldenberg, membre noble du Conseil de régence de 1415 à 1417 ; Renier Mours, représentant la ville de Bruxelles au Conseil de régence de 1415 à 1417, puis membre de la Chambre du Conseil du 27 avril 1420 ; Etienne van der Nederalphen,

Le total général est de 43 à 45 et non de 46 à 48 (81), car Nederalphen, Oppen et Tonsus sont comptés dans les deux périodes.

Le tableau permet de faire plusieurs observations. De même que les universitaires, les «bourgeois» sont plus nombreux au Conseil au xv^e^ qu'au xiv^e^ siècle. Mais contrairement à ce qui a pu être constaté pour les ecclésiastiques et les lettrés, le nombre de conseillers très actifs ou relativement actifs dépasse ici de loin celui des conseillers occasionnels. Plus des deux tiers des «citadins» ont rempli leurs fonctions avec une certaine assiduité. L'explication s'en trouve sans doute dans le fait que beaucoup de bourgeois ne sont entrés au Conseil que pour exercer des responsabilités particulières ou parce qu'ils occupaient déjà certaines fonctions importantes au sein de l'administration ducale. Pendant le gouvernement de Jeanne, on dénombre parmi eux un drossard de Brabant, quatre receveurs de Brabant, un maître de l'Hôtel, un maréchal de l'Hôtel et un grand-officier (un écoutète de Bois-le-Duc). A partir de 1404, beaucoup de patriciens ont été recrutés pour faire partie des Chambres du Conseil successives, c'est-à-dire pour être conseillers permanents des ducs, principalement aux époques où le Conseil était dominé par les membres de la haute noblesse, que la gestion de leurs propres domaines amenait à s'éloigner assez régulièrement de la Cour. C'est ainsi que sur 33 bourgeois recensés entre 1404 et 1430, 14 ont été conseillers résidants (82). Quatre autres ont fait partie, à titre de représentants des

receveur de Brabant (1407-1411) ; Gautier van der Noot, conseiller résidant de 1422 à 1427 ; Jean d'Oppem, déjà cité avant 1404 et Everard T'Serclaes, maître de l'Hôtel de Jean IV en 1419-1420, puis membre de la Chambre du Conseil du 11 septembre 1420. Van den Berghe et Huldenberg sont aussi comptés parmi les nobles dans le tableau I.

(72) Henri de Saint-Géry, warantmaître de Brabant ; Nicolas de Saint-Géry, maître d'Hôtel et conseiller de la duchesse Jeanne de 1404 à 1406 ; et son fils, nommé lui aussi Nicolas de Saint-Géry, chambellan d'Antoine et de ses deux fils.

(73) Nicolas Colensone, membre de la Chambre du Conseil du 27 avril 1420 ; Nicolas van Stelant, représentant la ville d'Anvers au Conseil de régence de 1415 à 1417, et Nicolas van den Werve, maître de l'Hôtel ducal (1416-1420) puis membre des Chambres du Conseil du 27 avril et du 11 septembre 1420 (il avait auparavant été conseiller d'Antoine).

(74) Quentin Clarensone, receveur de Brabant (juin à décembre 1412) et Guillaume Neuts, maréchal de l'Hôtel d'Antoine.

(75) Jean Baillart, receveur général de Brabant (1429-1431), Jean Dicbier, conseiller résidant (1428-1430) ; Gheerlic van Ghemert, membre de la Chambre du Conseil du 11 septembre 1420 ; Guillaume van Ghent, membre de la même Chambre ; Thierry de Meerhem, membre de la même Chambre ; Thierry De Rover, représentant Bois-le-Duc au Conseil de régence en 1416-1417 (après le décès de Werthuizen) ; Arnoul Stamelart van Uden, plusieurs fois sous-écoutète de Bois-le-Duc entre 1406 et 1418, sous-trésorier de Brabant en 1419 et conseiller résidant de 1422 à 1430 ; Henri de Werthuizen, représentant Bois-le-Duc au Conseil de régence en 1415-1416. Sont aussi comptés parmi les nobles dans le tableau I : Dicbier, Ghent, Meerhem et De Rover.

(76) Henri Dicbier, nommé par Antoine à la Chambre du Conseil projetée en 1406 ; est aussi noble.

(77) Jean de Neuverue ; aussi noble.

(78) Jean de Winge ; aussi noble.

(79) Guillaume Tonsus, déjà cité avant 1404.

(80) Un italien, Marc Guidechon et un Malinois (?), Jean Schoonjans.

(81) L'incertitude vient de ce que pour deux conseillers (Renier Holland et Jean De Herthoge), il n'est pas sûr de pouvoir les identifier avec des bourgeois homonymes.

(82) Pour les Chambres du Conseil, voir *infra*, II^e^ partie, chap. VI.

villes, du Conseil de régence nommé par les Etats en novembre 1415, pendant la minorité du duc Jean IV (83).

Il faut insister sur le fait que, sauf dans le cas assez exceptionnel de cette régence, les bourgeois ne siégeaient pas au Conseil comme députés de leurs villes d'origine. Certains finirent même par entrer en conflit avec le Tiers ordre des Etats de Brabant, voire avec leur propre Magistrat. Les deux Bruxellois qui firent partie des Chambres du Conseil de Jean IV en avril et en septembre 1420 furent balayés par les événements de 1420-1421 : Renier Mours, qui avait pourtant été le délégué officiel de sa ville au Conseil de régence de 1415 à 1417, mais qui par la suite réintégra le Conseil ducal à titre personnel, fut condamné à l'exil par les Etats laïques le 15 août 1420 (84) ; il quitta le Brabant pour entrer au service de Jean de Bavière (85) ; Everard T'Serclaes, quant à lui, fut exécuté le 3 avril 1421 pour «complot» contre la ville (86). L'Anversois Nicolas Colensone fut lui aussi condamné à l'exil par les deux Etats laïques en même temps que Renier Mours, et ne put regagner le Brabant qu'après l'avènement de Philippe de Saint-Pol (87).

Un point du tableau frappe : c'est le grand nombre de personnes originaires de Bois-le-Duc ; elles sont dix au total, dont six ont siégé au Conseil à l'époque de Jean IV. De ces six, deux se sont succédé au Conseil de régence (Henri de Werthuizen, mort en charge et remplacé par Thierry De Rover), le troisième, Arnoul Stamelart (le sixième en fait dans l'ordre chronologique), est l'exemple-

(83) En fait, il y a eu cinq patriciens représentant les villes au Conseil de régence : Rasse de Grez (Louvain), Renier Mours (Bruxelles), Nicolas van Stelant (Anvers), Henri de Werthuizen, puis, après son décès, Thierry De Rover (Bois-le-Duc). Mais Renier Mours a déjà été compté parmi les conseillers résidants, puisqu'il fit partie de la Chambre du Conseil du 27 avril 1420.

(84) Sur ces événements, voir pp. 503-508. — Voir aussi *infra*, note 87.

(85) Th. VAN RIEMSDIJK, *De Tresorie* ..., p. 278 et n. 1, 279-280 et 282. — Renier Mours était accusé d'avoir favorisé, au détriment de la duchesse Jacqueline de Bavière, le rapprochement entre Jean IV et Jean de Bavière. Cette accusation reposait sur des fondements certains, ainsi que le montre un acte peu connu du 20 avril 1420 (la veille du traité de Sint-Martensdijk par lequel Jean IV allait aliéner à Jean de Bavière la Hollande, la Zélande et la Frise) dont il a déjà été question au chapitre précédent (voir *supra*, p. 289, n. 105). Les deux ducs (Jean IV et Jean de Bavière) y prenaient sous leur protection spéciale quelques membres de leurs entourages respectifs, parmi lesquels figure Renier Mours (ARA La Haye, Charters Suys, boîte 10, acte du 20 avril 1420).

(86) Sur les circonstances de l'exécution d'Everard T'Serclaes, voir F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 239-241.

(87) Annexe II. — A propos des condamnations du 15 août 1420, il n'est pas inutile de préciser que les villes de Bruxelles et d'Anvers ne participèrent pas à la réunion des deux Etats laïques tenue à Louvain ce jour-là. Les deux villes espéraient encore, avec Bois-le-Duc, trouver un moyen de réconcilier le duc et l'opposition groupée autour de Louvain (voir ci-dessous, p. 506). Elles allèrent jusqu'à douter de l'opportunité qu'il y avait à condamner les conseillers ducaux (AGR, Mss Divers, 1483, fol. 47v°-48). A cette époque, la majorité de l'*échevinage* bruxellois était, faut-il le dire, composée de partisans de Jean IV (F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 197-198). Mais la suite des événements, et notamment la fuite précipitée de Jean IV de Bruxelles fin septembre 1420, amena Bruxelles et Anvers à rejoindre les rangs de l'opposition. Le texte des sentences prononcées le 15 août fut retranscrit dans les registres des deux villes (AVB, A THYMO, t. III, fol. 358-359r°, le début manque car le fol. 357 a été détaché. — AV Anvers, Bleyde Incomsten, vol. 2, fol. 247v° ; dans ce cas, il s'agit d'une copie du XVI^e siècle, mais elle doit évidemment remonter à une copie plus ancienne). De plus, en 1421, Anvers servit de lieu de détention pour une partie des lignagers bruxellois arrêtés fin janvier de cette année (F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, p. 80).

type du haut fonctionnaire de carrière : il fut trois fois sous-écoutète de Bois-le-Duc entre 1406 et 1418, devint sous-trésorier de Brabant en 1419, entra à la Chambre du Conseil en 1422, y resta sous Philippe de Saint-Pol, tout en exerçant la charge d'écoutète de Bois-le-Duc du 18 mai au 15 octobre 1430 (88). Les trois derniers (Ghemert, Ghent et Meerhem) sont des partisans de Jean IV à qui celui-ci avait confié l'administration de la ville de Bois-le-Duc en 1418-1419 (89). C'est à eux que le prince fit appel en septembre 1420, lorsqu'il fut obligé de renouveler le personnel de sa Chambre du Conseil. Il est bon de rappeler que la ville de Bois-le-Duc resta, seule des chefs-villes brabançonnes, fidèle à Jean IV pendant la crise de 1420-1421.

Lorsqu'ils n'étaient pas membres d'une Chambre du Conseil, les patriciens siégeant au Conseil occupaient, comme leurs collègues d'avant 1404, une autre fonction dans l'administration ducale : Nederalphen, déjà rencontré pendant le règne de Jeanne, fut, après l'accession d'Antoine au pouvoir, successivement maître des comptes (1404-1407) et une seconde fois receveur de Brabant (1407-1411) ; Quentin Clarensone fut lui aussi receveur de Brabant (de juin à décembre 1412) ; Henri de Saint-Géry était warantmaître en 1429-1430 ; Nicolas de Saint-Géry père fut maître d'Hôtel de la duchesse Jeanne (1404-1406), et son fils chambellan d'Antoine, puis de Jean IV et de Philippe de Saint-Pol ; enfin Guillaume Neuts fut maréchal de l'Hôtel d'Antoine.

Il se confirme donc que tous ces «bourgeois» ont, si pas toujours joué un rôle de tout premier plan au Conseil, du moins occupé des charges importantes dans l'entourage des ducs. De là sans doute le peu de conseillers «occasionnels» au sein de ce groupe. Et encore faut-il tenir compte de ce qu'un certain nombre de ceux dont l'apparition fut épisodique auraient sans doute fait preuve d'une plus grande assiduité s'ils avaient occupé pendant plus de temps les fonctions qui leur avaient ouvert les portes du Conseil. C'est certainement vrai pour les receveurs de Brabant Amaury Boete (90), qui n'exerça sa tâche que pendant

(88) Pour le détail et les références, voir Annexe II, comme d'ailleurs pour tous les personnages évoqués ici.

(89) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, pp. 232-233, n° 64 et 68 et pp. 237-238, n° 90. Dans le premier document, il est question d'un quatrième personnage, Thierry de Haastrecht, seigneur de Loon-op-Zand, dont le nom n'apparaît plus par la suite.

(90) Son passage à la tête de la recette de Brabant fut si court que son nom n'a même pas été relevé par Mlle Martens (dans son étude sur *L'administration du domaine ducal en Brabant ...*). Pourtant il fut bien receveur, ainsi qu'en témoigne un de ses successeurs, Renier Goedheere. D'après celui-ci, Renier Holland aurait quitté la recette générale à la Noël 1389 (en fait, le dernier compte de Renier Holland couvre la période s'étendant jusqu'au 31 décembre 1389 : AGR, CC, 2375) ; l'office serait alors resté vacant jusqu'au 3 février 1390, date à laquelle Amaury Boete serait devenu receveur de Brabant (voir AGR, CC, 2378, p. 75 : *«Dits dat her Reynier* [Goedheere] *rentmeester voirs. betaelt heeft binnen desen jaere den personen hier na beschreven, dien mijn vrouwe sculdich was vanden tide tusschen dat her Reynier Hollant afghinc eer Amelric Boot aenquam also tusschen Kerss.* LXXXIX^e *ende III februar.* LXXXIX^e*, ende tusschen dat Amelr. Boot afghinc ende her Jan van Colen rentmeester wert»* ; autre allusion à cette vacance et à Amaury Boete dans le même compte, p. 61 : *«Item [betaelt] Zanderen Scemmelpenninc, dat men hem sculdich was van winen jegen hem gecocht tusschen Kerss.* LXXXIX*, eer dat Amelric Boot rentmeester wart, doen mijn vrouwe en genen rentmeester en hadde»*). Donc Boete serait entré en fonctions le 3 février 1390, et il y aurait eu une nouvelle vacance entre sa sortie de charge et la prise d'activités de son successeur Jean de Cologne. Le premier compte

quelques semaines en 1390, et Quentin Clarensone, qui ne remplit ses fonctions que pendant six mois en 1412.

5. Les étrangers.

L'article 4 de la Joyeuse Entrée de 1356 s'ouvre sur la phrase suivante : «*Voirt gheloven wi* [= Jeanne et Wenceslas] *hen* [= aux Brabançons], *dat wi voirt aen nyemen tot onsen geschwornen rade nemen en suelen, het en sijn goide liede bynnen onsen lande van Brabant gheborne van wittighen bedde, in onsen lande van Brabant wonende ende ghegoidt*» (91). Ces mêmes dispositions furent reprises dans l'article 4 de la Joyeuse Entrée d'Antoine, du 18 décembre 1406 (92). Négligeons pour l'instant la question de savoir si les actes constitutionnels renfermant cette promesse furent bien appliqués (93) ; ne nous attardons pas davantage sur les interprétations auxquelles cette phrase peut donner lieu. Retenons-en seulement la conception que devaient se faire du «Brabançon authentique» les inspirateurs du texte de 1356, c'est-à-dire les Etats.

Trois conditions devaient être réunies pour être reconnu comme vrai Brabançon ; il fallait :

— être né en Brabant (on a ajouté «de naissance légitime», mais ce point est secondaire pour la question de «nationalité») (94) ;
— posséder des biens dans le duché ;
— y résider.

Dès lors, peuvent être réputés «étrangers» si l'on s'en tient à une application étroite de ce point de vue, tous ceux qui ne remplissent pas l'une au moins de ces trois conditions.

Sans doute les Etats n'avaient-ils pas songé à certaines implications d'une

de ce dernier s'ouvre le 22 avril 1390 (AGR, CC, 2376). Sur la couverture de ce compte, il est signalé que «*l'office vaqua du XI^e^ jour davril mil CCC IIII^xx^X iusques XXII jour du dit mois outdit an que le dit s. Joh. accepta loffice*», ce qui concorde avec la date officielle d'ouverture du compte et qui permet de supposer que Boete aurait été en fonction jusqu'au 10 avril. Mais il y a deux difficultés supplémentaires, qui ajoutent au mystère entourant le passage de Boete à la recette de Brabant : a) Jean de Cologne est déjà dit receveur de Brabant dans un acte du 11 avril 1390 (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. I, p. 179, n° 6588 ; il est vrai que l'acte n'est connu que par une copie) ; b) Amaury Boete paraît encore être dit receveur de Brabant dans un acte de Jeanne du 15 mai 1390 (AGR, Arch. ecclés. du Brabant, 15505-15521, à la date ; copie dans CC, 8, fol. 535v°, analysée par A. VERKOOREN, *op. cit.*, III^e^ partie, t. I, p. 181, n° 6595) ; la mention de chancellerie de l'original donne en effet «*Domina ducissa personaliter / presentibus Amelrico Bote receptore / Brabantie et Renero Holland consulibus*» ; le tout est de savoir si le *receptore* est une apposition à Bote, ou s'il faut séparer les deux et admettre que le scribe a voulu mentionner le receveur de Brabant — Jean de Cologne — sans citer son nom.

(91) Ed. R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst ...*, p. 141.

(92) Ed. *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 141.

(93) Sur ce problème, voir *infra*, p. 472.

(94) La Joyeuse Entrée prétend d'une manière générale écarter les bâtards de tous les emplois impliquant l'exercice d'une certaine juridiction. C'est l'objet de l'article 14 de la Joyeuse Entrée de 1356 qui dit que les bâtards ne pourront plus désormais être ni conseillers, ni officiers de justice de quelque niveau que ce soit, au service des ducs (R. VAN BRAGT, *op. cit.*, p. 100, l. 140-144 ; repris dans l'article 10 de la Joyeuse Entrée d'Antoine : *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 142).

telle définition. Car ils écartaient ainsi du Conseil toutes les personnes originaires du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse ; ils s'obligeaient aussi à tenir pour non Brabançon un descendant d'une vieille lignée indigène que le hasard seul — un déplacement occasionnel de sa mère à l'étranger en fin de grossesse — aurait fait naître en dehors des frontières du duché ! Etait-ce là des objectifs voulus ? Probablement non ; en réalité, au début du règne de Jeanne et Wenceslas, une seule chose pouvait être redoutée à tort ou à raison : que le nouveau duc, prince luxembourgeois et frère de l'Empereur, ne farcisse son Conseil de compatriotes, voire de gens recrutés dans d'autres régions de l'Empire. C'est cela que l'on voulait éviter.

En fait, comme il sera dit plus loin, la Joyeuse Entrée de 1356 ne fut pas appliquée. En 1406, lorsque la concession d'un privilège du même genre fut imposée à Antoine, le même texte fut repris pour ce qui concerne les conditions de «nationalité» relatives à l'accès au Conseil. C'est sans doute de nouveau la crainte, fondée cette fois — Antoine gouverneur avait fait appel à plusieurs conseillers flamando-bourguignons (95) — de voir le duc s'entourer d'un certain nombre d'étrangers, qui avait fait reprendre, inchangée, une définition du Brabançon somme toute fort peu nuancée.

Ces prescriptions restèrent, au moins théoriquement, en vigueur au début du règne de Jean IV. Bientôt cependant, la lettre des textes fut assouplie. Un premier pas consista, en 1422, à l'occasion de la mise sur pied d'un nouveau pacte constitutionnel, le *Nieuw Regiment*, à supprimer l'exclusive absolue lancée contre les étrangers. L'article 15 du *Nieuw Regiment* commençait bien, à première vue, par restreindre encore les bases de recrutement des conseillers, puisqu'il prétendait réserver aux seuls *nobles* brabançons le droit de servir le duc (96), mais, outre qu'il ne définissait plus les critères du vrai Brabançon, cet article corrigeait immédiatement ce que le principe énoncé pouvait avoir de trop rigoureux, en autorisant les conseillers en place, à la majorité des voix, à recruter en dehors des nobles brabançons toute personne réputée utile au service du prince en raison de sa naissance ou de ses qualités, ce qui n'excluait donc ni les roturiers ni les «étrangers».

Enfin, en 1427, la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol donnait implicitement une nouvelle définition du «Brabançon». Etaient désormais admises au Conseil des personnes d'origine étrangère qui possédaient d'importants biens héréditaires dans le duché soit de leur chef, soit par mariage, et pour autant qu'elles résidassent en Brabant (97).

(95) Nous désignons par ce terme les personnes originaires des principautés gouvernées à l'époque par les Bourgognes-Valois, et qui, en dehors de la Flandre et des deux Bourgognes, comprennent aussi notamment l'Artois.

(96) L'article 15 du *Nieuw Regiment* ne s'applique pas seulement au Conseil, mais plus généralement au service du duc. Il faut comprendre par là le Conseil, les grands emplois de l'Hôtel et les offices les plus importants (drossard, ...). Voir *Placcaeten van Brabandt*, t. IV, p. 384.

(97) Article 8 de la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol, de mai 1427 (*Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 146). Le texte les appelle ceux «*die stammen* [c'est nous qui soulignons] *in onsen voorschreven lande besitten van haer selffs oft van houwelijckx wegen, ende daer inne woenende*». — Cet article témoignait d'un plus grand sens des réalités et tenait compte, semble-t-il, de ce que beaucoup de nobles de l'époque étaient restés «internationaux», hommes à la fois du Brabant, du Hainaut, de Liège et de Namur, ...» (L. GENICOT, *Nobles et principautés*, p. 206).

Pourquoi cette modification est-elle intervenue ? Probablement en considération de certains cas d'espèce et pour mieux accorder les textes à la pratique. Voici un exemple d'une situation qui a pu amener les Etats à ne plus s'accrocher au principe de la naissance obligatoire dans le duché. Engelbert de Nassau était, au moment de son mariage avec l'héritière de la seigneurie de Bréda, un étranger véritable, mais depuis, il était devenu lui-même seigneur de Bréda à la mort de son beau-père, en 1394, et par là vassal des ducs de Brabant ; il pouvait aussi désormais siéger dans les rangs de la noblesse aux Etats. Pourtant, au début du règne d'Antoine encore, ces mêmes Etats lui dénièrent le droit de faire partie du Conseil ducal, et cela parce qu'il n'était pas de naissance brabançonne (98). Or, sous Jean IV, Nassau devint une des figures de proue de l'opposition au duc au sein des Etats laïques, et, en 1421, ces derniers, après leur victoire sur Jean IV, le placèrent en tête des barons chargés de gouverner le duché !

Ce long préambule a eu pour but de montrer que, pas plus que la notion de «bourgeois», celle d'«étranger» n'est aisée à définir en l'absence de critères juridiques précis de «nationalité» — un terme d'ailleurs anachronique à l'époque —.

Il est possible, sans trahir l'esprit de la Joyeuse Entrée de 1356, de proposer de l'étranger une définition qui prenne exactement le contrepied des conditions requises du «vrai Brabançon» : serait alors véritablement étranger celui qui cumulerait l'absence de ces conditions, c'est-à-dire celui qui, à la fois

— ne serait pas né en Brabant ;
— n'y posséderait pas de biens (ou n'y posséderait qu'une partie minime du total de ses biens) ;
— n'y aurait pas sa résidence (ou n'y aurait pas sa résidence principale).

Les variantes ont pour but de tenir compte de situations particulières, telles celles de certains «frontaliers», qui ont quelques intérêts en Brabant.

Ainsi se trouverait évitée la difficulté présentée — et certainement ressentie à l'époque — par le cas d'un Nassau, dont on dirait actuellement qu'il fut «naturalisé» à la suite de son mariage. De même, il ne sera pas nécessaire de s'interroger sur la qualité de Brabançons de nobles qui, comme les Abcoude, sont aussi solidement implantés dans une autre principauté. Enfin nous ferons un sort particulier, et cela malgré les Joyeuses Entrées successives, aux nobles originaires de l'Outre-Meuse, qu'il est quand même difficile de mettre sur le même pied que les Flamands ou les Luxembourgeois.

Comment se présente maintenant la répartition des étrangers au Conseil ?

De 1355 à 1404, ils sont particulièrement peu nombreux à y siéger d'une manière plus ou moins régulière. En fait ils ne sont pas plus de trois : deux ecclésiastiques luxembourgeois, le scelleur-chancelier Jean de Luxembourg et son collègue de la chancellerie Henri de Remagne, venus en Brabant à la suite de Wenceslas, et un Hennuyer, Godefroid de la Tour, qui devint receveur de Brabant (de 1361 à 1374). Ce dernier avait déjà servi Jeanne alors qu'elle n'était encore que comtesse de Hainaut et de Hollande, et par la suite, il l'aida à ad-

(98) Voir *infra*, p. 486.

ministrer ses douaires hennuyers. Il était homme de fief du Hainaut et ne possédait en Brabant, dans le Roman Pays, que deux petits fiefs sis presque à la frontière du duché (99).

Plus nombreux sont les étrangers qui reçoivent occasionnellement le titre de conseiller, ou qui ne font que quelques apparitions au Conseil. On en dénombre près de vingt entre 1355 et 1404 (100). Parmi eux, encore des Luxembourgeois (Ulric de Fénétrange, Thierry de Huncherange, ...), plusieurs princes apparentés ou non à Jeanne ou à Wenceslas (Jacques de Bourbon, des membres de la famille comtale de Berg et de celle de Namur), des Hennuyers de la famille d'Enghien, qui possédaient des attaches en Brabant mais qui ont probablement dû leur titre de conseiller en partie au fait que la duchesse elle-même avait, du fait de ses douaires, gardé l'administration de plusieurs seigneuries hennuyères (101) ; enfin, vers la fin du gouvernement de Jeanne, se manifeste un Flamand (de la famille de Gavre) dont on doit se demander s'il ne trahit pas l'influence prise sur la vieille duchesse par son neveu Philippe le Hardi. Mentionnons encore un Italien, Nicolas Ciavere, peu actif au Conseil proprement dit, mais qui se fit connaître notamment comme financier de Jeanne et comme maître des monnaies.

De 1404 à 1430, les étrangers actifs furent quelque peu plus nombreux : onze noms retiennent en effet l'attention (102). Leur présence peut s'expliquer par le jeu des alliances ou des successions dynastiques. Antoine fit appel, dès son arrivée au pouvoir en juin 1404, à quelques Flamando-Bourguignons (103) : Guillaume Blondel, ancien écuyer échanson puis chambellan de Philippe le Hardi, et qui avait été aussi chambellan d'Antoine lui-même avant que celui-ci ne devienne gouverneur du Brabant ; Jean, seigneur du Bois ; les légistes Simon de Fourmelles et Everard van den Houtkinne ; Jacques de Lichtervelde, seigneur de Koolskamp, qui réapparaîtra au Conseil sous Jean IV, et Arnoul de Liedekerke, qui s'était déjà manifesté à la fin du règne de Jeanne. Jean IV, après son mariage avec Jacqueline de Bavière, prit dans son entourage des nobles hennuyers et hollandais : Engelbert d'Enghien, Corneille de Gavre-Liedekerke, seigneur de Lens en Hainaut, Pierre de Luxembourg, seigneur d'Enghien (ce dernier était de plus parent du duc et il restera, à ce titre, au service de Philippe de Saint-Pol) et Bernard Uten Enge.

Il n'y a qu'une exception à cette règle assez générale qui veut que les conseillers étrangers proviennent soit des pays dont la nouvelle dynastie était originaire, soit des principautés entrées en union personnelle avec le Brabant. Elle remonte au règne de Jean IV : un Flamand, un Gantois du nom de Gérard van der Zijpe, devint receveur de Brabant le 16 août 1422 et, de ce chef, siégea au Conseil jusqu'à sa mort, survenue le 20 avril 1423. En fait c'était un membre de l'entourage de Philippe de Saint-Pol, venu à la suite de celui-ci en Brabant à

(99) Une nouvelle fois, pour tous les détails biographiques et pour les références, il est renvoyé à l'Annexe II.

(100) Annexe II, n^{os} 6, 51, 52, 79, 84, 91, 94, 120, 131, 143, 175 à 177, 179, 201, 204, 223 et 247.

(101) Voir *supra*, p. 109.

(102) Annexe II, n^{os} 28, 30, 85, 93, 94, 140, 155, 156, 161, 254 et 285.

(103) Sur ce terme, voir *supra*, note 95.

la faveur des événements de 1420-1421 et qui avait joué, au service du régent, un rôle considérable pendant les troubles.

Parmi les conseillers les moins actifs, de 1404 à 1430, figurent plus d'une quarantaine d'étrangers (104). Dans l'ensemble, les raisons invoquées pour justifier l'entrée au Conseil des non-Brabançons qui y jouèrent un certain rôle valent aussi pour ceux qui, au mieux, n'y firent que quelques rares apparitions. Il faut, à ce propos, mettre en évidence la présence de deux Allemands (des Bohémiens ?), Albert de Colditz et Thierry Craa, issus de l'entourage d'Elisabeth de Görlitz, et d'un Luxembourgeois, Ponce de Welchenhausen, devenu conseiller après qu'Antoine eut obtenu, par son second mariage, des droits sur le Luxembourg.

Enfin, un marchand italien, Marc Guidechon, a, au xv^{e} siècle, «succédé» à Nicolas Ciavere, à la fois comme financier et comme conseiller «honorifique» des ducs de Brabant.

Venons-en aux conseillers originaires des régions situées entre Meuse et Rhin. Ils sont fort peu nombreux à développer une certaine activité : on n'en connaît que cinq avant 1404 (Renier de Berg, le vieux, Jean, seigneur de Schleiden, Renaud de Schönau, Jean de Corselaar, seigneur de Wittem, un fils bâtard du duc Jean II, et son fils Jean, seigneur de Wittem), et quatre autres après 1404 (Renier de Berg, le jeune, Jean II de Schoonvorst, burgrave de Montjoie, et encore deux Wittem, Jean seigneur du lieu et petit-fils de Jean de Corselaar, et son petit-cousin Jean, seigneur de Boutersem, autre petit-fils du même Corselaar, devenu principalement Brabançon du fait de sa seigneurie de Boutersem).

Les Limbourgeois et autres ultra-mosans siégeant épisodiquement au Conseil sont huit sous le gouvernement de Jeanne (105), et neuf entre 1404 et 1430 (106).

Dans l'ensemble donc, la place occupée par les non-Brabançons est loin de pouvoir être négligée, surtout à partir de 1404. Sur ce point précis, il apparaît dès maintenant que les dispositions de la Joyeuse Entrée de 1356, réaffirmées en 1406, ne furent guère respectées.

Veut-on conclure ce paragraphe relatif à la composition du Conseil en se bornant à considérer ce qui se passa au niveau des conseillers relativement actifs, il est permis d'affirmer que le xv^{e} siècle, et plus précisément l'avènement en Brabant des Bourgognes-Valois, marque une évolution — non une rupture brutale — dans le sens d'un élargissement de la base de recrutement des conseillers. Si les nobles brabançons conservent leur position majoritaire, les légistes, les bourgeois et les étrangers voient s'accroître leur part d'influence relative, et cela à un moment où les Etats de Brabant sont loin, bien au contraire, d'être en perte de vitesse. Particulièrement important nous paraît l'article du *Nieuw Regiment* qui ouvre en fait officiellement le Conseil à toute personne compétente, quelle que soit son origine sociale et/ou sa «nationalité» (107).

(104) Annexe II, n^{os} 8, 19, 20, 39, 40, 43, 47, 55, 63, 70, 71, 80, 88, 92, 95, 99, 107, 119, 126, 157, 158, 161, 166, 170, 172, 175, 176, 193, 195, 198, 214, 220, 222, 224, 225, 234, 235, 242, 243, 255, 256, 258, 262 et 285.

(105) *Ibid.*, n^{os} 22, 26, 89, 90, 116, 118, 231 et 233.

(106) *Ibid.*, n^{os} 18, 61, 62, 82, 117, 168, 169, 206 et 261.

(107) Voir *supra*, p. 316.

II. *Accès au Conseil*

A. Principe général.

Suivant l'usage communément répandu dans les principautés ou royaumes voisins, c'est le duc qui nomme et qui révoque ses conseillers. Du moins doit-on admettre qu'il en était bien ainsi en Brabant comme ailleurs, car aucun texte contemporain ne peut être cité à l'appui de ce principe. Toutefois deux exceptions à ce que l'on peut considérer comme la règle généralement suivie viennent en quelque sorte confirmer l'existence de fait de celui-ci.

La première exception remonte au lendemain de la mort d'Antoine, lorsque les sept villes principales du duché furent chargées, par les Etats de Brabant, de désigner les membres du Conseil de régence qui allait devoir gouverner pendant la minorité du duc Jean IV. Onze conseillers-régents furent nommés et installés dans leurs fonctions sans l'intervention, même formelle, du prince-enfant. Ces régents se mirent aussitôt à la tâche, mais peu après, ils jugèrent quand même utile de faire sanctionner par Jean IV, toujours mineur, les nominations intervenues (108). Cette sanction, promulguée le 24 février 1416, était de pure forme. Raison de plus pour y voir une confirmation du principe énoncé au début de ce paragraphe.

La seconde exception se place quelques années plus tard, toujours sous le règne de Jean IV. Après leur conflit avec le duc et leur victoire sur celui-ci, les Etats désignèrent un certain nombre de barons en qualité de conseillers ducaux. Une nouvelle fois, ces nominations furent faites sans l'intervention du prince, mais tout comme pendant la minorité, la sanction ducale fut demandée quelques semaines plus tard, et elle fut obtenue le 4 mai 1421 (109). On doute que Jean IV ait eu, dans cette affaire, une grande liberté d'action. Il fut plus que probablement contraint d'approuver les désignations faites en dehors de lui, mais il nous paraît qu'ici aussi, en demandant au duc l'acte du 4 mai 1421, on a voulu respecter certaines formes.

Ces nominations imposées nous amènent à parler d'autres limites apportées au cours des temps au libre choix par le prince de ses conseillers.

Une première concerne la «nationalité» exigée des candidats possibles : depuis 1356, les Etats ont prétendu fermer aux étrangers l'accès au Conseil. Ce point a déjà été exposé (110).

Par la suite, la même exclusive fut lancée, toujours par les Etats, contre les ecclésiastiques. Elle est formulée dans l'article 20 du *Nieuw Regiment* de 1422, qui dispose qu'aucun ecclésiastique, à l'exception des prélats brabançons, ne pourra désormais être installé en qualité de conseiller ou de secrétaire (111). Pourquoi cette disposition ? Elle est sans doute une conséquence de l'inscription dans le *Nieuw Regiment* du principe de la responsabilité des conseillers et secrétaires devant les Etats. Un conseiller ou un secrétaire ducal, convaincu de fautes dans l'exercice de sa charge, pouvait être traduit devant les Etats laïques,

(108) Sur tout ceci, voir *supra*, pp. 281-283.
(109) *Ibid.*, p. 294.
(110) Voir *supra*, pp. 315-317.
(111) *Placcaeten ... van Brabandt*, t. IV, p. 384.

et jugé et condamné par eux (112). Comme les clercs relevaient normalement de la seule justice ecclésiastique, ils auraient pu dès lors refuser, le cas échéant, de se laisser juger par les Etats laïques. De là sans doute l'article 5 du *Nieuw Regiment*. L'exception faite en faveur des prélats brabançons peut se comprendre assez aisément : ces prélats formaient le premier ordre des Etats (113) et par là étaient sans doute supposés ne pas agir contre la volonté de l'ensemble de ceux-ci.

Le *Nieuw Regiment* n'ouvrait en fait le Conseil qu'aux seuls *nobles brabançons* (114). Il a déjà été dit plus haut qu'un correctif fut apporté à cette disposition particulièrement limitative : il consacrait en fait un autre principe, celui de la cooptation de nouveaux membres du Conseil par les conseillers déjà en place. Les non-Brabançons, les Brabançons non nobles, et implicitement aussi les ecclésiastiques, pouvaient être cooptés par la majorité des conseillers en exercice (art. 15 du *Nieuw Regiment*, déjà mentionné). On peut sans doute expliquer par là la présence au Conseil, dès avant le 12 mai 1422, de Corneille Proper, prévôt de l'église de Cambrai.

De nouvelles limitations à la liberté de choix absolue du duc furent apportées sous le règne de Philippe de Saint-Pol, et tout d'abord dans sa Joyeuse Entrée. Il fallut désormais l'accord d'au moins six conseillers pour la désignation d'un chancelier ou d'un scelleur (115). De même, le receveur et le drossard de Brabant, dont on sait qu'ils siégeaient au Conseil *ex officio*, ne pouvaient être nommés que du consentement de six conseillers (116). D'une façon générale d'ailleurs, le duc ne pouvait conférer aucun office, même subalterne, sans l'avis favorable d'au moins quatre conseillers (117).

Ce principe fut encore étendu par la suite. Après un conflit avec quelques-uns de ses barons, Philippe de Saint-Pol fut contraint, en juin 1428, de conclure avec eux un accord aux termes duquel il leur conférait des pouvoirs très étendus. Le consentement de quatre barons (et non plus de conseillers quelconques) devenait indispensable pour toute nomination, y compris pour les désignations à la Chambre du Conseil et à la Chambre des Comptes (118).

Il reste à dire un mot d'un cas particulier, qui fut déjà évoqué : la détention de certains offices donnait à leurs titulaires le droit, ou du moins la possibilité de fait, de siéger au Conseil. Ont joui de ce privilège les receveurs et les drossards de Brabant (119).

(112) Art. 5 du *Nieuw Regiment*, *ibid.*, p. 381.

(113) Voir *infra*, pp. 435-438.

(114) Article 15 du *Nieuw Regiment*, *Placcaeten ... van Brabandt*, t. IV, p. 384. Voir déjà *supra*, p. 316.

(115) Art. 41 de la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol, *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 150.

(116) Art. 40, *ibid.*, t. I, p. 150.

(117) Art. 7, *ibid.*, p. 146.

(118) Sur les événements de 1428 et sur les «capitulations» du duc, du 2 juin de cette année, voir *infra*, pp. 513-515.

(119) Voir *supra*, pp. 227 et 240. — En ce qui concerne le receveur de Brabant, rappelons que ce privilège paraît lui avoir été retiré pendant une courte période, de 1404 à début 1408, pendant les toutes premières années du gouvernement d'Antoine (voir *supra*, pp. 278-279). — Pour le maréchal de Brabant, il a été dit, p. 231, qu'il n'était pas possible de savoir si cet officier avait siégé au Conseil *ex officio* ou à titre personnel.

Avec toutes les réserves et les nuances qui viennent d'être suggérées, le principe général reste donc que le duc nomme lui-même ses conseillers. Mais comment les désigne-t-il ? Et son choix entraîne-t-il toujours la confection d'une commission en bonne et due forme ?

B. Les patentes de conseillers.

Sur la foi de la documentation conservée, il est tentant de répondre à cette question par la négative, mais il faut ajouter aussitôt «habituellement du moins». Peu de patentes ont en effet laissé une trace de leur existence, mais cela veut-il dire qu'il n'y en eut pas en plus grand nombre ? Ce genre de documents était en effet destiné à être conservé par le bénéficiaire.

Pour tenter d'apporter une réponse mieux fondée, dressons la liste des patentes de nomination conservées ou connues seulement par des mentions, en signalant, pour chacune d'elles, la tradition de l'acte, la catégorie du conseiller en faveur de qui elle est établie (noble, universitaire, bourgeois, ...) et le rôle joué par ce conseiller au Conseil.

Date	Analyse brève (120)	Tradition et référence	Catégorie de conseiller	Activité du conseiller
9-IV-1405	Nomination de Jean des Pouillettes comme «*conseiller sur le fait de noz finances*» et comme trésorier et receveur général de toutes les finances.	Copie : AN Lille, B 1878, fol. 6-7r°	étranger	mal connue
13-I-1406	Nomination de Tilman d'Eydel, abbé de N.-D. de Luxembourg, comme conseiller.	Copie : AGR, CC, 11, fol. 252v°	ecclésiastique	nulle
26-IV-1406	Nomination d'Henri Dicbier comme conseiller résidant à Vilvorde.	Mentions : *a*) AGR, CC, 2393, fol. 243v° ; *b*) dans un acte du 1er juin 1423 (AGR, Chartes de Brabant)	bourgeois	très limitée
25-V-1406	Nomination de Jean De Witte comme conseiller résidant à Vilvorde.	Original sans sceau (non expédié ?) : AGR, Chartes de Brabant	bourgeois	assez limitée
22-VIII-1406	Baudouin de Montjardin en même temps qu'il est démis comme châtelain de Sprimont, est «*pour ses bonnes merites pourveu a estat de conseiller*».	Mention : AGR, CC, 2440, fol. 34v°-35r°	étranger	nulle

(120) Tous les actes émanent des princes (Antoine, gouverneur puis duc, et Philippe de Saint-Pol).

s.d. [avant le 2-X-1406]	Nomination de Guillaume Neuts comme conseiller.	Mention : dans un acte du 2 octobre 1406	bourgeois	quasi nulle
28-XII-1407	Nomination d'Henri, seigneur de Heverlee, comme conseiller et chambellan.	Copie : AGR, CC, 45673, fol. 36v°	noble	limitée sous Antoine, plus importante sous Jean IV
18-II-1408	Nomination de Jean Warvel comme conseiller.	Copie : AGR, CC, 45673, fol. 39v°-40r°	non-Brabançon, receveur général de Limbourg et Outre-Meuse	nulle
9-VI-1408	Nomination d'Amand de Kortenberg comme conseiller, en même temps qu'il lui est donné 50 couronnes de France.	Mention : AGR, CC, 2394, fol. 376v°	ecclésiastique, théologien	quasi nulle sous Antoine. Réapparaît sous Jean IV comme membre de la Chambre du Conseil du 11-IX-1420
19-VII-1408	Nomination de Thierry Craa comme conseiller d'Antoine et don au même d'un fief de bourse.	Mention : AGR, CC, 2394, fol. 270v°-271r°	étranger, serviteur du roi de Bohême	nulle comme conseiller d'Antoine ; témoin au commandement de deux actes d'Elisabeth de Görlitz
[3-VIII-1409 ou un peu avant]	Nomination d'Albert de Colditz comme conseiller d'Antoine, et don au même d'un fief de rente.	Mention : dans les contre-lettres de Colditz, en original aux AGR, Chartes de Brabant, 3 août 1409	étranger, officier du roi de Bohême	nulle
16-IV-1412	Nomination d'Henri, comte de Salm-en-Ardenne, comme conseiller.	Mention : dans un acte de la même date : AGR, CC, 11, fol. 329r°	étranger, apparenté au duc	nulle
s.d. [avant mai 1412?] (121)	Nomination de Jean Bont comme conseiller.	Copie : AGR, CC, 45673, fol. 99v°	légiste, ecclésiastique	limitée sous Antoine

(121) L'acte pourrait être de juillet-août 1410 d'après la place qu'il occupe dans le registre CC, 45.673, qui suit approximativement l'ordre chronologique. De toutes manières, comme il écrit que Bont doit prêter serment entre les mains du duc ou de son chancelier, Pierre de Camdonc, la pièce est antérieure au décès de celui-ci, qui apparaît pour la dernière fois dans un acte du 17 avril 1412 (ARA, La Haye, Nassause Domeinraad, I^e deel, n° 166, Reg. 995).

Il n'est pas tenu compte ici des nominations collectives de conseillers aux Chambres du Conseil des 27 avril et 11 septembre 1420, ni des confirmations, également collectives, par Jean IV de désignations qui n'avaient pas été faites par lui et dont il a été question plus haut, ni encore de trois cas particuliers, qu'il n'est pas possible de considérer comme des exemples de patentes conférant à un individu le titre de conseiller. Il s'agit

a) de la nomination de Pierre de Camdonc, en qualité de chancelier, le 5 mars 1408 (n.s.) ([122]), Camdonc étant déjà conseiller à cette date ;

b) de celle de Nicolas Colensone en qualité de garde des sceaux et scelleur, le 30 avril 1420 ([123]), Colensone étant déjà lui aussi conseiller à ce moment ;

c) d'un acte par lequel Philippe de Saint-Pol charge, le 1er janvier 1430, son cousin et conseiller Jacques d'Abcoude, seigneur de Gaasbeek, etc., de s'occuper de l'administration et de la dépense de son Hôtel ainsi que des affaires de son futur mariage, avec les barons et autres conseillers déjà commis à cet effet ([124]). Ce dernier exemple est un cas-limite ; c'est bien un acte qui permet à son bénéficiaire de siéger au Conseil, mais outre que Gaasbeek est dit «conseiller» de prime abord, le document répond à une situation exceptionnelle. Jacques d'Abcoude avait été, jusqu'en avril 1420, un conseiller écouté du duc Jean IV. Peut-être parce qu'il se sentait compromis aux yeux des Brabançons par son attitude dans le conflit opposant la duchesse Jacqueline à son oncle Jean de Bavière, peut-être aussi parce que ses intérêts le disposaient plutôt à s'occuper des affaires hollandaises, le seigneur de Gaasbeek quitta le Conseil de Jean IV aussitôt après la conclusion du traité de Sint-Martensdijk pour se mettre au service de Jean de Bavière. Peu après, les Etats de Brabant, qui lui reprochaient non son départ mais son attitude antérieure, prononcèrent la confiscation de ses biens brabançons (la seigneurie de Gaasbeek) qui furent attribués à Philippe de Saint-Pol. Dès le début de l'année 1429 s'étaient manifestés des signes d'un rapprochement entre ce prince, devenu entre-temps duc de Brabant, et Jacques d'Abcoude. L'acte du 1er janvier 1430 marque le retour officiel de ce dernier au sein du Conseil brabançon ([125]). Il faut même se demander si la portée de l'acte n'est pas encore plus limitée. En fait, cette patente commet le seigneur de Gaasbeek à des tâches bien déterminées. Le 2 juin 1428, Philippe de Saint-Pol avait dû confier à cinq de ses barons un rôle important dans le gouvernement du duché et principalement dans la direction de son Hôtel ([126]). Dès lors, il est légitime de croire que l'acte du 1er janvier 1430 a finalement pour but essentiel d'adjoindre Gaasbeek à ce noyau de conseillers.

(122) A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 8, n. 1 (l'acte n'est connu que par une mention dans un compte de la recette générale de Brabant).

(123) Acte connu par une copie dans AGR, CC, 10, fol. 443v°.

(124) Acte connu par une copie dans AGR, CC, 23, fol. 92-93r°.

(125) Voir Annexe II.

(126) Voir à ce sujet, *infra*, p. 514.

Mentionnons encore deux cas suspects : dans le compte de la recette générale de Brabant du 19 janvier au 7 octobre 1430, les dépenses comprennent deux versements faits l'un au maître de Chantraine (Edmond d'Emmikhoven), l'autre au seigneur de Dongelberg. Tous deux perçoivent leurs gages de conseillers résidant à la Chambre du Conseil (127), d'un montant de 100 écus de Hollande par an. Mais en marge, les auditeurs du compte ont écrit : «*Royé pour ce quil nest point apparu de la retenue dudit ... ne quil ait fait résidence*» (128). Le passage n'est pas très clair. Il peut signifier qu'il n'y a pas eu de lettres de retenue, ou au contraire, qu'il y en a bien eu, mais qu'elles sont muettes au sujet des gages. En tout état de cause, une patente éventuelle peut n'être qu'une commission à la Chambre du Conseil et non une nomination de conseiller. C'est pourquoi il n'est pas possible de retenir ces deux extraits de comptes.

Il n'y a donc au total que treize exemples connus et sûrs de nomination en bonne et due forme d'un nouveau conseiller. Leur examen suggère un certain nombre de réflexions.

Tout d'abord, à une exception près, aucune patente ne se rapporte à un *noble brabançon*. Dès lors, il est intéressant d'examiner d'abord ce cas unique : il s'agit de la lettre du 28 décembre 1407 concernant Henri, seigneur de Heverlee. Un premier trait frappe : cette patente n'est pas seulement une nomination de conseiller ; elle a aussi pour but de conférer à Heverlee la charge de chambellan. En ce sens, elle est à rapprocher de l'acte du 9 avril 1405 qui lui aussi poursuit un double but : désigner Jean des Pouillettes à la fois comme conseiller (il est ajouté, et c'est important : «*sur le fait de noz finances*») et comme trésorier et receveur général de toutes les finances d'Antoine. A lire attentivement le texte de ces deux documents, il apparaît que le rédacteur s'est délibérément écarté de ce qui peut être considéré comme le modèle d'une simple patente de nomination, dont deux exemples sont publiés dans les pièces justificatives (129). Pour des Pouillettes, il s'agit essentiellement d'une commission en tant que trésorier-receveur général, avec l'énumération des droits et devoirs que cette charge comporte. Pour Heverlee, la situation est moins claire. Le texte, que l'on trouvera ici en note (130), est assez général. Mais alors que les actes publiés comme pièces

(127) Sur les gages, voir *infra*, p. 349.

(128) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 21 re.

(129) Voir pièces justificatives 1 (exemple en français) et 2 (exemple en néerlandais).

(130) Voir la copie de cette pièce : «*Anthonis etc. Allen den ghenen die dese letteren selen sien, doen cont allen luden dat wi om der trouwen die wi vonden hebben in onsen lieven geminden heren Henric, here van Heverle, ende hem ganselic toe geloeven, den selven heren Henric onthouden hebben ende onthouden met desen brieve in onsen raet ende kemerlinc tot alsulken wedden of livreie ende anderen recht, prourfijt ende opcomingen als dair toe behoeren ende hebben dair op doen nemen sinen eet in ons. presencien, als gewoenlic es, soe dat wij bevelen den meesteren van ons. herbergen ende meester contrerolleur van onser cameren van financien dat si onse jegewerdich onthout, registreren of doen registreren inden registeren van ons. voirs. cameren, als dair toe behoert, ende vanden voirscr. recht, pourfijt ende opcomingen hem doen gedoegen, ende laten voirtaen vredelic gebruken. In getuge des hebben wi onsen segel doen hangen aen desen brief. Gegeven in ons. stat van Bruessel, XXVIII dage in december, int jair Ons Heren M CCCC ende VII. Bi minen here den hertoge. W. Bont*» (AGR, CC, 45.673, fol. 36ve). Signalons que Henri de Heverlee avait déjà été présent au commandement d'un acte ducal du 23 juin 1407 (CC, 12.653, dernier fol. du compte de la 2e/2 de 1407) ; ce qui renforce l'idée que l'acte repris ici n'est qu'une patente de chambellan.

justificatives font, dans leurs clauses de mandement, allusion uniquement aux autres membres du Conseil («*si donnons en mandement a noz améz et feaulz les autres gens de nostre conseil*» ; «*ontbieden dair om ende bevelen onsen anderen luden van onsen rade*»), la commission de Heverlee ne fait appel qu'aux maîtres de l'Hôtel et au maître-contrôleur de la Chambre aux deniers. Il est dès lors permis de se demander si l'acte du 28 décembre 1407 n'est pas surtout une patente de chambellan.

Finalement, restent donc onze exemples de «simples nominations», et encore faut-il remarquer qu'une de ces nominations s'accompagne d'un don en espèces, et deux autres de l'octroi d'un fief de bourse.

Les conseillers ainsi pourvus d'une patente peuvent être répartis en deux groupes : un premier ne comportant que des étrangers dont le rôle au Conseil fut nul ou quasi nul, un second formé de bourgeois ou d'universitaires dont certains reçurent comme mission particulière de siéger dans une Chambre du Conseil, d'ailleurs mort-née. En ce qui concerne les étrangers, il est difficile de ne pas les considérer comme des conseillers à titre honorifique ; quant aux Brabançons, ils n'appartiennent pas au milieu où se recrutent les éléments les plus traditionnels du Conseil, à savoir les nobles.

Au vu de ce qui précède, plusieurs questions se posent : peut-on seulement imaginer que tous les conseillers aient reçu, à leur entrée en charge, une patente de nomination ? Peut-on penser que seul l'état de la documentation explique que l'on n'ait connaissance que d'une bonne dizaine de patentes pour 285 conseillers ? Ou bien faut-il admettre qu'il y avait des conseillers «à patentes» à côté d'autres personnages, membres du Conseil sinon «de droit», du moins sans avoir à justifier de leur présence par un document écrit ?

L'on est d'autant plus enclin à pencher pour cette dernière possibilité que c'est là un phénomène connu ailleurs (131), et que, pour le Brabant, il existe des indices en faveur d'une hérédité de fait de certains conseillers, dont il sera reparlé bientôt.

Il faut encore remarquer que toutes les patentes connues remontent au gouvernement d'Antoine. Peut-être y a-t-il là un effet du renforcement du contrôle des dépenses, marqué notamment par la création de la Chambre des Comptes. Les membres du Conseil avaient «bouche en Cour». Encore fallait-il qu'ils pussent faire valoir leurs titres. Cela a pu être une des raisons qui poussèrent à pourvoir de patentes les conseillers à titre honorifique et les «hommes nouveaux», bourgeois et universitaires. Ce n'est là assurément qu'une hypothèse (132).

(131) M. le Professeur J. de Sturler, a, au cours d'un colloque où cette question des patentes de nomination fut évoquée, fait observer qu'en France, à l'époque moderne encore, il existait des conseillers «à brevet» à côté de conseillers de droit. Pour le XVI^e^ siècle, voir G. ZELLER, *Les institutions ...*, p. 114, qui indique aussi que le titre de conseiller fut attribué de plus en plus fréquemment à des gens qui ne furent jamais membres effectifs du Conseil.

(132) Signalons, à titre de comparaison, qu'en Hainaut aussi, les «lettres de retenue» paraissent avoir été rares. Dans son *Cartulaire des comtes de Hainaut*, L. DEVILLERS ne mentionne que très peu de patentes de nomination : il y en a notamment une, de Jacqueline de Bavière, du 14 juin 1417 (éditée au t. IV, pp. 82-84) en faveur de Jean de Binche, *bourgeois de Mons* ; il faut alors attendre la

C. HÉRÉDITÉ DE CERTAINS CONSEILLERS.

En parcourant l'Annexe II, l'on ne peut manquer d'être impressionné par le grand nombre de nobles qui se succédèrent au Conseil de père en fils, voire de beau-père en gendre (133). Voici quelques exemples :

— les Abcoude (deux générations) ;
— les Asse (deux générations) (134) ;
— les Boutersem, seigneurs de Bergen-op-Zoom (quatre générations, dont Jean de Glimes, gendre d'Henri de Boutersem) ;
— les Corselaar-Wittem (trois générations) ;
— les Diest (trois générations) ;
— les Hornes ;
— les Polanen puis Nassau, seigneurs de Bréda (trois générations) ;
— les Rotselaar (deux générations) ;
— les Schönau-Schoonvorst (trois générations) ;
— les Wezemaal (deux générations).

La question se pose peut-être de savoir si ce n'est pas plutôt parfois le titulaire d'une seigneurie déterminée qui acquiert *de facto* la possibilité de siéger au Conseil. L'exemple de Rasse de Grez pourrait peut-être le faire supposer. Voilà en effet un descendant d'une famille de petite noblesse rurale, devenu patricien de Louvain, qui commence par représenter sa ville au Conseil de régence de 1415 à 1417, après quoi il retourne aux affaires communales, accédant même à deux reprises à la dignité de bourgmestre patricien de Louvain ; quelque temps après, il hérite la seigneurie de Heverlee à la mort de son grand-oncle maternel, Henri, qui, lui aussi, avait fait partie du Conseil de régence, mais comme député des chevaliers ; dès lors, Rasse fait sa réapparition au Conseil ducal, à la suite de trois seigneurs de Heverlee, ses prédécesseurs. On objectera peut-être qu'il fut conseiller résidant, mais la Chambre du Conseil comprenait à l'époque plusieurs nobles, parmi lesquels le maître de Chantraine, dont il fut rappelé plus haut qu'il siégeait avec la noblesse aux Etats de Brabant.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas fondé de conclure d'une manière décisive. Tout au plus a-t-on l'impression que joue, dans certains cas, une *hérédité de fait*. Cette impression se trouve néanmoins corroborée par deux actes ducaux, délivrés dans des circonstances qu'il nous faut bien détailler.

prise du pouvoir par Philippe le Bon pour en trouver d'autres, trois du 28 juin 1427 (l'une éditée t. V, pp. 425-426, les autres analysées p. 427), la première en faveur d'un noble, Jean de Boussu, ancien conseiller de Jean IV (voir Annexe II), les deux autres en faveur de deux *légistes*, Guy Bourdon et Obert Le Crespe ; une du 10 juillet 1427 (anal. *ibid.*, t. V, p. 432) en faveur de Guillaume de Sars, autre ancien conseiller de Jean IV, et encore une du 9 juin 1433 en faveur du même Guillaume de Sars (anal. *ibid.*, t. V, p. 489). On trouve donc là des patentes en faveur de nobles, mais il faut tenir compte des circonstances spéciales dans lesquelles elles furent accordées : en fait, il s'agit de l'équivalent de désignations à une Chambre du Conseil. Ces conseillers nommés par Philippe le Bon sont en effet affectés au Conseil résidant en Hainaut. On notera aussi que tous se virent attribuer des gages annuels fixes.

(133) Il arrive même que père et fils siègent ensemble pendant un moment.

(134) Jean II et son fils. Il n'est pas tout à fait certain que Jean I^er^ (qui n'était d'ailleurs que l'oncle de Jean II) ait fait partie du Conseil (voir Annexe II).

Le 12 janvier 1386, la duchesse Jeanne avait accordé à ses sujets un grand privilège destiné à assurer un meilleur exercice de la justice (135). Il s'agissait surtout de protéger les habitants du plat-pays contre les dénis de justice dont pouvaient se rendre coupables les officiers de justice ducaux et ceux des petits seigneurs locaux (*smaelheeren*). C'est à la vérité au moins le quatrième acte relatif à ce problème édicté en moins de deux ans et demi : une première ordonnance avait été publiée à ce sujet le 31 octobre 1383 du vivant encore de Wenceslas (136), une deuxième le 19 décembre 1383 (137) et une troisième, quelques mois plus tard, le 1er mai 1384 (138). En 1386, il était notamment disposé qu'un sujet d'un seigneur local pouvait se plaindre d'un déni de justice à la chef-ville de son ressort, et que celle-ci devrait porter la plainte à la connaissance de la duchesse et de son Conseil, qui aurait à prononcer sa sentence dans les quinze jours, à défaut de quoi la chef-ville pourrait se saisir elle-même de l'affaire. C'était là un privilège considérable, pour les villes surtout, encore plus que pour les habitants du plat-pays, puisqu'il pouvait amener le cas échéant un tribunal échevinal à se substituer à une cour seigneuriale. Certains grands seigneurs virent le danger, et alors même qu'ils avaient scellé le privilège du 12 janvier 1386, ils obtinrent de Jeanne certaines modalités d'application qui, tout en respectant la lettre du texte, en altéraient profondément l'esprit. Deux actes octroyés à cette occasion nous sont connus à ce jour, l'un du 11 mai 1386 en faveur du seigneur de Bergen-op-Zoom (139), l'autre du 21 mai de la même année, en faveur du seigneur de Diest (140). Les termes en sont fort semblables : dans le premier des deux documents, il était déclaré que si un sujet du seigneur de Bergen-op-Zoom entamait la procédure prévue par le privilège du 12 janvier, et que si la plainte était transmise à la duchesse et à son Conseil par la ville de Bergen-op-Zoom, l'affaire serait traitée obligatoirement par le seigneur de Bergen-op-Zoom qui en serait chargé en sa qualité de conseiller ducal ! La même promesse fut faite *mutatis mutandis* au seigneur de Diest.

(135) Copies : AGR, Mss Divers, 5B, fol. 149-151 ; Mss Divers, 64, pp. 321-327 ; Conseil privé espagnol, 1638, fol. 39-47r° ; analyse sommaire dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. I, p. 63 et dans F. VERACHTER, *Inventaire ... Anvers*, p. 62 (n° CXCI), d'après une copie conservée aux AV Anvers.

(136) A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II^e^ partie, t. II, pp. 219-220 (autres copies aux AGR : Mss Divers, 64, pp. 183-184 ; Mss Divers, 4367, fol. 58-59r° ; Conseil privé espagnol, 1638, fol. 33-38) ; F. VERACHTER, *Inventaire ... Anvers*, p. 60, n° CLXXXVII. — L'acte a été édité par J. BUISSERET et E. DE PRELLE DE LA NIEPPE, *Cartulaire de Nivelles*, pp. 29-32 (sous la date, erronée, du 1er novembre 1383).

(137) Original aux AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 236.

(138) AV Louvain, 1837 (analysé dans J. CUVELIER, *Inventaire ... Louvain*, t. I, p. 194). D'après le R.P. J. VAN DER STRAETEN, qui mentionne les actes du 31 octobre 1383 et du 1er mai 1384, ces privilèges auraient eu pour but de restituer aux Brabançons les garanties que le Conseil de Kortenberg, pratiquement supprimé depuis 1376, ne pouvait plus leur offrir. Un des buts du Conseil était justement de porter remède aux dénis de justice (J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. I, p. 262). Sur le Conseil de Kortenberg, voir *infra*, pp. 524-527.

(139) Copie aux AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 329.

(140) Original : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, I^e^ deel, Inv. 933, Reg. 769. — Copie : AV Diest, Doude Rootboeck, fol. 34v° (anal. dans Ch. STALLAERT, *Inventaire analytique ... Diest*, pp. 246-247, qui signale l'existence de l'original à La Haye).

L'important en ce qui concerne notre propos est que, dans les deux cas, la duchesse promet de confier l'examen des plaintes au seigneur alors en vie *ou à ses descendants*, qui seraient désignés comme conseillers commis à cet effet. Il apparaît donc qu'aux yeux de la duchesse les successeurs des seigneurs de Diest et de Bergen-op-Zoom devraient nécessairement faire partie du Conseil ducal, et peut-être en était-il de même pour d'autres seigneurs pour lesquels un acte semblable a pu être délivré, sans que nous en ayons connaissance pour l'instant.

Ces deux documents fournissent-ils la preuve de l'existence de conseillers *héréditaires de droit* ? Il est sans doute imprudent de s'avancer aussi loin. La duchesse elle-même a-t-elle seulement songé à une telle implication théorique de textes qui n'avaient en réalité pour objet que de rassurer certains de ses fidèles barons ? Il est néanmoins légitime de trouver dans les actes de mai 1386 la confirmation de l'existence d'une *hérédité de fait*. Celle-ci doit-elle d'ailleurs étonner ? Non sans doute. Il faut se rappeler ce qui a été dit plus haut (141) à propos de l'origine du Conseil ducal. Ce dernier n'est, au terme d'une évolution lente et insensible de la *Curia ducis*, qu'une émanation de celle-ci. Il est assez naturel d'y retrouver, à côté d'éléments nouveaux, les descendants des familles qui peuplaient traditionnellement cette *curia* dont, d'autre part, beaucoup d'offices étaient, il ne faut pas l'oublier, devenus héréditaires (142).

Revenons un moment au problème des patentes de nomination. Nous nous étions demandé si leur rareté ne pouvait s'expliquer par le fait que les membres traditionnels du Conseil ducal — les nobles brabançons — n'avaient pas besoin d'en être pourvus ? Ce qui vient d'être dit à propos de l'hérédité de fait constatée au sein de certaines lignées de conseillers vient sérieusement étayer cette hypothèse.

D. SERMENT.

A la lecture des patentes de nomination conservées, il apparaît que les conseillers devaient prêter au duc un serment dont la teneur n'est pas précisée (143). Ce serment s'apparente sans doute à celui qui était exigé de tout officier ducal (receveur ou justicier) à son entrée en fonctions, et qui consistait à promettre de bien remplir son emploi dans l'intérêt du prince (144). Aucun document de la

(141) Ci-dessus, p. 271.

(142) Si l'on en croit Th. VAN RIEMSDIJK, *De Tresorie* ..., pp. 32-34, il était encore fait, dans le Conseil des comtes de Hainaut-Hollande-Zélande de la première moitié du XIV^e^ siècle, une distinction assez nette entre les conseillers traditionnels, tous issus de la haute noblesse et seuls à être régulièrement appelés «*raden*», et les autres membres du Conseil (ecclésiastiques, lettrés, officiers roturiers ou nobles d'extraction modeste) qui, bien que siégeant assidûment au Conseil, ne recevaient qu'exceptionnellement le titre de «conseillers», et que van Riemsdijk lui-même appelle, pour cette raison, «*raadsliedem*». Sur les problèmes de terminologie, voir plus haut, pp. 272-273.

(143) Voir Pièces justificatives 1 et 2.

(144) Sur le serment exigé des officiers de justice, voir Ch. KERREMANS, *Etude* ..., pp. 71-74. — Pour les receveurs, voir M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 125. — Ces deux auteurs n'ont pas manqué de constater que les patentes de nomination des officiers ou receveurs ne font régulièrement mention de l'obligation de ce serment qu'à partir du gouvernement d'Antoine (comparer par exemple l'acte du 2 juillet 1356 par lequel Gerlac de Roover est nommé écoutète de Bois-le-Duc, publié dans KERREMANS, pp. 362-363, avec l'acte du 21 novembre 1406, désignant Henri de Ranst à ce même office, publié *ibid.*, pp. 365-366) ; mais le serment est attesté au moins dans la seconde moitié du

pratique ne permet toutefois d'affirmer que les nobles brabançons aient prêté un serment distinct de l'hommage féodal auquel ils étaient tenus par leur qualité de vassaux du duc.

L'expression «Conseil juré» (en néerlandais, «*geschwornen rade*») se rencontre quelquefois. Elle figure dans la Joyeuse Entrée de 1356 (art. 4) ainsi que dans celles d'Antoine, de 1406 (art. 4), et de Philippe de Saint-Pol, de 1427 (art. 8). Elle se retrouve aussi dans le *Nieuw Regiment* de 1422 (art. 22) ([145]). Dans les Joyeuses Entrées, il est dit que seuls les Brabançons authentiques ([146]) pourront devenir membres du «Conseil juré» ; en 1422, il est écrit que seul le «Conseil juré» pourra décider s'il convient ou non de prendre éventuellement, à propos d'une question quelconque, l'avis d'une personne qui ne fait pas partie du Conseil.

Avant 1356, il est déjà fait allusion par deux fois au moins à des «conseillers jurés». Une première fois dans un acte du duc Jean II de juillet 1307. L'abbaye de Burtscheid ([147]) s'était plainte de ce que les officiers du Limbourg la troublaient dans sa tranquille possession du domaine de *Vijlen* ([148]). Le duc décida de faire effectuer une enquête sur les droits de l'abbaye dans cette localité ; il la fit mener par «*nobiles viros dominum Johannem de Kuyck et Florentium Berthout, dominum de Berlair et alios nostros consiliaros juratos*» ([149]). Le second exemple est postérieur de quelques décennies : le 13 mai 1351, l'archevêque de Cologne, le duc de Brabant assisté de son fils Godefroid, et les villes de Cologne et d'Aix-la-Chapelle conclurent un traité de bon voisinage et d'alliance mutuelle pour une durée de dix ans. Pour assurer la bonne observation du pacte, chaque partie contractante désignait «*dri geswoiren van sijne raide*», les trois Brabançons choisis étant Jean de Wijtvliet, seigneur de Blaasveld, Jean de Looz, seigneur d'Agimont, et Renaud de Schönau, seigneur de Schoonvorst ([150]).

A propos de ces deux cas précis, M. J. Libon, qui les a relevés, s'est demandé s'ils ne se rapportaient pas à un serment de circonstance exigé de «commissaires jurés», chargés d'une tâche bien déterminée ([151]). Cette interprétation paraît particulièrement convenir pour le document de 1351, mais peut-elle s'appliquer à celui de 1307 ? De toutes façons, elle ne vaut certainement pas pour les mentions postérieures au décès de Jean III. Celles-ci seraient plutôt à rapprocher

XIV[e] siècle : la confirmation de la Charte de Kortenberg, du 17 septembre 1372, dispose en effet en son article 6 que les conseillers ducaux, les grands officiers et les receveurs régionaux devront, «*boven ende metten eede dien die si ons doen selen*», jurer de respecter les clauses de la Charte de Kortenberg et de la Charte wallonne (J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. II, pp. 34-35, l.115-147).

(145) Voir R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst* ..., p. 97, et *Placcaeten ... van Brabandt*, t. I, p. 141 et t. IV, p. 385.

(146) A ce sujet, voir *supra*, pp. 315-316.

(147) Burtscheid (en fr. Borcette), Allemagne, Rhénanie-Westphalie, aux portes d'Aix-la-Chapelle. Abbaye de Cisterciennes.

(148) Pays-Bas, prov. Limbourg.

(149) L'acte de Jean II de juillet 1307 est édité dans DE DYNTER, *Chronique*, t. II, pp. 481-482.

(150) Acte édité dans J. LACOMBLET, *Urkundenbuch* ..., t. III, pp. 399-405. Le passage relatif à la désignation des membres de la «commission de contrôle et d'arbitrage» se trouve p. 402.

(151) J. LIBON, *Recherches* ..., mémoire de licence inédit, U.L.B., p. 41.

d'exemples similaires relevés par Th. van Riemsdijck pour la Hollande, où l'expression «conseillers-jurés» est appliquée à des nobles du Conseil en 1346 (152).

Le Conseil juré comprend-il l'ensemble, ou seulement une partie des conseillers ? Le petit nombre de textes qui en parlent, et leur trop grande concision ne permettent pas d'en décider.

Si le problème des conseillers-jurés et du serment prêté au duc reste assez obscur, il est certain, en revanche, que les membres ordinaires du Conseil étaient parfois tenus de faire un autre serment, au pays cette fois, représenté par ses Etats ou par une députation de ceux-ci.

Ce fut vrai en 1372, à l'occasion du renouvellement de la Charte de Kortenberg. Les Etats imposèrent alors le principe du double serment : les conseillers, le drossard et le receveur de Brabant, les grands justiciers et les receveurs régionaux furent, en plus du serment au duc, tenus de jurer le respect de la Charte de Kortenberg et de la Charte wallonne (153).

Cinquante ans plus tard, un nouvel exemple est fourni par l'article 5 du *Nieuw Regiment* de 1422 ; cet article dispose, dans sa deuxième partie, que les conseillers, le scelleur et les secrétaires ducaux devront, par le même serment qu'ils ont fait au duc, promettre aux trois villes de Louvain, Bruxelles et Anvers, de n'écrire, approuver, signer ou sceller aucun acte par lequel seraient aliénées, sans l'accord des Etats laïques, des parties du domaine ducal, de quelque côté de la Meuse qu'elles soient situées (154).

Enfin le principe du double serment s'inscrit dans la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol (23 mai 1427) (155). L'article 5 de ce document reprend en effet l'article 5 du *Nieuw Regiment*. De plus, un article 41, qui s'applique au chancelier, précise que celui-ci prendra les mêmes engagements que les conseillers, scelleur et secrétaires.

Nous verrons plus loin (156) que ces mesures s'insèrent dans un ensemble de dispositions qui tendent à établir dans la principauté une espèce de «régime parlementaire», caractérisé par la responsabilité des conseillers devant les Etats de Brabant.

(152) Th. van Riemsdijk, *De Tresorie ...*, p. 32.

(153) Voir *supra*, p. 329, n. 144.

(154) *Placcaeten ... van Brabandt*, t. IV, p. 381 : «*... Voorts geloven wy, dat alle de gene, die nu, ende in toekomenden tyde onser, ende onser naekomelingen Raede, Segelaer, ende Secretarisse zyn, sullen by alsulcke trouwe, hulde, ende eede als sy ons, oft onsen naekomelingen gedaen sullen hebben, onse drye Steden, te weten Loven, Brussel ende Antwerpen geloven, ende toe-seggen sullen, dat sy nimmermeer daer by, noch overkomen, brieve schryven, teeckenen, noch segelen en sullen, daer eenige van onsen Landen, Steden, Sloten, Lieden, noch Herlijckeden, te Watere nochte Lande, aen dese syde, oft in geen syde der Masen liggende verset, verleent, verkocht, vervremt, beswaert, oft eenigsints bekommert oft en weg gegeven sullen worden in eeniger manieren, het en sy by consente, ende goedt duncken der twee Weerlijcker Staete ons Landts van Brabant, ...*». Il est encore fait allusion au serment dû par les conseillers dans l'article 13 de ce même acte (*ibid.*, pp. 383-384) : «*Item dat onse Raedts-lieden die nu zyn ende naemaels wesen sullen, oft d'meestendeel van hen ordineren sullen moeten, ende setten op hare eede die sy ons gedaen hebben, ende doen sullen alle de Ambachteren, ende Officieren binnen onsen Hove de oirboirlijckste ende nutste totten Ambachten ende Officien die sy sullen konnen, ende mogen, ende altydt metten minsten getalle te volstaen, daermen redelijck mede lyden mach*».

(155) *Placcaeten ... van Brabant*, t. I, pp. 145-152.

(156) Voir *infra*, pp. 544-550.

III. *Durée des fonctions*

La durée pendant laquelle un conseiller occupe ses fonctions est indéterminée, en fait comme en droit.

Dans la mesure ou certains au moins des conseillers nobles paraissent se succéder de père en fils, le problème de la durée théorique de leurs fonctions peut ne pas s'être posé pour eux.

Quant aux conseillers ecclésiastiques, lettrés ou bourgeois, «retenus» au Conseil par le duc, ils ne sont jamais nommés pour une période de temps déterminée.

De même que le prince choisit ses conseillers (ou une partie d'entre eux), de même il peut les révoquer, en principe selon son bon plaisir.

Un exemple de révocation en bonne et due forme nous est connu ; encore s'agit-il d'un conseiller exerçant une charge particulière : le chancelier. Le 20 juin 1429, Philippe de Saint-Pol fit savoir à Jean Bont qu'il mettait fin à ses fonctions de conseiller, de chancelier et de garde des sceaux, qu'il le déliait en conséquence de son serment, et qu'il le remplaçait par Ghislain de Sart (157).

Le duc pouvait aussi se séparer temporairement de certains membres de son entourage. Jean IV écarta ainsi un moment du Conseil, en 1418, trois nobles, Henri de Bergen, Engelbert de Nassau et Henri de La Leck, qu'un de ses favoris, Guillaume van den Berghe, avait accusés de vouloir maintenir le prince sous tutelle (158).

Ce furent parfois des membres du Conseil eux-mêmes qui prirent l'initiative de s'éloigner, fût-ce pour exercer une espèce de chantage politique sur le duc. Le fait se produisit pendant le règne de Philippe de Saint-Pol quand plusieurs barons déclenchèrent une véritable «grève du Conseil», qui eut pour effet de les voir revenir en force au pouvoir (159).

A cette occasion, ils obtinrent d'ailleurs de ne plus pouvoir être révoqués sans un «préavis» de quatre semaines (160).

(157) Copie du texte de la lettre de révocation dans AGR, CC, 23, fol. 160. Cette révocation se fit sans phrases. Voici le début de l'acte qui revêtait la forme d'un placard : «*Wy Philipus, etc, laten weten U, meester Janne Bont, doctoir in beiden rechten, dat wy U ontlast hebben vander cancellierschap ende bewaernissen onser segele ...*» — Bont, comme chancelier, avait été soumis à l'obligation du double serment (à ce sujet, voir *supra*) ; il fut aussi délié par les Etats du serment qu'il leur avait prêté au cours d'une cérémonie dont on trouvera le récit dans les *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 661-662 et dans AGR, Mss Divers, 33bis, fol. 54r° ; voir aussi ci-dessous, p. 517, n. 285.

(158) Sur ces événements, voir *infra*, pp. 499-500.

(159) Voir *infra*, pp. 513-515.

(160) Cette clause est contenue dans l'acte du 2 juin 1428 accordé par Philippe de Saint-Pol à ses barons (Koninklijk Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, n° 183, original sur parchemin, sceau perdu). Elle se complète par l'obligation faite aux barons qui voudraient quitter le service du duc de donner, eux aussi, un «préavis» de quatre semaines. — Cette obligation réciproque de préavis n'est pas tout à fait exceptionnelle en Brabant. On la rencontre assez fréquemment au XV^e siècle dans les patentes de nomination des receveurs de Brabant, où la durée de ce préavis est d'un mois : voir les commissions du seigneur de Rotselaar du 8 avril 1419 (AGR, CC, 2401, fol. 186-187) et du 1^er août 1421 (CC, 2404, 1^er compte, fol. 29-30) ; de Gérard van der Zijpe, du 11 août 1422 (CC, 2404, 3^e compte, fol. 1-3r°) ; de Jean de Winge du 10 novembre 1427 (CC, 2407, fol. 2-4r°) et de Jean Baillart, du 24 juillet 1429 (CC, 2408, 1^er compte, fol. 1-3).

Enfin, pour le receveur de Brabant, qui devenait conseiller *ex officio*, sa présence au Conseil prenait théoriquement fin au moment où il quittait son office. Néanmoins plusieurs anciens receveurs restèrent au service du prince après leur sortie de charge (161).

IV. *Réunions du Conseil — Assiduité des conseillers*

En l'absence de textes réglementaires sur l'organisation du Conseil, il faut s'en remettre aux documents de la pratique pour découvrir l'un ou l'autre élément relatif aux réunions, aux lieux où elles se tenaient, à leur périodicité ainsi qu'à leur fréquentation par les divers conseillers.

A. Lieu de réunion.

D'une manière générale, il est permis de dire que le Conseil est ambulatoire. Il suit le duc dans ses déplacements. Au XV^e^ siècle, lorsqu'une Chambre du Conseil aura vu le jour, celle-ci se caractérisera par une moins grande mobilité, non par une sédentarité absolue ; il lui sera en effet demandé de se réunir non dans un lieu immuable, mais là où l'Hôtel ducal aura fixé sa résidence (162). Dans la pratique, cela voudra dire que, à la différence de certains membres du «Grand Conseil», les conseillers résidants ne sont pas tenus de suivre le prince dans toutes ses allées et venues, aussi longtemps que la Cour elle-même tient sa résidence dans une ville déterminée.

Cela, c'est la règle générale. Examinons les faits d'un peu plus près.

Pendant tout le règne de Jeanne, l'Hôtel n'eut qu'une seule résidence principale : Bruxelles. M. Kerremans, en étudiant les déplacements des officiers de justice amenés pour raisons de service à se rendre à la Cour, l'avait déjà fort justement noté (163).

Au XV^e^ siècle, les princes de la maison de Bourgogne furent plus éclectiques dans le choix de leurs résidences : ils vécurent aussi pendant des périodes plus

(161) Mlle M. Martens, *L'administration* ..., p. 125, avait déjà noté le fait pour le XIV^e^ siècle, et elle y voyait à juste titre la preuve qu'un receveur privé de sa charge ne l'était pas nécessairement à cause d'une mauvaise gestion. Il faut d'ailleurs admettre (et la clause du préavis introduite au XV^e^ siècle et dont il fut question à la note précédente en est un indice certain) que le receveur lui-même pouvait demander à être déchargé de ses fonctions, pour des motifs qui ont pu varier.

(162) Voir les ordonnances sur les Chambres du Conseil d'avril et de septembre 1420. Le texte de la seconde est publié dans les pièces justificatives ; celui de la première est perdu, mais il est connu par une large analyse qu'en donne de Dynter (*Chronique*, t. I, 1^re^ partie, p. 71).

(163) Ch. Kerremans, *Etude* ..., p. 309. — M. Kerremans avait été frappé de ce que l'amman de Bruxelles ne faisait entrer dans ses comptes aucun frais de déplacement justifié par des contacts avec l'administration ducale, ni aucun frais de messagerie à ces mêmes fins, alors que les autres officiers de justice faisaient état d'envoi de dépêches, presque toujours à Bruxelles, ou de déplacements personnels, encore toujours à Bruxelles. — Le fait est confirmé par la lecture des comptes du receveur de Brabant. Celui-ci signale, comme un fait exceptionnel, les rares moments où le palais du Coudenberg a été abandonné par la Cour. Wenceslas et Jeanne ont séjourné quelquefois à Tervuren, la duchesse elle-même se rendait parfois à Binche ou à Aymeries, dans ses douaires hennuyers ; à part cela, il n'y a à signaler que quelques voyages pour des motifs bien spécifiques.

ou moins longues à Vilvorde, à Louvain et à Turnhout (164). Toutefois Bruxelles resta encore le séjour privilégié de la Cour, si pas toujours des ducs eux-mêmes (165).

Quand la Cour se trouvait sur les bords de la Senne, elle logeait dans le palais ducal du Coudenberg (166).

Il n'y a qu'une exception : de début 1405 à décembre 1406, le Coudenberg fut laissé à la disposition de la vieille duchesse Jeanne, tandis que le gouverneur s'installait avec tous ses services dans plusieurs immeubles situés entre la Putterie et le Cantersteen (167).

Plusieurs des conseillers disposaient d'une chambre dans le palais lui-même (168) ; d'autres avaient une résidence en ville, généralement à proximité de

(164) Les itinéraires d'Antoine, de Jean IV et de Philippe de Saint-Pol (dans P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collection des voyages* ..., t. IV, pp. 563 et suiv.) mentionnent en effet tous les déplacements des princes. Ils ne donnent pas une bonne idée des déplacements de la Cour elle-même, car le gros du personnel de l'Hôtel voyageait moins que le duc. Celui-ci n'était souvent accompagné que d'une suite réduite quand il accomplissait un voyage rapide à l'étranger, ou bien quand, par exemple, il se rendait à un pèlerinage, ou se consacrait à la chasse. La Cour gardait alors sa résidence dans la ville que le prince avait momentanément quittée. Voir aussi ce qui est dit ci-dessous, II[e] partie, chap. VI, à propos de la «préhistoire» de la Chambre du Conseil.

(165) Voir *infra*, pp. 410 et suiv. : nombreux exemples du séjour de la Cour à Bruxelles en l'absence des ducs, et notamment sous Antoine.

(166) Sur le palais du Coudenberg, voir P. SAINTENOY, *Les arts et les artistes* ..., 2 vol.

(167) Des immeubles furent acquis à cet effet en février 1405, et des travaux d'aménagement fort importants y furent effectués immédiatement (voir AGR, CC, 2392, fol. 179-200 et 220v° ; voir aussi A. HENNE et A. WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. III, p. 135). Le gouverneur avait pour voisin immédiat Thierry [II] de Gorinchem, qui avait été maître de l'épier (sur ce personnage, voir p. 192). — Par la suite, l'ensemble, qui était devenu l'Hôtel du Cantersteen, servit successivement de résidence au chancelier Pierre de Camdonc, de 1408 à 1412 (CC, 4163, 3[e] compte, fol. 41v°-42 ; CC, 4164, 2[e] compte, fol. 31 ; CC, 4165, 2[e] compte, fol. 41r° et CC, 4166, 1[er] compte, fol. 42v°), puis au receveur de Brabant Quentin Clarensone, qui n'exerça son office que du 25 juin au 24 décembre 1412 (CC, 4166, 2[e] compte, fol. 44v°, 3[e] compte, fol. 49r°). En 1414-1415, il fut donné à Jacques d'Abcoude, seigneur de Gaasbeek (CC, 4167, 1[er] compte, fol. 40r°). — En 1404 et au début de l'année 1405, le gouverneur avait partagé avec la duchesse le palais du Coudenberg (CC, 1783, fol. 28v°).

(168) La chambre de Guillaume Truwant est citée en 1363-1364 (AGR, CC, 2350, p. 201) ; celle de Jacques de Bourbon en 1364-1365 (CC, 2351, fol. 107r° et 164r°) ; celle du damoiseau de Savn dès 1376-1377 (CC, 2362, p. 70 ; voir aussi CC, 4162, 1[er] compte, fol. 25v° ; en 1404-1405, elle donnait sur l'*Yngelant streetken*, l'ancienne rue Terarken : CC, 1783, fol. 28v° ; pour l'identification, voir Ph. GODDING, *Le droit foncier* ..., p. 399 ; — en 1407-1408, elle possédait ses propres commodités : CC, 4163, 2[e] compte, fol. 28v°) ; celles de Jean de Namur et de Jean d'Immerzeel, des seigneurs de Diest et de Bergen-op-Zoom, en 1403-1404 (CC, 4162, 1[er] compte, fol. 25v°, 26v° et 29v° ; pour le dernier nommé, voir aussi en 1404-1405 : CC, 1783, fol. 61v°) ; celle de Jean d'Oppem la même année (*ibid.*, fol. 25r° ; en 1404-1405, il est signalé que Jean d'Oppem y avait aussi une écurie pour ses chevaux : CC, 1783, fol. 29r°) ; celle de Jean de Rotselaar en 1403-1404 et 1404-1405 (CC, 4162, 1[er] compte, fol. 28r° ; CC, 1783, fol. 109v° ; le 27 octobre 1404, on acheta de quoi confectionner des stores pour trois grandes fenêtres : CC, 1784, fol. 2r° ; le 20 novembre 1404, on acheta une grande lanterne pour éclairer le couloir donnant accès à cette chambre, ainsi qu'à celles des dames de Bergen-op-Zoom et de Cranendonk : CC, 1784, fol. 4v°) ; celles du seigneur de Wezemaal et de Nicolas de Saint-Géry en 1404-1405 (CC, 1783, fol. 61v°-62r°), etc. — Guillaume Blondeel avait une chambre au Coudenberg (CC, 4164, 1[er] compte, fol. 48r° ; 2[e] compte, fol. 58v°) et une autre au château de Tervuren, où il avait fait figurer ses armoiries sur la cheminée (CC, 2393, fol. 68v° et 88r°). — De 1415 à 1417, les conseillers-régents eux aussi

la Cour (169).

Jusqu'en 1404, le Conseil paraît s'être réuni habituellement dans la chambre du receveur de Brabant (170), où les conseillers prenaient aussi leurs repas (171).

Ce n'est qu'après la prise du pouvoir par Antoine que les textes commencent à mentionner l'existence d'une salle spécialement affectée aux réunions du Con-

eurent (tous ?) leur chambre au palais de Bruxelles ; on trouve citées celles des seigneurs de Diest, de Heverlee (avec chacun un cabinet spécial pour leur garde-robe), de Wezemaal, de Huldenberg, de l'abbé d'Affligem, de Rasse de Grez et de Henri de Werthuizen (CC, 4167, 2e compte, fol. 41v°-52r°, et 3e compte, fol. 37v°-44). — Plus tard, on trouve encore par exemple mention de la chambre de Jean Bont (CC, 4169, 4e compte, fol. 61v°), chambre qu'il partageait avec son oncle Guillaume (CC, 4170, 1er compte, fol. 37v° et 40r°). — Même des patriciens bruxellois furent amenés, très certainement pour des facilités de service, à loger à la Cour ; en 1419-1420, on trouve mentionnées par exemple les chambres d'Everard T'Serclaes et de Renier Mours (CC, 4169, 4e compte, fol. 60v° et 63v°).

(169) Les nobles de la fin du Moyen Âge partageaient souvent leur temps entre la ville et la campagne (J. BARTIER, dans *Flandria Nostra,* t. IV, p. 330). — Sur le choix de Bruxelles comme lieu de résidence par de nombreux nobles au XVe siècle, voir P. BONENFANT, *Bruxelles et la Maison de Bourgogne,* p. 22. — Voici quelques exemples pour le début du siècle : en juillet 1408, Antoine offre à Guillaume Blondeel, un de ses familiers originaire de l'Artois, du bois de charpente «*om hem te hulpen volmaken een huys dat hi inder stad van Brux. doet maken*» (CC, 2394, fol. 377) ; le 3 novembre 1409, Guillaume y reçoit toute la famille ducale à dîner (CC, 2395, fol. 117r°) ; en 1409, à l'occasion du mariage d'Antoine, Guillaume de Sayn, qui a par ailleurs une résidence à Rhode-Sainte-Agathe (voir CC, 2394, fol. 142v°), héberge dans sa maison de Bruxelles son frère, le comte de Sayn, venu assister aux noces (CC, 2395, fol. 166v°) ; le 3 mai 1430, Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, reçoit 16 couronnes pour payer le loyer d'une maison où il lui faut s'installer (à Bruxelles) du fait qu'il a dû quitter l'Hôtel de la Monnaie où il habitait jusqu'alors (CC, 2408, 2e compte, fol. 107r°). Pour beaucoup, l'existence de leur «hôtel» particulier à Bruxelles n'est connue que grâce au chapitre de livraisons de bois et de charbon de bois des comptes de la recette générale ; ainsi en 1367-1368, on sait que les seigneurs de Perwez, de Rummen, de Bergen-op-Zoom et de Vorselaar, ainsi d'ailleurs que Jean T'Serclaes, alors vicaire de Cambrai, ont reçu chacun du bois «*pro suo hospitio apud Bruxellam*» (CC, 2354, pp. 264-265) ; en 1404-1405, reçoivent leurs livraisons de bois en leur hôtel à Bruxelles les seigneurs de Koolskamp et du Bois, ainsi que maître Simon de Fourmelles (CC, 2392, fol. 207) ; en 1413-1414 : Guillaume de Sayn, Engelbert de Nassau, les seigneurs de Wezemaal, de Bergen-op-Zoom, de Liedekerke, Henri de Bergen, Henri de La Leck, Guillaume Blondeel, et Jean de Schoonvorst (CC, 2397, fol. 319v°), etc. Cela n'empêche pas certains d'avoir aussi leur chambre à la Cour (voir note 168).

(170) En 1363-1364, on dépensa 16 1/2 moutons «*pro II focis ferreis emptis apud Brux., missis in camera receptoris ibidem ante et retro, pro dominis de consilio tempore hyemali*» (AGR, CC, 2350, p. 152) ; — le 29 novembre 1397, on achète «*een dozine cussene int srentmeesters camere te orberen dair die heren van den rade plege te vergaderen*» (CC, 2384, p. 61) ; en 1400-1401, on paie 20 1/2 sous de gros à un certain Jean de Vilvorde pour diverses livraisons, et notamment «*van ammelaken ende dweelen die hi gelevert heeft binne II jaren in tsrentmeesters camere den heren van den rade torboirne, alsmen in der penterien gheen scoen gecrigen en can, ...*» (CC, 2389, p. 27).

(171) Ainsi qu'en témoignent plusieurs mentions relatives à des achats de vin. Exemples : en 1370, on paie 342 livres 8 sous à Henri Emondi «*de CVII geltis vini allatis pro receptore per suos famulos in camera receptoris pro dominis de consilio et aliis extraneis personis ibidem commedentibus inter XIa in meye LXIXe usque XVa in januario sequente, ...*» (AGR, CC, 2356, fol. 76r°) ; entre le 15 janvier 1370 et le 16 janvier 1371, on acheta 205 1/2 gueltes de vin du Rhin «*pro receptore et pro dominis de consilio dum comederunt in camera receptoris*» (CC, 2357, p. 165). — Voir aussi CC, 2358, p. 153 et CC, 2360, p. 124. — Cette chambre devait être assez spacieuse, et, en 1404-1405, le receveur Guillaume Tonsus signale que le gouverneur, Antoine, a respecté une tradition qui veut que «*van ouder costumen ende gewoenten een here van Brabant geplogen heeft altost opten Kersnacht na der missen te comen met sinen lieden eyten ende collacie houden int srentmeesters generael camere van Brabant*» (CC, 2392, fol. 217v° ; voir aussi CC, 2393, fol. 41r° et 287v°).

seil ducal (172). Son nom de «Chambre du Conseil» (en néerlandais *raetcamere* ou *camere van den rade*) sera donné plus tard à la section permanente du Conseil qui verra définitivement le jour sous Jean IV. A la même époque, une autre salle fut aménagée (d'abord au Coudenberg, puis dans l'hôtel du gouverneur dans le quartier du Cantersteen, puis à Vilvorde, enfin de nouveau au Coudenberg) pour servir de local aux auditeurs des comptes nouvellement désignés (173). Elle aussi transmettra son nom de «chambre des comptes» à l'organisme appelé à siéger en ses murs.

Une fois pourvu d'une salle de séances, le Conseil eut aussi son propre huissier (174).

Il était exceptionnel que le Conseil se réunît en dehors du palais du Coudenberg lorsque la Cour séjournait à Bruxelles. Le fait s'est néanmoins produit au moins une fois : à la fin de l'année 1427, les conseillers tinrent séance dans la maison particulière d'Edmond de Dynter (175). On ne peut que s'interroger sur les raisons qui les poussèrent à abandonner leur local habituel.

(172) Première mention dans un compte de 1404-1405 (AGR, CC, 1783, fol. 61v°). Mentions régulières par la suite. — En 1416-1417, on fit l'achat d'une table pour la «*raedcamere*», tandis que des travaux plus importants furent effectués à ce local en 1426-1427 (CC, 4171, 3e compte, fol. 63r°).

(173) Sur les multiples déménagements de la Chambre des Comptes pendant ses premiers mois d'existence, voir P. KAUCH, *Note* ... Cet auteur paraît ignorer le passage de la Chambre dans l'hôtel du quartier du Cantersteen. Dans cet ensemble, composé de parties anciennes et d'autres nouvellement construites, la chambre réservée à l'audition des comptes se trouvait dans un des vieux immeubles acquis par Antoine ; AGR, CC, 2392, fol. 179v° et 183r°). — Le 5 mai 1406, le receveur de Brabant avait, sur ordre du gouverneur, pris en location deux maisons à Vilvorde ; l'une devait abriter le Conseil, l'autre la Chambre des Comptes (P. KAUCH, *Note* ..., p. 16). Antoine, en conflit avec la ville de Bruxelles (à ce sujet, voir *infra*, p. 407 et 478) avait décidé de replier une partie de ses services sur Vilvorde, dont il fit fortifier le château. Mais sans doute celui-ci n'était-il pas assez grand, ou assez confortable, pour abriter le Conseil et les maîtres des comptes.

(174) Jean Carper alias Carperen est dit «*doirwairder van den rade*» en 1407-1408 et les années suivantes (AGR, CC, 2394, fol. 170v° et 386v°, CC, 2395, fol. 174v° et 438r°). — En 1412, on le trouve cité comme «*doerwerder van der cameren van den rade*» (CC, 2396[1], fol. 130v°). Il l'est encore en 1415 (CC, 2399, fol. 64v°) mais est remplacé en 1415-1416 par Henri (*Henneken*) Mersman (CC, 2399, fol. 192v°) tout en restant attaché à l'Hôtel comme huissier de salle (CC, 2400, fol. 127v°). — Après quoi l'on trouve Jean van Lokeren, alias Loqueroen, alias Lokeron, de 1417-1418 à 1419-1420 (CC, 2400, fol. 259v°, CC, 2401, fol. 167v° et CC, 2402, fol. 88r°), Jean van Tefelen en 1420 (CC, 12.700, fol. 459r°), Arnoul Quaygans al. Quadegans, de 1422-1423 à 1430 (CC, 2404, 3e compte, fol. 55v°, CC, 2405, fol. 64v° et 211r°, etc.). En 1423-1425, Arnoul Quaygans percevait à ce titre 14 plaques par jour lorsqu'il se trouvait à Bruxelles avec la Chambre du Conseil en l'absence du duc (CC, 2405, fol. 128v°) ; le 26 novembre 1428, il reçut 34 couronnes de France pour services rendus depuis la mort de Jean IV (CC, 1794, fol. 79r°). C'est donc à tort qu'A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. III, pp. 168-169, écrit que Philippe Le Bon *créa* l'office d'huissier en faveur d'Arnoul Quadegans le *16 février 1431 (n.s.)*. En fait la nouvelle commission octroyée ce jour-là à Quaygans marque peut-être [peut-être, car on est mal renseigné sur la situation antérieure] une première évolution de l'office. En plus de ses fonctions de portier de la salle du Conseil, Quaygans se voyait chargé de mettre à exécution les arrêts et mandements du Conseil dans la ville où celui-ci tenait ses assises. Sur l'histoire ultérieure de cet office, voir A. GAILLARD, *op. cit.*, t. III, pp. 369 et suiv.

(175) Le 31 décembre 1427, il fut ordonné d'envoyer cent esclayes de bois à maître Edmond de Dynter «*in recompensacien van alsulken viere als die heeren van den raide tsijnen huys gehadt hebben alsij aldair vergadert hebben geweest ...*» (AGR, CC, 2407, fol. 70v°).

En ce qui concerne les autres lieux de résidence de l'Hôtel, on ignore tout de l'existence d'une salle spécialement affectée aux séances du Conseil.

En déplacement, les conseillers pouvaient évidemment se réunir au gré des circonstances (176).

B. Périodicité.

Nous sommes mal renseignés sur la périodicité des réunions du Conseil. Tout au plus dispose-t-on de quelques éléments pour des époques déterminées.

Grâce au fait que des indemnités journalières de présence furent accordées par les Etats aux conseillers-régents du 1er février au 31 août 1417 (177), l'on sait que les réunions devaient être quotidiennes. Deux secrétaires, Guillaume Bont et Edmond de Dynter, furent en effet chargés de noter *chaque jour* le nom des régents présents, ceci afin de pouvoir payer à chacun ce qui lui était dû (178).

C'est aussi tous les jours qu'était tenue de se réunir la Chambre du Conseil d'avril 1420 et, plus tard, celle de septembre 1420. Pour cette dernière, il était même précisé qu'il n'y aurait pas de séances les dimanches et les jours de grandes fêtes liturgiques (179).

Enfin, les lettres de commission de Jean Baillart en qualité de receveur de toutes les finances de Philippe de Saint-Pol (24 juillet 1429) (180) font connaître que la Chambre du Conseil se réunit quotidiennement et, de plus, que la séance du samedi est consacrée à l'examen des dépenses de l'Hôtel.

Pour le reste, et notamment pour ce qui concerne les réunions du «Grand» Conseil en période normale, les indications font totalement défaut.

C. Assiduité des conseillers.

Que les séances du Conseil soient quotidiennes ne signifie pas encore que tous les conseillers y aient participé chaque jour. Est-il possible de se faire une idée de la régularité avec laquelle un personnage donné assistait aux réunions ? En général, non. Seules des indications fort imprécises, et toutes relatives, nous sont fournies par les mentions de chancellerie des actes ducaux (181). Mais elles permettent simplement de se rendre compte qu'un conseiller déterminé était plus ou moins souvent présent que tel ou tel de ses collègues.

Des données plus précises sont exceptionnelles : on en possède pour le Conseil de régence, pour la période s'étendant du 1er février au 31 août 1417, soit 212 jours. Il en a déjà été question au chapitre précédent (182). Nous ren-

(176) Ainsi en mai 1417, les conseillers de passage à Maastricht se réunirent dans le couvent des frères-mineurs (CC, 2400, fol. 125r° : «*Item dat de heren van den rade deden geven te Tricht ten Minderbruederen daer si te rade ghingen*»).

(177) Voir *infra*, p. 344.

(178) AGR, CC, 10, fol. 512r° et CC, 2400, fol. 186.

(179) Pour la Chambre du Conseil du 27 avril 1420, voir de Dynter, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 71 ; pour celle du 11 septembre 1420, voir *infra*, pièce justificative n° 3.

(180) AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 1-3.

(181) Sur ces mentions de chancellerie, voir *supra*, p. 272 et n. 26.

(182) voir *supra*, p. 284.

voyons aux chiffres fournis à cet endroit, tout en signalant que le fait d'assister aux séances du Conseil ne constitue pas la seule activité normale du conseiller. Celui-ci peut en outre être envoyé en mission à l'extérieur, en Brabant ou à l'étranger ; une ambassade dans un pays lointain (en Bohême par exemple, ou en Italie) peut l'éloigner de la Cour pendant plusieurs semaines. Pour juger de l'ensemble des activités d'un conseiller, il faudra donc tenir compte tant de ses jours de présence au Conseil que des périodes de missions accomplies pour le duc. Pour chacun des conseillers-régents et pour Jean Bont, les chiffres auxquels il est fait allusion se rapportent à ces deux formes d'activité. Ils permettent de constater que sur onze conseillers actifs (183), quatre consacrent moins d'un jour sur deux au service de la principauté, un autre (l'abbé d'Affligem) y consacre la moitié de son temps, et un seul, le Bruxellois Renier Mours, y passe la presque totalité de ses journées (184). Or l'on sait qu'à cette époque le Conseil se réunissait tous les jours (185), et que les régents doivent être considérés comme des conseillers permanents, comme le seront plus tard les membres de la Chambre du Conseil. Tout compte fait, l'absentéisme paraît donc assez important.

En ce qui concerne la présence des conseillers à la Cour, il faut attendre le règne de Philippe de Saint-Pol pour obtenir de nouvelles données chiffrées. A partir du 18 mars 1429, les comptes de la recette de Brabant mentionnent jour après jour les noms de membres du Conseil hébergés à l'Hôtel ducal. Les chiffres portent sur un total de 445 jours pour la période comprise entre le 18 mars 1429 et le 5 août 1430, qui comprend en fait 506 jours, la différence venant de ce que certaines journées pendant lesquelles le duc est en voyage ne sont pas reprises dans les comptes.

Voici, pour chaque conseiller, le nombre de jours au cours desquels il s'est sûrement trouvé à la Cour, si l'on en croit le receveur de Brabant (186). Le nom des conseillers résidants est imprimé en italiques.

Jean de Wittem, seigneur de Boutersem	176 jours
Henri de Rotselaar	165 jours
Edmond d'Emmikhoven, maître de Chantraine	124 jours
Ghislain de Sart, chancelier	92 jours (187)

(183) Dix des conseillers-régents et Jean Bont. Le onzième régent, Jean de Wezemaal, déjà âgé, avait cessé depuis 1416 de participer aux activités du Conseil, sans toutefois perdre son titre de conseiller.

(184) Une des raisons de l'assiduité de Mours réside très vraisemblablement dans le fait que pendant toute la régence la Cour a résidé à Bruxelles.

(185) Voir ci-dessus.

(186) Relevé fait d'après les comptes de Jean Baillart, receveur général : AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 29-49 ; CC, 2408, 2e compte, fol. 23-38r°. — Déjà Pierre van der Eyken, commis à la dépense de l'Hôtel en l'absence du receveur général, avait, dans son compte du 1er octobre 1428 au 18 mars 1429, commencé à noter la présence au jour le jour de certains conseillers (voir AGR, CC, 1794, fol. 32-47r°), mais il semble y avoir mis moins de soins que Jean Baillart. — Celui-ci a-t-il cependant bien mentionné tous les conseillers présents chaque jour ? Fort probablement non, ainsi que nous le dirons en commentant les chiffres qui ne devront donc être considérés que comme des minimums.

(187) Mentionné pour la première fois le 4 juillet 1429. Il avait été nommé chancelier le 20 juin. Pour lui, il s'agit donc de 92 jours de présence sur 362 jours possibles (du 20 juin 1429 au 5 août

Conrad de Schoonvorst, seigneur d'Elsloo	91 jours
Jean, seigneur de Rotselaar	90 jours
Jean, seigneur de Dongelberg	61 jours
le seigneur de Monchy	58 jours (188)
Jean de Woude	38 jours
Nicolas de Saint-Géry	37 jours
Jean de Schoonvorst	35 jours
Guillaume de Montenaken	24 jours
Pierre de Luxembourg	14 jours
Engelbert d'Enghien	14 jours
Robert de Spontin, seigneur de Wavre	11 jours
Engelbert de Nassau	10 jours
le seigneur d'Odeur	8 jours
le seigneur de Wittem	8 jours
Jean Baillart, receveur de Brabant	5 jours (189)
Thomas, seigneur de Diest	5 jours
Gilles Cole	4 jours
Rasse de Grez, seigneur de Heverlee	4 jours
Henri, seigneur de Gronsveld	4 jours
Henri de Diest	3 jours
Jean de Hornes, seigneur de Perwez	3 jours
Arnoul Stamelart van Uden	3 jours
Jean de Pernes	2 jours
Arnoul, seigneur de Zevenbergen	2 jours
Jean de Cuyck, seigneur de Hoogstraten	1 jour
Jacques d'Abcoude, seigneur de Gaasbeek	1 jour
le seigneur de Walhain	1 jour
Jean, seigneur de Wezemaal	1 jour
Jean Dicbier	1 jour
Corneille Proper	1 jour

1430, il y a 412 jours, mais il faut en décompter pendant cette période 50 pour lesquels le receveur de Brabant n'a pas fourni de renseignements du fait de voyages du duc), soit une moyenne de ± 25 1/2 jours de présence sur 100, pour une moyenne de ± 39 1/2 jours de présence sur 100 pour Jean de Wittem.

(188) Entre le 20 mars 1429 et le 28 avril suivant, soit une présence presque quotidienne. Après quoi l'intéressé n'est plus cité ; mais c'est un conseiller du comté de Saint-Pol qui a dû retourner dans cette région fin avril-début mai 1429.

(189) Dans ce cas précis, il est évident que le chiffre ne reflète pas l'assiduité du receveur. Il en sera reparlé plus bas.

Une comparaison de ces chiffres avec d'autres renseignements s'impose. Voyons ce que peut révéler une confrontation avec le nombre de mentions de chancellerie dans lesquelles certains conseillers sont dits présents au commandement.

Pendant la période considérée (18 mars 1429-5 août 1430) :

— Proper (1 jour de présence reconnu, le 4 juin 1430 [190]) est cité dans 7 mentions de chancellerie [191] ;
— Dicbier (*idem* ; le 3 août 1430) [192] est cité dans 3 mentions de chancellerie [193] ;
— Abcoude (*idem* ; le 22 juin 1430) [194] est cité dans une mention d'un acte du 22 juin 1430 (ici, les deux éléments se recoupent) [195] et dans une autre du 10 mai [196] ;
— Stamelart (3 jours de présence reconnus ; les 16 juillet 1429, 20 et 23 février 1430) [197] est cité dans 30 mentions de chancellerie (dont une du 20 février 1430) [198] ;
— Baillart (5 jours de présence reconnus) [199] est cité dans 25 mentions de chancellerie [200].

On pourrait multiplier les exemples, qui tous conduisent à la conclusion que les chiffres tirés des comptes de la recette générale de Brabant n'ont qu'une valeur très relative. Le receveur ne notait certainement pas chaque jour la totalité des conseillers présents. Il commençait d'ailleurs souvent par s'oublier lui-même.

En général toutefois les indications fournies par ce relevé ne sont pas en contradiction formelle avec les informations tirées des mentions de chancellerie qui ont permis d'établir l'Annexe I [201]. Il apparaît que certains conseillers résidants, de même d'ailleurs que des dignitaires de l'Hôtel (le premier cham-

(190) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 33r°.

(191) Actes des 25 novembre 1429 et des 22, 29 et 31 mai, 3 juin (2 actes) et 8 juillet 1430 (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, partie manuscrite, ainsi que AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 60v° et 61r°, et CC, 4733, 27e compte, fol. 1).

(192) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 37v°.

(193) Actes des 30 décembre 1429 et 1er janvier 1430 (2 actes) : AGR, CC, 23, fol. 92 et 230v°, et CC, 2443, fol. 2.

(194) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 34v°.

(195) AGR, CC, 23, fol. 35v°, CC, 133, fol. 110.

(196) AGR, Chartes de Brabant, à la date.

(197) AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 37v°, et 2e compte, fol. 25.

(198) Voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, partie manuscrite, *passim*, ainsi que AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 1-3, 2e compte, fol. 49r°, 59v°, 92r°, 93v°, 94v° (2 actes), et 98r° (2 actes), CC, 2443, fol. 2, CC, 4481, fol. 1, ; AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 535 II, fol. 29-40 ; AV Louvain, 1556, et C. STROOBANT, *Béguinage de Hoogstraten*, pp. 179-180.

(199) AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 34v°, 36v°, 37v° et 39r°.

(200) Voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, partie manuscrite, *passim*, ainsi que AGR, CC, 2435, fol. 1, CC, 2443, fol. 1-2r°, CC, 3608, fol. 1, CC, 4481, fol. 1, CC, 4584, 2e compte, fol. 1, CC, 4733, 27e compte, fol. 1, CC, 4758, 1er compte, fol. 1v°-2r° et CC, 18065, fol. 2v°-3.

(201) En comparant les données du relevé avec celles de l'Annexe I, 9, il faut tenir compte de ce que des conseillers dont l'activité est importante au vu de cette Annexe, et bien moins grande d'après le relevé, ont pu se montrer plus assidus avant le 18 mars 1429 qu'après cette date.

bellan Nicolas de Saint-Géry) ou de grands officiers (le drossard de Brabant Jean de Rotselaar) jouent un rôle non négligeable. Les plus actifs, d'après le relevé, cumulaient les qualités de conseillers résidants et de dignitaires de l'Hôtel : Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, et Henri de Rotselaar, seigneur de Roest, étaient en effet à la fois membres de la Chambre du Conseil et chambellans du duc.

Au total, il est donc fort malaisé de se faire une idée exacte de l'assiduité des conseillers. Pour l'ensemble de la période étudiée, la meilleure source de renseignements, encore que d'une valeur bien relative, reste constituée par les mentions de chancellerie des actes ducaux.

Il est moins difficile de se renseigner sur l'activité déployée par les conseillers en dehors de la Cour. Une mission en Brabant ou à l'étranger donnait lieu au payement d'une indemnité journalière (202) payée par le receveur de Brabant et donc consignée dans les comptes de celui-ci, au chapitre des frais d'ambassades et de voyages (203). Il serait fastidieux de détailler ici les états de service de tous les conseillers recensés ; on se contentera de fournir quelques exemples relatifs à des personnages dont les noms ont été repris dans le relevé ci-dessus :

— entre le 16 mars et le 20 décembre 1429 (soit un peu plus de neuf mois), Engelbert de Nassau a voyagé au service du duc pendant un total de 48 jours (soit plus d'un mois et demi) (204) ;
— entre le 8 avril 1429 et le 12 février 1430 (soit un peu plus de dix mois), Jean Dicbier a voyagé pendant 34 jours (205) ;
— entre le 1er septembre et le 31 décembre 1429 (quatre mois), Jean de Woude, conseiller «résidant», a voyagé pendant 70 jours (206) ;
— entre le 15 janvier et le 16 juin 1430 (cinq mois), Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, a voyagé pendant 16 jours (207) ;
— entre le 22 février et le 12 septembre 1430 (soit moins de sept mois), le chancelier Ghislain de Sart a voyagé pendant au moins 64 jours (208).

Signalons enfin que, pendant le début du règne de Philippe de Saint-Pol, une modification dans l'organisation de la comptabilité de l'Hôtel permet de connaître le nombre total de jours passés au service du prince par certains conseillers, tant en voyages qu'en séjours auprès du duc. Aux termes de l'ordonnance de l'Hôtel du 29 juillet 1427, les conseillers, à l'exception des dignitaires auliques, ne furent plus mis à charge de l'Hôtel ducal lors de leurs venues à la Cour ; mais il leur était payé des indemnités compensatoires qui leur furent versées en même temps que leurs frais de mission (209).

(202) Voir *infra*, pp. 346-349.
(203) M. MARTENS, *L'administration*..., pp. 185-186.
(204) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 51v°-52r°.
(205) *Ibid.*, fol. 54v°-55r°.
(206) *Ibid.*, fol. 52v°-53r°.
(207) *Ibid.*, fol. 50v°.
(208) *Ibid.*, fol. 49-50r°.
(209) Voir *infra*, pp. 344-346. Dans ce deuxième passage sont donnés aussi quelques chiffres relatifs à l'ensemble de l'activité de certains conseillers pour les années 1362-1368.

Voici, pour quelques conseillers, le nombre de jours passés au service du duc au cours de périodes variant pour chacun d'eux, en nous limitant aux premiers mois du règne de Philippe de Saint-Pol.

Nom du conseiller	Période	Nombre de jours au service du duc (comprenant séjours à la Cour et missions extérieures)
Pierre de Luxembourg, seigneur d'Enghien	22 avril-7 novembre 1427 (six mois et demi)	115 ([210])
Jean de Schoonvorst	8 mai-fin octobre 1427 (près de six mois)	+ de 108 ([211])
Engelbert de Nassau	25 mai-± 15 juillet 1427 (près de deux mois)	+ de 25 ([212])
Henri de Rotselaar	31 mai-12 novembre 1427 (près de cinq mois et demi)	25 ([213])
Jean de Wittem, seigneur de Boutersem	31 mai-6 octobre 1427 (un peu plus de quatre mois)	37 ([214])
Jean de Woude	5 juin-7 décembre 1427 (un peu plus de six mois)	42 ([215])
Arnoul Stamelart van Uden	1er juillet-10 octobre 1427 (trois mois et un tiers)	31 ([216])
Jean de Neuverue	2 août-10 décembre 1427 (un peu plus de quatre mois)	43 ([217])

Ces chiffres montrent que même les conseillers les plus actifs ne consacraient au service du duc qu'une partie de leur temps. Le fait paraît normal pour les barons, qui avaient aussi à gérer leurs propres biens ([218]), mais il faut remarquer qu'il vaut aussi pour les conseillers résidants qui devaient, en principe, être des membres plus permanents de l'entourage ducal.

(210) AGR, CC, 2406[II], fol. 74 et CC, 3606, fol. 21r°
(211) AGR, CC, 2406[II], fol. 75v°-76.
(212) *Ibid.*, fol. 74v°-75v°.
(213) AGR, CC, 2407, fol. 42v°.
(214) *Ibid.*, fol. 43r°.
(215) *Ibid.*, fol. 44v°.
(216) AGR, CC, 2406[II], fol. 77v°-78r°.
(217) AGR, CC, 2407, fol. 43.
(218) Il faut noter que les chiffres donnés dans la colonne «Nombre de jours» comprennent les jours de voyages que le conseiller avait éventuellement à accomplir pour se rendre de chez lui auprès du duc et pour s'en retourner ensuite à son domicile. Ce qui réduit encore le nombre de jours effectivement prestés au service du prince.

V. *Rétribution des conseillers : gages, pensions, indemnités, dons, avantages divers*

Dans les pages qui précèdent, le problème de la rétribution des conseillers a été évoqué à plusieurs reprises. Il est temps de l'examiner d'une manière plus systématique.

Les membres du Conseil percevaient-ils un salaire régulier pour prix de leurs services ? Dans le cas contraire, comment étaient-ils rémunérés ?

Voyons d'abord quelle fut la règle générale. Habituellement, les conseillers ducaux ne percevaient aucun traitement fixe. En revanche ils avaient «bouche en cour» quand ils séjournaient auprès du duc, et avaient droit à des indemnités de déplacement quand ils voyageaient pour le compte de celui-ci.

Toutefois cette règle comporte plusieurs exceptions : quelques conseillers ont, pendant des périodes plus ou moins longues, bénéficié de gages annuels fixes ; à d'autres moments, ils ont, lorsqu'ils se trouvaient auprès du prince, touché ce qu'il est permis d'appeler des indemnités de séjour.

Enfin, un certain nombre de membres du Conseil retirèrent de la faveur ducale d'autres avantages : dons, pensions, gratifications en nature.

A. Avantages procurés par le séjour à l'Hôtel

Lorsqu'il était mandé auprès du duc, un conseiller était normalement porté au compte de l'Hôtel, et jouissait, pendant la durée de son séjour, de divers avantages :

— il était logé (nous avons vu plus haut que d'aucuns disposaient même d'une chambre personnelle au palais du Coudenberg) ;
— il était nourri ;
— il bénéficiait de «livraisons» (gîte et couvert pour sa suite; fourrage et litière pour ses chevaux).

On ne sait si, au XIV^e siècle, le nombre de personnes composant cette suite était limité. Au XV^e siècle, dès la première ordonnance de l'Hôtel d'Antoine (18 mars 1407), des chiffres à ne pas dépasser furent fixés :

— un banneret pouvait être accompagné de six hommes et de sept chevaux (le septième étant le sien) :
— un chevalier à compagnon de quatre hommes et cinq chevaux ;
— un chevalier bachelier de trois hommes et quatre chevaux ;
— un écuyer de deux hommes et trois chevaux ([219]).

Une parenthèse s'impose ici. On remarquera en effet que les ecclésiastiques, les bourgeois et les universitaires sont omis dans cette énumération. C'est sans doute parce qu'ils entraient dans la catégorie des conseillers nommés par patentes, et que la suite à laquelle ils auraient éventuellement droit, devait être fixée au moment de leur «retenue».

(219) P. Kauch, *L'organisation* ..., p. 192.

Sous Philippe de Saint-Pol, le régime traditionnellement en vigueur jusqu'alors fut modifié : l'ordonnance de l'Hôtel du 29 juillet 1427 stipula que les conseillers barons et autres ne seraient plus repris au rôle de l'Hôtel ([220]). Ils devaient jouir d'une indemnité de séjour dont il sera parlé plus loin. Les nouvelles dispositions ne furent plus changées avant l'avènement de Philippe le Bon ([221]).

B. Indemnités de séjour.

Les indemnités de séjour ne sont pas une innovation du règne de Philippe de Saint-Pol. Qualifiées parfois de gages journaliers (en néerlandais *daghelijckse wedden*, en latin *vadia*), elles furent payées chaque fois qu'un conseiller, présent à la Cour, n'avait pas, pour une raison quelconque, perçu les «livraisons» auquelles il avait normalement droit.

De même qu'entre 1427 et 1430 elles furent parfois versées en même temps que des indemnités de voyage. Un seul payement global pouvait avoir lieu souvent avec plusieurs mois de retard. Le montant de l'indemnité journalière n'est pas toujours précisé. Néanmoins, on dispose de quelques éléments pour les années 1362 à 1368 :

— entre le 28 juillet 1363 et le 2 février 1365, Jean de Polanen, seigneur de la Leck, fut pendant 222 jours au service du duc en qualité de conseiller (dans ce nombre ne sont pas comprises deux expéditions militaires au cours desquelles ledit Polanen accompagna Wenceslas). Pour chaque jour, il eut droit à 5 florins ;
— c'est aussi 5 florins par jour que reçut le seigneur de Bergen-op-Zoom à la même époque ;
— de même d'ailleurs que Robert de Namur ;
— et que le seigneur de Perwez, qui, pour la période du 2 février 1365 au 2 février 1368, fut payé pour 205 jours pendant lesquels «*fuit demandatus in consilio ducis*» ;
— quant à lui, le seigneur de Bornival n'avait droit qu'à trois florins par jour. Ce seigneur «*fuit demandatus et vocatus ad consilium ducis et ducisse*» pendant 156 jours entre le 10 mai 1362 et le 1er septembre 1364, et 198 jours entre le 1er mai 1366 et le 13 mars 1368 ([222]).

Il faut alors attendre 1417 pour voir à nouveau des conseillers jouir d'indemnités de séjour. Le 29 janvier 1417, une nouvelle ordonnance sur l'Hôtel ducal fut promulguée ([223]). En ce qui concerne l'indemnisation des membres du

(220) AGR, Chartes de Brabant, 29 juillet 1427.

(221) Voir les comptes de la recette générale de Brabant, aux chapitres des frais de missions et ambassades, les indemnités de séjour ayant à cette époque le même montant que les indemnités de déplacement.

(222) Pour tous ces conseillers, voir AGR, CC, 2351, fol. 73, CC, 2352, pp. 114 et 116 et CC, 2353, pp. 116-117.

(223) Elle n'est connue à ce jour que par les mentions qu'en font de Dynter, *Chronique*, t. III, p. 339 et les *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 285-286.

Conseil présents à la Cour, il fut décidé de mettre en vigueur le système qui allait être repris plus tard par Philippe de Saint-Pol, dans son ordonnance de 1427 : les conseillers ne seraient plus repris au rôle de l'Hôtel, mais percevraient des indemnités de séjour par jour de présence au Conseil. Le montant variait d'après la catégorie sociale du bénéficiaire ; c'est ainsi que

— les barons devaient avoir 2 couronnes dites *blau cronen* par jour ;
— les prélats et les chevaliers une couronne de France par jour ;
— et les représentants des villes une *blau crone* par jour (224).

Deux secrétaires, Guillaume Bont et Edmond de Dynter, furent chargés par les Etats de noter chaque jour le nom des conseillers présents (225).

Ce régime fut appliqué pendant 212 jours, après quoi, le Conseil de régence s'étant dissous, on en revint au système traditionnel. Jusqu'en 1427, il n'y a plus traces d'indemnités de séjour payées à des conseillers séjournant à la Cour. Toutefois, occasionnellement de telles gratifications furent accordées à des membres du Conseil restés à Bruxelles en l'absence du duc et de son Hôtel (226). On en connaît des exemples dans la seconde moitié du règne de Jean IV.

Du 6 au 14 décembre 1423, restèrent à Bruxelles maître Corneille Proper, Guillaume de Montenaken, Arnoul Stamelart van Uden et Gautier van der Noot, tous conseillers résidants, accompagnés d'un secrétaire, Gérard de Baussel, et de l'huissier de la Chambre du Conseil, Arnoul Quaygans. Proper avait trois personnes dans sa suite, les autres conseillers deux, et le secrétaire une seule. Chacun, conseiller ou membre de la suite, avait son cheval, à l'exception de Quaygans. L'indemnité perçue s'éleva à 1/2 couronne par jour par personne montée (227).

En 1425, c'est encore 1/2 couronne par jour et par personne montée qu'on accorda à Guillaume de Sayn, Arnoul Stamelart et Gautier de Winghe restés à Bruxelles à différents moments. Le premier nommé avait sept personnes dans sa suite, les deux autres deux seulement (228).

A strictement parler, il faudrait, dans les deux cas évoqués ci-dessus, assimiler ces indemnités à des frais de mission, puisque, en fait, les conseillers intéressés

(224) AGR, CC, 2400, fol. 97v°, 98r° et 197r°. — La couronne de France valait plus que la *blau crone*, qui elle, valait invariablement 40 gros de Flandre (voir Ph. GODDING, *Le droit foncier* ..., p. 377).

(225) AGR, CC, 10, fol. 512r° ; CC, 2400, fol. 186. — C'est cette mesure qui nous a permis de connaître les prestations des conseillers-régents dans la période qui suivit la mise en vigueur de cette ordonnance (voir *supra*, p. 284).

(226) Il était aussi traditionnel d'indemniser de cette manière l'ensemble du personnel domestique qui assurait une espèce de permanence au palais du Coudenberg à Bruxelles, lorsque l'Hôtel avait établi sa résidence dans une autre localité (voir M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 184 et n. 8 ; Mlle Martens parle de «personnel restant à l'hôtel en l'absence des ducs». Comme le mot «hôtel» prête ici à confusion, nous préférerions «personnel restant au palais de Bruxelles» — il n'y a aucun exemple s'appliquant à une autre résidence ducale — «en l'absence de la Cour»).

(227) AGR, CC, 2405, fol. 64. — Arnoul Quaygans, n'ayant pas de cheval, ne reçut que 14 sous de gros par jour. Gautier van der Noot, parce qu'il habitait Bruxelles, ne toucha rien pour lui-même, mais fut indemnisé pour les deux personnes de sa suite.

(228) Guillaume de Sayn resta à Bruxelles du 17 au 31 mai et du 6 au 14 juin 1425 ; Arnoul Stamelart y fut pendant environ 29 jours non spécifiés et Gautier de Winge du 24 août au 9 septembre et du 7 au 19 octobre 1425 (AGR, CC, 2405, fol. 200r°, 204r° et 215v°).

ne résidaient pas à l'Hôtel. Au contraire, c'est bien d'indemnités de sejour généralisées qu'il est question dans l'ordonnance sur l'Hôtel promulgée par Philippe de Saint-Pol le 29 juillet 1427. Le duc dispose en effet que «*die baenroidssen ende andere heren van den raide die in der ordinancien ende kost van der herbergen niet en sijn onthouden, als sij om mijns heren saken ontboden werden off geseyndt werden om mijns heren saken, voir elken dach duerende den tijt dat sij uut sijn soelen in mijns heren dienst na hoeren onthout, selen hebben voir elken persoen ende pert die helft van eenen Hollanschen schilt*» (229). Ce tarif ne fut plus modifié jusqu'à la fin du règne de Philippe de Saint-Pol ; il est d'ailleurs presque identique à celui qui était pratiqué à la fin du règne de Jean IV, car l'écu de Hollande avait à peu près la même valeur que la couronne (230).

La lecture de ce texte réglementaire conduit à formuler trois remarques :

a) Tout d'abord sont exclus du bénéfice de ces indemnités les conseillers qui occupent une fonction quelconque à l'Hôtel (maîtres de l'Hôtel, chambellans, ...). Ces derniers continuent à être portés au rôle de l'Hôtel ; leurs noms figurent d'ailleurs au début de l'ordonnance, dans la liste du personnel «domestique».

b) Les indemnités de séjour et les indemnités de mission sont mises sur le même pied, et liquidées au même tarif. C'est vrai du moins pour les missions à l'intérieur des frontières du duché. Pour les voyages à l'étranger, un autre article de l'ordonnance prévoit des conditions particulières.

c) Un point fort important est omis : l'ordonnance, contrairement à ce qu'avait fait celle de 1407, ne précise pas par combien de personnes et de chevaux un conseiller peut se faire accompagner. Pour en avoir une idée, il faut s'en remettre aux documents de la pratique. Nous en parlerons à propos des indemnités de mission.

C. Frais et indemnités de mission.

Les membres du Conseil, de même d'ailleurs que les gens de la chancellerie ou les personnes attachées à un titre quelconque à l'Hôtel, étaient indemnisés lorsqu'ils voyageaient au service du prince en Brabant ou à l'étranger.

Au XIV^e^ siècle, plus exactement jusqu'en 1404, deux procédés furent concurremment en vigueur. Ou bien les frais occasionnés par un déplacement étaient remboursés une fois la mission accomplie (231), ou bien une allocation

(229) AGR, Chartes de Brabant, 29 juillet 1427.

(230) Dans ses comptes, le receveur général s'exprime d'ailleurs indifféremment en écus ou en couronnes dans les chapitres consacrés aux payements de cette nature effectués par lui.

(231) Exemples dans M. Martens, *L'administration* ..., p. 186, n. 2. — Autres exemples tirés des comptes rédigés en néerlandais : «*Item geseindt den here van Wittham ende Reynier* [Hollant] *te Loven XXVIIa in sept.* [1377]..., *verteerden IIII peter* ...» (AGR, CC, 2363, p. 73) ; «*Item IIII daghe in augusto* [1402] *reden die proest van Mabuegen* [Renier Goedheere] *ende die rentmeester van Brabant* [Guillaume Tonsus], *meester Willem van Brugge ende heren Willem Bont met haren ghesinde te Lovene, ... uutgheweest II nacht ende eenen dach, vertert tot Willems in den Wilden Man, daer aten die heere van Rotselair ende meester Jan Lonijs met haren ghesinde I maeltijt* ...», le tout se montant à 5 livres 23 deniers de gros de Flandre (CC, 2391, p. 90).

forfaitaire globale était versée aux envoyés ducaux avant leur départ ([232]). Cette seconde solution était souvent préférée dans le cas d'ambassades à l'étranger.

Dès le début du règne d'Antoine, ces deux modes de payement furent remplacés par une indemnité forfaitaire journalière, instaurée par l'article 28 de l'ordonnance sur l'Hôtel du 18 mars 1407, ainsi conçu : «*Item a mondit seigneur ordonné que tous les gens de son Conseil et autres de ses gens qui de par lui yront en voyages ou ambassaderies auront par jour durant le temps quilz seront dehors por les faiz et besongnes de mondit seigneur, chascune personne et cheval ensemble jusques au nombre contenu en ceste presente ordonnance, dix solz, une couronne de France pour XX solz*» ([233]). Le nombre de personnes pouvant composer la suite d'un conseiller en voyage était donc le même que celui qui avait droit aux livraisons à l'Hôtel en cas de séjour auprès du duc ([234]). Le montant de l'indemnité, une demi-couronne par jour par personne montée, est le même que celui de l'indemnité de séjour qui allait être payée à la fin du règne de Jean IV. Sous Philippe de Saint-Pol, les deux indemnités, de déplacement et de séjour, furent mises officiellement sur le même pied par l'ordonnance de 1427 ; elles se montaient à un demi-écu de Hollande par jour ([235]). Cette même ordonnance établissait néanmoins une distinction entre les voyages à l'étranger et les déplacements à l'intérieur du pays. Le montant (un demi-écu de Hollande par jour et par personne montée) ne valait que pour les voyages dans les limites du Brabant. Pour l'étranger, un tarif différent, non précisé, pouvait être établi. Les comptes montrent cependant qu'un même montant fut généralement accordé dans les deux cas. On constate simplement que la suite d'un conseiller est habituellement plus étoffée quand il se rend à l'étranger.

A propos du nombre de personnes autorisées à accompagner un membre du Conseil à charge du trésor ducal, les textes réglementaires postérieurs à 1407 sont peu précis. Dès lors, seuls les comptes de la recette générale peuvent renseigner à ce sujet. Voici quelques exemples, qui montrent qu'une grande liberté a régné dans ce domaine :

— le seigneur de Heverlee a voyagé avec quatre ou six chevaux en 1415-1417 ([236]) (Nombre autorisé par l'ordonnance de 1407 : en qualité de chevalier — à compagnon ? — : quatre hommes de suite et cinq chevaux) ;
— Henri de Bergen a voyagé avec sept et huit chevaux en 1416-1417 ([237]) (Nombre autorisé en 1407 : baron : 7 chevaux) ;

(232) «*Item gegeven den drossate Gruythuys van Brabant VII dage in novembri* [1377] *te theergelde omme te Ghente te riden op een dachvaart jegen die van Ludic omme des raeds coste te betaline... C peters...*» (AGR, CC, 2363, p. 75) ; «*Item XXVI in octobri* [1394] *den heren van mynre vrouwen rade te ridene in Hollant te teergelde XII peters...*» (CC, 2380, p. 76).

(233) AGR, CC, 131, fol. 42r° (publié par P. KAUCH, *L'organisation...*, p. 197).

(234) Voir *supra*, p. 343. — Il est évident qu'un conseiller pouvait se faire accompagner d'une suite plus nombreuse, mais il devait alors pourvoir, à ses frais, à l'entretien des personnes en surnombre.

(235) Voir *supra*, p. 344.

(236) AGR, CC, 2399, fol. 188r° ; CC, 2400, fol. 75r° et 77v°.

(237) AGR, CC, 2400, fol. 75v°, 77v°, 83v°.

— Thomas, seigneur de Diest, a voyagé avec sept, huit et même douze chevaux en 1416-1417 (238) (Nombre autorisé en 1407 : baron : 7 chevaux) ;
— en 1423-1424, Guillaume de Montenaken a voyagé avec trois, six et onze chevaux, et le seigneur d'Enghien avec douze (239).
— en 1428-1429, Engelbert de Nassau a même perçu des indemnités pour vingt-six et vingt-sept chevaux (240).

Il paraît donc bien ne pas y avoir eu de règle très stricte quant à l'importance numérique de la suite. Exceptionnellement quelques maximums sont fixés, mais c'est vrai surtout pour le personnel ducal extérieur au Conseil : c'est ainsi qu'en 1429-1430, les secrétaires Edmond et Ambroise de Dynter n'avaient droit qu'à un compagnon et deux chevaux quand ils se déplaçaient à l'intérieur des frontières du Brabant, et à deux compagnons et trois chevaux quand ils devaient se rendre à l'étranger. De plus, dans leur cas, le montant payé par homme monté était légèrement différent : il n'était que d'un demi-écu de Hollande par jour en Brabant, l'écu valant à cette époque 52 gros, et atteignait une demi-couronne de France par jour pour l'étranger, la couronne valant 60 gros (241).

La réforme introduite par Antoine en 1407, c'est-à-dire le payement des indemnités de mission forfaitaires journalières, n'élimina toutefois pas entièrement les anciens modes de rétribution. Très exceptionnellement il est vrai, des conseillers furent encore remboursés à leur retour du montant exact des frais engagés par eux (242) ou reçurent, avant leur départ, une somme plus ou moins importante destinée à payer leur voyage (243). Ces exceptions se rapportent presque toujours à des ambassades à l'étranger.

Enfin signalons que les conseillers, qui étaient, à titre personnel, membres des Etats de Brabant, n'avaient théoriquement pas droit aux indemnités de déplacement lorsqu'ils se rendaient à une assemblée d'Etats. Il était admis que, s'ils n'avaient pas été conseillers du duc, ils auraient quand même assisté aux réunions à leurs propres frais. Toutefois le prince leur fit généralement verser les indemnités auxquelles ils ne pouvaient prétendre, ce qui provoqua des remon-

(238) *Ibid.*, fol. 71v°, 79r°, 82v°, 93r° (Au fol. 79r°, on lit, en marge : *Il est ordené par les bonnes villes quil naura que pour VII chevaulx ...*», ce qui semble indiquer que les villes ont, dans ce cas précis, voulu rester fidèles aux normes fixées en 1407).

(239) AGR, CC, 2405, fol. 58r°, 60, 64v° et 72r°.

(240) AGR, CC, 1792, fol. 19r°.

(241) AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 58v°-59r°.

(242) Ainsi, en 1419, Guillaume de Sayn fut remboursé de ses frais supportés à l'occasion d'un voyage en France (AGR, CC, 2401, fol. 235r°) ; le 19 février 1424, une ambassade conduite par le seigneur d'Enghien et par Jean de Glimes, et composée d'une centaine de personnes en tout, fut envoyée par Jean IV auprès de Philippe le Bon à Amiens ; les frais furent remboursés au retour (CC, 2405, fol. 74r°).

(243) Le 21 octobre 1417, Jean Bont reçoit 10 écus de Dordrecht pour se rendre en Hollande ; le 24 novembre 1417, il reçoit 125 vieux florins du Rhin pour se rendre à Constance (AGR, CC, 2400, fol. 254r°) ; le 27 mai 1420, Jean d'Aa reçoit 40 couronnes pour se rendre à Paris, auprès du comte de Saint-Pol (CC, 2403, fol. 28r°).

trances de la part des auditeurs des comptes (244). Mais sans doute le duc estimait-il qu'un conseiller, envoyé par lui à une assemblée, ne se serait pas obligatoirement rendu à celle-ci s'il n'avait été membre du Conseil, la participation aux réunions d'Etats étant facultative.

D. GAGES ET PENSIONS.

Jusqu'ici il a été question du régime traditionnel de rétribution des conseillers. Voyons maintenant ce qui constitua l'exception, c'est-à-dire la perception d'un traitement annuel fixe que les textes qualifient souvent indifféremment de «gages» (ou gages annuels ; néerlandais *wedden* ou *jaerlijkse wedden*) ou de pension (néerlandais : *pensioen*) (245).

Un mot d'abord à propos de ces termes et de leur usage. En général, ils sont employés concurremment et paraissent avoir été considérés comme synonymes dans la plupart des cas. Toutefois des nuances apparaissent parfois. Le mot «gages», employé dans un sens plus étroit, désigne alors un salaire destiné à rétribuer l'exercice de certaines fonctions, et dont le payement cesse dès le moment où le bénéficiaire ne remplit plus l'emploi qui lui valait cette rémunération. Une pension, au contraire, peut être une gratification périodique versée pour récompenser des services rendus par le passé (246), ou pour compenser un manque à gagner né de l'accès à une nouvelle charge (247). Une pension ainsi définie peut être viagère.

Dans le présent exposé, nous utiliserons les termes «gages» et «pension» dans le sens qui vient d'être indiqué, et cela quelle qu'ait été la terminologie dont se servirent les comptables des XIV^e^ et XV^e^ siècles.

(244) En marge de deux postes consacrés à des payements d'indemnités de déplacement au seigneur de Diest qui avait assisté à des réunions d'Etats, les auditeurs ont écrit : «*Royé pour ce quil nest point acoustumé que les nobles prengnent voyages a la charge de monseigneur quant ilz vont aux journees generales du pays quelque part quelles soient assignees dedens ycelluy*» (AGR, CC, 2408, 1^er^ compte, fol. 54v°) ; de même en 1430, la Chambre des Comptes refuse de passer plusieurs postes parce que «*les nobles qui sont mandez a telles et semblables journees* [= des réunions d'Etats] *nont point acoustumé de prenre aucuns gaiges de monseigneur*» (CC, 2408, 2^e^ compte, fol. 50v°, en marge). Le duc dut donner de nouveaux mandements pour que ces sommes fussent quand même exceptionnellement passées en compte (*ibid.*, fol. 113). — Pendant la minorité de Jean IV, il avait été spécifié qu'un conseiller-régent prélat ou noble ne serait pas indemnisé pour sa participation à une réunion d'Etats, et cela, «*par lordenance des bonnes villes, veu quil eust convenu quil y fust venu a ses propres despens sil neust point esté conseillier*» (CC, 2400, fol. 93-94r°).

(245) Il arrive plus d'une fois qu'on dise dans le même texte «*wedden ofte pensioen*» ou «*wedden ende pensioen*» à propos de la même allocation.

(246) Sont de véritables pensions, dans ce sens du terme, celles qui furent accordées par le duc Antoine, le 13 septembre 1407, à toute une série de serviteurs de feue la duchesse Jeanne, non repris dans les cadres de son propre Hôtel (AGR, CC, 2394, fol. 88r° et 294-295r° ; CC, 2395, fol. 79-80r° et 333v°-334, etc.).

(247) Exemple : Le 28 juin 1404, Marguerite de Male, gouvernante titulaire du duché de Brabant, accorde à Roger de Wonsel une pension de 50 couronnes par an, pour le motif suivant : elle avait demandé à Wonsel d'entrer au service d'Antoine (son lieutenant en Brabant) comme secrétaire pour les affaires criminelles ; pour cela, Wonsel dut renoncer à l'état ecclésiastique et, de ce fait, abandonner l'espoir qu'il avait d'obtenir une prébende à Notre-Dame de Cambrai. La pension lui sert de compensation (AGR, CC, 2395, fol. 330-331r°). — Autre exemple, le cas d'Etienne van der Nederalphen, dont il sera parlé plus bas, p. 353.

1. Gages.

Citons d'abord pour mémoire les conseillers qui se voient attribuer des gages annuels fixes au titre d'une autre fonction : le receveur tout comme le drossard de Brabant perçoivent un traitement, mais c'est comme officiers supérieurs, non comme membres du Conseil ([248]).

Au XV[e] siècle, le chancelier, quand il en existe un, jouit aussi habituellement de gages annuels fixes :

— Pierre de Camdonc avait 600 couronnes de France par an ([249]),
— Ghislain de Sart ne reçut, lui, que 400 couronnes par an, mais il ne dut pas renoncer aux avantages à charge de l'Hôtel auxquels les autres salariés ne pouvaient généralement pas prétendre ([250]).

Le cas du chancelier est d'ailleurs lui aussi marginal : c'est, comme le drossard et le receveur, un conseiller chargé de fonctions particulières, mais, au contraire de ses deux collègues, les fonctions pour lesquelles il est rétribué s'exercent au sein du Conseil !

Il y a enfin des personnages, peu nombreux il est vrai, qui se sont vu attribuer des gages fixes uniquement du fait de leur qualité de conseiller :

a) *sous Antoine.*

— Jean De Witte fut nommé conseiller résidant à Vilvorde par lettres d'Antoine du 20 avril 1406 aux gages de 200 couronnes par an ([251]). Mais le 12

(248) En ce qui concerne le receveur de Brabant, son salaire, au XIV[e] siècle, est encore laissé à l'appréciation du duc (M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 185 et n. 4. — En 1402, Etienne van der Nederalphen fait encore savoir qu'il n'a pas touché ses gages depuis son entrée en fonctions, et que, pour la fixation de leur montant, il s'en remet à la duchesse et à son Conseil : AGR, CC, 2390, p. 115). C'est Guillaume Tonsus qui le premier perçut des gages annuels d'un montant fixe déterminé d'avance : il reçut 1.000 florins du Rhin par an *als hy ne geenen cost neemt int hof van Brabant* (CC, 2392, fol. 51v°). Par la suite le montant a pu varier d'un receveur à l'autre, mais toujours les gages étaient fixés une fois pour toutes au moment de l'entrée en charge d'un nouveau titulaire, ou peu après ; ainsi Nederalphen, receveur pour la seconde fois, reçut 500 couronnes par an (CC, 2394, fol. 84) ; Schoonvorst comme trésorier eut 800 couronnes par an (CC, 2397, fol. 69v°) ; Jean de Grimbergen comme trésorier eut aussi 800 couronnes par an (CC, 2398, fol. 45r°) ; tandis que, quelques années plus tard, Jean Baillart, receveur général, n'avait plus que 600 couronnes (CC, 2408, 1[er] compte, fol. 1-3). — Au XV[e] siècle, le drossard, quant à lui, percevait habituellement 600 couronnes par an (A. MEYNART, *Le sénéchal de Brabant ...*, p. 40).

(249) Nommé le 5 mars 1408, Camdonc vit ses gages fixés par une autre lettre ducale du 12 mars 1408 (AGR, CC, 2394, fol. 292). Il avait droit aussi aux émoluments du sceau, sauf la part réservée aux secrétaires depuis l'arrivée d'Antoine au gouvernement.

(250) AGR, CC, 2408, 2[e] compte, fol. 20r°. — Jean Bont ne paraît pas avoir joui d'un traitement fixe sous Philippe de Saint-Pol. — Pour les gages du chancelier de Brabant sous Philippe le Bon, voir P. RENOZ, *La chancellerie ...*, pp. 31-32.

(251) A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 6, n. 2 (publie, mais sans donner la date, un extrait de AGR, CC, 2393, fol. 243r°). C'est un cas où les documents d'époque parlent de «pension», alors qu'il s'agit de «gages» au sens où le terme est défini ci-dessus. — Ces gages ne furent finalement pas payés pour la raison expliquée plus bas, p. 406 (voir aussi A. GAILLARD, *op. cit.*, t. I, p. 8, n. 2).

novembre 1406, le gouverneur supprimait d'une façon assez générale tous les gages et pensions de ses officiers domestiques et notamment ceux des conseillers résidants ou autres. N'étaient maintenus que les traitements des avocats et procureurs d'Antoine au Parlement de Paris, dans le comté de Rethel, et dans la châtellenie de Lille, ainsi que ceux du drossard et du receveur de Brabant, des châtelains, baillis et officiers territoriaux (receveurs et justiciers) quelconques (252).

— Nicolas van den Werve perçut de 1412-1413 à 1414-1415, des gages de 200 couronnes par an (253).

— Jean Bont perçut pendant la même période 50 couronnes par an (254).

b) *sous Jean IV.*

1. Au moment de leur désignation par les Etats, les onze membres du conseil de régence se virent attribuer par leurs mandants des gages qui furent supprimés six mois plus tard ; les barons devaient avoir 400 couronnes par an ; les chevaliers 200 couronnes et les députés des villes 150 couronnes ; les prélats ne touchaient rien (255).

Toutefois, les sommes dues ne furent pas versées immédiatement, de sorte que les conseillers-régents furent portés au compte de l'Hôtel ducal (256). Quand, à la suite de lettres ducales du 28 novembre 1416, il furent quand même payés des six mois qui leur étaient dus (257), ils se trouvèrent alors avoir cumulé pour la durée d'une demi-année deux formes de gratification : le traitement fixe et les «livraisons» de l'Hôtel.

2. Le 26 juillet 1416, il fut ordonné de payer à Jean Bont, le conseiller à titre consultatif, des gages de 50 couronnes par an (258) ; le bénéficiaire n'en jouit pas longtemps car le 29 janvier 1417, une ordonnance modifia le mode de rétribution de l'ensemble des conseillers, leur accordant des indemnités par jour de présence au Conseil. Il en a été question plus haut.

3. Le 25 mars 1420, Jean IV fixa à 200 couronnes de France par an, en quatre termes (Saint-Jean, Saint-Bavon, Noël, Pâques), le traitement du même Jean Bont en qualité de président de la Chambre du Conseil (259). Ici nous nous retrouvons en présence d'un cas particulier : comme pour le chancelier, c'est plutôt une fonction spéciale au sein du Conseil qui est rémunérée. Une nouvelle fois. Jean Bont n'eut pas le bonheur de percevoir plus d'un terme de ses gages, car il fut écarté du Conseil en août 1420, à la suite du conflit qui opposa le duc aux Etats de Brabant (260).

(252) AGR, CC, 2393, fol. 239r°.
(253) AGR, CC, 2397, fol. 69v° et 235v° ; CC, 2398, fol. 45r°.
(254) AGR, CC, 2397, fol. 71v° ; CC, 2399, fol. 218.
(255) AGR, CC, 2400, fol. 49v°-51r°.
(256) AGR, CC, 2399, fol. 153v°, 171, 185, 202, 219 et 243 ; CC, 2400, fol. 54 et suiv.
(257) AGR, CC, 2400, fol. 49v°-51r°.
(258) *Ibid.*, fol. 51r°. — Le compte qualifie cette gratification de «*wedden ende pensien*» (voir à ce sujet ce qui a été dit p. 349 et n. 245).
(259) AGR, CC, 2403, fol. 21v°.
(260) Voir *infra*, p. 508 et Annexe II.

4. Du mois d'août 1423 à janvier 1426, les conseillers résidants, à l'exception de Jean de Boutersem, eurent droit à des rétributions calculées sur une base annuelle de 200 couronnes par an pour Corneille Proper, et de 100 couronnes par an pour ses collègues. Mais il y a une différence avec les exemples relevés jusqu'ici : avant 1423, lorsqu'un conseiller se voyait attribuer des gages, c'était pour toute la durée de ses fonctions, et le payement à terme échu devait être automatique, du moins en théorie. Pour les conseillers résidants de la fin du règne de Jean IV, il n'en fut plus de même. Cette fois, aucun payement ne se fit sans mandement ducal (261), et l'on constate que pour certains les gages furent parfois suspendus temporairement, sans que la raison en ait été habituellement donnée (262). Exceptionnellement, et pour un conseiller qui ne perçut qu'une somme assez modeste, il est indiqué qu'il fut payé proportionnellement a ses prestations réelles (263).

Les gages de tous les conseillers résidants furent supprimés le 23 février 1426 (264). C'est la raison pour laquelle Jean de Woude, qui n'entra en service qu'après cette date, ne perçut jamais rien. Entre 1423 et 1426, seul donc Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, ne fut jamais payé, pour un motif qui reste ignoré.

c) *sous Philippe de Saint-Pol.*

Deux conseillers seulement, le maître de Chantraine et le seigneur de Dongelberg, tous deux membres de la Chambre du Conseil, semblent avoir joui de gages annuels, d'un montant de 100 écus de Hollande par an. Encore les choses ne sont-elles pas très claires : en effet, c'est dans le compte de la recette générale de Brabant du 19 janvier au 7 octobre 1430, qu'apparaissent les premiers versements. Le receveur général signale que ces deux personnages bénéficient de ces 100 écus par an pour tenir résidence à la Chambre du Conseil, mais la Chambre des Comptes prétendit faire rayer chacun des deux postes «*pour ce quil nest point apparu de la retenue dudit* ... [Chantraine ou

(261) Ainsi pour Corneille Proper, un mandement de Jean IV du 28 octobre 1424 ordonne de lui payer 200 couronnes pour la période du 1er août 1423 au 1er août 1424 (AGR, CC, 2405, fol. 39 ; on lit en marge : «*Ce mandement sert pour ceste fois et non plus*») ; le 11 juillet 1425, il faut un nouveau mandement ducal pour que lui soit payé son dû pour l'année suivante (1er août 1424-1er août 1425 ; CC, 2405, fol. 182v°). Arnoul Stamelart van Uden fut aussi payé pour l'année courant du 1er août 1423 au 1er août 1424 par mandement du 4 décembre 1424 (CC, 2405, fol. 39v°), etc.

(262) Proper seul a perçu ses gages sans interruption entre le 1er août 1423 et le 22 février 1426 (AGR, CC, 2405, fol. 39 et 182v° ; CC, 2406[I], fol. 29v°). — Arnoul Stamelart van Uden a perçu des gages pour les périodes du 1er août 1423 au 1er août 1424, du 15 août 1424 au 15 août 1425 et du 11 novembre 1425 au 22 février 1426 (CC, 2405, fol. 39v° et 183r° ; CC, 2406[I], fol. 29v°-30r°). — Guillaume de Montenaken et Gautier de Winge touchèrent des gages pour les périodes du 15 août 1423 au 15 août 1425, et Guillaume de Montenaken seul fut encore payé pour la période du 11 novembre 1425 au 22 février 1426 (CC, 2405, fol. 182v°-183r°, CC, 2406[I], fol. 29v°). — Gautier van der Noot qui aurait dû aussi toucher ses gages à partir du mois d'août 1423 (CC, 2405, fol. 39v°), ne perçut toutefois que 50 couronnes pour deux ans, et le receveur de Brabant signale que c'est «*in afslage van der tijd dat hy gedient heeft*» (CC, 2405, fol. 183v°).

(263) Voir à la fin de la note précédente.

(264) AGR, CC, 2406[I], fol. 29v°.

Dongelberg] *ne quil ait fait residence*» ([265]). En fait, Chantraine ou Dongelberg furent quand même payés, mais il fallut pour cela un mandement spécial du duc, daté du 30 juillet 1430 ([266]).

Deux autres conseillers résidants, Henri de Rotselaar et Jean de Wittem, seigneur de Boutersem, perçurent quant à eux non des gages réguliers, mais des indemnités globales pour des périodes de temps déterminées. Ils eurent chacun 50 livres pour la période du 18 mars au 20 avril 1429, tandis que pour celle du 21 avril au 4 novembre 1429, Rotselaar reçut 50 livres et Boutersem 60. Il était précisé dans les deux cas que ces indemnités venaient s'ajouter aux «*leveringhe*» de l'Hôtel ([267]).

Avec ces deux derniers exemples, il ne s'agit donc plus de gages annuels, mais d'indemnités forfaitaires pour services rendus, qui peuvent s'apparenter aux indemnités de séjour.

Que conclure au sujet des traitements fixes ?

A la lecture des lignes qui précèdent, il est aisé de constater que ceux-ci sont exceptionnels. Ils ne furent accordés que pendant des périodes très limitées, et à un nombre restreint de conseillers. Ils ne furent pratiquement généralisés, et seulement pendant six mois, qu'au début de la minorité du duc Jean IV ; mais le Conseil de régence constitue, nous avons déjà eu l'occasion d'y insister, un phénomène particulier à tous égards. Pour le reste, seuls ont eu des gages fixes certains conseillers résidants, ainsi que, sous Antoine, un bourgeois (Nicolas van den Werve) et un légiste (Jean Bont). D'une façon générale on peut donc dire que cette forme de rémunération a été réservée aux personnages que l'on peut considérer comme des conseillers permanents.

2. Pensions.

Deux conseillers qui servirent Antoine du temps où celui-ci n'était encore que gouverneur, furent pensionnés à cette époque par Marguerite de Male, dont on doit se rappeler qu'elle était la véritable gouvernante en titre du Brabant, son fils n'étant que son lieutenant ([268]). Il s'agit d'Everard van den Houtkinne et d'Etienne van der Nederalphen.

Le premier se vit attribuer 140 francs par an par lettres de la duchesse douairière de Bourgogne du 24 octobre 1404, confirmées par Antoine le 13 février 1405. Le second reçut 200 livres par an par lettres de Marguerite du 18 octobre 1404, pareillement confirmées par Antoine le 13 février 1405 ([269]). Pour Nederalphen, cette pension devait compenser la perte d'une autre pension à charge de la ville de Bruxelles et à laquelle il avait dû renoncer à son entrée au service du gouverneur ([270]), et non payer ses fonctions de conseiller ou de maître des comptes.

(265) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 21r°. La note de la Chambre des Comptes est en marge et commence par «*Royé pour ce quil ...*».

(266) *Ibid.*, fol. 112v°-113r°.

(267) AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 27r° et 28v°.

(268) Voir *supra*, p. 142.

(269) Pour ces deux pensions, voir AGR, CC, 2392, fol. 167v°.

(270) En 1403-1404, avant d'entrer au service d'Antoine, Nederalphen exerçait les fonctions de changeur de Bruxelles (M. MARTENS, *L'administration ...*, p. 120 ; voir aussi AGR, CC, 2392, fol. 39r°).

E. Avantages en nature.

Des avantages en nature ont été, pendant toute l'époque étudiée, octroyés à un certain nombre de conseillers.

1. Bois et charbon de bois.

Chaque année, de nombreux conseillers recevaient, pour se chauffer, des quantités de bois et de charbon de bois. Ils n'étaient pas les seuls officiers ducaux à jouir de cet avantage : des dignitaires de l'Hôtel, les clercs, plus tard secrétaires, de la Chancellerie, d'autres encore en profitaient aussi (271).

Les quantités distribuées ont varié (272) :

Au XIV^e^ siècle, il y avait deux taux différents :

— les barons avaient droit à 200 esclayes de bois et à 48 muids (ou 2 cules) de charbon de bois ;
— les autres conseillers n'avaient que 100 esclayes et 24 muids (ou 1 cule) (273).

Il y eut toutefois de nombreuses exceptions, plusieurs personnes ne recevant que 24 muids de charbon de bois alors qu'elles avaient 200 esclayes de bois.

Sous Antoine, après un certain flottement, le taux se fixa à 200 esclayes et une cule, et à 400 esclayes et deux cules pour le chancelier (274).

(271) M. Martens, *L'administration* ..., p. 179 et n. 1 et 3. — A la fin du règne de Jeanne, des abus ont dû se produire, car dès la création de la Chambre des Comptes de Bruxelles, des mesures furent prises pour limiter le nombre de bénéficiaires. Une note des auditeurs des comptes, en marge du premier compte de la recette de Brabant examiné par eux (celui de 1403-1404), déclare en effet : «*Ne soit doresenavant aucun bois ne bussche delivré senz en avoir mandement de monseigneur a quelque personne que ce soit non ayant titre souffisant a ce, duquel fauldroit premierement deuement fere apparoir*» (AGR, CC, 2392, fol. 85r^o^, en marge).

(272) Pour le détail, on se reportera à l'Annexe I, dont les données sont tirées des comptes de la recette de Brabant, chapitres des distributions de bois et de charbon de bois.

(273) Dans les premiers comptes conservés de la recette générale, on se borne à constater que certains conseillers perçoivent 200 esclayes et 48 muids, et d'autres 100 esclayes et 24 muids. C'est le compte de 1374-1375 (AGR, CC, 2361, pp. 81-82) qui explique par la qualité de baron l'octroi du taux supérieur : en effet, il y est signalé que si les seigneurs de Gaasbeek et de Bergen-op-Zoom n'ont eu que 100 esclayes et 24 muids, c'est parce qu'ils n'étaient pas encore barons (*quia non est adhuc baro*, dit le compte à propos du premier, et *eo quod ad huc non est baro* à propos du second). — Sur la signification du terme «*baro*», voir *infra*, pp. 438-441.

(274) Vers la fin du règne d'Antoine, des quantités supplémentaires furent parfois octroyées ; mais il était rappelé que le taux normal était de 200 esclayes et une cule. Pour 1411-1412 par exemple, voir CC, 2396[1], fol. 220-221r^o^ et 224v^o^-225r^o^. Après la mort d'Antoine, les conseillers-régents tentèrent de récupérer les quantités distribuées qui dépassaient le taux normal, ainsi qu'en témoigne la note marginale suivante, écrite dans ce même compte : «*Toutes les parties de busche et charbons cy aprés qui ont esté livrees aux personnes illec declairees par dessus leur taux ordinaire, et qui autreffois ont esté roiees sont cy depuis passees en compte audit Jehan Raimbaut* [= commis à la recette générale de Brabant du 1^er^ mai 1411 au 24 juin 1412] *par lordonnance et avis des esleus des trois estas* [c'est-à-dire des conseillers-régents de 1415-1417], *non obstant les raisons des radiacions ; et neanmoins soit ce quilz ont plus levé que leur taux ne monte recouvré sur chascun au prouffit de monseigneur quant on pourra*».

Pendant la minorité de Jean IV, tous les conseillers-régents sans exception, ainsi que Jean Bont, reçurent ces allocations en nature, les barons ayant 400 esclayes de bois et deux cules de charbon de bois par an, les prélats, les autres conseillers et Jean Bont recevant 200 esclayes et une cule.

Au début du gouvernement personnel de Jean IV (1417-1420), le taux ordinaire se maintint à 200 esclayes et une cule, sauf pour quelques barons qui reçurent 300 ou 400 esclayes de bois.

Après 1420, le taux fut uniformément établi à 200 esclayes et une cule ; seul Jean Bont reçut des quantités doubles en qualité de chancelier de 1427 à 1429, mais son successeur, Ghislain de Sart, se vit appliquer le tarif de simple conseiller.

Tous les conseillers ne percevaient pas ces allocations en nature (275). Si la plupart des membres les plus actifs du Conseil en ont régulièrement bénéficié, il en fut de même à l'occasion pour des personnages dont le rôle fut beaucoup plus effacé. Il ne paraît pas y avoir eu de critères très stricts pour la sélection des bénéficiaires.

Les quantités fournies pouvaient être retirées sur le lieu même des coupes, ou être directement livrées au domicile du conseiller (276).

2. Draps d'habillement, vêtements.

Des distributions de draps d'habillement ou de vêtements ont aussi été faites aux conseillers, comme d'ailleurs à tout le personnel de l'Hôtel. Jusqu'à la fin du XIV^e^ siècle, ces livraisons se firent avec une grande régularité ; elles avaient lieu généralement deux fois par an, à la Noël ou au 1^er^ janvier, et à Pâques (277). Au XV^e^ siècle, seul le personnel subalterne continua à jouir de cet avantage, les conseillers ne recevant plus de draps d'habillement qu'en des circonstances exceptionnelles : à l'occasion d'un mariage ou du décès d'un prince ou de son conjoint par exemple (278).

3. Vins.

Les conseillers présents à la Cour y prenaient leurs repas, qu'ils pouvaient accompagner de vin spécialement acheté à leur intention (279).

(275) Voir Annexe I.

(276) C'est grâce aux mentions relatives aux livraisons à domicile que l'on sait que beaucoup de conseillers avaient un hôtel à Bruxelles. Voir *supra*, p. 335, n. 169.

(277) AGR, CC, 2351, fol. 89r^o^ et 92-94 ; CC, 2352, pp. 130 et 151-155 ; CC, 2353, pp. 135 et 141-147 (voir aussi M. MARTENS, *L'administration* ..., p. 164 et n. 11), etc. Après 1366-1367, les conseillers ne sont plus mentionnés comme formant une catégorie particulière de bénéficiaires de ces distributions régulières, mais ils sont repris sous les rubriques «barons, chevaliers et écuyers».

(278) Exemples : draps fournis aux barons, chevaliers, damoiseaux, dames, demoiselles, secrétaires, prêtres, clercs et autres gens de l'Hôtel à l'occasion du mariage d'Antoine avec Elisabeth de Görlitz en 1409, AGR, CC, 2395, fol. 128v^o^-129r^o^ ; draps de deuil fournis à la mort de Jeanne de Saint-Pol en 1407, CC, 2394, fol. 146v^o^-150r^o^ ; draps de deuil fournis à la mort d'Antoine en 1415, CC, 2399, fol. 100v^o^-106r^o^.

(279) Voir *supra*, p. 335, n. 171.

F. Dons et avantages divers.

En dehors des idemnités, gages éventuels et allocations en nature, les membres du Conseil retiraient encore plusieurs autres avantages de leur présence au service des ducs. Ils obtinrent de la faveur princière de nombreux dons en argent et en nature, en rentes, en terres et en droits seigneuriaux, voire, pour les gens du clergé, en bénéfices ecclésiastiques. Les principaux de ces dons sont relevés dans l'Annexe II ([280]).

Chaque année aussi, des étrennes étaient distribuées le 1er janvier à l'ensemble des membres de l'entourage des princes ([281]).

De plus, la générosité ducale s'étendait souvent à la famille des conseillers et serviteurs : lors d'une naissance, le prince acceptait fréquemment d'être le parrain du nouveau-né, à qui un cadeau était toujours offert ([282]) ; le mariage d'un fils

(280) «L'ampleur des donations de ce type est parfois stupéfiante» écrit M. le Prof. J. Bartier, *Légistes et gens de finances* ..., p. 120, à propos de celles que les ducs de Bourgogne faisaient à leur entourage. On lira d'ailleurs avec intérêt les pages que cet auteur consacre aux «profits et privilèges» des conseillers et officiers ducaux en Bourgogne au XVe siècle (*op. cit.*, pp. 93 et suiv.).

(281) Il pouvait s'agir de distribution d'argent (Ex. AGR, CC, 2350, p. 135, CC, 2351, fol. 65r°, CC, 2352, p. 104, ...) surtout pour le petit personnel ; pour les dignitaires (barons, chevaliers, écuyers, dames, demoiselles), il était plus fréquent d'offrir des bijoux (pour le 1er janvier 1367, la duchesse fit acheter pour 561 moutons de bijoux : CC, 2353, p. 94 ; pour le 1er janvier 1370, on acheta pour un total de 898 moutons de bijoux : CC, 2356, fol. 38v° ; etc. — Au XVe siècle, les comptes donnent souvent la description des bijoux achetés (en dehors des comptes de la recette générale de Brabant, voir aussi les comptes des aides, CC, 15717, 2e compte, fol. 10v° et 24v° des dépenses, et CC, 15719, 1er compte, fol. 12 et 14 des dépenses). Sur l'habitude qu'ont les ducs de Brabant d'offrir des bijoux pour les étrennes, voir A. M. Bonenfant-Feytmans, *L'orfèvrerie bruxelloise* ..., p. 70. — Sur les étrennes à la Cour de Bourgogne, voir H. David, *Philippe le Hardi* ..., p. 205, et Id., *Le train somptuaire* ..., pp. 55-64.

(282) Vers la Noël 1364, Wenceslas fit offrir une coupe d'argent doré d'une valeur de 22 moutons pour le baptême d'un enfant de Philippe de Tudekem (AGR, CC, 2351, fol. 63r°) ; le 29 août 1366, Jeanne se rend à Diest au baptême d'un enfant du seigneur de Diest (CC, 2353, p. 92) ; vers le 1er mai 1373, la duchesse se rendit au baptême d'un enfant du seigneur de Breda (CC, 2359, p. 60) ; «*item gegeven des heren kinde van Gaesbeke dat mijn vrouwe hief enen coppe ende enen waterpot opten selven dach* [= 20 octobre 1376] *gecocht bi Janne van Bialmont ende Janne Voete, coste te gadere* LXIIII *peters V gr. Vlem.*» (CC, 2362, p. 63) ; le 4 mars 1377, la duchesse fit acheter pour 26 peters une coupe dorée pour offrir à l'enfant d'Otton, seigneur de Contrecœur (*Wedergraet*) (CC, 2362, p. 68) ; le 14 juin 1381, la duchesse fit acheter un drap de 28 francs pour un autre enfant du seigneur de Gaasbeek qu'elle tint sur les fonts baptismaux (CC, 2366, p. 119) ; un cadeau de 26 francs fut acheté le 25 octobre 1385 pour un enfant du seigneur de Rotselaar, que Jeanne tint sur les fonts (CC, 2371, p. 105) ; en 1407-1408, Antoine tint sur les fonts l'enfant de maître Roger de Wonsel et offrit à son filleul un gobelet d'argent doré d'une valeur de onze livres (CC, 2394, fol. 186v°) ; le 15 novembre 1411, Antoine se rend au baptême d'un enfant de Jacques de Gaasbeek (CC, 2396[1], fol. 147) ; le 21 janvier 1414, Elisabeth de Görlitz fit payer 50 couronnes d'or à l'orfèvre Daniel de Watermael pour «*een gulden span gegreinst met eenen dyamant ende van VI groeten perlen*» qu'elle offrit à l'enfant d'Engelbert de Nassau, qu'elle tint sur les fonts baptismaux (CC, 2397, fol. 126v°) ; le 2 juillet 1419, Jean IV se rend à Westerlo au baptême d'un enfant du seigneur de Wezemaal à qui il offrit pour 113 couronnes de France d'orfèvrerie (CC, 2401, fol. 221r° et 232r°) ; en 1421-1422, Jean IV et son frère se rendent à Bergen-op-Zoom, au baptême d'un enfant de Jean de Glimes à qui le duc fit un cadeau (CC, 2404, 2e compte, fol. 43r° et 78v°) ; le 19 décembre 1423, le duc est à Enghien pour le baptême d'un enfant du seigneur d'Enghien (CC, 2405, fol. 41v° et 63r°) ; le 14 octobre 1425, à Louvain, le duc tient sur les fonts baptismaux l'en-

ou d'une fille, voire d'une parente d'un membre du Conseil donnait aussi lieu à l'envoi d'un souvenir (283) ; d'autres circonstances encore permettaient aux ducs de témoigner leur reconnaissance envers leurs fidèles à travers les personnes de leur parenté (284).

Enfin, les gens du Conseil avaient le droit de se faire héberger et nourrir dans les établissements religieux du duché. Ce droit de gîte appartenait à l'origine à tous les serviteurs du duc, mais par la suite il fut limité au drossard et aux conseillers (285).

VI. *Rôle et compétence du Conseil*

Il faut maintenant tenter de préciser quel rôle le Conseil jouait auprès du duc et quelles questions il pouvait être amené à traiter ; il y a lieu aussi de se poser la question de savoir dans quelle mesure le prince était ou non tenu de consulter ses conseillers.

Dans le principe, les choses sont simples : le Conseil aide le duc à gouverner ; il intervient dans tous les domaines où s'exerce le pouvoir du prince, à une exception près : la juridiction gracieuse et contentieuse en matière féodale, qui, comme cela a été rappelé dans le chapitre précédent, relève de la compétence de

fant de Nicolas de Saint-Géry, à qui il offre «*enen silveren quartpot ende enen zilveren overdecten croes beyde aen de canten vergult*» d'une valeur totale de 43 couronnes et 5 boddreggers (CC, 2405, fol. 254v°) ; le 6 mai 1428, on paie 40 couronnes d'or de France à l'orfèvre Jean de Bertheem pour deux pièces d'orfèvrerie offertes par Philippe de Saint-Pol au fils de Daniel de Ranst, que le duc fit tenir sur les fonts baptismaux par son chambellan Nicolas de Saint-Géry (CC, 3792, 5e compte, fol. 40r°).

(283) Isabelle, la fille de Godefroid de la Tour, receveur de Brabant, reçut 80 moutons pour son mariage célébré le 18 juillet 1364 (AGR, CC, 2350, p. 148) ; un drap de luxe est offert par la duchesse à Elisabeth de Schoonvorst vers le 1er janvier 1370, à l'occasion de son mariage avec Otton de Trazegnies, seigneur de Contrecœur ; Elisabeth était la fille du conseiller Renaud de Schönau (CC, 2356, fol. 63v°) ; la nièce ou cousine (*nicht*) de Jean van den Grave reçut 6 florins le 11 novembre 1383 pour son mariage (CC, 2369, p. 73) ; le 11 avril 1409 est célébré à la Cour le mariage d'Alice, fille de Guillaume Blondeel, avec le seigneur de Lillo ; de nombreuses personnes furent invitées aux frais du prince (CC, 2394, fol. 343v°) ; le 20 janvier 1410, achat de deux gobelets d'argent qu'Antoine fit offrir à une des filles d'Etienne van der Nederalphen, à l'occasion de son mariage (CC, 2395, fol. 209r°) ; en juillet 1427, Baudouin, cousin ou neveu (*neve*) de Corneille Proper, reçut de Philippe de Saint-Pol 20 couronnes de France pour son mariage (CC, 2406II, fol. 109r°).

(284) Célébration d'une première messe : un cousin ou neveu (*nepos*) de Jean de Wambeek reçut 4 moutons à cette occasion fin octobre 1364 (AGR, CC, 2351, fol. 68r°). — Don pour entrée au couvent : un don est fait par Jeanne en 1380-1381 à la fille de Jean Clutinc, à l'occasion de son entrée à l'abbaye de Kortenberg (CC, 2366, p. 118) ; une coupe (ciboire ?, néerl. *scale*) d'un poids d'un marc d'argent fut offerte à Marguerite, nièce ou cousine (*nicht*) de maître De Becker, à l'occasion de sa prise de voile au couvent de Roosendael (CC, 4954, fol. 15r°).

(285) En 1374, Wenceslas, en même temps qu'il exemptait le prieuré de Postel de toutes charges, le dispensa d'héberger, pendant un terme de trois ans, toutes personnes autres que les conseillers ducaux (T. I. Welvaarts, *Geschiedenis der abdij van Postel* ..., p. 202). — Le 1er juillet 1413, Antoine interdit à tous, sauf au drossard et aux conseillers accompagnés de leur suite habituelle, de se faire héberger dans les établissements ecclésiastiques du duché et dans les fermes appartenant à ceux-ci (AGR, CC, 7, fol. 178v° ; Arch. ecc. du Brabant, 10.246, fol. 178-180 ; éd. de Dynter, *Chronique* ..., t. II, pp. 608-610). — Sur ce problème du droit de gîte, voir A. Smolar-Meynart, *Le droit de gîte dans les abbayes brabançonnes* ... (qui montre fort bien combien les établissements religieux eurent de difficultés à faire appliquer dans la pratique les limitations théoriques au droit de gîte que le duc leur concédait) et R. Van Uytven, *Wereldlijke overheid* ..., pp. 122-126.

la Cour féodale ; enfin, le duc *peut* prendre l'avis de ses conseillers, mais, en théorie et à l'origine du moins, il *n'est pas obligé de le faire*.

Il faut toutefois nuancer ces affirmations, et plus particulièrement en ce qui concerne le dernier point.

Tout d'abord, à supposer que le prince fût entièrement libre de consulter son Conseil ou de ne pas le faire, il faudrait savoir si, placé devant des problèmes difficiles à résoudre, il lui serait venu à l'esprit de trancher seul, sans recueillir aucun avis. Les sources nous apportent au moins deux exemples de situations dans lesquelles, tout au contraire, il préféra différer de prendre une décision, parce qu'il n'avait pas ses conseillers auprès de lui (286).

Par ailleurs, les Etats de Brabant finirent par imposer l'idée que la consultation, voire l'approbation d'un certain nombre, déterminé, de membres du Conseil, était indispensable dans la plupart des cas. De sorte que le duc ne put plus prendre certaines mesures sans l'avis favorable de ses conseillers qui, de ce fait, acceptaient d'en assumer la responsabilité devant les Etats. Ce point sera traité plus en détail dans le dernier chapitre de la présente étude (287).

Enfin, il faut ajouter que le duc pouvait à tout moment déléguer une partie de ses pouvoirs à ses conseillers. C'est ce que fit Jean IV en avril et en septembre 1420, en confiant à quelques personnes le soin de tenir sa «Chambre du Conseil» (288). Par la suite, le même prince fut encore amené à deux reprises à confier le gouvernement du Brabant à des membres de son Conseil, une première fois en janvier 1425, alors qu'il était obligé de se rendre en Hollande, et une seconde fois en mai de cette même année, au moment de son départ pour le Hainaut (289).

D'une manière générale, le Conseil aide le duc à exercer le pouvoir dont les différentes facettes ont été évoquées dans la première partie de cette étude (290). Presque toujours, sa compétence se situe sur le plan des décisions *politiques*, et non sur celui de la *gestion*, laquelle est du ressort des officiers dirigeant des «administrations» ou des services plus ou moins structurés (service de l'Hôtel, officiers de justice, officiers domaniaux). Il faut aussi ajouter dès maintenant

(286) Le premier exemple se situe pendant le régime populaire à Louvain de *1378 à 1383*. Le 26 février 1380, la ville de Louvain fait demander à celle de Bruxelles d'obtenir du duc Wenceslas la réunion d'une conférence à Terbank ou à Parc. Les Bruxellois ne purent amener Wenceslas à mettre sur pied cette entrevue ; le prince refusa en effet de rien entreprendre car il n'avait pas son Conseil auprès de lui (AV Louvain, 4996bis, fol. 143r°). — Début octobre 1398, l'écoutète de Bois-le-Duc, qui était déjà venu trouver une première fois la duchesse Jeanne et qui avait été renvoyé chez lui sans obtenir de réponse sur les points qu'il avait soulevés, fut rappelé auprès de la duchesse «*om een antworde hem te geven van alrehande saken die hij hoer aen gebracht hadt, ... want sy hoeren raet dan by hoer hebben soude op die tijdt vors. ...*» (AGR, Comptes en rouleaux, 2805). Voir aussi ce qu'écrit E. POULLET, *Histoire politique nationale*, t. I, p. 576, n° 1177.

(287) Ci-dessous, pp. 544 et suiv.

(288) Sur la Chambre du Conseil, voir *infra*, II[e] partie, chap. VI. — Pour les pouvoirs accordés à la Chambre du Conseil du 27 avril 1420, voir DE DYNTER, *Chronique*, t. I, I[re] partie, p. 71 ; pour ceux accordés à la Chambre du 11 septembre 1420, voir Pièce justificative n° 3.

(289) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, p. 257, n° 172 (dans cette analyse, la référence à STALLAERT se rapporte au n° 173) et p. 259, n° 180.

(290) Ci-dessus, pp. 116-128.

que, le prince pouvant être considéré comme la source de toute justice (291), le Conseil a aussi joué le rôle de Haute Cour.

Le duc est à la tête d'un domaine important. Les conseillers seront dès lors amenés à donner souvent leur avis sur des questions domaniales. Au XV^e siècle, les patentes de nomination des receveurs généraux de Brabant déterminent les limites dans lesquelles ces officiers peuvent agir seuls, et précisent les cas où l'avis du Conseil doit être sollicité (292). Ainsi par exemple, les lettres de commission de Quentin Clarensone (15 juin 1412) (293) prévoient que le receveur peut seul affermer toute partie du domaine ducal pour un terme de trois ans au plus ; mais qu'un affermage de plus longue durée ne peut être conclu sans l'autorisation du duc et du Conseil (294) ; elles disposent aussi qu'aucun emprunt ne pourra être contracté par le receveur sans l'accord des conseillers (295).

Plus tard, il sera précisé qu'aucune partie du domaine ne peut être aliénée sans l'autorisation de trois ou quatre membres du Conseil au moins (296).

Les conseillers sont aussi présents lors de la nomination du receveur de Brabant et des receveurs régionaux (297), de même d'ailleurs que lors de celle de tous les officiers de justice (298).

Le duc est aussi seigneur local de bon nombre de villes, franchises et villages. Dans la mesure où il intervient directement dans leur administration, il y est aidé par ses conseillers.

C'est parmi eux que sont choisis les commissaires chargés de se rendre sur place pour procéder au renouvellement du Magistrat, dans les cas où cette procédure est utilisée (299). Quand la nomination, au moins formelle, des

(291) Voir *ibid.*. Il ne s'agit pas tant de l'aspect législatif — qui peut consister à dire le droit — que de l'obligation où se trouve le prince de veiller à ce que ses sujets soient traités avec justice.

(292) Pour ces patentes, voir généralement en tête de chaque compte. Voir aussi *supra*, pp. 390-393.

(293) AGR, CC, 2396^II, I^er compte, fol. 1-2.

(294) Cette clause est habituelle ; elles est reproduite dans les patentes de nomination de tous les receveurs de Brabant.

(295) C'est aussi une clause habituelle, mais qui sera élargie par la suite. Il sera alors dit expressément que le receveur devra avoir l'accord du duc et du Conseil pour toute mesure qui entraîne une charge pour le trésor ou une diminution des recettes : emprunts, constitutions de rentes (forme détournée d'emprunt), dons, aliénations de parties du domaine.

(296) Commissions de Gérard van der Zijpe, du 11 août 1422 (AGR, CC, 2404, fol. 1-3r^o) et de Jean de Winge, du I^er août 1423 (CC, 2405, fol. 2-3) ; nouvelle commission du même, du 10 novembre 1427 (CC, 2407, fol. 2-4r^o) ; commission de Jean Baillart, du 24 juillet 1429 (CC, 2408, I^er compte, fol. 1-3). Ce dernier point répond aussi à un souhait exprimé par les Etats de Brabant et inscrit dans le *Nieuw Regiment* du 12 mai 1422 (voir *infra*, p. 548).

(297) Pour le XV^e siècle, il est aisé de vérifier le fait en parcourant la collection des comptes conservés dans les archives de la Chambre des Comptes. Depuis l'instauration de celle-ci en effet, les comptes de tous les officiers devaient comporter une copie de leur patente de nomination. Cette copie reproduit normalement la mention de chancellerie qui fournit les noms des conseillers présents au commandement. Pour le XIV^e siècle, voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant, passim.*

(298) Voir aussi plus bas, p. 369.

(299) Cette procédure était loin d'être généralisée. Habituellement le duc nommait les échevins à l'intervention de son représentant sur place (amman, maire, écoutète, *villicus*, ...). C'était généralement le cas dans le plat pays (R. BYL, *Les juridictions ...*, pp. 72-74). Dans les villes, des modalités particulières assuraient la participation du Magistrat sortant ou d'autres autorités urbaines

échevins se faisait par le duc lui-même, *in curia*, des conseillers pouvaient aussi intervenir ([300]). Ils étaient également présents lors de l'octroi de nouveaux privilèges aux communautés locales ([301]). Ils entouraient le prince lorsque celui-

mais toujours, dans les cités «ducales», le prince se réservait le droit de sanctionner les nominations, souvent à l'intervention de l'officier de justice le représentant (*ibid.*, pp. 67-71 ; voir aussi Ch. KERREMANS, *Etude ...*, pp. 121-122). La désignation de commissaires ducaux spécialement chargés de procéder au renouvellement des «Lois» est plutôt exceptionnelle, et ne se rencontre que dans certaines localités : Anvers, Bois-le-Duc (sous Philippe de Saint-Pol), Halen, Herentals, Léau, Lierre et Tirlemont. On peut se demander si, dans toutes ces localités, cette procédure par commissaires fut utilisée d'une manière permanente, ou seulement occasionnellement. Exemples : a) *Anvers* : le 12 novembre 1407, Antoine désigne comme commissaires ses conseillers l'abbé de Saint-Michel, le seigneur de Wezemaal et Pierre de Camdonc, ainsi que Quentin Clarensone, receveur d'Anvers (AGR, CC, 45673, fol. 5) ; le 18 novembre 1412, Antoine nomme comme commissaires ses conseillers le seigneur d'Asse et Nicolas van den Werve, ainsi que Quentin Clarensone, receveur de Brabant (AV Anvers, Coffre aux privilèges, h, 161) ; le 21 novembre 1418, Jean IV désigne comme commissaires les conseillers Jean, seigneur d'Asse, et Corneille de Liedekerke, et le secrétaire Edmond de Dynter (*ibid.*, i, 176) ; etc. (voir notamment AGR, CC, 5, fol. 157v° ; CC, 23, fol. 104 ; CC, 1794, fol. 57v° et 59v°) ; — b) *Bois-le-Duc* : du 29 septembre au 5 octobre 1428, Jean de Wezemaal, conseiller, et Henri de Amersoyen se rendent à Bois-le-Duc pour y renouveler la Loi (CC, 1794, fol. 56v°-57r°) ; en 1429, fin septembre, c'est Nassau qui avec d'autres conseillers se rend à proximité de la ville, pour «*te helpen bestellen ende setten trecht ende schepenstoel van den voirs. stat*» (CC, 2408, 2e compte, fol. 51v°-52r°) ; — c) *Halen* : 1er août 1398, le receveur de Brabant, Remy de Mokenbroch, se rend à Halen sur ordre de Jeanne «*om schepenen alsaer te helpen maken, want aldaer lange gestaen hadde sonder rechte, dair die capitle van Ludic geseint hadde twee van haeren canoniken, want hen oic toebehoirt aldair schepenen te hulpen maken, ...*» (CC, 2386, p. 18) ; — d) *Léau et Tirlemont* : le 25 juin 1404, Antoine mande aux maires de Tirlemont et de Léau qu'il a chargé son conseiller Thomas de Diest et son secrétaire Jean van den Opstal de procéder au renouvellement du Magistrat dans ces deux villes (CC, 11, fol. 179) ; le 20 juin 1406, Henri Dicbier et Renier Goedheere sont envoyés à Tirlemont pour y renouveler la Loi (CC, 2394, fol. 351r°) ; fin juin 1408, Renier Goedheere et Gautier van der Noot sont allés, sur ordre du chancelier, à Tirlemont et à Léau pour y remplacer les échevins (CC, 2394, fol. 357) ; — e) *Lierre et Herentals* : le 28 mars 1408, Antoine mande de payer leurs indemnités de mission à Pierre De Becker et à Quentin Clarensone qui sont allés [en 1407] à Lierre et à Herentals pour y renouveler la Loi (CC, 2394, fol. 158r°) ; le 13 juin 1408, Antoine désigne comme commissaires le seigneur de Koolskamp et Guillaume de Bruges, conseillers, ainsi que le receveur d'Anvers, Quentin Clarensone (CC, 45673, fol. 5) ; le 18 juin 1411, il désigne comme tels Guillaume et Quentin Clarensone (CC, 45673, fol. 116v°-117r°) ; du 24 au 26 juin 1417, ce sont Thierry De Rover et Nicolas van Stelant qui se sont rendus dans ces deux villes pour y renouveler la Loi (CC, 2400, fol. 97r°) ; tandis que les 23-24 juin 1424, ce fut au tour d'Arnoul de Crainhem et de Guillaume de Montenaken (CC, 2405, fol. 70v°) ; enfin le 24 juin 1427, les commissaires ducaux furent le seigneur de Rotselaar et Guillaume de Sayn (AV Lierre, 444, compte du 3e/4 de 1427, p. 3).

(300) En 1398, le maire de Louvain envoie «*sinen clerc te Bruessel daer hi die cosen vanden scepenen over voerde miere vrouwen ende haren rade*» (AGR, Comptes en rouleaux, 2681) ; entre le 18 et le 23 juin 1428, le chancelier Jean Bont rejoint Vilvorde où le duc tenait une réunion «*avec les gens de son Conseil pour faire les eschevins de Brouxelles, de Louvain et dautres villes*» (CC, 1793, fol. 17v°).

(301) Exemples : intervention du Conseil ducal signalée dans l'exposé de l'acte du 19 octobre 1361 contenant, à l'occasion de la réconciliation des ducs et de la ville de Louvain, les nouveaux privilèges accordés à celle-ci (édit. : *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 576-580) ; présence des conseillers ducaux expressément mentionnée («... *onsen getrouwen raetsluden, die hier over waren*) dans la corroboration d'un autre acte en faveur de Louvain (1er mai 1363, édit. *ibid.*, pp. 599-601) ; présence des conseillers ducaux expressément mentionnée (*Hijr waren over ende bi, ...*») dans la corroboration du grand privilège octroyé à Louvain le 24 décembre 1368 (édit. *ibid.*, pp. 610-613) ; consultation des conseillers ducaux nommément cités, ainsi d'ailleurs que des officiers locaux du

ci recevait des délégations des autorités urbaines ([302]) et servaient aussi très souvent d'intermédiaires entre lui et ses sujets : ils pouvaient transmettre des instructions, des informations ou des demandes du duc à ses villes ([303]), recevoir et transmettre les réponses ou les requêtes de celles-ci ([304]), entendre les griefs qu'elles pouvaient avoir à formuler ([305]) ou les communications d'ordre divers qu'elles jugeaient bon de leur faire parvenir ([306]). Les contacts entre les

prince et du magistrat urbain, mentionnée dans l'exposé d'un acte du 1er octobre 1369 sur le cours de la Dyle à Louvain et sur les moulins établis sur cette rivière (édit. *ibid.*, pp. 613-616) ; intervention des conseillers ducaux mentionnée dans la corroboration d'un privilège du 19 juin 1375 en faveur de Bruxelles («... *onsen getrouwen raide,* [suivent les noms] ... *want* [*wi*] *bi hueren rade ende wetene onser vors. stad van Bruessele de vors. pointe verleent ende gegheven hebben* ...» (édit., *ibid.*, pp. 627-629) ; etc.

(302) Plusieurs exemples dans Annexe V ; voir les nos 21, 337, 438, 539, 655, 668, 760, 770, 946, 953, 964, etc. Tous cas où la présence du duc *et* celle de son Conseil sont explicitement mentionnées dans les sources. Mais on peut supposer que les exemples sont encore plus nombreux, parce que les scribes ont souvent pu omettre de signaler la présence des conseillers lorsqu'ils mentionnaient celle du duc.

(303) Le 4 décembre 1368, le Conseil ducal est à Louvain pour parler «*van den poenten die de stat jegem hem* [= Wenceslas] *vercreech*» [il s'agit sans doute du privilège du 24 décembre 1368 dont question à la note 301] (AV Louvain, 4993, fol. 31r°) ; en mai 1377, les seigneurs de Boutersem et de Bornival, ainsi que Renier Holland sont envoyés à Louvain pour y discuter avec la ville (AGR, CC, 2362, p. 106) ; début juin 1378, des conseillers sont envoyés à Louvain «*doin die dedinge begonne was tusschen die gemeynte ende die heren* [= les lignagers]» (CC, 2363, p. 81) (N.B. : de 1378 à 1383, pendant le régime populaire à Louvain, il y a de très nombreux contacts entre les autorités communales et le Conseil ducal : voir les comptes de Louvain et ceux de la recette générale de Brabant). — En novembre 1378, des conseillers se rendent à Tirlemont pour y discuter avec la ville (CC, 2364, p. 98).

(304) «*Item Peteren Boden geseint te Brux. XXVI in meye* [1415] *ane den rade van Brabant omme ene plaetse te ghecrigen achter de munte totter ramen* [= les rames servant à faire sécher les draps] *behoef* (AV Louvain, 5019, fol. 112v°). — Voir aussi Annexe V, nos 216, 550, 551, 555, 558, 559, 561, 901 à 905, etc. — Une demande d'audience ducale peut être introduite auprès des conseillers : «*Item Lamb. Den Hertoge geseint te Thienen XXI in sept.* [1408] *met brieven ane den here van Dyeste ende ane den here van Bergen, omme hen te bidden dat sy vernemen wouden ane minen here van Brabant wanneer de stat van Loven van haren rade bi hem mocht seinden*» (AV Louvain, 5009, septembre).

(305) Le 17 mars 1373, toutes les villes de Brabant, réunies à Bruxelles, demandent au Conseil d'agir sur le duc pour que celui-ci redresse leurs griefs (voir Annexe V, n° 216) ; le 19 septembre 1409, un messager louvaniste est envoyé à Tervuren «*met brieven ane den raet van Brabant omme hen te bidden dat sy daer toe helpen wouden dat de stat verricht mocht werden van haren gebreken*» (AV Louvain, 5010, fol. 25r° ; même démarche renouvelée à Tervuren le 22 septembre et à Bruxelles le 3 octobre : *ibid.*, fol. 27v° et 32v°) ; de mars à juin 1413, la ville de Louvain intervient auprès de plusieurs conseillers ducaux pour qu'ils intercèdent auprès d'Antoine afin d'obtenir que celui-ci nomme un nouveau maire de Louvain (AV Louvain, 5015, fol. 100r°, 126r°, 132v°, 135v° et 139r°).

(306) Fin février-début mars 1363, une délégation de Léau se rend à Landen et à Tirlemont pour parler au Conseil ducal (motif non précisé : AGR, GS Louvain, 3876[7], compte de la 1re/2 de 1363). Le 29 février 1380, Louvain paie un augustin, Jean d'Aarschot, qui s'est rendu à Bruxelles «*met brieven van gelove ane den here van Boechout, ane den here van Rotselaar, ane den drossete van Brabant ende ane Janne Clutinc te III stonden alse dat sy minen here van Brabant informeren wouden dat de stat te peyse ende te vreden iegen hem comen mochte van den onrade de te Lovene gesciet was ane de goede liede van den gheslechten*» (AV Louvain, 4996bis, fol. 143v°). Fin mai 1410, Louvain écrit au Conseil (*raet van Brabant*) à Bruxelles «*omme hen te tonen hoe alrehande lieden reden in dlant van Brabant ende roefden, ende hen te biddene dat sy daer toe sien wouden doen alsoe dat dies*

magistrats locaux et le Conseil étaient constants et dans l'ensemble relativement cordiaux : les conseillers étaient généralement bien reçus dans les villes qu'ils visitaient ou traversaient ([307]), et se voyaient même parfois offrir de l'argent ou des cadeaux en récompense de leurs interventions ou à une occasion quelconque ([308]).

Protecteur des établissements religieux, le duc se devait de leur accorder des privilèges ; plus souvent, il se contentait de leur confirmer la jouissance de ceux qu'ils avaient obtenus par le passé. Dans ce cas, c'était très régulièrement au Conseil ducal qu'il appartenait de relire et d'examiner, avant confirmation, les anciens privilèges ([309]).

En sa qualité de prince, le duc de Brabant entretenait des rapports suivis, amicaux ou non, avec ses voisins, souverains et princes. Le rôle de ses con-

niet meer een gesciede» (AV Louvain, 5010, fol. 116r°) ; en novembre 1410, un délégué louvaniste est envoyé par deux fois auprès du Conseil pour lui rapporter ce qu'un député hannutois était venu annoncer à ceux de Louvain, choses qui intéressaient le duc et le pays (AV Louvain, 5012, fol. 42v°) ; en 1411, deux députés de Léau se rendent à Tirlemont auprès du chancelier et du drossard là présents pour leur parler de la part de Jean Marscalc (sans autre précision) (AGR, GS Louvain, 3876', compte de la 1e/2 de 1411).

(307) Dans les comptes communaux de Louvain, on relève de nombreuses mentions de distributions de vin par la ville aux conseillers ducaux : ainsi en août 1360, «*van wine ende van fruyte doen men te hove ter Beke was ende doen myn vrouwen raet te Perrick was omme den peys te dedingen*» (AV Louvain, 4986bis, fol. 279v°) ; en avril 1373, «*van III gelten wyns die men haelde opder stathuus doen die heren van shertogen rade te Loven waren omme der porters scade te termineren metter stat, die scade ghehadt hebben op minen here van Brabant*» (AV Louvain, 4997, fol. 56r°). — A Léau de même : Ex. : en juin 1405, un présent est fait à des conseillers ducaux de passage (C. PIOT, *Inventaire ... Léau*, p. 61) ; en juin 1411, du vin est offert par la ville au chancelier et à ses compagnons de passage à Léau (AGR, Gs Louvain, 3876', compte de la 1e/2 de 1411) ; en 1417, des conseillers de passage se virent à plusieurs reprises offrir du vin (C. PIOT, *Inventaire ... Léau*, p. 63) ; ...

(308) Le 26 août 1363, Bernard, seigneur de Bornival, reçoit 800 vieux écus de la ville de Louvain «*overmids menechfoldeghen dienst dien hi der stad gedaen heeft ende noch doen sal*» (AV Louvain, 4988, fol. 15v°) ; en septembre 1364, le seigneur de Wittem reçoit 300 moutons de la même ville «*van hoescheiden die hi der stad gedaen heeft ende van grote dienste*» (AV Louvain, 4989, fol. 20r°) ; en janvier 1369, les seigneurs de Wittem et de Bouchout, le drossard de Brabant et Renier Holland, tous conseillers, ainsi que Nicolas, clerc de Jeanne, reçoivent chacun une somme d'argent (de 20 à 200 moutons) pour avoir aidé Louvain à sortir du conflit qu'elle avait eu avec le duc (AV Louvain, 4993, fol. 39v°) ; en août 1363, c'est la fille du receveur de Brabant (Godefroid de la Tour) qui reçoit de la ville de Louvain une coupe à l'occasion de son mariage (AV Louvain, 4988, fol. 15v°) ; en 1379, la ville de Léau offrit au receveur de Brabant Renier Holland du drap et des fromages de Brie (C. PIOT, *Inventaire ... Léau*, p. 59) ; le 18 mai 1415, Guillaume de Sayn reçoit 40 florins du Rhin de la ville de Louvain pour services rendus à celle-ci deux ans auparavant, lorsque la ville était sans maire et qu'il était intervenu auprès du duc pour que celui-ci en établisse un (AV Louvain, 5019, fol. 111v° ; voir aussi Annexe V, n° 911).

(309) C'est l'exposé des actes de confirmation qui signale cette intervention des conseillers (du chancelier et des conseillers lorsqu'il y a un chancelier au XVe siècle). Exemples : 22 décembre 1427, confirmation d'un privilège d'Orval (exemption de tailles en Brabant ; AGR, CC, 135, fol. 100v°) ; 4 janvier 1428, confirmation des privilèges de Groenendaal (CC, 8, fol, 222v° et 256v°), de Septfontaines (*ibid.*, fol. 535) et du Rouge-Cloître (*ibid.*, fol. 93v°) ; 18 mars 1428, confirmation des privilèges de Val-Sainte-Barbe et de Sainte-Agnès de Tirlemont (*ibid.*, fol. 517) ainsi que de Bois-Seigneur-Isaac (*ibid.*, fol. 511v° et 513) ; 14 octobre 1428, confirmation d'un privilège accordé par Jean IV le 17 décembre 1421 (A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, p. 249) à toute une série de couvents pauvrement dotés (*ibid.*, fol. 270v°) ; etc.

seillers en matière de politique étrangère était loin d'être négligeable : ils étaient fréquemment envoyés en ambassade ([310]), discutaient de points litigieux avec les autorités étrangères ([311]), participaient à l'élaboration d'accords, de trèves, ou de projets de traités ([312]), assistaient à la ratification solennelle de ces derniers ([313]),

(310) Ce point a déjà été évoqué plus haut, dans le paragraphe consacré aux frais de mission. On pourrait dresser une liste des ambassades envoyées à l'étranger par les ducs de Brabant grâce aux chapitres de frais pour voyages et ambassades que contient tout compte de la recette de Brabant.

(311) Voici quelques exemples pris au hasard : il y eut plusieurs réunions entre conseillers brabançons et conseillers hollando-hennuyers à propos de retards mis par le comte de Hollande à payer le douaire de Jeanne (en 1363-1364 : AGR, CC, 2350, p. 148 ; en 1400 : CC, 2388, p. 65 ; en 1405 : CC, 1783, fol. 106r°, CC, 2392, fol. 176r°) ; il y en eut d'autres à propos de questions de tonlieux (en mars 1411, CC, 2396[I], fol. 174v°, et sans doute aussi en juillet et en décembre 1411, CC, 2396[I], fol. 174v° et CC, 2396[II], fol. 152r°) ; d'autres encore avec des conseillers hennuyers à propos de l'affaire Michel de Ligne, en 1394-1397 (sur cette affaire, voir L. EVERAERT et J. BOUCHERY, *Histoire de la ville de Hal*, p. 220 ; voir aussi CC, 2380, p. 66 et CC, 2384, p. 32 ; l'affaire fut évoquée par les Etats de Brabant : voir Annexe V, n[os] 660 à 662, 680, note et 682) ; — réunions de conseillers brabançons et flamands : a) pour un conflit à propos de tonlieux (en 1370 : CC, 2357, p. 75) ; b) pour un conflit relatif à la souveraineté sur le cours de l'Escaut (en mars 1411 : CC, 2396[I], fol. 173v°) ; c) pour un conflit entre Anvers et Malines en 1412 (sur ce conflit, voir F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, pp. 27 et suiv. ; voir aussi CC, 2396[II], fol. 111r° et CC, 12.530, fol. 78v°) ; d) pour un conflit entre Bruxelles et Malines (sur ce conflit, voir notamment J. VAN BALBERGHE, *Mechelen contra Antwerpen en Brussel*, pp. 27 et suiv. ; voir aussi Annexe V, n° 1257, 1260, 1265, 1275, 1276, etc.) ; — réunions de conseillers brabançons et liégeois a) au sujet de difficultés suscitées à la ville de Louvain par des bannis brabançons refugiés dans la principauté de Liège (en août 1394, AV Louvain, 5004, fol. 18r°) ; b) au sujet de griefs réciproques (en novembre 1394, AV Louvain, 5004, fol. 41v°) ; c) au sujet d'un litige frontalier (AGR, CC, 5, fol. 127 et CC, 2406[II], fol. 81r°). — Il faut noter que les sources fourmillent de mentions relatives à des réunions entre conseillers brabançons et conseillers d'un prince voisin, mais que souvent l'objet précis de la discussion n'est pas indiqué.

(312) Exemples : 29 mars 1357, traité par lequel les ducs de Brabant cèdent Heusden au comte de Hollande ; l'exposé montre que l'accord fut négocié par les conseillers brabançons et hollandais (références : voir *supra*, p. 51, n. 44) ; 9 décembre 1363, accord provisoire conclu entre conseillers brabançons et flamands pour avancer la clôture d'un litige concernant Anvers (voir F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, V, 1ste boek, pp. 74-77) ; texte de l'accord dans AVB, A. THYMO, t. II, fol. 219v°, éd. dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 603-604 ; avant le 27 janvier 1365, articles d'un accord projeté entre les ducs de Brabant et Albert de Bavière ; la rédaction définitive doit en être arrêtée par leurs délégués et conseillers respectifs au cours d'une réunion ultérieure ; cet accord vise à régler le sort de Heusden (AGR, Chartes de Brabant, n° 2253 ; voir aussi à ce sujet des actes des trois Etats de Hainaut, du 27 janvier 1365, dans L. DEVILLERS, *Cartulaire* ..., t. II, pp. 70-74) ; 12-14 janvier 1371, à Booienhoven, négociation d'une paix entre le Brabant et Liège, menée à bien par les conseillers brabançons et liégeois (CC, 2357, p. 91) ; 12 novembre 1394, traité entre Jeanne de Brabant et Albert de Bavière, comte de Hainaut, ... conclu à l'intervention de leurs conseillers respectifs (AGR, Chartes de Brabant, à la date ; éd. dans F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek* ..., t. III, pp. 618-619) ; vers le 13 juin 1399, des conseillers brabançons sont à Ravenstein pour conclure la paix entre le Brabant et la Gueldre (CC, 2387, p. 8) ; le 19 juin 1405, Antoine donne pleins pouvoirs à ses conseillers pour négocier, avec les envoyés de l'archevêque de Cologne, un traité d'alliance et de bon voisinage entre lui et ledit archevêque (CC, 11, fol. 222v°) ; 16 juin 1423, «cédule» d'un accord entre les ducs de Brabant et de Bourgogne, mis sur pied par leurs conseillers respectifs réunis à Grammont (les instruments de ratification sont postérieurs : ceux délivrés par Philippe le Bon sont du 17 août 1423, ceux de Jean IV du 8 octobre 1423 ; pour les trois actes, voir A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., pp. 252-253, n° 147, 149 et 152).

(313) Leur présence au commandement est parfois signalée dans les mentions de chancellerie des actes définitifs ; dans d'autres cas, les conseillers sont invités à sceller les patentes définitives. Voir

étaient parfois garants de leur application ([314]) et étaient souvent désignés pour faire partie de commissions d'arbitrage ([315]), tout cela indépendamment de la discussion de questions de politique extérieure à la Cour même ou au sein de réunions d'Etats ([316]).

Il convient d'insister sur quelques points particuliers.

1. Le Conseil et les matières féodales.

Dans le chapitre précédent, ainsi qu'au début de ce paragraphe relatif à la compétence du Conseil, il a été rappelé qu'un organisme spécialisé, la Cour féodale, exerçait la juridiction gracieuse et contentieuse sur les fiefs ducaux.

Cela n'implique pas que les conseillers fussent absolument tenus à l'écart des matières féodales.

Tout d'abord la plupart d'entre eux étaient aussi vassaux du duc, et pouvaient en conséquence siéger à la Cour féodale comme *homines feodales*. Mais c'était là de leur part une intervention à titre personnel.

Au contraire, c'est le Conseil en tant que tel qui était appelé à connaître des créations de nouveaux fiefs ([317]) ; c'est en sa présence qu'étaient mis au point

par exemple les traités définitifs ou instruments de ratification dont question à la note précédente ; voir aussi notamment les traités mentionnés dans A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., n^os^ 99, 183, 185 et 192.

(314) C'est le cas notamment lorsque les conseillers scellent les instruments de ratification définitifs (Exemples : traité de 1357 entre les ducs de Brabant et Edouard de Gueldre, comte de Zutphen, AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 133 ; traité du 10 septembre 1412 entre Antoine et Aix-la-Chapelle, AGR, CC, 14, fol. 168). Les conseillers peuvent aussi être conduits à veiller aux modalités pratiques d'exécution de certains accords : voir par exemple un acte du 1^er^ mars 1358, analysé dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II^e^ partie, t. II, p. 134.

(315) Exemples : 19 août 1374, désignation des arbitres pour régler un conflit entre le Brabant et la Hollande ; Wenceslas et Jeanne choisissent deux arbitres au sein du Conseil d'Albert de Bavière ; celui-ci choisit deux arbitres (les seigneurs de Gruuthuse et de Boutersem) au sein du Conseil des ducs de Brabant ; les deux parties désignent comme sur-arbitre (*overman*) Jean de Polanen (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Heusden, 19 août 1374 ; cet acte des trois princes est transfixé à la sentence rendue par les arbitres le 18 octobre 1374) ; — 29 juillet 1376, nouveau choix d'arbitres par les mêmes princes ; Albert choisit parmi les conseillers brabançons le seigneur de Gruuthuse et Jean Godenaerts ; comme «*overman*», les deux parties désignent à nouveau Jean de Polanen (*Ibid.*, doos Heusden, 29 juillet 1376) ; — 9 juin 1399, mise sur pied d'une commission d'arbitrage gueldro-brabançonne ; cette fois les princes désignent chacun six arbitres parmi leurs propres conseillers (les six Brabançons sont Zweder d'Abcoude, Thomas de Diest, Guillaume de Sayn, Guillaume de Cranendonk, Jean van der Calsteren et Henri de La Leck ; voir original aux AE Bois-le-Duc, Chartes de Brabant, n° 6 ; copies aux AGR, CC, 131, fol. 15 et CC, 154, fol. 44v°) ; — 18 mai 1409, désignation par le duc de Brabant et par l'élu de Liège de six arbitres pour régler les différends entre les deux pays ; les trois arbitres brabançons choisis par Antoine sont Renier Goedeheere, Nicolas Hoen et Gautier van der Noot (AGR, Chartes de Brabant, à la date).

(316) Annexe V, n^os^ 83, 105, 106, 131, 445, 496, 510, 513, 540 à 542, 544, 553, 560, 585, etc.

(317) Voir *supra*, p. 200, n. 331 ; autres exemples : 11 novembre 1364, création d'un fief de bourse en faveur de Roger van de Boetzelaar (mention : «*Per dominum ducem in pleno consilio*, [s.] *H. de Rd*[*magne*]». AGR, Chartes de Brabant, n° 2211 ; 5 octobre 1367, augmentation d'un fief en faveur de Jean de Wezembeek, maréchal de l'Hôtel (Cour féodale de Brabant, 24, fol. 335 ; autre copie : *ibid.*, 29, fol. 305) ; 30 juin 1397, don en fief à Everard Bo(e)te, des seigneuries de Sterrebeek et Zaventem (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III^e^ partie, t. II, p. 54) ; 17 décembre

des mandements d'exécution concernant des matières féodales ([318]), ou qu'étaient prises d'autres décisions encore : ainsi le 20 juin 1421, Jean IV autorisait Adrien, bâtard de Hollande, mambour de sa fiancée Mathilde Foyken, à opérer le relief de la seigneurie de Waalwijk, et à y nommer un écoutète et des échevins, nonobstant les lettres du 17 août 1418 par lesquelles le duc avait pris cette seigneurie en son pouvoir et s'était assuré la nomination du Magistrat ; cette autorisation fut accordée en présence non des hommes de fief mais bien de plusieurs conseillers (les seigneurs de Rotselaar et de Wittem, le damoiseau de Montjoie et Henri de La Leck) ([319]) ; le 23 janvier 1422, le duc accordait à son conseiller Jean de Glimes, seigneur de Bergen-op-Zoom, et à sa femme, le droit de disposer par testament de tous les fiefs qu'ils possédaient en Brabant ; ce sont de nouveau des conseillers (Engelbert de Nassau, Henri de La Leck et Corneille Proper) qui entouraient Jean IV en cette circonstance ([320]).

1404, création d'un fief de bourse en faveur de Renaud d'Argenteau, seigneur de Houffalize (AGR, Chartes de Brabant, original) : 14 juillet 1411, don en fief du village d'Asten à Gérard de Berkel (CC, 8, fol. 348v°) ; 2 janvier 1412, confirmation du don en fief de Lillo à Francon de Halen (CC, 131, fol. 73) ; 30 janvier 1412, don en fief à Henri van Welchenhausen de la haute et basse justice de la seigneurie de Clermont, au Limbourg (AGR, Chartes de Brabant, vidimus du 6 novembre 1445. Conseillers présents le 30 janvier 1412 : Jean de Schoonvorst, André de Frankenberg, Ponce de Welchenhausen, et Guillaume Blondeel ; cet exemple est particulièrement intéressant car on conserve un autre acte ducal, du 2 février 1412, relatant l'hommage prêté pour ce fief, qui, très normalement, a lieu en présence non des conseillers, mais bien des hommes de fief ; voir *ibid.*, vidimus du 6 novembre 1445) ; 16 mars 1412, don d'un fief de bourse à André Smeych van Liessingen (CC, 2443, fol. 26v°-27r°) ; 27 mars 1416, Jean IV déclare que la terre de Souvret (prov. Hainaut) doit dorénavant être relevée en fief du Brabant (CC, 11, fol. 103) ; 20 septembre 1416 : Jean IV déclare que Tristan, seigneur de Froidpont, est devenu son vassal (Chartes de Brabant, original) ; 23 mai 1421 : seigneurie de Budel érigée en fief en faveur de Jean de Schoonvorst (original aux AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 359 ; copie aux AGR, Cour féodale de Brabant, 20, fol. 340) ; etc.

(318) Exemples : 25 juin 1358, Jeanne mande à son écoutète et à son forestier de Herentals de maintenir Gérard van den Eechoven en possession du fief qu'il tient à Herentals (M. A. ERENS et H. M. KOYEN, *Oorkonden...Tongerlo*, t. IV, n° 1074, «*ex relatione dominorum de Bouchout et de Wittham*») ; 12 septembre 1391, Jeanne mande à son receveur de Bruxelles de payer une rente féodale à Marguerite, fille d'Everard Boot (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, III[e] partie, t. I, p. 209 ; présence au commandement du seigneur de Rotselaar) ; 2 février 1411, Antoine mande à son receveur général d'Outre-Meuse de payer régulièrement à Renier de Berneau les fiefs de bourse qu'il possède dans le comté de Dalhem, ban de Fouron (AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 2 ; mention de chancellerie signalant la présence au commandement de Guillaume Blondeel) ; même date, acte de même nature concernant un fief de bourse sur la ferme de Schopem, au Limbourg (*ibid.*, même mention de chancellerie) ; 29 mars 1416, mandement de Jean IV enjoignant au maire de Vilvorde de faire respecter les droits de Gertrude van Meten sur un fief sis à Overijse (Cour féodale de Brabant, 29, fol. 174 ; cet acte est aussi particulièrement intéressant, car, passé devant les conseillers-régents — l'abbé d'Affligem, Henri de Heverlee et Rasse de Grez —, il invite un personnage qui contestait certains droits de ladite Gertrude à venir s'expliquer devant la Cour féodale, ce qui semble indiquer que celle-ci exerçait une certaine juridiction contentieuse sur les fiefs ducaux).

(319) AE Bois-le-Duc, Heerlijkheden, Waalwijk, n° 8 ; original signé «*De Amersoyen*» et contresigné «*Wesemael*». Sur ce contreseing, voir ci-dessous, p. 548.

(320) AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 129v°-130r° (copie ; acte signé «*De Amers[oyen]*»). — Dans tous les exemples qui précèdent (notes 317 et 320), les actes ducaux qui relatent les faits exposés se présentent comme des lettres patentes ordinaires, avec mention de chancellerie donnant les noms des conseillers présents au commandement, ce qui n'aurait pas été le cas si les actes avaient été passés devant la Cour féodale (à ce sujet, voir *supra*, p. 200, n. 331).

Signalons encore que si les créations de fiefs étaient du ressort du Conseil, les mutations de fiefs en censives étaient, quant à elles, opérées devant la Cour féodale ([321]).

2. Le Conseil et les finances ducales.

Pour gérer ses finances, le duc dispose, nous l'avons vu, d'un officier spécialisé : le receveur de Brabant. Mais même lorsque ce dernier aura vu, au XV^e^ siècle, ses pouvoirs et ses responsabilités s'accroître, il ne cessera d'être soumis à l'autorité directe du duc, et par là même de son Conseil. Il a été déjà dit plus haut que le receveur, qu'il fût appelé receveur général ou trésorier, ne pouvait prendre certaines décisions sans en référer au prince et à ses conseillers ([322]). A partir de 1422, il lui fallut aussi leur faire, de trois mois en trois mois, rapport sur l'état des finances ducales, afin que toute mesure ultérieure pût être prise en connaissance de cause ([323]). Le receveur de Brabant exerçait aussi son autorité sur ses subalternes. S'il les prenait en faute dans l'exercice de leurs fonctions, il pouvait les suspendre ou les démettre, mais il devait signaler le fait au duc et au Conseil à qui appartenait la «correction» définitive ([324]).

D'une manière générale donc, le receveur de Brabant se trouvait en quelque sorte placé sous la tutuelle du Conseil ([325]). Pendant le règne d'Antoine se discerne même comme une tendance à vouloir créer en son sein une commission spécialisée, une espèce d'embryon de «Conseil des finances», dont il faut bien dire immédiatement qu'elle n'eut qu'une existence éphémère.

Le 25 octobre 1411, en rappelant Etienne van der Nederalphen à la tête de la recette de Brabant, le duc Antoine chargeait plus particulièrement sept conseillers d'assister le nouvel officier dans l'excercice de ses fonctions ([326]). Une telle commission fut aussi prévue lors des changements de titulaire intervenus en 1412 (15 juin et 24 décembre) et en 1415 ([327]). Furent désignés pour en faire partie en 1411 : Engelbert de Nassau, les seigneurs de Wezemaal, de Diest, de Bergen-op-Zoom et d'Asse, ainsi qu'Henri de La Leck et Renier de Berg. Le 15 juin 1412, le personnel de la «commission» est entièrement renouvelé ; il est réduit à quatre conseillers : Guillaume de Sayn, Henri de Bergen, qui était drossard de Brabant, Jean de Schoonvorst et Arnoul de Crainhem. En décembre de cette année, il y a cette fois cinq membres : les seigneurs d'Asse et de

(321) Exemple dans F. DE RIDDER, *Brussel* ..., pp. 213-216 : acte du 17 juillet 1402 par lequel Jeanne, à la requête de son «neveu» et conseiller Guillaume de Sayn, transforme en censive la maison de Rummen, à Bruxelles, qui constituait jusqu'alors un fief tenu d'elle.

(322) Voir *supra*, p. 359.

(323) Voir les commissions de Gérard van der Zijpe, du 11 août 1422, et celles de ses successeurs. Pour les références, voir p. 359, n. 296. — En 1412, il avait déjà été décidé que Clarensone rendrait ses comptes tous les trois mois devant des conseillers commis à cet effet (CC, 2397, fol. 1-3r°) ; mais là il s'agit plutôt d'un contrôle qui aurait dû normalement être du ressort de la Chambre des comptes, et dont il sera reparlé plus bas.

(324) Voir par exemple dans la commission de Quentin Clarensone, du 22 décembre 1412 (AGR, CC, 2397, fol. 1-3r°).

(325) Il faut toutefois nuancer ces liens de subordination, car en même temps qu'il est «soumis» au Conseil, le receveur de Brabant fait partie de celui-ci.

(326) AGR, CC, 2396^II^, 2^e^ compte, fol. 145-146.

(327) AGR, CC, 2396^II^, I^er^ compte, fol. 1-2, CC, 2397, fol. 1-3r° et CC, 2398, fol. 3-5r°.

Wezemaal font leur réapparition à côté de trois des conseillers de juin 1412 (Sayn, Bergen et Crainhem). En 1415, le nombre des membres n'est pas modifié, mais Schoonvorst réintègre la «commission» où il prend la place du seigneur d'Asse.

Ce groupe de conseillers affecté à une tâche bien déterminée apparaît pour la dernière fois en 1419 : le 6 septembre de cette année, en confiant à Louis Boete la direction de la recette générale de Brabant, Jean IV disposait que des membres du Conseil spécialement désignés à cet effet seraient chargés de prêter leur concours au nouveau responsable. Mais cette fois leur nom n'est pas connu (328). Par la suite, c'est tout le Conseil qui paraît avoir été chargé de superviser la politique financière, et non plus quelques membres bien déterminés.

Il reste à signaler que le Conseil a également joué un rôle dans le domaine du contrôle des comptes et cela même après la création, en 1404, d'une institution spécialement chargée de ce travail. Avant cette date, ce sont les conseillers qui effectuent le contrôle des comptes de tous les justiciers ainsi que du receveur de Brabant, ce dernier se chargeant de vérifier ceux de ses subordonnés (329). Si les officiers subalternes rendaient leurs comptes à date fixe, le receveur de Brabant, quant à lui, remettait les siens avec moins de régularité. Le troisième compte conservé de Godefroid de la Tour (24 juin 1365-24 juin 1366) fut vérifié par le Conseil dès le 30 janvier 1367 (330), ce qui est fort raisonnable, mais ses deux comptes précédents (1363-1364 et 1364-1365) ne le furent qu'à la même époque (29 et 30 janvier 1367) (331), et ceux des six années et demie suivantes (24 juin 1366 au 19 décembre 1372) ne le furent qu'en une seule session, à la fin de 1372 (332).

Après 1404, le rôle des conseillers en matière de contrôle comptable fut double. En premier lieu, ils en vinrent très vite à se joindre, voire à se substituer au personnel de la Chambre des Comptes, dans les opérations consistant à entendre, corriger et clôturer les comptes de tous les officiers obligés de manipuler des espèces (333). En second lieu, même lorsque le premier examen était effectué par les gens des comptes, le Conseil gardait de fait le droit de réformer les décisions prises par la Chambre. Le plus souvent, il intervenait dans un sens favorable aux receveurs. Il admettait en compte des dépenses que la Chambre avait rejetées, généralement pour des raisons formelles, comme l'absence de pièces justificatives écrites. Le Conseil se montrait moins tatillon, ou plus réaliste, et «passait» le poste litigieux (334). C'est qu'en effet le duc lui-même

(328) AGR, CC, 2402, fol. 1-3.

(329) Voir *infra*, p. 388.

(330) AGR, CC, 2352, couverture. Présents à l'audition : le duc, la duchesse, et comme conseillers : les seigneurs de Perwez, de Gaasbeek, de Vorselaar, de Bouchout, de Wittem, de Bornival, Jean T'Serclaes, Jean de Luxembourg, Henri de Bastogne, ainsi que le clerc Nicolas.

(331) AGR, CC, 2350 et 2351, couvertures.

(332) Voir les couvertures de ces comptes. Voir aussi AGR, CC, 2359, p. 61 : «*Item ... de XXVII geltis vini Renensis consumptibus per dominos de consilio per IIII^or dies circa Thom. LXXII^o, dum sederunt et interfuerunt ad computaciones receptoris factas Bruxella de suo officio de VI 1/2 annis precedentibus, ...*».

(333) Voir *infra*, p. 395.

(334) La formule consacrée est en effet «*Passé par lavis du Conseil ...*», nonobstant le non-respect des règles imposées par la Chambre des Comptes. Voir en marge de nombreux comptes conservés

était fréquemment responsable des «fautes» commises par ses receveurs à qui il se contentait de donner un ordre verbal là où la Chambre des Comptes exigeait un mandement écrit. Mais le Conseil ne témoignait pas nécessairement d'une compréhension aveugle : il lui arrivait aussi de rayer des postes dont l'inscription lui paraissait injustifiée ou de faire des observations sur l'un ou l'autre point ([335]).

Dans ce domaine comme en d'autres, les conseillers paraissent donc avoir pu, en tout temps, décider en dernière instance.

3. Le Conseil et l'Hôtel.

Dans le chapitre consacré à l'Hôtel, comme dans celui qui traite des origines du Conseil, les liens privilégiés qui unissent les deux institutions ont déjà été mis en évidence. Organisme né dans la *Curia*, le Conseil a gardé sa place au sein, il est même permis de dire au cœur, de celle-ci. Les conseillers, le présent chapitre l'a montré, sont habituellement portés au rôle de l'Hôtel lorsqu'ils séjournent auprès du duc.

Les mêmes personnages étaient d'ailleurs souvent à la fois membres du Conseil et dignitaires de la Maison ducale. Ce fut le cas pour la plupart des maîtres de l'Hôtel, de même que pour beaucoup de chambellans ([336]). Les uns occupèrent leurs fonctions à l'Hôtel alors qu'ils étaient déjà conseillers ; pour d'autres, c'est sans doute la détention d'une dignité aulique qui leur ouvrit les portes du Conseil ([337]).

Mais il y a plus : il apparaît nettement que c'est en fait le Conseil qui, avec le receveur de Brabant, assume la responsabilité politique du gouvernement de la Maison ducale. C'est en son sein que sont élaborées, au XV^e^ siècle, les ordonnances de l'Hôtel ([338]) ; c'est lui qui en surveille la bonne observation ([339]),

dans le fonds de la Chambre des Comptes, par exemple CC, 2395, fol. 78, 88v°, 134r°, 144r°, 150v°, 151r°, 157v°, 159r°, 160, 163r°, etc.

(335) AGR, CC, 2395, fol. 41v°, en marge : «*Royé par lordenance du Conseil de monseigneur*» à propos d'une somme portée indûment en recette. — CC, 3591, fol. 11r°, en marge d'un poste concernant le payement d'une rente à un particulier par le receveur de Jodoigne-Hannut, on lit : «*Il est ordené par monseigneur le chancellier et le Conseil quil* [= le particulier] *ne soit paié tant quil aura fait apparoir de son tiltre ... et aussi se ce sont livres tournois de France, il sest trop fait paier car il a tousjours levé livres parisis. Si soit sur tout avisé*».

(336) Voir les Annexes I, II et III, A et B.

(337) On comparera, dans l'Annexe I, les colonnes donnant, pour chaque conseiller, les dates de sa présence au Conseil et celles des fonctions qu'il a pu occuper, par ailleurs, comme officier de l'Hôtel (précédées d'une lettre H).

(338) L'introduction de l'ordonnance du 18 mars 1407 indique que cette «*ordonnance fut faicte par mondit seigneur le duc, par l'avis et déliberation de son conseil, ...*» (P. KAUCH, *L'organisation ...*, p. 192). — Le 18 juin 1427, Jean de Schoonvorst quitte sa résidence de Diepenbeek pour se rendre à Bruxelles où le duc l'appelle «*om synen staet te helpen ordineren*» (AGR, CC, 2406^11^, fol. 75v°) ; le 22 juillet 1427, le seigneur d'Enghien fut appelé à Bruxelles pour la même raison (*ibid.*, fol. 74v°). — La nouvelle ordonnance qui vit le jour à cette occasion (29 juillet 1427, AGR, Chartes de Brabant) fut établie «*bij raide ende goeduncken van onsen raide*». — Le 15 juin 1412, en nommant Quentin Clarensone à la tête de la recette générale (AGR, CC, 2396^II^, 1^er^ compte, fol. 1-2), Antoine autorise le nouveau receveur à modifier s'il le désire l'ordonnance de l'Hôtel, mais il ne pourra le faire qu'avec la collaboration des maîtres de l'Hôtel et de deux ou trois conseillers qu'il est tenu de s'adjoindre.

(339) Dans la commission de Louis Boete à la tête de la recette générale (6 septembre 1419), il

qui peut trancher dans les cas non prévus par ces règlements (340), et corriger les contrevenants (341). Dans la commission de Jean Baillart à la recette générale de Brabant, il est aussi stipulé que la Chambre du Conseil, c'est-à-dire la section permanente du Conseil, doit consacrer une séance hebdomadaire, chaque samedi, à l'examen des dépenses de l'Hôtel et à la manière de pourvoir à leur payement (342).

Le *Nieuw Regiment* du 12 mai 1422 avait déjà officiellement consacré ce droit d'intervention du Conseil en matière de gouvernement de l'Hôtel et de nomination des officiers auliques (343).

Il arriva même au duc d'abandonner entièrement à ses conseillers, ou à certains d'entre eux, la direction de sa Maison. Antoine dut s'y résoudre en 1409 pour des raisons financières (344), et Philippe de Saint-Pol en 1428 pour des motifs politiques (345).

4. Le Conseil et l'administration ducale.

Le duc est le chef suprême de l'administration ; son Conseil l'aide à la diriger. Il a déjà été dit plus haut que les conseillers intervenaient dans la nomination des officiers de justice et des receveurs, et qu'ils jouaient un rôle dans le contrôle de leurs comptes. De plus, très régulièrement, ils citaient ces officiers à comparaître devant eux pour leur demander des éclaircissements sur leur gestion ou sur l'état de leur office, ou pour leur faire toutes observations ou communications jugées utiles (346) ; dans d'autres circonstances, c'est par écrit qu'ils

est dit que l'Hôtel de Jean IV et de Jacqueline de Bavière sera tenu selon l'avis de Boete et des conseillers que le duc désignera à cet effet (AGR, CC, 2402, fol. 1-3) ; c'est aussi au trésorier et au Conseil que revient le soin de gérer l'Hôtel dans la commission du seigneur de Rotselaar comme trésorier (1er août 1421, CC, 2404, 1er compte, fol. 29-30), dans celle de Gérard van de Zijpe (11 août 1422, CC, 2404, 3e compte, fol. 1-3r°), de Jean de Winge comme receveur général (1er août 1423, CC, 2405, fol. 2-3).

(340) Art. [68] de l'ordonnance de l'Hôtel du 29 juillet 1427 (AGR, Chartes de Brabant) : «*Item als van den anderen punten ende saken aengaende der herbergen mijns genedichs heren voirs. die welke in dese ordinancie nyet gescreven en sijn selen geordineert ende geset werden ter ordinanchien van den raide ende des hovemeesters*».

(341) Dans la commission de receveur général donnée à Jean de Winge par Philippe de Saint-Pol (10 novembre 1427 — AGR, CC, 2407, fol. 2-4), il est dit que le duc est tenu de respecter l'ordonnance de l'Hôtel qu'il a édictée [c'est celle du 29 juillet 1427], qu'en cas de transgression, des sanctions seront prises et que si elles ne le sont pas par le duc, ses *conseillers* ou les maîtres de l'Hôtel, le receveur général pourra abandonner son office sans préavis.

(342) AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 1-3.

(343) Art. 13 et 19 du *Nieuw Regiment* (*Placcaeten van Brabandt*, t. IV, pp. 383-384).

(344) Le 25 avril 1409, en raison de l'état déplorable de ses finances, Antoine doit demander à Jean de Wezemaal, à Jean de Schoonvorst et à Etienne van der Nederalphen de régler sur leur cassette personnelle un certain nombre de dépenses. Il promet de les rembourser dès que possible, et leur confie le gouvernement de son Hôtel (AGR, Chartes de Brabant).

(345) Acte du 2 juin 1428 par lequel Philippe de Saint-Pol, pour obtenir de se réconcilier avec quelques-uns de ses barons, doit leur confier le gouvernement du pays et de l'Hôtel (Kon. Huisarchief La Haye, Inv. n° 2, n° 183). — Sur les événements qui ont donné lieu à la rédaction de ce document, voir *infra*, pp. 513-515.

(346) Pour les officiers de justice avant 1406, voir Ch. KERREMANS, *Etude* ..., p. 334. — Exemples pour l'époque ultérieure : le 14 février 1426, l'amman de Bruxelles se rend à Lierre auprès du

leur faisaient connaître leurs instructions ou qu'ils leur transmettaient des informations (347).

Les deux principaux responsables de l'administration ducale, le drossard et le receveur, siégaient *ex officio* au Conseil. D'autre part, de nombreux conseillers occupèrent des charges de receveurs ou de justiciers (348). La même remarque qu'à propos de l'Hôtel peut être faite ici : certains ne durent sans doute leur entrée au Conseil qu'aux services qu'ils avaient rendus dans les cadres administratifs.

5. Le Conseil et les Etats.

Nous verrons dans la troisième partie de cette étude l'importance des Etats dans la vie politique du duché et la manière dont ils ont voulu contrôler l'exercice du pouvoir par le duc et son Conseil. Il n'en sera donc pas question ici, où il suffira d'indiquer que les conseillers étaient, en temps normal, les intermédiaires tout trouvés entre le prince et les «représentants» du pays. A ce titre, ils participaient très régulièrement à toutes les activités des Etats, assistant aux assemblées, recevant des délégations étrangères ou se rendant eux-mêmes à l'extérieur en compagnie des députés brabançons (349).

Conseil ducal (la Cour séjournait à Lierre à l'époque : voir P. L. GACHARD et Ch. PIOT, *Collection des voyages ...*, t. IV, p. 624) qui l'avait convoqué pour exposer l'état de son office (AGR, CC, 12.701, fol. 116r°) ; vers la même époque, l'écoutète de Herentals, sur ordre du duc, se rend aussi à Lierre auprès de Jean IV et de son Conseil «*om den staet van sinen ampte te wetene*» ; sur ordre du duc donné le 19 février 1427, le même se rend à Bruxelles «*om sunderlinge saken die mijn gened. heere sinen edele raede bevolen hadde met hem te sprekene*» (pour ces deux mentions et pour d'autres encore, voir CC, 12.951, fol. 120v°-121) ; le 14 septembre 1428, il est ordonné à l'écoutète de Zandhoven de se rendre à Vilvorde auprès du duc et du Conseil «*om al dair sinen staet sijns ambachts al int lange over te geven*» (CC, 12.975, fol. 84v°). — Exemples relatifs aux receveurs régionaux : le 8 septembre 1408, le receveur de Louvain est convoqué à Bruxelles par le receveur général de Brabant pour parler «*met her Reynier Pot ende anderen van mijns heren raede omme sonderlinge zaeken wille die sij met hem hadden te spreken ...*» (CC, 3788, 2e compte, fol. 43v°) ; par deux fois, par ordre d'Antoine des 25 mars et 14 juin 1410, le même receveur est convoqué à Bruxelles «*biden cancellier ende biden anderen van mijns heren raetsluden*» ... la première fois «*omme sonderlinge saeken wille die si met hem te spreken hadden*» et la seconde fois «*omme saeken wille die si hem van mijns heren wegen seggen souden*» (CC, 3788, 3e compte, fol. 39v°-40r°) ; le 10 mai 1420, le receveur d'Anvers se rend à Bruxelles «*om den staet van zinen ambachte den rade over te geven*» (CC, 4954, compte de 1419-1420, dépenses sur mandement ducal) ; le 21 mai 1425, le receveur de Nivelles fut mandé à Bruxelles «*par les singneurs du Conseilh a cause dunne informacion de ma damme de Nivelle et de la ville pour cause du fief de Rongon* [sic] *dont labbesse veult avoir les amendes*» (CC, 4582, 3e compte, fol. 27r°) ; etc. — On voit par les exemples donnés que la convocation peut être faite par le duc ou directement par les conseillers eux-mêmes. Exemple de lettre close ducale du 13 juillet [1426] adressée au receveur de Jodoigne Jean Boele [alias Boulle], par laquelle il lui est mandé de comparaître devant le duc et son Conseil le mercredi en quinze, afin de s'expliquer sur certains de ses actes : original aux AGR, Chartes de Brabant, à la date.

(347) Voir *infra*, p. 379.

(348) Voir Annexes I et II.

(349) Annexe V, *passim*.

6. Attributions judiciaires du Conseil.

Le duc est le justicier en chef dans sa principauté (350). Son Conseil l'aide à administrer la justice. Mais dans quelles limites ? Si, à l'origine et en principe, le prince pouvait sans doute connaître et juger de tout, ses pouvoirs se trouvèrent néanmoins limités au cours des temps, et cela pour deux raisons. En premier lieu, il fut rapidement contraint de déléguer une partie de ses attributions à des officiers locaux ou régionaux chargés de le représenter (351). Il ne pouvait en effet présider en personne tous les tribunaux siégeant dans son domaine. D'autre part, avec le développement des franchises locales, il fut conduit à abandonner la connaissance de certaines causes, *ratione materiae* ou *ratione personae*, aux cours scabinales des villes ou des communautés rurales affranchies (352), et cela tant sur le plan de la juridiction pénale, que des juridictions contentieuse ou gracieuse. En ce qui concerne ces dernières, il faut aussi tenir compte de l'existence de tribunaux spécialisés : cours féodales, cours censales et cours allodiales.

Pour déterminer quelles étaient les causes qui restaient du ressort du duc et de son Conseil, il faut recourir aux documents de la pratique, et, comme il n'existe pas pour l'époque de registres aux causes ou aux sentences, il faut se contenter d'éléments disparates fournis par les actes ducaux et par les comptes. Il est très difficile d'y voir clair et de distinguer à quel titre le duc et son Conseil intervenaient le cas échéant ; presque toujours, il est impossible de savoir s'ils jugeaient en première instance ou en degré d'appel (353).

Il n'y a pas moyen de cerner d'une manière précise la compétence théorique du Conseil (354), à de rares exceptions près. C'est ainsi que l'on sait qu'en première instance, le duc de Brabant et ses conseillers avaient, *ratione personae*,

(350) Voir *supra*, p. 120.

(351) Sur le rôle judiciaire des justiciers brabançons, voir Ch. KERREMANS, *Etude* ..., pp. 157 et suiv.

(352) Sur les attributions judiciaires des échevins en général, voir R. BYL, *Les juridictions scabinales* ..., pp. 170 et suiv. Pour le problème qui nous intéresse, ce travail ne fait toutefois pas assez ressortir — ce n'était d'ailleurs pas nécessairement son objet — la différence entre échevinages «ducaux», c'est-à-dire établis sur des territoires ayant fait partie du domaine ducal, et échevinages «seigneuriaux», établis dans les localités ayant à leur tête un seigneur autre que le duc de Brabant (comme Gembloux, Nivelles, Bréda, ...). — A partir du XV^e^ siècle, si l'on en croit A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. II, p. 26), un phénomène inverse va se produire : le Conseil de Brabant empiétera sur les attributions des tribunaux scabinaux et seigneuriaux.

(353) Cette difficulté n'étonnera point quand on saura qu'elle se présentait aussi pour le Conseil du Roi en France. F. LOT et R. FAWTIER écrivent en effet (dans *Histoire des institutions françaises* ..., t. II, p. 314 : «Nous ne pouvons pas distinguer, parmi les procès soumis à la Cour du roi, ceux qui l'étaient en première instance et ceux qui revenaient d'une Cour seigneuriale ou princière dont la décision n'avait pas été acceptée.» — Par contre, pour le Hainaut, il existe une liste des cas «réservés» (en première instance) à la justice du comte en sa Cour de Mons, et cela pour l'année 1428 (voir L. DEVILLERS, *Cartulaire* ..., t. IV, pp. 653-658 ; voir aussi en rapport avec ce document *ibid.*, t. V, pp. 25-30 et 38-44).

(354) A propos de la juridiction en première instance du Conseil de Brabant à l'époque moderne, A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. II, p. 26, peut écrire : «La juridiction du conseil en première instance fut toujours difficile à déterminer.» C'est qu'en réalité elle est «basée exclusivement sur l'usage et la jurisprudence».

la connaissance des causes où étaient impliqués les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem (355). *Ratione materiae*, ils pouvaient avoir à punir les atteintes portées aux privilèges des villes (356).

A partir de 1384-1386, le Conseil dut aussi être saisi des dénis de justice dont se rendaient coupables les justiciers ou les seigneurs locaux (357). Avant cette époque, et pendant quelques années, les dénis de justice devaient être dénoncés devant le Conseil de Kortenberg (358).

Pour le reste, on ne peut qu'énumérer un certain nombre de cas qui entraînèrent l'intervention des conseillers ducaux, sans qu'il soit permis d'affirmer que les causes en question étaient *obligatoirement* ou *exclusivement* du ressort du duc et de son Conseil.

Ce dernier était notamment saisi de différends qui pouvaient s'élever entre le duc et un particulier ou une communauté laïque ou religieuse (359) ; il connaissait aussi de nombreuses affaires où étaient impliqués des établissements

(355) Privilège accordé le 16 octobre 1377 au maître de Chantraine : AGR, CC, 149, fol. 112, édit. dans *Privilèges des Chevaliers de l'ordre de Malte* ..., p. 6.

(356) Voir par exemple un mandement de Jean IV du 2 janvier 1423 (n. s.) à l'écoutète de Bois-le-Duc, et à ses écoutètes et autres officiers du Peelland et du Kempenland. Désirant voir respecter les privilèges d'Eindhoven, le duc leur mande de faire citer désormais devant lui et devant son Conseil tous ceux qui feraient quelque chose à l'encontre de ces privilèges (AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 535 II, fol. 13). Le même jour, Jean IV avait confirmé lesdits privilèges (*ibid.*, fol. 12).

(357) Voir *supra*, p. 328 et n. 135 à 138.

(358) Sur le Conseil de Kortenberg, voir *infra*, p. 524 et suiv.

(359) Exemples : en janvier 1407, le curé de Kobbegem paie le montant d'une composition à laquelle il avait été condamné par le Conseil pour avoir vendu du grain sans l'autorisation des receveurs du droit de louche (AGR, CC, 4163, 1er compte, fol. 27r°) ; en février 1407, un habitant de Ruisbroek paie une composition à laquelle il avait été condamné par le Conseil pour avoir vendu du grain sans payer le droit de louche (*ibid.*, fol. 17r°) ; en 1408, un habitant de Bois-le-Duc est condamné par le duc et le Conseil au bannissement et à la confiscation de ses biens «*als van moiterien ende anders*» (CC, 2395, fol. 32v°) ; dans la seconde moitié de l'année 1408, le Conseil admet à composition le clerc des échevins de Rhode-Saint-Genèse qui s'était rendu coupable de faux en écriture (CC, 12.775, fol. 132v°) ; le Conseil tranche un différend opposant un portier de l'Hôtel ducal au père d'un enfant qui, pour s'être introduit avec une bande d'enfants dans le palais ducal à la Noël 1409, s'était cassé une jambe en fuyant ledit portier qui le pourchassait ; sur plainte du père, le Conseil décide d'indemniser celui-ci et la personne qui avait soigné l'enfant (CC, 2395, fol. 454v°) ; en 1409, le duc et son Conseil admettent à composition l'habitant de Bois-le-Duc qui avait été banni par eux en 1408 pour faits d'émeute (*ibid.*, fol. 32v°) ; en juin 1415, la ville de Bruxelles intervient auprès du Conseil de Brabant «*omme hen te bidden dat sy de burgemeester van Colen helpen woude dat hi verricht mocht werden van den gelde dat hi eysschende was van syns vaders wegen minen here van Brabant*» (AV Louvain, 5019, fol. 117r°) ; en 1423-1424, le Conseil condamne à une amende Gérard Cruypelant de Kerkom, qui avait indûment disposé de biens appartenant au duc (CC, 2405, fol. 19r°) ; — en 1403, le Conseil et les villes de Brabant fixent la composition qui met fin à un conflit entre le duc et Bois-le-Duc (CC, 2391, p. 122) ; — en 1406, le Conseil a à connaître d'un différend entre Antoine et l'abbé d'Averbode, «*a cause de se moituier et sez gens de Wahengez sur lez quelz li dit rentier* [de Jodoigne-Hannut] *avoit pris gaigez partant que il maintenoit que il ne devoient point mouldre a altres molin que a molin de mons.*» (CC, 3585, 2e compte, fol. 16v°) ; en mai 1411, il est question d'examiner au Conseil une affaire où se trouve impliqué le chapitre de Nivelles, lui aussi accusé de ne pas avoir fait moudre son grain au moulin banal de Morsaintpont (CC, 15, fol. 298) ; en 1407, le bailli du Roman pays se rend à plusieurs reprises auprès du duc et de son Conseil «*pour respondre encontre le capitle de Nivelle pour un homme qui estoit pris a Lilois, en le quelle ville li capitle voloit dire quil avoient toute justice*» (CC, 12.803, fol. 268v°).

religieux, que ceux-ci se trouvassent opposés au prince, à des personnes privées, à des autorités locales ou à d'autres établissements ecclésiastiques (360) ; il jugeait des causes où les Lombards étaient partie (ici aussi les Lombards pouvaient être opposés au duc, à des particuliers ou à d'autres Lombards) (361) ; il statuait aussi sur des conflits mettant aux prises des villes ou des communautés villageoises entre elles (362), ou les dressant contre des particuliers ou

(360) Entre la Noël 1363 et la Saint-Jean 1364, le Conseil tente d'aplanir un différend entre l'abbesse de Nivelles et son chapitre (AGR, Comptes en rouleaux, 2743) ; en décembre 1372, un procès est pendant depuis plusieurs années devant la duchesse et son Conseil, entre l'abbé de Vlierbeek et la collégiale Saint-Léonard à Léau au sujet d'un bien sis à Léau (F. De Ridder, *Het Ven* ..., pp. 485-486) ; 14 février 1388 : Jeanne, présents quelques conseillers, met fin à un conflit entre la ville de Louvain et l'abbaye de Saint-Gertrude (AV Louvain, 2750 ; à ce propos, voir aussi 13 septembre 1387, *ibid.*, 3032) ; 20 juin 1411 : Antoine confirme et ratifie une sentence rendue par ses conseillers dans un conflit opposant les Chartreux de Zelem et Corneille van der Aa et consorts (CC, 11, fol. 64 et Mss Divers, 43/I, fol. 135v° ; ce conflit ne paraît néanmoins pas avoir été terminé à cette date, car les parties sont à nouveau citées à comparaître en juillet 1411, CC, 15, fol. 298) ; en avril 1416, la ville de Louvain requiert l'intervention du Conseil contre le chapitre Saint-Pierre à qui elle déniait le droit d'exiger de ses bourgeois des dîmes à l'intérieur des remparts de la ville (AV Louvain, 5013, fol. 88v°) ; le 22 mars, 1417, après examen par son Conseil, le duc tranche un différend entre le seigneur de Lillo et l'abbé de Saint-Michel d'Anvers (P. J. Goetschalckx et F. Prims, *Lillo en Zandvliet* ..., pp. 72-74) ; le 9 octobre 1421, le Conseil et les deux Etats laïques tranchent un différend opposant l'abbaye de Val-Virginal au village d'Oplinter (Bijdragen tot de Geschiedenis, t. I, pp. 186-187) ; en février 1425, le Conseil examine un litige opposant le receveur ducal de Louvain au chapitre de Saint-Pierre de cette ville (CC, 3792, 5e compte, fol. 40r°) ; le 14 juin 1429, le duc Philippe Ier fait savoir que les habitants de Zandvliet qui croiraient devoir s'opposer à l'endiguement par Saint-Michel d'Anvers de terres appartenant à l'abbaye, devront le faire devant le duc et son Conseil (CC, 23, fol. 27v°).

(361) Le 20 octobre [13]78, le duc Wenceslas, à la requête de Jacques de Gênes, lombard d'Incourt, ajourne par devant lui et ses receveur, conseillers et officiers de Brabant, différentes personnes qui auront à s'entendre sur le payement d'une créance due audit requérant (AGR, Chartes de Brabant, 5367) ; en 1422-1423, les lombards de Hal (en Hainaut) paient au trésorier général de Brabant une amende à laquelle ils ont été condamnés par le duc et par son Conseil (CC, 2404, 3e compte, fol. 12v°) ; en [1429], le duc Philippe de Saint-Pol fait connaître la sentence rendue par le chancelier et des conseillers dans une cause opposant des lombards (établis à Bois-le-Duc) entre eux (CC, 23, fol. 48v°) ; vers le 18 avril 1430, le receveur de Nivelles se rend à Louvain pour «*mener Conrad et sen frere lombars devant le Conseilh de monseigneur*» (CC, 4584, 2e compte, fol. 29r°). Voir aussi la sentence du 3 avril 1406 publiée par G. Bigwood, *Le régime juridique* ..., t. II, pp. 397-405. — Le Conseil fut aussi amené à condamner des usuriers non autorisés : ainsi en août 1406 (CC, 2393, fol. 200r°) et vers janvier 1409 (CC, 2394, fol. 256v°). En revanche on ne sait quel fut exactement le rôle du Conseil dans l'enquête de 1393 sur les usuriers de Brabant (J. Boisée, *Une enquête sur les usuriers* ...).

(362) En 1374-1375, des conseillers s'occupent de préciser les limites entre Bois-le-Duc et Vlijmen (AGR, CC, 17.144, fol. 42v°) ; en décembre 1401, le Conseil se rend à Bois-le-Duc pour enquêter sur les limites entre Oirschot et Oerle, et fixer celles-ci (CC, 2390, p. 72 ; au contraire, le 15 août 1390, ce sont des hommes de fief qui entourent la duchesse alors que celle-ci fixe les limites entre Oisterwijk, d'une part, Oirschot et Beerse de l'autre (AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 538, pp. 663-670) ; le 11 mars 1408, Antoine, «*in presentien van synen rade*» et après examen de la question par celui-ci, tranche en faveur des villes de Louvain et de Bruxelles un différend qui les opposait à la ville d'Anvers au sujet de la validité, dans le marquisat de Rijen, de certaines lettres émanées des échevins des deux premières villes (F. Verachter, *Inventaire* ... *Anvers*, p. 72, n° ccxxvii) ; le 17 août 1409, Antoine termine un différend qui opposait les habitants de Turnhout à ceux de Beerse, Merksplas et Baarle, en matière de payement d'aides ; le conflit fut en fait réglé par

des établissements religieux ([363]), ou encore contre des officiers ducaux ([364]) ; de même, il était amené à trancher des litiges entre des seigneurs locaux et leurs sujets ([365]), et d'autres entre nobles et même entre simples particuliers ([366]).

les conseillers ducaux (CC, 10, fol. 495) ; en août 1424, l'écoutète de Bois-le-Duc est convoqué à Bruxelles auprès du duc et de son Conseil, «*om clair onderwijs ... te doen*» sur le conflit opposant les habitants de Bergeyk et de Gestel (CC, 12.991, fol. 247r°) ; le même mois, une enquête relative à un conflit entre Halen et Léau est menée par le Conseil (les dépositions des personnes interrogées sont conservées : AGR, Mss Divers, 386) ; en avril-juin 1426, le Conseil a à connaître du conflit entre Anvers et Bergen-op-Zoom (CC, 21.718, fol. 11v°-13r° ; sur ce conflit, qui se continue en 1429, voir *infra*, p. 519 ; le 22 mars 1428, le duc fait connaître la sentence rendue en son Conseil en faveur de Léau dans le procès opposant cette ville à Halen (CC, 5, fol. 73v°) ; le 13 février 1429 (n.s.), le Conseil rend sa sentence dans un conflit entre Weelde et Baarle concernant la possession d'une bruyère (texte de la sentence, sous forme objective et sur papier, dans ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 133, Reg. 1245).

(363) Le 1er juillet 1358, Wenceslas et Jeanne, sur plainte formulée «*pardevant nous et nostre Conseil*» par la ville de Nivelles, mandent à l'abbaye de Cambron de fournir, ainsi qu'elle y est tenue, un chariot (avec valet et chevaux) chaque fois qu'il est travaillé aux fortifications de la ville (J. BUISSERET et E. DE PRELLE DE LA NIEPPE, *Cartulaire de Nivelles*, pp. 33-34) ; en nov. 1383, la ville de Louvain s'adresse «*ane den rade van Brabant omme der porters wille van Lovene die de lombarden gevaen hadden, alse dat sy ontrasteert mochten werden*» (AV Louvain, 5001bis, fol. 87r°) ; en 1403 (?), le Conseil est chargé d'enquêter sur un différend opposant la ville de Lierre au seigneur d'Arkel (AGR, Chartes de Brabant, mardi avant la Toussaint [1403 ?] ; 15 et 16 juin 1406, sentence prononcée par les conseillers d'Antoine dans la cause opposant les échevins de Lincent au chapitre de Saint-Barthélemy de Liège (CC, 12, fol. 28 ; sentence sous forme d'acte notarié) ; en 1405-1406, plainte adressée au gouverneur et au Conseil par Bois-le-Duc à cause des exactions commises sur ses bourgeois par des Hollandais aux frontières du Brabant (CC, 12.990, fol. 41v°) ; en janvier-février 1410, la ville de Louvain soumet au Conseil une plainte à charge de Jean Corsbout et consorts qui ont volé des bouchers de Louvain qui se rendaient à Diest (AV Louvain, 5010, fol. 69v°-72r°).

(364) En 1367, le maire de La Hulpe se plaint «*a nos singneurs dou Conseilh*» d'avoir été empêché par les maire et échevins d'Ohain de faire une enquête dans cette localité (AGR, Comptes en rouleaux, 2746) ; en 1402-1403, le Conseil règle un différend entre le receveur ducal de Bois-le-Duc et les habitants d'Oirschot (CC, 2391, p. 15) ; en septembre 1411, la ville de Louvain appuie une requête adressée par la ville de Tirlemont au chancelier et au Conseil de Brabant, demandant le remplacement du maire de Tirlemont (AV Louvain, 5013, fol. 16v°).

(365) Le 10 janvier 1373, le receveur de Brabant se rend à Nivelles pour un conflit entre l'abbesse et la ville de Nivelles (AGR, CC, 2359, p. 68) ; avant le 1er novembre 1404, le seigneur de Hoogstraten est condamné par le gouverneur et son Conseil pour avoir fait violence à ses sujets en établissant des assises sans le consentement de la duchesse (CC, 2392, fol. 124r°) ; fin novembre-début décembre 1429, des conseillers ducaux et des députés de Louvain, Bruxelles et Anvers se rendent à Nivelles pour apaiser un conflit entre l'abbesse et la ville (CC, 2408, 2e compte, fol. 62 ; même chose vers le 20 décembre, *ibid.*, fol. 53r° et fin avril-début mai 1430, *ibid.*, fol. 62v°).

(366) En 1369-1370, des conseillers s'occupent à rétablir la concorde entre les seigneurs de Blois et de Bergen-op-Zoom (AGR, CC, 2356, fol. 42v° et 49v°) ; en 1379-1380, des conseillers travaillent à la réconciliation de Jean d'Aa et de Nicolas De Zwaef (Comptes en rouleaux, 2604) ; le 11 avril 1382, Wenceslas, en présence de son Conseil, termine un différend opposant Jean de Polanen, seigneur de La Leck et de Breda, et Henri, seigneur de Bergen-op-Zoom (AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 1069, à la date, éd. : F.F.X. CERUTTI, *Middeleeuwse rechtsbronnen...*, t. I, pp. 306-313) ; après la mort de Wenceslas, Philippe van der Elst et son oncle adressent une requête à Jeanne et aux «*heeren van uwen edelen raide bi U hier toe gheordineert ende ghedeputeert*» concernant leur conflit avec les Ranst (Chartes de Brabant, s.d. [1383-1404]) ; en septembre-décembre 1403, le Conseil s'occupe d'un conflit entre Gérard van Bremen et Jean Voet, au sujet de biens se trouvant dans le ressort du receveur de Tervuren (CC, 2392, fol. 77v°) ; le 20 novembre

Il faut aussi souligner un autre aspect, particulièrement important, de l'intervention du duc et de ses conseillers dans les différends opposant entre eux des Brabançons : il s'agit du rôle d'arbitre qu'ils assumaient dans de nombreux cas à la demande des parties ([367]). Cet arbitrage n'est pas sans annoncer certains aspects de la juridiction volontaire du Conseil de Brabant à l'époque moderne ([368]). Quant au fond, les litiges ainsi jugés n'offraient rien de particulier ([369]). C'est par la procédure seule qu'ils se distinguaient de cas similaires soumis au Conseil. Au contentieux, il y avait *plainte* d'une partie contre l'autre ; dans le cas d'un arbitrage, les deux adversaires se soumettaient volontairement au jugement du duc et de ses conseillers.

Le prince ou son Conseil pouvaient évoquer certaines affaires. On en connaît au moins un exemple. Le couvent de Val-Duchesse à Auderghem, en conflit avec un de ses tenanciers, avait attrait celui-ci devant un tribunal ecclésiastique en dehors des frontières du duché. Comme cette procédure était contraire aux lois brabançonnes, la duchesse Jeanne fit évoquer l'affaire devant ses conseillers ([370]).

1404, Antoine fait connaître au drossard de Brabant et à l'amman de Bruxelles la décision prise par lui suite à la sentence rendue par ses conseillers en cause de Gérard van Bergen contre Jean vander Meeren (CC, 11, fol. 193v°) ; en 1404-1406, un conflit opposant Engelbert de Nassau à Henri de Bergen est soumis à l'examen du Conseil (CC, 12.974, fol. 125r°) ; le 25 mai 1426, Jean IV termine un différend soumis à son Conseil, et qui opposa Guillaume Brant et Jean Magerman dit Scolaster au sujet du bien de La Queue à La Hulpe (CC, 51.036, fin de volume).

(367) Sur l'importance à attribuer à la juridiction arbitrale pour l'extension des attributions judiciaires de la Cour du roi de France, voir F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. II, pp. 314-315.

(368) Sur ces aspects de la juridiction volontaire du Conseil de Brabant, voir A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. II, pp. 43-44.

(369) De nombreux exemples repris dans les notes qui précèdent peuvent déjà être considérés comme des cas d'arbitrage. Voici quelques autres exemples encore : le 4 janvier 1357, Wenceslas et Jeanne désignent deux de leurs conseillers en qualité d'arbitres d'un différend opposant Guillaume van Stakenburg de Someren et consorts, d'une part, au maître de Postel et à l'abbaye de Floreffe de l'autre (mention dans un acte du 20 janvier 1357, AGR, Chartes de Brabant, 985bis) ; en juin 1360, le seigneur de Rummen est envoyé à Maastricht «*occasione inimicitie existentis inter dominum de Steyn et dominum Jacobum de Freypont*» (Comptes en rouleaux, 2437 ; vers le 1er juillet 1360, le duc lui-même se rend à Maastricht pour cette affaire, *ibid.*, 2438) ; le 20 août 1362, Jeanne, en présence de deux conseillers, tranche un différend entre l'abbesse et le chapitre de Nivelles au sujet des offrandes recueillies lors de la procession annuelle de Sainte-Gertrude et de la fête ; les deux parties s'en étaient remises à Jeanne (R. HANON DE LOUVET, *Contribution ... Nivelles*, pp. 44-45) ; le 8 mars 1377, en présence de Thierry de Havert, Wenceslas prononce sa sentence arbitrale dans le conflit qui opposait le comte Jean [III] de Sayn au chapitre de Nivelles à propos de Rheinbrohl (J. J. HOEBANX, *Documents ... Rhin moyen*, pp. 58-62) ; le 21 avril 1389, Jeanne, en présence de deux conseillers, prononce sa sentence arbitrale dans le conflit entre les abbayes de Nivelles et d'Affligem (Arch. ecclés. du Brabant, 1417, fol. 291-293r°) ; le 14 juillet 1402, Jeanne, en présence des conseillers qui examinèrent les droits des parties, attribue au village de Mierlo un bien dit «*de Gruen Gemeente*» que les communautés de Hereel et de Achtterbroek revendiquaient chacune pour soi ; les deux antagonistes s'en étaient remis à l'arbitrage de la duchesse (AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 538, pp. 275-276) ; le 1er janvier 1407, un compromis est conclu par les conseillers d'Antoine entre Engelbert de Nassau, d'une part, et Jean de Coudenberge, de l'autre, à propos de biens sis à Roosendael (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1e deel, Inv. n° 379, Reg. 936).

(370) La procédure suivie est exposée dans un acte ducal du 13 janvier 1393 (n.s.) : AGR, AEB,

Il est aussi un cas où le Conseil intervint cette fois comme chef de sens de suprême instance. L'exemple est curieux car il montre qu'avant de recourir à lui, il fut fait appel à toutes les juridictions intermédiaires. En 1417, un particulier fut accusé par le fermier des tonlieux de Jodoigne d'avoir refusé de payer les droits sur une pièce de drap ; il s'acquitta de son dû après le dépôt de la plainte, ce qui satisfit pas entièrement le fermier qui exigea une amende pour le premier refus. L'affaire fut portée devant le receveur ducal, les échevins et les tonloyers de Jodoigne. Ceux-ci refusèrent de se prononcer et soumirent le cas aux seuls échevins de Jodoigne, qui en référèrent, quant à eux, à leur chef de sens, l'échevinage de Louvain, lequel lui-même prit l'avis des tonloyers de Louvain, qui, en dernier ressort, renvoyèrent la cause au Conseil ducal. Celui-ci prononça finalement son jugement, non sans s'être entouré du receveur et des tonloyers de Bruxelles (371).

Toujours au contentieux, il est bon de rappeler que le duc et ses conseillers étaient seuls à pouvoir juger les officiers ducaux, du moins pour ce qui concerne les faits en rapport avec l'exercice de leur charge (372). Cette compétence passa un moment au Conseil de Kortenberg, pendant la période de fonctionnement de celui-ci (373). Le Conseil pouvait aussi avoir à connaître les différends opposant deux officiers ducaux (374).

Il appartenait aussi au prince de gracier les condamnés ; il ne le faisait jamais sans prendre l'avis de son Conseil (375).

20.412, n° 82. — Cet acte est intéressant à plus d'un titre : quant à sa forme, c'est une lettre patente émanée de Jeanne qui fait connaître la sentence rendue par un certain nombre de conseillers, qui scellent l'acte avec la duchesse. — D'autre part, non seulement l'acte permet de suivre les étapes de la procédure, mais encore il montre clairement que l'évocation n'a eu pour but que de faire respecter le principe selon lequel un Brabançon ne peut pas être cité en justice par un compatriote devant un tribunal étranger, car finalement le Conseil, quant au fond, donna raison à Val-Duchesse.

(371) AGR, CC, 3598, fol. 12v°-13.

(372) Voir notamment à ce propos le texte des patentes de nomination des receveurs de Brabant du XV^e siècle (références dans le tableau figurant ci-dessous, p. 390, où il est indiqué que le receveur doit soumettre au duc et à son Conseil les manquements graves constatés dans la gestion de ses subordonnés. Autres indices : le 26 mai 1364, le bailli du Roman Pays se rend à Bruxelles sur ordre de la duchesse «*pour demostreir a monsig. le duc et a Conseilh lovraige ke li maieres de Wavere avait fait encontre luy*» (AGR, Comptes en rouleaux, 2743) ; le 23 juillet [1402 ?], condamnation portée «*bi den heren van den rade*» contre le receveur de Genappe, coupable de n'avoir pas suivi certaines instructions de son supérieur (CC, 2391, p. 15) ; le 12 janvier 1409 (n.s.), un ancien receveur ducal de Bois-le-Duc, Raoul Berwout, est admis à composition par le duc et son Conseil, pour avoir autrefois porté en dépenses des sommes qu'il n'avait pas payées (CC, 2394, fol. 256v°) ; en 1423-1424, Pierre van Driemijlen, ancien écoutète de Turnhout, est condamné à une amende par le duc et son Conseil pour avoir «*ghelt en rogghe ghenomen ... van enen man gheheeten Borchaert, ... ende om dat Peter vors. zelve een dienere was ende halp den man contrarie mijnen ghenadeghen heere, ...*» (CC, 12.530, fol. 121r°) ; en 1424-1425, le sergent (*vorster*) de Lierre est condamné à une forte amende devant le Conseil pour avoir laissé sortir de prison un prisonnier et pour lui avoir permis de se rendre devant un notaire «*om sijn goet enigen van sijnen vrienden op te dragen in contrarie van den heere* [= le duc]» (CC, 2405, fol. 158v°).

(373) Voir *infra*, p. 526.

(374) Au printemps de 1412, un conflit opposant le receveur de Jodoigne au maire de Tirlemont, à propos de certains biens de bâtardise, est porté devant le Conseil qui attribue ces biens au receveur (AGR, CC, 3591, fol. 18v°).

(375) Exemples : le 21 novembre 1408, l'amman de Bruxelles (Wenceslas De Hertoge) acquitte,

C'était encore aux conseillers à se prononcer, dans les cas graves, sur les montants, alors nécessairement importants, des compositions auxquelles on pouvait admettre certains condamnés. En témoignent non seulement de nombreuses mentions relevées dans les comptes ([376]), mais aussi les dispositions relatives à ce sujet contenues dans les patentes de nomination des receveurs de Brabant ([377]).

Le Conseil ducal ne se contentait pas de terminer les procédures pénales, de prononcer sa sentence, ou de fixer le montant de certaines compositions. Souvent ses membres eux-mêmes se chargeaient des enquêtes nécessitées par les affaires soumises à son jugement ([378]).

Un dernier problème reste à évoquer en rapport avec l'exercice de la justice.

sur ordre du duc et en présence du «*gemeinen rade*», Henri De Wolf qui avait accidentellement tué d'un coup d'arbalète un certain Chrétien Heinmans, fabricant d'arcs et arbalètes (*booghmakere*) (AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 2) ; le 3 octobre 1410, Antoine, en présence de trois conseillers et sur la recommandation des membres de son Conseil, reçoit en grâce Henri Hardwijc, jadis condamné pour outrage à deux échevins de Bruxelles (CC, 45.673, fol. 124) ; le 20 décembre 1412, Antoine, en présence de ses conseillers, et à la requête de certains de ses barons et serviteurs, pardonne au doyen de Sainte-Gudule qu'il avait fait arrêter et dont il avait confisqué les biens pour avoir attenté à la «seigneurie» du duc (Chartes de Brabant) ; le 4 février 1413, en présence de Nicolas van den Werve, Antoine acquitte Colin Barbier, habitant près du palais du Coudenberg, du payement d'une amende de 20 couronnes à laquelle il avait été condamné pour paroles inconvenantes proférées en présence du woudmaître de Brabant (Acquits de Sceau de l'Audience, boîte n° 2).

(376) Des exemples en ont déjà été fournis dans les notes qui précèdent. Autres exemples : en 1408-1409, le chancelier et Henri de La Leck admettent à composition pour 2.000 florins du Rhin un certain Amaury Groy de Bois-le-Duc (le motif du délit n'est pas indiqué) (AGR, CC, 2394, fol. 256v°) ; le 21 février 1410, composition faite par le Conseil avec les héritiers d'Arnoul van Pollem (400 francs : CC, 2395, fol. 33r°) ; en 1410-1411, composition (20 couronnes) faite par quelques conseillers avec Henri van Calster «*voir sekeren brueke die hi gebruect mocht hebben jegen die heerlicheit mijns voirs. heeren*» (*ibid.*, fol. 289v°) ; en mars 1411, composition (2100 couronnes à payer en trois fois) faite par le chancelier et quelques conseillers avec la ville d'Anvers «*om dat sy boven tgebot van minen gnadigen heere voirs. een steynen brugge hadden doen maken aen mijns ... heeren casteel in sijnre stad van Antwerpen, ende oec om dat sij niet hair rekeninge thove gesonden en hadden gelijc alsy gewoenlijc hadden geweest, dair af sij aengesproken was van mijns heeren wegen voirs.*» (*ibid.*, fol. 289v°) ; en 1416, le Conseil admet à composition (pour 500 couronnes de France) Tristan de Froidpont qui avait méfait contre le duc ; en 1416-1417, composition faite «*bi rade des abds van Haffligem ende des heren van Huldenberge*» (deux des conseillers-régents) avec Henri Den Lachouwere, qui avait, involontairement et en état d'ivresse, tué une personne (CC, 2400, fol. 27v°), etc. (voir les comptes de la recette de Brabant, chapitres consacrés aux produits des amendes, ...).

(377) Voir les références dans le tableau de la p. 390.

(378) Vers la Pentecôte 1367, le receveur et le drossard de Brabant se rendent à Louvain et en d'autres lieux, «*pro inquisitione facienda de bonis domini de Rummen*» (AGR, CC, 2353, p. 102) ; le 4 mai 1405, Antoine, gouverneur, fait savoir à La Hulpe qu'il compte envoyer dans cette localité certains de ses conseillers «*om een besuec te doin opde kiste die de joncfrouwe van Rampermonde hadde doin setten aen trad van mijns heren molen van den viver ter Hulpen vors. om die vischen te vane die daer doer leden ...*» (CC, 2392, fol. 177v° ; — en fait, l'enquête sur place fut menée par les échevins, des hommes de fief et d'autres notables, et le résultat en fut notifié au Conseil à Bruxelles (*ibid.*, fol. 217r°) ; le 26 avril 1409, Antoine mande à tous les officiers et habitants du pays de Rumst qu'il a donné pleins pouvoirs à trois de ses conseillers nommément cités pour procéder à une enquete dans la contrée (CC, 9, fol. 20v°) ; en mai 1414, trois conseillers (dont le drossard) et un secrétaire du duc sont envoyés à Lierre et à Putte «*om eens besuex wille tusschen den here van Arkel ende die stat*

Certains auteurs ont jadis écrit qu'à partir du moment où une Chambre du Conseil fut établie en Brabant, elle constitua la section judiciaire du Conseil ducal. Nous avons déjà fait bon marché de cette opinion, qui se révèle doublement inexacte : d'une part, il est faux de croire que les conseillers résidants formant la Chambre du Conseil n'aient pas eu d'attributions autres que judiciaires — leur caractéristique principale était leur plus grande assiduité à la Cour, où ils s'occupaient, comme tous leurs confrères «non résidants», de toutes les affaires du duc —; d'autre part, les conseillers n'appartenant pas à la Chambre participaient eux aussi à toutes les activités de caractère judiciaire ([379]).

7. Spécialisation des conseillers.

L'observation qui vient d'être faite pousse à se demander s'il a pu y avoir une spécialisation relative des conseillers dans des domaines déterminés. La réponse est simple, quoique nuancée.

Dans l'absolu, il n'y a aucune spécialisation : tous les conseillers sont habilités à s'occuper de toutes les questions qui peuvent venir en délibération. Même l'existence — fort brève — d'une «commission des finances» ([380]) n'y changea rien : la composition de la «commission» fut plusieurs fois modifiée, et il semble que n'importe quel membre du Conseil pouvait en faire partie. De plus, si les «commissaires» étaient théoriquement les auxiliaires privilégiés du duc et de son receveur de Brabant pour les questions financières, rien n'empêchait les autres conseillers de s'occuper de ces mêmes matières.

Il faut cependant admettre que l'absence de spécialisation sur le plan des principes n'a pu empêcher certaines personnes de se consacrer de préférence à tel ou tel type d'activités, et cela soit en raison d'une compétence ou d'une inclination particulières, soit du fait d'autres fonctions exercées au sein de l'administration ducale. Il va de soi, par exemple, que le receveur de Brabant devait surtout avoir son mot à dire en matière de finances ou d'exploitation du domaine, que le sénéchal devait surtout être consulté sur tout ce qui touchait aux officiers de justice, et qu'un légiste avait à se prononcer sur des problèmes relatifs à l'interprétation de points de droit. L'important néanmoins reste que les uns et les autres avaient, en fait comme en théorie, une compétence universelle, celle du duc lui-même, exception faite de la juridiction gracieuse et contentieuse sur les fiefs ducaux.

van Liere» (CC, 2398, fol. 89v°-90r°) ; le 27 novembre 1414, Antoine, à la requête du seigneur de Calsteren à Oppuurs, détermine les droits appartenant à celui-ci du chef de sa seigneurie après une enquête menée par des officiers et des hommes de fief du duc, enquête qui fut ensuite examinée par le Conseil (CC, 8, fol. 291) ; en novembre-décembre 1428, des conseillers sont envoyés à Lierre «*om aldaer een besueck ende een wairheit te doene ruerende van sekeren mesgripen beghaen bij enigen ingesetene van Lyere ter tijd doe Peter van Paesschen comen was te Lyere om alair voere Sint Jansmisse XIIII^e XXVII in den schepenstoel te sitten*» (CC, 1794, fol. 57 ; voir aussi CC, 2408, fol. 57v°-58r° ; sur l'incident qui est à l'origine de cette affaire, voir *infra*, p. 520.

(379) A. Uyttebrouck, *Les origines*..., p. 1155.

(380) A son sujet, voir *supra*, pp. 366-367.

VII. *Actes émanés du Conseil* (381)

Dans l'ensemble, tous les actes du «pouvoir central» étaient donnés au nom du duc, et cela même lorsque celui-ci n'avait pas participé directement à leur élaboration (382). Ce fut notamment le cas pendant certaines absences d'Antoine : des actes, présentés comme émanant de lui, furent délivrés à Bruxelles alors que leur auteur prétendu se trouvait hors du pays (383).

Les exceptions à cette situation sont rares. En fait, on ne peut citer que le début de la minorité du duc Jean IV. L'on sait que le Conseil de régence a, pendant les premières semaines qui suivirent la mort d'Antoine, émis des actes en son nom propre (384).

Mais il n'y a pas que les documents à caractère législatif ou les mandements d'exécution. Lorsqu'il s'agit de correspondance de service, le Conseil est souvent amené à expédier des lettres sous sa seule responsabilité. La presque totalité des originaux en sont perdus, mais les frais de messagerie repris dans les comptes de la recette de Brabant montrent que ces lettres du Conseil («*des Raeds brieven*» ou «*der heren brieven van den rade*») étaient particulièrement nombreuses, surtout quand un certain nombre de conseillers résidaient en Brabant alors que le prince était à l'étranger (385).

En sens inverse, de nombreuses lettres étaient adressées directement au Conseil. Ces documents ont eux aussi presque tous disparu, mais, tout comme les lettres du Conseil, ils ont laissé une trace dans les comptes des officiers ou des autorités qui les ont expédiés, les villes par exemple (386). Exceptionnellement l'une ou l'autre de ces pièces a été conservée, plutôt par hasard, car, de nature essentiellement éphémère, elles étaient en général destinées à être détruites peu après avoir été lues par leurs destinataires. Dans un compte du receveur de Maastricht de 1420-1421, se trouve ainsi l'original d'une lettre adressée par cet officier aux conseillers ducaux qu'il appelle «*Eirbaeren doightliken voirsienighen wijsen heren van den rade unss genedigen heren van Brabant in synre stat van Brůessel wesende, mijnen lieven heren ende sonderlingen groeten vrůnden*» (387).

VIII. *Le Conseil et les pays en union personnelle*

Dans le chapitre consacré aux territoires gouvernés par les ducs de Brabant, il a été rappelé que, tout au long de la période étudiée, le duché de Brabant a vécu

(381) Ce paragraphe a surtout pour but de rassembler quelques données développées plus longuement dans d'autres chapitres, mais qu'il est toutefois utile de présenter groupées.

(382) Rappelons que l'absence du duc se marquait habituellement par l'insertion dans la mention de commandement des actes ducaux de la formule «*ter relacien van ...*», «*a la relacion de*» (voir *supra*, p. 283).

(383) Voir *infra*, pp. 417-418.

(384) Voir *supra*, pp. 282-283.

(385) Voir *infra*, p. 421.

(386) Voir *supra*, p. 361, n. 304 à 306.

(387) AGR, CC, 5469, original sur papier glissé dans le compte.

sous le régime de l'union personnelle avec d'autres contrées, principautés ou simples seigneuries (388).

Quelles furent les répercussions de cette situation sur le Conseil ducal ? Il convient de distinguer les possessions héréditaires des autres régions.

Dans l'ensemble formé par le Brabant, les territoires mosans et cis-mosans, le Limbourg et les pays d'Outre-Meuse, il n'y a pas trace de l'existence de conseils régionaux. Un seul et unique Conseil s'occupe de tous ces pays (389) et les gouverne depuis la Cour de Brabant — il n'est pas permis de dire depuis Bruxelles, puisque la Cour est encore relativement itinérante —. Des nobles originaires des possessions orientales siègent dans le Conseil brabançon et y jouent même parfois un rôle en vue, mais jamais il n'y eut dans ces contrées, comme à Lille, à Dijon, ou dans les comtés de Hollande-Zélande et de Hainaut, de conseillers résidant sur place pour servir d'intermédiaire entre le prince et ses sujets.

Du moins était-ce vrai quand le Limbourg et l'Outre-Meuse se trouvaient sous la domination effective des ducs de Brabant. Car lorsque Philippe le Hardi en obtint le gouvernement, il y entretint un genre de conseil provincial, formé de nobles indigènes, tels le seigneur de Gronsveld, le damoiseau de Haren, Thierry de Berg, Gossuin de Heer, Herman Hoen, Henri de Clermont, etc., ainsi que des grands officiers nommés par lui (receveur général de Limbourg et Outre-Meuse, sénéchal, ...) (390). Ce Conseil de Limbourg, attesté dès 1390, paraît avoir été créé pour assister le gouverneur établi en ces régions par le duc de

(388) Ci-dessus, p. 43.

(389) Rappelons que tout ou partie des possessions orientales des ducs échappa à plusieurs reprises à leur autorité directe, notamment à la fin du règne de Jeanne, et puis encore à partir de la fin de celui d'Antoine.

(390) Très nombreuses mentions de ce Conseil dans les comptes de la recette générale de Limbourg pour la période du gouvernement de Philippe le Hardi. Voir par exemple AGR, CC, 2436, fol. 70r° : «*les gouverneur et gens du Conseil de monseigneur* [= le duc de Bourgogne] *establiz et ordenéz en ses païs dOultre Meuse*» ; *ibid.*, fol. 72v° : «*le Conseil de mon trés redoubté seigneur de Bourgogne en ses païs oultre la Meuze establi*» ; il est parfois dit plus simplement «*Conseil de par dela*» ou «*Conseil par dela Meuse*» (CC, 2437, fol. 173r° et 174r°). — Pour la composition de ce Conseil, voir notamment *ibid.*, fol. 72v°, 81v°, 153bis-154r°, CC, 2437, fol. 81r°. — L'on conserve des traces de la nomination de certains de ces conseillers. Ainsi, le 8 septembre 1390 «*estoit mon tresredoubté seigneur de Bourgogne a Hesdin, et la estoit devers lui pour lors messire Herman Hoen, chevalier, lequel il fist et ordena son conseiller en ses païs dOultre Meuse, et pour ce lui donna mon dit seigneur jusques a sa voulenté et rappel* [une surcharge indique : «*sa vie durant*:] *la somme de cinquante frans par an et iceulx lui assigna sur ses diz païs dOultre Meuze, et sur heure après le dit don fait, lui fist messire Herman foy et serement de lyauté, comme juré conseiller, et aussi en devint pour ce son homme en lui en fist hommage* ...» (CC, 2436, fol. 84r°) ; le 14 janvier 1397, Jean Sack est à nouveau retenu [il avait été receveur général de Limbourg et Outre-Meuse du 22 mars 1389 au 24 juin 1396 — CC, 2436 —, et à ce titre avait une première fois siégé au Conseil] comme conseiller par patentes de Philippe le Hardi du 14 janvier 1397 «*pour lui servir et conseiller en toutes ses causes, querelles et besoingnes touchans son païs de Lembourch...*» aux gages de cent florins du Rhin par an (CC, 2437, fol. 108v°-109r°) ; le 17 janvier 1397, Philippe le Hardi retient l'abbé de Val-Dieu en qualité de «*conseillier pour nous conseillier en toutes nos besongnes et affaires touchant nous, nos païs et terres de Lembourc et d'Outre-Meuse avec nos gens de Conseil illec*» (patentes éditées par J. RUWET, *Cartulaire ... Val-Dieu*, p. 313). — Quelques lignes sont consacrées à ce Conseil par J. M. VAN DE VENNE, *Geschiedenis ... van Valkenburg*, p. 119).

Bourgogne [391] ; il s'occupa essentiellement de questions relatives à la défense du territoire [392], mais il examina aussi des problèmes monétaires [393] et siégea également comme cour de justice, tant au criminel [394] qu'au contentieux [395]. Philippe le Hardi députait de plus fréquemment dans la région des agents de liaison, sortes de *missi dominici*, habituellement au nombre de deux, un conseiller flamando-bourguignon et un secrétaire de la chancellerie [396].

Mais sauf cette situation exceptionnelle, qui prit fin à la mort de Marguerite de Male, ou plus précisément encore au moment de l'avènement d'Antoine comme duc de Brabant, il n'y eut jamais qu'un seul Conseil «de Brabant-Limbourg».

Pour les autres régions, temporairement [397] unies au Brabant, il n'en fut généralement pas de même. Les ducs, du moins dans tout territoire d'une certaine étendue, maintinrent en charge des conseillers locaux, lesquels formèrent

(391) Dans l'ordonnance désignant Scheiffart de Merode comme gouverneur du Limbourg et de l'Outre-Meuse (7 septembre 1390, édit. : P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi...*, pp. 388-390), il est dit que le gouverneur devra prendre conseil de certaines personnes, nommément citées, lorsqu'il sera nécessaire, pour la défense du pays, de rassembler des hommes d'armes de ces pays. — Dans les énumérations de conseillers, le gouverneur est très généralement cité en tête. Il lui arrive aussi de réunir le Conseil ou d'envoyer des conseillers en mission : ainsi, le 28 mars 1395, Jean d'Immerzeel, alors gouverneur, fit assembler à Fauquemont «*tout le Conseil de monseigneur et ses officiers ordenéz es dictes terres*» ; le 13 mai de la même année, il ordonna à deux conseillers (Herman Hoen et Jean Sack) de se rendre à Waldfeucht (AGR, CC, 2436, fol. 154v°-155r°). — Parfois c'est le receveur général de Limbourg et Outre-Meuse qui provoque une réunion du Conseil (voir par exemple CC, 2437, fol. 82r° et 84r°). — Voir aussi *infra*, n. 396.

(392) Voir par exemple AGR, CC, 2436, fol. 70r°, 151v°, 153bis-155r°, CC, 2437, fol. 81-82, 84, 169v° et 173r°. — Voir aussi la patente de nomination mentionnée dans la note précédente.

(393) Fin septembre 1396, le receveur général de Limbourg reçut une lettre de la Chambre des comptes de Lille, lui exposant «*comment monseigneur avoit ordonné de mettre sus de faire ses monnoyes a Fauquemont et que le receveur fist assambler le Conseil pour savoir leurs oppinions a quel pris et quel nom les monnoyes averoient cours illec, laquelle chose ledit receveur fist*». Sur quoi le Conseil suggéra au receveur de se rendre à Aix-la-Chapelle et à Maastricht afin d'y consulter les changeurs (AGR, CC, 2437, fol. 82r°).

(394) Voir par exemple AGR, CC, 2436, fol. 72v° et 172v°.

(395) Voir par exemple AGR, CC, 2437, fol. 87v°-88r°, CC, 2438, fol. 104-105r°.

(396) En 1393-1396, le conseiller habituellement désigné pour ce genre de mission est Jean de Pouques, et le secrétaire qui l'accompagne est Gilles Le Foulon (voir par exemple AGR, CC, 2436, fol. 149v°-150, 151v°-153 ; CC, 2437, fol. 70v°-71r°, 375-376, etc.). Jean de Pouques se maintint encore par la suite et cela jusqu'à sa mort le 6 janvier 1401 (CC, 2438, fol. 104r°). — Comme secrétaire, on trouve cité en 1400 Thierry Gherbode (*ibid.*, fol. 103v°-104r°). — Jean de Pouques est habilité par le duc de Bourgogne à établir certains officiers locaux (voir CC, 2437, fol. 70v°-71r°), à recevoir leur serment (CC, 2438, fol. 24v°-25r° et 89 r°), à passer des troupes en revue (*ibid.*, fol. 89), à réunir le Conseil de Limbourg (CC, 2436, fol. 152v°), à mander auprès de lui le sénéchal du duché ou le receveur général de Limbourg et Outre-Meuse, ainsi qu'à leur faire accomplir certaines missions (CC, 2437, fol. 270v°, CC, 2438, fol. 103v°-104r°, 105-106r°). Représentant personnel du duc, jouant un rôle important à côté du gouverneur de la contrée, il fait un peu figure de ce que l'époque moderne désignera sous le nom de «ministre plénipotentiaire».

(397) Rappelons, pour éviter toute équivoque, que le caractère *temporaire* de ces unions, sauf le cas des douaires, est dû aux vicissitudes de l'histoire familiale de la Maison de Brabant, et n'était donc pas, en droit, inéluctable.

parfois un «conseil provincial» plus ou moins organisé, du type de celui qui fonctionna dans le Limbourg et l'Outre-Meuse sous Philippe le Hardi.

Wenceslas eut des conseillers luxembourgeois qui jamais ne firent partie de la Cour brabançonne (398) et dont certains eurent sûrement un rôle à jouer au Luxembourg pendant les absences, fréquentes, du duc, qui passait la plus grande partie de son temps en Brabant (399). Il en fut de même sous Antoine (400).

Jean IV, après avoir épousé Jacqueline de Bavière, eut à son service, comme comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande, des conseillers originaires de ces principautés (401).

Son frère Philippe, comte de Saint-Pol, une fois devenu duc de Brabant, conserva dans son comté de Saint-Pol un noyau de conseillers chargés uniquement des intérêts de cette région (402).

Mais les unions personnelles eurent néanmoins une double répercussion sur le Conseil de Brabant-Limbourg :

a) Tout d'abord, des personnages originaires des principautés ou seigneuries associées au Brabant s'introduisirent dans cet organisme où ils vinrent siéger à côté des Brabançons et des Limbourgeois. Il en a déjà été question dans la première partie de ce présent chapitre (403).

b) Les Brabançons et les Limbourgeois de leur côté furent appelés à intervenir dans le gouvernement de ces contrées.

(398) Ainsi Gilles de Rodemack, qui fut un moment aussi lieutenant du duché de Luxembourg, Philippe, seigneur de Florange, Huart d'Autel, Thierry, seigneur de Mersch, Jean, seigneur de Boulay et d'Useldange, etc. (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, *passim*). Les conseillers luxembourgeois qui, quant à eux, siégèrent en permanence ou à l'occasion, au Conseil de Brabant, se mêlèrent parfois à ces personnages pour s'occuper d'affaires purement luxembourgeoises (voir *ibid.*). — Voir aussi N. VAN WERVEKE, *Notice sur le Conseil ...*, pp. 3-4.

(399) Le 27 janvier 1360, Wenceslas donne pleins pouvoirs à ses conseillers Huart d'Autel, sénéchal du duché de Luxembourg, Thierry, seigneur de Huncherange, Philippe, seigneur de Florange, et Thierry, seigneur de Mersch, pour lever, pendant trois ans consécutifs à partir du 2 février suivant, l'aide que lui a consentie le pays de Luxembourg, et pour utiliser son produit au payement des dettes du duc (*ibid.*, t. III, pp. 39-40). Des conseillers cités, seul Huncherange avait fait, en 1357, une apparition à la Cour du Brabant (voir Annexe II).

(400) Voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 139-140 et 155-156, et DYNTER, *Chronique ...*, t. III, p. 207.

(401) Pour le Hainaut, voir L. DEVILLERS, *Cartulaire ...*, t. IV ; pour la Hollande-Zélande, voir F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek ...*, t. IV. — Pour ces contrées, il faut tenir compte des vicissitudes qui marquèrent leur vie politique (voir *supra*, pp. 102-104) et qui sont à l'origine d'une situation curieuse : du 19 février 1419 au 21 avril 1420, Jean IV et Jean de Bavière, aux termes du traité de Gorcum, exercèrent la co-régence en Hollande et en Zélande. Ils y eurent en commun un «*raedt van den Hove*» qui devait être formé de huit conseillers. Cinq sont connus : parmi eux Jacques de Gaasbeek et Guillaume de Bréderode qui continuent à jouer un rôle dans les affaires brabançonnes (sur ce «*raedt van den Hove*» voir Th. VAN RIEMSDIJK, *De Tresorie ...*, pp. 249-250).

(402) De fin avril à juin 1427, le drossard et des conseillers du pays de Saint-Pol sont venus en Brabant auprès du duc Philippe à la demande de celui-ci (AGR, CC, 2406[II], fol. 47-48r° et 108v°-109r° ; en janvier 1428, des conseillers du comté de Saint-Pol sont aussi près de lui (CC, 2407, fol. 30v°-32) ; entre le 16 janvier et le 10 mars 1429, le duc reçoit la visite du drossard et de plusieurs conseillers du comté de Saint-Pol (CC, 1794, fol. 41-46r°).

(403) Leurs noms sont repris dans les Annexes I et II. Par contre les conseillers étrangers qui n'eurent d'activité que sur le plan de leur principauté d'origine, n'y figurent pas.

Ce fut vrai pour le Luxembourg, une première fois à l'époque du duc Wenceslas (404), et à nouveau plus tard, sous Antoine (405). Ce le fut aussi pour le Hainaut, la Hollande et la Zélande sous Jean IV (406).

Quand le duc gouvernait ses autres pays depuis le Brabant, il ne consultait le plus souvent que les membres de son Conseil habituel (en fait le Conseil de Brabant-Limbourg) ; quand il se trouvait dans l'une de ses autres terres, il était généralement accompagné de quelques-uns de ceux-ci, mais s'adjoignait aussi un certain nombre de conseillers indigènes. Dans les deux cas, une place privilégiée était faite aux «étrangers» qui s'étaient vu ouvrir les portes du Conseil brabançon et qui étaient originaires de la région en cause, de même qu'aux personnages qui avaient des attaches à la fois dans celle-ci et en Brabant. Un exemple excellent en est fourni, de 1418 à 1420, par Jacques d'Abcoude, seigneur de Gaasbeek, de Putte et de Strijen, et donc noble hollando-brabançon.

Peut-on conclure de ce qui précède à l'existence d'un Grand Conseil dirigeant l'ensemble des terres et seigneuries détenues par les ducs de Brabant ? Peut-être pas, du moins dans le sens pris par cette expression à l'époque des ducs de Bourgogne (407). Si «Grand Conseil» il y a, c'est essentiellement le Conseil de

(404) L'intervention des Brabançons et des Limbourgeois dans les affaires luxembourgeoises sous Wenceslas (1355-1383) paraît à première vue assez limitée. On ne relève leurs noms dans aucune mention de chancellerie des Chartes de Luxembourg (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. III, *passim* ;-le n° 977, pp. 18-19, dont on pourrait croire qu'il fait exception n'est pas un acte de Wenceslas en tant que duc de Luxembourg, mais bien en tant qu'arbitre entre deux autres princes). Mais cela tient peut-être en partie à l'état de notre documentation : les originaux d'actes de Wenceslas comme duc de Luxembourg sont relativement rares ; de plus les mentions de chancellerie du XIV^e^ siècle n'indiquent pas toujours le nom des conseillers présents au commandement. Enfin, il faudrait ranger parmi les actes «luxembourgeois» de Wenceslas, ceux qu'il donne pour le pays de Fauquemont. C'est en effet à titre de duc de Luxembourg que Wenceslas fit l'acquisition de cette terre (voir *supra*, p. 68). Et dans ces actes apparaissent des Brabançons et des Limbourgeois comme cosigillants ou comme présents au commandement (comme Fauquemont fut conservé par Jeanne après 1383 et rentra ainsi dans les possessions héréditaires des ducs de *Brabant*, c'est dans les Chartes de Brabant, tant à Bruxelles qu'à La Haye, que l'on trouve actuellement la base de la documentation relative à cette principauté : voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, 10 mars 1373 et 11 décembre 1377, II^e^ partie, 12 mai 1364 ; ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1229-1364, 12 mai, 11 août et 8 novembre 1364 ; voir aussi G. D. FRANQUINET, *Beredeneerde inventaris ... St Gerlach*, p. 58). Plus intéressantes, parce que concernant directement le duché de Luxembourg cette fois, et non plus son prince, sont deux mentions relatives à des négociations menées par des conseillers de Wenceslas avec le comte de Flandre (aussi comte de Rethel) à propos d'un conflit entre le Luxembourg et le Rethelois. Une première ambassade fut envoyée à ce propos à Gand dans la première quinzaine de juin 1369 : elle comprenait le seigneur de Bouchout et le receveur de Brabant, Godefroid de la Tour (AGR, CC, 2355, p. 103). Une seconde ambassade, plus nombreuse, fut envoyée à Termonde le 3 juillet suivant pour y discuter avec les conseillers de Louis de Male ; elle comprenait notamment le seigneur de Wittem et le même receveur de Brabant (AGR, CC, 2356, fol. 48v°). — A noter aussi que les comptes du Luxembourg pour cette période ne sont pas conservés, ce qui contribue encore à raréfier notre documentation.

(405) Voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Luxembourg*, t. IV, pp. 129 et suiv.

(406) Pour le Hainaut, voir L. DEVILLERS, *Cartulaire ...*, t. IV. — Pour la Hollande-Zélande, voir F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek ...*, t. IV. — Les conseillers «brabançons» n'interviennent bien sûr dans ces contrées que pendant les périodes où elles se trouvèrent effectivement sous la domination de Jean IV (voir à ce sujet la remarque faite *supra*, p. 382, n. 401).

(407) Sur le Grand Conseil des ducs de Bourgogne, voir E. LAMEERE, *Le Grand Conseil* ....

Brabant-Limbourg qui en tient lieu, ce qui témoigne en faveur de la place occupée par le duché dans l'ensemble des principautés soumises à ses princes.

C'est sans doute le moment ici d'attirer l'attention sur quelques manifestations d'une «centralisation» de fait, opérée à partir du Brabant.

Tout d'abord, la chancellerie des ducs a constamment fonctionné pour l'ensemble de leurs territoires (408). Il ne faut pas pour autant parler toujours de chancellerie unique, car, après 1418 par exemple, se maintint une chancellerie de Hollande-Zélande (409). Toutefois, les secrétaires «brabançons» furent amenés à rédiger et à signer très souvent des actes valant pour les principautés septentrionales de Jacqueline de Bavière (410).

En deuxième lieu, les ducs utilisaient les mêmes sceaux pour valider les actes intéressant leurs diverses possessions. En général, ils n'eurent à la fois qu'une seule série de sceaux (comprenant au moins un grand sceau, un petit sceau et un signet). Ici encore, la Hollande-Zélande fait quelque peu exception : Jean IV, en 1418-1420 comme en 1425, eut un sceau particulier pour ces provinces, et la matrice ne quittait pas celles-ci même en l'absence du prince. Mais ce dernier se servait aussi de ses sceaux habituels pour sceller des pièces concernant les deux comtés (411).

Il faut aussi rappeler ce qui fut dit plus haut, à propos de l'existence d'une trésorerie et recette générale de toutes les finances (412). Dans ce domaine, la «centralisation» ne fit son apparition qu'au xv^{e} siècle.

Sur le plan financier, on peut encore mentionner la création d'une Chambre des Comptes à Bruxelles en 1404, organisme qui très vite reçut mission de contrôler les finances de l'ensemble des contrées gouvernées par Antoine de Bourgogne (413).

Tentatives d'unification aussi en matière monétaire : le 17 février 1420, Jean IV décida de faire frapper une nouvelle monnaie d'or et d'argent, qui devait être commune au Brabant, au Hainaut et à la Hollande-Zélande. Le nouveau florin d'or devait porter en légende «MON. BRABAN. HANON. HOLLAN. ET ZELAN.» (*Moneta Brabantiae, Hanoniae, Hollandiae et Zelandiae*). La nouvelle pièce d'argent d'une valeur de deux gros de Brabant était baptisée «*drielander*» (414) et recevait comme légende «JOHES DUX BRABAN. COMES HANON. HOLLAN. ET ZELAN» (*Johannes, dux Brabantiae, comes Hanoniae, Hollandiae et Zelandiae*). Seule une marque distinctive devait permettre de déterminer dans quel pays la pièce avait été frappée (415).

(408) Voir *supra*, p. 220.

(409) Th. van Riemsdijk, *De Tresorie* ..., pp. 241-242.

(410) *Ibid.*, *eod. loco.*

(411) A. Uyttebrouck, *Deux sceaux inédits* ..., pp. 199-200 et Th. van Riemsdijk, *De Tresorie* ..., pp. 255 et 301-302.

(412) Voir *supra*, pp. 240-250.

(413) Voir *infra*, p. 401.

(414) Le nom de «*drielander*» vient de ce que la Hollande et la Zélande ne sont comptées que comme une seule entité.

(415) Ordonnance éditée dans F. Verachter, *Documens* ..., pp. 132-139. — Il faut remarquer que l'acte du 17 février 1420 n'était exécutoire qu'en Brabant. L'ordonnance similaire pour le Hainaut est du 26 juillet 1420, et fut donnée uniquement en présence de conseillers brabançons (AGR, Mss Divers, 33, fol. 17). La cession de la Hollande et de la Zélande à Jean de Bavière le 21

Hormis ce cas précis, les exemples de législation commune sont rarissimes : il est toutefois permis de citer un acte d'Antoine du 22 mai 1414 ; statuant à la fois pour le Brabant et le Luxembourg, le duc accorda ce jour-là à plusieurs marchands de Lombardie sa sauvegarde et sa protection pour leur permettre de se livrer, pendant un terme de 30 ans, au commerce des laines et autres marchandises dans les deux duchés, à condition d'acquitter les tonlieux, péages et autres gabelles (416). Il faut également retenir un acte du 8 décembre 1418, par lequel Jean IV exempta les habitants de différents villages zélandais de tous tonlieux, par terre ou par mer, sur toute l'étendue du Brabant, de la Hollande et de la Zélande (417).

Enfin, sous Jean IV, plusieurs réunions communes de représentants des différentes provinces soumises à ce duc peuvent être considérées comme des premières manifestations d'Etats généraux. Il en sera reparlé plus loin (418).

*
* *

Que retenir de ce qui précède ?

D'une manière générale, et si l'on ne craint pas d'associer deux termes qui s'opposent, on pourrait dire que le Conseil ducal est resté, tout au long de la période étudiée, un *organisme* relativement *inorganisé*.

Un point est sûr : le Conseil existe, et les contemporains le ressentent bien comme une entité. Le nom même de «*raedt van Brabant*» qui lui est souvent donné, le fait qu'on s'adresse parfois directement à lui, le fait aussi pour lui de recevoir et d'expédier des missives en fournissent suffisamment de preuves. Mais tout devient difficile si l'on prétend en donner une définition et une description précises.

Il n'existe en effet aucune prescription formelle relative à sa composition, à l'origine de ses membres et à l'organisation de ses réunions. Bien qu'ayant été un peu mieux codifié, le mode de rétribution de ses membres a varié plusieurs fois ; de plus, il n'est pas toujours possible de savoir en vertu de quels critères certains avantages étaient accordés à tel conseiller et pas à tel autre. La compétence exacte du Conseil reste aussi assez imprécise, mais dans ce cas, il faut peut-être en chercher la raison en ce qu'elle est générale : chargés d'assister le duc, de le conseiller sur tout problème qu'il leur soumet, les membres de son Conseil doivent connaître de tout ce qui concerne le prince et l'exercice de son pouvoir.

Enfin, deux points retiendront plus particulièrement l'attention : il est curieux, malgré son échec, de noter l'ébauche, dans la deuxième décennie du XV^e^ siècle, d'une section spécialisée en matière de finances ; il est tout aussi intéressant de souligner le rôle joué par le Conseil du duc de Brabant dans le gouvernement d'autres principautés ou seigneuries momentanément soumises à ce prince.

*
* *

avril 1420 a empêché la frappe de cette monnaie dans ce pays. — Sur cette émission, voir aussi A. DE WITTE, *Histoire monétaire ...*, t. I, pp. 193-195.

(416) AGR, CC, 11, fol. 325v°-326r°.

(417) *Ibid.*, fol. 340. — Analyse dans A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, p. 233.

(418) Voir ci-dessous, pp. 468-469.

CHAPITRE V

LA CHAMBRE DES COMPTES

Ce chapitre et le suivant ont pour objet de montrer la naissance et l'évolution de deux organismes à mettre en rapport étroit avec le Conseil ducal : la Chambre des Comptes et la Chambre du Conseil. Cette dernière a toujours, du moins jusqu'en 1430, fait partie intégrante du Conseil, dont elle constituait une section particulière. Quant à l'aînée des deux Chambres, celle des Comptes, son cas est un rien différent. C'est par lui que nous commencerons (1).

On peut fixer au 1er juillet 1404 la date officielle de la naissance de la Chambre des Comptes de Bruxelles. C'est ce jour-là en effet que le gouverneur Antoine de Bourgogne désigna trois personnes en qualité d'auditeurs (2) des comptes en Brabant (3) : son choix se porta sur David Bousse, maître des comptes à

(1) L'histoire de la Chambre des Comptes de Bruxelles a été sommairement esquissée par P. L. GACHARD, dans son *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. I, pp. 8 et suiv. — Le premier siècle de son existence a été étudié par P. KAUCH dans sa thèse inédite (*L'administration* ..., pp. 330 et suiv.), mais cet auteur, après avoir traité de la création de la Chambre et de son installation matérielle (ce deuxième point ayant fait l'objet d'une publication : P. KAUCH, *Note sur l'organisation matérielle* ...), s'est surtout attaché à la période postérieure à l'avènement de Philippe le Bon en Brabant, de sorte qu'il nous a fallu compléter sur de nombreux points son exposé relatif aux années 1404 à 1430. Par ailleurs, il ne faut, malgré son titre, rien espérer de l'ouvrage de Jacques LE ROY (*Institution de la Chambre des Comptes du Roi en Brabant à Bruxelles du 19 juin l'an 1404, par Anthoine, duc de Brabant, comte de Rethel, etc.*), paru en 1716 ; cet ouvrage ne contient qu'un règlement édicté par Charles-Quint pour la Chambre le 28 mai 1541, et des considérations sur l'aliénation du domaine au XVIIe siècle.

(2) Dans ce chapitre, nous utilisons à plusieurs reprises le terme d'«auditeurs» des comptes dans le sens général et premier de gens commis à l'audition des comptes. Entre 1404 et 1430 ces auditeurs se rangent en deux catégories : les «maîtres» et les «clercs», les maîtres étant d'un rang hiérarchique supérieur. Ce n'est qu'après l'avènement de Philippe le Bon qu'une catégorie intermédiaire fut créée, celle des «auditeurs», en titre cette fois, les clercs perdant alors le pouvoir de procéder à l'audition (P. KAUCH, *L'administration* ..., pp. 348-349).

(3) Acte édité dans P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., t. I, pp. 88-89, n° XII. — Assez paradoxalement, il est permis de soutenir que la Chambre des Comptes de Bruxelles est la première à avoir vu le jour sous une forme autonome dans le cadre des anciens Pays-Bas. En effet, l'organisme correspondant de Lille n'est encore, en 1404, qu'une section de la Chambre du Conseil résidant en cette ville, et il n'acquerra son autonomie que l'année suivante (voir *infra*, p. 398 ; voir aussi P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., t. I, p. 4). En revanche, à Dijon, le duc de Bourgogne avait depuis 1386 une Chambre des Comptes plus autonome (E. ANDT, *La Chambre des Comptes de Dijon*, p. 2 ; en fait, en 1386, Philippe le Hardi ne fit que rendre permanent un organisme qui n'avait jusque-là qu'une existence épisodique. L'ordonnance du 11 juillet 1386 réorganisant la Chambre des Comptes de Dijon est publiée dans P. RIANDEY, *L'organisation* ..., pp. 175-187 ; cet auteur montre, pp. 129-133, qu'il y avait quand même des liens entre les gens des comptes de Dijon et ceux de la Chambre du Conseil établie dans cette même ville).

Lille, Etienne van der Nederalphen, ancien receveur de Brabant, resté conseiller ducal, et Guillaume de Gheetsem, receveur général de Limbourg et Outre-Meuse. Mais deux jours auparavant déjà, ces trois futurs maîtres des comptes de Bruxelles avaient été chargés de faire transporter de Tervuren au palais du Coudenberg tous les documents susceptibles de pouvoir servir à l'audition des comptes des officiers brabançons (4).

Faut-il porter la création du nouvel organisme au crédit du seul Antoine, dont il est généralement admis qu'il s'est inspiré de ce que fit son père en Flandre en 1386 ? Peut-être pas, car Marguerite de Male paraît avoir joué un rôle déterminant dans cette affaire. Un acte du 21 octobre 1404, émanant de la duchesse de Bourgogne et résumé dans un compte d'un receveur de Tirlemont, nous apprend en effet que c'est elle qui, en juin 1404, envoya maître David Bousse en Brabant «*bi minen heere den hertoghe van Lemborch* (5) *haren zone, om te hoorne, te corrigierne ende tontfane mit Steven vander Nederalphen ende Willem van Gheitsem de rekeninghen vanden officiers van Brabant* ...», et que ledit Bousse se consacra à sa tâche jusqu'au 17 septembre suivant, après quoi il quitta Bruxelles pour Arras afin de rendre compte à la duchesse de ce qui avait été fait («*om hoire te tonen tgoend dat ghedaen hadde geweist*»). Le travail n'ayant pu être terminé en raison de la masse et du désordre des comptes, c'est une nouvelle fois Marguerite qui renvoya Bousse à Bruxelles avec mission de mener sa tâche à bonne fin (6).

Pour comprendre cette intervention de la duchesse de Bourgogne, il suffit de se rappeler que c'est sur elle que Jeanne s'était déchargée de l'exercice du pouvoir en Brabant, et qu'Antoine n'était en réalité que le lieutenant de sa mère (7).

Une fois installée, la Chambre des Comptes tint sa résidence pendant près de deux ans à Bruxelles, puis, du 5 mai 1406 au 28 février 1407, elle émigra temporairement à Vilvorde, après quoi elle revint s'installer définitivement à Bruxelles (8).

Quel était le rôle assigné à l'origine aux maîtres des Comptes ? Essentiellement celui de vérifier, de corriger et de clore les comptes de tous les comptables du trésor ducal, les receveurs domaniaux, y compris le receveur de

(4) Acte du 29 juin 1404, édité dans P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., t. I, p. 88, n° 11. — Le 12 août suivant, les mêmes furent chargés de rassembler à Bruxelles toutes les archives pouvant leur servir à l'audition des comptes, provenant cette fois non seulement de Tervuren, mais aussi des châteaux de Louvain, Vilvorde et, en général, de tous lieux où elles pourraient se trouver (*ibid.*, t. I, pp. 89-90, n° XIII).

(5) *Sic.* Le compte a été écrit après qu'Antoine eut reçu le titre de duc de Limbourg.

(6) AGR, CC, 4013, 2e compte, fol. 14r°. — Notons aussi que la désignation d'un maître de Lille (Bousse) pour assurer un bon départ à la Chambre de Bruxelles semble presque ressortir à une tradition : en 1386, Philippe le Hardi fit appel à des maîtres des comptes venus de Paris pour établir définitivement sa Chambre de Dijon (voir le texte de l'ordonnance du 11 juillet 1386 mentionnée ci-dessus, p. 386, n. 3), tandis que les premiers maîtres des comptes de Lille furent mis au courant par un membre de la Chambre de Dijon et par un autre de celle de Paris (P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., t. I, p. 5).

(7) Voir *supra*, p. 141.

(8) P. KAUCH, *Note* ..., p. 16. — Sur les raisons de ce déménagement, voir *infra*, pp. 407-408 et n. 25 et 27.

Brabant, les officiers de justice, y compris le drossard, et les officiers ou receveurs spécialisés, comme le receveur des fiefs, le woudmaître, le receveur de la vénerie, etc. (9). Pierre Kauch a fort bien décrit le mécanisme de ces opérations de contrôle (10), qui se déroulaient en trois phases successives :

a) *la correction* : le compte ayant été «baillé à cour», c'est-à-dire remis à la Chambre, était examiné et annoté par son personnel, en l'absence du comptable. Les fautes commises par celui-ci étaient relevées (il s'agissait moins d'erreurs de calcul que de dépenses injustifiées) ; les cas douteux étaient tenus en suspens.

b) *l'audition* : une fois le compte corrigé, le comptable était entendu ; il avait à se justifier sur certains points et avait à éclairer la Chambre sur les questions restées en attente.

c) *la clôture* : les deux étapes précédentes terminées, les totaux généraux de recettes et de dépenses pouvaient être faits, et, le solde une fois calculé, le compte était déclaré «clos».

Il est bien évident que l'idée de contrôler les comptes des officiers brabançons n'est pas née en 1404. Au XIV^e^ siècle déjà, un tel contrôle était exercé de manière très régulière, mais à deux niveaux différents : les comptes de tous les receveurs régionaux ou particuliers du domaine étaient examinés par le receveur de Brabant seul (11), qui conservait un exemplaire de chaque compte (12), tandis que ce haut fonctionnaire lui-même, ainsi que tous les officiers de justice étaient soumis au contrôle du Conseil ducal (13).

(9) L'acte du 1^er^ juillet 1404 ne fournit pas de précisions ; c'est implicitement qu'il vise toutes les catégories d'officiers, puisqu'il s'applique à «*tous ceulx qui de pieça ont esté, et aussi de ceulx qui a present sont et seront doresnavant officiers en ycellui duchié de Brabant*» (P. L. GACHARD, *Inventaire ...*, t. I, p. 89).

(10) P. KAUCH, *L'administration ...*, pp. 381 et suiv.

(11) Voir par exemple, dans les comptes de la recette de Brabant, pendant quelques années, le chapeau du chapitre consacré aux recettes des receveurs particuliers (ainsi AGR, CC, 2355, p. 2 : «*eciam receptor* [= le receveur de Brabant] *audivit clare computaciones dictorum subcollectorum*», voir aussi CC, 2356, fol. 1r°, 2357, p. 2, 2358, p. 1, 2359, p. 1, 2360, p. 1, 2361, p. 2, 2380, p. 3, 2384, p. 3, 2385, p. 1, 2388, p. 3). Le receveur des droits de relief rendait aussi ses comptes devant le seul receveur de Brabant (voir par exemple CC, 17144, fol. 45r° : «*de istis sex annis precedentibus usque XVI^a^ in junio LXXV^o^ computavit dominus Nicholaus Specht apud Lovanium coram receptore [Brabantie] in domo Johannis Heyms, collectoris Lovaniensis, dicta XVI die junii LXXV^o^, ...*»). — Voir aussi notre remarque ci-dessous, note 13.

(12) AGR, CC, 2357 à 2360, 2380 et 2385, aux endroits mentionnés dans la note précédente.

(13) Pour le receveur de Brabant, voir M. MARTENS, *L'administration ...*, pp. 203-204. — Pour les officiers de justice, voir C. KERREMANS, *Etude ...*, pp. 287-288. Le receveur de Brabant assistait à l'audition de leurs comptes. En ce qui concerne ces officiers de justice, il faut distinguer deux étapes : ils faisaient d'abord connaître au receveur de Brabant le montant du solde de leurs comptes, afin que le chiffre indiqué puisse être inscrit dans le compte de la recette de Brabant ; plus tard, le détail de leurs opérations financières, recettes et dépenses, consignées jusqu'en 1404 sur des rouleaux, était soumis au contrôle du Conseil ducal [voir un texte très explicite à ce sujet dans AGR, CC, 2359, p. 71 ; voir aussi une décharge accordée par Wenceslas et Jeanne à l'écoutète d'Anvers, le 18 mars 1357, n.s. (AGR, Chartes de Brabant, n° 1063 ; analyse dans A. VERKOOREN), par laquelle il est reconnu que celui-ci a rendu les comptes de son office le jour même devant les ducs et devant leur Conseil]. — Mlle MARTENS (*op. cit.*, p. 325) pense que des conseillers ont aussi pu assister le receveur de Brabant pour l'audition des comptes des receveurs régionaux, mais nous n'avons trouvé aucune trace d'une telle présence.

La nouveauté, en 1404, consista à confier l'audition à un «comité» de spécialistes en la matière, munis de pouvoirs étendus. Les nouveaux auditeurs reçurent en effet «*plain povoir, auctorité et mandement especial de oïr, examiner, recevoir et clorre lesdiz comptes* [= de tous les officiers brabançons], *de allouer et passer toutes les parties raisonnables, et de refuser et debatre les autres, et generalement de faire toutes autres et singulieres choses qui à office de auditeurs de comptes appartiennent, ...*» (14). Ils se trouvaient ainsi substitués au receveur de Brabant et au Conseil.

Ces nouvelles dispositions furent-elles vraiment appliquées ? Pendant quelque temps, il semble bien que oui. Les trois auditeurs nommés en 1404 se réunirent encore à plusieurs reprises seuls en 1406 et 1407, Etienne van der Nederalphen étant toutefois remplacé par Pierre De Becker après son retour à la tête de la recette générale de Brabant le 1er mai 1407 (15). Bien plus, le 20 février 1407, Antoine avait étendu le ressort de sa Chambre des Comptes : primitivement limité au Brabant, celui-ci s'étendit désormais à tous les pays détenus par le duc, c'est-à-dire aussi au duché de Limbourg et aux seigneuries d'Outre-Meuse, ainsi qu'aux comtés de Ligny et de Saint-Pol et à la châtellenie de Lille. Il était au surplus précisé que même le trésorier-receveur-général de toutes les finances et le maître de la Chambre aux deniers avaient à se soumettre au contrôle des maîtres des Comptes. Enfin ceux-ci avaient aussi mandat pour contrôler les comptes des receveurs des aides (16).

(14) Acte du 1er juillet 1404, déjà cité (P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., p. 89). — Les gens des comptes interviennent même à l'occasion dans le contrôle de comptes de nature particulière, non prévus par leurs instructions. C'est ainsi que lorsque les biens de Thomas et Bernard Royer, lombards à Vilvorde et à Tervuren, furent saisis sur ordre d'Antoine à la requête de *Catelaen* Royer, créancier de Thomas, et après que ces mêmes biens furent vendus, un compte de la saisie et de la vente fut dressé par le receveur général de Brabant, Guillaume Tonsus (ce compte = AGR, CC, 49112). La vérification de ce compte fut confiée à des commissaires désignés par Antoine ; le document à examiner leur fut remis le 11 janvier 1406. Ces commissaires étaient maître Guillaume de Bruges, conseiller ducal, et les trois maîtres des comptes en fonction à cette époque, savoir Bousse, Nederalphen et Gheetsem (*ibid.*, fol. 17v°-18).

(15) Sessions tenues par Bousse, Nederalphen et Gheetsem entre le 6 mars et le 9 mai 1406 (AGR, CC, 2393, fol. 64), entre le 12 juin et le 17 juillet, et entre le 10 août et le 19 septembre 1406 (*ibid.*, fol. 252v°-253r°), entre le 31 décembre 1406 et le 9 janvier 1407, entre le 4 avril et le 8 mai 1407, entre le 23 mai et le 27 juin 1407 (CC, 2394, fol. 155v°) ; sessions tenues par Bousse, Gheetsem et De Becker entre le 16 août et le 18 septembre, et entre le 25 octobre et le 27 décembre 1407 (*ibid.*, fol. 156r° et 157v°-158r°).

(16) Edité par P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., t. I, pp. 90-91, n° XIV. Il y est aussi dit que les officiers du comté de Rethel et terres voisines, qu'Antoine avait possédés jusqu'à son avènement comme duc de Brabant, avaient à venir rendre leurs comptes devant les auditeurs établis en Brabant. — Avant même que le texte de 1407 n'élargisse officiellement le ressort de la Chambre de Bruxelles, on constate déjà l'existence de liens de subordination entre le Limbourg et ladite Chambre : dans les lettres de commission de Jean Warvel comme receveur de Limbourg et Outre-Meuse (11 juin 1406 ; AGR, CC, 2440, fol. 1-2r°), il est précisé que le nouvel officier doit prêter serment devant les gens de la Chambre des Comptes de Bruxelles. De même, si Guillaume de Gheetsem, nommé receveur des mêmes pays en mai 1404 par Marguerite de Male, dame engagiste du Limbourg et de l'Outre-Meuse, eût dû, en vertu de sa commission, rendre ses comptes devant les gens de la duchesse douairière de Bourgogne, il ne put le faire à cause du décès de celle-ci, et il fut ainsi amené à faire contrôler sa gestion en 1406 par la Chambre de Bruxelles, dont il était membre à l'époque ! (voir AGR, CC, 2439, fol. 2 pour la commission de Gheetsem ; au fol. 2r°, indication selon laquelle le compte fut baillé à cour le 22 avril 1406).

DATES	ACTES	OFFICIERS DEVANT COMPTER	AUDITION		REFERENCES
			Gens des comptes	Conseillers commis	
1-VII-1404	Nomination des auditeurs des comptes	tous les officiers de Brabant	seuls compétents	—	GACHARD, *Inv. CC*, t. I, pp. 88-89.
20-II-1407	Renouvellement de la commission des auditeurs des comptes	tous les officiers de tous les pays soumis à Antoine, y compris le trésorier-receveur général de toutes les finances et le maître de la Chambre aux deniers	seuls compétents	—	*Ibid.*, pp. 90-91.
28-IV-1407	Nomination d'Etienne van der Nederalphen comme receveur de Brabant	*idem*	*idem*, mais	le receveur de Brabant peut assister à l'audition des comptes de tous les officiers brabançons	CC, 2394, fol. 1-2.
14-V-1411	Nomination de Jean Raimbaut comme receveur de Brabant f.f.	*a) idem ?* *b)* le receveur de Brabant f.f. (prête serment devant la Chambre des Comptes)	*a) idem ?* *b)* seuls compétents	*a)* — *b)* —	CC, 2396[I], fol. 1.
25-X-1411	Rétablissement d'Etienne van der Nederalphen dans ses fonctions de receveur de Brabant	*a)* le receveur de Brabant *b)* les autres officiers	*a)* — *b)* peuvent assister si le duc le désire	*a)* conseillers commis *b)* receveur de Brabant + conseillers commis	CC, 2396[II], fol. 145-146.
30-XI-1411	Acte précisant que l'audition, telle qu'elle est prévue dans l'acte du 25-X-1411, doit se faire dans le local de la C.C.	*idem*	*Idem*	*idem*	GACHARD, *Inv. CC*, t. I, pp. 91-92.

DATES	ACTES	OFFICIERS DEVANT COMPTER	AUDITION		REFERENCES
			Gens des comptes	Conseillers commis	
15-VI-1412	Nomination de Quentin Clarensone comme receveur de Brabant	*a)* le receveur de Brabant *b)* les autres officiers de Brabant, Outre-Meuse et châtellenie de Lille	*a)* — *b)* —	*a)* conseillers commis *b)* receveur de Brab. + conseillers choisis par lui	CC, 2396[II], fol. 1-2.
22-XII-1412	Nomination de Jean de Schoonvorst comme trésorier de Brabant et des autres pays d'Antoine	*a)* le trésorier *b)* les autres officiers de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse	*a)* — *b)* —	*a)* conseillers commis *b)* le trésorier + conseillers commis	CC, 2397, fol. 1-3 r°;
10-I-1415	Nomination du seigneur d'Asse comme trésorier de Brabant et des autres pays d'Antoine	*a)* et *b) idem*	—	*a)* et *b) idem*	CC, 2398, fol. 3-5 r°.
29-VI-1416	Nomination de Guillaume van den Berghe comme receveur général de Brabant et des autres pays de Jean IV	*a)* et *b) idem*	—	*a)* et *b) idem*	CC, 2400, fol. 1-3 r°.
21-I-1418	Nomination du même aux mêmes fonctions	*a)* le receveur général *b)* les autres officiers, y compris le drossard	— —	*a)* le duc et les gens commis par lui *b)* le receveur général seul	CC, 2401, fol. 3-5.
5-VI-1418	Nomination du même comme receveur général de toutes les finances de Jean IV et de Jacqueline	pas de précisions	—	—	CC, 2401, fol. 6.

DATES	ACTES	OFFICIERS DEVANT COMPTER	AUDITION		REFERENCES
			Gens des comptes	Conseillers commis	
18-XII-1418	Nomination de Thierry Heyenhoven comme receveur général de Limbourg et Outre-Meuse	le receveur général de Limbourg, ...	—	le duc ou le receveur de Brabant	CC, 10, fol. 478.
8-IV-1419	Nomination du seigneur de Rotselaar comme trésorier de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse	*a)* le trésorier *b)* les autres officiers	*a)* — *b)* gens des comptes +	*a)* duc et conseillers commis *b)* le trésorier ou son délégué (présence obligée)	CC, 2401, fol. 186-187.
6-IX-1419	Nomination de Louis Boete comme clerc (= receveur f.f.) de la recette générale de Brabant et d'Outre-Meuse	*a)* le clerc *b)* les autres officiers, y compris le drossard	— —	*a)* duc et conseillers commis *b)* clerc et conseillers commis	CC, 2402, fol. 1-3.
1-VIII-1421	Nomination du seigneur de Rotselaar comme trésorier et receveur général de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse	*a)* le trésorier *b)* les autres officiers	— —	*a)* duc et Conseil ou gens commis *b)* trésorier et gens commis	CC, 2404, 1er compte, fol. 29-30.
11-VIII-1422	Nomination de Gérard van der Zijpe comme trésorier et receveur général de Brabant, Limbourg, Hainaut, Hollande, Zélande, Ponthieu, ...	*a)* le trésorier *b)* les autres officiers de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse *c)* les officiers des autres pays doivent rendre compte là où ils ont coutume de le faire	*a)* — *b)* gens des comptes	*a)* duc et Conseil ou gens commis *b)* —	CC, 2404, 3e compte, fol. 1-3 re.

DATES	ACTES	OFFICIERS DEVANT COMPTER	AUDITION		REFERENCES
			Gens des comptes	Conseillers commis	
1-VIII-1423	Nomination de Jean de Winghe comme receveur général de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse	*a)* receveur *b)* autres officiers	*a)* seuls *b)* seuls	— —	CC, 2405, fol. 2-3.
10-XI-1427	Nomination du même aux mêmes fonctions	*a)* receveur *b)* autres officiers (de Brabant et Limbourg) *c)* officiers des comtés de Ligny, Saint-Pol et autres terres en France	*a)* seuls *b)* seuls *c)* seuls	— — —	CC, 2407, fol. 2-4.
4-II-1428	Mandement aux futurs auditeurs des comptes de Pierre Du Chesne, receveur général des seigneuries que possède Philippe de Saint-Pol en France et dans le Cambrésis	Du Chesne	—	gens du Conseil ou autres commis	CC, 15720, 6e compte, fol. 190 r°
23-X-1428	Désignation de Pierre Du Chesne en qualité de dépensier de l'Hôtel et de gérant des recettes ordinaires et extraordinaires du duc	Du Chesne	gens des comptes	ou gens commis	CC, 1794 fol. 1.
24-VII-1429	Nomination de Jean Baillaert comme receveur général de Brabant, Limbourg, Ligny, Saint-Pol et de la châtellenie de Lille	*a)* receveur *b)* autres officiers *c)* officiers des comtés de Ligny et Saint-Pol et de la châtellenie de Lille	*a)* seuls *b)* seuls *c)* seuls	— — —	CC, 2408, fol. 1-3.

Assez rapidement toutefois, la Chambre perdit l'espèce de monopole qu'elle avait reçu à ses débuts. Les conseillers ducaux reçurent à nouveau mission de contrôler l'administration financière et la gestion des comptables du prince.

Pour mieux faire ressortir cette évolution, nous allons en présenter les étapes sous forme de tableau (*), dans le but de montrer qui, d'après les actes successifs analysés, était chargé en dernier ressort de l'audition et de la clôture des comptes. Il faut attirer l'attention sur un point : ce tableau est le reflet des intentions ducales ; il conviendra d'établir si la réalité a répondu à celles-ci.

La première atteinte au monopole de la Chambre des Comptes figure donc dans la commission d'Etienne van der Nederalphen comme receveur général de Brabant, du 28 avril 1407. Le receveur général reçoit en effet l'autorisation d'assister à l'audition des comptes de tous les officiers brabançons. On peut se demander si les circonstances n'ont pas favorisé cette entorse aux règles admises depuis 1404. Nederalphen, à la veille de sa nomination à la recette générale, était en effet maître des comptes. Il pouvait paraître normal de lui permettre de continuer à siéger avec ses anciens collègues.

Peu après, l'on constate que le Conseil réforme régulièrement des décisions prises par la Chambre. Il admet en compte des postes (presque toujours des dépenses) que les gens des comptes avaient rayés pour irrégularités ou défaut de justification. De la sorte, le Conseil fait un peu figure de juridiction d'appel en matière de contrôle comptable (17).

Plus graves sont les mesures prises en 1411-1412. Elles aboutissent à retirer pratiquement tout pouvoir aux gens des comptes, et cela au profit du receveur général et des conseillers ducaux. Ce sont eux qui, pour une dizaine d'années, reprennent le droit de corriger et de clôturer les comptes de tous les officiers ducaux. Dans la pratique, il se vérifie que l'ensemble des comptes a bien été clôturé par les seuls gens des comptes jusqu'au milieu de l'année 1412, après quoi les indications concernant cette clôture font totalement défaut jusqu'à l'avènement de Philippe le Bon (18), sauf en ce qui concerne les comptes du

(*) Voir pp. 390-393.

(17) Voir *supra*, p. 394.

(18) Ces mentions figurent dans les divers comptes des officiers locaux ; en voici la liste sommaire (pour chaque officier, nous donnons la liste des comptes pour lesquels existe une mention de clôture, ainsi que la date de la dernière clôture connue) : écoutète d'Anvers, AGR, CC, 12903 ; 26 juin 1411 (*ibid.*, fol. 11r°) ; — receveur d'Anvers, CC, 4953, 2e à 5e comptes : 2 janvier 1411 (*ibid.*, 5e compte) ; — maire d'Asse, CC, 12691 ; 13 novembre 1404 (*ibid.*, fol. 6r°) ; — écoutète de Bois-le-Duc, 12990, 2e à 4e comptes ; 17 novembre 1406 (*ibid.*, 4e compte, fol. 43v°) ; — receveur de Bois-le-Duc, CC, 5232 à 5235, 5237, 5239 à 5241, 9 juillet 1412 (CC, 5241) ; — receveur de Bruxelles, CC, 4162, 1er et 2e comptes, 4163, 1er compte, 4164, 1er compte ; 1er juillet 1412 (CC, 4164, fol. 89v°) ; — maire de Halen, CC, 12627, 1er compte ; 2 septembre 1404 (*ibid.*) ; — receveur de Herentals-Lierre, CC, 5179, 1er à 8e comptes ; 14 décembre 1411 (*ibid.*, 8e compte) ; — receveur et maire de Hoeilaart, CC, 4457 et 4458, 1er et 2e comptes ; 7 juin 1408 (CC, 4458, 2e compte) ; — receveur de Jodoigne-Hannut, CC, 3584, 1er à 4e comptes, 3587 ; 15 septembre 1410 (CC, 3587, fol. 41r°) ; maire de Léau, CC, 12640, 2e à 5e comptes ; 28 août 1406 (*ibid.*, 5e compte, fol. 27v°) ; — maire de Louvain, CC, 12653, 1er compte ; 2 décembre 1404 (*ibid.*) ; — receveur de Louvain, CC, 3787 et 3788 ; 30 juillet 1412 (CC, 3788, 5e compte, fol. 46r°) ; — receveur de Maastricht, CC, 5464, 1er à 3e comptes, 5465, 2e compte ; 11 décembre 1410 (CC, 5465, 2e compte) ; la mention de clôture suivante est du 15 novembre 1430 (CC, 5471) ; — receveur de Nivelles, CC, 4577, 1er à 3e comptes, 4578, 1er compte ; 6 juin 1410 (CC, 4578,

receveur général. Les mentions relatives à l'audition de ceux-ci confirment l'intervention des membres du Conseil ducal dans ce domaine ; mais, contrairement à ce que prévoient les actes mentionnés plus haut, les conseillers sont parfois assistés par un ou plusieurs des gens des comptes (19). Il semble d'ailleurs y avoir eu un certain flottement : alors, par exemple, que les lettres de commission de Quentin Clarensone en tant que receveur général disposaient qu'il aurait à rendre compte devant les conseillers spécialement commis à cet effet, Antoine, le 9 janvier 1415, mande à plusieurs des gens de son Conseil et à un de ses chapelains, futur maître des comptes, de se rendre à la Chambre des Comptes à Bruxelles et d'y examiner puis d'y clore, avec le personnel de la Chambre, les comptes dudit receveur que, précise l'acte ducal, ce personnel refusait de clore (20).

Le point le plus bas atteint par la Chambre des Comptes se situe peu avant le milieu du règne du duc Jean IV. Le 21 janvier 1418, en confiant à Guillaume van den Berghe les fonctions de receveur général, le duc fit en effet savoir qu'il retirait à la Chambre la connaissance des affaires nouvelles (« *want wie dofficie der selvere camere te nieute gedain hebben van desen dage voirtaen van alle saken die na datum des briefs gevallen of gescien selen* ») (21), sous-entendant

1er compte) ; — receveur d'Overzenne, CC, 4733, 1er à 4e, 6e et 8e comptes ; 20 octobre 1411 (*ibid.*, 8e compte) ; — maire de Rhode, CC, 12775, 1er compte, 17 novembre 1404 (*ibid.*, fol. 11r°) ; — bailli du Roman Pays, CC, 12803, 1er à 10e comptes ; 1er décembre 1409 (*ibid.*, fol. 477v°) ; — receveur de Tervuren-Vilvorde, CC, 4749, 3e compte, 4750, 2e et 3e comptes, 4751, 1er compte ; 2 juillet 1412 (CC, 4751, 1er compte) ; — maire de Tirlemont, CC, 12678, 1er à 5e comptes ; 28 août 1406 (*ibid.*, 5e compte, fol. 38v°) ; — receveur de Tirlemont, CC, 4013, 1er, 2e et 4e comptes ; 3 avril 1407 (*ibid.*, 4e compte, fol. 26r°) ; — receveur de Turnhout, CC, 5182, 1er à 4e et 7e comptes, 5183 ; 28 août 1410 (CC, 5183) ; — maire de Vilvorde, CC, 12793, 1er compte ; 22 août 1404 (*ibid.*, fol. 4v°) ; — receveur des droits de relief, CC, 17145, fol. 124v°, 138v° et 152v° ; 12 novembre 1411 (*ibid.*, fol. 152v°) ; — receveur de la vénerie, CC, 48477 ; 20 juillet 1412 (*ibid.*, fol. 149r°).

(19) Avant le 12 mai 1412, le seigneur de Huldenberg a assisté à l'audition des comptes d'Etienne van der Nederalphen (AGR, CC, 2398, fol. 92v°). — Le compte de Quentin Clarensone du 25 juin au 24 décembre 1412 (AGR, CC, 2396II, 1er compte) a été « *oÿ et cloz a Brouxelles* » le 22 février 1415, « *presens messire Henry de Berghes, seneschal de Brabant, Jehan de Schoonvorst, bourchgreve de Montjoie et Jean de Grimberghe, seigneur d'Assche, tresorier, conseillers a ce commis par lettres patentes de monseigneur* » (au sujet de ces lettres, du 9 janvier 1415, voir *ibid.*, fol. 3r°) « *et les gens des comptes de monseigneur le duc de Brabant a Brouxelles cest assavoir maistre Pierre Le Backer, messire Lucas de Eyke et moy, P. de Lenselles* » (*ibid.*, fol. 143r°). — Le 30 septembre 1415, c'est le compte du seigneur d'Asse (CC, 2398) qui est entendu et clôturé par le drossard Henri de Bergen, Jean de Schoonvorst, Pierre De Becker, maître de la Chambre des Comptes, et le secrétaire Pierre van Halle (CC, 2398, fol. 113r°). — Pendant la minorité du duc Jean IV, ce furent les conseillers-régents qui procédèrent à l'audition (voir CC, 2399, fol. 111r°, 137r°, 160r°, 162r°, 178, 194v°, 195v°, 210r° et 213v°), parfois en présence de délégués des villes (des échevins de Bruxelles assistent à une audition le 10 juin 1416, CC, 2399, fol. 194v°). — Le compte de 1421-1422 du seigneur de Rotselaar, est, en conformité d'ailleurs avec ses lettres de commission du 1er août 1421, clôturé par des conseillers ducaux, le chancelier Ghislain du Sart, le maître de Chantraine, Arnoul, seigneur d'Odeur et de Trasegnies, Nicolas de Saint-Géry, et le receveur général de l'époque, Jean Baillart, et cela malgré la date tardive de l'audition, le 21 juillet 1430 (CC, 2404, 2e compte, fol. 101v°), moment où la Chambre des Comptes avait repris une partie de ses pouvoirs.

(20) AGR, CC, 2396II, fol. 3r°. Les conseillers désignés étaient le drossard Henri de Bergen, Jean de Schoonvorst, Arnoul de Crainhem, Jean de Grimbergen, seigneur d'Asse, le seigneur de Huldenberg et Nicolas van de Werve ; le chapelain était Lucas van Eyck.

(21) AGR, CC, 2401, fol. 4-5r°.

que les auditeurs pouvaient encore vaquer au contrôle des comptes anciens dans la mesure où celui-ci était encore de leur ressort. La mort de van den Berghe et l'accession du seigneur de Rotselaar à la Trésorerie voient cependant réaffirmer le droit pour la Chambre de procéder à l'audition des comptes des officiers locaux, mais en présence du Trésorier (22). Sursis de peu de durée : en septembre 1419, le contrôle de tous les officiers ducaux est à nouveau confié au Conseil (23). C'est pourtant à cette époque que nous voyons Pierre De Becker et Pierre de Lenselles, maîtres des comptes de Bruxelles, envoyés en Hainaut pour y entendre les comptes des officiers hennuyers ; ils quittent Bruxelles pour Mons à cet effet le 1er octobre 1419 (24).

Peu après, la Chambre cesse toute activité ; seul reste en service Pierre de Lenselles, dont le rôle se limite d'ailleurs à conserver les archives comptables. Il ne porte même plus le titre de maître des comptes, mais uniquement celui de secrétaire ducal et de gardien de la Chambre des Comptes et de ses archives (*«secretarys mijns voirs. heren ende van sinen wegen geordineert te verwaeren sijn camer vander rekeningen te Bruessel ende alle die rekeningen, registeren ende brieve daer in wesende»*) (25).

Cette éclipse prit fin le 19 novembre 1421 (26). Ce jour-là en effet Jean IV, sans d'ailleurs faire la moindre allusion à la mise en veilleuse de la Chambre, donna une nouvelle instruction à Lucas van Eyke et à Pierre de Lenselles, à nouveau intitulés maîtres de la Chambre des Comptes. Rien dans cette ordonnance ne se rapporte aux pouvoirs attribués aux maîtres en matière de contrôle financier ; le texte, à côté de considérations relatives aux conseils que peuvent donner les gens des comptes aux receveurs régionaux en ce qui concerne la gestion de certains éléments du domaine, ne constitue qu'une espèce d'aide-mémoire sur certains points à observer lors de la vérification des comptes : il y a là des indications sur le taux des changes, sur le montant des indemnités de déplacement auxquelles les officiers comptables ont droit, etc. (27), mais pas un mot sur les personnes qui ont pour mission de clôturer les comptes.

Pour être renseignés sur ce point pourtant primordial, il faut nous reporter

(22) AGR, CC, 2401, fol. 186-187.

(23) Commission de Louis Boete, 6 septembre 1419 : AGR, CC, 2402, fol. 1-3.

(24) AGR, CC, 4954, fol. 80r°. — Cela nonobstant le fait que le Hainaut n'était pas compris dans le ressort de la Chambre (à ce sujet, voir *infra*, p. 401).

(25) En 1420, il reçoit pour cela à titre de gages de l'argent pour s'acheter du bois et du charbon (AGR, CC, 4014, 10e compte, fol. 8r°) ; il percevait aussi 100 couronnes par an de gages en espèces (CC, 4169, 3e compte, fol. 20), alors que comme maître des comptes il avait droit à 160 couronnes par an (CC, 2400, fol. 186v°). — Il a dû être aidé par Olivier van der Bruggen qui, par la suite, affirma avoir travaillé à la Chambre des Comptes pendant quatorze mois, à l'époque de la fermeture de celle-ci, et cela *«sonder onthouden te wesen van ... ons liefs heeren* [= Jean IV] » [voir un acte de Philippe de Saint-Pol, du 25 août 1428, AGR, CC, 23, fol. 9v°-11r°. — C'est à tort que P. Kauch, *L'administration* ..., p. 335, a cru que cet acte faisait allusion à une fermeture de la Chambre à la fin du règne de Jean IV. L'acte de 1428 dit clairement que les prestations de van der Bruggen furent effectuées à partir du moment où, sous Jean IV, Pierre De Becker et Pierre de Lenselles cessèrent ensemble de fonctionner comme maîtres des comptes. Or De Becker ne fut en fonctions que jusqu'en 1420 et ne réintégra plus la Chambre du vivant de Jean IV (voir Annexe III, C)].

(26) AGR, CC, 4169, 3e compte, fol. 20 ; — voir aussi note suivante.

(27) A. Uyttebrouck, *Liste chronologique* ..., p. 249, n° 132.

aux commissions des receveurs de Brabant à partir de 1422 ([28]) ; elles nous apprennent que ce sont à nouveau les maîtres des comptes qui détiennent le pouvoir d'entendre et de clore tous les comptes des officiers brabançons.

Le pouvoir des maîtres paraît alors complètement restauré. Au point même qu'ils peuvent casser des mandements ducaux non conformes aux règles admises en matière de dépenses : c'est ainsi que Jean IV, ayant, par lettres du 14 janvier 1420, autorisé Jean Schietase, chargé de la recette d'une vente de bois faite en septembre 1418, à porter en compte ses frais de déplacements dans l'exercice de sa charge, la Chambre, qui ne reçut le compte à examiner que le 21 février 1422, raya le poste nonobstant la lettre ducale, pour la raison qu'il appartenait au receveur de Brabant de payer ces frais sur ses gages et, qu'en conséquence, elle estimait que le duc ne pouvait avoir pris de mesures contraires à cette règle qu'en raison d'un manque d'information ([29]).

Par la suite, la Chambre ne connaîtra plus d'avatars nouveaux. Elle poursuivra son existence avec un personnel composé de deux maîtres et un clerc ([30]).

Il est permis de se demander pourquoi cet organisme a connu ces hauts et ces bas. Un premier élément d'explication nous paraît devoir être trouvé dans la position qu'occupe la Chambre par rapport au Conseil ducal.

Alors que, en 1386, Philippe le Hardi avait confié le contrôle de ses officiers comptables de par-deçà à une section permanente de son Conseil, et que la Chambre des Comptes de Lille peut donc être tenue pour une émanation du

(28) Voir tableau, pp. 392-393.

(29) Le compte de Jean Schietase = AGR, CC, 47220. La date de remise du compte à la Chambre figure au fol. 1r°, en marge. Les frais de déplacements sont repris aux fol. 14 et 15. La lettre ducale du 14 janvier 1420 est mentionnée au fol. 15v°. La radiation du poste est commentée en marge du fol. 14r°, et signale que «*also want mijn voirs. heere der saken voirs.* [c'est-à-dire le fait que le receveur de Brabant doit payer ces frais sur ses gages] *niet geïnformeert en was, soo sijn hier alle dese partien ... doirslaghem*».

(30) Pour le personnel de la Chambre des Comptes, voir Annexe III, C. — Ce personnel perçoit des gages en espèces ; ce sont, au début, des indemnités par jour de travail (voir AGR, CC, 2394, fol. 350v°), puis, à partir de 1407, des gages fixes de 160 couronnes par an pour les maîtres et 60 couronnes par an pour le clerc (CC, 2394, fol. 289-290, CC, 2395, fol. 74-75 et 324v°-325, CC, 2396[I], fol. 85-86, CC, 2396[II], fol. 61, CC, 2397, fol. 69 et 235v°, CC, 2398, fol. 45, CC, 2399, fol.184r°. A partir de ce moment (1416) et jusqu'en 1429, ces gages furent payés par des receveurs particuliers (voir CC,2400, fol. 186v° et CC, 5256, dépenses sur ordre du duc), puis à nouveau par le receveur de Brabant (CC, 2408, 1[er] compte, fol. 27r° et 2[e] compte, fol. 20). Il faut cependant noter que Lucas van Eyck n'a jamais reçu que 100 couronnes par an et que David Bousse, quant à lui, n'a jamais perçu que des indemnités journalières, cela du fait qu'il était aussi en même temps maître des comptes à Lille (CC, 2393, fol. 64 et 252v°-253r°, CC, 2394, fol. 155v°-156r°, 157v°-158r°, CC, 2395, fol. 138v°-139r° et 382r°, CC, 2396[I], fol. 171v°-173r° et Chartes de Brabant, 28 décembre 1411). Les gens des comptes percevaient aussi des gages en nature (bois et charbon, à partir de 1407 seulement, et des quantités variables au début, voir AGR, CC, 2394, fol. 385v°, 386r° et 390v°, CC, 2395, fol. 174, 178v°, 437v°-438r° et 440v°-441r° ; puis, à partir de 1411-1412, en général 200 esclayes de bois et une cule de charbon par an pour chacun des maîtres ; 100 esclayes et une cule par an pour le clerc ; voir CC, 2396[I], fol. 220v°-221r° et 225r°, CC, 2396[II], fol. 130r° et 133r°, CC, 2397, fol. 320r° et 322r°, CC, 2399, fol. 64 et 67v°, CC, 2404, 1[er] compte, fol. 16v°, 17v° et 19, 3[e] compte, fol. 23v°, 24v° et 26, CC, 2405, fol. 117r°, 121v°-122r°, 262v° et 267r°, CC, 2406[I], fol. 78v° et 82r°, CC, 2406[II], fol. 113r° et 117r°, CC, 2407, fol. 68v° et 72r°, CC, 1794, fol. 89v° et 94v°, CC, 2408, 1[er] compte, fol. 100v° et 103r°).

Conseil du duc-comte, il n'en est pas exactement de même en Brabant [31].

Rappelons en quelques mots comment se forma la Chambre de Lille. Le 15 février 1386, pour des motifs sur lesquels nous reviendrons plus loin [32], le duc de Bourgogne avait établi à demeure à Lille une députation permanente de son Conseil, formée de deux sections : la première, composée de deux conseillers, était plus spécialement chargée de l'administration de la justice ; la seconde, formée des «gens des comptes», avait pour mission essentielle d'examiner les comptes des officiers du comté de Flandre ainsi que des seigneuries d'Anvers et de Malines. En fait comme en droit, les deux sections travaillaient en étroite collaboration, et devaient régler ensemble les questions touchant l'administration du domaine et les conflits nés de l'audition des comptes [33]. Elles étaient dirigées par un président commun, Pierre van der Zijpe [34].

Le 1er août 1405, les deux sections furent séparées : les conseillers chargés de la justice furent établis en Flandre flamingante où ils formèrent le Conseil de Flandre. Les gens des comptes furent maintenus à Lille et constituèrent à ce moment seulement la Chambre des Comptes [35], ce qui permet de dire que celle-ci n'a reçu sa pleine autonomie qu'après la création de la Chambre des Comptes de Bruxelles (1er juillet 1404).

Cette dernière, au contraire, ne peut être regardée comme une émanation du Conseil d'Antoine [36]. Des trois auditeurs nommés à l'origine, un seul, Etienne van der Nederalphen, est conseiller brabançon. Quelle est alors la position des gens des comptes de Bruxelles ? Ce sont uniquement des experts financiers, des spécialistes en matière de comptabilité. Or ces «techniciens» se sont vu attribuer des pouvoirs considérables, puisqu'ils pouvaient clôturer les comptes de tous les officiers brabançons, y compris ceux du drossard et du receveur de Brabant qui, eux, siégeaient au Conseil *ex officio* [37]. Il pourrait donc y avoir là une première source de tension, dans le fait que des personnes étrangères au Conseil étaient amenées à juger les actes de conseillers.

(31) La Chambre des Comptes de Paris peut, elle aussi, être considérée comme une émanation de la *Curia Regis* dont elle ne sépara que progressivement (F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises* ..., t. II, pp. 240 et suiv.).

(32) Voir *infra*, p. 404.

(33) Art. 6 et 8 de l'ordonnance du 15 février 1386 publiée dans P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances de Philippe le Hardi* ..., t. I, pp. 143-145.

(34) Dernier paragraphe de l'instruction proprement dite : *ibid.*, p. 145. — A Dijon, malgré la plus grande autonomie de la Chambre des Comptes, celle-ci avait aussi, au moins en droit, le même président que la Chambre du Conseil, à savoir le chancelier de Bourgogne (P. RIANDEY, *L'organisation* ..., p. 129 ; mais en l'absence du chancelier, elle était présidée par le maître des comptes le plus ancien).

(35) F. L. GANSHOF, *La Flandre*, dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des Institutions françaises* ..., t. I, p. 392.

(36) Cela est vrai à un double point de vue. Ainsi qu'on va le voir, les maîtres des comptes ne sont pas choisis au sein du Conseil et, de plus, le fait de devenir maître des comptes n'ouvre pas, *ex officio*, l'entrée au Conseil. D'une certaine manière, la situation des maîtres des comptes de Bruxelles peut se comparer à celle de leurs homologues de Dijon, au moins jusqu'en 1400. Car le 19 décembre 1400, Philippe le Hardi décide que tout maître des comptes de Dijon deviendrait automatiquement conseiller (E. ANDT, *La Chambre des Comptes de Dijon*, p. 10, n. 19).

(37) Voir *supra*, pp. 227 et 240.

Au début, la difficulté paraît avoir été atténuée du fait que les premiers maîtres des comptes ont tous fini par siéger au Conseil : outre Nederalphen, qui l'était déjà avant 1404, David Bousse, Guillaume de Gheetsem et Pierre De Becker sont devenus conseillers [38]. Ils ont assisté à des réunions du Conseil [39] et ont accompli des missions sans rapport avec leurs fonctions d'auditeurs des comptes [40]. Mais par la suite, il n'en fut plus de même : ni Pierre de Lenselles, ni Lucas van Eyck, ni leurs successeurs ne furent conseillers, et De Becker lui-même, encore maître des comptes en 1419, n'eut plus jamais accès au Conseil du temps de Jean IV [41].

Il faut peut-être aussi tenir compte du fait que la haute noblesse brabançonne a vu accroître son influence dans tous les organes de gouvernement après l'avènement des Bourguignons en Brabant [42]. Il déplaisait peut-être aux barons du Conseil de voir des pouvoirs trop étendus accordés à de simples agents des finances, dont certains étaient de surcroît étrangers [43]. Il ne semble toutefois pas permis de parler d'hostilité systématique des Etats de Brabant à l'égard du nouvel organisme. En effet, c'est à l'apogée du gouvernement personnel de Jean IV que la Chambre des Comptes est virtuellement supprimée, et c'est peu après la victoire des Etats sur le prince, en 1421, qu'elle est à nouveau rétablie dans la plupart de ses prérogatives.

Mais il y a certainement une relation entre la personnalité des receveurs de Brabant et le plus ou moins grand rôle joué par la Chambre. Celle-ci voit son influence battue en brèche au moment où les difficultés financières contraignent Antoine à placer à la tête de la recette générale des «banquiers», patriciens ou nobles, tandis que sous Jean IV, c'est un des favoris de celui-ci, le receveur Guillaume van den Berghe, qui arrache au prince la suppression d'un organisme de contrôle jugé sans doute trop encombrant.

Un autre facteur a peut-être encore desservi la Chambre dans l'esprit de certains «politiques» : il s'agit du caractère minutieux, pour ne pas dire tatillon, des

(38) Voir Annexes I et II.

(39) Bousse et Gheetsem ont tous deux assisté au moins à une séance du Conseil où l'autorisation fut accordée à des lombards de tenir des tables de prêt à Vilvorde et à Nivelles (deux actes d'Antoine du 18 septembre 1406, AGR, CC, 131, fol. 19-20v°) et à une autre où il fut question d'un fief de bourse tenu par Scheifart de Merode au duché de Limbourg (acte d'Antoine du 30 octobre 1408, AGR, CC, 15, fol. 277. — Cet acte et les précédents sont analysés dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, ms).

(40) Pierre De Becker, par exemple, est chargé avec Quentin Clarensone de renouveler la Loi d'Anvers en 1408 (AGR, CC, 2394, fol. 158r°). — De 1408 à 1411, il accomplit plusieurs missions étrangères à son rôle de maître de la Chambre des Comptes et touche pour cela des indemnités particulières (CC, 2395, fol. 142 et 388v°-389v°, CC, 2396[1], fol. 176). En avril 1411, il participe à des discussions avec les Liégeois (*ibid.*, fol. 389v°). — Le 29 mai 1414, il participe avec deux autres conseillers, le drossard et maître Guillaume de Bruges, à une enquête relative au différend existant entre le seigneur d'Arkel et la ville de Lierre (CC, 2398, fol. 89v°-90r°).

(41) Bien qu'il soit mentionné une fois comme conseiller du duc dans un compte de la Trésorerie de Hollande en 1419. Il s'agit du paragraphe où il est dit avoir été envoyé par Jean IV en Hollande en compagnie de Jean Bont pour assister à l'audition des comptes de la Trésorerie hollandaise (ARA, La Haye, Rekenkamer van Holland, Rekeningen, n° 111, fol. 18r° ; voir aussi *infra*, p. 401, n. 52).

(42) Voir *supra*, pp. 227, 240 et 280 et suiv.

(43) Bousse et Gheetsem étaient Flamands (voir Annexe II).

opérations de contrôle. Les auditeurs exigeaient en effet des justifications écrites pour toute dépense portée en compte : l'officier comptable devait produire les ordres de payement émanés du duc ou d'une personne autorisée, et les reçus ou quittances du bénéficiaire. L'absence de l'une ou de l'autre de ces pièces entraînait la radiation du poste par les maîtres des Comptes (44). Or, il arrivait souvent au duc lui-même de mettre ses officiers dans l'obligation d'enfreindre les règles établies : ainsi dans son compte de 1408-1409, le receveur de Brabant note qu'il a effectué plusieurs payements sur l'ordre verbal du prince (45). Ce pouvait être une source de conflits avec la Chambre, et un motif de recourir à l'arbitrage du Conseil (46).

Assez rapidement d'ailleurs, les receveurs généraux obtinrent de ne plus devoir suivre la procédure exigée par la Chambre des Comptes, et de pouvoir se justifier le cas échéant par le témoignage de personnes dignes de foi, en l'absence d'attestations écrites. Cette clause figure généralement dans leurs patentes de nomination, à partir de 1412 (47).

Pour résumer l'histoire de la Chambre des Comptes de Bruxelles pendant son premier quart de siècle dans le domaine du contrôle financier des officiers ducaux, il est permis de dire que cet organisme fut à l'origine conçu comme un collège d'«experts comptables» extérieur au Conseil et muni d'un large pouvoir délibératif en matière de clôture des comptes, mais que ce pouvoir alla, pendant quelques années, en s'amenuisant pour devenir simplement consultatif, la décision finale appartenant au Conseil ducal. Néanmoins dans les années qui précèdent immédiatement l'avènement de Philippe le Bon, la Chambre reçut de nouveau des pouvoirs plus étendus, pour se voir reconnaître, après 1430, une autorité souveraine et sans appel en matière de contrôle et de correction des comptes (48).

*
* *

Cet aperçu serait incomplet s'il n'était fait au moins allusion au ressort territorial de la Chambre des Comptes et aux autres activités qu'elle a pu exercer, en dehors du contrôle proprement dit.

(44) P. KAUCH, *L'administration* ..., p. 389. — On possède une note indiquant les raisons pour lesquelles la Chambre des Comptes hésitait à clôturer le compte de Jean Raimbaut en tant que commis à la recette générale du 1er mai 1411 au 24 juin 1412 (ce compte = AGR, CC, 2396[I]). Parmi celles-ci figure le fait que Raimbaut avait inscrit des payements sans produire les quittances y afférant (voir ce document constitué d'un feuillet de papier inséré dans CC, 1786, p. 1bis).

(45) AGR, CC, 2394, fol. 392-394.

(46) Voir *supra*, pp. 367 et 394.

(47) Pour les références, voir le tableau pp. 391-393. — Font exception les lettres de nomination de Jean de Winghe, du 1er août 1423, qui rétablissent l'usage de la procédure en vigueur avant 1412. Mais, par la suite, ces exigences sont de nouveau abandonnées. La procédure de la Chambre des Comptes est toujours qualifiée de «*zware stile ende usagen*» dans les documents qui acceptent qu'on ne s'y conforme pas.

(48) P. KAUCH, *L'Administration* ..., p. 428.

Le ressort territorial.

Il a varié plusieurs fois de 1404 à 1430 (49) :

— en 1404, il se limitait au Brabant ;
— le 20 février 1407, il fut, ainsi qu'il a été dit plus haut, étendu à tous les pays possédés par Antoine, tant de son chef que de celui de sa première femme, Jeanne de Saint-Pol. Il couvrait donc le Brabant, le Limbourg, les pays d'Outre-Meuse et, théoriquement tout au moins, les comtés de Ligny et de Saint-Pol et la châtellenie de Lille (50) ;
— du vivant d'Antoine, ce ressort théorique ne fut plus modifié, de sorte que le Luxembourg ne fut jamais soumis à la Chambre des Comptes de Bruxelles (51) ;
— sous Jean IV, à ses moments d'activité, la Chambre ne fut compétente que pour le Brabant, le Limbourg et les pays d'Outre-Meuse. Elle n'étendit pas son contrôle aux Etats de Jacqueline de Bavière, à cette nuance près que certains de ses membres furent parfois appelés (à titre personnel ?) à assister à l'audition des comptes des officiers hollandais ou hennuyers (52) ;

(49) Voir à ce sujet le tableau des pp. 390-393.

(50) Les rares sources conservées permettent de croire que, dans la pratique, les officiers des terres tenues du chef de Jeanne de Saint-Pol furent bien effectivement soumis au contrôle de la Chambre de Bruxelles. On garde en effet un compte de Jacques Willin, receveur de la châtellenie de Lille (désigné à cet office par Antoine, agissant au nom de ses fils mineurs, alors co-seigneurs de la châtellenie) ; ce compte, le deuxième rendu par Willin en cette qualité (le premier est perdu), couvre la période du 1er octobre 1410 au 1er octobre 1411 ; il fut «*oÿ et cloz a Brouxelles le VIIe jour de decembre lan mil CCCC XII, presens G. de Gheitsem, P. le Backer et moy, P. de Lenselles*» (AN Lille, B 4564, fol. 77r° ; son quatrième compte, du 1er octobre 1412 au 1er octobre 1413, est aussi conservé, mais les derniers folios, qui devaient contenir la mention relative à l'audition, manquent : AN Lille, B 4565). Le premier compte conservé pour le comté de Saint-Pol couvre la période du 1er octobre 1414 au 1er octobre 1415, mai il ne fut clôturé que le 3 mars 1417 et dès lors cette clôture se fit à Lille (AN Lille, B 17147). Jean sans Peur administrant à ce moment les seigneuries françaises de ses neveux de Brabant (à ce sujet, voir *supra*, pp. 107-108).

(51) Le 3 janvier 1413, Antoine envoya au Luxembourg des commissaires, dont Renier de Berg, tous extérieurs à la Chambre des Comptes, pour entendre les comptes des officiers et receveurs du pays de Luxembourg (AGR, CC, 13070, fol. 60r°).

(52) Pour la Hollande-Zélande : le 17 juillet 1419, le trésorier de Hollande paie les frais de 18 jours de séjour de Jean Bont et de Pierre De Becker qui sont venus en Hollande pour assister, avec le trésorier, à l'audition des comptes de la trésorerie (ARA, La Haye, Rekenkamer van Holland, Rekeningen, n° 111, fol. 18r°). — Par la suite, seuls des conseillers brabançons assistent, avec ou sans leurs collègues hollandais, à l'audition des comptes de la trésorerie de Hollande. Exemples : le compte du trésorier de Jean IV en Hollande du 14 février 1419 au 14 février 1420 fut ouï et clôturé à Sint-Martensdijk, le 19 avril 1420 (soit deux jours avant le traité de Sint-Martensdijk) en présence de conseillers de Jean IV et de Jean de Bavière ; parmi les conseillers du duc de Brabant, on note Jean Bont, Bernard Uten Enge et Nicolas van den Werve (ARA La Haye, Rekenkamer van Holland, Rekeningen, n° 110, fol. 56r°). Le compte du même du 14 février 1420 au 21 avril 1420 (jour de la cession complète de la Hollande et de la Zélande à Jean de Bavière) fut clôturé à Anvers, le 5 juin 1420, en présence du seigneur d'Asse, de Jean Bont, de Nicolas van de Werve, de Bernard Uten Enge et de Nicolas Colensone (même fonds, n° 111, fol. 16r°). — Pour le Hainaut : le 1er octobre 1419, De Becker et Lenselles, maîtres des comptes de Bruxelles, se rendent à Mons pour procéder, avec les conseillers ducaux, à l'audition des comptes des officiers hennuyers (voir *supra*, p. 396 et

— sous Philippe de Saint-Pol, elle eut à s'occuper de l'ensemble des pays soumis au prince (53).

Malgré ces nombreux changements, dus parfois aux circonstances successorales ou matrimoniales, une constante se dégage : sauf pendant les premiers mois de l'existence de la Chambre des Comptes de Bruxelles, le ressort territorial de celle-ci déborda du cadre purement brabançon, pour englober le Limbourg et les seigneuries d'Outre-Meuse.

Autres attributions de la Chambre.

A propos de l'acte du 19 novembre 1421 qui la fit renaître, il a déjà été signalé que la Chambre pouvait intervenir dans la gestion du domaine en conseillant autant que de besoin les receveurs régionaux (54). Ce n'était d'ailleurs là qu'une extension toute naturelle du rôle des auditeurs des comptes qu'Antoine avait établis dans le but ultime d'assurer «*la conservacion des rentes, revenues, fourfaitures, amendes et autres choses*» du duché de Brabant (55). Ces «pouvoirs d'administration», comme les appelle P. Kauch (56), comprennent, en 1421, le droit de donner aux receveurs des directives en matière d'affermage ou d'accensement des biens domaniaux et notamment des moulins et des viviers ducaux. Il semble d'ailleurs que, sans doute sous l'influence des gens des comptes, l'on tende à abandonner l'exploitation directe des moulins pour en systématiser l'affermage, car il avait été constaté que le produit des loyers était d'un rapport plus sûr que celui de l'exploitation par un «meunier fonctionnaire» (57).

Depuis sa création, la Chambre eut aussi dans ses attributions la conservation de tous les titres, «*registres, comptes de receveurs, papiers, chartres et autres lettres ...*» qui doivent servir «*pour mieulx et plus clerement trouver et recouvrer les rentes et revenues du demaine ancien*» du duc de Brabant. Elle doit tout particulièrement veiller à réunir au domaine les parties qui ont pu en être détachées dans le courant du XIV^e^ siècle (58). C'est donc dans ses locaux que sera conservé un exemplaire de tous les censiers ducaux (59), et c'est à elle que le duc ou son

n. 24). En janvier et février 1423, Pierre de Lenselles est de nouveau envoyé en Hainaut «*om te helpen horen der officieren rekeningen aldair*». Le 9 avril, il se rend à Louvain auprès de Jean IV pour lui montrer l'état des finances du comté (AGR, CC, 4170, 4^e^ compte, fol. 63r°).

(53) L'on ignore si, dans la pratique, les officiers de Saint-Pol, de Ligny et de la châtellenie de Lille se soumirent effectivement au contrôle de la Chambre de Bruxelles, car aucun compte de ces territoires n'a été conservé pour le règne de Philippe de Saint-Pol.

(54) Voir *supra*, p. 396.

(55) Voir l'acte du 1^er^ juillet 1404 (L. P. GACHARD, *Inventaire*..., t. I, pp. 88-89, n° XII).

(56) P. KAUCH, *L'administration*..., pp. 363-364, qui étudie ces pouvoirs à l'époque du règne de Philippe le Bon.

(57) Art. 4 de l'instruction du 19 novembre 1421 (AGR, Chartes de Brabant).

(58) Voir plus spécialement l'instruction du 12 août 1404 (P. L. GACHARD, *Inventaire* ..., t. I, pp. 89-90, n° XIII).

(59) A. PINCHART, *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. V, pp. 203 et suiv., n° 44677 et suiv., et H. NELIS, *Inventaire des comptes en rouleaux*, pp. 160-162 (voir l'exemplaire annoté par P. GORISSEN, conservé aux AGR, bureau du conservateur de la 2^e^ section, dont une copie photographique existe à la Salle de lecture du même dépôt). — Mlle M. MARTENS a entrepris la

Conseil pourront s'adresser pour être informés sur l'un ou l'autre détail de la composition du domaine (60).

Pendant quelque temps, la Chambre des Comptes a aussi exercé une certaine juridiction contentieuse en matière domaniale et financière. Elle jugeait des différends entre des receveurs régionaux et leurs administrés (61). Il y a aussi des traces d'une juridiction pénale : le 6 décembre 1410, les maîtres et le clerc des comptes consentent à mettre en liberté provisoire un certain Roger van den Broeke qui avait été emprisonné pour non-payement d'une somme qu'il devait à feu Guillaume Tonsus, receveur général de Brabant (62).

Les seules traces de ces activités judiciaires remontent aux années 1410 à 1412. Par la suite des différends entre receveurs ducaux et administrés furent jugés par le Conseil (63), ce qui semble indiquer que dans ce domaine aussi, la Chambre des Comptes a vu sa compétence réduite. Il faudra attendre l'avènement de Philippe le Bon pour lui voir de nouveau jouer un rôle assez limité en matière de juridiction contentieuse et pénale dans les secteurs domaniaux et financiers. En revanche, elle verra à ce moment ses pouvoirs s'étendre dans une autre direction : elle fera fonction de tribunal administratif pour tous les officiers comptables contre qui elle pourra comminer des peines disciplinaires allant jusqu'à la révocation et l'emprisonnement (64).

*
* *

Ainsi la Chambre des Comptes fut, dès son origine, un corps d'experts financiers situé en marge du Conseil ducal dont elle ne fit jamais partie. Elle eut à certains moments des pouvoirs relativement étendus, à d'autres elle fut réduite à l'état d'organisme purement consultatif. Bien qu'ayant connu elle aussi des avatars assez nombreux, l'autre Chambre née au XV^e^ siècle — la Chambre du Conseil — présente un caractère tout différent. C'est, quant à elle, une section du Conseil dont il est temps maintenant d'aborder l'étude.

*
* *

publication des censiers médiévaux. Sont parus à ce jour : *Le censier ducal pour l'ammanie de Bruxelles de 1321*, Bruxelles, 1958 (CHR in-8°), et *Le censier ducal pour une partie de la circonscription de Louvain en 1366*, Bruxelles, 1962 (CHR in-8°).

(60) Quitte pour la Chambre à répondre qu'elle n'est pas suffisamment informée sur tel ou tel point. Ainsi le 24 novembre 1411, la Chambre des Comptes envoya une note au Conseil ducal faisant savoir qu'elle était dans l'impossibilité de lui faire parvenir la liste de ceux qui devaient fournir des chevaux lors des expéditions militaires du duc ; elle suggéra au Conseil de s'adresser à Jean van der Elst, clerc du maître des corvées, et à Jean de Goix, fourrier du duc, qui devaient être mieux informés sur le sujet (AGR, Chartes diverses, 24 novembre 1411).

(61) Voir à ce sujet des documents du 3 novembre 1410, du 20 juillet et du 5 décembre 1411, et du 21 janvier 1412 (AGR, CC, 15, fol. 287, 295v° et 297v° ; analyses dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, ms).

(62) AGR, CC, 15, fol. 287.

(63) Voir *supra*, p. 374.

(64) P. KAUCH, *L'administration* ..., p. 429. — Nous n'avons pas trouvé trace d'une activité de la Chambre des Comptes en tant que tribunal administratif avant 1430.

CHAPITRE VI

LA NAISSANCE D'UNE CHAMBRE DU CONSEIL

Dans les pages où se trouve retracée l'histoire du Conseil de Brabant (1), il est à plusieurs reprises question d'une section de ce corps, plus ou moins sédentaire et permanente, désignée couramment sous le nom de Chambre du Conseil. Nous lui avons autrefois consacré une étude, limitée au règne du duc Jean IV (2). Il suffira ici d'en résumer les données principales. Toutefois, nous aimerions auparavant nous étendre un rien sur la «préhistoire» de cette institution (3).

Il est généralement admis que, lorsque, en 1406, Antoine, encore simple gouverneur, décida d'établir une section permanente du Conseil en Brabant, il ne fit que s'inspirer des mesures prises par son père en Flandre dès 1386 (4). La réalité est peut-être un peu plus complexe. Pour tenter d'y voir clair, il importe d'abord de rappeler quels étaient les motifs et les buts de Philippe le Hardi (5).

Les motifs d'abord. Ils figurent en toutes lettres dans un document du 15 février 1386 par lequel le duc fait connaître les instructions données aux conseillers désignés pour faire partie de la Chambre du Conseil de Lille. Celle-ci est établie «*por ce que, tant pour les besoignes de monseigneur le roy et de son royaume, comme pour le gouvernement de noz autres païs, nous convient souventesfoiz esloigner et absenter de nostre pays de Flandres ...*» (6). C'est là un motif suffisant : les absences prévues du duc-comte le poussent à organiser systématiquement en Flandre une députation permanente de son Conseil. La plupart des membres de celui-ci sont, en effet, amenés à accompagner le prince dans ses déplacements. L'acte du 15 février trouve donc sa raison d'être dans le

(1) Ci-dessus, II[e] partie, chap. III.

(2) A. UYTTEBROUCK, *Les origines ...*

(3) On peut tenir pour nul et non avenu le paragraphe I (pp. 1136 et 1137) de notre étude précitée.

(4) A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 7. — Gaillard donne à cette section permanente le nom de Chambre du Conseil. Il est à remarquer que si le terme est exact, et commode, il n'apparait pas dans les textes brabançons pour désigner cet organisme du temps d'Antoine. Pendant tout le règne d'Antoine, et pendant le début de celui de Jean IV, le mot «*raetcamer*» ne désigne que le local où se réunit le Conseil. Ce n'est qu'à partir de 1419-1420 qu'il en vient à désigner une section permanente du Conseil (voir *infra*, p. 409).

(5) Rappelons, s'il est nécessaire, que l'organisme créé par le duc de Bourgogne sous le nom de «Chambre du Conseil ordonné en Flandres» se composait de deux sections qui devinrent indépendantes sous Jean sans Peur, l'une formant la Chambre des Comptes, l'autre prenant plus tard le nom de Conseil de Flandre. C'est de cette dernière section qu'il sera surtout question ici.

(6) Edition la plus récente des instructions du 15 février 1386 dans P. BONENFANT, J. BARTIER et A. VAN NIEUWENHUYSEN, *Ordonnances ...*, t. I, pp. 143-145. — L'extrait cité ici se trouve p. 145.

fait que Philippe le Hardi est duc de Bourgogne et dans le rôle qu'il joue dans le gouvernement de la France. M. F.-L. Ganshof a fort bien mis ce point en évidence (7), alors que beaucoup d'historiens de la Flandre ont plutôt tendance à rattacher la Chambre de Lille à une tradition plus ancienne (8).

Deux conseillers sont «*ordonnéz principaument pour le fait de justice*». Mais l'examen attentif des instructions qui leur furent données (9) montre que l'intention du duc de Bourgogne n'était nullement de créer une simple cour de justice. En termes contemporains, on pourrait dire que ces deux conseillers font surtout office à la fois de ministère de l'intérieur et de ministère de la justice. Ils doivent essentiellement veiller à la bonne administration du comté, en contrôlant la gestion des officiers du prince (art. 1), en assurant le maintien de l'ordre (art. 7 et 11), en se tenant au courant, avec les gens des comptes, de l'état du domaine (art. 6) ; ils détiennent aussi certains pouvoirs juridictionnels sur tous les officiers comtaux (art. 3 et 4) : en ce sens, ils constituent aussi une espèce de tribunal administratif ; l'aspect purement judiciaire de leur activité se limite à connaître des cas douteux (art. 2) ou à évoquer des affaires que les juridictions ordinaires tentent d'étouffer (art. 5). Enfin, ils constituent le lien entre le comté d'une part, le duc et son «*Conseil estant devers lui*» de l'autre, «*toutes choses notables*» étant du ressort de ces derniers (art. 12).

La section «judiciaire» de la Chambre du Conseil de Lille doit donc, selon la lettre de ses instructions, expédier les affaires courantes en Flandre. Elle doit son organisation au fait que le comte est aussi duc de Bourgogne et membre du Conseil du roi de France.

Un tel «Conseil résidant» n'a rien d'exceptionnel. Philippe le Hardi lui-même en possédait un second dans son duché de Bourgogne, à Dijon (10). Il s'en trouve aussi ailleurs que dans les Etats bourguignons. Il peut s'en établir dans un pays déterminé à partir du moment où plusieurs principautés sont rassemblées entre les mains d'un seul et même prince. Ainsi dans l'ensemble formé par les comtés de Hainaut, de Hollande et de Zélande, en union personnelle depuis l'extrême fin du XIII^e^ siècle, se sont manifestés à diverses reprises dès le XIV^e^ siècle des embryons de Conseils résidants, à Mons et à La Haye (11),

(7) F. L. GANSHOF, *La Flandre*, dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*, t. I, pp. 390-391.

(8) Voir encore assez récemment D. LAMBRECHT, *Centralisatie onder de Bourgondiërs* ..., qui veut rattacher la section judiciaire de la Chambre du Conseil à l'Audience de Louis de Male. Le grand spécialiste de l'Audience a bien montré pourtant qu'il n'en était rien, l'Audience continuant un moment à fonctionner après l'établissement de la Chambre du Conseil (J. Buntinx, *De Audientië van de graven van Vlaanderen*, pp. 45 et suiv.), mais J. Buntinx veut, dans une certaine mesure, faire remonter la Chambre de 1386 à une «*camere van den rade*» qui fonctionna à Gand sous Louis de Male (en dernier lieu dans J. BUNTINX, *Inventaris van het archief van de Raad van Vlaanderen*, t. I, p. 8 ; — voir aussi H. VAN WERVEKE, dans *A.G.N.*, t. III, p. 211).

(9) Voir ci-dessus, note 6.

(10) J. RICHARD, dans F. LOT et R. FAWTIER, *Histoire des institutions françaises*.., t. I, p. 220. Il y a aussi des éléments à glaner sur le «conseil résidant à Dijon» dans les ouvrages consacrés à la Chambre des Comptes de cette même ville, signalés ci-dessus, p. 386, n. 3.

(11) Sur les conseillers résidant à Mons, voir A. PINCHART, *Histoire du Conseil souverain de Hainaut* ; sur les conseillers résidant à La Haye, voir Th. VAN RIEMSDIJK, *De Tresorie en de kanselarij ..., passim*, et T. S. JANSMA, *Raad en Rekenkamer in Holland en Zeeland*, pp. 22 et suiv.

tandis que Philippe de Saint-Pol, une fois devenu duc de Brabant en 1427, conservera un noyau de conseillers dans son comté de Saint-Pol (12).

Qu'en est-il en Brabant en 1406 ?

D'après Gaillard, Antoine aurait établi à Vilvorde une Chambre du Conseil formée de Jean de Witte, Jean van den Bossche, chanoine de Sainte-Gudule, maître Simon de Fourmelles et maître Everard van den Houtkinne (13). Ces conseillers, chargés de rendre la justice au nom du gouverneur, n'auraient pu se réunir en raison de l'opposition des Etats de Brabant (14).

En fait, l'histoire de cette nouveauté introduite par Antoine est assez obscure. On ne possède aucun acte de création de cette «Chambre du Conseil» (15). Tout au plus a-t-on conservé les traces de deux désignations successives de conseillers chargés par Antoine de «*tenir leur residence en la ville de Vilvorde*» (16), pour y rendre la justice :

— le 26 avril 1406, le gouverneur nomme Jean De Witte en qualité de conseiller résidant à Vilvorde aux gages de 200 couronnes par an (17) ;
— le 25 mai 1406, il désigne en cette même qualité Henri Dicbier, seigneur de Mierlo, aux mêmes gages (18).

Remarquons que ce dernier personnage est ignoré de Gaillard. On peut même se demander s'il fut bien effectivement nommé à la Chambre du Conseil de Vilvorde, ou si la procédure de désignation fut interrompue avant d'avoir sorti ses effets. Car si Dicbier apparaît bien parfois comme conseiller d'Antoine (19), jamais, après le 25 mai 1406, il n'est dit conseiller résidant à Vilvorde. De plus, l'original de sa patente de nomination se trouve dans les Chartes de Brabant, ce qui est anormal, puisque c'est l'intéressé qui doit, en principe, en être le détenteur. Comme, de plus, l'acte n'est pas scellé, il est permis de se demander s'il a jamais été expédié. Enfin, il n'est jamais fait mention, dans les comptes de la recette générale de Brabant, des gages qui auraient dû être payés à Dicbier aux termes du document. En revanche, pour Jean De Witte, il est une fois question de ces gages dans un compte (20), mais une mention marginale nous apprend qu'ils n'ont jamais été versés «*pour ce qu'il n'a point eu de conseil faisant*

(12) Fin avril-début mai 1427, des conseillers du pays de Saint-Pol sont à Bruxelles sur convocation de Philippe (AGR, CC, 2406[II], fol. 47-48r°). — Pendant le premier trimestre de l'année 1429, le duc reçoit la visite du drossard et de plusieurs conseillers du comté de Saint-Pol (CC, 1794, fol. 41-46r° ; repris dans P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collection des voyages* ..., t. IV, p. 639, n.1).

(13) A. GAILLARD, *op. cit.*, t. I, p. 6.

(14) *Ibid.*, pp. 6-8.

(15) Au sujet de ce nom, voir plus haut, note 4.

(16) L'expression se trouve dans la patente de nomination d'Henri Dicbier (voir note 18).

(17) AGR, CC, 2393, fol. 243 (extrait édité, sans la date, par A. GAILLARD, *op. cit.*, t. I, p. 6, n. 2). La date est rappelée dans un acte de Jean IV en faveur de Jean De Witte, du 1er juin 1423 (Chartes de Brabant) ; voir *infra*, note 22.

(18) Lettre de nomination d'Henri Dicbier, du 25 mai 1406 : AGR, Chartes de Brabant, original sur parchemin, sceau enlevé.

(19) Voir Annexes I et II.

(20) Voir *supra*, note 17.

résidence a Vilvorde» (21) ! Plus tard, il fut envisagé cependant de lui payer des arriérés (22).

Quant aux autres conseillers cités par Gaillard, rien ne nous permet de confirmer qu'ils aient été pressentis pour faire partie de cette Chambre du Conseil mort-née. Aucun chanoine de Sainte-Gudule, du nom de Jean van den Bossche, n'a jamais siégé au Conseil à l'époque. Mais peut-être y a-t-il eu confusion avec Jean, seigneur du Bois, chevalier, qui lui, figure parmi les conseillers d'Antoine, mais qui n'a jamais été chanoine de Sainte-Gudule ou d'ailleurs (23). Simon de Fourmelles et Everard van den Houtkinne sont des conseillers actifs du temps de la régence, mais rien ne permet de dire qu'ils aient été désignés comme conseillers résidants à Vilvorde.

Il apparaît donc que la Chambre du Conseil qu'Antoine a désiré établir à Vilvorde ne s'est jamais réunie. On pourrait conclure là-dessus, et passer outre. Toutefois, il paraît utile d'examiner encore quelques points en rapport avec cette institution mort-née.

Que voulait faire Antoine ?

Si l'on en croit les quelques textes évoqués ci-dessus, qui nous renseignent sur De Witte et Dicbier, la Chambre du Conseil voulue par le gouverneur aurait dû avoir un visage plus nettement judiciaire que son aînée de Lille. Antoine aurait désiré établir une section permanente au sein du Conseil, chargée spécialement de rendre la justice en son nom. Cependant, il n'est pas exclu que certaines autres affaires de routine aient pu, dans l'esprit du gouverneur, devoir être du ressort des conseillers résidants (24).

Pourquoi donc le choix de Vilvorde comme lieu de résidence de cette section permanente ?

C'est en raison de circonstances exceptionnelles. Depuis plusieurs mois, Antoine était en conflit avec la ville de Bruxelles (25). Mécontent de la «capitale», le

(21) AGR, CC, 2393, fol. 243v° (extrait édité par A. GAILLARD, *op. cit.*, t. I, p. 8, n.2).

(22) Le 1er juin 1423, Jean IV, rappelant la nomination de Jean De Witte à la Chambre du Conseil et signalant que les gages qui lui étaient dus de ce fait n'avaient pas été réglés,fait savoir que ledit De Witte fut *pendant cinq ans* au service d'Antoine *à la Chambre du Conseil*, qu'il lui est donc dû un total de 1.000 couronnes, ce pour quoi il lui sera payé 500 livres par la ville de Louvain, sur la quote-part à verser par celle-ci dans l'aide votée au duc (AGR, Chartes de Brabant, à la date). Mais cet acte a-t-il été exécuté ? Dans le fond, il se présente comme une quittance du duc à la ville de Louvain des 500 livres dont question. Quant à la forme, le document est sur parchemin, mais n'a pas de repli, ni de marques de validation. Est-ce une minute, ou un original qui a été cancellé avant son expédition ? Pour être fixé quant au payement effectif de Jean De Witte, on aurait aimé trouver cette quittance aux archives de la Ville de Louvain et non dans les Chartes de Brabant. — Le 1er juin 1423, Jean De Witte était un des bourgmestres de Louvain (le texte lui donne ce titre ; voir aussi MOLANUS, *Historiae Lovaniensium*, t. I, p. 378).

(23) C'est un Jean van den Bossche, *chevalier*, qui figure parmi les bénéficiaires de bois et charbon auquel A. GAILLARD (*op. cit.*, t. I, p. 7 et n.3) fait allusion. Voir AGR, CC, 2393, fol. 263v°-264r°.

(24) Voir les termes du résumé de la commission de Jean De Witte (A. GAILLARD, *op. cit.*, t. I, p. 6, n. 2).

(25) Sur ces événements, déjà évoqués ci-dessus, p. 144, voir HENNE et WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. I, pp. 182-183. Le conseiller ducal qui est appelé Simon de Frémilles dans ce passage, n'est autre que maître Simon de Fourmelles. — La médiation de la vieille duchesse Jeanne

prince fit fortifier le château de Vilvorde (26) et décida de replier dans cette localité certains services, et notamment la Chambre des Comptes (27). Il faut toutefois noter que la décision d'établir des conseillers résidants à Vilvorde, manifestée par la nomination de Jean De Witte le 26 avril 1406, est antérieure au départ des gens des comptes pour cette même ville (5 mai 1406) (28).

Quel est le motif qui poussa Antoine à créer cette section judiciaire permanente au sein de son Conseil ? Toujours d'après les rares éléments que nous possédons, il apparaît que c'est parce que le prince craignait de ne pouvoir suffire à la tâche (29). Le gouverneur ne peut, évidemment, comme l'avait fait Philippe le Hardi, arguer de ses fréquentes et nécessaires absences. Au contraire, il était plutôt tenu de résider en permanence en Brabant, aux termes mêmes des actes par lesquels la duchesse Jeanne avait renoncé à l'exercice du pouvoir (30).

Dès lors, il est permis de se demander s'il ne faut pas chercher dans cette situation la raison de l'«échec» de la Chambre du Conseil de 1406. Car le motif avancé par Gaillard — l'opposition des Etats de Brabant — ne trouve aucune confirmation dans les sources. Les Etats se seraient-ils d'ailleurs élevés contre un organisme créé dans le but avoué d'assurer un bon fonctionnement de la justice même et surtout en cas d'empêchement du gouverneur ?

D'autre part les conseillers, dont nous savons à coup sûr qu'ils ont été pressentis pour résider à Vilvorde, sont restés au service du prince, même si la Chambre du Conseil n'a pas eu d'existence indépendante. On peut penser, à la lueur de ces constatations, que c'est la présence continue du gouverneur en Brabant, en 1406, le fait aussi qu'avec ses conseillers ordinaires il vaquait aux affaires du duché, qui n'ont pas été favorables à l'établissement d'une députation permanente du Conseil.

Il faut attendre le règne de Jean IV, et surtout son mariage et son avènement aux comtés de Hainaut, de Hollande et de Zélande, pour voir se constituer,

et des Etats de Brabant (AGR, Chartes de Brabant, 24 mai 1406) ne mit pas immédiatement fin au conflit. En août 1406, Antoine ordonne encore à tous les officiers d'Outre-Meuse de lui fournir des contingents armés, en raison de sa dissension avec Bruxelles (AGR, CC, 2440, fol. 158v°). La paix ne fut rétablie qu'en septembre de la même année (CC, 2393, fol. 277r°).

(26) *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 399-400, et A. WAUTERS, *Notice historique sur ... Vilvorde*, p. 18. — D'après ce dernier auteur (*Notice*, p. 72), c'est Wenceslas qui fit bâtir en 1374 ou 1375 le château de Vilvorde, construit pour fournir aux ducs «un lieu de refuge assuré» à proximité de Bruxelles et de Louvain. Wenceslas aurait voulu en cela imiter le roi de France qui venait de commencer l'érection de la Bastille. Le plan de l'ancien château de Vilvorde s'inspirait d'ailleurs, toujours d'après Wauters, de celui de la célèbre forteresse parisienne.

(27) La Chambre des Comptes séjourna en effet à Vilvorde du 5 mai 1406 au 28 février 1407 [P. KAUCH, *Note ...*, p. 16. L'hypothèse prudemment avancée par cet auteur selon laquelle «il n'est pas impossible que le transfert [de la Chambre des Comptes] n'eut lieu que pour permettre l'aménagement d'une nouvelle installation» ne paraît pas devoir être retenue. Surtout si l'on songe que, de l'aveu même de Kauch, les travaux d'aménagement des nouveaux locaux de la Chambre des Comptes au palais du Coudenberg à Bruxelles se déroulèrent du 3 janvier au 26 mars 1407, et que les auditeurs des comptes étaient déjà rentrés à Bruxelles, en plein chantier, le 28 février 1407 (*ibid., eod loco*) !]. En fait, la Chambre des Comptes fut logée dans une maison louée à cet effet (*ibid., eod. loco*), et non au château, sans doute trop petit ou trop inconfortable.

(28) Pour les références, voir ci-dessus, notes 18 et 27.

(29) Voir le passage déjà cité dans A. GAILLARD, *op. cit.*, t. I, p. 6, n.2.

(30) Voir *supra*, p. 142, n. 170.

progressivement, une Chambre du Conseil, dont la fortune, par la suite, sera assez grande.

De mai 1418 à avril 1420, Jean IV se trouve fréquemment éloigné du duché. Or que constate-t-on ? Souvent, en l'absence du duc, des conseillers résident, sur son ordre, dans l'un ou l'autre château, probablement pour expédier les affaires brabançonnes courantes et pour servir de lien entre le prince, ses conseillers itinérants et les Brabançons. On ne peut dresser la liste de ces conseillers résidant en Brabant, et sans doute n'étaient-ce pas les mêmes d'une fois à l'autre. Mais, fait important, le mot «*raitcamer*» apparaît pour la première fois à cette époque pour désigner, non seulement, comme jusqu'alors, le local où se tiennent les réunions du Conseil, mais le groupe même des conseillers résidants. Enfin, à la fin de 1419, il est mention d'un «président» de cette Chambre du Conseil. Il s'agit de Jean Bont, le futur chancelier (31).

A cette époque, la Chambre du Conseil se présente plutôt comme un organisme de fait. Elle ne recevra une organisation précise, et un personnel permanent, que le 27 avril 1420 (32). Mais l'important est qu'elle est née des absences du duc. Le rapprochement avec la Chambre de Lille s'impose.

Si, à la lueur de cette constatation, on opère un retour en arrière, on découvre certains faits qui procèdent d'une même tendance.

Déjà sous Jeanne, il était arrivé que des conseillers fussent laissés en Brabant en l'absence de la duchesse :

— début juillet 1366, alors que la duchesse est au Luxembourg (33), le «*raet van Brabant*» est à Bréda (34) ;

— en 1370 (entre le 1er mai et le 9 juin ?), alors que Jeanne et Wenceslas séjournent au Luxembourg, le drossard et le receveur de Brabant sont restés à Bruxelles pour veiller aux intérêts des ducs (35).

Le fait devient beaucoup plus fréquent (36) pendant le règne d'Antoine, surtout à partir du moment où, à la suite de son remariage, le duc fut amené à devoir s'occuper des affaires du Luxembourg. Après son avènement, Antoine se trouva aussi plus souvent mêlé à la politique française et fit plusieurs séjours à Paris ou auprès de son frère Jean sans Peur en Flandre ou en Artois. Il arrive

(31) A. UYTTEBROUCK, *L'origine* ..., pp. 1139-1142.

(32) *Ibid.*, p. 1143.

(33) L'Hôtel est fermé à Bruxelles du 23 juin aux environs du 15 août 1366 (AGR, CC, 2353, p. 203). — Pour tout le développement qui suit, il a été nécessaire de renvoyer aux sources inédites malgré la publication des itinéraires des princes, publication qui ne se révèle d'aucune utilité pour notre propos. En effet, l'itinéraire de Jeanne (F. QUICKE, *Itinéraire de Jeanne* ..., qui ne commence d'ailleurs qu'en 1383, et celui d'Antoine (dans P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collections des voyages* ..., t. IV, complété et corrigé par F. QUICKE, *Rectifications* ...) ne renseignent que les déplacements des princes, mais ne signalent que tout à fait exceptionnellement la présence d'une partie de la Cour en un lieu où les ducs ne se trouvent pas).

(34) AV Louvain, 4991, fol. 9v°.

(35) *Item de quibusdam partibus consumptis apud Brux*ª *per dominum de Witham, senescalum, et receptorem Brabantie jacentes apud Brux*ª *in profitum ducis et ducisse tempore quo ipsi fuerunt extra Brabantiam,* ... (AGR, CC, 2356, fol. 97r°).

(36) Il serait plus exact de dire que l'on est mieux renseigné en raison de la plus grande précision des comptes après 1404.

aussi que des membres du Conseil continuent à siéger à Bruxelles, alors que le duc se déplace dans les limites du duché.

Des conseillers sont signalés en Brabant alors que le duc est à l'étranger, ou à Bruxelles alors qu'il séjourne dans d'autres localités brabançonnes :

— du 7 au 12 décembre 1407 (voyage d'Antoine à Lille ; ses deux fils et certains du Conseil — *zomege van den rade* — à Bruxelles) (37) ;
— du 18 janvier au 9 février 1408 (voyage d'Antoine à Arras et à Amiens ; ses deux fils et certains du Conseil à Bruxelles) (38) ;
— du 2 au 5 mars 1408 (voyage d'Antoine à Gand ; ses deux fils et certains du Conseil à Bruxelles) (39) ;
— le 19 mars et du 21 au 24 mars 1408 (Antoine à Boitsfort ; ses deux fils et certains du Conseil à Bruxelles) (40) ;
— le 1er avril 1408 (Antoine à Lierre ; ses deux fils et certains du Conseil à Bruxelles) (41) ;
— le 5 mai 1408 (Antoine à Tervuren avec quelques conseillers ; ses deux fils et d'autres conseillers à Bruxelles) (42) ;
— du 15 mai au 12 juillet 1408 (le chancelier et des conseillers, plus un secrétaire, Pierre van Halle, résident en Brabant, tandis qu'Antoine est à Paris) (43) ;
— du 19 au 22 juillet 1408 (Antoine absent de Bruxelles ; ses deux fils, quelques conseillers et tout l'Hôtel à Bruxelles) (44) ;
— du 26 au 28 juillet 1408 (Antoine à Boitsfort ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (45) ;
— du 4 au 7 août 1408 (Antoine à Tervuren ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (46) ;
— le 6 octobre 1408 (même situation) (47) ;
— du 9 au 12 octobre 1408 (Antoine à Hal, où il rencontre le duc de Bourgogne ; puis à Nivelles ; ses deux fils, quelques conseillers et toute la Cour à Bruxelles) (48) ;
— le 5 novembre 1408 (Antoine est à Tervuren ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (49) ;

(37) AGR, CC, 2394, fol. 132v°-133r° (des conseillers accompagnent Antoine à Lille : ce sont Jean du Bois et Jean de Schoonvorst ; *ibid.*, fol. 135r°).
(38) *Ibid.*, fol. 135v°-137v°.
(39) *Ibid.*, fol. 139.
(40) *Ibid.*, fol. 140.
(41) *Ibid.*, fol. 141v° (des conseillers ont accompagné Antoine à Lierre).
(42) *Ibid.*, fol. 312v°.
(43) AGR, CC, 2395, fol. 169r°. Pour les dates précises de l'absence d'Antoine, voir AGR, CC, 2394, fol. 312v°-313r° et 318v°-319r°.
(44) AGR, CC, 2394, fol. 319v°.
(45) *Ibid.*, fol. 319v°-320r°.
(46) *Ibid.*, fol. 320v°. — Antoine passe la nuit du 5 au 6 à Bruxelles.
(47) *Ibid.*, fol. 326r°. — Antoine était déjà à Tervuren le 5, mais les conseillers ne sont mentionnés à Bruxelles que le 6.
(48) *Ibid.*, fol. 326v° et 370r°.
(49) *Ibid.*, fol. 329r°. — Antoine est encore à Tervuren du 6 au 9 (fol. 329r°-v°).

— les 17 et 18 janvier 1409 (Antoine absent de Bruxelles ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (50) ;
— le 7 février 1409 (Antoine à Turnhout ; le chancelier et des conseillers à Bruxelles) (51) ;
— du 18 au 21 février 1409 (voyage d'Antoine à Lille ; ses deux fils et des conseillers à Bruxelles) (52) ;
— les 14 et 15 mars 1409 (Antoine absent de Bruxelles — il est à Malines le 15 — ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (53) ;
— du 20 au 31 mars 1409 (Antoine absent de Bruxelles ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (54) ;
— du 2 au 4 mai et du 8 au 11 mai 1409 (Antoine à Tervuren ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (55) ;
— du 3 au 8 juin 1409 (Antoine absent de Bruxelles ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (56) ;
— du 13 juin au 12 juillet 1409 (voyage d'Antoine à Paris ; ses deux fils, quelques conseillers, les maîtres de l'Hôtel et une partie de la Cour à Bruxelles) (57).

Au retour du duc à Bruxelles, se célébrèrent les fêtes de son mariage avec Elisabeth de Görlitz. A partir de ce moment, la nouvelle duchesse se trouve aussi parfois présente à Bruxelles en l'absence de son mari. La liste commencée plus haut s'allonge de nombreuses mentions :

— les 25 et 26 juillet 1409 (Antoine absent de Bruxelles ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles, Elisabeth y est aussi le 26) (58) ;
— les 12 et 13 août 1409 (Antoine absent de Bruxelles ; Elisabeth, Jean et Philippe et quelques conseillers à Bruxelles) (59) ;
— le 13 septembre 1409 (même situation) (60) ;

(50) *Ibid.*, fol. 336v°. — En décembre et janvier 1408, Antoine se trouve à Turnhout et dans la mairie de Bois-le-Duc (*Ibid.*, fol. 331-337).
(51) AGR, CC, 2395, fol. 148r°.
(52) AGR, CC, 2394, fol. 339r°-340r°. — Antoine avait quitté Bruxelles le 15 février.
(53) *Ibid.*, fol. 342r°.
(54) *Ibid.*, fol. 342r° et v°.
(55) AGR, CC, 2395, fol. 98-99r°.
(56) *Ibid.*, fol. 101v°-102r°.
(57) *Ibid.*, fol. 102v° à 106r°. — Le 19 juin, les conseillers présents à Bruxelles envoient une lettre close à Antoine, à Paris. Ils correspondent aussi avec d'autres personnes, dont la future duchesse, Elisabeth de Görlitz (*Ibid.*, fol. 150r°). — Des conseillers sont allés à Louvain pendant cette période pour y tenir compagnie à Elisabeth qui y attendait l'annonce du retour d'Antoine (*Ibid.*, fol. 140v° et 143r°). On se rappelle que le mariage des deux princes avait dû être remis de quelques jours, le duc n'étant pas encore rentré au pays (voir *supra*, p. 29, n. 22).
(58) AGR, CC, 2395, fol. 107v°. Extrait publié dans P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collection des voyages* ..., t. IV, p. 580 (= note 1 de la p. 578). — Du 27 juillet au 2 août, Elisabeth, les fils d'Antoine et une partie de l'Hôtel sont à Bruxelles en l'absence d'Antoine, mais la présence de conseillers n'est pas explicitement mentionnée (*Ibid.*, fol. 107v°-108r°).
(59) *Ibid.*, fol. 109v°-110r°.
(60) *Ibid.*, fol. 112v°.

— les 1er et 2 octobre et le 5 octobre 1409 (même situation) (61) ;
— du 12 au 14 octobre 1409 (Antoine et Elisabeth à Tervuren ; Jean et Philippe et quelques conseillers à Bruxelles) (62) ;
— du 22 au 26 octobre 1409 (les ducs absents de Bruxelles ; Jean et Philippe et quelques conseillers à Bruxelles) (63) ;
— les 13 et 14 novembre 1409 (Antoine absent de Bruxelles ; Elisabeth, Jean et Philippe et quelques conseillers à Bruxelles) (64) ;
— du 1er décembre 1409 au 30 avril 1410 (voyage d'Antoine à Paris ; Elisabeth et les deux jeunes princes à Bruxelles avec quelques conseillers) (65).

Jusqu'ici, les renseignements ont été particulièrement précis et abondants. C'est parce que les dépenses de fonctionnement de l'Hôtel (pour les gages et les «livrées»), reprises dans les comptes de la recette générale de Brabant, sont détaillées jour par jour. Le bilan est moins bon pour la période immédiatement suivante.

Nous savons seulement que, du 1er mai au 15 novembre 1410, des conseillers sont restés constamment à Bruxelles en compagnie d'Elisabeth et des fils d'Antoine (66), alors que le duc est presque toujours resté en France (67), que, du 1er au 18 février 1411, le chancelier s'est trouvé à Bruxelles, avec au moins une personne en sa compagnie, le secrétaire Jean van den Opstal, pour expédier cer-

(61) *Ibid.*, fol. 114v°-115r°.
(62) *Ibid.*, fol. 115.
(63) *Ibid.*, fol. 116r°.
(64) *Ibid.*, fol. 117v°.
(65) *Ibid.*, fol. 119-127. — Le contact est maintenu entre ces conseillers et Antoine : du 30 décembre au 27 janvier, sur ordre du duc, Guillaume de Sayn et le receveur général de Brabant se rendent à Paris ; ils reviennent en passant par Bruges (*Ibid.*, fol. 390r°) ; le 7 avril 1410, le receveur de Brabant paie, sur ordre d'Elisabeth, 10 l. à Henri de La Leck, pour se rendre à Paris avec le damoiseau de Montjoie (*Ibid.*, fol. 218r°).
(66) Pour la période du 1er mai au 15 novembre 1410, le compte de la recette générale de Brabant ne renseigne que les dépenses journalières de l'Hôtel d'Elisabeth et des enfants. Ce sont ces dépenses qui nous font connaître la présence de conseillers à Bruxelles entre ces deux dates (AGR, CC, 2395, fol. 359-372r°). Mais le lieu où séjourne Antoine n'est pas indiqué. Les frais du duc ont été réglés par le maître de sa Chambre aux deniers, dont le compte est malheureusement perdu. — Entre le 16 novembre 1410 et le 1er mai 1411, les dépenses journalières de l'Hôtel ne sont plus reprises au compte de la recette de Brabant.
(67) Il y a des traces de contacts entre Antoine séjournant à Paris et les conseillers restés en Brabant : AGR, CC, 2395 (chapitre des dépenses pour frais de messageries), fol. 395r°, 397v° et 410r°-v°. — Pendant toute cette période, il est impossible de suivre les déplacements du duc au jour le jour. Il apparaît toutefois qu'il a presque toujours dû séjourner en France, sauf peut-être pendant quelques jours au mois d'août, où il semble être revenu en Brabant (voir CC, 2395, fol. 366v°). — Le duc de Brabant aidait son frère le duc de Bourgogne dans sa lutte contre les Armagnacs. Le 20 août 1410, le roi Charles VI donnait ordre de lui payer 40.000 francs pour lever 3.000 hommes d'armes (Chartes de Brabant, 20 août 1410). Antoine recruta notamment des archers dans le Boulonnais (CC, 17145, fol. 152r°) et des cavaliers dans les pays d'Outre-Meuse (CC, 2411, fol. 307). De la fin août à la mi-novembre 1410, plusieurs nobles brabançons l'accompagnèrent aussi en France avec des contingents militaires (notamment Henri de Bergen, seigneur de Grimbergen, avec 126 chevaux, le seigneur de Wezemaal avec 128 chevaux, Engelbert de Nassau avec 112 personnes ; voir CC, 15718, 1er compte, fol. 63-74).

taines affaires du duc, la Cour séjournant alors à Tervuren (68), que, le 20 du même mois, des conseillers ont écrit de Bruxelles à Antoine, alors à Bruges (69), et que, du 29 mars au 5 avril, toujours en l'absence du duc, le chancelier a travaillé à Bruxelles en compagnie d'un autre secrétaire, Jean Le Marchant (70).

Nous possédons de nouveau des éléments certains et plus réguliers à partir du 1er mai 1411 (71).

Des conseillers sont à Bruxelles en l'absence d'Antoine :

— du 14 au 20 juin 1411 (Antoine absent de Bruxelles du 14 au 20, Elisabeth et les deux princes absents du 14 au 17, présents du 17 au soir au 20 ; quelques conseillers à Bruxelles du 14 au 20) (72) ;
— du 25 au 27 juin et les 3 et 6 juillet 1411 (voyage d'Antoine à Arras ; Elisabeth, les deux princes et quelques conseillers à Bruxelles) (73) ;
— du 8 au 13 et du 24 au 31 juillet 1411 (Antoine à la chasse ; Elisabeth, les deux princes et quelques conseillers à Bruxelles) (74) ;
— fin août-début septembre 1411 (Antoine devant Ham en Vermandois ; le chancelier et des conseillers à Bruxelles) (75) ;
— du 22 septembre au 6 octobre 1411 (Antoine absent de Bruxelles ; Elisabeth, les deux princes et quelques conseillers à Bruxelles, sauf le 30 septembre) (76) ;
— du 12 au 19 octobre 1411 (Antoine à la chasse ; Elisabeth, les jeunes princes et quelques conseillers à Bruxelles) (77) ;
— les 2, 9, 12 au 14, 16 au 19, 22, 24, 26 au 28 novembre, 5, 10, 12 et 15 décembre 1411 (Antoine à la chasse ; Elisabeth, Jean, Philippe et quelques conseillers à Bruxelles) (78) ;

(68) AGR, CC, 2395, fol. 387.
(69) *Ibid.*, fol. 408v°.
(70) *Ibid.*, fol. 388.
(71) Pour les raisons indiquées à la fin de la note 66, on ne possède aucun renseignement systématique sur les déplacements d'Antoine ni sur la présence de conseillers à Bruxelles du 16 novembre 1410 au 30 avril 1411. L'itinéraire publié par GACHARD et PIOT, dans *Collection des voyages* ..., t. IV, p. 583, est par conséquent lui aussi muet sur cette période. — A partir du 1er mai 1411, les dépenses journalières de l'Hôtel sont à nouveau reprises au compte de la recette générale de Brabant.
(72) AGR, CC, 2396[1], fol. 130.
(73) *Ibid.*, fol. 131 et 194v°. — Aucun renseignement précis pour les journées du 28 juin au 2 juillet, et du 3 au 5 juillet.
(74) *Ibid.*, fol. 133 et 135. — Le 25 juillet Elisabeth accompagne son mari à la chasse.
(75) *Ibid.*, fol. 186v° et 188r°. Il y a un trou dans la documentation entre ce moment (1er septembre) et le 22 septembre 1411. Voir point suivant. Il est sans doute permis de jeter un pont entre les deux dates.
(76) *Ibid.*, fol. 142-143. — Antoine était en France, où il participait notamment à la campagne de Jean sans Peur contre les Armagnacs en Vermandois (*ibid.*, fol. 178v° et 180r°). Sur ces événements qui constituent le premier épisode de la lutte armée entre le duc de Bourgogne et les fils de Louis d'Orléans, voir R. VAUGHAN, *John the Fearless*, pp. 87 et suiv., ainsi que J. D'AVOUT, *La querelle des Armagnacs et des Bourguignons*, pp. 145 et suiv.
(77) AGR, CC, 2396[1], fol. 144.
(78) *Ibid.*, fol. 146-150r° (le 2 novembre, Elisabeth et les deux princes accompagnent le duc à la chasse, les conseillers restant à Bruxelles).

— du 16 au 18 décembre 1411 (Antoine à Tervuren avec quelques conseillers ; Elisabeth, les deux princes et d'autres conseillers à Bruxelles) (79) ;
— du 9 au 31 décembre 1411 (Antoine à la chasse ; Elisabeth, les deux princes et quelques conseillers à Bruxelles) (80) ;
— du 2 janvier au 2 juin 1412 (voyage d'Antoine et d'Elisabeth au Luxembourg ; les deux jeunes princes, le chancelier, un secrétaire — Guillaume Bont — et quelques conseillers à Bruxelles) (81) ;
— du 15 au 17 juin 1412 (Antoine à la chasse ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (82) ;
— les 20 et 21 juin 1412 (Antoine absent ; ses deux fils et quelques conseillers à Bruxelles) (83) ;
— du 21 juin au 20 juillet 1412 (voyage d'Antoine au Luxembourg ; des conseillers et un secrétaire — Guillaume Bont — à Bruxelles) (84) ;
— le 19 août 1412 (Antoine à Lierre ; Elisabeth et les deux jeunes princes à Bruxelles avec un grand nombre de conseillers) (85).

Après cette date, la Cour se fixe à Turnhout où elle se trouve encore en janvier 1413. C'est là qu'à ce moment résident certains conseillers en l'absence du duc. Le cas se produit :

— les 10, 11, 12 et 19 janvier 1413 (Antoine absent ; Elisabeth, les deux jeunes princes et des conseillers à Turnhout) (86).

Du 22 janvier 1413 au 22 décembre 1414, les dépenses de fonctionnement de l'Hôtel sont établies, non plus jour par jour, mais semaine par semaine. Elle ne donnent donc plus de détails intéressants. L'on sait toutefois qu'à la mi-juillet 1414, tandis qu'Antoine se trouvait à Cambrai, des conseillers résidaient à Bruxelles (87). Par la suite, on en revient aux dépenses journalières.

Voici les dernières mentions relevées pour le règne d'Antoine :

— du 11 janvier au 17 mars 1415 (voyage d'Antoine à Paris ; ses deux fils, le drossard, Jean de Schoonvorst et un secrétaire — Guillaume Bont — à Bruxelles) (88) ;
— du 9 au 20 juillet 1415 (Antoine à Louvain ; ses enfants, quelques conseillers et la Cour à Bruxelles) (89).

(79) *Ibid.*, fol. 150.
(80) *Ibid.*, fol. 151.
(81) *Ibid.*, fol. 151v°-159r° et AGR, CC, 2396[II], fol. 105-106r°. Antoine rentre seul le 2 juin au soir (CC, 2396[I], fol. 159r°).
(82) AGR, CC, 2396[I], fol. 160r°.
(83) *Ibid.*, fol. 160r°.
(84) AGR, CC, 2396[II], fol. 106r°. — D'autres conseillers accompagnent Antoine au Luxembourg (CC, 1786, pp. 53-54). — Le 19 juillet, sur le chemin du retour, Antoine et Elisabeth passent par Namur (CC, 1786, p. 54).
(85) AGR, CC, 2396[II], fol. 87v°.
(86) AGR, CC, 2397, fol. 93r° et 94r°.
(87) *Ibid.*, fol. 288v° et 297r°.
(88) AGR, CC, 2398, fol. 48v°-49 et 89r°.
(89) AGR, CC, 15719, I[er] compte, partie des dépenses, fol. 20v°-21r°.

On constate donc une tendance à maintenir, en l'absence du duc, des conseillers en résidence dans la ville qui constitue le point d'attache de la Cour (presque toujours Bruxelles, une fois Turnhout). C'est exactement la même situation qui se reproduit entre 1418 et 1420.

Tout comme pour cette dernière période, l'on est mal renseigné quant aux personnes désignées par le duc pour assumer cette permanence. Voici les quelques noms relevés :

— en mai-juin 1370, ce sont le drossard (Jean de Wittem) et le receveur de Brabant (Godefroid de la Tour) (90) ;
— en mai-juillet 1408, le chancelier (91) ;
— en juin-juillet 1409, se trouvaient en Brabant pour accueillir Elisabeth de Görlitz : Jean de Schoonvorst, conseiller et chambellan, Jean, seigneur de Wezemaal, et Etienne van der Nederalphen, receveur de Brabant (92) ;
— en février 1411, le chancelier (93) ;
— en mars-avril 1411, le chancelier (94) ;
— en septembre 1411, le chancelier et le drossard de Brabant, Guillaume de Sayn. Ce dernier quitte Bruxelles le 24 septembre pour aller rejoindre Antoine à Ham, en Vermandois (95) ;
— de janvier à début juin 1412, le chancelier ; se trouvaient aussi en Brabant, et vraisemblablement à Bruxelles, les seigneurs de Wezemaal, de Diest, de Bergen-op-Zoom et de Bouchout, Engelbert de Nassau, Henri de La Leck, Guillaume de Sayn et Henri de Bergen, drossard de Brabant (96). Pour les deux derniers, d'autres éléments permettent d'assurer qu'ils ont siégé au Conseil à Bruxelles, au moins pendant un certain temps, de même d'ailleurs que Jean de Schoonvorst et Arnoul de Crainhem (97) ;
— fin juin et juillet 1412, le seigneur d'Asse, Quentin Clarensone, receveur de Brabant, et Etienne van der Nederalphen (98) ;
— en janvier-mars 1415, le drossard et Jean de Schoonvorst (99).

Sauf la présence régulière du chancelier et aussi du drossard, il y a peu à tirer de ces éléments épars.

Est-on mieux renseigné sur l'activité de ces conseillers résidant à Bruxelles ? A peine.

Du 1er au 18 février 1411, ainsi qu'il a déjà été dit plus haut, le chancelier

(90) AGR, CC, 2356, fol. 97r°.
(91) AGR, CC, 2395, fol. 169r°.
(92) *Ibid.*, fol. 140v° et 219v°.
(93) *Ibid.*, fol. 387.
(94) *Ibid.*, fol. 388.
(95) AGR, CC, 2396[I], fol. 180r°.
(96) AGR, CC, 1786, pp. 142-143. Un messager est envoyé de Luxembourg à Bruxelles avec des lettres d'Antoine adressées à ces personnages. Il ne faut pas exclure la possibilité qu'il ait fallu faire suivre ces lettres depuis Bruxelles.
(97) Voir ci-dessous, p. 419.
(98) AGR, CC, 2396[II], fol. 107r°.
(99) AGR, CC, 2397, fol. 345r°.

était à Bruxelles pour expédier certaines affaires du duc (*die expedicie van eenege van mijns voirs. heeren saken*).

Du 29 mars au 5 avril de la même année, le secrétaire Jean Le Marchant est envoyé à Bruxelles, auprès du chancelier, pour faire certaines instructions, lettres et mémoires (100).

Une documentation plus abondante permet de se faire une meilleure idée de la situation lors de trois longues absences d'Antoine (101) :

— du 15 mai au 12 juillet 1408, alors qu'il est à Paris ;
— du 2 janvier au 2 juin 1412, alors qu'il se trouve au Luxembourg ;
— du 11 janvier au 17 mars 1415, alors qu'il s'est rendu une nouvelle fois à Paris.

Lors de ces deux premières absences, nous savons déjà que le chancelier est resté à Bruxelles. Ce fait prend une certaine importance au regard d'autres constatations.

1. Du 15 mai au 12 juillet 1408.

Les actes émanant d'Antoine peuvent être rangés en deux catégories :

a) Les actes datés *de France.*

Ainsi une lettre patente donnée à Paris, le 13 juin 1408, par laquelle le duc désigne le seigneur de Koolskamp, écoutète d'Anvers, et maître Guillaume de Bruges, tous deux conseillers, ainsi que Quentin Clarensone, receveur d'Anvers, pour procéder au renouvellement des échevins de Lierre et Herentals (102) ; et une lettre close adressée à Thierry Gerbode de Bapaume, le 8 juillet 1408, alors qu'Antoine était sur le chemin du retour (103).

b) Les actes datés *de Bruxelles.*

Ils sont au nombre de sept, portent tous la signature de Guillaume Bont et, comme mention de commandement, la phrase «*Par monseigneur le duc, a vostre relacion*», ce qui s'accorde avec ce que l'on sait de la présence du chancelier à Bruxelles pendant ces deux mois (104).

Voici une brève analyse de ces sept documents :

1. Demande de libre passage en France pour Jean de Bouvignes, marchand de vin de Namur, qui va chercher du vin pour la Cour de Brabant (vin du val de Marne et des côtes de Reims !). Bruxelles, 19 mai 1408 (105).

(100) Pour ces deux épisodes, voir *supra*, pp. 412-413.

(101) Nous ne pouvons tenir compte ici d'une quatrième période, qui se situerait au deuxième rang dans l'ordre chronologique, et qui va du 1er décembre 1409 à la mi-novembre 1410. Pendant cet espace de temps qui couvre près d'une année, Antoine s'est trouvé presque toujours en France, mais, d'un côté, l'on est mal renseigné sur ses déplacements et, d'autre part, relativement peu d'actes avec mention de chancellerie ont été conservés ; ces deux raisons rendent cette période peu exemplative et l'ont fait négliger ici.

(102) Copie dans AGR, CC, 45673, fol. 5.

(103) Copie dans AGR, Mss Divers 2, fol. 92r°. Antoine y demande quand il pourra faire prendre livraison de chartes relatives à ses principautés.

(104) Voir *supra*, p. 415.

(105) Copie, AGR, CC, 45673, fol. 51v°.

2. Collation d'une prébende, avec la chantrerie et l'écolâtrie, en l'église de Saint-Gommaire de Lierre, à Jean de Coudenberch, alias Tserhuys. Bruxelles, 20 mai 1408 (106).

3. Demande de libre passage pour des marchands qui vont chercher de la laine à l'Etape de Calais. Bruxelles, 28 mai 1408 (107).

4 et 5. Ordres au receveur de Brabant de payer certaines dettes de feue la duchesse Jeanne. Bruxelles, 19 juin 1408 (108).

6. Acte de même nature que les deux précédents. Bruxelles, 5 juillet 1408 (109).

7. Mandement à la Chambre des Comptes de Bruxelles de passer en compte à l'amman de Bruxelles le montant de ses gages. Bruxelles, 10 juillet 1408 (110).

2. Du 2 janvier au 2 juin 1412.

Cette fois les actes émanant du duc peuvent être divisés en trois groupes.

a) ceux qui sont datés du Luxembourg ;
b) ceux qui sont datés de Bruxelles ;
c) ceux dont la date ne comporte pas de mention de lieu.

Les deux dernières catégories méritent que l'on s'y arrête. Voici le relevé des pièces qui s'y rangent :

a) Actes datés *de Bruxelles.*

1. Nomination d'Henri de Bergen en qualité de drossard de Brabant. Bruxelles, 30 janvier 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (111).

2. Sauf-conduit accordé au cardinal du titre de Sainte-Aquilla, archidiacre de Campine et vicaire de l'Eglise de Liège. Bruxelles, 22 février 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (112).

3. Ordre au drossard de Brabant et à tous officiers de justice qui en seront requis par le chapitre de Saint-Germain de Tirlemont, de faire payer à celui-ci, par voie de justice, ce qui lui est légitimement dû. Bruxelles, 24 février 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (113).

4. Mandement au receveur de Tirlemont, Arnoul van Vlaslair, de faire une enquête dans le ressort de son office sur le droit en vertu duquel il est dû un dixième denier sur toutes ventes de biens libres. Bruxelles, 1er mars 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (114).

(106) Copie, *ibid.*, fol. 42r°.
(107) Copie, *ibid.*, fol. 53.
(108) Copies, *ibid.*, fol. 59-60r° et 60-61.
(109) Copie, *ibid.*, fol. 54v°-55r° (bas des folios).
(110) Copie, *ibid.*, fol. 61v°-62r°.
(111) Copie dans le 1er compte d'Henri de Bergen comme drossard (AGR, CC, 12530, fol. 64). — Le même jour, il y a un acte daté de Luxembourg (en vidimus aux AGR, Chartes de Brabant).
(112) Copie dans AGR, CC, 11, fol. 300r°.
(113) Copie, *ibid.*, fol. 300r°.
(114) Copie, *ibid.*, fol. 300v°.

5. Ordre à Jean Raimbaut, maître de la Chambre aux deniers et commis à la recette générale de Brabant, de payer 59 sous et 8 deniers à Gilles vanden Bergen, maire de Louvain. Bruxelles, 6 avril 1412. A la relation du chancelier (115).

6. Autorisation accordée aux habitants d'Anvers de lever des accises pendant quinze ans, à partir du 21 septembre, date de l'expiration d'un privilège semblable. Bruxelles, 14 avril 1412. A la relation du chancelier, présents le damoiseau de Montjoie et Arnoul de Crainhem (116).

En fait, cette lettre ne fut pas expédiée. Elle fut refaite et datée de Luxembourg, le 14 mai 1412 (117).

7. Engagère du village de Tilburg à Thierry van Haestrecht. Bruxelles, 17 avril 1412. A la relation du chancelier, du drossard Henri de Bergen et du damoiseau de Montjoie (118).

8. Relief de la ferme et des biens de *Coudenberge* à Maastricht par Henri de Rivieren devant la Cour féodale présidée par Jean, fils aîné du duc. Bruxelles, 16 mai 1412. Pas de mention de présents au commandement, ainsi qu'il est normal dans les actes de la Cour féodale (119).

b) Actes *sans mention de lieu.*

9. Nomination de Guillaume de Montenaken en qualité de maire de Tirlemont. 5 février 1412 (n.s.). A la relation du chancelier, présents Guillaume de Sayn et le drossard de Brabant (Henri de Bergen) (120).

10. Sauf-conduit accordé à Chrétien Schermer, chanoine de Huy et serviteur de l'élu de Liège. 5 février 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (121).

11. Nomination de Gautier vanden Broeke en qualité d'écoutète de Zandhoven. 14 mars 1412 (n.s.). A la relation du chancelier, présents les deux mêmes qu'en 9 (122).

12. Nomination d'Henri Den Coelnere en qualité d'écoutète du Waterland. 20 mars 1412 (n.s.). A la relation du chancelier, présents les deux mêmes (123).

13. Notification aux officiers de la mairie de Bois-le-Duc de ce que Jacques Groy, chanoine de Liège et curé de Dinther, est autorisé à acquérir des biens et

(115) Original, AGR, Chartes de Brabant. — Le même jour, il y a un acte daté de Luxembourg (privilège pour la prévôté de Meersen, mentionné dans CC, 10, fol. 289).

(116) Copie dans AGR, CC, 11, fol. 292.

(117) Ainsi que l'apprend une note en marge dans le registre cité à la note précédente. — L'original de l'acte du 14 mai 1412 est conservé aux AV Anvers, coffre aux privilèges, h, n° 160 (analyse dans VERACHTER, *Inventaire* ..., p. 78).

(118) Une copie se trouve à La Haye, ARA, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 166, Reg. 995 ; une autre copie aux AGR, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 2.

(119) Original, AGR, Chartes diverses. L'acte émane bien d'Antoine. Il en a déjà été question ci-dessus, p. 147. — Le même jour, un acte est donné à Luxembourg (AGR, Chartes de Brabant).

(120) Copie dans AGR, CC, 11, fol. 298v°-299r°, et dans le compte du maire, AGR, CC, 12678, fol. 139r°.

(121) Copie dans AGR, CC, 11, fol. 299.

(122) Copie, *ibid.*, fol. 290.

(123) Copie, *ibid.*, fol. 290v°.

rentes héréditaires jusqu'à concurrence de cent muids de seigle par an sous certaines conditions. 21 mars 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (124).

14. Ordre au drossard et aux officiers de justice du Brabant de saisir les laines anglaises transitant vers la Lombardie qu'on essaierait de faire passer en fraude, en évitant le tonlieu desdites laines. 22 mars 1412 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (125).

Ces quelques documents sont particulièrement intéressants. La présence régulière du chancelier dans la mention de chancellerie des actes sans indication de lieu permet d'affirmer qu'ils ont aussi été rédigés à Bruxelles puisque Pierre de Camdonc s'y trouvait alors. Ces documents complètent les informations recueillies sur les conseillers présents en Brabant : en faisaient partie le drossard (Henri de Bergen), Jean de Schoonvorst, damoiseau de Montjoie, Arnoul de Crainhem et Guillaume de Sayn. Par ailleurs, il est possible de déterminer que les trois derniers se sont, à d'autres moments, trouvés aux côtés d'Antoine à Luxembourg (126). Ce fut aussi le cas pour Henri de Bergen, ainsi que nous l'apprend une autre source (127). Quant à Schoonvorst, il lui est même arrivé de n'être ni à Bruxelles ni à Luxembourg, mais bien chez lui, à Diepenbeek (128).

La conclusion qui s'impose est qu'il y avait une certaine mobilité parmi les conseillers. Ce n'étaient pas toujours les mêmes qui assuraient la permanence à Bruxelles.

3. Du 11 janvier au 17 mars 1415.

Cette fois, ne sont conservés que des actes dont la date ne mentionne pas de lieu. En voici le relevé :

1. Quittance à Renaud, duc de Juliers et de Gueldre, de 4.045 florins de

(124) Copie, *ibid.*, fol. 291r°.

(125) Copie, *ibid.*, fol. 291.

(126) Ils sont aussi mentionnés en tant que présents au commandement dans des actes donnés à Luxembourg : Schoonvorst les 3(a) et 24 février(b), 16(c) et 19 mars(d), 14(e) et 21 mai(f), soit avant et après son séjour à Bruxelles à la mi-avril (a, AGR, Archives ecclésiastiques, 10 275 ; b, Chartes de Brabant, 24 février 1411 ; c, CC, 2443, fol. 26v°-27r° ; d, CC, 131, fol. 71r°, CC, 154, fol. 231-232r°, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 2 ; e, AV Anvers, coffre aux privilèges, h, 160 ; f, AGR, CC, 2441, fol. 536) ; — Sayn, le 21 mai (AGR, CC, 2441, fol. 536) ; en avril il avait été convoqué par Antoine à Luxembourg (AGR, CC, 1786, p. 123) ; — Crainhem, les 19 mars(a) et 14 mai(b) (a, AGR, CC, 131, fol. 71r°, CC, 154, fol. 231-232r°, Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n° 2 ; b, AV Anvers, coffre aux privilèges, h, 160).

(127) Il fut en mission au Luxembourg du 2 janvier au 3 février 1412, avec 50 personnes et 50 chevaux (AGR, CC, 1786, pp. 119-120). Nommé drossard le 30 janvier 1412, il rentre en Brabant au début de février pour prendre possession de ses nouvelles fonctions.

(128) Le 20 avril, il quitte Diepenbeek pour Diest, où il rencontre des envoyés de l'évêque de Liège (AGR, CC, 1786, p. 123). Il avait acquis Diepenbeek depuis peu (voir G. FRANQUINET, *Les Schoonvorst* ..., p. 47. — D'après cet auteur, il acheta vers 1412 d'Elisabeth, sœur et héritière de Jean, seigneur de Sept-Fontaines et de Cranendonk, les terres de Cranendonk, Diepenbeek et Eindhoven. C'est le 7 janvier 1412 qu'il avait relevé Cranendonk et Eindhoven en fief ; voir AGR, CC, 17 145, fol. 171r°. Il tenait déjà Diepenbeek en fief du duc de Brabant le 19 mars 1412 ; CC, 11, fol. 302v°).

Gueldre dus pour les pertes subies par Antoine à Batenburg (129). 23 février 1415 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (130) ;

2. Nomination de Jean, seigneur de Wittem, en qualité de drossard de Fauquemont. 27 février 1415 (n.s.) (131). A la relation du drossard (Henri de Bergen), du damoiseau de Montjoie et du seigneur d'Asse, trésorier de Brabant (132) ;

3. Nomination de Gérard Kuerinck comme maire de Jauche. 27 février 1415 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (133) ;

4. Reconnaissance de ce que ledit Gérard a prêté au duc deux sommes dont le total monte à 120 couronnes de France ; le maire ne sera pas démis de ses fonctions avant le remboursement de ces prêts. 27 février 1415 (n.s.). Pas de mention de chancellerie conservée (134) ;

5. Reconnaissance de dette de 2.500 florins du Rhin envers Jean, seigneur de Wittem, et promesse de le maintenir dans son office de drossard de Fauquemont aussi longtemps qu'il ne sera pas remboursé de cette somme. 28 février 1415 (n.s.). Même mention de chancellerie que dans l'acte n° 2 (135) ;

6. Fixation des gages dudit Wittem en qualité de drossard de Fauquemont. 28 février 1415 (n.s.). Même mention de chancellerie (136) ;

7. Nomination de Colart de Barsil comme receveur de Jodoigne-Hannut. 14 mars 1415 (n.s.). A la relation du drossard (137).

Avant son départ, Antoine avait chargé le drossard et le damoiseau de Montjoie (Jean de Schoonvorst) de traiter toutes ses affaires brabançonnes (138). Il en résulte que ces actes, du moins ceux dont la mention de chancellerie a été conservée, ont été rédigés à Bruxelles. Leur examen montre que le trésorier de Brabant tenait compagnie aux deux conseillers désignés par le duc.

L'ensemble de ces pièces nous permet d'entrevoir quelle pouvait être l'activité des conseillers présents à Bruxelles pendant les absences des ducs : ils procédaient à des nominations d'officiers ducaux, accordaient des sauf-conduits à des étrangers venant en Brabant ou demandaient le libre passage pour des personnes se rendant à l'étranger, délivraient des quittances ou des ordres de payement, faisaient procéder à des enquêtes, etc.

Il est à remarquer que tous les actes examinés ici sont présentés comme s'ils émanaient du duc lui-même. Il faut bien se demander dans quelle mesure celui-

(129) Sur Batenburg, voir *supra*, pp. 58-60.

(130) Copie dans AGR, CC, 11, fol. 151r°.

(131) Sur le sens de cette nomination, voir plus haut, p. 79.

(132) Original, AGR, Chartes de Brabant.

(133) Copie, AGR, CC, 11, fol. 90v°-91r°.

(134) Copie, *ibid.*, fol. 91r°.

(135) Original, AGR, Chartes de Brabant. — De cette charte, et de la suivante, portant la même date, il existe une copie dans AGR, CC, 11 (fol. 91v° pour celle-ci et 92 pour l'autre), portant la date du 27 février. Or l'examen des originaux montre nettement que l'on a corrigé XXVII en XXVIII dans ces deux pièces. Les copies du registre n° 11 auront sans doute été faites avant cette correction.

(136) Original, AGR, Chartes de Brabant. Voir la remarque de la note précédente.

(137) Copie, AGR, CC, 3595, fol. 1r°.

(138) Voir *supra*, p. 148.

ci pouvait intervenir quand il était éloigné du pays. En d'autres termes, quelle était la marge d'initiative laissée aux conseillers de Bruxelles ? La question doit être posée. En effet, parmi les actes rapportés plus haut figurent une nomination d'un drossard de Brabant (30 janvier 1412) et des pièces relatives à des engagères (Tilburg et Fauquemont). Jusqu'à quel point est-il permis de penser que des décisions aussi importantes ont été prises à l'initiative des conseillers de Bruxelles seuls ?

Il est raisonnable de croire que le duc était consulté, du moins sur les affaires les plus importantes, ou qu'il pouvait lui-même, de l'endroit où il se trouvait, envoyer à Bruxelles l'ordre d'expédier certains actes. Un exemple d'une procédure de cette nature peut d'ailleurs être mentionné : dans les chartes analysées ci-dessus, figure une collation de prébende (20 mai 1408) ; aucun indice à ce moment d'une intervention ducale. Mais en 1412, alors qu'Antoine se trouve à Luxembourg, il donne par deux fois l'ordre à des conseillers restés en Brabant de présider à de pareilles collations (139).

Que le duc ait été consulté, qu'il ait aussi été régulièrement tenu au courant de la situation en Brabant, il est d'autant plus légitime de le supposer que les conseillers restés au pays entretenaient avec lui une correspondance suivie. Très fréquemment, des messagers quittaient Bruxelles porteurs de lettres closes du chancelier ou du Conseil destinées au prince (140). Ces documents n'ont

(139) De Luxembourg, le 16 avril 1412, il mande à Pierre de Camdonc, chancelier, de le remplacer pour ce qui concerne l'échange de leurs canonicats et prébendes à faire entre Gossuin de Zomeren, chanoine prébendé de Saint-Pierre d'Oirschot, et Henri, fils de son cousin et conseiller, Guillaume de Sayn, et chanoine de Saint-Pierre de Louvain ; AGR, CC, 11, fol. 328r°. — Toujours de Luxembourg, le 21 mai 1412, il donne pleins pouvoirs à ses conseillers les abbés d'Affligem et de Tongerlo, de procéder en son nom à un échange de prébendes entre Gautier d'Opstal, chanoine de Thérouanne, et Godefroid de Vliemen, chanoine de Sainte-Gudule de Bruxelles ; AGR, CC, 10, fol. 62r°. — En mai 1408, la prébende conférée l'avait aussi été à la suite d'un échange.

(140) Voir les comptes de la recette générale de Brabant, chaque année, au chapitre des frais pour envois de messagers. Voici, à titre d'exemple, un relevé des lettres envoyées à Antoine au Luxembourg entre le 2 janvier et le 2 juin 1412 (les dates sont celles de l'envoi des messagers) :

—1412, 17 janvier	AGR, CC, 2396[1],	fol. 192r°.
— » , 25 février	*Ibid.*,	fol. 192r°.
— » , 24 mars	*Ibid.*,	fol. 181v°.
— » , 18 avril	*Ibid.*,	fol. 181v°.
— » , 10 mai	*Ibid.*,	fol. 181v°.

Il faut encore ajouter quatre lettres, la première et la quatrième du Conseil seul, les deux autres du chancelier seul, lettres dont on ne connaît pas le jour d'envoi, mais uniquement la date à laquelle le messager a été payé pour sa mission :

—1412, 14 mars	AGR, CC, 1786,	p. 142.
— » , 14 mai	*Ibid.*,	p. 143.
— » , 24 mai	*Ibid.*,	p. 143.
— » , 4 juin	*Ibid.*,	p. 143.

Antoine écrit lui aussi aux conseillers restés à Bruxelles. Exemples dans AGR, CC, 1786 : 9 janvier, lettre au chancelier (p. 142) ; 31 janvier, lettres au chancelier, au drossard et à divers nobles, ainsi qu'à des villes (p. 136) ; 4 février, lettre au chancelier (p. 144) ; 13 avril, lettres au chancelier et au drossard (pp. 136-137). Il arrive aussi au duc de leur envoyer un émissaire chargé d'un message verbal (Ex. : le 24 mars 1412, AGR, CC, 1786, p. 145).

malheureusement pas été conservés, de sorte que nous n'en connaissons pas le contenu.

A côté des lettres patentes émanant du duc, mais rédigées à Bruxelles, ce sont d'ailleurs les lettres closes envoyées par le Conseil, et rédigées cette fois en son nom propre, qui témoignent le mieux de son activité pendant les absences d'Antoine. Encore une fois, nous ne sommes en général renseignés que sur leur existence. Elles ont été très nombreuses. Elles étaient adressées à des princes étrangers (141), à des nobles brabançons, voire à d'autres conseillers, à divers officiers ducaux, à des villes (142), à des lombards (143), etc.

Il est exceptionnel qu'une information soit donnée quant à leur contenu. Les rares indications que l'on possède proviennent de comptes d'officiers locaux qui ont à justifier de certains de leurs déplacements : ainsi, le receveur de Bois-le-Duc fait savoir qu'il a été appelé à deux reprises à Bruxelles, par lettre du chancelier et du Conseil des 1er février et 21 mars 1412 (144), tandis que le receveur de Tirlemont a reçu un ordre semblable par lettre des mêmes du 29 février de la même année (145).

On aimerait posséder le texte intégral de quelques-unes de ces pièces. Malheureusement, à notre connaissance, aucune n'a été conservée pour les années du règne d'Antoine. De la masse de lettres closes, envoyées par le Conseil, une seule est parvenue jusqu'à nous, mais elle date de l'époque de Philippe de Saint-Pol. Ecrite à Louvain, le 6 septembre 1429, à sept heures du matin (!), elle est adressée à Engelbert de Nassau qu'elle informe de ce que le duc a quitté brusquement la ville au petit matin pour une destination inconnue, événement qui rend la venue de Nassau à Louvain hautement souhaitable. La lettre est signée : «*Die cancellier ende andere raidslude mijns genedichs heren tshertogen nu te Loeven wesende*» (146).

Revenons-en au règne d'Antoine.

Il y a encore moyen de cerner d'un peu plus près l'activité des conseillers présents à Bruxelles, en examinant les domaines que se réserve le duc lorsqu'il est à l'étranger. Malheureusement, seule la période du 2 janvier au 2 juin 1412 permet de dégager quelques conclusions. En effet, pour les deux longs voyages d'Antoine à Paris, au sujet desquels nous sommes quelque peu renseignés, il n'existe que de trop rares actes datés de France.

Que constate-t-on en 1412? Les actes datés de l'endroit où se trouve le duc ne se rapportent qu'à trois grands objets : le gouvernement du Luxem-

(141) Exemples en juin-juillet 1409 : lettres au comte et à la comtesse de Hollande, au comte et à la comtesse de Namur, à la comtesse de Clèves (à Gand), à l'élu de Liège (AGR, CC, 2395, fol. 151v° et 152v°). En raison de la date, on peut penser qu'il est question du mariage d'Antoine.

(142) Dans les comptes de la recette générale de Brabant, chapitres des frais de messagerie, *passim*.

(143) Exemple dans AGR, CC, 2396ii, fol. 156v°.

(144) AGR, CC, 5241, chap. des depenses, voyages.

(145) AGR, CC, 4013, 9e compte, fol. 24v°.

(146) Original sur papier, ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 1492, Reg. 1267. — Il y a, dans le même fonds, une autre lettre semblable, mais elle est postérieure à la mort de Saint-Pol. Datée du 7 août 1430, elle informe Nassau du décès du duc et le prie de venir à la réunion des Etats qui doit décider de ce qu'il y a lieu de faire, eu égard aux circonstances (*ibid.*, 1 ste deel, Inv. 1492, Reg. 1277).

bourg (147), celui du Limbourg et des Pays d'Outre-Meuse (148) et l'administration de l'Hôtel ducal, y compris des actes intéressant des membres de l'entourage du prince (149). A part cela, il n'est possible de citer qu'un acte concernant la seigneurie de Diepenbeek (150) et une seule pièce pour le Brabant proprement dit : un octroi d'accises pour Anvers, dont il a déjà été question plus haut et dont il faut noter qu'il fut d'abord rédigé à Bruxelles, pour n'être refait à Luxembourg que par la suite (151).

Dès lors, la façon dont les tâches ont été réparties ressort plus clairement : les conseillers résidant à Bruxelles ont été chargés de s'occuper du Brabant, le duc se réservant les affaires du Limbourg et de l'Outre-Meuse, celles de son Hôtel, ainsi évidemment que le gouvernement du pays où il réside.

Pendant le règne d'Antoine, les fréquents voyages du prince à l'étranger ont donc entraîné la fixation à Bruxelles d'un certain nombre de conseillers, chargés de l'administration du duché. Il apparaît que ce ne sont pas toujours les mêmes qui ont été tenus de rester à cet effet : seuls le chancelier et le drossard de Brabant semblent avoir constitué une sorte de noyau permanent de ce conseil siégeant à Bruxelles en l'absence du duc.

*
* *

Une fois Jean IV marié, et devenu de ce fait comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande, les mêmes causes vont produire les mêmes effets. Mais, entre 1418 et 1420, la «*Raetcamer*» — puisque, comme nous l'avons déjà rappelé, le nom apparaît pour la première fois à cette époque pour désigner, non plus un local, mais le groupe, variable, de conseillers présidé par Jean Bont — n'a toujours pas de statut nettement défini (152).

Tout change le 27 avril 1420, quand Jean IV, aux prises avec des difficultés intérieures et extérieures, met sur pied une Chambre du Conseil parfaitement structurée et composée d'un nombre déterminé de conseillers (huit), à qui il

(147) A ce sujet voir A. VERKOOREN, *Inventaire des chartes et cartulaires du Luxembourg*, t. IV, pp. 129 à 141 et AGR, Chartes de Brabant, 7 février 1412.

(148) Actes des 18 janvier 1412 (AGR, Chartes de Brabant), 28 janvier 1412 (CC, 2441, fol. 537v°-538), 30 janvier 1412 (Chartes de Brabant), 2 février 1412 (*ibid.*), 3 février 1412 (CC, 11, fol. 301r°), 3 février 1412 (P. L. GACHARD, *Les archives royales de Dusseldorf*, p. 280, et AGR, CC, 11, fol. 301r°), 3 février 1412 (AGR, Archives ecclésiastiques, 10275, vidimus du 30 mars 1417), 24 février 1412 (Chartes de Brabant), 16 mars 1412 (CC, 2443, fol. 26v°-27r°), 16 mars 1412 (CC, 11, fol. 306v°), 19 mars 1412 (CC, 131, fol. 71r°, CC, 154, fol. 231-232r° ; Acquits du Sceau de l'Audience, boîte n°2), 6 avril 1412 (CC, 10, fol. 289r°), 21 mai 1412 (CC, 2441, fol. 536). La plupart de ces actes sont analysés dans A. VERKOOREN, *Chartes de Brabant*, Inv. ms.

(149) Actes des 14 janvier 1412 (AGR, CC, 2394, fol. 2v°), 7 février 1412 (CC, 2396[1], fol. 94v°-95r° ; simple analyse), 18 mars 1412 (CC, 11, fol. 303r°), 5 avril 1412 (*ibid.*, fol. 327v°), 12 avril 1412 (*ibid.*, fol. 328r°), 13 avril 1412 (Chartes de Brabant), 16 avril 1412 (CC, 11, fol. 329r°), 22 avril 1412 (Chartes de Brabant), 16 mai 1412 (*ibid.*), 20 mai 1412 (*ibid.*). Même remarque qu'à la note précédente.

(150) AGR, CC, 11, fol. 302v°-303r° (acte du 19 mars 1412).

(151) Voir *supra*, p. 418 et n. 117.

(152) Voir *supra*, p. 409.

donne des pouvoirs fort étendus. Sous la pression des Etats, le duc se voit contraint de renouveler sa Chambre du Conseil le 11 septembre suivant. Toutefois, si le personnel change — il y a dix conseillers au lieu de huit, et seul l'un de ceux qui furent nommés le 27 avril est maintenu en fonctions dans le nouveau Conseil — les attributions restent inchangées (153). Le 30 septembre 1420, dans la tourmente qui secoue le Brabant, la Chambre du Conseil disparaît pour un temps.

Il faut insister sur deux caractères essentiels de ces organismes de 1420.

Tout d'abord, ce sont de véritables conseils de gouvernement. Ils peuvent, sans en référer au duc, décider de toutes les affaires, à l'exception de celles qui mettent en cause l'intégrité de la «seigneurie» du prince (154), ou celle de son domaine.

Ensuite, il s'agit d'organismes absolument permanents qui ont pour but, non plus seulement d'assurer la gestion des affaires courantes en l'absence du duc, mais aussi de siéger quotidiennement même quand le prince réside dans son duché.

Le premier caractère disparaît avec la Chambre du Conseil de septembre 1420, tandis que le second marquera, à partir de 1422-1423, le groupe des «conseillers-résidants» qui se constitue à cette époque.

En effet, après l'épisode révolutionnaire de 1420-1421, et le retour à une situation normale, l'on voit, en 1422-1423, entrer au Conseil, à côté des barons que la révolution avait portés au pouvoir, quelques membres de la petite noblesse ou du patriciat urbain, qu'un clerc avait précédés à la fin de l'année 1421. Ces personnages, dont le nombre ne dépassera jamais six sous le règne de Jean IV, reçoivent, à partir de 1426, le nom de conseillers résidants (sous-entendu : à la Chambre du Conseil). Et l'on constate que leur rôle est double :

— ils doivent siéger dans l'une ou l'autre résidence ducale en l'absence du duc ;
— ils doivent siéger auprès du duc en l'absence de ses autres conseillers.

En dehors d'eux en effet, le Conseil ne comprenait plus, depuis 1421, que des barons, gros propriétaires fonciers et grands seigneurs, que la gestion de leurs domaines tenait fréquemment éloignés de la Cour. De sorte que la nécessité d'un noyau de conseillers permanents s'était de nouveau fait sentir.

Mais la nouvelle Chambre du Conseil n'a plus les mêmes prérogatives que ses homologues de 1428, et lorsque le duc s'absente pour une longue période, ce n'est pas à elle qu'est confiée l'administration du duché, mais à des conseils de régence composés pour une part de barons et pour une autre seulement de conseillers résidants (155).

(153) Sur ces Chambres du Conseil de 1420, voir A. Uyttebrouck, *L'origine* ..., pp. 1143-1148.

(154) Il faut préférer «seigneurie» à «souveraineté» puisque les ducs de Brabant ne sont pas à proprement parler des souverains (voir *supra*, p. 117).

(155) Sur cette Chambre du Conseil reformée en 1422-1423, voir A. Uyttebrouck, *Les origines* ..., pp. 1149-1156.

Cette Chambre du Conseil a son président : Corneille Proper, prévôt de Cambrai (156). De même qu'en 1419-1420, ce président est clerc.

Il faut noter que, à partir de juillet 1425 au plus tard, Proper exercera aussi les fonctions de scelleur ou garde du sceau de Brabant (157). Président de la Chambre du Conseil et garde du sceau, Corneille Proper exerce les fonctions qui, à partir du règne de Philippe de Saint-Pol, seront celles du chancelier de Brabant. A la fin du règne de Jean IV, ce poste, supprimé de fait depuis 1412, est donc pratiquement rétabli (158).

L'histoire de la Chambre du Conseil après la mort de Jean IV ne connaît plus de péripéties notables. Elle a déjà été retracée plus haut (159). Constitutionnalisée par sa mention dans la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol, présidée à partir de ce moment par le chancelier de Brabant, la Chambre du Conseil garde, avec un personnel un rien élargi, les mêmes caractéristiques qu'entre 1422-1423 et 1427. Très peu de temps après l'avènement de Philippe le Bon, ses membres resteront les seuls conseillers du duc résidant dans le duché. Elle est ainsi, directement, à l'origine du Souverain Conseil de Brabant. La filiation ainsi établie permet de comprendre pourquoi celui-ci n'a jamais été uniquement une cour de justice, mais a gardé, à travers toute son histoire, des prérogatives d'ordre politique et administratif (160).

*
* *

(156) *Ibid.*, p. 1156 : Proper est dit pour la première fois «*president vander Raitcameren mijns genedichs heeren van Brabant*» dans un compte de la recette de Brabant du 11 novembre 1425 au 11 novembre 1426, mais dès août 1423 il perçoit des gages supérieurs à ceux de ses collègues de la Chambre du Conseil.

(157) P. RENOZ, *La Chancellerie de Brabant*..., p. 21.

(158) Proper n'a jamais porté le titre de chancelier. Toutefois, même des contemporains l'ont tenu pour tel : en marge de la mention d'un payement fait à Proper en 1426-1427, les gens des comptes ont écrit «*Proest, cancell[ier]*», c'est-à-dire «le prévôt [de Cambrai], chancelier» ! (AGR, CC, 21718, fol. 17r°).

(159) Voir II[e] partie, chap. III.

(160) Pour la suite de l'histoire du Conseil de Brabant, on se reportera à l'ouvrage monumental d'A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant*, ..., déjà plusieurs fois cité dans ces pages.

III[e] PARTIE

LE CONTRÔLE DU POUVOIR DUCAL

Dans une troisième partie sera examinée la manière dont le «pays» a pu établir et assumer un certain contrôle sur l'exercice du pouvoir par le duc et par son entourage. Il ne s'agit évidemment pas d'entreprendre une étude exhaustive de la «représentation nationale» dans le duché de Brabant aux XIV[e] et XV[e] siècles. C'est ainsi que tout ce qui touche à l'organisation interne des Etats ne sera pas traité systématiquement : certains points comme la composition des délégations, la procédure, la durée des sessions, les indemnités perçues par les délégués, etc. ne seront éventuellement abordés que dans la mesure où ils peuvent éclairer ce qui constitue le propre de cette dernière partie, à savoir les rapports entre le duc et ses conseillers, d'une part, et les porte-parole des Brabançons, de l'autre.

Par contre, il faudra tenter de déterminer quelle fut la fréquence des réunions, quels sujets y furent abordés, dans quelle mesure les Etats ont pu influencer le cours de la politique générale, et surtout comment ils ont pu contrôler, en droit ou en fait, l'exercice du pouvoir par le duc et par son Conseil.

Dans un premier chapitre seront examinées les activités des Etats en général : il y sera question du nombre et de la nature des réunions qu'ils ont tenues, ainsi que de leur compétence.

Un deuxième chapitre, intitulé «La lutte pour le pouvoir en Brabant», étudiera l'évolution des rapports de force dans le duché.

Les répercussions des situations ainsi décrites sur l'exercice du gouvernement par le duc et son Conseil feront l'objet d'un troisième et dernier chapitre.

CHAPITRE Ier

LES ACTIVITÉS DES REPRÉSENTANTS DU CLERGÉ, DE LA NOBLESSE ET DES VILLES

Une certaine logique voudrait qu'au moment d'ouvrir ces pages consacrées à ce qui, à partir du XVe siècle, recevra le nom d'«Etats de Brabant», quelques mots soient dits des origines de cette institution. La prudence nous incite toutefois à ne pas aborder pour l'instant cette question controversée et à nous en tenir au commentaire d'éléments mieux connus, ceci en raison même de l'état de la documentation accessible (1).

I. *La documentation*

Pour autant qu'elles aient jamais existé, les archives des Etats de Brabant pour l'ensemble de la période médiévale ont disparu (2). Il faut donc, pour écrire l'histoire des assemblées représentatives du duché, s'en rapporter à d'autres sources, et plus particulièrement à deux grandes séries de comptes : ceux de la ville de Louvain (3), et accessoirement, car ils ne sont relativement utiles que pour le XVe siècle, ceux de la recette générale de Brabant (4). En dehors de ces deux groupes de documents, il n'y a plus, à la disposition du chercheur, que

(1) Sur la question difficile de l'origine des Etats dans nos principautés, comme sur d'autres problèmes généraux relatifs à leur histoire et à leur fonctionnement, on se reportera avec fruit aux synthèses de MM. J. Gilissen, *Le régime représentatif avant 1790 en Belgique* (avec bibliographie ; travail paru en 1952) et J. Dhondt, *Les assemblées d'Etats en Belgique avant 1795* (qui date de 1965). L'histoire des Etats de Brabant reste, quant à elle, entièrement à écrire (voir ce qu'en dit M. J. Gilissen, aux pp. 136-137 de la *Notice bibliographique* qui termine son petit livre cité ci-dessus ; dans la production plus récente, voir surtout les articles de M. R. Van Uytven repris dans notre bibliographie). Le court article de M. E. Lousse, *Les Etats du pays et duché de Brabant*, paru en 1965, ne vient pas combler cette lacune. — Sur un plan plus général, voir B. Guenée, *L'Occident*..., pp. 245 et suiv.

(2) Le fonds «Etats de Brabant» conservé aux AGR (inventaire sommaire par A. d'Hoop ; actuellement en voie de reclassement) ne s'est constitué qu'à partir des Temps Modernes. — Pour ce qui concerne les sources de l'histoire des Etats de Brabant, voir R. Wellens, *L'intérêt des archives brabançonnes pour l'histoire des Etats Généraux des Pays-Bas*, ce que dit l'auteur s'appliquant à fortiori à l'histoire des Etats de Brabant.

(3) AV Louvain, 4986 à 5051.

(4) AGR, CC, 2350 à 2408, ainsi que CC, 1788, 1789, 1790, 1792, 1793, 1794 et 21718, qui, malgré la place où les a rangés P. L. Gachard, doivent être considérés comme des comptes (éventuellement partiels) de la recette de Brabant en l'absence de receveur général.

quelques comptes isolés des villes de Bruxelles (5), de Léau (6), de Diest (7), de Lierre (8), de Bois-le-Duc (9) et de Maastricht (10). Mais c'est là peu de chose.

Il apparaît tout de suite que nous sommes absolument tributaires de la documentation ainsi conservée. La recette générale, par exemple, ne mentionne d'habitude que les réunions les plus importantes, sans doute celles qui devaient réunir un nombre relativement élevé de participants et qui, le plus souvent, se tenaient dans la localité où se trouvait le prince (11). Les receveurs communaux de Louvain, eux, font une place à toutes les réunions qui entraînaient quelque dépense pour la caisse de la ville. Ils nous renseignent fort bien sur tous les déplacements des délégations louvanistes, qui percevaient des indemnités de voyage, mais ne signalent qu'occasionnellement les sessions tenues à Louvain même, et, dans ce cas, uniquement lorsque quelques faveurs — des distributions de vin le plus souvent — étaient consenties aux députés venus des autres régions du Brabant. Ne pas tenir compte de ce fait pourrait conduire à la conclusion que Louvain n'était que rarement choisie comme lieu de réunion, ce qui paraît évidemment peu vraisemblable.

Il ne faut pas négliger non plus le plus ou moins grand degré de précision de nombreuses annotations. C'est ainsi qu'avant 1360, il est souvent difficile de déterminer si certains passages des comptes de Louvain se rapportent ou non à des réunions d'Etats (12).

Il y a encore plus embarrassant : en principe, les rares cas où plusieurs sources se recoupent devraient permettre de cerner la réalité avec plus de précision. Or c'est le contraire qui se produit assez fréquemment : il arrive que la recette générale parle d'une réunion des deux ou des trois Etats de Brabant, alors que les comptes de Louvain ne mentionnent que la présence des villes ; de même n'est-il pas rare de voir les sources louvanistes et bruxelloises diverger au sujet d'une même session : quand les premières signalent une réunion du «commun pays» et attestent même parfois, d'une manière plus détaillée, la participation des prélats, des barons et des villes, les autres ne daignent mentionner la présence que des seules villes, voire uniquement de Bruxelles ou de Louvain (13). Il y a même un exemple extrême : une réunion de juin 1426 nous est

(5) Edités par P. GORISSEN, *Les finances* ..., (1371, 1372, 1382) ; C. BERNARD, *Le compte mensuel* ..., (1405), et A. WAUTERS, *Deux fragments* ..., (1415-1416, et 1er quart du XVe siècle).

(6) AGR, Greffes scabinaux de l'arrondissement de Louvain, 3876/7. Des extraits en ont été analysés par C. PIOT, *Inventaire ... Léau*, pp. 57 et suiv.

(7) AV Diest, compte communal de 1389.

(8) AV Lierre, 443 (comptes de la 1re/2 de 1378, oct.-déc. 1394, 1re/2 de 1395, oct.-déc. 1396, janv.-mars 1396, oct.-déc. 1397 et oct.-déc. 1398) et 444 (janv.-mars 1416, janv. sept. 1417, avr.-sept. 1423, juill.-déc. 1424, oct.-déc. 1426, janv.-mars 1428, juill.-sept. 1427, avr.-juin et oct.-déc. 1428, janv.-mars 1430 et juill.-sept. 1429).

(9) AV Bois-le-Duc, B1 à B6 (Pâques 1399 à Pâques 1401, Pâques à 1er octobre 1402, Pâques à 1er octobre 1406).

(10) Edité : J. KOREMANS, *De stadsrekening van Maastricht*..., *1399-1400*.

(11) La plupart des mentions tirées des comptes de la recette de Brabant le sont des chapitres relatifs aux dépenses journalières ou hebdomadaires de l'Hôtel.

(12) Il en sera reparlé plus bas.

(13) Nous donnerons plus bas (voir p. 461, tableau II) un relevé des réunions pour la composition desquelles les sources fournissent des renseignements contradictoires.

connue par quatre mentions, qui toutes fournissent une image différente de la composition de l'assemblée (14).

La confusion des sources est sans doute parfois due à la difficulté de savoir à quel titre l'un ou l'autre personnage participe à une activité donnée. Un excellent exemple permet d'illustrer cette difficulté et de saisir les conséquences qu'elle peut entraîner. D'après un compte de la recette générale de Brabant les villes se seraient rendues à Alost du 23 au 28 mars 1423, accompagnées de quelques prélats et des conseillers du duc ; il s'agissait d'y discuter avec des représentants de Philippe le Bon et avec les députés des villes flamandes du conflit qui opposait Malines à Bruxelles (15). L'on pourrait croire à une députation commune du clergé et des villes de Brabant, si d'autres sources ne venaient semer quelque trouble dans les esprits. Il y a d'abord les comptes de Louvain qui voient la délégation brabançonne formée uniquement d'envoyés des villes, d'une part, et de conseillers ducaux, de l'autre (16) ; il y a ensuite le procès-verbal de la réunion, heureusement conservé (17), qui donne la composition de l'ensemble de la délégation, dont on sait dès lors qu'elle comprenait les abbés d'Affligem et de Saint-Michel d'Anvers, Jean de Schoonvorst, Jean de Glimes, Corneille Proper, Gérard van der Zijpe et les députés de Louvain, d'Anvers et de Tirlemont. Une première constatation s'impose : les deux premières sources ne mentionnent que la présence collective et anonyme des villes, alors que le procès-verbal permet de savoir que seules trois d'entre elles étaient effectivement du voyage (18). Quant aux six personnages nommément cités par ce dernier document, qui étaient-ils ? Des prélats et des conseillers, comme le laisse entendre la recette générale ? Ou seulement des conseillers si l'on en croit les comptes de Louvain ? En fait, l'un et l'autre à la fois. Les quatre derniers nommés étaient conseillers ordinaires de Jean IV, mais les deux abbés étaient aussi, pour leur part, conseillers occasionnels du duc (19) tout autant que membres de l'Etat ecclésiastique. Dès lors il est impossible de savoir s'ils se sont rendus à Alost en qualité de conseillers ducaux ou de membres du premier ordre, ou à ces deux titres en même temps.

Une autre difficulté encore réside dans la détermination de la date précise des sessions. Notre source principale et souvent unique donne, suivant les cas, deux types d'indications, toujours approximatives. Lorsque l'assemblée se tient à Louvain, les comptes de la ville font seulement connaître le jour où du vin a été distribué aux participants ; quand elle se tient à l'extérieur, les mêmes documents nous renseignent avec exactitude sur la durée de l'absence des députés louvanistes, mais en admettant même que ceux-ci n'aient jamais traîné en route, il est seulement permis de dire que la réunion s'est tenue entre le jour

(14) Annexe V, 1436.

(15) AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 41r° (repris Annexe V, 1276). — Sur ce conflit, voir J. VAN BALBERGHE, *Mechelen contra Antwerpen en Brussel*, ...

(16) AV Louvain, 5033, fol. 102v°.

(17) AGR, Chartes de Flandre, 2e série, n°637.

(18) Bruxelles n'est pas représentée, mais cela n'a rien d'étonnant puisque c'est une des «parties» dans le conflit que Flamands et Brabançons tentaient d'apaiser. De nombreuses réunions se tinrent en 1423 et 1424 entre les députés des deux pays (voir Annexe V, *passim*).

(19) Voir Annexe I, 8 et A. UYTTEBROUCK, *L'origine* ..., p. 1160.

de leur départ et celui de leur retour. Dans ce domaine, les recoupements avec les données de la recette générale sont parfois utiles.

Enfin, en ce qui concerne les sujets abordés lors des réunions, nous dépendons tout autant de la bonne volonté de nos informateurs. Dans ce domaine néanmoins, il y a progrès avec le temps. Si pendant les premières années du règne de Jeanne et de Wenceslas, il faut souvent se contenter d'enregistrer, sans plus, le fait que des «diètes» ont eu lieu, sans qu'il soit possible de déterminer sur quoi elles ont porté, par la suite les sources sont heureusement plus prodigues de renseignements.

II. *Les réunions*

Compte tenu des observations qui précèdent, nous avons tenté d'établir un relevé des activités des «représentants» brabançons. Le résultat de cette enquête forme la matière de l'Annexe V, qu'il suffira de commenter ici.

Tout d'abord un mot sur la manière dont cette Annexe a été élaborée.

N'ont pas été reprises les réunions par trop hypothétiques. C'est ainsi notamment que pour les premières années du règne de Jeanne, les mentions tirées des comptes de Louvain relatives à des voyages de Louvanistes à Kortenberg ou ailleurs ont été systématiquement négligées quand elles n'étaient pas complétées par une indication portant sur la présence d'autres délégations ou sur le but du déplacement. En ces années-là en effet, les receveurs se contentent de signaler par les mots «*een vaert te* ...» que des délégués de la ville se sont rendus à tel ou tel endroit, mais ils précisent rarement que c'est pour y assister à une diète (*dachvaert*). Non qu'il faille écarter la possibilité de véritables assemblées, et M. P. Gorissen a même dressé une liste des «parlements» qui se sont réunis à Kortenberg de 1346 à 1368 (20), mais voilà justement où le bât blesse : il n'est pratiquement permis d'interpréter le «*vaert*» (voyage) en «*dachvaert*» (diète) que dans le cas précis de cette petite localité sise à mi-chemin entre Bruxelles et Louvain, où l'on voit mal ce que des députés louvanistes auraient pu faire, si ce n'est assister à une réunion avec des collègues venus d'autres centres urbains et éventuellement même avec des nobles. Mais dans le cas d'un «*vaert te Brucelle*» ou ailleurs, peut-on décider aussi aisément que le but des délégués est d'assister à ce que nous appelons une réunion d'Etats ? Ne vont-ils pas tout simplement trouver la duchesse ou ses conseillers, ou négocier avec l'un ou l'autre particulier, ou même avec une autorité publique, mais de questions d'intérêt purement local (21) ? Rien ne permet de le dire, et c'est pourquoi nous avons

(20) P. Gorissen, *Het Parlement en de Raad van Kortenberg*, pp. 83-89, qui se fonde sur les relevés faits par J. van der Straeten, *Het Charter* ..., t. II, pp. 64 et suiv., lequel a dressé la liste de tous les déplacements de délégués louvanistes à Kortenberg. M. P. Gorissen, d'après la composition des délégations, distingue entre les sessions du Conseil de Kortenberg (à ce sujet, voir *infra*, note 22) et les «parlements» de Kortenberg.

(21) Mentions de déplacements de Louvanistes à Bruxelles dans les comptes de Louvain : 1355, 27 décembre ; 1356, 2 et 5 janvier, 10 février et s.d. (en février), 6, 13, 16, 18, 20, 25, 28 et 31 mars, 9 avril, 2, 4, 7, 11, 14, 16, 19 et 27 mai, 1er, 5, 6, 9, 10, 11, 13, 16 et 18 juin, etc. (AV Louvain, 4986, fol. 151-154) ; autres déplacements à Malines, Anvers, Tervuren, etc., mais toujours

préféré négliger pour l'instant ces données qui ne peuvent être interprétées qu'avec une extrême prudence (22).

De même, ne figurent pas dans l'Annexe V les réunions dont l'existence n'est attestée qu'à travers certains de leurs aboutissements, tels des privilèges, des ordonnances, ou d'autres actes émanés des ducs. Quand, le 5 juin 1356, Wenceslas et Jeanne reconnaissent avoir reçu en prêt des villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Nivelles et Léau la somme de 15.000 vieux écus, moyennant la mise en gage de certains joyaux, il est plus que probable que l'acte dressé à cet effet (23) le fut au cours d'une réunion des villes susdites. Mais, dans ce cas comme dans d'autres, et malgré certains recoupements possibles (24), il a paru plus sage de s'abstenir de reprendre cette session malgré tout hypothétique dans la liste des réunions attestées de manière sûre.

En plus des assemblées proprement dites, d'autres formes d'activités des Etats ont aussi été retenues : voyages et ambassades à l'étranger, enquêtes et missions de conciliation dans le duché, etc. Dans ce domaine, grâce à l'obligeance de M. W. Blockmans, nous avons pu compléter nos propres relevés par des mentions tirées des sources flamandes et relatives à des réunions communes des Membres de Flandre et des villes de Brabant pendant les années 1419 à 1430 (25).

L'Annexe V ainsi constituée comporte 1610 numéros, et cela pour les trois quarts de siècle qui séparent l'avènement de Jeanne et Wenceslas de celui de Philippe le Bon. Encore faut-il rappeler l'existence de quelques lacunes importantes dans la série des comptes de Louvain (26), de sorte que nous ne sommes bien renseignés que pour un peu plus des deux tiers de la période envisagée. Dès lors, et fort approximativement, la moyenne des activités des «représentants» du pays se situe à une trentaine par an. Il faut ajouter que soit par un

indiqués de façon aussi sommaire. Pour les années 1356 à 1360, nous avons relevé environ 300 «sorties» de députés louvanistes, dont près de 200 à destination de Bruxelles (AV Louvain, 4986 et 4986bis, *passim*). A partir du moment où les comptes sont plus explicites, il est possible de distinguer les déplacements qui se rapportent à une activité des représentants du pays, d'autres déplacements (visites de courtoisie aux ducs, démarches auprès du Conseil, ...).

(22) Parce qu'il ne s'est fondé que sur les relevés de J. van der Straeten, qui eux, avaient leur raison d'être, et parce qu'il a négligé toutes les mentions inédites de voyages à Bruxelles notamment, M. Gorissen (*op. cit.*) a pu croire à l'existence d'un Parlement dont le siège était Kortenberg, opinion qui nous paraît fort sujette à caution. — De toute manière donc, tout ce qui a trait à la présence de délégués de villes brabançonnes à Kortenberg entre 1313 et 1374 a été publié par J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. II, pp. 62-118.

(23) AGR, Mss Divers, 383, fol. 115-117r°. Daté de Bruxelles.

(24) Une délégation louvaniste se rendit à Bruxelles le 5 juin (AV Louvain, 4986, fol. 153r°). — On peut, de même, trouver des indices concernant les réunions qui ont dû préparer l'élaboration de la Joyeuse Entrée du 3 janvier 1356 (voir à ce sujet R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst* ..., p. 27, n. 57).

(25) Ces mentions sont extraites du volume encore inédit que M. W. BLOCKMANS, à qui nous réitérons ici l'expression de notre plus vive gratitude, doit faire paraître dans les publications de la Commission royale d'Histoire sous le titre *Handelingen van de Leden en van de Staten van Vlaanderen (1419-1467).*

(26) Périodes pour lesquelles les comptes de Louvain manquent : 1384 (1er août)-1388 (1er août), 1389 (1er août)-1393 (1er août), 1396 (1er août)-1400 (31 janv.), 1400 (avril à début juin), 1400 (1er août)-1401 (1er août), 1402 (1er août)-1408 (1er août) et 1410 (juin-juillet).

reflet exact de la réalité, soit en raison de l'état de la documentation, les assemblées et déplacements des Etats paraissent avoir été plus nombreux au XV^e siècle qu'au XIV^e. Il y a aussi des époques pendant lesquelles les réunions furent particulièrement fréquentes : ce fut le cas après la défaite de Wenceslas à Baesweiler en 1371, ce le fut à nouveau à partir du moment où Antoine décida de se rendre maître du Luxembourg, puis pendant les années troublées du règne de Jean IV, de même que sous le gouvernement de son frère et successeur, Philippe de Saint-Pol. Il faut supposer que les Etats ne furent pas non plus particulièrement inactifs lors des deux crises de succession, en 1356-1357, et en 1390-1404, mais pour ces deux périodes, notre meilleure source de renseignements fait défaut (27).

Entrons maintenant un peu plus dans le détail de la composition des assemblées et de la manière dont elles étaient dénommées.

A. L'APPELLATION D'«ETATS».

Au XV^e siècle, l'ensemble des députés brabançons — nous verrons qu'il s'agit du clergé, de la noblesse et des villes et franchises — reçut le nom d'«Etats de Brabant», ou, d'une manière plus précise encore, de «trois Etats de Brabant». Lorsque le clergé ne siégeait pas, l'assemblée était dite des «deux Etats laïques» ou «séculiers» (en néerlandais «*die twee weerlike Staten*»). Ignorées au XIV^e siècle et tout au début du siècle suivant, ces expressions apparaissent sous le règne d'Antoine, et d'abord dans les actes émanant de l'administration centrale, lettres ducales (28) et comptes de la recette générale de Brabant (29). Les sources communales se contentent le plus souvent, même après 1406, d'énumérer les diverses catégories de participants et, au lieu de «trois Etats», parlent de préférence des «prélats, barons, chevaliers et villes, ou villes et franchises». Remarquons en passant que cette nomenclature peut faire réfléchir quant au degré d'homogénéité des «ordres» laïques, et incite à se demander si le concept même de «trois Etats» n'est pas, en même temps que le vocable, une importation bourguignonne et par là française (30).

Néanmoins, pour la facilité, et sans perdre de vue ce qui précède, nous nous servirons dans la suite de cet exposé des expressions «trois Etats» et «deux Etats laïques» pour désigner, même au XIV^e siècle, l'ensemble formé tantôt par le clergé, les nobles et les villes, tantôt par les deux derniers groupes seulement.

(27) Pour tout cela, voir Annexe V.

(28) Dès le 19 décembre 1406, dans un acte d'Antoine conservé dans les Chartes de Brabant.

(29) Pour la première fois en 1407 ? (voir Annexe V, 769). A la même époque, l'expression «*drie staten, dats te weten den prelaten, edele ende den steden ende vriheiden*» figure dans l'intitulé du compte de l'aide de 100.000 couronnes accordée en 1408 à Antoine à l'occasion de son avènement (AGR, CC, 15717, 2^e compte). C'est, ainsi que le signalait déjà A. D'HOOP, *Inventaire des archives des Etats de Brabant*, p. 6, dans un acte du 28 novembre 1420 (édité dans les *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559) que les intéressés se qualifient eux-mêmes pour la première fois de «trois Etats de Brabant», mais ce dernier fait est peu significatif car les actes émanant directement des Etats sont extrêmement rares.

(30) Dans le comté de Flandre, l'origine bourguignonne des trois Etats est absolument certaine, ainsi que l'a rappelé M. PREVENIER, *De Leden en de Staten* ..., p. 57. Le nom lui-même n'apparaît en Flandre qu'en 1403 (*ibid.*, p. 23) ! — Sur la notion des trois «ordres», voir les réflexions de J. DHONDT, dans *Les Assemblées d'Etats en Belgique avant 1795*, pp. 242-243.

B. Les composantes des assemblées.

1. Le clergé.

Il est de tradition d'écrire que les «prélats» représentent le clergé brabançon. Mais que sait-on de la composition de ce groupe avant 1430 ? Fort peu de chose(31). Les actes de la pratique qui nous fournissent des listes de membres du clergé présents aux réunions d'Etats sont extrêmement rares. A vrai dire, nous n'en connaissons que deux, du premier tiers du XVe siècle (32). Il faut bien noter que ces documents font connaître quels étaient les ecclésiastiques effectivement présents dans des circonstances déterminées, mais non ceux qui avaient, ou auraient pu avoir, le droit de siéger. Les noms ainsi transmis à la postérité sont ceux d'une douzaine d'abbés des abbayes brabançonnes les plus anciennes et les plus importantes (Gembloux, Affligem, Villers, Vlierbeek, Saint-Bernard sur l'Escaut, Saint-Michel d'Anvers, Parc, Heylissem, Averbode, Tongerlo, Grimbergen et Jette alias Dielegem), et de trois supérieurs non revêtus de la dignité abbatiale, le prévôt de Sainte-Gertrude de Louvain, le prieur de Bierbeek et le maître de Postel(33).

Remarquons que l'abbé de Gembloux figure en tête du groupe des prélats, et cela encore dans le premier tiers du XVe siècle (34), alors que, par la suite, il siégera au sein de la noblesse, au titre de seigneur temporel de Gembloux. Son cas n'est cependant pas très clair. Certains indices permettent de croire qu'il était aussi régulièrement convoqué avec les nobles du duché quand les prélats n'assistaient pas à la réunion (35). Sa position aurait donc été ambiguë : comme

(31) On doit à M. R. Van Uytven (*Wereldlijke overheid* ..., pp. 82 et suiv.) l'état de la question le plus récent sur le rôle des ecclésiastiques au sein des Etats de Brabant, et sur la composition de leur groupe. Les vieux travaux de M. Ernst, *Vers quel temps* ..., J. B. Engels, *Vers quel temps* ..., et A. Heylen, *Commentarius* ..., tous trois parus dans les Mémoires de l'Académie, in-4°, en 1783, n'ont toutefois pas encore été remplacés. Les deux derniers peuvent encore se lire avec fruit.

(32) Un acte des trois Etats du 4 novembre 1415 (*Den Luyster van Brabant*, 2e partie, pp. 17-19, et un autre du 28 novembre 1420 (*Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559).

(33) En 1415, seuls les douze abbés figurent parmi les membres présents à l'assemblée ; en 1420, ils sont accompagnés de trois autres supérieurs cités. — Le prévôt de Sainte-Gertrude ira dans la suite rejoindre le groupe des abbés, lorsque Sainte-Gertrude sera devenue une abbaye.

(34) Il figure en tête de la liste des prélats dans les actes des 4 novembre 1415 et 28 novembre 1420 dont il a déjà été question à la n. 32. C'est donc à tort que M. R. Van Uytven (*Wereldlijke overheid* ..., pp. 88-89) en fait, sans nuance, dès le XIVe-XVe siècle, un représentant de la noblesse.

(35) Dans les comptes de la recette générale, au chapitre des messageries, on mentionne souvent l'envoi, dans un court espace de temps, de lettres ducales à de nombreux supérieur(e)s d'abbayes et couvents, nobles et villes. Quelquefois le motif de cette correspondance est indiqué, par exemple par le mot «*Landachvairt*» écrit en marge. A plusieurs reprises, lorsque des prélats n'ont pas été convoqués, on constate que l'abbé de Gembloux, quant à lui, l'a été. Exemples, avec mention «*landachvairt*» en marge : AGR, CC, 2405, fol. 89v°-90r°, 95v°, 96r°-v°, 100v° (voir aussi fol. 71v°, qui indique qu'il s'agit de convocations à une réunion des deux Etats laïques à tenir à Lierre le 2 août 1424), 97r°-v° et 98r°-v°. Autres exemples, sans mention «*landachvairt*» : CC, 2405, fol. 85v°, 101r°, 223, 224r° (voir aussi fol. 210r° et 212r°, qui montrent qu'il s'agit de convocations pour une réunion des deux Etats laïques à tenir à Louvain le 25 octobre 1424), 225r°, 225v°-226r°, 229v°-230r°, 232, 237r°, 238r°, 239r°, 240r° ; CC, 2406II, fol. 85, 90-91 et 92r° ; CC, 1794, fol. 65v°-66v°.

abbé, il aurait siégé avec le clergé lorsque celui-ci participait à la séance, mais c'est sans doute déjà en qualité de seigneur de Gembloux qu'il était appelé à prendre place dans la noblesse quand seuls les Etats laïques étaient convoqués.

Signalons ici qu'un autre ecclésiastique est, quant à lui, régulièrement aux côtés des barons et chevaliers même lors des réunions des trois Etats : c'est le maître de la Commanderie de Chantraine, qui siège avec la noblesse, sans doute en raison du caractère militaire de son ordre (36).

La députation du clergé, telle qu'elle nous est connue, est donc peu nombreuse et formée des supérieurs d'une partie seulement des institutions religieuses qui participent aux aides (37), et l'on sait, sans que le phénomène ait été expliqué, qu'en Brabant les chapitres séculiers échappaient à cette forme de contribution (38). Parmi tous les couvents qui payent leur quote-part dans les subsides aux princes, ne paraissent pas représentés aux Etats les monastères de femmes, quelle que soit leur localisation, ni les monastères d'hommes possédant des biens en Brabant — et taxés de ce fait — mais dont le siège est établi en dehors des limites du duché.

Peut-on toutefois affirmer que seuls les quinze dignitaires énumérés ci-dessus avaient le *droit* de siéger ? Poser la question revient à s'interroger sur le fait de savoir quels étaient, parmi les ecclésiastiques, ceux qui étaient convoqués aux réunions d'Etats (39). La documentation ne permet malheureusement pas de répondre d'une manière certaine. Tout au plus a-t-on lieu de croire que des convocations étaient adressées à un nombre élevé de supérieurs d'institutions religieuses. C'est ainsi que, pour le règne de Philippe de Saint-Pol, de nombreux indices permettent de supposer avec beaucoup de vraisemblance qu'étaient convoqués aux réunions des trois Etats non seulement les chefs de la plupart des communautés religieuses d'hommes mais aussi des supérieures de couvents de femmes, que les monastères en question fussent situés ou seulement possessionnés en Brabant (40).

(36) Il est non seulement convoqué au même titre que l'abbé de Gembloux dans les exemples mentionnés à la note précédente, mais figure parmi les nobles dans les actes dont il a été question à la note 32. — La commanderie de Chantraine appartenait à l'ordre des Hospitaliers.

(37) A ce sujet, voir *supra*, p. 125.

(38) M. R. Van Uytven, *Wereldlijke overheid* ..., p. 89, a fort bien fait remarquer l'absence de représentation des chapitres séculiers ainsi d'ailleurs que des couvents appartenant aux ordres de création plus récente.

(39) E. Lousse, *Les Etats ... de Brabant*, p. 8, a fort bien montré qu'il y avait, en ce qui concerne les députés d'un ordre, lieu de distinguer :

«a) ceux qui étaient habituellement convoqués aux assemblées de l'ordre et dont le nombre était relativement élevé ;

b) le nombre excessivement restreint de ceux qui avaient l'habitude de répondre aux convocations, et qui donc représentaient tout le monde, par la force même des choses, et l'absentéisme sévissant».

(40) Le 6 août 1429, des messagers sont envoyés avec des lettres ducales aux nobles, aux villes et aux établissements religieux d'hommes et de femmes. Le compte qui nous l'apprend indique en marge quel fut le motif de cette correspondance : «*Landachvart*» (AGR, CC, 2408, 1er compte, fol. 70v°-71). Il y eut effectivement une réunion des trois Etats à Louvain du 23 au 27 août suivant (voir Annexe V, 1561). — Fin août 1429, nouvel envoi de lettres aux nobles, aux villes et aux établissements religieux des deux sexes. Même motif indiqué en marge (*ibid.*, fol. 71r° et 72). — Les 7 et 9 septembre suivants, troisième série de lettres cette fois pour les abbés, abbesses, prieurs et prieures, ainsi

Sous Jean IV, il semble qu'on se soit habituellement contenté de s'adresser à la quinzaine de prélats dont la liste figure plus haut, et auxquels s'ajoutent parfois le prévôt de Gempe ou le prieur du Val-des-Ecoliers de Léau (41) ; mais dans quelques circonstances, il fut fait appel à un nombre beaucoup plus considérable d'abbayes et de couvents (42), voire à des séculiers (43).

Il y aurait donc eu un écart considérable entre le nombre parfois assez élevé des religieux convoqués aux assemblées, et celui, beaucoup plus modeste, des «prélats» effectivement présents.

Ajoutons à cela qu'en une circonstance au moins, les sources nous indiquent que des séculiers ont effectivement participé à une diète. Il est vrai que c'était pour y discuter d'un sujet touchant à la vie religieuse du pays : le 20 mars 1376, en effet, se réunirent à Bruxelles, outre les villes brabançonnes, les prélats et les «*papen*», pour y envisager les moyens d'échapper à l'interdit qui avait été jeté sur le pays (44).

que pour les villes. Toujours «*Landachvart*» en marge (*ibid.*, fol. 74). Pour ces deux dernières séries de lettres, il n'a pas été possible de déterminer à quelles réunions d'Etats elles se rapportent. Peut-être y a-t-il eu des assemblées à Louvain, sans que nous en ayons de trace (à ce sujet, voir ci-dessus, p. 430). Parmi les couvents de femmes auxquels des lettres furent ainsi adressées figurent les abbayes de Nivelles, Parc-les-Dames, Neerlinter (Val-Virginal), Florival, La Ramée, Aywières, Kortenberg, Forest, Grand-Bigard, Petit-Bigard ainsi que le prieuré de Val-Duchesse ; parmi les couvents étrangers possessionnés en Brabant, on trouve Moustier-sur-Sambre, Salzinnes, Cambron, Lobbes, Floreffe, Bonne-Espérance, Saint-Trond, Saint-Laurent-lez-Liège, etc.—En revanche, sans qu'il soit précisé en marge qu'il s'agit de réunions d'Etats, il est permis d'établir des concordances entre des envois de lettres et des assemblées à d'autres moments du règne du même prince : ainsi, début août 1427, envoi de lettres ducales aux prélats (hommes et femmes), barons, nobles, villes et franchises (CC, 2406II, fol. 98-99) ; réunion des trois Etats à Bruxelles du 24 au 31 août (Annexe V, 1471) ; — lettres adressées aux mêmes début septembre 1427 (CC, 2406II, fol. 100-101r°) ; réunion des trois Etats à Anvers du 10 au 16 septembre (Annexe V, 1474) ; — lettres adressées aux mêmes (dont l'abbesse des Dunes et l'abbé de Saint-Bavon de Gand) les 11 et 18 avril 1430 (CC, 2408, 2e compte, fol. 71-72) ; réunion des trois Etats à Louvain du 2 au 6 mai (Annexe V, 1585) ; etc.

(41) Prévôt de Gempe, invité par la ville de Louvain à assister à une diète des trois Etats à Louvain en juin 1417 (AV Louvain, 5022, fol. 131r° ; — pour cette réunion, voir Annexe V, 1053) ; lettre ducale lui adressée fin octobre 1425 (AGR, CC, 2405, fol. 407 ; — réunion des trois Etats à Bruxelles début novembre 1425 ; Annexe V, 1410). — Pour le prieur du Val des Ecoliers, à Léau, voir AGR, CC, 1788, fol. 13v°, CC, 2404, 1er compte, fol. 61v°, 3e compte, fol. 44r°, CC, 2405, fol. 244v°-245r°, CC, 2406I, fol. 66v°-68. — A. D'HOOP, *Inventaire général des archives ecclésiastiques* ..., t. IV, p. 252, n. 1, fait d'ailleurs remarquer que le prieur «siégeait aux Etats de la province avec les abbés du duché».

(42) A la mi-juin 1424, le duc réunit les trois Etats à Anvers pour leur exposer ses besoins financiers (Annexe V, 1333). Parmi les couvents non habituellement convoqués sous Jean IV se trouvent les abbayes de La Ramée, Aywières, Nazareth (prov. Anvers), Rottem, Florival, Oplinter, Forest, La Cambre, Kortenberg, Parc-les-Dames, Binderen et Hoydonck (tous deux en Brabant septent.) et le prieuré de Grand-Bigard, toutes maisons de femmes (AGR, CC, 2405, fol. 94). — Voir aussi, en décembre 1422, CC, 2404, 3e compte, fol. 49.

(43) Le 23 juin 1421, des messagers sont envoyés avec des lettres ducales aux prélats, chapitres, doyens de chrétienté, barons, chevaliers, villes et franchises du Brabant ainsi qu'à Maastricht (AGR, CC, 2404, 1er compte, fol. 59r°). — Le 8 juillet de la même année, nouvelle série de lettres adressées aux mêmes (*ibid.*, fol. 60r°) ; quelques jours plus tard, une réunion des trois Etats se tint à Malines (Annexe V, 1224). — Fin mars 1423, lettres ducales envoyées à un certain nombre d'abbés, de doyens, de chapelains, de nobles et de villes (AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 55v°-56r°). Dans les jours qui suivirent, il y eut deux *dachvarden* à Louvain (Annexe V, 1278 et 1280).

(44) Annexe V, 400. — Le sujet fait encore l'objet de réunions des villes en avril suivant (*ibid.*,

On le voit, le problème de la composition théorique du premier ordre n'est pas simple. Quant à la participation pratique du clergé à la vie politique du duché, il est permis de dire que les prélats furent certainement mêlés à celle-ci dès avant la mort du duc Jean III (45), mais qu'ils ne participèrent toutefois que rarement aux sessions des Etats avant le décès de Wenceslas. Ils assistent à une réunion à Anvers en 1361 (46), et à une dizaine d'autres de 1371 à 1381 (47).

De temps à autre, et tout au long de la période étudiée, il leur arrive aussi de siéger seuls, en l'absence des ordres laïques (48).

2. La noblesse.

Le premier des deux ordres laïques se compose, suivant les énumérations les plus courantes, de barons et de chevaliers, mais aussi, ainsi qu'il apparaît parfois, d'écuyers.

Ces trois catégories de personnages, tous qualifiés aussi de nobles (49), paraissent représenter trois degrés dans la hiérarchie chevaleresque. Le fait est certain pour les chevaliers (50) et les écuyers (ceux-ci n'étant que des candidats-chevaliers non encore adoubés), mais demande à être vérifié en ce qui concerne les barons.

La notion même de «baron», que ce soit en Brabant ou ailleurs dans l'Europe occidentale, n'a pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble satisfaisante. Le vocable paraît avoir eu une histoire sémantique particulièrement riche et curieuse, et cet aspect linguistique ne doit sûrement pas être négligé dans une approche du contenu institutionnel du mot (51). «Baron» a signifié notamment

401, 402). — A propos des cironstances de cet interdit, voir J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. I, pp. 248-252, et F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, pp. 218-219.

(45) R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid ...*, p. 85, et R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst ...*, pp. 24-26.

(46) Annexe V, 12. — Sur le but de cette réunion, voir F. QUICKE, *Les Pays-Bas ...*, pp. 69-70.

(47) Annexe V, 138, 152, 157, 185, 234, 267, 400, 484, 491 et 494.

(48) Voir *infra*, p. 459.

(49) C'est, d'après P. BONENFANT et G. DESPY, *La noblesse en Brabant ...*, pp. 60-61, vers le milieu du XIII^e siècle que la noblesse brabançonne des XII^e-XIII^e siècles «s'est confondue avec des lignages de la chevalerie».

(50) On consultera notamment de nombreuses listes de combattants conservées, dans lesquelles on cite toujours dans l'ordre hiérarchique décroissant, les trois grandes catégories suivantes a) les *bannerets* ou *chevaliers bannerets* (sur ce terme, voir *infra*) ; b) les *chevaliers* eux-mêmes parfois répartis en *chevaliers à compagnon* et *chevaliers bacheliers* (= chevaliers non accompagnés ? ; comparez au sens de *bachelor* = célibataire, en anglais ; le dictionnaire de TOBLER-LOMMATZCH, *Altfranzösisches Wörterbuch*, t. I, *sub verbo «bachelier»* donne notamment le sens de «jeune chevalier») ; c) écuyers. Nombreux exemples dans dom PLANCHER, *Histoire ... de Bourgogne*, t. III, pp. 559, 565-566, 571, 577-581, 583-585, 588-596 ; pp. 595-596 : exemple de subdivision des écuyers en *écuyers bannerets* et [simples] *écuyers* ! Les écuyers bannerets se rangent après les chevaliers bacheliers. — Sur les chevaliers à compagnon et les chevaliers bacheliers, voir aussi *supra*, p. 343.

(51) Jusqu'à présent, c'est d'ailleurs chez les philologues que l'on peut glaner le plus d'informations intéressantes sur *les* barons du Moyen Age. Voir notamment DU CANGE, *Glossarium mediae et infimae latinitatis*, t. I, pp. 579-585 ; *Mittellateinisches Wörterbuch*, t. I, col. 1376-1379 ; F. GODEFROY, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, t. I, p. 589 ; TOBLER-LOMMATZCH, *Altfranzösisches Wörterbuch*, t. I, col. 847-849, avec bibliographie ; W. VON WARTBURG, *Französisches*

«serf» et «mari», deux sens dérivés sans doute d'un troisième, plus général : «homme» (52). Même dans le cadre plus limité du vocabulaire féodal, la signification du terme a pu varier dans le temps et dans l'espace. Il a probablement servi dans certains cas à désigner les vassaux directs des rois ou des princes (53) ou seulement les plus importants d'entre eux (54) ; il a pu aussi parfois être synonyme de «pair» (55).

Dans le monde roman, le «baron» a souvent été distingué nettement du «banneret» (56), personnage dont la caractéristique est de pouvoir conduire au combat, sous sa bannière, un certain nombre d'hommes d'armes (57).

Bien que le «banneret» attende encore lui aussi son historien, il semble qu'il faille voir dans cette dignité un échelon de la hiérarchie chevaleresque, et non féodale, sommant le chevalier (adoubé) et l'écuyer (non encore adoubé) (58).

En Brabant, il paraît à peu près certain que les deux termes ont le plus souvent été confondus. Les mêmes personnages qui sont dits «*barones*» en latin et «barons» en français, sont qualifiés de «*baenrotsen*» dans les textes néerlandais, évidemment les plus nombreux. Or «*baenrots*» est la traduction habituelle de «banneret», non de «baron» (59).

Etymologisches Wörterbuch, t. I, pp. 254-255 ; E. VERWIJS et J. VERDAM, *Middelnederlandsch woordenboek*, t. I, col. 586-587.

(52) Voir par exemple J. F. NIERMEYER, *Mediae Latinitatis Lexicon Minus*, pp. 85-86.

(53) M. BLOCH, *La Société féodale, Les classes et le gouvernement des hommes*, pp. 79-80. — C'est le sens qu'attribuent au mot «*baro*» en Brabant, aux XIIe-XIIIe siècles, P. BONENFANT et G. DESPY, *La noblesse en Brabant*, p. 49.

(54) M. BLOCH, *op. cit.*, pp. 80-81.

(55) *Ibid.*, p. 80. — Mais ailleurs «pair» et «baron» sont loin d'être synonymes, en ce sens que la «pairie» a pu exister là où la «baronnie» était inconnue, comme dans le comté de Namur par exemple (L. GENICOT, *L'économie rurale* ..., t. II, p. 153). En Flandre, l'équation pair = baron ne paraît pas pouvoir être soutenue, quoique le dernier auteur ayant traité de la question se montre très confus à ce propos (E. WARLOP, *De Vlaamse Adel*, t. I, pp. 156-157 et 169, ... écrit qu'il y a des pairs et des barons, mais p. 171, il prétend qu'on devient pair par la possession d'une baronnie ! ; les éléments fournis par le t. II de ce travail montrent au contraire clairement que l'équation est fausse). Voir aussi l'article de P. FEUCHÈRE, *Pairs de principauté et pairs de château*.

(56) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 79 ; L. GENICOT, *op. cit.*, t. II, p. 153.

(57) M. BLOCH, *op. cit.*, p. 79. — Les estimations quant à ce nombre varient selon les auteurs : pour M. GUILLAUME, *Histoire de l'organisation militaire* ..., pp. 22-23, qui écrivait en 1848, il fallait, pour être banneret, pouvoir conduire à ses frais cinquante lances, c'est-à-dire *trois cent* gens d'armes ; pour le comte G. DE LIEDEKERKE (*Histoire de la maison de Gavre et de Liedekerke*, t. I, p. 9), il suffisait de réunir sous sa bannière *vingt-cinq* hommes d'armes ! Inutile de dire que ces chiffres sont assez fantaisistes. Notons encore que, pour ajouter à la confusion, certains n'hésitent pas à faire du banneret un baron d'un rang supérieur (DE LIEDEKERKE, *op.* et *loc. cit.*), tandis que d'autres auraient plutôt tendance à faire du baron un banneret d'un rang supérieur (M. BLOCH, *op. cit.*, p. 79).

(58) Voir notamment ce que raconte J. DE CHESTRET DE HANEFFE (*Renard de Schönau* ..., pp. 17-20, qui renvoie à Hemricourt et à la Chronique de l'abbaye de Saint-Trond) de la carrière de Renaud de Schönau, qui, encore simple écuyer au début de l'année 1346, devient chevalier et banneret le même jour, soit le 19 juillet 1346, à l'occasion de la bataille de Vottem opposant Engelbert de La Mark à ses sujet liégeois révoltés.

(59) Sur *baenrots, voir* E. VERWIJS et J. VERDAM, *Middelnederlandsch woordenboek*, t. I, col. 514-515. — Pour expliquer l'équivalence *baro* = *baenrots*, il faut sans doute tenir compte du fait que la plus grande partie du Brabant est située en dehors du domaine des parlers romans. Néanmoins, la confusion a pu exister ailleurs : ainsi, à propos des événements rappelés dans la note 58, ci-dessus, J. DE HEMRICOURT, *Œuvres*, t. I, p. 56, dit que Renaud de Schönau «*levat banire*», ce que la

Les barons brabançons sont, et c'est là le point le plus sûr, nettement distingués des autres nobles, chevaliers et écuyers, et cette distinction n'est pas purement honorifique : elle peut avoir des implications pratiques. C'est ainsi que les barons qui faisaient partie du Conseil de régence pendant la minorité de Jean IV percevaient des gages plus élevés que leurs autres collègues nobles, qui n'étaient que chevaliers (60). Mais il n'est pas permis de soutenir, comme le fait Gaillard, que la qualité était liée à la possession d'une seigneurie bien déterminée (61). Nous possédons en effet un texte fort précis qui nous apprend qu'en 1374-1375 le seigneur de Gaasbeek n'était pas encore baron (*non est adhuc baro*), et qu'il en était de même pour le seigneur de Bergen-op-Zoom (62), ce qui paraît impliquer, en outre, que la «baronnie» n'était pas encore héréditaire de droit, et qu'elle constituait une qualité personnelle qui s'acquérait d'une façon qui n'est malheureusement pas exactement déterminée. Il est seulement permis de supposer que c'était à l'occasion d'une cérémonie de «levée de bannière» (63), au cours de laquelle un noble, déjà chevalier, recevait (de son prince ?) le droit de posséder un étendard personnel (64).

Chronique de l'abbaye de Saint-Trond, éd. C. DE BORMAN, t. II, a° 1347, p. 291, rend par «*baro factus* [*est*]». En Angleterre aussi, on relève parfois au XVI^e^ siècle une confusion entre «banneret» et «baron» (voir T.F. TOUT, *The English Parliament* ..., p. 552). La «collision» des deux termes dans le domaine thiois peut sans doute notamment s'expliquer par les consonances très voisines offertes par les mots «*baro*» et «*baenrots*». A noter encore que la traduction néerlandaise plus exacte du mot baron dans son acception féodale est «*vrijheer*» (en all. «*Freiherr*»). — L'équivalence entre «baron» et «*baenrots*» en Brabant n'est toutefois pas absolue. Il y a au moins un cas où l'on a fait la distinction entre les deux termes. Dans la Charte de Kortenberg de 1312, le duc demande à «*alle onsen* baronen *van onsen lande, ridderen beide* banerache *ende andren* ...» de sceller avec lui (J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. II, p. 15, l.101-103) ; ce membre de phrase est repris dans la Confirmation de 1372, où cela devient «*allen onsen* baroenen, *ridderen, beide* banrotsen *ende ridderen*, ...» (*ibid.*, t. II, p. 37, l.260-261).

(60) Voir *supra*, p. 351. — En général, les barons qui avaient bouche en cour, avaient droit à une suite plus importante que les chevaliers (voir *supra*, p. 343), ainsi qu'à des quantités plus grandes de bois et de charbon de bois (voir *supra*, p. 354). Signalons encore un acte de Jeanne du 9 août 1385 (AGR, Chartes de Brabant revenues de Vienne, cote ancienne : boîte III, n° 111), par lequel la duchesse promet de rembourser, avant la Noël prochaine, une grosse somme d'argent à son conseiller Jean de Gronsveld ; en cas de non-remboursement, des otages devront être fournis — ce sont les pleiges de la duchesse — et l'acte précise que chaque baron devra être accompagné d'un homme d'armes et de trois chevaux, tandis qu'un chevalier ou un écuyer ne devra se faire suivre que d'un homme d'armes et de deux chevaux.

(61) A. GAILLARD, *Le Conseil de Brabant* ..., t. I, p. 24, n. 1, qui donne la liste des neuf baronnies de Brabant ayant existé d'après lui au début du XV^e^ siècle (renseignement qu'il tire du *Luyster* ... *van Brabant*, I^re^ partie, p. 188).

(62) Cette annotation est due au receveur de Brabant, qui, dans les dépenses relatives aux gages en nature (bois) payés aux conseillers brabançons en 1374-1375 (AGR, CC, 2361, pp. 81-82), explique pourquoi les seigneurs de Gaasbeek et de Bergen-op-Zoom n'ont reçu que 100 esclayes de bois pour l'année, alors que la plupart des nobles du Conseil avaient habituellement 200 esclayes. — H. J. SMIT, *De rekeningen* ..., t. III, p. 121, mentionne aussi un exemple de noble hollandais qui de chevalier devient baron (en 1340-1341).

(63) Voir ce qui est dit note 58 à propos de Renaud de Schönau. Par ailleurs, dom PLANCHER, *Histoire* ... *de Bourgogne*, t. III, p. 559, parle d'un Jean de Bourgogne, seigneur de Montaigu, qui est devenu chevalier banneret par patentes du duc de Bourgogne, du 6 mars 1367 !

(64) Il faut noter ici qu'il paraît y avoir eu, en Brabant, à côté des nobles barons (= bannerets), des bannerets d'occasion, plus exactement des bannerets de tournoi. Deux textes le font supposer : a) le premier est relatif à Jean, bâtard de Luxembourg (voir Annexe IV) et à un tournoi auquel celui-ci

Quels sont les nobles que l'on voit ainsi accéder à la qualité de banneret ? Essentiellement, comme nous l'avons déjà suggéré plus haut, des membres de la haute noblesse, certains issus de familles apparentées aux ducs, comme les Hornes, les Gaasbeek, les Diest, les Wittem, ..., d'autres encore descendant d'anciens *ministeriales*, comme les Rotselaar et les Wezemaal. Siègent aussi parmi les barons de Brabant des nobles dont la puissance est d'origine étrangère, tels au XVe siècle Pierre de Luxembourg, comte de Conversan et de Brienne, seigneur d'Enghien, qui possédait accessoirement des biens dans le Brabant wallon, et Engelbert de Nassau, devenu par mariage seigneur de Bréda (65).

Ces barons ne sont pas très nombreux, moins d'une vingtaine au total. Ils ne représentent qu'une minorité au sein de la noblesse qui participe à la vie politique du duché, et au sujet de qui nous sommes un peu mieux renseignés qu'à propos des prélats. En effet, sept actes au moins nous fournissent, pour le XIVe et le premier tiers du XVe siècle, des listes de nobles ayant souscrit à des décisions importantes consignées par écrit :

— Acte de Jean II du 27 septembre 1312, connu sous le nom de «Charte de Kortenberg» : *58 nobles*, dont les comtes de Juliers et de Looz (66) ;
— Alliance des «chevaliers» du 17 mai 1355 : *138 chevaliers* (67) ;
— Confirmation de la Charte de Kortenberg, du 17 septembre 1372 : 71 nobles, dont 4 princes étrangers, 13 conseillers ducaux, 4 conseillers de Kortenberg, *43 barons et chevaliers* et *8 écuyers* (68);
— Union des Etats du 4 novembre 1415 : *125 nobles brabançons et limbourgeois* (69) ;
— Correction des conseillers de Jean IV, le 15 août 1420 : *27 nobles* (70);
— Election de Philippe de Saint-Pol en qualité de régent, le 28 novembre 1420 : *57 nobles* (71) ;

a participé le jour du mardi-gras 1378, n.s. : «*Item gegeven Caprune* [= un fournisseur] *van twee behoirden dat Jan die bastart te Bruessel behourde te vastelavont LXXVII ende van eenre banieren doin hi banrots was, XX mott.*» (AGR, CC, 2363, p. 78) (à noter que le même Jean reçut encore du drap pour une bannière de tournoi en 1380-1381 : CC, 2366, p. 119) ; b) un peintre bruxellois a, sur ordre du duc, travaillé pour Jean Blondel à l'occasion du tournoi du mardi-gras 1408, «*vander welker feesten de voirs. Jan Blondel ter ordonnancie mijns voirs. heeren een van den baenretsen was, ...*» (CC, 2394, fol. 190r°). Ce Jean Blondel, sans doute un parent du conseiller Guillaume Blondel, avait été écuyer tranchant, puis chambellan et conseiller de Philippe le Hardi (voir par exemple ACO Dijon, B 1495, fol. 43v° et B 1519, fol. 75r°), avant de devenir écuyer de l'Hôtel d'Antoine (il est repris comme tel dans l'ordonnance sur l'Hôtel du 18 mars 1407, publiée par P. KAUCH, *L'organisation* ..., et est encore cité en cette qualité dans le compte de la recette générale de Brabant, de 1408-1409, CC, 2394, fol. 382r°). Ni Jean, bâtard de Luxembourg, ni Jean Blondel ne sont par ailleurs connus comme barons.

(65) C'est là peut-être une raison supplémentaire de la confusion habituelle entre les notions de «baron» et de «banneret» en Brabant. A l'origine, le *baenrots*» n'est qu'un «banneret». Mais (à un stade ultérieur de l'évolution ?) l'on constate que seuls deviennent bannerets en Brabant des membres de la haute noblesse qui gravitent dans l'entourage des ducs.

(66) Edité dans J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. II, pp. 12-19.

(67) Editée dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 475 et suiv.

(68) Edité dans J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. II, pp. 32-42.

(69) *Den Luyster van Brabant*, 2e partie, pp. 17-19.

(70) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 44-47. — Pour le contexte de cet acte révolutionnaire, voir ci-après, chap. II et chap. III. — Liste des nobles donnée *infra*, p. 507, n. 229.

(71) *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559.

— Acte constitutionnel de Jean IV, du 12 mai 1422, connu sous le nom de *Nieuw Regiment* : *96 nobles* (72).

On le voit, les membres du deuxième ordre sont toujours relativement nombreux. Ils dépassent habituellement la cinquantaine, et lorsque, comme en août 1420, leur nombre est plutôt réduit, le fait n'est dû qu'à des circonstances exceptionnelles, la réunion à laquelle n'assistent que vingt-sept nobles étant une assemblée «illégale», tenue contre la volonté du prince par des membres des Etats laïques révoltés contre lui.

Il faut encore signaler que des ecclésiastiques ont pu, régulièrement ou à l'occasion, siéger au sein de la noblesse. Il y a d'abord le cas du «maître» de Chantraine, et celui, moins clair, de l'abbé de Gembloux dont il a déjà été question plus haut (73). Mais il y a aussi des religieux que les hasards familiaux ont placés, à titre personnel, à la tête de seigneuries locales plus ou moins importantes, et qui, de ce fait, ont pu être amenés à siéger aux Etats, non comme ecclésiastiques, mais en qualité de seigneurs. C'est ainsi que le premier *noble* à sceller le *Nieuw Regiment* du 12 mai 1422, se trouve être Louis d'Harcourt, archevêque de Rouen. Ce n'est évidemment pas cette dignité qui explique son intervention en cette occasion, mais le fait qu'il a la qualité de seigneur d'Aarschot (74).

De même que les prélats ont pu se réunir séparément, les nobles ont tenu quelques assemblées particulières, principalement au début du XV^e^ siècle(75).

3. Les villes et franchises.

Le troisième ordre se compose d'un nombre variable de villes et franchises, c'est-à-dire de localités privilégiées, les premières se distinguant des secondes par leur plus grande importance géographique et économique, et par le fait qu'elles sont généralement entourées de remparts.

Les grands moments de l'histoire politique interne du Brabant, qui nous ont fait connaître les nobles participant à la vie du duché, nous donnent aussi les listes des villes et franchises ayant souscrit aux actes établis dans ces circonstances.

— Charte de Kortenberg, 27 septembre 1312 : 18 villes et franchises (76) ;

— Union des villes du 8 mars 1355 ayant pour but d'affirmer l'indivisibilité des Etats de Jean III en cas de décès de celui-ci : 44 villes et franchises de Brabant, Limbourg et Outre-Meuse (77) ;

(72) *Ibid.*, t. IV, pp. 379-388.

(73) Voir *supra*, p. 435.

(74) C. LEYSSENS, *Geschiedenis van Aerschot*, pp. 35-36, signale bien que Louis d'Harcourt fut seigneur d'Aarschot, mais il se trompe quant à la date à laquelle celui-ci succéda à sa nièce Marie d'Harcourt, puisqu'il la fait mourir après 1429. Or Louis d'Harcourt porte bien le titre de seigneur d'Aarschot dans le *Nieuw Regiment* de 1422.

(75) Voir *infra*, pp. 459-460, n. 220 et 221.

(76) J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. II, pp. 12-19. — Il s'agit de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Jodoigne, Genappe, Lierre, Herentals, Turnhout, Hannut, Vilvorde, Tervuren, Ijse, Merchtem et Capelle-au-Bois.

(77) *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 473-474 ; *Den Luyster van Brabant*, I^re^ partie, pp. 124-125. — Il

— Union des villes et franchises du 18 février 1372 en vue de faire respecter leurs privilèges et notamment la Charte de Kortenberg : 44 villes et franchises du seul Brabant (78) ;
— Confirmation de la Charte de Kortenberg, 17 septembre 1372 : 21 villes et franchises dont Anvers (79) ;
— Réconciliation entre les ducs Wenceslas et Jeanne et leurs villes et franchises, 30 avril 1374 : 23 villes et franchises (80) ;
— Grand privilège pour Louvain, 25 janvier 1382 : 19 villes et franchises (81).
— Confédération entre les villes du Brabant, du pays de Liège et du comté de Looz, 6 février 1398 : 11 villes et franchises (82) ;
— Union des Etats du 4 novembre 1415 : 28 villes et franchises, dont 17 du Brabant et 11 du Limbourg et de l'Outre-Meuse (83) ;
— Correction des conseillers de Jean IV, 15 août 1420 : 16 villes et franchises (84) ;

s'agit de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Nivelles, Léau, Maastricht, Limbourg, Dalhem, Rolduc, Kerpen, Wassenberg, Sprimont, Lierre, Herentals, Turnhout, Jodoigne, Hannut, Genappe, Landen, Dormaal, Halen, Diest, Aarschot, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Bréda, Heusden, Grave, Helmont, Eindhoven, Sint-Oedenrode, Oerle, Eersel, Oosterwijk, Waalwijk, Vilvorde, Tervuren, Overijse, Asse, Merchtem et Capelle-au-Bois.

(78) *Den Luyster van Brabant*, Ire partie, pp. 144-146. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Lierre, Vilvorde, Herentals, Jodoigne, Halen, Landen, Dormaal, Hannut, Genappe, Turnhout, Aarschot, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Diest, Tervuren, Overijse, Asse, Merchtem, Duisburg, Wavre, Grez, Incourt, Helmont, Eindhoven, Oosterwijk, Oirschot, Sint-Oedenrode, Waalwijk, Oerle, Eersel, Gembloux, Rhode-Saint-Genèse, Capelle-au-Bois, Orp-le-Grand, Braine-l'Alleud, Geest-Gérompont et Nodebais. J. VAN DER STRAETEN (*Het Charter* ..., t. I, p. 87, n. 22) en connaît deux originaux (l'un aux AGR, Chartes de Brabant, n° 2905 et l'autre aux AV Louvain, n° 249). Il en existe encore deux autres, le premier dans le chartrier de la ville de Léau conservé aux AGR, Greffes scabinaux de l'arrondissement de Louvain, 3876², le second à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 438 (Reg. 692).

(79) J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. II, pp. 32-42. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Anvers (malgré sa dépendance à l'égard de Louis de Male), Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Jodoigne, Lierre, Herentals, Vilvorde, Hannut, Genappe, Halen, Landen, Diest, Aarschot, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen et Bréda.

(80) *Ibid.*, t. II, pp. 147-152. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Lierre, Herentals, Jodoigne, Vilvorde, Hannut, Gembloux, Genappe, Halen, Turnhout, Aarschot, Diest, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Bréda, Helmont et Eindhoven.

(81) H. VANDER LINDEN, *Les institutions* ..., pp. 182-194. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Lierre, Jodoigne, Herentals, Vilvorde, Halen, Landen, Aarschot, Diest, Zichem, Bréda, Bergen-op-Zoom, Steenbergen et Gembloux.

(82) *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 689-691. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Lierre, Herentals, Diest, Bréda et Bergen-op-Zoom.

(83) *Den Luyster van Brabant*, 2e partie, pp. 17-19. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Maastricht, Tirlemont, Léau, Nivelles, Diest, Herentals, Lierre, Aarschot, Bréda, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Jodoigne, pour elles et pour les autres villes et franchises du Brabant, Limbourg, Fauquemont, Dalhem, Rolduc, Wassenberg, Gangelt, Millen, Waldfeucht, Kerpen, Lommersum et Sprimont.

(84) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 44-47. — Il s'agit de Louvain, Tirlemont, Maastricht, Léau, Nivelles, Lierre, Herentals, Bréda, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Aarschot, Vilvorde, Zichem, Halen, Landen et Jodoigne.

— Election de Philippe de Saint-Pol comme régent, 28 novembre 1420 : 26 villes et franchises (85) ;
— *Nieuw Regiment* du 12 mai 1422 : 33 villes et franchises (86).

Ajoutons encore que, le 28 mars 1427, douze villes et franchises décident qu'aucune ville, aucun village, aucune franchise ne fera désormais saisir ou charger un ressortissant d'une autre localité du Brabant pour des dettes auxquelles seraient tenus le duc, ses prédécesseurs ou l'ensemble des villes brabançonnes (87).

C'est parfois le texte même d'un acte officiel et non plus le protocole initial ou final qui fait connaître les présences à une assemblée : ainsi, dans une lettre patente du 24 mai 1406, la duchesse Jeanne expose qu'elle a convoqué pour le 22 mai précédent à Bruxelles les prélats, barons, chevaliers et villes afin d'apaiser un conflit surgi entre le gouverneur Antoine et la ville de Bruxelles. Parmi les localités qui répondirent à cette convocation se trouvaient Louvain, Nivelles, Léau, Vilvorde, Lierre et Herentals (88).

D'autres indications sur la participation des villes à la vie politique du duché sont, bien entendu, fournies par les comptes. Pour les années pour lesquelles les comptes communaux sont conservés, nous savons quand les villes de Léau, de Diest et de Lierre envoyaient des députés aux réunions d'Etats (89). De plus Louvain nous fournit parfois la liste (complète ?) des délégations présentes dans ses murs. Le 14 mars 1366, par exemple, les représentants de Bruxelles, de Tirlemont, de Nivelles et de Léau reçoivent des présents du Magistrat à l'occasion de leur séjour à Louvain (90). En janvier 1376, se retrouvent au même endroit les délégués de Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Lierre, Herentals, Vilvorde et Aarschot, alors même que l'objet de la réunion ne porte que sur des négociations financières entre Louvain et Bruxelles (91). En juin 1378, sont à Louvain, pour deux conférences successives consacrées aux difficultés financières du Magistrat local, une première fois les délégations de Bruxelles.

(85) *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559. — Il s'agit de Louvain, Bruxelles, Anvers, Tirlemont, Léau, Nivelles, Diest, Herentals, Lierre, Aarschot, Bréda, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Jodoigne, Vilvorde, Helmont, Eindhoven, Turnhout, Hoogstraten, Tervuren, Overijse, Landen, Halen, Wavre ? (*Wanen*) et Dormaal.

(86) *Ibid.*, t. IV, pp. 379-388. — Ce sont Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Herentals, Lierre, Vilvorde, Diest, Aarschot, Zichem, Breda, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Jodoigne, Hannut, Gembloux, Halen, Landen, Helmont, Eindhoven, Sint-Oedenrode, Turnhout, Oosterwijk, Oirschot, Genappe, Merchtem, Capelle-au-Bois, Dormaal, Mol (*Molle*) et Tervuren.

(87) AV Bois-le-Duc, Privilegien, A 525, fol. 90v°-91r°. Ce sont Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Nivelles, Herentals, Lierre, Bergen-op-Zoom, Vilvorde et Steenbergen. A noter qu'au moment où ces villes prenaient cette ordonnance se tenait une réunion des trois Etats (Annexe V, à la date).

(88) AGR, Chartes de Brabant, à la date. — A l'origine de l'affaire, des arrestations et condamnations de bourgeois de Bruxelles par des officiers du gouverneur, au mépris des droits des échevins de Bruxelles.

(89) Voir Annexe V, *passim*, aux années des comptes signalés ci-dessus, p. 430, n. 6 à 8.

(90) Réunion signalée dans Annexe V, 49.

(91) *Ibid.*, 398.

Tirlemont, Léau et Lierre, la fois suivante celles de Bruxelles, Tirlemont, Vilvorde, Nivelles, Léau et Jodoigne (92).

Quelques décennies plus tard, le 12 février 1419, des représentants de localités d'Outre-Meuse (Gangelt et Waldfeucht) se trouvent aux côtés des villes brabançonnes, parmi lesquelles on relève Anvers, Nivelles, Lierre et Tirlemont (93).

En 1420, au moment de la révolte contre Jean IV, une activité intense règne à Louvain. Voici, à divers moments, les députations qui reçurent des présents du magistrat local :

— 17 mai 1420 : Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Lierre, Bergen-op-Zoom, Bréda, Herentals, Diest et Zichem (94) ;
— 9 juin 1420 : les mêmes, plus Vilvorde, Nivelles, Steenbergen, Aarschot, et des envoyés du Conseil d'Aix-la-Chapelle (95) ;
— entre le 20 (?) et le 24 juillet 1420 (96) : Maastricht, Tirlemont, Léau, Nivelles, Lierre, Zichem, Aarschot, Diest, Steenbergen, Herentals, Landen, Halen, Vilvorde, Bréda et les clercs de Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc (97) ;
— le 9 août 1420 : Maastricht, Tirlemont, Léau, Lierre, Herentals, Zichem, Halen, Jodoigne, Aarschot, Bergen-op-Zoom, Landen et Steenbergen (98) ;
— du 11 au 15 août 1420 : Maastricht, Tirlemont, Léau, Lierre, Herentals, Bréda, Bergen-op-Zoom, Steenbergen, Aarschot, Landen, Nivelles, Zichem, Vilvorde, Jodoigne et les clercs de Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc, ainsi que des représentants des villes d'Outre-Meuse non autrement précisées (99). C'est le 15 août 1420 que furent condamnés par les Etats laïques les conseillers de Jean IV. Toutes les villes citées ci-dessus, à l'exception de Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc, souscrivirent à cette condamnation qu'approuva aussi Halen (100).

Au début du règne de Philippe de Saint-Pol, en août 1427 plus précisément, se discute, toujours à Louvain, le problème de l'importation des laines et des fils anglais, en présence des villes de Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Lierre, Vilvorde, Herentals, Diest, Tirlemont, Zichem et Landen, et de localités étrangères comme Malines et Saint-Trond (101).

(92) *Ibid.*, 437-438.
(93) *Ibid.*, 1119.
(94) AV Louvain, 5029, fol. 125v°-126r°.
(95) *Ibid.*, fol. 133r°.
(96) Pour la date, voir Annexe V, 1181.
(97) AV Louvain, 5029, fol. 150.
(98) AV Louvain, 5031, fol. 11v°.
(99) *Ibid.*, fol. 11r°, 12 et 13r°.
(100) Voir *supra*, p. 443 et n. 84. — Dans les comptes de Louvain, les clercs des trois grandes villes qui n'approuvèrent pas formellement l'acte du 15 août 1420 ne sont cités parmi les députés présents que jusqu'au 14 août.
(101) Annexe V, 1469.

L'on pourrait, à travers toute l'époque étudiée, multiplier les exemples (102) qui tous tendent à prouver que les petites villes ne sont pas systématiquement écartées des affaires, et cela qu'elles dépendent directement du duc, ou qu'elles aient leur seigneur propre, comme Aarschot, Bergen-op-Zoom, Bréda ou Diest. On notera aussi que Maastricht, ville mi-liégeoise, mi-brabançonne, envoie de temps à autre ses délégués aux Etats. La suite de l'exposé montrera cependant que quelques gros centres jouent indiscutablement un rôle directeur à rapprocher de celui que surent s'attribuer les Membres de Flandre (103).

Il importe peu ici d'étudier la composition de chacune des délégations représentées. Il est en effet plus important de savoir qu'une ville a participé à une assemblée, que de connaître le nombre exact de ses porte-parole. Le travail devra néanmoins être entrepris un jour, dans le cadre d'une étude exhaustive des assemblées d'Etats. Il ne pourra se faire, lui aussi, qu'à partir des comptes communaux encore conservés. Disons déjà qu'une telle recherche montrerait que les délégations d'une même cité se modifient d'une réunion à l'autre. Dans le cas précis de Louvain, elles se composent d'un nombre variable de membres du Magistrat (les comptes les qualifient de «*heeren*»), bourgmestres, échevins, conseillers ou anciens conseillers, qu'accompagnent un ou deux «clercs» de la ville, et un ou plusieurs valets, dont souvent un cuisinier. Les «messieurs» sont généralement au nombre de deux ou trois, mais il arrive aussi qu'il n'y en ait qu'un seul ou que leur groupe atteigne la dizaine de personnes. Il ne paraît pas y avoir de lien absolu entre le nombre des *heeren* et l'importance des sujets discutés. Mieux même, les délégations les plus nombreuses figurent généralement dans des réunions «d'apparat». C'est ainsi que dix membres du Magistrat assistent, du 21 au 22 avril 1427, aux funérailles de Jean IV avec les autres députés des trois Etats (104), mais ils ne sont plus que trois à participer aux assemblées où se discutent les termes de la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol, au mois de mai suivant (105).

C. Les types de réunions.

Les assemblées peuvent réunir les trois ordres ou seulement un ou deux d'entre eux. De même, les réunions des villes peuvent rassembler un nombre plus ou moins grand de villes, et parfois se limiter aux deux «capitales», Louvain et Bruxelles (106). Examinons les différents cas qui ont pu se présenter.

(102) Voir notamment *ibid.*, 449 à 459, et pour la fin de la période étudiée, 1252, 1274, 1312, 1418, 1422, 1426, 1473, 1475, 1479, 1509, 1565, 1569.

(103) Voir *infra*, pp. 453-458.

(104) AV Louvain, 5040, fol. 132v°. — Annexe V, 1455.

(105) *Ibid.*, fol. 59v°. — Annexe V, 1456 et 1458.

(106) Depuis les travaux de M. Prevenier sur les Membres et les Etats de Flandre, il n'y a plus de difficulté majeure à admettre comme «assemblée représentative» une réunion tenue par des délégués de deux des villes les plus importantes d'une principauté. M. Prevenier a en effet montré qu'il arrivait fréquemment à deux des Quatre Membres de Flandre de se réunir séparément (*De Leden en de Staten van Vlaanderen*, pp. 95-96).

1. Les trois Etats.

De 1355 à l'avènement de Philippe le Bon, plus de cent réunions ou missions à l'étranger des trois Etats sont attestées (107). Mais il faut remarquer que près des quatre cinquièmes des mentions relevées se rapportent à la période qui suit la prise de pouvoir par Antoine (108).

2. Le «commun pays».

Un certain nombre de réunions posent un problème assez difficile à résoudre : ce sont celles qui groupent le «commun pays» (en néerlandais *ghemeyn lant* ou *lant* tout court, en latin *communis patria*). Il n'est pas possible de fixer avec précision le sens de cette expression (109).

Les recoupements de sources devraient théoriquement nous éclairer à ce sujet. Il arrive en effet plusieurs fois qu'un document mentionne une assemblée du «pays» et qu'un autre texte nous renseigne sur les groupes représentés à cette occasion. Malheureusement les données ainsi recueillies sont plutôt contradictoires. C'est ainsi que si, à douze reprises, l'expression «*lant*» ou «*ghemeyn lant*» peut avoir servi à désigner l'ensemble des villes (110) ou seulement quelques-unes d'entre elles (111), dans trois cas au moins elle semble avoir été appliquée aux deux Etats laïques (112), tandis que dans huit autres, elle l'a été aux trois Etats (113).

Pour tout compliquer, il faut encore ajouter que certains textes distinguent le «commun pays» d'autres entités, ce qui, en principe, pourrait aider à le définir n'était que les termes de référence ne sont pas toujours identiques, les mêmes sources opposant tantôt le pays aux villes (114), tantôt aux prélats et aux nobles (115), tantôt à ces derniers seuls (116). Enfin, dans quelques textes d'un type particulier — l'ensemble des documents se rapportant aux levées d'aides —

(107) Nous ne comptons ici que les mentions sûres, telles qu'elles ont été totalisées au tableau I, p. 459. — Compte tenu de ce qui a été dit plus haut sur les limites de cette Annexe, cela revient à dire que ce nombre doit être considéré comme inférieur à la réalité.

(108) Cette disproportion est peut-être due en partie à l'état de la documentation, mais elle nous paraît surtout imputable à la terminologie utilisée. Rappelons que le mot «Etats» n'apparaît en Brabant qu'au début du XVe siècle (voir *supra*, p. 434), tandis que l'expression «Commun pays», seule utilisée au XIVe siècle, est ambiguë (voir *infra*).

(109) La même expression est utilisée également en Flandre, avec des acceptions diverses. Le «*Gemene land*», c'est tantôt l'ensemble des villes et châtellenies, tantôt uniquement le groupe des Membres, à l'exclusion des petites villes, tantôt encore uniquement ces dernières, à l'exclusion des Membres (W. PREVENIER, *De Leden*..., pp. 21-23).

(110) Annexe V, 84, 85, 136, 151, 156, 237, 243, 357, 625 et 1247.

(111) Une fois Louvain et Bruxelles seulement (*ibid.*, 155) ; une autre fois Louvain, Bruxelles et Anvers (*ibid.*, 1583).

(112) *Ibid.*, 1075, 1117 et 1160.

(113) *Ibid.*, 572, 694, 860, 929 (dans cet exemple, c'est le compte communal de Léau qui parle d'une réunion du «pays» ; pour le compte de Louvain, il s'agit d'une assemblée des villes, tandis que la recette générale de Brabant affirme que les trois Etats se trouvaient réunis !), 985 à 987 et 1333.

(114) *Ibid.*, 39, 70, 166, 182, 215 et 1037.

(115) *Ibid.*, 152 et 157.

(116) AGR, CC, 2401, fol. 75v° : relevé des dépenses faites en juillet-août 1418 devant Dordrecht et Geertruidenberg par le duc Jean IV, ses chevaliers, vassaux et commun pays.

l'expression «*ghemeyn lant*» a souvent pris un sens technique précis, et désigne le groupe de contribuables formé par les petites villes et le plat pays, par opposition au clergé, d'une part, et aux grandes villes, de l'autre (117).

Il faut donc admettre que «commun pays» est un terme collectif assez vague et assez général, qui peut sans doute à l'occasion désigner l'ensemble des représentants du duché (118), mais aussi parfois seulement une partie d'entre eux. C'est pourquoi il a paru prudent ici de consacrer un alinéa particulier aux réunions du «pays» non autrement précisées. Elles sont au nombre de quatre-vingts pour la période étudiée (119), mais il est à noter que près des trois quarts d'entre elles se placent avant 1400, ce qui oblige à constater, sans qu'il soit toutefois permis d'en tirer des conclusions définitives, que leur fréquence est inversement proportionnelle à celle des assemblées des trois Etats.

3. Les deux Etats laïques.

Nobles et villes se réunissent près de nonante fois entre 1355 et 1430, si l'on en croit la documentation consultée (120). Il convient à nouveau de faire remarquer que ces réunions sont rares au XIV^e^ siècle (il n'y en a qu'une dizaine), et deviennent plus fréquentes à partir du règne d'Antoine. Elles ont été particulièrement nombreuses pendant la crise de 1420-1421, ce qui se comprend aisément : ce sont les Etats laïques qui sont à l'origine du soulèvement contre Jean IV.

4. Clergé et villes.

Les sources donnent à penser que le clergé et les villes ont parfois travaillé en commun en l'absence des nobles. Les deux ordres auraient participé ensemble à

(117) Quand une aide était consentie, le montant à payer était traditionnellement réparti en trois parts égales : 1/3 pour le clergé, 1/3 pour les sept grandes villes (Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau et Nivelles) et 1/3 pour les petites villes, franchises et villages formant le plat pays (A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., p. 72). C'est ce plat pays qui est dit en néerlandais «*ghemeyn lant*» (voir les pages de titre des comptes des aides de 1383 et de 1386, AGR, CC, 15716, fol. 6r° et 51r°). — Nous disons bien 1386, et non 1385 comme l'écrit par erreur Mme Moureaux-Van Neck (*op. cit.*, p. 66 et *passim* ; dans son mémoire inédit, *Les aides générales* ..., vol. I, p. 46, elle précisait même : 2 avril 1385). L'aide a en effet été votée «*opten jairs dach anno Domini MCCCLXXX quinto na costume shoifs van Camerike*», or, dans les sources brabançonnes de l'époque, «*jairsdach*» signifie toujours le 1^er^ janvier et jamais le jour de Pâques. Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les comptes de la recette générale de Brabant, aux chapitres consacrés aux dépenses journalières ou hebdomadaires de l'Hôtel. Il faut donc comprendre ici 1^er^ janvier 1386 n.s. et non 2 avril 1385. A propos du titre du compte de cette aide, signalons encore qu'il distingue le «*lant*», comprenant prélats, barons et villes, du «*ghemeyn lant*» groupant les petites villes, villages et seigneurs locaux !

(118) C'est sans doute le cas quand il est fait allusion à des décisions importantes prises par le commun pays, agissant de concert ou non avec le prince, comme dans les exemples suivants : de la mi-novembre 1420 à la mi-avril 1421, le château de Turnhout est gardé militairement sur ordre du régent et du «commun pays» (AGR, CC, 12983, compte de 1420, chap. des dépenses) ; mise à prix de la tête de Mathieu d'Andrimont par le «commun pays» en 1420 (CC, 15720, 2^e^ compte, fol. 56r°) ; désignation du seigneur de Diest en qualité de capitaine de l'armée brabançonne en 1425 par le duc et son «commun pays» (CC, 2405, fol. 187r°).

(119) Voir tableau I, p. 459.

(120) Voir *ibid.*

trois réunions en Brabant (121), ainsi qu'à diverses missions (122). Comme une telle situation paraît exceptionnelle (123), il convient d'examiner d'un peu plus près les exemples relevés.

La première assemblée se tint à Bruxelles le 20 mars 1376. C'est celle qui vit siéger, à côté des villes et des prélats, des membres du clergé séculier (124). Il s'agissait, rappelons-le, d'envisager les moyens de sortir de l'interdit jeté sur le duché. Dans ce cas précis, il ne paraît pas impossible que la discussion n'ait réuni que les villes, d'une part, et le clergé, dans sa composition exceptionnelle, de l'autre. En effet, à l'origine de l'interdit se trouvait le refus du clergé de participer à une aide générale dont l'acceptation, l'affectation et la levée avaient été surtout le fait des villes et franchises (125).

Le 25 janvier 1421, nouvel indice d'une réunion commune des prélats et des villes. Mais ici l'exemple est peu convaincant. Ce jour-là en effet, le Magistrat louvaniste fit distribuer du vin aux villes et aux prélats assemblés dans son Hôtel de Ville (126). Mais ce n'est là qu'un épisode accidentel se situant dans un contexte plus vaste qui implique la participation de la noblesse aux événements : il s'agit de la période de crise aiguë précédant le triomphe définitif des Etats laïques sur le duc Jean IV (127). D'ailleurs si, pour le clergé, il n'existe de traces de sa présence à Louvain que le 25 janvier, les sources y attestent celle des villes les 23, 25 et 29 et celle des nobles les 23 et 29 (128). De sorte que, même s'il est vrai que les barons ont un moment quitté la ville pour se rendre à Anvers (129), il n'est pas permis d'en déduire que le clergé et les députés du Tiers ont eu le dessein de tenir une assemblée en l'absence de la noblesse.

La troisième et dernière réunion éventuelle des prélats et des villes est d'une nature un peu particulière, et de ce fait peu significative pour notre sujet : en septembre 1430, les deux groupes précités assistent ensemble à un spectacle dramatique à Louvain, où se représentait le Jeu de l'Ascension le jour de la grande procession (130).

Lors de certains déplacements, les prélats s'unirent aussi parfois aux représentants des seules villes. Ce fut le cas au moins en deux grandes occasions.

Une première fois en août et septembre 1408, au moment du schisme

(121) Annexe V, 400, 1211 et 1604.

(122) *Ibid.*, 781, 782, 789 et 1201.

(123) Des assemblées représentatives formées des villes et du clergé ont existé en Flandre, mais à l'époque moderne seulement (W. PREVENIER, *Les Etats de Flandre*, pp. 24-26).

(124) Voir *supra*, p. 437.

(125) Au sujet de cette aide, voir F. QUICKE, *op. cit.*, pp. 210 et suiv., J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, pp. 238 et suiv., et surtout le mémoire inédit de Mme A. MOUREAUX-VAN NECK, *Les aides générales ...*, vol. I, pp. 34 et suiv.

(126) AV Louvain, 5031, fol. 105v°.

(127) Pour le récit des événements, voir F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, pp. 210 et suiv. — Voir aussi ci-après, p. 510.

(128) Annexe V, 1210 à 1212. — Le 29 voit le départ de Louvain pour Bruxelles de Philippe de Saint-Pol et des deux Etats laïques.

(129) Un messager quitte Louvain pour Anvers le 26 janvier, avec des lettres à remettre aux barons de Brabant pour leur demander de venir rejoindre d'urgence le régent Saint-Pol à Louvain (AV Louvain, 5031, fol. 105v°).

(130) Annexe V, 1604.

liégeois, alors que la principauté de Liège s'était révoltée contre son prince-élu, Jean de Bavière, qui avait dû chercher refuge à Maastricht (131), une délégation du clergé et des villes de Brabant tenta, à trois reprises, de se rendre dans la cité de saint Servais, mais, faute du sauf-conduit nécessaire pour traverser les régions en guerre, les députés brabançons ne purent jamais dépasser les frontières du duché (132).

La seconde fois, ce fut en décembre 1420, quand une députation des Etats, formée des abbés de Saint-Michel d'Anvers, de Parc et de Tongerlo ainsi que des délégués des villes de Bruxelles et d'Anvers s'en alla trouver Jean IV à Diest, pour tenter de le faire revenir à Bruxelles (133).

En conclusion, il paraît donc assez exceptionnel que le clergé et les villes de Brabant collaborent en l'absence des nobles. Il semble qu'on ne puisse vraiment retenir comme exemplatifs qu'un seul cas de réunion commune, en 1376, et les ambassades dont il vient d'être parlé.

Comme d'autre part nous n'avons relevé aucun exemple de réunions associant le clergé à la noblesse, il est permis d'affirmer que lorsque deux ordres se réunissent ou agissent ensemble en l'absence du troisième, il s'agit presque toujours des deux Etats laïques.

Voyons maintenant des types de réunions où un seul ordre est représenté.

5. Le clergé seul.

Entre 1355 et 1430, il y a encore des traces de réunions séparées du clergé. Huit exemples en ont été relevés. Ils se placent en 1377, 1390, 1394, 1424, 1425 (deux cas) et 1429 (deux fois) (134). En 1377, il s'agissait très vraisemblablement de terminer un conflit opposant les abbayes au duc à propos de l'aide de 1374 (135). En 1390 et en 1394, les prélats votent à chaque fois une contribution de 25.000 vieux écus à la duchesse, et cela en marge des subsides octroyés les mêmes années par les ordres laïques (136). En 1424, l'objet de la réunion, tenue à Lierre, n'est pas connu. En janvier 1425, l'Etat ecclésiastique (*«gheesteliken state slants van Brabant»*) se réunit aussi à Lierre en présence d'un conseiller ducal, Corneille Proper, le président de la Chambre du Conseil, lui-même clerc puisqu'il était alors prévôt de la cathédrale de Cambrai. Il

(131) Sur ces événements, voir *AGN*, t. III, pp. 300-302, H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, pp. 395-397, et J. VAN DE WERF, *Maastricht en de Luikse onlusten*.

(132) Annexe V, 781, 782 et 789. — La troisième tentative se situe le 18 septembre, quelques jours avant la bataille d'Othée (23 septembre) qui mit fin à la révolte des Liégeois.

(133) Annexe V, 1201.

(134) Voir *infra*, tableau I, p. 459.

(135) Sur ce conflit, voir les ouvrages indiqués ci-dessus, p. 438, n. 44. — La réunion est du 15 janvier 1377, et le conflit entre le duc et les abbayes brabançonnes se termine un mois plus tard (J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. I, p. 251).

(136) En 1390 et en 1394, les ordres laïques ont aussi accordé des aides à Jeanne, mais il ressort des textes que le clergé a décidé lui-même des montants qu'il était prêt à consentir pour sa part (voir AGR, CC, 2376, pp. 29 et 85 et CC, 2379, p. 62 ; — voir aussi le mémoire inédit de Mme A. VAN NECK, *Les aides générales ...*, vol. I, pp. 50 et suiv., où il apparaît de plus implicitement que la levée des aides se fit par des receveurs différents pour les laïcs et pour les établissements religieux).

s'agissait de discuter de l'envoi d'une ambassade à la Curie romaine pour y défendre la cause de la légitimité du mariage de Jean IV et de Jacqueline de Bavière (137). En avril suivant, nouvelle réunion, à Malines cette fois. L'objet n'en est pas connu, mais la présence de Proper (138), et le fait que, peu après, Jean IV fait savoir au pape que les ambassadeurs brabançons sont prêts à partir pour Rome (139) peuvent faire supposer qu'on y poursuivit la discussion commencée à Lierre. Enfin, en janvier 1429, les prélats tiennent une autre assemblée à Malines, sans que l'on sache de quoi il y fut question (140).

En 1390 et 1394 donc, le clergé accorda une aide séparée à la duchesse. Il y a encore d'autres exemples de secours financiers apportés par les ecclésiastiques brabançons à leur prince territorial, sans que l'on soit précisément renseigné sur les circonstances dans lesquelles ces subsides ont été votés : en 1422-1423, les couvents furent taxés d'une somme de 1.000 couronnes destinée à payer les frais de la procédure pendant en Cour de Rome entre Jean IV et Jacqueline de Bavière (141), et peu après, ils octroyèrent une aide de 4.000 couronnes pour remercier Jean IV de leur avoir accordé certains privilèges (142).

En d'autres occasions, le clergé consentit des prêts au prince, souvent à titre d'avance sur la prochaine aide (143). Mais il lui arriva plus d'une fois de ne pas participer avec les autres ordres au vote d'une «aide générale» (ce fut le cas en 1388, 1421 et 1424) (144) et plus souvent encore, alors même qu'il s'était solidarisé avec les Etats laïques, d'obtenir de ne payer qu'une fraction très réduite de sa quote-part (145).

Les constatations qui précèdent, limitées au domaine financier, ne peuvent que confirmer le sentiment plus général de M. R. Van Uytven, selon qui le clergé brabançon, en tant qu'ordre, forme encore, au XIVe siècle et au début du siècle suivant, un groupe relativement indépendant à côté de la noblesse et des villes (146).

6. La noblesse seule.

Les nobles se sont réunis séparément une quinzaine de fois entre 1355 et 1430 (147). La majorité de ces assemblées se sont tenues après 1415. Le motif de

(137) AGR, CC, 2405, fol. 210r°.

(138) *Ibid.*, fol. 201v°.

(139) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 589-590 et DE DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 453-454. — L'ambassade ne partit effectivement qu'à la fin juin (*Brab. Yeesten, eodem loco* et DE DYNTER, *op. cit.*, t. III, pp. 460-462).

(140) La réunion n'est connue que parce que le duc envoya aux prélats assemblés un messager porteur d'une lettre et chargé de rapporter la réponse (AGR, CC, 1794, fol. 70r°).

(141) AGR, CC, 2404, 3e compte, fol. 14v°.

(142) AGR, CC, 2405, fol. 26v°. — Cité par A. VAN NECK, *Les aides générales* ..., vol. I, p. 78.

(143) Voir par exemple AGR, CC, 2373, p. 30, 2374, p. 20, 2375, pp. 20-21, 2378, p. 17, 2388, p. 8, 2389, p. 8, 2391, pp. 16-17, 2392, fol. 27r° et 48796.

(144) A. VAN NECK, *Les aides générales* ..., vol. I, pp. 47, 76, 79 et 80.

(145) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., p. 73.

(146) R. VAN UYTVEN, *Wereldlijke overheid* ..., p. 82 et suiv. Cet auteur montre que les ecclésiastiques, en tant qu'ordre, ne se laissèrent que fort progressivement entraîner à participer à la vie politique du duché, se contentant à l'origine de veiller à la sauvegarde de leurs seuls privilèges.

(147) Voir le tableau I ci-dessous, p. 459.

la réunion n'est connu qu'exceptionnellement : en octobre 1419, les nobles se trouvent à Malines avec le duc et son Conseil pour y conférer avec le duc de Bourgogne et la comtesse douairière de Hollande (148).

Le plus souvent, il faut se contenter d'essayer de replacer ces sessions dans le cadre de l'histoire du Brabant : il est ainsi évident qu'en 1420-1421, les nobles ont dû se préoccuper de la tension existant entre les Etats laïques et Jean IV (149).

A noter encore qu'en 1415 il est question d'une réunion non des nobles mais des hommes de fief (150).

7. Les villes.

Le dernier ordre, composé des villes et franchises, est celui dont les réunions séparées sont de loin les plus fréquentes. Encore une fois, la documentation disponible conditionne entièrement notre information, et, de même qu'il n'est pas toujours possible de déterminer à coup sûr si l'on se trouve en présence d'une réunion des villes seules ou bien des deux Etats laïques, de la même manière un doute subsiste souvent sur le point de savoir si une assemblée déterminée a vu siéger l'ensemble des villes (ou du moins un certain nombre d'entre elles) ou bien seulement deux ou trois des centres urbains les plus importants du duché. Certains recoupements de sources montrent que l'expression collective «les villes de Brabant» a pu recouvrir des réalités multiples. Elle a pu ne désigner que les quatre chefs-villes (151), ou les trois premières parmi celles-ci (Louvain, Bruxelles et Anvers) (152), ou même uniquement Louvain et Bruxelles (153) ; elle s'est aussi appliquée à d'autres groupements limités (154).

Ce préalable doit faire comprendre qu'il ne faut attribuer qu'une valeur relative aux subdivisions et surtout aux chiffres présentés ci-après (155).

a) *Réunions des villes.*

Entre 1355 et 1430, on dénombre près de cinq cent quatre-vingts assemblées de villes, qu'il s'agisse de réunions plénières ou limitées à un certain nombre de localités (156). Il est assez rare, mais pas exceptionnel toutefois, que l'on possède la liste de tout ou partie des délégations présentes (157).

(148) Annexe V, 1149.

(149) Réunions reprises dans Annexe V, 1188.

(150) *Ibid.*, 974.

(151) *Ibid.*, 1224, 1477, 1485, 1541, 1557. — Sur l'expression «chefs-villes», voir *infra*, p. 453 et n. 159.

(152) *Ibid.*, 1163, 1246, 1366, 1563, 1571 et 1575.

(153) *Ibid.*, 150. C'est le moment de rappeler qu'une réunion des deux villes de Louvain et de Bruxelles (réunion limitée à ces deux villes si l'on en croit un compte communal de Bruxelles) a été qualifiée d'assemblée du commun pays par un compte de Louvain ; voir *ibid.*, 155.

(154) Louvain, Anvers et Tirlemont (*ibid.*, 1276). — Louvain, Anvers, Bois-le-Duc et Tirlemont (*ibid.*, 1303 et 1347).

(155) L'état des sources rendrait absurde la mise en avant de chiffres et de pourcentages trop précis. Voir à ce sujet les remarques que nous avons formulées autrefois dans la Revue Belge de Philologie et d'Histoire, t. XLII, pp. 178-179.

(156) Voir Annexe V, *passim*.

(157) Voir *supra*, pp. 442-445.

Malgré le rôle privilégié attribué aux sept bonnes villes de Brabant (Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau et Nivelles), notamment en matière d'aides (158), il n'a pas été possible d'isoler les réunions qu'elles auraient pu tenir en l'absence de toute autre localité.

En revanche, il est assez facile de faire un relevé de ce genre pour les quatre villes les plus importantes, ou seulement pour deux ou trois d'entre elles.

b) *Réunions des quatre chefs-villes.*

Après 1406, qui marque le retour d'Anvers au Brabant, il arrive assez fréquemment que les députés des seules villes de Louvain, Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc se concertent ou mènent ensemble des négociations avec d'autres puissances.

Ces quatre localités seront, dans la suite du XVe siècle et pendant l'époque moderne, désignées sous le nom de «quatre chefs-villes de Brabant» (*vier hoofdsteden van Brabant*) (159). Dès le règne de Philippe le Bon, chacune d'elles se trouvera à la tête d'un quartier, circonscription territoriale d'origine fiscale, la division du Brabant en quatre quartiers étant à mettre en rapport avec la levée des aides. Cette tendance à diviser le duché en quartiers s'était manifestée dès le XIVe siècle (les premières traces s'en remarquent à l'occasion de la levée du subside de 1356 (160) ; elle réapparut en 1420 ou en 1421 (161), mais ne connut un succès définitif qu'à partir de 1437 (162).

De 1406 à 1430, il existe une trentaine d'exemples de rencontres ou de missions communes des quatre chefs-villes :

— 7 rencontres à Herentals, la plupart pour se concerter au sujet de réunions d'Etats à venir (163) ;
— 3 à Bruxelles, dont la deuxième ne réunit que les clercs des quatre chefs-villes (164) ;
— 3 à Anvers, la première et la troisième ne constituant qu'une étape d'un voyage ayant pour but de rencontrer les envoyés de Jean de Bavière (165) ;

(158) Voir A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect*..., pp. 72, 75 et 76.

(159) Le nom de «*hoefstede van Brabant*» apparaît pour la première fois dans le compte communal de Louvain de 1414-1415 (AV Louvain, 5019, fol. 115r°), mais on ne sait si, dans ce cas précis, il s'applique aux quatre villes susdites ou aux sept villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau et Nivelles.

(160) F. BLOCKMANS, *De erfstrijd*..., p. 13.

(161) Pour 1421, voir AGR, CC, 15720, 2e à 5e comptes. — On emploie à l'époque l'expression «cercle» (*cyrkel*) au lieu de quartier (voir *ibid.*, fol. 67r°). Pour Mme A. VAN NECK, si l'exemple de 1421 ne laisse aucun doute (*Les aides générales* ..., vol. I, pp. 76-78), il se pourrait que l'on ait aussi adopté cette division en quartiers pour l'aide de 1420 (*ibid.*, pp. 74-75).

(162) P. BONENFANT, *Quelques cadres territoriaux*..., p. 37. — A partir du règne de Charles le Téméraire, les quartiers serviront aussi de cadre à la perception des recettes ordinaires des ducs (voir P. L. GACHARD, *Inventaire*... *Chambres des Comptes*, t. II, pp. 23-24.

(163) Annexe V, 1441, 1443, 1463, 1480, 1484, 1489 et 1557. — Il faut y ajouter une huitième, mais à laquelle la présence des nobles donne le caractère de session des deux Etats laïques (*ibid.*, 1510).

(164) *Ibid.*, 875, 1074 et 1447.

(165) *Ibid.*, 1070, 1084, 1302. — En 1417, les députés des quatre chefs-villes se rendent d'An-

— 2 à Louvain (166) ;
— 2 à Diest, pour y traiter de questions touchant la ville de Diest (167) ;
— 2 à Nivelles (168) ;
— une dans chacune des villes de Bois-le-Duc (169), Halen (170), Turnhout (171) et Vilvorde (172) ;
— 2 voyages dans la principauté de Liège, le second en compagnie de prélats (173) ;
— 3 conférences avec des représentants du duché de Gueldre, successivement à Empel, à Hees et à Ravenstein (174) ;
— une conférence avec des députés du duc de Bourgogne à Grammont (175).

Parfois les quatre chefs-villes confèrent en présence d'une cinquième localité : c'est le cas en juillet 1423, lors d'une diète tenue à Anvers avec les Quatre Membres de Flandre, et où Maastricht se joignit au groupe des grandes cités brabançonnes (176).

c) *Réunions de trois des quatre chefs-villes.*

De même que les Membres de Flandre ont pu se réunir en l'absence de l'un ou de l'autre d'entre eux (177), les chefs-villes de Brabant se sont parfois retrouvées à deux ou à trois pour discuter des affaires du duché. En ce qui concerne les rencontres à trois, toutes les combinaisons possibles ont été réalisées, mais une seule d'entre elles présente une réelle importance : c'est celle qui groupe Louvain, Anvers et Bruxelles. Mais examinons d'abord les autres.

— *Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc.*

Anvers se trouvant placée sous la domination flamande de 1356 à 1407, il aurait pu se faire que les trois chefs-villes restées dans l'obédience brabançonne confèrent ensemble à plusieurs reprises avant l'avènement d'Antoine de Bourgogne.

vers à Dordrecht et à La Haye, en vue de rétablir la paix entre Jacqueline de Bavière et son oncle, Jean de Bavière. — En 1423, ils se rendent d'Anvers à Bergen-op-Zoom en vue de prolonger les trêves conclues entre le Brabant et la Hollande à la suite de la campagne de 1420. Sur ces événements, voir *AGN*, t. III, chap. IX, *Strijd om de erfenis van Wittelsbach*, par A. G. JONGKEES. Sur la campagne de 1420, voir plus précisément DE DYNTER, *op. cit.*, t. I, I^re^ partie, pp. 77-78. Les documents relatifs aux nombreuses trêves conclues après 1420 entre Saint-Pol et les Brabançons, d'une part, et Jean de Bavière, de l'autre, sont conservés à l'ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel. Inv. n° 1485-1486.

(166) Annexe V, 1097 et 1236.
(167) *Ibid.*, 1042 et 1044.
(168) *Ibid.*, 1060 et 1470.
(169) *Ibid.*, 1491.
(170) *Ibid.*, 1477. Rencontre avec des députés liégeois.
(171) *Ibid.*, 1399.
(172) *Ibid.*, 1159.
(173) *Ibid.*, 1361 et 1600.
(174) *Ibid.*, 1292, 1397 et 1485.
(175) *Ibid.*, 1541.
(176) *Ibid.*, 1288.
(177) W. PREVENIER, *De Leden en de Staten* ..., p. 95. — C'est ce que l'A. appelle des sessions incomplètes («*onvolledige parlementen*»).

Ce ne fut sûrement pas le cas, puisqu'un seul exemple d'une telle assemblée nous a été conservé pour cette période (178) : la réunion eut lieu en 1393, à Bois-le-Duc, et encore s'agissait-il plutôt pour les députés de Bruxelles et de Louvain d'exposer à leurs collègues l'irritation qu'avaient causée à la duchesse plusieurs démarches inconsidérées entreprises par la ville de Bois-le-Duc.

Après 1406, il n'y a pas d'exemple de réunions des chefs-villes en l'absence d'Anvers.

— *Louvain, Anvers, Bois-le-Duc.*

Ces trois villes se réunirent une fois au début de janvier 1420 à Vilvorde pour achever la réconciliation entre Jean IV et Bruxelles (179).

Par la suite, elles tinrent encore quelques assemblées (trois à Malines et deux à Vilvorde) en 1423-1424, pour tenter d'apaiser le conflit qui existait entre Malines et Bruxelles (180). A cette occasion, la ville de Tirlemont se joignit à elles.

Dans les deux cas, on le constate, l'absence de Bruxelles peut s'expliquer par le fait que celle-ci est partie dans des différends qui l'opposent à d'autres puissances.

— *Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc.*

Une seule réunion commune à signaler, du 26 au 30 juillet 1420, alors que les Etats laïques soulevés contre Jean IV sont rassemblés à Louvain (181). Ces derniers ont adressé des lettres aux trois chefs-villes qui s'étaient retrouvées à Kortenberg, peut-être pour proposer une médiation entre, d'une part, les éléments les plus radicaux du soulèvement, à savoir Louvain et la plupart des barons et, de l'autre, le duc resté à Bruxelles.

— *Louvain, Bruxelles, Anvers.*

Lorsque trois des quatre chefs-villes se réunissent ou agissent de concert, ce sont presque toujours Louvain, Bruxelles et Anvers. Il y a plus de cent vingt exemples de rencontres de ce type, toutes évidemment postérieures à 1406.

Près de 45 % des réunions se tinrent dans l'une des trois cités participantes : on peut en dénombrer plus de quarante à Bruxelles et une dizaine à Anvers (182).

(178) Annexe V, 622.

(179) *Ibid.*, 1156. — Il s'agit de la liquidation d'un conflit qui avait opposé le duc et la ville de Bruxelles. Une première étape de la pacification avait été la signature d'un traité à Vilvorde le 16 juillet 1419 (sur tout cela, voir F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 174 et suiv.). Sauf pour de brefs séjours, Jean IV n'avait toutefois pas rétabli sa résidence à Bruxelles où il n'avait pratiquement plus vécu depuis son mariage en 1418 (voir P. L. GACHARD et C. PIOT, *Collection des voyages* ..., t. IV, pp. 604-611). La réconciliation complète entre le duc et la ville fit l'objet de quelques diètes, fin 1419-début 1420, tant du commun pays, que des Etats laïcs ou seulement des villes de Louvain et d'Anvers (*ibid.*, 1154, 1157 et 1159). Finalement Jean IV ramena la Cour à Bruxelles en février 1420 (voir l'*Itinéraire* cité, p. 611).

(180) Annexe V, 1303, 1342, 1343, 1347 et 1352. — Sur ce conflit, voir J. VAN BALBERGHE, *op. cit.*

(181) Annexe V, 1182. — Il n'est pas impossible que d'autres réunions triangulaires de ce type se soient tenues, mais comme Louvain n'y participe pas, il est assez normal que nous n'en soyons pas informés.

(182) Voir *ibid.*, *passim*, à partir du n° 799. Il y a peu d'exemples de réunions à Louvain (voir n^{os} 998, 1105 et 1142), mais rappelons une fois de plus que nous sommes mal renseignés sur les sessions tenues dans cette ville (voir *supra*, p. 430).

Un tiers des rencontres eurent lieu en terrain «neutre», soit à Vilvorde (près de vingt), soit à Walem, au nord de Malines (plus de quinze), soit même à Malines (sept réunions), c'est-à-dire en un point situé presque à égale distance des trois cités intéressées, mais en dehors du territoire soumis au duc de Brabant, et cela alors que les discussions entre les trois villes portaient sur des problèmes intérieurs brabançons (183). Une seule réunion eut pour siège Kortenberg, à mi-chemin entre Bruxelles et Louvain (184). Pour le reste, les députés de Louvain, Bruxelles et Anvers se retrouvèrent dans diverses localités, tant en Brabant qu'à l'étranger, le lieu choisi ayant alors presque toujours une relation avec l'objet du déplacement. Ainsi, à trois reprises, ils se rendent à Nivelles ; c'était pour y arbitrer le conflit opposant l'abbesse à la ville (185). En 1428, ils allèrent à Zandhoven pour y rétablir le Banc de Zandhoven, une cour foncière régionale d'un type un peu particulier (186). Et ainsi de suite.

A l'occasion, les trois chefs-villes siègent en compagnie d'une autre localité brabançonne. Ce fut le cas les 22 et 23 septembre 1418, à Lierre, où Tirlemont se joignit à elles pour examiner le cas de Guillaume van den Berghe, le receveur de Brabant contesté par les villes (187), et pour discuter d'une réunion des trois Etats qui devait se tenir quelques jours plus tard à Bois-le-Duc (188). Fin novembre 1429, à Bruxelles, c'est au tour de Nivelles à se trouver avec les trois chefs-villes, mais c'est pour leur exposer le différend qui existe entre elle et l'abbesse de Sainte-Gertrude (189).

Il leur arrive aussi d'être les seuls représentants soit du Tiers Etat lors d'une assemblée des deux Etats laïques (190), soit même de l'ensemble des Brabançons lors de négociations avec des puissances étrangères (191). On notera tout par-

(183) Annexe V, *passim*. Pour les rencontres à Malines, voir les n^os^ 824, 825, 1015, 1385, 1543, 1562 et 1583. L'une des réunions, tenue en 1416 (n° 1015), le fut bien à l'initiative du duc de Bourgogne, Jean sans Peur, mais il avait convoqué les députés de Louvain, Bruxelles et Anvers pour traiter avec eux du problème de la mambournie qu'il désirait exercer sur ses jeunes neveux, Jean IV et Philippe de Saint-Pol, enfants mineurs de feu Antoine (Sur ce problème, voir les travaux signalés ci-dessus, p. 139, n. 151).

(184) Annexe V, 1225.

(185) *Ibid.*, 1568, 1571 et 1584. — Sur ce conflit qui se place en 1429-1430, voir J. TARLIER et A. WAUTERS, *La Belgique ...*, *Ville de Nivelles*, p. 40.

(186) Annexe V, 1494. — Sur le Banc de Zandhoven, voir M. MARTENS, *L'administration ...*, pp. 45 et suiv. La cour offre cette particularité d'être un tribunal ducal (les juges doivent être hommes de fief du duc), qui, dans le domaine féodal, n'exerce la juridiction gracieuse que sur les fiefs non ducaux (les fiefs ducaux sont relevés devant la Cour féodale de Brabant). Actif au XIV^e^ siècle, le Banc de Zandhoven semble avoir connu une éclipse pendant le premier tiers du siècle suivant. Dans sa Joyeuse Entrée (23 mai 1427), Philippe de Saint-Pol promit de le réorganiser (voir *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 150).

(187) Voir à ce sujet F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, pp. 175 et suiv. — Le 14 septembre, les trois chefs-villes avaient prononcé une lourde condamnation contre van den Berghe (*ibid.*, p. 176 et n. 1).

(188) Annexe V, 1106. — Pour la réunion des trois Etats, voir *ibid.*, 1107.

(189) *Ibid.*, 1567. — Voir aussi ci-dessus, n. 185.

(190) *Ibid.*, 1209, 1230 et 1232. — Les deux derniers exemples se rapportent à des conférences tenues à Bergen-op-Zoom en 1421 avec des représentants hollandais pour prolonger les trêves conclues entre le Brabant et la Hollande à la suite de la guerre de 1420. Voir ci-dessus, p. 453, n. 165.

(191) *Ibid.*, 1259, 1267 et 1298 (négociations à Bergen-op-Zoom en 1422-1423 avec les Hollandais pour la même raison que celle qui a été exposée à la note précédente. Des conseillers brabançons ont participé aux deux premières de ces trois réunions) ; 1402 (négociations à Os avec les villes de Gueldre, en 1425, au sujet de torts causés au Brabant par des gens établis à Oyen).

ticulièrement une conférence qui réunit à Hal le duc de Brabant, les comtes de Namur et de Saint-Pol, des envoyés du duc de Bourgogne, les députés de Louvain, Bruxelles et Anvers et ceux des trois Etats de Hainaut, pour y discuter notamment de la possibilité de ramener la paix entre Jean IV et Jacqueline de Bavière (192).

d) *Réunions de deux des quatre chefs-villes.*

Théoriquement, six combinaisons sont possibles, mais dans la pratique, il n'y en a que trois à avoir laissé des traces certaines dans notre documentation. Il s'agit de réunions bilatérales entre Louvain et Anvers, entre Louvain et Bruxelles, et entre Bruxelles et Anvers. Il y a peut-être aussi eu une réunion entre Louvain et Bois-le-Duc (193) et une entre Bruxelles et Bois-le-Duc (194), mais nous ne savons pas s'il y en eut entre Anvers et Bois-le-Duc. Il faut cependant encore une fois insister sur le fait que nous sommes pratiquement tributaires, dans ce domaine des réunions inter-urbaines, d'une source unique, les comptes communaux de Louvain, dans lesquels il n'existe aucune raison comptable de faire figurer des rencontres où n'intervenait aucun député louvaniste.

Les villes de *Louvain* et d'*Anvers* se retrouvèrent seules à une dizaine de reprises, et notamment six fois en 1419-1420 pour tenter de réconcilier le duc Jean IV avec sa ville de Bruxelles(195). Les réunions eurent lieu à Anvers, à Louvain, à Bruxelles et même à Malines. Dans cette dernière ville, Louvanistes et Anversois se rencontrèrent à deux reprises, une fois pour le motif évoqué plus haut (196), une autre pour se concerter sur le point de savoir si les deux villes se rendraient ou non à une diète qui devait se tenir à Bruxelles (197). Ajoutons encore qu'en une occasion les députés de Tirlemont se joignirent à ceux de Louvain et d'Anvers : ensemble, tous se rendirent à Alost en compagnie de quelques prélats et des conseillers ducaux, pour y rencontrer les conseillers du duc de Bourgogne et les députés des villes flamandes afin d'y parler du conflit opposant Bruxelles à Malines (198).

Il faut aussi signaler que des contacts entre Louvanistes et Anversois eurent lieu avant 1406 : la première fois, en avril 1372, lorsque des députés de Louvain se rendirent à Anvers pour exhorter, inutilement d'ailleurs, cette ville à désigner ses représentants au Conseil de Kortenberg (199), la seconde en avril 1402, lors-

(192) *Ibid.*, 1246. Pour les circonstances générales, voir les ouvrages consacrés à Jacqueline de Bavière (cf. *supra*, p. 30, n. 25).

(193) Le 12 juin 1430, des députés de Bois-le-Duc sont à Louvain (Annexe V, 1555). Mais y étaient-ils les seuls ?

(194) *Ibid.*, 1198 (Maastricht s'était jointe à ces deux villes).

(195) *Ibid.*, 1134, 1135, 1138 à 1140 et 1157. — Sur ces événements, voir aussi *supra*, p. 455, n. 179. — Pour les autres réunions entre Louvain et Anvers, voir Annexe V, 1226, 1263, 1579 et 1607.

(196) *Ibid.*, 1140.

(197) *Ibid.*, 1226.

(198) *Ibid.*, 1276. — Le fait pour Bruxelles d'être partie en cause peut expliquer son absence à cette entrevue.

(199) *Ibid.*, 164. — Voir J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter*..., t. I, p. 195.

que des envoyés des deux villes se présentèrent devant la duchesse à Bruxelles, pour lui exposer un différend qui les opposait à propos d'exportation de grain (200).

Fin septembre-début octobre 1420, des députés de *Bruxelles* et d'*Anvers* se rendirent ensemble à Hellegat et à Malines pour, en compagnie de conseillers ducaux, y rencontrer les envoyés du duc de Bourgogne et des Membres de Flandre ; il s'agissait de débattre de problèmes relatifs au tonlieu de Hellegat et à la souveraineté sur le cours de l'Escaut (201).

Quant aux deux villes de *Louvain* et de *Bruxelles*, elles se concertèrent très souvent tout au long de la période étudiée. La fréquence de leurs réunions séparées ne diminua nullement après le retour d'Anvers au Brabant : les sources permettent en effet de dénombrer plus de septante rencontres communes avant 1406, et près de nonante entre 1406 et 1430 (202).

Les députés se retrouvaient tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre des deux cités, tantôt encore dans la localité où les appelait la nature de leurs préoccupations. Un autre endroit avait aussi leurs faveurs, pour des raisons évidentes : Kortenberg, village situé à mi-chemin des deux villes intéressées, reçut à une quarantaine de reprises les délégations bruxelloises et louvanistes.

Une ville n'appartenant pas au cercle restreint des quatre chefs-villes venait parfois se mêler aux discussions entre Bruxelles et Louvain : ce fut le cas de Tirlemont (huit exemples) (203), de Maastricht et de Léau (chacune une fois) (204).

Pour conclure ce paragraphe consacré aux divers types de réunions, nous présentons sous forme de tableaux synthétiques les résultats auxquels nous sommes arrivé jusqu'ici.

Dans un premier tableau figurent les réunions ou missions au sujet desquelles les sources ne divergent pas, ou, plus souvent, dont une seule source parle (205). Un second tableau reprend les réunions ou missions dont deux ou plusieurs sources donnent une image différente.

(200) Annexe V, 746.
(201) *Ibid.*, 1190.
(202) *Ibid.*, *passim*.
(203) *Ibid.*, 158, 338, 564, 706, 727, 856, 890 et 1570.
(204) Pour Maastricht, voir *ibid.*, 727 ; pour Léau, voir *ibid.*, 927.
(205) Il est évident que ce caractère de source unique tend à déforcer le peu de «certitudes» dont nous disposons au sujet de la composition des réunions. On notera d'ailleurs, peut-être avec une certaine inquiétude, que la multiplication des sources, au XV^e siècle, loin d'apporter plus de clarté par les recoupements qu'elle devrait permettre, ne fait qu'augmenter la confusion, ainsi qu'en témoigne le tableau II.

Tableau I. — Source unique ou sources concordantes au sujet de la composition des assemblées ou députations des Etats

PÉRIODES	3 ETATS	Commun pays	DEUX ORDRES			UN SEUL ORDRE														
								VILLES												
			Clergé + nobles	Clergé + villes	Deux Etats laïcs	Clergé	Noblesse	Villes	Chefs-villes (sans précision)	4 chefs-villes	3 chefs-villes				2 chefs-villes					Une ville [239]
											Lv Anv. Bxls	Lv Bxls B.le.D.	Lv Anv B.le.D.	Bxls Anv. B.le.D.	Lv Bxls	Lv Anv.	Lv B.le.D.	Bxls Anv.	Bxls B.le.D.	
1355-1383	8 [206]	57 [209]	—	1 [212]	9 [214]	1 [217]	4 [220]	206 [222]	—	—	—	—	—	—	47 [231]	1 [234]	—	—	—	12 [240]
1383-1406	15 [207]	11 [210]	—	—	3 [215]	2 [218]	—	114 [223]	—	—	—	1 [228]	—	—	30 [232]	—	—	—	—	2 [241]
1406-1430	82 [208]	12 [211]	—	6 [213]	75 [216]	5 [219]	11 [221]	259 [224]	1 [225]	27 [226]	121 [227]	—	6 [229]	1 [230]	87 [233]	9 [235]	1 [236]	1 [237]	1 [238]	—
TOTAUX	105	80	—	7	87	8	15	579	1	27	121	1	6	1	164	10	1	1	1	14
								927												

Total général 1229

NOTES DU TABLEAU I.

(206) Annexe V, 138, 157, 185, 234, 267, 484, 491 et 494.
(207) *Ibid.*, 572 à 577, 586, 616, 626, 631, 694, 697, 698, 721 et 723.
(208) *Ibid.*, 768 et suiv., *passim.*
(209) *Ibid.*, *passim* de 1 à 492.
(210) *Ibid.*, 587, 596, 599, 600, 604, 634, 637, 759, 761 à 763.
(211) *Ibid.*, 767, 815, 857, 859, 861, 871, 991, 1003, 1007, 1021, 1034, 1037, 1154 et 1170.
(212) *Ibid.*, 400.
(213) *Ibid.*, 781, 782, 789, 1201, 1211 et 1604.
(214) *Ibid.*, 2, 26, 86, 163, 294, 312, 339, 444, 471.
(215) *Ibid.*, 664, 695 et 764.
(216) *Ibid.*, 775 et suiv., *passim.*
(217) *Ibid.*, 422.
(218) *Ibid.*, 606 et 635.
(219) *Ibid.*, 1365, 1368, 1387, 1533 et 1535.
(220) *Ibid.*, 3, 4, 7 et 87.
(221) *Ibid.*, 1123, 1127, 1131, 1149, 1187, 1188, 1335, 1411, 1421, 1526 et 1556.
(222) *Ibid.*, de 10 à 546, *passim.*
(223) *Ibid.*, de 550 à 755, *passim.*
(224) *Ibid.*, de 756 à 1601, *passim.*
(225) *Ibid.*, 965.
(226) *Ibid.*, 875, 989 et *passim* de 1042 à 1491.
(227) *Ibid.*, de 799 à 1609, *passim.* L'importance relative de ces trois chefs-villes avait déjà été remarquée par F. QUICKE (dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, p. 132, qui avait noté qu'elles s'étaient souvent réunies et avaient été souvent consultées sur des questions d'intérêt général. A noter qu'à partir de 1422 apparaît quelquefois dans les *Reichstagsakten* l'expression «*die drie Stete von Brabant*» (pour la première fois avant le 30 août 1422 ; voir t. VIII, p. 159).
(228) Annexe V, 622.
(229) *Ibid.*, 1156, 1296, 1342, 1343, 1347 et 1351.
(230) *Ibid.*, 1182.
(231) *Ibid.*, de 5 à 547, *passim.*
(232) *Ibid.*, de 564 à 753, *passim.*
(233) *Ibid.*, de 778 à 1605, *passim.*
(234) *Ibid.*, 164.
(235) *Ibid.*, 1134, 1135, 1139, 1140, 1157, 1226, 1263, 1579 et 1607.
(236) *Ibid.*, 1555.
(237) *Ibid.*, 1190.
(238) *Ibid.*, 1198.
(239) Nous dénombrons ici des démarches entreprises auprès du duc ou du Conseil par une des quatre chefs-villes, en faveur d'une autre ville et généralement à la requête de celle-ci. Dans la pratique, et en raison de l'état de notre documentation, la chef-ville chargée d'intervenir est toujours Louvain.
(240) Louvain intervenant en faveur de Léau : Annexe V, 37, 68, 101 et 486 ; en faveur de Nivelles : *ibid.*, 38, 116 et 515 ; en faveur de Tirlemont : *ibid.*, 506, 507 et 525 ; en faveur d'Aarschot : *ibid.*, 172 ; en faveur de Maastricht : *ibid.*, 530.
(241) Louvain intervenant en faveur de Nivelles : *ibid.*, 660 ; en faveur d'Anvers, alors ville «flamande» : *ibid.*, 746.

Tableau II. - Sources contradictoires au sujet de la composition des assemblées ou députations des Etats

Composition des assemblées ou députations des Etats	PÉRIODES 1356-1383	1383-1406	1406-1430	TOTAUX
3 Etats, al. 2 Etats, al. nobles, al. villes	—	—	1 (242)	1
Commun pays, al. 3 Etats	—	—	2 (243)	2
Commun pays, al. prélats et villes	1 (244)	—	—	1
Commun pays, al. 2 Etats laïques	—	—	3 (245)	3
Commun pays, al. villes	9 (246)	1 (247)	1 (248)	11
Commun pays, al. Louvain-Bruxelles-Anvers	—	—	1 (249)	1
Commun pays, al. Louvain-Bruxelles	1 (250)	—	—	1
3 Etats, al. 2 Etats (laïques)	—	—	13 (251)	13
3 Etats, al. 2 Etats, al. villes	—	—	4 (252)	4
3 Etats, al. villes	1 (253)	—	12 (254)	13
2 Etats, al. nobles	1 (255)	—	2 (256)	3
2 Etats, al. villes	1 (257)	—	19 (258)	20
2 Etats, al. Louvain-Bruxelles-Anvers	—	—	1 (259)	1
Villes, al. 4 chefs-villes	—	—	5 (260)	5
Villes, al. Louvain-Bruxelles-Anvers	—	—	14 (261)	14
Villes, al. Louvain-Anvers-Bois-le-Duc	—	—	2 (262)	2
Villes, al. Louvain-Bruxelles	1 (263)	—	1 (264)	2
TOTAL				97

(242) *Ibid.*, 1436.
(243) *Ibid.*, 1196 et 1333.
(244) *Ibid.*, 12.
(245) *Ibid.*, 1075, 1117 et 1160.
(246) *Ibid.*, 84, 85, 136, 151, 156, 237, 243, 247 et 357.
(247) *Ibid.*, 625.
(248) *Ibid.*, 1247.
(249) *Ibid.*, 1583.
(250) *Ibid.*, 155.
(251) *Ibid.*, 931, 1103, 1158, 1191, 1194, 1204, 1407, 1448, 1490, 1492, 1538, 1544 et 1585.
(252) *Ibid.*, 1241, 1496, 1501 et 1520.
(253) *Ibid.*, 152.
(254) *Ibid.*, 804, 929, 1004, 1143, 1384, 1415, 1453, 1473, 1474, 1497, 1560 et 1589.
(255) *Ibid.*, 6.
(256) *Ibid.*, 1505 et 1530.
(257) *Ibid.*, 108.
(258) *Ibid.*, 1076, 1181, 1186, 1302, 1308, 1312, 1316, 1323, 1339, 1359, 1401, 1434, 1478, 1482, 1486, 1498, 1510, 1545 et 1551.
(259) *Ibid.*, 1599.
(260) *Ibid.*, 1242, 1477, 1485, 1541 et 1557.
(261) *Ibid.*, 840, 1105, 1163, 1246, 1265, 1266, 1268, 1307, 1357, 1366, 1370, 1563, 1571 et 1575.
(262) *Ibid.*, 1303 et 1386 (chaque fois en compagnie de Tirlemont).
(263) *Ibid.*, 150.
(264) *Ibid.*, 1008.

Le total des deux tableaux fournit un nombre de 1.326 assemblées ou activités diverses des Etats, alors que l'Annexe V comporte 1.610 numéros. La différence vient de ce que dans l'Annexe figurent aussi les réunions ordinaires du Conseil de Kortenberg, non reprises dans les tableaux — elles sont au nombre d'une quarantaine — ainsi que de nombreuses mentions se rapportant à des séances ou voyages dont nous ignorons qui y participa.

D. Convocation des assemblées.

A l'époque moderne, seul le prince ou son représentant autorisé peut provoquer une réunion d'Etats. En était-il de même au Moyen Age ?

En général, les textes sont muets sur ce point. Tout au plus peut-on déceler une tendance à faire valoir ce point de vue dans un acte de Philippe de Saint-Pol du 7 juin 1429. Ce jour-là, le duc défend à tous seigneurs bannerets, nobles, chevaliers, écuyers, villes et habitants quelconques du pays de Brabant de se rendre à une diète convoquée *sans son consentement* à Bruxelles pour le 11 juin suivant par les seigneurs d'Enghien (Pierre de Luxembourg), de Gaasbeek et de Wezemaal et par les villes de Bruxelles, d'Anvers et de Nivelles, qui avaient déjà précédemment tenu une assemblée contre sa volonté, dans la même ville, avec les conseillers du duc de Bourgogne (265).

Ce texte pourrait indiquer que le duc désire pour le moins que son accord soit sollicité lorsqu'il est envisagé de réunir une assemblée d'Etats, mais il est aussi la preuve que des diètes pouvaient en fait sinon en droit se tenir à l'initiative des représentants du pays.

Sur ce second point, les sources consultées fournissent des preuves surabondantes de l'existence d'une telle pratique en Brabant, entre 1356 et 1430, et cela même en période de calme politique.

Des sessions sont provoquées par l'une des quatre chefs-villes (266), parfois par plusieurs d'entre elles en même temps (267), mais aussi par des centres de moindre importance (268). Dans ce dernier cas, il s'agit généralement pour eux de demander que les autres cités brabançonnes les aident à redresser quelque tort qui leur est fait. Il est même arrivé que Louvain invite le duc à une session (269) !

(265) AGR, CC, 23, fol. 60.

(266) Convocation des deux Etats laïques par Bruxelles : Annexe V, 1128 ; convocation des villes par Bruxelles : *ibid.*, 90, 92, 390, 583, 661 ; convocation du *gemeyn lant* par Bruxelles : *ibid.*, 762 ; convocation d'une réunion Louvain-Bruxelles par Bruxelles : *ibid.*, 40, 384, 405, 594, 642, ... — Convocation des villes par Louvain : *ibid.*, 61, 89, 241, 488, 531, 850, 852 ; convocation des villes ou du commun pays par Louvain : *ibid.*, 136. — Convocation des villes par Bois-le-Duc : *ibid.*, 615, 839, 851, 878. — Nous ne tenons pas compte ici des réunions provoquées par Louvain pendant les troubles de 1420-1421.

(267) Convocation des villes par Louvain et Bruxelles : Annexe V, 916 ; convocation des deux Etats laïques préparée par Louvain, Bruxelles et Anvers, à l'initiative de Louvain : *ibid.*, 1291 ; — convocation des deux Etats laïques à l'initiative des villes : *ibid.*, 163.

(268) Convocation des villes par Lierre : Annexe V, 65, 764 ; par Maastricht : *ibid.*, 94 ; par Léau : *ibid.*, 95, 420, 663 ; par Aarschot : *ibid.*, 104 ; par Herentals : *ibid.*, 477, 480 ; — convocation de Louvain et Bruxelles par Diest : *ibid.*, 350.

(269) Le 15 septembre 1421, un messager est envoyé par Louvain à Beaumont, avec des lettres

Les comptes de la ville de Louvain sont remplis d'indications relatives à des envois de messagers porteurs de lettres adressées à des nobles et à des villes, voire à des «prélats» pour leur demander de se rendre à une réunion en un lieu déterminé (270). Il serait toutefois imprudent d'en déduire qu'il s'agit chaque fois d'une session due à son initiative. Une autre hypothèse peut être envisagée : la ville pourrait ne pas être à l'origine de la convocation, mais faire pression sur un certain nombre de membres des Etats pour qu'ils assistent à une assemblée mise sur pied par le duc ou une autre autorité. Un exemple précis peut être cité à l'appui de cette façon de voir : les comptes communaux de Louvain nous apprennent que vers la mi-février 1423, le Magistrat a envoyé des messagers aux villes de Zichem, Diest, Maastricht, Tirlemont, Léau, Aarschot, Bois-le-Duc et Bruxelles pour les prier de venir à la diète qui devait se tenir dans ses murs au sujet du conflit Malines-Bruxelles (271). La réunion eut effectivement lieu vers le 20 février (272). Or nous savons, par les comptes de Léau, que les députés de cette dernière ville s'y rendirent sur *convocation du duc* et *à la prière* des villes de Louvain et d'Anvers (273).

Une autre constatation vient encore corroborer l'hypothèse avancée ici : lorsque les comptes de Louvain mentionnent de très nombreux envois de lettres, les destinataires en sont presque toujours uniquement des villes, des nobles et des supérieurs de couvents de ce que l'on pourrait appeler la zone d'influence, ou l'*hinterland*, de la première des cités brabançonnes (274).

Signalons encore qu'une ville peut aussi prier le duc de réunir une assemblée. C'est encore Louvain qui nous fournit un exemple d'une telle démarche : le 24 avril 1378, les autorités communales envoient un messager à Bruxelles «*met enen brieve ane minen here van Brabant omme hem te biddene dat hi een dachvart te Loven maken woude daer hi ende [sine] stede van Brabant gemeinlic comen mochten omme dordenancie te aenhoerne die die XVI goede liede die totter stat commere ghecoren waren gemaect hadden*» (275).

Lorsque le prince prenait lui-même l'initiative de provoquer une réunion des villes ou des Etats, le fait est souvent signalé dans les sources urbaines consultées (276). Les comptes de la recette générale mentionnent eux aussi l'envoi

adressées à Jean IV et à son Conseil «*omme hen te bidden dat slj comen wouden te Loven ter dachvart bi sinen baenrotsen ende stede van Brabant*» (AV Louvain, 5032, fol. 27r°).

(270) Voir par exemple AV Louvain, 5020, fol. 57r°, 59, 63r°, 96v°-97r°, etc. ; 5022, fol. 29v°, 91, 123v°, 128v°, 131r°, etc. ; 5031, fol. 9v°, 16r°, 19r°, ...

(271) AV Louvain, 5033, fol. 95v°-96.

(272) Annexe V, 1274.

(273) Voir *ibid.*

(274) Exemple : début décembre 1415, des messagers sont envoyés aux prélats, chevaliers (non nommés) et villes de Rhode-Sainte-Agathe, Wavre, Villers, Gembloux, Dongelberg, Grez, Bossut, Jodoigne, *Heere* [? = Herent ?, ou Heverlee ?], Heylissem, Chantraine, Landen, Meldert, Velp, Tirlemont, Léau, Diest, Halen et Aarschot, ainsi qu'à Henri de Diest, au seigneur de Rotselaar, à Jean de Schoonhoven et à l'abbé d'Averbode «*dat sy te Brux. quamen bider lande ter dachvaert*» (AV Louvain, 5020, fol. 59).

(275) AV Louvain, 4996bis, fol. 8v°. — La même demande fut renouvelée le 2 mai (*ibid.*, fol. 10v°).

(276) Voir par exemple Annexe V, 25, 39, 43, 55, 69, 70, 81, 93, 121, 122, 126, 139, 140, 142, 153, 166, 182, 185, 342, 349, 351, 352, 362, ...

des lettres de convocation (277). Peu de celles-ci ont été conservées. Un heureux hasard archivistique en a néanmoins fait parvenir quelques-unes jusqu'à nous : il s'agit d'un petit nombre de celles qui furent adressées à Engelbert de Nassau entre 1421 et 1429 (278). Le texte en est toujours semblable : il indique en bref le lieu, la date, la composition (deux ou trois Etats) et le motif de la réunion, et invite le destinataire à se présenter la veille au soir dans la localité choisie. Les délais sont relativement courts, compte tenu des distances à parcourir (Nassau, lorsqu'il n'est pas à la Cour, réside à Bréda) : d'une semaine à moins de quinze jours. Les Etats demandèrent d'ailleurs, et firent inscrire dans la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol, que, sauf urgence, les convocations seraient envoyées au moins deux semaines à l'avance (279).

III. *Compétence des représentants du pays*

A. Matières traitées.

L'Annexe V fait aussi connaître quels étaient les sujets de préoccupation des députés du clergé, de la noblesse et des villes.

Nous nous contenterons d'en donner ici un aperçu très synthétique.

Il faut d'abord signaler que 13% environ des 1.610 numéros de l'Annexe sont muets sur les matières abordées au cours des réunions ou déplacements des représentants du pays. Pour les quelque 1.400 numéros qui restent, voici quels furent, dans l'ordre d'importance, les problèmes traités (280) :

(277) Dans les chapitres consacrés aux frais de messagerie : voir par exemple AGR, CC, 2405, fol. 89v°-90r°, 97r°, 98 à 100r° où l'indication «*Landach[vart]*», en marge, ne laisse aucun doute sur les raisons de l'envoi de cette correspondance.

(278) ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1482, Reg. 1110 [l'inventaire de Drossaers date cet acte de 1420 ou 1426 (il est donné un vendredi 14 juin) ; il faut lire 1426, car il est question dans la lettre de Jean de Glimes, *drossard de Brabant*, et par ailleurs la pièce est signée Dumo (= Pierre van der Hagen, au sujet duquel voir A. Uyttebrouck, *Petrus de Timo*) qui n'est pas secrétaire en 1420, mais bien en 1426] ; Inv. n° 1489, Reg. 1209 ; Inv. n° 1490, Reg. 1229, 1230, 1231 et 1252. Ce sont des lettres closes, sur papier, scellées du signet ducal. Signalons aussi une convocation adressée à Nassau par Philippe de Saint-Pol, frère du duc, qui prit l'initiative de réunir les Etats laïques en octobre 1421 (voir *ibid.*, Inv. n° 1490, Reg. 1234 ; cet acte est mal daté par Drossaers, qui le place en 1427 ; il faut lire 1421).

(279) *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 150.

(280) Les chiffres avancés dans le petit tableau qui suit peuvent être contrôlés à l'aide de l'Annexe V à laquelle il est renvoyé dans l'ensemble ; cette annexe permet aussi de nuancer ce qui est dit ici. Des renvois plus précis ne seront donnés que pour les activités les moins importantes. A noter encore que les pourcentages fournis ne peuvent s'additionner, car plusieurs sujets peuvent être abordés au cours d'une même assemblée (voir par exemple Annexe V, 1444, 1447, 1454, 1465, 1468, etc.) et sont dès lors comptés ici sous plusieurs rubriques.

Problèmes traités	% des réunions, entrevues, conférences, ambassades, ... au cours desquelles ces problèmes furent traités
1. Relations avec les pays voisins (affaires étrangères)	± 25% (281)
2. Affaires intérieures des villes ou relations des villes entre elles	± 13,5%
3. Demandes d'aides par le duc, et problèmes relatifs à la levée des aides	± 12%
4. Problèmes monétaires	± 11%
5. Relations d'une ville ou des villes et du duc	± 10%
6. Problèmes relatifs au gouvernement du pays ; affaires générales	± 5,5%
7. Problèmes financiers en général (dettes du duc, contrôle des finances ducales, audition des comptes)	± 5%
8. Problèmes relatifs à la vie privée des ducs (mariage, ...) et réunions de circonstances (cérémonies de Joyeuses Entrées, deuils, accueil d'une nouvelle duchesse, ...)	± 3% (282)
9. Problèmes «constitutionnels» (élaboration de privilèges généraux : Charte de Kortenberg renouvelée, Joyeuses Entrées(283), *Nieuw Regiment* de Jean IV, ...)	± 2% (284)
10. Sécurité du territoire	± 2% (285)
11. Arbitrage de guerres privées	± 1,5 à 2% (286)

(281) Dont plus d'un tiers concernent les relations avec la principauté de Liège ; viennent dans l'ordre décroissant la Flandre (avec Malines) ; la Hollande-Zélande ; la Gueldre et le Juliers ; et le Hainaut. Le comté de Namur, quant à lui, n'apparaît qu'une fois (Annexe V, 131, pour un problème de limites).

(282) Annexe V, 767, 794, 863, 979, 985, 986, 988, 997, 999, 1000, 1003, 1004, 1007, 1010, 1013 à 1015, 1018, 1026, 1034, 1057, 1090 à 1092, 1145 à 1147, 1233, 1236, 1246, 1368, 1454, 1457, 1459 à 1461, 1465, 1538, 1581, 1587, 1588, 1609 et 1610.

(283) Il s'agit ici de réunions consacrées à la mise au point du texte des Joyeuses Entrées des ducs successifs, non aux cérémonies elles-mêmes, auxquelles participaient aussi des députés des Etats (voir note précédente).

(284) Annexe V, 159, 163, 165, 167, 170, 179, 181, 183, 188, 193, 196, 233, 290, 375, 994, 1228, 1254, 1456 et 1458. — On peut y joindre les problèmes relatifs à la succession ou à la dévolution du duché : voir *ibid.*, 698, 721, 722, 723, 755, 768 et 1601.

(285) *Ibid.*, 556, 660 à 662, 682, 1030, 1323, 1337, 1364, 1367, 1377, 1384, 1430, 1441, 1523, 1524, 1531, 1538, 1541, 1542 et 1548.

(286) *Ibid.*, 653 à 658, 664, 665, 668, 720, 729, 734, 739 à 741, 743 à 745, 749, 969, 1067, 1096 et 1163.

Les relations extérieures peuvent faire l'objet de réunions entre Brabançons (287), ou de conférences avec des représentants étrangers, soit en Brabant (288), soit dans le pays intéressé (289), souvent dans une localité frontalière de l'un ou l'autre Etat (290). Les sujets les plus variés peuvent être abordés : questions de limites (291), arrestations de marchands ou confiscations de marchandises (292), conflit entre l'évêque de Liège et la jeune Université de Louvain (293), et même crises intérieures d'une principauté voisine — révolte de Gand à l'époque de Philippe van Artevelde (294) ; soulèvement des Liégeois contre Jean de Bavière (295). Les Brabançons entre eux examinent aussi les cas de guerre, et discutent notamment sur le fait de savoir s'il faut ou non apporter une aide militaire au prince lorsqu'il entreprend une expédition qui n'intéresse pas directement le duché (c'est le cas lorsque le duc Antoine demande des troupes pour aller combattre les Armagnacs aux côtés de son frère Jean sans Peur) (296). Ils s'intéressent aussi de près aux affaires des pays qui sont en union personnellement avec le Brabant (297). Il faut noter à ce propos un fait assez extraordinaire et qui montre jusqu'où il était possible d'aller dans certaines circonstances favorables : à la mort d'Antoine, les trois Etats prirent l'initiative de maintenir en exercice des officiers des seigneuries que le duc détenait au nom de ses enfants, du chef des défunts Jeanne et Waleran de Saint-Pol. Nous le savons par une contre-lettre d'André de *Nancey*, du 7 novembre 1415, qui fait savoir qu'après le décès du duc, il a plu «*a mes trés chiers et honnouréz seigneurs messeigneurs des trois Estats*» de le maintenir au gouvernement du comté de Ligny, et qu'il leur promet en conséquence de bien remplir sa charge au profit des enfants de feu Antoine et de remettre, dès qu'il en sera requis, Ligny à celui des deux fils du défunt à qui cette terre reviendra (298).

(287) Exemples : *ibid.*, 100, 113, 114, 141 à 147, 443 à 445, etc.

(288) Exemples : *ibid.*, 115, 123, 124, 127, 406, 455, 553, 560, etc.

(289) Exemples : *ibid.*, 64, 66, 99, 202, 210, 219, 223, 224, 518, etc.

(290) Exemples pour les rapports Brabant-Liège : à Booienhoven : *ibid.*, 105 ; à Halen : *ibid.*, 107, 553, 560, ... ; à Léau : *ibid.*, 115, 123, 127, 571, ... Des réunions ont aussi parfois eu lieu à Maastricht, possession commune : voir *ibid.*, 83, 131, 133, 134, 135, 424 et 705.

(291) Exemples : *ibid.*, 121, 585, 1392, 1477.

(292) Exemples : *ibid.*, 215, 219, 221, 223, 224, ... 843, 917, 918, 930, 1257, 1316, 1439 et 1451.

(293) *Ibid.*, 1472, 1481, 1495, 1518, 1519, 1521, 1522, 1525 et 1564.

(294) *Ibid.*, 483, 523 à 527, 551, 555, 558, 559.

(295) *Ibid.*, 770 à 790, *passim*.

(296) *Ibid.*, 831 à 833, 853, 854, 857 et 858. — Fin juin-début juillet 1414, une délégation des villes est à Péronne avec le duc pour aider à faire la paix entre le roi de France et le duc de Bourgogne (*ibid.*, 941). La paix d'Arras ne sera signée qu'en septembre suivant.

(297) Question du Luxembourg sous Antoine : *ibid.*, 873, 874, 911, 913, 939 et 940 ; lutte contre Jean de Bavière : *ibid.*, 1084 à 1114 (*passim*) ; deuxième guerre de Hollande (en 1420) : *ibid.*, 1192 à 1194, 1197, 1230, 1232, 1242 et 1302 (sur les trêves qui suivirent cette campagne de 1420, voir aussi ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n^{os} 1485 et 1486. Il est à noter que Jean IV, qui n'était pour rien dans cette seconde guerre de Hollande, n'apparaît jamais dans les documents relatifs à ces trêves : côté brabançon c'est toujours le comte de Saint-Pol et les députés du pays qui interviennent) ; guerre contre Jaqueline de Bavière et le duc de Gloucester pour la possession du Hainaut : *ibid.*, 1340 à 1408 (*passim*).

(298) AGR, Chartes de Brabant, 7 novembre 1415, original sur parchemin, avec sceau d'André de Nancey.

Voilà donc les Etats de Brabant nommant un officier d'une principauté étrangère et recevant de lui l'engagement de bien remplir sa mission !

Les affaires intérieures des villes et leurs relations entre elles constituent pour les représentants du pays un autre grand sujet de préoccupation, le second en importance. Parmi les questions abordées il est permis de citer les troubles répétés de Louvain dans la seconde moitié du XIVe siècle (299) et le problème des rapports entre les grandes cités du duché et les petits centres, comme Lierre ou Bergen-op-Zoom (300).

Les villes ou les Etats s'occupent aussi des «affaires générales» touchant le gouvernement du pays. Mentionnons tout spécialement les dispositions prises pour assurer l'exercice du pouvoir à la mort du duc Antoine (301), puis lors de la disparition tout aussi inopinée de Philippe de Saint-Pol (302). En décembre 1383 déjà, les villes s'étaient réunies rapidement à l'annonce du décès de Wenceslas, pour déterminer «*hoe men dlant van Brabant beste besetten mochte*» (303). Signalons aussi leurs interventions dans le choix ou dans l'installation d'officiers supérieurs (drossard ou receveur de Brabant ou chancelier) (304).

D'autres points importants recevront un certain développement dans les deux derniers chapitres du présent travail. Pour le reste, de plus amples détails pourront être trouvés dans l'Annexe V, qui donne aussi un aperçu des divers autres sujets abordés et non repris dans le tableau qui précède, comme par exemple les questions économiques, qui, prises dans un sens étroit, sont peu représentées dans la documentation consultée : il n'y a guère à mentionner que deux grands problèmes : en 1401 et 1402, il fut parlé de l'exportation des grains et de son interdiction éventuelle (305), tandis qu'en 1427-1428, il fut envisagé, après consultation avec les pays voisins, d'interdire l'importation des draps anglais (306).

Mais réduire à cela les questions économiques qui sollicitèrent l'attention des Etats et principalement des villes serait déformer la réalité. Il faut corriger ce que la présentation du tableau a de trop schématique, et signaler que sous la rubrique «relations avec les pays voisins» sont comprises des réunions et des négociations relatives à l'arrestation en pays étranger de marchands brabançons ou à la saisie de leurs marchandises, sujet déjà évoqué plus haut (307), tandis que les questions monétaires intéressent au premier chef les représentants du pays dans la mesure où le cours des monnaies a une influence sur le commerce international (308).

(299) Exemples : Annexe V, 22, 436 à 442, 448 à 475 (*passim*), 534 à 540

(300) Il en sera question plus bas, pp. 519-521.

(301) Annexe V, 987, 989 et 991.

(302) *Ibid.*, 1597, 1598, 1599 et 1603.

(303) *Ibid.*, 550.

(304) Exemples : *ibid.*, 1021, 1031, 1465 et 1554.

(305) *Ibid.*, 731 et 746.

(306) *Ibid.*, 1464, 1469, 1474, 1514 et 1517.

(307) Voir *supra*, p. 466, n. 292. — Dans son étude modèle sur les Etats de Flandre de 1384 à 1404, M. W. PREVENIER (*De Leden en de Staten ...*, p. 187) range d'ailleurs ce type de réunions parmi celles qui sont consacrées aux «*Handelsproblemen*».

(308) Il sera reparlé dans le troisième chapitre de la troisième partie du rôle des Etats en matière monétaire.

Une étude détaillée consacrée aux Etats de Brabant devrait encore mettre les sujets abordés en relation avec les types d'assemblées (trois Etats, deux Etats, villes, ...) et voir dans quelle mesure telle matière n'est pas plutôt du ressort d'un groupe plutôt que d'un autre (309).

Mais même en se limitant à une vue très générale des choses, on constate que les représentants du duché, tout comme leurs homologues flamands (310), étaient amenés à s'occuper de tout ce qui intéressait la vie du pays. Le vote de l'impôt n'entre en définitive que pour une part relativement modeste dans le cadre de leurs activités.

Enfin, un phénomène mérite encore de retenir l'attention : il s'agit des réunions assez fréquentes que Louvain et Bruxelles, plus parfois Anvers avec elles après 1406, consacrent à se consulter sur des assemblées à venir, celles-ci généralement convoquées par le duc lui-même (311). Tout se passe comme si les villes principales entendaient le plus souvent possible présenter un front uni face aux demandes du prince.

B. Nature de l'intervention des Etats.

Il conviendrait d'examiner aussi d'une manière approfondie qu'elle était la nature exacte de l'intervention des Etats dans le gouvernement du pays. Ce soin est laissé à qui étudiera plus en détail l'histoire des Etats de Brabant. Il est toutefois permis d'affirmer que, sur le plan des faits et sans retenir l'aspect théorique du problème, ceux-ci jouèrent plus qu'un rôle purement consultatif (312). Les deux derniers chapitres de la présente étude en fourniront des indices suffisants.

IV. *Embryon d'Etats Généraux*

Un point particulier mérite encore un court développement. Sous Jean IV se tinrent plusieurs réunions communes de représentants des différentes provinces soumises à ce prince. Des problèmes d'intérêt commun y furent débattus.

Les exemples n'en sont pas nombreux, mais ils nous paraissent intéressants dans la mesure où ils auraient pu constituer le point de départ de véritables Etats Généraux, si l'union personnelle entre le Brabant, le Hainaut, la Hollande et la Zélande ne s'était rompue en 1427.

(309) Ce travail a été fait pour les questions monétaires ; voir *infra*, p. 541 et n. 62.

(310) On comparera utilement les données de l'Annexe V avec les conclusions du travail de M. Prevenier cité à la note 307.

(311) Exemples antérieures à 1404 : Annexe V, 392, 594, 627, 642, 726, 744, 745 ; après 1404, Louvain et Bruxelles : *ibid.*, 778, 779, 783, 793, 803, 806, 808, 810, ... ; Louvain, Bruxelles et Anvers : *ibid.*, 847, 876, 1106 (Tirlemont est aussi présente), 1279, 1291, 1500, 1539, 1543, ... — Parfois des réunions «préparatoires» sont tenues par un plus grand nombre de villes. Exemples : *ibid.*, 255, 268, 669, 691, 921, 977, 1304, ... — On notera l'expression souvent utilisée dans ces cas-là, et qui définit l'objet de la réunion : «*om voerraet te hebbene op* ...» [suit l'indication de l'assemblée ultérieure convoquée par le prince, avec parfois le sujet qui doit y être abordé].

(312) Voir pour la Flandre, ce qu'écrit M. W. Prevenier, *De Leden en de Staten* ..., pp. 144 et suiv.

— Entre le 2 et le 7 mars 1422, se tint à Hal une réunion des trois Etats de Hainaut et des villes de Louvain, Bruxelles et Anvers. Plusieurs points étaient à l'ordre du jour, notamment le différend entre le duc et son épouse, et certaines questions monétaires (313).

— Entre le 3 et le 14 août 1424, vraisemblablement du 10 au 13, se tint à Bruxelles une assemblée des députés des deux Etats laïques de Brabant et des trois Etats de Hainaut. La discussion porta sur les moyens de résister à l'invasion du Hainaut projetée par le duc de Gloucester (314).

— Entre le 8 et le 14 juillet 1425, se tint à Bruxelles une réunion des trois Etats de Brabant et des deux Etats laïques de Hollande et de Zélande. Jean IV les avait convoqués pour leur demander leur avis sur la réponse à faire au duc de Bourgogne, qui demandait le gouvernement de la Hollande et de la Zélande (315).

— Entre le 7 et le 11 octobre 1425, les conseillers et les villes de Brabant examinent, avec les trois Etats de Hainaut, la manière de faire payer leur rançon aux prisonniers faits pendant la campagne de Hainaut (menée contre Gloucester et Jacqueline de Bavière) (316).

*
* *

On peut conclure en affirmant que les Etats constituent un élément de tout premier plan dans la vie du duché, et qu'en leur sein les villes jouissent d'une influence prépondérante, tout spécialement les trois grandes cités de Louvain, Bruxelles et Anvers (celle-ci après 1406 seulement). D'une certaine manière, la position de ces dernières dans le duché n'est pas sans rappeler celle des Membres dans le comté de Flandre.

Encore que nous nous soyons défendu, au début de ce chapitre, de vouloir aborder la question si difficile et si controversée de l'origine des Etats, nous estimons néanmoins devoir suggérer qu'il y a, dans les lignes qui précèdent, matière à revoir fondamentalement certaines théories reçues. De toute manière, après les travaux de M. W. Prevenier pour la Flandre et après ce qui vient d'être dit à propos du Brabant, il apparaît nettement que la définition qu'admettait encore Hirschauer des Etats — «réunion des trois ordres d'une province en assemblée régulièrement constituée, périodiquement convoquée et possédant certaines attributions politiques et administratives dont la principale est le vote de l'impôt» (317) — est, en ce qui concerne le Moyen Age, pour le moins par trop étriquée et ne rend pas compte d'une réalité bien plus complexe.

*
* *

(313) Annexe V, 1246.
(314) *Ibid.*, 1340.
(315) *Ibid.*, 1395. — Sur la question du transfert à Philippe le Bon du gouvernement de la Hollande et de La Zélande, voir Th. VAN RIEMSDIJK, *De opdracht*....
(316) Annexe V, 1408.
(317) C. HIRSCHAUER, *Les Etats d'Artois*..., t. I, pp. 1-2.

CHAPITRE II

LES GRANDES ÉTAPES DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN BRABANT DE 1355 À 1430

Le chapitre précédent a montré l'importance des Etats dans la vie politique du duché de Brabant, importance qui se traduit tant par le grand nombre des sessions tenues par les représentants du pays que par la variété des matières abordées lors de ces réunions.

Nous allons maintenant nous attacher plus particulièrement à rappeler quels furent les événements qui eurent pour effet de renforcer le contrôle des Etats sur la politique ducale, afin de pouvoir, dans un dernier chapitre, en étudier les répercussions sur l'exercice du pouvoir par le duc et par son Conseil.

D'une manière générale, il est permis de dire que toutes les circonstances qui, d'une manière ou d'une autre, déforcent le prince par rapport à ses sujets sont susceptibles d'être exploitées par ceux-ci. Il en est ainsi notamment des défaites militaires, des difficultés financières, des minorités ou des crises de succession.

De l'avènement de Jeanne et Wenceslas à la bataille de Baesweiler (1355-1371)

C'est par des problèmes de ce dernier ordre que s'ouvre la période étudiée ici. Après la mort du dernier de ses héritiers mâles, le duc Jean III n'eut plus qu'un seul souci : assurer la transmission de l'ensemble de ses terres à sa fille aînée (1). Pour prix de leur soutien, les Brabançons obtinrent de celle-ci, après son accession au pouvoir, un privilège général, connu sous le nom de «Joyeuse Entrée» (3 janvier 1356). Cet acte qui prend place dans la lignée des grands privilèges concédés à la charnière de deux règnes (testament d'Henri II,

(1) A ce propos, il est permis de se demander si le duc et ses sujets ont jamais réellement craint un véritable partage du duché proprement dit. Cela n'est pas impossible, mais trois autres éventualités pouvaient encore se présenter : 1°) le refus de voir une femme succéder au duché ; un prétendant mâle de la branche des Brabant-Hesse (soit Henri II de Hesse, arrière-petit-fils du duc de Brabant Henri II ; voir C. Knetsch, *Das Haus Brabant*, I, tableaux II et IV) aurait pu se manifester ; c'est la moins probable des hypothèses ; — 2°) la constitution, en faveur des deux filles les plus jeunes, d'apanages territoriaux assez importants sans que, pour autant, le duché soit *théoriquement* divisé ; 3°) la séparation du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse du duché de Brabant. L'insistance mise dans l'acte des villes du 8 mars 1355 et dans la Joyeuse Entrée de 1356 à proclamer l'indissolubilité de l'union du Brabant et du Limbourg semble indiquer que c'est surtout cette séparation que l'on voulait éviter.

testament d'Henri III, charte de Kortenberg et chartes wallonnes) (2), constitue un véritable contrat entre la duchesse et son mari, d'une part, et leurs sujets, de l'autre (3) ; il prévoit notamment le droit pour ces derniers de refuser tout service à leurs princes en cas de violation par ceux-ci des obligations qu'ils ont contractées (4).

Quelques mois plus tard, en juin 1356, le comte de Flandre Louis de Male, qui prétendait remettre en cause la manière dont avait été réglée la succession brabançonne, déclara la guerre au duc et à la duchesse de Brabant. La paix ne fut conclue qu'environ un an plus tard, le 4 juin 1357, à l'intervention du comte de Hainaut-Hollande, Guillaume de Bavière (5). Le traité d'Ath, qui la consacrait, s'avéra relativement défavorable pour le Brabant : Malines était définitivement perdue tandis qu'Anvers, en devenant un fief tenu par le comte de Flandre, était pratiquement séparée du reste du pays (6). De plus, les hostilités avaient coûté fort cher au trésor ducal : une grande partie du duché avait connu l'occupation flamande pendant plusieurs semaines (de la mi-août à la fin octobre 1356), et le duc avait dû se procurer des troupes mercenaires (7). Une aide de 450.000 vieux écus d'or avait d'ailleurs été consentie par les Etats de Brabant avant même le déclenchement des opérations militaires, en raison de la menace que le comte de Flandre faisait peser sur le pays (8).

(2) Sur les circonstances qui entourèrent l'octroi de la «Joyeuse Entrée» du 3 janvier 1356, n.s., voir R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst*, pp. 20 et suiv. et H. VAN WERVEKE, dans *AGN*, t. III, pp. 165-170 (une erreur de détail, mais qui a son importance, à la p. 169 de cet exposé : ce n'est pas à la suite de l'union des villes du 8 — non du 3 — mars 1355 que Jean III décida de laisser tous ses pays à sa fille aînée, mais bien près d'un an plus tôt, au printemps 1354 ; voir à ce sujet R. VAN BRAGT, *op. cit.*, p. 21, n. 41 et ici-même, Introduction, p. 13 et n. 10). — Si certains articles de cette Joyeuse Entrée peuvent avoir eu pour but de limiter les effets de l'accession à la tête du pays d'un étranger, Wenceslas de Luxembourg, il paraît néanmoins abusif de ne voir dans cet acte qu'une «capitulation» imposée à ce prince (ce que fait H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, pp. 339 : «En réalité, la Joyeuse Entrée, jurée par Wenceslas le 3 janvier 1356, revêt tous les caractères d'une capitulation»).

(3) J. DE STURLER, dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. II, p. 180 (*«wederzijdsch en onderling verbindend verdrag»*).

(4) Article 34 de la Joyeuse Entrée de 1356 (voir R. VAN BRAGT, *op. cit.*, p. 106). — Notons ici que ce principe de l'«obéissance conditionnelle» ou du «droit de résistance» n'est pas neuf en soi sur le plan des relations prince-sujets ; il figure déjà dans la Charte de Kortenberg de 1312, de même qu'il avait déjà été consigné dans la Grande Charte anglaise de 1215. D'une manière plus générale, il trouve son origine dans le droit féodal qui permet à un vassal de «désavouer» son suzerain si celui-ci ne se montre pas «fidèle et loyal seigneur» à son égard (J. GILISSEN, *Le régime représentatif*..., pp. 17-18).

(5) Sur cette guerre, voir H. LAURENT et F. QUICKE, *La guerre de succession*..., ainsi que H. VAN WERVEKE, dans *AGN*, t. III, pp. 170-174.

(6) Texte du traité publié dans *Brab. Yeesten*, t. II, *Codex diplomaticus*, pp. 543, n° LXIII.

(7) H. LAURENT et F. QUICKE, *La guerre de succession*..., p. 105.

(8) A. VAN NECK, *Les aides générales*..., pp. 29 et suiv. Cette aide fut ramenée à 419.000 vieux écus par un acte du 26 mai 1358 qui accordait aux abbayes brabançonnes de ne payer que 44.000 vieux écus au lieu de 75.000 constituant leur quote-part initiale. — Le 6 juin 1356, Wenceslas et Jeanne accordent à leurs sujets brabançons des lettres de non-préjudice du fait de leur avoir octroyé sans obligation cette aide de 450.000 vieux écus pour la défense des frontières [AGR, Mss Divers 5B, fol. 270r°. — Edit. : *Den Luyster... van Brabant*, I[e] partie, p. 137. — Anal. dans A. VERKOOREN, *Inventaire... Brabant*, II[e] partie, t. II, pp. 90-91, qui donne par erreur le chiffre de «cinq cent

Les circonstances paraissent donc on ne peut plus favorables pour les Etats puisque les princes venaient de subir un insuccès relatif sur le plan militaire, et qu'ils avaient été contraints d'implorer un secours financier de leurs sujets.

Pourtant il apparaît qu'en 1356-1357 les Brabançons n'ont tiré aucun avantage réel de la situation. Bien au contraire, ce sont les ducs qui donnent l'impression d'avoir repris le dessus puisque, comme l'a très bien montré M. Van Uytven, la «Joyeuse Entrée» devint caduque dans les mois qui suivirent immédiatement l'occupation du cœur du pays par les Flamands (9). Pourquoi cette apparente anomalie ? Très probablement en raison de la «trahison» des villes de Bruxelles et de Louvain, imitées par d'autres localités de moindre importance, en août 1356. Non seulement les deux plus importantes des chefs-villes brabançonnes avaient fort mal reçu Wenceslas et ses troupes après la bataille de Scheut, mais elles avaient été jusqu'à paraître se jeter dans les bras du vainqueur, en reconnaissant très vite Louis de Male en tant que seigneur légitime (10). Pour n'avoir pas eu foi dans un redressement de Wenceslas, pour avoir renié leur serment et pour avoir admis finalement que le comte de Flandre se considérât comme duc de Brabant, les principales cités du duché se virent retirer à la fin de l'année 1356 les avantages obtenus en janvier, et dès lors la Joyeuse Entrée resta lettre-morte, Wenceslas ayant sans doute fait jouer en sa faveur la clause relative à la rupture du contrat (11).

Les années qui suivirent ne furent pas particulièrement favorables à un retour au premier plan des deux villes principales, secouées par des commotions internes : Louvain connut des troubles en 1360, qui amenèrent les métiers au pouvoir pendant trois ans (12), tandis que Bruxelles vécut aussi des journées révolutionnaires en 1360, à la suite du soulèvement populaire de Louvain (13). Dans l'un et l'autre cas, le duc, soit qu'il restât neutre, soit qu'il s'imposât comme arbitre entre les factions opposées, tira de la situation un avantage moral certain (14).

cinquante mille vieux écus». Le texte porte en realité «*vijftehalf hondert dusentich*» (dans le *Luyster* : «*vijf te half hondert dusent*»), or *vijfthalf* ou *vijftehalf* signifie 4 1/2 (voir J. VERDAM, *Middelnederlandsch handwoordenboek*, 2e éd., La Haye, 1956, p. 714)].

(9) R. VAN UYTVEN, *De rechtsgeldigheid van de Brabantse Blijde Inkomst van 3 januari 1356*, p. 47.

(10) H. LAURENT et F. QUICKE, *La guerre de succession*..., pp. 96-99.

(11) R. VAN UYTVEN, *op. cit.*, pp. 44-45. — F. FAVRESSE, *L'avènement*..., pp. 107-109, insiste aussi sur le ressentiment éprouvé par Wenceslas à l'encontre de Bruxelles et de Louvain à la suite des événements de 1356, mais il ne dit mot du sort de la Joyeuse Entrée.

(12) Récit des événements dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 154-166 et 172-177. Voir aussi R. VAN UYTVEN, *Peter Couthereel*....

(13) Récit des événements dans les *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 167-171 et dans F. FAVRESSE, *L'avènement*..., pp. 116-118. — Bruxelles connut une nouvelle secousse en 1364 (F. FAVRESSE, *L'avènement*..., p. 119).

(14) F. FAVRESSE, *op. cit.*, p. 109, note que «dans la plupart des cas, à Bruxelles tout au moins, le duc laissa aux prises les ennemis en présence et vit, avec plaisir, que des soucis locaux empêchaient les lignages de lui chercher querelle». — le 1er mai 1363, Wenceslas et Jeanne édictèrent une «paix» pour la ville de Louvain (original : AV Louvain, 1312 ; édité notamment dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 599-601, n° XCVII ; contre-lettres originales du Magistrat de Louvain, de la même date, contenant copie de l'acte ducal : AGR, Chartes de Brabant, 2069). — M. R. VAN UYTVEN, qui a étudié

Pourtant, vers la fin de l'année 1362, deux événements paraissent à première vue pouvoir entraîner un regain d'influence des Etats : le 1er novembre 1362, un grand nombre de villes conclurent entre elles des pactes bilatéraux d'assistance mutuelle (15) et, quelques jours plus tard, les Etats accordèrent aux ducs une nouvelle aide, d'un montant de 300.000 vieux écus (16).

Les traités bilatéraux entre villes n'étaient pas une nouveauté en Brabant : cent ans plus tôt, une vingtaine de localités en avaient conclu entre elles, au temps de la régence d'Alix de Bourgogne ; en 1313, Louvain en scella d'autres avec plusieurs villes, dont Maastricht (17).

Par les actes de 1261-1262, les parties contractantes se pardonnaient leurs torts mutuels passés, décidaient de soumettre leurs différends éventuels et futurs à des commissions mixtes de conciliation, s'alliaient entre elles contre quiconque, sauf le droit du duc, dans le but de défendre leurs privilèges, mais aussi de faire respecter les droits de leurs seigneurs naturels. Le Brabant connaissait alors une espèce d'interrègne : le duc Henri III était mort le 28 février 1261, et son fils aîné, Henri IV, alors âgé d'une dizaine d'années, était simple d'esprit et allait bientôt devoir céder ses droits au duché à son frère Jean [Ier]. L'étranger aurait pu être tenté de profiter de la situation, et le pays paraît avoir voulu cimenter son union pour faire face à toute éventualité. Dans cet esprit, les alliances des villes n'auraient été qu'un moyen de renforcer la cohésion des Brabançons. Elles ne visaient pas au premier chef à porter atteinte au pouvoir ducal (18).

En 1313, en revanche, c'est plutôt l'exercice du pouvoir en Brabant qui est en cause. Chronologiquement, les alliances conclues par Louvain avec d'autres villes se placent entre la Charte de Kortenberg et les Chartes wallonnes de 1314. Et elles prévoient, après la clause de soutien mutuel, que, dans le cas où le duc ferait quelque chose contre une des villes ou contre l'intérêt du pays, une remontrance lui serait faite. L'on ne va pas encore jusqu'à la menace de

la carrière de Pierre Couthereel, est arrivé à la conclusion que celui-ci fut principalement un agent du prince à Louvain, et que Wenceslas se servit de lui à l'occasion des événements de 1360-1363, pour tenter de rabaisser la puissance de la ville (voir R. VAN UYTVEN, *Peter Couthereel ..., passim* et notamment p. 97).

(15) Il y eut en fait le même jour une série de traités conclus chaque fois entre deux villes. On conserve les originaux de ceux qui furent conclus par Bois-le-Duc avec quinze villes ou franchises : Louvain, Bruxelles, Tirlemont, Nivelles, Léau, Lierre, Herentals, Jodoigne, Turnhout, Gembloux, Halen, Vilvorde, Zichem, Aarschot et Incourt (AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 150 à 164), et une partie de ceux qui furent conclus par Louvain (avec Bois-le-Duc, Nivelles et Vilvorde, voir AV Louvain 247, 248 et 248bis) ; d'autres sont connus par des copies (ainsi par exemple le traité entre Louvain et Bruxelles : AGR, Conseil privé espagnol, 1638, fol. 59v°-61r° ; deux autres copies se trouvent dans le Mss Divers 5B, fol. 130v° et 259 ; ces deux dernières copies ont été analysées par A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIe partie, t. II, p. 151).

(16) A. VAN NECK, *Les aides générales* ..., pp. 32 et suiv. — Comme en 1356, une réduction fut finalement consentie au clergé qui, au lieu des 100.000 vieux écus qu'il devait initialement payer, vit sa quote-part ramenée à 37.000 moutons, soit environ 34.154 vieux écus (13 moutons valant 12 vieux écus).

(17) Voir à ce sujet G. BOLAND, *Un siècle d'alliances urbaines* ... .

(18) Dispositif de l'union de 1261-1262 publié par G. BOLAND, *Un siècle* ..., p. 623. Commentaire : *ibid.*, pp. 615 et suiv. — Voir aussi A. WAUTERS, *Le duc Jean Ier* ..., pp. 21-22.

désobéissance en cas de non-redressement des griefs, mais l'évolution est nette. Alors qu'en 1261-1262 il était seulement prévu que les terres et les droits du duc pourraient être menacés, diminués ou aliénés mais non par le prince lui-même, en 1313, il était admis comme possible que le danger vînt de celui-ci (19).

Les actes de 1362 se placent plutôt dans la perspective de ceux de 1261-1262, en ce sens qu'eux non plus ne sont pas dirigés contre le duc. Leur texte précise qu'ils ont pour but d'éviter que les discordes entre les villes ne soient préjudiciables à leurs privilèges et au pays tout entier. De plus, il apparaît qu'ils ont été rédigés et scellés avec l'accord de Jeanne et de Wenceslas, si pas à leur instigation. En effet, un texte assez rare en son genre et heureusement conservé nous apprend que les ducs ont manifesté leur mauvaise humeur de ce que la ville de Bois-le-Duc a tardé à sceller les chartes d'alliance dont elle était partie contractante (20).

Quant à l'aide qui fut accordée au même moment pour permettre à Jeanne et à Wenceslas de payer leurs dettes, elle ne fit obtenir aux Etats qu'une contrepartie somme toute assez mince : une lettre de non-préjudice avec promesse des ducs de ne plus demander de secours financier qu'en cas de rançon, de mariage ou d'adoubement (21).

De la bataille de Baesweiler à la mort de Wenceslas (1371-1383)

Il faut attendre 1371 et la bataille de Baesweiler pour voir se modifier assez profondément les données politiques brabançonnes. Entraîné à titre personnel dans une guerre de prestige contre les ducs de Gueldre et de Juliers, Wenceslas subit le 22 août 1371 à Baesweiler une défaite qui prit les allures d'une catastrophe, car elle amena sa capture et celle de plusieurs de ses compagnons d'armes, prélude à une assez longue captivité (22).

(19) Dispositif publié par G. Boland, *op. cit.*, p. 624. Commentaire en parallèle avec les actes de 1261-1262.

(20) Il s'agit d'une lettre close sur papier du 6 novembre 1362, écrite de Tervuren par les villes de Brabant réunies en ce lieu et adressée au Magistrat de Bois-le-Duc. Les villes, après avoir fait part à leur correspondant des événements les plus récents, se plaignent de ce que Bois-le-Duc donne l'impression de se désolidariser des autres localités brabançonnes en n'ayant pas encore scellé les accords dont il est question ici, et elles ajoutent que les ducs en sont fort mécontents. Cette lettre, signée «*Biden steden van Brabant die opde dachvaert Ter Vueren waren, uwe goede vrienden*», porte encore au dos le sceau (brisé, mais toujours visible) de la ville de Bruxelles mis en l'absence de ceux des autres villes (AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 165 ; analyse sommaire dans C. R. Hermans, *Inventaris* ..., p. 35, qui lui donne le n° ancien 163).

(21) Acte du 6 novembre 1362, original conservé aux AV Louvain, 1311. Edité dans *Brab. Yeesten*, t. II, *Codex Diplomaticus*, pp. 592-593, n° XCIII.

(22) Au sujet de cette guerre, voir F. Quicke, *Les Pays-Bas* ..., pp. 177-204. — Wenceslas fut conduit en captivité au château de Nideggen sur la Roer, dans le duché de Juliers (*Brab. Yeesten*, t. II, p. 216). Il y resta jusqu'à la mi-juin 1372 (voir AGR, CC, 2358, p. 111 : «*Item Willem Beemere missus Aquis ad ducem XXI in junio* [1372] *dum fuit deliberatus ex eius captivitatem*») ; une fois libéré, il fut rejoint à Aix par son épouse le 24 juin (CC, 2358, p. 105 ; pour le départ de Jeanne pour Aix, voir *ibid.*, p. 102). — Pendant sa captivité, le duc fut gardé, mais en même temps servi, par toute une équipe composée de deux chevaliers, de deux écuyers, de leurs quatre valets, d'un valet de chambre attaché à sa personne, d'un cuisinier et ... d'un messager. En récompense de leurs services, il leur fut donné, le 25 juin, une gratification dont le total se montait à 369 moutons (CC, 2358, p. 102).

Les Brabançons, qui ne s'étaient pas du tout sentis concernés par la guerre, du moins jusqu'à l'annonce du désastre de Baesweiler ([23]), et qui voyaient venir le moment où ils seraient invités à éponger les frais de l'aventure, posèrent leurs conditions. Ils ne consentirent à aider le duc à sortir des embarras financiers consécutifs à sa défaite, qu'en échange du renouvellement de la Charte de Kortenberg et du rétablissement du Conseil du même nom ([24]). Mais un conflit surgit aussitôt à propos de la levée de l'aide. Les Etats et le duc voulaient, chacun, contrôler la perception des quotes-parts et l'utilisation des sommes recueillies. Les villes étaient surtout intéressées à ce que les rançons des chevaliers étrangers qui avaient combattu pour Wenceslas fussent remboursées par priorité, avant que ces créanciers du duc ne songent à se dédommager sur le dos de marchands brabançons. Les deux parties maintenant leurs prétentions, le pays fut à deux doigts d'un conflit armé interne. La tension ne fut apaisée que le 30 avril 1374, grâce à l'intervention de l'évêque de Liège. Un compromis fut conclu, qui, pour l'essentiel, donnait satisfaction aux villes, tout en affirmant qu'il n'était point question de porter atteinte aux droits de hauteur du prince ([25]).

A peine réconciliés, les villes et Wenceslas eurent, avec les nobles, à manifester leur solidarité, face au mécontentement du clergé régulier qui refusait de se laisser imposer sa quote-part dans l'aide de 1377 votée, sans son consentement, par les deux Etats laïques. Les monastères brabançons ameutèrent les plus hautes autorités ecclésiastiques et l'interdit fut jeté sur le duché. Le différend ne fut aplani qu'en 1377, dans le sens souhaité par le duc, ses nobles et ses villes, mais d'une manière qui permît au clergé de sauver la face ([26]).

Pendant quelque temps, les Etats ne purent plus pousser leur avantage. L'une des raisons en réside sans doute dans une nouvelle période de troubles politico-sociaux qui secouèrent Louvain de 1378 à 1383, et qui aboutirent à un partage du pouvoir entre patriciens et plébéiens. Le mouvement, d'abord uniquement préoccupé de questions relatives au gouvernement de la cité, prit par la suite les allures d'une opposition plus marquée à l'autorité ducale. L'époque était celle de la grande révolte des Gantois contre Louis de Male ; Wenceslas parut craindre la possibilité d'une contagion sous forme d'une insurrection généralisée des villes brabançonnes rangées derrière Louvain. A la fin de l'année 1382, il décida d'intervenir militairement et mit le siège devant la ville rebelle, avec des troupes limbourgeoises et luxembourgeoises. La paix fut cependant rétablie, et le mérite en

(23) Voir A. DUBOIS, *La Bataille de Basweiler*, p. 23, qui a fort bien montré que le Brabant, en tant que tel, n'a pas fourni de concours militaire à Wenceslas. Les milices urbaines n'ont pas participé à la campagne, contrairement à ce que laisse entendre F. QUICKE (*Les Pays Bas*, p. 185), Bruxelles et Louvain ont seulement consenti, et encore avec hésitation, à «prêter» au duc de faibles corps expéditionnaires composés d'archers. — Ce n'est qu'après la bataille de Baesweiler et l'annonce de la captivité du duc que les Etats de Brabant se sont pour le première fois préoccupés de la guerre, et encore, à l'initiative de la duchesse (voir Annexe V, n° 141).

(24) F. QUICKE, *Les Pays-Bas* ..., pp. 208-210. — Voir aussi ci-dessous, p. 525.

(25) F. QUICKE, *Les Pays-Bas* ..., pp. 211-216 et J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter* ..., t. I, pp. 238-248. — Texte du compromis conclu à Braine-l'Alleud, le 30 avril 1374, dans J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. II, pp. 147-152.

(26) J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, pp. 248-252.

revint, comme en 1374, à une intervention de l'évêque de Liège (27). Le résultat de toute cette agitation fut d'abord une charte de Jeanne et Wenceslas du 25 janvier 1383 (28), consacrant la participation de représentants des métiers louvanistes à l'administration de la ville, mais ce fut aussi, en second lieu, un coup d'arrêt à la dégradation du pouvoir ducal qui avait paru assez sérieusement compromis en 1381-1382.

Quelques mois après le rétablissement du calme, les ducs obtenaient de leurs sujets une nouvelle aide (1er août 1383) (29). Wenceslas ne put néanmoins en profiter, puisqu'il mourut à la fin de cette même année 1383.

De la mort de Wenceslas à celle d'Antoine (1383-1415)

La disparition prématurée de ce prince — il n'avait pas encore quarante-sept ans — modifiait de nouveau fondamentalement les données politiques brabançonnes. Le duché ne gardait plus à sa tête qu'une femme, déjà sexagénaire, et qui, surtout, avait perdu depuis longtemps tout espoir de postérité. Dès ce moment se trouve posée avec acuité la question de la succession de Brabant. C'est une véritable aubaine pour les Etats qui vont pouvoir tirer avantage de la non-existence de règles de succession (30). Cette absence de réglementation en matière successorale a en effet poussé les prétendants à tenter d'obtenir la reconnaissance par les Brabançons de leurs «droits» réels ou supposés à l'héritage de Jeanne. Philippe le Hardi, soutenu par la duchesse, insista à plusieurs reprises pour que les Etats consentent à le tenir pour l'héritier légitime du chef de sa femme Marguerite de Male ; le roi des Romains Wenceslas intervint lui aussi auprès d'eux pour faire valoir ses propres titres (31), de sorte que les représentants du pays, ainsi sollicités de part et d'autre, furent fondés à se considérer comme les arbitres de la situation.

Il faut mettre en évidence le fait que le duc de Bourgogne a tout fait pour obtenir le ralliement des Brabançons à ses vœux, alors même que la duchesse Jeanne lui avait, par un acte du 28 septembre 1390, cédé le Brabant en nue-propriété ! Que cette cession soit restée secrète ne diminue en rien l'intérêt de l'attitude adoptée par le duc de Bourgogne. Tout se passe en effet comme si Philippe avait estimé que les dispositions prises par Jeanne pourraient rester lettre morte si elles ne recevaient pas le *nihil obstat* des Brabançons. Comme l'a fort bien écrit M. Stengers, «obtenir la reconnaissance des Etats était donc pour Philippe une nécessité primordiale» (32).

(27) H. Vander Linden, *Histoire de la constitution de la ville de Louvain au moyen âge*, p. 103. Voir aussi le récit des *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 242-251, ainsi que F. Quicke, *Les Pays-Bas ...*, pp. 356-361, qui montre notamment qu'il y eut des contacts entre les métiers de Louvain et la ville de Gand.

(28) AV Louvain, 1322 (Analyse dans J. Cuvelier, *Inventaire des archives de la ville de Louvain*, t. I, pp. 118-119). Texte publié dans H. Vander Linden, *Histoire de la constitution ...*, pp. 182-194.

(29) A. Van Neck, *Les aides générales ...*, pp. 43 et suiv.

(30) Voir ci-dessus, pp. 130-136.

(31) Sur toute cette question, voir J. Stengers, *Philippe le Hardi et les Etats de Brabant.*

(32) J. Stengers, *op. cit.*, p. 389. — Sur les raisons d'une éventuelle opposition des Etats à la

Or que font ces Etats sommés de répondre favorablement à des sollicitations aussi pressantes ? Ils refusent tout bonnement de donner leur avis, sans doute par «désir de rester les maîtres du jeu» (33). Philippe le Hardi n'obtiendra jamais de son vivant une solution du problème allant dans le sens de ses intérêts. Mieux, à la fin de la vie de Jeanne, la succession de Brabant n'est pas encore formellement réglée (34). Ce n'est qu'après le décès de la vieille duchesse que les Etats décidèrent de reconnaître Antoine comme duc, mais à deux conditions : que Jean sans Peur, fils aîné de Philippe le Hardi, renonce par écrit à la succession ainsi ouverte (35) et que le duc présomptif, quant à lui, accorde à ses sujets un grand privilège semblable à celui que Wenceslas et Jeanne avaient dû octroyer peu après leur avènement. C'est ainsi qu'Antoine fut amené à délivrer, le 18 décembre 1406, une «Joyeuse Entrée» fortement inspirée de celle de janvier 1356, dont de nombreux articles avaient même été reproduits textuellement (36).

Une fois devenu duc de Brabant, Antoine ne se laissa toutefois pas dominer par les Etats. Il appartenait à une puissante famille, et son père lui laissait l'exemple d'un prince peu enclin à se satisfaire d'un rôle de simple figuration. Petit-fils de roi de France (37), il avait aussi l'avantage d'être allié par le sang à ses voisins immédiats : le comte de Flandre était son frère, le comte de Hainaut et de Zélande, son beau-frère (38). Le 21 juillet 1405, les trois princes avaient d'ailleurs conclu entre eux un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle (39).

Comme gouverneur déjà, Antoine avait manifesté de réelles capacités à diriger

candidature de Philippe le Hardi, nous ne suivrons pas entièrement M. Stengers, qui (*op. cit.*, pp. 388-389) reprend la thèse traditionnelle suivant laquelle les Brabançons auraient craint une union personnelle avec la Flandre. Nous croyons avoir montré ailleurs (A. GRAFFART et A. UYTTEBROUCK, *Quelques documents inédits ...*, que l'on voulait surtout éviter une union personnelle avec la Bourgogne, dont le prince paraissait trop «étranger», sans doute en raison du rôle joué par Philippe le Hardi à la Cour de France.

(33) J. STENGERS, *op. cit.*, p. 408, qui fait remarquer avec justesse que cette raison de l'attitude des Etats n'est rapportée par aucun texte, et qu'il faut donc la tenir pour une simple hypothèse fort vraisemblable. Nous la croyons d'autant plus vraisemblable que le point de départ de toute l'affaire réside dans l'absence de règles de succession (voir *supra*, p. 476 et n. 32).

(34) Voir *supra*, p. 131, n. 108.

(35) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 3-5. — La lettre de renonciation de Jean sans Peur est du 11 décembre 1406 (AGR, Chartes de Brabant, à la date). — La lettre fut lue à une assemblée des trois Etats tenue à Louvain le 19 décembre 1406 (DE DYNTER, *Chronique ...*, t. III, p. 159).

(36) Texte de la Joyeuse Entrée d'Antoine dans *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 140-144.

(37) F. QUICKE, dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, p. 85, en dit : «*Hij* [= Antoine] *was hoogmoedig en trotsch en de meening toegedaan, dat aan een stamhuis van koninklijken bloede een eereplaats naast de koningen toekomt*».

(38) Guillaume de Bavière avait épousé Marguerite de Bourgogne, sœur de Jean sans Peur et d'Antoine. Rappelons ici que les comtes de Flandre et de Hainaut étaient, quant à eux, doublement liés, puisque Jean sans Peur avait pris comme femme Marguerite de Bavière, la propre sœur de Guillaume. Ajoutons à cela que l'élu de Liège, Jean de Bavière, n'était autre que le frère du même Guillaume.

(39) *AGN*, t. III, p. 227. — Un original de l'acte se trouve à Bruxelles, AGR, Chartes de Brabant, à la date ; un autre est conservé à Dijon, ACO, B, 11927. Les deux exemplaires ont été scellés des petits sceaux (dits «*sceaulx secrés*») des trois co-auteurs, et signés par eux (l'original de Bruxelles a perdu ses sceaux, celui de Dijon en a conservé des fragments). L'acte a été édité par U. PLANCHER, *Histoire ... de Bourgogne*, t. III, *preuves*, pp. CCXLV-CCXLVI, n° CCXLVII.

les affaires : il avait commencé à assainir les finances du duché ; il avait réorganisé l'administration financière, en créant notamment un trésorier et receveur général de toutes ses finances ; il avait aussi organisé sur de nouvelles bases le contrôle des officiers comptables en établissant une Chambre des Comptes à Bruxelles (40) ; il avait entrepris de reconstituer le domaine ducal, qui avait été fortement diminué dans le courant de la seconde moitié du XIV^e^ siècle (41) et, pour ce faire, il n'avait pas hésité à conclure des transactions avec des protégés de la duchesse Jeanne (42).

Sur le plan de ses rapports avec les villes, le gouverneur avait aussi manifesté clairement son intention de ne pas reculer éventuellement devant l'épreuve de force. Un conflit aigu l'avait opposé à Bruxelles en 1406.

Les échevins d'Eersel (43) et l'écoutète de Bois-le-Duc, Jean van der Dussen, avaient, dans l'exercice de leurs fonctions respectives, porté atteinte aux privilèges de la ville de Bruxelles (44). Le Magistrat bruxellois avait réagi en fulminant contre les coupables des peines de bannissement. Antoine se rangea résolument aux côtés de son écoutète et interdit à l'amman de Bruxelles, qui était alors Jean de Grimbergen, seigneur d'Asse, de promulguer cette sentence et de la faire exécuter. L'amman n'osa pas déplaire aux échevins de Bruxelles et entreprit de donner une suite à l'affaire, désobéissant ainsi au gouverneur qui le fit aussitôt arrêter et emprisonner. Les Bruxellois se saisirent alors de la personne d'un conseiller ducal, ce qui eut pour effet de faire libérer Asse. La vieille duchesse Jeanne dut s'entremettre et, le 24 mai 1406, elle fit savoir que son petit-neveu avait, à sa demande et à celle des Etats de Brabant, accepté de laisser

(40) Sur tout cela, voir les conclusions du mémoire inédit de Mme Marie TOURNEUR, *Répercussions* ..., pp. 147-153 ; voir ci-dessus, pp. 386 et suiv.

(41) M. TOURNEUR, *op. cit.*, pp. 111-121, qui montre qu'Antoine s'attache aussi à remettre de l'ordre dans la perception des droits de reliefs.

(42) C'est ainsi que le 20 juillet 1406, le gouverneur avait conclu un accord avec Guillaume de Sayn et Catherine de Schoonvorst, sa femme (sur ce Guillaume, lointain cousin de Jeanne de Brabant, voir Annexe II). Les époux avaient obtenu de la duchesse Jeanne divers biens ou avantages au détriment du domaine ducal : les viviers et moulins de Hoeilaart, avec haute, moyenne et basse justice ; les droits ducaux sur les seigneuries de Bossut et de Gottechain ; l'office de la vènerie et des petits chiens de Brabant, la maison de Boitsfort avec ses viviers et revenus, et tous les droits appartenant à ladite vénerie ; enfin diverses rentes sur les recettes ducales. Antoine racheta le tout (sauf l'office des petits chiens) pour une somme de 2.000 francs et une rente annuelle de 800 couronnes de France (analyse étendue de l'acte d'Antoine dans AGR, CC, 3585, 4^e^ compte, fol. 11-12 et dans CC, 4013, 4^e^ compte, fol. 14r°-15r° ; contre-lettres originales de Guillaume de Sayn et de sa femme : Chartes de Brabant, 20 juillet 1406).

(43) Eersel : Pays-Bas, prov. Brabant septentrional, au sud-ouest d'Eindhoven.

(44) Pour le détail des événements dont il est question dans ce paragraphe, voir le récit des *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 397-400 et aussi l'exposé de l'acte de Jeanne du 24 mai 1406 (au sujet duquel voir note suivante), qui ont été utilisés par A. Wauters (A. HENNE et A. WAUTERS, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. I, pp. 182-183). Il y a toutefois quelques erreurs chronologiques, tant dans les *Yeesten* que dans Wauters. Pour les *Yeesten*, Jean van der Dussen aurait «méfait» au cours de la première année de la régence d'Antoine ; pour Wauters, le seigneur d'Asse, amman de Bruxelles, aurait été arrêté en 1405. En réalité, tous les faits doivent être postérieurs au 6 janvier 1406, car c'est à cette date seulement que van der Dussen fut nommé écoutète de Bois-le-Duc (P. L. GACHARD, *Inventaire ... des Chambres des Comptes*, t. II, p. 313), tandis que le seigneur d'Asse n'était amman de Bruxelles que depuis le 19 décembre 1405 (*ibid.*, t. II, p. 276).

s'accomplir les décisions prises par les échevins de Bruxelles (45). En fait le gouverneur ne s'était pas encore incliné (46). Sa qualité de seigneur-engagiste du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse lui permet même d'ordonner à tous les officiers de ces régions de lui faire parvenir des contingents armés (47). La paix ne fut rétablie qu'à la fin du mois de septembre, et elle fut l'expression d'un compromis : Jean van der Dussen fut condamné à un pèlerinage à Compostelle (48), mais Antoine obtint de la ville de Bruxelles une somme de 8.000 florins d'or pour prix de sa réconciliation avec elle (49).

Après décembre 1406, Antoine, devenu duc, tenta de continuer la politique amorcée depuis son arrivée en Brabant. Pendant quelques années, il lui fut possible de poursuivre ses efforts d'assainissement des finances. Il remboursa des dettes de sa grand-tante (50) et fit aussi régler des termes non payés avant

(45) AGR, Chartes de Brabant, 24 mai 1406, original. — Analyse étendue dans *Brab. Yeesten*, t. II, pp. 734-735.

(46) Ainsi qu'il apparaît par les comptes de Léau et par ce qui sera dit plus bas (note suivante). Des délégués de Léau se rendent à plusieurs reprises à Bruxelles après le 24 mai «*omme des rumoers wille dat si hadden jeghen onsen here den hertoghe van Lymborch*», ainsi le 30 juillet, ainsi que dans les semaines du 1er août du 10 août et du 17 septembre (AGR, GS Louvain, 3876[7], compte de la 2e/2 de 1406).

(47) Au mois d'août, Jean de Schoonvorst, en qualité de châtelain de Wassenberg, envoie à Antoine 65 lances (AGR, CC, 2440, fol. 158v°).

(48) Jean van der Dussen reçut du gouverneur une somme de 400 couronnes, et de Jeanne 200 couronnes, pour lui permettre de se rendre avec deux compagnons « ... *te Sinter Claus ten Baren* [Saint-Nicolas-du-Port, France, dép. Meurthe-et-Moselle] *ende te Sint Jacops in Galissien* [Saint-Jacques de Compostelle, Espagne] *ten welken steden bijden traictiete ende accorde gedaen tusschen mijn here vors. ende die van der stad van Bruessel* in de maent van september *MCCCC ende sesse sij luden moesten gaen* ...» (AGR, CC, 2395, fol. 277r°). — La nouvelle de cette paix parvint à Léau dans la semaine de la Saint-Michel (GS Louvain, 3876[7], compte de la 2e/2 de 1406). — van der Dussen cessa d'exercer ses fonctions d'écoutète de Bois-le-Duc le 9 octobre 1406 (P. L. GACHARD, *Inventaire ... des Chambres des Comptes*, t. II, p. 313). Fin novembre, il devait s'être réfugié à Malines, car on voit les gens de la Chambre des Comptes se rendre dans cette ville pour entendre ses comptes (AGR, CC, 2394, fol. 351r°). Antoine ne dut montrer aucun enthousiasme à respecter l'accord conclu avec Bruxelles, car il garda van der Dussen à son service, en le prenant comme écuyer d'écurie en son Hôtel (van der Dussen figure comme tel dans l'ordonnance sur l'Hôtel du 18 mars 1407 ; voir *supra*, p. 172). Toutefois, le 16 avril 1407, le duc fit savoir au drossard de Brabant et à tous les officiers de justice du duché qu'il avait promis de respecter la sentence prononcée par la ville de Bruxelles contre van der Dussen et il leur ordonna en conséquence d'arrêter celui-ci (Mss Divers 33, fol. 4 ter r°). En fait, Antoine garda toujours sa confiance à son officier, qui resta écuyer d'écurie alias maréchal de l'Hôtel jusqu'en 1411-1412 (voir ci-dessus, p. 172, n. 118), puis redevint écoutète de Bois-le-Duc du 28 juillet 1414 au 17 février 1416, puis encore du 9 novembre 1427 au 18 mai 1430 (P. L. GACHARD, *op. cit.*, t. II, p. 313). Le 29 janvier 1429, Philippe Ier, du consentement des trois Etats de Brabant, lui confirma la possession viagère des foresteries de Vught, Strijp et Stratum et de la mairie et foresterie d'Adorp (le tout dans l'actuel Brabant septentrional), possession qui lui avait été donnée autrefois par la duchesse Jeanne de Brabant, et qui lui avait été confirmée par Antoine et par Jean IV (AE Bois-le-Duc, Aanwinsten 1930, n° 1). Ce van der Dussen avait un fils, lui aussi prénommé Jean et surnommé «le jeune», qui est signalé comme écoutète du Maasland en 1424-1425 (AGR, CC, 2405, fol. 156v°), office dans lequel son père l'avait précédé en 1403-1405 (CC, 2392, fol. 11r° et 119v° et CC, 2393, fol. 16v°).

(49) *Brab. Yeesten*, t. II, p. 400.

(50) Au moins jusqu'en 1412-1413 ; voir AGR, CC, 2394, fol. 197-198 et 429-435, CC, 2395, fol. 223v°-228r° et 500-504r°, CC, 2396[I], fol. 211, CC, 2396[II], fol. 125v°, CC, 2397, fol. 165-166.

1406 de rentes dues sur la recette de Brabant (51). Du point de vue des recettes, il obtint le versement d'arrérages non liquidés du douaire hollandais de Jeanne (52), et, peu après son avènement, il annula, à la demande des trois Etats de Brabant, tous les dons faits par Jeanne depuis la mort de Jean III (53). L'état du trésor n'était toutefois guère brillant, et le duc fut obligé de recourir à des expédients pour être à même d'honorer ses créanciers : il fit vendre les joyaux et la vaisselle de feue la duchesse Jeanne (54) ; il fit aussi vendre des rentes viagères (55) et s'arrangea pour obtenir fréquemment des emprunts à court terme (56). Il s'agissait notamment de pouvoir financer ses campagnes en France,

(51) AGR, CC, 2394, fol. 201-223r° et 438-451, CC, 2395, fol. 229-241 et 506-515.

(52) A l'intervention de Jean sans Peur (AGR, Chartes de Brabant, 11 août 1409, vidimus du 10 septembre 1409 ; voir aussi *ibid.*, deux actes du 1er novembre 1411 : quittances d'Antoine pour des avances sur des échéances à venir de la somme forfaitaire de 70.000 vieux écus que Guillaume de Bavière avait accepté de verser, en plusieurs termes, pour éteindre sa dette). — Sur cette question, voir aussi *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 97-99.

(53) Il s'agit des dons de parties du domaine ou de rentes sur le domaine ducal. Il est question de la mesure prise par Antoine dans presque tous les comptes des receveurs domaniaux à partir de 1406-1407. Voir par exemple AGR, CC, 5235, chapitre des dépenses en rentes viagères, où il est parlé de la suppression, à l'occasion de cette mesure générale, d'une rente viagère de 60 florins du Rhin donnée par Jeanne le 6 janvier 1404 à Jean van der Dussen et à son fils (sur ces personnages, voir *supra*, p. 479, n. 48). Cette rente fut restituée aux deux bénéficiaires par Antoine le 26 août 1413 (CC, 5244, chapitre des dépenses en rentes viagères). Le 16 août 1410 déjà, Antoine avait ordonné de verser à van der Dussen et à son fils 120 florins du Rhin pour les termes non payés de 1409 et 1410 (CC, 5240, chapitre des dépenses extraordinaires). — Sur cette question de la reconstitution du domaine en 1407, voir aussi *infra*, p. 488.

(54) AGR, Chartes de Brabant, 10 février 1407 et CC, 2394, fol. 53r° et 54r°.

(55) Des rentes viagères à une ou deux vies furent vendues à des habitants de Mons en Hainaut en octobre 1407, le 31 juillet 1409, les 7 et 27 septembre, le 18 octobre et le 2 novembre 1411, ainsi que le 17 septembre 1412 (sur l'ensemble de ces ventes, voir AGR, CC, 2397, fol. 54v°, 56v°, 57r°, 59v° et 63v° ; voir aussi CC, 2396', fol. 75v°). A chaque fois des joyaux furent mis en gage pour garantir aux rentiers le payement de leurs rentes. En 1413, une partie au moins de ces joyaux fut dégagée (CC, 2397, fol. 132v°, 136v°-137r° et 161-162).

(56) Emprunts à court terme contractés en 1409-1410 (AGR, CC, 2395, fol. 187v°-189).

Date de l'emprunt	Prêteur	Somme empruntée.	Durée du prêt	Somme remboursée en 1409-1410
8-7-1409	un marchand de Nuremberg	2.400 cour.	± 3 mois	2.700 cour.
14-7-1409	Nicolas Rummel, marchand de Bruges	1.600 cour.	6 mois	1.800 cour.
24-7-1409	Marc Guidechon	3.000 cour.	3 mois prol. de 3 mois	3.000 cour.
24-7-1409	Guillaume Vandonne de Bruges	1.200 cour.	6 mois	1.350 cour.
25-7-1409	Thomas Quaerte, marchand de Bruges	3.457 frs 28 d. de gros	4 mois	la somme + 552 frs 8 d.

menées aux côtés du duc de Bourgogne contre les Armagnacs (57). Le duc, apparemment, voulait dans toute la mesure du possible éviter de recourir au système des engagères, qui, sous ses prédécesseurs, avait conduit à l'aliénation du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse.

Cependant ses expéditions contre les Armagnacs, ainsi que les efforts qu'il dut consentir pour se rendre maître du Luxembourg (58), aggravèrent le déficit

14-8-1409	Jean Baudens et Jean van Waver de Malines	3.053 cour.	3 mois	la somme + 404 cour. 1/4
18-8-1409	Marc Guidechon	2.888 cour.	4 mois	3.252 cour.
15-9-1409	Chrétien van Stommele, marchand de Cologne	2.066 cour. 2 s. 1 d.	6 mois	2.299 cour. 2 s. 1 d.
6-11-1409	Nicolas Rummel	3.717 1/2 cour.	± 6 mois	4.130 cour.
11-11-1409	un marchand de Bruges	950 cour.	3 mois	1.000 cour.
22-1-1410	Nicolas Rummel	2.000 cour.	5 mois	2.250 cour.
27-1-1410	Liévin Scotelere, de Bruges	1.800 cour.	± 3 1/2 mois	2.000 cour.

Emprunts à court terme contractés en 1410-1411 (AGR, CC, 2395, fol. 443v°-445).

Date de l'emprunt	Prêteur	Somme empruntée	Date du remboursement	Intérêt payé
15-3-1410	Thomas Quaerte, marchand de Bruges	4.000 francs	5 mois + tard	432 cour.
16-3-1410	Marc Guidechon	4.200 cour.*	24-6-1410	474 cour.
24-5-1410	les 2 précédents	9.641 cour. 2 s. 6 d. gros	Noël 1410	1.500 cour.
27-5-1410	Jean Pijsken	810 cour.	5 mois + tard	56 cour. + 19 gros
20-8-1410	divers marchands de Bruges	9.000 cour.	6 mois + tard	1.440 cour.
15-11-1410	divers marchands de ...	.....	....	46 cour.
24-3-1411	Marc Guidechon	1.140 cour.	6 mois + tard	28 cour.
avril 1411	divers	450 cour. or	2 mois + tard	18 cour.

* Ce montant ne constitue en réalité pas un nouvel emprunt. C'est une créance de Marc Guidechon, pour laquelle Antoine obtient, ce jour-là, un délai de payement.

(57) Les rentes vendues en septembre et octobre 1411 l'ont été pour payer les frais de la campagne menée par Antoine en France en août-septembre de cette même année (AGR, CC, 2396[1], fol. 59r° et 61v°).

(58) Sur les campagnes d'Antoine au Luxembourg, voir les ouvrages cités plus haut, p. 101, n. 351.

financier, si bien qu'il fut néanmoins contraint de pratiquer une forme déguisée d'engagères : il mit ainsi en gage non des seigneuries tout entières, mais des offices de «gouverneurs» de territoires (59). Remarquons que la nuance, si elle existe, est infime et que, dans l'esprit des contemporains, elle tendit souvent à s'effacer complètement. Antoine était exceptionnellement entré dans cette voie dès 1408 (60). Ses campagnes de 1410-1412 furent responsables de la généralisation de cette pratique, qui eut pour résultat la mise en gage des gouvernements des terres de Wassenberg (18 janvier 1412), Millen, Gangelt et Waldfeucht (février 1412), Rolduc (30 juillet 1412) et Sprimont (17 septembre 1412) (61).

Ce nouvel expédient fut loin de suffire, et il fallut recourir à l'aide extraordinaire. C'est en raison de la poursuite de ses opérations dans le Luxembourg qu'Antoine se vit obligé de solliciter par deux fois, en 1411-1412 et en 1413-1414, un secours financier de ses sujets brabançons. Jusque là, le duc avait obtenu deux aides «ordinaires», l'une en 1408, pour son accession au duché, l'autre en 1409, à l'occasion de son second mariage (62). Les montants accordés avaient été respectivement de 100.000 et de 225.000 couronnes, mais furent ramenés à 84.666 couronnes 2/3 et 200.000 couronnes par suite d'une réduction de la quote-part du clergé (63). En mai 1412, c'est sans enthousiasme que les Brabançons, après six mois de tergiversations, consentirent à débourser 42.000 couronnes, somme qui retomba bien vite à 30.000 couronnes en raison d'un nouvel abattement sur la part à payer par les monastères (64). En septembre 1414, ils accordèrent 150.000 couronnes à verser en trois ans, mais, toujours pour la même raison, ce montant fut ramené à 112.000 couronnes (65).

Entre-temps, un conflit sérieux avait opposé le duc aux villes. Au cours du second semestre de l'année 1412, Antoine, désargenté, avait sollicité des Etats le payement anticipé du second terme de l'aide votée en mai de cette année. Le premier terme devait normalement être versé le 1er novembre 1412 et le second et dernier terme au cours de l'année suivante. Le 7 octobre 1412, le prince fit demander aux villes de lui liquider la totalité de la somme due, en une seule fois,

(59) Sur cette forme d'engagères, voir *supra*, pp. 77 et suiv.

(60) En engageant le gouvernement des terres de Kerpen et de Lommersum. Par la suite, le 23 avril 1409, il engagea celui de la seigneurie de Fauquemont. Sur tout cela, voir *supra*, pp. 77 et 81.

(61) Voir *supra*, pp. 84-86, 88 et 89.

(62) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect...*, pp. 67-68. Pour plus de détails, voir le mémoire inédit du même auteur, *Les aides générales...*, pp. 60 et suiv.

(63) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect...*, p. 73.

(64) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect...*, pp. 68 et 73, et *Les aides générales...*, p. 66. — C'est le 16 novembre 1411 qu'il est pour la première fois à coup sûr question d'une demande d'argent faite par Antoine pour ses affaires du Luxembourg. La réponse définitive des Etats ne vint que le 18 mai 1412 (voir Annexe V, entre ces deux dates). Peut-être Antoine avait-il déjà introduit sa demande plus tôt, mais les sources sont peu explicites : l'«aide» demandée par le duc le 5 octobre 1411, et de nouveau les 18-22 octobre (voir *ibid.*, aux dates indiquées) pourrait n'être qu'une aide en hommes d'armes, non en argent (sur des concours d'hommes d'armes demandés par Antoine, mais cette fois pour aider son frère en France, voir par exemple Annexe V, 846, 853, 854 et 857).

(65) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect...*, pp. 68 et 73, et *Les aides générales...*, pp. 67 et suiv.

à l'échéance du 1er novembre. Il renouvela sa requête le 16 octobre (66). C'est que, en plus de ses difficultés au Luxembourg, il venait de s'attirer de nouveaux ennuis, à la frontière de Gueldre cette fois, en essayant de s'assurer la possession de la forteresse de Batenburg. Il avait cru pouvoir se rendre maître subrepticement de cette localité, mais son jeu fut percé à jour et la garnison qu'il avait réussi à placer à Batenburg dut capituler le 6 novembre 1412 devant une réaction de nobles gueldrois (67). Il fallait, ou renoncer à la ville, ou cette fois déclencher une guerre ouverte. Antoine penchait pour la deuxième solution ; mais les villes refusèrent de le suivre dans cette aventure. Le duc réagit en faisant arrêter, à la fin de novembre 1412, des députés de Léau et de Tirlemont qui se rendaient à Louvain, une délégation bruxelloise n'échappant au même sort que grâce à une escorte armée (68). Des troupes ducales prirent position autour de Louvain (69) ; la ville elle-même se mit en état de résister à une attaque (70). Toutefois on n'en vint pas aux prises, et le conflit s'apaisa, les villes et le prince se contentant de se faire part de leurs griefs mutuels (71). Antoine avait d'ailleurs renoncé à s'emparer de Batenburg, sans doute parce que, en raison de l'opposition rencontrée en Brabant, il estimait ne pas pouvoir disperser ses forces en sacrifiant à cet objectif de moindre importance les ressources dont il avait besoin pour tenter d'emporter la décision au Luxembourg (72).

Pour cet objectif aussi, il lui fallait d'ailleurs pouvoir compter sur une relative coopération de ses sujets brabançons. En avril 1413, une fois la paix intérieure revenue (73), le duc put réintroduire auprès des Etats une demande d'assistance en hommes et en argent (74), et nous venons de voir qu'il obtint finalement une aide financière en septembre 1414.

Malgré ses difficultés de trésorerie, Antoine parvint à ne pas se laisser dominer par les Etats : il conserva toujours le contrôle de la levée des aides en en confiant la perception à des receveurs nommés par lui, contrairement à ce qui s'était produit sous Jeanne et Wenceslas (75).

(66) Annexe V, 885 et 887.

(67) Sur l'affaire de Batenburg, voir ci-dessus, pp. 58-59, et surtout J. CHABOT, *Een geschil* ....

(68) J. CHABOT, *Een geschil* ..., p. 23. — Sur tous ces événements, voir aussi Annexe V, du 6 novembre 1412 au 12 avril 1413.

(69) Le 27 novembre 1412, un éclaireur louvaniste fut envoyé à Kortenberg «*omme te vernemen vanden gewapenden volke dat daer omtrent hadde gelegen*» (AV Louvain, 5015, fol. 47r°) ; le même jour et le lendemain, d'autres observateurs furent envoyés pour la même raison à Erps et à Bertem (*ibid., eod. loco*).

(70) Du 12 au 30 novembre 1412, on travailla à approfondir les fossés de la ville (*ibid.*, fol. 51r°). Entre le 25 novembre et le 18 décembre, on renforça la garde à l'Hôtel de ville et aux portes extérieures de la ville (*ibid.*, fol. 58v°-59r°).

(71) Voir Annexe V, à partir du 8 décembre 1412.

(72) J. CHABOT, *Een geschil* ..., p. 36.

(73) Le 5 avril 1413, un député louvaniste fut envoyé à Turnhout, auprès du prieur des Chartreux de Zelem, lui-même intermédiaire entre Louvain et le duc, «*omme te vernemen hoe dat minen genedigen here van Brabant genuegde tverantworden van den gebreken de de stede verantwert hebben, ende minen here te bidden dat hi I meyere setten woude in sijnre stat, ende van daer te Brux. omme te horen de relacie van der antwerde de mijn here bevolen hadde te seggen der stat van Brux.*». Le 7 avril, le prieur arriva en personne à Louvain et fit savoir que le duc «*gerne laten woude sijne stede in hare rechte*» (voir AV Louvain, 5015, fol. 102v°-103r°). — Voir aussi Annexe V, 12 avril 1413.

(74) Voir Annexe V, à partir du 7 juin 1413.

(75) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., p. 80.

Au total d'ailleurs, le règne d'Antoine offre plutôt l'image d'une période d'équilibre entre le pouvoir du duc et celui des Etats. Il n'y eut, nous venons de le voir, que peu d'affrontements sérieux (76), tandis qu'en bien des circonstances prince et sujets collaborèrent en vue de trouver des solutions à des problèmes de politique intérieure ou étrangère. Même si ce fut avec une certaine réticence, les Brabançons finirent par apporter leur appui à leur duc dans la question luxembourgeoise. En juin 1414, les villes de Louvain et de Bruxelles intervinrent même directement auprès de Huart d'Autel, principal opposant d'Antoine dans le Luxembourg, pour obtenir de lui qu'il fasse hommage au duc (77). L'on vit aussi une délégation des villes brabançonnes accompagner Antoine à Péronne, lorsqu'il entreprit, en juin 1414, de réconcilier son frère, le duc de Bourgogne, avec le roi de France, Charles VI, alors dominé par le parti armagnac (78). A plusieurs reprises, les Etats avaient même accepté de discuter du principe d'une aide militaire à accorder par Antoine et le Brabant à Jean sans Peur dans la lutte menée par celui-ci contre ses adversaires politiques (79). En d'autres circonstances, quand les intérêts du duché étaient plus directement en cause, la collaboration était encore plus franche et plus étroite : c'est ensemble que duc et Etats examinèrent les problèmes posés par le schisme liégeois en 1406-1408 : l'élu de Liège, Jean de Bavière, détrôné par ses sujets qui lui avaient substitué Thierry de Perwez en septembre 1406, s'était réfugié à Maastricht, territoire miliégeois, mi-brabançon, et la ville tout entière fut de ce fait assiégée à deux reprises (du 24 novembre 1407 au 7 janvier 1408 et du 30 mai au 22 septembre 1408) par les armées populaires liégeoises, avant que la bataille d'Othée, le 23 septembre 1408, ne consacrât le triomphe de Jean de Bavière, puissamment aidé par Jean sans Peur et par son propre frère, Guillaume de Bavière, comte de Hainaut (80). Les Brabançons avaient demandé à leur prince de rester neutre, et jusque dans les derniers jours précédant la bataille d'Othée, ils avaient, d'accord avec les villes flamandes, tenté de rétablir la paix entre les deux partis liégeois (81). A la même époque, les villes brabançonnes s'étaient entremises pour

(76) F. QUICKE, dans *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, pp. 99-100, fait aussi remarquer que le règne d'Antoine fut pour le Brabant une période de paix relative sur le plan intérieur.

(77) «*Item Peteren Snepert geseint XX in junio* [1414] *metter stat cnape van Brux. te Bastenaken* [= Bastogne] *ende tot Roetsen in Ardenen* [= Laroche] *met brieven ane heren Huwart van Eltere, ridder, alse dat hi sijne leene ontfaen woude van minen genedigen here van Brabant gelijc hi sculdich waere te doene, ...*» (AV Louvain, 5016, fol. 129v°).

(78) Voir Annexe V, 13 juin 1414. — Le 25 août 1413, Jean sans Peur, qui avait jusqu'alors tenu la première place dans le gouvernement de la France, avait dû quitter Paris, où le parti armagnac l'avait remplacé dans la faveur de la Cour. Par la suite, sa situation n'avait fait que se dégrader, et il chercha à rentrer en grâce. Il fit notamment agir sa sœur Marguerite, comtesse de Hainaut, et son frère Antoine. Il obtint son pardon par la paix d'Arras du 4 septembre 1414 (voir R. VAUGHAN, *John the Fearless*, pp. 199-204, J. CALMETTE, *Les grands ducs de Bourgogne*, pp. 147-149, O. CARTELLIERI, *Beiträge ...*, III, *Zum Friede von Arras (1414-1415)*, J. FINOT, *La paix d'Arras*, L. MIROT, *Autour de la paix d'Arras*, et P. THOMAS, *Le texte authentique de la Paix d'Arras*.

(79) Annexe V, *passim*, entre le 22 août 1410 et le 2 octobre 1411.

(80) Sur ces événements, voir *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 39-44 ; H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. ill., t. I, pp. 396-397 et *AGN*, t. III, pp. 300-302. — Sur la bataille elle-même, voir en dernier lieu C. GAIER, *Art et organisation ...*, pp. 312-320.

(81) Annexe V, *passim*, entre le 1er octobre 1407 et le 19 septembre 1408, et plus spécialement les nos 786 et 788.

aplanir un différend surgi entre le Magistrat de Maastricht et le duc de Brabant. Aux dires de ce dernier, le Magistrat avait empiété sur les droits de seigneurie du duc, qui, pour cette raison, avait refusé depuis son avènement de faire sa joyeuse entrée dans la ville mosane. Les villes de Louvain, Bruxelles, Tirlemont et Léau, érigées en arbitres, étaient parvenues à conclure un arrangement le 8 octobre 1407 (82), mais la situation qui régnait alors dans la principauté de Liège et les deux sièges évoqués ci-dessus en avaient retardé la mise en application. Après le 23 septembre 1408, la question put être réexaminée et, à la suite de nouvelles interventions des villes (83), Antoine finit par accorder son pardon à Maastricht par un acte du 2 mars 1409 (84). Le duc et ses sujets s'attachèrent aussi à désamorcer un conflit qui s'était élevé entre Anvers et Malines à propos des étapes du poisson, du sel et de l'avoine (85), de même qu'ils s'employèrent à ramener la paix à Diest, à l'occasion d'un différend aigu opposant le Magistrat local à son seigneur, querelle dont Antoine avait un moment profité pour confisquer à son profit toute la seigneurie de Diest, alors même qu'elle ne relevait pas en fief du Brabant (86).

Les revendications des Etats, même présentées d'une manière assez impérative, n'étaient pas systématiquement repoussées. Un bon exemple en est fourni par deux documents non datés, mais rédigés dans les premiers mois, si pas dans les premières semaines du règne d'Antoine, et de toute façon avant le 5 mars 1408 (87). Le premier émane des villes et franchises du Brabant et comprend sept points (88) ; le second est rédigé au nom des trois Etats, il reprend les sept points de l'acte précédent et en ajoute deux autres (89). Voici les sept exigences présentées par les membres du troisième ordre :

1. Les villes et franchises demandent au duc de reconstituer le domaine dans son intégrité, en récupérant, avec le conseil et l'aide des barons et des grandes

(82) Voir AGR, Mss Divers 43/I, fol. 115v°

(83) Annexe V, *passim*, entre le 9 décembre 1408 et le 9 mars 1409.

(84) Original à l'ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Limburg, 1380-1423, muni du grand sceau d'Antoine, avec contre-sceau, apposé en cire rouge sur double queue de parchemin. — Copies aux AGR, Mss Divers 43/I, fol. 115, 391/15, fol. 63-66r° et 2762, fol. 49-51r°.

(85) A propos de ce conflit, qui trouve son origine dans la guerre entre la Flandre et le Brabant en 1356-1357, voir F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, pp. 27 et suiv. — Pour le rôle d'Antoine et des Etats dans la crise, voir *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 99-105 (où la chronologie est fort imprécise) et 146-151, ainsi qu'Annexe V, 22 avril 1411 et *passim* entre le 28 août 1412 et le 10 décembre 1413. Pour la collaboration entre Antoine et les Etats à ce propos, voir plus particulièrement au 1er et au 28 mai 1413.

(86) Sur ce conflit, voir *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 176-189 et E. VAN EVEN, *Geschiedenis der stad Diest*, pp. 141-143. Voir aussi Annexe V, *passim*, entre le 14 juin 1414 et le 7 janvier 1415. — La sentence arbitrale définitive fut prononcée par Antoine le 20 décembre 1414, après consultation des villes de Louvain, Bruxelles et Anvers (AV Diest, Doude rootboeck, fol. 19v°-21 ; anal. dans Ch. STALLAERT, *Inventaire* ..., pp. 264-266), et complétée le 2 juillet 1415 (original aux AV Diest, Chartes ; analyse dans STALLAERT, *op. cit.*, pp. 266-267).

(87) Les deux pièces sont, ainsi qu'on va le voir, antérieures à la nomination d'un chancelier, or Pierre de Camdonc fut commis à cet office le 5 mars 1408 (n.s.).

(88) AGR, CC, 131, fol. 48-49r°.

(89) *Ibid.*, fol. 46-47. — Un des deux points ajoutés dans ce deuxième document, celui qui concerne les conseillers étrangers (voir *infra*) est publié par F. PRIMS, *Antwerpiensia*, t. IX, p. 93.

familles (*stammen*) du pays, les biens aliénés sous Wenceslas et Jeanne, et depuis (90), faute de quoi elle cesseront d'obéir.

2. Elles demandent de spécifier clairement quelles sont les garennes franches dont il est question dans la «Joyeuse Entrée» (91).

3. Elles ont décidé que le point de la «Joyeuse Entrée» concernant le gros gibier devait être respecté intégralement, et prient Antoine de s'y conformer (92).

4. Elles demandent de ne plus autoriser les seigneurs locaux à procéder sans raison à des montres d'armes (*wapenscouwinghe*), comme le font certains et notamment le damoiseau de Nassau au pays de Bréda.

5. Elles ont ordonné que le duc devrait veiller à ce que, partout en Brabant, ses officiers ne fassent pas plus d'enquêtes ni d'assemblées pour enquêtes qu'il n'est accoutumé de faire d'après les usages du pays, car il y avait abus en ce domaine.

6. Elles ont décidé que les châteaux d'Outre-Meuse seraient gardés comme il est dit dans la «Joyeuse Entrée» (93), et que tous les points de celle-ci seraient strictement respectés.

7. Enfin, elles demandent au duc, avec la plus grande insistance, de désigner en qualité de chancelier affecté à la garde des sceaux une personne de confiance, née en Brabant et y adhéritée. Ce chancelier devra prêter le serment habituel exigé de ceux qui gardent les sceaux ; de plus, par un serment spécial, il devra s'engager devant les villes à ne pas sceller de lettres par lesquelles le Brabant, ses hauteurs, ses revenus ou ses frontières seraient diminués.

Le document remis au duc par les trois Etats reprend, point par point, les sept exigences formulées par les villes. Deux autres décisions prises par les prélats, les barons et les villes sont portées à la connaissance du prince, l'une étant placée en tête de l'acte, l'autre tout à la fin.

Tout d'abord, les trois Etats font savoir qu'ils ont décidé et résolu («*hebben gesloten ende overdragen*») que le duc avait à respecter les dispositions de la «Joyeuse Entrée» relatives à son Conseil (94), à savoir que ne peuvent être conseillers que les personnes *a)* nées en Brabant de naissance légitime, *b)* y adhéritées, *c)* y résidant ; en conséquence, ceux qui ne remplissent pas ces trois conditions en même temps doivent être écartés du Conseil et relevés de leur serment. Sont visés par cette disposition : Guillaume de Sayn, Engelbert de Nassau, Jean de Schoonvorst, le seigneur du Bois, le seigneur de Koolskamp, Renier de Berg, Guillaume Blondel, maître Simon de Fourmelles, maître Everard van den Houtkinne et Guillaume Tonsus.

Le deuxième point émanant des trois Etats, et qui tient donc en fait la neuvième place dans leur mémorandum, expose qu'ils ont décidé de ne pas

(90) Il faut sans doute comprendre «à partir du moment où Antoine devint gouverneur».

(91) Voir art. 23 de la Joyeuse Entrée d'Antoine (*Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 143). Cet article autorisait tous les Brabançons à chasser le lapin en dehors des garennes franches, d'où l'importance de connaître leurs limites.

(92) Art. 24 de la Joyeuse Entrée d'Antoine, (*ibid., eod. loco*).

(93) Art. 4, 2e partie et 28 (*ibid.*, pp. 141 et 143).

(94) Art. 4, 1re partie (*ibid.*, p. 141).

répondre aux demandes (d'aide ?) faites par Antoine lors d'une réunion des prélats, des nobles et des villes à Louvain (95), avant que le duc

a) n'ait montré qu'il respectait les prescriptions de sa Joyeuse Entrée ;
b) ne se soit conformé aux décisions qui lui sont communiquées par les deux documents dont il est ici question ;
c) n'ait redressé les griefs des Etats (96) ;
d) n'ait délivré aux Etats les exemplaires de sa «Joyeuse Entrée» dont parle un acte déposé à Louvain.

Ce dernier élément permet de dater les deux documents remis au duc par les Etats des premières semaines du règne d'Antoine. Voici, en effet, à quoi il est fait allusion : l'acte de Louvain auquel il est renvoyé est une charte ducale du 19 décembre 1406, actuellement conservée aux Archives Générales du Royaume à Bruxelles. Par ce document, une lettre patente scellée de son sceau de comte de Rethel et châtelain de Lille qu'il utilisait avant la mort de Jeanne (97), Antoine faisait notamment savoir qu'il avait confié à la garde de la ville de Louvain un exemplaire de sa «Joyeuse Entrée», scellé de ce même sceau (98), et qu'il avait promis de fournir avant le mardi-gras suivant, dix autres exemplaires originaux de ce privilège, mais munis cette fois de son grand sceau de duc de Brabant, encore à graver. Ces dix expéditions étaient destinées, la première aux prélats, la deuxième aux barons, la troisième aux chevaliers, et les sept autres aux villes de Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Nivelles, Léau et Maastricht (99).

(95) Les comptes de la ville de Louvain comportent une importante lacune du 1er août 1402 au 1er août 1408, de sorte que l'on ne peut situer cette réunion d'Etats avec précision dans le temps. On peut supposer qu'Antoine y a demandé l'octroi de l'aide à laquelle il estimait avoir droit à l'occasion de son avènement.

(96) L'on n'est pas renseigné sur ces griefs, mais il est très probable qu'ils sont en rapport étroit avec ce qui précède.

(97) AGR, Chartes de Brabant, 19 décembre 1406. Le sceau mentionne la qualité de comte de Rethel qu'avait alors Antoine ; il est en cire rouge, sur double queue de parchemin (Reproduction dans M. TOURNEUR-NICODÈME, *Les sceaux* ..., pl. III, 1).

(98) Celui-ci en cire verte sur lacs de soie vert et rouge. — On pourrait dire qu'il s'agit d'un sceau *ante susceptum dominii*, par référence à l'usage des sceaux *ante susceptum regni* que l'on trouve parfois dans les chancelleries royales (voir P. BONENFANT, *Cours de diplomatique*, t. II, p. 75).

(99) De ces dix exemplaires, trois sont actuellement connus : celui de Louvain (AV Louvain, 1335), celui de Bois-le-Duc (AV Bois-le-Duc, Chartes, n° 301) et celui de Léau (AGR, GS Louvain, 3876³, n° 67). Il existe une quatrième expédition du privilège non annoncée dans l'acte du 19 décembre, et qui fut remise à la ville d'Anvers (AV Anvers, Coffre aux privilèges, h, 151). L'exemplaire de Léau a perdu son sceau. Ceux de Louvain, de Bois-le-Duc et d'Anvers sont munis du grand sceau équestre d'Antoine, avec contre-sceau, en cire jaune, sur lacs de soie vert et rouge (reproduction du sceau et du contre-sceau dans M. TOURNEUR-NICODÈME, *Les sceaux* ..., pl. II, 2 et IV, 1. Cet auteur affirme, p. 52, n. 1 et p. 53, n. 1 avoir trouvé son modèle dans les Chartes de Brabant aux AGR, endroit où le document ne se trouve plus actuellement. Dans le fichier renfermant les analyses inédites d'A. VERKOOREN pour la suite de son inventaire des Chartes de Brabant se trouvait, encore en 1969, une fiche se rapportant à cet original, mais elle avait été barrée. On peut se demander d'ailleurs s'il y a bien eu à l'origine un original de la Joyeuse Entrée de 1406 dans les Chartes de Brabant. On sait que cette collection [dans son état actuel, il ne s'agit plus à proprement parler d'un fonds d'archives] connut une histoire assez mouvementée, et qu'A. VERKOOREN n'a pas toujours respecté le principe de provenance. Verkooren n'a-t-il pas, à un moment donné, intégré

Comment le duc a-t-il réagi à ces prises de position somme toute assez comminatoires ? Il ne les a ni rejetées en bloc ni entérinées sans discussion. Les plaintes des Etats ont été examinées par ses conseillers ([100]). Il fut prévu de répondre favorablement à certaines des demandes formulées. Des membres du Conseil, ou du moins des gens de l'entourage ducal, ont annoté la copie conservée du mémorandum remis par les trois Etats ([101]). En marge du point traitant des garennes franches, une apostille indique que le duc écrira à tous ses officiers pour leur ordonner d'annuler les concessions de telles garennes accordées dans les cinquante dernières années ; en marge du point parlant du gros gibier, il est écrit que cette exigence est raisonnable («*Dit is reden dat ment houde*») ; en ce qui concerne les montres d'armes et les enquêtes, une annotation précise quelles mesures exécutoires le prince devra prendre pour donner suite à ces deux requêtes ; enfin, pour ce qui touche aux terres d'Outre-Meuse, une autre note marginale porte qu'il n'est que juste que le duc tienne ses promesses à ce sujet, et qu'il conviendra de lui en parler («... *is reden dat mijn heere houde dat hi geloeft heeft, ende hier af sal men minen here spreken*»).

Quelques actes ducaux montrent que, sur certains des points soulevés, des mesures ont effectivement été prises dans le sens souhaité par les Etats. En ce qui concerne la reconstitution du domaine par exemple, le duc écrit le 19 mars 1407 à son maire de Louvain pour lui mander, «à la demande des trois Etats», de se saisir immédiatement pour les réunir au domaine ducal de toutes les parties de celui-ci (terres, localités, droits seigneuriaux, revenus, pêcheries, garennes, ...) qu'il découvrira avoir été aliénées d'une manière quelconque (par vente, engagère ou autrement) du temps des ducs Wenceslas et Jeanne, dans le ressort de la mairie de Louvain ([102]). Le 3 mai suivant, un acte de nature similaire est adressé au bailli du Roman Pays ([103]). Concernant les points 4 et 5 du mémorandum des villes et franchises, Antoine, le 11 janvier 1408, ordonne au maire de Louvain d'une part de se conformer strictement à l'ordonnance par laquelle il a défendu à tous les officiers ducaux et aux officiers des vassaux du duc en Brabant de procéder plus d'une fois par an à la revue des armes et des

dans la collection l'exemplaire de Léau qu'il avait sous la main à Bruxelles, et qui aurait, par la suite, repris place dans son fonds d'origine ?). — Nos confrères M. le Chan. Koyen, archiviste de l'abbaye de Tongerlo, et M. Wouters, archiviste de la ville de Maastricht, nous ont fort aimablement communiqué que leurs dépôts ne conservaient plus d'original de ce texte (à Tongerlo aurait pu se trouver l'original destiné aux prélats, comme ce fut le cas pour la Joyeuse Entrée de 1356). Une photo de l'original conservé à Bois-le-Duc figure dans L. P. L. PIRENNE, *'s-Hertogenbosch en de Blijde Inkomste*, pl. 10. — On notera encore avec intérêt à propos de tout cela : 1° qu'on a recouru à un original «provisoire», que la ville de Louvain a d'ailleurs restitué au moment où lui fut remise l'expédition définitive ; 2° que certains actes ont pu être mis au net et scellés un certain temps après le jour dont ils sont datés.

(100) Voir AGR, CC, 2394, fol. 155 : du 16 au 19 juin 1407, le receveur de Brabant, quelques barons et d'autres conseillers sont à Bruxelles «*om te verstane ter expedicien ende poentingen van eenigen clachten die voir minen voirs. heere overgegeven geweest hadden biden III staten des ... lants van Brabant*».

(101) AGR, CC, 131, fol. 46-47, en marge.

(102) AGR, CC, 131, fol. 31v° ; CC, 134, fol. 95.

(103) AGR, CC, 131, fol. 32v° ; CC, 134, fol. 97.

équipements (104), et d'autre part d'observer les dispositions qu'il a prises en vue de réprimer les abus constatés en matière d'ajournement de témoins (105).

Enfin Antoine accepta de nommer un chancelier : le 5 mars 1408, Pierre de Camdonc fut en effet désigné pour occuper cette fonction (106).

Sur d'autres questions, le duc n'a pas rencontré, ou n'a rencontré que partiellement, les exigences de ses sujets. C'est ainsi qu'il ne s'est pas séparé de tous les conseillers, au nombre de dix, dont le retrait était demandé. Trois au moins continuent à jouer un rôle important au Conseil ; ce sont Blondel, Sayn et Schoonvorst (107). Un quatrième, Nassau, perçoit sans interruption, à titre de conseiller, ses gages en nature (108), bien que son nom cesse d'apparaître dans les mentions de commandement des actes ducaux pendant plus de deux ans et demi (109) ; il est vrai que pendant cette période, il a encore rendu des services à Antoine : fin mai-début juin 1407, il participe avec deux autres conseillers ducaux (Jean d'Oppem et Henri de La Leck) à une rencontre avec des députés du comte de Hollande (110), et le 8 mai 1408, le duc lui fait don de 400 couronnes de France pour le récompenser de nombreux déplacements faits à son service (111). Quant au seigneur du Bois, s'il ne perçoit pas de gages réguliers en bois et charbon de bois, et si, comme Nassau, il cesse momentanément (jusqu'en mai 1409) d'être cité comme présent au commandement dans les actes ducaux, il n'en continue pas moins, lui aussi, à remplir plusieurs missions pour Antoine soit qu'il lui apporte un concours militaire (112), soit qu'il se rende, pour le compte du duc, dans l'une ou l'autre ville brabançonne ou étrangère (113). Il a, lui aussi, toujours gardé son titre de conseiller. Simon de Fourmelles se trouve dans une situation assez voisine de celle du seigneur du Bois. Il ne perçoit aucuns gages, mais reste néanmoins au service d'Antoine qui l'envoie même en ambassade en Hongrie et en Bohême (114). Mais dans son cas, son nom disparaît

(104) AGR, CC, 131, fol. 45v° ; CC, 134, fol. 130v°. — Le texte même de l'ordonnance ne nous est pas connu.

(105) AGR, CC, 131, fol. 45v° ; CC, 134, fol. 129.

(106) Voir *supra*, pp. 210 et 280.

(107) Voir Annexes I et II.

(108) En 1407-1408 (AGR, CC, 2394, fol. 263, fol. 169v°-170 et 174) ; en 1408-1409 (*ibid.*, fol. 386 et 390v°-391r°), etc.

(109) Nous comptons à partir du terminus *ante quem* (nomination de Camdonc comme chancelier, 5 mars 1408) de la requête des trois Etats visant à écarter Nassau et les autres du Conseil. Après cette date, Nassau figure pour la première fois au commandement dans un acte d'Antoine du 15 octobre 1409 (AGR, Mss Divers 27 bis, fol. 33r°).

(110) Réunion qui se tint entre Bois-le-Duc et Heusden (AGR, CC, 2394, fol. 155r°).

(111) AGR, CC, 2394, fol. 375v°-376r°.

(112) En octobre 1407, il met 42 hommes, 44 chevaux, 2 valets et une voiture à quatre chevaux au service du duc pendant une quinzaine de jours (AGR, CC, 2394, fol. 178r°).

(113) Le 10 février 1407 (n.s.), il se trouve parmi les conseillers qu'Antoine charge de vendre de la vaisselle d'argent au profit du trésor ducal (AGR, Chartes de Brabant, à la date) ; — du 4 au 8 janvier 1408, il est envoyé par le duc à Anvers, en compagnie de Pierre de Camdonc, le futur chancelier (AGR, CC, 2394, fol. 157r°) ; — à la fin septembre 1408, il est envoyé auprès du duc de Bourgogne, chargé par Antoine d'une communication pour son frère ; il est accompagné d'une suite de 59 personnes (*ibid.*, fol. 354r°) ; — enfin, le 17 octobre 1408, il se rend à Lille auprès du duc de Bourgogne, en compagnie de Guillaume de Bruges ; le 19, Antoine les y rejoint (*ibid.*, fol. 354r°).

(114) AGR, CC, 2394, fol. 159r° et 425.

à jamais des mentions de chancellerie après la mort de Jeanne. Renier de Berg et Everard van den Houtkinne connaissent, comme Nassau, une éclipse, qui se révèle plus totale, bien que tout aussi temporaire (115). Finalement, seuls Guillaume Tonsus et le seigneur de Koolskamp paraissent avoir cessé définitivement de faire partie du Conseil, bien que le dernier nommé continue à être parfois qualifié de «conseiller» dans des documents officiels brabançons (116) et que, tout «étranger» qu'il soit, il se retrouve au poste d'écoutète d'Anvers et de marquis du pays de Rijen du 6 janvier au 25 décembre 1408 (117).

La minorité du duc Jean IV (1415-1417)

L'équilibre relatif qui se maintint ainsi pendant tout le règne d'Antoine entre le pouvoir ducal et celui des Etats, se rompit brutalement à la suite de la disparition du duc sur le champ de bataille d'Azincourt.

C'est en effet un enfant de moins de treize ans qui recueillait la succession. De plus, le nouveau duc, Jean IV, n'avait, pour toute famille vivant en Brabant en cette fin d'année 1415, que sa marâtre, Elisabeth de Görlitz, et un frère plus jeune que lui. Les Etats profitèrent des circonstances pour s'emparer totalement du pouvoir.

Ils commencèrent par s'occuper de toutes les formalités nécessitées par le décès d'Antoine et par le rapatriement de sa dépouille mortelle. Le 2 novembre 1415 au soir, ils procédèrent à la reconnaissance du corps qui était arrivé dans la matinée à Bruxelles, et qui avait été disposé à Sainte-Gudule. Le lendemain, ils assistèrent aux funérailles à Tervuren, accompagnés des députés des pays d'Outre-Meuse. Rentrés à Bruxelles, ils chargèrent Engelbert de Nassau, seigneur de La Leck et de Bréda, et Henri de Bergen, seigneur de Grimbergen et de Melin, de faire apposer les scellés sur tous les coffres et sur toutes les chambres du palais du Coudenberg, ainsi que sur les coffres se trouvant en l'hôtel de Guillaume Blondeel, premier chambellan du duc défunt, qui gardait chez lui la plupart des joyaux de son maître. Cet ordre fut exécuté le jour même (118).

Le 4 novembre 1415, les trois Etats de Brabant et les députés du Limbourg et des autres pays d'Outre-Meuse prirent effectivement en main les destinées des

(115) Voir Annexe I. — Everard van den Houtkinne n'apparaît dans aucune mention de commandement entre le décès de Jeanne et octobre 1408 ; pour Renier de Berg, cette éclipse dure jusqu'en novembre 1409. A la même époque, aucun de ces deux conseillers ne paraît avoir rempli pour le compte d'Antoine de missions semblables à celles qui sont habituellement confiées aux membres du Conseil (arbitrages, enquêtes, négociations, ambassades, ...).

(116) Sur Jacques de Lichtervelde, seigneur de Koolskamp, voir Annexe II.

(117) Voir P. L. Gachard, *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. II, p. 299. Ses comptes sont conservés dans AGR, CC, 12902.

(118) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 228-230 et Annexe V, 985-986. — Guillaume Blondeel, venu en Brabant avec Antoine, s'était après quelque temps fait construire une maison à Bruxelles. Le 15 juillet 1408, Antoine l'avait autorisé à prendre pour 32 couronnes de bois de charpente dans la forêt de Soignes «*om hem te hulpen volmaken een huys dat hi inder stat van Brux. doet maken*» (AGR, CC, 2394, fol. 377r°). — L'inventaire des joyaux se trouvant à la Cour et dans les coffres de Guillaume Blondeel fut fait les 25 et 26 novembre 1415 par les membres du Conseil de régence (de Dynter, *Chronique*, t. III, p. 306).

pays qui avaient constitué l'héritage d'Antoine. Ils reconnurent comme successeur le fils aîné de celui-ci (119), puis conclurent entre eux un pacte d'union perpétuelle et d'assistance mutuelle par lequel ils se promettaient notamment de respecter leurs privilèges, et de châtier quiconque oserait agir à l'encontre de ce traité. Cet important document fut scellé par 12 abbés brabançons, et par 125 nobles et 28 villes du Brabant, du Limbourg et des autres terres d'Outre-Meuse (120).

Après quoi les trois Etats confièrent aux sept bonnes villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Nivelles et Léau le soin de désigner un Conseil de régence, qui fut mis sur pied sans retard et composé de représentants des trois ordres, deux prélats, trois barons, deux chevaliers et quatre députés des villes, un pour chacune des quatre cités principales, soit en tout onze personnes qui prêtèrent serment le 15 ou le 16 novembre entre les mains de représentants des villes de Louvain, Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc (121).

Ce Conseil de régence constitue une véritable députation permanente des trois Etats, qui va gouverner le pays pendant près de deux ans.

Il ne faudrait pas croire toutefois que les Etats se sont contentés de déléguer leurs pouvoirs à ce petit collège de conseillers-régents. Ils ont continué, et les villes tout particulièrement, à participer à la gestion des affaires.

Sur le plan de la politique extérieure, ils eurent à défendre l'indépendance du Brabant-Limbourg contre les convoitises du roi des Romains Sigismond, d'une part, et contre celles du duc de Bourgogne, de l'autre (122).

Jean sans Peur réclamait, en sa qualité de parent le plus proche, la tutelle de Jean IV et de son frère (123). Sa première démarche date de janvier 1416 : ses envoyés rencontrèrent les 8 et 9 de ce mois à Bruxelles les députés des villes et les conseillers brabançons (124). Fin février, il se déplaça lui-même pour soutenir ses revendications devant les Etats assemblés dans cette même ville (125). Il n'obtint pas satisfaction, mais, en se retirant, il emmena avec lui le fils puîné d'Antoine, le jeune Philippe de Saint-Pol, dont il avait demandé à pouvoir parfaire l'éducation (126).

(119) Sur cette reconnaissance, voir *supra*, p. 135.

(120) Acte édité dans *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 555-557 ; *Luyster van Brabant*, 2e partie, pp. 17-19 ; MIRAEUS et FOPPENS, t. I, pp. 325-327 (trad. latine). — Il en existe deux copies aux AVB (*Boeck metten Hare*, fol. 111-112r° et A-THYMO, t. III, fol. 339-340r°).

(121) Pour plus de détails sur ce Conseil de régence, voir *supra*, pp. 281-286.

(122) Les rapports entre le Brabant et Sigismond, d'une part, entre le Brabant et Jean sans Peur, de l'autre, ont été étudiés d'une manière assez détaillée par M. H. DELOYERS, dans son mémoire de licence inédit, *La minorité de Jean IV, duc de Brabant*. Nous résumons ici ces deux questions.

(123) Le récit des tentatives faites par Jean sans Peur pour s'emparer de la tutelle se trouve dans les *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 259-273, repris par DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 320-324 ; voir aussi dom PLANCHER, *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, t. III, pp. 448-449 ; *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, p. 104, et R. VAUGHAN, *John the Fearless*, pp. 237-239.

(124) Annexe V, 997. — En fait, l'initiative d'envoyer cette première ambassade fut prise par le comte de Charolais, le futur Philippe le Bon, qui se trouvait alors en Flandre, tandis que son père se trouvait en Bourgogne (*Brab. Yeesten*, t. III, p. 259 ; DYNTER, *Chronique* ..., t. III, p. 320). — Voir aussi R. SCHOORMAN, *Notice biographique concernant Jean de la Kethulle*, p. 138.

(125) Annexe V, 1003.

(126) H. DELOYERS, *op. cit.*, pp. 26-27. — Il est à remarquer que Jean sans Peur n'avait pas at-

L'oncle de Bourgogne ne désespérait toujours pas de se voir confier aussi la tutelle de Jean IV. Il revint à plusieurs reprises à la charge pendant les mois suivants. Ses conseillers eurent de nombreuses entrevues avec les membres du Conseil de régence brabançon (127) et les Etats eux-mêmes — les trois ordres ou les villes seules — se réunirent plusieurs fois pour examiner la situation (128). Vers le 10 mai 1416, une assemblée plénière des trois Etats repoussait l'idée de céder le pouvoir à un tuteur, quel qu'il fût (129). Le 1er juin, Jean sans Peur réagit en adressant un véritable ultimatum à la ville de Louvain (130), mais sans succès.

Un compromis fut finalement réalisé : réunis à Termonde le 5 novembre 1416, les conseillers bourguignons et brabançons se mirent d'accord sur les points suivants :

— Jean sans Peur renonçait à ses droits à la tutelle de Jean IV.
— Ce dernier s'obligeait à indemniser son oncle au moyen du versement d'une somme de 25.000 couronnes de France.
— En contrepartie, le duc de Bourgogne s'engageait à protéger le Brabant et à le défendre contre les prétentions du roi des Romains, Sigismond (131).

Cet arrangement fut soumis aux Etats de Brabant (132), et les modalités définitives en furent arrêtées quelques jours plus tard, au cours d'une ultime entrevue entre représentants des deux princes (133).

Les Brabançons, en échange de concessions somme toute peu importantes, avaient donc réussi à sauvegarder leur indépendance. Jean sans Peur, pour sa part, conservait la tutelle de Philippe de Saint-Pol et le gouvernement des biens échus à ses jeunes neveux par la mort de leur mère et de leur grand-père maternel, et notamment celui de la châtellenie de Lille, propriété restée en indivision entre les deux frères depuis la disparition en 1407 de Jeanne de Saint-Pol (134).

tendu l'avis des Etats de Brabant pour s'attribuer, en titre, la tutelle de ses neveux : le 7 février 1416, il est question dans un acte de «... *monseigneur le duc de Bourgongne ... ayant le bail, garde, gouvernement et administracion de nos ... seigneurs Jehan et Philippe de Brabant heritiers de deffunct mons. le conte de Lignev et de Saint Pol* ...» (AN Lille, B 20.082, n° 20.431 ; référence communiquée par F. FAVRESSE). Attirons l'attention sur la fin de cette qualification, qui anticipe peut-être sur la formule de compromis qui sera finalement élaborée (voir *infra*).

(127) 1er-3 mars 1416, réunion à Malines (AGR, CC, 2400, fol. 71r°) ; 17-19 mai 1416, idem, en présence du duc de Bourgogne (*ibid., eod. loco*) ; 2-3 septembre 1416, troisième réunion à Malines (*ibid.*, fol. 85r°) ; réunion à Gand (*ibid.*, fol. 77r°) ; 5 novembre 1416, réunion à Termonde, en présence de Jean sans Peur (*ibid.*, fol. 84r°). Ces contacts se firent parfois en présence des représentants des villes (voir Annexe V, 1015 : il s'agit de la réunion de Malines des 17-19 mai).

(128) Voir Annexe V, *passim*, de mars à octobre 1416.

(129) *Ibid.*, 9-13 mai 1416.

(130) La lettre de Jean sans Peur aux Louvanistes est éditée dans dom PLANCHER, *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, t. III, p. CCCII, n° CCCI. Elle fait état de ce que les gens d'Eglise et les nobles ont admis le bien-fondé des prétentions du duc de Bourgogne, mais que les villes ont toujours refusé de lui répondre dans un sens ou dans l'autre.

(131) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 271-273. — DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 323-324. — Au sujet des prétentions de Sigismond, voir *infra*.

(132) Annexe V, 1034.

(133) Voir les instructions données le 9 novembre 1416 par Jean IV (AGR, CC, 10, fol. 497v°-498) à ses conseillers qui partent le 10 novembre pour Valenciennes (CC, 2400, fol. 79v°).

(134) Sur la dévolution de ces territoires, voir *supra*, pp. 106-108.

C'est sans doute à ce titre qu'il peut se dire, encore en janvier 1419, et alors que Philippe de Saint-Pol est toujours mineur, «*le duc de Bourgoigne [...] ayant le bail, garde, gouvernement et administracion de noz treschers et tresaméz nepveux Jehan, duc de Brabant, et Philippe, comte de Saint-Paul*, de leurs terres et possessions quelconques» (135), ce qui est, malgré tout, excessif.

Les Etats de Brabant tiraient un autre avantage moral de la conclusion de ce compromis : ils obtenaient la promesse de l'appui du duc de Bourgogne contre le roi des Romains qui, lui aussi, aurait voulu s'emparer du contrôle du duché.

Nous avons déjà rappelé que Sigismond avait toujours refusé de reconnaître Antoine comme duc de Brabant, puisqu'il prétendait non seulement que le duché était dévolu à l'Empire, mais aussi qu'il était, lui Sigismond, l'héritier du duc Wenceslas (136). A fortiori ne voulut-il pas admettre la légitimité de Jean IV.

Le 28 janvier 1416, il désigna des ambassadeurs (137) qui, arrivés à Bruxelles au début du mois de mars, exigèrent des Etats que le Brabant fasse retour à l'Empire (138). Ces émissaires ne reçurent qu'une réponse dilatoire, les Etats ne s'estimant pas en nombre pour s'engager d'une manière définitive, de sorte que les envoyés de Sigismond durent bientôt se retirer sans avoir réussi dans leur mission (139).

Peu après cependant, le Roi marqua un point : il trouva une alliée en Elisabeth de Görlitz qui, le 16 juillet 1416, quitta secrètement Bruxelles et se réfugia au Luxembourg (140), afin d'échapper à la tutelle des Etats de Brabant et d'avoir les mains libres pour exiger que soit réglé définitivement le problème de son douaire (141). Aussi Jean IV n'obtint-il pas l'investiture de ses fiefs

(135) AN Lille, B 1917, n° 6, immatr. 54.653 (mandement adressé de Beauvais, le 3 janvier 1419, à la Chambre des Comptes de Lille). Autres exemples (les termes sont différents, le sens est le même) : 13 janvier 1417 (*ibid.*, B 1908, invent. pièces comptables, 785), 17 mai 1418 (*ibid.*, B 20.097, n° 20.696, invent. pièces comptables) [références communiquées par F. FAVRESSE].

(136) Voir *supra*, p. 14, ainsi que L. GALESLOOT, *Revendication du duché de Brabant par l'empereur Sigismond (1414-1437)*, pp. 444 et suiv. — Sur l'aide apportée par Jean sans Peur à son neveu dans cette affaire, voir F. QUICKE, *Les relations diplomatiques ...*

(137) W. ALTMANN, *Die Urkunden Kaiser Sigmunds*, I, p. 129, n° 1921.

(138) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 253-255 et DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 313-314. Les ambassadeurs étaient aussi chargés d'exiger qu'Elisabeth de Görlitz, nièce de Sigismond, fût pourvue de son douaire, que fussent restitués à cette princesse les joyaux lui appartenant qu'Antoine avait engagés et que lui fussent remises toutes les lettres conférées par le roi de Bohême Wenceslas à Antoine et à elle-même au sujet du Luxembourg (voir DYNTER, *Chronique*, t. III, p. 314).

(139) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 255-256. — DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 314-316.

(140) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 256-258. — DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 316-317.

(141) Fin novembre 1415, les conseillers brabançons et des représentants du duc de Bourgogne avaient dressé un «état» à la duchesse qui venait d'être ramenée de Turnhout à Bruxelles par une délégation des trois ordres. En vertu de cet arrangement, Jean IV, en attendant qu'Elisabeth de Görlitz entre en jouissance de son douaire, s'engageait à lui verser annuellement 5.000 couronnes de France (*Brab. Yeesten*, t. III, pp. 250-253, DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 312-313). Au moment de la mort d'Antoine à Azincourt, Elisabeth de Görlitz se trouvait à Turnhout assez gravement malade. Elle ne rentra à Bruxelles que le 26 novembre (AGR, CC, 2399, fol. 59r°, 60, 85 et 86r°). Il est curieux de constater qu'elle fut tenue à l'écart de tout le mouvement politique qui suivit la disparition de son époux, et qu'elle ne fut mise au courant de son décès que le 9 novembre 1415, soit après les funérailles du duc défunt et après l'importante réunion des Etats des 4-6 novembre (voir Annexe V, 988) !

impériaux ; les ambassadeurs qu'il envoya à cet effet auprès de Sigismond à la fin du mois de décembre suivant, à Maastricht puis à Liège, essuyèrent un refus cinglant : le Roi exigeait qu'il soit fait droit avant toute chose aux revendications d'Elisabeth, et qu'il soit prouvé péremptoirement que le Brabant appartenait bien à Jean IV (142).

Les négociations, pratiquement rompues à ce moment, seront reprises par l'intermédiaire du duc de Bourgogne pendant les premiers mois de 1417 (143). Elles n'aboutirent à rien, mais il faut bien avouer que cela n'avait pas grande importance du point de vue pratique : le roi des Romains n'était pas en mesure de faire valoir ses droits autrement qu'en paroles, et il ne put donc empêcher Jean IV de posséder en fait le Brabant, le Limbourg et les autres seigneuries d'Outre-Meuse, pas plus qu'il n'avait pu troubler Antoine dans sa tranquille possession de ces mêmes principautés.

Les Etats de Brabant, que nous venons de voir intervenir directement dans la politique étrangère, se sont également mêlés, aux côtés du Conseil de régence, du règlement de problèmes intérieurs : ils s'occupèrent ainsi de la nomination de certains officiers supérieurs, drossard (144), receveur de Brabant et garde des sceaux (145) ; ils assistèrent à l'audition des comptes de ces mêmes officiers (146), se concertèrent au sujet de la situation financière du duché et de l'administration de l'Hôtel ducal (147) ; ils se préoccupèrent même de l'éducation du jeune Jean IV (148).

Le 29 janvier 1417, les trois Etats renforcèrent leur contrôle sur la gestion financière du duché et conclurent à ce sujet un contrat avec le duc (149). Par la même occasion, ils maintinrent en fonctions les onze conseillers-régents et décidèrent aussi que le duc ne pourrait instituer aucun officier ni émettre aucune lettre patente scellée de son sceau sans la présence de quatre de ces conseillers au moins, présence qui devrait être mentionnée dans les actes (150). Faut-il en

(142) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 273-283. — DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 324-328. — L. GALESLOOT, *Revendications*..., pp. 446-448.

(143) F. QUICKE, *Les relations diplomatiques*..., pp. 214-216.

(144) Annexe V, 991 : le commun pays s'occupe notamment du choix d'un drossard. Dans la pratique, il s'avère qu'Henri de Bergen, déjà drossard depuis 1412, fut maintenu en fonctions (Annexe III, B, 1). — Annexe V, 1021, le commun pays, et 1031, les villes, se réunissent pour choisir un drossard. Le 26 septembre 1416, le seigneur de Rotselaar est nommé à ce poste (AGR, CC, 12530, fol. 98). — On peut se demander si l'on n'a pas cherché à remplacer Henri de Bergen parce qu'il était membre du Conseil de régence. Ses derniers comptes (perdus) en qualité de drossard furent examinés, en présence des députés des villes, dans les six jours qui suivirent la réunion des Etats des 23-24 septembre (AV Louvain, 5022, fol. 23v° et 5023, dépenses de septembre 1416).

(145) Annexe V, 1021 : le commun pays réuni pour choisir un drossard (voir note précédente), un scelleur et un receveur de Brabant. — En ce qui concerne le receveur, il s'agissait sans doute de ratifier la nomination à ce poste faite le 29 juin 1416 par le Conseil de régence (acte de Jean IV, à la relation des conseillers régents : AGR, CC, 2400, fol. 1-3r°) de Guillaume van den Berghe, celui-là même qui allait avoir peu après de grands ennuis avec les villes. — Quant au scelleur qui fut éventuellement désigné, on ignore tout de lui.

(146) Annexe V, 1024, 1027, 1032, 1056 et 1058.

(147) *Ibid.*, 1002, 1011 et 1035 à 1039.

(148) *Ibid.*, 1027 et 1034.

(149) Voir *infra*, p. 537.

(150) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 285-286 ; DYNTER, *Chronique*, t. III, p. 339.

déduire que Jean IV avait déjà tenté de procéder à des nominations sans l'accord de ses conseillers (151) ? Cela paraît peu vraisemblable. La mesure doit trouver son origine ailleurs. Mais avant tout, il convient d'attirer l'attention sur cette disposition particulièrement importante, exprimée pour la première fois en cette fin de janvier 1417. Elle tend à instaurer ce que l'on pourrait appeler la «responsabilité ministérielle», car ce n'est évidemment pas par pure curiosité que les Etats tiennent à connaître les noms des conseillers qui «couvrent» les décisions ducales ou qui, plus simplement encore, comme c'est le cas pendant la régence, ont pris eux-mêmes ces décisions que seule la forme des actes peut faire attribuer au duc (152). Par la suite, les Etats manifesteront encore à plusieurs reprises leur désir de voir mentionner les noms des conseillers «responsables» des actes du prince.

Pourquoi cette exigence fit-elle son apparition en 1417 ? Peut-être est-ce dû à la forme donnée à quelques mentions de chancellerie en 1416. Ce sont en effet ces formules qui habituellement font connaître les noms des conseillers présents au commandement des actes ducaux. De la mi-janvier 1416 à fin août 1417, ces mentions de chancellerie se conforment toutes au même modèle. Elles commencent par les mots : «Par monseigneur le duc» puis vient la formule «à la relation de», suivie des noms des conseillers présents, et de la signature d'un secrétaire. Nous ne connaissons que deux exceptions sûres à ce type :

a) un acte du 6 juillet 1416, nommant Guillaume van den Berghe comme receveur du troisième et dernier terme de l'aide de 1414 ; mention de chancellerie : «*By mynen heere den hertoge, ter relacien van den raeden gemeynlick, E. de Dinter*» (153).

b) un acte du 26 septembre 1416, nommant le seigneur de Rotselaar comme drossard de Brabant ; mention de chancellerie : «*Bi mynen heere den hertoge ende synen gemeyne rade, W. Bont*» (154).

Voilà donc deux mentions de chancellerie au moins — il a pu en exister d'autres — dont il est permis de dire qu'elles assurent l'anonymat aux conseillers responsables. Et toutes deux figurent au bas de nominations à des fonctions importantes. Peut-être est-ce contre l'éventuelle répétition de semblables pratiques que l'on a voulu réagir en 1417. Ce n'est certes qu'une hypothèse, et il convient de faire remarquer que les nominations dont il vient d'être question

(151) C'est ce que suppose F. FAVRESSE, *L'avènement...*, p. 167, n. 1.

(152) Il a été en effet (*supra*, p. 283) que les conseillers régents ne se sont présentés comme auteurs des actes écrits que jusqu'en janvier 1416, après quoi, lorsque Jean IV eut prêté aux Brabançons son serment provisoire de Joyeuse Entrée, c'est le duc lui-même qui est donné pour auteur des documents officiels sortis de la chancellerie. C'est là évidemment une fiction étant donné l'âge du prince.

(153) AGR, CC, 15.719, 1er compte, fol. 1.

(154) AGR, CC, 12530, fol. 98. — On pourrait peut-être citer un troisième exemple, mais il est moins probant, car l'acte n'est connu que par une copie partielle, dont la date et la mention de chancellerie sont rapportées sous forme narrative ; il s'agit de la confirmation du seigneur de Heinsberg dans ses fonctions de drossard de Limbourg et Outre-Meuse ; le copiste fait savoir que l'acte fut donné le 25 juillet 1416 «*bi mynen [here] den hertoge, ter relacien van sinen rade*» (AGR, CC, 2442, fol. 333).

n'ont certainement pas été faites à l'insu des Etats ou contre leur volonté. La désignation de van den Berghe comme receveur de l'aide se présente comme la régularisation d'une situation de fait. Que ce soit en qualité de receveur de Brabant (il l'était depuis le 29 juin précédent) ou à un autre titre quelconque, Guillaume van den Berghe avait déjà perçu des sommes provenant de l'aide avant le 29 juillet 1416, et il en rendit compte devant les députés des villes réunis à Bruxelles du 23 au 26 juillet de cette année (155). Sa nomination officielle le 29 juillet doit donc être mise directement en rapport avec ces faits. Quant à la nomination du seigneur de Rotselaar comme drossard le 26 septembre 1416, elle suivit immédiatement une autre réunion des villes tenue elle aussi à Bruxelles les 23 et 24 septembre (156).

Le gouvernement personnel du duc Jean IV (1417-1420)

Jean IV se soumit pendant neuf mois aux ordonnances de janvier 1417. Mais le 11 août 1417, il désigna un amman de Bruxelles sans l'accord d'aucun des conseillers-régents (157). C'est probablement ce fait qui provoqua, peu après, la dissolution du Conseil de régence. Le duc allait, à partir du mois de septembre 1417, soit avant même d'avoir atteint sa majorité légale, tenter de gouverner avec un Conseil formé de personnages qui ne seraient plus soumis aussi étroitement au contrôle des Etats (158).

Les villes néanmoins défendirent leurs positions. Le 16 septembre 1417, Bruxelles, Louvain et Anvers conclurent une alliance entre elles trois (159). Le 15 octobre suivant, les villes, à la suite d'une réunion tenue par elles du 11 au 14 de ce même mois (160), décidèrent de gérer seules, au nom des trois Etats, les finances du pays. Elles démirent Guillaume van den Berghe de ses fonctions à la tête de la recette de Brabant, et désignèrent pour le remplacer Jean van der Elst, receveur de Bruxelles, qui ne porta toutefois pas le titre de receveur de Brabant (161).

Rappelons à ce propos que le contrat de janvier 1417 était toujours en vigueur. Dès lors, la mesure prise le 15 octobre 1417 est de portée relativement

(155) Annexe V, 1024. — Au cours de la même session, les villes discutèrent du cas du seigneur de Heinsberg, de sorte que l'acte du 21 juillet 1416 le concernant, et qui fut évoqué dans la note précédente, apparaît aussi comme une suite de cette réunion.

(156) Annexe V, 1021.

(157) *Brab. Yeesten*, t. III, p. 299. — Cet amman, Guillaume d'Asse, ne prit ses fonctions que le 13 août (voir P. L. Gachard, *Inventaire des archives des Chambres des Comptes*, t. II, p. 277).

(158) Voir *supra*, p. 286.

(159) AV Anvers, Coffre aux privilèges, i, n° 173, orig. sur parchemin, scellé du sceau de Bruxelles seul, en cire verte, pendant sur double queue de parchemin. — Le même jour, alliance bilatérale entre Bruxelles et Anvers, *ibid.*, n° 174, orig. sur parchemin scellé des sceaux des deux villes, en cire verte, pendant sur double queue de parchemin.

(160) Annexe V, 1063.

(161) AGR, CC, 2400, fol. 220r°. Le titre du compte de van der Elst commence par les mots «*Rekeninghe der golden steden van Brabant as tgouvernement hebbende inden naem van den drien staten van den lande van Brabant van des edelen ende vermogende princen mijns genedichs heren Jans hertoge van Lothr., van Brabant, ...*». — D'après F. Favresse, *L'avènement ...*, pp. 167-168, cette décision des villes de gérer seules les finances ducales aurait rompu l'union des trois Etats.

limitée. Elle indique probablement que les villes ont retiré leur confiance à Guillaume van den Berghe, et ce sentiment se trouve renforcé par l'évolution ultérieure des rapports entre l'ancien receveur et les villes. Il faut encore garder à l'esprit que van den Berghe avait été nommé receveur de Brabant et receveur de l'aide du temps du Conseil de régence, et certainement avec l'accord des Etats (162), ce qui indique que, dans un premier temps au moins, il a pu jouir de la confiance de ceux-ci ; il faut aussi ajouter que van der Elst lui-même était, tout comme van den Berghe, officiellement un agent du pouvoir ducal, puisqu'il exerçait les fonctions de receveur du domaine ducal à Bruxelles, et qu'il avait déjà, du temps d'Antoine et du Conseil de régence, exercé l'intérim de la recette de Brabant (163).

Le 18 janvier 1418, Jean IV atteignit l'âge de quinze ans. Il ne tarda pas à revendiquer la totalité de ses pouvoirs. Réunissant les Etats laïques à Turnhout du 27 au 31 janvier, il leur annonça qu'il reprenait lui-même et sur-le-champ la gestion de ses finances (164), dénonçant ainsi unilatéralement le contrat du 27 janvier 1417, qui, s'il autorisait bien le duc à notifier aux Etats son désir de reprendre son autonomie financière, lui imposait de donner un préavis de douze mois. De plus, dès le 21 janvier, Jean IV avait rétabli Guillaume van den Berghe à la tête de la recette de Brabant (165).

Fin janvier 1418, le duc semble donc s'être dégagé de l'emprise des Etats. Des conflits ne vont pas tarder à surgir.

Mais tout d'abord, quels sont à ce moment les partis en présence ?

Il y a d'un côté Jean IV et ses partisans. Le duc est jeune, isolé de sa famille, et nous savons qu'il a une réputation peu flatteuse : il est maladif, et on le dit faible, dépourvu d'énergie et de volonté, prêt à se laisser manœuvrer par des courtisans habiles (166). Une telle situation est faite pour tenter les ambitieux qui, à coup de propos flatteurs, cherchent à se frayer un chemin vers les premiers rôles au sein du Conseil, ou à se faire confier les plus hautes fonctions et les offices les plus importants et les plus rémunérateurs. Ces personnages sont par nécessité partisans d'un pouvoir ducal fort, parce qu'ils espèrent pouvoir le faire servir à leurs intérêts, et ils se montreront les ardents défenseurs des droits de hauteur (*heerlicheyt*) du duc contre les tenants d'une «monarchie constitutionnelle».

Ces agents de l'«absolutisme princier» se recrutent essentiellement dans la petite noblesse et dans le patriciat urbain. La petite noblesse était souvent pauvre et même endettée (167). Plusieurs de ses membres, dans l'espoir sans doute de

(162) Voir *supra*.

(163) Voir *supra* et Annexe III, B, 2. Sur les receveurs intérimaires, voir *supra*, pp. 261-263.

(164) Annexe V, 1076. — Le compte de Jean van der Elst s'achève le 28 janvier 1418 (AGR, CC, 2400, fol. 222r°).

(165) AGR, CC, 2401, fol. 3-5.

(166) Voir *supra*, p. 37.

(167) *Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, pp. 269-270 : elle s'était notamment ruinée dans les guerres intestines. — En fait, une étude fouillée sur la situation socio-économique de la noblesse brabançonne au bas Moyen Age est encore à entreprendre ; elle serait assurément la bienvenue.

tirer des avantages matériels de la faveur du duc, poussés aussi par le désir de jouer un rôle politique en vue, se firent les instruments du gouvernement personnel du prince. Quant à certains membres des lignages qui, surtout à Bruxelles (168), embrassèrent le parti du duc, peut-être espéraient-ils, par le contrôle du gouvernement, pouvoir travailler à la défense de leur position privilégiée au sein des communautés urbaines contre d'éventuelles revendications des milieux populaires (169).

A ces «absolutistes» s'opposent les partisans d'un contrôle étroit, voire d'un partage du pouvoir entre le prince et le «commun pays» (170). Ils sont formés des membres les plus influents des Etats laïques : la haute noblesse et la majorité des villes.

La grande noblesse brabançonne possédait encore au XIV^e^ siècle et au début du XV^e^ une puissance appréciable due à sa richesse foncière et au prestige de ses représentants (171). Ces éléments lui assuraient une indépendance certaine envers le duc, dont elle était l'indispensable soutien militaire en cas de guerre (172). Avec l'avènement d'Antoine, ses membres s'étaient assuré un regain d'influence au sein du Conseil et à la tête des grands offices (173). Chefs de file de l'ordre noble aux Etats, ils tendent à maintenir les pouvoirs du prince dans des limites assez étroites. Une exception est à noter : sous Jean IV, un des barons, Jacques de Gaasbeek, compta parmi les plus fidèles partisans de Jean IV.

L'influence des villes au sein des Etats était, nous l'avons vu (174), plus considérable encore. Si les opulentes cités brabançonnes ne se sont jamais opposées aussi violemment à leurs princes que les villes flamandes, elles avaient néanmoins, au XIV^e^ siècle, pris l'initiative des revendications qui poussèrent les ducs à

(168) Voir F. FAVRESSE, *L'avènement*..., p. 170.

(169) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. ill., t. I, p. 337, écrit, en parlant de la situation existant dans la première moitié du XIV^e^ siècle que «les grandes cités brabançonnes, gouvernées par une oligarchie de patriciens et de marchands, se gardent bien de rompre avec la dynastie qui les protège contre les artisans». Cette analyse nous paraît pouvoir s'appliquer aussi au début du gouvernement personnel de Jean IV, du moins pour les villes qui, comme Bruxelles, ont conservé un gouvernement aristocratique.

(170) Bien que la notion théorique de partage de la souveraineté soit beaucoup plus tardive (cfr J. GILISSEN, *Le régime représentatif avant 1790 en Belgique*, pp. 82-83).

(171) Contrairement à la petite noblesse, elle s'était même encore enrichie dans certains cas au début du XV^e^ siècle (*Geschiedenis van Vlaanderen*, t. III, p. 270). — La richesse de certains au moins des membres de la haute aristocratie ne fait aucun doute ; il ressort des sources dépouillées qu'ils figuraient fréquemment parmi les bailleurs de fonds du prince (voir d'ailleurs p. 369, n. 344), à qui ils servaient aussi souvent de cautions à l'égard d'autres prêteurs. Voir malgré tout la remarque faite ci-dessus, à la n. 167.

(172) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. ill., t. I, p. 336. — Voir les contingents militaires mis à la disposition d'Antoine par les nobles pour une expédition en Picardie en août 1411 dans AGR, CC, 2396^I^, fol. 197v^e^-202r^e^, et ceux, beaucoup plus importants, fournis à Jean IV en mai-juin 1425 pour une campagne en Hainaut contre le parti de Jacqueline de Bavière, dans CC, 2405, fol. 190r^e^. Dans ce dernier cas, Jean de Schoonvorst se fit accompagner de 1.200 personnes, Engelbert d'Enghien de 1.000, le seigneur d'Enghien (Pierre de Luxembourg) de 600, Engelbert de Nassau de 260, le damoiseau de Wezemaal de 150, Jean de Glimes et son frère Baudouin de 472, etc.

(173) C'est sous Antoine que l'on voit pour la première fois des membres de la haute noblesse diriger la recette de Brabant (voir *supra*, p. 257).

(174) *Supra*, pp. 452-459.

accorder au pays ses grands privilèges (Charte de Kortenberg, Chartes wallonnes, Joyeuse Entrée) (175). Toutefois, à la lueur de ce qui a été dit plus haut à propos de certains patriciens, il convient de nuancer : si la ville, comme entité géographique, administrative, économique et sociale, s'oppose en général et depuis longtemps à l'absolutisme princier, il n'en est pas de même de tous les éléments qui la composent. D'une manière assez paradoxale semble-t-il, c'est, ainsi que nous l'avons vu, dans la classe dirigeante, parmi les patriciens, que se recrutent les partisans d'un pouvoir ducal plus autoritaire. Le fait, pourtant, s'explique aisément : depuis les commotions sociales du XIV^e^ siècle, beaucoup de patriciens considèrent le duc comme leur «défenseur naturel» contre la menace populaire (176).

Quelle est, en effet, la situation intérieure des quatre villes principales ? Seule Louvain jouit, depuis le règne de Wenceslas, d'un régime relativement «démocratique» (177). Ailleurs le patriciat domine : à Bois-le-Duc, des concessions ducales ont pratiquement livré la ville à trois ou quatre personnes (178), qui se retrouvent d'ailleurs à différents moments dans les conseils du prince. A Bruxelles et à Anvers, les patriciens sont divisés : un certain nombre sont prêts à défendre les privilèges des villes et du pays contre toute atteinte, mais beaucoup se rangent résolument aux côtés du duc. Ces derniers sont particulièrement nombreux à Bruxelles, où la poussée démocratique est la plus forte.

La masse populaire se trouve finalement rejetée dans le parti opposé au prince. Nous verrons qu'à Bruxelles elle tirera avantage de cette opposition pour se porter au pouvoir.

Une fois Jean IV débarrassé de ses conseillers-régents, un premier conflit surgit au sein du nouveau Conseil formé en septembre 1417. Il devait opposer un membre de la petite noblesse, déjà bien connu, Guillaume van den Berghe, seigneur d'Orbais, à quelques barons.

Dans le cas d'un prince jeune et faible comme l'était Jean IV, il ne devait pas être difficile à un esprit un peu habile et retors de dresser le duc contre les barons, que l'on pouvait rendre responsables d'avoir maintenu le prince sous une trop longue tutelle. C'est ce que fit Guillaume van den Berghe qui, dans le courant de l'été 1418, accusa trois conseillers, issus de la plus haute noblesse du pays, de travailler scandaleusement contre les pouvoirs du duc. Jean IV se sépara des personnages incriminés : Henri de Bergen, Engelbert de Nassau et Henri de La Leck (179). A peu de temps de là, van den Berghe alla encore plus

(175) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. ill., t. I, pp. 335-338.

(176) *Ibid.*, t. I, p. 284.

(177) Voir *supra*, p. 476 et n. 27.

(178) A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, n^os^ 18, 64, 68 et 90. — En 1336 (22 septembre), le Magistrat de Bois-le-Duc avait renoncé, en faveur du duc, au privilège d'élire chaque année les sept échevins et les sept jurés, privilège qu'il avait auparavant (AE Bois-le-Duc, Chartes de Brabant, n^o^ 2). Cela explique que le duc ait pu par la suite céder à d'autres le droit de présentation des échevins. — Dans la crise de 1420-1421, dont nous allons parler, Bois-le-Duc resta fidèle à Jean IV. Après que celui-ci eut quitté Bruxelles fin septembre 1420, il obtint même d'elle un prêt de 2.000 couronnes de France (AGR, CC, 1789bis, fol. 2r^o^).

(179) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 350-352. — Voir aussi F. LÖHER, *Der Brabanter Hof*, pp. 111-

loin : il affirma que le duc ne serait jamais puissant aussi longtemps qu'Henri de Bergen et quelques autres nobles des plus en vue seraient vivants (180). Telle était l'hostilité de certains partisans de Jean IV à l'égard des membres de la haute noblesse.

L'attitude de van den Berghe, son acharnement contre des personnalités influentes au sein des Etats, provoqua l'exaspération des villes. Celles-ci accusaient déjà le receveur de Brabant d'être trop dépensier — rappelons qu'elles l'avaient démis une première fois de ses fonctions le 15 octobre 1417 — elles le rendaient de plus aussi responsable de l'échec du siège de Dordrecht (181).

Jean IV avait épousé Jacqueline de Bavière au printemps 1418. Devenu ainsi par mariage comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande, le duc avait trouvé sur sa route un adversaire de taille en la personne de l'oncle de Jacqueline, Jean de Bavière, qui revendiquait pour lui l'héritage de sa nièce. L'ancien élu de Liège parvint à mettre la main sur quelques points d'appui dans la partie septentrionale des Etats de Jacqueline. C'est ainsi qu'il s'était emparé de Dordrecht (182). Les sujets de Jean IV ayant accepté d'aider leur duc à défendre les possessions de sa femme, une armée brabançonne mit le siège devant cette ville. Guillaume van den Berghe se fit remarquer à cette occasion par sa mauvaise volonté à fournir l'argent nécessaire à la bonne conduite du siège. De sorte que, lorsque les Brabançons durent constater qu'il leur serait impossible de s'emparer de Dordrecht, ils s'acharnèrent contre le receveur de Brabant.

Le 11 et le 12 septembre 1418, les villes, réunies à Bruxelles, examinèrent son cas (183), et le 14, au cours d'une nouvelle session, tenue à Louvain cette fois, Louvain, Bruxelles et Anvers le condamnèrent sévèrement : il devait être exclu à jamais de l'exercice de tout office en Brabant ; un pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle lui était imposé, après quoi il devait rester banni du duché pendant trois ans ; tous ses biens devaient être mis sous séquestre par les quatre villes principales jusqu'au moment où l'on aurait pu établir ce qu'il devait au duc ou à tout autre créancier ; pour le cas où van den Berghe tenterait d'échapper à l'un des points précédents, il serait banni pour un terme de vingt-cinq ans ; enfin les trois villes de Louvain, Bruxelles et Anvers s'engageaient à refuser tout service au duc si celui-ci gardait le condamné à son service (184).

112 et du même, *Jakobäa von Bayern* ..., t. II, p. 23. — Le renvoi des trois barons doit se situer fin août-début septembre 1418. En effet, le 26 août 1418, Jean IV et Jacqueline de Bavière reconnaissent que plusieurs de leurs conseillers se sont portés garants pour eux du remboursement de certaines dettes ; parmi ces conseillers figurent Nassau et Henri de La Leck (ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1292, Reg. 1074), tandis que Bergen siégeait encore au Conseil le 19 juillet 1418 (AGR, Chartes de Brabant, à la date). Par ailleurs van den Berghe va être condamné par les villes, notamment pour ces calomnies, le 14 septembre 1418 (voir *infra*).

(180) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 367-368.

(181) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 175-176.

(182) Sur toute cette question du conflit entre Jacqueline de Bavière et son oncle, voir notamment *AGN*, t. III, chap. IX : «*Strijd om de erfenis van Wittelsbach*», par A. G. JONGKEES, pp. 228 et suiv., qui renvoie à des travaux plus anciens.

(183) Annexe V, 1104.

(184) AVB, *Boeck metten Hare*, fol. 104 ; A. THYMO, t. III, fol. 349v°-350r°. Très larges extraits publiés par F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., p. 176, n. 1.

Ainsi donc les villes s'arrogeaient le droit de juger et de condamner un conseiller ducal ! Jean IV refusa de s'incliner devant cette prétention ; non seulement il maintint van den Berghe en fonctions, mais de plus, comme pour narguer les villes, il combla son favori de dons (185).

Le conflit, loin de s'apaiser, s'envenima. Comme l'amman de Bruxelles, Guillaume d'Asse, avait refusé d'afficher la sentence publiée contre Guillaume van den Berghe, les échevins décidèrent de ne plus le reconnaître comme justicier ; mieux, ils le firent mettre en prison, puis, le 11 octobre 1418, ils prirent des mesures pour remédier à l'absence d'amman (186).

En novembre, les villes se réunirent à plusieurs reprises pour examiner la situation provoquée par le refus du duc de se séparer de son receveur (187). Jean IV ne manifestait d'ailleurs nulle intention de s'incliner. Pas plus qu'il n'avait accepté la condamnation de van den Berghe, il n'approuva les sanctions prises contre l'amman de Bruxelles. Le 21 novembre 1418, il fit don à ce dernier d'une rente de 34 florins d'Arnhem (188). Le 19 décembre, il lui manda de reprendre sa charge, ordre quelque peu irréaliste, puisque Asse était toujours en prison. Le 20, la ville répliqua en condamnant l'amman : celui-ci était déclaré à jamais inhabile à l'exercice de toute fonction publique dans l'ammanie de Bruxelles ; il resterait prisonnier jusqu'à reconnaissance par lui de ses torts et acceptation des clauses de sa condamnation ; enfin tout futur échevin ou juré de métier aurait, en entrant en charge, à jurer le respect des mesures ainsi adoptées (189).

Quelques jours plus tard, le duc réunit les Etats à Anvers. Il y fit exposer les raisons de son mécontentement contre les villes de Louvain et de Bruxelles, à cause de leur attitude à l'égard de Guillaume van den Berghe (190). La réunion ne semble avoir eu aucun résultat.

En février 1419, Jean IV tenta une démarche auprès du Magistrat de Bruxelles. Il demanda la libération de Guillaume d'Asse, sa rentrée en charge et

(185) Le 1er novembre 1418, Jean IV donne à Guillaume van den Berghe deux meules d'Andernach, se trouvant à Grèz, pour qu'il les utilise pour son moulin de Limal (AGR, Chartes de Brabant) ; le 15 novembre 1418, il le nomme châtelain du bourg d'Anvers aux gages de 50 nobles par an (CC, 4954, fol. 57r°) ; le 25 novembre, il lui donne le bois à brûler dont il a besoin pour lui, sa femme, ses enfants et son ménage, et le logement dans la basse-cour de son Hôtel de Mons (AGR, Chartes de Brabant) ; le 22 décembre, il lui donne les garennes ducales de Mol, Balen, Dessel et Casteren (*ibid.* ; édit. : J. P. W. A. SMIT, *Het Brabantsche Jachtrecht ..., Bijlagen*, n° 17, pp. 25-26) ; le 13 janvier 1419, il lui donne les fiefs tenus autrefois par Baudouin de Montjardin (Chartes de Brabant) ; le 19 janvier, il lui donne, ainsi qu'à Guillaume van der Does, tous les offices tenus autrefois par Ewoud van Schengen en Zélande (CC, 10, fol. 473v° ; édit. : F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek*, t. IV, p. 514) ; le 29 janvier 1419 enfin, il lui vend les biens et offices qui sont revenus au domaine par la mort de Godefroid van Stapel (ARA La Haye, Vilvoordse Charters, doos Heusden).

(186) F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, pp. 177-178. — Asse a dû être arrêté à la fin du mois de septembre 1418 ou tout au début du mois d'octobre. En effet, il fut libéré fin février-début mars 1419, après être resté 23 semaines en prison (*ibid.*, pp. 180-181 et n. 3 et 5 de la p. 180).

(187) Annexe V, 1109 à 1112.

(188) F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, p. 180, n. 5.

(189) *Ibid.*, p. 178.

(190) Annexe V, 1117.

la réhabilitation de Guillaume van den Berghe. Il n'obtint satisfaction que sur le premier point ; furieux, il gagna le Hainaut avec toute sa Cour (191).

Ce voyage fut fatal à Guillaume van den Berghe qui, le 8 mars 1419, fut assassiné à Mons par deux frères bâtards de Jacqueline de Bavière (192). La disparition de celui qui était à l'origine du conflit allait favoriser un rapprochement. En avril 1419, les députés de Louvain, de Bruxelles et d'Anvers rencontrèrent à plusieurs reprises les conseillers du duc. Au cours de ces entrevues, les deux parties tentèrent de justifier leur point de vue (193).

Au mois de mai, le différend entre le duc et le collège des grandes villes semble clos. Toutefois l'accord n'était pas encore réalisé entre Jean IV et Bruxelles à propos de Guillaume d'Asse. C'est pour cette raison que les autorités bruxelloises convoquèrent dans leurs murs les deux Etats laïques, dont la session se déroula du 21 au 24 mai (194). Le duc était rentré en Brabant au début du mois, mais il évitait toujours Bruxelles et séjournait le plus souvent à Tervuren et à Vilvorde (195).

La ville de Bruxelles durcit un moment son attitude : le 13 juin, elle condamnait trois patriciens alliés de Jean IV et de Guillaume d'Asse. Parmi eux, Everard T'Serclaes était puni pour n'avoir pas approuvé les sentences portées contre Guillaume van den Berghe et contre l'ex-amman. Il fut écarté de son lignage et du conseil communal (196). C'était la première fois, à l'occasion de cette crise, qu'éclatait ainsi, aux yeux de tous, la division du patriciat bruxellois.

Le duc manifesta sa mauvaise humeur en refusant, vers le 24 juin, de renouveler le Magistrat de Bruxelles. Toutefois, à l'intervention notamment des villes de Louvain et d'Anvers, un compromis fut finalement conclu le 19 juillet 1419, à Vilvorde. Les villes, et Bruxelles en particulier, promettaient de ne pas s'opposer à ce que Jean IV frappe monnaie ni à ce que les Etats lui votent une aide ou un subside. En échange de quoi le duc accepta d'installer de nouveaux échevins à Bruxelles, et de nommer un nouvel amman (197).

La paix définitive entre les deux parties ne fut toutefois conclue que six mois plus tard, toujours à l'intervention des autres grandes villes. Elle fut proclamée à Bruxelles le 16 ou le 17 janvier 1420 (198), et ce n'est qu'à partir de ce moment

(191) F. FAVRESSE, *L'avènement*..., pp. 180-181.
(192) *Particularités curieuses*..., t. I, p. 27.
(193) Annexe V, 1122, 1124 et 1125.
(194) Annexe V, 1128.
(195) P. L. GACHARD et Ch. PIOT, *Itinéraire de Jean IV*..., p. 607.
(196) F. FAVRESSE, *L'avènement*..., pp. 181-182.
(197) *Ibid.*, pp. 183-186. — Au sujet de l'intervention des autres villes brabançonnes dans le but de mettre fin au différend entre Jean IV et Bruxelles, voir Annexe V, 1133 à 1136 et 1138 à 1141. Immédiatement après l'accord de Vilvorde du 16 juillet 1419, l'on voit qu'effectivement il est beaucoup question de problèmes monétaires, et notamment de la frappe de la nouvelle monnaie (Annexe V, 1143, 1148, 1150, 1152 à 1154. L'ordonnance sur la nouvelle monnaie est datée du 17 février 1420 (A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., p. 239).
(198) Annexe V, 1154, 1156 et 1157. — Le 7 janvier 1420, un émissaire de Louvain avait été envoyé en compagnie d'un collègue anversois de Vilvorde à la ville de Bruxelles «*omme haere te gheven de besegelde brieve vanden peyse de gemaect was tusschen minen here ende hem*» (AV Louvain, 5029, fol. 67v° et 5030, fol. 74v°). La proclamation en eut donc lieu le 16 ou le 17 du même mois. Le texte de cet accord ne nous est pas connu.

que le duc revint faire des séjours plus fréquents dans sa bonne ville (199).

L'accalmie ne sera toutefois que de courte durée. En avril-mai 1420 va éclater un conflit beaucoup plus aigu, qui marquera le point culminant de la lutte d'influence opposant Jean IV aux Etats depuis le milieu de l'année 1417.

Les événements de 1420-1421

En avril 1420, deux événements d'importance servirent de prétexte à l'ouverture des hostilités : le départ de Jacqueline de Bavière de la Cour de Brabant (11 avril) et, dix jours plus tard, l'abandon par Jean IV à Jean de Bavière du gouvernement de l'ensemble des comtés de Hollande et de Zélande (Traité de Sint-Martensdijk, 21 avril 1420). Le duc, pour trouver une issue à ses propres difficultés financières, sacrifiait de la sorte la partie la plus importante du patrimoine d'une épouse qui venait de le quitter (200). Le 14 avril, à Anvers, il avait en vain sollicité une aide de ses villes (201).

Vers la même époque, Jean IV réorganisa son Conseil. Le 27 avril, il établit sur des bases nouvelles une Chambre du Conseil, confiant des pouvoirs très étendus à un petit nombre de personnes responsables devant lui (202). Ces nominations et les circonstances qui les avaient entourées accentuèrent le malaise (203). Le duc eut néanmoins l'audace, ou l'inconscience, de renouveler sa demande d'aide. Dans ce but, il réunit le commun pays une nouvelle fois à Anvers du 29 avril au 1er mai (204). Il n'eut pas plus de succès que lors de sa première tentative quelques jours plus tôt. Il s'entêta néanmoins et voulut provoquer une troisième réunion, à Bruxelles cette fois (205). Mais entre-temps, les événements s'étaient précipités.

Au début du mois de mai, la ville de Louvain, dont nous avons rappelé qu'elle était la seule à jouir d'un régime relativement démocratique, avait pris la tête d'un mouvement d'opposition au duc et surtout à son entourage. Le 9 mai, elle accueillit les délégués de plusieurs autres villes (dont Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Nivelles et Steenbergen) ainsi que quelques nobles (206), et du 11 au 13, elle prit l'initiative de convoquer en ses murs une assemblée plénière des deux Etats laïques (207). C'est le point de départ d'une véritable révolution.

(199) P. L. Gachard et Ch. Piot, *Collection des voyages ...*, t. IV, p. 611. — La conclusion tardive de la paix définitive, qui semble ignorée de F. Favresse (*L'avènement ...*, pp. 185-189 ; pour cet auteur, le «traité» ou la «paix» de Vilvorde doit avoir mis un terme au conflit), explique pourquoi le duc n'est pas rentré plus tôt à Bruxelles.

(200) F. Favresse, *L'avènement ...*, pp. 190-193. — Au sujet du départ de Jacqueline, voir plus précisément G. Gysels, *Le départ de Jacqueline de Bavière ...* — Sur les circonstances qui amenèrent la conclusion du traité de Sint-Martensdijk, voir aussi *AGN*, t. III, p. 236. — Texte du traité dans F. van Mieris, *Groot Charterboek*, t. IV, p. 545.

(201) Réunion des villes à Anvers : Annexe V, 1169.

(202) Voir *supra*, p. 423.

(203) F. Favresse, *L'avènement ...*, pp. 193-194.

(204) Annexe V, 1170.

(205) Assemblée prévue pour le 19 mai ; elle semble avoir été convoquée le 14 (voir Dynter, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 73 et AGR, CC, 2403, fol. 37r°).

(206) Annexe V, 1171.

(207) Convocations envoyées les 11, 12 et 13 mai 1420 : AV Louvain, 5029, fol. 124-125r°.

Les barons, d'autres nobles et de nombreuses villes se retrouvèrent à Louvain dès le 17 mai (208). Les députés présents se mirent sans doute d'accord sur la réponse à faire au duc à la diète qu'il désirait tenir à Bruxelles. En effet, le 19 mai, des représentants de la ville de Louvain se rendirent à l'assemblée convoquée par Jean IV et y firent savoir que les villes refuseraient de voter l'aide aussi longtemps que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Le 20, les barons firent connaître au duc et à son Conseil qu'ils se rangeaient au côté des villes (209). Les griefs des deux ordres laïques devaient être précisés par la suite. Le refus du subside demandé accula le duc à consentir de nouvelles engagères dans les pays d'Outre-Meuse (210).

Devant l'hostilité des Etats, les partisans de Jean IV réagirent : le 24 mai 1420, vingt-quatre nobles et patriciens de Bruxelles, parmi lesquels le seigneur d'Asse, ses deux fils, Everard T'Serclaes et Renier Mours, conclurent un pacte d'alliance secret, dont le but était de défendre les intérêts du duc et des lignages. Jean IV les approuva le 21 juin suivant. La ligue s'efforça de gagner à sa cause certaines villes (211). Grâce à son intervention, quelques députés des deux Etats laïques continuèrent à venir assister à Bruxelles à des assemblées convoquées par Jean IV (212).

En revanche, c'est presque sans désemparer que nobles et villes siègent à Louvain de juin à septembre 1420 (213). Ces opposants à la politique ducale, conduits par plusieurs barons et par la ville de Louvain, font à plusieurs reprises connaître leur point de vue par écrit (214) ; c'est pour eux l'occasion de critiquer systématiquement le gouvernement et de poser une série de revendications. Voyons à travers l'ensemble des «cédules» transmises au duc, les points sur lesquels celui-ci est invité à répondre (215).

(208) AV Louvain, 5029, fol. 125v°-126r°. Villes présentes : Bruxelles, Anvers, Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau, Lierre, Bergen-op-Zoom, Bréda, Herentals, Diest et Zichem.

(209) *Ibid.*, fol. 127r°. — Une liste partielle des nobles passés à l'opposition est donnée par DYNTER, *Chronique*, t. III, p. 392, et reproduite dans F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, p. 195, n. 1.

(210) Millen, Gangelt et Waldfeucht engagées pour la durée de leur vie au seigneur de Heinsberg et à son fils aîné le 21 mai 1420 ; Rolduc engagée à Werner de Palant le 24 mai 1420 ; Kerpen et Lommersum engagées au même le même jour ; — pour tout cela, voir *supra*, pp. 85, 87 et 81, n. 228.

(211) F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, pp. 196-197. — Texte de la conjuration du 24 mai : p. 196, n. 1.

(212) Par exemple le 22 juin 1420 ; cette réunion n'est connue que par une lettre adressée le 25 juin par la ville de Bruxelles à la ville de Louvain. Les Louvanistes ayant demandé ce qui s'était passé à cette réunion du 22 juin, les Bruxellois leur en font un bref compte rendu : le duc y rappela les difficultés qu'il rencontrait dans sa demande d'aide ; il justifia la cession en engagère de la Hollande et de la Zélande ; et, revenant sur ses ennuis financiers, en rejeta la faute sur les conseillers d'Antoine ; il s'informa aussi de ce qui se passait à Louvain (texte de la lettre de Bruxelles dans AGR, Mss Divers, 1483, fol. 11).

(213) Voir Annexe V, *passim*.

(214) Deux «cédules» sont envoyées avant le 28 juin 1420 (AGR, Mss Divers, 1483, fol. 1-4), une autre est transmise à la ville de Bruxelles le 28 juin (*ibid.*, fol. 7-10). — Le duc et ses partisans y répondent vers le 17 juillet (*ibid.*, deux cédules : fol. 15-17 et 18-24 ; pour la date, voir CC, 2403, fol. 45r°). — Réplique des Etats à ces actes : Mss Divers, 1483, fol. 24v°-27 et 27v°-29.

(215) Ces points sont mêlés dans les différents documents mentionnés à la note précédente.

a) *Critique du gouvernement.*

Les Etats constatent que la situation financière du pays est déplorable, que les revenus du domaine sont aliénés, que certains sujets sont traités au mépris du droit brabançon. Ils en rendent responsables les conseillers de Jean IV : ceux-ci ont notamment approuvé la cession de la Hollande, de la Zélande et de la Frise à Jean de Bavière, ou du moins, ne se sont pas opposés à cette mesure comme ils l'auraient dû, et ils se sont inclinés devant les conditions trop lourdes de cette cession. Ces mêmes conseillers sont cause du départ de la duchesse Jacqueline de la Cour de Brabant ; ils ont aussi conseillé au duc certaines aliénations du domaine, et notamment l'engagère de Millen, Gangelt et Waldfeucht (216) ; ils ont pris part à l'injuste condamnation des frères van den Heetvelde (217) ; ils ont suggéré à Jean IV de se séparer de certains barons (218). Enfin les Etats reprochent encore au duc d'avoir gardé dans son Conseil Jean d'Asse, accusé d'avoir enlevé une fille mineure, et Jean d'Aa, qui avait été condamné à l'exil par les villes (219).

Les Etats n'attaquaient donc pas directement le duc, adoptant par là une attitude toute moderne : le prince ne peut être rendu responsable d'erreurs commises dans l'exercice du pouvoir ; si faute il y a, ce sont les conseillers qui doivent en endosser la responsabilité. Et cette notion est très claire dans l'esprit des Etats qui vont jusqu'à déclarer que si le duc, en dépit du Conseil, prenait une décision contraire à son honneur et à ses intérêts, les conseillers seraient coupables de ne pas s'y opposer de toutes leurs forces (220). Ultime conséquence de cette façon de voir : les Etats, en vertu de l'acte d'union du 4 novembre 1415 (221), s'arrogent le droit de s'ériger en cour de justice pour châtier les conseillers fautifs.

C'est donc presque une théorie de la «responsabilité ministérielle» devant la «représentation nationale» qui est implicitement défendue ici.

(216) Voir *supra*, p. 504, n. 210.

(217) Les van den Heetvelde sont des patriciens bruxellois qu'un long conflit avait opposés à une autre faction : les van Loombeek. Pressé de rendre un jugement dans cette affaire, Jean IV avait condamné les van den Heetvelde à un pèlerinage et les avait bannis du Brabant pour un certain temps. Les condamnés s'étaient réfugiés à Louvain où ils avaient soumis leur cas aux Etats (F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 161-164, 171-173 et 198-199).

(218) Allusion au départ des barons du Conseil en avril 1420 (voir A. UYTTEBROUCK, *Les origines* ..., p. 1144).

(219) Jean d'Asse aurait enlevé la fille sans l'autorisation des tuteurs légaux. Dans la réponse de Jean IV (AGR, Mss Divers, 1483, fol. 18-24), il est affirmé que Jean d'Asse a agi avec le consentement du duc qui se dit tuteur légal de la fille, et qui prétend avoir conclu lui-même le mariage et réglé le contrat de mariage, avec l'approbation de la mère. — Jean d'Aa avait été condamné par les villes en raison de certains méfaits, et Jean IV avait dû, le 29 avril 1418, ratifier cette condamnation, mais il avait néanmoins gardé Aa à son service (A. WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, t. I, p. 12).

(220) AGR, Mss Divers, 1483, document émanant des Etats réunis à Louvain, fol. 27v°-29, 6e point.

(221) Voir *supra*, p. 490.

b) *Les revendications des Etats.*

D'une certaine manière, les revendications transmises par les Etats à Jean IV ne sont que la suite logique de ce qui vient d'être exposé. Le mauvais gouvernement dénoncé par les villes et les nobles réunis à Louvain justifie leurs prétentions à vouloir prendre en main la direction des affaires. Toutes les propositions faites visent à redresser la situation : le duc est invité à s'entourer de bons conseillers, à rappeler sa femme et à lui fournir une Maison convenable. D'autre part, l'aide que les Etats pourraient éventuellement consentir devrait servir intégralement à racheter les terres engagées. Aucune rente nouvelle ne devrait être créée sur les revenus du domaine.

Les Etats exigent aussi de pouvoir contrôler les nominations du drossard, du receveur et du garde des sceaux ou scelleur de Brabant, c'est-à-dire des officiers qui détiennent les postes-clés de l'administration ducale ; en ce qui concerne le scelleur, il importe de s'assurer que l'on ne scelle pas impunément n'importe quoi.

A tout cela, le duc et ses partisans répondirent par une fin de non-recevoir (222). Sur certains points, il fut répondu tout simplement que les Etats étaient mal informés. Mais d'une façon générale, Jean IV justifiait toutes les mesures prises par lui jusque là ; il voulait bien admettre que le pays traversait une période difficile, mais il en rejetait la faute sur les conseillers de son père Antoine et sur la politique suivie à l'époque. Notons au passage que les membres les plus influents de l'entourage d'Antoine avaient rejoint l'opposition en 1420 !

Quant au point de vue des Etats dans l'importante question de la responsabilité des conseillers, il se voyait violemment critiqué : le duc seul avait le droit de «corriger» les membres de son Conseil, de même d'ailleurs que tous les autres officiers ; bien plus, le duc se voulait entièrement responsable de ses actes : s'il devait lui arriver de prendre une décision malheureuse contre l'avis de son Conseil, le fait ne pourrait être reproché aux conseillers. C'était, de la part du prince, une affirmation d'absolutisme. La conclusion d'un des documents envoyés à Louvain ne laisse aucun doute à cet égard, «nul n'a le droit de s'immiscer dans la souveraineté du duc».

L'opposition des thèses est flagrante. Le conflit risquant de s'éterniser, les trois villes de Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc s'étaient depuis quelque temps déjà proposées comme arbitres. Dès le 28 juin, elles avaient écrit à la ville de Louvain à ce sujet (223). Vers le 17 juillet, elles avaient fait partie de l'ambassade ducale chargée de transmettre aux adversaires du gouvernenent les réponses préparées à leur intention par les partisans du duc (224). Le 13 août elles prirent une série de décisions :

(222) Leur point de vue est contenu dans deux documents remis aux Etats vers le 17 juillet 1420 (voir *supra*, p. 504, n. 214) et dans une instruction donnée aux envoyés de Jean IV, chargés de transmettre ces pièces aux destinataires (AGR, Mss Divers, 1483, fol. 6). L'ambassade ducale comprenait les abbés d'Affligem et de Saint-Michel, les seigneurs de Hoogstraten (Jean de Cuyck) et de Lens (Corneille de Liedekerke), ainsi que des députés des villes de Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc.

(223) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 13. — Voir aussi *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 405-406.

(224) Voir note 222.

a) Les conseillers mis en accusation par les nobles et par la ville de Louvain devaient se justifier devant le duc et les trois Etats. Ils seraient éventuellement châtiés. En attendant leur comparution, ils devaient être suspendus de leurs fonctions.

b) Le duc devait établir un drossard qui défendrait la souveraineté du prince et les frontières du pays (225).

c) Le duc devait désigner un garde des sceaux connu pour son honnêteté ; cet officier ne pourrait sceller aucun acte consacrant l'aliénation d'une partie du territoire, des sujets ou du domaine du prince (226).

d) Le duc devait nommer un receveur qui régirait son office au mieux (227).

L'exécution de toutes ces décisions devait permettre aux Etats de consentir une aide grâce à laquelle les dettes de Jean IV pourraient être remboursées.

Enfin, les arbitres faisaient savoir que si Jean IV ne marquait pas son accord à ces propositions, il apparaîtrait clairement que son entourage avait sur lui une mauvaise influence (228).

Ce «compromis», qui rencontrait dans une large mesure les désirs de l'opposition et dont on ne sait d'ailleurs s'il fut approuvé par le duc, survenait de toute manière trop tard. Le 15 août 1420, les nobles et les villes réunis à Louvain condamnèrent à de lourdes peines de bannissement la plupart des conseillers ducaux ainsi que le clerc des fiefs, et ils les déclarèrent à jamais inaptes à l'exercice de tout office au service du duc, de la duchesse ou des villes (229). Les conseillers condamnés étaient le seigneur d'Asse et son fils Jean (pèlerinage à Nicosie, puis bannis jusqu'à la récupération par Jean IV de la Hollande, de la Zélande et de la Frise), Renier Mours et Bernard Uten Enge (pèlerinage à Nicosie, où ils devaient séjourner pendant trois ans et trois jours, puis bannis comme les Asse), et Nicolas Colensone (pèlerinage à Sainte-Catherine au Mont Sinaï, puis banni pour 25 ans). Le clerc des fiefs, Roger Boene, était condamné

(225) Le drossard était à ce moment Renier de Berg, qui n'était pas Brabançon, et dont apparemment l'opposition se méfiait (voir Annexe II et Annexe III, B, 1).

(226) Depuis le 30 avril 1420, la garde des sceaux avait été confiée à Nicolas Colensone, un des membres de la Chambre du Conseil instituée le 27 avril 1420 (AGR, CC, 10, fol. 443v°). — Sur ce personnage, voir Annexe II. — Il ne jouissait certes pas de la confiance des Etats, et fut d'ailleurs compris dans les condamnations prononcées par ceux-ci le 15 août 1420 (voir *infra*).

(227) Pour le receveur, le problème se pose en d'autres termes que pour le drossard et le scelleur. En fait, l'office de receveur de Brabant était vacant depuis le 6 septembre 1419 ; et l'intérim était exercé depuis le 24 mars 1420 par un clerc ducal, Laurent van Beerte (sur ces vacances et sur les receveurs «intérimaires», voir *supra*, pp. 261-263).

(228) Copie du document du 13 août 1420 : AGR, Mss Divers, 1483, fol. 40v°-41.

(229) Texte de la sentence : *ibid.*, fol. 44-47. — Autre copie dans AVB, A-Thymo, t. III, fol. 358. — Bonne narration dans *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 407-418 et dans Dynter, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 74 et t. III, p. 395. — La sentence fut prononcée par la ville de Louvain, et approuvée par vingt-sept nobles [Engelbert de Nassau, Guillaume de Sayn, les seigneurs de Diest, de Wezemaal et de Rotselaar, Jean de Schoonvorst, les seigneurs de Perwez (Jean de Hornes), de Bergen-op-Zoom (Jean de Glimes), de Heeswijk (Henri de La Leck) et de Wittem, Henri de Rotselaar, les seigneurs de Rivieren (Henri de Diest), de Schoonhoven, de Boutersem (Jean de Wittem), de Bornival, de Huldenberg, de Heverlee et de Stalle (Gautier de Kersbeek), Jean de Kersbeek, Libert de Meldert, Henri de Wittem, Arnoul de Crainhem, Gautier de Winge, Everard Boete, Yvain de Houtem, Nicolas de Saint-Géry et Jean, seigneur de Fologne] et par seize villes et franchises (liste *supra*, p. 443, n. 84).

à la même peine que Colensone. Le 15 août toujours, deux autres membres de l'entourage ducal, le conseiller Jean Bont et son oncle, le secrétaire Guillaume Bont, furent sommés de venir se justifier à Louvain, sous peine d'être condamnés eux aussi (230).

Jean IV entreprit de résister : le 16 août, il appela à l'aide Jean de Bavière (231) qui lui dépêcha immédiatement deux émissaires (232). La présence de ceux-ci à Bruxelles, ainsi que la nomination d'un nouvel amman (Jean Clutinc) le 2 septembre (233), provoquèrent un grand tumulte en ville. Le peuple menaça de mettre à mort les conseillers condamnés le 15 août si le duc les gardait plus longtemps auprès de lui (234). Le 11 septembre, Jean IV dut céder : il se sépara des conseillers incriminés et les remplaça par d'autres, moins compromis dans l'ensemble (235).

Entre-temps les Etats de Louvain avaient obtenu que Philippe de Saint-Pol, le frère du duc, rentrât en Brabant pour tenter une réconciliation générale (236). Arrivé à Louvain, où vinrent le rejoindre Jacqueline de Bavière et sa mère, le comte de Saint-Pol mit sur pied une grande entrevue qui devait réunir à Vilvorde, le 29 septembre, Jean IV, son épouse, Marguerite de Bavière et les Etats de Brabant. Au jour fixé, seul Jean IV ne vint pas. Bien plus, le 30 septembre au soir, le duc, accompagné seulement de quelques fidèles, quitta secrètement Bruxelles. Ses partisans, qui craignaient un accord dont ils auraient fait les frais, étaient responsables de ce départ. Ils avaient persuadé le prince d'aller acheter l'alliance de seigneurs d'Outre-Meuse (237).

Tandis que Jean IV se dirige dans une première étape vers Bois-le-Duc, une ville dominée par ses partisans, les Etats, comme ils l'avaient fait en 1415, prennent en main les destinées du pays. Le 1er octobre, sur le conseil d'ambassadeurs bourguignons et français arrivés peu auparavant en Brabant, ils confièrent à Philippe de Saint-Pol la charge de régent du pays (238).

(230) AV Louvain, 5031, fol. 13v°. — On ne sait si les deux hommes se rendirent à cette convocation, mais, en revanche, les sources nous apprennent que Jean Bont fut «*mis prisonnier en lostel de Coudemberch par lespace de V sepmaines*» du temps de la régence de Philippe de Saint-Pol (voir AGR, CC, 1793, fol. 18v°, et J. SCARCEZ, *op. cit.*, p. 209 et n. 7) et qu'il dut payer une «composition» en 1420-1421 (CC, 1788, fol. 1v°). Les deux Bont disparurent de la scène politique brabançonne après ces événements. Jean Bont quitta même le pays pour n'y revenir qu'en mai 1427 (CC, 1793, fol. 18v°).

(231) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 49v°-50r°. — Le 1er juillet 1420, Jean de Bavière avait déjà sommé les Etats de Louvain de rentrer dans l'obéissance à Jean IV (*ibid.*, fol. 4v°-5r°).

(232) Ces deux envoyés furent capturés par les serviteurs de deux nobles rebelles alors qu'ils s'en retournaient auprès de Jean de Bavière après avoir vu Jean IV (DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 74).

(233) DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 74.

(234) F. VON LÖHER, *Jakobäa von Bayern* ..., t. II, pp. 73-74.

(235) Voir *supra*, p. 290.

(236) DYNTER, *Chronique* ..., t. I, 1re partie, pp. 73-74. Voir aussi F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., p. 200, n. 5. — Jean IV, prévenu du retour de son frère, eut l'air de s'en réjouir puisqu'il prit des mesures pour faire habiller de neuf pour cette circonstance son chambellan et ses valets de chambre (voir ci-dessus, p. 38, n. 83).

(237) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 432-434. — F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., p. 201.

(238) DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 76. — Le roi de France et le duc de Bourgogne avaient envoyé leurs ambassadeurs en Brabant peu avant l'arrivée de Saint-Pol à Louvain, pour

Revenus de Vilvorde à Bruxelles le 2 octobre 1420 (239) ; les Etats notifièrent le lendemain leur décision à Jean IV : ils lui faisaient savoir que, puisqu'il avait pris la fuite sur l'avis de ses mauvais conseillers, et qu'il semblait avoir l'intention de revenir en force avec des troupes étrangères, les nobles et les villes avaient prié le comte de Saint-Pol d'assumer la régence, de défendre les frontières du pays et de gouverner le duché avec leur aide et avec les conseils de la duchesse et de Marguerite de Bavière. Ils demandaient au duc de rentrer à Bruxelles, sans les étrangers, et de gouverner en suivant les conseils de son épouse, de sa belle-mère et des bonnes gens du pays, de traiter chacun selon le droit et la sentence, de récupérer les Etats de Jacqueline de Bavière (240). Une nouvelle fois, ce texte adressé à Jean IV atteste que les Etats restaient fidèles à leur thèse de l'irresponsabilité du duc. En même temps, ils plaidaient pour l'établissement d'une espèce de «régime parlementaire». De toute façon, ils manifestent leur désir de ne pas rompre totalement les ponts avec leur prince naturel.

Mais en attendant le retour de celui-ci, les Etats détenaient en fait le pouvoir : le 3 octobre, ce furent eux qui déclarèrent la guerre à Jean de Bavière dans le but de reconquérir la Hollande, la Zélande et la Frise. La campagne n'eut que de maigres résultats : elle n'aboutit qu'à la prise de Heusden et à celle du château de Geertruidenberg. Ce furent encore les Etats qui, avec Saint-Pol, négocièrent un armistice et, par la suite, la prolongation de cette trêve qui fut régulièrement renouvelée jusqu'à la mort de Jean de Bavière (241).

En novembre, malgré l'opposition du duc (242), les Etats continuèrent à renforcer leurs positions. Le 26, un nouveau drossard de Brabant (Guillaume de Montenaken) et un nouvel amman de Bruxelles (Jean de Diedeghem) furent

aplanir le différend entre Jean IV, d'une part, sa femme, sa belle-mère, les nobles et les villes de Brabant, de l'autre (*ibid.*, pp. 74-75 ; voir aussi R. SCHOORMAN, *Notice biographique* ..., pp. 151-152). Philippe de Saint-Pol lui-même peut apparaître comme le délégué de Philippe le Bon (P. BONENFANT, *Philippe le Bon*, pp. 40-41). Bref résumé de l'intervention de Philippe le Bon en Brabant en 1420-1421 dans R. VAUGHAN, *Philip the Good*, p. 51.

(239) DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 76.

(240) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 51v°-52. Cette lettre était scellée du sceau de la ville de Bruxelles et portait comme souscription : «*Bi uwer gnaden onderdanigen baenroitsen, ridderen ende edelen uws lands van Brabant ende uwen steden van Loeven, Bruessel, Andwerpen, Thienen, Leeuwe, Nyvelle, Lyere, Herenthals, Bergen opten Zoem, Vilvorden, Geldenake ende Gemblours*».

(241) Sur la campagne de 1420, voir DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, pp. 76-78, et J. C. J. KLEYNTJENS, *Jacoba's tweede veldtocht*...—Au sujet de ces trêves, voir *supra*, pp. 140-141 et n. 163. Il est vraisemblable que si, du côté brabançon, ces trêves furent régulièrement négociées par Saint-Pol et par les deux Etats laïques, et cela encore après 1421, donc après le retour au pouvoir de Jean IV, c'est parce que le duc estimait n'être pour rien dans la déclaration de guerre et qu'il voulait marquer que c'était aux responsables de la campagne de 1420 d'en liquider les séquelles. L'opinion émise ici n'exclut pas nécessairement l'hypothèse avancée par F. FAVRESSE (*L'avènement* ..., p. 247-248) pour expliquer l'intervention de Saint-Pol dans la conclusion de ces trêves, mais elle la rend éventuellement superflue.

(242) Dès le 4 octobre, Jean IV avait écrit à tous ses officiers et receveurs de Brabant (AGR, CC, 1789bis, fol. 8v°). On ne sait ce que contenaient les lettres ducales, mais on peut supposer que le duc demandait à ses fonctionnaires de lui rester fidèles. — Le 7 novembre 1420, dans une lettre adressée aux trois Etats, Jean IV s'étonnait des mesures prises jusqu'à ce moment, et il affirmait qu'il n'y avait pas lieu d'établir un régent, puisque lui-même n'avait pas quitté le pays (Mss Divers, 1483, fol. 51).

nommés par Saint-Pol (243). Le 28, les trois Etats assemblés à Bruxelles confirmèrent le régent dans sa charge. Il était tenu de gouverner le duché assisté d'un Conseil désigné par les trois Etats, et cela jusqu'au jour où Jean IV, après s'être reconcilié avec son épouse et après avoir approuvé tous les actes de la régence, pourrait reprendre le pouvoir du consentement du pays (244). Le 29, Philippe de Saint-Pol promettait de s'acquitter de sa tâche en respectant les privilèges du duché (245).

Au même moment, les Etats, dont nous avons dit qu'ils n'avaient jamais donné l'impression de vouloir rompre définitivement avec Jean IV, s'occupaient de faire revenir celui-ci à Bruxelles. Le 27 novembre 1420, ils lui envoyèrent une ambassade qui obtint la promesse d'une entrevue à Diest. La rencontre du duc et des députés du pays eut effectivement lieu dans cette ville au début de décembre 1420. Deux autres réunions se tinrent, la première encore à Diest le 16 décembre, la seconde les 16 et 17 janvier 1421 à Eindhoven. Aucun accord ne fut réalisé (246).

En effet, loin de s'incliner devant les Etats, Jean IV avait montré, dès leurs premières démarches, «une soudaine assurance et nourri le dessein, non pas de négocier, mais bien de s'imposer à ses sujets rebelles» (247). Sûr de l'appui de nombreux patriciens bruxellois, le duc regagna Bruxelles le 21 janvier 1421, suivi des conseillers bannis et d'une véritable armée de chevaliers d'Outre-Meuse. Deux jours plus tard, Saint-Pol quittait la ville et rejoignait à Louvain les nobles brabançons (248).

Jean IV put croire un moment qu'il avait la situation bien en main : le 23 janvier, il réinstalla Jean Clutinc comme amman de Bruxelles (249). Le 24, entouré de ses partisans — pour la plupart des gens des lignages — il prit ses dispositions en vue d'un éventuel retour du régent (250).

Un soulèvement populaire devait ruiner tous ses espoirs. Le 27 janvier 1421, les métiers de Bruxelles en armes occupèrent la Grand-Place. Ils craignaient un coup de force de la soldatesque d'Outre-Meuse conduite par le seigneur de Heinsberg. Le 29, une foule houleuse se présenta devant le palais du Coudenberg. Tous les étrangers furent arrêtés. L'après-midi du même jour, Philippe de Saint-Pol et les députés des Etats laïques rentrèrent en triomphateurs à Bruxelles. Le lendemain, le régent et les barons prirent possession du palais ducal où ils firent arrêter la plupart des familiers et des serviteurs de Jean IV.

(243) DYNTER, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 78.

(244) Acte du 28 novembre 1420 édité dans les *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 557-559. Scellé par 12 abbés, 3 autres chefs de communautés religieuses, 57 nobles et chevaliers et 26 villes et franchises.

(245) AGR, CC, 131, fol. 144-146r°. — C'est, si l'on veut, la Joyeuse Entrée du régent. Analyse dans A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique*, p. 243, n° 113.

(246) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 444-447.

(247) F. FAVRESSE, *L'avènement* ..., p. 205.

(248) Pour le détail des événements de janvier-février 1421, voir *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 448-454 ; DYNTER, *Chronique*, t. III, pp. 406-407, et FAVRESSE, *L'avènement* ..., pp. 210-221.

(249) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 51. — Jean Clutinc avait été démis par Saint-Pol le 26 novembre, au moment de la nomination de Jean de Diedeghem.

(250) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 455-456.

Jean de Diedeghem fut réinstallé comme amman de Bruxelles. Le 31, nouvelles arrestations : ce furent, cette fois, des patriciens favorables au duc. Quelques-uns parvinrent, de justesse, à prendre la fuite. Le 1er février, les premières têtes tombèrent : Jean Clutinc, l'amman de Jean IV, fut exécuté en même temps qu'un de ses adjoints. De nouveaux patriciens furent arrêtés et torturés le 2. Le 3, quatre des sept échevins de Bruxelles, des partisans du duc, furent démis de leurs fonctions et emprisonnés (251).

Le 6 février 1421, Jean IV quittait Bruxelles pour Louvain ; il était confié aux soins de deux barons : les seigneurs de Diest et de Rotselaar (252). Le même jour, le régent, les nobles de son Conseil et les députés des villes prononcèrent une série de condamnations que le duc devrait confirmer sans pouvoir accorder de grâce (253).

Les Etats remportaient une victoire totale. Ils la devaient, pour une grande part, à l'intervention décisive des gens de métier de Bruxelles. Pour récompenser ceux-ci, Saint-Pol, son Conseil et les députés des villes, au cours d'une réunion tenue le 6 février, élaborèrent un nouveau statut politique dont le but était d'associer les métiers aux lignages dans le gouvernement de la ville. L'ordonnance consacrant cette importante décision fut promulguée le 11 février 1421 (254).

En mars-avril 1421 se place un nouvel épisode sanglant : au début du mois de mars, le texte de la conjuration patricienne du 24 mai 1420 fut découvert chez un prêtre, Gérard van der Straeten, le prévôt de Saint-Jacques sur Coudenberg. Une enquête fut aussitôt ouverte. Le peuple s'émut et prit une nouvelle fois les armes le 30 mars. Le calme ne se rétablit que le 3 avril, après l'exécution de trois patriciens compromis dans cette conjuration, parmi lesquels se trouvait Everard T'Serclaes (255).

(251) *Ibid.*, pp. 457-466.

(252) *Ibid.*, p. 467.

(253) AGR, Mss Divers, 1483, fol. 53v°-55. — Pour la date, voir *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 467-468.

(254) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 470-471. — Editions du texte du 11 février 1421 : *Luyster van Brabant*, 2e partie, pp. 23-31 ; F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, pp. 291-303. — Commentaires par F. FAVRESSE, *op. cit.*, pp. 223-236.

(255) F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, pp. 239-241. — Un petit fait paraît ignoré de cet auteur et jette néanmoins une lueur curieuse sur ces événements : c'est pendant une absence du régent que les métiers prirent les armes et firent procéder aux exécutions dont il est question ici. En effet, Saint-Pol avait quitté Bruxelles pour Gand le 29 mars, et il ne rentra que le 2 avril. En revanche Jean IV était resté pendant tout ce temps à Bruxelles. Il apparaît aussi que Saint-Pol a dû être rappelé en raison des troubles, car sitôt le calme revenu, on le voit, le 4 avril, repartir pour Gand, accompagné cette fois du duc, son frère (AGR, CC, 1788, fol. 8v°-9r°). L'itinéraire de Jean IV est muet pour cette période. — Sans doute Saint-Pol allait-il en Flandre prendre conseil sur la manière de normaliser la situation en Brabant. Le rétablissement de la paix intérieure tenait à cœur au duc Philippe le Bon : le 3 février 1421, il avait envoyé deux de ses conseillers (dont maître Simon de Fourmelles, ancien conseiller d'Antoine ; voir Annexe II) à Bruxelles (ACO Dijon, B 1612, fol. 49r°) ; entre le 9 et le 14 mars le duc de Bourgogne s'était rendu lui-même à Bruxelles, accompagné du même Fourmelles et d'autres, pour «*le fait en traitié du pays de Brabant*» (ACO Dijon, B 1612, fol. 59r°, 60v°-61r°). — Par la suite, Simon de Fourmelles se rendit encore au moins à deux reprises à Bruxelles, toujours «*pour aucunes choses touchant lappaisement des debas estans ou pays de Brabant*» (du 18 au 27 mai 1421 et au début du mois de juin suivant : ACO Dijon, B 1612, fol. 64v°-65r°).

La fin du règne de Jean IV et le règne de Philippe de Saint-Pol (1421-1427)

Les partisans du duc étaient à ce moment complètement écrasés : certains avaient été exécutés, d'autres étaient en fuite, la plupart se trouvaient en prison (256). Jean IV n'avait plus qu'à se soumettre aux Etats. Le 4 mai 1421, par un acte très important (connu sous le nom de «Privilège du Ruwaert»), il reconnaissait avoir été mal conseillé autrefois ; il approuvait la condamnation prononcée par les Etats laïques le 15 août 1420, ainsi que la désignation de son frère comme régent ; il faisait savoir que Saint-Pol avait remis aux trois Etats les lettres validant son mandat ; il confirmait tous les actes du régent et même toutes les décisions prises par les Etats, à la majorité des voix, avant la régence ; enfin il acceptait, pour lui et pour ses successeurs, que les Etats puissent refuser tout service au prince et élire un régent au cas où le duc attenterait aux droits et privilèges des trois Etats ou d'un de leurs membres ; ce régent aurait à exercer les pouvoirs princiers jusqu'au moment où le duc aurait restauré le droit (257).

Cet acte, de caractère nettement révolutionnaire (258), mettait officiellement fin à la régence (259). Le même jour, Jean IV confirmait aussi dans leurs fonctions de conseillers plusieurs barons qui devaient aux Etats leur première nomination (260).

Un an plus tard, le 12 mai 1422, le duc fut contraint de promulguer un nouvel acte constitutionnel, le *Nieuw Regiment*, sorte de complément à la Joyeuse Entrée (261). Le document, qui avait été préparé au cours de plusieurs réunions des trois Etats (262), avait pour but de soumettre le prince à la tutelle d'un Conseil qui était lui-même responsable devant les Etats (263).

La paix était ainsi enfin rétablie dans le duché. Et dans les années qui suivirent, le duc put même compter sur l'aide de ses sujets dans la lutte qu'il eut

(256) La situation néanmoins a dû paraître encore assez tendue pendant quelque temps. Ce n'est en effet que le 10 avril 1421 que le chapitre de Sainte-Gudule, où siégeaient notamment Guillaume et Jean Bont, décida que, vu les troubles et les menaces d'émeutes populaires, les chanoines ne seraient plus tenus à résidence et pourraient quitter la ville pour un an pour se mettre en lieu sûr, et cela sans perdre le droit au produit de leur bénéfice (P. Lefèvre, *Statuts capitulaires* ..., pp. 182-184). Ce n'est que le 21 juin 1423 que le chapitre rappela ses chanoines à résidence à Bruxelles (*ibid.*, pp. 184-185).

(257) Acte du 4 mai 1421 : originaux et éditions signalés dans A. Uyttebrouck, *Liste chronologique* ..., pp. 244-245, n° 118.

(258) C'est l'opinion d'E. Poullet, *Histoire politique nationale*, t. II, p. 141.

(259) Sur la fin de la régence, voir *supra*, pp. 140-141, où il est montré que Philippe de Saint-Pol a néanmoins continué à jouer un rôle politique pendant quelques mois encore.

(260) Voir *supra*, p. 294.

(261) Edition : *Placcaeten van Brabandt*, t. IV, pp. 379-388. — Cet acte, dont l'original repose à Louvain (AV Louvain, n° 1349), ne fut, comme c'était souvent le cas, scellé que plusieurs jours après la date qu'il porte. Ce n'est en effet que le 25 mai 1422 qu'Edmond de Dynter acheta la soie qui devait permettre d'apposer au document les 129 sceaux dont il devait être muni. Le même jour, Dynter fit l'acquisition d'une boîte qui devait servir à contenir l'acte, et d'une serrure pour fermer la boîte (AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 90v°-91r°). — L'ensemble de l'acte a été commenté par E. Poullet, *Mémoire sur l'ancienne constitution brabançonne*, pp. 149-158.

(262) En avril-mai 1422 ; voir Dynter, *Chronique*, t. I, 1re partie, p. 89 et *Brab. Yeesten*, t. III, p. 529.

(263) Voir ci-dessous, pp. 546-549.

à mener dans le Hainaut contre Jacqueline de Bavière qui, après avoir fait annuler par un anti-pape son union avec Jean IV, avait épousé le duc de Gloucester (264). Une fois de plus, les Brabançons manifestaient de la sorte leur désir de voir se perpétuer l'union personnelle du Brabant et des pays sur lesquels Jean IV régnait du fait de son mariage.

L'échec total des velléités d'absolutisme de Jean IV avait assuré aux Etats le contrôle du gouvernement. Mais il faut attirer l'attention sur le point bien particulier, qui caractérise une situation typiquement brabançonne : en 1421-1422, ce sont les membres de la haute noblesse, les barons, qui se sont assuré en fait la part prépondérante dans l'exercice du pouvoir. Leur importance ne constituait pas un fait nouveau : déjà sous Antoine, ils avaient pris au Conseil et dans la haute administration une place qu'ils étaient loin d'occuper au XIV^e siècle. Les difficultés de Jean IV étaient venues notamment de ce qu'il avait essayé de réduire leur influence au sein du gouvernement. Le duc avait cru pouvoir s'appuyer sur la petite noblesse et sur certains membres des patriciats urbains. Les barons s'étaient alors portés à la tête de l'opposition, et c'est leur triomphe qui se trouvait consacré en 1421.

C'est encore avec ses barons que Philippe de Saint-Pol connaîtra les seules difficultés internes sérieuses de son règne fort court.

Le premier heurt se place en avril-mai 1428. Le point de départ n'en est pas très clair (265). Nous ne disposons, pour reconstituer les faits, que de l'exposé qu'en donne le duc lui-même dans deux actes du 2 juin 1428, dont il sera reparlé plus loin. Ces sources nous apprennent que le 21 mars 1428, Philippe avait pris une ordonnance dont le contenu ne nous est pas précisé (266), mais dont on peut penser qu'elle concernait le gouvernement de la Cour ou du pays. Le texte fut consigné dans une «cédule», et tant le duc que les barons de son Conseil se jurèrent mutuellement d'en respecter les termes ; il était même expressément prévu que le non-respect par le prince des termes de l'ordonnance autoriserait les barons à abandonner la direction du gouvernement, qu'ils avaient accepté d'assumer à la requête de Philippe. Peu après, et au mépris d'une clause de ladite ordonnance, des serviteurs du duc médirent de cinq de ces barons : Pierre de Luxembourg, Engelbert de Nassau, Jean, seigneur de Wezemaal, Jean, seigneur de Rotselaar et Jean de Schoonvorst. Philippe lui-même se laissa aller à manifester violemment son ressentiment à l'égard des personnalités incriminées (267).

(264) *AGN*, t. III, p. 239.

(265) Récit sommaire du conflit dans *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 655-657, repris et complété par des données tirées des comptes dans J. SCARCEZ, *Philippe de Saint-Pol* (inédit), pp. 198-201. Cet auteur, qui a rédigé son travail pendant la dernière guerre, ne connaît toutefois pas les actes du 2 juin 1428 dont il va être parlé et qui sont conservés à La Haye.

(266) Nous n'en avons pas retrouvé le texte.

(267) C'est sans doute le 11 avril 1428 que le duc a dû manifester sa colère, et l'éclat paraît avoir été spectaculaire. En effet, ce jour-là, un député louvaniste est envoyé auprès de la ville de Bruxelles «*met brieven ... omme hen ghestant te laten weten vanden woerden die myn ghenedegen here van Brabant ghesproken hadde opten baenrotsschen van den lande van Brabant*» ; le lendemain, un nouveau messager fut envoyé avec d'autres lettres, sans doute plus explicites, relatives au même fait (AV Louvain, 5043, fol. 136r°).

Les conseillers visés, qui s'estimaient blessés dans leur honneur, quittèrent la Cour et refusèrent de s'occuper plus longtemps de servir le duc. Celui-ci, tout à coup fort désemparé, s'en remit à l'arbitrage des Etats qui examinèrent la situation au moins par deux fois (du 28 avril au 2 mai à Herentals, et du 5 au 9 mai à Diest (268). Finalement, le 2 juin 1428, Philippe s'humilia publiquement, et, par deux lettres patentes signées de sa main, demanda à ces cinq barons de revenir auprès de lui et de reprendre le gouvernement de son Hôtel et du pays.

Le premier des deux actes (269) demande aux barons de rejoindre le duc à Vilvorde le 8 juin et de réintégrer officiellement la Cour. Il leur sera permis de désigner leurs calomniateurs qui seront arrêtés sur-le-champ et emprisonnés jusqu'à leur jugement (270).

Le deuxième document (271) constitue un véritable contrat proposé aux cinq barons par le duc, ou plus probablement imposé par ceux-ci à leur prince. Remarquons que la pièce est aussi du 2 juin et qu'elle est donc antérieure au retour définitif de Pierre de Luxembourg et consorts auprès de Philippe, ainsi que l'indique le premier document ; elle nous apprend toutefois dans sa première partie (l'«exposé», en termes de diplomatique), que les cinq ont accepté de revenir au gouvernement (272) ; le duc reconnaît d'ailleurs être incapable d'exercer seul le pouvoir en raison de ses charges trop lourdes et des problèmes difficiles que soulève son mariage (273). Pour le reste, il s'agit d'une véritable «capitulation» du prince, qui s'en remet à la discrétion de ces cinq conseillers ; en effet :

— le duc promet de se gouverner selon leurs avis et d'établir son train de maison suivant ce qu'ils jugeront convenable, compte tenu de ses ressources. Il promet d'édicter, par leur conseil, une ordonnance raisonnable sur l'Hôtel, de la respecter et de la faire respecter ;
— quatre des cinq barons au moins devront marquer leur accord à toute nomination d'officiers : receveur général, tous officiers de justice et de l'Hôtel et même membres de la Chambre du Conseil et de la Chambre des Comptes ; un baron absent de la Cour pourra éventuellement donner son accord par écrit ; il faudra aussi l'approbation de quatre conseillers pour les désignations des commissaires chargés de renouveler la Loi dans les

(268) Annexe V, 1501 et 1502.

(269) Original à La Haye, Koninklijk Huisarchief, Inv. n° 2, n° 182.

(270) Ces personnages, dont on ignore les noms, furent jugés et condamnés par les deux Etats laïques réunis à Herentals au début du mois d'août 1428 (Annexe V, 1513). Ce fut avec l'accord du duc que les Etats s'érigèrent ainsi en cour de justice (acte du 25 juillet 1428 : AGR, CC, 5, fol. 51v° ; entre le 20 et le 25 juillet il y eut d'ailleurs une ou deux réunions des deux Etats laïques à Louvain : Annexe V, 1511 et 1512).

(271) Kon. Huisarchief, La Haye, Inv. n° 2, n° 183 (original).

(272) Avant leur retour officiel et définitif au pouvoir, quatre des cinq conseillers dont il est question avaient déjà fait leur réapparition au Conseil peu après les réunions des Etats de mai 1428 : Luxembourg et Schoonvorst sont présents au commandement d'un acte du 15 mai (AGR, CC, 4016, 5e compte, fol. 1v°-2r°). Nassau et Rotselaar d'un acte du 25 mai (CC, 5, fol. 46).

(273) C'est la première fois qu'il est fait allusion directement aux difficultés politiques soulevées par les projets de mariage de Philippe de Saint-Pol. A ce propos, voir *infra*.

villes où cela se pratique ainsi, de même que pour toute démission d'officier ;

— aucun don, aucune remise de dette ne pourront être faits par le duc sans l'accord de quatre des cinq barons, dont les noms devront figurer dans les mentions de chancellerie. Si la mesure, même régulièrement approuvée, porte atteinte à l'équilibre financier, elle sera rapportée et tout conseiller qui l'aura avalisée supportera financièrement les conséquences de son attitude, éventuellement en perdant ses gages ;

— toute attaque ou calomnie contre les cinq sera punie ;

— si le duc veut remplacer l'un de ses barons par une autre personne, ou si un baron veut quitter le service du duc, il faudra dans chaque cas un préavis de quatre semaines ; au bout de ce délai, le conseiller sortant devra être remboursé de toutes ses créances sur le trésor ducal ;

— les cinq conseillers susmentionnés ne seront pas tenus de résider en permanence auprès du duc, mais ils devront le prévenir de leurs absences ;

— enfin, ce sont eux qui fixeront, suivant les nécessités et la saison, la résidence de l'Hôtel ducal.

Tout commentaire paraît superflu. Si l'on en croit le texte qui vient d'être analysé, il apparaît que le duc ne peut prendre aucune initiative importante sans en référer au comité de cinq barons que constituent Luxembourg, Nassau, Wezemaal, Rotselaar et Schoonvorst. Qu'en a-t-il été dans la pratique ? Il est indéniable que les conseillers mentionnés ci-dessus ont de nouveau joué un rôle prépondérant à partir de juin 1428 (274). Toutefois les dispositions de l'acte du 2 juin n'ont pas toujours été scrupuleusement respectées. Pendant quelques mois, les noms de quatre des cinq barons figurent assez régulièrement dans les mentions de chancellerie dans tous les cas prévus par la «capitulation» ducale, mais il y a des exceptions. Ainsi, quand, le 7 octobre 1428, Jean de Rotselaar fut nommé drossard de Brabant en remplacement de Guillaume de Sayn, seuls Nassau et Wezemaal furent cités comme présents au commandement avec d'autres conseillers extérieurs au groupe des cinq (275). Le 12 octobre suivant, pour la nomination d'un nouvel écoutète d'Anvers, il n'y eut encore une fois que deux barons (Luxembourg et Wezemaal) à être nommés dans la mention de commandement (276). Par la suite, dans le courant de l'année 1429, on semble ne plus avoir tenu compte de la règle imposant l'accord de quatre barons dans les cas énumérés plus haut.

Remarquons encore que le second acte du 2 juin 1428 consacre la prééminence du Conseil «de gouvernement» sur la Chambre du Conseil, puisqu'il est prévu que les membres de celle-ci ne peuvent être désignés qu'avec l'accord des barons. Les sources ultérieures ne permettent toutefois pas de dire si cette procédure fut effectivement respectée.

(274) Voir p. 296 et Annexes I et II.

(275) AGR, CC, 12530, fol. 162.

(276) AGR, CC, 12902, fol. 294. — Il faut aussi tenir compte du fait que beaucoup d'actes ne nous sont connus que par des copies qui n'ont pas repris la mention de chancellerie.

Revenons un instant sur les deux motifs invoqués par le duc pour justifier sa «capitulation».

Il y a d'abord les charges financières. Philippe de Saint-Pol avait hérité une situation difficile qui ne pouvait être imputée à sa propre adminsitration. En 1427 déjà, le mauvais état du trésor brabançon pouvait être considéré comme un mal chronique. Jean IV, une fois réconcilié avec ses sujets, avait obtenu d'eux, en novembre 1421, l'aide «ordinaire» qui lui était due pour son avènement ! Le montant accordé avait été de 175.000 couronnes et devait servir en partie à indemniser Philippe de Saint-Pol des frais de sa régence (277). Par la suite, Jean IV s'était encore vu octroyer à diverses occasions des subsides mais d'un montant très limité : 4.000 couronnes en 1423 par les monastères pour les dépenses de son Hôtel, 30.000 florins du Rhin en juillet 1424 par les villes pour liquider quelques dettes bien déterminées et 15.000 florins du Rhin en décembre 1424 par les deux Etats laïques, dont 12.000 devaient être consacrés à payer des garnisons placées à Hal et à Nivelles pour défendre le Brabant contre le duc de Gloucester, et 3.000 devaient à nouveau l'être aux dépenses de l'Hôtel (278). Le tout n'avait donc pu servir qu'à parer au plus pressé, et non, par exemple, à opérer le rachat des engagères d'Outre-Meuse, sujet permanent de préoccupation pour les Brabançons.

Philippe de Saint-Pol, quant à lui, obtint d'emblée, en octobre 1428, un subside de 325.000 couronnes bientôt cependant réduit à moins de 250.000 couronnes par une diminution importante de la quote-part à verser par le clergé (279). Il s'agissait d'une aide «ordinaire» accordée à l'occasion de l'avènement du duc. Mais si Philippe recevait ainsi, au début de son règne, un secours financier important, il ne lui fut pas donné d'en disposer à sa guise : ce furent des commissaires désignés par les villes les plus importantes du duché, qui furent chargés de contrôler l'assiette, la recette et la dépense de la somme consentie par les trois Etats (280).

En second lieu, le duc s'était plaint d'éprouver des difficultés en raison de ses projets de mariage (281). Dès le début de l'année 1428 au plus tard, il avait commencé à entretenir des relations suivies avec Yolande d'Aragon, veuve de Louis II d'Anjou, roi de Sicile (282), dont il désirait épouser une des filles, elle

(277) A. Van Neck, *Les aides générales* ..., I, p. 76.

(278) *Ibid.*, I, pp. 78 et suiv.

(279) *Ibid.*, I, pp. 83 et suiv. — Le clergé devait verser initialement le tiers du montant global. Il obtint de ne payer que 5.000 couronnes par an pendant cinq ans.

(280) Les sept villes de Louvain, Bruxelles, Anvers, Tirlemont, Léau, Bois-le-Duc et Nivelles devaient désigner six commissaires chargés du contrôle de la recette et des dépenses de cette aide. Les cinq premières villes citées désignèrent quatre commissaires (Henri de Diest, seigneur de Rivieren, Gautier de Kersbeek, seigneur de Stalle et de Gossoncourt, Guillaume de Hersele et Guillaume Noyts) ; les deux autres villes n'intervinrent pas et le nombre des membres de la Commission resta limité à quatre. Ces commissaires ne s'occupèrent que de la levée du premier terme (l'aide devait se lever en cinq ans) ; pour les quatre autres termes, on en revint à un système déjà pratiqué auparavant : le recours aux changeurs des villes de Louvain. Bruxelles et Anvers (*ibid.*, p. 169).

(281) Sur la question des projets matrimoniaux de Philippe de Saint-Pol, voir J. Scarcez, *op. cit.*, pp. 489-548.

(282) Voir acte du 5 avril 1428 par lequel le duc ordonne au receveur de Brabant de payer diverses sommes au chancelier Jean Bont, qui s'est notamment rendu à Louvain le 25 février précédent

aussi prénommée Yolande. La perspective d'une telle union soulevait quelques problèmes : la jeune princesse était en effet la belle-sœur du roi Charles VII (283), le responsable du meurtre de Jean sans Peur, de sorte que le mariage envisagé ne pouvait que susciter l'opposition du duc de Bourgogne, plus proche parent et ancien protecteur de Philippe de Saint-Pol. Or Philippe le Bon, dont on sait qu'il avait été question de le reconnaître comme héritier du Brabant sous certaines conditions (284), comptait des partisans dans le duché, ou du moins peut-on supposer que certaines personnes ne tenaient nullement à le mécontenter. Parmi eux devaient figurer le chancelier Jean Bont, démis par Philippe de Saint-Pol le 20 juin 1429 mais réintégré dans ses fonctions par Philippe le Bon le 1er avril 1431 (285), Pierre de Luxembourg, seigneur d'Enghien, Jacques, seigneur de Gaasbeek et Engelbert de Nassau qui jouèrent un rôle non négligeable dans l'entourage du duc de Bourgogne à partir du mois d'octobre 1430 (286).

pour y entendre le rapport fait par Barthélemy d'Autel sur les missions accomplies par lui auprès du roi de France et de la reine de Sicile (AGR, CC, 5, fol. 99 ; cité par J. SCARCEZ, *op. cit.*, p. 490, qui y voit la première trace de rapports entre les cours de Brabant et d'Anjou ; par la suite, des émissaires furent régulièrement échangés : *ibid.*, p. 491).

(283) Sa sœur Marie avait épousé le dauphin Charles le 2 juin 1422.

(284) Voir *supra*, pp. 135 136.

(285) Jean Bont fut révoqué car il était l'«homme de confiance» de Philippe le Bon (P. BONENFANT, *Philippe le Bon* ..., pp. 47-48). — Il fut démis par lettre du duc du 20 juin 1429 (AGR, CC, 23, fol. 160). Le 27 juin, le secrétaire de la ville de Louvain se rend à Bruxelles pour demander à la ville d'intervenir auprès de Bont pour que celui-ci restitue les sceaux au duc (AV Louvain, 5045, fol. 58r°) ; le 2 juillet, le même personnage renouvelle sa démarche et se rend aussi auprès de Bont en personne pour lui faire la même requête (AV Louvain, 5045, fol. 76r°). L'ex-chancelier ne remettra ses sceaux et ne sera relevé de son serment qu'au cours d'une réunion solennelle des trois Etats tenue à Louvain le 19 juillet 1429. Le 20, un nouveau chancelier fut établi, toujours en présence des trois Etats (Annexe V, 18-20 juillet 1429 ; récit dans *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 661-662 et dans AGR, Mss Divers, 33bis, fol. 54r° qui situe à tort ces événements les 9 et 10 juillet 1429). — Le 14 juillet, la ville de Louvain avait promis à Bont une escorte pour le décider à venir à la réunion des Etats (AV Louvain, 5045, fol. 77v°). Le duc lui-même accorde le 10 juillet des lettres de sauf-conduit à son ex-chancelier (AGR, CC, 23, fol. 199).

(286) Nassau devait jouir de la confiance toute particulière de Philippe le Bon, car il reçut, en mars 1429 ou 1430, une lettre confidentielle par laquelle celui-ci l'invitait à travailler à l'éloignement de Jean de Schoonvorst du Conseil. En voici le texte : «*Le duc de Bourgoigne, comte de Flandres, Dartois, de Bourgoigne et de Namur. Tres cher et bon ami. Nous escripsons presentement a nostre tres cher et tresamé cousin le duc de Brabant en la maniere qui sensuit : «Tres chier* ... [voir le texte de la lettre de Philippe le Bon au duc de Brabant dans Annexe II, notice 232]». «*Et pour ce que des choses dessusdites qui touchent tant et si avant lonneur, bien et seurté de nostre dit cousin et de vous, mesmement de tous ses pays estes bien informéz et atretenéz, et quil est clerement apparant que se la provision dessusdite ny est hastivement mise inconveniens irreparables sen pourroient ensuir que Dieu ne vueille, nous vous prions et requerons tant et si affectueusement et de cuer que plus povons que pour obvier aux inconveniens dessusdits vueilliez en demonstrant la vraye amour que vous avez et la loyauté que vous devez a nostre dit cousin, vostre prince et seigneur naturel, telement a ce tenir la main par devers lui comme tous bons loyaulx subgés doivent et sont tenus de faire que la provision dessusdicte a lencontre dudit de Monjou soit briefmeni et diligement mise a execucion et tant en faire que nen doyez estre a reprendre, et avec ce que savons certainement que en ce faisant vous acquitterez loyaument envers nostre dit cousin, vous nous y ferez un très signalé plaisir, si ne le vueilliez mettre en delay en nous signiffiant ce que fait en sera ensamble se chose voulez que puissons, et nous le ferons de bon cuer, et afin que vous sachiés que ce vient de nostre propre mouvement, nous avons signé ces lettres de nostre main, treschier et bon ami, Nostre Seigneur soit garde de vous. Escript en nostre ville de Lille,*

Ce sont ces projets matrimoniaux du duc qui amenèrent en octobre 1429 une nouvelle rupture entre ses barons et lui. Il y avait déjà eu quelques tensions avant cette date : le 7 juin, Philippe de Saint-Pol avait interdit à tous ses sujets, barons, nobles, chevaliers, écuyers et députés des villes, de se rendre à une diète convoquée sans son consentement, pour le samedi 11 juin à Bruxelles, par le comte de Conversan, les seigneurs de Gaasbeek et de Wezemaal et les villes de Bruxelles, Anvers et Nivelles, qui avaient déjà tenu précédemment contre son gré une réunion dans la même ville avec les conseillers du duc de Bourgogne(287). Peu de temps après, le duc décidait de limoger son chancelier. C'est quelques semaines plus tard que se reproduit à peu de chose près le scénario qui s'était déjà déroulé au printemps de l'année précédente. Alors que les négociations avec la cour d'Anjou étaient entrées dans leur phase finale et que la dispense de mariage avait été accordée par le pape (288), Saint-Pol, le 8 octobre, quitta brusquement Louvain où résidait la Cour et, sans prévenir son entourage (289), se rendit à Bruxelles pour s'y plaindre de ses barons auprès du Magistrat ; il les accusait de ne pas le servir comme ils l'auraient dû, et de mettre encore toujours des obstacles à son mariage. Les barons du Conseil abandonnèrent sur-le-champ la Cour, comme ils l'avaient fait en 1428, et Philippe dut une nouvelle fois les supplier de reprendre leur poste (290).

La prépondérance des barons au Conseil, mise en évidence par les événements qui viennent d'être relatés, ne doit pas faire négliger cependant le rôle joué par les villes. Depuis la victoire des Etats sur Jean IV en 1421, ce sont elles qui contrôlent de fait les finances extraordinaires du duché : les quatre chefs-villes (Louvain, Bruxelles, Anvers et Bois-le-Duc) ont, en accord avec les délégués du duc, établi l'assiette de l'aide de 1421, dont la perception fut confiée

le XXVIII^e jour de mars. (En bas, à gauche, signé :) *Philippe.* (En bas, à droite, signé :) *Souesseau.* (Au dos :) *A nostre trescher et bon ami Engelbert conte de Nassau, seigneur de Breda et de le Leck*». Original sur papier, trace de signet plaqué au dos: ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. 493, Reg. 1270.

(287) AGR, CC, 23, fol. 60. — On ne sait s'il fut lors de ces réunions illicites question du mariage du duc ou plus généralement des problèmes posés par les relations entre celui-ci et Philippe le Bon.

(288) J. SCARCEZ, *op. cit.*, p. 524. — La dispense arriva en Brabant le 27 septembre 1429, apportée par Everard d'Eindhoven, chanoine d'Anvers, ambassadeur de Saint-Pol à Rome (AGR, CC, 2408, 2^e compte, fol. 103r° ; — en mars 1430, le même Everard retourna à Rome pour obtenir un duplicata de la dispense ; *ibid.*, fol. 55v°).

(289) Voir *supra*, p. 40, n. 90.

(290) Ce qui précède est connu par deux lettres adressées à Engelbert de Nassau ; l'une, un placard du 13 octobre [1429] lui fut envoyé par le duc lui-même (original sur parchemin, trace de signet plaqué : AGR, Chartes diverses, à la date) : Philippe reconnaît s'être plaint de ses barons, mais leur demande de revenir à la Cour pour l'aider à réaliser son mariage «*die wij so zeer ter herten hebben, alsoe ghij weten moeght*», et pour mener à bonne fin la réorganisation de l'Hôtel dont ils lui ont si souvent parlé (notons qu'une nouvelle ordonnance sur l'Hôtel fut publiée le 21 octobre 1429 ; voir *supra*, p. 156, n. 2) ; la seconde lettre fut adressée le 14 octobre à Nassau par la ville de Louvain (lettre close sur papier, trace de sceau de clôture au dos : ARA La Haye, Nassause Domeinraad, 1ste deel, Inv. n° 1491, Reg. 1268) : elle appuie les demandes du duc. — A la fin du mois, Louvain écrivit encore à certains nobles qui n'avaient pas encore rejoint le duc, pour les prier de le faire (lettres envoyées le 24 octobre 1429 : AV Louvain, 5049, fol. 23r°).

aux changeurs de ces quatre centres urbains (291), et nous venons de rappeler que ce furent encore les villes qui désignèrent les receveurs de l'aide de 1428 (292).

Mais les règnes de Jean IV et de son frère ont vu aussi naître une menace pour l'unité future des cités brabançonnes : certains grands centres tentèrent de s'assurer une domination de droit et de fait sur les localités d'importance plus modeste.

Le premier indice en est fourni en 1418 par un conflit qui opposa Anvers à Louvain à propos de Lierre : les deux chefs-villes prétendaient chacune que les contingents militaires lierrois devaient, en cas de guerre, être cantonnés avec leurs propres milices. Le différend ne fut résolu qu'en mai 1425, en faveur de Louvain (293).

De 1425 à 1430, Anvers s'opposa à Bergen-op-Zoom. Un bourgeois de la cité scaldéenne ayant été arrêté le 11 novembre 1425 à la foire de Bergen-op-Zoom pour usage de fausse monnaie, les échevins de sa ville d'origine exigèrent qu'il leur fût livré pour être jugé par eux en sa qualité de bourgeois. Sur le refus de Bergen-op-Zoom d'«extrader» le coupable, le Magistrat d'Anvers se fâcha et prononça des condamnations contre l'écoutète, le drossard et le bourreau de Bergen-op-Zoom, ce dernier parce qu'il avait torturé l'acheteur indélicat. Le seigneur de Bergen-op-Zoom (Jean de Glimes) fut alors amené à affirmer que la ville d'Anvers n'avait aucun titre à s'ériger en «juge supérieur» de l'ensemble du marquisat (294). Il faut ici attirer l'attention sur un point particulier qu'il importe de ne pas perdre de vue si l'on veut comprendre la portée de ce conflit. Si les privilèges des villes et franchises «ducales» (295) disposent généralement que tout bourgeois n'est justiciable que de son propre échevinage, quel que soit le lieu où il a commis un délit ou quel que soit l'endroit où il a été arrêté, il faut comprendre que, dans la pratique, l'application de ce principe n'est possible que sur l'étendue des terres, affranchies ou non, qui ne sont soumises, pour la haute justice, qu'au seul duc de Brabant, et qui ne connaissaient, par conséquent, pas d'autre seigneur haut-justicier (296). Lorsque, au contraire, un délit est commis par un bourgeois d'une localité ducale sur les terres d'un tel seigneur haut-justicier, le principe du «jugement par les pairs» devient inapplicable en raison

(291) A. VAN NECK, *Les aides générales* ..., pp. 76 et 130.

(292) Voir *supra*, n. 280.

(293) Sur ce conflit, voir F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, pp. 71 et 82-83 ; voir aussi Annexe V, 1385, 1386 et 1389, ainsi que A. UYTTEBROUCK, *Liste* ..., p. 259, n° 179.

(294) Pour le récit des différends entre Anvers et Bergen-op-Zoom, voir F. PRIMS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, pp. 83-85. Etude plus approfondie, mais inédite, dans J. SCARCEZ, *Philippe de Saint-Pol*, pp. 384-391. — Voir aussi Annexe V, 1411 à 1413, 1415, 1424, 1427, 1429, 1431, 1433, 1434, 1436, 1437, 1440, 1444, 1448, 1449 et 1454.

(295) Nous donnons ici ce nom aux localités qui n'ont d'autre seigneur que le duc de Brabant, à l'encontre par exemple de Bergen-op-Zoom, de Diest ou de Bréda.

(296) Voir R. BYL, *Les juridictions scabinales* ..., p. 208, qui parle assez curieusement, à propos du droit des bourgeois ayant méfait à l'extérieur de la franchise urbaine d'être jugés par les échevins de celle-ci, d'une «compétence *ratione loci*» de ces échevins «déterminée par le domicile ou le lieu d'origine du criminel ou du délinquant». Nous aurions parlé plus simplement de «compétence *ratione personae*». Voir aussi la note 2 de la p. 208. M. Byl ne fait qu'effleurer cette question très importante, qui méritait une étude plus approfondie.

des droits mêmes du seigneur (297). Dans le cas qui nous occupe, Anvers a voulu subordonner les droits du seigneur de Bergen-op-Zoom à ses propres privilèges. Le conflit s'envenima et ne fut apaisé en apparence qu'à l'avènement de Philippe de Saint-Pol. Mais, peu après, Anvers chercha à se venger de Bergen-op-Zoom en lui cherchant noise à propos de sa foire. L'on vit à cette occasion les trois villes les plus importantes du duché se liguer pour tenter de réduire les privilèges de la rivale d'Anvers (298). Le Conseil ducal dut intervenir pour ramener la concorde, et Anvers fut obligée, momentanément au moins, de mettre un frein à son désir de dominer son quartier (299).

De 1427 à 1429, une nouvelle contestation mit de nouveau en vedette la petite ville de Lierre, opposée cette fois à Bruxelles d'abord, puis aux trois chefs-villes de Louvain, Bruxelles et Anvers (300). Le 24 juin 1427, les commissaires ducaux chargés de procéder au renouvellement du magistrat lierrois (les conseillers Jean de Rotselaar et Guillaume de Sayn) avaient établi comme échevin un certain Pierre van Aken, dit van Paesschen, qui avait acquis la bourgeoisie foraine de Bruxelles. Ses six collègues de l'échevinage refusèrent, en raison de ce fait, de l'admettre à siéger avec eux. La ville de Bruxelles prit immédiatement position en faveur de son bourgeois et exigea de Lierre qu'on le laissât occuper ses fonctions. Ce fut le point de départ d'un conflit qui prit une tournure violente en juin 1428, et qui vit les trois cités les plus importantes du duché s'unir contre Lierre. Le 20 juin 1428, en effet, Louvain, Bruxelles et Anvers conclurent un pacte d'assistance mutuelle (301), et le même jour elles décidèrent de punir les six échevins lierrois qui avaient forfait contre la ville de Bruxelles (302). Le 2 février 1429, les trois villes firent savoir que Lierre devrait reconnaître par écrit que, jusqu'à preuve du contraire, leurs bourgeois à toutes

(297) Les droits des seigneurs locaux sont affirmés dans un acte de Jean II du 19 septembre 1307 cité par R. Byl, *Les juridictions scabinales* ..., p. 208 (fin de la n. 3 de la p. 207), et p. 209, n. 2. Pour R. Byl, les bourgeois, qui sont donc normalement justiciables de leur propre échevinage (pp. 208-209), «perdraient ce privilège en cas de flagrant délit» sur les terres d'un seigneur local. Cela n'est pas incompatible avec ce que nous écrivons ici : il est bien normal que si un délinquant-bourgeois parvient à fuir le lieu — une seigneurie locale en l'occurence — de son crime et à se réfugier en «terre ducale», il retombe sous l'application du principe du «jugement par ses pairs». Et il faut songer à ce propos à un usage contemporain qui veut qu'un Etat n'extrade pas ses propres ressortissants.

(298) F. Prims, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI, 1ste boek, pp. 89-90 ; J. Scarcez, *Philippe de Saint-Pol*, inéd., pp. 411-419, — Annexe V, 1567, 1569, 1572, 1580, 1582, 1583 et 1586.

(299) Arrêt rendu le 22 mai 1430 par le Conseil ducal et les députés des villes : copie dans AV Bergen-op-Zoom, Commissie van Breda, 327, fol. 161-162r° (anal. dans F. Verachter, *Inventaire ... Anvers*, p. 98, n° CCCXIV, d'après une autre copie conservée aux AV Anvers).

(300) Etude détaillée dans J. Scarcez, *Philippe de Saint-Pol*, inéd., pp. 393-410. — Etude plus sommaire dans A. Bergmann, *Geschiedenis der stad Lier*, pp. 106-107. Voir aussi A. Henne et A. Wauters, *Histoire de la ville de Bruxelles*, t. I, pp. 230-231. — Un bref résumé des rapports de Lierre avec les grandes chefs-villes brabançonnes a été fourni par L. Gijsemans, *Lier en de Brabantse Hoofdsteden* ...

(301) Un original à Anvers (AV Anvers, Coffre aux privilèges, k, 199 ; analyse dans F. Verachter, *Inventaire ... Anvers*, p. 97, n° CCCX), un autre à Louvain (AV Louvain, 250).

(302) Un original à Anvers (AV Anvers, Coffre aux privilèges, k, 200 ; analyse dans F. Verachter, *op. cit.*, p. 97, n° CCCXI), un autre à Louvain (AV Louvain, 1357) ; voir aussi Annexe V, 1508.

trois pouvaient être nommés échevins à Lierre (303). Le 11 avril suivant, les Lierrois furent contraints de s'incliner en acceptant les conditions posées le 2 février pour un retour à la paix. Ainsi se trouvait admis un principe capable d'assurer aux trois chefs-villes le contrôle de l'échevinage d'une localité de moindre importance. Le duc avait bien un moment tenté de soutenir Lierre en lui accordant, le 9 juin 1428, un privilège disposant que nul ne pouvait désormais être nommé échevin de la ville s'il n'en était bourgeois ou s'il ne renonçait au préalable sous serment aux droits et privilèges dont il pourrait faire état du fait d'une bourgeoisie acquise dans une autre ville (304). Mais, le 2 février 1429, les trois chefs-villes déclarèrent vouloir examiner si ces dispositions n'allaient pas à l'encontre de leurs propres privilèges.

En résumé, la période qui s'étend de 1421 à 1428 peut se caractériser de la manière suivante :

— le duc, toujours désargenté, est étroitement soumis au contrôle des Etats ;
— au sein de ceux-ci, les barons jouent un rôle important. Ce sont eux qui dominent le Conseil ducal ;
— les villes n'en restent pas moins très puissantes. Toutefois, de même que les barons occupent une place privilégiée au sein de la noblesse, les grands centres urbains, les trois premières chefs-villes en particulier, tendent à imposer leur prédominance au détriment des villes de moindre importance ;
— enfin, si Jean IV paraît n'avoir plus joué qu'un rôle très effacé dans les dernières années de son règne, on ne peut dire que Philippe de Saint-Pol se soit soumis passivement à la domination des Etats. Nous l'avons vu s'entêter, contre la volonté de beaucoup de ses conseillers, dans ses projets de mariage ; nous l'avons vu aussi tenter de soutenir Lierre contre Bruxelles. Mais le duc n'avait certes pas les moyens de mener une politique personnelle et il ne lui fut pas donné de les acquérir, puisqu'il mourut alors qu'il venait d'entamer la quatrième année de son règne.

De la mort de Philippe de Saint-Pol à l'avènement de Philippe le Bon (4 août-5 octobre 1430)

Ce décès laissait le duché vacant. Il n'est pas étonnant que, dans ces circonstances, les Etats aient à nouveau pris le pouvoir. Prévenus par le Conseil du décès inopiné du duc, leurs députés se réunirent pour se rendre tout d'abord auprès du corps du défunt, qu'ils décidèrent de faire examiner par des médecins et des chirurgiens afin de déterminer si le décès était dû ou non à des causes

(303) AVB, A-Thymo, t. III, fol. 417.

(304) AGR, CC, 5, fol. 36v°-37 ; Mss Divers, 33, fol. 51v°-52r°. — Le même jour le duc avait décidé que ne pourraient être échevins en même temps à Lierre un père et un fils ou deux frères (AV Lierre, 1, fol. 42 ; autre copie : AGR, CC, 5, fol. 35). — Remarquons aussi le délai très court qui sépare l'octroi de ces privilèges par le duc à Lierre (9 juin) de l'union conclue par les trois chefs-villes (20 juin). Il y a sans doute là plus qu'une simple coïncidence.

naturelles. Lorsque les praticiens eurent conclu à une fin non suspecte, les Etats prirent des dispositions en vue d'assurer le gouvernement du pays : ils confièrent la régence aux conseillers du duc défunt (305). Après quelques jours, ces «*heren die tregement ende de raetcameren van Brabant bij overdrage ende van wegen des gemeynts lants van Brabant vuerden ende hielden den tijt dat de voirs. wilen min heere hertoge Philips aflivich ende boven der erden was*» (306) soumirent aux Etats quelques propositions pratiques qui furent approuvées à la majorité des députés présents, malgré l'opposition du seigneur de Wezemaal, de chevaliers et de la ville de Bruxelles, qui s'inclinèrent néanmoins devant l'avis de la majorité. C'est ainsi qu'il fut décidé :

— que le duc ne serait enterré qu'après la désignation de son successeur ;
— que l'on continuerait à monnayer comme on l'avait fait du vivant de Saint-Pol ;
— que l'on continuerait à sceller avec les sceaux du défunt ;
— que l'on prorogerait les commissions de tous les officiers en exercice (307).

Pendant l'interrègne, c'est aussi aux trois Etats que le roi des Romains Sigismond s'adressa pour obtenir une aide militaire contre les Hussites (308).

Enfin, il appartint aux représentants du clergé, de la noblesse et des villes de désigner le nouveau duc. Mis en présence de deux prétendants, le duc de Bourgogne d'une part, et Marguerite de Bourgogne, douairière de Hollande et sœur de feu le duc Antoine, de l'autre, ils se prononcèrent pour le premier nommé (309). Cette élection constitue comme le point d'orgue de leur puissance. Car le nouveau règne ne leur permit pas même de maintenir leurs positions. Dès son avènement, Philippe le Bon tint à marquer que l'âge d'or des Etats était terminé. Il accorda une Joyeuse Entrée (5 octobre 1430) (310) nettement en retrait sur celle de son prédécesseur immédiat : au prix de quelques concessions qui toutes visaient à garder au Brabant une certaine indépendance au sein des autres principautés soumises au duc de Bourgogne, celui-ci réussit à introduire dans le Conseil deux membres laissés à son libre choix (sous la seule réserve qu'ils connaissent le thiois) (art. 5) ; il modifia aussi la clause la plus révolutionnaire du texte accordé par Philippe de Saint-Pol : les chancelier, conseillers et secrétaires devraient bien encore prêter serment aux trois Etats (art. 6 et 54), mais désormais il n'appartiendrait plus à ceux-ci de corriger eux-mêmes les parjures éventuels, mais simplement de signaler au prince les fautes commises, en lui laissant le soin de condamner les coupables (art. 6) (311).

(305) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 671-672.

(306) AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 113v°.

(307) *Brab. Yeesten*, t. III, pp. 672-675. — Le 3 septembre 1430, il fut expressément mandé au receveur de Brabant, Jean Baillart, de continuer l'exercice de sa charge «*also hij gedaen hadde*» et cela jusqu'à l'avènement du nouveau duc (AGR, CC, 2408, 2e compte, fol. 63v°).

(308) Lettre close datée de Nuremberg, le 22 septembre 1430, et adressée aux «*Venerabilibus et honorabilibus prelatis ac nobilis, baronibus, militibus, clientibus necnon prudentibus viris magistriscivium, scabinis, consulibus et tribus statibus ducatus Brabantie* ...» (ACO Dijon, B 488, liasse).

(309) Voir *supra*, p. 136.

(310) *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 152-165.

(311) Texte de l'art. 6 de la Joyeuse Entrée de 1427 (édit. *ibid.*, t. I, p. 146) : «*Ende vintmen dat-*

Philippe le Bon avait une autre assise que ses prédécesseurs immédiats : maître de nombreuses contrées, jouissant comme duc de Bourgogne d'un prestige certain, capable de mobiliser des troupes contre les opposants à sa politique — il l'avait démontré en Hollande et en Zélande notamment — le nouveau prince pouvait tenir tête à toute prétention des Etats qu'il jugerait inacceptable. On peut se demander dès lors pourquoi les Brabançons l'ont choisi comme duc. Les sources contemporaines ne fournissent aucune réponse précise à cette question. Mais, si les deux candidats qui s'opposèrent en 1430 pouvaient tous deux revendiquer une certaine «légitimité» en tant que descendants de Marguerite de Male, il est certain que Marguerite de Bourgogne n'avait, au moment de l'ouverture de la succession de Brabant, aucun poids politique par rapport à son neveu. Elle n'était plus que douairière de Hainaut, Hollande et Zélande, mais, qui plus est, elle était la mère d'une princesse déchue, Jacqueline de Bavière, livrée justement à la discrétion de Philippe le Bon (312). Si un duc puissant pouvait constituer une certaine menace pour les privilèges des Etats, il pouvait paraître tout aussi aléatoire de remettre son sort entre les mains d'une princesse trop faible, dont la présence à la tête du pays aurait pu avoir comme résultat d'isoler celui-ci sur le plan international, et cela à un moment où le roi des Romains n'avait nullement renoncé à revendiquer pour lui le duché (313).

*
* *

L'histoire des rapports entre les ducs de Brabant et les Etats de 1355 à 1430 a montré que ces derniers ont, pour asseoir leur influence, tiré parti de toutes les difficultés éprouvées par leurs princes. La conjonction de circonstances particulièrement favorables leur a permis de pousser très loin leurs avantages entre 1415 et 1430, en s'assurant un contrôle étroit sur le gouvernement du duché.

Le dernier chapitre de cette étude va tenter de montrer comment, dans la pratique, ce contrôle s'est exercé.

*
* *

ter eenich van onse raetslieden seghelere oft secretarisse voorschreven in heure raeden, officien ofte dienst hen misdragen oft misgrepen, datmen dan die corrigeren sal bij den edelen ende goede steden ons lants van Brabandt ofte den meestendeel van hen» ; dans la Joyeuse Entrée de Philippe le Bon, cela devient (t. I, p. 154) : «*ende vindtmen dat hier tegens eenige onse raetslieden, seghelaer ofte secretaris voorsz. in haere raede, officien, ofte diensten hen misdroeghen ofte misgrepen, dat* wij *dien daer af dan corrigheren sullen* bij rade *der edelen ende goeden steden des Lants van Brabant ofte den meestendeel van hen*».

(312) *AGN*, t. III, p. 249.

(313) Voir des lettres closes adressées par Sigismond à Philippe le Bon les 5 et 13 octobre 1430 (ACO Dijon, B 488, liasse, originales sur papier).

CHAPITRE III

LE CONTRÔLE PAR LES ÉTATS DE L'EXERCICE DU POUVOIR

Les interventions générales des Etats dans la vie politique du pays, fût-ce à titre purement consultatif, ont été déjà évoquées dans le premier chapitre de cette troisième partie.

Les pages qui suivent s'attacheront plus particulièrement à montrer par quels moyens les représentants des trois ordres ont pu, d'une part, limiter l'arbitraire du prince ou de ses représentants et, de l'autre, contenir le pouvoir ducal dans certaines limites déterminées.

Nous examinerons successivement :

— le Conseil de Kortenberg ;
— les enquêtes administratives ;
— le contrôle exercé sur les finances du prince ;
— le contrôle exercé sur le Conseil ducal.

Les deux premiers points seront traités assez sommairement, car ils ont déjà fait l'objet d'études approfondies. Les deux autres feront l'objet d'un développement un peu plus étendu.

I. *Le Conseil de Kortenberg*

Le Conseil de Kortenberg a été étudié par le R.P. J. van der Straeten (1).

Institué aux termes de la célèbre Charte de Kortenberg (27 septembre 1312) (2), il devait se composer de quatre chevaliers et de dix représentants des villes (3 pour Louvain, 3 pour Bruxelles, et 1 pour chacune des villes d'Anvers, de Bois-le-Duc, de Tirlemont et de Léau). En raison de la pauvreté de la documentation, on ne peut que s'interroger sur le fait de savoir si le nouvel organisme s'est mis à fonctionner immédiatement ; on croit discerner des traces de son activité en 1324 (3). Ce n'est que pour la seconde moitié du règne de Jean III qu'il existe des preuves suffisantes de son existence, et il est même possible d'en retracer assez exactement l'histoire entre 1350 et 1355-1356. Depuis 1332, il comptait non plus quatorze, mais seize membres : Anvers avait

(1) J. van der Straeten, *Het Charter* ... — Ce travail a suscité quelques réflexions de la part de M. P. Gorissen (*Het Parlement* ...), dont nous ne pouvons malheureusement suivre toutes les conclusions pour les raisons qui ont déjà été rapportées plus haut, p. 433, n. 22.

(2) Texte dans J. van der Straeten, *op. cit.*, t. II, pp. 12-21, avec fac-similé de l'original de Louvain.

(3) *Ibid.*, t. I, pp. 141-142.

alors eu droit à un représentant supplémentaire, et Nivelles, qui n'avait pas été incluse dans l'acte de 1312, reçut elle aussi le privilège d'envoyer un délégué (4).

Le Conseil de Kortenberg disparut une première fois de la scène brabançonne dans le courant de l'année 1356. Le Père van der Straeten a dû se contenter de constater que le duc Wenceslas ne l'avait plus réuni, sans pouvoir expliquer la raison précise de cette situation (5). Il nous semble cependant intéressant de souligner une concordance chronologique curieuse : c'est au moment même où la Joyeuse Entrée de janvier 1356 paraît avoir été suspendue de fait (6) que le Conseil cesse de fonctionner ; il y a peut-être là plus qu'une simple coïncidence.

La défaite de Wenceslas à Baesweiler, en 1371, et les événements qui y firent suite eurent pour effet de rendre vie à l'organisme mis en sommeil en 1356. Notons que le nouveau Conseil fut installé en avril-mai 1372, soit avant le retour du duc de captivité (début juillet 1372) et bien avant la confirmation de la charte de Kortenberg (17 septembre 1372) (7). Il devait compter seize membres, suivant les dispositions édictées en 1332, mais il était prévu de remplacer les deux délégués anversois par deux représentants du marquisat de Rijen (un de Lierre et un de Herentals) pour le cas, qui se vérifia d'ailleurs, où la ville d'Anvers, alors soumise au comte de Flandre, renoncerait à envoyer ses députés au Conseil.

Cette résurrection fut de peu de durée : fin 1375-début 1376, le Conseil disparut de nouveau, pour de bon cette fois. Les causes exactes de cet effacement ne sont pas connues ; il faut se borner à constater que le Conseil cessa de se réunir et que le silence se fit définitivement sur lui (8).

Quelle était la place occupée par le Conseil de Kortenberg au sein des institutions brabançonnes ?

Aux termes mêmes de la Charte de Kortenberg, et en vertu de ce que l'on sait de son activité, le Conseil fait figure tout à la fois de « Haute Cour consti-

(4) Dispositions contenues dans la première confirmation de la charte de Kortenberg (17 août 1332) : texte dans J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. II, pp. 27-29.

(5) Texte dans J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, pp. 186-188.

(6) Voir *supra*, p. 472. — Au moment où, en 1952, M. J. van der Straeten publia sa thèse, il ne pouvait évidemment avoir pris connaissance de l'étude que M. R. Van Uytven consacra en 1969 à la validité de la Joyeuse Entrée de 1356 (R. VAN UYTVEN, *De rechtsgeldigheid* ...) ; néanmoins il ne put manquer d'être frappé par les raisons que Wenceslas avait d'en vouloir aux villes brabançonnes pour leur attitude pendant l'invasion flamande (J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, p. 187 et n. 6).

(7) Voir aussi Annexe V, 164, 165 et 170.—L'acte du 17 septembre 1372 est publié par J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. II, pp. 32-44, avec reproduction photographique.

(8) *Ibid.*, t. I, pp. 257-260. — Cet auteur reprend une opinion émise par E. POULLET (*Histoire politique nationale*, t. II, p. 140), à titre d'hypothèse d'ailleurs, selon laquelle — c'est Poullet qui écrit — « une grande représentation des ordres du pays, — qui ne devait pas tarder à prendre le nom d'Etats, — acheva précisément dans la même période de se former et fut capable de contenir le pouvoir ducal ». En fait, les données rassemblées dans notre Annexe V, et les commentaires qui en ont été faits ci-dessus dans le premier chapitre de cette troisième partie, ne viennent nullement étayer cette hypothèse. Les Etats (même s'ils ne se nomment pas encore ainsi) sont actifs bien avant 1376, et il ne faut pas oublier non plus que ce sont eux qui ont rétabli le Conseil de Kortenberg à un moment où, profitant d'une position de faiblesse du duc, ils avaient atteint un haut degré de puissance.

tutionnelle», de «Cour de Cassation» et de «Haute Cour administrative» (9).

En tant que «Cour Constitutionnelle», le Conseil de Kortenberg devait veiller à ce que le duc ne taxât pas arbitrairement le pays (le prince ne pouvait lever d'aide que dans trois cas ; art. 1 de la Charte de 1312) et à ce qu'il respectât les privilèges de ses franches villes et de ses franchises (art. 3). Comme arme en cas de non-respect par le prince des dispositions «constitutionnelles», le Conseil pouvait décréter la suspension du prononcé des sentences et le refus de service dans tout le duché (art. 9).

C'est sans doute en raison de son droit de contrôler la légitimité des impositions extraordinaires que le Conseil eut à intervenir dans la levée de l'aide de 1372, qui entrait dans la catégorie des aides accordées de grâce et non de droit, puisqu'il s'agissait de payer non la rançon de Wenceslas, mais les frais de la guerre et les conséquences de la défaite subie par le prince.

Cet aspect de l'activité du Conseil de Kortenberg est loin d'être négligeable. Dans la pratique, néanmoins, son rôle le plus important, sa véritable raison d'être, fut de poursuivre les dénis de justice et de s'assurer que les juges et tribunaux se conformaient, dans leurs sentences, au droit qu'ils avaient à appliquer (art. 2). C'était là une protection contre l'arbitraire des officiers et des tribunaux du prince. Remarquons que, dans ce domaine, le Conseil n'avait pas à juger sur le fond d'une affaire, mais qu'il devait uniquement s'assurer que justice avait été rendue, et, dans l'affirmative, qu'elle l'avait été conformément au droit local. A ce titre, le Conseil avait aussi la haute juridiction administrative sur tous les officiers de justice ducaux. Il était habilité à recevoir toute plainte sur les exactions commises par ces derniers, et à s'ériger en juge de ceux-ci. Il pouvait non seulement les frapper d'interdit en cas de déni de justice (10), mais encore les condamner à de fortes amendes pour abus perpétrés dans l'exercice de leurs fonctions.

La procédure par plainte devant le Conseil de Kortenberg s'avérant parfois insuffisante pour porter remède à toutes les irrégularités, il fut aussi procédé à de grandes enquêtes, dont il sera reparlé plus bas, enquêtes qui furent supervisées, sinon ordonnées par le Conseil de Kortenberg, du moins pendant ses périodes d'activité.

Par son caractère de «garant de la constitution», le Conseil faisait aussi figure de haute autorité morale du duché. C'est sans doute à ce titre qu'il fut fait appel à son arbitrage à l'occasion de certains différends entre, par exemple, un seigneur local (le seigneur de Diest, l'abbé de Gembloux) et ses sujets.

Enfin, par ses origines et par sa composition, le Conseil de Kortenberg peut être considéré comme une sorte de députation permanente des Etats de Brabant.

(9) Sur l'activité du Conseil de Kortenberg, voir J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, pp. 222-255.

(10) Voir une sentence du Conseil de Kortenberg du 12 novembre 1340, frappant d'interdit pour déni de justice les maires de Brecht (prov. Anvers) et de Meerbeke (lez-Ninove, actuellement prov. Flandre orient.), en photo dans J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, planche entre les pp. 166-167. La pièce est intéressante. C'est le seul original connu émanant du Conseil de Kortenberg ; il est scellé du sceau du Conseil.

Comme tel, il participa à de nombreuses réunions des représentants du pays, et paraît même avoir eu le droit de convoquer ceux-ci en cas de besoin (11).

II. *Les grandes enquêtes administratives*

De tous les empêchements mis au bon fonctionnement de la justice, les plus fréquents étaient le fait des officiers du duc, dont certains pouvaient avoir tendance à se conduire en petits potentats locaux ou à tirer profit de leur position pour s'enrichir sur le dos des administrés. Les Etats s'émurent à plusieurs reprises de cette situation, et la création du Conseil de Kortenberg devait dans une grande mesure répondre à ces préoccupations (12). Mais le Conseil ne pouvait suffire à la tâche. De plus, il présentait un autre inconvénient : il ne se rendait pas sur place pour entendre les doléances ; les personnes ou les communautés qui croyaient avoir lieu de se plaindre devaient venir lui présenter leurs griefs. Or, à partir de son apparition jusqu'en 1356, il n'eut qu'un siège unique : Kortenberg. Ce n'est que lors de son rétablissement en 1372 que le Conseil fut autorisé à siéger dans la ville où il lui paraissait le plus utile de se trouver (13), mais même alors, il devait se contenter de recevoir les plaintes. Cela ne parut pas suffisant, et les Etats laïques obtinrent dès 1332 que des enquêtes fussent menées dans tout le duché sur l'activité des officiers locaux ou régionaux du prince.

Le Brabant connut plusieurs enquêtes générales : les sources nous font connaître celles de 1333-1335, 1351, 1363, 1372, 1381 et 1389 (14). Peut-être y en eut-il d'autres (15). Toutes cependant ne furent pas dues à l'initiative des Etats : seules la première, la deuxième et la quatrième des enquêtes connues ont été organisées à coup sûr à la demande des Brabançons, les autres le furent directement par les ducs. Nous y reviendrons plus loin.

Les trois enquêtes mises sur pied à l'initiative des Etats portèrent essentiellement sur la façon dont les justiciers ducaux s'étaient acquittés de leurs fonctions.

(11) Rappelons que ce qui précède ressort de ce qu'écrit J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, pp. 222-255 ainsi que des documents mis en œuvre par cet auteur et édités par lui en annexe de son travail (t. II). Pour la convocation des Etats par le Conseil de Kortenberg, voir plus spécialement t. I, p. 254.

(12) Voir à ce sujet le sentiment de J. BOLSÉE, *La grande enquête* ..., pp. X-XI.

(13) Art. 10 de l'acte du 17 septembre 1372 qui dit explicitement que cette nouvelle disposition veut éviter les inconvénients causés par l'obligation qui existait jusqu'alors de se rendre à Kortenberg.

(14) L'histoire de ces enquêtes a été retracée par J. BOLSÉE, *La grande enquête* ..., pp. XII-XL ; voir aussi C. PIOT, *Une grande enquête* ..., et du même, *Deux nouvelles enquêtes* ... — Le rôle du Conseil de Kortenberg dans les quatre premières enquêtes a été relevé par J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, pp. 146-163 et 193-214.

(15) J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, p. 158, n. 44. — On sait aussi que la Joyeuse Entrée de 1356 définit une nouvelle procédure destinée à permettre le contrôle par les Etats de la gestion de tous les officiers ducaux, ainsi qu'à recueillir les plaintes dirigées contre ceux-ci (J. BOLSÉE, *La grande enquête* ..., p. XIX ; voir art. 15 de la Joyeuse Entrée de 1356, éd. R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst* ..., pp. 100-101). Cette procédure devait entraîner la mise en vigueur de l'annalité des fonctions pour tous les receveurs et justiciers ducaux. Mais on sait aussi que la Joyeuse Entrée ne fut pratiquement pas appliquée (voir plus haut, p. 472).

Elles furent conduites par des commissaires qui doivent être considérés comme des représentants des nobles et des villes, nonobstant le fait que, formellement, ils tenaient leur nomination du duc.

Les documents sont relativement abondants au sujet de la première et de la deuxième de ces trois enquêtes. Grâce à eux, l'on sait qu'en 1372 le travail fut confié à trois commissions successives, la première chargée de l'enquête proprement dite, la deuxième du jugement des officiers reconnus coupables, et la troisième de la perception des amendes infligées à ceux-ci. Les enquêteurs étaient au nombre de dix, et comprenaient deux nobles, deux représentants de chacune des villes de Louvain et de Bruxelles, et un représentant de chacune des villes de Bois-le-Duc, Tirlemont, Léau et Nivelles. Onze autres personnes formaient le collège des juges : parmi elles trois nobles et huit délégués des villes répartis de la même manière que dans la première commission. Enfin, les receveurs étaient six : deux nobles, deux représentants de Louvain et deux de Bruxelles (16).

Par contre, en 1332, il ne devait y avoir à l'origine que deux commissions : l'une d'enquêteurs-juges, l'autre de receveurs des amendes. Le première comprenait dix membres (deux conseillers du duc, deux représentants de chacune des villes de Louvain et de Bruxelles, et un représentant de chacune des villes d'Anvers, Tirlemont, Bois-le-Duc et Nivelles) ; elle n'accomplit que la première partie de sa tâche, c'est-à-dire le rassemblement des doléances. L'insécurité née de la tension internationale entraîna Jean III à prendre de nouvelles dispositions pour l'examen des plaintes recueillies par les enquêteurs. Une nouvelle commission de juges fut nommée qui ne comprenait plus de délégués du Conseil ducal. Ceux-ci furent remplacés par quatre nobles représentant le plat pays. Les villes, quant à elles, gardèrent le même nombre de députés au sein de la nouvelle commission. En ce qui concerne les receveurs, ils étaient au nombre de six : deux conseillers ducaux, deux députés de Louvain et deux de Bruxelles (17).

On le constate, les grandes enquêtes décidées par les Etats et sur lesquelles les renseignements sont suffisamment abondants, furent menées de bout en bout sous le contrôle des nobles et des villes. Car si, en 1332, des délégués du duc ont participé aux opérations, ils étaient nettement minoritaires au sein des commissions chargées des phases successives de l'enquête.

L'on est moins bien renseigné sur l'enquête de 1351, mais le peu qu'on en sait permet de dire qu'elle fut menée sous le contrôle du Conseil de Kortenberg, et peut-être à son initiative (18).

Disons un mot maintenant des enquêtes menées pour le compte des ducs. En Brabant comme dans d'autres contrées (19), le pouvoir princier qui avait dû ac-

(16) J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, p. 199.

(17) *Ibid.*, t. I, pp. 150-151 et J. BOLSÉE, *op. cit.*, pp. XIII-XVI.

(18) J. VAN DER STRAETEN, *op. cit.*, t. I, pp. 157-161.

(19) J. BOLSÉE, *op. cit.*, p. VIII, signale qu'à l'étranger les enquêtes administratives étaient parfois devenues «un instrument de fiscalité», mais cet auteur ne croit pas que ce fut le cas en Brabant. Pour lui, la plupart des enquêtes furent imposées aux princes. Il ignore d'ailleurs que celle de 1363 fut d'initiative ducale (voir *infra*, n. 21).

cepter, parfois de mauvaise grâce, le principe d'enquêtes administratives imposées par les Etats, avait sans doute assez rapidement compris l'intérêt financier qu'il pouvait éventuellement retirer d'opérations similaires, qui, non seulement faisaient espérer un profit immédiat, grâce à la perception des amendes infligées aux officiers indélicats, mais permettaient aussi de déboucher indirectement sur le contrôle de la comptabilité de l'ensemble des agents ducaux. La plupart de ceux qui furent poursuivis et condamnés lors des enquêtes ducales le furent en effet pour irrégularités dans la tenue de leurs comptes : non-inscription de recettes ou consignations en dépense de sommes indues (20).

La première enquête organisée à l'initiative des ducs le fut en 1363. Elle fut conduite par les conseillers ducaux ; les amendes infligées à cette occasion ne furent perçues par le trésor qu'en 1370-1371 (21). Que cette enquête ait été accomplie en dehors de l'intervention des Etats ressort de la qualité des enquêteurs, mais aussi du fait qu'en 1372 les nobles et les villes refusèrent de tenir compte de ce qui avait été fait en 1362, et prétendirent faire examiner la conduite des officiers ducaux à partir de 1351, année de la dernière enquête menée par leurs soins (22).

Les enquêtes de 1381 et de 1389 présentent des caractères différents de celles que nous avons examinées jusqu'ici. De 1332 à 1372, il s'était agi, tant du côté des Etats que du côté des ducs, de contrôler la façon dont les officiers de justice s'acquittaient de leurs devoirs. Les points de vue n'étaient évidemment pas les mêmes : les commissaires des Etats recherchaient les torts commis à l'encontre des administrés, tandis que les ducs se préoccupaient plutôt de relever les indélicatesses commises à leur propre égard.

En 1381, en revanche, le but poursuivi fut de traquer les exactions et les abus commis lors de la levée des aides, et cela tant par les asséeurs que par les receveurs et par les seigneurs locaux (23). En 1389 enfin, l'enquête générale porta cette fois sur l'ensemble des officiers ducaux, tant receveurs que justiciers, de même que sur les «bas seigneurs» (24).

Nous avons vu jusqu'ici les Etats tenter de s'assurer de la «constitutionnalité» des actes des ducs ainsi que du respect de la justice par les représentants de ceux-ci. Mais les nobles et davantage encore les villes ne se contentèrent pas de ce rôle somme toute assez négatif : ils s'efforcèrent d'agir plus directement sur le

(20) *Ibid.*, p. XXXII, voir les motifs les plus fréquents de condamnations.

(21) Nombreuses quittances émanées de la duchesse Jeanne, et datées de juillet 1370 à octobre 1371 (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. IV, *passim* ; voir aussi à partir du n° 2732, quelques actes de même nature datés du seul millésime de 1370, vieux style). — Inscription dans le compte de la recette de Brabant de 1370-1371 : AGR, CC, 2357, p. 24 ; voir aussi p. 80 et CC, 2378, p. 17. — Ni J. BOLSÉE ni J. VAN DER STRAETEN n'ont remarqué que cette enquête de 1363 devait être rangée parmi celles qui furent décidées par les ducs eux-mêmes.

(22) J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. I, p. 162, a bien vu que les Etats, en 1372, avaient négligé de tenir pour valable l'enquête de 1363, mais comme il ne s'était pas rendu compte qu'elle avait été menée par le Conseil ducal, il n'avait pas bien compris la raison de cette attitude.

(23) J. BOLSÉE, *La grande enquête ...*, p. XXV.

(24) *Ibid.*, p. XXXV.

gouvernement du duché, tout d'abord en s'assurant un droit de regard sur les moyens de toute politique, c'est-à-dire sur les ressources financières du duc, et ensuite en contrôlant d'aussi près que possible ceux-là mêmes qui aidaient le prince à élaborer ses décisions, à savoir les membres du Conseil ducal.

III. *Le contrôle exercé sur les finances du prince*

1. Le contrôle des finances extraordinaires.

Il n'est pas étonnant que le premier domaine où les Etats aient tenu à s'assurer un certain droit de regard en matière financière ait été celui des aides et subsides. En effet, si les ressources ordinaires du prince pouvaient être considérées assez facilement comme sa «propriété» personnelle, et s'il était possible d'admettre que leur utilisation ne regardait au premier chef que leur possesseur naturel, les aides quant à elles étaient versées par l'ensemble des sujets, souvent de grâce et non de droit, et il était normal que les contribuables fussent au moins informés de la manière dont leur contribution était utilisée. Assez rapidement, les Etats obtinrent plus que cela : ils purent participer activement à la levée et à la dépense des subsides octroyés par eux. Mais ici il faudra distinguer les moments où le pouvoir ducal est affaibli et ceux où il est en mesure de défendre ses prérogatives. Le tableau qui suit montrera mieux que de longs développements ce qu'il en fut exactement. Il précise, en regard de chaque aide, sa nature (ordinaire ou extraordinaire) ([25]), puis les personnes chargées à chaque fois de l'assiette et de la recette. Les données en sont fournies par les travaux consacrés à la question par Mme A. Van Neck ([26]).

(25) Sur le caractère «ordinaire» ou «extraordinaire» de l'aide en Brabant, voir les travaux cités de Mme Van Neck, ainsi que *supra*, pp. 122-123.

(26) Voir à la bibliographie.

Dates	Votants	Nature	Taxateurs (répartiteurs)	Receveurs	Divers
1) 1356	3 Etats	extraord. (guerre)	*a)* Brabant sauf mairie de Bois-le-Duc *b)* mairie de Bois-le-Duc	*a)* le receveur de Brabant + 3 délég. de Louvain 2 délég. de Bruxelles *b)* Gherlac De Roover, de Bois-le-Duc	
2) 1362	2 Etats (27)	extraord. (guerre)	?	*a)* 1/3 dû par clergé : le receveur de Brabant *b)* 2/3 dus par villes et plat pays : le receveur de Brabant le chancelier 2 députés de Louvain 1 député de Bruxelles	
3) 1372-1374	2 Etats (27)	extraord. (dettes de guerre)	4 nobles choisis par les Etats	2 nobles choisis par le Conseil de Kortenberg 2 nobles choisis par les Etats laïques 2 députés de Louvain 2 députés de Bruxelles 1 député de Bois-le-Duc 1 député de Tirlemont	Dépensiers de l'aide : les receveurs ci-contre contrôlés par 1 ou 2 représentants des ducs
4) 1383	3 Etats	extraord. (dettes)	4 nobles de l'entourage ducal dont le drossard et le receveur de Brabant 1 clerc de la chancellerie	*a)* 1/3 dû par le clergé : le receveur de Brabant *b)* 2/3 restant : les receveurs des villes ?	Dépensiers de l'aide : les villes sous le contrôle du receveur de Brabant.

(27) Engagent le clergé malgré lui.

Dates	Votants	Nature	Taxateurs (répartiteurs)	Receveurs	Divers
			les villes de Louvain, Bruxelles, Bois-le-Duc, Tirlemont, Nivelles et Léau		
5) 1386	3 Etats	extraord. (dettes de guerre)	?	? (les receveurs des villes ?)	Dépensiers de l'aide : comme en 1383 ?
6) 1388	2 Etats laïques	extraord. (guerre)	?	choisis par les villes	
7) 1390	3 Etats	extraord. (guerre)	?	3 nobles choisis par le plats pays 2 députés de Louvain 2 députés de Bruxelles	
8) 1394	clergé villes	extraord. (dettes)	?	part des laïques : 2 conseillers ducaux 4 députés du plat-pays (nobles) des députés des villes	
9) 1408	3 Etats	ordinaire ? [28] (Joyeuse Entrée)	le receveur de l'aide	1 receveur de l'aide (nommé par le duc ; c'est le receveur de Brabant)	

(28) Le «cas» n'est pas prévu par les grandes chartes du pays ; toutefois il apparaît que, au XV siècle au moins, le motif a été considéré comme suffisant pour faire de l'aide une aide ordinaire (voir A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect*..., p. 68).

Dates	Votants	Nature	Taxateurs (répartiteurs)	Receveurs	Divers
10) 1409	3 Etats	ordinaire (mariage)	le receveur de l'aide	*a*) 1/3 du clergé : 1 receveur particulier (cette part = attribuée à Elisabeth de Görlitz) *b*) 2/3 des laïques : le receveur de Brabant	
11) 1413	3 Etats	extraord. (guerre)	le receveur de l'aide	*a*) 1/3 du clergé : ≠ versé (1 somme minime = versée au receveur de Brabant) *b*) 2/3 des laïques : 1 receveur de l'aide nommé par le duc	
12) 1414	3 Etats	extraord. (guerre)	le receveur de l'aide	1 receveur de l'aide nommé par le duc	Compte examiné le 25-II-1416 par les conseillers-régents
13) 1420 (octroyée au régent)	3 Etats	extraord. (guerre)	?	*a*) part du clergé : les changeurs de Louvain et de Bruxelles un maître de la CC le receveur de Brabant (du régent) *b*) part des laïques :	

Dates	Votants	Nature	Taxateurs (répartiteurs)	Receveurs	Divers
				— le changeur de Bruxelles (= sûr) — les changeurs de Louvain, Anvers et Bois-le-Duc ?	
14) 1421 (29)	2 Etats laïques	± ordin. (Joyeuse Entrée)	délégués du duc et des 4 chefs-villes	les changeurs des 4 chefs-villes sous la responsabilité desdites villes	Audition : des conseillers ducaux et des membres de la CC
15) 1424	3 villes de Louvain Bruxelles et Anvers	extraord. (dettes)	désignés par les 3 villes	désignés par les 3 villes	
16) 1424	2 Etats laïques	extraord. (guerre)	?	receveur de Brabant (*partim*) les autres receveurs ≠ connus	
17) 1428	3 Etats	± ordin. (Joyeuse Entrée)	gens de la CC	en théorie : 6 receveurs (3 nobles, 3 bourgeois) à désigner par 7 villes principales ; en fait et pour le 1er terme seulement : 4 des 6 receveurs seulement sont désignés. Les autres termes = levés sous Philippe le Bon par les changeurs des chefs-villes	Dépensiers de l'aide : les receveurs Audition : 1er terme en 1430 : les villes. Autres termes : en 1433, le Conseil de Brabant et les 2 Etats laïques

(29) Après cette aide de 1421, Mme Van Neck mentionne une aide qui aurait été accordée par le clergé en 1423. Mais ce n'est pas une aide véritable : en effet, c'est plutôt un don de 4.000 couronnes que les établissements religieux firent au duc pour prix de certains privilèges obtenus de lui (A. Van Neck, *Les aides générales* ..., I, p. 78).

Il apparaît nettement que, sauf pendant le règne d'Antoine, les aides sont vraiment l'affaire des Etats. En effet, ce sont eux qui

— votent le subside ;
— participent aux décisions relatives à son affectation (30) ;
— interviennent directement dans sa levée, souvent avec mais parfois aussi sans la collaboration d'agents du pouvoir ducal (31).

Il leur est même arrivé, en 1428, de mettre sur pied une commission chargée de vérifier le bien-fondé des demandes de remboursement introduites par les créanciers ducaux qui devaient être payés sur le produit de la première aide accordée à Philippe de Saint-Pol. Cette commission fut formée de sept nobles et de sept représentants des bonnes villes (un pour chacune des sept villes principales du duché) (32).

Les aides constituaient la part la plus importante des ressources extraordinaires du duc. D'autres possibilités s'offraient à lui par le recours à l'emprunt. Dans ce domaine aussi, nous voyons les Etats intervenir à l'occasion. C'est ainsi qu'en 1425, Jean IV, lancé dans sa campagne contre le duc de Gloucester pour la reconquête du Hainaut, dut, malgré deux subsides obtenus l'année précédente de ses sujets brabançons (33), emprunter de l'argent à des marchands établis à Bruges. Il ne put obtenir satisfaction que grâce au fait que des membres des Etats laïques acceptèrent de se porter garants pour lui (34). Il paraît évident que, ce faisant, les nobles et les villes pouvaient espérer que le produit de l'emprunt serait utilisé à bon escient.

2. Le contrôle des finances ordinaires.

En principe, les finances ordinaires du prince auraient dû échapper au contrôle des Etats, puisque, comme nous l'avons déjà rappelé (35), elles présentent un caractère plus «privé». Et cela aurait peut-être été le cas si le trésor ducal avait toujours été en boni. Il n'en fut évidemment pas ainsi, le prince se retrouvant bien plus souvent débiteur que créancier. Or les personnes à qui le duc de Brabant devait des sommes parfois considérables n'avaient que trop tendance à s'en prendre, en cas de non-remboursement dans les délais fixés, aux Brabançons en général. Ceux-ci étaient dès lors intéressés directement non seulement à sortir leur prince de ses embarras financiers, en lui accordant par exemple une aide extraordinaire, mais aussi à s'assurer de la bonne gestion de la fortune ducale, dans l'espoir de voir réduire les causes d'un déficit quasi permanent.

(30) A. MOUREAUX-VAN NECK, *Un aspect* ..., pp. 87 et suiv.
(31) Nous n'envisageons ici la situation qu'au niveau le plus élevé, c'est-à-dire à celui de la direction de la recette des aides. Car au niveau local, c'étaient les officiers de justice du prince qui étaient chargés de recouvrer les cotisations (*ibid.*, pp. 82-83).
(32) *Ibid.*, p. 90.
(33) Voir sous 15 et 16 dans le tableau ci-dessus.
(34) Sur cet emprunt, voir M.-R. THIELEMANS, *Un emprunt brabançon* ...
(35) Voir *supra*, p. 530. — Pour la composition des revenus ordinaires du duc, voir *supra*, pp. 232-233.

C'est donc normalement à l'occasion de crises financières aiguës que les Etats tentèrent d'établir leur contrôle sur la perception et l'utilisation des revenus ordinaires du duc. Il leur arriva même exceptionnellement de prendre directement en main la gestion du trésor.

Ainsi, en 1314, Jean III fut contraint d'abandonner aux villes la haute direction de ses finances. Le jeune prince avait hérité d'une situation financière difficile. Les villes, les abbayes et le pays dans son ensemble lui proposèrent de l'aider à payer ses dettes jusqu'à concurrence d'une somme de 40.000 livres de France. L'argent nécessaire lui serait avancé, mais en contrepartie, et jusqu'à remboursement de ce prêt, les villes assumeraient la gestion de toutes les finances ducales au moyen d'une commission formée de députés désignés par elles. Les modalités de cet accord, limité dans le temps par sa nature même, forment le contenu de la seconde charte romane du 12 juillet 1314 (36). Cet acte prévoyait :

— la mise à la disposition de la commission désignée par les villes de toutes les ressources ducales (art. 4) (37) ;
— la nécessité d'un avis favorable des deux Etats laïques (les «*boines villes*» et le «*pays*») en cas de nomination ou de démission du drossard de Brabant, de tous les justiciers et de tous les receveurs (art. 1) ainsi que du garde des sceaux (art. 2) ;
— la nécessité d'un avis favorable des mêmes Etats laïques en cas de dépense importante envisagée par le duc (art. 2) ou en cas de désir de celui-ci de faire un don à charge de son patrimoine (art. 3) ;
— enfin le contrôle périodique des comptes de tous les officiers comptables, contrôle qui devait s'effectuer devant le duc, son Conseil et les députés des «bonnes villes» (art. 5).

La commission chargée du gouvernement des finances ducales fut effectivement installée en août 1314 (38). Le duc put y faire entrer deux nobles, Gérard de Diest et Daniel de Bouchout. Il confia aux commissaires tout son avoir («... *hebben hen ... al onse goet, in wat manieren dat gheheten mach sijn, dat wi hebben ende hebben selen, in wat manieren dat zij, in handen gheset ende*

(36) Texte édité par E. LOUSSE, *Les deux chartes romanes ...*, pp. 40-47. Il s'agit de l'acte connu autrefois sous le nom, inexact, de «Charte wallonne». Un autre acte, de la même date, et baptisé autrefois tout aussi à tort «charte flamande», octroie aux Brabançons quelques privilèges, «perpétuels» ceux-ci, en échange de l'aide promise (texte *ibid.*, pp. 23-31).

(37) De ce fait, et à la lecture du texte complet de l'acte, il n'est pas permis de souscrire à l'opinion de M. LOUSSE (*op. cit.*, p. 4, n. 1) qui voit dans ce document l'équivalent d'une «instruction d'aide». En 1314, il ne fut à aucun moment question d'une «aide» au sens technique habituel de ce terme, mais bien d'un prêt remboursable consenti par le pays au duc. Et les dispositions de la seconde charte romane du 12 juillet 1314 ne valent que jusqu'au remboursement de ce prêt ; le texte le dit très clairement, et M. Lousse le souligne lui-même (p. 3). Mais il ne semble pas avoir vu que l'acte prétendait s'appliquer à toutes les ressources du duc et avait pour but tout spécial de mettre sous le contrôle des villes la gestion des revenus ordinaires et des officiers chargés de les percevoir.

(38) Edition du texte dans J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. II, pp. 120-121. — Une autre copie, aujourd'hui perdue, existait autrefois aux AGR (voir A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, II[e] partie, t. II, p. 5).

willen dat hen in handen come, om te bekeerne in orboeren ende in profite ons ende ons lants»). On ne sait quand la mission de cet organisme prit fin.

Un peu plus de cent ans plus tard, les Etats prirent une seconde fois en main la gestion des finances ducales. Les faits se situent pendant la minorité du duc Jean IV, et se sont déroulés en trois phases.

Dans un premier temps, la recette de Brabant a continué de fonctionner comme à l'époque du feu duc Antoine, mais le receveur, ou le faisant fonction (39), est responsable devant le Conseil de régence, lui-même émanation des Etats de Brabant qui exercent en fait l'autorité «souveraine» pour le duc mineur (40).

Le deuxième phase s'ouvre le 29 janvier 1417. Ce jour-là, les trois Etats décidèrent de prendre plus directement en main la direction de la politique financière. D'une certaine manière, on peut dire qu'ils se sont établis collectivement comme «gouverneurs des finances», et cela au prix d'une contribution relativement modeste de leur part aux dépenses de leur prince, avec qui ils conclurent un contrat de cinq ans. Aux termes de celui-ci, les Etats s'engageaient à prendre en charge les frais de la Maison ducale, jusqu'à concurrence d'une somme de 16.000 couronnes par an ; de cette manière, il ne serait plus nécessaire de puiser dans les revenus ordinaires pour assurer la vie journalière de l'Hôtel, et la totalité des recettes ducales pourrait être consacrée à payer les dettes de Jean IV ou à lever des hypothèques pesant sur le domaine. Après un an de ce régime, le duc pourrait songer à reprendre la responsabilité de l'ensemble de ses dépenses, mais il lui faudrait prévenir les Etats douze mois d'avance (41).

Sur le plan exécutif et administratif, les mesures prises en janvier 1417 n'apportèrent aucun changement : le receveur de Brabant, alors Guillaume van den Berghe, resta en place, et continua à être soumis au Conseil de régence.

Tout changea lorsque le duc prétendit modifier la composition de son Conseil (42). A ce moment, en septembre 1417, les villes s'emparèrent seules, au nom des trois Etats, de la gestion même des finances ducales. Elles remplacèrent

(39) Pour la liste des receveurs en titre ou intérimaires, voir Annexe III, II, B.

(40) Voir à ce sujet III[e] partie, chap. II.

(41) Ce qui implique que le régime ainsi défini devait, en tout état de cause, rester en vigueur pendant au moins deux ans. — Copies de l'acte du 29 janvier 1417 par lequel Jean IV fait connaître la conclusion du contrat : AGR, CC, 10, fol. 502, CC, 11, fol. 134, Bibl. royale, Mss n° 18.735, fol. 97. — Extraits publiés par F. FAVRESSE, *L'avènement ...*, p. 166, n. 4. — La portée de cet acte n'a pas toujours été exactement comprise. Ainsi F. FAVRESSE (*op. cit.*, p. 166) dit que, par ce document, les Etats «obtinrent la gestion des finances du duché», et il n'insiste pas assez sur le fait que c'est de leurs propres deniers que ces Etats doivent assurer les dépenses de l'Hôtel ducal. En réalité, comme nous venons de le rappeler, les Etats contrôlaient la gestion des finances depuis la mort du duc Antoine. En janvier 1417, c'est plutôt une «aide» qu'ils apportent à Jean IV, mais cette aide est limitée (80.000 couronnes au plus en cinq ans si le contrat n'est pas dénoncé avant terme) et conditionnelle (la contribution apportée a une destination bien définie, et de plus, les revenus ducaux libérés par l'apport des 16.000 couronnes annuelles reçoivent eux aussi une affectation bien déterminée). Finalement le contrat de janvier 1417 n'a pu avoir comme effet immédiat que de renforcer le contrôle des Etats sur la direction politique des finances et, comme théoriquement ce contrat devait rester en vigueur au moins jusqu'à la fin du mois de janvier 1419, le contrôle paraissait assuré jusque bien au delà de la majorité du duc.

(42) Voir *supra*, p. 286.

Guillaume van den Berghe par un receveur dévoué à leur cause. La situation resta inchangée pendant quatre mois, après quoi Jean IV, devenu majeur, reprit la direction de ses revenus et de ses dépenses en rétablissant van den Berghe à la tête de la recette de Brabant (43).

La prise en main complète des finances ordinaires par les Etats est donc exceptionnelle : il n'y en a que deux exemples en un peu plus de cent ans et, dans chaque cas, les Brabançons semblent avoir profité du fait qu'ils se trouvaient en présence d'un prince en bas âge : en 1314, Jean III avait quatorze ans ou à peine plus (44) ; en janvier 1417, Jean IV célébrait son quatorzième anniversaire.

En réalité, le souci principal et permanent des Brabançons fut de se prémunir contre les suites néfastes d'un éventuel endettement du duc à l'égard surtout de personnes étrangères au duché. C'est là l'origine de l'art. 1 de la première charte romane du 12 juillet 1314, par lequel Jean III promettait «*que se on prendroit ou ait pris de aucune personne de nous boines villes, ou des abbeys, ou du pays de Brabant, le sien en l'occoison de nous, de nous successeurs ou de nous dettes, que ce on paiera de nous plus apparilliés biens*» (45). Cette disposition fut reprise en des termes légèrement modifiés dans les Joyeuses Entrées successives (46).

3. Le contrôle exercé sur la frappe des monnaies.

Il est un autre domaine où les Etats obtinrent, dès le début du XIV^e^ siècle, le droit d'exercer leur contrôle. C'est celui de la frappe des monnaies. Il s'agissait essentiellement pour les Brabançons de se prémunir contre la fabrication et la mise en circulation de mauvaise monnaie et contre toute dévaluation intempestive, cela pour des raisons économiques évidentes. C'est l'article 2 de la première charte romane du 12 juillet 1314 qui accorda pour la première fois aux Etats le droit de donner leur avis avant qu'il ne soit entrepris de frapper de nouvelles espèces. Il fut décidé de plus que les ateliers de monnayage ne pourraient plus être établis en dehors du territoire des villes franches du duché, de sorte qu'ainsi situés ils se trouvaient de *facto* sous le regard des magistrats locaux (47). Cette double mesure de sécurité fut reprise dans les Joyeuses Entrées des successeurs de Jean III (48).

(43) Voir *supra*, p. 497.

(44) D'après C. KNETSCH, *Das Haus Brabant*, I, p. 38, qui reprend de Dynter, Jean III serait né en 1300. D'après C. BUTKENS, il aurait été un rien plus âgé (dans ses *Trophées*, t. I, p. 440, Butkens écrit que ce prince avait environ cinquante-neuf ans à sa mort, fin 1355).

(45) E. LOUSSE, *Les deux chartes* ..., p. 24.

(46) Art. 5 de la Joyeuse Entrée de Jeanne et Wenceslas (éd. R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst*..., pp. 97-98) ; art. 5 de la Joyeuse Entrée d'Antoine — et par conséquent aussi de celle de Jean IV qui reproduit textuellement la Joyeuse Entrée de son père — (éd. *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 141) ; art. 10 de la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol (*ibid.*, t. I, p. 146). Ces articles se réfèrent explicitement à la «*Walssche charteren*».

(47) Art. 2 de la première charte romane : éd. É. LOUSSE, *Les deux chartes*..., p. 24.

(48) Art. 13 de la Joyeuse Entrée de Jeanne et Wenceslas (éd. R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst*..., pp. 99-100), dont le texte est encore plus explicite, quant aux motivations de cette disposition, que celui de la charte de 1314 ; art. 9 des Joyeuses Entrées d'Antoine et de Jean IV (éd. *Placcaeten van Brabandt*, t. I, p. 142) ; art. 15 de la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol (éd. *ibid.*, t. I, p. 147). Commentaire de ces dispositions dans E. POULLET, *Mémoire sur l'ancienne constitution brabançonne*, pp. 122 et suiv. — Sur l'importance des questions monétaires dans l'évolution des assemblées représentatives, voir B. GUENÉE, *L'Occident*..., pp. 253-254.

Le consentement des Etats à la frappe d'une nouvelle monnaie est régulièrement mentionné dans les ordonnances monétaires des ducs de Brabant (49). Il ne faudrait pas y voir une simple clause de style : lorsque les ducs ont tenté de se passer de l'avis de leurs sujets, ils se sont fait sévèrement rappeler à l'ordre. Ainsi, en 1380, Wenceslas et Jeanne avaient voulu rouvrir leur atelier de Louvain, fermé depuis plus de trois ans, en y faisant frapper une monnaie dévaluée, et ils avaient cru pouvoir se contenter de l'accord de la seule ville de Louvain (ordonnance du 24 novembre 1380) (50). Bruxelles réagit immédiatement, provoquant une réponse embarrassée des ducs (51) et une série

(49) Voir par exemple les ordonnances de Wenceslas et Jeanne du 6 juin 1381 (AGR, Chartes de Brabant, n° 5780, copie sur parchemin ; édit. : C. PIOT, *Discussions* ..., pp. 192-198, rééd. par H. LAURENT, *La loi de Gresham* ..., pp. 131-140 : «*met rade, wille ende consenten ende ghemeynen overdraghe onser prelaten, baenrotsen, ridderen, steden ende ghemeins lands van Brabant, wy met hen ende sy met ons eendrechtechlec een nuwe silveren munte gheordineert hebben te doen maken* ...»), d'Antoine du 20 décembre 1409 (Chartes de Brabant, copie sur parchemin ; édit. : C. PIOT, *Documents sur quelques monnaies* ..., pp. 256-260 : «*met rade, wil, consent ende gemeynen overdrage onser prelaten, baenroitsen, ridderen, goeder steden ende des gemeyns lants van Brabant voirsc., wi met hen ende sy met ons eendrechtichlic geordineert hebben te doen maken ende te slaen* ...». — La formule, on le constate, n'a pas changé), de Jean IV du 17 février 1420 (édit. F. VERACHTER, *Documens pour servir à l'histoire monétaire* ..., pp. 132-139 : «*met rade ... overdrage der prelaten, ... ende onse gemeyns lands van Brabant* ...», le reste étant identique à la formule utilisée par Antoine), de Philippe de Saint-Pol du 26 août 1429 (AGR, CC, 18065, fol. 1-2 ; édit. F. VERACHTER, *Documens* ... pp. 75-80 : «*by raide ende goetduncken van ons selven ende onsen gemeynen raide, ende by wille ende consenten van onsen gemeynen lande, te weten den prelaten, edelen ende dmeestedeel vanden goeden steden*»), du même du 14 décembre 1429 (CC, 18065, fol. 2v°-3 ; modification de l'ordonnance du 26 août 1429 après en avoir référé aux «*gedeputerden*» assemblés à Bruxelles ; éd. F. VERACHTER, *Documens* ..., pp. 80-81), du même encore, du 10 mai 1430 (Chartes de Brabant, orig. sur parchemin ; édit. : F. VERACHTER, *Documens* ..., pp. 97-102 ; et C. PIOT, en annexe à un compte rendu, dans REVUE DE LA NUMISMATIQUE BELGE, t. I, s.d., pp. 136-144 ; même formule qu'en 1409).

(50) Sur les événements monétaires de 1380-1381, voir H. LAURENT, *Les Etats de Brabant en 1380-1381*, et surtout, du même auteur, *La loi de Gresham* ..., pp. 19-36, qui n'a toutefois pas exactement saisi le sens du conflit ayant opposé les ducs aux Etats, et qui n'a pas dépouillé, à ce propos, les comptes de la ville de Louvain (sur *La Loi de Gresham*, voir le compte rendu qu'en a fait M. H. VAN WERVEKE, dans RBPH, t. XII, 1933, pp. 748-752). L'ordonnance du 24 novembre 1380 a été publiée une première fois par C. PIOT, *Ancienne administration monétaire* ..., pp. 56-58 et rééditée par H. LAURENT, *La loi de Gresham* ..., pp. 113-116. — D'après les renseignements fournis par les comptes de Louvain, il semble que les ducs avaient déjà rouvert la monnaie de Louvain avant le 24 novembre (voir Annexe V, 484). Le préambule de l'acte du 24 novembre 1380 et le document dont il est question à la note suivante donnent les raisons des mesures décrétées par Wenceslas et Jeanne : il s'agissait pour eux de répondre à une invasion de monnaies étrangères dévaluées, et surtout de monnaie flamande. Les ducs avaient estimé nécessaire de dévaluer leur propre monnaie. Ils avaient, dès le 9 mars 1380, exposé la situation aux villes réunies à Bruxelles (Annexe V, 461), mais il apparaît que les députés n'avaient pas voulu admettre à ce moment la nécessité d'une dévaluation. Autres réunions sur les problèmes monétaires : le 16 mars, entre le 19 et le 25 mars, le 27 mars et le 17 novembre 1380 (voir Annexe V, aux dates indiquées). — Pour expliquer l'accord de la ville de Louvain, il faut sans doute se référer à la situation interne de cette cité : l'on est en période de gouvernement démocratique (1378-1382/83), et la ville était en proie à des troubles fréquents. Le 19 mai 1380, Wenceslas avait promulgué la paix entre factions rivales (H. VANDER LINDEN, *Histoire de la constitution* ..., p. 102). L'appui de la Ville aux mesures monétaires décrétées par le duc est peut-être le prix payé pour cette paix, qui n'eut d'ailleurs pas d'effets durables.

(51) Texte de la réponse édité par C. PIOT, *Discussions* ..., pp. 181-188 (sans doute d'après AGR, Mss Divers 5c, fol. 69-70), et réédité par H. LAURENT, *La loi de Gresham* ..., pp. 117-127).

d'assemblées des représentants des villes (52). Le 19 mai 1381, un projet de nouvelle ordonnance fut élaboré (53) ; il fit encore l'objet de discussions et de modifications les 24 mai et 1er juin (54) avant d'être adopté enfin sous sa forme définitive le 6 juin 1381 (55).

En 1395, Jeanne tenta de récidiver : elle fit battre monnaie à Vilvorde, Ooien et Maastricht, sans l'accord des Etats. Ceux-ci ne voulurent pas admettre le fait accompli ; ils insistèrent auprès de la duchesse pour qu'elle ferme ces ateliers qu'ils refusaient de reconnaître. La duchesse tint tête pendant plusieurs mois (56), mais finalement elle dut s'incliner, allant même jusqu'à abandonner totalement aux villes l'administration de sa Monnaie (57).

En 1409, Antoine dut à son tour faire amende honorable pour avoir voulu frapper une nouvelle monnaie sans le consentement des Etats. Le 23 janvier, il avait en effet édicté de sa propre initiative une ordonnance prévoyant la fabrication à Vilvorde d'un «lion de Brabant» d'or, et d'autres pièces encore (58). Les villes, puis les trois Etats se saisirent de l'affaire et demandèrent que la Monnaie fût transférée de Vilvorde dans une «franche ville» (59). Comme l'avaient fait ses prédécesseurs, le duc dut annuler ses premières décisions, et, par une nouvelle ordonnance prise le 20 décembre 1409, d'accord cette fois avec les Etats, il établit son atelier de monnayage à Louvain (60).

Les questions monétaires constituaient d'ailleurs une des préoccupations principales des Etats de Brabant, ainsi que le montrent les nombreuses assemblées consacrées par eux à ces problèmes entre 1355 et 1430. Les sources dépouillées signalent plus de cent cinquante réunions de cette nature tenues surtout par des villes (plus de cent trente) (61). Tous les aspects du monnayage y étaient abordés : le plus souvent, les députés se réunissaient pour discuter de la mise en

(52) Voir Annexe V, entre le 6 février et le 6 juin 1381.

(53) Texte édité par C. PIOT, *Discussions* ..., pp. 188-191, et signalé par H. LAURENT, *La loi de Gresham* ..., p. 130.

(54) Annexe V, aux dates indiquées.

(55) *Ibid.*, à la date. Pour l'ordonnance du 6 juin 1381, voir *supra*, n. 49.

(56) Annexe V, *passim*, entre le 5 septembre 1395 et le 28 juillet 1396.

(57) Voir *infra*, p. 543.

(58) AGR, CC, 11, fol. 95. — L'acte se présente comme une commission de monnayeurs, mais il prévoit la frappe de nouvelles pièces. Les monnayeurs étaient Gilbert vander Biesen, de Tongres, et André Thomaes, de Malines. — Le 10 août 1405, Antoine avait déjà fait frapper monnaie sans l'accord des Etats (texte de l'ordonnance édité par C. PIOT, *Documents sur quelques monnaies* ..., pp. 251-256), mais le cas est un peu différent. A ce moment, Antoine n'était pas encore duc de Brabant ; par contre, il était seigneur d'Anvers et seigneur engagiste du Limbourg (avec le titre de duc) et des pays d'Outre-Meuse. C'est en cette qualité qu'il fit battre monnaie à Anvers et, de ce fait, il n'avait pas à prendre l'avis des Brabançons. — Sur la frappe des monnaies à Vilvorde, voir J. NAUWELAERS, *Histoire de la Ville de Vilvorde*, t. I, pp. 633-641.

(59) Voir Annexe V, entre le 23 mars et le 17 décembre 1409.

(60) Voir *supra*, p. 539, n. 49. — De nouvelles commissions furent données le même jour aux deux monnayeurs nommés une première fois le 23 janvier (AV Bois-le-Duc, Privilegien A 525, fol. 86-87).

(61) Annexe V, *passim*.

(62) On relève au plus six réunions des Etats séculiers (*ibid.*, 1103 [2 ou 3 Etats], 1117 [2 Etats ou *gemeyn lant*], 1158 [2 ou 3 Etats], 1160 [2 Etats ou *lant*], 1271, et 1538 [2 ou 3 Etats], dont cer-

circulation d'une nouvelle monnaie (63), à plusieurs reprises aussi, il fut question du cours des espèces et de la nécessité de résister à l'invasion de mauvaise monnaie étrangère (64) ; on pouvait encore parler de la date de mise en circulation de nouvelles pièces (65), ou même des sujets à graver sur celles-ci (66).

Non contents de participer aux décisions relatives à la mise en circulation de nouvelles espèces, les députés des villes de Louvain et de Bruxelles, auxquels se joignaient parfois ceux de la ville d'Anvers, assistaient aussi régulièrement au contrôle périodique des opérations de monnayage (67).

Sur le plan extérieur, les représentants du pays avaient leur mot à dire en cas de conventions monétaires internationales, et tout spécialement lorsque deux principautés décidaient de frapper une monnaie commune.

Des exemples de monnaies communes entre le Brabant et des pays voisins se rencontrent déjà sous le règne de Jean III. Le 6 avril 1337, Guillaume Ier de Hainaut (Guillaume III de Hollande), alors beau-père de celle qui allait devenir plus tard la duchesse Jeanne, conclut avec Jean III, le père de celle-ci, un accord visant à faire frapper pendant un terme de trois ans une monnaie commune à tous leurs pays, et qui devait avoir partout le même aloi (68). La mesure prétendait favoriser le commerce entre les principautés intéressées par cette décision, et elle avait été prise avec l'assentiment des nobles et des bonnes villes de chaque région. Le 3 décembre 1339, c'est entre le comte de Flandre et le duc de

taines pourraient être des réunions des trois Etats, et une quinzaine de réunions des trois Etats (*ibid.*, 138, 267, 484, 491, 494, 616, 807, 820, 1058, 1075 [3 Etats ou *lant*], 1103 [2 Etats ou 3 Etats], 1143 [3 Etats ou villes], 1158 [2 ou 3 Etats], 1164 et 1538 [2 ou 3 Etats]. — Sur le manque relatif de précision des chiffres avancés, et sur l'incertitude planant quant à la composition exacte de certaines assemblées, voir *supra*, pp. 429-432.

(63) Voir Annexe, V, *passim*.

(64) Par exemple, *ibid.*, 332, 333, 335 à 338, 347, 396, 397, 408 à 411, 461, 497 à 502, etc. A cela il faut ajouter, comme certains exemples le montrent, que la frappe de nouvelles pièces, dont il vient d'être question, était souvent, pendant la période étudiée, une conséquence de la modification du poids ou de l'aloi des monnaies des Etats voisins.

(65) *Ibid.*, 335, 337, 338, ...

(66) *Ibid.*, 321 et 323.

(67) Le 21 mars 1411, Louvain et Bruxelles assistent au contrôle des opérations du monnayage du 12 juillet 1410 au 21 mars 1411, présents aussi le chancelier, deux conseillers et un maître des comptes (AGR, CC, 18064, fol. 1r° ; voir aussi fol. 3r°, où il appert que la présence des villes est pour ainsi dire «institutionnalisée»). — 7 janvier 1421, les villes de Louvain, Bruxelles et Anvers assistent aux opérations de contrôle du monnayage fait à Bruxelles depuis le 31 mars 1420 ; présents aussi des représentants ducaux (CC, 17985, fol. 7 ; voir aussi CC, 48960, p. 28). — 29 octobre 1421, deuxième contrôle de la suite de la même frappe ; les mêmes villes sont présentes à côté de représentants ducaux (CC, 17985, fol. 7). — 20 décembre 1430, contrôle du monnayage entrepris le 10 mai 1430 ; présents les représentants du duc et ceux des villes de Louvain, Bruxelles et Anvers (CC, 18066, fol. 1r°). — Ce contrôle consistait en l'ouverture d'une sorte d'urne scellée (néerl. *busse*), dans laquelle, en cours de monnayage, les monnayeurs devaient glisser une pièce chaque fois qu'ils avaient frappé une certaine quantité de pièces. Cette quantité était variable d'un monnayage à l'autre : en 1411, il fallait mettre dans la «boîte» un double lion d'or par 200 doubles lions frappés (voir CC, 18064, fol. 1r°) ; en 1420, il fallait y mettre un denier d'or pour 500 deniers frappés (CC, 17985, fol. 7r°).

(68) F. VAN MIERIS, *Groot Charterboek* ..., t. II, p. 575.

Brabant qu'un accord semblable fut scellé, sur avis favorable des villes brabançonnes et flamandes (69).

Entre 1355 et 1430, c'est ce dernier traité qui nous fournit le premier exemple de monnaie commune entre le Brabant et un de ses voisins. La convention de 1339 fut en effet remise en vigueur en 1384, à l'initiative de Philippe le Hardi, après consultation par Jeanne des villes brabançonnes (70). Il était à ce moment prévu que cette monnaie commune serait frappée pendant un terme de cinq ans, tant en «Flandre» (en réalité à Malines) qu'en Brabant (à Louvain). L'accord n'empêchait pas le maintien de monnaies particulières. A l'échéance de la convention, la duchesse de Brabant renonça à poursuivre de son côté la frappe des espèces communes et confia celle-ci à son neveu (12 juin 1389) (71). Cette importante décision ne paraît pas, quant à elle, avoir été soumise à l'avis des Etats.

Un peu plus de trente ans plus tard, au début de l'année 1420, c'est de nouveau avec le Hainaut, la Hollande et la Zélande que le Brabant décida de frapper une monnaie commune. Théoriquement toutes ces provinces se trouvaient alors en union personnelle ; en fait, la situation était un rien plus compliquée. Depuis le traité de Gorcum (13 février 1419), Jean IV, le mari, et Jean de Bavière, l'oncle de Jacqueline de Bavière, exerçaient conjointement la mambournie des Etats de cette princesse (72). Dès lors le duc de Brabant dut prendre l'avis de son «co-régent» avant de promulguer l'ordonnance instaurant une monnaie commune à tous leurs pays (73). Il avait auparavant consulté les

(69) L'accord monétaire ne constitue qu'une des clauses d'un traité plus général conclu entre le duc Jean III et ses villes, d'une part, et le comte Louis de Nevers et ses villes de Flandre, de l'autre. Analyse et mention des éditions de ce traité dans A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, I^re^ partie, t. II, pp. 71-85.

(70) L'ordonnance, non datée mais certainement antérieure au 1^er^ juin 1384, ainsi qu'il ressort du texte, fut établie par les conseillers bourguignons et brabançons et promulguée le 16 juillet 1384 par Philippe le Hardi (les lettres du duc reprennent le texte de l'ordonnance ; édition : H. LAURENT, *La loi de Gresham ...*, pp. 140-145). Les villes brabançonnes furent consultées par Jeanne sur les questions monétaires le 15 mai 1384 ; elles se concertèrent le 20 du même mois et firent connaître leur réponse à la duchesse le 22 (voir Annexe V, aux dates indiquées).

(71) P. BONENFANT, etc., *Ordonnances de Philippe le Hardi ...*, t. I, pp. 327-329. — Sur les raisons de cette décision, et plus généralement sur l'histoire des rapports monétaires entre la Flandre et le Brabant après 1383, voir le volume d'H. LAURENT, *La loi de Gresham ...*, et le chapitre consacré par le même auteur à cette question dans H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession ...*, pp. 402 et suiv.

(72) Editions du traité signalées dans A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique ...*, p. 234. — Ce condominium assez mal défini se maintint jusqu'au traité de Sint-Martensdijk du 21 avril 1420 (voir *ibid.*, pp. 239-240) à la suite duquel Jean de Bavière gouverna seul la Hollande et la Zélande à titre de seigneur engagiste, et n'eut plus aucun titre, même théorique, à intervenir dans les affaires du Hainaut.

(73) Jean Rasoir, maître de la monnaie de Hainaut, et les maîtres de la monnaie de Brabant se rendirent en Hollande sur l'ordre de Jean IV et de son Conseil et sur décision des trois Etats de Brabant, pour aller trouver Jean de Bavière et les bonnes villes de Hollande «*om met hen te sprekene dat men al enen penninc geslagen soude hebben inde drie lande, te weten in Brabant, in Hollant* [il faut comprendre *Hollant-Zeelant*] *ende in Heneg.*» (AGR, CC, 17985, fol. 14v^e^). — L'ordonnance fut promulguée en Brabant le 17 février 1420 et en Hainaut le 26 juillet 1420 (l'acte du 17 février a été publié par F. VERACHTER, *Documens ...*, pp. 132-139 ; celui du 26 juillet est en copie dans Mss Divers, 33, fol. 17). Elle ne semble jamais avoir été promulguée dans les provinces septentrionales, sans doute en raison des modifications apportées dans leur gouvernement par le traité de Sint-Martensdijk (voir note précédente).

représentants brabançons et obtenu leur accord (74).

Enfin, les villes de Brabant furent amenées à prendre directement en main l'administration de la frappe des monnaies ducales. L'épisode se situe en 1396, lorsque, fatiguée de tenter de résoudre de manière parfois contradictoire les difficultés que lui suscitait son monnayage, la duchesse Jeanne céda aux villes brabançonnes son droit régalien de battre monnaie, et cela pour une période de dix ans. Par son ordonnance du 1er octobre 1396 (75), elle abandonnait ainsi à terme à l'ensemble de ses villes et franchises non seulement ses ateliers monétaires avec tout leur matériel, mais aussi le droit de légiférer en matière monétaire même dans l'éventualité où elles cesseraient, pour une raison quelconque, toute frappe : si ce cas se produisait, les villes conserveraient le droit de réglementer la circulation des espèces étrangères en Brabant (76). Pour prix de ses concessions, la duchesse devait recevoir 2.000 tours d'or de Louvain par an pendant les dix années du contrat. L'acte fut scellé par des conseillers ducaux et par les villes de Louvain, Bruxelles, Tirlemont, Léau, Nivelles, Herentals, Lierre, Vilvorde, Aarschot, Diest, Zichem, Bergen-op-Zoom, Steenbergen et Bréda (77).

Ce n'était pas la première fois, nous l'avons vu, que la duchesse aliénait son droit régalien de battre monnaie. En 1389, elle l'avait cédé à son neveu Philippe le Hardi, mais en des circonstances différentes. D'ailleurs, dès 1392, elle avait, avec l'accord du duc de Bourgogne, recommencé à monnayer des espèces particulières dans ses propres ateliers (78). En 1396, c'est à ses sujets eux-mêmes, et pour un terme fort long, qu'elle abandonnait une de ses principales prérogatives de prince territorial, et elle n'eut plus l'occasion d'en reprendre l'exercice de son vivant (79).

(74) Voir note précédente ainsi que p. 539, n. 49 ; voir aussi Annexe V, entre le 14 octobre 1419 et le 17 février 1420, *passim*.

(75) Editée par H. LAURENT, *La loi de Gresham* ..., pp. 197-208.

(76) Article 10 de l'ordonnance.

(77) Au sujet des difficultés monétaires de Jeanne, voir les travaux déjà souvent cités d'H. LAURENT.—La cession aux villes du droit de battre monnaie et de légiférer en matière monétaire suit de près une tentative faite par la duchesse de frapper de nouvelles espèces sans l'accord des représentants de ses cités (sur cet épisode, voir *supra*). C'est au cours des discussions suscitées par cette tentative qu'il fut pour la première fois question, le 28 juillet 1396, d'une reprise par les villes de la monnaie ducale (voir Annexe V, 691). La suite de l'affaire au niveau des Etats n'est pas connue (sauf quant à son aboutissement), car les comptes de la ville de Louvain pour la période s'étendant du 1er août 1396 au 1er août 1399 sont perdus.

(78) H. LAURENT, *La loi de Gresham* ..., pp. 69-70 et suiv., et H. LAURENT et F. QUICKE, *L'accession* ..., pp. 423 et suiv.

(79) On conserve un compte du «*muntgeld*» de 2.000 tours par an dû à Jeanne par les villes et le pays de Brabant pour les années 1396 et 1397 (AGR, CC, 48795). La somme fut versée régulièrement les années suivantes : voir par exemple des pièces du 1er avril 1403 relatives à la perception du «*muntgeld*» (A. VERKOOREN, *Inventaire ... Brabant*, IIIe partie, t. II, pp. 190-191, parle dans ses analyses nos 7646 et 7647 de «redevances en argent», ce qui est trop imprécis) aux AGR, Chartes de Brabant, nos 7402 et 7403 ; voir aussi une quittance donnée par Jeanne le 6 juin 1403 à la seigneurie de Bréda, au pays de Steenbergen et aux villages de Zundert et Gageldonk, de la part du *muntgeld* due par eux (AV Bréda, Privilegie en Keurboeken, n° 3, fol. 55r°). Quand Antoine devint gouverneur, il dut se contenter de battre monnaie dans les seigneuries dont il hérita à la mort de sa mère (c'est-à-dire Anvers, le Limbourg et les pays d'Outre-Meuse ; voir C. PIOT, *Documents sur*

Ainsi, de même que nous avons vu les Etats, les villes en particulier, ne pas se contenter d'exercer un contrôle passif sur les finances ducales, mais prendre à l'occasion eux-mêmes directement en main la gestion de celles-ci, de même nous les voyons ici se faire remettre le gouvernement de la Monnaie.

IV. *Le contrôle exercé sur le Conseil ducal*

Non contents de veiller à ce que les Brabançons soient traités selon «le droit et la sentence», et à ce que les finances princières restent aussi saines que possible, les Etats vont tendre à contrôler le plus haut organe politique du duché, le Conseil ducal. Progressivement ils en viennent, d'une manière consciente ou non, à instaurer un régime que, n'était l'anachronisme, l'on pourrait qualifier de «parlementaire», et qui se caractérise par :

— l'irresponsabilité du duc ;
— la responsabilité des conseillers devant les Etats.

Avant d'en arriver là, plusieurs étapes auront été parcourues.

Tout d'abord, des restrictions furent apportées au principe du libre choix par le duc de ses conseillers : les Etats firent inscrire dans d'importants actes constitutionnels des clauses limitant l'accès au Conseil pour des raisons de «nationalité» ou de rang social (80). Les conditions imposées devaient offrir une triple garantie : Brabançons, les conseillers en puissance étaient sensés connaître les problèmes du pays ; nobles, ils étaient supposés plus indépendants à l'égard du pouvoir ducal ; enfin, le fait pour eux de ne pouvoir appartenir au clergé les rendait justiciables, le cas échéant, des juridictions laïques nationales.

Plus importante quant au fond se révèle une exigence introduite dans la confirmation de la Charte de Kortenberg, du 17 septembre 1372. L'article 6 de cet acte disposait en effet que tous les grands officiers (81) devraient, sous peine d'être écartés de leurs fonctions, prêter le serment de respecter et de faire respecter les termes de la Charte de Kortenberg et de la première charte romane de 1314, et de ne jamais conseiller à leurs princes d'enfreindre en quoi que ce soit ces privilèges (82). Ce serment venait s'ajouter à celui que ces mêmes personnages devaient habituellement faire aux ducs à leur entrée en charge.

Remarquons que le texte ne s'applique qu'aux officiers ducaux, mais certains d'entre eux, le receveur et le sénéchal de Brabant, siégeaient *ex officio* au Conseil.

quelques monnaies ... d'Antoine, pp. 251-256, qui publie un acte du 10 août 1405 d'après une copie, deux originaux de ce document se trouvant aux AGR, Chartes de Brabant). — En 1411, les villes de Brabant se trouvaient encore en possession de certaines pièces d'équipement ou de mobilier appartenant aux ateliers monétaires ducaux, et dont elles étaient entrées en jouissance en 1396 (voir CC, 2395, fol. 289r°, en marge).

(80) Voir *supra*, pp. 320-321.

(81) Le drossard de Brabant, le receveur de Brabant, le maire de Louvain, l'amman de Bruxelles, le bailli du Roman Pays, le marquis de Rijen, l'écoutète de Bois-le-Duc, les maires de Tirlemont, de Léau et de Vilvorde, les écoutètes de Lierre et de Herentals, les baillis de Jodoigne et de Hannut, le maire de Halen ainsi que les receveurs de ces villes.

(82) Texte de cet article 6 dans J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. II, pp. 34-35.

Il n'est pas possible de déterminer si cette disposition fut effectivement respectée. Les documents de la pratique sont muets à ce sujet. Mais au XIV^e siècle, ils le sont aussi sur la question du serment de fidélité normal que les officiers devaient prêter (83). Toutefois, que la clause ait été appliquée ou non ne change rien au fait qu'elle a été inscrite dans l'acte de 1372. Les Brabançons avaient donc pu obtenir, au moins momentanément, que Wenceslas et Jeanne admettent le principe de se séparer des membres de leur entourage qui ne seraient pas tentés de respecter les privilèges inspirés et obtenus par les Etats.

C'est sous le règne de Jean IV, et à l'occasion des conflits qui opposèrent ce prince à ses sujets, que l'attitude des Etats à l'égard des membres du Conseil ducal va se préciser, au moins dans les faits. Car sur le plan des conceptions politiques, il est impossible de savoir si les représentants du pays avaient une idée claire de ce qu'ils tentaient de réaliser.

Dans la pratique, l'on voit se former, sans qu'elle soit jamais explicitée dans un texte normatif, l'idée de l'irresponsabilité du duc. En effet, tout au long de leurs affrontements avec leur prince, les Etats ne cessèrent de répéter que les erreurs commises dans le gouvernement du duché devaient être imputées à de mauvais conseillers, et non au duc lui-même. Ce fut le cas lors des «affaires van den Berghe» ; ce le fut encore au point le plus aigu de l'affrontement entre Jean IV et ses barons et villes (84). Une seule exception à cette ligne de conduite par ailleurs assez constante : le privilège dit du «ruwaert» du 4 mai 1421 (85) qui suppose le duc capable d'enfreindre les privilèges du pays. Mais ce dernier acte participe à un courant plus ancien, qui admet le refus de service en cas de violation par le prince de ses obligations à l'égard de ses sujets. Cette clause de refus de service, d'origine féodale (86), se trouve, transposée au domaine politique, inscrite dans la Charte de Kortenberg de 1312 (87). Elle fut reprise dans les Joyeuses Entrées des successeurs de Jean III (88). La réaffirmation de ce principe en 1421 montre combien les forces politiques de l'époque agissaient empiriquement et non selon une théorie mûrement réfléchie et définie une fois pour toutes. De plus, il est permis de penser que la formule : «si le duc portait atteinte aux privilèges du pays» pouvait sous-entendre : «(le duc) trompé par de mauvais conseillers, ...».

(83) Au XV^e siècle par contre, et sous l'action des gens des comptes, l'on prit l'habitude de mentionner, à la suite des copies des lettres de commission des officiers, le lieu et la date de ce serment, ainsi que les personnes devant qui il avait été prêté.

(84) Voir *supra*, pp. 504-506, l'analyse de «cédules» contenant les griefs adressés au duc par les Etats laïques en 1420.

(85) Voir *supra*, p. 512.

(86) J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. I, pp. 53-54. — Sur le refus de service, voir aussi E. POULLET, *Histoire politique nationale*, t. I, pp. 353 et 489, t. II, pp. 43, 138-139 et 141.

(87) J. VAN DER STRAETEN, *Het Charter ...*, t. II, pp. 14-15.

(88) Joyeuse Entrée de 1356, clause complémentaire (suivant l'art. 34) : R. VAN BRAGT, *De Blijde Inkomst ...*, pp. 105-106 ; acte de 1406 (repris par Jean IV en 1416) : clause considérée comme art. XXX dans *Placcaeten van Brabandt*, p. 143 ; acte de 1427 : clause considérée comme art. L dans le même recueil, t. I, pp. 151-152. — Au XVI^e siècle, cette clause servit à justifier le soulèvement des Pays-Bas contre Philippe II (voir à ce sujet H. DE LA FONTAINE VERWEY, *De Blijde Inkomste en de opstand tegen Filips II*).

Si le prince n'est pas responsable des actes du gouvernement, il faut bien faire retomber cette responsabilité sur d'autres personnes. C'est évidemment ce que les Etats firent, en mettant en cause l'entourage du duc. En outre, pour que le système fût logique et cohérent, il fallait rendre ces personnages responsables non plus devant le duc seul, mais devant le duc et les Etats, et donner la faculté à ces derniers de châtier ceux qui seraient reconnus coupables d'actions contraires aux intérêts du prince et du pays.

Ce régime fut établi en Brabant dans la décennie qui va de la majorité de Jean IV à l'avènement de Philippe de Saint-Pol.

Dans une première phase, les Etats montrèrent dans les faits qu'ils étaient les défenseurs de la «responsabilité ministérielle». Par la suite, ils firent consigner par écrit certains principes.

La première étape est marquée par la condamnation de Guillaume van den Berghe en septembre 1418, puis par celle de plusieurs conseillers de Jean IV le 15 août 1420 (89). Comment en était-on arrivé là, et comment les Etats justifièrent-ils leur comportement, qui pouvait légitimement être qualifié de crime de lèse-majesté ?

Tout d'abord, des circonstances exceptionnelles et toutes récentes les avaient habitués à un régime que nous avons déjà qualifié de «parlementaire». Pendant la minorité de Jean IV, de 1415 à 1417, c'était les Etats qui avaient désigné les membres du gouvernement, et ceux-ci s'étaient par la force des choses trouvés responsables de leurs actes devant leurs mandants (90). Quant au droit de condamner les conseillers indélicats, il résultait, selon les barons et les villes, de l'acte d'Union des Etats de Brabant et de Limbourg du 4 novembre 1415 (91). Remarquons que cet argument était, sur le plan constitutionnel, fort sujet à caution, car l'acte du 4 novembre 1415, pris en l'absence de toute autorité ducale, n'avait jamais été reconnu par Jean IV devenu majeur. Les Etats fondaient donc leur action sur une décision «illégale» (92) qu'eux-mêmes avaient prise antérieurement.

Mais nous savons qu'ils imposèrent finalement leur point de vue, en écrasant les partisans du duc. Leur victoire leur permit de faire inscrire dans des textes légaux cette fois les principes qu'ils voulaient voir appliquer. La «responsabilité ministérielle» est consacrée par un important acte constitutionnel préparé par les Etats et promulgué par Jean IV le 12 mai 1422 (93). Le document, connu sous le nom de *Nieuw Regiment*, et dont nous avons déjà dit qu'il constituait une

(89) Pour le récit de ces épisodes, voir *supra*, pp. 499-508.

(90) Voir *supra*, pp. 281-285.

(91) Sur cet acte, voir *supra*, p. 491. — En été 1420, lors de leurs discussions avec Jean IV, les barons et les villes réunis à Louvain font clairement savoir au duc que c'est l'acte du 4 novembre 1415 qui leur donnait le droit de condamner les mauvais conseillers du prince (art. 1 d'une «cédule» envoyée à Jean IV en réponse à un document émané des partisans de celui-ci, et où il était affirmé que seul le duc avait le droit de juger et de condamner ses propres conseillers. Voir AGR, Mss Divers, 1483, fol. 27v° ; — sur l'ensemble des documents échangés à cette époque, voir *supra*, pp. 504-506.

(92) «Illégale» ou «a-légale», dans la mesure où, en théorie, le duc seul possède le pouvoir législatif.

(93) Voir *supra*, p. 512, n. 261 et 262.

sorte de complément à la Joyeuse Entrée de Jean IV, contient plusieurs points relatifs au Conseil. On peut les grouper en trois rubriques :

a) *Stipulations concernant la composition du Conseil* (94).

Elles sont au nombre de deux, et il en fut déjà question plus haut (95) : 1. Pourront seuls désormais entrer au service du duc des nobles brabançons, à moins que les conseillers (ou leur majorité), estiment bon de faire appel à une personne remarquable par sa naissance ou par ses actes, et jugée capable de se rendre utile (96).

Les conditions ainsi mises au recrutement des conseillers sont plus limitatives que celles de la Joyeuse Entrée. Cette dernière en effet ne posait aucune exigence en matière de rang social ; elle ne s'intéressait qu'à la nationalité des recrues possibles. En 1422, il est patent que l'on a voulu écarter de l'entourage ducal les non-nobles. Pour quelles raisons ? Pour Pirenne, la mesure visait «les ennemis les plus dangereux des franchises : les étrangers et surtout les jurisconsultes» (97). Il faut ajouter à cela que Jean IV avait, à l'époque de son gouvernement personnel, trouvé des alliés dans le patriciat urbain. On pouvait peut-être craindre de voir de nouveau le duc chercher à s'unir à certains éléments de la bourgeoisie pour tenter de réagir contre l'emprise des Etats. Tandis que la noblesse avait en général fourni, au cours de la crise de 1420-1421, des preuves de son indépendance envers le prince et de son attachement à ses privilèges et à ceux du pays. D'ailleurs, lorsque, au début de l'année 1421, les Etats l'avaient emporté sur les partisans de Jean IV, ils avaient flanqué celui-ci d'un Conseil composé uniquement de barons brabançons, lesquels avaient été confirmés dans leurs fonctions par le duc le 4 mai 1421 (98). C'étaient donc ces mêmes barons qui, aux termes du *Niew Regiment*, auraient à se prononcer sur un éventuel élargissement de l'entourage ducal.

Ainsi donc, le duc perdait pratiquement le droit de choisir les membres de son Conseil.

2. Il est précisé que, à l'exception des «prélats» brabançons, aucun prêtre ne pourra désormais être nommé conseiller ou secrétaire (99). La raison de cette exclusive, d'ailleurs tempérée dans les faits, a déjà été suggérée plus haut (100).

(94) Signalons ici que le nombre de conseillers n'est pas déterminé par le *Nieuw Regiment*. C'est par erreur qu'A. GAILLARD (*Le Conseil de Brabant*, t. I, p. 13) a écrit que le privilège du 12 mai 1422 avait fixé à sept le nombre de conseillers ducaux. L'erreur de Gaillard vient sans doute de ce que la mention de chancellerie écrite sur le pli du *Nieuw Regiment* donne les noms de sept conseillers. Mais c'est là un hasard.

(95) Ci-dessus, pp. 316 et 321.

(96) Art. 15 du *Nieuw Regiment*. Voir remarque faite ci-dessus, p. 316, n. 96.

(97) H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, éd. illustrée, t. I, p. 451. — E. POULLET écrit de son côté que la mesure avait pour but d'éviter que le duc n'achète la complaisance des gens de bas étage (*Mémoire sur l'ancienne constitution brabançonne*, p. 156).

(98) Voir *supra*, p. 294.

(99) Art. 20 du *Nieuw Regiment*.

(100) Voir *supra*, p. 320.

b) *Stipulations concernant la compétence administrative du Conseil.*

Le *Nieuw Regiment* confie aux conseillers ducaux un certain nombre de tâches d'administration courante.

1. Les conseillers assumeront désormais la responsabilité de la gestion de l'Hôtel ducal (art. 19). Ce sont eux qui nommeront, à la majorité, les titulaires des offices et emplois de la Cour, en réduisant ceux-ci au strict nécessaire (art. 13).
2. Avec le duc, ils nommeront et démettront les officiers des villes et du plat pays (art. 14).
3. Ils désigneront seuls le gardien du registre des fiefs (art. 19).
4. Le duc ne pourra confier aucune mission d'enquête ou d'information à une personne étrangère au Conseil, sans l'accord de celui-ci (art. 22).

Ainsi, dans le domaine de l'administration courante, le duc se voit parfois pratiquement écarté de la direction des affaires — c'est le cas pour la gestion de l'Hôtel — tandis que dans d'autres secteurs il ne peut agir que d'accord avec les conseillers.

c) *Stipulations concernant la responsabilité politique des conseillers*

Ce sont évidemment les plus importantes. Elles consacrent le principe de la responsabilité des conseillers devant les Etats.

1. Il est tout d'abord établi que le duc ne pourra aliéner ses pays, villes, châteaux, sujets, rentes, domaines ou seigneuries (il faut y comprendre les droits seigneuriaux particuliers), ni entreprendre aucune guerre, ni accorder aucune grâce sans l'accord de trois ou quatre de ses conseillers et sans faire à ce sujet des lettres patentes afin que tout le monde puisse savoir ce qui a été décidé (art. 5, 1re partie). Dans la pratique, la mention du nom des conseillers au bas de ces lettres patentes constituera la marque de leur accord. Il est difficile de ne pas rapprocher cette pratique de l'actuel contreseing ministériel.

A ce propos, signalons qu'un véritable contreseing «ministériel» exista pendant quelques mois en Brabant. L'épisode se situe immédiatement après la victoire des Etats sur Jean IV, au printemps de l'année 1421. Les nobles et les villes, qui avaient établi auprès du duc un Conseil composé de barons, avaient décidé que l'un de ceux-ci, Jean de Wezemaal, devrait contresigner tous les actes ducaux (qui, avant cela, ne portaient habituellement que la seule signature du secrétaire rédacteur du document). Jean IV, ainsi que nous l'avons déjà rappelé, ratifia ces dispositions le 4 mai 1421 ([101]). Dans la pratique, tous les actes ducaux furent effectivement contresignés par Wezemaal jusqu'à la mi-octobre de cette année. Et lorsque le seigneur de Wezemaal était absent de Bruxelles, un secrétaire ou un clerc de la chancellerie était chargé d'aller recueillir sa signature ([102]). Après le 12 octobre 1421, il n'a plus été trouvé d'actes ainsi

(101) Voir *supra*, p. 294, et A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., p. 245, n° 119.
(102) Voir par exemple AGR, CC, 2404, Ier compte, fol. 59v°.

contresignés. Pourtant, si l'on en croit les comptes de la recette générale de Brabant, certains documents ont dû l'être jusqu'à la fin de l'année 1421 ([103]). Pourquoi le véritable contreseing a-t-il à ce moment disparu ? Il est à noter en premier lieu que la mi-octobre 1421 marque la renonciation définitive de Philippe de Saint-Pol à la régence ([104]) et donc le retour à une vie politique plus normale. D'autre part, lorsque le seigneur de Wezemaal ne résidait pas à la Cour, la quête de son contreseing devait parfois causer certaines difficultés et surtout retarder l'expédition des actes. Peut-être ces deux facteurs se sont-ils additionnés.

Après cette petite digression, il faut en revenir aux dispositions du *Nieuw Regiment*.

2. Le point précédent interdisait au duc de rien décider sans l'accord de ses conseillers. La disposition suivante leur impose, ainsi qu'au garde des sceaux et aux secrétaires, de prêter au duc et aux trois villes de Louvain, Bruxelles et Anvers, le serment de n'approuver, écrire, signer ou sceller aucun acte consacrant l'aliénation de terres, de villes ou de bien situés de l'un ou l'autre côté de la Meuse, sans y être expressément autorisés par les deux Etats laïques (art. 5, 2e partie).

3. Enfin, pour couronner le tout, il est prévu que les conseillers et les secrétaires qui auront méfait dans l'exercice de leurs fonctions seront corrigés par les nobles et les villes de Brabant (art. 5, 3e partie).

Dès lors, le «régime parlementaire» est parfaitement établi dans les textes. Dans tous les actes importants du gouvernement, le duc doit être «couvert» par un certain nombre de conseillers, eux-mêmes responsables devant les Etats laïques et justiciables de ceux-ci.

En a-t-il vraiment été ainsi dans la pratique ? Du 12 mai 1422 à sa mort, le 17 avril 1427, Jean IV ne paraît jamais avoir enfreint les dispositions du *Nieuw Regiment* : toutes les lettres patentes rédigées pendant cette période mentionnent toujours au moins trois conseillers présents au commandement. Il n'y a qu'une exception connue à ce jour : le 12 février 1425, Jean IV, absent de Brabant, confia à son frère le gouvernement du duché. Les lettres confectionnées à cette occasion ne mentionnent la présence au commandement que de deux conseillers : Guillaume de Sayn et Corneille Proper ([105]). Mais il faut remarquer qu'à ce moment le duc se trouvait en Hollande où très peu de conseillers brabançons l'avaient suivi. La plupart étaient, en effet, restés à Bruxelles, à la demande de Jean IV, pour s'occuper des affaires du pays.

Il est donc permis de dire que le duc s'est incliné devant les Etats et qu'il a respecté le pacte constitutionnel conclu le 12 mai 1422.

Les principes admis à cette occasion furent de nouveau inscrits dans la Joyeuse Entrée de Philippe de Saint-Pol et même précisés sur certains points. Ce privilège, du 23 mai 1427 ([106]), dispose en effet que :

(103) Par exemple, AGR, CC, 2404, 2e compte, fol. 50r°, 51r°, 56r° et 57.

(104) Voir *supra*, p. 141.

(105) AGR, Chartes de Brabant, à la date. — Analyse : A. UYTTEBROUCK, *Liste chronologique* ..., p. 258, n° 176.

— le duc ne peut prendre aucune décision importante sans l'accord de quatre conseillers ;
— toutefois, le choix du chancelier ou du garde des sceaux (qui doit être conseiller), celui du drossard de Brabant et celui du receveur de Brabant demandent l'accord de six conseillers ;
— les conseillers, le garde des sceaux et les secrétaires doivent prêter serment à l'ensemble des Etats (et non plus aux seules villes de Louvain, Bruxelles et Anvers) de n'intervenir dans aucune aliénation territoriale des pays d'Outre-Meuse sans l'accord desdits Etats, sous peine d'être corrigés par ceux-ci.

Il se constate donc une légère aggravation des clauses correspondantes du *Nieuw Regiment*.

Philippe de Saint-Pol a respecté les dispositions de sa Joyeuse Entrée. Les vicissitudes politiques de son règne n'amenèrent que des modifications de détail dans leurs modalités d'application. Nous avons déjà vu qu'après un conflit avec ses barons, le duc dut consentir un renforcement de leur contrôle sur le Conseil ([107]). Mais cela n'affecta en rien le principe même de l'existence d'un «régime parlementaire».

Celui-ci ne sera mis en cause qu'à l'avènement de Philippe le Bon au duché de Brabant. Le duc de Bourgogne parvint en effet à ne pas inclure dans le texte de sa propre Joyeuse Entrée le paragraphe accordant aux Etats le droit de juger et de condamner eux-mêmes les conseillers ducaux coupables de faute dans l'exercice de leur charge ([108]). C'est la clé de voûte du système instauré en 1421-1422 qui s'effondre ainsi. Peu importe à ce moment que l'on maintienne l'obligation de consulter certains conseillers dans des cas bien déterminés (art. 6), puisque ces conseillers ne sont plus véritablement responsables devant les Etats de Brabant. Avec Philippe le Bon, le Brabant en est revenu à une conception plus traditionnelle, pour l'époque, de la «monocratie» ([109]).

*
* *

Ce dernier chapitre aura montré les Etats de Brabant exercer un contrôle de plus en plus étroit sur l'exercice par le duc de ses pouvoirs princiers. Dans certains domaines, nous les avons vus s'immiscer dans l'élaboration des textes «législatifs» ; dans quelques secteurs déterminés (finances, monnaie), ils se sont même emparés totalement, mais temporairement, du «pouvoir exécutif» ; en dernier lieu, nous avons montré comment ils étaient parvenus, pendant quelques années, à instaurer un véritable «régime parlementaire» né de leur victoire sur Jean IV en 1421, régime qui ne connut cependant qu'une existence éphémère, puisqu'il ne survécut pas à l'avènement de Philippe le Bon.

(106) Edit. : *Placcaeten van Brabandt*, t. I, pp. 145-152. Commentaire dans E. POULLET, *Mémoire sur l'ancienne constitution brabançonne*, pp. 159 et suiv.

(107) Voir *supra*, pp. 513 et suiv.

(108) Voir *supra*, p. 522 et n. 311. E. POULLET, *Mémoire sur l'ancienne constitution brabançonne*, p. 202, n'a pas vu la nuance introduite par Philippe le Bon dans cet article, car il écrit que «Les conseillers resteront à la correction des nobles et des villes».

(109) Nous reprenons ce terme au tome XXI des Recueils de la Société Jean Bodin.

CONCLUSIONS

Au terme de cet exposé fort long, nous voudrions conclure assez brièvement.

L'étude des institutions centrales du duché de Brabant au bas Moyen Age a montré que la vie politique du pays s'articulait autour de deux pivots : le duc d'abord, les villes et les Etats ensuite.

Le duc en premier lieu : c'est lui qui a fait le duché, terme qui ne peut se définir d'un simple point de vue territorial, car il recouvre bien plutôt un ensemble de droits exercés par le prince à des titres divers, historiquement du moins.

Les Etats ensuite, qui ont pu contribuer à donner une cohésion au duché par la solidarité qu'ils manifestèrent face au prince, si pas toujours entre eux. Au XIV^e^ siècle et au début du XV^e^ siècle, ils ont profité de circonstances favorables (crises de succession, difficultés financières des ducs) pour imposer un régime que l'on pourrait qualifier, n'était l'anachronisme, de «constitutionnel» et de «parlementaire», puisqu'ils surent, par des textes et dans la pratique, faire admettre le double principe de l'irresponsabilité du duc et de la responsabilité des conseillers ducaux devant les représentants du pays.

Au sein des Etats, les villes jouent un rôle déterminant. Trois d'entre elles (Louvain, Bruxelles et, après 1406 seulement, Anvers) occupent une position tout à fait prééminente, qui permet de les comparer, *mutatis mutandis*, aux Membres de Flandre, sans perdre de vue cependant que ces derniers éclipsaient pratiquement toute autre forme de représentation nationale, ce qui n'est pas encore le cas dans le Brabant de la fin du Moyen Age. Car il faut noter aussi que la haute noblesse brabançonne a su garder une place de choix dans le gouvernement du pays. Dans l'entourage du prince, on peut même dire que l'avènement de la dynastie bourguignonne a marqué un renforcement de l'influence des barons qui, bien plus qu'au XIV^e^ siècle, occupèrent à ce moment les premiers emplois de l'administration et de l'Hôtel. Dans les Etats aussi, leur place n'est pas négligeable, et on les trouve souvent associés aux villes jusque dans une opposition ouverte au duc.

Le prince s'entoure, pour exercer le pouvoir, d'un certain nombre d'organes de gouvernement qui, tous, peuvent se rattacher à l'ancienne *Curia ducis*. Il est, dans cette perspective, particulièrement important de constater que la chancellerie fait jusqu'en 1430 partie intégrante de l'Hôtel, et qu'il est plus que vraisemblable que le receveur de Brabant trouve son origine au sein même de cette chancellerie.

Le Conseil est, dans l'entourage du duc, l'organe de gouvernement par excellence. C'est là que se prennent les décisions au plus haut niveau. Mais ce Conseil est encore bien loin de présenter les caractères d'un cabinet moderne : il est, si l'expression n'est pas trop paradoxale, un organisme inorganisé. Aucun

règlement ne définit ni sa composition, ni sa compétence, ni les principes qui doivent présider à la bonne marche de ses réunions. L'influence de la noblesse y reste prédominante, même si quelques légistes s'y font une place dans le premier tiers du XV^e siècle. Le caractère relativement «invertébré» du Conseil peut sans doute expliquer la naissance en son sein d'une section permanente, appelée Chambre du Conseil, qui s'imposa d'elle-même sous le règne de Jean IV, le prince étant souvent tenu éloigné du gouvernement du Brabant, notamment par le fait qu'il se trouvait aussi par mariage à la tête d'autres principautés. Cette section permanente, chargée d'expédier les affaires courantes, fut bientôt la seule partie du Conseil à se maintenir dans le duché après l'avènement de Philippe le Bon, et se trouve être ainsi l'ancêtre immédiat du Conseil puis Souverain Conseil de Brabant de l'extrême fin du Moyen Age et des Temps Modernes.

En dehors de l'aspect descriptif des pages qui précèdent, il nous paraît aussi intéressant d'en extraire l'un ou l'autre fait qui a eu, en soi, peu d'importance relative, mais qui peut être révélateur pour l'histoire comparative.

Nous retiendrons d'abord les indices de centralisation dans des ensembles territoriaux éphémères sans doute, mais auxquels des hasards dynastiques plus heureux auraient pu prêter plus longue vie. Particulièrement notables sont les phénomènes qui se manifestèrent sous Jean IV, devenu comte de Hainaut, de Hollande et de Zélande après avoir épousé Jacqueline de Bavière : nous avons relevé l'intervention de conseillers brabançons dans le gouvernement de ces principautés, de même que l'entrée ou le passage de Hennuyers, de Hollandais et de Zélandais au sein du Conseil «de Brabant», tous préludes peut-être à la naissance d'un Grand Conseil commun ; de même, les secrétaires brabançons ont signé des actes valant pour les pays acquis par mariage ; il y eut aussi création d'une monnaie commune, et enfin, des formes embryonnaires d'Etats généraux.

En Brabant aussi, certaines institutions presque mort-nées méritent toute l'attention : il en est ainsi des secrétaires en finances que l'on voit apparaître sous le règne de Jean IV, et plus encore d'une section du Conseil spécialisée en matière financière (un possible Conseil des finances ?) qui s'ébaucha déjà sous Antoine, mais ne survécut pas au-delà des premières années du règne de Jean IV.

Enfin, les lacunes et les limites mêmes de notre étude ont montré tout ce qui restait à faire dans le domaine des institutions brabançonnes de la fin du Moyen Age. Il faudrait notamment compléter le Tarlier et Wauters pour l'ensemble du duché et des régions voisines afin de savoir qui détenait le(s) pouvoir(s) sur le plan le plus local ; il faudrait ensuite dresser un relevé complet des fiefs tenus en quelque lieu que ce soit du duc de Brabant ; à partir de là, il serait possible de mieux connaître les diverses composantes du pouvoir du prince et de dresser une carte du duché, sinon plusieurs. Il y aurait lieu encore d'approfondir la notion de «baron», et enfin de consacrer une monographie exhaustive aux Etats de Brabant. Si le présent travail pouvait donner lieu à de tels prolongements, nous nous estimerions bien payé de notre peine.

*
* *

TABLE DES MATIÈRES

Volume I

Sigles et abréviations 6

Avant-propos 7

INTRODUCTION. — Le duché de Brabant 11

PREMIERE PARTIE. — Le Duc 23

Chap. I[er]. — LES DUCS ET LEUR FAMILLE DE 1355 À 1406 25

Chap. II. — LES TERRITOIRES 43

I. Les possessions héréditaires 43

A. Le Brabant 44 (I. Malines, 45. — 2. Anvers, 46. — 3. Turnhout, 49. — 4. Heusden en Geertruidenberg, 51. — 5. Grave et le pays de Cuyk, 54. — 6. Ooien, 56. — 7. Batenburg, 58). — B. Les territoires mosans et cis-mosans, 60 (I. Herstal, 60. — 2. Maastricht et le comté de Vroenhof, 62. — 3. Les bans de Saint-Servais, 62. — 4. Argenteau-Hermalle, Russon, Paifve et Nerem, Fologne, Hoepertingen et Mopertingen, 63. — 5. Terres contestées, 63. — 6. Interventions du duc de Brabant dans ces territoires, 64). — C. Le Limbourg et les Pays d'Outre-Meuse, 66 (I. Les accroissements territoriaux, 66. — 2. Les aliénations, 69. — 3. Le gouvernement général du Limbourg et des pays d'Outre-Meuse, 93). — D. Divers, 99.

II. Principautés et seigneuries en union personnelle temporaire 99

A. Les pays unis par mariage, 100 (1. Le duché de Luxembourg, 100. — 2. Le Hainaut, la Hollande, la Zélande et la Frise, 102). — B. Autres territoires possédés à titre personnel par un duc de Brabant, 104 (I. Possessions impériales de Wenceslas, 104. — 2. Seigneuries françaises de Wenceslas, 105. — 3. Le comté de Rethel, 106. — 4. La châtellenie de Lille, 106. — 5. Les comtés de Ligny et de Saint-Pol, 107).

III. Les douaires étrangers des duchesses de Brabant 108

A. Les douaires de Jeanne, 108. — B. Le premier douaire de Jacqueline de Bavière, 109.

Conclusions 110

Chap. III. — LA FONCTION DUCALE 112

I. Les titres 112

II. La nature des pouvoirs du duc 116

III. Début et fin du règne. Transmission ou attribution de la dignité ducale 128

A. Fin du régne, 128. — B. Règles de succession, 130. — C. Accession au pouvoir, 136.

IV. Minorités, régences, délégations de pouvoir 139

A. Minorité, 139. — B. Le duc écarté du pouvoir par les Etats, 139. — C. Délégations de pouvoir, 141. — D. Abdication, 148.

V. Le rôle politique des proches parents des ducs 149

A. Les conjoints, 149 (1. L'époux d'une duchesse régnante, 149. — 2. L'épouse d'un duc régnant 149). — B. Parents proches, 150. — C. Parents plus éloignés, 151. — D. Bâtards, 151.

VI. Les ordres de chevallerie 151

DEUXIEME PARTIE. — L'entourage ducal. Les éléments évolués de la Curia ducis 153

Chap. I^er. — L'HOTEL DU DUC 155

I. Les services domestiques 161

A. Gîte et habillement La Chambre, 161. — B. Services de bouche. Cuisine, paneterie, bouteillerie, 166 (1. La cuisine, 166. — 2. La paneterie, 168. — 3. La bouteillerie, 168). —C. Transport et déplacements. La Maréchalerie. La Fourrière, 169 (1. La Maréchalerie, 169. — 2. La Fourrière, 174). — D. Services domestiques généraux, 174 (1. La direction de l'Hôtel, 174. — 2. Le receveur de l'Hôtel, 175. — 3. Le service d'honneur du prince, 179. — 4. La garde personnelle du duc, 182. — 5. Conciergerie. Huissiers, 183. — 6. Service des bâtiments, 183. — 7. Médecin. Chirurgien. Chapelle, 183).

II. Les services d'intérêt général 186

A. Les clercs de la Cour. La Chancellerie, 186 (1. De 1355 à 1404, 184. — 2. De 1404 à 1430, 205). — B. Les messagers, 220. — C. Hérauts d'armes, 221. — D. Les conseillers, 224.

Chap. II. — LES GRANDS OFFICIERS 225

A.. Le drossard ou sénéchal de Brabant 225

B.. Le maréchal du duc de Brabant 228

C.. Le receveur de Brabant 232

Généralités. Avant 1404, 232. — De 1404 à 1430, 240 (1. La trésorerie et la recette générale de toutes les finances, 240. — 2. Le receveur de Brabant devient théoriquement receveur général de Brabant-Limbourg, 250. — 3. Extension des pouvoirs du receveur de Brabant, 254. — 4. Recrutement du receveur. Le lieutenant du receveur. 256. — 5. Les vacances de la recette générale, 260. — Le contrôle des finances, 263).

D.. Les autres officiers 264

Chap. III. — LA COUR FEODALE ET LE CONSEIL DUCAL. LES GRANDES ÉTAPES DE LEUR HISTOIRE JUSQU'EN 1430 268

I. La Cour féodale 268

II. Le Conseil ducal 271

A. Les origines, 271. — B. Sources et terminologie, 271. — C. Histoire du Conseil ducal de 1355 à 1430, 274 (I. Le Conseil de Jeanne et Wenceslas, puis de Jeanne seule, 1355-1404, 274. — 2. Les Conseils d'Antoine, gouverneur, et de Jeanne, 1404-1406, 275. — 3. Le Conseil d'Antoine, duc, 1406-1415, 280. — 4. Le Conseil de régence pendant la minorité de Jean IV, novembre 1415 - août 1417, 281. — 5. Le Conseil de Jean IV, émancipé, septembre 1417 - 26 avril 1420, 286. — 6. Les Chambres du Conseil du 27 avril 1420 et du Il septembre 1420. Le conflit entre Jean IV et les Etats de Brabant, 1420-1421, 288. — 7. Le Conseil jusqu'à la fin du règne de Jean IV, mai 1421 à avril 1427, 294. — 8. Le Conseil sous Philippe de Saint-Pol, avril 1427 - août 1430, 295. — 9. Du Conseil ducal traditionnel au Souverain Conseil de Brabant, 297).

Chap. IV. — LE CONSEIL DUCAL. ORGANISATION-COMPETENCE 301

I. Composition du Conseil 301

A. Le nombre de conseillers, 301. — B. Les différentes catégories de conseillers, 302 (1. Les nobles, 302. — 2. Les ecclésiastiques, 305. — 3. Les légistes et autres universitaires, 306. — 4. Les bourgeois, 309. — 5. Les étrangers, 315).

II. Accès au Conseil 320

A. Principe général, 320. — B. Les patentes de conseillers, 322. — C. Hérédité de certains conseillers, 327. — D. Serment, 329.

III.Durée des fonctions 332

IV.Réunions du Conseil. Assiduité des conseillers 333

A. Lieu de réunion, 333. — B. Périodicité, 337. — C. Assiduité des conseillers, 337.

V. Rétribution des conseillers : gages, pensions, indemnités, dons, avantages divers 343

A. Avantages procurés par le séjour à l'Hôtel, 343. — B. Indemnités de séjour, 344. — C. Frais et indemnités de mission, 346. — D. Gages et pensions, 349 (1. Gages, 350. — 2. Pensions, 353). — E. Avantages en nature, 354 (1. Bois et charbon de bois, 354. — 2. Draps d'habillement, vêtements, 355. — 3. Vins, 355). — F. Dons et avantages divers, 356,

VI. Rôle et compétence du Conseil 357

Généralités, 357. — Points particuliers, 364 (1. Le Conseil et les matières féodales, 364. — 2. Le Conseil et les finances ducales, 366. — 3. Le Conseil et l'Hôtel, 368. — 4. Le Conseil et l'administration ducale, 369. — 5. Le Conseil et les Etats, 370. — 6. Attributions judiciaires du Conseil, 371. — 7. Spécialisation des conseillers, 378).

VII. Actes émanés du Conseil 379

VIII. Le Conseil et les pays en union personnelle 379

Chap. V. — LA CHAMBRE DES COMPTES 386

Chap. VI. — LA NAISSANCE D'UNE CHAMBRE DU CONSEIL 404

TROISIEME PARTIE. — Le contrôle du pouvoir ducal 427

Chap. I^er^. — LES ACTIVITES DES REPRESENTANTS DU CLERGE, DE LA NOBLESSE ET DES VILLES 429

I, La documentation 429

II. Les réunions 432

A. L'appellation d'«Etats», 434. — B. Les composantes des assemblées, 435 (1. Le clergé, 435. — 2. La noblesse, 438. — 3. Les villes et franchises, 442). — C. Les types de réunions, 446 (1. Les trois Etats, 447. — 2. Le «commun pays», 447. — 3. Les deux Etats laïques, 448. — 4. Clergé et villes, 448. — 5. Le clergé seul, 450. — 6. La noblesse seule, 451. — 7. Les villes, 452). — D. Convocation des assemblées, 462.

III. Compétence des représentants du pays 464

A. Matières traitées, 464. — B. Nature de l'intervention des Etats, 46

IV. Embryons d'Etats généraux 468

Chap. II. — LES GRANDES ETAPES DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN BRABANT DE 1355 À 1430 470

De l'avènement de Jeanne et Wenceslas à la bataille de Baesweiler (1355-1371) 470

De la bataille de Baesweiler à la mort de Wenceslas (1371-1383) 474

De la mort de Wenceslas à celle d'Antoine (1383-1415) 476

La minorité du duc Jean IV (1415-1417) 490

Le gouvernement personnel du duc Jean IV (1417-1420) 496

Les événements de 1420-1421 503

La fin du règne de Jean IV et le règne de Philippe de Saint-Pol (1421-1430) 512

De la mort de Philippe de Saint-Pol à l'avènement de Philippe le Bon (4 août - 5 octobre 1430) 521

Chap. III. — LE CONTROLE PAR LES ETATS DE L'EXERCICE DU POUVOIR 524

I. Le Conseil de Kortenberg 524

II. Les grandes enquêtes administratives 527

III. Le contrôle exercé sur les finances du prince 530

1. Le contrôle des finances extraordinaires, 530. — 2. Le contrôle des finances ordinaires, 535. — 3. Le contrôle exercé sur la frappe des monnaies, 538.

IV. Le contrôle exercé sur le Conseil ducal 544

Conclusions 551

Règles d'utilisation de copies numériques d'oeuvres littéraires publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles et mises à disposition par les Bibliothèques de l'ULB

L'usage des copies numériques d'œuvres littéraires, ci-après dénommées « copies numériques », publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles, ci-après dénommées EUB, et mises à disposition par les Bibliothèques de l'ULB, implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées ici. Celui-ci est reproduit sur la dernière page de chaque copie numérique publiée par les EUB et mise en ligne par les Bibliothèques; il s'articule selon les trois axes protection, utilisation et reproduction.

Protection

1. Droits d'auteur

La première page de chaque copie numérique indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire.
La mise à disposition par les Bibliothèques de l'ULB de la copie numérique a fait l'objet d'un accord avec les EUB, notamment concernant les règles d'utilisation précisées ici.
Pour les oeuvres soumises à la législation belge en matière de droit d'auteur, les EUB auront pris le soin de conclure un accord avec leurs ayant droits afin de permettre la mise en ligne des copies numériques.

2. Responsabilité

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des copies numériques, certaines défectuosités peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -.
Les EUB et les Bibliothèques de l'ULB déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des copies numériques. De plus, les EUB et les Bibliothèques de l'ULB ne pourront être mis en cause dans l'exploitation subséquente des copies numériques ; et la dénomination des EUB et des 'Bibliothèques de l'ULB', ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des copies numériques mises à disposition par eux.

3. Localisation

Chaque copie numérique dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <http://digistore.bib.ulb.ac.be/*annee*/*nom_du_fichier*.pdf> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les bibliothèques de l'ULB encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à une copie numérique.

Utilisation

4. Gratuité

Les EUB et les Bibliothèques de l'ULB mettent gratuitement à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires sélectionnées par les EUB : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

5. Buts poursuivis

Les copies numériques peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les copies numériques à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux EUB, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s).
Demande à adresser aux Editions de l'Université de Bruxelles (EDITIONS@admin.ulb.ac.be).

6. Citation

Pour toutes les utilisations autorisées, l'usager s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles – Editions de l'Université de Bruxelles et Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition).

7. Liens profonds

Les liens profonds, donnant directement accès à une copie numérique particulière, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :

1. les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des bibliothèques de l'ULB ;
2. l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des bibliothèques de l'ULB'.

Reproduction

8. Sous format électronique

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement le téléchargement, la copie et le stockage des copies numériques sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre base de données, qui est interdit.

9. Sur support papier

Pour toutes les utilisations autorisées mentionnées dans ce règlement les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

10. Références

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références aux EUB et aux Bibliothèques de l'ULB dans les copies numériques est interdite.